UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

6573

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVIe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME XXXVI. — 1er NOVEMBRE 1916. 1

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVIe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME TRENTE-SIXIÈME

142452
27/4/17

PARIS
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1916

AP
20
R5
pér. 6
t. 36

L'ÈRE NOUVELLE

PROBLÈMES DE LA GUERRE ET DE LA PAIX

II [1]

LE PROBLÈME DE LA PAIX

I. — DE LA GUERRE A LA PAIX

Le sophisme, qui trompe encore, plus ou moins, les peuples allemands, consiste dans l'affirmation, — mille fois répétée, jamais sérieusement combattue en Allemagne, — que l'Allemagne a été attaquée par les Puissances, et qu'elle lutte uniquement pour son existence, pour sa liberté. L'Empereur aimait la paix ; c'est contre sa volonté que l'Europe et le monde ont été jetés dans la guerre : « Je n'ai pas voulu cela. »

Sur les origines immédiates de la guerre, la lumière est faite. L'histoire n'aura, sans doute, aucun élément essentiel à verser au débat. Quand elle pénétrera dans les archives secrètes, elle éclaircira peut-être le point resté douteux de savoir si c'est l'Autriche qui a entraîné l'Allemagne ou l'Allemagne l'Autriche. Mais le fait de la « volonté d'agression » de la part des Empires du Centre résultera autant des actes d'une politique suivie que des faits diplomatiques immédiatement antérieurs à la crise (2).

(1) Voyez la *Revue* du 15 juin 1916.

(2) On lira avec intérêt l'ouvrage, probablement éclairé par une documentation serbe, de M. Pierre Bertrand, *L'Autriche a voulu la guerre*; Bossard, in-8°.

S'élevant de « l'incident » au « permanent, » l'histoire reconnaîtra, sans doute, comme raisons profondes de la guerre : l'esprit d'invasion naturel à la race allemande, la folie orgueilleuse résultant des trop faciles victoires de 1866 et de 1870, l'ivresse d'un enrichissement prodigieux dû à un système industriel, commercial et financier qui ne pouvait pas durer. Elle dépouillera du prétendu mysticisme dont on a voulu la parer, une décision froidement prise et dont le caractère est foncièrement réaliste ; tout au plus, reconnaîtra-t-elle quelque infime appoint idéaliste dans la thèse de ces « satanés professeurs » dont parlait Palmerston. L'histoire résumera l'ensemble de ces dispositions avérées dans une expression désormais classique : le *militarisme prussien*. Elle dira comment le militarisme était la modalité agressive du système pangermaniste exposé par Bülow dans son livre : *la Politique allemande*, et elle notera comme décisif l'aveu échappé à Jagow : « Au conseil de Potsdam, les militaires l'ont emporté sur les civils. »

Le « problème de la guerre » nous a paru se résoudre en ces termes : guerre injuste, guerre agressive, guerre préparée, délibérée et déclarée : elle accable, non seulement le gouvernement allemand, mais le peuple allemand sous le poids des plus lourdes responsabilités. Avec les conséquences si étrangement disproportionnées entre les desseins et les résultats, la guerre de 1914 est le type de la guerre détestable. Cataclysme inouï, crime effrayant de lèse-humanité, elle est la preuve éclatante de l'insociabilité persistante de l'Allemagne prussienne parmi les autres peuples européens.

En ce qui concerne la « volonté de la guerre, » la contre-épreuve résulte de l'examen des « buts de la guerre. » L'opinion allemande, la presse allemande, les chefs allemands ne cessent d'agiter cette question. Or, dans une si ardente polémique, les uns et les autres ne prennent en considération qu'un seul et unique point de vue : l'intérêt de l'Allemagne. Jamais, une seule fois, on n'a envisagé, jusqu'ici, entre Rhin et Niémen, le véritable problème : comment, après la guerre, réglera-t-on les affaires de l'Europe et les affaires du monde pour que l'humanité respire et soit plus heureuse ? Pas une seule fois, la considération *des autres* n'a forcé l'attention du brutal et aveugle égoïsme des Allemands. Preuve qu'ils ont fait la guerre uniquement pour satisfaire cet égoïsme, puisqu'ils entendent

encore ne la conclure que pour des fins égoïstes, n'ayant ni admis ni aperçu même la nécessité de règlemens larges et humains comme issue et conclusion de ce formidable événement.

Dans les « fins de la guerre, » telles que les exposent soit les plus excessifs, soit les plus modérés, il s'agit toujours d'une bonne affaire pour l'Allemagne : rien de plus. Les six grandes associations industrielles et agricoles formulent ainsi leurs réclamations : « La sécurité de l'empire d'Allemagne dans une guerre future nécessite impérieusement la possession de toutes les mines de minettes, *y compris les forteresses de Longwy et de Verdun*, sans lesquelles cette région ne saurait être défendue. La possession de grandes quantités de charbons et principalement de charbons riches en bitume qui *abondent dans les bassins du Nord de la France* est au moins aussi importante que le minerai de fer pour l'issue de la guerre... En résumé, on peut dire que les buts que l'on se propose pour nous assurer une économie durable sont, en ce moment, ceux qu'il faut pour garantir notre force militaire, notre indépendance et notre puissance politique, d'autant plus qu'étendre nos possibilités économiques, c'est multiplier les occasions de travail et servir ainsi notre classe ouvrière. »

Avec plus de modération (sans doute sous l'influence des récens événemens militaires), le premier ministre bavarois Hertling dit, le 31 août, au journaliste Wiegand : « L'existence de l'Allemagne, son indépendance comme nation, la sécurité future de son peuple pour son développement pacifique au point de vue économique, industriel et politique, voilà les buts de guerre de l'Allemagne, voilà ce que défend le peuple allemand et pourquoi il verse son sang; voilà pourquoi nous combattons. »

Étant donné les atténuations que comporte une parole officielle, l'objectif du ministre est le même que celui des corporations : les Allemands ne parlent que d'*eux*, ne songent qu'à *eux*, à *leurs* intérêts, à *leur* prospérité, à *leur* bien-être. L'Allemagne, puissance de proie, est tombée sur le monde comme sur une proie. Même maintenant, elle ne s'est pas encore aperçue que l'Europe et le monde, puisqu'ils ont été troublés dans leur repos, entendent n'y rentrer que quand ils auront assuré et garanti à l'humanité une vie paisible sous un régime politique et économique équitable.

Le véritable problème de la paix réside donc dans l'antago-

nisme fondamental entre la conception que les empires de proie se sont faite de la guerre et celle que s'en est fait le reste du monde. Qu'ils discutent les « buts de la guerre, » on ne prendra nul souci de leurs polémiques, tant qu'ils n'auront pas admis qu'il s'agit d'autre chose que des débouchés économiques de l'Allemagne, de l'expansion matérielle et matérialiste de l'Allemagne. Se bornant à cela, ils n'effleurent même pas le sujet. S'ils croient que leurs ambitions et leurs convoitises, grandes ou petites, l'achalandage de leur boutique, la vente de leur camelote expliquent et excusent l'effroyable boucherie, ils se trompent : plus ils insistent, plus ils irritent. Un tel manque de tact les rend haïssables et les isole du reste de l'humanité.

Ils ne s'aperçoivent donc pas que la raison humaine, toute la raison humaine (et la leur peut-être bientôt) répudie et répudiera ces « buts » mesquins et bas! Puisqu'ils ont déclaré la guerre au monde, le monde la leur fait pour les réduire à l'impuissance et refouler l'exemple et l'erreur de leur brutale insociabilité.

Comme des enfans gourmands et volontaires, ils troublent la maison par leurs cris, leurs exigences, leurs colères. Nous demandons une vie tranquille et noble, avec les plus hauts buts humains, la justice, la fraternité, la liberté! Peuple jeune et de formation récente, de croissance trop prompte et mal réglée, ce gros garçon encombrant n'a pas encore compris tout cela. Il ne songe qu'à élargir sa place, fût-ce au détriment des autres. Il va s'apercevoir qu'il y a une règle pour tout le monde. Les Allemands ont besoin d'une correction, d'une leçon et d'une entrave. Un régime sévère, une autorité forte sont nécessaires pour leur apprendre à vivre. Ou ils céderont et se rangeront à la loi commune, ou ils s'obstineront dans leurs caprices et dans leur orgueil : en ce cas, les précautions seront prises pour les refréner à l'avenir. En un mot, il s'agit de leur inculquer la loi de la morale et des convenances internationales qu'ils ignorent encore. Il faut qu'ils changent de conduite et, pour cela, qu'ils changent de doctrine et de professeurs.

Renoncer aux instincts de rapine et de proie, au parjure et à la cruauté, c'est la première condition pour être admis dans une société civilisée.

Tenir compte de la vie et de la liberté des autres, c'est le premier principe de la justice.

Modérer ses désirs et ses passions, c'est la première règle de la sagesse.

La leçon de la guerre apprendra, une fois de plus, aux violens que ce sont là les modalités essentielles de toute paix.

Ayant considéré dans la première étude le caractère matériel et moral de la guerre (1), je vais essayer de dégager dans celle-ci les conditions matérielles et morales de la paix.

L'examen des problèmes de la paix, ainsi envisagé à l'heure actuelle, ne présente aucun inconvénient; au lieu de nous déconforter, il nous réconforte. En nous découvrant la grandeur des buts de la guerre, leur élévation et leur noblesse, il nous donne la force d'âme nécessaire pour supporter les plus lourds sacrifices jusqu'à ce que ces buts supérieurs soient atteints. Il s'agit d'une marche à l'étoile : seule cette idée peut faire accepter la longueur de la route et les épines du chemin. La foi est notre soutien. Au but coûte que coûte! Nous savons que nous sommes au plus pénible de la pente la plus rude. Mais le clair sommet entrevu nous attire et nous aide. Là-haut, nous allons découvrir des horizons infinis, et nos enfans jouiront du repos dans la lumière.

Puisqu'il s'agit d'un idéal, nous pouvons le fixer sans baisser le regard; son rayonnement nous anime, mais ne nous aveugle pas. Peut-être ne l'atteindrons-nous jamais. Cependant nous devons le considérer comme l'objet infiniment désirable d'une victoire que, d'ores et déjà, nous pouvons admettre comme certaine.

C'est seulement pour cette hypothèse, — l'hypothèse de la victoire, — que l'on peut tenter d'esquisser les premiers linéamens de l'Europe future. Le sort des armes et la volonté de Dieu en décideront. Les aspirations les plus nobles lui sont évidemment subordonnées; elle est le but et le couronnement de nos efforts.

C'est en vue de cette victoire que nous écrivons ces lignes, sans présomption et sans illusion, car nous connaissons la difficulté des réalisations humaines. Mais nous avons bien le droit de dire que la victoire doit être absolue pour que la paix soit digne d'une telle guerre. Selon les paroles récentes du vieux Kouropatkine : « Il faut avoir conscience que les années que nous

(1) *Revue des Deux Mondes* du 15 juin 1916.

vivons comptent parmi les plus importantes de l'histoire. Toute faiblesse, toute erreur commise actuellement, peuvent avoir leur répercussion pendant des siècles et peser cruellement sur la vie des peuples. Les générations actuelles doivent accomplir leur besogne de réparation et régénération. »

J'ai à peine besoin de dire, avant d'aborder cette étude sur les problèmes de la paix, que les idées qui y sont exposées me sont exclusivement personnelles. *Je ne prends mes inspirations nulle part et je n'engage personne.* Mais l'heure me paraît venue de soumettre à l'attention et à la réflexion du public l'ensemble d'un débat sur lequel il devra bientôt se prononcer. Pour qu'il juge, encore faut-il qu'il soit saisi. Personne n'en est à penser, j'imagine, que les décisions d'une importance sans précédent qui sont à prendre, pourront être décrétées par les gouvernemens à l'insu des peuples. Les peuples veulent savoir et doivent être renseignés. Quel inconvénient à chercher dans une libre discussion, toute de loyauté et de franchise, les solutions dont dépendent la tranquillité et le bonheur du genre humain?

Les déductions qui vont suivre paraîtront peut-être rigoureuses, je les crois logiques et fatales, si nous voulons éviter le retour, à bref délai, d'une guerre plus terrible que celle-ci. Je voudrais qu'à chaque page de la présente étude, fût écrite, en marge, la magnifique apostrophe du président du Conseil, M. Briand : « Vous ne connaissez donc pas l'Allemagne! »

Je suis obligé d'ajouter enfin qu'au cours de ces pages, nécessairement comptées, les sujets n'ont pu être abordés que dans leurs lignes générales et, pour ainsi dire, effleurés. Je me suis attaché à l'étude des questions diplomatiques proprement dites, réservant, pour les études ultérieures, l'examen des autres problèmes internationaux, notamment des conditions économiques et des conditions du travail dans *l'Ère Nouvelle*.

La paix future ne sera certainement pas « la paix allemande. » La paix allemande ne voulant être, selon que le révèlent toutes les polémiques, sur les « buts de la guerre, » qu'une paix égoïste, la paix des Alliés sera, par opposition, une paix généreuse, une paix humaine et humanitaire.

Avant d'en venir à l'étude et à la discussion des points concrets, il faut, comme Talleyrand l'avait fait si sagement en 1814, poser les principes. L'avantage des principes est

grand du côté des Puissances de l'Entente, car l'Allemagne et ses alliés n'en ont pas.

C'est à un simple « poilu, » à un enfant tombé au champ d'honneur que je demanderai l'expression la plus haute et, je crois, la plus exacte du but idéal de la guerre. Il est naturel que ces héros, frappés pour une cause juste, aient su, mieux que personne, pourquoi ils combattaient et il est bon qu'ils fassent, d'outre-tombe, entendre leur voix. Leur âme héroïque était plus éclairée que n'importe quelle assemblée de diplomates. Si les diplomates ne savent pas s'inspirer de cette revendication des cœurs simples et droits, ils manqueront leur tâche; car ils ne sont que des scribes et les morts dictent.

Je cite donc ces paroles, parmi cent autres, parce qu'elles me paraissent traduire sincèrement et presque naïvement l'aspiration des âmes : « Après le conflit, ceux qui auront pleinement et filialement rempli leurs obligations envers leur pays se trouveront en face de devoirs autrement graves et de réalisation impossible quant à présent. Mais, précisément, là sera le devoir de projeter notre effort vers l'avenir. Ils devront tendre leurs énergies à effacer la trace des contacts blessans entre les nations... Les horreurs de la guerre de 1914 conduisent à l'unité européenne. Ce nouvel état ne s'établira pas sans heurts, spoliations, litiges, pour des temps infinis, mais indubitablement la porte est maintenant ouverte sur ce nouvel horizon (1). » En un mot, le but de la guerre européenne est de faire une bonne Europe : sinon, cette guerre n'a pas de sens. Et c'est pour cela que l'Europe est obligée de faire une Allemagne européenne. Tout le problème est là.

Le traité de Westphalie a essayé de faire une bonne Europe en appliquant à l'Allemagne un certain régime, le régime des « garanties; » l'œuvre a été manquée dans certaines de ses parties, et c'est pourquoi elle a péri. Nous tâcherons de reconnaître ces points défectueux et qui demandent correction.

Les traités de 1814-1815 ont eu le même objet. Mais ils avaient une tare initiale. Talleyrand, qui y prit une si grande part, a, de cela, une vue très claire quand il écrit, au plein de leur élaboration, en visant l'agrandissement exagéré de la Prusse : « Il est évident que l'Allemagne, après avoir perdu son

(1) *Lettres d'un soldat.* Paris. Chapelot, 1916.

équilibre propre, ne pourra plus servir à l'équilibre général. »

Les conférences de La Haye ont eu pour objet d'établir un mécanisme de paix durable entre les peuples. Mais ce mécanisme était sans force, sinon sans âme. Il fut impuissant à empêcher la guerre et n'a aucune efficacité pour rétablir et combiner la paix.

Une bonne Europe et une bonne paix seront le fruit d'une sage élaboration où ces divers précédens entreront pour leur part et qui, en s'inspirant, en outre, des conditions de la lutte déchaînée entre les peuples, créera un nouveau droit.

Une bonne paix, une bonne Europe dépendent d'une saine appréciation des conditions dans lesquelles l'Allemagne est accrochée au sein de l'Europe et, si j'ose dire, au sein de la paix. L'Allemagne doit être en Europe un élément de paix et non un élément de guerre. Il s'agit de constituer, autour d'elle et avec elle, une sorte de confédération européenne où chacun travaille à sa place et à son rang. A cela les hommes d'État doivent s'appliquer avec une grande hauteur de vues et une grande largeur de cœur; ils doivent se mettre au-dessus des passions du moment, écarter l'esprit de vengeance, ne pas céder aux faiblesses et aux compromissions de partis, s'inspirer à la fois des sentimens des peuples et de la froide raison, tenir aux réalités et s'élever jusqu'à l'idéal.

La génération qui a fait la guerre est capable et digne de prendre les choses de ce biais, car son éducation est forte et son inspiration droite, si les artifices des mauvaises ambitions et l'entraînement des passions aveugles ne l'égarent pas.

M. Asquith, dans son discours du 11 avril 1916 aux parlementaires français s'exprime ainsi, parlant au nom des Puissances alliées : « Comme résultat de cette guerre, nous entendons instaurer en principe que les problèmes internationaux doivent être résolus au moyen de libres négociations, sur le pied de l'égalité entre les peuples libres, et que ce règlement ne sera jamais entravé ou influencé par les injonctions impérieuses d'un gouvernement qui est contrôlé par la caste militaire. Voilà ce que j'entends par destruction de la domination militaire de la Prusse, rien de plus, rien de moins. »

Cette formule est excellente, mais négative. Il faut la compléter par un principe positif, et ce principe ressort de la sage interprétation de l'histoire, de la pratique de la vie des peuples, de la morale courante et de la morale internationale

fondées sur le passé et capables de garantir l'avenir. Nous ne voulons pas seulement la destruction du militarisme prussien : nous voulons, sur ses ruines, fonder une Europe nouvelle, une Europe rationnelle, — en un mot une Europe équilibrée. Il ne suffit pas de détruire, il faut construire.

Tel est donc le principe d'ordre permanent qui relève du plus haut idéal historique : une bonne paix par une bonne Europe.

Et voici, maintenant, les déductions résultant du fait même de la guerre telle qu'elle a été conçue et entreprise par l'Allemagne et ses Alliés; car ce fait est lui-même générateur de faits et de conséquences dont il faut bien tenir compte.

Toute paix, pour être durable, est à la fois extérieure et intérieure au vaincu qui la signe : elle lui vient du dehors puisqu'elle lui est imposée; elle se fait au dedans de lui puisqu'il doit finalement y adhérer. Ainsi se fonde le droit qui est le consentement des parties.

Examinons donc ces deux points de vue : quelle paix imposer à l'Allemagne et à ses Alliés? A quelle paix finiront-ils par adhérer ?

Puisque la guerre a été voulue par les Empires germaniques, déclarée par eux, à leur heure, dans un esprit de conquête et de domination, la paix doit, pour être juste, assurer aux peuples, victimes de cette agression, trois choses : le châtiment des responsables, la réparation des pertes subies, des garanties pour l'avenir. La justice, la victoire et les traités assureront le châtiment, la réparation et les garanties. Les trois élémens doivent être combinés de telle sorte que le problème matériel et le problème moral posés par la guerre soient, dans la limite des moyens humains, résolus.

Pour obtenir ces résultats idéaux, la guerre doit, pour ainsi dire, se transmuer en paix, par l'atténuation dégressive de son principe qui est la force et par l'apparition progressive de sa raison, qui est le droit.

Au début, la paix doit rester guerre, si j'ose dire, et, à la fin, la guerre doit être devenue paix.

Il est bon de prévoir cette évolution des choses pour y aider et la faciliter. La paix sera d'abord la paix des soldats, elle deviendra ensuite la paix des diplomates, et elle apparaîtra finalement la paix des jurisconsultes ou des arbitres. L'histoire

ferme lentement les portes du temple de Janus et elle ouvre plus lentement encore celles du temple de La Haye.

II. — DE L'ARMISTICE, POINT DE DÉPART DE TOUTE NÉGOCIATION

Nous voici donc en présence du premier acte commençant l'évolution de la guerre à la paix : c'est l'armistice. L'armistice, c'est-à-dire la suspension des hostilités entre toutes les armées ennemies, sera, comme d'ordinaire, le préliminaire indispensable.

L'armistice est essentiellement l'œuvre des militaires. Seuls les grands chefs peuvent savoir quelles garanties il faut obtenir de l'ennemi pour que leurs troupes ne soient pas exposées à un retour où la victoire serait surprise dans sa confiance et sa bonne foi. Un des graves inconvéniens de la formule du « chiffon de papier, » c'est qu'elle rendra, dans la crise actuelle, les premiers contacts particulièrement difficiles. Qui voudrait s'en fier à la parole de celui qui l'a prononcée? D'ailleurs, il n'y a pas de parole ni de signature qui compte à ces heures-là : il faut des faits ; et, ces faits, qui peut les obtenir et les déclarer satisfaisans, sinon ceux qui auront la responsabilité des conséquences ?

Songez aux terribles effets de la moindre erreur en ces matières. La guerre actuelle a réuni sur les champs de bataille « les nations armées ; » il ne doit être question de leur faire entrevoir une première détente, si l'on n'a pas obtenu d'abord, de l'ennemi, des concessions *réelles* mettant celui-ci dans l'impossibilité de reprendre les armes. Ces précautions sont indispensables et elles devront être calculées avec une exactitude et une vigilance rigoureuses : car, c'est en ce point précis qu'est le gond ou la charnière qui fera tourner la guerre vers la paix. La moindre surprise pourrait être fatale : nous avons affaire à une coalition qui est pleine de Sawof.

L'armistice doit être dicté par les militaires et être signé par eux sous leur responsabilité. A eux de prendre leurs précautions.

Ces précautions, d'ordinaire, sont les suivantes : le désarmement de l'ennemi, l'occupation de certaines places fortes ou de certains territoires, le sacrifice immédiat de certaines ressources et avantages qui pourraient permettre à l'ennemi de

« souffler » et de rouvrir les hostilités à une heure plus favorable.

Le désarmement, dans les conditions actuelles de la guerre, sera d'une importance capitale ; car la supériorité de l'armement n'a jamais été plus décisive. Le seul avantage de l'Allemagne, à la suite de sa longue préparation, tenait à ses armemens. Il ne faut pas que cette supériorité lui reste. Forteresses, artillerie, aéroplanes, dirigeables, vaisseaux de guerre, sous-marins, il y aura mainmise, d'abord, sur ces engins redoutables. Telle sera, nécessairement, la première condition de la paix ; et c'est pourquoi je dis qu'elle sera encore la guerre.

Cette précaution se complète par une autre qui est également habituelle et qui résultera d'une nécessité non moins urgente : c'est l'occupation d'une partie du territoire ennemi. Après la mort des fils et la honte de la défaite, l'occupation des territoires sera la première forme du châtiment. Cette occupation comporte aussi, pour l'avenir, des garanties indispensables, notamment en ce qui concerne la réparation des dommages causés par la guerre. Les réparations devant être énormes comme ont été les dommages et les ruines, l'occupation sera le gage nécessaire, l'unique sûreté suffisante. Le précédent de 1870 suggère une « occupation de garantie » se prolongeant pendant plusieurs années.

Je n'insiste pas. Cette solution préliminaire du problème de la paix est, pour ainsi dire, normale : mais sa technique nous échappe. Il en est, en effet, des conditions du désarmement et de l'occupation, à peu près comme il en est des combinaisons stratégiques et des mouvemens tactiques : seuls, les chefs militaires peuvent en connaître, seuls ils auront le dépôt du secret dans ces heures obscures.

Ajoutons seulement qu'une prière s'élèvera de toutes parts vers eux, à ce moment : « Faites que la guerre ne recommence pas. Prenez vos précautions ; faites, faites que tant de sang versé ne l'ait pas été en vain. Ne parlez pas de paix, ne laissez pas parler de paix, s'il n'est pas bien entendu qu'il s'agit de la bonne paix, de la paix réelle, absolue, définitive, pour laquelle nous, les peuples, avons combattu jusqu'à la mort. Gardez-vous, méfiez-vous ; vous connaissez la ruse permanente qui vous guette. Ne vous laissez pas tromper. Retenez-nous, s'il le faut, sous les armes jusqu'à l'heure où l'ennemi sera sous vos pieds. Mais qu'il soit ligoté de telle sorte que la paix

que vous imposez soit, une fois pour toutes, sans retour et sans discussion possible, la paix. »

L'armistice n'est pas seulement la suspension d'armes nécessaire, il est aussi le prélude de la pacification entre les peuples. Il est, à la fois, la dernière phase de la guerre et la première forme de la paix. De l'alinéa initial à l'alinéa final de son texte, la guerre et la paix sont, pour ainsi dire, entrelacées. Et c'est pourquoi il exige d'autres et non moins importantes préparations et élaborations. Le but idéal de la guerre et la pensée des gouvernemens, quand ils ont dû prendre leur parti de la guerre, doivent nécessairement s'y retrouver dans leur essence. Chacun de ses termes décidera d'un chapitre de l'histoire du monde. C'est là que se fait la jonction entre l'œuvre du pouvoir civil et l'œuvre du pouvoir militaire ou, plutôt, c'est là que doit se trouver l'expression de la volonté nationale en action.

Bismarck donne, dans ses *Souvenirs*, la doctrine, telle qu'il la conçoit, des relations de l'état-major avec le gouvernement pendant la guerre. Il rappelle que le dieu Janus a deux faces : l'une tournée vers les affaires civiles, l'autre vers les affaires militaires, et il ajoute : « La tâche de la direction de l'armée se propose l'anéantissement des forces ennemies; le but de la guerre, c'est d'obtenir la paix à des conditions en rapport avec la politique poursuivie par l'État. Le soin d'établir et de limiter les résultats qui doivent être atteints par la guerre, la préoccupation pour le prince de délibérer à ce sujet, est et demeure, pendant comme avant la guerre, un problème politique. Les voies et moyens employés dépendront toujours de cette question : a-t-on voulu atteindre le résultat finalement obtenu? ou plus, ou moins? Veut-on exiger des cessions de territoire ou y renoncer? Veut-on obtenir la possession d'un gage et pendant combien de temps? » L'esprit réaliste de Bismarck n'envisage, comme on le voit, que des objets concrets. Exclusif et autoritaire, il tend à subordonner à ses vues celles de l'état-major. Il se plaint, qu'à Versailles, « il dut se résigner à ne pas être appelé à donner son avis sur les choses de la guerre. » On sait que, finalement, ce sont les vues de l'état-major qui l'emportèrent, en effet, non seulement pour la rédaction de l'armistice, mais pour les conditions générales de la paix. Mais il n'en reste

pas moins que si les chefs militaires, assumant la responsabilité directe, doivent avoir le dernier mot, la solution raisonnable et sage doit être telle qu'elle combine, dans une juste mesure, le but élevé de la guerre, les idéaux des peuples, précisés d'avance par les pouvoirs civils, et, d'autre part, les nécessités de la « sécurité, » soit actuellement pour la guerre, soit futurement pour la paix, tels que seuls les états-majors peuvent en décider.

A un autre point de vue, l'œuvre de la diplomatie précède, éclaire nécessairement le travail des états-majors au moment de signer l'armistice : il s'agit de l'entente à maintenir fidèlement jusqu'au bout entre les alliés engagés dans la guerre. Il va de soi qu'aucune paix durable n'est possible, de la part d'une coalition, si cette entente n'est pas établie pendant la guerre et si elle ne se trouve pas fixée dans les termes d'un accord précédant l'armistice. Cet accord est l'élément essentiel de l'armistice lui-même, la source où il doit puiser, puisqu'il doit être l'expression, appliquée à la réalité, de la volonté commune des alliés.

Au traité de Westphalie, une des plus lourdes tâches de la diplomatie française fut de ne pas laisser se disjoindre l'entente entre les alliés. Les négociations se prolongèrent des années, en raison de l'espoir conçu par l'Espagne d'amener ses adversaires à une paix séparée. Avec une habileté singulière, les diplomates espagnols flattaient le gouvernement français et, en invoquant les liens de famille entre les deux couronnes (puisque Anne d'Autriche, régente de France, était fille des rois d'Espagne), ils offraient à cette reine de devenir l'arbitre de la paix. Mazarin retenait sa souveraine d'une main ferme. « Il ne me semble pas, écrit-il sagement au duc de Longueville, chef de l'ambassade française à Munster, que les Espagnols puissent avoir eu d'autres visées que de faire leur dernier effort pour donner jalousie de nous à nos alliés, et particulièrement à MM. les États (des Provinces-Unies)... » En fait, les Espagnols réussirent à obtenir une paix séparée de la République de Hollande, paix malheureuse qui contribua à prolonger la guerre de plusieurs années. La guerre n'a de sens que par la paix qu'elle produit : se séparer au moment de conclure la paix, c'est aliéner le sens profond de la guerre et se blâmer soi-même de l'avoir faite.

En 1814, la coalition qui vainquit Napoléon se prémunit,

comme on le sait, d'un accord secret entre les *quatre* Puissances alliées; c'est le fameux traité de Chaumont, « le grand traité d'alliance, » dit Munster, « le plus étendu peut-être qui ait été conclu, » écrit Metternich à Merveldt. « Il gouverna l'Europe jusqu'en 1848 et fonda cette coalition des *quatre* qui, tant de fois disloquée, se reconstitua chaque fois que la France montra quelque velléité de sortir des limites que les alliés prétendaient lui imposer. Il constitua, en quelque sorte, le pouvoir exécutif de l'Europe dont les traités de Paris du 30 mai 1814 et de Vienne du 9 juin 1815 formèrent la Charte (1). » On sait aussi que l'effort de Talleyrand, au Congrès de Vienne, consista surtout à dissocier, dans la mesure du possible, les *quatre* Puissances et à créer une entente particulière où la France de Louis XVIII aurait sa place.

Dans la guerre actuelle, les Puissances alliées ont pris l'engagement réciproque de ne pas mettre bas les armes séparément. Il est probable que des accords d'une nature plus précise et plus complète sont étudiés entre elles. Sans essayer de percer le secret de la diplomatie, il suffit de rappeler, devant l'opinion, que ces accords préalables, mûrement étudiés et établis d'avance, sont les conditions nécessaires d'une bonne et prompte négociation.

En somme, comme le simple bon sens l'indique, les clauses de l'armistice sont fonction d'un bon idéal de la guerre et d'une sage conception de la paix.

III. — QUELS SERONT LES PARTICIPANS A LA PAIX?

Puisque la guerre a pour objet de créer de nouveaux rapports entre les Puissances qui y sont engagées et que la paix a pour objet de dégager et de préciser ces rapports pour en faire des droits, il y aura lieu d'établir d'abord, avec une grande rigueur, la liste des personnes internationales ou États qui prendront part soit à la conclusion de l'armistice, soit aux délibérations de la paix.

Cette question des *participans à la paix* est d'une importance extrême : par la seule prévision qu'elle interviendrait, certaines Puissances ont déjà pris rang parmi les belligérans;

(1) Albert Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, t. VIII, p. 290.

d'autres pays se prononceraient sans doute, s'ils avaient à craindre d'être forclos. Dès qu'il s'agira de l'armistice, cette question se posera : car, qui dictera l'armistice dictera la paix; qui signera l'armistice sera protégé par l'armistice même. C'est une première et très importante sélection. Les premiers traits de la figure de l'Europe nouvelle commenceront à se dessiner là.

Parmi les gouvernemens et les peuples belligérans, certains seront admis, certains seront exclus. Pour être admis aux délibérations, il faudra, d'abord, manifester une volonté franche et sincère d'y prendre part. S'éliminera qui voudra s'éliminer.

Quand les négociations du traité de Westphalie s'ouvrirent, la question des participans se posa cinq années avant la conclusion de la paix. Le cardinal Mazarin prit grand soin de rappeler aux États secondaires de l'Allemagne l'intérêt qu'ils avaient à se prononcer et à faire connaître s'ils demandaient leur admission. Car, faisait-il observer, qui s'excluait maintenant serait exclu par la suite. « Les villes, écrivait-il, par exemple, au magistrat de Colmar, doivent poursuivre d'être admises à l'assemblée générale de Munster pour assister et opiner comme il leur est permis par les lois de l'Empire, au traité de paix qui s'y doit conclure... Être reçues dans cette assemblée, comme il leur appartient et comme elles doivent le désirer, ou en être exclues, comme nos ennemis le prétendent, est un point décisif de la conservation ou de la perte de leur liberté. »

De même, et à peu de chose près, dans la même forme, se posera, dès le début des pourparlers, la question si grave de l'unité ou de la multiplicité des représentations pour les États composant l'Empire allemand. L'Empire allemand, aujourd'hui comme en 1643, compte des États qui ont gardé les principaux privilèges de la souveraineté, et notamment une certaine autonomie de leur armée et même de leur diplomatie. Ces États sont la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, le duché de Bade, la Hesse, etc.

Même dans l'état de choses actuel, ces États peuvent être considérés comme des États souverains. Leibnitz définit les conditions d'un État souverain : « Quelque juridiction que l'on reconnaisse (par exemple celle de l'Empire), quelque hommage ou obéissance que l'on doive à un supérieur, tant qu'on a le droit d'être maître chez soi, *jus propriæ potestatis*, et que ce supé-

rieur n'a pas celuy de tenir des garnisons ordinaires chez nous et de nous oster l'exercice du droit de paix, de guerre et d'alliance, on a la liberté requise à la souveraineté, et lorsqu'on a assez de puissance pour faire figure dans les affaires générales, on est appelé souverain ou potentat (1). » Et il semble que l'on puisse encore appliquer aux temps présens la parole de Leibnitz au sujet de l'ancien Empire : « J'avoue ingénument que l'Empereur et l'Empire ont un très grand pouvoir sur les princes, mais je soutiens que cela ne détruit pas la liberté ni la souveraineté, pourvu qu'on prenne toutes ces choses dans un sens raisonnable (2). »

D'ailleurs, la question sera tranchée par les États allemands eux-mêmes : voudront-ils être admis aux délibérations ou en être exclus ? Comme belligérans, ils seront convoqués à signer l'armistice *pro parte sua;* s'ils s'y refusent, ils encourront la peine de leur abstention et seront tenus en dehors des préliminaires. Ne figurant pas dans le premier acte de la paix, ils ne seront pas invités à figurer aux actes suivans. Par simple refus, ils auraient accepté leur déchéance politique, militaire, diplomatique, ils auraient renoncé à présenter leur propre défense et à expliquer dans quelle mesure ils pourront entrer dans les différentes combinaisons européennes qui seront établies ultérieurement. Résolution grave, à une heure où le sort des peuples sera en passe d'être fixé pour longtemps.

Les États confédérés allemands ne sont pas des vassaux. Ils ont de vieilles traditions, qu'ils ne peuvent pas répudier d'un cœur léger, à cette heure où l'avenir du monde se décidera. En tout cas, l'Europe a tout intérêt à les saisir de la difficulté : le cas de conscience serait ainsi celui de l'Allemagne elle-même.

Mazarin termine sa lettre aux États secondaires de l'Empire par un petit apologue : « Ces villes peuvent juger ce que l'on dirait d'un malade pour lequel il se trouverait un médecin si généreux qu'il ne voudrait pas seulement prendre la peine de le traiter, mais qu'il le voudrait encore traiter à ses dépens, si le malade n'osait témoigner le désir d'être guéri ni se prévaloir des remèdes qui lui auraient été préparés pour cet effet. »

Pour être admis, il faudra donc manifester la volonté de

(1) *Œuvres*, édit. Foucher de Careil, t. VI, p. 376.
(2) *Ibid.*, p. 371.

traiter. Mais tous ceux qui manifesteront la volonté de traiter ne seront pas nécessairement admis.

Dès cette heure préliminaire, un débat s'ouvrira certainement devant la conscience des gouvernemens et des peuples, à savoir si les vainqueurs consentiront à traiter avec les auteurs plus particulièrement responsables de la guerre.

Il y a, sur ce point, une question de principe et une question de fait. La question de principe est en partie résolue par ce qui vient d'être exposé au sujet des États souverains en Allemagne. Si les Puissances reconnaissent comme un état de souveraineté la situation de la Bavière, de la Saxe, etc., il s'ensuit logiquement qu'elles ne traiteront pas avec l'Empereur allemand en tant qu'Empereur; car l'Empire allemand actuel n'a aucune existence dans le droit actuel européen, et cela de par la volonté de ses fondateurs.

La fondation de l'Empire allemand n'est pas le résultat d'une délibération entre les Puissances; il n'a pas été l'objet d'une reconnaissance légitime et libre de la part de l'Europe; cette fondation résulte d'un pacte de politique intérieure entre certains gouvernemens allemands. Aux yeux des Puissances, ce pacte est *res inter alios acta*. Il convient de fixer ce point d'histoire, car on peut dire que toute l'évolution de l'Europe depuis un demi-siècle, et probablement sa forme dans l'avenir, en dépendent.

La grande crainte de Bismarck, en 1871, c'était d'être obligé de soumettre ses conceptions politiques à un Congrès européen. Il ne voulait pas qu'on lui rognât les bénéfices de la victoire; il tenait à couper et tailler dans la chair vive des peuples selon sa fantaisie et sa volonté de vainqueur. Mais il ne s'apercevait pas qu'en procédant ainsi, il enlevait à son œuvre la seule base internationale solide, à savoir l'assentiment des Puissances et la sanction du droit. Juste revers des choses d'ici-bas : cet homme, qui faisait fi du droit, n'a pas prévu que si la force venait à manquer, son œuvre n'aurait même plus l'asile du droit. En fondant l'Empire allemand comme une chose uniquement allemande, il se débarrassait de certaines difficultés diplomatiques, mais aussi il renonçait à la stabilité du consentement universel : il faisait, volontairement, œuvre précaire. En fait, il n'y a pas de droit de l'Empire allemand dans le droit européen. Les Puissances ne doivent avoir aucun

scrupule à ignorer ce qui s'est fait, de parti pris, en dehors d'elles.

Cette méfiance à l'égard de tout congrès ou débat en commun, Bismarck la portait si loin qu'il se décida aussi, après réflexion, à ne pas recourir à une délibération quelconque, même allemande, au sujet de la fondation de l'Empire allemand. C'est, à ce qu'il semble, sous l'influence de Delbrück, qu'il prit ce parti, après avoir été d'un avis contraire : « Le 5 septembre, Delbrück recevait un télégramme qui l'invitait à se rendre au quartier général à Reims, aussitôt après son retour de Dresde. Le chancelier voulait chercher avec lui un prétexte pour convoquer le Parlement douanier, dont on devait faire valoir l'importance, conjointement avec celle du Reichstag, pour la création de l'unité et le rétablissement de la paix. Mais, à Reims, les deux hommes d'État se résolurent, le 10, après d'assez longues conférences, à renoncer à l'idée de convoquer le Parlement et à proposer, à Munich, la réunion d'un congrès des princes régnans, projet dont Bismarck s'était déjà entretenu avec le prince royal de Saxe (1). » Ainsi, Bismarck fut peu à peu amené à ne rechercher d'autre fondement à l'établissement de l'Empire qu'une tractation secrète avec quelques-uns des princes allemands, tractation dans laquelle il les fait « monter » les uns par les autres, et au cours de laquelle il exerce un véritable « chantage » sur les ministres indépendans. La négociation s'amenuisa finalement jusqu'à se réduire à une simple pression exercée par la Prusse victorieuse sur un prince malade et fol, le roi Louis de Bavière. A force de craindre la lumière, on bâcla et on boucla un des actes les plus graves de la politique internationale dans l'ombre d'une alcôve qui allait devenir un cabanon.

De tout cela, il n'y a qu'un témoin que l'on puisse croire, c'est Bismarck lui-même : tout autre paraîtrait suspect. C'est pourquoi il faut le laisser parler :

« La question du rétablissement de l'Empire était alors dans une phase critique et menaçait d'échouer, à cause du silence que gardait la Bavière et de l'aversion que montrait le roi Guillaume. A ce moment, le comte Holnstein se chargea, sur ma prière, de remettre une lettre à son souverain. Pour qu'elle

(1) A. de Ruville, professeur à l'Université de Halle, *La Restauration de l'Empire allemand. Le rôle de la Bavière*, trad. de M. P. Albin. Alcan, 1911, in-8°, p. 179.

parvînt sans retard, je l'écrivis aussitôt, assis à une table qu'on n'avait pas encore desservie, avec de mauvaise encre et sur du papier qui buvait. J'y développais l'idée suivante : la couronne de Bavière ne pourrait pas, sans blesser le sentiment de l'amour-propre bavarois, accorder au roi de Prusse les droits présidentiels que la Bavière lui avait déjà concédés antérieurement et officieusement. Le roi de Prusse était un voisin du roi de Bavière; la différence des points de vue des deux peuples rendrait plus vive la critique des concessions que faisait et qu'avait faites la Bavière, et la rivalité entre les nations allemandes en deviendrait plus intense.

« L'autorité de la Prusse, exercée à l'intérieur des frontières bavaroises, était quelque chose de nouveau, qui blesserait les sentimens bavarois. Un Empereur allemand, au contraire, n'était pas un voisin de race différente, mais un compatriote allemand des Bavarois. *(On voit le sophisme.)* A mon sens, le roi Louis pouvait faire plus décemment les concessions qu'il avait déjà accordées à l'autorité de la présidence, s'il les faisait à un empereur allemand au lieu de les faire à un roi de Prusse. C'étaient là les grandes lignes de mon argumentation. J'y avais joint encore des argumens personnels en rappelant la bienveillance particulière que la dynastie bavaroise, du temps où elle gouvernait la marche de Brandebourg, — (je voulais parler de l'empereur Louis), — avait témoignée à mes ancêtres pendant plus d'une génération. *(S'il ne s'agissait pas de Bismarck, comment qualifierait-on un tel manque de tact? Mais c'est tout l'esprit « hobereau. »)* Je jugeai cet argument *ad hominem* utile avec un souverain ayant la tournure d'esprit du Roi; mais je crois que l'appréciation politique et dynastique de la différence entre les droits présidentiels allemands et les droits royaux prussiens fut d'un poids décisif.

« Le comte se mit en route pour Hohenschwangau au bout de deux heures, le 27 novembre ; il accomplit son voyage en quatre jours avec de grandes difficultés et de fréquentes interruptions. Le Roi, souffrant d'une névralgie dentaire, était alité. Il refusa d'abord de le recevoir, puis l'admit après avoir appris que le comte venait en mon nom et avec une lettre de moi. Il lut ma lettre dans son lit deux fois et très attentivement, en présence du comte, demanda de quoi écrire et rédigea la lettre au roi Guillaume que je lui avais demandée et dont j'avais

composé le brouillon. Dans cette lettre, il reproduisait le principal argument en faveur du titre impérial, avec cette adjonction coercitive que les concessions faites par la Bavière, mais non encore ratifiées, pourraient être faites *uniquement* à l'empereur allemand et non au roi de Prusse. J'avais choisi cette formule exprès pour exercer une pression sur le roi Guillaume, à cause de l'antipathie qu'il avait pour le titre impérial.

« La résistance du Roi et le fait que la Bavière n'avait pas pu parvenir à formuler ses sentimens avaient provoqué tout ce labeur.

« Le septième jour après son départ, le comte de Holnstein était de retour à Versailles avec la lettre du Roi. Le même jour, elle fut remise à notre Roi par le prince Luitpold (1)... »

C'est ainsi que l'on dispose du sort des peuples « qui ne savent pas formuler leurs sentimens, » c'est-à-dire qui n'ont ni gouvernement ni politique.

On comprend que Bismarck insiste sur le mal que lui donna toute cette affaire. Il avait fallu, en effet, une hardiesse inconcevable et une astuce vraiment prussienne pour préparer un pareil escamotage et le mener à bonne fin, de façon à mettre trente millions d'Allemands en poche sans qu'ils y vissent que du feu. Aussi la joie de Bismarck éclate, débordante et empourprée, quand il tient le résultat : l'assentiment de la Bavière fut consacré à Versailles quelques jours après par un acte constatant l'adhésion donnée par le roi. Busch écrit :

« L'après-midi de cette journée historique s'est passé dans une attente anxieuse du résultat. A l'heure du thé, je suis descendu dans la salle à manger. Bohlen et Hatzfeldt étaient là tous deux, assis sans rien dire. D'un geste, ils me désignèrent le salon où le chancelier était en train de négocier avec les trois plénipotentiaires bavarois. Je m'assis, à mon tour, en silence et j'attendis. Au bout d'un quart d'heure, la porte s'entr'ouvrit et M. de Bismarck apparut. Il tenait en main un verre vide et avait l'air rayonnant.

« — Messieurs, nous dit-il d'une voix encore tremblante d'émotion, le traité bavarois est signé : l'unité allemande est assurée et notre roi devient empereur d'Allemagne. »

Notre roi devient empereur d'Allemagne... Ni les peuples, ni

(1) *Pensées et Souvenirs*, édit. fr., II, p. 141.

même les gouvernemens n'avaient été consultés. On ne laissa à personne le temps de respirer. Le tout fut emporté dans le tourbillon de la victoire.

Je reviendrai tout à l'heure sur les conditions « européennes » de cette fondation. Mais je veux insister, d'abord, sur deux ou trois particularités importantes au point de vue spécialement diplomatique, puisque c'est celui que j'étudie en ce moment.

Au cours des négociations tendant à obtenir l'adhésion de la Bavière, la question de l'autorité militaire et diplomatique de ce royaume fut débattue jusqu'à la dernière minute. La Bavière comptait obtenir un agrandissement territorial aux dépens du duché de Bade, qui eût reçu en compensation l'Alsace. Sur ce point, les désirs du roi Louis et de son ministre furent adroitement écartés : une Bavière trop forte eût été gênante. Au point de vue de l'autonomie militaire des États, on aboutit à un arrangement ambigu, qui plaça les armées allemandes sous l'autorité réelle de la Prusse ; — et les États du Sud savent, maintenant, à quel massacre cette concession au militarisme prussien, accordée contre leurs vœux nettement exprimés, a conduit les populations de l'Empire (1).

En outre, la Bavière, dans une légitime appréhension du péril que la politique « hégémonique » prussienne faisait courir à l'Allemagne et à l'Europe, s'efforça du moins d'assurer aux États confédérés une sorte d'indépendance diplomatique. C'était, selon la vue si sage de Leibnitz, la pierre de touche de la souveraineté pour les petits États ; et c'eût été peut-être, — qui sait ? — la pierre angulaire de l'édifice d'une bonne Europe. Il fut entendu, non sans peine, que la Bavière garderait sa

(1) Les populations bavaroises n'acceptaient l'idée de la fondation de l'Empire qu'avec de sérieuses appréhensions. Notamment, le « parti patriote » et conservateur, qui était alors au pouvoir en la personne du comte Bray, garda, jusqu'au bout, des dispositions particularistes qui sont exposées par tous les historiens de la fondation de l'Empire d'Allemagne, Lorenz, Sybel, etc., et que Ruville résume en ces termes : « C'était le parti du particularisme qui attachait de l'importance à la permanence des usages, des mœurs, des institutions locales... On craignait surtout le *militarisme*, le bureaucratisme, toutes ces formes rudes de l'Allemagne du Nord, comme autant d'élémens nuisibles... A cela se joignait un royalisme puissant dans le sens d'une royauté patriarcale... Les uns et les autres étaient imprégnés d'un fort esprit religieux... Tout à côté des patriotes, se trouvait le parti dit *Mittelpartei*, qui passait aussi pour animé de sentimens particularistes en ce qui touchait à la puissance et à l'indépendance de l'État bavarois... Etc. » Sur la politique de Bismarck, voyez l'*Histoire de la guerre de 1914*, t. II, p. 17 et suiv.

représentation diplomatique auprès des Puissances. Mais ce royaume, représentant, en somme, la seule force non prussienne du nouvel Empire, réclamait une autre garantie, décisive on peut le dire : il demandait que *les Affaires étrangères de l'Empire fussent remises aux soins d'un Conseil fédéral, présidé par un ministre bavarois.* Il s'agissait, sans doute, d'un organisme analogue à celui des « Délégations » en Autriche-Hongrie. Le militarisme prussien eût trouvé ainsi son contrepoids. « Il avait été question déjà de placer la commission des Affaires étrangères du Conseil fédéral sous une présidence bavaroise et du droit pour les envoyés de Bavière de remplacer les ambassadeurs en cas d'empêchement. »

Bismarck tenait, par-dessus tout, à une direction prussienne de la politique étrangère. Filant avec un art suprême cette carte qui l'intéressait personnellement, il fit semblant de vouloir accorder la représentation diplomatique et la présidence de la commission, ainsi qu'il résulte du rapport de Bray du 3 novembre. Mais dans la lettre du 11 il n'en est plus parlé. Les événemens se précipitaient. La victoire se prononçait et pesait sur les résolutions des ministres bavarois. « Bray ne put pas obtenir que fussent définies les prérogatives de la commission diplomatique, dont la présidence devait échoir à la Bavière : or, c'est ainsi seulement qu'une importance réelle aurait pu être assurée à cette commission (1). » Fin novembre, le roi Louis insistait encore pour que ce débat fût conclu en faveur de la Bavière. Il télégraphiait à Bray, qui était toujours à Versailles : « J'attends au plus tôt un rapport spécial, dont l'envoi a déjà été demandé plusieurs fois, portant particulièrement sur les questions diplomatique et militaire. » Tout cela fut emporté par la brusque intervention de Holnstein, telle que Bismarck l'a exposée. Le ministre Bray, qui perdit vingt-quatre heures dans son voyage de Versailles à Munich, ne fut même pas consulté. La Bavière, l'Allemagne, l'Europe étaient livrées sans compensation et sans contrôle au militarisme prussien.

La source de tous les maux vient de là.

Or, puisqu'il s'agit de reprendre, avec toutes les Puissances de l'Europe, les voies normales de l'honnêteté diplomatique, il suffit de reconnaître comme nul et non existant en droit un

(1) Lorenz, p. 377.

état de fait qui ne repose sur aucun engagement, sur aucun contrat, et où les participans eux-mêmes ont été trompés par une ruse indigne et avouée.

La Prusse n'a aucune qualité internationale pour représenter seule les populations allemandes dans une tractation générale. Les États confédérés ayant gardé une partie de leur souveraineté, ou même leur autonomie diplomatique, auront accès, s'ils le jugent bon, dans les diverses délibérations et actes d'où doit résulter la paix : en tout cas, ils devront être expressément invités. La diplomatie des Alliés pourrait reprendre mot pour mot le texte de l'invitation que les plénipotentiaires français adressaient, en 1644, aux princes et États de l'Empire : « Aussi bien, on ne pourrait espérer une paix générale et durable à moins qu'elle ne fût concertée avec tous les États de l'Empire. Car le droit de la Guerre et de la Paix n'appartient pas à l'Empereur seul... Leur honneur et leur intérêt demandaient également leur présence dans la négociation, parce que, dans une assemblée particulière, ils paraîtraient n'avoir qu'une part fort médiocre au traité, et qu'ils ne seraient jamais bien informés de ce qui se passerait. Et qu'en outre leur absence et la difficulté de s'entendre ferait que la négociation traînerait en longueur. »

Ce précédent de la paix de Westphalie n'est pas agréable peut-être aux oreilles allemandes. Mais il ne s'agit pas d'être agréable : il s'agit de rentrer dans le bon sens et dans le droit. Il s'agit de mettre l'Allemagne en mesure de vivre une vie raisonnable et sage avec l'Europe et à l'égard de l'Europe. Il s'agit de détruire, hors d'elle et au milieu d'elle, un artifice de mensonges et de fourberies qui a fait d'elle « l'ennemi du genre humain. » Cette nécessité supérieure est la raison de la guerre actuelle qui est, elle-même, fille de la faute commise en 1871. Il faudrait essayer de la corriger aujourd'hui et de fonder un état de choses légitime en l'exprimant dans les conditions de la paix.

Après avoir examiné, à la lumière de l'histoire, cette question de principe : l'empereur allemand a-t-il qualité pour signer l'armistice et les préliminaires de la paix? nous arrivons à la question de fait qui s'en déduit naturellement. Dans quelle mesure le roi de Prusse, Guillaume, est-il qualifié pour inter-

venir dans ces mêmes préliminaires? On n'apprend rien à personne en faisant observer que ce sujet difficile est d'ores et déjà débattu devant l'opinion chez les Puissances alliées.

En 1814, les Puissances coalisées gardèrent, jusqu'à la dernière minute, l'avantage de pouvoir jouer les deux cartes, soit de traiter avec Napoléon, soit de traiter avec le gouvernement qui lui succéderait. En 1871, Bismarck joua la même partie en se prêtant sous main aux pourparlers plus ou moins officieux engagés par les représentans plus ou moins autorisés de Napoléon III, tandis qu'il négociait ouvertement avec le gouvernement de la Défense nationale. Le point de vue uniquement pratique qui le guidait était celui-ci : ne conclure qu'avec un gouvernement assez fort, assez autorisé et assez loyal pour assurer au vainqueur une entière et honnête exécution des clauses du traité.

Les Puissances se trouveront peut-être, en Allemagne, en présence de circonstances qui leur laisseront le loisir de ne se lier que selon leurs convenances et leurs intérêts.

Peut-être prendront-elles, les unes à l'égard des autres, même avant la fin de la guerre, des engagemens, comme il semble bien que les Puissances alliées, en 1814, en avaient pris entre elles à l'égard de Napoléon. Ce sont de ces difficultés que la victoire tranche de son glaive.

Le 14 février 1814, au lendemain de Champaubert, alors que Napoléon était « ivre de joie » et se croyait, de nouveau, maître des affaires, Caulaincourt écrivait à Maret : « Toute l'Europe est contre nous. Il ne faut pas se faire illusion : *on ne veut pas négocier avec nous.* On veut nous dicter des conditions et nous ôter des moyens de nous plaindre... » Et Maret répondait à Caulaincourt : « Si le sort est contraire à l'Empereur, tout est inutile !... »

Ce sont les professeurs, les diplomates et les généraux allemands qui ont écrit cette page d'histoire !

IV. — DU « STATU QUO ANTE »

Abandonnons, maintenant, le point de vue spécialement allemand et retournons-nous vers l'Europe.

Nous avons dit que la négociation de la future paix aurait à préparer non seulement un châtiment, mais une réparation et une garantie.

Par définition, la réparation implique un retour vers un certain *statu quo ante*. Le militarisme prussien ayant été la cause de troubles profonds en Europe, il faut le détruire jusque dans sa racine pour empêcher que de pareils événemens ne se reproduisent. Comment peut-on y parvenir ?

L'idée du *statu quo ante* implique une étude suffisamment précise des précédens.

En 1814-1815, après la chute de Napoléon, l'Europe imposa, à la France vaincue, le retour au *statu quo ante*, en prenant pour date l'année 1789. Quelle date l'Europe choisira-t-elle pour imposer le *statu quo ante* à l'Allemagne militariste et prussienne?

Sans nous perdre dans des considérations historiques, il n'est pas inutile de rappeler que le Moyen Age avait eu une intuition extrêmement juste du rôle de l'Allemagne, comme intermédiaire et médiatrice entre les peuples européens. « L'Empire au Moyen Age, dit Bryce, fut, par essence, ce que les despotismes modernes qui le singent prétendent être : l'Empire, c'était la paix. *Imperator pacificus*, tel était le plus ancien et le plus noble titre porté par son chef. » Et tel était, en effet, le rôle qui paraissait réservé providentiellement à l'Allemagne aux yeux de bon nombre d'Allemands et l'on peut dire de tout le libéralisme européen à la suite des événemens de 1848, au moment où l'assemblée de Francfort élaborait une constitution pour l'Allemagne unifiée.

Je trouve cette aspiration exprimée, en 1854, à propos des événemens de Crimée, dans une brochure française qui eut un certain retentissement : « En 1815, les législateurs de l'Europe jugèrent utile de constituer, au centre du continent, une puissance qui fût comme la *pierre d'assise* de l'ordre, à l'avenir. L'Allemagne, par sa situation, sa masse, sa profondeur, pouvait servir de barrière entre les États, les protéger contre la prépondérance ou l'agression d'un seul, éloigner de chacun les périls des coalitions. Pour cela, il fallait l'armer pour la défense et la *désarmer pour l'attaque*... etc. (1). » C'est cette conception du rôle de l'Allemagne qui explique les enthousiasmes de la génération des Cousin, des Michelet, des Renan et même des Taine qui acclamait la « vénérable » Germanie.

(1) Crampon, *La politique médiatrice de l'Allemagne*, 1855.

Mais, comme l'avait prévu Talleyrand dès 1814, les ambitions de la Prusse ont rompu l'équilibre et ont détourné l'Allemagne de la solution « européenne, » qui était cherchée en conscience et bonne foi par tous, vers le milieu du XIXe siècle. Au lieu de mettre l'Allemagne en harmonie, la solution prussienne l'a mise en antagonisme avec l'Europe. La suite des événemens a rendu cette conséquence plus claire que la lumière du jour.

L'Allemagne, située au milieu de l'Europe, empêche toute vie européenne si elle ne s'articule pas à l'existence commune. De Kiel au Danube ou à l'Adriatique, elle fait barrage, pour ainsi dire, et intercepte les communications, les échanges, les pénétrations mutuelles. Cet obstacle ne pourrait être levé que si l'Allemagne se prêtait à un sage et prudent aménagement de la vie commune. Par quel singulier égarement s'est-elle dérobée à cette mission qui lui était imposée par la nature?

La difficulté de cette lente croissance des peuples qui s'appelle l'histoire, l'aveuglement des hommes, un bouffissement d'orgueil militaire que les faveurs de la fortune ont gonflé encore, tels sont les faits circonstanciels qui ont éloigné l'Allemagne de ce beau rôle dont elle a eu, pourtant, à certains momens, l'intuition.

Le fait est que, le plus souvent, sa situation prédominante au centre de l'Europe lui apparut, non comme un moyen de pacification, mais comme un instrument de domination. De « pacifique, » l'Empire, par une pente presque fatale, devenait ou redevenait « militariste. »

C'est cette tendance de l'Allemagne, cette « volonté de proie » de certains de ses élémens à certaines époques, qui était signalée par les négociateurs français, dès le Congrès de Westphalie, et à laquelle ils s'efforçaient de parer. Visant alors la maison d'Autriche, ils écrivaient, comme préambule aux discussions du Congrès : *Jamdiu circumfertur Domum Austriacum Europæ monarchiam moliri, basim tanti Ædificii constituere in summo dominatu Imperii Romani, sicut in centro Europæ.* « Il est certain que la maison d'Autriche tend à la monarchie européenne en prenant pour base la puissance qu'elle a encore sur le Saint-Empire romain germanique et la position qu'elle occupe ainsi au centre de l'Europe. »

Vienne fut, pendant des siècles, la capitale de l'impérialisme

allemand : et ces siècles ont connu les longues guerres françaises contre la domination de la Maison d'Autriche. Une famille personnifiait, alors, la volonté de domination et de conquête de l'Allemagne, c'étaient les Habsbourg, adversaires permanens et déclarés des « libertés germaniques » et des libertés européennes. Hippolyte de la Pierre parlait au nom de tous les Allemands qui n'étaient pas hobereaux, fonctionnaires ou stipendiés, quand il écrivait en 1640 : « Que tous les Allemands tournent leurs armes contre cette famille, pernicieuse à notre Empire, à nos libertés ancestrales, loyale envers personne, sauf envers elle-même... contre la Maison d'Autriche, je la nomme... Qu'elle soit expulsée d'Allemagne comme elle l'a mérité. Que ses domaines, dont elle a poursuivi l'agrandissement grâce à l'Empire et qu'elle possède sous l'autorité de l'Empire, soient remis au fisc. S'il est vrai, comme l'a écrit Machiavel, qu'il existe dans chaque État des familles *fatales* qui naissent de la ruine même de l'État, à coup sûr, cette famille est fatale à notre Allemagne (1)... » Les traités de Westphalie représentent un effort fait par l'Europe pour arracher l'Allemagne à cette fatale erreur de la domination rêvée par une dynastie allemande.

Le système employé pour arriver à cette fin fut le suivant. Remontant aux traditions du Moyen Age, on admettait que l'Empire n'était qu'une très haute personne morale planant, en quelque sorte, au-dessus de la souveraineté d'un grand nombre d'États faibles. En fait, la prérogative impériale était et devait être presque uniquement d'honneur. Les États, — 350 environ, — reçurent « le libre exercice de la supériorité territoriale, tant dans les choses ecclésiastiques que dans les politiques, » c'est-à-dire qu'ils furent considérés comme *souverains* dans l'Empire : ce privilège qui leur était reconnu constituait ce qu'on appelait « les libertés germaniques. » D'après le texte du traité, « personne ne pouvait jamais, sous quelque prétexte que ce fût, troubler ces souverains, grands ou petits, dans la possession de cette souveraineté. » On disait, de ces États, qu'ils étaient « clos » à l'autorité de l'Empereur. Mais, comme il fallait une force pour assurer ces multiples indépendances, on la constituait, tout d'abord dans l'Empire, en groupant ces souverainetés un peu faibles et précaires, et en plus on la

(1) Cité par Auerbach dans son excellente étude : *La France et le Saint-Empire Romain Germanique*, H. Champion, 1912, in-8, p. XIV.

cherchait au dehors en appelant certaines Puissances à les défendre et à les « garantir. » Et c'est ainsi que la Constitution allemande s'articulait à la Constitution européenne.

Les deux Puissances qui avaient le plus contribué à refouler les ambitions de la Maison d'Autriche, l'une à l'Ouest de l'Allemagne et l'autre à l'Est, la France et la Suède, devenaient les « garantes » des libertés germaniques, c'est-à-dire, en somme, qu'elles prenaient en charge le maintien de la paix européenne par une sorte d'ingérence légitime et consacrée dans les affaires de l'Empire. Si, dans l'Empire, une famille régnante s'appuyant sur sa force propre visait à la domination sur l'Allemagne et à la domination universelle, alors, les souverainetés allemandes confédérées avec leurs Alliés, les Puissances garantes, se dressaient automatiquement pour faire face à ce danger : « Seront tenus tous les contractans (y compris la France et la Suède) de défendre et de maintenir toutes et chacune des dispositions dudit traité... Et s'il arrive qu'aucune de ces dispositions soit violée, l'offensé tâchera premièrement de détourner l'offensant (qui est supposé la maison impériale) de la voie de fait, soit en soumettant le fait à la composition amiable et à la voie de droit. — Mais si le différend n'a pas été réglé par aucun de ces moyens dans un espace de trois années, tous et chacun des contractans seront tenus de joindre leurs conseils et leurs forces à ceux de la partie lésée et de prendre les armes pour repousser l'injustice... (1). » C'est ce qu'on appelait « les articles des garanties. » La France et la Suède collaboraient avec les États secondaires de l'Allemagne au bon équilibre des affaires européennes.

L'Allemagne formait dès lors, comme le dit Bryce, une fédération à la fois « une et multiple, » selon l'expression des théoriciens de la Confédération germanique. Agencée selon ce mécanisme ingénieux, elle était devenue plus rassurante pour l'Europe. Mais était-elle satisfaite elle-même ?

Il n'est pas possible d'affirmer que le nouveau régime ait contenté tout le monde. Cependant, il n'est pas douteux, non plus, que le caractère allemand s'en soit arrangé. Il ne souffrait pas de ce morcellement, résultat acquis et accepté du travail

(1) Voir, notamment, les articles 111-120 du traité de Munster, dans les *Grands traités du règne de Louis XIV* publiés par Henri Vast, Picard, 1893, t. II, pp. 53-55.

des siècles. Le régime constitutionnel, fondé par les traités de Westphalie avec le consentement des peuples et des gouvernemens, fut, pendant cent cinquante ans, le régime normal de l'Allemage européenne.

Peu à peu, cependant, ce qu'il avait de vieillot et d'incohérent apparut : « Le voyageur qui parcourait l'Allemagne centrale, avant 1866, s'amusait fort de voir, toutes les heures ou toutes les deux heures, aux changemens dans l'uniforme des soldats et à la couleur des barrières du chemin de fer, qu'il venait de passer de l'un de ces royaumes en miniature dans l'autre. Il eût été surpris et embarrassé bien davantage un siècle auparavant, alors qu'au lieu des vingt-neuf divisions actuelles, il y avait, des Alpes à la Baltique, trois cents petites principautés, ayant chacune ses lois particulières, sa cour particulière (où l'on copiait, quoique imparfaitement, le pompeux cérémonial de Versailles), sa petite armée, sa monnaie spéciale, ses péages et ses douanes à la frontière, une foule de fonctionnaires pédantesques et touchant à tout sous les ordres d'un premier ministre qui était, en général, l'indigne favori du prince et à la solde de quelque cour étrangère (1)... »

L'Allemagne paraît n'avoir été frappée des vices de ce système à la fois sénile et bon enfant, que quand on les lui eut signalés du dehors. Il ne faut pas oublier, en somme, que cette Allemagne des petites principautés, l'Allemagne des traités de Westphalie, fut celle où naquirent et se formèrent Leibnitz et Kant, Gœthe et Schiller, Mozart et Beethoven, le prince Eugène et Maurice de Saxe, l'Allemagne des penseurs, des poètes, des musiciens, des hommes de guerre, une Allemagne qu'aucune autre n'a ni dépassée, ni atteinte.

Les théoriciens de l'Empire germanique reconnaissaient qu'il y avait, dans l'Allemagne, des élémens naturels de division et, s'ils observaient, dans cette constitution fédérative, quelque chose d'irrégulier, *irregulare quidquam*, ils vantaient son haut caractère amphictyonique qu'ils comparaient à celui de la confédération hellénique au temps d'Agamemnon et de la guerre de Troie; Oxenstiern affirmait que cette confusion venait d'un décret de la divine Providence : *confusio divinitus conservata*. Aussi, Louis XIV, agissant comme « membre de la paix » et

(1) Bryce, *Le Saint-Empire Romain Germanique*, trad. Em. Domergue, p. 448.

« en vue d'une bonne amitié et correspondance mutuelle, en cas d'attaque, » trouva-t-il facilement des adhésions germaniques, pour constituer la Ligue du Rhin (1658). Les États ne voulaient pas des rois de France comme empereurs, mais ils les acceptaient très volontiers comme associés, défenseurs et alliés. Ces sentimens ne commencèrent à se modifier que quand Louis XIV eut commis la faute à jamais déplorable de la dévastation du Palatinat.

Le XVIIIe siècle fit sentir au corps germanique combien sa faiblesse le livrait en proie aux ambitions étrangères. Foulé aux pieds à chaque « succession » qui s'ouvrait, enrôlant ses soldats et ses chefs au service des causes d'oppression partout dans le monde, il constatait l'infériorité de sa forme politique, alors que les autres pays de l'Europe prenaient conscience de leur dignité et de leur liberté. Ce fut le comble quand la Révolution et l'Empire eurent passé et repassé, en trombes alternatives, sur l'immense territoire, devenu un champ de bataille sans défense. A la fin, on eut le sentiment, dans l'Allemagne entière, que ce régime de morcellement à outrance et de piétinement continu, sous prétexte de liberté, n'était pas le meilleur. Alors se formèrent les associations pour le salut de la patrie; alors l'Allemagne résolut de chercher ses défenseurs dans son propre sein; alors elle exulta à sentir naître en elle un État solidement bâti et une dynastie militaire vigoureuse. Infiniment plus actuel et présent que les protecteurs lointains et douteux des « libertés germaniques, » parut cet État qui apportait aux populations allemandes, tirées de leur engourdissement, le premier espoir du relèvement par l'unité.

C'est ce sentiment que résume, non sans hyperbole, la fameuse phrase de Treitschke : « Tous les livres, toutes les œuvres d'art qui révèlent la noblesse du travail allemand, tous les grands noms allemands que nous considérons avec admiration, tout ce qui annonce la gloire de notre esprit, proclame la nécessité de l'unité, nous conjure de créer dans l'ordre politique cette unité qui existe déjà dans le monde de la pensée. Et notre douleur est décuplée, en pensant que chaque œuvre isolée est tant admirée, tandis que notre peuple tout entier est raillé au dehors. » Treitschke, sourd, et têtu en raison de sa demi-impotence, exprimait toute sa vie intellectuelle et toute sa vie active comprimées en ces aphorismes qu'un peuple docile

et comprimé lui-même, absorba d'un trait : « L'Allemagne n'a que trop pensé, il est temps qu'elle agisse. » — « Je veux voir des hommes vivre de leur vie. » — « Nous n'avons pas de patrie allemande : il n'y a que les Hohenzollern qui peuvent nous en donner une. » — « Ce que je veux, c'est une Allemagne monarchique sous les Hohenzollern; c'est l'exclusion des maisons princières; ce sont des annexions pour la Prusse : or, qui peut prétendre que tout cela se fasse pacifiquement? »

Mais si l'unité allemande se faisait par la force militaire, elle sombrait presque fatalement dans le militarisme, et le militarisme la faisait retomber à son tour dans l'esprit de domination et de tyrannie au dedans et au dehors : après deux siècles, on revenait au point de départ. Une nouvelle dynastie « fatale » se levait sur le ciel de l'Allemagne.

Comment la famille des Hohenzollern est devenue, pour l'Allemagne et pour l'Europe modernes, ce que la famille des Habsbourg était pour l'Allemagne et pour l'Europe d'il y a trois siècles, c'est une histoire trop connue. Notre génération a vu se dégager, des évolutions de l'histoire contemporaine, le dilemme où l'Allemagne est prise : soit une Allemagne dominante au milieu d'une Europe asservie, soit une Europe maîtresse du militarisme allemand et se garantissant à elle-même la paix par la bonne organisation d'une Allemagne pacifique.

Nous avons rappelé l'œuvre du Congrès de Westphalie, et nous avons signalé les défauts de cette œuvre. Les temps sont changés. Ne peut-on pas chercher autre chose et faire mieux?

Si nous reprenons la question qui se posait tout à l'heure : quelle sera, pour la future reconstitution de l'Europe, la date qu'il conviendra de choisir pour le retour d'un certain *statu quo ante?* la réponse ressort du rapide examen historique qui vient d'être fait : puisqu'il s'agit d'abolir le militarisme prussien, et de protéger l'Europe contre cette poussée de l'esprit de domination qui, dans la phase actuelle, s'est appelé le pangermanisme, c'est à une date antérieure aux événemens qui ont créé cette disposition conquérante qu'il faut ramener les institutions de ce pays : en se reportant au conseil formulé par M. Crampon vers le milieu du siècle dernier, il semble que le plus sage serait d'atténuer en Allemagne les élémens offensifs pour que le pays s'habituât à vivre dans un honnête concert

avec les voisins; en un mot, il faudrait raccrocher l'histoire au point où elle s'est décrochée.

Il ne s'agit pas de porter atteinte à l'unité allemande; il s'agit de lui enlever le caractère militaire et agressif qui opprime l'Allemagne pour opprimer l'Europe. La solution idéale serait là; et, par conséquent, la date à déterminer, au point de vue politique et diplomatique, serait certainement antérieure à l'année 1870.

Nous avons dit que l'Empire allemand actuel n'avait aucune consécration formelle dans le droit européen. Nous avons fait observer que les États de l'Allemagne, qui ont gardé un certain caractère de souveraineté, pouvaient être appelés à délibérer de leur sort dès les premières ouvertures pour la paix. Si les Puissances victorieuses formulent leur volonté d'agir ainsi dès les premières procédures, la question est tranchée. Les plus sérieux indices nous permettent de penser qu'il n'y aura pas, hors des sphères officielles ou des partis officiels allemands, un homme s'intéressant au maintien de l'Empire militariste et prussien. La plus grande partie des populations non prussiennes sont fatiguées de n'être, en somme, qu'une sorte de « garderie pour chair à canon. »

Comme tous les Empires conquérans, l'empire des Hohenzollern est une forme éphémère de gouvernement. Quarante années d'existence ne suffisent pas, en droit international, pour assurer le bénéfice de la prescription. L'histoire dira que l'Empire bismarckien fut, comme l'avait été l'Empire napoléonien, une phase plus ou moins heureuse de l'évolution européenne. Il s'est servi de l'enthousiasme unitaire pour en faire l'instrument des ambitions prussiennes. L'Allemagne ne sera pas perdue parce que les Hohenzollern, justement punis de leurs méfaits, arracheront l'aigle qui, pendant quelques années, aura sommé leur casque. L'Empire prussien n'a ni origines anciennes, ni légitimité. Champignon poussé en une nuit, ses vertus malfaisantes ne lui donnaient pas « le droit à la vie. » N'ayant pas su vivre, il n'aura pas vécu, voilà tout.

L'humanité ne lui pardonnera jamais d'avoir été le trouble-fête du monde, alors que celui-ci s'était endormi sur le beau rêve de La Haye, et de s'être résolu froidement à l'épouvantable dessein de la guerre actuelle. Elle lui appliquera la parole de son

précurseur et annonciateur, Treitschke : « ... Après avoir porté la ruine parmi nombre d'autres peuples, la ruine, à son tour, vient l'atteindre. Une Puissance qui foule aux pieds tous les droits doit, de toute nécessité, échouer lamentablement ; » et cette autre parole de son autre apologiste Sybel : « Dans les grands courans de l'histoire, rien ne s'engloutit sans espoir qui n'ait commencé à se détruire soi-même. »

Je connais les difficultés de cette solution forte : elle étonne de prime abord ; mais, à les prendre de front, les obstacles s'aplanissent. La victoire s'en chargera. J'ajoute qu'une fois le parti pris et la résolution divulguée, la cause rallie les adhésions latentes, et la victoire elle-même s'en trouvera grandement facilitée. Quand les peuples savent où ils vont, leurs vœux abrègent le chemin. Le plébiscite de 1870 consolidait l'Empire de Napoléon plus que les dernières élections au Reichstag ne soutiennent le régime impérial actuel. Guillaume est, depuis longtemps, un ballon crevé. Bülow, en dénonçant ses entourages suspects, l'incohérence de son langage et de sa conduite politique, a porté à son maître un coup plus rude que Rochefort ne l'avait fait à Napoléon III en allumant sa *Lanterne*.

Et puis, l'erreur de la guerre est impardonnable. L'esprit calculateur et appliqué des Allemands fera le compte des profits et des pertes. Les affaires ont été mal gérées. Toutes les imprudences ont été commises à la fois. Pas un enfant en Allemagne qui se fasse la moindre illusion sur l'autorité, la clairvoyance et le tact des diplomates allemands, sur la haute direction de la politique et même des choses militaires.

Si la dynastie des Hohenzollern est rendue aux destinées normales de la royauté prussienne, elle reprendra un rôle à sa taille. Parce qu'ils ont eu Bismarck et le premier Moltke, ils s'en sont fait accroire : ils se sont pris pour des génies et pour des chefs de guerre. Ils se sont gonflés, et n'ont pas compris que leur seul grand homme, Frédéric, avait ce qui leur manque, le sens de la mesure. L'Europe les ramènera à la portion congrue.

Les conseillers et les chefs seront punis. Mais ils ne sont pas seuls responsables. Le militarisme prussien n'est, ainsi que nous l'avons dit dans *les Problèmes de la guerre*, que la forme agressive du pangermanisme. Le mal enlevé, il faut guérir le corps lui-même.

V. — DU STATUT EUROPÉEN DE L'ALLEMAGNE

L'Europe de 1648, l'Europe de 1814-1815, était un système fondé sur le droit des traités qui avait pour principe la raison et pour moyen l'équilibre. Désorganisée par l'ascension de la dynastie militaire prussienne, cette Europe n'en a pas moins subsisté, pour ainsi dire, à l'état latent. En la débarrassant d'une encombrante superfétation, on la retrouve dans ses cadres anciens : c'est le bénéfice naturel d'un retour au *statu quo ante*.

Cependant, il est impossible à l'histoire de remonter son cours et d'en revenir soit à l'année 1866, soit, mieux encore, à cette année 1848, où la Diète de Francfort délibérait sur la meilleure constitution à donner à l'Allemagne réalisant son unité. Depuis lors, les faits et les idées ont marché. Pour construire une bonne Allemagne, sagement articulée au dedans et au dehors, il faut tenir compte des événemens du passé, certes, et des enseignemens qu'ils apportent, mais aussi des faits récens et des habitudes nouvelles. Il n'entre dans la pensée de personne d'anéantir les populations allemandes ni même de porter atteinte à leur liberté. La limite précise de l'intervention de l'Europe est celle de sa propre sécurité.

Depuis l'année 1848, l'Europe, réalisant le vœu de la Révolution française, a cherché la formule de son évolution dans un principe ignoré des siècles antérieurs, le « principe des nationalités. » Quoique le monde politique ait vécu, depuis près d'un siècle, sur ce principe, il est presque impossible de le définir avec une suffisante précision : c'est un « lieu commun, » un truisme à peu près insaisissable, comme beaucoup de truismes qui, parce qu'ils sont acceptés sans discussion, laissent de la marge à l'imprécision et au rêve.

La *nationalité* suppose, chez des peuples unis ou séparés, un certain nombre d'aspirations communes, résultant soit d'une parenté d'origine, soit de l'habitat géographique, soit d'une certaine communauté de langage, de mœurs, d'éducation, de religion, etc. L'idée de *nationalité* est plus large et plus floue que l'idée de *nation*. La nation a des contours mieux définis et une volonté de vie commune plus forte. Mais l'analogie entre les mots, une interprétation plus ou moins exacte de certains événemens historiques (par exemple le partage de la Pologne,

l'asservissement de l'Italie du Nord par l'Autriche), ont fait vibrer les sentimens des peuples et ont étendu le sens de la fameuse phrase empruntée à l'Exposé de Condorcet du 20 avril 1792 et qu'on donne généralement comme le point initial de la doctrine des nationalités : « La Révolution française professe que chaque nation a le pouvoir de se donner des lois. »

La Révolution française n'a jamais confondu les *populations* avec les *peuples;* elle n'a jamais songé à abolir la notion de l'État organisé. Son principe n'est nullement anarchique, tout au contraire. La conception, d'ailleurs extrêmement confuse, qu'elle put avoir du « principe des nationalités, » allait peut-être jusqu'à l'idée de libération des peuples asservis; mais elle savait que la liberté ne se suffit pas à elle-même et qu'il lui faut l'organisation et la force. Est digne d'être libre un peuple qui affirme et défend lui-même sa liberté.

On a dit avec raison que la doctrine des nationalités s'est emparée de l'opinion, surtout quand furent divulgués les entretiens de Sainte-Hélène. On répétait la phrase du *Mémorial :* « Une de mes plus grandes pensées avait été l'agglomération, la concentration des mêmes peuples géographiques qu'ont dissous, morcelés les révolutions et la politique. J'eusse voulu faire de chacun de ces peuples un seul et même corps de nation... Le pouvoir souverain qui, au milieu de la grande mêlée, embrassera de bonne foi la cause des peuples, se trouvera à la tête de toute l'Europe et pourra tenter tout ce qu'il voudra... » Et encore : « C'est avec un tel cortège qu'il serait beau de s'avancer dans la postérité, d'aller au-devant de la bénédiction des siècles. Après cette simplification sommaire, il ne serait plus chimérique d'espérer l'unité des codes, celle des principes, des opinions, des vues, des intérêts. Alors, peut-être, à la faveur des lumières universellement répandues, deviendrait-il permis de rêver, pour la grande famille européenne, l'application du congrès américain ou celle des amphictyons de la Grèce; et quelles perspectives alors de force, de grandeur, de jouissance, de prospérité, quel magnifique spectacle! » Tels étaient les rêves du conquérant assagi. C'est sur ce thème que cinquante années d'une agitation, à la fois libérale et bonapartiste, s'exercèrent. Des loges de francs-maçons aux ventes de carbonari, cette propagande fit son chemin sous terre. Grèce, Pologne, Italie, Allemagne, les malheurs et les revendications des peuples

opprimés arrachèrent les larmes et ébranlèrent l'émotivité universelle. La littérature, l'éloquence, la musique, la romance répétèrent à l'envi les variations et le refrain. Le romantisme avait trouvé une doctrine-sœur, « la politique des nationalités. »

Il n'y a pas lieu de reprendre ici l'histoire de cette conception « sentimentale et académique, plutôt que juridique, » comme le reconnaît l'Italien Cantù ; mais il est nécessaire de rappeler quel était son haut caractère idéaliste, et comment elle fut déviée, comment elle fut, pour ainsi dire, dérobée à ses origines par le machiavélisme des politiciens réalistes, comment le romantisme politique fut attelé au char de la Raison d'État.

La doctrine des nationalités, telle que la concevait la noble génération de 1848, avait pour corollaires indispensables la liberté intérieure des peuples et l'unité amphictyonique de l'Europe. Un écrivain qui rend compte du premier enseignement tripartite de Michelet, de Quinet et de Mickiewicz au Collège de France, dit : « Tous trois enseignaient une sorte de prométhéisme presque chrétien (1); » et c'est bien ainsi que l'histoire équitable doit interpréter cet enseignement de thaumaturges et de lointains précurseurs. Ils entrevoyaient l'Europe future comme une grande famille unie par l'essor de la liberté et du sentiment, famille vénérable et homérique, reprenant, dans un nouvel âge d'or, le rêve millénaire. Ils appelaient de leurs vœux et de leur foi ardente cette société des peuples telle que Sully et Henri IV l'avaient promise, telle que Fénelon et Rousseau l'avaient annoncée en propos consolateurs et infiniment doux à la souffrance humaine, et telle, en somme, que Napoléon, élève de Jean-Jacques, l'avait condensée en une de ses brèves formules autoritaires (2).

Cependant la révolution de 1848, née au souffle de l'enthousiasme, n'avait pu pousser cette doctrine jusqu'à la réalisation. Elle s'était arrêtée devant les redoutables responsabilités qu'il s'agissait d'encourir : ouvrir la croisade des nationalités, c'était déchaîner la guerre universelle. Lamartine avait barré la route aux périlleuses aventures : « Le Gouvernement provisoire ne se laissera pas changer sa politique dans la main par une nation

1 Lebey, *Louis-Napoléon Bonaparte et 1848*.

2 Ne pas oublier que Kant avait écrit, dès 1795, son *Traité sur la Paix perpétuelle*, qui supposait la création d'une cité de nations (*civitas gentium*) destinée à embrasser tous les peuples de la terre.

étrangère, quelque sympathique qu'elle soit à nos cœurs. Nous aimons l'Italie, nous aimons la Pologne, nons aimons tous les peuples opprimés, mais nous aimons avant tout la France, et nous avons la responsabilité de ses destinées et peut-être de celles de l'Europe en ce moment... Ne tentez pas de nous faire dévier même par le *sentiment* fraternel que nous vous portons. Il y a quelque chose qui contient et qui éclaire notre passion, même pour la Pologne, c'est notre *raison* (1). » En opposant la *raison* au *sentiment*, Lamartine commençait à débrouiller la confusion que des paroles vagues, indéfiniment répétées, — même par lui, — avaient créée dans les esprits.

Dans le manifeste aux Puissances (4 mars), dans la réponse au discours de MM. Mauguin et Napoléon Bonaparte (juillet 1848), le ministre des Affaires étrangères du Gouvernement provisoire précisait, en ces termes, la politique extérieure de ce gouvernement : « Les traités de 1815 n'existent plus en droit aux yeux de la République française; toutefois, les circonscriptions territoriales de ces traités sont un fait qu'elle admet comme base et comme point de départ dans ses rapports avec les autres nations... » Il ajoutait seulement, « qu'après que des nationalités ou des démocraties se seraient produites, reconquises ou organisées autour d'elle, à la portée de sa main et de son geste *(il s'agissait visiblement de l'Italie)*, si ces démocraties ou ces nationalités faisaient appel à son appui, en vertu de la conformité des principes, la France se croirait en droit de leur porter cet appui (2). Il ne cachait pas sa méfiance à l'égard de la Prusse et, de ce côté, mettait les doctrinaires du principe des nationalités en garde contre toute illusion. Edgar Quinet, comme l'a ici même (3) très bien établi M. Paul Gautier, partageait ces méfiances.

Les sages dispositions que l'appréciation des réalités inspirait au poète, homme d'État, étaient, rappelons-le, en parfait accord avec les vues des chefs de la Révolution. La juste mesure ne peut être indiquée avec plus de précision et plus d'autorité que dans cette parole de Washington qui est le correctif néces-

(1) *Trois mois au pouvoir*. 19 mars. *Réponse à une députation des Polonais demandant l'appui du Gouvernement pour le rétablissement de la nationalité polonaise*, p. 130.

(2) *Loc. cit.*, p. 306-309.

(3) *Vues prophétiques d'Edgar Quinet sur l'Allemagne*, dans la *Revue* du 15 septembre.

saire de la doctrine : « Je souhaite du bien à tous les peuples, à tous les hommes, et ma politique est très simple. Je crois que chaque nation a le droit d'établir la forme du gouvernement dont elle attend le plus de bonheur, *pourvu qu'elle n'enfreigne aucun droit et ne soit pas dangereuse pour les autres pays.* Je pense qu'aucun gouvernement n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un peuple étranger, si *ce n'est pour sa propre sécurité* (1). »

On peut apprécier, maintenant, quelle est la valeur réelle du principe des nationalités avec son double idéal : « liberté des peuples, » « unité de l'Europe, » et sa limite : « respect et sécurité pour les autres peuples, » tel qu'il était conçu par les hommes de 1848; mais on peut se rendre compte aussi de la déviation que firent subir au principe les « machiavélistes » qui s'en emparèrent.

Napoléon III fut, en ce point comme en beaucoup d'autres, le précurseur de Bismarck. Trouvant le « mythe » dans son héritage, il y accrocha son ambition de prétendant : dans les *Idées Napoléoniennes*, il donne, en ces termes, la formule de la politique extérieure bonapartiste : « La politique de l'Empereur consistait à fonder une association européenne solide, en faisant reposer son système *sur des nationalités complètes* et sur des intérêts généraux satisfaits. » Par ces simples paroles, il attachait à son char toutes les revendications traînant dans l'univers. Il fut le candidat des chercheurs de patrie, avec tout ce que cela comportait de sentimens généreux, d'engagemens formels ou tacites, de risques immédiats ou lointains.

On sait quel fut le terrible dilemme où fut acculé Napoléon III par le principe des nationalités, quand il se trouva en présence de l'unité allemande telle que Bismarck l'avait machinée. Celui-ci détroussa son précurseur et du système et du bénéfice.

Depuis longtemps, les hommes avertis avaient signalé, sous le courant qui portait l'Allemagne vers l'unité, le dangereux bas-fond de l'ambition prussienne. Cette ambition profita avec une habileté surprenante des souvenirs que la guerre contre Napoléon Ier avait laissés au cœur de l'Allemagne. La Prusse, qui avait été la plus ardente dans la lutte contre le « tyran, »

(1) Lettre de Washington à La Fayette du 25 décembre 1778, citée par Emile Ollivier. *L'Empire libéral*, I, p. 171.

parut la patronne de l'indépendance des peuples. Il se fit une confusion entre le patriotisme libérateur et le militarisme dominateur. Cette confusion dicte à Treitschke la phrase qui revient dans son œuvre comme un *leitmotiv* : « C'est la Prusse seule qui a fait l'unité germanique, moins encore par l'action réfléchie de ses gouvernans que par la force intérieure de ses institutions, ou, ce qui revient au même, par l'esprit qui a présidé à son évolution politique. » Et l'écrivain, allant jusqu'au bout de sa pensée, dit encore : « Les hobereaux prussiens ont fait l'unité germanique. » Ce fut cette thèse que soutint Bismarck. Ses succès l'accréditèrent comme le messie des hobereaux prussiens. L'unité allemande se fit, non par l'application du principe des nationalités avec ses corollaires de liberté et d'unité européennes, mais par la suprématie d'une dynastie et d'une caste conquérante.

L'art de Bismarck fut d'entretenir cette confusion dans l'esprit des peuples et d'exercer, par les peuples, une pression sur la résistance des gouvernemens. Progressivement depuis 1870, les derniers retranchemens du particularisme furent forcés et l'Empire féodal et militaire s'installa.

L'effet certain de la victoire des Alliés sera de dénouer cette trame funeste et de dissiper ce tragique malentendu. Le militarisme prussien est déjà déconsidéré, puisqu'il a manqué à toutes ses promesses, échoué dans toutes ses entreprises. Colonies, marine, industrie, commerce, expansion, tout est anéanti ou compromis. On tablait sur la guerre : elle est ruinée et est la cause de toute ruine. Dès que le militarisme n'était pas vainqueur en six semaines, il était battu fatalement ; le voici aux abois ; il capitule, je le dis parce que je le sais. Il sera rejeté, pour toujours, de la face de la terre par la défaite absolue que les Puissances ont juré de lui infliger et qu'il est de leur devoir de lui infliger. D'ores et déjà, l'Empire de Bismarck est un sépulcre blanchi.

On se trouvera donc, bientôt, en présence d'une Allemagne qui cherchera ses voies au milieu d'une Europe libérée, et décidée à prendre les précautions nécessaires pour que le danger du pangermanisme des militaires et des professeurs soit à jamais écarté.

Comment sera constituée cette future Allemagne européenne ?...

Nous approchons peu à peu des questions complexes que la victoire seule sera en mesure de résoudre et de trancher. Il ne me paraît pas qu'il y ait d'inconvénient grave à rechercher dans quel sens peuvent se produire les prochaines solutions.

Le principe des nationalités suit le penchant des peuples ; le principe de l'équilibre satisfait leur raison. L'équilibre est un calcul de forces, et ce calcul est nécessaire pour construire l'édifice que les aspirations humaines n'ont su que rêver. Il faut opposer les forces aux forces, c'est-à-dire des États souverains à des États souverains. Nous avons vu que Leibnitz appelle « souverain » un État fort. La souveraineté, c'est l'indépendance capable de se défendre elle-même. L'indépendance des peuples, y compris celle des peuples allemands, résidera donc dans l'établissement légitime d'un certain nombre d'États forts, ces États forts se moulant, dans la mesure du possible, sur les nationalités. Ainsi seront sauvegardés, à la fois, les aspirations naturelles des peuples et les égards réciproques qu'ils se doivent, — la liberté et la sécurité.

Une Allemagne composée et entourée d'États forts bien coordonnés, telle serait, à première vue, la constitution d'une bonne Europe centrale. Nous verrons tout à l'heure comment ces États s'adapteront les uns aux autres dans l'ensemble d'un organisme commun et comment ils travailleront ensemble : car il ne serait pas sage de perdre de vue l'idée de l'unité européenne. Mais il faut insister, d'abord, sur l'établissement et la disposition de ces principaux rouages.

Si l'Europe victorieuse a refusé l'existence à l'Empire des Hohenzollern, à plus forte raison elle s'opposera à la conception pangermaniste, ruinée avant de naître, d'une *Mittel-Europa*, celle-ci fût-elle réduite à une simple organisation économique telle que la conçoit le professeur Naumann. Naumann nous trace la ligne de conduite à suivre par ses appréhensions mêmes : « Dès à présent, dit-il, il faut faire tout notre possible pour empêcher toute tentative de scission dans le bloc du Centre européen lors des pourparlers de paix. » Mais cette scission est fatale. Plus l'Allemagne insistera, plus les intérêts divergens seront sur leurs gardes. Déjà d'autres perspectives apparaissent, puisque Erich Pistor termine son grand ouvrage sur les ressources économiques de l'Autriche par ce souhait modeste : « Ce n'est pas une guerre avec l'Allemagne, *inévitable*

si nous n'arrivons pas à nous entendre, mais un rapprochement *raisonnable* avec l'Allemagne qui est la seule bonne politique de l'Autriche de demain (1). » Le projet de *Mittel-Europa* était lancé par le pangermanisme aux abois comme la procédure suprême de l'asservissement de l'Europe : l'Autriche ne veut pas jouer les guillotinés par persuasion. L'accord n'a pu s'établir même sur un projet d'union douanière, de *Zollverein*. En tentant cet accord et annonçant à grand bruit sa réalisation, le pangermanisme aura brûlé sa dernière cartouche.

L'Empire des Hozenzollern ayant achevé sa courte et fatale existence, la Prusse rentrera dans ses limites. En plus, elle sera mise hors d'état de nuire. C'est, selon le mot de Washington, une question de *sécurité*. Les ententes qui seront intervenues entre les Puissances alliées auront tracé d'avance, autour de la Prusse, un cercle de Popilius, nécessaire pour assurer le châtiment, l'indemnité et la garantie. C'est alors que se poseront, en particulier, les problèmes de l'occupation des territoires, des indemnités gagées sur les richesses du sol et de l'industrie, sur les domaines de l'État, et achevées par le désarmement sur terre et sur mer, — problèmes qu'il n'est pas dans mon intention d'aborder aujourd'hui, mais dont l'habile solution, fille de l'armistice, sera peut-être le nœud de toute la négociation.

La Prusse ainsi allégée reviendra, sans doute, à de plus sages dispositions; elle reconnaîtra que l'ambition mondiale est une entreprise de l'ordre le plus aléatoire, que la caste féodale et agrarienne l'a maintenue de parti pris sur un stade de civilisation retardataire et grossier, qu'un peuple doit travailler à son propre bonheur par l'entente avec les autres peuples plutôt que de s'asservir aux ambitions désuètes de quelques familles dominantes. D'ailleurs, ce sont ses affaires! Libre au peuple prussien de rester attaché aux destinées de ses maîtres et de cette famille « fatale » qui n'a vécu que pour troubler le monde, renier ceux qui l'avaient aidée, tout trahir, tout rabaisser, même le caractère de la nation allemande jadis si respecté, et porter ses ambitions insensées à l'assaut de l'univers.

Si, comme nous l'avons dit, les autres États allemands sont invités à prendre part aux négociations de l'armistice et de la paix, et s'ils acceptent, on peut trouver dans cette adhésion

(1) *L'Union de l'Europe Centrale*. Étude de Max Hoschiller. *Revue de Paris*, mars-avril 1916.

un premier embryon de la constitution d'une nouvelle Allemagne. Une Bavière, une Saxe, un État Badois, un Wurtemberg, sans doute un Hanovre, constitueront une pléiade centrale où toutes les aspirations légitimes auront leur place et leur essor. M. de Bethmann-Hollweg reconnaissait lui-même, dans un récent discours, que l'Allemagne devait accomplir de profondes réformes démocratiques : ces réformes résulteront d'une refonte complète du système constitutionnel germanique bien plus sûrement que des promesses d'un chancelier éphémère. Les travailleurs allemands chercheront la prospérité pacifique et le bien-être, non dans l'arbitraire d'un chef militaire et d'une caste, mais dans la liberté et dans un système de garanties sociales inséparables de cette liberté.

Il est à peine nécessaire d'ajouter que dans le voisinage de la Prusse et du Hanovre, une Belgique non seulement restaurée, mais indemnisée et agrandie, sera protégée par des précautions rigoureuses contre le retour des événemens affreux qui ont démontré l'insuffisance de ses garanties contractuelles.

Une Allemagne, composée comme il vient d'être dit, suppose une Autriche ; mais l'Autriche a perdu toute autorité et compétence en ce qui concerne la haute direction des populations slaves. Son incapacité à ce point de vue est absolument démontrée. Elle a manqué à sa mission qui était d'harmoniser le jeu des forces libres dans le Sud-Est européen. Sa bureaucratie a été aussi inapte et encore plus inepte que le féodalisme prussien. Elle s'est ruée dans une servitude qui, quoi qu'il arrivât, n'avait d'autre issue que l'asservissement de l'Empire. Je ne pense pas qu'il y ait historiquement un cas plus extraordinaire d'aberration, de sottise et de corruption.

La Hongrie a tout sacrifié à ses ambitions intérieures : Budapest voulait dominer Vienne. Les Madgyars sont réduits à leurs propres forces : c'est peu. Mais, de toute façon, le slavisme avec qui les Hongrois n'ont pas su s'entendre, ne leur pardonnera, de longtemps, leur funeste accord avec l'Empire prussien. Une Autriche diminuée, une Hongrie isolée, une Pologne restaurée, une Bohême libérée, peut-être une Slavonie sortie de ses langes, telles seront, dans cette partie de l'Europe, les conditions normales et naturelles d'un système de liberté et d'équilibre.

La question des Balkans se résoudra, sans doute, par cette même nécessité de constituer des États forts.

La Turquie ayant disparu de la carte de l'Europe, la Bulgarie s'étant réduite d'elle-même à ronger les chairs pourries de sa félonie et de ses folles ambitions, une grande Roumanie et une grande Serbie seront les protecteurs indispensables de la paix dans la péninsule. Ces deux États servent aussi d'arches entre le monde slave et le monde latin. Ils barrent l'expansion allemande en Orient. Rôle doublement important auquel on dirait qu'une volonté supérieure les a destinés.

L'Allemagne étant ainsi reconstituée selon ses propres traditions, étant entourée d'États forts destinés à surveiller et à contenir ses instincts dominateurs, il reste à chercher quels seraient ses rapports permanens avec l'Europe.

VI. — L'EUROPE ORGANISÉE

Avant d'aborder ce point destiné à devenir la clé de voûte d'un système européen harmonieux et libre, je demanderais que l'on eût présens à l'esprit à la fois tous les précédens : l'Empire « pacifique » du Moyen Age, la « République chrétienne » de Henri IV et de Sully, les « libertés germaniques » et l'article des « garanties » du traité de Westphalie, la « paix perpétuelle » de Leibnitz et de Kant, les « conversations » de Sainte-Hélène, la vue « prométhéique » des thaumaturges de 1848, les applications du « principe des nationalités, » telles qu'elles se sont produites dans la deuxième partie du XIXe siècle, les vœux exprimés par les deux conférences de La Haye de 1899 et de 1907, et les tentatives si nobles ayant pour objet, sur l'initiative de l'empereur Nicolas, de prévenir le cataclysme que l'Europe, par la volonté du militarisme prussien, a dû subir malgré tout.

Cet ensemble de vœux, de recherches, de tentatives, d'expériences, de demi-réalisations, d'ébauches interrompues, de bonnes volontés persévérantes, suffirait pour prouver que les peuples européens marchent, pour ainsi dire, comme d'instinct et malgré les difficultés de la route, vers un haut règlement de la vie internationale qui satisfera tout ensemble le sentiment et la raison : à savoir la constitution d'une famille européenne (et même mondiale) où les peuples s'uniront pour le libre développement de chacune de leurs existences nationales. Ce nouveau régime, — non imposé, mais délibéré, — consacrerait véritablement l'Europe du droit.

Rappelons les paroles du soldat tombé en combattant : « Les horreurs de la présente guerre doivent conduire à l'unité européenne. » Pour répondre au vœu des morts et des martyrs, c'est cette unité qu'il faut, cette fois, réaliser.

Voyons ce que, dans la pratique et dans la tradition historique, peuvent nous apporter les précédens.

Le traité de Westphalie qualifiait deux Puissances, la France et la Suède, comme « garantes » des libertés germaniques ; nous avons dit ce que ce privilège avait d'abusif et de suspect aux yeux des populations allemandes. Mais, n'en serait-il pas tout autrement, si c'était l'Europe entière qui assumât cette « garantie ? » Et n'est-il pas juste qu'elle ait un droit de suite dans les affaires de l'Allemagne, centre et pivot de son propre équilibre et de sa propre sécurité?

En 1814-1815, les « quatre » Puissances victorieuses avaient signé un pacte qui, pendant cinquante ans, maintint la paix : eh bien! les « quatre » Puissances magistrales de l'Europe nouvelle, les « quatre » qui ont sauvé la civilisation et qui ont, au prix des plus énormes sacrifices, mis les menottes au militarisme allemand, ont un devoir qui se prolonge et une responsabilité survivante à la guerre. Elles sont les gardiennes et, dans toute la rigueur du terme, les « gens d'armes » de la paix. Une alliance conclue entre ces quatre Puissances, — et qui inclut naturellement les États qui furent leurs compagnons d'armes, — assurera les forces nécessaires pour que, dorénavant, toute tentative de suprématie militaire soit refrénée. Il suffirait, pour ainsi dire, d'appliquer textuellement aux circonstances nouvelles le fameux article des « garanties » du traité de Westphalie : « Seront tenus tous les contractans de défendre et de maintenir toutes et chacune des dispositions du traité... Et s'il arrive qu'aucune de ces dispositions soit violée, l'offensé tâchera premièrement de détourner l'offensant de la voie de fait, soit en soumettant le fait à la composition amiable, soit par la voie de droit. Mais si le différend n'a pas été réglé par aucun de ces moyens, chacun des contractans seront tenus de joindre leurs conseils *et leurs forces* à ceux de la partie lésée et de *prendre les armes pour repousser l'injustice.* »

Ainsi serait constituée, pour la première fois, une *force européenne* apportant une sanction permanente aux décisions des accords de droit, — force qui a manqué jusqu'ici et qui, en

particulier, faisait défaut aux vœux tout platoniques de la Conférence de La Haye. Et cette création d'une force légitime internationale n'est pas un rêve, puisqu'elle est la clause principale d'un traité qui fut, pendant cent cinquante ans, la règle reconnue, et que la nouvelle rédaction ne modifierait l'ancienne qu'en reportant à l'Europe le contrôle attribué alors seulement à deux Puissances.

Les quatre grandes Puissances qui ont combattu pour obtenir un tel résultat seraient, par la nature des choses, les quatre piliers du vaste édifice qui, comme nous allons le dire, abriterait tous les autres peuples.

Les sacrifices qu'elles ont faits résolument, les blessures dont elles se ressentiront pendant des siècles, les responsabilités et les devoirs qu'elles assument, les mettent en droit de réclamer des réparations et des sécurités particulières :

Que la Russie obtienne les débouchés laissés libres par la disparition de la Turquie européenne; que l'Angleterre s'assure, pour son commerce et son expansion maritime, les avantages dont elle fait un usage si libéral; que l'Italie consolide et élargisse sa situation adriatique et méditerranéenne; que la France, si éprouvée, obtienne les avantages économiques et politiques résultant de la restauration définitive de ses frontières naturelles, ce sont là les suites normales de leur effort. Rien ne les paiera jamais des maux qu'elles ont acceptés, des risques qu'elles ont courus en considération du bien général. Leur haute conscience internationale s'est épurée encore au feu d'une telle épreuve. Leur esprit de justice garantit leur modération. Et puis, la vieille politique a fait son temps; ses résultats sont sous nos yeux : le meurtre, la dévastation, la ruine. Et pourquoi ? Qui voudrait, aujourd'hui, emboîter le pas d'un Bismarck, marcher sur les brisées d'un François-Joseph ou d'un Guillaume, d'un Tisza ou d'un Bethmann-Hollweg?

Mais il faut une sécurité, une garantie plus ferme encore; les intentions ne suffisent pas : il faut des institutions. L'Europe et le monde doivent être assurés contre le retour de pareils événemens. C'est pourquoi l'heure est venue de créer une autorité suprême ayant qualité pour assurer la paix.

Seule, une institution internationale, fondée avec le consentement de tous, aura désormais la haute situation nécessaire pour connaître du droit des traités et pour mettre en mouve-

ment la force coercitive commune chargée de les maintenir.

Cette institution serait, comme je le disais tout à l'heure, la clé de voûte de l'Europe organisée.

Ne sent-on pas que l'heure est arrivée d'en venir délibérément à la fondation de cette Société des États, que tant de nobles aspirations et les instincts populaires ont appelée de leurs vœux? L'histoire européenne est, depuis des siècles, en marche vers cet idéal. L'heure est venue : qu'on la saisisse.

La guerre actuelle découvrirait ainsi son sens profond et réaliserait son objet providentiel. L'homme s'agitait. Dieu le menait.

Le sol a été bouleversé pour que les assises permanentes du droit européen et du droit mondial y soient plus profondément enfoncées.

Ainsi se trouverait réalisée, dans la force et dans la liberté, la politique de l'équilibre. Déjà la Conférence de La Haye avait signalé cette solution comme le résultat le plus désirable de ses travaux : « Ce que la confiance universelle entrevoit dans la deuxième Conférence de La Haye, écrivions-nous en 1907, c'est la constitution prochaine, et peut-être définitive, d'une institution magistrale, — celle qui fut prévue par Leibnitz, — et qui, seule, peut influer réellement sur les destinées du monde : l'institution du premier *Parlement universel* délibérant devant l'opinion, la convocation solennelle et réitérée des ÉTATS GÉNÉRAUX DU MONDE. Si le XXe siècle, à peine né, développe le germe (combien fragile encore!) qui lui fut confié; si la coutume des délibérations internationales publiques s'introduit dans les relations entre les peuples, que ne doit-on pas espérer de l'avenir? L'opinion est reine et maîtresse du monde. Qu'on se fie en elle. Partout où elle est admise, elle apporte la clarté et la franchise. Le plus puissant agent de la paix, c'est la lumière (1)! Tous les pays du monde ont appris à délibérer dans des assemblées libres. La discussion publique est la garantie la plus forte que le bon sens et la raison aient obtenue jusqu'ici. Cette longue expérience des « parlemens » doit profiter aux peuples dans leurs relations internationales. Après qu'ils ont appris à délibérer chez eux, ils doivent apprendre à délibérer entre eux.

Les quatre Puissances victorieuses deviennent ainsi, en

1 *La Politique de l'Équilibre.* — La Conférence de La Haye, juin-juillet 1907, p. 29.

quelque sorte, le pouvoir exécutif d'une assemblée à laquelle leurs représentans ont, comme ceux des autres États européens, un droit de présence et un droit de vote. Leur autorité d'initiative et de coercition tient à leur situation naturelle et aux circonstances qui les ont forcées à prendre en main, dans la crise actuelle, la défense de l'univers.

De larges ententes soigneusement élaborées fixeront les rapports des nations entre elles et détermineront ce rôle particulier attribué à certaines d'entre elles. Il ne s'agit pas d'établir une suprématie quelconque, puisque toute décision doit être, devant l'assemblée des nations, l'objet d'une délibération égale et publique, mais bien d'une coopération et, encore une fois, d'une sanction.

On comprendra les raisons (ne serait-ce que la longueur même de cette étude) qui m'empêchent d'insister sur les détails d'un projet qui, d'ailleurs, se réfère aux nombreuses études antérieures consacrées à l'idée d'une Société des Nations (1). Les questions sans nombre que soulève sa réalisation devront être étudiées dans un congrès de toutes les Puissances, congrès qui sera la véritable « assemblée constituante des États-Unis européens. »

Nous avons essayé de suivre, — en remontant des faits particuliers aux idéaux universels, — le développement probable du problème de la paix.

D'abord *l'armistice;* l'armistice, œuvre des militaires et qui, pourtant, dominera les premiers linéamens des arrangemens définitifs.

L'armistice décidera des *participans à la paix*, décision non moins importante, non moins décisive pour l'avenir, et qui ne pourra être pesée avec trop de soin.

La question des « participans » posera la question du *statut de l'Allemagne en Europe*, c'est-à-dire de l'Empire militaire des Hohenzollern et du militarisme allemand : ce sera le moment de décider de son sort.

Le sort de l'Empire allemand décidera à son tour du sort

1) On trouvera une bibliographie suffisante et un exposé juridique de « l'Union des États, » dans l'ouvrage que vient de publier M. Paul Otlet : *les Problèmes internationaux de la guerre*, p. 427. — J'ai à peine besoin de rappeler la belle publication de M. Léon Bourgeois : *la Société des Nations*, 1910.

de l'Allemagne. L'Allemagne avertie sera en mesure de se reconstituer selon ses traditions et dans le respect de sa nationalité, avec le consentement de l'Europe, sauf à donner à celle-ci de sérieuses garanties.

L'Allemagne, articulée à l'Europe, permettra la fondation tant désirée d'une *Société des peuples*, ayant pour organe un parlement des États européens. Cette fondation, délibérée dans une assemblée libre, sera composée d'un pouvoir législatif, d'un pouvoir exécutif et d'un pouvoir judiciaire ou juridique.

Ainsi la guerre aura réalisé, à la fois, le châtiment, la réparation et la sanction. Une Europe organisée, une Europe meilleure sera le résultat de cette crise terrible. Tant de sang versé ne l'aura pas été en vain.

Je ne puis pas faire un pas de plus maintenant. Je crois à une bonne volonté universelle; je crois à des idéaux nobles et encore surélevés par le calvaire de la présente guerre; je crois à la force des hommes quand la foi et la patience les soutiennent; je crois à la noblesse des âmes, c'est-à-dire à la bonté de Dieu. Cette guerre aurait donc produit un pareil résultat! L'Europe pourrait sceller cette paix! Manière vraiment supérieure et profondément humaine de transformer le mal en bien. L'empereur Guillaume pourrait répéter, une fois de plus, son naïf et terrible aveu : « Je n'ai pas voulu cela! »

GABRIEL HANOTAUX.

LETTRES INÉDITES

DE

CHATEAUBRIAND ET D'AUGUSTIN THIERRY

Dans un passage fameux des *Mémoires d'Outre-Tombe*, Chateaubriand raconte en ces termes une visite qu'il fit à Augustin Thierry au printemps de 1825 :

« J'ai vu, à Vesoul, M. Augustin Thierry chez son frère le préfet. Lorsque autrefois, à Paris, il m'envoya son *Histoire de la Conquête des Normands*, je l'allai remercier. Je trouvai un jeune homme dans une chambre dont les volets étaient à demi fermés; il était presque aveugle ; il essaya de se lever pour me recevoir, mais ses jambes ne le portaient plus et il tomba dans mes bras. Il rougit lorsque je lui exprimai mon admiration sincère : ce fut alors qu'il me répondit que son ouvrage était le mien, et que c'était en lisant le récit de la bataille des Francs dans *les Martyrs*, qu'il avait conçu l'idée d'une nouvelle manière d'écrire l'histoire. Quand je pris congé de lui, alors il s'efforça de me suivre et il se traîna jusqu'à la porte en s'appuyant contre le mur : je sortis tout ému de tant de talent et de tant de malheur. »

Cette rencontre des deux grands écrivains, l'un au faîte de la renommée, l'autre encore presque au début de son chemin de souffrance et de gloire, n'était pas la première. Quelques mois auparavant, par l'entremise de son frère Amédée, qui l'avait approché chez le prince de Talleyrand, Augustin Thierry s'était fait présenter à l'auteur d'*Atala*.

C'était au lendemain du renvoi brutal, par lequel le faisant congédier « comme un garçon de bureau, » Villèle avait écarté un collègue encombrant. Le ministre disgracié se retirait avec une ostentatoire simplicité, mais vouant désormais au « cauteleux aideur d'affaires » et à son parti une haine implacable. Devenu partisan de toutes les libertés, l'ancien *ultra* de 1815 avait aussitôt entamé la terrible opposition que l'on sait ; « le brin d'herbe arraché » allait aider à l'écroulement d' « une grande ruine. » Le libéralisme hautement affiché d'Augustin Thierry, ses théories et ses idées ne pouvaient donc alors déplaire au grand homme irrité. La vénération proclamée d'un disciple fervent, qui le saluait comme un inspirateur et comme un modèle, devait enchanter son orgueil.

Des relations durables et suivies s'établirent entre eux, empreintes d'une respectueuse déférence chez Augustin Thierry, d'une très chaude et bientôt admirative sympathie de la part de Chateaubriand. On en peut trouver la trace dans les *Mémoires d'Outre-Tombe*. Avant la révolution de Juillet, au cours de ses voyages et durant son ambassade à Rome, Chateaubriand écrit à plusieurs reprises, « vieil élève à son jeune maître, » intervient même en sa faveur, et à vrai dire sans succès, auprès de M. de Martignac. Après 1830, ce commerce d'amitié continue et, rentré à Paris, le hautain « oublié » ne dédaigne point de quitter parfois son appartement de la rue d'Enfer pour venir au passage Sainte-Marie, en compagnie de Mme Récamier, converser avec l'historien aveugle et paralysé.

J'ai retrouvé dans mes papiers de famille une partie de cette correspondance que j'ai l'heureuse fortune de pouvoir publier aujourd'hui. Les lettres de Chateaubriand en ma possession sont au nombre de dix-huit, s'échelonnant sur une durée de quinze ans, de 1829 à 1844 : quelques-unes dictées par Chateaubriand à son secrétaire Hyacinthe Pillorge et revêtues de sa signature, les autres autographes, sur épais papier de fil, scellées du cachet à ses armes, de cette grande écriture allongée, d'un demi-pouce de haut, comme tracée avec des majuscules, si caractéristique qu'on ne saurait l'oublier, lorsqu'on l'a une fois entrevue.

Deux ou trois sont de simples billets de politesse, mais la plupart, par les renseignemens qu'elles fournissent ou les pensées qu'elles expriment, apporteront, je l'espère, une utile contribu-

tion à l'étude des sentimens, des illusions, des variations aussi de la plus illustre de toutes les « âmes solitaires. »

*
* *

La plus ancienne entre mes mains est datée de Cauterets, 28 juillet 1829 : Chateaubriand, regagnant l'Italie par le chemin des écoliers, poursuivait alors à travers les Pyrénées ce voyage triomphal, cette « suite de rêves » si fâcheusement interrompue par la chute du ministère Martignac. Elle est adressée à Carqueiranne, aux environs d'Hyères. Frappé depuis quatre ans d'une cécité progressive, alors presque complète, aux trois quarts paralysé, quasi mourant, Augustin Thierry, condamné par les médecins, avait été par eux, comme suprême ressource, envoyé en Provence. Le *Journal de Santé*, rédigé quelques années plus tard par son secrétaire, le docteur Gabriel Graugnard, fournit ces détails tragiques sur l'évolution de sa maladie à cette époque :

« En 1825, perte complète de la faculté de lire, même les plus gros caractères ; diminution dans les forces musculaires, surtout pour la station et pour la marche sur une ligne tout à fait droite ; extension de la paralysie cutanée à une grande partie du tronc, aux cuisses et aux jambes.

« En 1826, nécessité de se faire conduire, augmentation de la faiblesse des jambes, impossibilité de se lever sans appui. La sensibilité de la main gauche diminue au point qu'il devient impossible de s'en servir pour boutonner les habits. En 1827, étourdissemens fréquens, précédés d'un violent battement de cœur et accompagnés d'une suppression totale de la vue. Il éprouve ces symptômes quelques momens après s'être mis en marche.

« En 1828, impossibilité de distinguer aucun objet ; il entrevoit encore quelques portions des murs et la blancheur du ciel. Les étourdissemens continuent d'être fréquens.

« En 1829, la vision cesse presque complètement. Les étourdissemens simulent de légères attaques d'apoplexie, ils disparaissent à la fin de cette année. »

Sur les bords de la Méditerranée, l'infirme se trouvait l'hôte d'une famille de protestans genevois, propriétaires d'un « châtelet » près de Costebelle : les d'Espine avec lesquels il s'était lié en 1825, au cours d'un voyage en Suisse (1). Croyant

(1) Cette amitié chèrement partagée de part et d'autre dura jusqu'à la mort

sa fin prochaine, il venait, comme dernière consolation, de poser sa candidature à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, intéressant de loin amis et protecteurs à l'élection désirée. C'est à ce sujet que Chateaubriand lui écrit.

Cauterets, le 28 juillet 1829.

« Je me suis presque rapproché de vous, monsieur, et ma santé m'a appelé aux eaux des Pyrénées. Mon premier projet avait été de rentrer en Italie par la Corniche et je me faisais un grand honneur de vous rencontrer sur mon chemin ; c'est même ce qui m'a empêché d'avoir l'honneur de répondre plus tôt à votre dernière lettre, espérant toujours vous porter moi-même ma réponse. Malheureusement je suis obligé de retourner à Paris et de prendre ensuite la route de Turin.

« Vous savez, Monsieur, si je suis à vos ordres et combien je serais heureux de vous servir : j'ai fait les démarches nécessaires; vous n'en aviez pas besoin. M. Villemain a pu vous apprendre que tous les vœux et presque toutes les promesses sont pour vous : la supériorité de vos droits n'est pas plus contestée que celle de vos talens.

« Je me prépare toujours à donner cet hiver les deux volumes de mon histoire (1), et, voulant rendre compte de tout ce qu'on a écrit, je lis ici M. Guizot, la plume à la main. Au milieu d'une foule d'excellentes choses, il y a bien des choses hasardées et qui sentent le système. Comment soutenir, par exemple, que les champs cultivés chez les Romains étaient sans chemins, sans habitans, sans villages, sans chaumières? C'est nier à la fois le Code, les Pandectes, les Novelles, l'histoire, la poésie ; c'est avoir oublié jusqu'à l'étymologie du mot *païen*. Il n'y a que vous, Monsieur, qui soyez juste, parce que vous avez soumis votre raison aux faits.

« Dans quinze jours, Monsieur, j'aurai quitté les eaux et dans un mois je serai à Rome. Ai-je perdu tout espoir de vous y voir? Ne pourrai-je, en échange de vos lumières, vous prêter mes deux mauvais yeux, pour vous conduire sur les ruines

d'Augustin Thierry. Le nom de la famille d'Espine revient fréquemment dans sa correspondance.

(1) Les *Études historiques*.

d'un empire? Mon dévouement est aussi profond pour vous, Monsieur, que mon admiration est sincère.

« CHATEAUBRIAND. »

L'avènement du ministère Polignac vint modifier ces projets, et l'on sait comment, le 28 août, Chateaubriand se démit de son ambassade. La lettre suivante est adressée de Paris, toujours à Carqueiranne.

Paris, 11 février 1830.

« Deux choses, Monsieur, me font grand plaisir dans votre lettre (1) : vous continuez vos grands et nobles travaux, et nous vous reverrons bientôt à Paris. Vous avez retouché vos anciens ouvrages; c'est ce qui arrive à tous les hommes de votre mérite : la conscience n'est jamais séparée du vrai talent (2). Sans doute, comme vous le dites, Monsieur, les études historiques ont fait des progrès; mais ces progrès ont-ils toujours été dans un sens utile? J'ai lu bien des choses rassemblées à la hâte, publiées avec la même précipitation et souvent dans un esprit de système que les faits mieux approfondis ne justifient pas.

« Je vais descendre moi-même dans cette périlleuse carrière. On met sous presse les deux volumes que je dois encore au public; ils auront besoin de votre indulgence. Je me suis placé entre l'ancienne et la nouvelle école. Je voudrais, s'il était possible, les unir au lieu de les diviser : vous verrez, Monsieur, que je vous rends pleine justice.

« Si je puis quelque chose pour votre nomination à une place que vous ne devriez pas solliciter, mais qu'on devrait s'empresser de vous offrir, ne doutez pas de mon zèle. Ma nouvelle position ne me laisse pas beaucoup de crédit : je suppléerai à la faveur par le dévouement.

« Vous avez éprouvé, Monsieur, un malheur de famille (3)

(1) Je ne possède malheureusement pas celle-ci. Les brouillons des lettres d'Augustin Thierry dictés à ses secrétaires ou à sa femme et conservés dans ses papiers ne commencent qu'en 1831.

(2) Il s'agit ici de la troisième édition de l'*Histoire de la conquête de l'Angleterre*. L'auteur avait apporté de nombreux remaniemens et des additions importantes à son œuvre. L'avertissement est daté de Carqueiranne, 3 février.

(3) La mort de sa mère : Mme Jacques Thierry, née Catherine Le Roux, morte à Blois, le 10 octobre 1829.

auquel je prends une part bien sensible ; moins jeune que vous, j'ai aussi beaucoup plus perdu : tout s'en va avec les années. Les exemples ne consolent pas, mais ils enseignent la résignation et la philosophie.

« Je vous renouvelle, Monsieur, avec autant de vivacité que de sincérité, l'assurance de mon admiration et de mon dévouement.

« CHATEAUBRIAND.

« Comme vous, je n'ai pu écrire moi-même : ce ne sont pas mes yeux qui souffrent, mais ma main sur laquelle s'est jeté un rhumatisme. »

Cependant la candidature académique d'Augustin Thierry se heurtait à de sérieuses difficultés. On le jugeait trop jeune. Suspect au pouvoir, retenu par la maladie à l'autre extrémité du pays, l'aveugle ne pouvait venir à Paris défendre sa chance. Sa faiblesse nerveuse aidant, il s'affligeait et désespérait. Chateaubriand lui écrit alors cette curieuse lettre :

Paris, 3 avril 1830.

« Votre lettre, Monsieur, m'a fait une sensible peine : vous ne revenez pas parmi nous et vous vous croyez oublié : ce mot-là doit être rayé de vos souffrances ; l'oubli est un mal qui ne vous atteindra jamais. M. Villemain vous aime, vous honore et vous admire ; il a été très malheureux et très découragé (1). Il y a de ces momens de dégoût qu'on a de la peine à surmonter dans la vie ; ils s'étendent sur tout, et bien qu'on conserve au fond du cœur des amitiés fidèles et tendres, on manque de la force nécessaire pour les exprimer.

« Je ne puis rien vous dire de positif sur l'Académie ; je ne sors plus, je ne vois personne, je rencontre quelquefois par hasard quelques-uns de nos amis communs ; alors nous parlons de vous ; ils paraissent toujours persuadés que vous avez des chances considérables. Je m'en informerai encore ; je vous l'écrirai ; mais je vous avoue en toute humilité que je n'ai aucun pouvoir, aucune influence ; je vis trop solitaire, et l'espèce de proscription politique dans laquelle je ne cesse de me trouver

(1) A cette date, Villemain, qui se lançait dans la vie politique, venait d'essuyer coup sur coup deux échecs électoraux à Pontivy et en Vendée.

placé fait fuir les faibles et anime les ennemis. Il ne m'appartiendrait pas, Monsieur, d'être sévère avec personne ; j'ai trop besoin d'indulgence. Je louerai beaucoup MM. Guizot, Thiers et Mignet, mais je dirai aussi en quoi je ne partage pas leur opinion sur quelques faits et quelques systèmes historiques. Ce que je donnerai sera bien misérable et ne saurait arrêter d'aucune manière un homme comme vous. J'aurai, je crois, trois volumes, et je ne crois pas qu'ils puissent être publiés avant le 1er janvier prochain ; mais aussi je serai libre pour le reste de ma vie ; ce reste est peu de chose désormais et je me le réserve ; je sortirai à la fois de la politique et des lettres. J'ai autant d'ardeur de disparaître aujourd'hui de la scène du monde que j'en ai peut-être eu autrefois pour m'y montrer.

« Soignez votre santé, Monsieur, travaillez pour vous distraire et pour nous instruire. Je me fais un grand bonheur et un grand honneur de dire en public ce que je pense de vous. Mon dévouement et mon admiration pour vous sont inaltérables.

« CHATEAUBRIAND. »

La Révolution survient. Les Lys sont renversés. Se sacrifiant pour « une famille ingrate, » à « une cause qu'il n'approuve pas, » reniant les « Judas de la Chambre des Pairs, » Chateaubriand, courtisan du malheur qu'il n'a pu détourner, a donné la démission de ses emplois et, pauvre, endetté, résigné jusqu'à ses pensions pour rester « nu comme un petit saint Jean. » Il songe à quitter la France, qui acclame l' « apostat, » à s'exiler en Suisse.

Élu le 7 mai au fauteuil de Boissy d'Anglas, Augustin Thierry est maintenant à Vesoul l'hôte de son frère, nouveau préfet de la Haute-Saône. Au futur historien du Tiers-État, que nul serment ne lie au régime déchu, la royauté bourgeoise, la monarchie constitutionnelle à l'anglaise apparaît comme l'idéal des gouvernemens, la conséquence et la fin nécessaire de la tradition nationale. Il l'avait accueillie d'enthousiasme et la regretta avec désespoir. « Nous avons été séparés de notre grande histoire, de celle de huit siècles, écrira-t-il énergiquement après 1848, nous ne pouvons plus y rentrer, parce qu'elle est malheureusement divisée contre elle-même. Nous nous sommes amarrés à la petite, à celle du Consulat et de l'Empire, et nous

nous y sommes accrochés comme les gens qui se noient, avec frénésie (1). »

Son amitié, sa vénération s'émeuvent devant les renoncemens de Chateaubriand et sa fureur de sacrifice. A la sollicitude qu'il témoigne, aux possibilités qu'il exprime, aux avis respectueux qu'il formule peut-être, répond cette lettre altière, débordant à la fois d'orgueil exaspéré et d'écrasant mépris, révélatrice à cette date de sentimens nouveaux où les partisans du « républicanisme » de Chateaubriand trouveront sans doute un appoint d'argument en faveur de leur thèse (2) :

Paris, 11 septembre 1830.

« Vraiment, Monsieur, je ne saurais vous dire à quel point je suis touché de l'intérêt que vous voulez bien me témoigner. Le sort a fait que ma vie s'est écoulée au milieu d'hommes qui ne m'entendaient pas et avec lesquels je n'avais aucune sympathie, tandis que ceux vers lesquels la nature m'inclinait ne m'ont apparu qu'au moment où tout finit pour moi, amitiés et jours.

« Je m'en vais du moins, Monsieur, avec la paix d'un honnête homme. Je crois avoir un peu contribué à la liberté de mon pays; la presse me doit peut-être quelque chose, et c'est elle qui vient d'affranchir ma patrie. Mes doctrines triomphent et ma chétive personne périt. Qu'importe alors? Je sacrifie bien volontiers la seconde aux premières. Je ne suis d'ailleurs pas bien rassuré sur l'indépendance que nous avons conquise. Si la France s'était formée en République, j'y serais resté parce que j'aurais vu logique et conséquence dans le fait et que je n'aurais eu à violer aucun serment ; mais troquer une monarchie contre une usurpation sans gloire qui sera tôt ou tard obligée de recourir aux lois d'exception, changer une couronne conservée pendant neuf siècles au trésor de Saint-Denis pour une couronne trouvée dans la hotte d'un chiffonnier, cela ne vaut pas la peine d'un parjure. Je n'ai conservé de ma jeunesse qu'un certain goût du malheur qui me range du côté de l'infortune, même méritée. Je partirai pour la Suisse aussitôt que j'aurai achevé l'impression de mes trois volumes : elle est très

(1) Lettre à la princesse Belgiojoso.

(2) Je n'ignore pas les *Considérations* qui précèdent la traduction du *Paradis Perdu*, mais elles furent écrites en 1836, bien postérieures par conséquent à cette lettre.

avancée. Tous mes regrets, Monsieur, seront pour des hommes comme vous et, quel que soit le lieu que j'habite, je vous y conserverai admiration et dévouement.

« CHATEAUBRIAND. »

L'année 1831 venait d'apporter un grand changement dans la vie d'Augustin Thierry. Il avait rencontré aux eaux de Luxeuil, cette petite ville des grands souvenirs, Mlle Julie de Quérangal, fille d'un contre-amiral en retraite, major de la marine à Lorient, dont le nom s'est fait honorablement connaître dans les guerres de l'Empire. De cœur noble, instruite et distinguée d'esprit, cultivant elle-même les lettres (1), la jeune fille s'était prise à la fois d'admiration pour le talent de l'écrivain et de pitié pour son malheur. L'enthousiasme devint aisément de l'amour, bientôt un mariage s'ensuivit : union fortunée qui devait, treize années durant, illuminer de bonheur intime et réchauffer de prévoyante tendresse la vie douloureuse de l'illustre aveugle, et lui verser l'oubli de ses cruelles souffrances.

Après avoir quitté la France pour s'installer à Genève en un modeste logement du quartier des Pâquis, Chateaubriand vient de rentrer à Paris, rappelé par la proposition Briqueville, qui bannit à perpétuité du territoire « l'ex-roi Charles X, ses descendans et les alliés de ses descendans. » Le 31 octobre paraît chez Le Normant, sa brochure d'inspiration si haute et de si fier langage : *De la nouvelle proposition relative au bannissement de Charles X et de sa famille, ou suite de mon dernier écrit : De la Restauration et de la Monarchie élective.*

Ce devoir accompli, il s'est remis à la composition de ses *Mémoires*. Le 15 décembre 1831, il écrit à Augustin Thierry, toujours installé à Vesoul, chez son frère, où il prépare les *Nouvelles Lettres sur l'Histoire de France,* devenues plus tard les *Récits des Temps Mérovingiens.*

Paris, 15 décembre 1831.

« Je me suis empressé, Monsieur, d'aller offrir à Mme Thierry

(1) Mme Augustin Thierry a publié en 1835 des *Scènes de mœurs et de caractère au XIXe siècle*, d'un style exact et net et de très fine observation, dont quelques-unes parurent dans cette *Revue* et un roman : *Adélaïde. Mémoires d'une jeune fille (1839).*

l'hommage de mon respect : j'ai été doublement charmé de voir votre femme et une Bretonne pleine d'esprit et de grâce. Il a été décidé entre nous que j'étais son cousin depuis trois ou quatre cents ans, et j'espère d'après cela que vous ne me refuserez pas d'être le vôtre.

« J'étais bien honteux, Monsieur, de vous offrir mes *Études*, je sentais combien le présent était peu digne de vous. Vous ne sauriez croire à quel point je suis heureux d'apprendre que vous vous remettez à l'ouvrage et que mes essais informes entrent cependant pour quelque chose dans votre résolution. C'est ainsi que vous m'avez dit (et je ne l'ai pas oublié) que *ma bataille des Francs* vous avait donné la première idée d'une histoire différente des histoires publiées jusqu'à notre temps. Ce sont là mes vrais titres de gloire. Mme Thierry vous porte mes *Études :* l'échange que vous me proposez m'est trop favorable pour que je perde l'occasion de m'enrichir.

« Hélas ! Monsieur, tout mon bonheur serait de rester à Paris, de vous voir, de vous entendre, de m'instruire dans votre conversation, et surtout de vous presser de continuer votre immortel travail ; mais je ne fais que traverser la France : accouru pour défendre encore quelques exilés et pour vendre mon chétif ermitage, je m'apprête à reprendre le chemin de la terre étrangère. Chaque homme accomplit sa destinée. La mienne est liée à une couronne qui a toujours pesé sur moi et qui m'écrase en tombant. J'ai pris seulement mes précautions pour que mes cendres soient rapportées dans ma patrie.

« Recevez, Monsieur, je vous prie, la nouvelle assurance de l'attachement et de l'admiration que je vous ai voués. Mme Thierry vous dira combien nous avons parlé de vous et tous les souhaits que je fais pour votre bonheur.

« CHATEAUBRIAND. »

Emprisonné durant quelques jours à la préfecture de police, en raison de ses rapports suspects avec la Duchesse de Berry, Chateaubriand reçut dans sa geôle momentanée de nombreuses marques de sympathie. Aux témoignages de Bertin, de Villemain, de J.-J. Ampère, de Charles Lenormant, vint s'ajouter celui d'Augustin Thierry. A peine remis en liberté, Chateaubriand se hâte de remercier Mme Augustin Thierry.

Paris, ce 9 juillet 1832.

« Madame,

« Rien ne pouvait me rendre plus heureux que votre lettre dans ce moment. Je suis touché et fier des marques d'intérêt que vous et M. Thierry voulez bien me donner. Je les méritais du moins par mon admiration sincère et mon profond dévouement pour votre illustre mari.

« Je partirai à la fin du mois pour la Suisse. Si je passe par Vesoul, ce qui est possible, j'aurai l'honneur d'aller vous voir et vous remercier. J'emporterai dans ma solitude l'espoir de me consoler un jour par la lecture des nouveaux ouvrages dont M. Thierry est occupé : il accroîtra sa renommée en augmentant la gloire de la France.

« Offrez, je vous en prie, Madame, mes complimens les plus empressés à M. Thierry, et agréez l'hommage des sentimens respectueux que j'ai l'honneur de vous offrir.

« CHATEAUBRIAND. »

Chateaubriand, en route pour Lucerne, s'arrêta effectivement à Vesoul. Un brouillon de *Souvenirs* inédits d'Amédée Thierry, recueillis en 1858 par son fils, Gilbert Augustin-Thierry, alors adolescent, trace un amusant croquis de la visite précipitée du grand homme : « Lorsqu'il quitta Paris en 1832 pour se rendre en Suisse, M. de Chateaubriand passa par Vesoul. Sa voiture de poste le conduisit à l'auberge de la Madeleine, d'où il partit pour se rendre à la préfecture. Son intention était de voir au passage mon oncle Augustin qui lui avait écrit au sujet de son emprisonnement, et mon père, dont il avait parlé avec bienveillance dans la préface de ses *Études historiques*. M. de Chateaubriand demeura une demi-journée à la préfecture à causer fort gaiement. Il raconta sa captivité fort douce dans le salon de M. Gisquet, préfet de police, n'ayant pour geôlier que Mlle Gisquet, qui lui faisait de la musique du matin au soir. A l'entendre, c'était un emprisonnement assez doux : il est vrai qu'il n'en parle pas ainsi dans les *Mémoires d'Outre-Tombe*. Il ne traite pas M. Gisquet avec autant de bonne grâce que dans la conversation qu'il avait eue avec mon père.

« Il ne voulut rien prendre à la préfecture, malgré les instances qui lui furent faites, et lorsque, au bout de quelques

heures, il voulut partir, il s'opposa obstinément à ce que mon père le reconduisît jusqu'à son hôtel. Mon père insistait lorsqu'il s'aperçut que M. de Chateaubriand prenait presque son insistance polie en mauvaise part. Amédée Thierry avait oublié que, représentant du gouvernement et préfet, il jouait le rôle de bourreau et M. de Chateaubriand celui de victime. Il le quitta à la porte de la préfecture, et c'était déjà beaucoup pour l'impatience de son hôte, qui avait traversé en sa compagnie une cour séparée seulement de la rue par une grille.

« Trois jours après, le capitaine de gendarmerie arriva tout effaré dans le cabinet de mon père : « Monsieur le préfet, une nouvelle importante. — Laquelle ? — M. de Chateaubriand a traversé la ville, il y a trois jours, se rendant en Suisse : vous pouvez considérer la chose comme certaine. — Vraiment, mais c'est de la plus haute importance !... Qui a-t-il vu en passant ? — Je ne sais pas encore, mais je suis sur la voie, et demain, j'espère, je vous dirai quelles sont les visites qu'il a faites... — Je fais mieux la police que vous, mon cher capitaine, car je puis vous informer dès maintenant qu'il a passé la journée à la préfecture ! »

La Duchesse de Berry est arrêtée à Nantes. Revenu précipitamment à Paris, le défenseur *officieux* de l' « auguste captive » s'est mis sans perdre un jour à la composition de son *Mémoire sur la captivité de Mme la Duchesse de Berry*. C'est au milieu de ce travail qu'il écrit dans la Haute-Saône à son ami lointain :

Paris, le 10 décembre 1832.

« Hélas, Monsieur, votre lettre m'est arrivée tout au beau milieu d'une fièvre de nerfs que je m'étais donnée par excès de travail ; je n'ai donc pu avoir l'honneur de vous répondre à l'instant même et je suis encore obligé d'emprunter aujourd'hui la main de mon secrétaire. Je vous en veux, Monsieur, d'avoir pu supposer un instant qu'il me fût passé par la tête des idées semblables à celles dont vous vous êtes tourmenté : je vous honore et vous admire sincèrement ; j'ai cru et j'ai dû croire à une méprise. Croyez, Monsieur, que rien ne pourra jamais altérer les sentimens que je vous ai voués pour la vie (1). »

CHATEAUBRIAND.

(1) J'ignore à quel malentendu précis fait allusion Chateaubriand, et la correspondance d'Augustin Thierry ne m'en a pas livré le secret.

Tout au plus m'est-il permis d'inférer, de la crainte éprouvée par celui-ci, que

Au commencement de 1833, Guizot, devenu ministre de l'Instruction publique dans le Cabinet présidé par le maréchal Soult et fondant le Comité des Travaux historiques et la grande Collection de documens inédits qu'il le chargeait de publier, avait « élevé l'histoire du pays au rang d'institution nationale. » A l'historien des Communes, qu'il affectionnait, il proposa d'accepter le travail important, pour lequel nul autre n'était mieux désigné, de recueillir les monumens de l'histoire du Tiers-État. Les compétitions étaient fort vives dans le monde savant et ces charges officielles ardemment disputées. Averti des intentions ministérielles, Chateaubriand exprime son désir de les voir se réaliser, indique les raisons qui justifient à ses yeux la désignation dont Augustin Thierry est l'objet.

Paris, 10 janvier 1833 (1).

« Oui, Madame, j'avais reçu avec une vive reconnaissance et relu avec une nouvelle admiration les belles ébauches d'un grand maître. La préface est véritablement un charme. Mais vous ne me dites pas, Madame, une excellente nouvelle ; c'est que M. Thierry vient ici pour être à la tête d'une commission historique. Est-ce qu'il n'aurait pas accepté ? Je me faisais un si grand bonheur de le revoir et de vous revoir, j'espérais qu'il me permettrait d'aller quelquefois m'instruire auprès de lui et de lui dire combien je l'admire. Lui seul est resté au point juste dans la nouvelle école historique ; tous ses imitateurs ont dépassé le but et, en croyant rendre aux temps passés leurs couleurs primitives, ils sont arrivés au roman. Il fallait le mélange exquis de raison, de goût et d'imagination de M. Thierry pour élever l'histoire à la poésie, sans lui faire perdre la vérité. Je suis trop fier, Madame, de penser que vous avez eu la bonté de lire mes vieilleries à votre illustre mari ; je reconnais là la bienveillance et la fraternité bretonnes.

« Agréez, Madame, tous mes vœux les plus empressés, mes hommages respectueux, et offrez, je vous prie, à M. Thierry les sentimens dévoués de son plus sincère admirateur. — Surtout, revenez vite parmi nous.

« CHATEAUBRIAND. »

ses sentimens d'affection et de fidélité pour la nouvelle monarchie pussent altérer les bons rapports d'une amitié précieuse à son esprit et à son cœur.

(1) A Mme Augustin Thierry.

Le retour d'Augustin Thierry ne put être aussi rapide que le souhaitait Chateaubriand. Diverses difficultés d'ordre budgétaire vinrent porter obstacle au bon vouloir de Guizot, retarder jusqu'à la fin de 1834 l'accomplissement de sa promesse. Sans fortune, l'historien se trouvait alors en proie à la plus pénible gêne. Il se désolait d'être contraint au séjour d'une petite ville provinciale et de ne pouvoir, faute de ressources, donner suite au grand projet, chèrement caressé par lui, d'écrire l'histoire des *Invasions germaniques* (1).

Chateaubriand s'afflige et s'indigne d'une situation si cruelle.

Paris, 25 mars 1834.

« J'aurais eu l'honneur, Monsieur, de répondre plus tôt à votre lettre, si elle ne m'était arrivée au moment même où Mme de Chateaubriand tombait malade d'une manière assez grave pour m'alarmer. Ce que vous avez la bonté de me mander me pénètre de reconnaissance et me fait en même temps beaucoup de peine. Je relirai avec un nouveau plaisir votre important et bel ouvrage (2) : je suis digne du moins du présent par mon admiration sincère pour celui qui me le veut bien offrir. Hélas! Monsieur, vous éprouvez ce qu'ont éprouvé tous les hommes; vos amis ont été distraits par la fortune. J'ai fait ce que j'ai pu dans mon temps : aujourd'hui, mon discrédit s'accroît de l'indépendance que j'ai gardée. Mais quelle honte pour la France qu'un homme de votre mérite ne puisse, faute d'une position convenable, continuer ses travaux, tandis que l'on gorge d'argent, de places et d'honneurs la médiocrité et la bassesse! Quand je lis les précieux, mais trop courts fragmens que vous nous donnez quelquefois, je gémis de voir votre génie emprisonné dans des bornes si étroites.

« Monsieur votre frère est venu à Paris; il s'est donné la peine de passer chez moi; malheureusement, il n'a pas laissé son adresse. J'ai été désolé de ne pouvoir aller le chercher et le remercier de son souvenir. Mme Thierry, votre gracieux secrétaire, veut-elle bien agréer mes respectueux hommages? Pour

(1) Projet que la maladie l'empêcha toujours de réaliser. Il nous a donné en quelque sorte la monnaie de cette grande œuvre dans les *Récits des Temps Mérovingiens*.

(2) *Dix ans d'Études historiques*, alors sous presse.

vous, Monsieur, mon admiration sincère et mon entier dévouement vous sont acquis et connus.

« CHATEAUBRIAND. »

L'attribution d'une pension littéraire, puis d'une indemnité annuelle (1) pour son travail de Collection permirent à Augustin Thierry de quitter la Haute-Saône et cette maison du cardinal Jouffroy qu'il avait adoptée à Luxeuil pour résidence d'été. Au début de 1835, il vint s'installer à Paris, 11, passage Sainte-Marie (2). Il devait, jusqu'à la mort de sa femme, mener dans cette paisible retraite une existence quasi bénédictine, non toutefois sans quelque ouverture sur le monde.

Ce furent les années heureuses de sa vie torturée. La plus attentive des compagnes s'employait à l'entourer d'une société d'amis et d'admirateurs dont elle était l'âme après lui. Le modeste « salon vert » de leur appartement devint bien vite le centre des plus attrayantes réunions. Les causeries littéraires alternaient le plus ordinairement avec des soirées consacrées à la musique, pour laquelle l'aveugle avait une véritable passion. Sur les listes d'invitations durant cette période, je relève les noms de Michelet, Henri Martin, Villemain, Félix Ravaisson, Aug. Trognon, les deux frères Ary et Henry Scheffer, Alfred Nettement, J.-J. Ampère, Guigniaut, Ludovic Lalanne, Ozanam, H. Fortoul, Egger, Letronne, Monselet, Géruzez, J.-V. Leclerc.

C'est aussi l'époque où, dans le boudoir de Mme Récamier, en présence d'un auditoire soigneusement trié sur le volet, commencent les premières lectures des *Mémoires d'Outre-Tombe*, dont cette *Revue* eut, au mois de mars 1834, l'honneur de publier, la première, un fragment important. Pareil régal ne fut pas dispensé aux seuls habitués de l'Abbaye-au-Bois. Le passage Sainte-Marie en eut parfois sa bonne part : témoin la lettre que je transcris plus loin et ce billet d'Augustin Thierry à Ary Scheffer :

« Mon cher ami,

« Julie espérait vous rencontrer hier chez M. Viardot et vous

(1) D'abord fixée à 3 000 francs, elle fut élevée à 4 500 en 1837.
(2) Aujourd'hui rue Saint-Simon.

proposer d'assister chez nous, demain dimanche, à une lecture des *Mémoires* de M. de Chateaubriand, qui commencera à huit heures précises. Voyez si le cœur vous en dit; il n'y aura là que de la littérature et de l'amitié, deux choses qui, hélas! vous sont devenues bien indifférentes.

« Tout à vous, mais tristement.

« AUGUSTIN THIERRY. »

Chateaubriand lui-même apporte en outre cette intéressante confirmation :

Paris, 26 juillet 1836.

« Votre lettre, Monsieur, m'a fait le plaisir le plus grand et m'a rendu trop fier. Je vous en remercie mille fois ; je la dois à la bienveillance de votre talent et à la bonté gracieuse de Mme Thierry. Hélas! Monsieur, j'ai assisté tous ces jours-ci à des scènes bien douloureuses, j'ai vu hier mettre dans la tombe ce même jeune homme plein d'avenir que j'avais vu chez vous attentif à l'histoire de ma vieille vie. Ainsi Dieu retire de ce monde tout ce qui s'élève et se distingue de la foule, parce qu'il faut que la société actuelle se décompose et aille à sa destinée. Je croyais bien que M. Carrel me survivrait; mais mes malheureux cheveux blancs m'ont si souvent trompé que je ne croirai plus en eux (1).

« C'est en vous que je crois, Monsieur, dans votre gloire que j'admire bien sincèrement. Je pars à l'instant de Paris; je serai un mois absent. Offrez, je vous prie, mes respectueux hommages à Mme Thierry : si c'est elle qui déchiffre mon griffonnage, elle les lira ici.

« CHATEAUBRIAND. »

*
* *

L'automne de 1837 devait amener à Augustin Thierry le tracas d'une sérieuse préoccupation littéraire. Dans un article consacré à la mémoire d'Armand Carrel (2), Désiré Nisard crut pouvoir avancer que celui-ci avait aidé de sa collaboration l'auteur de la *Conquête de l'Angleterre* et que les derniers livres de l'ouvrage avaient été écrits par eux en commun.

La fierté d'Augustin Thierry s'émut douloureusement; il

(1) Carrel venait d'être tué en duel le 22 juillet par Girardin.
(2) *Revue des Deux Mondes*, 1er octobre 1837.

protesta avec véhémence contre une telle assertion : « Je suis peiné horriblement, se plaint-il à Sainte-Beuve, et j'aurai besoin de vous demander conseil dans la triste nécessité où je me trouve d'avoir à revendiquer pour moi seul la propriété intellectuelle d'un de mes ouvrages, de celui qui m'a coûté la vue. » Il invoqua le témoignage des amis qui les avaient connus tous les deux, Carrel et lui, au temps de leurs premières relations, en 1824, et réclama l'insertion d'une note rectificative à François Buloz et à son associé Félix Bonnaire. Une polémique assez aigre s'engagea dans les journaux. C'est au sujet de cette querelle qu'Augustin Thierry remercie Chateaubriand, intervenu, sur sa demande, au *Journal des Débats*.

Paris, 6 octobre 1837.

« Monsieur,

« J'ai été touché et en même temps confus de l'extrême bonté avec laquelle, au milieu des inquiétudes qui vous tourmentent (1), vous avez daigné recommander en ma faveur une réclamation littéraire d'un intérêt bien léger auprès de vos douloureuses préoccupations. Peut-être aurais-je laissé tomber de lui-même le roman de cette collaboration imaginaire, bâti par M. Nisard sur des faussetés, des conjectures et des inductions; ce qui m'a provoqué, ce sont ces appels tendancieux à nos conversations, à mes paroles, à de prétendus aveux de ma part! La triste polémique où je me suis vu entraîné d'une manière si inattendue, m'a fatigué et dégoûté horriblement; j'ai hâte de rentrer dans mon repos, de songer au travail présent et d'oublier que je me suis vu contraint de revendiquer pour moi seul la propriété intellectuelle d'une portion du travail passé. Mon plus vif regret est d'avoir eu à remuer, bien malgré moi, la cendre d'un homme que j'ai aimé et estimé.

« J'espère, Monsieur, que vos alarmes actuelles seront bientôt dissipées et que, lorsqu'il me sera donné de causer avec vous, je retrouverai pleinement libre de soucis et de craintes cet esprit dont la supériorité raffermit le mien et cette puissante raison qui me console.

« Agréez de nouveau, Monsieur, l'expression de ma vive et respectueuse admiration.

« AUGUSTIN THIERRY. »

(1) Une nouvelle maladie de Mme de Chateaubriand.

Voici la réponse de Chateaubriand :

Paris, 7 octobre 1837.

« Vraiment, Monsieur, je suis bien touché et bien honoré de votre souvenir; j'ai seulement été désolé que Mme Thierry se soit donné la peine de venir me chercher si loin, quand il lui suffisait de m'écrire. J'aurais trouvé un moment, au milieu de mes inquiétudes et de mes chagrins, de (1) me rendre à ses ordres.

« J'ai écrit à M. Bertin, mais je n'ai jamais cru au succès; j'espère maintenant que tout cela est fini. A la hauteur où vous êtes, Monsieur, rien ne peut vous atteindre; laissez votre gloire faire justice de tout ce qui pourrait vous blesser. Aussitôt que j'aurai un instant de santé, j'en profiterai avec empressement pour aller vous porter le nouveau tribut de ma sincère et constante admiration. Mes hommages respectueux, je vous prie, à Mme Thierry.

« CHATEAUBRIAND. »

Durant les années qui suivent, l'évocateur des *Martyrs* que les infirmités commencent à gagner et qui « s'est ennuyé dès le ventre de sa mère, » cherche à tromper cet ennui par de fréquens voyages. Vaine poursuite à la recherche de l'impossible. A quoi bon, constate-t-il lui-même, avec toute la mélancolie de *René*, « traverser le ciel à tire-d'ailes, sans avoir le temps de se livrer à une rêverie ou de placer une idée sur sa route? Il n'y a que Françoise de Rimini avec laquelle on peut fuir d'une fuite éternelle.

Quali colombe dal disio chiamate
Con l'ali aperte e ferme al dolce nido
Volan per l'aer dal voler portate. »

Entre temps, néanmoins, il a déménagé, quitté la rue d'Enfer pour s'installer 112, rue du Bac. Ce voisinage relatif facilite les relations mutuelles entre les deux écrivains. J'en trouve pour preuve les billets de politesse échangés entre eux à cette époque. Déjà presque entièrement condamné par la paralysie à l'immobilité, Augustin Thierry se fait de temps à autre

1) *Sic.*

transporter chez son illustre ami, et ce dernier, de son côté, honore le « salon vert » d'assez fréquentes visites (1).

De ces témoignages d'estime et de sympathie réciproques entre deux des grands hommes dont s'honore la France du siècle dernier, je ne retiendrai ici que le suivant, pour l'intérêt littéraire qu'il présente.

Augustin Thierry vient d'achever à ce moment la préface fameuse qui ouvre les *Récits des Temps Mérovingiens*. Il en a communiqué les bonnes feuilles à Chateaubriand. Celui-ci, ravi de l'éclatant hommage que lui rend l'historien, exprime sa gratitude dans ces lignes trop volontairement modestes pour être bien sincères :

Vendredi soir, 5 mars 1840.

« Je serais trop fier, Monsieur, ma pauvre vieille tête tournerait, si je pouvais croire que j'ai eu l'insigne honneur de vous initier à votre admirable talent. Mais, Monsieur, vous êtes né de vous-même et de votre propre génie. Je n'en montrerai pas moins cette page avec orgueil, sinon comme un titre légitime de gloire, du moins comme une preuve précieuse de votre indulgente amitié. Je prie Mme Thierry, qui vous lit peut-être ce billet, de vous offrir l'expression de ma reconnaissance et d'agréer l'hommage empressé de mon respect.

« CHATEAUBRIAND. »

Cette même année, l'Académie française décernait à Augustin Thierry le grand prix Gobert. Cette haute récompense, accordée au « rénovateur profond de notre histoire nationale (2), » lui fut, — par une distinction unique dans les annales des lettres françaises, — continuée jusqu'à sa mort, devenant ainsi un véritable « fief littéraire, » suivant l'expression employée

(1) Notamment, à la fin de 1839, pour aller voir, au passage Sainte-Marie, le beau portrait d'Augustin Thierry par Henry Scheffer. Voici le billet adressé au peintre par son modèle à cette occasion :

« Mon cher ami,

« Vous avez oublié votre promesse de l'autre jour. M. de Chateaubriand doit venir chez moi dimanche prochain; il a été très frappé des portraits de Carrel et de Mme Arago. Je voudrais qu'il pût juger que cette fois vous vous êtes surpassé vous-même.

« Tout à vous de cœur. »

(2) Villemain.

par Villemain pour en marquer le singulier caractère et en rehausser l'éclat.

Chateaubriand, doyen de l'illustre Compagnie depuis la mort de Joseph Michaud, l'historien des *Croisades*, avait chaleureusement appuyé cette désignation de sa haute influence. Goutteux (1), il emprunte la main de son secrétaire pour répondre aux remerciemens du bénéficiaire :

Vendredi 15 mai 1840.

« Vraiment, Monsieur, vous ne me devez rien du tout; je n'ai pas ouvert la bouche, je n'ai fait qu'applaudir de grand cœur aux éloges qu'on donnait de tous côtés à vous et à votre livre ; je n'ai fait que soutenir la couronne que l'on posait sur votre tête. Je vais emporter et lire aux eaux (si je vais aux eaux) la *Gaule* de M. votre frère (2) ; je vous prie de le remercier bien sincèrement pour moi. Quand j'aurai le Mémoire de notre très savant ami, j'irai vous le reporter et présenter mes respectueux hommages à Mme Thierry. Vous n'écrivez plus faute d'yeux, je n'écris plus faute de mains.

« CHATEAUBRIAND. »

*
* *

J'arrive aux dernières lettres de cette Correspondance. Elles ont trait à la douloureuse catastrophe qui va si cruellement bouleverser la précaire existence d'Augustin Thierry. Sa femme se mourait en cette fin de mai 1844. Ce qu'elle était pour lui, sa reconnaissance, sa tendresse pour son Antigone de tous les instans, il le crie avec une éloquence désespérée dans les lignes qui suivent, où la mortelle angoisse de l'homme se mêle tragiquement aux effusions reconnaissantes de l'écrivain (3).

Paris, le 19 mai 1844.

« Monsieur,

« Il y a bien des jours que j'attends une heure de calme

(1) La goutte, qui depuis longtemps le tenait aux mains, commençait de gagner Chateaubriand aux jambes. La marche lui devenait difficile. La Faculté l'envoya prendre les eaux de Néris. Il s'y trouvait en juillet 1842, en compagnie de Teste, ministre des Travaux publics, qui depuis..., et d'Amédée Thierry.

(2) L'*Histoire de la Gaule sous l'administration romaine.*

(3) Chateaubriand vient de lui adresser la *Vie de Rancé*, avec la plus flatteuse dédicace.

pour vous écrire et cette heure ne vient pas; j'ai le cœur pénétré de reconnaissance pour vous, mais je l'ai si plein d'angoisse que pas un mot doux ne peut en sortir. Ce témoignage d'une si haute et si généreuse amitié, qui sauvera mon pauvre nom de l'oubli quand il ne restera plus rien de moi, devait être la plus grande joie de ma vie, et Dieu veut qu'il m'arrive au milieu d'une épreuve qui me tient suspendu entre la vie et quelque chose de bien pire que la mort. Pardonnez-moi, Monsieur, si l'effusion me manque pour vous dire combien je suis touché de votre bienveillance pour moi; j'ai lu la *Vie de Rancé* avec respect et recueillement, je me suis nourri de tous les passages qui répondaient à mes souffrances et à mes terreurs. J'ai eu pour eux de la préférence au milieu d'une foule de choses également belles que je retrouverai avec délices, lorsque je ne serai plus sous le poids d'une seule impression. Ce volume qui, en dépit d'une parole que la voix publique vous supplie de retirer, ne sera point votre dernier ouvrage, a toute la vie de ceux dont il est séparé par l'espace de quarante ans. C'est la même ampleur, la même grâce, la même puissance de style, la même hauteur de vues et ce souffle de l'inspiration poétique dont le secret est à vous et que vous avez versé sur le siècle.

« J'ai été ému de ce que vous dites avec tant de tristesse sur la fragilité du bonheur en ce monde; j'ai pleuré à la peinture des déchiremens d'âme que cause le malheur de survivre; je vous ai écouté parlant avec empire de la soumission de l'être mortel aux desseins cachés de la Providence. Ce sont de grandes et nobles pensées; je devrais dire qu'elles m'ont relevé, mais rien ne me relèvera que l'espoir, et par ce mot je n'entends que l'espérance humaine, hélas! je n'ai pas la force d'aller au delà. Il n'y a pas pour moi de refuge au désert; la cécité est une solitude plus grande que celle du cloître; j'y étais quand j'ai rencontré ma chère Julie; par elle, j'ai vécu treize ans de la vie de tout le monde, je n'avais plus conscience de ce qui me manquait; mes années de jeunesse et de santé ne sont rien dans mon souvenir, je ne compte que le temps que j'ai passé aveugle à côté d'elle. Vous me comprenez, Monsieur, vous savez qui elle est, vous avez de l'amitié pour elle; votre sympathie si vive et si cordiale m'a fait du bien, conservez-la-moi, priez pour nous; je vous dois plus que la poésie qui a

fécondé mes premières lectures : je vous dois l'émotion religieuse qui, dans le cours de ma vie, m'a souvent ramené à Dieu.

« Recevez, Monsieur, du plus profond de mon cœur, l'expression de ma respectueuse et tendre admiration.

« AUGUSTIN THIERRY. »

Chateaubriand répond le surlendemain à cet appel d'affliction :

Paris, 21 mai 1844.

« Hélas ! Monsieur, pardonnez-moi si je n'ai pu répondre plus tôt à votre trop admirable lettre et que je ne mérite point du tout. Je n'avais point ma main, elle était absente, et j'ai été obligé d'attendre son retour jusqu'à ce matin. Non, Monsieur, j'espère que le Ciel vous laissera longtemps votre digne compagne ; vous vivrez pour elle, elle vivra pour vous. Voilà tout ce que je puis vous dire. Je suis si vieux que je pleure toujours, non certes de regret de la vie ; je devrais être consolé, puisque j'ai rencontré un homme comme vous sur mon passage. Heureusement que j'ai le ferme espoir en Dieu, qui nous recevra tous les deux dans son sein quand il jugera à propos de nous appeler. Je n'aurai pas à prier pour vous, c'est vous qui prierez pour moi. Monsieur, je n'ai jamais tant ressenti le besoin et la consolation de la religion qu'en ce moment où je pleure d'attendrissement et de regret. Qui pourrait remplacer l'espoir que j'ai heureusement toujours eu en Dieu, et pour moi tout indigne que je suis, et pour ceux qui, comme vous, Monsieur, sont l'objet continuel de ma tendre et sainte admiration ?

« CHATEAUBRIAND. »

Ce billet à tournure parénétique est, à ma connaissance, du moins, le dernier qu'ait adressé Chateaubriand à Augustin Thierry. Je n'ai pas non plus trouvé trace, dans les brouillons de celui-ci, d'une correspondance ultérieure entre eux.

Mme Augustin Thierry mourut le 10 juin. Ce fut pour celui qu'elle laissait seul, dans la souffrance et les ténèbres, un coup atroce, dont il ne se consola jamais : « J'ai dans l'oreille une voix que je n'entends plus, écrit-il encore six années plus tard, et dont un seul mot suffisait pour éloigner de moi tout ennui...

Je l'aimais d'un amour absolu, d'un amour qui les renfermait tous... »

Chateaubriand vint, passage Sainte-Marie, porter ses condoléances au veuf écrasé de chagrin, puis leurs relations s'espacèrent pour cesser bientôt complètement.

Augustin Thierry vit de plus en plus solitaire et retiré, rue du Mont-Parnasse, dans l'ermitage fleuri que lui a trouvé la princesse Belgiojoso, rivé par la paralysie dans sa voiture d'infirme ; les ombres du soir s'appesantissent sur les années finissantes de Chateaubriand.

Au lendemain des journées de juin 1848, sa mort affligea sincèrement celui qui tant de fois, avec une si belle ferveur, s'était proclamé son disciple. Il s'inclina sur cette tombe de tout son tendre respect, de la tristesse accrue de ses craintes pour les destinées du pays : « J'ai omis, mande-t-il en *post-scriptum* le 10 juillet, à la princesse Belgiojoso alors à Milan, de remplir un devoir de vénération et d'affection ; je ne vous ai point parlé de M. de Chateaubriand. Funérailles sur funérailles, ruines sur ruines pour la pauvre France, voilà tout ce qu'on peut dire maintenant d'une telle perte ! Mme Récamier n'a encore vu personne, Ampère vient de partir pour Saint-Malo où la sépulture aura lieu sur un rocher de granit baigné par la mer. »

Quelques mois plus tard, le duc de Noailles recueillait la succession académique de l'illustre disparu. Ce fut pour Augustin Thierry l'occasion d'un dernier hommage aux admirations de sa jeunesse.

Il écrivit au nouvel académicien :

« Monsieur le duc,

« Au fond de la triste retraite à laquelle je suis condamné, j'ai ressenti vivement un double regret : celui de n'avoir pu joindre les miens aux applaudissemens de votre nombreux et brillant auditoire et celui de n'avoir pu vous exprimer ma gratitude pour la mention si honorable que vous avez bien voulu faire de mon nom. Je suis loin de croire que je mérite tout ce qu'il y a dans ces paroles de trop flatteur pour moi, mais je vous en remercie comme d'un témoignage d'extrême bienveillance. Je ne puis vous dire avec quel charme j'ai lu votre

tableau si vrai, et si large, de la vie littéraire et politique de l'homme de génie que nous avons perdu. Ceux qui, comme moi, ont aimé autant qu'admiré M. de Chateaubriand, seront heureux de retrouver là tout l'idéal de son talent et de son caractère. Ils vous sauront gré d'avoir embrassé dans une même étude les deux faces de cette noble vie et d'avoir fait une égale part de gloire au penseur inspiré et à l'homme d'État patriote. Le même esprit, qui a marqué de son empreinte la poésie du XIXe siècle, a conçu le premier, pour l'exemple de tous, cette alliance de la tradition et des principes qui est le seul port de salut pour notre malheureux pays. En louant avec une éloquence digne du sujet ses mérites à cet égard, vous vous êtes associé à son œuvre; par l'impartialité de votre pensée et le calme persuasif de votre langage, vous aurez contribué dans cette circonstance à la grande conciliation nationale, sans laquelle, tout le fait craindre, hélas! notre société succombera.

« Agréez de nouveau, monsieur le duc..., etc., etc.

« AUGUSTIN THIERRY. »

Tu duca, tu signore et tu maëstro,

saluait Augustin Thierry, comme Dante fait à Virgile, celui qu'au temps où triomphait Hugo, il proclamait toujours le plus grand génie de son siècle. A l'heure où, battues en brèche, les idées qu'avait défendues Chateaubriand semblaient à jamais abolies, fidèle à ses enthousiasmes d'enfant, pieusement, l'historien, lui aussi à jamais illustre, conservait intact le culte de son dieu et gardait le rayonnement de cette belle gloire française au fond de ses yeux morts.

A. AUGUSTIN-THIERRY.

ON CHANGERAIT PLUTÔT LE CŒUR DE PLACE...[1]

DEUXIÈME PARTIE[2]

II

— Dimanche, avait dit Weiss à Reymond, je mène ma fille de l'autre côté de la montagne, chez son grand-père, à Milchpach, où elle fera un petit séjour... Quatre-vingts ans, mon père!... Il a dirigé pendant près d'un demi-siècle une petite filature, créée par lui. Depuis la mort de ma mère, il demeure seul dans notre modeste vieille maison avec Catherine, la bonne, qui existe depuis toujours... Nous arrivons à neuf heures. Pain, café, lait, beurre, miel, à discrétion. Nous parlons au grand-père. Tour de jardin... Après quoi, deux heures de chemin, sous bois, nous mènent à Reichburg où nous goûterons le nectar d'Alsace. Chaque année, mon ami Klug invite les notables de Reichburg, quelques amis du dehors, ses quinze ou vingt vignerons. De midi à cinq heures, repas. Ensuite, une partie de quilles pour faciliter la digestion. Nos repas alsaciens, c'est une chose à voir, meilleure encore à manger! On conte des gauloiseries en bon dialecte, on se secoue, on prend du courage

(1) *Copyright by* Payot, 1916.
(2) Voyez la *Revue* du 15 octobre.

jusqu'à l'année suivante... C'est vraiment bon de passer quelques heures entre soi. Et vous venez avec nous?

Telle est la formule d'invitation des Alsaciens.

Ils partirent à cinq heures du matin. Quelle fraîcheur! Quelle paix posée sur les prés!... Par le sentier sinueux, la petite caravane gravissait les premières pentes : Suzanne Weiss, en jupe courte, le teint animé sous un chapeau blanc à larges ailes, son père, le geste immense, le verbe abondant et coloré, Reymond, ému plus encore, peut-être, par la présence de la jolie Alsacienne que par la beauté des choses.

— Oui, répétait Weiss, Dictionnaire vous vante la race de ceux qui se montrent trop. Moi, je veux vous révéler la race qui se cache, les braves gens de chez nous.

— Dictionnaire?... interrogea Reymond.

— Kummel, naturellement! Ils ont chacun leur sobriquet. Le rat blond, c'est le gendarme Taubenspeck; l'Ogre, son collègue; Arminius, le chef des douaniers; Sourire d'avril, c'est Kraut, et Hollande (sous-entendu fromage de), c'est le juge Döring, le soupirant de ma fille. Ah! l'Alsacien est malicieux.

— Pauvres gens, je les plains, dit Suzanne. Nous sommes par trop moqueurs!

— Vous voyez, monsieur Reymond, reprenait Weiss, vous voyez! Elle plaint Döring : l'homme qu'on plaint, on finit par l'aimer et l'homme qu'on aime, on l'épouse. Cela me promet de la joie dans mes vieux jours... Nous sommes à mille mètres, ici. Nous suivons cette crête, ensuite nous plongeons dans la vallée. Regardez, regardez!

Les ombres des monts fuyaient devant la clarté du matin. Le dédale des vallées, les villages posés à plat sur la verdure, le trait blanc des routes; au delà de la plaine carrelée de cultures le fil du Rhin, la Forêt-Noire; l'Allemagne, l'Alsace, la France; c'était si beau que Reymond ne put retenir un regret.

— Tout de même, que les hommes sont bêtes! Toutes ces barrières! Tous ces poings tendus! La nature est plus intelligente. Partout les fleurs s'ouvrent, et l'oiseau, sans se préoccuper des douanes ou des passeports, prend son vol et roucoule en France après avoir roucoulé en Allemagne.

— Nous ne demandons qu'à roucouler, s'écria Weiss. Seulement, il y a des oiseaux qui n'aiment pas à roucouler en cage.

Ils préfèrent la liberté. C'est un goût comme un autre. Quand messieurs les *Schwobs*...

— Papa, supplia Suzanne, il fait si beau! Laisse donc ces malheureux *Schwobs* tranquilles pendant un quart d'heure.

— Tu as raison, ma fille. Un quart d'heure, je le promets.

Weiss siffla une romance. Il y a des sermens qu'il est bien difficile de tenir. Une planchette clouée à un arbre disait aux passans : *Halt! Schöne Aussicht!* Devant cet ordre, Weiss repartait de plus belle :

— Ah! les revoilà! Halte! admirez la vue!... Voyez si les hommes à chapeau vert ont bien obéi!... Ces boîtes de conserves, ces coquilles d'œufs, ces *Strassburger Post* graisseuses. Il en est tombé, là, des *kolossal!* des *wunderschön!*...

Campé devant l'écriteau, Weiss retroussait sa moustache, plastronnait, mimait les gestes de quelque fonctionnaire « en mal de nature. »

— Tu n'y arrives pas, disait Suzanne. Il y a dans ta barbiche, dans ta cravate, dans l'aile de ton chapeau, quelque chose de trop fantaisiste.

— *Halt! Schöne Aussicht!* répétait Weiss sur un ton d'extase... Et maintenant, en route... Cette fois, je le promets, pendant un quart d'heure je parle d'autre chose.

Gageure impossible. La ruine de quelque château fort profilait sur l'azur ses murailles de grès rose, la dentelle de ses créneaux. On approchait. Sur, chaque arbre, des flèches de couleur indiquant la direction. De nouveaux écriteaux : *Restauré en 1903*. Et le nom de l'architecte, *Geheimrat* de Sa Majesté. Au pied de la tour on lisait en lettres rouges : *Soixante-trois marches, 1 126 mètres au-dessus de la mer, Panorama digne d'être vu...*

Et Weiss s'excitait :

— Ils ne peuvent pas nous laisser seuls une minute! Aucun respect de la pensée intime. Ils organisent même les ruines!... Même les ruines!... C'est comme dans leurs écoles. Pour chaque composition, un schéma. Tout ce qu'on ajoute, au nom de son sentiment personnel, biffé! Défendu d'admirer ce passage. Obligatoire de pousser des cris de paon amoureux devant cet autre... Oui, monsieur Reymond, regardez cette ruine. Vous trouverez certainement quelque part l'indication du coût de la restauration, les noms des visiteurs illustres, une table d'orientation,

des corbeilles pour le papier, la profondeur des puits, en mètres et centimètres, des ossemens numérotés, toute l'histoire de ces murailles avec l'affirmation qu'elles furent dressées dans les temps allemands, abattues par les Français et rétablies dans leur splendeur par les Allemands. Je ris. J'ai tort. Les hommes qui font cela sont redoutables. Le jour où un chef leur criera : Debout!... ils se lèveront jusqu'au dernier, ils marcheront comme des machines et ils écraseront tout sur leur passage. Ah! jetons-nous à travers bois, à la rencontre de la belle et libre nature!

On s'essoufflait à le suivre. Ce géant sentimental ployait les jeunes cytises pour s'ensevelir dans leur or, embrassait les genêts, courait après les papillons, jetait son chapeau au soleil en poussant de sauvages clameurs. Tiré en avant par une force enthousiaste, la veste sur le bras, le gilet rebondi, les manches de sa chemise gonflées par le vent, la canne en l'air, il allait à grandes enjambées. Et soudain, vivement retourné :

— Qu'est-ce que vous racontez à ma fille, Reymond? Hein? Inutile. Je ne la donnerai qu'à un Alsacien.

Les jeunes gens rougissaient. Déjà Weiss se livrait à un nouveau jeu. Agenouillé derrière un tronc, il imitait à s'y méprendre l'appel du coucou. Bientôt, un bel oiseau apparaissait qui voletait, inquiet, de branche en branche.

— C'est la femelle... Déception, ma belle, Weiss n'est qu'un homme. Va-t'en à la recherche du bel inconnu!

Infatigable, le géant à barbiche! Du doigt, penché sur le sol, il montrait des grains de café semés sur la mousse. « Voyez, ça brille, c'est frais... Bien alignés, à cinq centimètres les uns derrière les autres... Il courait bien, le lièvre!... Le chevreuil, c'est plus allongé. » L'instant d'après, la même barbiche apparaissait devant les becs ébahis d'une nichée de piverts installée au creux d'un arbre.

Suzanne disait à Reymond :

— Ce papa! Essayez donc de vous ennuyer quand il est là! Je comprends si bien sa joie! A force de vivre dans la contrainte, de taire ses sentimens, on réagit à certaines heures, on éprouve le besoin de chanter, d'interpeller les arbres, de créer de la fantaisie. Je me demande si vous pouvez vous mettre à notre place. On est si heureux, en Suisse.

— Peut-être trop. Il m'arrive d'envier les Alsaciens. Vous souffrez, mais vous vivez triple.

— Double nous suffirait, parfois. Et pourtant vous avez raison. Quand je donne mes leçons de français aux jeunes filles de Friedensbach, que je détruis les frêles échafaudages de M. le *Lehrer* Kummel, je vous assure que j'éprouve une satisfaction que je ne trouverais sans doute dans aucun autre pays. Les Allemands surveillent les futurs soldats. Nous, on nous néglige. Nous ne sommes que des jeunes filles! C'est vrai. Mais pendant que nos frères sont à la caserne, nos pères enfermés dans les fabriques avec leurs soucis, c'est nous, avec nos mères, qui continuons l'âme alsacienne. Et quand nos frères reviennent, après un an, deux ans, dressés à la prussienne, grâce à nous, un mois après il n'y paraît plus... Et tant de nos jeunes gens s'expatrient! Que deviendrait le pays, sans nous?

Reymond risque une question :

— Vous ne pensez pas quitter l'Alsace?

— Moi?... Certes non. Je suis prête à faire une carrière de vieille fille à Friedensbach. Je serai un peu la tante d'une masse de braves gens. Comme Pénélope, je détruirai chaque soir, fil à fil, la toile ourdie pendant le jour par les Kummel de l'avenir. C'est précieux une vieille fille qui sait ce qu'elle veut! On la regarde passer avec son cabas brodé. On ne s'en méfie pas... Et elle en profite!

Suzanne eut un rire perlé... Reymond aurait peut-être préféré moins d'intransigeance; sentiment vague, émotion discrète; dans la lumière de ce dimanche matin où passaient des chants de cloche, jusque dans les ronds de soleil qui dansaient sur la mousse il y eut soudain pour lui une tristesse.

On descendait vers la vallée. Des scieries, des hameaux; un cimetière bleu de sauges; sur les sentiers, des femmes, des hommes qui allaient à la messe et dont on ne voyait guère que les feutres à larges ailes, que les coiffes blanches ou noires, balancés au-dessus des hautes herbes.

— Ah! je voudrais rajeunir, disait Weiss, couper cette barbiche où se glissent déjà des poils blancs, reprendre cette bonne petite figure de jadis, si ronde, si candide, et danser dans le soleil du dimanche autour de la croix du cimetière... Reymond, vous voyez l'Alsace! Dire qu'ils nous l'ont prise!... Allons chez papa!

Il attendait sur le seuil de son jardin, le grand vieillard aux larges épaules, au large front, à la large barbe un peu jaunâtre à force d'être blanche.

— Salut, papa... Et cette santé?

— Salut, fils. Ça va? Et à la maison?... Bonjour, Suzele. Comme tu deviens belle! Je n'ose plus t'embrasser... Monsieur Reymond, soyez le bienvenu chez moi.

Le geste hospitalier, il leur montrait la maison basse, le jardin. Déjà, Victor Weiss avait rejoint Catherine près de la fontaine.

— Catherine! Cette vieille Catherine!... Es-tu mariée, cette fois? J'ai, à Friedensbach, un vieux pour toi... Soixante-huit ans et bon estomac. Un mot et l'affaire est conclue. Je te marie le même jour que ma fille.

Catherine riait, les poings aux hanches, le bonnet chaviré sur une oreille. Désignant Reymond du menton, elle disait très bas :

— Est-ce que c'est lui?...

— Jamais de la vie! Il est Suisse, celui-là... Ah! je le mets plus haut que Kraut et que Kummel, mais je veux un prétendant qui boive, depuis vingt ans au moins, le kirsch d'Alsace.

— A table! à table! criait le grand-père.

Un chef-d'œuvre, cette table, avec son pot à lait ventru, sa cafetière bedonnante, son rayon de miel, sa miche, son gâteau aux groseilles, sa corbeille de fraises. Deux tourterelles qui roucoulaient dans une cage remplissaient la demeure de leur mélancolie amoureuse.

— Que c'est joli, grand-père! Comme nous allons être heureux, les deux seuls, pendant huit jours! Comme je me réjouis de travailler au jardin avec Catherine! disait Suzanne.

— Oui, ma Suzele, répondait le vieillard. Ta place, ici, près de moi. Monsieur Reymond... Victor... Et n'oublions pas que c'est dimanche, aujourd'hui. Je demande la bénédiction d'en haut. « Mon Dieu, bénis cette nourriture que tu nous donnes en abondance. Fais que nous en usions avec reconnaissance, avec joie, et pour ta gloire. *Amen!...* »

On attaqua le pain, le lait, le café, le miel, le gâteau, les fraises. Reymond ne disait pas grand'chose. Il regardait, il écoutait ces Alsaciens, trois générations restées fidèles aux deux parlers de la province : le patois, dru, rauque, bruit de cailloux que charrie le torrent, tout de franchise, et soudain, là dedans, le français habillé à l'alsacienne, tout en bonhomie chantante. Le grand-père faisait la chronique de Milchpach.

— Kramm est mort mercredi. On l'a enterré vendredi... La vieille Salomé est malade... Grot, le braconnier, s'est logé une charge de chevrotines dans l'épaule gauche. Le fils Moscher épouse une sommelière de Colmar. Grande brouille dans la famille... Et la fabrique a un nouveau chimiste, un jeune homme très gentil, très comme il faut. Un des nôtres, naturellement. Ce serait peut-être quelque chose pour Suzele?... Je l'inviterai un de ces jours...

— Grand-père, crois-tu donc qu'il est obligatoire de se marier?

— Les jolies filles comme toi, avec ce teint de bruyère en fleur : certainement. Et dix bambins autour des jupes.

— Et si je vous annonçais, un de ces quatre matins, que je me fais infirmière à l'hôpital de Mulhouse?

Weiss eut peur.

— Ça, jamais. Il y a suffisamment de vieilles filles pour ce métier.

— Jamais?

Têtus tous deux, père et fille se mesurèrent du regard.

— Paix, paix, conseilla le grand-père. Mon chimiste chassera ces idées modernes.

Profitant d'un silence, les tourterelles se reprirent à roucouler. Des roses guignaient aux fenêtres. Catherine entra pour desservir.

— Dire qu'il fut un temps, ma pauvre Catherine, lança Weiss avec une malice dans les yeux, où tu me portais dans tes bras! Je prendrai bientôt ma revanche. Quand tu seras tombée en enfance, c'est moi qui te porterai et te dorloterai.

La servante riait en se tenant l'estomac des deux mains. Une clarté gaillarde rajeunissait sa face de fidélité, si luisante, si bien lavée, si bien encadrée de tresses grises. Elle s'essuyait les yeux.

— Toujours aussi gai, monsieur Victor!...

— Père, dit alors Weiss, ta pendule galope. Avant une demi-heure, départ pour Reichburg, comme je te l'ai écrit. Dimanche prochain, quand je viendrai chercher Suzele, nous passerons toute la journée ensemble... Une idée, père. Montre donc à M. Reymond l'armoire du grenier. Je veux qu'il comprenne notre pays.

— L'armoire du grenier? répéta Reymond.

— Suivez...

Des entassemens de bois. Une huche à blé, des outils. Entre les poutres de la toiture, pendues au bout d'un fil, des araignées dormaient. Réveillées en sursaut, à gestes vifs de leurs pattes grêles, elles regagnèrent leur retraite. Deux lucarnes s'ouvraient sur le bleu des Vosges. Dans la pénombre, le vieillard parut être un fantôme. On ne voyait guère de lui que sa barbe et son front. Lentement, ouvrant la porte d'une sorte de cachette dissimulée dans l'épaisseur de la muraille, il en tirait un drapeau à la hampe dorée.

— Le drapeau que vous voyez a flotté sur cette maison pour fêter la prise de Sébastopol. Que de fois je l'ai hissé! Et depuis quarante ans, il s'ennuie... Il attend, il attend...

Weiss s'était précipité sur son père, lui avait pris ce drapeau, gagnait une lucarne en deux enjambées, secouait frénétiquement les trois couleurs au-dessus du toit ruisselant de soleil. Une seconde, il y eut dans le paisible jardin une clarté de plus, comme un reflet de flamme, comme un pan de ciel tombé sur les fleurs. — « Jésus Maria!... » Debout entre deux rosiers, la vieille Catherine joignait les mains...

— Victor! Victor!... criait le grand-père.

Revenu vers sa fille, Weiss l'enveloppa dans le drapeau. Un instant, les yeux dilatés, le cœur en émoi, la gorge serrée, ils crurent que leur rêve était descendu sur la terre d'Alsace.

Le premier, le grand-père se ressaisit.

— Assez, assez, c'est trop cruel!... C'est vous qui verrez ça!

Religieusement, il roula le drapeau autour de sa hampe, il le remit à sa place.

— Et voici le rouet de la maman. Il en a chanté des soirées et des soirées, près du grand poêle... Et il s'est tu, lui aussi, comme celle qui dévidait son fil. Quelle chose mélancolique que la vie!... Te souviens-tu, Victor, quand elle vous récitait : « Beau papillon bleu?... » Ah! laissons cela. Et voici les épaulettes de mon oncle, officier du grand Napoléon, sa médaille de Sainte-Hélène... Et ici des papiers de famille, des proclamations des rois de France à leur peuple, des avis de la mairie, tous signés Weiss, — quatre générations de maires, — tous avec le timbre français... Le képi de mon frère, colonel de voltigeurs, tué à Magenta. Que de fois j'ai déjà montré mon herbier de souvenirs à mes petits-fils! Ils le montreront à leurs fils. La tradition, c'est la nourriture de l'âme...

Quand Weiss et Reymond quittèrent la vieille demeure, on vit longtemps, debout sur le seuil, le grand-père appuyé sur sa petite-fille, et Catherine, qui faisait des signes de la main.

— On dirait que nous partons pour l'Amérique ! disait Weiss. Eh bien ! Reymond, vous avez vu, maintenant, le sanctuaire d'une famille alsacienne. Ce sanctuaire, vous le retrouverez partout, chez le paysan, chez l'ouvrier : une médaille, une cocarde, un képi, le livret militaire du fils mort à la Légion étrangère... C'est notre paratonnerre contre la foudre germanique ! Et maintenant, allons voir un autre morceau d'Alsace.

Sur le sommet de la colline, Weiss s'était retourné. Il montrait, à ses pieds, les jardins de Milchpach.

— Voyez ces fleurs... Malgré leurs ordonnances, ils ne peuvent empêcher la nature de broder notre drapeau, chaque été, sur chaque jardin, sur chaque champ de blé, sur chaque coin de pré... Du rouge, du blanc, du bleu !... Non, la nature n'aime pas le noir !

*
* *

Des coteaux plantés de vignes. Dominant la plaine, Reichburg, un village où ceux que l'on mène en terre, voici quatre et cinq siècles, se lèveront quand la trompette sonnera, marcheront sans étonnement dans la rue connue, pousseront la porte de toujours et retrouveront la maison telle qu'ils l'avaient laissée quand ils en sortirent les pieds devant... Un mur d'enceinte avec ses créneaux, ses mâchicoulis, ses tours de guet, ses poternes, ses ponts-levis ; dans cette enceinte, une burlesque chevauchée de toits criblés de lucarnes, des girouettes, des façades striées de poutres peintes, des poulies où pend la corde qui attend sa charge de sarmens ; et des rues pavées filant tout de guingois, étouffées entre des ventres de maisons, élargies en places biscornues ; un nid de branchages, cela va sans dire, au faîte d'un pignon, où claque du bec la cigogne en gilet noir et blanc ; et des enseignes rouillées, des balcons à balustres, des fenêtres grandes comme la main, mille facéties de la pierre et du bois, des escaliers inutiles, un perron de château devant une bicoque haute comme ça, des étages en surplomb, si bien que, là-haut, les amoureux s'embrassent par-dessus la rue en se penchant un peu.

Reymond était dans l'extase. Alors Weiss :

— Croyez-vous que les descendans des bourgeois qui bâtirent Reichburg et discoururent au fond des caves contre les seigneurs pillards soient mûrs pour l'esclavage? Pour l'instant, pressons le pas. J'entends déjà un bruit de fourchettes.

Sous la voûte qui menait à la cour de Klug, Reymond demeura saisi. Dieu du ciel, dans quel monde tombait-il? Pouvait-on rêver maison pareille? Trois façades irrégulières, des fenêtres à meneaux, des gargouilles aux gueules largement fendues; un escalier extérieur, continué dans une tourelle; le puits avec son seau, sa chaîne; autour de ce puits, tombées de là-haut sur les pavés, des plaques de soleil dentelées par les décrochemens du toit, entaillées par les corniches. Tout cela cuit par les étés, grisaillé par les pluies, verdi par les mousses. En cet instant, dans cette cour, un vacarme et des couleurs de kermesse, des tables dressées où étincelaient les flacons, où croulaient les miches, où fumaient les soupières; et des femmes qui couraient quérir les victuailles, et de grands gaillards aux faces colorées, aux gestes abrupts, qui fumaient, s'exclamaient et riaient avec des voix de forgerons.

... Voici que Klug accourait, poilu jusqu'aux yeux, et il tendait aux arrivans ses deux mains larges comme des battoirs à linge. Autour d'eux les jurons claquaient, pareils à des coups de poing sur une table.

— Salut, bonjour, Weiss... Salut, monsieur. Cordiale bienvenue je vous souhaite. Avez-vous de l'appétit? de la soif?... A la bonne heure!... Ici, pas de présentation. On lie connaissance devant le gigot... Messieurs! (il se serait fait entendre d'une brigade) Babele a secoué son tablier. C'est le signe convenu. A table! Tout le monde à l'attaque!

Il y eut une acclamation. Les notables s'assirent d'abord, Guhlmann, son énorme menton rose posé sur sa cravate mauve, Krebs dont le regard humide sondait les profondeurs de la cuisine, Ammersberger, les mains dévotement croisées sur le ventre, et Weiss, et Reymond, d'autres encore. Après eux, les vignerons s'empressèrent. Cela fit un crissement de souliers ferrés, puis un alignement de barbes blanches, de barbes grises, de moustaches blondes, vrais rayons de soleil sur le teint rouge. Et tous regardaient le maître, sans servilité, en hommes que lie une rude fraternité.

En silence, on se penchait sur le carton du menu où cou-

raient en guirlande des enfans nus. On lisait : *Potage à la reine. Asperges. Truites au bleu, sauce hollandaise. Pommes nature. Vol-au-vent Toulouse. Choucroute garnie à l'alsacienne. Gigot de chevreuil. Salade. Buissons d'écrevisses. Bombe. Biscuit. Fromages assortis. Fruits. Dessert. Café. Liqueurs. Cigares. Et des vins trop longs à énumérer. Bon appétit, Messieurs!*

Devant chaque assiette, sept verres, depuis la flûte, en passant par la coupe, jusqu'au verre trapu, démocratiquement assis sur son large fond, car il y a les gros vins rouges, et ceux qui aiment à s'étaler pour faire l'étoile, et ceux qui aiment à mousser dans un cristal étroit comme une bague.

Un bruit, soudain, discret à la table des notables, sans merci à celle des vignerons : le potage qu'on absorbe. Et c'était vraiment beau de voir ces faces cuites au soleil, ces serviettes déployées comme des drapeaux, ce rythme des bustes, des coudes au travail, ces lèvres suçant les moustaches. On se regardait alors paisiblement. Et l'on ne disait pas grand'chose. Ne convient-il pas d'attendre sans fièvre le moment où l'âme des flacons, transvasée, chatouille le cœur, délie les langues ? Être l'hôte de Joseph Klug, propriétaire à Reichburg, on le sait, ce n'est point une sinécure. Autour de sa table, pour réduire en taupinières les montagnes d'asperges, ne sont admis que les hommes sérieux, et non ces moulins à paroles qui ne savent point affronter la mangeaille. On se regardait à nouveau, les lèvres égayées de graisse fine.

Manches retroussées, les femmes des vignerons apportaient les plats de choucroute où tremblaient les tranches de lard, où s'arrondissaient voluptueusement les saucisses. Et il y avait aussi Lina, la plus belle fille de Reichburg, qui offrait les sauces en baissant ses chastes paupières, peut-être pour montrer la longueur de leurs cils. Quand elle daignait les soulever, alanguie, elle montrait des yeux d'un bleu si tendre qu'on en gardait le cœur amolli. Galant, Weiss fredonnait une chanson où l'on parlait de bleuets, de ciel de printemps. Et Lina souriait, glissait le long de la table, revenait, inclinait sa nuque grasse, ses tresses blondes.

— Vous voyez ce grand jeune homme, là-bas, disait Klug à Weiss, ce grand à moustache noire, celui qui ne quitte pas la Lina de l'œil ? C'est son fiancé, Gustave Badwiller. Ils se sont promis il y a huit jours, pendant les effeuilles. Ah ! il y en a de

la colère et de la jalousie parmi les gars de Reichburg! Pas le sou, la Lina, mais entendue à la besogne. Et des yeux!

On était heureux. On dégustait les crus. Les narines s'enflaient en reniflant leur fumet. On claquait de la langue, on montait son regard, d'un air inspiré, jusqu'à la girouette de la tourelle.

— C'est du Kitterlé 1900...

— Ce Riesling, il est bon, mais il lui a manqué un dernier coup de soleil.

— Moi, je reviens toujours au Riquewihr. Ça se flaire avant de se boire.

Et ils distinguaient, en hommes penchés toute l'année sur les ceps, les « vins de gosier » des « vins de langue, » car il en est qu'il faut faire glisser sur la langue et d'autres qui caressent la luette.

— C'est à la manière dont il boit le vin, expliquait Weiss, qu'on reconnaît le vrai civilisé. La bière, ça s'entonne, ça noie la soif. Le vin, ça se déguste. Il y a de l'esprit, là dedans, toute l'âme d'une terre, toute la couleur d'une race.

Cependant, le thermomètre montait à vue d'œil. Arrachées des gilets, les serviettes gisaient sur la table, entre les coupes de fruits et les carafons de kirsch. On lançait des choses en patois. Des gestes immenses, des faces hilares, des fronts luisans, de la béatitude au fond des yeux... Un signe de Gustave Badwiller à sa bonne amie. Ils s'étaient pris à la taille et les voici pirouettant sur les pavés de la vieille cour, frappant la mesure du talon, front contre front, le tablier rouge de la Lina flambant au soleil, s'éteignant à l'ombre... Des rires gaillards secouèrent les épaules! Un vigneron avait tiré d'une poche sa petite flûte et il jouait un air attendri, terminé en notes polissonnes. On applaudissait, on s'agitait dans le cercle des fumées bleues. Et là-haut, dans le rond de ciel, un vol de pigeons semait des flocons blancs.

— Ça commence! ça commence! criait Weiss. Vive l'Alsace! Ça va bien, mais ça ira encore mieux quand les *Schwobs* seront dehors!

Et il contait une de ces histoires populaires qui ont, en Alsace, le don de génération spontanée.

— En fait de *Schwobs*, vous connaissez celle-là?... C'était au paradis, au commencement du monde. Le bon Dieu avait tant

de préoccupations qu'il confia à saint Pierre le soin d'achever la création de l'humanité. Saint Pierre s'en tirait pas mal du tout. Il prenait les morceaux dans une corbeille, il assemblait, il vissait... Une tape sous le menton et l'homme se mettait en route pour le pays qui lui était désigné. Seulement, c'est un travail de précision. Saint Pierre se fatiguait. Et voilà qu'il se trompe et qu'à un homme il donne deux estomacs et point de cœur et à un autre deux cœurs et deux estomacs. C'est des choses, ça peut arriver... Saint Pierre s'aperçoit du malheur. Quoi faire ? Le voilà devant le bon Dieu. Il avoue sa distraction et il dit : « Peut-on se servir de ces deux hommes? » Dieu réfléchit. Il penche la tête. Et soudain : « L'homme qui a deux cœurs, tu le mettras en Alsace : un de ces cœurs sera pour cette Alsace, l'autre pour la France, et les deux estomacs pour lui. Quant à l'homme qui n'a pas de cœur et deux estomacs, tu le poseras au delà du Rhin et tu le baptiseras *Schwob.* »

Ces récits, point méchans, nés du cœur d'un peuple opprimé, ont le don de divertir. L'auditoire rit donc largement, tant et si bien qu'il eut soif et qu'il fallut vider encore un verre de Kitterlé. Et les vignerons avaient aussi leurs histoires, léguées par les vieux. On riait de nouveau à se rendre malade, de ce rire profond, sain, puissant, que connaissaient les héros de Rabelais et qui coule en cascade, s'apaise, reprend de plus belle, et alors les pommettes brillent, les yeux pleurent, les veines dessinent leurs arabesques sur le front, et, quand c'est fini, on se sent plus léger, tout frais, tout dispos, prêt à retourner à la tâche coutumière.

Maintenant, sous un vaste berceau recouvert de rosiers grimpans, dans le jardin de Klug, ils jouaient aux quilles. Le parfum des roses se mêlait au parfum de la vigne en fleurs, la chaleur de juin vibrait sur les toits de Reichburg ; infatigable, la cigogne claquait du bec au faîte de son pignon ; filles et garçons passaient sur le chemin, se tenant par le petit doigt, fredonnant des chansons un peu tristes ; des ombres bleues se tassaient aux creux des vallées et toujours, dans leur nid de pierre, les cloches battaient de l'aile... Qu'il faisait bon, par ce dimanche après-midi, dans ce jardin du vieux pays, avec ses roses, ses ancolies, avec ses choux à grosses têtes, ses fraises, ses cerises bientôt mûres ! Il n'était qu'un rire, ce jardin, d'où se retirait à pas prudens un matou troublé dans son sommeil.

— Ah ! disait un des notables de Reichburg, on est heureux, par là... Oui... si ce n'était, si ce n'était...

Il ne terminait jamais sa phrase.

— Si ce n'était le phylloxera... essayait Weiss.

— Oui, si vous voulez... Et encore, lui, on le sulfate, tandis que. sur ceux que j'entends, ça ne prend pas.

Patois et français s'entre-choquaient, tandis que roulait la boule au long de la planche, que s'effondraient les quilles avec un bruit sec.

Sept heures sonnaient au clocher. Et l'on s'était assis à nouveau dans la cour autour de la table où les pâtés arrondissaient leur dos brun, où les bouteilles alignaient leurs têtes fines. On chantait, on portait des santés. On se hâtait de jeter sa joie au ciel déjà pâli par le soir, car on allait se quitter.

Et c'est alors que se passa une scène d'une simplicité inouïe. La porte de la voûte était close. On était bien chez soi, entre gens sûrs. Weiss avait dit quelques mots dans l'oreille de Klug, et Klug avait appelé son fils, un garçonnet de dix ans. L'enfant disparut en courant. On le vit, l'instant d'après, ouvrir la fenêtre de la tourelle, disparaître encore : soudain, comme chez le grand-père Weiss, le drapeau flotta, celui qu'on tient caché dans l'armoire secrète. A sa vue, tous s'étaient tus, tous s'étaient levés, tous s'étaient découverts, notables et vignerons. Quel silence ! Et tous ces regards levés vers les couleurs balancées ! Dans le fond de la cour, les femmes, la belle Lina, qui le regardaient aussi. C'est dans ce silence que Gustave Badwiller proclama en patois, et d'une voix de stentor, son intention de haranguer le drapeau en français. En français ? Il y eut un étonnement parmi ceux qui connaissaient l'homme, car il ne savait rien de la France, il ignorait tout de sa langue, il avait servi le vainqueur en quelque lointaine province où sa prestance lui avait valu les galons de sergent. On se taisait, ému, inquiet. Et tout le monde, maintenant, regardait Gustave Badwiller. Mais lui, de ses yeux aigus, il regardait le drapeau avec une intensité magnifique, comme si un instinct lui montait au cœur, d'obscurs élans. Sa poitrine se gonflait sous l'effort, son front ruisselait de sueur. Deux fois, le vigneron essaya de parler, cherchant des mots, tendant les poings, beau dans sa souffrance sans paroles. Et soudain ce cri :

— Vive le France, noun de Dié !...

Le vigneron s'assit d'un bloc, épuisé.

Jamais Reymond, — et Dieu sait s'il en avait entendu dans les cantines de son pays! — n'avait ouï plus beau discours.

On serrait les mains tendues. On se séparait. Derrière eux, Weiss et Reymond laissaient les toits de Reichburg, les collines plantées de vignes. Ils allaient bon pas, par le chemin bordé de haies. Le Suisse et l'Alsacien se donnaient le bras. Et pour rythmer leur marche sous les étoiles, eux aussi criaient : « Vive la France, noun de Dié! »

*
* *

On part en vacances. On revient. Rien n'est changé. Le Rhin roule ses flots verts; les fabriques crachent leurs fumées; la Forêt-Noire, les Vosges bleues; entre elles, le jardin de la plaine; le petit train siffle, s'époumone, court dans l'étroite vallée, au bord de la rivière aux eaux moirées. Sur le quai des gares, la casquette rouge du chef, le casque à pointe du gendarme. Une colline est jetée de côté, une autre encore. Le clocher de Friedensbach se lève au-dessus des vergers. Et voici le cocher joufflu, Jean et René chapeau à la main, très gentils, un peu gênés.

— Vous avez passé de bonnes vacances, monsieur?

— Merci, merci. Et vous-mêmes? Vos parens vont bien?

Tandis que les chevaux trottent, on échange ces tristes banalités. On se réjouissait tant de se revoir, et voici que l'on est séparé par ces deux mois de vacances, durant lesquels les yeux et les esprits se sont donnés à des paysages différens, à des préoccupations dissemblables. Entre élèves et professeur, il y a toute la distance qui sépare une plage de Normandie des glaciers helvétiques. On ne dit plus rien, déçu. On sent qu'il faut laisser aux jours qui vont venir le soin de renouer les fils. Vivre ensemble : alors tout conspire, le ciel, les arbres, les hommes avec leurs gestes, leur accent et leurs phrases, pour créer à nouveau cette unité que l'on souhaite.

Le même portier, la même cour où tombe l'éternel ronronnement des machines, les mêmes crânes penchés derrière les mêmes fenêtres du même bureau. De sa cuisine la vieille Julie salue. « Nous sommes heureux de vous revoir, » dit Mme Bohler. Un fil se renoue. Dans la salle d'études, la carte de géographie,

la statuette de Jeanne d'Arc, la mappemonde, les livres ; sur le tableau noir, ces mots écrits en lettres capitales : « 16 juillet. Les vacances ! Vive la France ! » La chaise de Reymond est dans l'embrasure d'où l'on voit le chemin qui monte vers la forêt, les clairières où s'arrondissent les buissons de genêts. Et voici que les objets viennent à votre rencontre. Les yeux qui vous observent reprennent leur regard de confiance. La vallée vous ressaisit.

— La joyeuse bande des mercredi et samedi, explique Mme Bohler, sera bien réduite. André Berger et Émile Zumbach, très pris par leur école professionnelle, ne rentreront à la maison que le dimanche. En revanche, Charles Weiss se joindra à mes fils aussi souvent que le programme du collège le lui permettra. Encore un an et nous fermerons cette salle d'études ! René pourrait nous rester encore un peu de temps, mais nous ne voulons pas séparer les deux frères. Encore un an !

— Nous reviendrons, clame René, nous reviendrons avec l'armée française !

Et voici M. Bohler, avec sa figure si jeune et ses cheveux si blancs, son buste très droit, sa timidité de silencieux énergique, ses gestes brefs qui semblent dresser une barrière. Avec lui, on retrouve l'Alsace, la lutte, la souffrance cachée. Et il répète :

— Dans un an... dans un an... En attendant, travaillez bien, les garçons.. Les livres sont arrivés, monsieur Reymond. Demain, à huit heures, vous pouvez ouvrir l'usine.

On se quitte. Reymond suit la route, franchit le passage à niveau, passe devant l'école où il aperçoit Kummel, qui se plie en une profonde révérence. Les oies cancanent près de la fontaine où trône l'homme ventru. Les gamins se poursuivent en traînant leurs sabots sur les pavés.

— Jacobine, le voilà !

Le vieux Schmoler est sur son seuil, la main tendue. Jacobine accourt. Et l'on retrouve la chambre aux persiennes baissées, les coquillages, le lit avec son ciel et ses tentures de cretonne. La cloche du dîner. Les deux tables. On dit : « Mahlzeit !... » On dit : « Bonjour !... » Béat, la barbe sur l'estomac, Kraut contemple la veuve à l'opulente poitrine. Silencieux, immuables, les fonctionnaires mangent et boivent.

La nuit se pose sur les toits. Le pas du gendarme sonne dans la rue déserte. En sa mansarde, l'apprenti du cordonnier joue de l'accordéon. Les trois générations Schmoler disent des choses en patois. Que le lac Léman est donc loin, les montagnes, les prés où tintent les sonnailles des troupeaux !

Reymond se demande s'il a jamais quitté Friedensbach.

*
* *

Le lendemain matin, heureux de constater que les connaissances de ses élèves ne s'étaient point trop évaporées, Reymond fit un discours ministre : on allait se mettre à la besogne d'arrache-pied, enlever le baccalauréat à la baïonnette.

— Je compte sur vous, mes amis. Et maintenant, avant de passer à l'attaque, allons renouer connaissance avec les Vosges. Après quoi nous ferons du bon travail.

On se remit à l'ouvrage avec une sorte d'acharnement, dans la monotonie des jours.

Aboi de la sirène, halètement des machines, chanson des sabots sur les pavés, ces bruits vous conditionnent. Ils paraissent nécessaires et éternels. On existe en eux et par eux. On va de l'un à l'autre, le matin, l'après-midi. Ils vous dictent une discipline stricte. Et le drame alsacien est oublié ou plutôt mis de côté, enfermé dans l'armoire avec le rouet et le drapeau. Il faut bien vivre, et vivre, c'est sortir du lit, travailler, manger, se soumettre à l'ordre établi par la force, se donner aux habitudes, devenir pareil aux machines dont les bras d'acier vont et viennent, dans ce sens et jamais dans un autre... Cela jusqu'au jour où des choses qu'on croyait mortes, mortes et enterrées et mêlées à la poussière, vous piquent le cœur, vous campent debout avec une flamme dans les yeux... C'est court. La réalité vous ressaisit. Pour la minute que l'on passe sur la cime, que de semaines, que de mois durant lesquels on rampe sur le sol mouvant de la plaine ! L'émotion use et tue. L'habitude conserve. Weiss le dit bien dans son langage imagé : « Du panache deux fois l'an. Pendant le reste du temps, on tourne sa manivelle, on se tait, on dure dans le gris... »

On dure dans le gris. C'est bien ça.

— C'est vous, monsieur Weiss?... Et les Vosges ? A quand la première escapade ?

— Ne me mettez pas l'eau à la bouche. Un hiver comme celui-ci est le pire des supplices.

Et voici qu'il parle comme Jean Bohler.

— Si nous étions nous-mêmes, libres, nous aurions un petit théâtre, nous ferions venir de temps en temps un conférencier... Allez donc essayer!... Kummel, Döring et le gendarme, c'est la sainte Trinité. Plutôt que de subir des observations, des ricanemens ou des rebuffades, on renonce à tout, on se met en boule, comme le hérisson. Et quand le brouillard s'en mêle, c'est complet. Brr!

Vraiment, le journaliste en mal de copie qui viendrait en ce moment, à Friedensbach, collectionner des mots héroïques, partirait la besace vide. A quoi bon parler, déblatérer? Est-ce que ça avance les choses, par hasard?

Le père Herzog, le vaincu de Sedan, cloue donc ses semelles en conscience. Le vieux Schmoler, le vaincu de Woerth, va et vient dans son grenier, sépare les pommes blettes des pommes saines, mastique le trou où passent les rats, coupe menu des branches sèches, les lie en fagots. Et Jacobine trottine du fer à repasser à la casserole où cuit le saucisson. Au restaurant, Mme Vogel continue à faire sauter les omelettes, à goûter les soupes, à dresser la table, à sourire aux cliens avec une placidité qui maîtrise les langueurs de Kraut. Pauvre Kraut! Ce brouillard le déprime plus que quiconque. Parfois, après qu'il a chiffré tout un matin, sa pensée s'arrête comme une horloge encrassée. Dans le cliquetis des fourchettes qui le fatigue, il songe à la retraite. Est-ce qu'un homme de son âge a été créé pour vivre seul? Il convient qu'une femme veille sur le trousseau, entoure d'un linge la boule d'eau chaude, noue ses bras tièdes autour de ce cou de fonctionnaire fidèle. Kraut ne sait plus bien s'il a fait à l'hôtesse un signe amical. Il croit que oui... Les dîneurs sont partis. Kraut demeure seul sous la flamme de gaz qui crépite... S'il entrait dans la cuisine?... S'il disait très simplement sa solitude, les besoins de son cœur, le chiffre de sa retraite?... Il n'ose pas. Il n'osera jamais. Et il s'en va, le chapeau vert enfoncé sur la nuque, les yeux candides, un peu triste, la barbe suintante de brouillard.

C'est encore lui. Il fait décidément trop laid dehors, trop froid dans la chambre, sous les tuiles. Kraut a pris une décision. Il se sent fort de toute la vieille Allemagne qui sert Dieu, fort

des vieilles légendes, de la jeune gloire de son pays. Une porte a grincé. Penchée sur la marmite où l'eau qui va servir à laver la vaisselle bout à gros bouillons, Mme Vogel montre son éternel sourire d'hôtesse prudente. Elle recule. C'est qu'il est effrayant, le brave homme, effrayant de candide rougeur, d'aveux balbutians, effrayant avec ses yeux clairs où luit une convoitise sénile! Pour prendre le ciel à témoin de son refus, la belle veuve a levé vers le plafond ses deux bras nus.

— Madame Vogel, dit le vieux Kraut avec un calme sinistre, vous me comprenez, n'est-ce pas?... J'ai droit à ma retraite... Si vous voulez, je tiendrai le livre de comptes de la pension... J'ai l'habitude...

La veuve se dérobe. Avec une douceur tenace, elle suggère à Kraut que la Thuringe est peuplée de femmes excellentes. Kraut a un sourire amer.

— Est-ce que vous refusez parce que je suis Allemand?

Il vaut mieux, pour l'avenir de la pension, ne pas répondre à cette question.

— A quoi pensez-vous, monsieur Kraut?... Mon mari est mort il y a deux ans. S'il vous entendait!

Mlle Schmoler entre innocemment. Il n'y a plus qu'à se retirer. Tout s'effondre, Dieu, les vieilles légendes, la jeune gloire. A quoi sert d'administrer ce pays avec sollicitude, puisque les veuves y refusent l'amour des vieux fonctionnaires?

Depuis ce jour, Kraut s'aigrit. Il perd la mémoire. La bière, le cervelas, la moutarde, la choucroute, ces mets divins ont un goût d'amertume, de déchéance. Au bureau, des papiers traînent, les comptes ne bouclent pas... Il est vieux. Sa tête s'en va. Des souvenirs d'enfance lui reviennent avec des violences extatiques. A ceux qui prennent des nouvelles de sa santé, il répond toujours :

— Je veux retourner à la maison...

Ces mots, il les prononce avec des larmes dans la voix, un tremblement sénile des lèvres. La maison!... Elle n'est pas en Alsace. Elle est de l'autre côté du Rhin. Il lui prend des envies de se cacher dans la jupe de sa mère, comme autrefois... Sa mère?... Alors, puisqu'elle est morte, dans la jupe verte des forêts où, enfant, il cueillait la fraise avec des camarades d'école.

— Je veux retourner à la maison...

*
* *

En coup de vent, un télégramme entre deux doigts, M. Bohler est sorti du bureau. Il n'est que onze heures du matin. Qu'arrive-t-il à cet homme esclave de la règle?... La porte de la maison, vivement repoussée, claque.

— Qu'y a-t-il? demande Mme Bohler, effrayée.

— Je n'y comprends rien. Un télégramme de Leipzig. On m'annonce la mort de Marthe.

Marthe, une nièce orpheline, qui épousa, contre une volonté durement exprimée, un banquier de là-bas; Marthe, la blonde et bonne fille qui, tant de fois, courut dans ce petit salon, grimpa sur les genoux de l'oncle devenu son père, morte à vingt-cinq ans, et qu'on va descendre dans cette terre étrangère...

— Marthe?...

— Aussi, cinq enfans en cinq ans! Le cinquième l'a tuée... Je n'irai pas. D'abord, c'est trop loin. Et puis... Non, je n'irai pas.

— En souvenir de ton frère, il faut y aller. Crois-moi. Cette pauvre Marthe!... Qui aurait cru?... Devant la mort, il n'y a plus qu'à oublier, qu'à pardonner.

— Est-ce que je lui en veux à la pauvre enfant?... Est-ce qu'on sait ce que l'on fait à dix-neuf ans?... Nous n'aurions jamais dû l'envoyer en pension en Allemagne. Avons-nous été trop durs pour elle?... Aussi, est-ce qu'on épouse le fils d'un homme qui a sabré nos soldats en 70, qui a travaillé de son mieux à nous voler notre pays?... Enfin, c'est du passé tout ça, et maintenant elle est morte. Non, je n'irai pas, je ne peux pas y aller. Quelle grimace faire devant cette tribu de Zingler? C'est impossible.

— Vas-y, mon ami, crois-moi.

— Non.

On regarde la photographie posée sur le petit bureau, où une enfant rit de toutes ses dents.

— Crois-moi, vas-y.

— Non.

M. Bohler s'en va. Dans la cour, on voit passer sa tête aux cheveux si blancs...

Il va sans dire que M. Bohler est parti le soir même. Il a été deux jours absent. De retour, il n'a pas dit grand'chose.

— Ils ont été très convenables. Le mari était atterré. Il l'aimait bien... C'est comme je pensais : elle est morte en donnant le jour à son cinquième enfant, qui vit, lui. Cette pauvre Marthe! On m'a montré son portrait, très ressemblant, perdu au milieu des portraits de quatre ou cinq générations de Zingler, presque tous en uniforme. Ça me faisait l'effet d'un tableau volé à la guerre... Il a plu tout le temps... Ah! laissons ça...

M. Bohler s'est tu. Et sa femme, qui le connaît, n'a pas demandé davantage. Ce que M. Bohler n'a pas dit, car cet énergique ne veut pas s'avouer sentimental, c'est qu'il avait emporté un peu de terre d'Alsace, et que cette terre, il l'a jetée sur le cercueil, au cimetière.

*
* *

Janvier. De la pluie, de la boue. Les gouttières pleurent. On n'a jamais vu un hiver comme celui-là. Rabattue, la fumée des fabriques tombe en malédiction sur la terre.

Suzanne Weiss est à Paris, chez une cousine. Avec elle, la gaieté de Friedensbach est partie.

Et la laine ne marche pas. M. Bohler est d'une humeur massacrante... A la salle d'études, le travail se poursuit conformément au programme : on traduit de l'Horace, du Tite-Live, du Tacite, de l'Hérodote et du Platon, on étudie la Révolution française, on lit Racine, Bossuet et Voltaire. Après quoi, Jean se précipite sur son violoncelle et René sur ses haltères. Car René veut être officier, et il entend se doter de doubles muscles. Il en est au quatorzième exercice de son traité de gymnastique. Une heure chaque soir, il manœuvre son torse, jette les bras en arrière, les jambes en avant, soulève les poids vingt et trente fois. Énervés, les frères se querellent :

— As-tu fini de miauler sur ton violoncelle ?

— Et toi de grimacer, assis sur les talons ?

— Ce n'est toujours pas en jouant du violoncelle qu'on chassera les Allemands d'Alsace!

— Petit crétin, va!

— Grand crétin!

La conversation se poursuit sur ce ton. Le pas du père. On se tait.

On veille au petit salon. Certain soir, les deux potaches

doivent noircir quelques lignes sur ce sujet : *Ma première émotion littéraire*. Fébrilement, ils passent en revue la bibliothèque, les livres d'enfant, maintenant méprisés, les livres d'aventures, de science, de sentiment. Mme Bohler écrit. Caché derrière un journal, son mari fume. Cette fumée intermittente, le grignotement de la plume loquace, une page que l'on tourne, le clair tic tac de la pendule, augmentent encore la quiétude de cette chambre tiède. A leur tour, Jean et René écrivent, raturent, gémissent, recopient. Ça y est!

— Montrez-moi ça! dit soudain M. Bohler.

— Pas à haute voix, non! supplient les deux garçons.

— Est-ce que je vous consulte?... De Jean, d'abord.

« Quelques pages de mon premier livre d'histoire me resteront toute la vie. La vocation de Pierre l'Ermite; la foule, entraînée par lui, criant : « Dieu le veut! » tous, au mépris de leur vie, s'enflammant d'un zèle vengeur, abandonnant famille, maison, pays, pour marcher contre l'Infidèle. Cela m'enthousiasmait, me donnait des idées sublimes... Je demeurais des minutes entières en contemplation devant la gravure qui ornait le texte : un sentier rocailleux, une terre aride, l'interminable procession de ces hommes qui allaient au combat, au bout du monde. Dans ce temps-là, — j'avais huit ans, — il m'arrivait souvent de partir avec un peu de pain dans un bissac. J'allais sur la grand'route, je marchais, je marchais, ayant fait avec candeur le sacrifice de ma vie, jusqu'au moment où la bonne me rattrapait et me secouait d'importance... Émotion littéraire, par association d'idées. A huit ans, déjà, j'attendais chaque jour les Français, je les voyais sur un sommet des Vosges, criant : « Dieu le veut!... » Et c'était si grand qu'en reprenant mon récit, j'y mettais une beauté absente d'un texte bien sec. »

M. Bohler se tait. C'est Mme Bohler qui dit :

— Bravo, mon Jean! A René maintenant.

« Moi, tant que je vivrai, je soutiendrai que Jules Verne est épatant. Il est littéraire parce qu'il suggère des masses de choses. Écrit-il bien? je n'en sais rien. Mais ce que je sais, c'est qu'il vous grandit. On va dans la lune. On fait vingt mille lieues sous la mer. On invente des machines. Toutes les inventions modernes (sous-marin, automobile, télégraphie sans fil) sont dans Jules Verne. Ces engins sont littéraires, parce que franchir les espaces, plonger sous les mers, planer au-dessus des

mondes, ça donne une émotion, ça fait rêver, ça nourrit l'imagination. Et surtout c'est littéraire, parce que c'est avec ces trucs qu'on reprendra l'Alsace-Lorraine... »

Un éclat de rire accueille cette lecture. René se fâche tout rouge. Il croit qu'on se moque de lui.

— C'est épatant ! C'est la mienne qui est le plus chic... D'abord, littéraire, je ne sais pas ce que ça veut dire. Je suis scientifique, moi.

D'un mot Mme Bohler calme cette exaspération :

— Allons, allons, rire ce n'est pas se moquer. Elle est très bien, ta composition. Venez m'embrasser, mes garçons, et allez vous coucher...

Le porte s'est refermée. Les parens se regardent avec attendrissement. M. Bohler, qui n'est pas coutumier d'optimisme, dit soudain :

— Ils sont magnifiques, nos fils... Et quand je dis nos fils, je parle d'une façon générale. Partout, j'ai les mêmes échos. Ils ont quelque chose dans le cœur. Ils ont des muscles... Oui, oui, les Kummel et consorts n'ont qu'à se bien tenir !

*
* *

— Vous ne vous ennuyez pas trop, monsieur Reymond? demande parfois Mme Bohler.

— Pas du tout, madame.

Reymond ne dit pas la stricte vérité. Cet hiver lui paraît autrement long que le premier. Friedensbach lui a livré tous ses secrets, les vieux toutes leurs histoires. Où est, maintenant, l'Alsace héroïque qu'il croyait avoir surprise?

Kummel se charge de mettre un peu de piment dans cette paix somnolente. Il vient d'avoir la visite de son frère, Walther Kummel qui demeure à Nancy, à Paris, à Bruxelles, à Cologne, à Berlin, un mois ici et un mois là, car ses affaires l'obligent à de fréquens déplacemens. Quelles affaires?... Strasbourg et Metz le voient aussi fréquemment, Belfort et Épinal, les villes frontières de préférence. Ce Walther Kummel parle l'anglais, l'italien et le français aussi bien que sa langue maternelle. Aimable, insinuant, son étui à cigares toujours bien garni, il voit beaucoup de monde qu'il s'entend à faire parler. On dit de lui : « C'est un charmant homme. »

Il est donc venu à Friedensbach visiter son frère, ses sept

neveux et nièces, sa belle-sœur, Anna Kummel, qui porte toujours un tablier brodé sur sa jupe noire, qui chante si bien au fond de sa cuisine : *Mein Herz ist ein Bienenhaus...* Durant quelques jours on a vu ici ou là sa tête osseuse, ses yeux vifs au regard fuyant, ses joues plates. Le juge le saluait très bas, le gendarme encore plus bas. Puis il est parti pour Paris où l'attendaient des affaires. Il faut croire que le Lehrer Kummel s'est abreuvé à la source, car après ce départ, comme obéissant à un mot d'ordre, son patriotisme s'est exacerbé.

Certain matin que Reymond n'avait pu assister à la leçon donnée par Kummel à ses élèves, il les trouva hors des gonds, brandissant un papier, criant ensemble :

— Lisez ça, monsieur ! Nous devons le mettre en allemand. C'est dégoûtant !

Reymond prend le papier. Il lit :

« *L'Allemagne, centre de l'Europe.*

« Ce n'est pas seulement par sa situation géographique, mais bien aussi par son importance morale que notre chère patrie est le centre de l'Europe. En considérant nos voisins, nous constatons en eux des défauts trop caractéristiques pour qu'on puisse les nier. Les Anglais sont incapables de fournir des savans, alors que notre pays s'enorgueillit à juste titre d'une foule de chimistes, de physiciens, de mathématiciens du plus haut talent. Nos universités n'envoient-elles pas des rayons de lumière jusque dans les lieux les plus reculés de la terre? On doit reconnaître que les Français et les Belges ont un certain esprit d'invention. Mais leur légèreté et leur insouciance les empêchent totalement de s'attacher à leurs découvertes et d'en tirer profit. S'ils avaient la profondeur de notre caractère, ils se rapprocheraient un peu de ce peuple allemand dont vous faites partie. Tandis que chez nous, du premier au dernier, chaque fonctionnaire fait son devoir, nous voyons chez nos voisins le plus grand désordre dans toute l'administration et le manque absolu de patriotisme. Les Italiens sont trop passionnés pour pouvoir juger sainement des choses. La raison, qualité maîtresse dirigeant toutes nos entreprises, ne peut diriger nos fougueux voisins.

« On n'ose presque pas parler de l'ignorance et de la paresse

russe, de l'incurie qui règne dans cet immense empire. Ces différens défauts sont tellement essentiels que la civilisation des peuples en est totalement arrêtée et que leur niveau moral n'atteindra jamais le nôtre, à moins qu'ils ne s'inspirent de nos institutions. Alors cette nouvelle Europe dont l'Allemagne sera plus que jamais le cœur, l'organe vital, marchera vers le progrès. Et nous chanterons une fois de plus : *Deutschland über alles!* »

Reymond demande simplement :

— Vous n'avez rien dit?

— Bien sûr que non. Papa nous a défendu de discuter.

— Il a bien raison. Montrez-lui tout de même ce papier.

Le soir même, après sa leçon, Reymond entreprend Kummel.

— J'ai lu, monsieur, le thème que vous avez dicté à mes élèves. Ne pensez-vous pas qu'il vaudrait mieux s'abstenir de ces textes à tendance... disons : politique? Vous appartenez au premier peuple du monde, c'est entendu. Est-il nécessaire...

Kummel n'attend pas la fin de la phrase. Il est tout rouge. Tous ses cheveux sont dressés sur son crâne pointu. Derrière les verres des lunettes les yeux brillent d'un éclat prophétique.

— Je vous en prie, nous avons le devoir de proclamer la vérité *urbi et orbi* comme vous dites, messieurs les professeurs de latin. Ne restons pas sur le terrain des affirmations générales. Des faits. Chez nous annuellement, un million huit cent mille naissances. En France, neuf cent mille, à peine. Chaque année nous gagnons un million d'habitans. Chaque année la France en perd cent mille. Qu'est-ce à dire, sinon que cette grande nation qu'est la France, ce nabab (vous dites?) du monde possède une grande peur de vivre comme l'a écrit un de nos nombreux grands écrivains... Voyagez donc, ouvrez les yeux, franchissez notre frontière!... Dès Belfort, tout est sale. Journaux, pelures d'orange sur le sol, vitres souillées de poussière... Et partout des femmes en cheveux, des créatures comme vous dites. Industrie enfantine. Commerce patriarcal. Au total, conception médiévale (vous dites?) des choses...

« J'ai vu l'Alsace que nous avaient livrée les champions de la civilisation. Quelle incurie!... Quelle écurie, plutôt!... Ah! j'ai fait un calembour... Oui, il faut proclamer la vérité... L'Angleterre est la sangsue du monde. Il faut l'abattre!... L'Italie joue

de la mandoline, l'Espagnol de la guitare... Le Russe? Il a un pou suspendu à chaque cheveu... L'Autriche? Quelque chose grâce à nous... Et le pauvre Alsacien, debout sur son échelle, qui regarde par-dessus les Vosges! Il dit : « Anne, ma sœur Anne, ne vois-tu rien venir? » Et je réponds, moi : « Rien que le désordre, l'anarchie, la luxure, les disputes, l'alcool et de telles choses. » C'est ce qu'ils nomment : liberté...

« Nous voulons, nous, les Allemands, régénérer le monde, lui apporter la civilisation et le bonheur. Parce que nous avons pitié du monde. C'est cela le vrai *idealismus*... Écoutez ce qu'écrit à ce propos un de nos hommes de culture. Je l'ai découpé dans mon journal : « Nous, Allemands, nous défendons l'idéal de la fraternité des peuples, de l'état mondial qui embrassera toute l'humanité, le surallemand, l'éternel humain, le cosmique, l'aspiration infinie au saint empire de l'ordre vivant dans l'organisation libre, la symphonie des forces de la vie dans le cœur des peuples. Or, ce n'est pas là un nouvel idéal, mais le plus ancien de tous, universellement humain, cosmique, l'idéal de raison pure orientale, médiévale, romane, l'idéal d'un en tous, de l'unité dans le nombre et du nombre dans l'unité... L'Allemagne est le seul disciple pieux de cet absolu que nous imposerons par la persuasion, si les têtes ne sont point trop dures, par la force si la persuasion échoue. »

« Voilà! Avez-vous compris maintenant? »

Sur le crâne pointu, les cheveux demeurent dressés.

— Avez-vous compris? répète le pédagogue avec une véhémence sacrée,

Que répondre? On n'argumente pas avec la foi.

Le pédagogue annonce :

— Les temps approchent...

Ce soir-là, on ne va pas plus avant.

... M. Bohler tient en main le fameux papier; il assure son lorgnon sur le nez, il prend un air sévère de chef. Et soudain il rit d'un bon rire qu'on ne lui connaît guère :

— C'est du délire mystique... Je donnerai à lire ce papier à mes amis de France, il en vaut la peine... Mes garçons, gardez-vous bien de protester. Buvez ce lait... L'orgueil leur monte au cerveau. Une ivresse. Hé! mangez, dévorez, digérez les peuples, vous finirez bien par en sauter!

M. Bohler se frotte les mains.

Le fils aîné de Weiss, François, qui fait son droit à Strasbourg et suit en esprit curieux des cours à la Faculté des lettres, est rentré passer le dimanche dans sa famille. Au dîner, entre la tourte et le café, on a lu le factum du *Lehrer* Kummel. Seul, entre tous les convives, — il y a là Reymond, le chimiste Gangloff, l'ingénieur Ballenhofer, — il n'a même pas souri. Et il explique :

— Ça vous étonne? A l'université, on nous nourrit de cette littérature.

Comme on paraît sceptique, il se lève, il va chercher dans sa chambre un livre intitulé : *Gedanken und Wahrnehmungen*, du romaniste G. Gröber. Il l'ouvre et il lit : « L'Anglais est un rustre prosaïque, l'Américain une âme vile et mercantile, l'Espagnol un dégénéré, l'Italien un voluptueux et un fainéant, le Français un débauché, un frivole et un superficiel... » Et cela continue, des pages et des pages, pour prouver qu'il n'y a de nation forte et saine que l'Allemagne, de science que la science allemande, de philosophie et de religion que la philosophie et la religion allemandes.

François Weiss poursuit :

— Mes professeurs, je les ai entendus dix fois se donner le ridicule de guerroyer contre les prénoms français, nier formellement qu'il y ait une littérature française, une poésie française. Victor Hugo écrit pour ne rien dire. Chateaubriand? Un rhéteur emphatique. Un seul écrivain mérite de retenir l'attention : J.-J. Rousseau, et encore est-ce un Suisse d'affinités germaniques. On concède pourtant aux Welches le feuilleton. On affirme couramment que les Français ne savent pas leur langue, qu'ils prononcent mal, que les seuls Allemands parlent correctement le français, parce qu'ils savent la grammaire, la phonétique... A une ou deux exceptions près, remanier la carte, annexer, est le passe-temps favori de ces messieurs. Et tous à plat devant l'État. C'est le dieu. Il a tous les droits, y compris celui de vie et de mort. Croyant parler à un Alsacien, un de mes professeurs de droit ne disait-il pas dernièrement à l'un de mes camarades : « Pourquoi, dans votre travail, écrivez-vous *état* avec une minuscule? On voit bien que vous êtes Alsacien et que, comme tous les Français, vous n'avez aucune idée de ce qu'est l'État *(Sie haben keinen Begriff vom Staat)*. » Le piquant de l'affaire, c'est que l'étudiant à qui l'on adressait

ces reproches était Badois... Je vous assure que l'on étouffe dans ce milieu de pédans.

Weiss, les yeux brillans, écoute parler son fils. Soudain, élevant son verre :

— Messieurs, à la santé de Kummel et de ses émules ! Laissons grandir leur folie... C'est eux qui nous rendront l'Alsace !

— En attendant, il faut plier l'échine et compter les coups, observe le chimiste Gangloff.

Weiss n'en démord pas :

— A la santé de Kummel !

Et il vide son verre en claquant la langue.

*
* *

Février. Les vents se disputent au carrefour des vallées. Il neige, il gèle et dégèle. Sommets blancs, pentes grises, prés verts en bordure de la rivière.

... Aujourd'hui, les persiennes sont closes. On les abaisse quand passent les régimens au casque lourd, les touristes aux mollets gras, le *Kreisdirektor* en tournée. Derrière ces persiennes aux lamelles obliques, — cent petits chemins par où glisse le regard, — tour à tour les yeux gouaillent, rient ou s'attendrissent quand le curé, sous un dais d'or, promène le bon Dieu, quand un vieux s'en va dans sa caisse noire. Aujourd'hui, derrière ces persiennes, des yeux gourmands, des yeux de dévotes contemplant le péché. Le papa Schmoler et sa Jacobine hochent la tête, blâment, condamnent et guignent tout de même qui passe et se pavane.

Après tant de brouillard, tant de pluie, le carnaval secoue ses grelots. On voit des masques qui ballottent devant les figures ; des robes, habituées à plus d'ampleur, qui flottent sur des hanches maigres ; des perruques dont les boucles pendent sur des joues mal rasées. Le vieux Karcher, qui a du vice, chacun le sait, se promène en femme enceinte ; les fils Badecker, en Mauresques ; la Minna du moulin, en page Louis XV. On se démène, on grimace, on lève la jambe, on danse, on entre dans le café d'où sortent des cris de filles lutinées, on fait cortège derrière la grosse caisse et la flûte. Et l'un bat du tambour et l'autre secoue sa crécelle. Confettis et serpentins. Faux nez et faux cheveux, fausses filles et faux garçons, fausses œillades dans un jour faux. Passe un ours, passe une dame du

grand monde, — bas violets, carrure d'hercule, ombrelle rouge, chapeau en forme de cloche à melon, — passe un gorille accompagné de madame gorille. Dans la cohue, moustache troussée, l'œil au guet, les gendarmes, attentifs aux uniformes, — ils ont coffré un cuirassier français, — attentifs aux couleurs proscrites... Que de hurlemens dans la nuit! Cramponné à la corde qui le soutient, le garde champêtre n'en finit pas de sonner le couvre-feu. Avec son faux nez pourvu de trois verrues, le voici qui sort de l'école : zigzaguant et vacillant, se garant dans les fossés pour éviter d'illusoires véhicules, jovial et disert, vaille que vaille, il progresse dans la direction de son domicile. Grumbach est devant le sien, qui a déjà lancé son cinquante-deuxième coup de pied dans la porte obstinément close... Et voici que la lune, que l'on ne connaissait plus depuis des semaines, montre sa face d'ahurie entre deux nuages.

— Que voulez-vous, dit Weiss à Reymond, il faut bien se secouer de temps en temps! Faute de mieux, nos gars soufflent dans des mirlitons! On vit petitement. On s'étiole...

Sur les monts, le chapeau blanc de l'hiver diminue. Il n'est déjà plus qu'une calotte. Il y a pourtant encore, au creux des ravins, des hachures et des zébrures de neige qui dessinent des gueules ouvertes, des pattes crispées, des couleuvres enroulées. Quand on monte là-haut, tout gargouille, tout clapote et l'on ne compte plus les ruisseaux, petits fous qui se cassent les reins au pied des rocs. La nature est d'une laideur héroïque et travailleuse... Un souffle tiède entre deux souffles froids. La première sève émeut les aulnes. Une couleur de vie vient aux branches bien lavées.

Le temps qui va de l'hiver au vrai printemps est dur à ceux qui languissent. Kraut, lui aussi, en a eu assez. Ça n'a pas traîné. On l'a mis dans un double cercueil de plomb. Comme il a tant répété qu'il voulait retourner à la maison, on l'emmène à la gare, traîné par deux chevaux. Est-il donc besoin de mourir pour apprendre où est son pays? Derrière les persiennes, on a pitié. Un brave homme, ce Kraut. S'ils étaient tous comme lui, cela irait encore. On l'emmène donc sous sa double enveloppe de plomb scellé. Devant le wagon, les fonctionnaires sont rangés. Les gendarmes saluent. Le juge dit des phrases qu'il lit sur un morceau de papier. Le petit train s'éloigne et

l'on regarde, là-bas où coule le Rhin, plus loin, plus loin encore, là où s'étend la verte Thuringe. Chacun chez soi, cela vaut mieux ainsi.

Kraut s'en est allé. Il sera à la maison ce soir.

*
* *

Le successeur de Kraut vient d'arriver à Friedensbach, Kroner, qui naquit en un village du Wurtemberg. Quand? C'est bien difficile à dire. Grand, maigre; des bras interminables, des mains de momie qui lui battent les cuisses quand il marche; un long cou, une pomme d'Adam toujours en voyage; piquée là-dessus, une tête d'une intéressante laideur avec une barbe rare qui laisse voir la peau, des yeux tristes, un front drôlement bombé, un crâne puissamment voûté : Kroner n'a pas d'âge; il tient du marmot en crise de croissance et du vieux qui se détache de la vie.

Au bureau, — état civil, impôts, — Kroner reçoit poliment. Dès que la porte tourne sur ses gonds, il émerge de ses paperasses, il interroge de l'œil, non pas affable, mais consciencieux, gravement humain. Avec les vieux, il lui arrive de parler le français qu'il possède parfaitement. Les services qu'il peut rendre, il les rend, et, quand il écrit le nom d'un mort, il secoue la tête comme pour prendre part.

Ce Kroner vit en solitaire. Le dimanche, on le voit souvent assis sous les saules, au bord de la rivière. Il se promène aussi, les mains au dos, sympathique aux jardins en terrasse, à ces toits du bourg qui se touchent de l'aile. La lune le connaît bien. Elle n'a pas d'ami plus fidèle. Aussi se plaît-elle à dessiner contre les murailles son ombre cocasse.

Le soir, il est possible que Kroner écrive des vers. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il passe des heures et des heures, enfermé dans sa chambre, assis devant la table poussée près de la fenêtre : la plume trotte, le maigre buste se balance comme pour marquer le rythme des syllabes. Soudain, jetant les bras en avant, Kroner déclame. Schiller et Lenau sont ses hommes. Il les cite. Leur effigie en terre cuite trône sur le dos du piano. Car Kroner a plus d'une corde à son arc. Après le bain de poésie, le bain de musique. La tête très haute dans les passages de force, le nez sur les touches dans les passages de douceur mélancolique, l'homme se grise des sons qui montent

dans le silence de Friedensbach endormi. Que joue-t-il? La *Pathétique;* après quoi il s'éponge, vidé de son âme, les yeux vitreux. Et voilà que les doigts courent à nouveau sur les touches ; les sons se précipitent, se heurtent, flot puissant; un chœur invisible lance son *Freude! Freude!* Des pieds, des mains, de la tête, du buste, Kroner se démène ; l'ombre aux mouvemens brisés se tasse en un coin de la chambre, grandit démesurément, envahit le plafond. *Freude! Freude!* Le flot s'étale, s'apaise; il semble que l'orage s'éloigne derrière la montagne; après quoi, dans l'air rafraîchi, sur l'azur d'un bleu profond, les hirondelles dansent avec de petits cris joyeux...

Les fonctionnaires n'aiment pas ce Kroner au regard de myosotis. Tout ce qu'il avance les irrite et tout ce qu'ils disent le choque. Kummel se répand à son sujet en sarcasmes :

— Ah! c'est une fleur du Wurtemberg, une porcelaine de cette vieille Allemagne qu'on brisait pendant qu'elle reflétait la lune... Tout à fait *altmodisch*, ce pauvre Kroner. Rien pour la force, rien pour la conquête... C'est une personnalité de souvenir, de réconciliation universelle. Un musicien, oui, je suis contraint de le reconnaître; mais un représentant de la patrie allemande? alors je dis non... Il faut le renvoyer dans son village du Wurtemberg, afin qu'il puisse, le soir, écouter chanter les sapins qui se balancent. Homme d'étoiles et non de terre allemande! Kroner?... une vieille fille évangélique.

Maintenant, à la table des missionnaires de l'Idée, Kroner ne disait plus grand'chose. Il mangeait sans bruit, signe de dégénérescence; il usait du cure-dents avec discrétion, signe de neurasthénie; il ne frappait pas du poing pour appuyer ses argumens, signe de faiblesse congénitale. Un soir, pourtant, comme il avait prononcé le mot de bonté, une rumeur l'enveloppa, une rumeur qui ressemblait fort à une huée. Avançant sa figure congestionnée, le voisin cria : « Bonté?... bonté?... non, monsieur! (ce « non, monsieur » fut dit en français.) La bonté! Nous sommes assez forts pour nous passer de cette médecine... »

Une ou deux fois déjà, demeurés seuls dans la salle du restaurant, Kroner avait échangé quelques mots avec Reymond.

Un soir, les deux hommes se rencontrèrent au bord de la rivière. Ils firent route côte à côte. La douceur de l'air invitait

aux confidences, et Kroner, en vraie « fleur du Wurtemberg, » n'y manqua pas.

— J'aime ces deux vieux Schmoler, surtout Mme Jacobine, avec son bonnet si bien attaché, avec ses joues si bien lavées, avec ses bons yeux de grand'mère. Elle me rappelle tellement ma maman, si simple aussi, si propre de conscience... Mon père est postillon. Il sonne du cor dans les forêts du Wurtemberg. Je suis vraiment son fils... Ah! si vous pouviez voir notre maison, au coin de la forêt, près de la rivière (et c'est pourquoi j'aime beaucoup cet endroit où nous sommes). Quelque chose est posé sur mon toit, quelque chose de mieux encore qu'une cigogne : c'est la paix, c'est la bonté, c'est le désir d'accomplir la volonté divine. Et ma mère est assise devant la porte, qui raccommode, qui épluche les légumes, qui dit bonjour aux passans... Tout à coup, le cor sonne, et c'est le père, là-haut, sur le siège de la voiture. Il s'arrête un instant. Il dit : « Bonjour, *Mutter*... » Elle répond : « Bonjour, *Vater*... » Ils se regardent. Le fouet claque et les grelots sonnent à nouveau dans le bois... J'aime mon Wurtemberg... Et j'aime aussi l'Alsace, sa franchise, sa fierté. Pauvre Alsace, comme nous la menons dur!... Pauvre Alsace!... Je suis bon patriote, monsieur Reymond, vous pouvez en être sûr. Et c'est pourquoi je dis aussi : Pauvre Allemagne!

— Et pourquoi donc?

Kroner ne répondit rien.

Et le père Schmoler disait souvent :

— M. Kroner?... C'est un Allemand comme on en fabriquait au temps de mon père.

BENJAMIN VALLOTTON.

(La troisième partie au prochain numéro.)

LE SUICIDE BULGARE

AUTOUR D'UNE COURONNE

NOTES ET SOUVENIRS

1878-1915

II [1]

STAMBOULOF ET FERDINAND DE COBOURG

I

Le nom de Stéphan Stamboulof est inséparable de la formation de la principauté bulgare. Si ce patriote, aux formes brutales, à la physionomie farouche, à l'âme méfiante et soupçonneuse, n'a guère figuré que comme agitateur parmi les ouvriers de la première heure, on ne saurait en revanche lui contester le mérite d'avoir voulu résolument, en 1886, sauver son pays de l'anarchie que lui-même avait contribué à préparer et que venaient d'aggraver les auteurs du complot ourdi contre le prince Alexandre. Ce complot semble lui avoir ouvert les yeux et l'avoir décidé à se faire le champion de la légalité, une légalité qu'il se proposait d'ailleurs de tailler à son image.

Il était alors président du Sobranié; à ce titre, il jouissait d'une autorité quasi souveraine à laquelle il avait tous les

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre.

droits, car, ainsi qu'il le prouva depuis, à travers les tragiques aventures de sa vie politique, c'était un esprit judicieux et prévoyant et un ardent patriote. Cette autorité, il l'emploiera d'abord à écraser la révolte.

En arrivant à Sofia, les révolutionnaires s'étaient empressés de former un gouvernement provisoire ; ils se flattaient d'être approuvés et soutenus par la population et par l'armée. Mais lorsqu'ils tentèrent de s'imposer, l'indignation éclata de toutes parts ; le peuple refusa de reconnaître ces usurpateurs de l'autorité légitime. En quelques heures, avec le concours de diverses garnisons de province appelées dans la capitale, la contre-révolution s'organisait. Stamboulof comprend alors que, si elle n'est pas maîtrisée, elle continuera l'anarchie. D'une main ferme, il en prend la direction. Il fait arrêter les émeutiers et les membres du gouvernement provisoire, auquel il en substitue un autre de sa composition. Le 25 août, les Bulgares peuvent lire sur les murs de leur capitale une affiche ainsi conçue :

« Au nom du prince Alexandre et de l'Assemblée populaire, je déclare que je prends la présidence du gouvernement provisoire à Sofia et que quiconque refusera d'obéir sera traité en rebelle. Je nomme aux fonctions de général commandant Moutkourof, — son beau-frère, — et je le charge de tous les pouvoirs civils et militaires. En conséquence, chacun est tenu de lui obéir.

« Je supplie le peuple bulgare de défendre la couronne et la patrie contre les traîtres qui voudraient renverser du trône notre bien-aimé prince. Avec le puissant concours du peuple et de l'armée, nous saurons défendre le prince, l'élu de la nation.

« Vive le prince Alexandre de Bulgarie ! »

Entre temps, il a écrit au prince pour l'inviter à revenir. Grâce à ces mesures, la principauté est en voie de pacification, lorsque, le 3 septembre, le jeune souverain rentre à Sofia, entouré d'une brillante escorte et salué par les acclamations d'une foule enthousiaste qui semble vouloir le venger. On doit le croire alors plus puissant que jamais, mais il doute de sa puissance. Il fait savoir à l'empereur de Russie qu'il sera heureux de lui donner la preuve définitive de son dévouement. « Le principe monarchique m'a forcé de rétablir la légalité en Bulgarie et en Roumélie. La Russie m'ayant donné la couronne, c'est entre les mains de son souverain que je suis prêt à

la remettre. » La réponse impériale est foudroyante. « Je ne puis approuver, mande le Tsar, votre retour en Bulgarie, prévoyant les suites funestes qu'il peut avoir pour ce pays déjà si éprouvé. Je m'abstiendrai de toute immixtion dans le triste état de choses auquel la Bulgarie a été réduite, tant que vous y resterez. Votre Altesse appréciera ce qu'elle a à faire. Je me réserve de juger ce que me commandent la mémoire vénérée de mon père, l'intérêt de la Russie et la paix de l'Orient. »

La sécheresse et la dureté de ce langage ne laissent aucun doute sur les dispositions malveillantes d'Alexandre III envers le prince de Bulgarie. Stamboulof se résigne à le voir abdiquer. Mais il le supplie de ne pas laisser la principauté sans gouvernement et de l'aider à former une régence qui gouvernera jusqu'à l'élection d'un autre souverain. De celui d'hier, au moment où il se retire, le pays acceptera un régime provisoire, tandis qu'il refuserait de se soumettre au gouvernement que les factions tenteraient de lui imposer. Une régence est organisée, d'après un plan qu'a conçu le futur dictateur; elle sera composée de trois membres. Naturellement, et à bon droit d'ailleurs, il s'y assure une place, la première; la seconde est donnée à son beau-frère, le colonel Moutkourof, dont la popularité et l'influence en Roumélie sont considérables. Quant à la troisième, il la destine à Karavélof et la lui fait accepter. Il tient le personnage pour son ennemi et pour un anarchiste. Il le soupçonne d'avoir pris une part active à la mise en œuvre du complot qui vient d'avorter et d'avoir obligé le prince, pour éloigner de lui ses défenseurs les plus braves et les plus sûrs, à les envoyer à la frontière, en dénonçant faussement les armemens de la Serbie. Mais les preuves de cette manœuvre font encore défaut. Chef d'un parti remuant et audacieux, Karavélof serait pour la régence un adversaire redoutable. En se l'adjoignant, Stamboulof l'annihile.

Après avoir approuvé et peut-être suggéré ces mesures, Alexandre convoque pour le 11 septembre la grande Assemblée par laquelle elles devront être ratifiées. Puis, dans un dessein de pacification, il ordonne la mise en liberté des membres du gouvernement révolutionnaire, que Stamboulof avait emprisonnés. Mais comme, d'autre part, il faut des exemples propres à décourager les fauteurs de désordres, il décrète que l'École militaire ayant pris part à l'insurrection est supprimée et que,

pour le même motif, les deux régimens qui se sont insurgés cesseront d'exister. Si grande est encore son autorité que ses décisions sont acceptées comme s'il était toujours le maître. Enfin, il part le 7 septembre, après avoir fait ses adieux à l'armée, au corps diplomatique et aux divers fonctionnaires. Dans sa dernière proclamation, il déclare qu'il se retire parce qu'il croit que son éloignement facilitera la réconciliation entre la Bulgarie et la Russie. Les régens l'accompagnent jusqu'à la frontière. Là, les adieux revêtent un caractère émouvant, quasi familial, dont il se réjouit, ayant eu, avant tout, le souci « de ne pas partir comme un malfaiteur, mais convenablement et au grand jour. »

— Au revoir, Monseigneur, lui glisse à l'oreille Stamboulof.

Ce n'était pas une simple parole de politesse, mais l'expression d'une espérance; volontiers, il eût dit comme Victor Hugo dans son ode à Napoléon :

Sire, vous reviendrez dans votre capitale.

Et il eût été bon prophète, car le souverain qui abdiquait volontairement en septembre 1886 revint à Sofia en novembre 1893, mais dans un cercueil, pour inaugurer la sépulture destinée aux princes de Bulgarie (1).

Ainsi s'achevait ce règne de sept ans, au début duquel le prince Alexandre, animé d'un beau zèle, se promettait de consacrer tous ses efforts à la grandeur et à la prospérité de sa patrie d'adoption. Il s'était tenu parole, mais sans obtenir les résultats qu'il avait espérés. L'union bulgare était réalisée par l'annexion de la Roumélie. Mais cette annexion avait définitivement brouillé la nation avec la Russie, et des rivalités grosses de périls s'étaient créées dans les Balkans. L'armée nationale avait donné des preuves de sa force et de son dévouement à la patrie, mais l'esprit révolutionnaire s'y était développé comme

(1) Il était mort au mois de septembre en Autriche où il s'était retiré et marié morganatiquement, après avoir acquis la certitude que son espoir d'épouser la princesse Victoria de Prusse ne se réaliserait pas. A la nouvelle de sa mort, le prince Ferdinand fit célébrer un service religieux dans la cathédrale de Saint-Kral, et, le 25 novembre, le corps était reçu solennellement à Sofia. Cette cérémonie, qui se déroula dans le plus grand calme, donna lieu à des commentaires propres à démontrer que le successeur d'Alexandre ne l'avait pas fait oublier.

dans tout le pays, et certains chefs y nourrissaient l'ambition d'y jouer un rôle politique. Des passions de guerre civile grondaient de toutes parts, envenimaient les débats de tribune, les polémiques des journaux, les disputes de la rue, et ce trouble général imprimait aux mœurs publiques un caractère dissolvant, une disposition maladive à l'indiscipline et à l'inhumanité, comme si la civilisation, retardée dans ses effets par la domination musulmane, n'eût rien gagné à la délivrance du peuple bulgare et eût été impuissante à le corriger de ses défauts et de ses vices, fruits amers d'une trop hâtive liberté succédant à une longue servitude.

A Saint-Pétersbourg, on estima que le départ du prince faisait disparaître, au moins pour un temps, les causes de dissentiment et d'irritation qui avaient troublé les relations des trois empereurs. N'avait-il pas suffi que ce départ fût prévu et escompté pour opérer entre eux un rapprochement? L'archiduc Charles-Louis d'Autriche (1) était allé porter à Péterhof les complimens de François-Joseph et le ministre russe, M. de Giers, avait rendu visite au prince de Bismarck. On regardait donc maintenant la paix comme assurée. Le gouvernement russe se hâtait de renouer avec la Bulgarie les relations diplomatiques; il y envoyait comme agent le général Kaulbars qui y avait déjà résidé en 1883 pour régler la situation des officiers russes qui formaient les cadres de l'armée bulgare. En lui confiant sa nouvelle mission, on lui avait dit que la liberté de la Bulgarie devait être respectée et que si d'aventure les intérêts de la Russie étaient compromis par la politique de la régence et si le représentant impérial était amené à formuler des réclamations, « il devrait mettre des gants de velours sur des mains de fer. » Ultérieurement, on reprochera à Kaulbars de n'avoir pas tenu suffisamment compte de ces recommandations et d'avoir provoqué une rupture nouvelle. Mais, au moment où il partait pour Sofia, on ne la prévoyait pas; on était tout au contentement d'avoir vu disparaître le prince Alexandre (2).

Il n'en fut pas de même en Angleterre. La chute du prince

(1) Le plus jeune frère de l'empereur François-Joseph. Après la mort de l'archiduc Rodolphe, il devint héritier de la couronne; mais il ne se sentait pas fait pour régner, et bientôt après il transmettait ses droits à son fils, l'archiduc François-Ferdinand, qui fut assassiné à Sarajevo le 20 juin 1914.

(2) Je crois devoir faire remarquer que les documens utilisés dans cette étude sont pour la plupart inédits.

y causa d'universels regrets. Frère d'un gendre de la reine Victoria, venu plusieurs fois à la cour britannique, il y était aimé et estimé; il n'y comptait que des amis. C'est ce que constatait au mois de novembre le marquis Salisbury, premier ministre, dans un discours qu'il prononça au banquet du lord-maire et qui déchaîna en Russie et particulièrement chez le Tsar une irritation passionnée.

— Quel impair! s'écria Bismarck en fermant le journal dans lequel il avait lu cette harangue. Est-il concevable qu'on n'évite pas une telle imprudence quand on est le premier ministre d'un grand État et quand on peut, par une parole inconsidérée, mettre en péril la vie de plus d'un million d'hommes?

Du reste, le langage du marquis Salisbury était tout platonique et ne rendit pas au prince Alexandre la couronne à laquelle il venait de renoncer.

A Vienne, on fut déconcerté d'abord par la révolution de Sofia; mais on apprit ensuite avec satisfaction que le prince était rentré dans ses États. « Il représente l'ordre, l'autorité, le droit dans un pays profondément troublé. » Mais on doutait qu'il pût garder la couronne. Quand il la déposa, des regrets se manifestèrent. « L'autorité d'Alexandre était assez forte pour s'exercer utilement et longtemps encore dans un pays désorganisé et pour y rétablir l'ordre. Il est fâcheux qu'au lendemain d'une restauration victorieuse, le découragement se soit emparé de lui. Sûrement, il serait rappelé si le pays pouvait se prononcer librement. Mais ce n'est pas à souhaiter, car ce serait alors le conflit avec la Russie, et les conséquences pourraient en être graves. » Il fallait donc se résigner au fait accompli, et le premier ministre autrichien, le comte Kalnocky, invitait formellement son agent à Sofia à soutenir le gouvernement que le prince Alexandre avait institué avant son départ. « Il faut songer à l'avenir, écrivait-il. Toute combinaison destinée à l'assurer devra reposer sur le traité de Berlin. Mais j'estime que l'Europe fera bien de ne pas intervenir et de laisser les événemens suivre leur cours et les partis livrés à eux-mêmes. »

L'attitude de la Turquie restait louche. On s'étonnait qu'en sa qualité de suzeraine de la Bulgarie, elle n'intervînt pas et parût s'être désintéressée de l'événement, en se bornant à laisser entendre qu'elle ne souhaitait pas que le Sobranié se pressât d'élire un nouveau prince. N'avait-elle pas tout à gagner à la

prolongation de l'état de désorganisation et de désordre auquel était vouée la nation vassale dont la soumission reposait sur des bases si fragiles ? Tant que l'anarchie régnerait dans les pays bulgares, ils seraient impuissans à secouer le joug et à revendiquer leur indépendance définitive en entraînant la Macédoine dans leur affranchissement.

La France se tient sur la réserve, soucieuse surtout de convaincre l'Europe qu'en Bulgarie comme partout ailleurs, sa politique est résolument pacifique et qu'elle s'applique à ne pas contrarier celle de la Russie, tout en prouvant qu'elle restera neutre, tant que ses intérêts en Orient ne seront pas compromis par sa neutralité.

C'est aussi la neutralité que pratique le Cabinet de Berlin, mais il incline à approuver l'action russe telle qu'elle s'est exercée. A la nouvelle de la chute du prince Alexandre, Bismarck se frotte les mains : « Sa présence en Bulgarie compromettait l'alliance des trois empereurs et il est bon qu'on l'ait sacrifié. Sans doute, le sacrifice attristera l'opinion allemande ; ce sera même pour elle une déception et un regret, car le prince Alexandre était Allemand. Cependant, il se flattait sans cesse de l'avoir oublié et comme, dans ses adieux à la principauté, il s'est affirmé comme uniquement Bulgare, c'est un compatriote auquel le gouvernement ne peut s'intéresser. »

Mais tout le monde ne pensait pas ainsi. En réponse aux duretés que la presse officieuse prodiguait au souverain dépossédé, les journaux indépendans répondaient en exprimant les regrets que leur causait le départ de « cet officier prussien placé en faction pour garder les avenues du Bosphore. » Guillaume Ier partageait ce sentiment et se montrait sévère pour l'attitude des Bulgares envers leur prince. Mais il se consolait par l'espoir que la chute de celui-ci n'exercerait aucune influence sur les affaires européennes ni sur l'alliance des trois empereurs. Le 24 août, recevant en audience de congé, au château de Babeleberg, le baron de Courcel, ambassadeur de France, qui, ayant démissionné, était venu lui présenter ses lettres de rappel, il lui donnait l'assurance que la paix ne serait pas troublée par l'affaire des Balkans.

— Lors de ma récente entrevue avec l'empereur d'Autriche, lui confiait-il, nous sommes convenus de diriger la politique de

nos deux empires dans le sens de la paix. Les dispositions de l'empereur de Russie sont les mêmes. Ce matin, j'ai reçu de lui une lettre où il me dit : « Je n'engagerai ni un de mes régimens, ni une de mes caisses dans les affaires des Balkans. »

En même temps que le vieux souverain manifestait sa confiance dans le maintien de la tranquillité européenne, il faisait exprimer au prince Alexandre « sa sympathie personnelle pour la dignité dont il avait fait preuve et pour le méritoire désintéressement de sa conduite. » Si, comme tout autorise à le croire, c'est par l'intermédiaire du kronprinz Frédéric que ce témoignage de bienveillance parvint à Alexandre de Battenberg, il dut en être profondément heureux et y voir la preuve que son abdication n'éloignait pas de lui la jeune princesse, qui, malgré Bismarck, persistait, avec l'assentiment de ses parens, à se considérer comme sa fiancée. Au surplus, cette preuve n'était pas nécessaire. Il savait qu'un accueil affectueux l'attendait dans la famille impériale et, en fait, ce fut seulement au mois d'avril 1888 qu'il fut invité à cesser d'y venir « pour le moment. »

Il n'en est pas moins vrai que, pour ne pas déplaire au gouvernement russe, le gouvernement allemand approuvait la révolution qui venait de s'accomplir à Sofia. Lorsque, au mois de décembre, on annonça à Berlin la visite prochaine des députés bulgares, Grékof, Stoïlof et Kaltchef, que le Sobranié, d'accord avec Stamboulof, envoyait dans les grandes capitales pour appeler l'intérêt des Puissances sur la Bulgarie, et leur demander de lui donner un souverain, il fut décidé que lorsqu'ils se présenteraient à la Wilhelmstrasse, ils seraient reçus par le comte Herbert de Bismarck, fils du chancelier et secrétaire d'État, et qu'il les inviterait fortement à s'entendre d'abord avec la Russie.

A ce moment, l'ambassadeur de France, M. Jules Herbette nommé à Berlin en remplacement du baron de Courcel, venait de prendre possession de son poste. Dès sa première entrevue avec le chancelier, c'est de la Bulgarie que celui-ci l'entretint.

— Vous arrivez à Berlin dans un moment où la politique est assez compliquée, lui dit-il. Les événemens de Bulgarie me préoccupent. Sans doute la Russie est fondée à revendiquer un rôle prépondérant dans ce pays qui se trouve dans le giron de son action directe, comme la Serbie dans celui de l'action de

l'Autriche-Hongrie : c'est la situation qui découle du traité de Berlin. Malheureusement, le gouvernement russe n'a su ni prévoir ni prévenir le soulèvement de la Roumélie et le Tsar n'a pu se résigner à l'atteinte portée à son autorité dans un pays arrosé du sang de ses soldats, et je ne puis dire qu'il ait eu tort. De leur côté, l'Angleterre et l'Autriche ont commis la faute de chercher à profiter de ce mouvement pour modifier à leur avantage l'équilibre des influences dans la presqu'île des Balkans. De là est venu tout le mal. Je n'hésiterai pas, pour mon compte, à soutenir cette opinion devant le Parlement si je suis appelé à parler des affaires bulgares. Mais ce que je ne pourrai faire, c'est de défendre les moyens employés par les agens du gouvernement russe pour restaurer son prestige dans la principauté. Je tiens trop à ma réputation d'homme d'affaires et d'homme d'État pour ne pas les blâmer très haut.

Et il les énumérait à grands traits, d'un accent où la raillerie le disputait à la colère, où le vinaigre se mêlait au miel et où se trahissait la satisfaction que lui causaient les fautes commises par le voisin.

Puis il continuait :

— Malheureusement, je ne trouve pas beaucoup d'écho à Saint-Pétersbourg. Cela serait sans grand inconvénient si je pouvais calmer l'irritation de nos amis de Vienne. J'y réussirais certainement s'ils n'avaient pas à compter avec la Hongrie, avec le régime parlementaire et avec la presse. Vous connaissez les passions et les ambitions qui agitent les Hongrois, je n'y insiste pas. Les difficultés qui proviennent du régime parlementaire et de la liberté de la presse ne sont pas moins graves pour le Cabinet de Vienne. Il n'est pas le seul dans cette situation. J'ai conscience que l'influence extérieure d'un pays est en raison inverse de l'immixtion de ses députés et de ses journaux. Voyez l'Angleterre : tant que tories et whigs ont admis que la politique étrangère devait rester en dehors de l'action parlementaire, elle a eu une politique étrangère. Depuis quelques années, elle est frappée d'impuissance.

Et, la voix s'élevant, le chancelier ajoutait ironiquement :

— Peut-on commettre une plus lourde bêtise que celle de Gladstone qui, par sentimentalisme, a rompu l'entente traditionnelle de son pays avec la Porte ? Quand on a la Russie pour adversaire, il faut avoir la Turquie pour alliée. Indépendam-

ment de son excellente armée, le Sultan tient les clés de la Mer-Noire par où la Russie est vulnérable. Unie à la Turquie et à l'Autriche, l'Angleterre pourrait lutter contre la Russie. Isolée comme elle l'est, il faut qu'elle se tienne tranquille. Quant à l'Autriche, elle a plus de points de contact et d'attaque contre la Russie, y compris l'élément polonais. Mais celui-ci n'est pas très sérieux. La Pologne s'est toujours agitée en temps de paix quand ses gentilshommes, ayant fait de bonnes affaires et reconstitué leur fortune, veulent se distraire; jamais en pleine guerre, c'est-à-dire en temps opportun. Je craindrais beaucoup un choc entre les deux empires, non seulement à cause de l'amitié que nous avons de part et d'autre, mais aussi dans l'intérêt de l'Allemagne. Aujourd'hui, ces guerres ne se font plus entre cinquante mille ou soixante mille hommes prenant leur temps et leurs quartiers d'hiver. Les belligérans jouent leur va-tout; la vie est complètement suspendue chez eux et jusque autour d'eux. Une guerre soit entre la Russie et l'Autriche, soit entre l'Angleterre et la France équivaudrait à une demi-guerre ou à un quart de guerre pour l'Allemagne, dont l'industrie et le commerce verraient se fermer pour un temps plus ou moins long leurs meilleurs débouchés. Tous mes efforts tendront donc au maintien de la paix, je ne dirai pas seulement par sentiment chrétien, — c'est là quelque chose d'élastique, — mais par intérêt. Mon vieux roi et son vieux serviteur veulent finir tranquillement leur existence. C'est à la politique pacifique que je me consacrerai, tant que je conserverai la confiance de l'Empereur.

Ce qu'il convient de retenir des confidences du chancelier à l'ambassadeur de la République française, c'est qu'au moment où la révolution bulgare mettait en péril la paix européenne, il était d'avis que les Puissances devaient, en affectant de s'en désintéresser, empêcher qu'elle ne s'aggravât d'une conflagration qui mettrait le monde en feu. Le maintien du *statu quo* semblait être le moyen le plus éfficace de la conjurer. Mais ce maintien que favorisaient à Sofia les agens étrangers impliquait dans une certaine mesure l'ingérence des Puissances dans les affaires bulgares. Or, c'est de cette ingérence que Stamboulof, en montant au pouvoir, voulait libérer son pays.

La politique que, dès la première heure de sa dictature, il entend suivre sans défaillance, il la formulera bien souvent

durant les années qui suivent et il est juste de reconnaître qu'elle ne variera pas dans son but. Ce but se résume en peu de mots : se dégager dans un temps plus ou moins long de la tutelle de l'Europe : « Nous ne méritons pas d'y être maintenus indéfiniment, car nous ne songeons qu'à vivre dans la paix, qu'à nous consacrer au travail et qu'à conquérir l'appui des gouvernemens étrangers. »

Tels sont les propos qu'il ne cessera de répéter en leur imprimant chaque fois un peu plus d'énergie et que, lors de sa chute, ses successeurs, parlant au nom du prince Ferdinand, s'approprieront et opposeront aux influences qui se multiplient pour peser sur leurs résolutions.

« La Bulgarie entend vivre et vivre indépendante ; elle ne veut pas servir d'instrument à l'ambition de telle ou telle Puissance. Elle a ses ambitions, ses aspirations personnelles et n'admet pas qu'il soit question, sur son territoire, de prépondérance autrichienne ou russe. Ce que nous demandons, c'est que l'Europe se montre juste envers nous comme elle l'a été pour nos voisins et qu'elle nous reconnaisse le droit à la lumière et à l'existence, auquel tout peuple qui a conscience de lui-même peut prétendre et auquel nous prétendons. »

La politique de Stamboulof à l'extérieur tient dans ces paroles. S'il ne la pratiqua pas toujours avec une modération et un à-propos qui eussent accru son autorité, si trop souvent elle fut maladroite, brutale, créa entre lui et les Cabinets européens un malaise regrettable, c'est que les malheurs de son pays l'avaient rendu méfiant et soupçonneux. Même dans un conseil désintéressé, il inclinait à voir une tentative d'encerclement et de domination.

II

Quand il s'était emparé du pouvoir, il avait trouvé la Bulgarie dans un état de désorganisation tel que, pour l'en tirer, ce n'eût pas été trop du génie d'un Richelieu ou de l'implacable volonté d'un Cromwell. Mais il ne possédait ni la haute culture de l'un, ni sa connaissance de l'Europe, ni sa souplesse et pas davantage l'hypocrite habileté et l'esprit de ruse de l'autre. Fils d'un aubergiste et tour à tour tailleur, élève de séminaire, nihiliste avéré, agent de sociétés secrètes, dépourvu d'instruction et

plus encore d'éducation, entré par surprise dans la vie publique, il devait à son contact avec les milieux d'affaires le développement de sa valeur intellectuelle. Mais ce contact n'avait pas assoupli ses formes ni humanisé son caractère. Il était resté brutal, colère, spontané, tout de premier mouvement et si fortement familiarisé avec une existence d'aventures et avec les périls qu'elle comporte qu'il s'était accoutumé à les défier, convaincu que le plus sûr moyen de conjurer les mauvais desseins d'un ennemi, c'est de lui porter les premiers coups. C'est ainsi qu'il procédera vis-à-vis de Karavélof, dont il avait été politiquement l'élève.

En dépit de leurs relations passées, il le méprisait et se défiait de lui. C'est afin de le tenir solidement dans sa main, nous l'avons dit, qu'il l'avait admis dans le conseil de régence. Mais quand il le soupçonna de comploter contre l'État, il n'hésita pas à sévir. C'était au mois de mars 1887, bien peu de temps, on le voit, après son arrivée au pouvoir. Malgré ses efforts, il n'avait pu rétablir l'ordre dans la principauté ni faire régner l'union dans la régence. Ses collègues qu'il entendait dominer le jalousaient, lui résistaient et manœuvraient pour attirer sur lui l'impopularité qu'il travaillait à attirer sur eux. Un vent de révolte soufflait à travers l'armée, menaçait d'ébranler sa fidélité. Dans le peuple on souhaitait ouvertement une dictature militaire et si grosse de périls se révélait la situation que les régens, inquiets pour leur sécurité personnelle, se faisaient garder, chacun de son côté, par des gendarmes.

Soudainement, des insurrections éclatent en même temps à Silistrie, à Lom-Palanka, à Roustchouk, à l'instigation d'officiers compromis dans le complot contre le prince Alexandre et dont quelques-uns, réfugiés en Roumanie et en Russie, étaient rentrés secrètement dans leur pays pour conspirer de nouveau. Elles furent rapidement étouffées, et la victoire resta partout à Stamboulof. Il n'était pas homme à n'en pas abuser. Sur les divers théâtres de l'insurrection, des sentences arrachées à la servilité de tribunaux terrorisés envoyèrent à la mort non seulement des révoltés, pris les armes à la main, mais des gens qui n'avaient encouru que des soupçons. Rien qu'à Silistrie, il y eut quinze condamnations capitales dont neuf furent exécutées. A Roustchouk, la justice dictatoriale ne fut pas moins rigoureuse et les coupables furent fusillés. Ce jour-là commencèrent

à s'allumer contre le dictateur les colères et les rancunes qui ne furent assouvies que sept ans plus tard, par son trépas tragique, et se forma en lui, ainsi qu'il l'a dit souvent depuis, la conviction qu'il serait assassiné.

D'ailleurs, cette crainte ne l'empêchera pas de poursuivre l'écrasement de ceux qu'il tient pour ses ennemis. Après avoir expulsé Karavélof de la régence, il le fait arrêter et avec lui divers personnages, anciens ministres ou publicistes soupçonnés d'être ses complices. Ces malheureux sont incarcérés à la Tcherna Djamia (la Mosquée Noire), prison où l'on enferme les pires malfaiteurs et placés sous la surveillance de ce major Panitza dont nous avons déjà parlé, un des héros de la révolution rouméliote et qui s'est signalé par ses atrocités pendant la guerre serbo-bulgare, véritable bandit à qui ne répugne pas le métier de bourreau et qu'en dépit de son indignité et bien qu'il l'accuse de faire porter à sa femme des bijoux volés, Stamboulof, pour se l'attacher, a nommé commandant de la place de Sofia et inspecteur de la justice militaire. Panitza se transforme en tortionnaire. Il martyrise les prisonniers placés sous sa garde. Ils sont fouettés jusqu'au sang et leur flagellation se renouvelle à plusieurs reprises. Celle de Karavélof se distingue par des raffinemens de cruauté.

Ces drames de la prison ont au dehors une répercussion bruyante. Les familles des suppliciés, leurs femmes et leurs filles, remplissent la ville de leurs gémissemens. Stamboulof refusant d'écouter leurs doléances, elles s'adressent aux agens étrangers. Ceux-ci interviennent, protestent, somment le dictateur de renoncer à ces mesures barbares. Il les laisse parler et, quand ils sont partis, il donne les ordres les plus sévères pour que rien de ce qui se passe à la Tcherna Djamia ne transpire plus au dehors.

Cependant l'Europe s'est émue aux récits des horreurs dont la prison est le théâtre. Les gouvernemens invitent leurs représentans à Sofia à prêcher à Stamboulof la modération, l'humanité, la clémence, mais ils n'indiquent pas les moyens qu'il faudrait employer pour le contraindre à suivre leurs conseils. Ils sont d'avis que, seule, la Porte, en sa qualité de Puissance suzeraine, a le droit d'exiger. Mais la Porte reste sourde, immobile et silencieuse. Ce gâchis a pour conséquence d'ébranler la confiance que le pays avait en Stamboulof. On l'accuse d'aspirer

à régner sur la Bulgarie. Il finit par comprendre la gravité des périls qui le menacent, et s'il a rêvé le pouvoir suprême, ce qui reste douteux, il y renonce. Le procès intenté à Karavélof et à ses prétendus complices se dénoue par un jugement qui les condamne à une détention à laquelle les circonstances mettront bientôt un terme, et Stamboulof se décide à redoubler d'efforts pour donner un successeur au prince Alexandre ou pour ramener celui-ci, s'il est démontré que la couronne bulgare ne tente personne.

Il semblait en effet qu'elle ne tentât personne. Les trois députés bulgares, dépêchés par Stamboulof à la recherche d'un candidat, se heurtaient partout à l'indifférence des gouvernemens, à des refus ou à des impossibilités. A Berlin et à Vienne, on ne les avait reçus qu'à titre privé. A la Wilhelmstrasse, après les avoir invités à s'entendre avec la Russie, on leur objectait qu'ils étaient sans droit pour parler au nom de la Bulgarie et que ce droit n'appartenait qu'au Sultan de Constantinople, leur suzerain. Au Ballplatz, le comte Kalnocky, qui dirigeait les affaires de la Monarchie austro-hongroise, affectait vis-à-vis d'eux une extrême réserve. Mais, à la fin de juin, on apprit qu'ils avaient enfin mis la main sur un candidat, et le nom de celui qui devait durant tant d'années faire parler de lui à son désavantage plus souvent qu'en sa faveur, ce nom était bientôt sur toutes les lèvres.

A peine est-il besoin de rappeler qu'issu d'une branche collatérale de la maison régnante de Saxe-Cobourg Gotha, et alors âgé de vingt-six ans, le prince Ferdinand descendait des Bourbons par sa mère Clémentine d'Orléans, la plus jeune fille de Louis-Philippe, roi des Français. Jusqu'au jour où il aspire à la couronne de Bulgarie, des voyages et une existence assez déréglée, qui lui vaut dans Vienne le renom d'un débauché, paraissent suffire à ses ambitions. Mais après l'abdication d'Alexandre, elles s'éveillent et se déchaînent passionnées et ardentes sous l'influence de sa mère. Elle gémit de le voir oisif, vouée à un avenir obscur et sans gloire, et de constater que ce descendant d'Henri IV et de Louis XIV, bien qu'il se glorifie de ses illustres aïeux, n'est encore autre chose que lieutenant de réserve dans la cavalerie autrichienne. Un trône est vacant, pourquoi ne l'occuperait-il pas?

Qui du fils ou de la mère s'est posé le premier cette ques-

tion? Nous l'ignorons, mais ce qui n'est pas contestable, c'est qu'ayant vu le but, ils se sont accordés pour l'atteindre. La princesse Clémentine, par sa naissance, son caractère, la dignité de sa vie au rang relativement secondaire où l'avait placée son mariage, jouissait dans les cours européennes d'une considération respectueuse et d'une influence exceptionnelle qu'elle s'était acquises en ne laissant jamais oublier qu'elle était Française et fille de roi. Il est difficile de préciser les conditions en lesquelles cette influence s'est exercée dès ce moment au profit de son fils. Mais on peut affirmer, sans craindre de se tromper, qu'elle fut le principal ouvrier de la candidature du prince Ferdinand.

Bien que le Cabinet de Vienne se soit toujours défendu d'avoir suggéré aux députés bulgares l'idée de cette candidature ou de l'avoir appuyée auprès d'eux, ses affirmations à cet égard ne peuvent être acceptées comme l'expression de la vérité, alors que l'on entend le comte Kalnocky, dès que Ferdinand de Saxe-Cobourg Gotha eut été désigné comme prétendant à la couronne bulgare, se prononcer spontanément en sa faveur.

— Il n'a pas été notre candidat, déclarait-il à un ambassadeur, nous ne l'avons pas encouragé à briguer la couronne qui lui était offerte et qu'il a cru devoir accepter; mais si son élection est régulière et comme sa personne ne soulève aucune objection, nous ne pouvons refuser notre adhésion.

Telle n'était pas l'opinion de la Russie. Son ambassadeur en France, le baron de Mohrenheim, alors en congé à Saint-Pétersbourg, télégraphiait à son chargé d'affaires à Paris que, le cas du prince de Cobourg étant illégal, le gouvernement russe ne pouvait y voir qu'une raison de plus pour ne modifier en rien son attitude. Il avait demandé à Constantinople quelle démarche comptait faire la Porte en présence de cette nouvelle infraction au traité de Berlin. Il attendait cette réponse. Mais quelle qu'elle fût, elle ne changerait pas sa détermination.

Le langage du comte de Berchen, sous-secrétaire d'État à la Wilhelmstrasse, n'était pas moins significatif :

— Cette candidature est contraire à l'article 3 du Congrès de Berlin; on peut la considérer comme mort-née.

Herbert de Bismarck renchérissait sur cette condamnation :

— La candidature Cobourg n'est prise au sérieux nulle part, et même, à Vienne, on la tient pour compromettante. Les Bul-

gares ne voudront pas d'un prince autrichien et catholique.

Mais cette prophétie était démentie, à peine émise. A la suite de pourparlers activement conduits par les députés bulgares, Ferdinand avait donné son consentement et, le 7 juillet, il était élu prince de Bulgarie par le Sobranié réuni à Tirnovo. Prévenu le même jour par un télégramme adressé au château d'Ebenthal, l'une des résidences de sa famille, il répond aussitôt que, « dès que son élection aura été approuvée par la Sublime-Porte et qu'il aura été reconnu par les Puissances, il répondra à l'appel de la nation bulgare en se rendant au milieu d'elle. » C'était promettre plus qu'il ne pouvait tenir, car s'il était assuré de l'adhésion de la Turquie que sa déclaration de vassal devait forcément lui rendre favorable, il ne pouvait mettre en doute le refus de la Russie de le reconnaître et, par voie de conséquence, celui des autres gouvernemens, qui ne voudraient pas entrer en conflit, à cause de lui, avec le Cabinet de Saint-Pétersbourg. Dans les chancelleries, on était convaincu que son acceptation serait sans effet. Mais, le 16 juillet, en recevant la députation du Sobranié, venue pour lui rendre hommage, il exprimait l'espoir de justifier la confiance de la Sublime-Porte « et de reconquérir avec le temps la sympathie de la Russie à qui la Bulgarie doit son émancipation. »

On voit ici se trahir son esprit de ruse. Dans sa première réponse dictée par le Cabinet de Vienne, il n'avait accepté que sous condition; dans la seconde, il n'est plus question de la reconnaissance des Puissances, comme s'il était résolu à s'en passer et persuadé d'ailleurs que, devant le fait accompli, elles ne la lui refuseraient pas. A Sofia, on partageait cette conviction; elle se manifesta par des démonstrations populaires; on pavoisa, on illumina, le ministre des Affaires étrangères Natchowitz partit pour Vienne en emportant, à destination du nouveau souverain, un uniforme de chef de l'armée bulgare et un autre uniforme pour un aide de camp. Mais, en arrivant dans la capitale, et avant d'avoir vu le prince, il était averti que décidément l'élu du Sobranié refusait de régner.

En l'abordant, il le trouva en proie à des hésitations inattendues. Il s'était ému, ou du moins feignait-il de l'être, des remontrances entendues au Ballplatz, où on lui avait reproché de n'avoir pas suivi les conseils du gouvernement austro-hongrois. On serait donc disposé à croire qu'il n'osait passer

outre, si d'autre part on n'était autorisé à conclure de sa conduite ultérieure que son parti était déjà pris et que ses perplexités apparentes n'étaient qu'une comédie.

Nous avons sous les yeux un rapport diplomatique daté de Vienne le 29 juillet, qu'il y a lieu de reproduire ici, non pas seulement parce qu'il éclaire quelque peu les obscurités de l'âme tortueuse du futur prince de Bulgarie, mais encore parce qu'il nous montre ce qu'on pensait de lui dans la société viennoise et combien peu il y était considéré.

« L'Autriche avais pris en main la candidature de Ferdinand, et maintenant elle lui donne beaucoup de soucis. On se plaint de lui dans les sphères compétentes, de ses incorrections, de ses imprudences, de son manque de docilité aux conseils. Entouré de reporters, il parle à tort et à travers et, en voulant contenter tout le monde, il ne donne satisfaction à personne. Ce que le Cabinet de Vienne aurait voulu obtenir de lui, c'est qu'il continuât à être l'élu du Sobranié et que, fidèle à sa déclaration d'Ebenthal, il attendît à Vienne l'issue des négociations engagées par la Porte. Ces négociations, il est vrai, n'avaient aucune chance d'aboutir, étant donné le *veto* absolu de la Russie. Mais elles pouvaient traîner un certain temps, prolonger le *statu quo*, concilier au jeune prince la faveur précieuse du Sultan et, en attendant, le trône de Bulgarie ne serait ni renversé ni occupé par un autre. C'est là le conseil donné par le Ballplatz au prince Ferdinand et, sans doute aussi, il a promis de s'y conformer. Mais voici les députés bulgares qui l'accusent de pusillanimité, de trahison; il s'excuse, se dément, s'embrouille dans ses explications et se compromet chaque jour davantage. On croit cependant au ministère qu'il ne poussera pas l'imprudence jusqu'à partir pour Sofia. Il l'affirme et cependant on dit qu'il y est attendu. Tout est contradiction dans sa conduite et dans ses dires et Kalnocky regrette de s'être adressé à ce jeune homme ridicule et fat, à ce prince qui ne sait ni commander son peloton de Honved, ni monter à cheval, qui n'a rien de ce qu'il faut pour le rôle qu'il a étourdiment accepté et qui répondait à quelqu'un qui s'étonnait qu'il se fût lancé dans cette aventure : — Cela m'amuse. »

Le rapport qui vient d'être reproduit contient toute la genèse de la candidature Cobourg et, après l'avoir lu, on ne s'étonne pas d'apprendre que, le 7 août, dans la matinée, Ferdinand

quittait le château d'Ebenthal et se mettait en route pour la Bulgarie. Un blâme général salua son départ. Un journal, organe officieux de la cour de Vienne, disait dédaigneusement : « Nous assistons à une aventure privée qui ne regarde que le prince de Saxe-Cobourg-Gotha. » On lit dans un autre : « Il se rend à Sofia par sa volonté, à ses propres risques, sans aucun encouragement des Puissances et sans la consécration de la Porte. Il agit en contradiction avec le traité de Berlin et son entreprise est bien hasardée. »

Le mécontentement de François-Joseph se manifesta autrement que par des paroles. Un grand seigneur hongrois, que Ferdinand voulait emmener avec lui, se vit refuser par l'Empereur l'autorisation de partir qu'il avait cru devoir solliciter. Plusieurs jeunes officiers qui suivaient son exemple furent arrêtés à la frontière et renvoyés dans leur garnison. Mais ce désaveu n'était qu'une façade. Au fond, l'Autriche était enchantée d'avoir un homme à elle sur le trône bulgare. Bientôt, tout en affectant de ne pas sortir de la ligue des Puissances, elle le soutiendra sous main et s'efforcera de débarrasser de tous les obstacles la route sur laquelle il s'est engagé. Un diplomate originaire de Hongrie, encore peu connu dans les chancelleries, mais dont, au Ballplatz, on apprécie l'habileté et qui devait, à la veille de la guerre actuelle, jouer dans son pays un rôle néfaste, le baron de Burian, est envoyé à Sofia muni d'instructions qui sont plutôt favorables au prince. Quant à Bismarck, il continue à feindre l'indifférence et à déclarer que les trois empereurs étant d'accord, la paix dans les Balkans ne sera pas troublée. Il invite l'agent d'Allemagne à Sofia à traiter le prince Ferdinand « comme un lieutenant autrichien en voyage. »

Le discrédit dont le prince est ainsi frappé prend un caractère uniforme et définitif, dès qu'on le sait en chemin. Le 18 août, les agens étrangers en Bulgarie et en Roumélie orientale reçoivent l'ordre de ne pas aller le saluer, de n'avoir avec lui ni relations officielles, ni relations officieuses et de ne voir ses ministres que pour les affaires urgentes. Ils devront refuser toutes les invitations et s'abstenir de toutes visites. L'agent français est même autorisé à prendre un congé illimité, s'il le juge nécessaire ; il devra seulement déclarer aux ministres qu'il les rend responsables des dommages qui seraient en son absence causés à nos nationaux. En définitive, si le prince entre en

Bulgarie avec l'adhésion de partisans assez nombreux pour créer un gouvernement, il faut le traiter comme un gouvernement de fait en évitant toute démarche qui pourrait être interprétée comme une reconnaissance de sa légalité.

Quoique prévenu, au moment de quitter Vienne, des mesures d'ostracisme dont il va être l'objet de la part des Puissances, Ferdinand n'en poursuit pas moins sa route vers la Bulgarie où il est annoncé et attendu. Le 11 août, les régens qui se sont rendus à Roustchouk pour se porter par le Danube au-devant du souverain qu'ils doivent rencontrer à Lom-Palanka sont prévenus que son itinéraire est changé et que, de Widdin, où il a débarqué, il se dirige vers Sofia par Sistovo et Tirnovo, en évitant Roustchouk et Philippopoli où il devait d'abord s'arrêter. En débarquant, il lance un manifeste au peuple bulgare, sa première manifestation de prince régnant, laquelle est saluée à Sofia par un *Te Deum* chanté à la cathédrale. Le 16, il est à Tirnovo où il prend officiellement contact avec Stamboulof et où la grande Assemblée reçoit son serment. A cette séance solennelle, les agens étrangers, bien qu'invités pour la forme, ne se montrent pas. Mais personne ne songe à en prendre ombrage. Le ministre des Affaires étrangères leur a dit :

— Il nous suffit que vous ne vous éloigniez pas, et tout ce que nous vous demandons, c'est de nous ignorer.

Enfin, le 23 août, à sept heures du soir, le prince fait son entrée dans sa capitale. Il est dit dans un rapport diplomatique : « L'événement a excité plus de curiosité que d'enthousiasme. » Il est certain qu'en dépit des efforts de Stamboulof pour faire croire à Ferdinand qu'il était déjà populaire, l'accueil avait été plutôt réfrigérant. Les partisans de la Russie s'agitaient et pour l'instant faisaient cause commune avec ceux qui, restés fidèles au souvenir du prince Alexandre, avaient espéré son retour. Le même soir, un dîner de gala réunissait autour du nouveau souverain les officiers de la garnison. On remarqua que le fameux major Panitza n'avait pas été invité. On crut d'abord que Ferdinand avait voulu manifester ainsi la répulsion que lui inspirait le passé de ce personnage méprisable et méprisé. Mais on sut bientôt qu'il l'avait mandé et « reçu avec cordialité. » Lorsque, à la fin de cette journée du 23 août, la première de son règne, le prince de Bulgarie se trouva seul, il pouvait se dire qu'il avait atteint son but.

Mais ce n'était pas tout d'avoir conquis une couronne, il fallait maintenant la conserver, non seulement la conserver, mais y ajouter de nouveaux fleurons. Peut-être appelait-il le jour où il pourrait la transformer en un diadème impérial. N'avait-il pas déjà confié à sa mère que ses ambitions ne seraient satisfaites que lorsqu'il aurait été sacré à Sainte-Sophie de Constantinople, empereur d'Orient? Toutefois, cette perspective dont, un peu plus tard, il devait faire la confidence à son oncle le duc d'Aumale, n'était qu'un rêve, un rêve qui ne pouvait devenir une réalité qu'avec le temps, alors que la réalité qui s'imposait immédiatement à lui le mettait aux prises avec les difficultés du gouvernement et avec la nécessité de les résoudre.

Elles étaient nombreuses et lourdes. Un pays déchiré par les factions, une population sans expérience de la politique, composée de moutons de Panurge, jouet de quelques hommes, qui se disputent le pouvoir au nom de doctrines vagues et confuses faites pour entretenir le désordre matériel et moral, chefs sans soldats qui, pour se former une armée parmi cette foule l'ont asservie et exploitent sans vergogne son ignorance et sa crédulité; ce pays, toujours menacé par l'ingérence étrangère, divisé en plusieurs partis sans qu'aucun d'eux puisse se flatter de posséder une majorité, ni même le pouvoir de vaincre l'anarchie qui, sous la régence, a fait de tous côtés de rapides progrès, tel est en résumé le tableau des écueils à travers lesquels le prince Ferdinand devra naviguer.

Mais ce qui est plus grave, c'est que, pour se diriger sur cette mer qui lui est encore inconnue, il a besoin d'un pilote, lequel ne peut être que ce Stamboulof, l'homme auquel il doit la couronne et qui, devenu, depuis le départ du prince Alexandre, le maître tout-puissant de la Bulgarie, y gouverne en dictateur. Investi de la confiance de Ferdinand, que celui-ci ne saurait lui refuser sous peine de s'en faire un ennemi mortel, Stamboulof, en cas de dissentiment avec le prince sur une question grave, voudra-t-il incliner son pouvoir, et, s'il s'y refuse, si néanmoins le prince persiste, ne sera-ce pas le conflit, un conflit dont personne ne saurait prévoir les suites?

Cette question, Ferdinand avait dû se la poser dès ses premiers entretiens avec Stamboulof, lorsque, après avoir reçu la démission de la régence, il eut à conférer avec lui en vue de la

formation d'un ministère. Comment aurait-il pu se dissimuler les périls de sa situation en entendant Stamboulof exposer ses idées, ses projets, ses volontés, en des termes dont la correction et la déférence n'affaiblissaient pas l'énergie, en y mettant l'accent d'un homme qui vient de gouverner son pays dans des circonstances critiques, et par la manière dont il l'a gouverné, s'est acquis des droits à sa reconnaissance?

Mais Ferdinand n'est pas embarrassé pour si peu. S'il est contraint de subir la dictature ministérielle, il la subira aussi longtemps qu'il faudra, attendant l'heure où il pourra s'y soustraire, étudiant son terrain, se familiarisant avec la langue de ses sujets, se créant des relations parmi eux, et essayant de s'attacher l'armée sur laquelle il compte pour hâter sa délivrance.

Élu prince de Bulgarie, il est naturel qu'il veuille être le maître dans sa principauté et qu'il aspire à se débarrasser de Stamboulof au moment où il lui sera démontré que la collaboration du personnage ne lui est plus nécessaire. Mais ce n'est pas encore le cas, et huit années s'écouleront avant qu'il puisse s'emparer de la totalité du pouvoir dont, jusque là, Stamboulof ne lui abandonne que des lambeaux. Ce n'est qu'à partir de 1894 qu'il gouvernera seul et que sa personnalité s'affirmera, avec d'éminentes qualités de comédien, un don excessif de dissimulation, un extraordinaire raffinement de duplicité, une dureté envers les inférieurs, qui n'est égalée que par sa souplesse envers les puissans, signes révélateurs d'un caractère antipathique.

Le 1er septembre, les régens et leurs ministres étaient démissionnaires et, à la demande du prince, Stamboulof formait un nouveau Cabinet. Il en avait pris la présidence et s'était adjugé le portefeuille de l'Intérieur. Son beau-frère Moutkourof était à la Guerre, Jetkof à l'Instruction publique, Stoïlof à la Justice, Natchowitz aux Finances et Stronski aux Affaires étrangères. Par la suite, il ne sera pas toujours aussi heureux dans ses choix, certains de ses collaborateurs ne lui seront pas aussi utiles que ceux-ci; c'est que Ferdinand, s'efforçant d'appliquer la formule: diviser pour régner, aura semé la division dans le groupe ministériel et y aura trouvé des armes pour se défendre contre les menées du dictateur.

III

Tandis que s'organisait ainsi le gouvernement princier, l'Europe assistait indifférente en apparence à ces incidens, conservant l'attitude qu'elle avait prise dès le début contre Ferdinand, mais sans rien y ajouter de plus menaçant pour son gouvernement. C'était une attitude boudeuse et de mauvaise humeur qui n'empêcherait pas ce gouvernement de durer, tant qu'elle garderait sa forme actuelle, et il semblait bien que les Puissances ne fussent pas disposées à lui en imprimer une autre. La Russie, résolue à ne pas agir elle-même, adjurait la Porte d'exiger le départ du jeune prince. Mais, outre que la Porte était hors d'état de vaincre et de punir la rébellion d'une province vassale, elle ne souhaitait pas le renvoi d'un homme qui, en ceignant la couronne, s'était déclaré son tributaire, et il ne lui déplaisait pas de laisser dans l'embarras ceux qui l'avaient dépouillée. Partout, on criait bien haut que Ferdinand de Cobourg ne pouvait rester en Bulgarie, qu'il devait s'éloigner, mais personne n'indiquait le moyen de l'y contraindre, et lui-même, convaincu qu'aucune Puissance ne prendrait les armes contre lui, laissait couler ce torrent de paroles, assuré de n'être pas emporté tant qu'il pourrait s'appuyer sur le peuple bulgare, dont la présence de Stamboulof à la tête de son gouvernement lui garantissait la soumission, et parmi lequel les manifestations hostiles dont il était l'objet de la part de l'Europe augmenteraient sa popularité.

Loin de s'inquiéter de ces manifestations, il les utilisait comme un moyen de défense, laissant entendre que la croisade qui le menaçait, dirigée contre la Bulgarie, visait derrière elle tous les États balkaniques. Aussi fait-il appel à leur solidarité. Au commencement du mois de janvier 1888, il prodigue ses avances à la Roumanie, il convoque l'agent serbe et l'agent hellénique. Il confie au premier qu'il est prêt à conclure un traité d'alliance avec la Serbie, et qu'il tend la main au roi Milan. Il dit au second :

— Je vous parle dans un moment solennel. J'attends d'un moment à l'autre une note collective des Puissances m'engageant à me retirer. Je suis résolu à résister, et je suis assuré du dévouement absolu de mes ministres et de mon armée.

— Votre Altesse royale m'étonne beaucoup, monseigneur, en attribuant un tel dessein aux Puissances, objecte Ranghabé, le ministre hellène. Je ne crois pas qu'elles aient cette intention.

Mais Ferdinand persiste dans son dire.

— Je suis bien informé, déclare-t-il. En tout cas, je compte sur la Grèce.

Il sait bien que le péril qu'il signale n'existe pas. D'Autriche, d'Italie, de Belgique, d'Angleterre même, il est averti secrètement que l'Europe n'entreprendra rien contre lui. Mais il trouve bon d'exciter le chauvinisme bulgare pour s'assurer dans le Sobranié une majorité favorable aux propositions de ses ministres.

Sur ces entrefaites, la princesse Clémentine de Cobourg arrivait à Sofia, afin d'y passer quelques semaines auprès de son fils et de lui apporter l'appui de sa présence. Elle préludait ainsi aux nombreux séjours qu'elle devait faire par la suite dans la principauté, ayant à cœur de prouver aux sujets de ce fils chéri qu'elle ne se lasserait jamais de l'assister de ses conseils et de son expérience. Les ministres allèrent la recevoir à la frontière, tandis que Ferdinand l'attendait à Slivnitza. Elle fit à Sofia une entrée solennelle, les troupes formant la haie de la gare au palais. Le spectacle de cette fille de roi, issue de la plus illustre race du monde, assise à côté du souverain, souriant à la foule qui les acclamait, valut peut-être au prince ce jour-là un regain de popularité. Mais il ne le réconcilia pas avec l'Europe. Les membres du corps diplomatique étranger ayant été prévenus que la princesse avait exprimé le désir de les recevoir, les uns refusèrent de se rendre à cet appel dans la crainte d'être blâmés par leur gouvernement; ceux qui s'y rendirent le firent à titre privé et en redingote, bien qu'on leur eût formellement demandé de se présenter en uniforme.

Quelque pénibles que fussent des incidens de cette nature, Ferdinand ne s'en inquiétait pas. Il se savait secrètement soutenu par l'Autriche. Le Ballplatz ne se prononçait pas en sa faveur, mais, avec son astuce accoutumée, il paralysait les tentatives russes et encourageait sous main l'inaction de la Turquie. « Nous ne repoussons pas en principe, disait Kalnocky, l'idée d'une démarche collective des Puissances en vue de proclamer l'illégalité du pouvoir du prince de Cobourg. Mais avant

de nous y associer, nous demandons qu'il soit répondu aux deux questions suivantes : Que fera-t-on si, comme c'est probable, il refuse de se soumettre? S'il se soumet, que fera-t-on pour gouverner la principauté ? » Aucun gouvernement ne voulant prendre les armes pour détrôner le successeur d'Alexandre de Battenberg, les deux questions étaient condamnées à rester insolubles. Ferdinand de Cobourg pouvait dormir tranquille: il n'avait rien à redouter des Puissances.

La gravité des questions intérieures ne lui permettait pas de les envisager avec la même sérénité. Son éducation, ses goûts le portaient du côté des conservateurs, parmi lesquels figuraient des hommes tels que Stoïlof et Grécof appartenant à l'élite sociale bulgare; c'est sur eux qu'il eût voulu s'appuyer. Mais, toutes ses tentatives pour s'assurer leur concours étaient contrecarrées et déjouées par Stamboulof, résolu à ne laisser arriver au pouvoir que des hommes à sa dévotion. Les efforts de Ferdinand pour se gagner la faveur de l'armée où il comptait déjà quelques amis subissaient le même sort. Le dictateur repoussait systématiquement les projets de réorganisation militaire, dont il n'avait pas eu l'initiative.

Cinq mois de règne et un voyage dans la principauté en compagnie de la Princesse mère ayant donné à Ferdinand l'illusion d'une popularité qui n'existait pas, il se crut un jour assez fort pour manifester une volonté et formuler des exigences. Il invita le dictateur à procéder dans les états-majors de l'armée à des changemens de personnes qui lui auraient permis d'exercer sur les soldats un pouvoir sans contrôle. Stamboulof lui répondit par un refus formel, ne voulant pas le laisser devenir le maître tout-puissant de l'armée. Comme le prince insistait, le dictateur répliqua :

— Si vous passez outre à l'avis de vos ministres, Monseigneur, le Cabinet tout entier se retirera, et si vous appelez vos amis pour le remplacer, ce sera fini pour vous à la prochaine session. N'oubliez pas que j'ai la majorité dans le Sobranié.

A la même époque, Stamboulof, ayant soumis à l'agrément du prince un projet d'amnistie en faveur des auteurs de la Révolution du 21 avril 1886 qui avait renversé Alexandre de Battenberg, Ferdinand lui demanda d'y comprendre un certain major Popof, précédemment condamné pour concussion, et auquel néanmoins il s'intéressait. Le dictateur commença par

déclarer que la mesure était impossible. Mais, sur les instances du prince, il finit par céder.

— Je ne veux pas vous refuser, Monseigneur, fit-il sèchement ; mais il ne faudrait pas recommencer.

Le lendemain, dans un cercle intime, il se vantait d'avoir donné cette leçon à son souverain, et il ajoutait railleusement :

— C'est un enfant capricieux.

La presse ministérielle aggravait ces faits en les soulignant par ses remontrances et ses avertissemens. Elle faisait remarquer que les conservateurs n'étaient qu'un état-major sans soldats dans le pays et que le droit de changer les ministres n'appartenait qu'à la Chambre : là, Stamboulof était le maître.

« Ferdinand, écrivait-on de Sofia, a besoin de Stamboulof dont la chute rendrait sa position plus précaire. Il est sans attaches et sans sympathies dans le pays. Son genre de vie efféminé, le cérémonial d'un autre âge dont il s'entoure tranchent avec la simplicité et les goûts essentiellement militaires qui distinguaient son prédécesseur le prince Alexandre et sont en opposition avec les mœurs encore rudes et démocratiques des Bulgares. »

Il régnait depuis deux ans lorsque était formulé ce jugement. En se soumettant à Stamboulof, il avait gagné du temps, tourné bien des difficultés, familiarisé les Puissances avec l'idée qu'il resterait en Bulgarie et qu'elles seraient obligées tôt ou tard de le reconnaître. Recourir à des prodiges de ruse pour vivre en harmonie avec le dictateur, était-ce payer trop cher les résultats qu'il pouvait considérer comme acquis au moment où s'achevait l'année 1889 ?

Une course en Autriche venait de lui assurer de sérieux avantages. La Bulgarie avait pu contracter un emprunt, le faire coter aux bourses de Vienne et de Pesth et faire accepter par les usines autrichiennes une commande de 60 000 fusils. Enfin, devant les Délégations, l'empereur François-Joseph avait parlé de la nation bulgare en termes si bienveillans que, malgré leur brièveté, on pouvait les interpréter comme une promesse. Aussi Ferdinand de Cobourg se montrait-il de plus en plus confiant. Lorsque dans son entourage intime quelques pessimistes agitaient devant lui le spectre des exigences que, d'après eux, les Puissances formuleraient bientôt pour l'obliger à déposer sa couronne, il levait les épaules et s'écriait :

— Allons donc ! je suis à moitié reconnu.

C'était vrai, mais personne n'osait encore le lui dire officiellement. Au mois de janvier 1891, on constate que les représentans de l'Autriche, de l'Angleterre et de la Turquie sont entrés peu à peu en relations intimes avec la Cour, mais à titre privé. Ils demandent qu'il ne soit pas fait dans les journaux mention de leurs visites. Toutes les Puissances sont d'accord pour éviter de froisser la Russie, alors surtout que, à tort ou à raison, elle accuse la Bulgarie, par l'intermédiaire du consul d'Allemagne, de donner asile à des nihilistes et des emplois comme professeurs à quelques-uns d'entre eux.

Entre temps, la politique de Stamboulof, son despotisme, ses procédés de gouvernement, ses rigueurs implacables contre les artisans de désordres, la haine de ses ennemis et enfin la nécessité qui s'imposait à lui de se défendre contre leurs entreprises avaient ouvert en Bulgarie une période sombre et tragique. Sous le règne d'Alexandre de Battenberg, bien que la paix publique eût été parfois troublée par les dissentimens des partis, et qu'il se fût dénoué par une révolution, le sang des sujets bulgares n'avait pas été répandu par la main du bourreau ; ce n'est que sur les champs de bataille qu'il avait coulé. Depuis que Stamboulof était devenu le maître, il en était autrement. Le souvenir des sentences de mort prononcées contre les conspirateurs de 1887 entretenait parmi les agitateurs une soif de vengeances dont la multiplicité des complots, des rumeurs alarmantes et des menaces anonymes adressées au ministre révélait l'intensité.

Il ne se méprenait pas quant à la gravité des périls auxquels il était exposé. Pour les conjurer, il ne négligeait aucune précaution. « Je suis allé le voir, écrit un membre du corps consulaire, mais, pour arriver jusqu'à lui, j'ai dû franchir un cordon de gendarmes et de policiers. Il était assis à sa table de travail, un revolver devant lui et une carabine à portée de sa main. » Dans une autre lettre datée de l'été de 1891, on raconte qu'en partant pour Tirnovo où il se propose de passer la belle saison, il a annoncé qu'il ne rentrera pas avant janvier. « A Sofia, il vit dans la crainte des assassins, enfermé dans sa maison, entouré de gardes du corps, le revolver au poing ; il sort rarement et toujours escorté de huit gendarmes, tandis qu'à Tirnovo, il se sent moins haï ; loin de toute grande ligne de communication il est plus en sûreté. »

Vers le même temps, on l'entend déclarer qu'il ne peut se garder du poignard des assassins qu'en se maintenant au pouvoir ; il ajoute :

— Quand je tomberai, si je réussis à fuir sain et sauf à l'étranger, j'y serai poursuivi par mes ennemis et je n'échapperai pas à leur vengeance.

Il ne se faisait donc pas illusion sur le sort qui l'attendait. Mais plus se fortifiait sa conviction à cet égard, plus il devenait impitoyable envers ses adversaires, envers quiconque était soupçonné de vouloir le renverser. C'est ainsi que, dans la nuit du 2 au 3 février 1890, averti par une dénonciation des allées et venues du major Panitza, inspecteur de la justice militaire, tendant à faire croire que ce personnage préparait un mauvais coup, il l'avait fait arrêter à son domicile. Il s'y était ensuite transporté, afin d'y perquisitionner, ne voulant laisser à personne le soin d'instruire cette affaire. Les papiers saisis chez Panitza, et ses aveux ne laissaient aucun doute sur ses menées révolutionnaires. Le prince alors en voyage devait être appréhendé en rentrant à Sofia et les ministres avec lui. Comme l'accusé reconnaissait qu'il avait compté sur le concours d'une partie de la garnison et de plusieurs civils, vingt personnes, soupçonnées de s'être engagées à le seconder étaient arrêtées quelques heures après lui, parmi lesquelles plusieurs officiers, et le préfet de police lui-même qu'on relâchait ensuite, faute de preuves, mais en ne lui laissant qu'une apparence d'autorité.

Nature de brigand et d'aventurier, perdu de dettes et chargé de crimes, Panitza ne méritait guère qu'on s'apitoyât sur son sort ; on ne peut donc blâmer Stamboulof d'avoir voulu faire un exemple dans sa personne, en le traduisant en cour martiale ainsi que ses complices afin de terroriser ceux qui seraient tentés de l'imiter. Mais toujours fougueux, emporté, intraitable dans ses résolutions, il commit la faute, après avoir livré le coupable à ses juges, de ne pas l'abandonner à son sort et de prétendre leur dicter la sentence. Par peur ou par conviction, ils étaient disposés à une indulgence relative, alléguant la fragilité des preuves qu'il invoquait pour établir que Panitza, soudoyé par un gouvernement étranger, avait voulu la mort du ministre ; mais cette modération indignait Stamboulof.

— Dans un procès tel que celui-ci, disait-il, on ne doit pas juger d'après les faits et d'après les preuves matérielles, mais

d'après les considérations politiques et la conviction morale.

Influencée par l'activité et le caractère impérieux de l'intervention de Stamboulof, la cour martiale ne résista pas, et Panitza fut condamné à subir la peine capitale. Il se pourvut en cassation, mais la Cour confirma l'arrêt des premiers juges. Alors les démarches en sa faveur, commencées par sa famille, se multiplièrent pour obtenir de Ferdinand qu'il usât de son droit de grâce. Le prince s'y refusa et, pour se soustraire aux sollicitations, il quitta Sofia à la veille du jour fixé pour l'exécution. Stamboulof partit derrière lui, après avoir fermé sa porte à divers membres du corps diplomatique qui, cédant aux supplications de la femme du condamné, avaient tenté de sauver sa tête. Le 28 juin, Panitza périssait fusillé, sans qu'on lui eût permis d'embrasser sa famille, témoignage d'inhumanité qui acheva de faire de Stamboulof un objet d'horreur pour la majeure partie de la population de Sofia.

Cet acte de cruauté eut une autre conséquence, et celle-là bien autrement grave pour le dictateur. Le nombre s'accrut des révolutionnaires qui déjà s'étaient promis de venger les morts, leur exaspération ne connut plus de bornes, et les plus violens d'entre eux se jurèrent que le tyran tomberait sous leurs coups.

Plus redouté qu'aimé, il ne comptait d'appuis dévoués que parmi les courtisans qui avaient associé leur fortune à la sienne et attendaient tout de lui; vis-à-vis de la majorité de ses concitoyens, il était plus puissant par la terreur qu'il inspirait que par des services qui ne pouvaient être contestés. Ce n'était pas assez pour tenir en échec ses ennemis et les paralyser. Le 27 mars 1891, on eut la preuve que, loin de désarmer, ils étaient plus que jamais résolus à recourir au crime pour assouvir la haine dont ils étaient animés.

Dans la soirée de ce jour, vers huit heures, Stamboulof sortait de chez le prince et rentrait chez lui, accompagné de son collègue Beltchev, ministre des Finances, lorsque, arrivé devant le jardin municipal qui fait face au palais, il vit surgir quatre individus armés de revolvers. Beltchev était un homme inoffensif, à qui on ne connaissait pas d'ennemis et, certainement, ce n'est pas à lui que les agresseurs en voulaient. Mais la nuit était venue, l'obscurité voilait les visages, et les assassins se trompant tirèrent trois coups sur le malheureux Beltchev, qui

tomba foudroyé, tandis que Stamboulof s'effaçait et prenait la fuite en appelant du secours. Du palais et des maisons voisines, on accourait; on se pressait autour du ministre assassiné dont on ne pouvait que constater le décès. Quant aux auteurs de ce forfait, ils avaient disparu, ils devaient rester introuvables. Personne ne mit en doute qu'ils étaient l'instrument des amis du major Panitza. Mais c'est un innocent qu'ils avaient frappé, et non celui qu'ils voulaient atteindre. Dès le lendemain, on disait de toutes parts qu'ils recommenceraient. Ce meurtre en effet ouvrait la série des attentats qui furent commis, durant les années suivantes, contre les politiciens bulgares et qui fauchèrent tour à tour le docteur Voulkovitch, ministre de Bulgarie à Constantinople, partisan farouche de Stamboulof, Stamboulof lui-même, après lui, son ami Petkof, ancien maire de Sofia, voire d'autres personnages plus obscurs, y compris un certain Tufekchief auquel on imputait la mort du dictateur. A travers ces souvenirs, la Bulgarie apparaît comme la terre classique de l'assassinat.

Cependant, le soir même de la mort de Beltchev, la police et la justice intervenaient sur l'ordre du premier ministre et commençaient une enquête en vue de découvrir les coupables. Mais comment les découvrir, alors que personne ne les avait aperçus et que sur le théâtre du crime rien n'était resté qui permît d'établir leur identité? On voit alors Stamboulof, qui se sent de plus en plus menacé, s'exaspérer de l'impuissance de ses agens, prendre lui-même la direction de l'enquête judiciaire et aboutir à cette conclusion que les assassins ont été soudoyés par la Russie et la Serbie. Karavélof, l'ancien ministre auquel Stamboulof reproche ses opinions russophiles, est arrêté de nouveau, bien qu'il soit invraisemblable que, naguère victime de la cruauté de Panitza, il ait voulu venger sa mort. Avec lui plusieurs députés de l'opposition sont incarcérés; on raconte qu'ils ont été soumis à la torture. Une surveillance rigoureuse est exercée autour du consul serbe, et une prime de vingt mille francs est offerte au bon citoyen qui dénoncera les coupables. La rage du dictateur va si loin qu'ayant appris que les femmes des prisonniers ont adressé à l'agent d'Italie une requête dénonçant les traitemens barbares dont leurs maris sont l'objet, il les traduit devant le tribunal criminel en donnant l'ordre à l'accusateur public de requérir contre elles la peine de mort pour

avoir provoqué contre le gouvernement une intervention étrangère. A cette mesure odieuse les juges répondirent en prononçant l'acquittement des trois femmes.

Les accusés renvoyés en cour martiale comme auteurs responsables de la mort de Beltchev, furent moins heureux. Leur procès se dénoua par douze condamnations, dont quatre à mort, une par contumace. Karavélof, contre lequel aucune charge n'avait été relevée, fut néanmoins frappé de cinq années de prison pour s'être déclaré l'adversaire du gouvernement. Une fois de plus, Stamboulof affirmait son autorité. Mais les assassins de Beltchev restaient impunis, et leur impunité ne pouvait qu'exciter leur audace.

Sollicités de s'entremettre pour obtenir des commutations de peine, les agens des Puissances se divisèrent. Après avoir essayé d'un timide plaidoyer, le baron de Vainzenheim, consul d'Allemagne, chargé des intérêts de la Russie, reçut de sa Cour l'ordre de ne pas insister. Derniq, consul de la Grande-Bretagne, et le baron de Burian, représentant de l'Autriche, refusèrent d'intervenir, en objectant qu'il fallait en finir avec les agitateurs. Le comte de Sonnaz, ministre d'Italie, émit l'avis qu'il n'avait pas été produit contre Karavélof de présomptions suffisant à justifier sa condamnation et conseilla la clémence, appuyé par le gérant du commissariat ottoman, et par les agens de Belgique, de Roumanie, de Grèce et de Serbie; le consul de France n'avait pas été sollicité.

Ces démarches furent vaines. Stamboulof se flattait, en cette circonstance, d'être d'accord avec la majorité du pays, qu'avait justement indigné la mort de l'honnête homme qu'était Beltchev. Il convient d'ailleurs de reconnaître que le dénouement du procès, accueilli avec calme même dans l'armée, avait ramené au dictateur une partie de l'opinion, qui précédemment paraissait lui être hostile. Son patriotisme n'était ni contestable ni contesté. On le savait possédé de la passion de l'indépendance nationale et convaincu que le gouvernement, tel qu'il l'avait constitué, avec le prince sous son autorité, était le seul qui convînt à l'état actuel de la Bulgarie; on ne le désapprouvait pas de tenir pour criminel quiconque voulait y toucher.

Il ne semble pas que les menaces dont Stamboulof était l'objet eussent visé le prince Ferdinand. On lui reprochait de n'avoir pas commué la peine du condamné. Mais on lui tenait

compte de son impuissance à secouer le joug sous lequel il était asservi et des difficultés au milieu desquelles il se débattait pour conserver une apparence de pouvoir, alors que, pour toutes les choses importantes où il eût voulu faire acte de souverain, sa volonté devait plier devant celle du dictateur. Cependant, dans son entourage intime, on regrettait qu'il se fût appuyé exclusivement sur cet homme contre qui grondaient tant de haines.

On le suppliait de l'éloigner.

— Il vous compromet, lui disait-on, et vous expose aux ressentimens dont il est l'objet. Renvoyez-le, et le pays vous bénira.

Mais il dédaignait de répondre aux avertissemens qui lui venaient de divers côtés et qui témoignaient, il est vrai, chez ceux qui les prodiguaient, d'une ignorance complète de l'état des partis en Bulgarie ; il se taisait et se réservait, jugeant que son heure n'était pas venue.

La fidélité qu'il gardait à son ministre tenait encore à une autre cause. Les menaces de mort qu'à toute heure recevait celui-ci, avaient impressionné le jeune souverain. La peur de l'assassinat est contagieuse. Elle l'était tout particulièrement chez ce prince, dont la pusillanimité devant le danger avait été remarquée par la plupart des gens qui l'approchaient. Ne disait-on pas déjà de lui qu'il ne brillait pas par le courage ? Enclin à un mysticisme maladif, mélangé de fatalisme, superstitieux comme Louis XI, il commençait à se révéler tel qu'il se montrera plus tard, dominé par la crainte de périr victime de quelque bandit. On l'entendra dire alors :

— Vous verrez que je périrai massacré et que je n'aurai pas même un prêtre pour m'assister à mon dernier moment.

En juin 1892, étant en Angleterre, il fait part de ses appréhensions à lord Salisbury, qui s'en fait l'écho auprès de plusieurs membres du corps diplomatique. Il est donc certain qu'elles le hantent, et c'est sans doute depuis le jour où il a constaté combien était redoutable et grosse de périls l'atmosphère de supplices et de sang dans laquelle l'a entraîné Stamboulof. Il est alors convaincu que le souci de sa sûreté lui commande de ne pas se séparer du politicien qui gouverne la Bulgarie. En le conservant, il s'assure un défenseur, car Stamboulof le défendra en se défendant lui-même, tandis que, s'il le

renvoyait, il s'en ferait un ennemi irréconciliable, irrité d'être disgracié et brûlant du désir de se venger. Il continue donc à porter sa chaîne, à se soumettre à toutes les décisions qu'il plaît à Stamboulof de lui signifier et à se laisser docilement conduire à travers les innombrables difficultés que suscite dans tout le pays la politique dictatoriale.

Elles se multiplient, surgissent à l'improviste. Un jour, c'est le Saint-Synode qui, réuni à Sofia, refuse de porter ses hommages au prince, qu'il accuse d'être hostile à la religion orthodoxe, acte de rébellion que Stamboulof punit en ordonnant l'arrestation des évêques et en les faisant reconduire dans leur diocèse. Un autre jour, c'est l'expulsion d'un journaliste français, ancien secrétaire de la chancellerie du prince Alexandre, devenu correspondant de l'agence Havas; accusé à tort d'être l'auteur d'un article malveillant pour Ferdinand, publié par un journal de Paris, il est conduit à la frontière, malgré les protestations du consul de France. Le souverain ayant exigé cette mesure, Stamboulof s'est empressé de lui donner satisfaction en une circonstance où il peut céder sans qu'il en coûte rien à son orgueil. Si difficiles que soient encore les relations du gouvernement bulgare avec la Légation de France, l'événement les rend plus difficiles. On lit à ce propos dans un rapport confidentiel : « D'un caractère très vindicatif, Ferdinand poursuit de sa haine tous ceux, grands et petits, qui ne veulent pas faire acte de courtisan vis-à-vis de lui. Il a enjoint à Stamboulof d'expulser le publiciste qui ne le tient pas pour un homme de génie, et Stamboulof a obéi avec plus d'empressement qu'il n'en a manifesté en d'autres cas. » Mais il fait expier au prince cette concession en le livrant aux commentaires désobligeans de la presse et en laissant dire que « l'incommensurable vanité de Ferdinand, ses allures prétentieuses et hautaines, ont fait de lui un personnage ridicule. »

A cette époque, le pouvoir du dictateur s'exerce sans retenue. Un de ses collaborateurs lui résiste-t-il, il est brisé. Tel est le cas du ministre de la Justice Toutchef qui, se trouvant en désaccord avec Stamboulof sur une question de compétence judiciaire, est obligé de se retirer. Comme il est difficile de lui trouver un successeur, le président du Conseil bombarde ministre un fabricant d'essence de roses, malgré les objections du prince qui conteste la spécialité. Humilié par une nomination qu'il

avait déconseillée, Ferdinand fait contre mauvaise fortune bon cœur. Le désaccord s'accentue entre le ministre et lui. Mais comme chacun d'eux a un journal à ses gages, ils laissent ces feuilles guerroyer. Des polémiques s'engagent. L'organe ministériel écrit : « Lorsque les étalons ruent, il ne faut pas que les ânes se mettent au milieu, car ils pourraient en souffrir. » Ferdinand prend l'offense pour lui ; il mande Stamboulof qui ne vient que sur un second appel et sa démission en poche. Il a compris que la patience du prince est à bout. Avec un imperturbable sang-froid, il laisse passer le flot des reproches qui lui sont adressés.

— Vos allures autoritaires, déclare le souverain, me rendent impossible l'exercice du pouvoir et intolérable le séjour de Sofia. J'en ai assez d'être tyrannisé.

— Je me retirerai si Votre Altesse le désire, réplique Stamboulof.

Le prince n'ose le prendre au mot et le laisse s'éloigner, réservant sa décision. Mais, une heure après, le ministre d'Angleterre se présente au palais et fait entendre des conseils de patience et de sagesse. Stamboulof renversé, à qui le prince pourra-t-il confier la direction des affaires de l'État?

Ferdinand se résigne de nouveau à courber la tête, et le même soir, il part pour Varna, laissant le champ libre au premier ministre. Peut-être est-ce à ce moment qu'en un entretien dont nous trouvons la trace dans nos documens sans pouvoir en préciser la date, il avoue à l'un de ses familiers qu'il n'est pas sur un lit de roses. L'Europe s'obstine à ne pas le reconnaître, et, impuissant à se délivrer de la tutelle qui pèse sur lui, il est réduit à jouer un rôle de roi fainéant, sous peine d'être ramené dans la réalité des choses par son maire du palais.

On se tromperait toutefois en interprétant cette plainte comme une preuve de découragement, ou comme le signe avant-coureur d'une démission que lui conseillerait son impopularité. Impopulaire, il l'est, et il ne l'ignore pas, et d'autres, moins tenaces que lui, jetteraient peut-être le manche après la cognée, lassés de l'inutilité de leur effort pour remonter le courant qui barre la route à leurs ambitions. Mais, même lorsque tant d'obstacles se dressent devant lui, même lorsque, à l'improviste, au moment de se rendre à un bal donné en son honneur au cercle militaire, il apprend que la fête a été contre-

mandée par Stamboulof qui, redoutant une sédition des officiers de l'artillerie, désire qu'il ne sorte pas ce soir-là et le fait garder durant toute la nuit après avoir consigné dans leurs casernes les troupes de la garnison, même en des circonstances aussi critiques, il est convaincu que, dût-il un jour succomber victime d'un attentat révolutionnaire, il atteindra le but qu'il se proposait en acceptant la couronne de Bulgarie; qu'au moins pour un temps, il jouira de la joie d'avoir pris sa place parmi les souverains d'Europe et d'être reconnu par eux comme leur égal. Quel que soit le caractère alarmant des mauvais jours qu'il traverse, l'enjeu de la partie qu'il joue est assez attrayant pour l'emplir de confiance, lui donner un semblant de courage et dominer les terreurs dont il est parfois obsédé.

Il faut dire aussi que, vaniteux et efféminé à l'excès, les formes extérieures de la royauté et les apparences du pouvoir, le luxe dont il s'est entouré, le cérémonial de cour qu'il a créé pour son usage et poussé jusqu'au raffinement sont un heureux contrepoids à ses inquiétudes, dont la gravité s'efface souvent sous l'excentricité de ses habitudes et la futilité de ses préoccupations. Son goût passionné pour les fleurs et pour les joyaux, pour les décorations et les brillans uniformes, ses démarches incessantes à Vienne pour se faire octroyer la Toison d'or, qu'il n'obtiendra qu'après avoir essuyé maints refus, les sébiles pleines de pierres précieuses qui s'espacent sur son bureau et dans lesquelles il aime, tout en causant, à tremper ses doigts chargés de bagues, sa manière de s'habiller, de parler, sa disposition naturelle à ne permettre à personne de lire dans sa pensée, autant de signes caractéristiques d'une nature en qui l'ambition est restée égoïste, personnelle, peu scrupuleuse, bien qu'effrénée dans ses manifestations. Tel que nous essayons de le décrire, tel il se montrera aux heures solennelles où il devra décider de son sort et de celui de son royaume.

On remarquera qu'au cours des événemens que nous venons de résumer il n'avait pas été question de lui. « On dirait qu'il ne règne pas, observait un témoin, et qu'il s'est désintéressé des affaires de sa principauté. » Il ne s'en désintéressait pas, mais il jugeait bon de laisser le champ libre à Stamboulof, plus habile que lui pour écraser la clique révolutionnaire. En 1892, il part dès le mois de mai, non pour se distraire, mais pour intéresser à sa situation quelques-unes des grandes Cours,

celles de Londres et de Vienne notamment, et leur demander de l'aider à se marier en prenant l'initiative de la reconnaissance qui lui avait été refusée jusque là.

En Angleterre, où il avait été reçu à Balmoral, non comme prince de Bulgarie, mais comme cousin de la reine Victoria, il est, au mois de juin, le lion de la saison. Le lord-maire de Londres donne en son honneur un lunch auquel sont invités lord Salisbury, premier ministre, et les ambassadeurs. Ceux de France, de Russie et de Turquie n'acceptent pas l'invitation. Lord Salisbury reste à la campagne et ne se déplace que le lendemain pour venir recevoir le visiteur. Celui-ci confie au ministre anglais qu'il ne veut plus tarder à donner une reine à la Bulgarie. Mais il quitte Londres sans avoir trouvé ce qu'il cherche.

A Vienne, il n'est pas plus heureux. L'audience que lui accorde l'Empereur est courte, banale, ne différant en rien de celles que François-Joseph réserve aux étrangers de distinction. C'est tout à fait par hasard que le comte Kalnocky se trouve au Ballplatz lorsque Ferdinand s'y présente.

— Nous avons failli ne pas nous rencontrer, racontera-t-il le soir.

L'entretien ne sort pas du domaine des lieux communs, et s'il est fait allusion à la question mariage, elle n'est pas résolue quand les deux interlocuteurs se séparent, bien que le nom de la jeune princesse Marie-Louise de Bourbon-Parme ait été prononcé, et qu'ils aient été d'accord pour reconnaître que le mariage du prince aurait pour résultat de consolider son gouvernement, en lui créant des protections nouvelles en Europe parmi les familles régnantes.

C'était aussi l'opinion de Stamboulof. Docile à ses conseils, Ferdinand, au début de l'année suivante, se rendait en Bavière avec l'espoir d'être admis à faire un choix dans la famille des Wittelbach où deux jeunes princesses attendaient un mari : Sophie, fille du duc Théodore, et Clara, sœur des princes Ferdinand et Alphonse. Mais les princesses sont aujourd'hui plus indépendantes qu'autrefois et ne se laissent plus sacrifier à la raison d'État. Le prince de Bulgarie ne fut pas agréé, on lui fit entendre qu'il n'était qu'un roitelet, dont le trône était encore trop fragile pour inspirer confiance. Il n'insista pas et reprit le chemin de sa capitale.

Au moment où il quittait Munich, le bruit se répandit que c'était sur un ordre venu de Berlin par lequel on lui signifiait qu'on ne lui permettrait pas d'épouser une princesse allemande. L'exactitude de cette information n'a pu être établie. Si elle l'était, on y pourrait voir la preuve qu'à Berlin on avait eu à cœur de ne pas froisser la Russie en facilitant l'entrée de Ferdinand dans une famille régnante.

On sait que, le 20 avril 1893, il épousait à la villa Pianore, résidence de la famille de Bourbon-Parme, dans la province de Lucques, la femme qu'il s'était choisie. Cette princesse, morte prématurément après six années d'union, au cours desquelles le foyer conjugal fut embelli par quatre berceaux, n'a fait que traverser l'histoire de la Bulgarie. Mais elle y a tracé un sillon lumineux qui reste encore tout embaumé du parfum de sa grâce et de son charme. Elle a trop peu vécu pour être mêlée à ceux des événemens du règne de son mari où il a donné toute sa mesure et trompé les espérances de ses thuriféraires, qui s'étaient trop pressés de voir en lui un être de sagesse, de droiture et de loyauté. Toutefois, si l'on veut se rappeler que le trépas de cette noble créature a été attribué au désespoir indigné dont elle fut saisie en apprenant que Ferdinand, pour conserver sa couronne, s'était prêté à l'abjuration de son fils aîné, bien qu'en se mariant et d'accord avec Stamboulof il se fût engagé à faire élever ses enfans dans la religion catholique, on inclinera à penser qu'elle est descendue dans la tombe avec le pressentiment des trahisons dont ultérieurement il s'est rendu coupable et qui l'ont voué à la flétrissure du présent et de l'avenir.

ERNEST DAUDET.

(A suivre.)

LA GUERRE

VUE PAR

LES COMBATTANS ALLEMANDS

I

LES ILLUSIONS DU DÉBUT

Quelques semaines après son arrivée à Constantinople, le vieux feld-maréchal von der Goltz, sollicité par un journaliste de lui faire connaître son impression dominante sur les événemens du jour, se déclarait surtout frappé de l'universelle animosité qu'il voyait de tous côtés monter autour de son pays, et qui apparaissait à ses yeux comme une inexplicable « énigme psychologique. » Les causes n'en sont pourtant que trop claires, et, si la guerre actuelle comporte une énigme, il faut la chercher, non dans les sentimens qu'inspirent les Allemands, mais dans ceux qu'ils éprouvent eux-mêmes. Nous avons peine à nous représenter l'esprit de leurs troupes, les raisons et le degré de sincérité de leur confiance en eux-mêmes, leurs impressions sur les opérations, l'opinion qu'ils ont de leurs adversaires, les progrès de leur usure morale et matérielle. La publication de nombreux souvenirs militaires anglais ou français a permis de répondre à des questions analogues pour les principales armées

alliées. Ne serait-il pas intéressant de procéder à la même enquête pour l'armée ennemie, et de retracer le tableau de sa vie intérieure d'après les témoignages de ceux qui, à un degré quelconque, ont pris part à ses luttes?

I

Jamais étude ne paraîtrait plus aisée, si l'on ne considérait que la quantité des ouvrages qui doivent en constituer les élémens. Il s'est formé, en Allemagne, depuis le début des hostilités, toute une « littérature de guerre » dont le catalogue, publié trimestriellement par une grande librairie de Leipzig (1), représente déjà la valeur d'un volume. Sur les milliers de numéros qu'il contient, les plus nombreux désignent sans doute des publications d'un caractère plus général que personnel : documens officiels ou statistiques, chroniques de guerre, études d'art militaire, cartes ou gravures; mais c'est par centaines que l'on peut y compter les livres de souvenirs ou les recueils de lettres dans lesquels les combattans ont consigné leurs impressions.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les plus caractéristiques de ces ouvrages pour s'apercevoir que leur valeur est très inégale et que tous sont sujets à caution. Il ne faut pas oublier d'abord qu'aucun n'a été publié sans « l'autorisation du commandement militaire », dont fait foi le plus souvent la mention portée sur leur couverture : c'est assez dire leurs lacunes, dans un pays où la censure de guerre s'exerce avec une rigueur toute spéciale sur les nouvelles réputées dangereuses pour l'esprit public. Il ne faut donc pas s'attendre à y trouver la sincérité relative des ouvrages similaires sur la guerre de 1870, que nous avons analysés dans une précédente étude (2). Il convient, d'autre part, de ne pas perdre de vue que l'Allemagne impériale, appliquant au domaine moral cet esprit d'organisation dont elle revendiquait la maîtrise et presque le monopole dans l'ordre matériel, a procédé à une véritable mobilisation de tous ceux qu'elle estimait capables de servir sa cause par la plume

(1) *Die deutsche Kriegslitteratur*, Catalogue trimestriel publié par la *Hinrichsche Buchhandlung*, à Leipzig.

(2) Voyez la *Revue* du 15 septembre 1915.

comme par l'épée. Certains ouvrages de circonstance, présentés au public sous la forme de simples mémoires militaires ou de correspondances de guerre, ne sont en réalité que des instrumens de propagande officielle, destinés à rassurer l'opinion intérieure ou à influencer les neutres. De là la nécessité d'établir, d'après leur degré de véracité et l'indépendance relative de leurs auteurs, quelques catégories dans cette variété presque infinie de témoignages personnels sur la guerre actuelle.

On peut ranger d'abord à part trois récits de visites au front, très divers d'origine, mais présentant ce caractère commun d'avoir été écrits sous l'inspiration directe, presque sous la dictée du Grand ÉtatsMajor allemand : ce sont ceux du Bavarois Ludwig Ganghofer, du Suédois Sven Hedin et de l'Autrichien Hans Bartsch (1). Après s'être fait surtout connaître par la fécondité de sa production comme poète, auteur dramatique et romancier, le premier semble avoir voulu aspirer, à la fin de sa carrière, au titre d'écrivain national : il n'a réussi qu'à se révéler comme un courtisan trop laborieux pour ne pas se montrer quelquefois maladroit. Invité à parcourir successivement les deux fronts d'Orient et d'Occident, il a rapporté de ses pérégrinations guerrières, malencontreusement interrompues par une balle ennemie, des volumes d'impressions où semble dominer le souci exclusif d'inspirer aux Allemands confiance en leur Empereur et en leur armée. On n'y trouve en fait qu'un hymne d'admiration éperdue et continuelle envers les talens de l'un et les vertus de l'autre. — Au surplus, cette apologie ne semble pas d'ailleurs coûter à l'auteur grand effort d'imagination. Pour exalter Guillaume II, qui l'a reçu à sa table, il se borne à décrire minutieusement son installation, s'attendrit sur la frugalité de ses repas, dont il reproduit les menus, rapporte avec un commentaire élogieux les moindres paroles sorties de sa bouche, note jusqu'aux impressions fugitives et jusqu'aux tics de sa physionomie et, pour relever le tout, ponctue de quelques exclamations stéréotypées cette prose de reporter admiratif. Pour glorifier la foule anonyme des combattans, son procédé est plus simple encore : il énumère toutes

(1) Ludwig Ganghofer, *Reise zur deutschen Front 1915*. Berlin, Ullstein, 1915. — Sven Hedin, *Ein Volk in Waffen*, Berlin, 1915. — Rudolf Hans Bartsch, *Das deutsche Volk in schwerer Zeit*. Berlin, Ullstein, 1915.

leurs vertus civiles ou militaires, en accolant à chacune d'elles l'épithète d' « allemande, » comme pour en faire le monopole de leur race, et conclut en affirmant qu'un peuple aussi richement doué ne saurait périr, car ce serait « une insulte à la logique divine. » A quoi bon d'ailleurs s'inquiéter, « quand c'est chez nous qu'est la vérité, chez nous qu'est le droit, chez nous qu'est la force et chez nous que sera la victoire (1)? » La répétition continuelle de ces raisonnemens simplistes et de ces affirmations tranchantes, auxquelles on préférerait une plus grande abondance de détails pittoresques, ne laisse pas que de communiquer à l'œuvre de Ganghofer quelque chose de tendu dans son lyrisme et de monotone dans sa violence. Avec ses insuffisances, elle présente au moins l'avantage de refléter les idées que le haut commandement allemand avait intérêt à propager dans le public.

C'est là également le principal mérite du livre de Sven Hedin. Le nom de cet explorateur suédois est maintenant entouré, et à juste titre, d'une fâcheuse notoriété dans notre pays. On se rappelle comment il avait, dès le début de la guerre, demandé à suivre les troupes allemandes en France, sous le prétexte d'observer de plus près une des grandes crises de l'histoire mondiale, mais en réalité pour obéir, de son propre aveu, à un obscur instinct de solidarité de race; avec quelle inconscience il avait accepté de paraître en hôte de l'envahisseur, dans un pays où il avait été reçu en ami ; de quelle façon enfin il avait cru devoir apporter à la gloire et à la discipline de l'armée allemande un témoignage auquel d'abondantes souscriptions officielles enlevèrent par la suite toute apparence de désintéressement. Il prétend à une objectivité, d'ailleurs tout extérieure, affecte de savoir rendre hommage aux adversaires mêmes de l'Allemagne, et mérite au moins d'être consulté au point de vue documentaire.

Quant à Hans Bartsch, invité également aux quartiers généraux allemands, il ne se pique nullement d'une impartialité étrangère à sa nature. C'est un pangermaniste fanatique et naïf, tout fier d'appartenir, ne fût-ce qu'à titre de cadet, à la race élue, un peu honteux de n'être, comme Autrichien, qu'un Allemand de seconde classe, tout prêt à abdiquer entre les

(1) Ganghofer, pp. 44 et 151.

mains des Hohenzollern les destinées et l'existence de son pays d'origine. Dans son enthousiasme pour une guerre qui rendra cette fusion possible, il en souhaite même une autre, destinée à réaliser, dans un demi-siècle, la réunion à la patrie commune « des Pays-Bas, du Brabant et de la Suisse (1). » Agréable perspective et instructif avertissement pour les neutres ! — Tout en caressant ces rêves lointains, Bartsch jouit avec délices du présent, c'est-à-dire du spectacle de l'invasion dans la Belgique et la France du Nord. Il découvre partout des motifs de louange dans l'œuvre de l'armée d'occupation, repousse comme un remords la sympathie un moment éprouvée pour les Belges, dénonce comme un scandale l'expression d'animosité qu'il croit lire dans leurs yeux et leur reprocherait volontiers de ne pas savoir apprécier leur bonheur. Le sien serait complet sans une arrière-pensée dont l'amertume le poursuit malgré lui et représente la note comique de son livre. Malgré l'uniforme de capitaine de réserve autrichien dont il est revêtu, malgré les lettres de recommandation dont il était porteur, il n'a jamais réussi à être traité en égal par ces Allemands du Nord dans lesquels il était prêt à saluer les maîtres de sa race. Il n'a pu obtenir d'eux que les égards un peu dédaigneux que l'on témoigne à un domestique admiratif, s'il se tient à sa place. Il les adjure en terminant d'ajouter à leurs solides vertus quelques qualités aimables, pour se faire apprécier comme ils le méritent (2). Et cette prière même représente un demi-aveu de tout ce qui leur manque.

Alors que Ganghofer, Sven Hedin et Hans Bartsch n'ont pris part à la guerre qu'en témoins officiels et intermittens, presque en curieux, d'autres écrivains, officiers de réserve, ont vu de plus près la vie intime du soldat. Leurs souvenirs sont toutefois d'inégale valeur, et les plus répandus ne sont pas les plus intéressans. Tovote par exemple, connu par ses nouvelles bavaroises, n'a pas quitté son dépôt, où il a exercé sa valeur contre des prisonniers et ses talens manœuvriers dans des parades d'enterrement. Aussi son volume s'intitule-t-il modestement : *Dans une forteresse allemande en temps de guerre* (3). Un autre romancier, Hoecke (4), a commandé en rase campagne

(1) Bartsch, p. 38.
(2) *Id., ibid.*, pp. 236-243.
(3) Heinz Tovote, *Aus einer deutschen Festung im Kriege*. Berlin, Ullstein.
(4) Paul Oskar Hoecke, *An der Spitze meiner Kompagnie*. Berlin, Ullstein.

une compagnie de landwehr, mais, après avoir fait ses débuts militaires en fusillant après le combat des civils belges, il a terminé la campagne en acceptant des autorités allemandes de Lille des fonctions ressemblant à s'y méprendre à celles de mouchard. Cette brève incursion dans le métier des armes ne présente donc rien d'héroïque.

On peut signaler en revanche comme l'un des documens psychologiques et narratifs les plus précieux de cette littérature, le *Journal de guerre* d'un autre intellectuel, Anton Kutscher (1). L'intérêt de ce volume provient moins encore des grandes batailles auxquelles l'auteur a pris part (Charleroi, Saint-Quentin, la Marne, Soissons) que de la personnalité même de Kutscher. Hanovrien d'origine, il est de métier professeur d'Université, et, à ce titre, il personnifie les qualités et les défauts de l'une des classes d'hommes les plus représentatives de la nouvelle Allemagne. Professeur, il l'est jusqu'aux moelles, dans ses habitudes comme dans ses jugemens, et il ne nous le laisse pas oublier. Il prend soin de nous rappeler comment, à la veille de partir pour un congé qu'interrompra la nouvelle des hostilités (juillet 1914), il termine ses cours par la beuverie d'usage (*Semesterschlusskneipe*) dans un hôtel de Munich; comment, lors de la mobilisation, il a le regret de laisser inachevée une étude sur « les poètes de la Basse-Saxe; » comment enfin, au mois de février suivant, il reçoit dans les tranchées de Champagne la nouvelle de sa titularisation (2). — Professeur allemand, il paraît encore tel par le ton imperturbablement doctoral de son style et de ses appréciations. La légèreté de romans et d'ouvrages dramatiques français « trouvés » dans une villa lui inspire un sentiment de pitié dédaigneuse et lui arrache cet aveu dépouillé d'artifice : « Mes préférences vont à ce qui est massif. » L'*Atala* de Chateaubriand, parcourue dans la tranchée, lui semble empreinte d'une « douceur d'opérette » et très éloignée de la vraie nature. L'épithète de « frivole, » qu'il prodigue volontiers, lui paraît une condamnation sans appel, dont la vertu propre le dispense de toute autre justification; aussi l'emploie-t-il pour écarter d'un mot les protestations soulevées dans le monde civilisé par le bombardement de la cathédrale de Reims. Lui-même, d'ailleurs, semble constamment obsédé

(1) Anton Kutscher, *Kriegstagebuch*. Munich, Beck, 1915.
(2) Kutscher, pp. 1, 6, 250.

par la crainte de paraître « superficiel » *(oberflächlich)* (1). Son souci constant d'intellectualisme se trahit par de fréquentes envolées métaphysiques ou panthéistes, d'autant plus surprenantes sous sa plume qu'elles voisinent, par un contraste incompréhensible pour un Français, avec des comparaisons d'une incroyable trivialité de termes (2). Il fait enfin un visible effort de sens critique, cherche à s'élever au-dessus des préjugés populaires et se recommande, par ses prétentions comme par ses travers, à l'intérêt du lecteur curieux de connaître l'état d'esprit des dépositaires de la haute culture allemande.

On aimerait, après l'avoir lu, à recueillir le témoignage de réservistes appartenant à la petite bourgeoisie et à la classe moyenne. Faute de loisirs ou d'habitude de la rédaction, le nombre de ceux qui ont songé à écrire leurs souvenirs apparaît malheureusement comme restreint. On n'en consultera qu'avec plus d'intérêt l'un des rares spécimens que nous possédions de cette catégorie d'ouvrages. C'est le petit volume dans lequel le Saxon Marschner, sous-officier de réserve et commis voyageur dans la vie civile, raconte sa campagne avec la 23e division de réserve depuis la mobilisation, à travers la Belgique et jusqu'aux environs de Reims où le surprend l'hiver (3). Moins riche que celui de Kutscher en observations psychologiques, son livre l'emporte peut-être par la vivacité spontanée des impressions, le mouvement du récit, la réalité pittoresque des détails, l'horreur tragique de certaines scènes, et surtout par un ton de sincérité assez rare dans les publications de ce genre.

Il eût semblé au premier abord logique de placer au premier plan de cette galerie de mémoires les œuvres des repré-

(1) Kutscher, pp. 117, 124, 150, 156, 246.

(2) Le passage suivant, écrit sérieusement et traduit fidèlement, peut servir à montrer quelle singulière absence de goût paraît compatible en Allemagne avec la plus haute culture scientifique. Il s'agit de la nécessité d'une victoire complète pour une paix durable : « Il en est de la paix, remarque à ce propos Kutscher, comme des latrines de campagne ; si l'on en creuse de petites, on doit recommencer le travail au moins une fois par semaine ; mais si elles ont la profondeur de la taille humaine, elles peuvent servir longtemps (p. 214). » Cette délicate question, plus importante peut-être pour le soldat qu'intéressante pour le lecteur, semble préoccuper d'ailleurs Kutscher, car il lui consacre (p. 252) toute une dissertation technique.

(3) *Mit der 23e Reserve-Division durch Belgien und Frankreich, Kriegserlebnisse*, par Felix Marschner. Leipzig, 1915.

sentans attitrés de la caste militaire, officiers ou anciens officiers de l'armée active. En fait, ce serait aller au-devant d'une désillusion que de leur attribuer à l'avance une importance en rapport avec la situation de leurs auteurs. Tout d'abord ceux-ci, absorbés par une besogne plus urgente, n'ont été en mesure de retracer leurs impressions que lorsqu'une blessure inopportune a interrompu pour un temps leur activité guerrière. Hommes de métier, ils se montrent en général trop préoccupés du côté technique de la guerre pour en saisir le pittoresque extérieur ou la signification morale, trop rompus à l'obéissance passive pour discuter les ordres qu'ils reçoivent ou analyser les mobiles qui les font agir. Leurs souvenirs présentent donc un caractère d'impersonnalité d'autant plus marqué que leur grade est plus élevé. Tandis que ceux du général wurtembergeois de Moser ne dépassent pas la sèche précision d'un journal de route, ceux d'un officier saxon (anonyme) ou du capitaine d'artillerie Reinhardt sont déjà plus vivans; si ceux de Gottberg se distinguent par leur liberté d'allures et leur abondance de détails, c'est sans doute que l'auteur, ayant quitté le service actif depuis une vingtaine d'années, se trouve de ce fait plus dégagé des servitudes professionnelles (1).

Quels qu'en soient l'origine et l'esprit, toutes les relations rédigées sous la forme de mémoires présentent cette faiblesse commune d'avoir été composées à loisir, à distance des événemens, avec les déformations forcées qu'entraînent le recul du temps et le désir de soutenir le moral du lecteur. Elles n'apporteraient donc à l'histoire morale de l'armée ennemie qu'une contribution bien insuffisante s'il n'était possible de les doubler et de les contrôler par une autre série de documens, plus directs, plus vivans et plus sincères, dont nous devons la connaissance à la manie bien allemande de tout imprimer. Les innombrables lettres écrites du front aux parens des combattans et insérées ensuite dans les journaux ont été réunies par des éditeurs avisés en une série de recueils aussi intéressans par leur variété que par leur contenu. Les uns, tels que les fasci-

(1) Von Moser, *Kampf und Siegestage*, 1914. Berlin, Mittler et Sohn. — *Unser Vormarsch bis zur Marne*, aus dem Kriegstagebuch eines sächsischen Offiziers. Berlin, Mittler et Sohn. — Walther Reinhardt, *Sechs Monate Westfront*. Berlin. Mittler et Sohn. — Otto von Gottberg, *Als Adjutant durch Frankreich und Belgien*. Berlin, Scherl. — *Was ich in mehr als 80 Schlachten und Gefechten erlebte*. Berlin, Mittler et Sohn.

cules à 10 *pfennigs* dont la maison Thümmler poursuit régulièrement la publication, reproduisent ces correspondances au fur et à mesure de leur apparition, et sans souci de leur origine (1). D'autres, de prétentions plus scientifiques, visent à constituer une histoire épistolaire de la guerre, divisée en périodes, à chacune desquelles est consacré un volume spécial (2). D'autres ont la forme d'anthologies et groupent sous un titre sensationnel les plus significatifs de ces documens (3). Quelques-uns enfin semblent particulièrement curieux en raison de leur caractère corporatif. C'est ainsi que la brochure où le professeur Witkop a recueilli uniquement des lettres d'étudians permet de saisir sur le vif la mentalité de la jeune génération universitaire, c'est-à-dire de la classe éclairée et dirigeante de l'Allemagne (4).

Écrites au jour le jour, au bivouac ou dans la tranchée, le plus souvent dans l'entraînement de la lutte et sans préoccupation de l'effet à produire, ces lettres présentent pour la plupart, avec l'animation de la vie de campagne, la sincérité d'une confession. Elles offrent par cela même avec les mémoires militaires proprement dits, plus arrangés et plus convenus, un contraste qui se renouvelle à chaque pas fait en avant dans cette enquête. Partout l'on retrouve la même opposition entre les prétentions avouées des combattans allemands et leurs aveux implicites, entre le rôle qu'ils affectent et les préoccupations qu'ils trahissent. — C'est de ce double aspect qu'il convient de considérer leurs témoignages, en y recherchant, d'abord comment ils s'y dépeignent tels qu'ils voudraient paraître, puis comment ils s'y révèlent tels qu'ils sont. On pourra mesurer ainsi successivement l'étendue de leur orgueil et la réalité de leurs faiblesses.

(1) *Deutsche Feldpostbriefe* (30 fascicules parus). Thümmlers-Verlag, à Chemnitz.

(2) *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, librairie Georges Muller, à Münich. T. I. *Lüttich, Namur, Antwerpen.* T. II, *Hindenburg und Tannenberg.* T. III, *Zwischen Metz und den Vogesen.* T. IV, *Um Longwy und Verdun.*

(3) *Das deutsche Herz, Feldpostbriefe unserer Helden*, publiées par Otto Krack (Berlin, Scherl). — *Briefe der Feldgrauen*, publiées par J. Wiese (Berlin, Globus Verlag).

(4) *Kriegsbriefe deutscher Studenten*, publiées par Philipp Witkop (Perthes, Gotha, 1916).

II

La modestie n'ayant jamais passé pour une de leurs vertus nationales, on ne s'aurait s'étonner si l'image qu'ils tracent d'eux-mêmes nous apparaît comme singulièrement flattée. On aurait peine pourtant à croire, si l'on n'avait soin d'en préciser les traits, à quel point elle a été déformée par les passions guerrières, et quelle dose d'illusions, de crédulité et de présomption elle suppose dans les esprits où elle s'est fixée. A les en croire, tout serait parfait dans la guerre soutenue par l'Allemagne actuelle contre « un monde d'ennemis. » Les sentimens qu'elle y apporte, la force matérielle et morale qu'elle y déploie, la confiance indestructible qui l'anime, les succès qu'elle y remporte, tout, jusqu'à l'œuvre civilisatrice qu'elle accomplit dans les pays envahis devrait devenir pour le monde étonné un objet d'admiration sans réserve.

Tout d'abord, les mobiles qui l'ont amenée à prendre les armes n'ont rien de commun avec les convoitises matérielles prêtées à ses hommes d'État par la presse de l'Entente. Ce seraient : dans les masses, toujours simplistes, l'indignation provoquée par une brutale agression, et dans les classes éclairées la nécessité de défendre leur civilisation contre des adversaires acharnés à la détruire. Ce n'est pas en effet une des moindres surprises de cette lecture que de constater avec quelle apparente conviction beaucoup d'Allemands semblent prendre à tâche de persuader aux autres et à eux-mêmes que les Alliés en veulent à leur *kultur :* « C'est, écrit un jeune officier à sa mère, pour des idées, pour des conceptions comme celles de l'honneur, de la liberté et de la patrie que nous courons à la mort... Cette lutte, ajoute-t-il dans une sorte d'élan mystique, ne se livre pas pour les choses de la terre ; ce sont nos biens les plus sacrés que nous couvrons de notre épée. » Les intellectuels renchérissent naturellement sur ce thème : « Je suis fier, déclare un étudiant, de combattre pour ce que je place au-dessus de tout dans le monde : pour la poésie, l'art, la philosophie, la *kultur.* » — « Nous avons la persuasion, précise un autre, de lutter pour la pensée allemande dans le monde et de défendre la sensibilité germanique contre la barbarie asiatique et l'indiffé-

rence romane. » Il n'est pas enfin jusqu'aux socialistes de la veille qui n'entonnent ce refrain et ne se déclarent convaincus de protéger la « liberté de pensée » contre « la tyrannie russe (1). » On devine quel voudrait être l'effet de ces protestations répétées sur un lecteur non prévenu. Comment refuser une involontaire sympathie à des hommes que soutient en face de la mort un aussi noble idéal ? Mais comment aussi se défendre de quelque inquiétude, à voir sur quel ton d'exaltation ils s'expriment et quels exemples sont invoqués dans certaines lettres : « Oh ! comme en ce moment nous nous sentons bien Allemands ! s'écrie un étudiant. Je lis les œuvres de Frédéric le Grand avec autant de respect qu'une jeune mère lit la Bible. Voilà qui est élevé ! Ma vénération pour le vieux Fritz ne connaît pas de limites. C'est dans ces chefs que se reflète l'âme d'un peuple (2) ! » Déclarations un peu compromettantes, le vieux Fritz n'ayant jamais passé pour une victime, et que serviront à préciser d'autres, beaucoup plus explicites.

Après avoir proclamé à l'envi l'innocence de leur pays en face de ses agresseurs, les combattans allemands, sans s'apercevoir de la contradiction, ne perdent pas une occasion de dépeindre son enthousiasme guerrier et de célébrer la perfection de sa préparation matérielle et morale au début des hostilités. Ils retracent avec complaisance les scènes qui ont marqué leur transport à la frontière : voyage triomphal dans des wagons ornés de branchages et de fleurs, ovations bruyantes et pluies de cadeaux sur tout le trajet, chant de la *Wacht am Rhein* au passage du Rhin, infatigable dévouement des dames de la Croix-Rouge de garde dans les gares. Ces spectacles remplissent leurs âmes d'un juste orgueil, mais leur font trop aisément oublier que tous les États belligérans en ont présenté de semblables et que le patriotisme d'un peuple ne se mesure pas à l'éclat de ses manifestations extérieures. — C'est avec plus de raison qu'ils portent aux nues l'esprit de prévoyance minutieuse dont témoignent les opérations de la mobilisation. L'abondance des armes et des vêtemens neufs qu'ils trouvent, malgré leur nombre, en arrivant au corps, l'ingénieux aménagement des cuisines roulantes, qui leur assurent toujours des

(1) Thümmler, XXV, pp. 23, 24 ; Witkop, pp. 25, 71 ; *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, IV, pp. 217, 222.

(2) Witkop, p. 51.

repas chauds, la ponctualité mathématique de leur voyage jusqu'à la frontière, le fonctionnement impeccable de l'énorme machine militaire dont ils représentent les rouages, tous ces indices d'une puissante préparation à la guerre leur arrachent cette exclamation : « *Alles klappt tadellos*, tout marche comme sur des roulettes ! »

Certains résultats obtenus leur paraissent tenir du prodige, et Gottberg note comme un « miracle d'organisation » la réunion à Faulquement en Lorraine de trois détachemens venus des régions les plus reculées de l'Empire et qui, à peine rassemblés, se soudent sous une direction commune, se fondent en un organisme homogène et forment une division de réserve prête aussitôt au combat (1). L'exagération même de ces louanges trahit l'erreur psychologique que l'on découvre au fond de tous les jugemens de l'Allemand moderne. Habitué à se considérer comme le centre du monde, il regarde volontiers comme uniques, inimitables et sans précédens les progrès qu'il a pu y réaliser. Cet état d'esprit trouve son expression la plus naïve dans la réflexion qu'inspire à Ganghofer la visite d'un hôpital de campagne, propre et bien installé : « Je ne sais ce qu'est ce service dans les armées adverses ; mais nulle part il ne peut fonctionner comme chez nous. »

Cette manière de concevoir les choses devait avoir pour résultat et pour avantage une confiance illimitée et inébranlable, mais aussi présomptueuse et irraisonnée, dans l'issue finale de la lutte. Telle est en effet l'impression dominante, au moins au début, dans les hautes sphères militaires. Quand le général de Moser part en campagne, les officiers de sa brigade sont unanimement persuadés qu' « à la guerre mondiale, l'Allemagne ne fera qu'une réponse : victoire mondiale. » Plus tard, après les premiers succès, lorsque Sven Hedin parcourt les différens États-majors d'armée, il retrouve dans tous la même conviction et entend partout le même mot d'ordre : « Nous devons vaincre, quand même le monde entier serait contre nous (2) ! » Affirmations peut-être sincères dans le fond, mais en partie intéressées, puisqu'elles s'adressaient à un neutre bienveillant, dont le premier soin serait de les propager en Europe.

Chez les hommes de troupe, la même certitude de la

(1) Thümmler, III, p. 5 ; Gottberg, p. 22.
(2) Von Moser, p. 4 ; Sven Hedin, pp. 103, 389, 393, 400, 419 ; Ganghofer, p. 192.

victoire repose sur des raisons un peu différentes. C'est d'abord la croyance en leur supériorité, développée en eux par l'éducation comme par l'orgueil national. « Nous qui sommes, — déclare l'un d'eux dans une incidente, et comme s'il énonçait une vérité incontestable, — nous qui sommes, je puis le dire sans vanterie, les meilleurs soldats du monde (1)... » C'est ensuite un esprit de discipline morale qui leur fait accepter sans critique, non seulement les ordres, mais même les prévisions de leurs chefs. Un soldat de l'armée d'Anvers nous le fait comprendre par une comparaison familière. Ayant demandé à un officier d'État-major la date probable de la chute de la place, celui-ci indique un délai de cinq jours « avec la même assurance tranquille qu'à Berlin le portier de la gare annonce pour une heure douze le départ de l'express de Cologne. En campagne, on se laisse envahir par un sentiment de considération presque surnaturel à l'égard du haut commandement de l'armée. Je crois maintenant aux indications de l'État-major, aussi fermement qu'au portier de la gare de Berlin (2). » Conviction de sa supériorité et confiance aveugle en ses chefs, ce sont là pour une armée deux puissantes forces morales. Ne risquent-elles pas de se transformer en causes de démoralisation, quand le succès ne répond plus à ses efforts?

On se demandera sans doute, à ce propos, comment ce double sentiment a pu résister aux multiples échecs qui l'ont mis à l'épreuve, en arrêtant l'offensive allemande aussitôt après les premiers succès. La réponse est simple : à part les corps de troupes qui en ont été les témoins immédiats, ni le peuple, ni l'armée n'en ont eu connaissance. Ce n'est pas l'un des moindres résultats de l' « organisation » allemande que d'avoir réussi à les cacher au public. Un lecteur non averti pourrait parcourir toutes les productions de cette littérature de guerre, sans soupçonner que les arrêts successifs des armées envahissantes ont été autre chose que des repos volontaires dans leur marche triomphale. L'exemple de Sven Hedin est typique à cet égard. Il arrive au quartier général allemand au milieu de septembre, au moment où la bataille de la Marne vient de changer le cours de la guerre. C'est à peine pourtant s'il signale cet événement capital par une petite phrase incidente, présentée

(1) *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, I, p. 251.
(2) *Id.*, *ibid.*, p. 235.

sous forme de parenthèse et perdue au milieu d'un développement : « En ce moment, l'armée dut, pour des raisons stratégiques, se porter en arrière de 50 kilomètres. » A quelques exceptions près, les rares allusions faites à ce recul, dans les lettres du front, le représentent également comme un mouvement prémédité, effectué en vue de « faciliter les opérations ultérieures (1). »

La même ingéniosité de prétérition sert à dissimuler les échecs les plus caractérisés. Gottberg, qui accompagne les troupes lancées à l'assaut infructueux du Grand Couronné de Nancy, déclare gravement qu'il ne s'agissait là que d'un simulacre d'attaque, destiné à retenir dans l'Est et à empêcher de se rendre en Belgique les forces françaises. Sur l'Yser, où il est envoyé plus tard, il explique l'arrêt de ses troupes par le découragement de l'adversaire, qui, se sentant perdu, a déchaîné les élémens pour sauver une situation désespérée (2). Il n'est pas enfin jusqu'aux combats sur mer, si malheureux pour les armes allemandes, dont le récit ne subisse les mêmes déformations. Un matelot de la flotte qui dut, en janvier 1915, se retirer précipitamment des côtes d'Angleterre et perdre le *Blücher* dans sa retraite, termine ainsi la lettre où il raconte le combat : « Notre adversaire avait fait plus de pertes que nous, et c'est lui qui rompait le combat. La victoire était donc à nous. » Informés de cette façon sur les péripéties de la guerre, les Allemands ne sont-ils pas excusables d'avoir longtemps conservé une confiance supérieure à leurs succès ?

Les vertus guerrières ne sont pas les seules qu'ils revendiquent comme un privilège de leur race. L'épithète de « Barbares » attachée à leur nom paraissant particulièrement cuisante à leur amour-propre, ils mettent une singulière insistance à vouloir traiter un sujet qu'ils auraient au contraire intérêt à éviter et à nous entretenir de leur exploits pacifiques en territoire envahi. S'ils se bornaient à excuser par les nécessités de la guerre leurs excès et leurs dévastations, la tâche serait déjà malaisée, mais vaudrait la peine d'être entreprise. Mais avec cette absence de mesure par laquelle ils compromettent parfois les thèses les plus défendables, ils veulent démontrer qu'ils ont accompli une œuvre civilisatrice dans les régions

(1) Sven Hedin, p. 180. Cf. Thümmler, XI, p. 24 et XII, p. 28.
(2) Gottberg, pp. 35, 36 et 128-129.

occupées, qu'ils y ont introduit l'ordre, la propreté et le progrès, et qu'en dernière analyse, leur présence a été un bienfait pour les habitans. Leur premier soin a été d'y effacer les traces des récens combats, d'y rétablir les ponts et les voies de communications, d'y nettoyer les routes et les villages, où leur sollicitude s'est étendue jusqu'aux tas de fumier, désormais taillés en carrés « à la mode prussienne » et correctement alignés. Si humble qu'il soit, ce travail tout matériel, accompli d'ailleurs pour les besoins de l'armée, cette besogne de balayeur suffisent à exciter leur enthousiasme : « Nous sommes un peuple de pionniers (1) ! » s'écrie à ce propos Ganghofer, sans paraître s'apercevoir que cette définition, entendue dans son sens limitatif, pourrait être adoptée par les ennemis de son pays.

D'après le même témoignage, l'activité allemande ne s'est pas bornée à réparer en territoire envahi les dommages de la guerre : elle a réussi également à améliorer et même à créer. Près de Charleville, la villa choisie par l'Empereur pour son quartier général est mieux entretenue qu'elle ne l'était par son légitime possesseur : il est fâcheux que ce dernier ne soit pas là pour apprécier son bonheur. A Saint-Quentin, la direction d'une ambulance établie dans une filature fait fonctionner une heure par jour les organes de transmission de la force motrice, de peur qu'ils ne se rouillent par l'inaction. La générosité de ce geste inspire à Ganghofer un sentiment d'attendrissement aussitôt tempéré par la crainte qu'elle ne soit ni connue ni appréciée du propriétaire lorsqu'il reviendra (2). A Zeebrugge enfin, les officiers de marine allemands ont improvisé sur la plage un casino de fortune qui est, paraît-il, un chef-d'œuvre de goût. Bartsch tremble à la pensée qu'après leur départ un acte d' « inutile et sotte barbarie » pourrait détruire cette trace de leur passage et ce monument de leur culture (3).

En ce cas, l'ingratitude serait d'autant plus noire de la part des Belges qu'ils devraient aux envahisseurs autre chose encore que des modèles d'architecture : la révélation des belles manières. Si invraisemblable que paraisse le fait, Gottberg l'affirme sans paraître plaisanter ; en repassant à Bruxelles après un premier séjour, il croit y constater une réelle amélioration

(1) Ganghofer, p. 61 ; *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, IV, p. 230.
(2) *Id.*, pp. 38 et 219.
(3) Bartsch, p. 218.

dans les sentimens des habitans envers ses compatriotes, et il l'attribue à l'influence des femmes, satisfaites désormais de voir leurs maris apprendre des officiers allemands non pas seulement à leur céder la place dans les tramways, mais à claquer les talons en se présentant à elles (1). On ne les aurait pas crues si négligées jusqu'alors, ni si accessibles au prestige de ces façons de cirque.

Après la politesse, il ne resterait plus aux soldats de Guillaume II qu'à apporter la moralité aux populations envahies. L'orgueil allemand n'a pas reculé devant le ridicule de cette prétention. Il a trouvé cette fois pour interprète l'ineffable Hans Bartsch, qui la justifie par un bien singulier exemple. D'après cet écrivain, le premier acte du général von Bissing, gouverneur général de la Belgique, aurait été de porter sa sollicitude sur... les trottoirs, dont les séductions n'avaient pas laissé ses soldats insensibles et dont les habituées semblaient soustraites à toutes les obligations d'une exacte police sanitaire. Il les fait aussitôt arrêter et confier aux soins de la Croix-Rouge allemande : les docteurs soignent leurs infirmités, tandis que le personnel féminin s'occupe de leur âme. Touchant spectacle de « bon ordre allemand » *(deutsche Ordnung)* auquel Bartsch prétend n'avoir pas assisté sans émotion : « Si ce sujet est scabreux, conclut-il avec un bonheur d'expression qu'il faut lui laisser, j'y ai touché néanmoins, car je pense que des milliers de femmes allemandes ont le droit d'être sûres que, *si leurs maris n'ont pu se préserver de certaines faiblesses*, du moins les mesures les plus sages et les plus énergiques ont été prises pour leur en épargner les suites (2). » Cette phrase, qu'il serait fâcheux de laisser perdre, semble caractériser à merveille le mélange de pharisaïsme et de suffisance qui forme le fond de l'âme allemande, comme le grossier matérialisme dont sont empreintes toutes les conceptions et toutes les conquêtes de la *kultur*.

III

L'étrange idée que les témoins allemands de la guerre ont voulu nous en donner ne semblerait pas complète, si l'on ne

(1) Gottberg, p. 84.
(2) Bartsch, pp. 209, 211.

recherchait sous quels traits ils nous ont représenté leurs adversaires après eux-mêmes. Ils ne parlent guère des Belges, considérés évidemment comme une quantité négligeable, et se contentent, au moins au début, d'appliquer aux Russes, qu'ils connaissent encore mal, l'épithète de « Barbares semi-asiatiques. » Les Anglais et les Français sont considérés par eux comme leurs plus redoutables ennemis, et d'ailleurs traités assez différemment dans leurs souvenirs.

Vis-à-vis de la France, leurs sentimens sont assez complexes. Ce sont d'une part le respect involontaire inspiré par la formidable épreuve que leur impose sa résistance; puis, chez les officiers, un désir de la ménager, une certaine affectation à la juger plus digne de compassion que de haine, comme s'ils rêvaient toujours avec elle une réconciliation lointaine contre l'Angleterre. C'est, d'autre part, une sourde et invincible jalousie qui se traduit sous leur plume par de continuelles attaques à coups d'épingles, des remarques désobligeantes et des insinuations obliques. Ils appliquent ce système de dénigrement en détail au pays, à la population et à l'armée.

Il s'agit d'abord pour eux de ruiner la réputation légendaire de richesse et de bien-être que résumait dans l'esprit de leurs compatriotes le vieil adage : « Vivre comme Dieu en France. » Il leur suffit à cet effet de tracer des régions qu'ils traversent un tableau poussé au noir, et dont le lecteur généralisera instinctivement les traits principaux. Ils dénoncent à l'envi l'aspect misérable des villages champenois, où les fumiers sont plus nombreux que les jardins, le manque de goût qui y règne (1), l'absence de gaieté extérieure et de confortable intérieur dans les maisons, l'esprit de parcimonie dont témoigne leur construction, l'ignorance des derniers progrès agricoles que trahit l'état des campagnes, la saleté générale dont ils voudraient faire une spécialité latine, et toutes les insuffisances matérielles qui constituent à leurs yeux autant de signes d'une incontestable infériorité de culture (2). Seuls, les lits français trouvent grâce devant eux et leur laissent même un souvenir reconnaissant (3). Dans ce pays ingrat, comparable seulement

(1) Marschner, p. 27 ; Bartsch, p. 208 ; Ganghofer, pp. 62, 145, 215 ; Thümmler XVII, pp. 28 et 30, XIX, p. 11 ; *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, IV, p. 204.

(2) Ganghofer, p. 103.

(3) Hoecke, pp. 74, 85, 213; Wiese, p. 113 ; Marschner, p. 44.

à la « lande de Lunebourg » en Allemagne, la population, dont ils n'aperçoivent d'ailleurs que de rares échantillons, est représentée par eux comme petite, rabougrie, évidemment dégénérée par l'usage de l'absinthe. Par la négligence de leur tenue, les paysannes ne justifient guère la réputation d'élégance de la Française; si dans les villes les jeunes filles sont mieux soignées de leur personne, c'est pour prendre « un cachet demi-mondain. » D'autres descriptions, aussi peu engageantes, sont destinées aux lecteurs instruits qui hésiteraient à confondre la Champagne pouilleuse avec la France tout entière. Bartsch, parcourant les régions minières du Nord, ne se contente pas de souligner l'aspect inesthétique que leur donnent le hérissement des cheminées d'usines et l'accumulation des tas de charbon sur leurs horizons. Logé dans les châteaux des riches industriels du pays, il critique avec la dernière sévérité les installations intérieures, le faux luxe à bon marché, le clinquant prétentieux des ameublemens, l'abus des plaqués et des simili-bronzes, en un mot tous les traits caractéristiques de la camelote allemande et du modern-style de Vienne ou de Munich (1). Marschner, après une visite à Reims, apporte le tribut de son admiration à la beauté imposante de la cathédrale que bombarderont si allégrement ses compagnons d'armes; mais il refuse au reste de la cité le caractère de « grande ville au sens allemand du mot, » parce qu'elle ne compte pas assez de maisons de plus de deux étages (2)! Ce seul détail suffit à mesurer la valeur de ce reproche de « manque de goût » si fréquemment exprimé et si singulier dans la bouche des touristes casqués que l'invasion a amenés sur le sol de notre pays.

Quant à l'armée française, ceux-ci ne la connaissent guère au début que par la vigueur de la résistance qu'elle leur oppose. Partagés entre le désir de lui paraître supérieurs et la crainte de déprécier eux-mêmes leurs succès en la rabaissant trop ouvertement, ils l'attaquent par des moyens détournés, de petites vilenies, des calomnies anonymes. Ils répètent de confiance que les Français ne sont bons que dans la défensive, n'acceptent que le combat à couvert, redoutent particulièrement l'impétuosité des charges à la baïonnette allemandes; ou encore qu'ils ne respectent pas la croix de Genève et qu'on a

(1) Bartsch, pp. 201 et 212.
(2) Marschner, pp. 47 et 212.

vu leurs blessés tirer sur des infirmiers (1). Il suffit, pour montrer l'inanité de ces accusations, de rappeler que ce dernier fait, — tirer sur des infirmiers, — a été dûment constaté, mais à la charge des Allemands et des Allemands eux seuls. Une autre accusation se réfute par son absurdité, bien qu'un général n'ait pas dédaigné de la prendre à son compte : c'est celle qui représente les soldats et même les officiers de l'armée adverse comme portant dans leur sac un costume civil complet, destiné à favoriser leur fuite s'ils étaient serrés de trop près (2).

Une critique plus justifiée peut-être s'attache aux uniformes surannés et voyans qui, au début de la campagne, les désignaient aux coups ennemis : « On a peine, écrit dédaigneusement un soldat, à appeler uniforme ce qu'ils portent ! » — « Comment se peut-il, déclare un autre, qu'à l'heure actuelle un peuple consente à se laisser mener au combat en pantalons rouges ou noirs et en capotes d'un bleu éclatant (3) ? » Enfin l'argument favori de tous ceux qui n'en trouvent pas d'autre contre l'adversaire, c'est la description des convois de prisonniers. Des hommes harassés par le combat, déprimés par la fatigue, souvent démoralisés par la captivité, peuvent facilement laisser une impression défavorable. Il n'est pas nécessaire de forcer beaucoup la note pour les représenter comme un troupeau pitoyable, cemposé de malingres « insuffisamment nourris » (gros grief !) et parmi lesquels on aurait peine à trouver une de ces figures qui font dire aux Allemands : « Voilà vraiment de beaux types humains ! » Mais ce ne sont là encore que des remarques tout extérieures, plus significatives pour la psychologie de ceux qui les formulent que pour la valeur réelle de ceux qui en sont l'objet.

A l'égard des Anglais, les Allemands se plairaient visiblement à conserver cette attitude d'indifférence dédaigneuse qu'a symbolisée la phrase célèbre de leur Empereur sur la *contemptible army* du général French. L'épreuve était au-dessus de leurs forces et l'impassibilité de commande qu'ils affectaient au

(1) Von Moser, pp. 36, 37 ; *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, I, p. 117. Thümmler, I, p. 15, II, p. 32, III, p. 20, VI, p. 10, VIII, p. 9, IX, p. 14, XXIV, p. 23.

(2) Von Moser, p. 22. Cf. Kutscher, p. 77, *Unser Vormasch bis zur Marne*, p. 37

(3) Thümmler, VI, pp. 13-14 ; Wiese, p. 96.

(4) Ganghofer, pp. 69-70 ; Thümmler, I, pp. 14-15, II, pp. 30-31, et XXIII, p. 12

début vis-à-vis de leurs frères de race n'a pas tardé à faire place à l'explosion d'un sentiment trop développé en eux pour ne pas se satisfaire à tout prix : c'est une haine aveugle, tenace, portée à un degré de violence où elle devient de la rage, manifestée sans relâche et sans ménagemens depuis les plus bas jusqu'aux plus hauts degrés de l'échelle sociale. Cette animosité furibonde apparaît d'abord dans les expressions, tour à tour ironiques ou brutales, communément employées pour désigner les Anglais : « nos chers cousins, les mercenaires britanniques, ou plus simplement encore « ces canailles (1). » Elle se trahit chez l'Empereur lui-même, si maître de ses sentimens qu'il prétende paraître, par une involontaire altération de la voix toutes les fois que la conversation vient à tomber sur les gens et les choses d'outre-Manche (2). Elle se manifeste dans les lettres du front par des malédictions continuelles et fournit aux auteurs de mémoires l'occasion de tirades laborieuses et bien senties contre la perfide Albion. Ganghofer accouple à ce nom abhorré celui d'Hérode, ce qui est une manière détournée de comparer l'Allemagne à Jésus-Christ (3). Peu accessible d'ordinaire à la compassion envers les ennemis, il éprouve un attendrissement inattendu en présence du cadavre abandonné d'un jeune soldat français, afin d'avoir le droit de s'écrier : « Dormeur silencieux, qui étais-tu? quel était ton nom? Qui te pleure? Quel bonheur t'a été ravi parce que c'était l'avantage de l'Angleterre! Nous autres Allemands, nous t'aurions laissé ta vie, ton nom et ton bonheur! Mais l'Angleterre veut faire de meilleures affaires et augmenter le chiffre de ses dividendes. C'est à elle que tu as été sacrifié (4)! » Gottberg, à son tour, interrompt un récit animé de sa campagne de Belgique pour démontrer, par une docte dissertation en deux points, que les Anglais, dont ses compatriotes acceptent trop facilement la réputation de gentlemen, ne sont pas plus estimables comme individus que comme nation (5).

Pour comprendre la profondeur de ce sentiment, il faut se rappeler que le dépit y a autant de part que l'inimitié et en

(1) Thümmler, XXVI, pp. 14 et 18; Krack, p. 126.
(2) Ganghofer, p. 87.
(3) *Id.*, p. 74.
(4) *Id.*, p. 126.
(5) Gottberg, pp. 90-94.

suivre à travers toute la campagne les principales manifestations. Au début, les troupes qui envahirent la Belgique avaient été tenues, sans doute à dessein, dans une ignorance complète de la déclaration de guerre anglaise, et elles n'en eurent connaissance que lorsqu'elles virent en face d'elles les uniformes khakis (1). Elles éprouvèrent à ce spectacle la déception d'un joueur heureux auquel l'intervention hostile d'un ami supposé enlève à l'improviste sa meilleure carte. Aussi quelles rancunes s'amassent dans leurs cœurs! D'après Kutscher, l'aspect des premiers cadavres anglais épars sur le sol excite parmi ses hommes un accès de « terrible indignation » *(furchtbare Entrüstung)*. Plus tard, quand son régiment croise un convoi de prisonniers, des poings menaçans se dressent dans leur direction, tandis que des exclamations furieuses s'échappent des rangs : « Vous vous battez contre votre propre race (2) ! » Les mêmes cris saluent, à la sortie de Maubeuge, le défilé des soldats britanniques de la garnison, « ces infâmes traîtres au germanisme et à la race blanche (3). » L'issue du siège d'Anvers, où l'on espérait les prendre comme dans une souricière, ajoute une nouvelle déception à l'amertume allemande (4), et l'occupation d'Ostende fournit contre eux un nouveau grief, bien caractéristique de l'hypocrisie germanique. Entrés dans cette ville sans combat, les officiers de l'armée d'invasion se répandent dans les grands hôtels de la plage, pour y fêter en toute tranquillité la perspective d'une agréable et paisible villégiature. Le tir bien ajusté des frégates britanniques vient malheureusement interrompre leurs libations et les forcer à une retraite précipitée. Ils en témoignent une indignation presque comique par l'inconscience qu'elle révèle chez eux. Bombarder une ville ouverte, quel scandale! Il faut être Anglais pour se permettre un pareil attentat aux règles les plus sacrées du droit des gens! Personne ne semble se rappeler la violation de la neutralité belge (5).

En attendant le moment de pouvoir châtier les auteurs de ces crimes, il ne reste d'autre ressource que de les maudire, et personne ne s'en fait faute. « Aucun d'entre eux ne serait

(1) Hoecke, pp. 45 et 66.
(2) Kutscher, p. 27.
(3) Krack, p. 61.
(4) *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, I, p. 254.
(5) Gottberg, pp. 107 et 108.

plus en vie, écrit un combattant, si les anathèmes et les malédictions suffisaient pour tuer. » « Aussi longtemps, déclare un autre, qu'un peuple soutiendra la lutte contre ce gouvernement d'ignominie, on me comptera dans ses rangs (1). » D'autres attribuent à ces adversaires détestés toutes les surprises désagréables qui les attendent au cours de la campagne. Sous Verdun, un soldat explique la résistance de la place par la puissance des canons de marine *anglais* dont elle est munie; plus loin, il parle sérieusement du *commodore* qui la défend (2). Tous soupirent après le moment, prochain à leurs yeux, où les « perfides cousins » recevront chez eux le châtiment qu'ils méritent. On lit dans les lettres du front des phrases comme celle-ci : « Bientôt, nous l'espérons, nous allons sur Londres. Ce sera un vrai régal pour nous autres Bavarois (3) ! » Le sévère Kutscher lui-même oublie ses habitudes d'impassibilité pour formuler le même souhait en termes aussi véhémens. Oh! passer la Manche et saisir enfin à la gorge ce peuple de boutiquiers qui depuis des siècles n'a pas vu la fumée d'un camp ennemi, quelle perspective (4)! Ce rêve s'évanouit bientôt dans la fatigante monotonie de la guerre de tranchées, et il ne reste à ceux qui l'avaient caressé que la ressource de répéter sans trêve le fastidieux et stérile *Gott strafe England!* Que Dieu punisse l'Angleterre!

A défaut des soldats, les marins ont aperçu au moins la possibilité de pouvoir atteindre un instant l'adversaire abhorré dans son île. Aussi, comme ils savourent cette passagère satisfaction! Lors du bombardement de Yarmouth (3 novembre 1914), l'ouverture du feu contre une ville ouverte est saluée par une bruyante explosion d'enthousiasme. Du fond de la chambre aux machines, les chauffeurs eux-mêmes poussent de sonores hurrahs et éclatent de rire à chaque détonation nouvelle. Les mêmes scènes se renouvellent, le 16 décembre suivant, à bord des navires dont le feu fait quelques victimes inoffensives à Scarborough et à Hartlepool. Le cœur des marins déborde de joie à l'idée des « énormes dégâts » et du « puissant effet moral » qu'a dû produire l'apparition de leurs vaisseaux sur la

(1) Thümmler, XIII. p. 20 et XXIV, p. 14.
(2) *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, IV, p. 290.
(3) Wiese, pp. 42, 195.
(4) Kutscher, pp. 149 et 225.

côte britannique (1). Ces transports d'allégresse devaient rester sans lendemain, par suite de la sévère leçon infligée par la flotte anglaise à ses adversaires. Ils servent du moins à éclairer encore une des faces de la mentalité germanique.

Les différens traits que nous venons de trouver si fortement marqués dans les mémoires militaires allemands s'accordent pour composer un tableau d'ensemble de la guerre actuelle, telle que leurs auteurs ont cherché à nous la représenter. Une nation pacifique, appelée subitement à la défense de ses biens les plus sacrés par une inavouable coalition de jalousies; un peuple opposant à l'agression dont il est victime un irrésistible élan d'enthousiasme patriotique, une inébranlable confiance dans la justice de sa cause comme dans la valeur de ses soldats; une armée modèle, unissant à la perfection de l'organisation matérielle le plus haut degré de discipline morale, et représentant l'instrument de guerre le plus parfait qui ait encore paru sur les champs de bataille; en face d'elle, des adversaires désunis, défians, battus aux premières rencontres, incapables de prolonger longtemps une lutte à laquelle ils sont mal préparés : voilà l'impression que ces témoignages étaient destinés à produire, et qui se dégage d'une première lecture. Doit-elle rester l'impression définitive? et la majestueuse façade qu'on nous présente ne recouvre-t-elle pas des fissures, des vices de construction et même des symptômes d'affaissement? C'est aux intéressés eux-mêmes que nous allons le demander.

ALBERT PINGAUD.

(1) Thümmler, XIX, pp. 24-25 et XXII, pp. 4-6.

LA
MUSIQUE ET LES SOLDATS

I

L'ART D'AUTREFOIS ET D'HIER

« Officiers, sous-officiers et soldats, » ceux des armées de terre et de mer, isolés ou réunis, au combat, au repos, en marche, fût-ce à l'exercice ou à la parade, la musique de tous les temps et de tous les pays leur a fait à tous une place. Opéra, opéra-comique, opérette même, symphonie, chanson, romance ou « mélodie, » il n'existe pas un « genre » où des figures et des scènes militaires ne se trouvent représentées par les sons. Individuelles ou collectives, les unes lointaines et déjà passées, d'autres plus proches et comme toutes fraîches, regardons, écoutons aujourd'hui quelques-unes de ces images chantantes. Images militaires encore une fois, ou de militaires, parmi lesquelles nous rencontrerons plus d'un trait, plus d'une silhouette de héros.

***

Ce musée musical aurait sa « galerie des batailles. » On y donnerait la place d'honneur, le grand panneau central, à *la Guerre*, ou *la Bataille de Marignan*, ou *la Bataille française*, ou *la Défaite des Suisses*, du vieil et mystérieux Clément Jannequin. D'autres essais, du même genre, avaient précédé cette œuvre maîtresse, et d'autres, au cours du XVIe siècle, l'ont

suivie. Si l'on en croit notre érudit confrère, Michel Brenet, — et comment ne l'en point croire? — la chose n'a rien d'étonnant, pour peu que l'on mesure « la part alors revendiquée par l'élément militaire et chevaleresque dans la vie publique et privée. » A quoi l'historien musical ajoute, ou plutôt ajoutait (en 1911), quelques observations dont le temps présent accroît encore l'intérêt et la justesse. Les récits, les monumens de l'époque « nous offrent de la guerre une image si différente de celle à laquelle nous sommes aujourd'hui accoutumés! Depuis que « les progrès de la science » ont permis d'organiser de monstrueuses tueries, où des armées entières peuvent se détruire sans se voir, en se servant d'engins compliqués et sûrs comme des instrumens de précision, on a peine à se figurer ce qu'étaient les combats d'antrefois... où le son terrible des mines et du canon n'étouffait pas les cris de guerre et les éclats des trompettes. » A ces deux derniers élémens joignons le roulement des tambours, — celui-ci, comme la sonnerie des trompettes, imité par le chant seul, — et nous aurons toute la substance musicale, purement vocale, on le sait, d'une *Bataille de Marignan* et de tant de productions contemporaines et similaires. L'œuvre de Clément Jannequin se composait de motifs très connus, très nombreux, et divers jusqu'à l'incohérence : les uns graves, héroïques, les autres plaisans ou bouffons. Aussi bien, ce mélange réaliste constituait l'esprit même d'un genre alors très à la mode, le « *quolibet.* » Nous ne saurions trop recommander aux amateurs des « batailles en musique » les pages que leur a consacrées Michel Brenet (1). On trouve là maint détail littéraire, musical, voire pittoresque, d'abord sur la *Bataille de Marignan,* puis sur tant d'autres, qui ne furent guère, par la suite, que des imitations ou des répliques d'un modèle demeuré fameux entre tous. Dans le nombre, il y eut même des batailles navales, tout au moins une, la « *Guerre marine,* » dont l'auteur se nommait Desbordes et dont le texte seul nous est parvenu.

Si, depuis le XVIe siècle, le genre ne s'est ni développé ni renouvelé, la cause de sa décadence et de sa stérilité pourrait bien être la transformation, plus haut signalée, des élémens ou des conditions sonores de la guerre. En somme, et malgré

(1) Voyez : *Musique et musiciens de la vieille France;* Félix Alcan, Paris, 1911.

l'appoint et le progrès de la symphonie moderne, la musique de batailles a cessé de rien produire qui compte. La *Bataille de Vittoria*, que Beethoven, on le sait, ne composa point en notre honneur, n'a pas ajouté non plus à sa gloire. En fait de « guerre marine, » on ose à peine rappeler, de loin, certain combat naval qui se livre, ou plutôt se livra naguère, vers le milieu du siècle dernier. à l'Opéra-Comique, entre les deux flottes vénitienne et turque. C'était au second acte d'*Haydée*. De celui-là nous possédons encore les paroles et la musique :

Bravons la mitraille,
Les flots en fureur;
Un jour de bataille
Est jour de bonheur.

Voilà le style des unes, et l'autre est dans le même goût. Sans compter que, sur le pont du navire, au plus fort de la mêlée, au chant de semblables refrains, on voyait un groupe de marins faire une partie de cartes. Évidemment nous ne sommes point ici à Lépante.

Il y a peu d'années, à l'Opéra-Comique également, un jeune musicien de talent, M. Raoul Laparra, a pris beaucoup plus au sérieux des scènes de guerre, de guerre sur terre cette fois, et de la guerre carliste. Le succès du belliqueux ouvrage fut médiocre, et c'est peut-être justement la représentation visible et sonore, — oh! combien sonore! — d'une bataille moderne, qui fit de la *Jota* la sœur moins heureuse de l'émouvante *Habanera*.

En dehors des batailles, la vie militaire, et cette vie collective d'abord, abonde en sujets musicaux, ou « musicables, » et dont la musique souvent s'est inspirée. Qui dénombrera les marches, ou les chœurs de ce genre, et tant de scènes, parfois des œuvres entières, les unes dramatiques, les autres plaisantes, où figurent des soldats.

De grand matin j'ai rencontré le train
De trois grands rois qui allaient en voyage.
. . . . . .
Venaient d'abord des gardes du corps,
Des gens armés, avec trente petits pages.

Ainsi des soldats accompagnent ou plutôt précèdent les rois, sur les routes de Provence, aux sons de la marche fameuse,

populaire entre toutes, à laquelle le musicien de l'*Arlésienne*, en lui laissant tout son éclat, ajouta je ne sais quelle ombre de mélancolie et de rêve. Par la beauté, par la poésie du thème et de ses variantes, nulle autre ne nous émeut davantage. C'est de celle-là toujours, avec une éternelle tendresse pour la contrée qu'elle évoque, pour le chef-d'œuvre dont elle est l'âme, que nous nous souvenons d'abord. Gardons-nous toutefois d'en oublier quelques-unes, plus récentes, mais également nôtres et plus dignes que jamais de nous être chères : la *Marche héroïque* de M. Saint-Saëns, dédiée à la mémoire d'Henri Regnault, et, du même grand musicien, la petite marche qui termine la *Suite algérienne :* marche non pas de guerre celle-là, plutôt de revue ou de promenade, et qui rythme gaiement, au soleil d'Afrique, le pas relevé de nos troupiers, j'allais dire de nos pioupious français.

Entre tant de marches, et de tous les pays, il y en a pour les jours de bataille ; il en est aussi pour les jours de triomphe et les rentrées victorieuses : celle d'*Aida*, par exemple, double et fulgurante sonnerie de trompettes, égyptienne soi-disant, mais en réalité tout italienne, et qui déroule avec ampleur son magnifique cortège sonore.

Une autre, tout autre, se précipite et se rue à l'assaut. Étrangère par le thème, elle est française par la symphonie, par le développement et l'orchestration, plus encore par l'ardeur, la fureur qui l'anime et peu à peu la transforme en véritable, formidable mêlée : vous avez reconnu la Marche hongroise de la *Damnation de Faust*. Oui, par toutes ces beautés qu'elle reçut du génie de Berlioz, aujourd'hui plus que jamais, nous aimons à la sentir nôtre. Et, toujours aujourd'hui, les pages qui la précèdent nous paraissent également, plus belles et nous émeuvent d'une émotion non encore éprouvée. Quel sens nouveau, plus profond, prennent donc, en de si grands jours, les choses vraiment grandes ! La scène est présente à toute mémoire de musicien. « Plaine de Hongrie. Faust seul au lever du soleil. » En de lentes, longues phrases, chargées d'ennui, le vieil et sombre rêveur exhale la plainte de son âme inquiète. Vainement une symphonie complexe et diverse apporte encore à son oreille les échos de la ronde villageoise et, déjà, les appels de la marche guerrière. Les choses maintenant vont changer autour de lui, qui ne changera pas :

« Une autre partie de la plaine. Une armée qui s'avance. » (Ne dirait-on pas des indications à la Shakspeare?)

Mais d'un éclat guerrier les campagnes se parent.
Ah! les fils du Danube au combat se préparent.
Avec quel air fier et joyeux
Ils portent leur armure! Et quel feu dans leurs yeux!
Tout cœur frémit à leur chant de victoire.
Le mien seul reste froid, insensible à la gloire.

Rappelez-vous ce récit grandiose, héroïque d'abord, puis désolé, l'élan des premières paroles, l'accablement des dernières et leur chute, si morne, dans le silence d'un orchestre qui tout à l'heure soutenait le discours lyrique et maintenant l'abandonne et le trahit. Que de sentimens divers, mais analogues et qui se touchent, qui se mêlent, le souvenir seul de la musique n'a-t-il pas le pouvoir d'éveiller! Un jour de ce printemps, non pas dans la plaine, mais au carrefour d'une forêt, des soldats aussi, devant nous, vinrent à passer : des fils, non du Danube, mais de nos fleuves de France. *Avec quel air fier et joyeux* ils portaient, non pas *leur armure*, mais leur tunique couleur du ciel ! En les voyant si jeunes, et si braves, et si beaux, le promeneur à cheveux blancs éprouva quelque chose de la tristesse, des regrets, dont le cœur du vieux Faust est rempli. Mais son cœur à lui, bien loin de rester *froid, insensible à la gloire*, battait de la douleur de ne pouvoir plus y prétendre, y marcher, y courir avec eux.

Sur d'autres pages de la *Damnation de Faust*, une couleur et vraiment une poésie militaire est répandue. Quand s'éteignent les dernières notes de l'air de Marguerite : « *Il ne vient pas!* » quelle expression redoublée de détresse et de délaissement y ajoute l'écho de « la retraite, » sous les fenêtres de la délaissée! Ailleurs, par les rues de la ville, des soldats passent encore, et, cette fois, en chantant. Il y a, dans notre musique française que le *Faust* de Gœthe inspira, deux chœurs de soldats également célèbres, mais très différens et fort inégaux : celui de Berlioz et celui de Gounod. Le second n'est qu'un accessoire, un hors-d'œuvre plaqué. Il fallait faire revenir Valentin (« *Mon frère est soldat* »), ne fût-ce que pour maudire sa sœur. Alors on l'a fait revenir avec les camarades. Excellente occasion de « construire » un « ensemble : » marche d'abord, chœur ensuite,

puis l'un et l'autre à la fois. Mais tous les deux sont peu de chose : aucun intérêt dramatique; valeur musicale médiocre; style d'orphéon; vague analogie thématique, — juste assez pour qu'on mesure la distance, ou l'abîme, — avec le début de la *Marseillaise*. Au contraire, le chœur soldatesque de Berlioz, alternant avec le chœur des étudians et s'y mêlant ensuite, participe de l'action et n'en saurait être détaché. Bien plus, il l'environne, l'enveloppe. Autour d'elle il pose en quelque sorte le décor et crée l'atmosphère. Il respire, il répand la vérité et la vie. « Soldatesque, » disions-nous. Oui, tel est bien le caractère de cette musique. Plus que jamais nous le sentons aujourd'hui. Volontairement, afin de ressembler davantage au modèle, elle affecte quelque chose de rude et de grossier. La dureté du rythme, les accords assénés, les notes épaisses du basson qui chemine, tout, jusqu'au motif même de cette chanson de soudards, tout figure et dénonce la marche, ou la démarche allemande, ce pas lourd et brutal qui retentit et pèse encore, hélas! sur le sol de notre patrie.

Nos soldats n'ont pas de ces allures. Dans leurs emportemens, fût-ce dans leurs excès, ils conservent une certaine tenue, ou retenue, et des manières bon enfant. Il y aurait une étude à faire, légère il est vrai, mais plaisante, sur la théorie, voire sur la pratique de la guerre selon l'idéal et les traditions de l'opéra-comique français. *La Fille du Régiment*, *le Chalet*, fourniraient les exemples ou les types du genre et, comme dit Molière, du « caractère enjoué. » Rien d'innocent, d'anodin comme une action militaire, telle que librettiste et musicien de *la Fille du Régiment* la concevaient et la réalisaient en 1840 : « Au lever du rideau, des Tyroliens sont en observation sur la montagne du fond. » (Quelle ingénuité jusque dans la mise en scène!) « Un groupe de femmes est agenouillé devant une madone de pierre. La marquise de Berkenfield, assise dans un coin, se trouve mal de frayeur, soutenue par Hortensius, son intendant, qui lui fait respirer des sels. On entend le canon dans le lointain. » On l'entend aussi à l'orchestre : un peu, pas beaucoup, et pas longtemps. Tout de suite un paysan accourt, porteur de ce « communiqué » réconfortant : « Les Français quittent la montagne. Nous sommes sauvés, mes amis. » Encore une fois cette représentation poético-musicale de la guerre est d'une bonhomie et d'une vivacité charmantes. Rien n'y traîne; rien

non plus ne s'y prend au tragique, ou seulement au sérieux. La noble voyageuse autrichienne exprime pourtant, à notre endroit, certaines craintes personnelles, mais imaginaires :

Les Français, chacun me l'assure,
Sont une troupe de brigands.
Pour peu qu'on ait de la figure,
Ils deviennent entreprenans.
Aussi je frémis quand j'y pense ;
Mon sort, je le connais trop bien !
La beauté, les mœurs, l'innocence,
Ces gens-là ne respectent rien.

Elle nous calomnie, la marquise, au moins en paroles. Et la musique le sait bien. Elle proteste, la musique, elle nous justifie. Elle n'est pas dupe, elle l'est encore moins que la « poésie, » qui déjà ne l'est guère. Au surplus, le brave sergent Sulpice achève de rassurer les populations : « Fais-moi le plaisir de dire à tous ces trembleurs-là qu'ils peuvent montrer leurs oreilles. Nous venons mettre la paix partout... protéger les hommes quand ils vont au pas et les femmes quand elles sont jolies. » Et voilà dans quels termes, en 1840, l'opéra-comique rendait hommage à l'idéal des guerres de l'Empire, messagères et dispensatrices, par toute l'Europe, de l'ordre et de la tranquillité.

Autre tableau d'invasion, voire de réquisition, toujours sans violence. L'action du *Chalet* ne se passe pas, comme celle de *la Fille du Régiment*, dans le Tyrol, mais en Suisse. Max et ses camarades sont des soldats suisses, mercenaires autrichiens, qui rentrent dans leurs foyers. Mais en musique, ou par la musique, ce sont bien des Français. Petite, oh! très petite musique que celle-là, démodée et falote, parfois risible, mais parfois rieuse et spirituelle aussi. Le duo du *Chalet*, le « grand duo, » comme on l'appelait sur les programmes, entre Max le batailleur et le peureux Daniel, des artistes de l'Opéra-Comique, et qui se nommaient, s'il vous plaît, Capoul et Gaillhard, venaient nous chanter cela aux concerts de Louis-le-Grand, « du temps que j'étais écolier. » Et cela nous donnait une fière idée des militaires et de leur supériorité sur les civils. Alors aussi les fameux couplets, fameux autrefois : « *Dans le service de l'Autriche, Le militaire n'est pas riche,* » et leur refrain, plus populaire encore : « *Vive le vin, l'amour et le tabac!* » nous paraissaient résumer, sur le mode lyrique, le caractère,

ou l'*ethos* (en ce temps-là nous faisions du grec), de la carrière des armes. Telle était en tout cas l'ordinaire expression et comme la formule obligée du genre militaire à l'Opéra-Comique. Au « Grand Opéra, » dans *Robert le Diable*, on disait, ou plutôt l'on chantait : « *Le vin, le jeu, le vin, le jeu, les belles.* » Le fond était pareil ; la forme seule, ainsi qu'il convient à l'Académie de musique, un peu plus relevée.

Dans le même esprit, et le même style, — plutôt moyen, — faut-il aller jusqu'aux scènes de pillage, d'orgie? Le *Chalet* encore va nous en offrir comme exemple un chœur de soldats, paraphrase ou mise en scène (le tabac seul excepté) du refrain cité plus haut.

Du vin, du vin, du rhum et du rac,
Ça fait du bien à l'estomac.

(Observez dans le livret de Scribe la fréquence des rimes en *ac*.) Voilà pour la boisson. Et voici pour la mangeaille et les autres excès :

Nous voulons à dîner. Ainsi, belle aux yeux doux,
Il faut, à nous aider, que votre talent brille.
— Mais, messieurs, de quel droit?
— Elle est vraiment gentille.
J'aime ses traits charmans par la crainte altérés.

Nous sommes loin, n'est-il pas vrai, des atrocités allemandes. Aussi bien, gardons-nous d'oublier que la pièce, ou l'intrigue, du *Chalet*, comme celle du *Déserteur* (autre opéra-comique militaire, plus ancien et plus distingué), — ne consiste que dans une plaisanterie. La musique d'Adam, — ne lui disputons pas ce mérite, — le sait et constamment nous le fait savoir. Si menue qu'elle soit, et si facile, trop facile, elle n'est pas sotte, et surtout, ainsi que tout à l'heure celle de Donizetti, elle n'est pas dupe. Comme les paroles, peut-être des paroles mêmes, elle se moque et rit ; elle aussi, elle plaisante. A la relire, on se souvient de ce que Voltaire écrivait un jour à Mme du Deffand : « Il faut avouer que le ton de la plaisanterie est, de toutes les clefs de la musique française, celle qui se chante le plus aisément. » On pourrait ajouter, non sans regrets, que la musique française, depuis trop longtemps, semble avoir perdu l'usage de cette clef-là.

Il en est de plus graves, que notre musique militaire, ou de

militaires, a su chanter également. Aux soldats du *Chalet* ou de *la Fille du Régiment*, je préfère ceux du *Pré aux Clercs*, sérieux, et même tragiques. L'élégante et chevaleresque partition d'Hérold est toute bruissante, par endroits, d'un cliquetis d'épées. Le chœur soldatesque du premier acte est beau de rudesse, d'insolence et de colère. Mais celui des archers, au dernier acte, est d'une plus sombre beauté. A ce degré de puissance, le génie, — en vérité le mot n'est pas trop fort ici, — le génie de l'opéra-comique français n'avait pas encore atteint. Il est sinistre, ce chœur, espèce de ronde farouche, cynique, à deux pas de la rencontre furieuse, et qui sera mortelle, de Comminge avec Mergy. Entre les couplets, sur un mode lugubre, l'exempt et les archers, qui de loin surveillent le combat, échangent de funèbres mots d'ordre. De mesure en mesure, presque de note en note, plus d'inquiétude et d'effroi se répand. Rythmes et valeurs pointées, frêle et tremblant motif, phrases étouffées et craintives, déclamation morne, à mi-voix, dernière reprise du chœur à voix plus basse encore; enfin, pour conclure, la fameuse ritournelle escortant au fil de l'eau la barque funéraire (« *cosi sen vanno su per l'onda bruna* »), tout fait de cet épisode lyrique un des plus émouvans entre ceux où des soldats figurent, où passent l'ombre et l'horreur de la mort.

Souhaitez-vous d'autres scènes, militaires toujours, mais plus vivantes? Relisez le second acte de *l'Étoile du Nord*. La vie d'un camp y est représentée. Ce camp fut prussien avant d'être russe. *Le Camp de Silésie*, tel était le titre de l'ouvrage composé par Meyerbeer, en 1844, pour Berlin, et qui plus tard, retouché, transformé, devint, à Paris, *l'Étoile du Nord*. Ouvrage patriotique à l'origine, en l'honneur de Frédéric II, lequel, il est vrai, « n'y paraissait point aux yeux, mais seulement aux oreilles, par un air de flûte joué dans la coulisse (1). » En revanche, on pouvait contempler sur le théâtre, en leurs uniformes variés, les divers régimens de la guerre de Sept Ans. D'où la prédilection des critiques d'outre-Rhin, tels que feu Hanslick, de Vienne, pour « le seul ouvrage véritablement allemand du maître prussien. A nulle autre composition de Meyerbeer la nation allemande ne se trouva plus directement

(1) Blaze de Bury : *Meyerbeer et son temps*.

intéressée. » Aussi ne manqua-t-elle pas de faire un crime, — et de lèse-patrie, — au musicien, d'avoir mis en morceaux, pour plaire aux Parisiens, son œuvre la plus nationale. « *L'Étoile du Nord* est un enfant qui coûta la vie à sa mère. » (Hanslick.)

La vie dont l'œuvre même est animée, au second acte (l'acte militaire), est plus extérieure que profonde. Elle a quelque chose aussi de factice et de mécanique. Elle s'exprime en une série d'épisodes où se sentent moins le naturel et l'inspiration, que l'artifice, la recherche et l'effort. La cavalerie, l'infanterie, chacune des deux armes célèbre à son tour son mérite respectif, en des chansons où l'ineptie des paroles n'est pas rachetée par une musique à peine plus spirituelle, pesante, et qu'alourdissent encore les *rrrr*, les *trrrr* et autres insipides onomatopées. Il y a plus d'agrément et d'ingéniosité dans les couplets alternés, en forme d'assaut, des deux vivandières. Aussi bien, « le vin » et « les belles, » la scène d'ivresse et la scène d'amour, également obligatoires, ne manquent pas à cette succession classique de tableaux militaires. Le meilleur est le dernier, qui représente les soldats russes, mutinés un instant, mais bientôt soumis par le Tsar, apparu et reconnu soudain. Complexe, ou composite, formé de plusieurs thèmes qui d'abord se succèdent, pour s'étager ensuite et se fondre, le finale du second acte de *l'Étoile du Nord* est l'un des exemplaires mémorables de ces architectures, ou peut-être seulement de ces échafaudages sonores, que Meyerbeer excellait à construire et à colorier. Il se peut que la grandeur en soit plus apparente que réelle ; de tels moyens et de semblables effets n'en possèdent pas moins une incontestable grandeur. Quant à la transposition, ou à la naturalisation du sujet, si les Allemands s'en offensèrent autrefois, ce serait plutôt aux Russes aujourd'hui de s'en plaindre, et à nous-mêmes, avec eux et pour eux. Nous ne saurions plus voir, sur la scène française, nos alliés défiler aux sons de la fameuse marche de Dessau, cette marche, dit Hanslick, « dont la mélodie et la signification est familière au moindre gamin allemand. » Un de ces gamins-là, qui s'appelait Henri Heine, la comprit jadis à sa manière. Certain Français, le tambour Legrand, lui en avait appris le rythme et le sens. « J'ignorais le mot *sottise*. Il jouait la marche de Dessau et je comprenais. » Cela, nous le comprenons aussi bien qu'Henri Heine. Mais nous savons, hélas !

encore mieux que lui, qu'une marche militaire allemande a de bien autres et plus abominables significations.

Il y a, dans l'œuvre de Meyerbeer toujours, une scène de soldats, antérieure et supérieure, — de très haut, — à celle-là : c'est le finale du troisième acte du *Prophète*. Même situation (une sédition militaire maîtrisée par un chef), mais non pas du tout même musique. Le passage est parmi les plus nobles et les plus purs de l'opéra meyerbeerien, parmi ceux qu'il faut sauver de l'oubli, que dis-je, du mépris auquel certains prétendent aujourd'hui condamner tout le répertoire du puissant dramaturge lyrique. Le chœur même de la révolte est très bref, ne consistant guère que dans un mouvement, une poussée brutale, arrêtée aussitôt. La réponse, au contraire, est une longue, magnifique harangue, et d'un grand capitaine. Un *Conciones* lyrique ne saurait en offrir de plus éloquente. Admirable de composition et de développement, elle l'est aussi de variété. Elle commence dans la forme du récitatif : d'un récitatif oratoire et mélodique, je veux dire qui parle et qui chante à la fois, dont les notes s'appliquent, adhèrent aux paroles, en renforcent, en centuplent l'expression, en avivent toutes les couleurs et les moindres nuances même. Il en est, de ces notes, de ces phrases, d'irritées et d'ironiques; les unes menacent, réprouvent et maudissent; d'autres tombent et pèsent lourdement sur les coupables, comme pour les écraser; mais d'autres les relèvent repentans, les exaltent et les enflamment. Ensuite éclate un éblouissant dialogue entre les clairons de l'armée assiégeante et ceux de la ville de Münster assiégée. Par-dessus, et très haut, plane l'exhortation, la proclamation, déjà presque victorieuse, avec, et justement sur ce mot : « *la victoire*, » une modulation qui découvre, d'un seul coup, tout un nouvel ordre, tout un nouveau monde sonore. L'apostrophe enfin se change en un hymne guerrier et religieux, où se reconnaît, transfiguré, le thème liturgique du *Stabat*. Là, tout est magnifique : non seulement les strophes, mais les antistrophes, et les « passages, » ou les « rentrées, » qui les relient : vocalises éperdues et comme ivres d'une joie héroïque et sacrée; thèmes qui tressaillent et bondissent d'allégresse, pareils aux montagnes dont parle la Bible; enfin, çà et là, sur les lèvres inspirées du Prophète, on dirait presque du Psalmiste, dans sa voix et, pourvu que l'interprète, — un Jean

de Reszké naguère, — soit digne du rôle, dans son regard et dans son geste même, la douceur et la modestie d'un jeune lévite. Quel chef! Et quels soldats! Quel ordre du jour! Quelle offensive! La musique jamais n'en « déclencha » de plus foudroyante. Et, pour allemand, voire prussien, que fût le musicien de cette musique-là, ne l'oublions pas, c'est chez nous, pour nous et selon nous qu'elle a été composée. Française par la volonté du maître, par son génie, qu'un Meyerbeer, après et comme un Gluck, avait librement fait nôtre, nous n'avons point à l'envier, moins encore à la détester et à la proscrire aujourd'hui.

Parmi les choses de la guerre, la musique n'a rien omis, rien ignoré. Sensible au mouvement et à l'action, des sujets ou des scènes plus calmes ne la laissent point indifférente : elle a su traduire aussi la poésie du repos et la sérénité du sommeil. Deux tableaux de ce genre, l'un déjà ancien, l'autre d'hier, nous reviennent en mémoire. Le premier est de Massenet et se trouve dans *le Cid*. L'opéra ne renferme pas une inspiration plus pure. Sans être de Corneille, la pensée, le sentiment ici n'est pas indigne de lui. Héroïque avec moins de puissance que de tendresse et de pitié, Rodrigue pourtant s'exprime en héros. Sous sa tente, il veille seul et seul il prie, le jeune capitaine, pour ses soldats endormis, pour ceux qui demain vont combattre et mourir.

Que l'ange du sommeil effleure de son aile
Les fronts déjà promis à l'ange de la mort.

Ils ne sont pas mal, ces deux vers, et la musique en est tout à fait belle de mystère, de sollicitude et de mélancolie. Belle aussi l'oraison qui suit. Fervente et grave, elle se développe avec ampleur, pour se couronner par un élan pathétique, par un « acte, » — au sens religieux du mot, — enthousiaste et brûlant, de foi, d'espérance et d'amour. Une veillée des armes, et d'un chef, et consacrée à la prière, est-il une scène mieux faite pour nous toucher aujourd'hui! En vérité cette page musicale vient, ou revient, à son heure. Elle reçoit des jours présens une vertu nouvelle et, pour le musicien de France qui nous la donna jadis, elle demande aux Français une pensée d'admiration et de reconnaissance.

Autre veillée militaire :

Tandis que j'attends l'ennemi,
Les yeux fixés vers la brume lointaine,
Moi, le chef, j'écoute l'haleine
Des jeunes soldats endormis.
Ils dorment, leur âme légère
Chasse l'image des combats.
Ils sourient, ils ne pensent pas
A leur sublime misère.
Ils rêvent doucement aux choses de la vie,
A la femme, à l'enfant, à la moisson bénie...

Nous empruntons ces vers à certains *Chants de guerre*, dont M. Pierre Lasserre, le philosophe, le critique et l'historien que vous connaissez d'ailleurs, est tout ensemble le poète et le musicien. Pour la seconde fois (1), nous recommandons ce recueil à nos lecteurs. Ils y trouveront les accens les plus variés et les plus justes : rien de banal, encore moins de vulgaire; la gravité, la force et l'enthousiasme en certaines odes ; ailleurs, comme en cette élégie militaire, si les deux mots se peuvent associer, une mâle, noble et fraternelle tendresse. Enfin, récente et comme encore chaude de la présente guerre, toute proche du sujet ou du modèle, cette musique en porte la ressemblance, en reflète la flamme. Elle a sur nous une prise immédiate et profonde. Musique de soldats, elle ne l'est point de soldats imaginaires et lointains, mais des nôtres, de ceux-là mêmes qui tous les jours, à tout moment, combattent, souffrent et meurent pour nous.

*
* *

Dans le musée, ou, plus modestement, la galerie militaire et musicale que nous parcourons ensemble, les portraits, comme les tableaux, abondent. Parmi ces figures isolées, il y en a de tous les temps, de tous les grades, de tous les genres, y compris, nous le verrons, le genre féminin.

Saluons, ainsi qu'il convient, les officiers d'abord, et, le premier, le plus populaire, le sous-lieutenant de *la Dame Blanche*. N'en déplaise à nos pédans, c'est un chef-d'œuvre dans un chef-d'œuvre, que le rôle de George Brown dans le ravissant opéra-comique de Boieldieu. « *Chez vous, mes bons amis, ne puis-je pas loger?... J'ai servi depuis mon enfance et je suis*

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre 1915.

officier du Roi. » Rien que ces premières, toutes premières touches, suffisent pour donner, avec une gaieté juvénile et brillante, une ombre de poésie, presque de mystère, à cette figure de soldat : soldat de fortune qui s'ignore lui-même à demi, ne sachant rien de ses origines et de son lointain passé. Tout dans la peinture musicale du personnage, est délicatesse et distinction. Si « le vin » et « les belles, » « l'amour et le combat » demeurent ici les élémens essentiels et comme spécifiques du genre, sur aucun de ces traits la musique n'appuie; loin de les abaisser ou de les grossir, elle les affine et les relève, les sauvant avec soin de toute apparence, de tout soupçon de trivialité. « *Vous me verrez le verre en main,* » chante George Brown en s'asseyant à table. Et jamais on ne vit officier d'opéra-comique boire avec plus d'élégance, aux sons d'une musique plus claire, plus vive, plus spirituelle, plus française en un mot, « *à l'amour, à la gloire, ainsi qu'à la beauté.* » Non pas que les paroles du toast accoutumé soient ici plus relevées que dans *le Chalet :* le même Scribe en est l'auteur. Mais il s'en faut que le musicien soit le même. Musicien, non d'amour, plutôt de galanterie, Boieldieu sait l'être avec bien de la grâce, témoin le duo de George et de l'accorte fermière, le duo « de la peur, » où ce mot, le plus étranger qui soit aux militaires, prend et reprend sans cesse les intonations variées et toujours légères que peuvent lui donner, légères elles-mêmes, l'ironie et la sensibilité.

Resterait à parler de l'air fameux : « *Ah! quel plaisir d'être soldat!* » Et pourquoi n'en parlerait-on point, de ce vieil air, si jeune toujours? Air d'officier, ou de l'officier par excellence, air professionnel, air-programme, il « embrasse, » comme on dit, — quand on dit mal, — toute la « carrière » des armes. Il ne nous en présente que d'agréables d'images et, si l'on veut, l'illusion, mais charmante, ou, comme on dit encore, le mensonge joyeux. La guerre qu'il célèbre n'a rien de commun avec celle que maudissait le poète antique *(horrida bella),* ou celle qu'a chantée, — sur quel autre mode! — le grand musicien réaliste Moussorgsky. « *Ah! quel plaisir d'être soldat!* » Cela ne ressemble pas davantage, malgré ce début, ou ce « départ enlevant, » à l'*ictus* initial de *la Marseillaise.* Cela n'est pas héroïque, à peine belliqueux. Mais, tout de même, comme c'est militaire! Vous savez le mot qui revient constamment dans les

citations à l'ordre du jour : « Officier plein d'*allant.* » Voilà justement, et tout de suite, l'allure du morceau. « *Quel aimable caractère!* » dira du gentil sous-lieutenant la non moins gentille fermière. On le dirait tout aussi bien de cette musique même. Aux braves gens qui l'écoutent, elle ne vient pas parler de tueries et de massacres. La guerre qu'elle leur raconte est pour les amuser plus que pour les émouvoir. On en revient, on en « réchappe » toujours, de cette guerre-là. Pas question de blessures, encore moins de mort. Sans doute,

Il court dans les champs de Bellone
En riant exposer ses jours,

mais aussitôt :

Écoutez ces chants de victoire :
De la gaîté c'est le signal.
Amis, buvons à notre gloire,
Buvons à notre général.

Au mot : *victoire,* un modeste *tutti* prête son éclat innocent, et le toast au général est souligné par cette indication touchante : « *doux, avec âme,* » en signe d'affectueux, de presque tendre respect.

Cependant le refrain vient et revient sans cesse : « *Ah! quel plaisir! Ah! quel plaisir d'être soldat!* » Oui, *plaisir* encore une fois, dix fois, et pas autre chose. La musique, ainsi que les paroles, n'en dit, n'en veut pas dire plus. Et cela en 1825, dix ans, pas davantage, après la fin de l'épopée. De quelle épopée! Et quelle fin!

Les épisodes continuent de se succéder. Pas un ne manque au tableau. C'est « la Guerre et la Paix, » comme dans Tolstoï. Paix achetée à bon compte, et dont une musique plus que jamais aimable, paisible déjà sans doute, mais encore militaire, décrit les honorables suites :

Quand la paix, prix de son courage,
Le ramène dans son village,
Pour lui quel spectacle nouveau !
C'est un père, un ami, qui le presse et l'embrasse,
Chacun se dit : « C'est lui! C'est l'honneur du hameau! »
Le vieillard même, quand il passe,
Porte la main à son chapeau.

Une autre musique sans doute (et sur une autre poésie) figurera

demain le salut de nos vétérans à nos jeunes vainqueurs, et l'étreinte des amis, des parens, et, qui sait! peut-être l'infidélité de quelques amantes. Boieldieu n'a pas négligé même ce dernier trait; mais il l'a noté, ou plutôt jeté, celui-là aussi, à la légère et gaiement, comme si, d'être un soldat oublié par son amoureuse, cela ne pouvait en somme gâter le plaisir français par excellence, plaisir que la musique française ne chanta jamais avec plus de vivacité, d'esprit et de bonne humeur : le « *plaisir d'être soldat.* »

L'officier de marine n'eut pas d'abord à se louer de la musique autant que l'officier de terre. Sans parler ou reparler d'*Haydée*, s'il y a des choses agréables, spirituelles ou sentimentales, dans *l'Éclair*, d'Halévy, ce ne sont pas les choses militaires. Imité de l'air du sous-lieutenant d'infanterie George Brown, l'air du lieutenant de vaisseau Lionel en reproduit seulement la formule, ou la lettre, dans un style dont l'emphase n'a d'égale que la platitude et la vulgarité.

L'acte naval, ou marin, de *l'Africaine*, en est aussi le plus médiocre. Image de la vie à bord et, s'il vous plaît, à bord d'un navire amiral, il en est une image dépourvue de caractère et de poésie. Le plus meyerbeerien des critiques de Meyerbeer assure, il est vrai, qu'au début de cet acte, avant que le rideau ne se lève, « l'Océan, de loin, s'annonce au voyageur. Vous ne l'apercevez pas encore, que déjà l'air salé, certaines rumeurs vagues, trahissent son approche. » Cela nous paraît seulement dénoter une rare autant qu'enviable finesse de l'ouïe, du goût et de l'odorat, chez Blaze de Bury, notre prédécesseur.

Une œuvre moindre que *l'Africaine*, et de beaucoup plus récente, *Madame Chrysanthème*, de M. Messager, nous donnerait peut-être des sensations analogues, et d'autres encore. Le navire où se passe la première scène n'a rien de commun avec celui d'*Haydée* ou celui de *l'Africaine*. Il porte, au lieu d'un amiral vénitien ou portugais, un officier de notre marine, très vivant aujourd'hui, que dis-je! immortel, et qui garde ici, même en musique, la moitié de son pseudonyme glorieux. A côté de Pierre, sur la passerelle, Yves, son frère, est debout. Nous les connaissons l'un et l'autre, et les reconnaissons. Ils n'ont rien d'imaginaire, ils sont bien de notre temps et de notre pays. Ils parlent de la Bretagne qu'ils viennent de quitter et de l'Orient vers lequel ils voguent. A la vérité de leurs propos, à

celle de leur personnage et de leur « tenue » même, la musique ajoute son prestige et sa puissance de poésie. Elle mêle à des signaux, à des commandemens, à des manœuvres de bord, à des appels de clairon, des impressions marines. Par un thème qui se meut et semble avancer, elle imite la marche du navire; par des accords longuement tenus, par des plans harmoniques tout unis, et qui s'étendent au loin, elle exprime le calme des flots et la sérénité de la nuit. Un gabier chante parmi les vergues, et le jeune matelot de *Tristan* ne chante pas une plus douce, une plus mélancolique chanson. Cependant, l'âme de Pierre et celle de son compagnon se partagent entre les contrées dont ils rêvent et la patrie qu'ils ont abandonnée. Pierre évoque le Japon et le décrit d'avance, d'une voix légère, sur des rythmes alertes, sautillans et menus, auxquels succède bientôt, pour un moment, une plus chaude et déjà presque amoureuse cantilène. Mais voici bien une autre antithèse, autrement pathétique et presque poignante. Soudain le souvenir du pays, du ciel et de la terre natale, ressaisit Pierre et, comme disent les bonnes gens, lui « retourne le cœur. » En musique, par la musique, ce brusque retournement est d'un beau lyrisme et d'une irrésistible puissance.

Parlant un jour de l'exotisme, Jules Lemaître en a dit excellemment : « Tandis que nous imaginons de nouveaux aspects de l'univers, il arrive qu'une fois bien entrés dans ces visions, nous y sommes mal à l'aise et vaguement angoissés; nous y sentons le regret nostalgique des visions connues, familières, et que l'accoutumance nous a rendues rassurantes. » Dans la sensibilité, dans le génie d'un Loti, ce contraste ou ce conflit est évidemment pour quelque chose. Tous les marins doivent en connaître par expérience la joie et le tourment. Et d'en avoir su rendre, avec tant de force, tant de vérité, les deux élémens et la rencontre de l'un et de l'autre, voilà ce qui donne à la musique de M. Messager son caractère et son prix.

Après les officiers, les soldats, et même, premièrement, par galanterie, quelques jeunes guerrières. La plus célèbre des nôtres, — jadis, — était Marie, « la fille du régiment. » Ne l'oublions pas tout à fait. « *Il est là, le voilà, morbleu, le beau vingt-et-unième!* » — « *Au bruit de la guerre,* » — et puis, et surtout, en dépit d'une fâcheuse prosodie, le fameux : « *Salut à la France!* » autant de couplets dignes de rester populaires.

Oui, des couplets tout au plus, et parfois moins encore : des refrains, des traits vifs et courts, à peine des phrases; comme qui dirait, en musique même, des « mots de soldat, » mais qui portent juste et frappent fort.

Pourtant il y a mieux, dans « l'annuaire » féminin, que l'aimable petite grognarde de Donizetti. Je ne songe point ici à la grosse Marion, cette autre brave fille, « la vivandière » de Benjamin Godard, mais à la délicieuse *Clärchen*, de Gœthe et Beethoven : héroïne d'amour, et qui souhaite si crânement de l'être de guerre, aux côtés de son héros bien-aimé. Deux strophes, un *lied* en deux couplets, c'est assez pour chanter sa vaillance. Un autre, tout à l'heure, suffisait à sa mélancolie, et plus tard il ne faudra pas cinquante mesures pour accompagner, pour honorer sa mort. Peu de sons, mais que de musique, et laquelle! Quel mélange, grâce aux deux modes, mineur et majeur alternés, du rêve et de l'action, du désir et de la volonté! Quelle hardiesse, avec quelle élégance, en cette figure, féminine sans recherche et militaire sans trivialité, sœur moins farouche, mais aussi fière et plus fine, des amazones antiques et des wagnériennes walkyries. Sans compter qu'aujourd'hui nous lui trouvons, à l'humble héroïne, des raisons, hier imprévues, de nous charmer et de nous émouvoir. Elle en évoque une autre, de son pays, plus pure encore, plus noble, et puis, et surtout, véritable et vivante. Désormais, au-dessus de la petite bourgeoise de Flandre et par elle, c'est vers la jeune, l'héroïque reine, compagne également d'un héros, et sa compagne de guerre, que s'élève l'hommage de notre admiration et de notre respect.

« *Ah! que j'aime les militaires!* » Ce fameux refrain d'une de nos opérettes, notre opéra-comique pourrait le faire sien. Des militaires, voilà presque tout le personnel masculin du vieil et délicieux chef-d'œuvre de Sedaine et Monsigny, *le Déserteur :* Alexis, « soldat de milice, » Montauciel, dragon, et Courchemin, brigadier de maréchaussée. Courchemin n'a qu'un air à chanter, le dernier, qui raconte le dénouement et la grâce du coupable, accordée, comme on eût dit alors, par la clémence royale à la beauté suppliante. « *Le Roi passait et les tambours battaient aux champs.* » C'est un brillant tableau, non sans grandeur même, de revue ou de parade, avec, au centre, un épisode aimable et plein de sensibilité. Sensible, spirituelle éga-

lement, telle est la partition du *Déserteur* et cette partition tout entière. Le type de Montauciel est peut-être la plus jolie silhouette de soldat qu'ait jamais esquissée notre musique de demi-caractère. Peu de traits y suffisent, mais si fins : un air et une chanson. Air à boire, ou plutôt après boire, d'un genre difficile à traiter. « Montauciel, un peu pris de vin, » dit le livret. Avec une discrétion, une distinction rare, la musique n'en dit pas davantage. Elle fait, non pas tituber, mais hésiter le chant. Elle avive le rythme d'une pointe d'ivresse, et par momens elle semble griser de vocalises légères la mélodie elle-même. Le dialogue, si plaisamment lyrique, du dragon Montauciel et de Bertrand le villageois, est encore une de ces rencontres d'opéra-comique où l'avantage reste au militaire. Jamais deux chansons plus diverses ne se sont mieux opposées d'abord, ensuite mieux combinées et fondues : celle du paysan, gauche et niaise ; puis, pour la relever et la dégourdir, celle du soldat, pimpante, et fringante, et galante, le tout avec un soupçon de poésie, mais de celle-là dont parle si bien Henri Heine, justement à propos du *Déserteur :* une poésie spirituelle, bien française, sans *morbidezza*, « une poésie jouissant d'une bonne santé. »

Cette poésie, et cet esprit surtout, avec moins de simplicité, plus de montant et de gaillardise, abonde, plus près de nous aussi, dans la *Manon* de Massenet. (Voir, au dernier acte, la chanson de route des archers et tout le personnage de Lescaut). Elle est enlevée avec une verve, — les peintres diraient avec un « chic » étonnant, — cette militaire ou plutôt soldatesque figure. Brillante, légère, elle ne manque pour cela ni de solidité, ni de « dessous. » Très libre, débraillée à souhait, cynique même avec élégance, pas une fois le caractère ou le style ne lui fait défaut. Elle est modelée par le rythme, par la mélodie, par l'accent et la déclamation, par les sonorités, qui créent derrière elle un fond, une atmosphère autour d'elle. Dans ce genre, ou dans cette couleur, c'est une espèce de petit chef-d'œuvre que le tableau de l'hôtel de Transylvanie. Le digne frère de Manon est là dans son monde, à sa place et chez lui. Un refrain goguenard à la bouche, se démenant au milieu de thèmes équivoques, parmi les timbres douteux d'un orchestre tantôt étincelant, tantôt sombre et presque sinistre, il apparaît vraiment ici, le sergent aux gardes françaises, comme le maître

de l'heure et du lieu, de l'heure trouble et du mauvais lieu.

Dans *Manon* toujours (dernières scènes), autre croquis militaire : sur la route du Havre, et, pour Manon, de l'exil, les soldats qui conduisent les prisonnières cheminent en chantant. Entre leurs propres voix et l'orchestre, leur chanson se partage. L'orchestre lui-même tantôt la répète et la prolonge en écho, tantôt la divise et l'éparpille en poussière sonore. Elle est d'un tour ancien. Elle a comme le goût ou le parfum de l'époque. Alerte, insouciante, il arrive aussi qu'un détail d'harmonie, ou d'instrumentation, qu'un mot surtout, un accent du dialogue parlé qui s'y mêle, en modifie le sens. Elle prend alors un caractère de tristesse, presque de sympathie. Précédemment, à propos de l'hôtel de Transylvanie, nous parlions de l'heure et du lieu. La musique les exprime encore une fois ici, mais bien différens, l'un et l'autre. Par contre-coup ou par reflet, elle associe la mélancolie des choses, et comme leur pitié même, à la désolation des cœurs.

Le soldat, le nôtre, notre musique sait nous le faire reconnaître jusque sous l'uniforme étranger, que dis-je? sous le costume antique : témoin le dialogue des deux sentinelles, dans *les Troyens à Carthage*. Cela, c'est du Berlioz spirituel, et spirituel en tout : par le tour mélodique, par le rythme cadencé, par l'orchestre imitatif, qui chante en même temps qu'il marche, et semble lui-même faire les cent pas. Ils se plaignent, les deux soldats, mais gaiement, de quitter, pour l'Italie inconnue et lointaine, le séjour, qui leur plaisait déjà, de l'aimable Carthage. A la fois de bonne et de mauvaise humeur, leur double chanson maugrée et sourit tout ensemble. Beaucoup moins troyenne que française, on pourrait lui donner comme titre : « *Un changement de garnison,* » duo pour factionnaires.

Avec *la Vivandière*, déjà nommée, de Benjamin Godard, le plus militaire de nos drames lyriques modernes est sans doute *l'Attaque du moulin :* paroles d'après une nouvelle d'Émile Zola, musique de M. Alfred Bruneau. Et cette musique pourrait bien être la meilleure que ce musicien ait composée. Telle du moins elle nous parut naguère et nous ne lui ménageâmes point, ici même, l'expression de notre sympathie. Le sujet de l'ouvrage était un épisode de guerre, de la guerre avec « l'ennemi, » comme on disait alors, craignant de le nommer en public, sur un théâtre. C'était le temps de la formule, de la consigne

fameuse autant que funeste : « Pensons-y toujours, n'en parlons jamais. »

Le premier acte de *l'Attaque du moulin* représentait, ou plutôt annonçait la mobilisation générale. Une vieille paysanne, Marceline, espèce de pythonisse villageoise, lançait contre la guerre, tueuse autrefois de ses deux fils, des imprécations qui ne manquaient pas d'une farouche beauté. Le second acte, c'était l'invasion, le moulin occupé, le gendre du meunier pris comme otage. Cependant, au bord de la rivière, une sentinelle ennemie soupirait cette complainte :

Mon cœur expire et moi j'existe,
Mon pauvre cœur est toujours fatigué.
L'amour qui part le laisse triste,
L'amour qui vient ne le rend pas plus gai.
La joie est courte et le deuil est immense,
Je n'attends rien du douteux avenir;
Ah! que plutôt jamais rien ne commence,
Puisqu'un jour tout doit forcément finir.

Voilà le pessimisme sentimental qu'une poésie assez prudhommesque, accompagnée d'une musique très supérieure, prêtait alors aux soldats allemands.

Bientôt survenait Marceline, la vieille sibylle, et la vue du jeune factionnaire boche n'inspirait à cette mère, à cette mère française, et de deux fils morts pour la France, qu'admiration, tendresse et pitié :

Qu'il est fier, jeune et beau! A sa robuste épaule
Son lourd fusil n'est qu'un léger roseau.
Il ressemble à mon Jean! Et comme lui sans doute
Il se bat bien et va, qui sait! pauvre étranger,
(Sans larmes je n'y puis songer!)
Loin des siens tomber mort sur quelque route,
Dans quelque coin. Le triste sort, hélas!

Un dialogue ensuite s'engageait, tout plein de réciproque sympathie :

Soldat, de quel pays êtes-vous?
— De là-bas,
De l'autre côté du grand fleuve.
— Vous avez encor votre mère?
— Oui, veuve;
Et très vieille, et très seule, au village. Ah! c'est loin!
— La pauvre femme! Dieu, si bon, en prenne soin!

Après le souvenir de la mère, celui de la fiancée, naturellement :

— Il est aussi là-bas une fille aux mains blanches,
Blonde, avec de grands yeux bleus comme des pervenches,
Que j'aime bien, qui m'aime bien.
— La pauvre enfant! Et pouvez-vous me dire
Pourquoi vous vous battez?

Avec la réponse, on entrait dans la théorie pacifiste, humanitaire, ou du moins on avait comme une vague impression de la frôler au passage :

Pourquoi? En sait-on rien!
Je ne sais pas pourquoi je suis venu,
Je sais que je voudrais retourner vers ma mère
Vers mon amie!...

Enfin le dernier mot, ou les derniers, restaient à Marceline. Et c'étaient ceux-ci :

Ah! le cher inconnu,
Quelle joie il me donne et quelle peine amère!
. . . . . .
Adieu, soldat, que Dieu te sauve de la guerre!

Encore une fois, il y avait quelque chose là, je veux dire dans cette musique, la plus mélodieuse peut-être, et la plus harmonieuse, en tout cas la plus touchante que modula jamais M. Alfred Bruneau. Et ce quelque chose assurément s'y trouverait encore. Pourtant, il faut aujourd'hui la proscrire et presque se reprocher de l'avoir autrefois accueillie. Désormais, nous ne pourrions plus l'entendre. Elle fut compagne, un peu complice, de pensées, de paroles trompeuses, funestes ouvrières d'erreur et de mensonge. « Que les temps sont changés! » Que de choses a rajustées la réalité terrible! Elle a déchiré tous les voiles. « *Je ne sais pas pourquoi je suis venu*, » soupirait alors un soldat allemand. Allons donc! Ils le savent tous, ils ne le savent que trop, et c'est pourquoi chacun de nous serait parfois tenté de prier ainsi contre eux : « Mon Père, ne leur pardonnez pas, car ils savent ce qu'ils font. » Mais surtout, contre une mère comme celle qui nous fut présentée alors, contre sa compassion et sa complaisance, qui ne sont que faiblesse coupable, c'est à toutes les mères françaises que nous en appellerions aujourd'hui.

Aux soldats, jadis, aux soldats français, la poésie et la musique

d'Allemagne ont rendu le plus magnifique hommage. *Les Deux Grenadiers!* Sous ce vieux nom de « grenadiers, » hier encore archaïque et légendaire, mais tout à coup rentré dans l'histoire, dans l'histoire des batailles présentes, quel couple de héros, animés d'une même vie, d'une âme deux fois lyrique, nous redevient présent! A Dusseldorf naguère, dans le jardin de la Cour, le petit Henri Heine, couché sur l'herbe, écoutant pieusement son ami le tambour Legrand, avait appris bien des choses. Rappelez-vous le mot : *sottise*, expliqué par le rythme seul de la marche de Dessau. Mais ce n'est pas tout. « Il voulait un jour m'expliquer le mot *Allemagne* et il joua cette simple et primitive mélodie que l'on joue, les jours de foire, devant des chiens dansans, et qui retentit ainsi : *dumm, dumm, dumm.* Je me fâchai, mais je compris cependant (1). » Ce n'était pas tout encore : « Quand je ne savais pas ce que signifiait le mot *liberté*, il me tambourinait *la Marseillaise*, et je comprenais. » Et enfin : « Il me racontait les faits héroïques du grand Empereur et me tambourinait les marches qui avaient accompagné ces faits, si bien que je voyais et que j'entendais tout en réalité... Je vis, j'entendis la bataille d'Iéna : *Dumm, dumm, dumm!* »

De ces leçons devait sortir un jour la poésie des *Deux Grenadiers*. Puis Schumann, étant venu, comprit à son tour, et voulant expliquer à ses compatriotes le mot *liberté*, le mot *Empereur*, le mot *France*, il mit cette poésie en musique et sur la musique de *la Marseillaise*. Le *lied* fameux, — trop fameux pour que l'on s'y arrête, — a beau se partager entre plusieurs styles ou plusieurs formes : marche, récit, dialogue tour à tour, notre chant national en est l'âme unique et toute-puissante. Lointain, mais déjà sensible dès le début, dès les deux premières notes de l'attaque initiale, il approche, il gagne de plus en plus. C'est lui qui soutient le poème sonore, qui le porte et qui finit, — avec quel éclat et de quelle flamme! — par le couronner. Ainsi, par le sujet, par les personnages et par la musique même, le chef-d'œuvre allemand est à nous. Il nous revient, il fait partie des reprises ou des représailles idéales que nous avons le droit d'exercer, en attendant les autres.

Enfin, et pour que les plus hautes figures ferment cette

(1) *Dumm*, en allemand, veut dire : bête.

longue marche guerrière, nous évoquerons encore deux soldats, les derniers. Fils de l'Allemagne, ils le sont d'une Allemagne qui n'est plus, d'une Allemagne civilisée, italienne à demi, de l'Allemagne de Mozart, de cette Autriche, en un mot, à laquelle parlait, — au passé déjà, — le plus musicien de ses poètes, Grillparzer, pour lui dire : « Quelque chose, hélas! s'est perdu : le bonheur de l'innocence, et ce bonheur, Autriche, fut le tien. » C'est le bonheur aussi qu'ils promettent, les deux hommes d'armes de *la Flûte Enchantée*, à « celui qui chemine sur la route pleine de misères. Celui-là sera purifié par le feu, l'eau, l'air et la terre. S'il peut surmonter la crainte de la mort, il s'élèvera de la terre au ciel, il parviendra à l'état de lumière. » Jamais d'aussi graves paroles n'inspirèrent à Mozart une musique plus haute et plus profonde. Qui ne la connaît, l'austère et suave cantilène à deux voix, deux voix de basse; choral à la manière de Bach, et qu'une marche symphonique, de même style, accompagne. « *Les mystères d'Isis.* » Jadis, on nomma de ce nom, dans notre pays, le chef-d'œuvre, — alors défiguré, — de Mozart. Ce chant annonce, découvre de bien autres mystères : mystères non plus de l'erreur ancienne, mais de l'éternelle vérité. C'est au seuil de son temple que veillent les deux chevaliers. C'est d'elle qu'ils sont les gardiens et les messagers, les soldats et presque les prêtres. A Rome, plus d'une fois, gravissant le parvis de la basilique vaticane, où les deux apôtres, sentinelles de marbre, sont debout, je me suis rappelé ces deux autres sentinelles, chantantes et presque saintes aussi. Le temps est venu, ou revenu, de les évoquer, de les écouter et de les comprendre. « Celui qui chemine sur la route pleine de misères... Celui-là, s'il peut surmonter la crainte de la mort, s'élèvera de la terre au ciel, il parviendra à l'état de lumière. » Celui-là, — depuis plus de deux ans, — c'est chacun de nos soldats, de nos héros. A chacun d'eux, à tous, il est juste de révéler, ou de rappeler cette leçon et cette promesse, ce mot d'ordre deux fois sacré, militaire et religieux.

Dans un prochain article, nous essaierons de faire voir comment, « sur la route pleine de misères, » mais pleine de gloire aussi, que suivent nos soldats, la musique s'unit à chacun d'eux et à tous, comment elle les accompagne, les soutient et les fortifie.

CAMILLE BELLAIGUE.

L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE

PENDANT LA GUERRE

Parmi les industries qui ont souffert du fait de la guerre, celle de la pêche semblait devoir être la plus atteinte. Elle exige des hommes vigoureux, réclamés aussi pour la défense nationale, elle emploie un matériel sur lequel s'est exercée la réquisition. Elle a besoin, enfin, de liberté pour se développer, tandis que les consignes les plus sévères régissent maintenant l'exploitation du domaine maritime. Cependant, malgré ces circonstances et grâce à l'énergie des gens de mer, la pêche a pu vivre en dépit de la tourmente : les anciens ont remplacé les jeunes sur les bâtimens, et les bureaux du boulevard Montparnasse ont favorisé de tout leur pouvoir les bonnes volontés qui s'offraient.

La France, à cheval sur deux mers, possède des rivages tout à fait appropriés à la capture des espèces les plus variées. Le hareng, d'abord, qui apparaît sur les bancs de Flandre vers le 15 octobre, pour suivre son invariable route le long de notre littoral de la Manche jusque vers l'embouchure de la Seine, et se perdre ensuite, définitivement, de décembre à février, dans la mer du Nord. Puis la sardine, qui abonde particulièrement du printemps à l'automne sur toutes les côtes occidentales et méridionales de l'Europe. Ce sont les marins de Douarnenez, de Quimper, de Lorient, d'Auray, de Belle-Ile, du Croisic, des Sables, de la Rochelle, d'Arcachon, de Saint-Jean-de-Luz et de certains quartiers de la Méditerranée qui « travaillent » la sardine sur la plus large échelle : tandis que ceux de Fécamp, de Dieppe, de Boulogne guettent le hareng à son passage. Les

uns et les autres pratiquent entre temps une pêche côtière fructueuse le long de nos rivages ou à l'entrée de nos fleuves ; le thon, le maquereau, le saumon, la merluche, la sole, la raie abondent sur certains points et à de certaines époques de l'année. Enfin, quand nos marins veulent s'expatrier, ils trouvent dans les territoires de nos colonies une source fertile de richesse : la morue sur le grand banc de Terre-Neuve, dans le golfe du Saint-Laurent et dans le voisinage de l'Islande, et tous les genres de poissons le long des rivages de la Mauritanie.

Malgré ces conditions favorables, la pêche n'avait pas atteint chez nous avant la guerre le degré de développement auquel elle est en droit de prétendre. Il n'y a guère d'industrie qui subisse plus que celle-ci l'influence du progrès et ne dépende plus de l'étude scientifique des instrumens de production. Or, jusqu'à ces derniers temps, on l'avait trop abandonnée à l'esprit routinier des pêcheurs. Cela dit, il n'est que juste de remarquer que la création d'un sous-secrétariat d'État l'avait galvanisée : quand la guerre éclata, elle la trouva en plein essor.

La dernière statistique parue, qui concerne l'année 1912, nous enseigne que, si l'on met à part les deux années 1906 et 1908, où le rendement fut relativement inférieur à la normale, l'industrie des pêches maritimes a continuellement progressé pendant les dix dernières années; passant de 131 468 259 francs en 1902 à 176 798 167 francs en 1912 : soit une augmentation de 45 329 908 francs pour cette période décennale. En outre, il est intéressant de noter les améliorations apportées dans l'outillage. Le tonnage de la flotte française de pêche se monte en 1912 à 271 460 tonneaux dont 339 vapeurs d'un tonnage de 52 489 tonneaux, 607 navires à propulsion mécanique de 2 066 tonneaux et 28 505 voiliers, jaugeant 216 905 tonneaux. En 1902, les vapeurs ne figuraient que pour 9 448 tonneaux et les voiliers pour 169 980 tonneaux. Il y a donc eu augmentation du tonnage total et surtout du tonnage des bateaux à moteur qui représentent, en 1912, 19,3 pour 100, du tonnage global contre 5,2 pour 100 seulement en 1902.

En 1913, le nombre des bâtimens à vapeur avait encore augmenté, puisqu'il était de 356, tandis que celui des bâtimens à voile tombait à 27 507. Au moment de l'ouverture des hostilités, les pêcheurs formaient une population de 160 000 âmes environ, dont 99 000 embarqués et 61 000 pêcheurs à pied.

Quel trouble la guerre a-t-elle apporté dans l'utilisation des instrumens de pêche par les gens de mer?

On s'attend, quand on feuillette les statistiques, à constater un fléchissement très marqué dans la production et l'on est, au contraire, agréablement étonné de s'apercevoir que l'écart n'est pas aussi grand qu'on le supposait entre les chiffres comparés des années précédant la guerre et ceux des campagnes 1914-1915. Alors qu'en 1913 la valeur de la vente se montait à 156 954 502 francs, en 1914, elle atteint encore 113 310 113 et en 1915, elle n'est pas inférieure à 95 254 000 francs. Il est juste d'observer que les prix du poisson ayant fortement augmenté, la production réelle n'est pas absolument proportionnelle à la valeur des produits. C'est ainsi, par exemple, que le marché de Paris, dont les prix se sont relevés de plus de 100 pour 100 en moyenne, a vu ses arrivages se restreindre de 33 pour 100 environ.

Il ne s'agit, jusqu'ici, que de chiffres globaux : une petite incursion dans le monde des pêcheurs nous renseignera plus exactement sur leur existence pendant la guerre. Ce sont certainement les pêcheurs à la morue, ces terre-neuvas et ces Islandais immortalisés par Pierre Loti, qui sont les plus populaires. Ils étaient partis, pleins de confiance, sur les bancs, quand un ordre, d'ailleurs regrettable, de l'administrateur de Saint-Pierre et Miquelon, en leur communiquant la nouvelle de la mobilisation, leur enjoignit de rallier la métropole. La navigation fut interrompue au moment où elle devenait intéressante, et la production baissa de 47 492 403 kilos en 1913, à 36 515 756 en 1914. Allait-on entreprendre une nouvelle campagne en pleine guerre? Le ministre de la Marine comprit, avec juste raison, qu'il y avait un intérêt général évident à concilier les nécessités de la défense nationale avec ceux d'une industrie indispensable au ravitaillement général du pays. Quelques marins en sursis de plus ou de moins ne pouvaient balancer l'avantage qu'il y avait à assurer l'importation de la morue en France. On autorisa donc le départ des goélettes qui, à l'heure dite, hissèrent leurs voiles dans les bassins de Saint-Servan, de Paimpol, ou de Gravelines. Mais cette autorisation avait été donnée dans des limites fort restreintes, de façon à assurer l'armement du tiers des goélettes ordinairement affectées à la pêche à la morue. De ce fait, 74 bâtimens seulement, dont 12 chalutiers, ont pris la mer en 1915 : leur production,

33 364 728 kilos fut à peine inférieure à ce qu'elle avait été en 1914 et le métier devint extrêmement rémunérateur en raison du prix du poisson qui de 0 fr. 627, prix moyen de vente au kilo, passa à 1 fr. 176 ; soit près du double. C'est à Bordeaux que les arrivages de morue sont les plus importans, à cause des sécheries qui y sont installées. Ce port a reçu, en 1915 : 25 775 424 kilos, d'une valeur de 30 720 427 francs. La campagne de 1915 a donné lieu à quelques incidens pittoresques. A Cancale, les femmes des pêcheurs dont les maris n'avaient pas été démobilisés, se livrèrent à de bruyantes manifestations. Les Cancalaises sont connues pour leur turbulence ; on prétend « qu'elles portent la culotte, » et elles ne perdent aucune occasion d'affirmer leur indépendance.

Le calme cependant ne tarda pas à renaître, ce qui permit, en 1916, de suivre l'exemple de l'année précédente. Tous les chalutiers ayant été réquisitionnés, le nombre des voiliers fut, par compensation, porté à 94. Deux d'entre eux ayant été coulés par des sous-marins et un s'étant jeté à la côte, il en reste encore 91 pour effectuer une campagne de pêche qui se présente d'ailleurs, dès maintenant, sous une apparence favorable. On s'est arrangé, par esprit d'équité, pour ne pas accorder les sursis aux hommes qui en avaient profité en 1915. Ceux-ci ont, en effet, réalisé des bénéfices sérieux. Au moment de mon passage à Bordeaux, la *Marie-Blanche* entrait en rivière avec 203 000 kilos de morue et 37 000 kilos de faux poissons d'une valeur totale de 300 000 francs environ, ce qui représente une part de pêche de plus de 2 200 francs par matelot, le chiffre de 2 000 francs étant la moyenne des salaires obtenus par les pêcheurs. Les prix ont d'ailleurs tellement monté qu'on a jugé nécessaire de les taxer à des taux maxima qui varient de 1 fr. 55 à 0 fr. 47 la livre, selon la grosseur et la qualité des poissons (*Journal Officiel* du 13 octobre 1916).

On serait tenté de croire que les goélettes qui n'ont pas été autorisées à appareiller pour les bancs sont restées inactives dans leur port d'attache. Passez à Saint-Servan, à Saint-Malo, à Paimpol : c'est à peine si vous y verrez quelques barques désarmées. Le ministre de la Marine a autorisé l'armement au cabotage de ces goélettes, afin qu'elles contribuassent au ravitaillement général. A défaut de pêcheurs, on leur a trouvé des équipages parmi les R. A. T., et en moins de trois mois, on a

pu ainsi équiper 116 navires, d'un tonnage approximatif de 32 000 tonneaux. Ces bateaux, soit en allant en Angleterre chercher du charbon, soit en transportant des cailloux concassés pour l'entretien des routes sur le front des armées du Nord, ont rendu et continuent à rendre de grands services au pays. Plusieurs de ces goélettes se trouvaient, il y a quelque temps, dans le port de la Rochelle : elles étaient reconnaissables à leur phare carré légèrement incliné sur l'arrière et à leur poupe surélevée. Le capitaine, qui chargeait des poteaux de mines dans ses cales d'où sortait encore un relent de saumure, me contait qu'il était venu de Cardiff avec son plein de charbon en cinq jours, alors que les vapeurs en mettent trois. Étant donné le prix actuel des frets, un tel voyage constitue une bonne aubaine.

Laissons la flotte de Terre-Neuve et d'Islande pour parler de nos pêcheurs côtiers. Malgré les grosses difficultés des armemens et l'impossibilité absolue de pêcher dans la mer du Nord, des harenguiers ont été équipés pour jeter leurs filets dérivans dans la Manche, d'octobre 1915 à janvier 1916. Les résultats de la pêche ont été très féconds, puisqu'ils ont atteint 12 000 000 de kilogrammes d'une valeur approximative de près de 9 000 000 de francs.

Les sardiniers, de leur côté, ont armé 1 300 navires en moyenne, en 1916. La production de la campagne n'est pas encore exactement connue : tout porte à croire qu'elle sera satisfaisante. Il ne faut pas se dissimuler toutefois que l'exercice de la pêche a été fortement contrarié par la réquisition des bâtimens à moteur qui tendent de plus en plus à se substituer aux bâtimens à voile ou à l'aviron.

La pêche du thon, qui s'est effectuée avec 305 bateaux, a été tout simplement excellente, étant donnée surtout l'élévation des cours. On estime que le rendement dépassera 2 500 000 kilogrammes. Il a été de 801 540 kilos en août dernier.

On a donc pu voir, dans les ports pittoresques de la côte bretonne, à Concarneau, à Quimper, à Audierne, etc., les filets bleus, légers comme une résille de soie, se balancer au gré du vent le long des mâts, et admirer encore cette année le fleuve argenté des sardines ruisselant au fond des barques grossières. Une grave question a cependant failli faire avorter cette entreprise. On sait qu'il est nécessaire de répandre de la rogue à l'aplomb des filets, pour y attirer le poisson. Or, par suite de

différentes spéculations, la rogue, qui est fournie par la Norvège, était devenue hors de prix, les Allemands peu raffinés en la matière s'en servant pour leur alimentation personnelle. Les gouvernemens anglais et français ont dû monopoliser les stocks à des prix qui étaient inabordables, et la marine rétrocède à perte ce produit aux pêcheurs à raison de 0 fr. 85, rendu au port de consommation, quel qu'il soit. C'est encore un chiffre élevé, puisque la rogue ne valait guère plus de 0 fr. 50 le kilo en moyenne avant la guerre.

Nous n'avons envisagé jusqu'ici que les pêches spéciales se pratiquant à des époques fixes et sur un terrain bien déterminé; mais qu'est devenue la pêche du poisson frais, celle qui approvisionne journellement nos marchés? Depuis quelques années, les chalutiers à vapeur tendaient à accaparer la production; leur rayon d'action leur permettait de s'étendre dans le Nord jusqu'à la grande sole, et dans le Sud de pousser à la hauteur des côtes du Maroc et même de la Mauritanie. C'étaient ces chalutiers, dont le nombre dépassait 200 unités au moment de la déclaration de guerre, qui expédiaient presque toute la marée sur nos grandes villes et sur l'étranger. Les chalutiers à voile, cependant, n'avaient pas perdu leur raison d'être, surtout pour la capture du poisson plat. Nous leur sommes redevables de ces belles soles épaisses et de ces turbots charnus qui font les délices des gourmets. Les vapeurs prennent en abondance les merluches, les raies, les grondins ; mais leurs filets, qui draguent brutalement le fond de la mer, passent au-dessus des soles et des turbots tapis dans le sable sans les draguer; les chalutiers à voiles, dont les procédés sont plus délicats, soulèvent au contraire les poissons plats de leur souille profonde. Qu'il s'agisse de vapeurs ou de voiliers, le relevage du chalut exige beaucoup de force. Ces navires sont donc toujours montés par des équipages jeunes et vigoureux. Dès le mois de décembre 1914, la marine appela presque tous les marins des chalutiers à voiles; elle fit une exception pour les chalutiers à vapeur, mais ce fut pour réquisitionner le navire lui-même quelques mois après. Il semblait bien que la pêche du poisson frais ne dût pas se relever de cette épreuve. Mais ce serait méconnaître l'énergie des gens de mer que de le supposer. Les armateurs équipèrent d'abord des voiliers avec un personnel de fortune; puis à prix d'or ils se procurèrent à l'étranger des cha-

lutiers à vapeur qu'on leur promit de ne point réquisitionner.

Grâce à ces mesures, la pêche du poisson frais eut un rendement avantageux. On peut s'en rendre compte par la statistique des arrivages aux halles de Paris. Ces arrivages variaient, en temps normal, de 2 527 000 kilos, chiffre le plus faible en août 1913, à 3 334 000 kilos, chiffre maximum, en novembre de la même année. Or, pendant la guerre, le chiffre le plus bas qui ait été constaté, si j'excepte les deux premiers mois de la mobilisation, est de 1 621 000 kilos en février 1915. Mais il est entré plus de 3 000 000 de kilos en mars et en novembre 1915 par exemple. Voici d'ailleurs des totaux propres à nous renseigner exactement sur le rendement de la pêche : de 18 millions de kilos pendant le deuxième semestre de 1913, les arrivages aux Halles sont tombés à 11 millions de kilos au cours de la même période de 1914, pour se relever ensuite en 1915 à 15 millions de kilogrammes. Dans les quatre premiers mois de 1916, les arrivages varient de 1 621 000 kilos à 2 260 000 kilos. Il faut attribuer ce fléchissement, par rapport à 1915, à la cherté des cours, ce qui restreint forcément la consommation. En effet, en février 1916, les 1 621 000 kilos vendus aux Halles ont produit 2 142 000 francs, tandis que, dans le mois correspondant de 1915, 2 522 000 kilos n'avaient donné que 2 147 000 francs. La situation tend à redevenir normale : les arrivages de septembre 1916 atteignent 1 967 316 kilogrammes.

Ce relèvement des mercuriales est très caractéristique, surtout pour les poissons vulgaires ; les poissons de luxe au contraire n'ayant pas augmenté dans d'aussi notables proportions que les autres. La raie, qui se vendait avant la guerre 0 fr. 50 environ, vaut en gros 1 fr. 48 en octobre 1916, le colin passe de 1 franc à 2 fr. 79, tandis que le turbot, que l'on cotait de 2 francs à 2 fr. 50, ne se vend guère à l'heure actuelle plus de 3 fr. 79 (prix de gros, naturellement). La tenue des cours est le meilleur encouragement qui soit à la pêche côtière. Sur les lieux mêmes de pêche, le poisson de qualité courante, merluches, raies, grondins, dorades, limandes, a presque triplé de prix. En outre, certaines catégories inférieures que l'on ne ramassait même pas autrefois et qui figurent pour près d'un tiers dans la pêche : chiens de mer, petits grondins gris, trouvent aujourd'hui de grandes facilités de vente.

Le rendement des bateaux est également meilleur, du fait

que les poissons sont moins dérangés par suite de l'indisponibilité d'un grand nombre de chalutiers français ou étrangers. On estime que dans l'ensemble le rapport au poids des chaluts a augmenté du tiers ; tel équipage, qui apportait 10 tonnes autrefois, rentre au port avec 15 tonnes.

Malheureusement, pour des raisons que nous exposerons, il n'a été possible d'armer qu'une faible partie des voiliers. Si vous allez visiter le port de la Rochelle, le centre le plus important de chalutage à voile, vous verrez au pied des singulières tours de la Chaîne et de Saint-Nicolas, dans le décor maritime moyenâgeux le plus étrange qui soit, toute une série de dundees, dont les mâts ont été calés, les bout-dehors rentrés, et qui gisent au fond du bassin couverts d'algues et de goémons. Rien que pour les navires comptant au quartier, il en existe 33, sans faire état de ceux qui appartiennent aux autres ports. C'est un spectacle assez désolant que la vue de ce cimetière de navires, mais comment résoudre le problème de leur armement? Le service des bâtimens de guerre ou celui des armées ne permettait pas de distraire un contingent important de jeunes hommes, si utile que soit leur travail. Dans son ensemble, d'ailleurs, nous venons de le voir, la pêche est assez productrice pour qu'on ait raison de refuser systématiquement toutes les demandes de sursis qui sont présentées par des mobilisés autres que les auxiliaires et les R. A. T. des dernières classes auxquelles la guerre fit jusqu'ici de larges concessions. Celles-ci ont permis d'armer un nombre assez considérable de navires. Au moment du flot, le cortège des voiles brunes se rassemble toujours à l'entrée des passes, un peu plus clairsemé que d'habitude, mais assez vivant encore pour peupler l'horizon de la mer.

Il nous resterait à dire un mot de la pêche à pied dont l'importance est loin d'être négligeable. Sur une valeur de 156 954 502 francs en 1913, elle figure pour 10 637 131 francs. Il n'a été accordé, et c'est trop naturel, aucune dispense aux pêcheurs à pied, pas plus qu'aux ostréiculteurs et aux boucholleurs ; mais les femmes, les vieillards et les enfans ont pu facilement suppléer à l'absence des jeunes. La culture des parcs à huîtres de Marennes ou d'Arcachon, l'entretien des bouchots de la côte de Saintonge, ou la pose des nasses à anguilles dans les étangs du littoral méditerranéen, tout cela n'exige point la présence des marins mobilisés.

*
* *

Ainsi, quel que soit le genre de pêche qu'on envisage : grande pêche, pêche hauturière, pêche au hareng, à la sardine, au thon, petite pêche côtière ou pêche à pied, on doit reconnaître que, sans être absolument normal, l'exercice de cette industrie s'est développé pendant la guerre de la façon la plus satisfaisante. Ce n'est pas faute cependant d'avoir rencontré des entraves de toutes sortes.

Tout d'abord, le commerce du poisson a été paralysé par la suppression des transports privés, durant la période de mobilisation. C'est ainsi que les arrivages aux Halles de Paris sont tombés brusquement de 2 400 000 kilos en juillet 1914, à 1 154 000 kilos en août 1914. A l'heure actuelle, l'expédition de la marée vers les marchés de l'intérieur s'accomplit, il est vrai, dans des conditions plus difficiles qu'en temps de paix, mais avec une régularité très suffisante. Si l'on excepte en effet les ports de l'embouchure de la Loire, les ports méditerranéens qui, par suite de leur éloignement, se trouvent placés dans des conditions très spéciales, et quelques ports de Bretagne, mal desservis par suite de leur situation géographique, on constate que les expéditions par voie ferrée s'effectuent à peu près régulièrement, tant au point de vue des délais de transport que sous le rapport de la température extérieure.

La pénurie de marins a jeté, au contraire, un trouble profond dans l'organisation des pêches maritimes. L'état-major général a cependant procédé avec une extrême prudence à la mobilisation des inscrits. Seuls, les hommes âgés de moins de trente ans ont été atteints par la levée, lors de la déclaration de guerre, ce qui permettait de maintenir armés presque tous les bâtimens de pêche. Plus tard, le 29 octobre 1914, le ministre de la Marine appelait sous les drapeaux tous les inscrits inactifs, mais il avait soin de spécifier que cet ordre ne concernait pas les pêcheurs exerçant une navigation utile au pays. De ce fait, les sardiniers et les harenguiers purent continuer leur métier sans être inquiétés. Ce n'est que le 22 décembre 1914 qu'une circulaire de la rue Royale prescrivit la mobilisation de tous les pêcheurs âgés de moins de quarante-cinq ans. Nul ne saurait admettre, en effet, que la profession de pêcheur puisse dispenser un citoyen français d'accomplir

son devoir de soldat. Faute de pouvoir être employés par la marine, la plupart de ces hommes furent versés dans l'infanterie coloniale, où ils se conduisirent avec la plus grande bravoure. Certes, nous comprenons les regrets des vieux matelots, dont les bras nerveux ont dû lâcher l'aviron pour saisir le fusil du fantassin. Bien souvent, dans la nostalgie des tranchées, leur rêve se détourne vers l'Océan où des inscrits privilégiés naviguent, l'œil au bossoir, dans l'attente du sous-marin perfide. Il importe, cependant, qu'ils sachent se consoler de ne point porter le col bleu, en pensant qu'il n'y a pas deux façons de servir sa patrie et que le poste d'écoute sur le front vaut le gaillard d'avant d'un croiseur.

Bien que la mesure de rappel des pêcheurs ait été radicale, sauf pour les chalutiers à vapeur, les départemens de la Marine et de la Guerre, celui-ci en ce qui concerne les inscrits versés au recrutement, se montrèrent assez généreux dans la concession des sursis aux pêcheurs : les morutiers, les harenguiers, les sardiniers et les chalutiers en bénéficièrent tour à tour, aux époques convenables.

Néanmoins, on constate une diminution sensible dans les effectifs du personnel embarqué. On comptait 98 600 pêcheurs naviguant en 1913; ce nombre n'est plus que de 47 400 en 1915. Encore ne s'agit-il en grande majorité que de réformés ou de marins trop jeunes ou trop vieux pour porter les armes. Chez les pêcheurs à pied, parmi lesquels on rencontre beaucoup de demi-soldiers, la diminution est moins forte : leur nombre est passé de 61 000 à 39 000.

Les conséquences de cette raréfaction de la main-d'œuvre se traduisent par une réduction des armemens. En 1913, on comptait 28 296 bâtimens armés; en 1915, il n'en reste plus que 15 000, c'est-à-dire presque la moitié moins. Au mois d'août 1916, leur nombre atteint 11 896, jaugeant ensemble 85 457 tonneaux. Mais on se montre inquiet, dans le monde des gens de mer, des décisions récentes des ministres de la Marine et de la Guerre qui tendent à supprimer les sursis, sauf pour les harenguiers, et l'on se demande comment la pêche reprendra en 1917.

D'une façon générale, le rendement des bateaux est, nous l'avons dit, supérieur à la moyenne. Toutefois, dans la Manche ou la mer du Nord, l'exercice de la pêche s'est trouvé fortement entravé par les consignes militaires qu'imposaient les nécessités

de la défense contre les sous-marins. La pêche de nuit a été longtemps prohibée aux abords des rades. Enfin, toute une série de mesures ont été prises pour réglementer les mouvemens de vaisseaux dans la Manche. Les harenguiers, selon leur tonnage, ne purent opérer que dans une « zone côtière » allant jusqu'à 3 milles de la laisse de basse mer ou dans une « zone du large » dont les limites, variables suivant les circonstances et la position du poisson, étaient fixées par l'officier chargé de la surveillance des navires. Les harenguiers durent faire exclusivement la pêche avec salaison à bord ; toute navigation de nuit leur fut interdite.

Les dangers résultant de la présence des mines et des sous-marins ennemis ont également nui à la pêche côtière. Les Allemands, en effet, n'ont pas craint de s'attaquer aux pêcheurs qui jouissaient jusqu'ici dans toutes les guerres d'une immunité traditionnelle. Quant aux mines, elles ne choisissent pas leurs victimes. Plusieurs barques de pêche ont été coulées par ces engins. Ce sont des dundees de la Rochelle qui, en heurtant des mines sur le plateau de Rochebonne, ont décelé la présence d'un champ de mines très dangereux.

Parmi les motifs accessoires qui contrarient l'exploitation du domaine maritime, on pourrait citer également la fermeture de nombreuses usines de conserves qui ne fonctionnent pas, faute de personnel. Mais la grande cause de diminution dans la production est incontestablement la réquisition des bâtimens à moteur et surtout celle des chalutiers. Les canots automobiles qu'on employait à traîner les filets sardiniers sur la côte du golfe de Gascogne, de la Rochelle à Saint-Jean-de-Luz et notamment les pinasses du bassin d'Arcachon, ont trouvé, lors de l'expédition des Dardanelles, un emploi tout à fait imprévu. Utilisant leur faible tirant d'eau, leur vitesse et leur puissance relatives, la marine se servit de ces petits bâtimens pour tracer une route libre aux flottilles de chalutiers et aux cuirassés. Les pinasses qui halaient autrefois les minces filets sardiniers explorèrent les détroits, nettoyèrent les champs de mines et firent l'office de remorqueurs pour assurer les relations de toutes sortes entre la flotte et le corps d'occupation. Quelques-unes de ces embarcations automobiles avaient été groupées à bord d'une sorte de mère-gigogne qui s'occupait de leur ravitaillement.

Par une singulière ironie des choses, l'un de ces centres de flottilles se trouvait être un navire allemand, capturé au moment de la déclaration de guerre, et dont les qualités techniques se prêtaient admirablement à ce genre de service. Le port de Rochefort fut chargé de l'aménager en conséquence, et l'on vit longtemps, devant les magasins généraux, construits par Colbert de Terron, le long des berges boueuses de la Charente, la silhouette inattendue du cargo-boat germanique émergeant des roseaux avec sa couvée de pinasses disposées côte à côte à plat pont.

Les embarcations automobiles ont eu une destinée glorieuse, qui ne saurait éclipser celle des chalutiers. J'ai déjà exposé dans cette *Revue* (1) les raisons qui avaient conduit la marine à réquisitionner successivement la presque totalité de nos chalutiers pour les transformer en *arraisonneurs-dragueurs* ou en *patrouilleurs*, munis de pièces de 47 millimètres à 100 millimètres. D'autres concentrés en escadrilles de *drifters* ont rendu, dans la capture des sous-marins, des services sur la nature desquels je ne puis insister. Nos pêcheurs s'acquittent de leur tâche avec zèle et bonne humeur.

— Voyez-vous, me disait l'un d'eux, ce métier là, ça nous connaît tous. Quand nous voyons le dos de leur satané pirate, nous n'avons qu'à nous figurer que nous avons affaire à un requin, une sale bête que nous n'aimons guère parmi les gens de mer. Puis il y a la pêche à la torpille dormante, celle-là est bien plus amusante. Nous jetions jadis le chalut pour ramener des raies et des merlus. Au jour d'aujourd'hui, nous mouillons la drague Ronarc'h, pour ramasser leur marmite. Il y a peu de chose de changé, voyez-vous, sauf qu'on risque de sauter : mourir pour mourir, il vaut mieux pour un marin que ce soit sur l'eau que dans les tranchées.

J'entrevois la transformation apportée par la réquisition à l'existence de ces hommes, transformation fort peu radicale en effet. Tout en restant sur leur bateau, ils poursuivent, à l'aide de filets métalliques, la capture d'un squale d'un nouveau genre. L'inconnu du dragage, le va-et-vient continuel du chalutier sur les zones de patrouille, la recherche des champs de mines, tout cela ne rappelle-t-il pas au pêcheur son ancien métier? Il n'y a

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars 1916.

pas jusqu'à la prime promise par l'amiral Lacaze qui ne soit un excitant de plus dans la découverte des torpilles : ainsi l'appât d'une marée abondante entraîne les équipages sur la trace d'un banc de surmulets.

On croirait même, à première vue, que rien n'a été modifié dans les bassins de Boulogne, le port d'attache par excellence des chalutiers à vapeur. En arrivant sur le quai, vous voyez tous les navires amarrés l'un près de l'autre, ainsi qu'au retour de la pêche. Approchez-vous ! Les filets ne s'étalent plus au sec entre la misaine et l'artimon. A leur place, le maroquin de la T. S. F. relie la pomme des deux mâts, et l'on perçoit le crépitement des étincelles d'émission. Des matelots en col bleu s'agitent sur le pont ; une pièce d'artillerie légère a remplacé les agrès sur le gaillard d'avant, tandis qu'à l'arrière les flotteurs d'acier, les orins et les cisailles des appareils de dragage font oublier les lourdes cales des chaluts.

Il ressort de tout ce que nous venons de dire que l'industrie de la pêche n'a pas été arrêtée par la guerre. En outre, elle a su apporter une aide directe et efficace à l'œuvre de défense nationale. Quand cesseront les hostilités, il sera bon de se rappeler que les chalutiers à vapeur furent des auxiliaires précieux de la flotte militaire. Notre pays, avons-nous dit, grâce à la disposition de ses rivages, est admirablement placé pour le développement de la pêche. Il s'agit de donner une impulsion vigoureuse à cette industrie, de multiplier les recherches scientifiques, de régénérer les méthodes de capture des espèces, de moderniser et de reconstituer l'outillage, de créer des ports de pêche avec des facilités de débarquement du poisson, ce qui n'existe pas actuellement, de créer enfin des débouchés commerciaux pour l'exportation des produits. De la réalisation d'un tel programme dépend l'avenir de la pêche, dont le rendement peut certainement être doublé. De toutes les richesses, celles que l'on tire du domaine maritime est la plus parfaite au point de vue économique, car c'est une *res nullius*, qui augmente d'autant, en entrant dans la circulation, la fortune générale du pays. Il est donc particulièrement intéressant de l'encourager.

René La Bruyère.

REVUE LITTÉRAIRE

UN CONVENTIONNEL EN MISSION (1)

Joseph Lakanal, non, ce ne fut pas exactement un imbécile. Mais on l'a comparé à Marc-Aurèle ! Entre l'un et l'autre, plus loin de Marc-Aurèle que de l'autre, il a été un conventionnel ordinaire, et non des plus féroces, l'un de ces braves hommes dont l'apologie se fait ainsi : « Au bout du compte, il n'a guillotiné personne ! » Cependant, lors du procès de Louis XVI, il répondit sur la question de l'appel au peuple : « Si le traître Bouillé, si le fourbe La Fayette et les intrigans ses complices votaient sur cette question, ils diraient oui ; comme je n'ai rien de commun avec ces gens-là, je dis non ! » et, quant au verdict : « Un vrai républicain parle peu. Les motifs de ma décision sont là... » De sa main républicaine, il montrait la place ou les alentours de son cœur et concluait : « Je vote pour la mort. » Je ne sais pas du tout pourquoi Joseph Lakanal prétend que les républicains parlent peu. En 1793 déjà, ils parlaient énormément. Joseph Lakanal, en 1793, avait à peine plus de trente ans et ne manquait ni d'éloquence ni d'emphase. Il a beaucoup parlé, dans sa vie, et n'est pas mort avant quatre-vingt-deux ans passés. La cocasserie de son langage, voilà peut-être son originalité la plus attrayante.

M. Henri Labroue vient de consacrer, non pas à tout Lakanal, mais seulement aux dix mois qu'a duré la mission de Lakanal en Dordogne, un gros volume de sept cents pages in-octavo. Si l'on dit que c'est

(1) *La mission du conventionnel Lakanal dans la Dordogne en l'an II (octobre 1793-août 1794)*, par Henri Labroue (Champion, éditeur). Cf. *Lakanal en Amérique*, par Eugène Welvert (*Feuilles d'histoire*, septembre-octobre 1910).

trop, pourquoi? Sommes-nous si pressés ? Certes, il est bien évident que, de ce train, nous n'arriverons jamais à écrire toute l'histoire ; fût-elle écrite, nous n'arriverions pas à la lire : mais aussi nous ne vivons qu'une petite existence et ne sommes pas moins entourés d'immensité inconnue dans le présent que dans le passé. L'histoire très méticuleuse est longue et lente : elle donne des parcelles de vérité. Si vous aimez la vérité, ces parcelles vous sont précieuses. La vérité entière, aucune histoire ne la donne; le passé, c'est la vérité en miettes : aucune histoire ne la raccommode. M. Labroue, depuis des années, étudie la révolution, mais la révolution dans la Dordogne. Et je crois qu'il n'oserait pas écrire une « Histoire de la révolution dans le département de la Dordogne. » Il s'est risqué une fois à prendre toute une commune : *La commune d'Angoisse pendant la Révolution*. Eh bien! cette façon d'écrire l'histoire, si elle a des inconvéniens, elle a des agrémens : l'auteur dit tout; et vous choisissez. Lui-même choisit; non les documens : il n'en néglige aucun; mais il choisit, en quelque sorte, son interprétation des documens. Il est d'autant plus libre, qu'ayant offert à son lecteur toutes les pièces du procès, il juge et ne vous oblige pas à juger comme lui. L'érudition de M. Labroue est scrupuleuse à merveille ; sa méthode, fine et patiente; sa critique, fort avisée. Il n'énonce pas un fait, tout menu, sans l'avoir contrôlé. C'est plaisir de se fier à lui. Mais il a ses opinions et ne tâche point de les oublier. Il n'est pas la dupe, — il a bien raison, — de ces faux devoirs d'impartialité qu'on voudrait imposer aux historiens. Si les historiens devaient être impartiaux, il faudrait qu'on différât de quelques siècles encore tout essai d'une histoire de la révolution. Mais à quoi bon? L'honnête historien de la révolution ne ment pas au profit de ses idées. Il n'a pas besoin de mentir; il n'en a pas le goût : plus il a cherché la vérité, mieux il s'amuse à l'admirer ensuite ou à la détester. C'est sur la vérité même que s'appuient les opinions diverses; l'on se trompe, si l'on se figure que la vérité ne tolère qu'une seule appréciation : la vérité n'est pas si bête. M. Labroue admire la Révolution, Lakanal et ses travaux. Il ne le cache pas. Mais son admiration, qui est sensible de la première à la dernière page de son livre, n'a aucunement modifié les matériaux et la substance de son ouvrage. On peut n'admirer guère la Convention nationale, ses missionnaires, son Lakanal et trouver dans *La mission du conventionnel Lakanal dans la Dordogne en l'an II* tous les argumens d'une opinion, qui n'est pas celle de l'auteur, au sujet d'une vérité qui, pour plaire ou déplaire, ne bouge ni ne change pas. En attendant que nous soyons morts depuis

longtemps et devenus des esprits purs, il est vain de nous présenter l'histoire autrement. Et, quand nous serons devenus des esprits purs, toute histoire nous sera vaine.

Joseph Lakanal était né en 1762 dans la paroisse de Serres, près de Foix, diocèse de Pamiers. Son père, un forgeron, ne savait pas écrire; ni sa mère, pauvre bonne femme qui mourut quand il avait quatre ans. Mais lui, sut écrire. D'abord, l'abbé Font, curé de Serres, le débrouilla; puis il entra chez les Doctrinaires, qui étaient d'excellens éducateurs. Il apprit le latin qui, plus tard, lui valut parmi les énergumènes, un prestige. Même, il fut agréé dans la congrégation des Doctrinaires, prit la soutane et enseigna, dit-il, « avec quelque distinction. » A Lectoure, Moissac, Gimont, Castelnaudary, Périgueux, Bourges et Moulins, il « parcourut tous les degrés de la hiérarchie scolaire; » il était régent de philosophie au collège de Moulins, le 30 janvier 1791, lorsqu'il prêta bien volontiers le serment civique. Aux Doctrinaires, il y avait des professeurs laïcs et qui cependant portaient la soutane. Joseph Lakanal aurait pu enseigner aux Doctrinaires et porter la soutane, sans pour cela qu'il fût prêtre. Mais il le fut, bel et bien. Dont il enrage, en 1793. Le 5 frimaire an II, il écrit à la Convention : « Dans le cours de la maladie la plus grave que j'aie essuyée de ma vie, on me fit passer, un beau matin, à travers toutes les mômeries sacerdotales, depuis ce qu'on appelait la confirmation jusqu'au dernier période de l'hypocrisie humaine, le sacerdoce. » Il racontait à qui voulait l'entendre et, par exemple, à un Bergeracois anonyme qui nous a conservé ce propos, qu'en deux heures les prêtres abominables, profitant de son état morbide, lui avaient conféré tous les grades et qu'à son réveil il s'était trouvé revêtu du caractère indélébile. Et de s'excuser : « C'est peu, dans la vie, de n'être qu'un jour malade d'esprit et de corps. » Il ajoute : « Depuis, j'ai été exécré par tous les bourreaux en étole, tant anciens que du nouveau style. La députation de l'Ariège, à laquelle j'appartiens, attestera qu'ils ont employé vainement des mesures tortionnaires pour me faire sacrifier au mensonge. Je n'ai jamais messé, confessé, etc., etc... Ainsi, je n'ai jamais été prêtre, et tout ce qui concerne cette horde de jongleurs est étranger à mon âme franche et loyale... » Son âme franche et loyale raconte ici une histoire de brigands, à laquelle on ne croirait pas sans imprudence. Lakanal n'est pas toujours si véridique! Il a composé une *Notice sur J. Lakanal*, où il prétend qu'il avait professé pendant quatorze années avant la révolution : « c'est-à-dire à partir de 1775, remarque M. Labroue; il aurait eu treize ans! » Et il a imprimé aussi un *Exposé*

sommaire des travaux de Joseph Lakanal pour sauver, durant la Révolution, les sciences, les lettres et les arts : là, il assure qu'il a été dix-huit ans professeur chez les Doctrinaires; il aurait été professeur à onze ans! Badinages? Et malins : en 1808, âgé de quarante-six ans, Lakanal suppliait Fontanes de lui faire liquider sa pension de retraite et, pour que l'opération fût avantageuse, il s'attribuait trente-deux années d'enseignement public et salarié par l'État. Si l'on ne peut lui compter comme années d'enseignement ses années de Convention, ça le mène à débuter tout petit, presque à sa naissance. Bref, ce Lakanal est à ne pas croire : et, pas plus qu'il n'a été professeur dans les bras de sa nourrice, il n'a été ordonné prêtre malgré lui et sans le savoir au cours d'un évanouissement. Il a été prêtre : et cela même l'engageait à ne pas écrire de viles sottises contre les « mômeries sacerdotales. » Avant d'insulter les « jongleurs » et « bourreaux en étole, » il pouvait se souvenir que le curé de son village lui avait appris à lire.

Le 5 septembre 1792, il était vicaire épiscopal. Par 164 voix sur 310, l'Assemblée électorale de l'Ariège l'envoya siéger à la Convention. Après qu'il eut voté la mort du Roi, la Convention le désigna comme l'un des quatre-vingt-deux commissaires qui se rendraient dans les départemens pour y maintenir l'ordre et pour y provoquer des enrôlemens. Au mois de mars 1793, avec son collègue Mauduyt, il travaille dans l'Oise et pratique des « fouilles » dans le ci-devant château de Chantilly. Fouilles heureuses : il trouve de grandes quantités d'or et d'argent et les plans de campagne du « brigand illustre connu sous le nom du grand Condé. » Dans l'Oise et à Chantilly, Lakanal s'est fait la main. Désormais, il ne sera plus un apprenti. Le 17e jour du premier mois de l'an II, 8 octobre 1793, la Convention l'envoie à Bergerac, avec mission d'opérer, dans la Dordogne et départemens voisins, une levée de chevaux. Il ne s'agit expressément que d'une levée de chevaux. Mais un conventionnel en mission ne connaît pas la modestie. Trois semaines après le départ de ses commissaires, la Convention les avertissait de ne pas oublier que « leurs fonctions étaient bornées à l'objet de leur création. » Borner à une levée de chevaux l'activité de Lakanal? La Convention n'y pensait pas! C'est le 29 octobre que la Convention le priait, en somme, de lever des chevaux et voilà tout. Mais lui, le 3 novembre, il écrivait à la Convention : « Un mot, et je fonde à Bergerac, sans qu'il en coûte une obole à la République, la plus belle de ses manufactures d'armes. » Et, huit jours plus tard, il ordonnait la démolition du château de Badefols. C'était un garçon, Lakanal, qui ne savait pas rester tranquille.

Or, il y avait, dans le seul département de la Dordogne, plusieurs de ces garçons qui ne savaient pas goûter l'innocence du repos. De 1792 à l'an III, vingt-neuf représentans s'y trémoussèrent, sans compter Lakanal. C'est plus de politiciens qu'il n'en faut pour que règne, dans un pays qui n'en peut mais, la mauvaise intelligence. Chacun des commissaires a, sinon ses idées, au moins ses projets : et que de chamailleries! Lakanal n'était pas commode. Un pamphlétaire de Bergerac le dit jaloux et malveillant, inaccessible à tout le monde ; et, si le peuple accueillait aimablement ses collègues, il était malheureux. Il eut maille à partir avec deux collègues principalement, Roux-Fazillac et Romme. Roux-Fazillac était arrivé dans la Dordogne plusieurs semaines avant Lakanal. Et il ne se déplaisait point à Périgueux ; car il écrit au Comité de Salut public : « Ce n'est pas l'amour du proconsulat qui me fait persister dans ma première opinion qu'un député montagnard dans chaque département, faisant marcher la révolution sous les ordres du Comité de Salut public, avancerait de plus de six mois la révolution. » Un député dans chaque département : un seul ; ces proconsuls sont trop nombreux et ils se gênent les uns les autres. Le 4 décembre 1793, Lakanal prend un arrêté qui impose de 450000 livres les riches du département : c'est au profit de la manufacture d'armes qu'il a juré d'organiser à Bergerac. Mais Roux-Fazillac, qui a ses amis à Périgueux tout de même que Lakanal les siens à Bergerac, n'entend pas qu'on vienne lui taquiner ses riches, quand il est là pour les taquiner. Précisément, il s'occupe de ses riches : et il les a taxés. L'entreprise de Lakanal ne peut que nuire à celle de Roux-Fazillac. Celui-ci se fâche ; il s'oppose à l'exécution de l'arrêté qu'a pris Lakanal ; il monte aux gens de Périgueux la tête contre leurs frères de Bergerac. Il écrit au Comité de Salut public, dénonce l'initiative de son collègue. Le collègue part incontinent pour Paris ; et, les perfidies de Roux-Fazillac, les perfidies de Lakanal les déjoueront. Roux-Fazillac se méfie, annonce que la mésintelligence des deux collègues est peu de chose : un nuage ; et, le nuage dissipé, « il régnera entre lui et moi un concert désormais inaltérable. » Roux-Fazillac, néanmoins, se doute de ce qui l'attend : « Toujours prêt à me sacrifier moi-même au bien de la chose publique, je vous prierais de me rappeler aussitôt, si je voyais que nous ne marchassions pas d'accord... » Lakanal était encore à Paris, sans maladresse, quand Roux-Fazillac fut chargé d'organiser le gouvernement révolutionnaire dans la Corrèze et le Puy-de-Dôme. Voilà notre Lakanal débarrassé d'un

camarade importun. Le Comité de Salut public, en veine d'obligeance, lui étend ses pouvoirs et lui confie le soin d'organiser le gouvernement révolutionnaire dans la Dordogne et dans la Gironde alors dite Bec-d'Ambès. Organiser le gouvernement révolutionnaire est une expression délicieusement vague et dont profitera le proconsul, qui déjà n'était pas discret, pour une petite levée de chevaux. Mais il fallait avoir ses coudées franches : et, Roux-Fazillac éliminé, Romme sera le nouvel ennemi. Plus difficile que l'autre ! Lakanal et Romme étaient naguère deux amis ; Lakanal, à propos de Romme, vantait aux Conventionnels « la bonne foi qu'on trouve chez ceux qui joignent des lumières à la droiture. » Seulement, à peine Romme fut-il installé à Périgueux, Lakanal à Bergerac, Romme et Lakanal se haïrent : Périgueux et Bergerac ne s'aimèrent point. Au mois de floréal an II, Lakanal ne craint pas de réclamer au district de Périgueux des subsistances pour Bergerac : et Romme l'éconduit. Bientôt, Lakanal, bienfaiteur des Bergeracois, leur fera cadeau d'un pont sur la Dordogne. Qui payera le pont ? Le département ! répond Lakanal. Romme, là-dessus, dénonce Lakanal aux habitans de la Dordogne « comme un touche-à-tout brouillon et fantasque, » dit M. Labroue ; et, « attendu que, pour trop faire à la fois, on se met dans l'impossibilité de rien terminer, » il institue des commissaires qui auront pour office de « recueillir soigneusement les réclamations qu'on pourrait élever contre Lakanal. » Romme et Lakanal furent en bisbille incessante. Le 2 fructidor an II, Romme dénonçait Lakanal aux thermidoriens, blâmait toute la politique de cet extravagant personnage. Et, plus tard, quand Lakanal aura peut-être été pour quelque chose dans l'organisation de l'École normale, qu'il appellera « métropole des connaissances humaines, » Romme lui dénigrera son école sous le nom de métropole du charlatanisme organisé.

Les collègues n'étaient pas le seul ennui de Lakanal ; mais il avait encore affaire à la Convention qui, de Paris, donnait des ordres et, promptement, se ravisait. Le 13 brumaire, il offre de fonder à Bergerac une manufacture d'armes. Le 24 brumaire, la Convention décrète l'établissement d'une manufacture d'armes à Bergerac : et Lakanal est chargé de cette création. Mais, le 27 brumaire, elle enjoint à ce même Lakanal de se rendre à l'armée de l'Ouest. Il écrit bonnement : « Je ne sais à quel décret obéir... » Il ajoute, avec un prudent souci de l'obéissance : « Tous deux, sacrés pour moi, me sont parvenus officiellement. Tous deux m'imposent des obligations que je suis également jaloux de remplir, mais que je ne puis concilier. Citoyen

président, prie la Convention nationale de prononcer sur mon incertitude, et je pars ou je reste, au gré de sa volonté. » Le 12 frimaire, la Convention lui commanda de rester. Mais, le 19 frimaire, il partit pour Paris : il avait à se débarrasser de Roux-Fazillac ; il avait aussi à se garer d'une dénonciation qu'avait lancée contre lui le district de Ribérac. Pas plus que Bergerac et Périgueux ne vivaient en bel accord, Ribérac et Bergerac ne fraternisaient depuis que la fraternité, sous les ordres de Lakanal, sévissait dans le département. Lakanal, à Paris, semble avoir éprouvé quelques désagrémens. Il écrit à la Société populaire de Bergerac que les membres du Comité de Salut public l'ont embrassé : oui; mais ne vont-ils pas l'envoyer à La Rochelle et Rochefort, où l'on a besoin d'un Montagnard pur et patriote ? Il raconte, en outre, qu'il est retenu à Paris comme l'un des « épurateurs » de la Société des Jacobins. Ce n'est pas vrai, d'ailleurs : il se vante et il tâche d'expliquer joliment son absence. Le 7 nivôse, et autant dire le 27 septembre, il est décidément attaché au département de la Dordogne. Mais il ne rentre pas à Bergerac avant le milieu de janvier 1794. Un mois plus tard, le Comité de Salut public l'invite à rejoindre l'armée de l'Ouest : en un mois, il a sans doute organisé le gouvernement révolutionnaire dans la Dordogne ; maintenant, à l'armée de l'Ouest, il organisera la cavalerie. Comme on le voit, la Convention ne manque pas d'attribuer à ses membres une variété de compétence qui leur fait grand honneur. Un Lakanal vous organise une manufacture d'armes, le gouvernement révolutionnaire et la cavalerie, quoi encore ? tout ce qu'on voudra, sans plus d'hésitation que naguère pour enseigner le rudiment. Néanmoins, l'armée de l'Ouest ne le tente pas. Il écrit au Comité de Salut public : « Vous voulez que je me rende à l'armée de l'Ouest pour l'encadrement des chevaux. Vos demandes seront toujours des ordres pour moi... » Mais, s'il encadre les chevaux, qui donc, à Bergerac, s'occupera de la manufacture ? On le laisse à Bergerac : et, le 17 avril, il est à Paris. Il retourne à Bergerac ; et, le 6 mai, le Comité l'envoie dans le département de Lot-et-Garonne, à Lauzun, où il réprime des « menées contre-révolutionnaires. » Après cela, le Comité ne le dérange plus, ne le somme plus d'achever sa mission : c'est lui qui se lasse de Bergerac. Le 14 thermidor, il apprend la chute de Robespierre ; le 21 thermidor, il est à Paris et monte à la tribune de la Convention pour approuver la déconfiture de ce « nouveau Pisistrate. » Il n'ira plus à Bergerac : le représentant Pellissier l'y remplace.

Voilà des conditions de travail assez fâcheuses. Sur les dix mois

qu'a duré sa mission dans la Dordogne, combien de semaines un peu calmes a-t-il eues ? « Rien, disait-il, ne me paraît plus bête que les opérations ministérielles ; je les vois tous les jours se froisser et se détruire par le croisement et la confusion des agens et des pouvoirs. » Dans ces conditions fâcheuses, qu'a-t-il fait ? M. Labroue va nous le dire : « Action politique, administrative et judiciaire, instruction publique sous ses formes les plus variées, fêtes, subsistances, levée de chevaux pour les armées, fournitures de bois pour la marine, taxes révolutionnaires, réfection des routes, navigation des rivières, travaux d'art, tels furent, durant les dix mois de mission de Lakanal, les objets principaux de sa hardie et heureuse initiative, tel fut le bilan de sa débordante et féconde activité. » C'est bien ! Ne dénigrons pas l'œuvre de Lakanal. Le 25 floréal an II, il écrivait : « Des fusils ! des fusils ! Voilà le cri inextinguible de la France en révolution. » Le 15 messidor, il rendait compte à la Convention des résultats qu'il attendait de sa manufacture bergeracoise ; il annonçait quinze mille fusils par an, vingt-cinq mille bientôt. Provisoirement, il en pouvait livrer cent et concluait : « Vive la République ! Elle seule peut enfanter des prodiges incroyables pour les infortunés courbés encore sous la verge des rois. Et ces prodiges-là valent bien les miracles des prêtres ! » Après la révolution de thermidor, il déclara qu'il était prêt à se servir de tous ses fusils pour abattre les partisans de Robespierre. Les Bergeracois reconnaissans l'appelaient un Orphée, parce qu'il avait, au moyen de son dévouement plus efficace que la lyre de ce chanteur, assemblé « en quelques momens » les pierres de la manufacture. Ladite manufacture a-t-elle enfin produit beaucoup de fusils ? Elle offrait « de belles espérances, » mais elle « avait besoin d'une forte impulsion, » — dit Pellissier, successeur de Lakanal, — lorsque Lakanal s'en retira. Nous ne savons pas trop, même après avoir lu M. Labroue, ce qu'elle donna : elle était « en pleine prospérité » dans les derniers temps de la Convention ; sous le Directoire, elle périclite ; elle est supprimée le 20 pluviôse an V. M. Labroue constate que la plupart des créations de Lakanal durèrent assez peu : mais il le félicite d'avoir « donné aux Périgourdins une leçon de choses civique et sociale. »

Le jour que Lakanal partait pour la Dordogne, Danton l'exhorta. Et : « Tape dur ! » lui disait-il. A Bergerac, en séance du conseil général de la commune, l'agent national, un nommé Boissière, célèbre ainsi le représentant : « Lakanal, cet homme chéri, notre ami, notre père, dont les vertus sublimes et le patriotisme égalent

notre amour pour lui... » Un peu étourdi de ses paroles, il ajoute : « Je ne puis en dire davantage... » Décemment, il ne peut en dire davantage ; il le regrette. A Bergerac, on aime Lakanal ! Ne tape-t-il pas dur autant que le lui conseillait Danton?... Mais, à Périgueux, on l'aime moins. A Ribérac, on ne l'aime pas du tout. A Sainte-Foy, on le déteste. La Société populaire de Sainte-Foy le dénonce un jour à la Convention parce qu'il a des airs superbes et aussi parce qu'il a résolu de rendre navigable une rivière, le Dropt : si le Dropt est navigable, ce sera tout profit pour le district de Bergerac, et non pour Sainte-Foy. Très manifestement, Lakanal favorise Bergerac. Et, à Bergerac même, il ne favorise pas également tout le monde. A Bergerac, sa capitale et son séjour privilégié, il est l'homme chéri, l'ami, le père de sa clientèle : en outre, il a des ennemis, ses victimes réelles ou éventuelles. Il se vantait de n'avoir, durant son proconsulat, fait arrêter personne : il se vantait ! M. Labroue se demande si cette vantardise n'était pas « associée peut-être à un sentiment de prudence thermidorienne. » Il a fait arrêter, pendant ses dix mois de proconsulat, mettons, une soixantaine de personnes : et « que comptent une soixantaine d'arrestations provisoires ? » demande M. Labroue, du ton d'un citoyen que Lakanal n'eût pas persécuté. Dans le procès-verbal des séances de la Société populaire de Bergerac, on lit : « Le montagnard Lakanal veut que tous les malintentionnés soient incarcérés et mis hors d'état de nuire. » Les malintentionnés, chacun les choisit à sa guise ; et l'arbitraire d'un montagnard Lakanal est un jeu terrible. « J'ai purgé Bergerac du petit nombre des habitans suspects ; tout marche ensemble, pressé par le civisme et la justice, » écrit à la Convention le conventionnel ; et M. Labroue conjecture que, ce petit nombre de suspects, c'étaient le greffier du juge de paix, un huissier, « d'autres encore. » Le « nommé Père Jacques, ci-devant Récollet, » fut conduit à Périgueux pour y être incarcéré « jusqu'à ce que la France en paix vomira de son sein la vermine sacerdotale. » Un agent du ci-devant château de l'Aiguilhe, Lelong, fut incarcéré comme « ennemi de l'égalité et des principes de la révolution ; » Dupeyrou, lui, pour avoir soustrait son cheval à la levée ; Boniol, pour avoir eu l'impudence de ne donner que vingt sous aux volontaires. Quant à Léglise, de Montignac, après avoir séduit deux filles, il en avait épousé une troisième : Lakanal confie à la gendarmerie cet « ennemi de la république. » Les autres, la petite soixantaine des autres, on sait leurs noms ; mais on ne sait pas les motifs de leur mésaventure : des malintentionnés, enfin des gens qui n'avaient pas

l'esprit montagnard. M. Labroue note que « la plupart de ces détenus seront remis en liberté, soit par Lakanal lui-même, soit par d'autres autorités ; » il ajoute : « notamment après le 9 thermidor. » Parbleu ! et ceux-là, s'ils durent à l' « homme chéri » leur incarcération, ne lui durent pas leur liberté.

« Tape dur !... » Il a tapé sur les prêtres catholiques. Il était déiste à sa manière : « Adore un Dieu. Quel homme n'adorerait pas le Dieu qu'adorait Newton? » Et, le Dieu de Newton, il l'appelait aussi « le Dieu des républicains. » Le 12 mars 1794, il ordonne au comité révolutionnaire de Belvès de convoquer « les quatre ci-devant prêtres qui lui paraîtront le plus dangereux à la tranquillité publique. » Et, à l'égard de ces quatre suspects, il prend cet arrêté : « Les dénommés se rendront sur-le-champ dans les communes qu'ils habitent, pour y prêcher la raison, la philosophie, l'égalité et le ridicule des mômeries sacerdotales. Dans un mois, deux membres du comité révolutionnaire se transporteront dans les dites communes pour y prendre connaissance de l'état de l'esprit public. Si, à cette époque, il n'est démontré que ces susnommés ont usé de tous les moyens possibles pour tuer le fanatisme et rendre leurs concitoyens à la raison, les susnommés seront déportés. » M. Labroue ajoute que Lakanal faisait apposer les scellés sur les papiers des ci-devant prêtres suspects ; et il conclut : « Cette mesure prouve du moins que, par des procédés légaux et qui n'avaient rien de bien violent, le représentant savait accomplir le mandat que la Convention lui avait confié et surveiller dans le département les menées du personnel ecclésiastique. » Oui ! Mais, condamner des prêtres à prêcher le ridicule de leurs croyances, les menacer de déportation s'ils ne travaillent pas, s'ils ne réussissent pas à démentir, dans leurs ci-devant paroisses, la religion qu'ils ont au cœur, qu'est cela? Une ignominie d'énergumène tout-puissant. M. Labroue ne nous dit pas ce qu'il advint des quatre ci-devant prêtres. Furent-ils déportés ? Si le représentant n'organisait là qu'une farce, elle a quelque chose de vil et qui peint le farceur. Ce grand ennemi du « fanatisme » était un fanatique à sa manière et, dans l'exercice de sa dangereuse magistrature, un forcené. Le régime de suspicion qu'il a installé dans la Dordogne et départemens voisins, c'est le régime de la Terreur; et Lakanal, étant un agent de la Terreur, fait son métier. Mais il eut, en outre, le mérite ou la responsabilité de l'invention, quand il institua les « apôtres civiques. » Un apôtre par commune : et le gaillard était chargé de propager les principes révolutionnaires ; ce n'est pas tout : de découvrir et dénoncer

les ennemis de la révolution. Sans doute les apôtres s'en donnèrent-ils à cœur joie. L'un d'eux, Delbos, apôtre de Jayac, signale au Comité révolutionnaire de Montignac un « muscadin » que le Comité recherchera : « Une négligence de votre part serait un crime! » Il moucharde encore un peu et se plaint d'avoir été calomnié; le Comité devra poursuivre le calomniateur : « si vous êtes nonchalans à rechercher l'auteur de cette perfidie, je vous dénonce tous! » Lakanal avait organisé la délation dans la Dordogne.

Cet affreux bonhomme fut membre du Conseil des Cinq-Cents, jusqu'au 30 floréal an V. Alors, sa carrière politique est finie. Il devient professeur dans les écoles centrales de la Seine, puis économe du lycée Bonaparte; et, sous l'Empire, il attrape le titre d'inspecteur des poids et mesures. Les Bourbons, à leur premier retour, le laissent en place. Durant les Cent-Jours, il ne bouge pas. Le deuxième retour des Bourbons l'inquiète : on parle d'une amnistie à laquelle ne seraient pas conviés les vieux régicides, fonctionnaires pendant « l'interrègne. » Lakanal jugea opportun de s'esquiver. Il partit pour l'Amérique ; et son exil, que M. Welvert a conté dans les *Feuilles d'Histoire*, est une aventure étonnamment bouffonne. L'ancien montagnard, qui jadis vilipendait « le fourbe La Fayette, » arrivait dans le nouveau monde avec une chaleureuse recommandation de La Fayette pour Jefferson. Il s'établissait dans le Kentucky, colon, planteur, ignorant tout de la culture. Il éprouvait mille ennuis. Et, en souvenir de ses idées républicaines, il avait des esclaves et les traitait « comme des amis malheureux. » Après maints déboires, il manqua d'argent, si bien que, pour s'en procurer, il entra dans une conspiration ridicule, et dont il fut peut-être l'improvisateur, et qui tendait à installer sur le trône du Mexique le roi Joseph, en Amérique depuis Waterloo. Naguère, Lakanal écrivait à Jefferson : « L'ambition d'un seul homme a déchaîné sur nous les nations enragées... » Il détestait alors Napoléon. Mais, un peu plus tard, il écrit au roi Joseph : « la profonde vénération que j'ai pour votre auguste dynastie... Votre Majesté... notre dévouement sans limites à son illustre dynastie... » Le conventionnel émérite, qui a été fonctionnaire de l'Empereur, demande un roi; et, l'enveloppe, il la ferme d'une cire cachetée aux insignes de la Convention, le bonnet phrygien coiffant la pointe d'une pique; autour de cet emblème, ces mots : « Lakanal, député de la Convention nationale. » Il suppliait le roi Joseph de lui accorder premièrement une décoration espagnole, deuxièmement

l'argent qu'il faut pour mener au succès un joli travail de conspirateur et, mon Dieu, pour vivre.

La « Confédération napoléonienne » aboutit à un échec dérisoire. Lakanal, déçu de son espérance, continua de se tirer d'affaire, en Amérique, tant bien que mal. La révolution de Juillet lui rouvrit les portes de la France. Avant de profiter de l'aubaine, il eut soin de se faire rendre sa pension de retraite, sa place à l'Académie des Sciences morales et, là-bas, de vendre ses plantations. Cela prit sept années. En 1837, âgé de soixante-quinze ans, il traverse l'Atlantique et débarque à Bordeaux.

Un beau vieillard : on l'eût pris pour un sexagénaire. Il se souvenait d'avoir été malade une fois, dans sa jeunesse, quand il enseignait la philosophie à Moulins, capitale du Bourbonnais : voire, il avait gardé le lit. Son vénérable ami Daubenton, célèbre collaborateur de Buffon, lui disait : « Vous ne mourrez qu'ossifié ! » Cette prédiction l'encourageait ; car il se sentait vif et alerte.

Il était veuf. Il avait perdu, l'année qui précéda son retour en France, et enterré dans le cimetière de Ganon Bend, sa femme née Marie-Barbe François. Quant à ses enfans, il les laissa en Amérique. Il n'avait pas été, pour Marie-Barbe, le modèle des époux. On raconte qu'étant économe ou « procureur gérant » du lycée Bonaparte, dans les premières années de l'Empire, il possédait, au lycée même, une bien-aimée ; le scandale fut assez gênant, car cette jeune femme ne craignit pas d'être mère. Et cet épisode n'est pas le seul, mais il est un de ceux qui semblaient ne pas destiner Lakanal à être, après sa mort, le héros éponyme d'un lycée.

Il mourut le 14 février 1845. Il venait de se remarier, épousant tard, et en signe de gratitude, Rosalie-Céleste-Bienaimée Lepelletier, qui lui avait donné un fils un mois avant qu'il n'eût soixante et dix-sept ans. Mignet, qui l'a connu à cette époque, l'appelle un « énergique vieillard. » A quatre-vingts ans passés, il se plaisait à herboriser sur les coteaux de Montmorency : cette aimable besogne a diverti de leurs souvenirs, autrefois, beaucoup de politiciens retirés. Avec l'âge, et agréablement installé dans sa vieillesse, il prenait un peu l'air d'un sage : ses folies n'étaient plus que des anecdotes surannées. Mignet le loue et dit : « M. Lakanal avait cru à la république, et il y croyait encore. »

André Beaunier.

REVUE SCIENTIFIQUE

LA TORPILLE ET LES IMMERSIBLES

Dans un de ces entretiens où la science, sans y rien perdre, se fleurit élégamment de charme littéraire, et où Fontenelle expose la théorie de la gravitation des astres, la marquise fictive qui est son interlocutrice s'écrie soudain : « La philosophie est donc devenue terriblement mécanique. » Si elle ressuscitait de nos jours, la rêveuse marquise, se souvenant du temps des mousquetaires, s'écrierait sans doute : « La guerre est donc devenue terriblement mécanique;... » et ce serait assurément le seul rapport qu'elle pût trouver entre la guerre et la philosophie.

Cette domination monstrueuse des machines dans la lutte actuelle, si sensible déjà sur le front de terre, est peut-être plus impressionnante encore dans la guerre navale, et il n'est point d'engin qui enferme en ses flancs autant d'ingéniosité mécanique, autant de science diaboliquement pervertie que la torpille qui, chaque semaine, sur les côtes de l'Europe et ces jours passés jusque sur celles de la lointaine Amérique fait les ravages que l'on sait.

La torpille est au sous-marin ce que l'obus est au canon. L'un est la raison d'être de l'autre, et je voudrais examiner brièvement ici les causes qui font de chacun de ces engins, ou plutôt de leur combinaison, le plus foudroyant des agens de destruction. La torpille n'étant elle-même qu'un sous-marin automatique en miniature, il est naturel que nous nous occupions d'abord du sous-marin lui-même. Son rôle stratégique et commercial a été déjà maintes fois traité ici même de main de maître par M. l'amiral Degouy au cours de ses pénétrans

articles sur la guerre navale, et notamment dans l'étude qu'il a consacrée récemment au fameux sous-marin commercial *Deutschland* (1); quant à la question de droit international que soulève l'emploi des sous-marins, relativement entre autres à la notion de blocus, M. Bertin l'a traitée naguère avec sa grande autorité dans cette *Revue* (2).

Aussi n'est-ce ni du point de vue stratégique, ni du point de vue commercial, ni du point de vue juridique que je voudrais à mon tour aborder ici la question du sous-marin, mais plus modestement d'un point de vue technique et scientifique, en montrant par quelques exemples seulement, — car il faudrait des volumes pour épuiser le sujet, — qu'il ne reste point de partie de la physique à laquelle par quelque côté ne touchent ces navires délicats et compliqués, dont les flancs enferment, comme en une synthèse symbolique, presque tout ce que l'homme moderne a su arracher pour la guerre à l'impassibilité tour à tour féconde ou meurtrière de la science.

*
* *

Ici comme en tout l'important et le difficile est d'abord de s'entendre sur les mots. Si on entend par sous-marin un vaisseau qui navigue habituellement sous l'eau, il n'y a pas de sous-marin, car la navigation immergée n'est jamais qu'exceptionnelle pour les navires de ce type, et ceci justifie la définition humoristique bien connue dans la marine : « Le sous-marin est un bâtiment qui navigue en surface... » Nous dirons donc : Le sous-marin est un navire capable de naviguer à l'occasion sous l'eau. Mais qu'est-ce alors qu'un submersible ? Les submersibles sont-ils ou non des sous-marins ?

Quelques explications sont ici nécessaires, car on a pris la mauvaise habitude d'englober sous ce dernier vocable des bateaux très différens. Anciennement, on appelait sous-marins des navires capables de plonger à volonté sous l'eau, et qui, même lorsqu'ils naviguaient émergés, ne dépassaient que très peu la surface de l'eau, avaient la plus grande partie de leur volume immergée, en un mot avaient une *faible flottabilité*, comme on dit dans le patois technique. La flottabilité d'un navire est la fraction de son tonnage dont il émerge quand il flotte. Dans les premiers sous-marins et dans tous ceux qu'on construisit jusqu'à ces deux dernières décades, cette fraction était petite. Sur les sous-marins du début la flottabilité n'était que d'environ 5 pour 100,

1) Voyez la *Revue* du 15 août 1916, p. 888.
2) Voyez la *Revue* du 15 août 1915, p. 758.

c'est-à-dire qu'un sous-marin de 200 tonnes, lorsqu'il naviguait à la surface, n'émergeait que d'une dizaine de tonnes. Il suffisait donc de le surcharger d'une dizaine de tonnes d'eau pour qu'il s'enfonçât sous l'eau conformément au principe découvert par l'ingénieur Archimède. Cette petite surcharge d'eau nécessaire à la plongée des premiers sous-marins, on la leur procurait en ouvrant au moment voulu les vannes des réservoirs ménagés dans la coque du bâtiment et qu'on appelle les *water-ballasts* dans cet horrible jargon que l'entente cordiale elle-même n'a pas encore réussi à rendre digestible aux platoniques amans de la langue de Voltaire.

Mais ces sous-marins lourds, bas sur l'eau, étaient par là même très résistans à l'avancement, c'est-à-dire ne pouvaient avoir qu'une faible vitesse ; il est clair en effet que, de deux vaisseaux de dimensions identiques et munis de moteurs égaux et dont l'un plonge beaucoup moins que l'autre dans l'eau, le premier ira beaucoup plus vite, ayant à vaincre beaucoup moins de résistance liquide (la résistance de l'air est négligeable à côté) : un objet quelconque, une balle de fusil par exemple, projetée avec une force donnée ira beaucoup plus vite et plus loin dans l'air que dans l'eau (1). En outre ces sous-marins entraient facilement dans la lame, étaient traversés même en surface par les vagues, ce qui les rendait difficilement habitables par mer grosse et impropres aux randonnées en haute mer et à la navigation par mauvais temps.

La question changea de face et ces défauts des sous-marins disparurent lorsque notre éminent compatriote M. Laubeuf, ingénieur des constructions navales, eut l'idée de leur donner une grande flottabilité. On appela *submersibles* les navires ainsi créés. La flottabilité y atteint des valeurs presque aussi grandes que dans les torpilleurs ordinaires. Ainsi dans le *Narval* de Laubeuf elle était d'environ 42 pour 100, c'est-à-dire que, à la surface, 42 pour 100 du tonnage total émergeait, celui-ci étant d'ailleurs voisin de 200 tonneaux. Dans tous les *submersibles* construits depuis sur le type plus ou moins modifié de Laubeuf, cette modification fondamentale subsiste ; et la flottabilité y varie de 20 à 40 pour 100, c'est-à-dire qu'elle est de 4 à 8 fois plus considérable que dans les sous-marins antérieurs. Elle est par exemple d'environ 30 pour 100 dans les submersibles des types *Aigrette* et *Pluviôse*, d'environ 33 pour 100 dans nos types plus récens, d'environ 17 pour 100 dans les submersibles italiens du

(1) De ce fait la vitesse des sous-marins est de 20 à 40 pour 100 plus faible en plongée qu'à la surface.

système Laurenti, d'environ 23 pour 100 dans les submersibles allemands du système Germania-Krupp de la série des U_1. [On sait que les Allemands désignent leurs sous-marins par un numéro suivant la lettre U, qui est l'initiale du mot *Unterseeschiff*.] Autant qu'on peut le savoir, les derniers sous-marins construits par les Allemands ont également une forte flottabilité voisine de 20 pour 100. Telle est du moins, d'après ce qu'on peut savoir, le cas pour les appareils de la série des U_{33} à U_{38} commencée en 1913, et qui sont analogues aux sous-marins construits à cette époque par Krupp pour l'Autriche et qui déplaçaient environ 675 tonnes en surface et 835 tonnes en immersion. Le sous-marin pseudo-commercial *Deutschland* a une flottabilité grande et du même ordre, avec un tonnage au moins double, et tel paraît être aussi le cas de l'U_{53} qui vient de se signaler, comme on sait, au large de New-York.

Tous ces navires allemands sont de simples démarquages modifiés et amplifiés des submersibles français. M. Laubeuf en a signalé récemment deux preuves entre mille : 1° A la fin de 1905, nous avons été informés de l'offre à la Roumanie par Krupp de *submersibles système français*. 2° Dans le récit d'une croisière sous-marine de Dantzig à Héligoland, écrit par un officier de la marine allemande en 1914 et traduit dans le journal anglais *Motor ship and Motor boat* du 31 décembre 1914 on trouve cet aveu non dénué de cynisme : « Ce bateau est du type à double coque construit sur le principe Laubeuf qui est un dessin moderne et le type généralement adopté pour tous les navires destinés à la haute mer. »

La confrontation des dates est d'ailleurs à cet égard particulièrement éloquente ;

1° *Le Narval* a été lancé le 21 octobre 1899 ; quatre submersibles français du type *Sirène* ont été lancés en 1901.

2° *Le Glauco* premier submersible italien de l'ingénieur Laurenti, a été lancé le 19 juillet 1905.

3° Le U_1, premier submersible allemand de la Société Germania-Krupp, a été lancé le 30 août 1905.

En 1900, la France était la seule nation construisant des *submersibles*. Toutes les autres nations ne construisaient que des sous-marins à faible flottabilité ; toutes depuis sont venues aux idées françaises.

Comme il faut, pour faire plonger les submersibles, beaucoup plus d'eau que dans le sous-marin primitif, c'est-à-dire des réservoirs beaucoup plus grands, on y a placé ces réservoirs à l'extérieur de la

coque et tout autour, et c'est ainsi que les submersibles sont constitués par deux coques, par deux enveloppes l'une dans l'autre, un peu comme les bouteilles Thermos, l'intervalle pouvant être à volonté rempli d'eau ou vidé de celle-ci par l'air comprimé. Il en résulte une construction entièrement différente : la coque extérieure des submersibles ne subissant aucune pression en plongée, puisque la mer la baigne également sur ses deux faces, ne subit une pression liquide, qui est alors faible, que quand les *water-ballasts* sont vides, c'est-à-dire dans la navigation de surface. Cette coque extérieure peut donc être en tôle mince comme dans les torpilleurs, tandis que la coque interne qui subit toute la pression hydrostatique en plongée est en tôle épaisse. Au contraire, dans les sous-marins à faible flottabilité, les réservoirs étant à l'intérieur du bâtiment, la coque externe doit être épaisse. La forme des deux types de navires diffère également ; le submersible a la forme mince des torpilleurs, tandis que son prédécesseur a une section circulaire comme un cigare. L'expérience a montré que cela ne nuit pas à la bonne tenue en plongée du submersible.

Quant à la crainte, conçue un moment, de voir l'immersion des submersibles durer trop longtemps à cause de leur émergence considérable et de la grande masse d'eau à emmagasiner, elle n'est plus fondée aujourd'hui, des dispositifs heureux et des manœuvres bien conçues ayant permis de ramener cette durée d'immersion à cinq minutes, ce qui satisfait toutes les exigences militaires et permet au bâtiment d'échapper rapidement au tir ennemi en cas de danger.

Aujourd'hui, on a pris l'habitude de désigner sous le nom de sous-marins à la fois les *sous-marins* à faible flottabilité et les *submersibles*, tandis que beaucoup d'auteurs et de marins appellent simplement *sous-marins* tout court les premiers. C'est une source de confusions continuelles. La solution logique et rationnelle consisterait à adopter, pour désigner l'ensemble des deux catégories, le nom collectif d' « immersibles, » qui a été proposé par M. Maurice, directeur de l'École du génie maritime. Cette solution tend d'ailleurs à se propager, et il faut espérer qu'une décision officielle la consacrera ; on saura alors que les sous-marins sont les « immersibles » à faible flottabilité. Un nom qui désigne à la fois un tout et la moitié de ce tout à l'exclusion de l'autre, est un nom vicieux.

De tout ce qui précède il résulte nettement que le submersible est nettement supérieur par le tonnage, les qualités nautiques, le rayon d'action, la capacité offensive au sous-marin (j'adopte par anticipa-

tion la désignation qui vient d'être préconisée). Cela ne veut pas dire que celui-ci soit abandonné partout ou doive l'être. Les submersibles lui sont à certains égards inférieurs (toute médaille a son revers): 1° Ayant un grand tirant d'eau, ils sont plus vulnérables au canon et à la torpille, et surtout ils ne peuvent s'immerger aux petites profondeurs marines, telles que celles qui règnent aux environs précisément d'une grande partie des côtes allemandes. M. l'amiral Degouy a très justement signalé ce danger, et c'est là peut-être la cause qui fait que le voyage du fameux *Bremen* ne s'est pas achevé au port. 2° Lorsque le submersible immergé s'incline, cela est beaucoup plus dangereux pour lui à cause de sa longueur : ainsi un bâtiment de 100 mètres de long s'inclinant accidentellement de 10 degrés, ce qui est fréquent en plongée, aura une de ses extrémités 17 mètres plus bas que l'autre. D'où danger plus grand d'accident et nécessité de profondeurs plus grandes. 3° Le prix de revient et la durée de construction des submersibles sont supérieurs. On conçoit dans ces conditions que certaines marines comme celles de l'Angleterre, des États-Unis, du Japon, emploient concurremment les deux types, le submersible comme engin d'attaque à grand rayon d'action, le sous-marin comme engin de défense des côtes et des ports, à rayon d'action réduit, mais à maniabilité plus grande. Quant aux bâtimens employés si efficacement par les Allemands dans leur guerre sous-marine, ils appartiennent sans exception au type submersible; ce sont de lourdes pousses germaniques greffées une fois de plus sur une tige française. Le coq a couvé des vautours.

***

Les organes qui servent aux « immersibles » pour se propulser, pour se déplacer ou s'équilibrer en profondeur, pour se diriger, réunissent les plus subtils perfectionnemens de la technique et de la science.

Le propulseur d'abord : en plongée, il est nécessaire que le moteur des immersibles ne consomme pas la précieuse provision d'air respirable, ne produise pas de trépidations et de chocs repérables, ne donne pas de grandes quantités de produits qu'il est nécessaire d'évacuer. Seul, l'accumulateur électrique remplit à peu près ces conditions. C'est pourquoi, en plongée, les hélices des immersibles ont été jusqu'ici mues par des accumulateurs. Mais ceux-ci ont plusieurs inconvéniens, et surtout ils sont très lourds; ils pèsent environ 80 kilogrammes par cheval de puissance, c'est-à-dire environ 8 fois

plus que certains moteurs à vapeur. Il faut 750 kilos d'accumulateurs pour débiter un cheval-vapeur pendant vingt-quatre heures, et seulement 30 kilos de machine à vapeur pour obtenir le même résultat. Pour donner aux immersibles un rayon d'action suffisant, on a donc été conduit à renoncer complètement aux accumulateurs, lorsque leur emploi n'est plus indispensable, c'est-à-dire pendant la navigation en surface. On emploie alors, soit des moteurs à vapeur, soit, — sur les bâtimens allemands, — des moteurs à pétrole du système Diesel, à combustion interne. Les moteurs de surface servent en même temps à recharger les accumulateurs. L'immersible, qui emmagasine à la surface de l'énergie motrice pour sa plongée, est assez comparable à la baleine qui vient de temps en temps puiser dans l'air l'oxygène nécessaire à son énergie en plongée. Tout cela fait que, en dehors de la viciation de l'air des sous-marins à laquelle on remédie automatiquement par l'oxylithe, le sous-marin, je veux dire l'immersible, a intérêt à ne pas rester trop longtemps en plongée, faute de quoi son énergie motrice disparaîtrait.

L'idéal serait évidemment de n'avoir qu'un moteur unique pour la plongée et la surface, mais jusqu'ici les essais dans ce sens n'ont pas abouti à des résultats définitifs. Pourtant, dès avant la guerre, M. l'ingénieur en chef Maurice avait étudié une machine à vapeur spéciale pour la plongée, dans laquelle la vapeur était produite, non par l'oxydation d'un combustible, mais par la chaleur accumulée en surface grâce à un accumulateur thermique spécial, sur lequel on nous permettra de ne donner aucun détail. Il est probable, comme l'a remarqué déjà M. l'amiral Degouy, que les Allemands, avec leur classique habileté de plagiaires adaptateurs, ont appliqué cette idée dans leurs immersibles récens, car Krupp construit actuellement une chaudière qui ressemble comme une sœur à celle de M. Maurice.

En tout cas, l'emploi d'une source d'énergie unique (pétrole ou vapeur), pour la propulsion à la fois en plongée et en surface, est de ces problèmes dont la solution ne saurait tarder, car il répond à des nécessités réelles, et c'est surtout en matière de technique et de science que les besoins créent les moyens et que « nécessité ne connaît pas de loi. »

***

Les organes qui permettent aux immersibles de se déplacer exactement suivant les trois dimensions de l'espace sont arrivés aujourd'hui à un grand degré de perfection. Le bâtiment étant immobile,

pour monter ou descendre, il faut expulser une certaine quantité d'eau des *water-ballasts*, ou, au contraire, leur en ajouter, ce que l'on fait au moyen de pompes et de vannes commandées électriquement, ou autrement, et dont les manettes sont sous l'œil du commandant. Des manomètres soumis à la pression de la colonne d'eau sus-jacente indiquent à chaque instant la profondeur atteinte.

La montée ou la descente du bâtiment non plus immobile, mais en marche, est encore plus curieuse. La manœuvre et ses organes sont presque les mêmes ici que dans l'aéroplane. L'oiseau artificiel qui se soutient dans l'air, le poisson cuirassé qui se maintient sous la mer se trouvent avoir je ne sais quelles affinités qui les font sem blables et symétriques de part et d'autre de la surface du sol. Les pôles aussi sont à l'opposé l'un de l'autre, et pourtant ils sont semblables.

De même que l'aéroplane est *plus lourd que l'air* et ne s'y tient en équilibre que par sa vitesse qui l'empêche de tomber au sol, ainsi que je l'ai expliqué naguère, de même le submersible ou le sous-marin en marche est équilibré par son commandant, de manière à être *plus léger que l'eau*, et sa vitesse seule l'empêche de remonter à la surface. On obtient ce résultat grâce à des ailerons placés de part et d'autre de la coque légèrement inclinée le haut vers l'arrière, de même que, symétriquement, les ailes d'avion sont inclinées le haut vers l'avant, et qui reçoivent de l'eau en mouvement une poussée qui tend à les faire enfoncer. Si, pour une cause quelconque, le bâtiment s'arrête, la poussée descendante ainsi produite sur les ailerons est supprimée, et le navire remonte automatiquement à la surface. La sécurité ainsi obtenue est encore augmentée grâce à de puissantes pompes d'épuisement qui permettent, en cas de besoin, de vider rapidement les caisses à eau, grâce encore à des plombs de sûreté fixés au-dessous de la coque et qu'une manœuvre simple permet de détacher au besoin. Malgré la triple cuirasse de ces dispositifs de sécurité, plus d'un de nos submersibles est, hélas ! dès le temps de paix, resté au fond des abysses océaniques avec son précieux chargement de jeunes vies ensevelies. Mais le péril toujours suspendu sur les courages les couronne d'une auréole, et les sensations et les heures sont multipliées par le frôlement humide du danger dans ces nefs d'acier, cercueils d'héroïsme parfois, vases toujours parfumés de beauté morale et de tranquille sacrifice.

Quant à la gouverne dans le sens latéral dans le plan horizontal, elle s'y fait comme dans les autres navires, comme dans les aéro-

planes, par des gouvernails verticaux. Mais pour se diriger, plonger, pour apercevoir l'ennemi sans en être vu et régler sur lui l'attaque imprévue des torpilles, il faut aux immersibles une vision. Il ne saurait être question de vision sous-marine. Par les hublots d'un bâtiment en plongée, on ne distingue rien sous l'eau à quelques mètres de profondeur, même en employant de puissans projecteurs qui d'ailleurs feraient repérer le navire. La lumière du soleil elle-même est complètement absorbée à une faible profondeur. Il faut donc au navire immergé un œil aérien. Cet œil, c'est le périscope dont la lentille au bout d'un long tube dépasse légèrement la surface de l'eau.

Avec leur périscope pédonculé et leur coque blindée, le sous-marin, le submersible, ne sont-ils pas un peu les frères de ces crustacés podophtalmiques, aux carapaces redoutables, qui ont leur œil au bout d'une longue antenne et qui livrent sans fin de silencieux combats tout au fond de la mer smaragdine ?

***

Le sous-marin sans torpille serait comme un canon sans munitions. Bien qu'on ait vu quelquefois dans cette guerre des submersibles allemands user du canon contre d'inoffensifs vaisseaux marchands, il est sans exemple que l'un d'eux ait canonné un navire de guerre. La torpille est et reste leur arme principale.

De tous les projectiles employés dans cette guerre, balles, bombes, grenades, obus fusans ou percutans, etc., la torpille est sans doute le plus meurtrier, celui dont les effets sont les plus foudroyans. Il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler que, sans parler même du gigantesque *Lusitania*, la torpille a suffi maintes fois à couler en quelques minutes des cuirassés géans. D'où provient cette puissance terrible de la torpille? De plusieurs raisons. D'abord, les torpilles récentes contiennent des charges d'explosif considérables. Celles qu'emploient actuellement les Allemands renferment environ 125 kilos d'explosif, c'est-à-dire autant que les obus les plus puissans, plus que l'obus de 400. Ensuite la torpille est lancée sous l'eau et frappe le navire sous sa ligne de flottaison : outre les effets propres de la destruction, elle produit donc un envahissement du navire par l'eau qui a tôt fait de le couler. Mais surtout, les effets de l'explosif sont beaucoup plus intenses dans l'eau que dans l'air, l'eau formant « bourrage. » Tous ceux qui, aux colonies, ont pêché à la dynamite et ont vu dans un rayon considérable tous les poissons tués par la percussion d'une petite cartouche, connaissent cet effet amplificateur de l'eau sur les explosions. Quant à

l'explosif employé, la plupart des marines utilisent dans leurs torpilles le coton-poudre humide. Il semble pourtant que les Allemands lui aient préféré le trinitrotoluol fondu, — qu'ils appellent aussi trotyl ou trinol, et qui est, on le sait, dérivé de la nitration du toluol, comme la mélinite est dérivée de la nitration du phénol, ou la dynamite de la nitration de la benzine. Mais que ce soit l'un ou l'autre qui soit employé, la détonation de l'explosif placé dans la chambre avant de la torpille n'est obtenue, comme dans les obus, que par l'intermédiaire d'un percuteur au fulminate de mercure et d'un relais contenant un explosif plus sensible, coton-poudre sec ou trinitrotoluol pulvérulent.

En somme, la torpille n'est qu'un obus sous-marin mais qui a ceci de particulier d'être automatique, ou plutôt automoteur. La torpille entretient elle-même sa vitesse sous l'eau, grâce à un petit moteur à air comprimé qu'elle renferme dans sa partie postérieure et qui fait fonctionner deux petites hélices placées à l'arrière et tournant en sens contraire. Ceci est nécessaire pour que la torpille ne tourne pas sur elle-même.

Il ne suffit pas que la torpille marche ; il faut qu'elle marche en ligne droite vers le point visé et à une profondeur constante pour ne pas passer trop bas, sous le navire, ou au contraire venir flotter à la surface. La profondeur la plus efficace est de 3 ou 4 mètres. Pour les y maintenir, on munit les torpilles récentes d'un manomètre soumis à la pression de la colonne d'eau sous-jacente et qui, automatiquement, agit par des ressorts sur un gouvernail de profondeur horizontal et très analogue à celui des aéroplanes. Quant à la rectitude de la marche, elle est maintenue grâce à des gouvernails verticaux analogues aussi à ceux des avions et qui sont commandés par un gyroscope.

Pour augmenter la vitesse, on a donné à la torpille comme aux coques d'avion une forme fuselée, ronde à l'avant, effilée à l'arrière, ce qui la fait d'ailleurs ressembler beaucoup plus à un sous-marin qu'à un submersible. Elle arrive à avoir ainsi sur une petite distance une vitesse d'environ 80 kilomètres à l'heure. Pour franchir un kilomètre, — distance au-dessus de laquelle on ne la tire guère avec succès, — il lui faut donc près d'une minute. Pendant ce temps, le navire visé se déplace en général d'une quantité très supérieure à sa longueur. Il faut donc viser en avant, en tenant compte de la vitesse angulaire du navire et de la distance. Comme on voit, le lancement d'une torpille est une opération encore plus délicate qu'un réglage de tir d'artillerie sur but mobile. On comprend aussi dans ces conditions pourquoi un

navire en danger d'être torpillé n'a pas de meilleure tactique que de naviguer irrégulièrement en zigzag.

Avec son gyroscope tournant à grande vitesse, ses hélices aux rotations contraires, son moteur à air comprimé réchauffé, son abdomen bourré d'explosif, ses gouvernails délicats commandés par des servo-moteurs et des manomètres, la torpille est vraiment la plus étonnante merveille que la science au service de l'art de détruire ait jamais réalisée. Une chose pourtant est remarquable et d'une singulière ironie : la torpille a emprunté son nom au poisson bien connu qui attaque et se défend au moyen d'une violente décharge électrique ; or l'électricité est précisément le seul des agens physiques qui n'entre pour rien dans le fonctionnement de la torpille.

Certes la torpille est en soi un engin terrible. Mais, tant qu'elle fut destinée à être lancée par des navires à flottaison positive, c'est-à-dire visibles à distance, par les torpilleurs, son efficacité guerrière fut et ne pouvait être que relativement médiocre. Avant qu'un torpilleur, si vite soit-il, eût le temps d'approcher à bonne portée du croiseur ou du cuirassé qu'il voulait torpiller, il avait grandes chances d'être mis hors de combat à distance par les canons de son adversaire.

Mais lorsque c'est le sous-marin, et non plus le torpilleur, qui s'est servi de la torpille, l'efficacité en a été centuplée. Le sous-marin n'est en somme qu'un torpilleur défilé, ou, si on préfère, masqué derrière l'écran opaque et miroitant de l'eau ; or, dans cette guerre qui est avant tout, sur mer comme sur terre, une question de repérage et de défilement, cette circonstance est fondamentale. Entre un pauvre petit sous-marin en plongée à quelques brasses d'un puissant cuirassé et celui-ci, la lutte est la même qu'entre une batterie d'énormes obusiers repérée, et visible et une batterie de petit calibre, mais bien défilée ; c'est celle-ci qui finalement réduira l'autre au silence comme c'est en général le sous-marin lilliputien qui coulera le Goliath cuirassé. Cela est si vrai que, depuis les expériences du début de la guerre, les flottes cuirassées de haut bord n'osent plus s'aventurer aux abords des havres fréquentés par les sous-marins adverses et qu'elles doivent au repos se barricader dans leurs ports derrière des filets d'acier, comme font, aux pays chauds, les belles indolentes derrière les fines mailles des moustiquaires, seule défense possible contre un misérable insecte.

C'est parce qu'il obéit, grâce à son périscope, aux lois inexorables du repérage, grâce à son immersion à celles du défilement, que le sous-marin armé de la torpille est le plus terrible des engins de cette guerre. Repérage, défilement, c'est partout et toujours les trois quarts

de la tactique dans cette lutte étrange. Heureusement les Alliés ont aujourd'hui contre les torpilles et les sous-marins allemands des moyens de défense qui se sont déjà montrés efficaces. Mais si ces moyens défensifs sont suffisans en l'état actuel, c'est uniquement parce que les Boches par bonheur n'avaient point au début de la guerre un nombre très grand de sous-marins et n'en peuvent point construire assez pour réparer à la fois leurs pertes et multiplier sensiblement le nombre de ceux qui subsistent.

L'amiral von Tirpitz, qui est aujourd'hui, mais un peu tard, l'apôtre bruyant du sous-marin torpilleur, n'a eu pendant toute sa carrière qu'un but : créer une flotte de haut bord qui batte de vive force les flottes ennemies. En 1902 encore, il raillait pesamment l'emploi éventuel des sous-marins dans une guerre navale. Son maître impérial a heureusement partagé son erreur, son dédain passé du sous-marin offensif ; et c'est peut-être ce qui, pour une large part, assurera la victoire finale de l'Entente. Si l'Empereur allemand avait su gouverner, c'est-à-dire prévoir, sa devise eût été : « Notre avenir est sous l'eau. » — Aujourd'hui il est trop tard.

L'emploi tactique du sous-marin et de la torpille pour la guerre ou pour un blocus ont été au contraire prévus de longue date par plusieurs techniciens français et anglais, par l'ingénieur Laubeuf, par la claire vision de l'amiral Fournier, par l'amiral sir Percy Scott qui dirige actuellement le service de défense contre aéronefs en Angleterre ; ce sont là quelques-unes des plus belles intelligences qui jamais aient mis la science et la pensée au service de la guerre.

Il y a, quoi qu'on en ait, une certaine mélancolie à penser que les armes et les méthodes les plus efficaces de nos ennemis dans la guerre navale sont des armes et des idées françaises. — Et ceci est vrai aussi de la guerre continentale : la poudre sans fumée, les explosifs nitrés stables des obus... d'autres progrès techniques récens, que nous préférons ne pas préciser, quoique nous les connaissions bien, fournissent aujourd'hui, aux Allemands qui ont su les cambrioler, puis les appliquer avec sagacité, des adjuvans matériels sur lesquels s'étaie l'infériorité de leur force d'âme, de leur nombre et de leur richesse. N'eût-il pas mieux valu que ces inventions françaises n'eussent jamais été faites ? Non, si nous savons les généraliser intelligemment jusqu'à dominer l'ennemi non seulement par le cœur, mais aussi par la technique et l'acier.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Depuis le commencement de notre offensive sur la Somme, les journaux allemands, et l'État-major lui-même, ne se sont point lassés de dire, chaque fois qu'ils ont été contraints d'avouer un recul de leurs troupes, que ce recul ne prouvait qu'une chose : l'extrême élasticité de leur front, lequel se tendait sans se rompre. Il y aurait bien des réflexions à faire sur cette espèce d'élasticité en général, et, en particulier, sur la bonne grâce que mettent à exécuter de tels mouvemens Bavarois, Saxons et Poméraniens. Nous nous contenterons d'en présenter une seule, que suggère la plus vulgaire observation, et que tout le monde peut vérifier en se jouant : c'est qu'il n'est pas d'élastique qui, à force d'être étiré, ne claque subitement quand il devient trop mince. Or, les Anglais par un bout, nous par l'autre, et de la rive Nord à la rive Sud de la Somme, nous tirons à deux mains sur la ligne allemande et l'obligeons à s'allonger peu à peu jusqu'à la limite où elle éclatera. On n'a, pour s'en convaincre, qu'à rapprocher le tracé du front au 1er juillet de son tracé au 15 octobre. Nos derniers efforts, nos derniers succès, que, sauf quelques accrocs insignifians, nous avons toujours et partout intégralement maintenus, nous ont portés, au Nord de la rivière, à Sailly-Saillisel, véritable place d'armes ennemie, au Sud, tout près de Chaulnes, position dont l'importance est assez affirmée par tant et de si rudes combats.

Sous les murailles inviolées de Verdun, les Allemands ont subi une défaite que nulle habileté ne réussira à dissimuler ou à atténuer, et qui rabaisserait leur superbe, si la carapace de crédulité dans laquelle tout Allemand est enveloppé dès le berceau pouvait jamais être percée. Hindenburg, Ludendorff, et le Kronprinz en personne, bien qu'il prenne soin de faire dire qu'il était en congé pour affaires de famille, — tout s'explique ! — seraient mal fondés à prétendre

qu'ils ont été surpris. Ils n'attendaient peut-être pas notre attaque pour ce jour-là, mais il y avait plusieurs jours qu'ils s'y attendaient, et ceux de leurs subordonnés qui se plaisent à la facétie s'étaient fort divertis à nous le signifier, à leur mode, par des écriteaux. Non, ils n'ont pas été surpris ; mais, quoique parfaitement avertis, ils ont été parfaitement battus. Les divisions, — nous ne dirons pas « d'élite, » — car ce serait faire injure aux autres, qui les valent, — mais les divisions magnifiques rassemblées sous les ordres du général Mangin se sont ruées à son signal. D'un bond, ou plutôt en deux bonds, avec le repos prévu d'une heure, elles ont, sur sept kilomètres de longueur, reconquis une profondeur de deux à trois kilomètres de sol lorrain, de sol doublement français. Nous avons eu la joie de saluer dans un bulletin de victoire ces humbles et chers villages dont le martyre prolongé nous avait émus jusqu'aux larmes : Douaumont, Thiaumont, Haudromont, Vaux, Fleury ; ces bois qui, aux printemps futurs, ne reverdiront plus, mais qui, pour tout homme, toute femme et tout enfant de notre race, sont désormais des bois sacrés. La ligne, devant Verdun, sur la rive droite de la Meuse, est redevenue à peu près ce qu'elle était, après le choc initial, l'ouragan furieux, le raz de marée qui submergeait nos ouvrages hâtifs et ruinait nos citadelles d'acier et de béton, au 24 février. Ainsi huit mois de combats, huit mois de vaillance et de souffrance, sinon, hélas ! huit mois de deuil, sont effacés. Des centaines de milliers d'Allemands, et, malheureusement aussi, des milliers et des milliers des nôtres, sont tombés pour rien. Non pas pour rien, les nôtres. Ils sont tombés pour la plus grande cause qui s'offre au dévouement d'un patriote et d'un soldat, pour qu'il ne soit pas attenté au territoire national et pour que n'ait point dépéri en leur mains l'héritage des ancêtres. Leur sacrifice a été d'une utilité qui en égale la beauté et qui les élève au sublime, aussi sûrement que des héros légendaires s'y soient élevés. Mais le Allemands qui se vantaient d'avoir arraché la pierre angulaire de la principale forteresse du principal ennemi (c'était nous, pour la circonstance), ils sont tombés pour rien. La pierre s'est redressée, roule sur eux et les écrase. Verdun écrase le renom allemand, le prestige allemand, l'organisation allemande, l'invincibilité allemande. Un grand homme d'État l'a dit : « La pire erreur qu'un général puisse commettre est d'avoir en sa propre armée un excès de confiance, et de faire indiscrètement trop bon marché de celle qu'il a en face de lui. » Ce fut cette erreur qui, commise jadis par l'orgueil espagnol, sauva déjà la France à Rocroy. *Et nunc erudimini!*

Avec une patience égale à la nôtre, par-dessus les obstacles que dresse devant eux la plus âpre nature servie par l'art le plus retors, dans les hautes solitudes des Alpes ou sur le plateau creusé et bossué du Carso, pareil, — c'est la comparaison courante, — à « une énorme pierre ponce, » nos alliés italiens mènent glorieusement la lutte. L'heure est passée où François-Joseph, sentant se réveiller en lui les anciennes rancunes de 1848 et de 1859, vieil empereur encore tout meurtri des blessures du jeune prince, put croire que ses aigles, promenées par son héritier et les archiducs ses cousins, allaient, après soixante ans, rentrer triomphantes dans les villes vénitiennes et lombardes. La route leur fut vite fermée, à une petite distance de leurs aires. A peine l'Autriche mordit-elle, et pour peu de temps, dans la terre italienne. Elle se vit arrêtée net, et presque aussitôt nos amis reprirent leur marche vers leur double objectif, vers le but, fatal, à leurs yeux, de leur politique immédiate, Trente et Trieste. Du côté de Trente, leurs plus récens progrès les ont ramenés non loin de Rovereto, où ils ont enlevé, à plus de 2 000 mètres d'altitude, la dent du Pasubio. Du côté de Trieste, ils ont, le 10 octobre et les jours suivans, fait craquer la première ligne autrichienne, de San-Pietro, un peu au Sud-Est de Gorizia, à Vertoiba, puis à Villanova et à la cote 208, un peu à l'Est de Doberdo, pour regagner enfin, par une courbe, le renflement, le massif de l'Hermada, qui domine, au bord de l'Adriatique, le chemin de fer côtier. Ils ont fait là de six à huit mille prisonniers : ce ne fut donc pas une escarmouche. Le « rétablissement » opéré par le général Cadorna, au mois de juin et au mois de juillet, de l'Adige à la Brenta, souleva une admiration légitime. L'expédition accessoire en Albanie méridionale ou en Épire septentrionale, fait apparaître la même netteté de vue, la même clarté d'esprit militaire et politique. On sent une pensée, un dessein. De jour en jour et d'étape en étape, les colonnes italiennes, parties de Santi-Quaranta, se rapprochent des colonnes alliées qui manœuvrent sur la rive du lac de Prespa, et par lesquelles le front d'Orient se soudera en une seule barre de la mer Égée à l'Adriatique ; déjà les reconnaissances des deux cavaleries ont pris le contact. Dans la vallée de la Cerna, les Serbes se sont avancés jusqu'à Brod, après avoir repoussé de nombreuses et violentes contre-attaques d'un ennemi qui paraît avoir reçu des auxiliaires. Russes et Français, à l'extrémité de la ligne vers l'Ouest, Français et Italiens autour du lac de Doiran, au pied des monts Bélès, Anglais à l'Est, sur la Strouma, échangent avec les Bulgares germanisés de

continuelles ou intermittentes canonnades. En son ensemble, excepté par son aile gauche qui bat de temps en temps un coup plus violent, l'armée de Salonique, cette quinzaine, n'a pas fait de grands mouvemens. On dirait que quelque chose, qui n'est pas exclusivement d'ordre militaire, la retient et l'attache à sa base; qu'elle est forcée de regarder derrière elle.

De la Pripet aux Carpathes, sur le Stokhod, entre Loutsk et Vladimir-Volynski, plus bas vers Brzezany et Stryj, sur la Zlota-Lipa et le Dniester, plus bas encore, dans la région montagneuse de Kirlibaba, Kimpolung et Dorna-Vatra, une gigantesque bataille est engagée et soutenue depuis des semaines, dont on ne sait presque rien, sinon précisément qu'elle est gigantesque, qu'elle n'en finit pas, et qu'étant comme diffuse dans le temps et dans l'espace, elle passe pour les deux partis, Austro-Allemands et Russes, par toute sorte de péripéties, favorables ou contraires selon l'instant et le lieu ; en somme, cependant, d'après ce qu'on en devine, favorable aux Russes, qui du moins repoussent partout les assauts furieux déchaînés par Hindenburg, et çà et là font plus que de les repousser. Et l'on devine aussi que, si vaste que soit le champ ou la succession de champs où elle se déroule, l'objet de cette bataille colossale est situé en quelque sorte hors d'elle-même. On devine qu'elle tend comme un rideau de feu, à l'abri duquel s'effectuent, dans les deux camps, des déplacemens de troupes; la guerre glisse de la Dwina sur le Danube, et de la Baltique vers la Mer-Noire. Les adversaires rassemblent tout ce qu'ils peuvent trouver de disponible, et, essayant mutuellement de se paralyser ailleurs, le jettent à l'endroit qu'ils jugent le plus propice ou le plus menacé. Ce n'est pas par hasard que maintenant les communiqués de Petrograd mentionnent comme un secteur du front russe le front roumain ; et c'est vraiment en Roumanie que, dans les minutes haletantes que nous vivons, se concentre, avec l'intensité de l'action, l'intérêt du drame.

Nous avons suivi sur la carte les opérations de l'armée roumaine, soit qu'elle en ait choisi le terrain en Transylvanie, soit qu'il lui ait été imposé, dans la Dobroudja. Nous l'avons vue, dans la nuit même où venait d'être déclarée la guerre à l'Autriche-Hongrie, descendant des Carpathes et des Alpes transylvaines, s'infiltrant par tous les cols, puis s'épandant par toutes les vallées, rapidement aux premiers jours, presque torrentiellement, et presque jusqu'au bord de la plaine hongroise. Ensuite, par les mêmes vallées et par les mêmes cols, nous l'avons vue refluer sous la pression de Falkenhayn, exercée de l'Ouest

au Nord-Est, successivement de passage en passage, et pour ainsi dire doigt par doigt. Nous l'avons vue, enfin, arrêtée sur les crêtes, s'y cramponnant, attendant le renfort qui venait. A partir de ce moment, la situation était renversée, et c'était désormais l'armée de Falkenhayn, c'était l'invasion austro-allemande en Roumanie, qui jaillissait de toutes les forêts, coulait par tous les cols, dans toutes les vallées, et débordait, ou s'efforçait de le faire, sur tout le versant moldave et tout le versant valaque. Douze ou quinze ouvertures, douze ou quinze coupures sont pratiquées dans cette chaîne. C'est près de Dorna-Vatra, et vers le Kelemen, on se le rappelle, que s'est établie la liaison, que s'est faite l'articulation de l'armée russe et de l'armée roumaine. Falkenhayn devait être naturellement tenté d'y porter, pour les disjoindre, la pointe de son plus gros couteau. Mais il devait aussi se laisser séduire par l'idée de couper en un ou plusieurs points la longue ligne qui, venant de Czernowitz, de Kolomea et de Stanislau, pour ne pas remonter plus haut, traversant la Galicie, la Bukovine, la Moldavie du Nord au Sud, côtoyant parfois à très courte distance la frontière hongroise, épousant le contour des Carpathes, et encerclant comme en un second anneau la Transylvanie, conduit à Bucarest par Harlau, Roman, Bacau, Focsani, Buzeu et Ploiesci ; c'est-à-dire le chemin de grande communication entre la Russie et la Roumanie, ou plus exactement entre le front russe et le front roumain, la grande artère par où, étant donnés les dispositifs nécessaires, peut, de l'un à l'autre, circuler le sang et la force. Falkenhayn a donc attaqué au plus près de la jointure, au col de Tölgyes ; et, simultanément, aux passages voisins, en glissant, le long des Carpathes, du Nord au Sud, au col de Békas ; sur le Trotus (puisqu'il faut adopter une orthographe qui rend très imparfaitement la prononciation et dont la fantaisie ne facilite pas les recherches), au col de Gyimès, sur l'Uzu ou Uza, sur l'Oitoz, dans la région de Tergu-Ocna ; vers Zabola ; au total, six coups ou six feintes, qui ont été pour la plupart esquivés ou parés, deux ou trois avec une riposte heureuse. Mais, sur l'autre secteur du front de Transylvanie, non plus sur les Carpathes, sur les Alpes, d'Est en Ouest, d'autres passages s'ouvrent, plus dangereux encore, parce qu'ils aboutissent au cœur. Falkenhayn paraît n'avoir fait que tâter, à l'Est, celui de la Bodza ou Buzeu ; à l'Ouest, la passe de Vulkan, où il a rencontré une vive résistance, qui n'est pas entièrement réduite. Au Sud-Ouest, les Austro-Allemands s'agitent vers Orsova, et des Bulgares se montrent vers Widdin.

Au centre, par le col de la Tour-Rouge, au-dessous de Her-

mannstadt, Falkenhayn est entré en territoire roumain, par quelques pas mal assurés, jusqu'au mont Robu, d'où il a été rejeté, quitte à revenir à la charge, avec plus de chance; et par le défilé de Torzburg, au Sud-Ouest de Brasso ou Kronstadt, il a poussé, dans la vallée de la Dambovitza, jusqu'à Rucaru et Dragoslavele, où l'on se battait ces jours ci. Néanmoins, il n'avançait pas ou n'avançait qu'avec beaucoup de peine et de lenteur, et l'on penchait à croire qu'en général, sur le front de Transylvanie, après le recul des Roumains, après leur retraite en deçà de leur frontière, la situation était pour le moment fixée : le front, disait-on, « a cristallisé. » Mais voici qu'immédiatement au-dessous de Brasso, les Austro-Allemands ont réussi à s'emparer de Prédéal et à se glisser ainsi dans la vallée de la Prahova, que suit la ligne de chemin de fer la plus directe qui relie ensemble Bucarest et Sinaïa, ces deux pôles de la vie roumaine dans la molle douceur des saisons paisibles. C'est certainement un accident fâcheux, dont le bruit retentira et se répercutera d'autant plus que les lieux et les noms des lieux sont plus familiers, associés à de plus agréables souvenirs; mais qu'il faut se défendre de prendre trop au noir, et qui peut n'être qu'un accident. Prédéal, il est vrai, est la première station, l'amorce roumaine du chemin de fer de Sinaïa à Bucarest; mais ce n'est pas Bucarest, et ce n'est même pas Sinaïa, qui en est à une vingtaine de kilomètres; et au-dessous de Sinaïa, il y a encore une quarantaine de kilomètres avant de déboucher dans la plaine, juste aux environs de Ploiesci (ou Plœchti) où la ligne de la Prahova s'embranche à la grande ligne de Moldavie, véhicule de la puissance russe.

Tout dépend de ce que Falkenhayn, s'il a les moyens de s'enfoncer et de pénétrer jusque là, — et en mettant, pour les Alliés, les choses au pis, quoique le dernier mot ni même le mot le plus fort ne soient pas dits, — trouvera devant lui lorsqu'il débouchera dans la plaine; écrivons plutôt, au conditionnel : de ce qu'il trouverait, lorsqu'il déboucherait. Nous avons de bonnes raisons de penser que ce qu'il y trouverait, il ne l'écarterait pas ou ne s'en débarrasserait pas aisément, avec ce que nous avons de non moins bonnes raisons de penser qu'il possède de ressources et de réserves. C'est une question de tout temps débattue par les politiques qui se sont piqués de stratégie, c'est pour eux une question classique que de savoir si les passages par où l'ennemi peut venir doivent être défendus sur place, dans ces passages mêmes. Il y a, là-dessus, une page fameuse, qui, bien qu'elle date de quatre siècles, s'appliquerait à merveille au cas de la Roumanie. « Ceux-là, enseigne Machiavel, au Livre premier du *Discours sur les Décades*,

s'exposent aux pires inconvéniens qui, à l'approche de l'ennemi, décident de tenir les lieux difficiles et de garder les passages; presque toujours cette résolution sera dommageable si, dans ce lieu difficile on ne peut commodément masser toutes ses forces. L'exemple à suivre est plutôt celui de ces généraux qui, assaillis par un ennemi puissant, et leur pays étant entouré de montagnes et de lieux alpestres, n'ont jamais essayé de combattre l'adversaire dans les passages et sur les montagnes mêmes, mais se sont portés à sa rencontre par delà; ou, quand ils n'ont pas voulu le faire, l'ont attendu derrière ces montagnes, en des lieux modérés (*benigni*), et non alpestres. Car, ne pouvant employer à la garde de ces passages beaucoup d'hommes, soit parce qu'ils ne sauraient y vivre longtemps, soit parce que ces lieux resserrés ne sont capables d'en contenir que peu, il n'est pas possible d'y soutenir le choc d'un ennemi qui vient en nombre les attaquer; mais lui, cet ennemi, il lui est facile de venir en nombre, parce que son intention est de passer, non point de rester... Si, par conséquent, vous perdez ce passage que vous vous étiez proposé de tenir, et dans lequel vos peuples et votre armée avaient placé leur confiance, il en résulte le plus souvent, dans le peuple et dans le reste de vos gens, une telle terreur, que, sans pouvoir expérimenter leur valeur, vous avez perdu ; et c'est ainsi qu'on perd toute sa fortune avec une partie de ses forces. » Mais, nous le savons, c'est folie que de jouer un tel jeu, et nous le savons également, la Roumanie ne l'a point joué. Quand, pour son incursion en Transylvanie, l'armée roumaine s'est d'abord efforcée de tendre entre le Kelemen et la Tour-Rouge, dans l'arc que forment les montagnes, une corde sur laquelle elle pourrait plus rapidement se mouvoir, elle portait au delà des passages mêmes la défense des passages. Cette offensive qui, sous un de ses aspects, et subsidiairement, pouvait être regardée comme une défensive préalable, a été brisée. Les Roumains se sont alors repliés sur les Alpes et sur les Carpathes, où la nature les a tout de suite mis en état d'infériorité, puisqu'il y avait trop de cols pour qu'il leur fût possible de tenir chacun de ces cols avec assez de troupes. Reste la défensive en arrière. Le général Cadorna en a donné, sur le plateau des Sette Comuni, entre Arsiero et Asiago, un excellent modèle. Lui aussi, peut-être, il avait voulu faire, au début des hostilités, de la défensive préalable, en marchant sur Rovereto, qui lui représentait moins encore l'entrée du Tyrol autrichien que la clef de la maison italienne. Du val Lagarina au val Sugana, dans le Cadore, la Carnie et les Alpes Juliennes, il était allé défendre la frontière du royaume au

delà de la frontière. Lorsque l'armée des archiducs, appuyée par une artillerie écrasante, l'eut contraint à se retirer, il ne s'attarda pas à lui disputer les passages, ou ne les lui disputa que pour lui faire payer ses progrès, les ralentir, et s'assurer le délai dont il avait besoin. Il rompit franchement de plusieurs kilomètres, et, tout en rompant, regroupa ses divisions, les amena sur les positions les mieux choisies et aménagées pour attendre que l'ennemi débouchât de la montagne dans la plaine. Suivant le plan qu'il leur avait tracé, elles déployèrent autour des débouchés un éventail si hérissé de fer, elles les prirent si bien sous la menace de leurs feux croisés, que les Autrichiens ne risquèrent pas l'aventure. Ce fut le principe et la cause de leur échec. En quelques semaines, le territoire national se trouva à peu près libéré. Nulle part, l'ennemi ne put faire un pas de plus. A ce moment-là, pour tout dire, l'offensive de Broussiloff aida heureusement à décongestionner les abords du Trentin; mais, en ce moment même, une aide aussi, et plus prochaine, arrive à la Roumanie. Loin que tout ait été perdu, par l'abandon de la Transylvanie et l'abandon d'un ou deux des passages, rien n'est encore irréparablement ni même très gravement compromis, si les Roumains sont où ils doivent être, secourus en abondance par les Russes, et prêts, sur un terrain qui le leur permettra, à « employer toute leur force quand ils engagent toute leur fortune. » Dans des conditions de lieu qui ne les diviseront, ne les éparpilleront plus, il se peut que les huit, ou les douze, ou même les seize divisions de Falkenhayn, — l'armée austro-hongroise du général von Arz étant retenue ailleurs, — ne débouchent pas plus des Alpes de Transylvanie que les armées de l'archiduc Charles-François-Joseph ne purent déboucher du Trentin.

Tournons-nous à présent vers la Dobroudja. Les Alliés n'y trouveront pas de quoi se réjouir, et ils ne cachent point la déception qu'ils en éprouvent, mais pas davantage, et bien moins encore, de quoi désespérer. On s'en souvient, après qu'au lendemain de la surprise de Tourtoucaïa et de la reddition de Silistrie, l'Empereur allemand eut télégraphié et fait carillonner « la victoire décisive » de Mackensen, le maréchal, qui s'était avancé jusque sur une ligne Tuzla-Copadin-Rasova, fut ramené, à une allure qu'il eût voulue plus rythmée et plus calme, presque dans ses lignes de départ. Il n'y eut donc, cette fois du moins, ni décision, ni victoire. Mais Mackensen n'était pas homme à accepter que, par sa faute, Guillaume en eût le démenti. Dès que ses troupes furent remises et reprises en main, dès qu'il eut refait ses cadres et comblé ses vides avec des Bulgares et des Turcs,

dès qu'il eut reçu la grosse artillerie qui lui manquait, le plus fougueux, malgré son âge, des généraux prussiens s'élança contre la ligne par laquelle, à quinze ou vingt kilomètres en avant, les Russo-Roumains couvraient la voie ferrée de Constantza à Cernavoda, par Medjidia, qui est à moitié route. L'aile gauche des Alliés fléchit la première ; puis le centre, puis un peu l'aile droite, dans la direction du Danube, puis de nouveau et définitivement l'aile gauche, près de la mer. Les Bulgaro-Allemands atteignirent le chemin de fer, à sa station la plus méridionale, Murfallar, d'où ils se rabattirent à l'Est sur le grand port, ses docks et ses magasins, riche proie pour leur appétit. Le lundi 23, au matin, Constantza était tombé au pouvoir de Mackensen. Les « radios » et agences germaniques ou progermaines s'empressèrent de l'annoncer ; mais, chose extraordinaire, cette victoire, pourtant réelle, si elle n'est pas décisive, n'eut pas l'honneur d'un télégramme impérial. Guillaume II, échaudé ou refroidi, serait-il devenu moins imprudent ? Tout arrive, même ce qui semblait ne devoir ou ne pouvoir jamais arriver. Sur les projets ultérieurs de Mackensen, sur l'objet essentiel ou principal de ses opérations déjà passées ou en cours, on ne sait encore, au moins nous ne savons rien de précis.

Nous n'en savons pas beaucoup plus sur le parti auquel s'arrêteront et le plan qu'auront adopté nos alliés. Mais il n'est pas interdit de supposer que, si Mackensen eût résolu de passer le Danube à Cernavoda, ce serait déjà fait, et qu'il n'eût pas tant différé, pour être sûr de pouvoir le passer sur un pont, faute de quoi il serait exposé à ne point le passer du tout. L'eût-il franchi, eût-il trouvé le pont intact, qu'il irait peut-être, si les viaducs ont été coupés et les chaussées détruites, s'enlizer dans la bordure de marais qui sextuple la largeur du Danube et qui n'est ni la terre ni l'eau. En fût-il sorti, qu'il serait toujours à plus de cent cinquante kilomètres de Bucarest. La jonction avec Falkenhayn se fait plus aisément en imagination que dans la réalité. Mais Mackensen veut-il la faire, et que veut-il faire ? Veut-il construire par le Sud la deuxième branche de l'étau à broyer la Roumanie, que Falkenhayn forge par le Nord ? Veut-il acculer les Russo-Roumains dans le coude, dans l'angle aigu formé par le Danube, de Galatz à ses multiples bouches, les adosser à une nappe infranchissable, les y chambrer, afin de les prendre, comme à ce jeu de dames où le pion, poussé dans le coin, ne peut plus bouger ? Mais le terrain n'est pas uni comme un damier ; il va montant de 100 à 300 mètres ; dominé de là-haut, c'est le maréchal lui-même qui pourrait être longtemps immobilisé ; et, au surplus, les Russes ont jeté des ponts vers

Reni. A-t-il voulu tout simplement, ainsi qu'il l'aurait déclaré, en se retranchant au point le plus étranglé du quadrilatère, garantir la Bulgarie d'une attaque par la Dobroudja, et s'attacher sa fidélité, toujours équivoque ou avide, en lui jetant incontinent un bon morceau ? Mais alors, que ferait-il, avec les Bulgares aux dents aiguisées? Dessinerait-il de loin, et malgré toutes les barrières interposées, une menace contre Odessa? Ou bien se retournerait-il contre l'armée de Salonique ? Ou bien serait il venu, non pas uniquement, mais surtout, comme Falkenhayn, pour les pétroles et les blés ? La grande expédition de Roumanie ne serait-elle qu'un *Beutezug*, une chevauchée pour le butin, une razzia, destinée à apaiser moins la révolte de la conscience allemande contre une défection que la révolte de l'estomac allemand contre la faim ? Mais ici toutes les hypothèses sont vaines ; il n'y a qu'à attendre la suite des événemens.

Vaines aussi seraient les controverses, les discussions et les récriminations, s'il pouvait s'en élever. Que la Roumanie ait bien ou mal fait de porter son premier, son principal effort vers la Transylvanie, au lieu de le porter vers la Dobroudja ; qu'elle l'ait elle-même voulu, qu'on le lui ait conseillé, ou qu'on lui ait conseillé le contraire, mais pas assez énergiquement, il n'importe plus, à cette heure où rien ne peut plus faire que ce n'ait été fait. La philosophie de l'histoire, mais d'abord la philosophie politique, qui doit aller au plus pressé, n'en retiendra qu'une constatation et n'en tirera qu'une conclusion. C'est que la formule : « l'unité d'action sur l'unité de front » est une belle formule, mais qu'elle n'aura pas d'âme, tant qu'on ne lui aura pas donné de corps. Une véritable et formelle unité d'action sur un front de plusieurs milliers de kilomètres, l'unité même de ce front dont les divers secteurs sont séparés l'un de l'autre par d'assez grandes distances, nous ne savons pas si elle est pratiquement possible. Mais l'accord ou la concordance est indispensable. L'Entente, heureusement, ne manque ni d'effectifs, ni de réserves ; son matériel se développe chaque jour et se perfectionne ; son crédit demeure solide ; sa vie économique n'est pas sérieusement ou du moins pas dangereusement troublée. Quelque chose pourtant lui manque encore, qui lui a manqué depuis deux ans, et c'est un organe de coordination. Nous crûmes que nous allions l'avoir quand nous vîmes la photographie de tant de ministres groupés en faisceau au sortir de la Conférence de Paris, et que cette image était un symbole. Il nous le faut de toute nécessité. Il nous faut un commandement et un gouvernement. Osons dire qu'il faut à l'Entente un commandement des commandemens; au

besoin, un gouvernement des gouvernemens; ce qui peut se traduire d'un mot : elle a des bras, il lui faut une tête.

Il faudrait bien aussi que la Grèce qui, ayant deux gouvernemens, est comme si elle n'en avait pas, en eût un certain et reconnu, un vrai et un bon. Le sphinx est toujours en travers de la route de Thèbes et nous propose toujours des énigmes. S'il devait dévorer tous ceux qui n'y peuvent pas répondre, on ne voit pas, même dans les chancelleries, qui lui échapperait. Pour nous, très humblement, nous confessons que nous ne comprenons plus ; et l'aveu que nous en faisons nous est rendu moins pénible par l'aveu réciproque que tout le monde nous fait. Les mêmes ministres de l'Entente, dont le dédain obstiné a contraint à la démission le pauvre M. Kalogeropoulos, ont estimé qu'ils ne pouvaient continuer à ignorer M. Lambros, sans doute parce qu'ils se fussent, en l'ignorant, donné l'air d'ignorer l'archéologie, ce qui, à Athènes, est mal porté. Ils lui ont donc rendu visite, et il n'en a été, nous dit-on, ou il n'en sera rien de plus. Mais il n'en a été et il n'en est encore rien de moins. Nous sommes obligés de faire nous-mêmes, par nos marins, la police de la ville, qui ne serait pas faite ou serait faite contre nous ; de tenir sous notre tutelle méfiante les ports et les forts de la côte ; de surveiller nous-mêmes les chemins de fer, les postes et les télégraphes; d'exercer nous-mêmes la censure, par crainte de l'allemand et pour l'amour du grec. L'amiral Dartige du Fournet est auprès du roi Constantin notre premier plénipotentiaire, et cette charge n'est point une sinécure, quoiqu'elle soit partagée avec un diplomate. Il vient, du reste, probablement, de mettre le doigt sur la pointe de l'abcès; s'il appuie, il le crèvera. Il n'a qu'à exiger que les débris de l'armée grecque qui se concentraient à Larissa, beaucoup trop près de Salonique, soient transportés et enfermés dans le Péloponèse, autour duquel notre flotte pourra monter sa faction. Pour ce qui n'en a pas été livré, il vaut mieux de toute façon être interné à Sparte qu'à Gœrlitz. Cependant, à Salonique même, le gouvernement provisoire a constitué son ministère, à qui rien ne fait défaut, fût-ce la tradition, que M. Politis lui apporte ininterrompue. Bientôt la seule Chambre qui ait eu une naissance légitime, celle qui fut inconstitutionnellement dissoute, y sera réunie. M. Venizelos, l'amiral Coundouriotis et le général Danglis recrutent, comme ils peuvent, dans les provinces et dans les îles, une armée de défense nationale, tandis que l'armée royale est empêchée de se lever, comme elle le devrait. Gouvernement provisoire à Salonique; gouvernement héréditaire à Athènes; qu'est-ce qui est

régulier et qu'est-ce qui est irrégulier ? Qu'est-ce qui vit et qu'est-ce qui est mort? Nous sommes, nous, entre les deux, et sans doute notre cœur ne balance pas, mais notre esprit paraît avoir quelque peine à se fixer.

Ce n'est pas, en nos temps détestables, un poste exempt de soucis ni même de périls, que celui de chef d'État ou de gouvernement. Le comte Stuergkh, président du Conseil des ministres d'Autriche, en a fait hier la nouvelle et cruelle expérience. L'assassin est un socialiste, fils de socialiste, le docteur Frédéric Adler ; mais les mobiles de son acte sont plus intéressans que sa biographie. On a dit qu'il souffrait jusqu'à l'exaspération de voir le Reichsrath prorogé, la presse bâillonnée ou stylée, ses propres amis circonvenus, les représentans des nationalités dissidentes emprisonnés et condamnés, et qu'il aurait voulu frapper en M. de Stuergkh l'auteur de cette déchéance du Parlement et de cette destruction des libertés. Lui-même a dit qu'il a voulu punir l'un des auteurs d'une guerre horrible et scélérate, dont l'Autriche resterait, devant le genre humain, à jamais chargée, à jamais souillée, à un degré plus bas que l'Allemagne qui l'inspira, comme instrument servile, comme complice méprisé et tyrannisé. S'il en est ainsi, et si ce qui a armé Adler, c'est bien la passion pervertie d'un idéal pur à sa source, s'il a cru châtier un coupable, il s'est trompé sur la victime. Les institutions mêmes de la monarchie austro-hongroise ne laissaient, dans une pareille affaire, au président du Conseil cisleithan que très peu de pouvoir, peu d'influence, en vertu de ses fonctions ; et le comte Stuergkh, bureaucrate correct, avait, par caractère et par discipline professionnelle, trop peu de personnalité pour avoir eu beaucoup de responsabilité. Sa mort ne changera rien à rien, en Europe ni même en Autriche, puisque le voilà remplacé par M. de Kœrber, autre bureaucrate, autre ministre à tout faire ou à tout supporter. Une fois de plus, la vengeance aura été aveugle, et le crime, inutile. Le sang a appelé le sang, comme l'abîme appelle l'abîme. Mais une volonté de justice est née dans le monde et grandit.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

LA BATAILLE

DE LA

TROUÉE DE CHARMES

25-26 AOUT 1914

Au cours de ses recherches sur l'*Histoire de la guerre de 1914*, M. G. Hanotaux a été amené à dégager de l'ensemble des événemens un fait considérable et trop peu connu : la *Victoire de la Trouée de Charmes*, remportée par les armées françaises, les 25 et 26 août 1914. Nous sommes heureux de mettre sous les yeux des lecteurs de la *Revue* cette étude entièrement nouvelle, appuyée sur la plus solide documentation, d'une importance capitale pour l'intelligence des principaux événemens de la guerre.

Le plan général d'attaque des Allemands sur la frontière française était une application des principes de Schlieffen : immense poussée des armées allemandes sur notre frontière décrivant, de la mer du Nord aux Vosges, un vaste demi-cercle destiné à enserrer les armées françaises par l'Ouest et par l'Est, tandis que le centre s'avancerait pour asséner le coup décisif. C'est la tenaille.

Von Klück commande l'aile droite : il passe la Sambre, l'Oise et l'Aisne, laisse Paris de côté et tend une des branches de la tenaille sur Troyes. Le prince héritier de Bavière commande l'aile gauche ; il passe la frontière, laisse Nancy de côté et force la trouée de Charmes pour tendre l'autre branche de la tenaille

sur Neufchâteau et Troyes. Le kronprinz descend du Luxembourg, laisse Verdun de côté et s'avance sur Bar-le-Duc et Troyes. Le rendez-vous général est donné approximativement sur les bords de la Seine.

La direction du mouvement de von Klück est connue; la direction du mouvement du prince de Bavière résulte d'un ordre saisi sur l'ennemi et qui porte comme objectif *Rozelieures*, c'est-à-dire la trouée de Charmes; la direction du mouvement du kronprinz nous est révélée par un ordre du 6 septembre donnant encore à cette date, pour objectif à sa cavalerie, Dijon. L'ensemble du plan explique la place attribuée aux deux princes héritiers, le kronprinz et le prince héritier de Bavière : on les met à la tête des deux armées qui, dans la pensée du haut commandement allemand, doivent jouer finalement le rôle principal et cueillir les plus beaux lauriers.

Tout le monde sait comment la réalisation de ce plan fut empêchée dans l'Ouest par la bataille de l'Ourcq et la victoire de la Marne : von Klück, mis en retrait d'emploi, se débat sous le poids de la faute qu'il a commise en mésestimant son adversaire et en se laissant surprendre par la magnifique manœuvre du général Joffre. Mais de ce qui s'est passé dans l'Est, où la manœuvre française fut également habile et fortement exécutée, on sait peu de chose. C'est de cette bataille de l'Est que je voudrais donner un aperçu aujourd'hui en la considérant à part dans l'ensemble du grand drame militaire qui dura vingt-deux jours, et qui décida du sort de la guerre : la Bataille des frontières.

Les rencontres de l'Est ont leur point culminant dans la *Bataille de la trouée de Charmes.*

Deux armées allemandes, commandées, l'une par le prince Ruprecht de Bavière, l'autre par le général von Heeringen, débouchant la première de Metz et de la Lorraine annexée, la deuxième de Strasbourg et de l'Alsace par le Donon et les cols des Vosges, marchent sur la trouée. Si elles passent, nos places de l'Est sont tournées et l'armée du général Joffre est prise à revers. Or, elles ne passent pas. La 1re et la 2e armées françaises les arrêtent et les forcent à reculer. On peut dire que l'une des branches de la tenaille fut, dès lors, sinon brisée, du moins faussée. Le 25 et le 26 août 1914 sont donc déjà des journées décisives.

La 1re et la 2e armées françaises avaient pris l'offensive dès le 14 août. Combinant leur mouvement avec celui de l'armée qui

pénétrait en Alsace, elles s'étaient avancées en Lorraine annexée. La 1re armée, commandée par le général Dubail, avait occupé Sarrebourg et s'était portée vers Fenestrange pour s'arracher à la région des Étangs. La 2e armée, sous les ordres du général de Castelnau, débouchant de Château-Salins, s'était avancée sur Morhange et Vergaville pour couper la voie ferrée Metz-Strasbourg à Bensdorf. Mais les deux armées s'étaient heurtées à des préparations extrêmement fortes. Après de vifs engagemens, elles avaient dû se replier sur le territoire français et les armées allemandes, se croyant maîtresses du terrain, s'étaient ébranlées, à leur tour, pour commencer l'exécution du grand mouvement sur la trouée de Charmes.

Les armées allemandes se composent, de l'Ouest à l'Est : des IIIe et IIe corps bavarois, du XXIe corps, du Ier corps bavarois et de son corps de réserve (armée du kronprinz de Bavière), des XIVe et XVe corps, du XIVe corps de réserve et de diverses formations d'ersatz et de landwehr (armée von Heeringen). Les armées françaises se composent : d'un corps de cavalerie, du 2e groupe de divisions de réserve, des 20e, 15e et 16e corps (armée de Castelnau), des 8e, 13e, 21e et 14e corps (armée Dubail).

Les troupes françaises se battent depuis le 14 sans interruption : d'abord victorieuses, elles sont maintenant refoulées, mais elles ne sont pas vaincues. Malgré leurs pertes et malgré les fatigues inouïes qu'elles ont endurées, elles sont prêtes à répondre à la voix de leurs chefs et à reprendre la lutte. Les armées allemandes se sentent victorieuses. Leurs premiers succès les ont enivrées. Les proclamations des chefs ont évoqué les souvenirs des premiers engagemens de 1870, pour leur donner confiance en leur traditionnelle supériorité. Cependant, elles ont subi de lourdes pertes. Elles aussi, sont fatiguées; certains régimens sont décimés. Le canon de 75 a commencé dans leurs rangs ses premiers ravages. Leur marche s'en trouve ralentie. On les presse de mettre le sceau à leur victoire; mais elles hésitent : aucune poursuite, aucun raid de cavalerie, aucune entreprise d'anéantissement sur l'ennemi. Les deux armées, celle qui recule par ordre, et celle qui avance par ordre, s'observent, en attendant l'heure propice pour se ressaisir de nouveau dans une suprême étreinte.

Examinons le terrain sur lequel ce nouveau corps à corps va se produire.

La partie du territoire français sur laquelle l'armée du général Dubail et l'armée du général de Castelnau évoluent dans leur marche en retraite, forme un vaste triangle dont la base est la frontière, depuis le signal de Xon jusqu'au mont Donon, et la pointe le village de Rozelieures à l'entrée de la trouée de Charmes. Le point médian de ce triangle est approximativement Lunéville. De Lunéville les routes venues de la Lorraine et de l'Alsace conduisent à la trouée de Charmes.

Dans les journées des 20 et 21, l'armée du général Dubail a été obligée d'abandonner le mont Donon et de se mettre en retraite sur la Meurthe et sur la Mortagne. L'armée du général de Castelnau a perdu, de son côté, la ligne de la frontière; elle s'est repliée en faisant demi-cercle à droite, de façon à occuper les hauteurs du Grand-Couronné qui défendent Nancy. Le péril de cette disposition est le suivant : les deux armées, par ce double mouvement, se sont séparées l'une de l'autre; entre elles une fissure s'est produite; et cette fissure se trouve précisément dans la région de Lunéville, en face de la trouée de Charmes. Grande tentation pour l'ennemi de se précipiter par cette porte qui s'ouvre devant lui et de gagner vivement l'objectif qui est le sien, la fameuse trouée. Mais le haut commandement français voit le coup et fait ce qu'il faut pour y parer. Il combine les deux journées qui auront pour objet et pour résultat d'attirer l'ennemi et de le prendre, pour ainsi dire, dans la souricière.

La préparation de cette heureuse reprise tire parti, comme il est naturel, de la disposition du terrain : l'armée Dubail résistera sur les lignes successives des rivières qui prennent la plaine en écharpe, la Vezouse, la Meurthe, la Mortagne, pour barrer la route aux armées allemandes, tandis que le général de Castelnau s'organisera et s'appuiera sur le Grand-Couronné de Nancy, soit pour défendre la ville, soit pour manœuvrer au cas où l'ennemi marcherait directement sur la trouée de Charmes.

La position du Grand-Couronné devient ainsi la base de notre contre-offensive dans l'Est.

I. — LE GRAND-COURONNÉ

La défense naturelle de Nancy se compose de deux parties, l'une Est et l'autre Ouest, qui forment comme une amande dont

les deux écailles seraient séparées par le cours de la Moselle. L'écaille Est, c'est le Grand-Couronné ; l'écaille Ouest, c'est la forêt de Haye.

Ne nous occupons que de la partie Est.

L'écaille a ses rugosités et ses excroissances : elles sont formées par les hauteurs qui couronnent la rive droite de la Moselle et qui constituent l'espèce de petite Suisse séparant le bassin de la Moselle du bassin de la Seille. La Seille se jette dans la Moselle à Metz. Si on voulait suivre l'image, il faudrait dire que l'écaille étend sa pointe jusqu'à Jouy-aux-Arches, aux portes de Metz.

En réalité, il n'en est pas tout à fait ainsi. Car une première pointe achève la région nancéenne au signal de Xon, en avant de Mousson, lieu consacré aux divinités anciennes, terme que la nature a placé entre la Lorraine de Nancy et la Lorraine de Metz. Au pied du signal de Xon, c'est le pont de Mousson; plus près de Nancy, c'est la roche féodale de Mousson, et, en avant encore, une plaine couverte de forêts, la forêt de Facq. Puis le terrain se relève brusquement et, en contre-pente, dominant la vallée, l'éperon de Sainte-Geneviève est le premier talus du Grand-Couronné. Cet éperon, la colline de Sainte-Geneviève, est consacré à la sainte qui a protégé les Gaules contre l'invasion des barbares; un monument y est élevé en l'honneur de la vierge de Paris et rappelle la victoire de Jovin, général de l'empereur Valentinien sur les Alamans en 366. Toujours les mêmes combats et toujours les mêmes adversaires!

Le paysage est de toute grandeur. En face, le rocher de Mousson; dans le lointain, le signal de Xon; au pied de la colline, à gauche, la Moselle niellant le sol brun de ses boucles d'acier. Sur l'autre rive, Pont-à-Mousson, et, au delà, encore à l'Ouest, esquissées dans la brume, les pentes du Bois-le-Prêtre qui rattachent la région à celle de la Woëvre : c'est une magnifique tapisserie, mais avec le coloris tendre et bleuté d'une miniature de missel. Sur la ligne d'horizon, une ville tapie dans une atmosphère plus aérienne et plus bleutée encore : c'est Metz. On discerne les coupoles, les clochers, les cheminées, la mer confuse des toits ; il semble qu'il n'y ait qu'à tendre la main!... Entre Metz et Nancy, les forêts, montant et descendant aux pentes des coteaux, forment un rideau mouvant et perfide voilant de son ombre la région qui réunit les deux villes. Au Sud

de la colline Sainte-Geneviève, le Grand-Couronné développe sa figure bosselée et rugueuse : ce ne sont que hauteurs et vallons, pentes et contre-pentes, sommets qui se commandent les uns les autres, ravins ridant la plaine ou s'enfonçant au creux des bois. Du Nord au Sud, voici le mont Toulon (375 mètres), le mont Saint-Jean (407 mètres), les Moivrons à 411 mètres, le Grand Mont d'Amance à 410 et, quand on a franchi la coupure que fait la Pissotte se glissant de Champenoux vers Dommartin, Lay et Nancy, le Rembétant au-dessus de Varangéville et Dombasle. S'appuyant sur le Sanon et le canal de la Marne au Rhin, il fait un dos d'âne dominant la plaine au Sud vers Lunéville, comme Sainte-Geneviève le domine au Nord vers Metz.

Partout, sous nos yeux, c'est un tapis vert à peine coupé par le damier de quelques champs arables. On ne dira jamais le rôle que les forêts ont joué pour la défense des chemins de Lorraine. Elles se sont dressées en quelque sorte contre l'ennemi. Partout, les routes ont des bois comme flancs-gardes. A défaut d'autre préparation, les forêts furent des remparts. Forêt de Gremecey, forêt de Champenoux, forêt de Vitrimont, bois de Faulx, et tant d'autres, complètent et allongent jusque dans la plaine les contreforts du Grand-Couronné. Les forêts ont, à leur tour, leurs ouvrages avancés : ce sont « ces ceintures d'arbrisseaux revêches qu'on appelle, dans le pays, des *fourasses*. Les bois de Facq, du Chapitre, de Faulx et, en plaine, la forêt de Champenoux et ses annexes, sont les masses les plus importantes. Le plateau de Malzéville, lieu fameux des fastes militaires locaux, n'est qu'un sol aride et chauve, ceinturé, sur tous ses côtés, d'une bande étroite de sapins qui le cache à toutes vues du dehors (1). »

On peut s'imaginer ce que va devenir, entre les mains d'un chef avisé et résolu comme le général de Castelnau, une place forte ainsi composée par la nature, aménagée et achevée par la volonté et le travail des hommes, couvée depuis de longues années par les presciences locales et les prévisions sagaces des chefs les plus expérimentés. Le Grand-Couronné, c'est le nid du 20e corps. Il s'y retrouve sur son terrain. Presque tous les généraux qui servent dans la 2e armée ont commandé là.

L'avantage que les Allemands avaient trouvé à Morhange,

(1) De Pouvourville, *Jusqu'au Rhin*.

les Français vont le reprendre au Grand-Couronné. L'ennemi a passé la frontière le 22, mais sans élan. Le récit d'un général allemand, publié le 18 septembre 1914 comme le premier exposé semi-officiel des événemens, dit en propres termes : « Les pertes du corps d'armée (Ier corps bavarois) durant les quelques jours qui suivirent la bataille de Sarrebourg, ont atteint 25 et même quelquefois jusqu'à 50 pour 100 des effectifs. » Les troupes manquent de munitions; elles ont besoin de respirer. Les renseignemens donnés par les reconnaissances aériennes établissent que l'ennemi a perdu le contact sur tout le front, le 22 au matin. Il s'est arrêté, le 21 au soir, sur la ligne Vic-Juvelize-Donnelay-Bourdonnaye.

D'autre part, le 21 au soir, le général de Castelnau a placé le front fortifié de Nancy sous les ordres du général Léon Durand, commandant le 2e groupe de divisions de réserve; il le divise en quatre secteurs :

1° Le Rembétant : une brigade mixte du 9e corps, deux régimens de réserve et un groupe d'artillerie du 9e corps (colonel Briant);

2° Seichamps-Pulnoy : 34e brigade, un groupe et deux batteries d'artillerie et un escadron du 7e hussards (général Guignabaudet);

3° Mont d'Amance-La Rochette : 70e division de réserve (général Fayolle, le futur commandant de la 6e armée de la Somme, lors de la bataille de juillet 1916);

4° Jandelaincourt-Mont Sainte-Geneviève : 59e division de réserve et 35e brigade mixte (général Ropp).

En outre, la place de Toul est mise sous les ordres directs du général de Castelnau.

La nuit du 21 au 22 n'est marquée par aucun incident.

La 2e armée se reforme et reprend haleine à l'abri des travaux préparés sur le Grand-Couronné; la cavalerie couvrant la droite de la 2e armée et assurant la liaison avec la 1re armée.

II. — COMBAT DE FLAINVAL; OCCUPATION DE LUNÉVILLE

La journée du 22 devait être plus dure. Le front Nord et Est du Couronné est bombardé par intermittence; notre artillerie lourde répond. Mais, au Sud, le 15e corps, après les dures journées de combats et de retraite des 19, 20 et 21 août, ne se

sent pas en état de se maintenir sur la rive droite de la Meurthe, aux abords Nord-Nord-Ouest de Lunéville : on le renforce par une brigade mixte du 20e corps (général Ferry) sur la position de Flainval.

Les troupes allemandes se mettent en mouvement. Elles sont observées par un témoin qui nous raconte leur passage par les villages de la frontière qui, la veille au soir, avaient vu disparaître les dernières arrière-gardes françaises :

Tout à coup, des hurlemens sauvages et une galopade effrénée retentissent dans la grande rue et, courbés sur leurs chevaux lancés au galop, la bride dans les dents, la lance en main, le revolver de l'autre, jetant des regards furieux de tous côtés, passent comme un ouragan six cavaliers vêtus de gris : ce sont des chevau-légers bavarois.

Épouvantés, les habitans s'enferment dans leurs maisons. Dix minutes après, de nouveaux hurlemens et le vacarme effrayant d'une galopade. C'est une avalanche de 200 cavaliers qui descendent la grande rue. Ils s'arrêtent au bas du village (Réméréville), dans la cour du château.

Un bruit sourd, cadencé de troupe en marche. Une colonne d'infanterie passe. Les hommes vont d'un pas allongé. Ils sifflent une mélopée monotone et triste qui scande leur marche. Une troupe arrive au pas gymnastique et disparaît au tournant de la route de Nancy. Le village est bientôt rempli de soldats. Des automobiles arrivent sans cesse, des officiers en descendent. Des cyclistes, des cavaliers partent de tous côtés. A la même heure, des colonnes allemandes débouchaient à Mazerulles, Erbéviller, Courbessaux, Drouville, Maixe.

Voilà que les soldats se répandent dans le village. Ils parcourent les maisons, les écuries, les greniers, toutes les pièces ; ils regardent dans les coins, ils ouvrent les armoires, ils enfoncent les baïonnettes dans les matelas. Et, toujours, ils frappent les murs avec la crosse de leurs fusils et, de leurs bottes aux talons ferrés, ils martellent lourdement les planchers... Ils sont méfians. Il faut goûter avant eux aux alimens qu'ils emportent (1).

Une scène sur le vif :

Près de la fontaine, au milieu du village, une troupe est arrêtée. L'officier crie devant les maisons fermées : « Monsieur! monsieur! » Personne ne répond. Enfin, il se décide, pénètre dans la demeure la plus proche, et en fait sortir une jeune fille, Marie-Thérèse Guérin. « Pourquoi ne répondiez-vous pas? demande l'officier. — J'étais dans le jardin derrière. — Prenez ce verre et buvez. Si cette eau est empoisonnée, vous en répondez. » La jeune fille prend l'eau à la fontaine et boit.

L'officier se tourne vers ses soldats et dit : *Es ist gut*; puis, il interroge : « Y a-t-il soldats français ici? Quand sont-ils passés? Avaient-ils l'air découragé? Peuvent-ils se battre encore? Où ont-ils fait leurs retran-

(1) C. Berlet, *Réméréville*.

chemens? — Nos soldats sont passés la nuit, répond la jeune fille; je n'ai donc pu juger de leur état. Quant à dire où ils sont allés se retrancher, je ne puis, n'étant pas sortie de la maison. — *Ya, ya*, reprend l'officier moqueur. Demoiselles françaises, malignes, malignes. »

Des soldats sont montés dans le clocher de l'église. On les voit en observation à la lucarne. Ils ont installé une mitrailleuse. Les aiguilles de l'horloge marquent à présent l'heure allemande.

Les Allemands ne cantonnent pas au village. Ils restent au dehors. Durant cette journée, le canon tonne du côté de Lunéville. Mais, ici, tout est calme.

Tout ne se passait pas partout dans ces conditions relativement tranquilles. A quelques kilomètres, Maixe est en feu. Les forces allemandes se rassemblent de toutes les directions pour donner le coup de collier nécessaire et en finir avec la résistance française. L'armée du prince royal de Bavière venant de Delme, de Morhange et s'étendant jusqu'à Avricourt, a pour objectif le Grand-Couronné et Lunéville. L'armée du général von Heeringen, débouchant du Donon et des cols des Vosges, a pour objectif, au Sud, la ligne de la Mortagne et la forêt de Charmes où elle compte prendre à revers les forces françaises qui ont pour mission de défendre la trouée face au Nord-Est.

Ainsi l'ennemi vise, comme première base, l'occupation en force de la région de Lunéville par le XXIe corps, les IIe et IIIe corps bavarois.

L'attaque allemande commence le 22 août, dès 8 h. 30 du matin, sur les points où le 16e corps s'était établi, les hauteurs de Crion et de Sionviller. Le 15e corps ne se sentant pas de force à lutter avec, dans le dos, la rivière de la Meurthe, est autorisé, vers 10 heures, à se replier sur la rive gauche. On a pris la précaution de ne pas encombrer, par sa retraite, les passages de Lunéville : la 29e division a ordre de prendre les ponts de Blainville-Damelevières ; la 30e division le pont de Rosières-aux-Salines. Le corps vient occuper les positions qui lui ont été prescrites sur les hauteurs de Saffais.

Cependant, il faut tenir le plus longtemps possible sur la rive droite de la Meurthe. Le général de Castelnau donne l'ordre au général Foch, qui commande le 20e corps, de prendre les mesures nécessaires à cet effet. Celui-ci charge la 11e division, « la division de fer, » et spécialement la 22e brigade, de cette mission. La division est sous le commandement du général Ferry. La 22e brigade, venant de Morhange, où elle s'est battue

deux jours, arrive à Dombasle dans la nuit du 21 au 22 août. Elle a fait une marche de 50 kilomètres. On ne la laisse pas reposer. Soutenue par deux groupes de 75 et deux groupes d'artillerie lourde, elle franchit la Meurthe et occupe les hauteurs de Flainval. L'ennemi fait un effort pour lui passer sur le corps; mais elle tient toute la journée du 22 et, empêchant ainsi l'ennemi de tourner le Grand-Couronné vers le Sud, maintient ses liaisons avec le 16e corps. Le soir venu, la mission est remplie, la 22e brigade se décroche des Allemands sans être inquiétée. L'ennemi perd le contact. Les Français repassent la Meurthe et font sauter les ponts derrière eux.

Quelques semaines plus tard, le 16 octobre, le général de Castelnau se portait lui-même à l'état-major de la division et citait à l'ordre du jour le général Ferry, « pour avoir deux fois rétabli la situation en Lorraine, à Flainval et à Champenoux-Réméréville et avoir, par son organisation et son activité, réussi à maintenir en face de lui des forces trois fois supérieures aux siennes. »

Sur le Rembétant, la journée n'avait pas été mauvaise non plus :

Après avoir passé une nuit sur des paillasses (4e bataillon de chasseurs, à Saint-Nicolas-du-Port), nuit qui nous fit bien du bien, chacun s'empresse de se laver un peu, on en a grand besoin, et de courir voir tous les blessés de la 11e division qui sont soignés ici, le quartier ayant été transformé en hôpital. C'est une cohue invraisemblable; chacun va et vient de tous côtés.

8 heures du matin. — Branle-bas général, le clairon vient de sonner le rassemblement et pas gymnastique! Quoi! les Boches seraient-ils déjà là? Les marsouins auraient-ils lâché?... Non! C'est tout simplement pour être prêts. Néanmoins, une demi-heure plus tard, on retraverse la Meurthe et l'on voit arriver des paysans qui s'enfuient de leurs villages.

On grimpe au Rembétant où l'on retrouve les marsouins. Le temps est superbe. *Il règne partout une activité fébrile.* Tout à coup, semblable à un orage qui éclate, voilà notre artillerie qui ouvre le feu! 120 et 75 rivalisent à qui jettera le plus vite et le plus terriblement possible la mort dans les rangs adverses. Je crois qu'ils prennent quelque chose! La canonnade cesse, et une furia des marsouins se fait entendre, sans donner le temps de réfléchir aux Boches, qui sont cloués sur place. On a hâte d'y aller pour se venger d'avant-hier. En tout cas, on jouit du coup d'œil. Les Boches contre-attaquent... Peine perdue. Messire 75 rouvre la danse et aussitôt tout s'arrête (1).

(1) *Carnet de route inédit* du caporal Cazeneuve

Cependant, le gros du 20e corps s'était établi au Sud de la Meurthe sur les hauteurs de Ville-en-Vernois-Manoncourt et la croupe Est de Rosières. L'intention du général de Castelnau, préparant avec un soin minutieux la défense de la trouée de Charmes, est de relier le Rembétant, c'est-à-dire l'acropole Sud du Grand-Couronné, aux hauteurs de Saffais (367 mètres) et de Belchamps (413 mètres) qui commandent à la fois la plaine de la Meurthe et de la Mortagne au Nord et protègent la trouée de la Moselle au Sud. Le général prescrit, sur ces positions, des travaux de fortification passagère ; malheureusement, la troupe ne comprend pas encore toute leur importance et ne s'y applique pas. Le corps de cavalerie reste immobile en amont de Moncel-Lunéville.

Ces mesures, ramenant légèrement les troupes en arrière, laissent à l'ennemi le champ libre pour s'enfoncer vers la Mortagne, au Sud de Lunéville. En effet, si le 15e corps n'avait pu attendre le choc au Nord de Lunéville, le 16e corps, attaqué à 8 h. 30 du matin, sur la position Crion-Sionviller, avait été forcé à la retraite. L'avant-garde du XXIe corps allemand avait commencé vigoureusement l'attaque, bientôt soutenue par toutes les forces disponibles débouchant de Valhey et atteignant Einville. Vers midi, alors que Maixe commençait à brûler, la lutte était devenue très violente ; l'artillerie fait des ravages dans l'infanterie française qui s'accroche au terrain. L'ennemi est contenu à gauche sur la côte qui protège au Nord Jolivet. Mais, sur la droite, vers 15 heures, la 31e division (16e corps) commençait à plier.

Les crêtes de la rive droite de la Vezouse avaient offert, d'abord, un point d'appui. Deux groupes d'artillerie de campagne, établis là par la prévoyance du commandement, canonnent l'ennemi. Une contre-attaque sur Croismare dégage la 31e division. Pourtant, elle doit céder ; elle passe la Vezouse et la Meurthe à Lunéville et vient se reformer à Xermaménil. Lunéville est découvert. L'artillerie allemande vient se poster sur les hauteurs qui dominent Chanteheux et, de là, elle jette quelques obus. Lunéville est ouverte et sans défense ; les premières patrouilles allemandes y pénètrent sans rencontrer la moindre résistance. C'est seulement le lendemain 23, dimanche, à 2 heures de l'après-midi, que les troupes du XXIe corps défilèrent dans les rues, musique en tête.

Cette nouvelle bataille (du 22 août) nous donna la ville de Lunéville où un zeppelin avait dû atterrir quelque temps auparavant. Nous passâmes la nuit dans le salon d'un homme riche où l'on dormit assis sur les fauteuils à coussins. Le lendemain (23 août), besogne dure et à laquelle nous n'étions pas accoutumés : nous étions fossoyeurs. Ce devait être un jour d'honneur pour notre brigade (vraisemblablement la 32e brigade, 70e et 174e régimens, de la 31e division du XXIe corps). Elle devait entrer musique en tête à Lunéville. Cela était réservé pour nous, « la brigade de fer, » comme reconnaissance et récompense de notre bravoure. Mais la chose tourna mal; à peine étions-nous en position que l'ordre du départ immédiat nous fut donné. Un combat était de nouveau engagé. Nous marchâmes tout le long du jour pour atteindre, tard dans la soirée, la petite ville de Gerbéviller. Là nous reçûmes au bivouac le premier tonneau de bière (1).

L'occupation de Lunéville était un succès dont on fit grand état en Allemagne. On alla jusqu'à dire qu'elle équivalait à la prise de Verdun. Cependant, la résistance des troupes françaises dans la journée du 22 août, notamment au combat de Flainval, aurait dû avertir les chefs allemands qu'ils n'avaient pas affaire à des armées épuisées. Mais ils s'en rapportaient aux reconnaissances qui leur dépeignaient la « déroute » des Français comme définitive et ils se grisaient de leurs propres communiqués.

Comparons les deux comptes rendus officiels : ils traduisent l'esprit des deux commandemens :

Communiqué allemand. *Berlin, 24 août* (en fait, le communiqué est du 23 soir, comme l'indique le mot « aujourd'hui ») :

« Les troupes qui, sous la conduite du prince héritier de Bavière, furent victorieuses en Lorraine, ont franchi la ligne Lunéville-Blamont-Cirey. Le XXIe corps d'armée est entré aujourd'hui à Lunéville. La poursuite de l'ennemi a commencé à porter ses fruits; l'aile des Vosges fit de nombreux prisonniers et a pris 150 canons et des drapeaux. »

Et voici le Communiqué français :

« *22 août, 23 heures. — En Lorraine.* — L'offensive allemande, qui avait répondu à notre attaque et continué pendant la journée d'hier, a été arrêtée aujourd'hui. Il ne s'est produit aucune attaque allemande contre la position désignée sous le nom de « Grand-Couronné de Nancy. »

« Des engagemens ont eu lieu sur les hauteurs au Nord de

(1) *Frankfurter Zeitung* du 27 septembre 1914.

Lunéville. On a l'impression que, dans ces actions, l'attaque des Allemands a été molle. Il est certain que, si nos pertes, au cours de ces trois derniers jours, ont été sérieuses, celles des Allemands l'ont été également. »

III. — DANS L'ATTENTE DE LA BATAILLE

Nous sommes au 23 août. C'est seulement à partir de cette date que les ordres supérieurs établissent pleinement la liaison entre la 1re et la 2e armées et leur donnent l'objectif commun qui doit consister à tendre une sorte de piège à bascule devant les troupes allemandes s'avançant imprudemment. La plate-forme du piège est constituée par l'armée Dubail qui a l'ordre de s'établir en ligne par le travers de la vallée, tandis que la charnière et l'abattant se composent de l'armée Castelnau, occupant les hauteurs du Grand-Couronné, passant par-dessus la Meurthe et s'établissant jusqu'à la crête de Saffais-Belchamps.

Quand les positions seront solidement prises, la jonction des deux armées se fera sur les hauteurs au Nord de la forêt de Charmes, par les 64e et 74e divisions de réserve (2e armée) qui barrent la trouée, la 16e division du 8e corps et la 6e division de cavalerie (1re armée) qui, alertées dans la région au Sud de Rozelieures et de Borville, sont prêtes à intervenir dans le flanc de l'armée allemande et à dégager l'armée voisine.

2e armée. — La journée du 23 se passe encore dans un calme relatif. Sans doute, l'ennemi souffle de son côté. C'est un dimanche, qu'il consacre à faire son entrée de parade dans Lunéville. Sauf deux attaques sans résultat, que nous allons signaler, cette journée est une sorte de trêve de part et d'autre.

L'armée de Castelnau s'établit fortement sur ses positions. Le quartier général est transporté à Pont-Saint-Vincent, ce qui indique chez le général la volonté arrêtée de surveiller la région de Charmes, d'opposer l'aile droite de son armée au mouvement débordant de l'ennemi vers le Sud, et de défendre la rive gauche de la Meurthe en prolongement du Grand-Couronné.

Voyez avec quel soin il masse ses troupes de façon à dominer ce couloir dont la valeur stratégique et tactique est d'une telle importance.

Le 16e corps d'armée, que nous avons vu se reconstituer vers Xermaménil la veille au soir, gagne la région Ferme

Léaumont (cote 352)-Belchamps, commandant la route de Lunéville à Bayon. Il comprend la 32e division et la 74e division de réserve, car la 31e division, que nous avons vue fort éprouvée, le 22, dans la région de Jolivet, se reconstitue sur la Moselle. La protection de la route Lunéville-Bayon est spécialement confiée à la 74e division de réserve (général Bigot) qui a commencé ses débarquemens dès le 20 août; quant à la 32e division, sa 63e brigade est à droite; un des régimens de la 64e brigade est à Villacourt au Sud de Bayon, allongeant ainsi la défense jusqu'aux régions boisées de la trouée de Charmes. Toute l'artillerie du 16e corps est en ligne sur les crêtes de Belchamps et au Nord de Brémoncourt (cote 413).

Plus au Nord, le 15e corps, qui, on s'en souvient, n'a pas pu prendre part au combat du 22, se rassemble à gauche du 16e corps, dans la région Haussonville-ravin de Ferrières.

Le 20e corps d'armée s'articule de manière à pouvoir se porter, soit à la défense du Grand-Couronné, si l'ennemi fait une entreprise sur Nancy, soit à la défense de la trouée de Charmes, si, comme il est probable, il se détourne de la ville pour accomplir la grande manœuvre stratégique.

La brigade Ferry (du 20e corps) a repassé la Meurthe après avoir repoussé victorieusement quatre attaques d'une brigade bavaroise sur les hauteurs de Flainval.

L'artillerie du corps d'armée dominant la Meurthe et prenant d'enfilade la vallée du Sanon, est en batterie sur la crête Saint-Nicolas-Cuite-Fève; elle est appuyée par une brigade de la 11e division ainsi que par le 4e bataillon de chasseurs, qui tient solidement le pont de Saint-Nicolas; car de ce point dépendent les communications entre les deux parties de l'armée.

23 août. — Le sol est couvert de cadavres allemands (Rembétant). Toute la journée se passe sous un marmitage continuel, mais peu sensible pour nous. Le soir arrive; nous quittons nos emplacemens et redescendons vers Saint-Nicolas. On s'installe en petits postes sur les routes, les ponts, le canal, etc., et la nuit se passe assez calme.

La 39e division (20e corps) est en réserve et au repos à Lupcourt-Manoncourt, derrière l'artillerie du corps d'armée. On renforce encore la garnison du Rembétant par le 43e colonial. Les divisions de réserve gardent toujours le Grand-Couronné

plus au Nord, ayant leur force principale vers Lenoncourt, prêtes à contre-attaquer, s'il y a lieu, soit vers Haraucourt, soit vers Réméréville. Au fort de Bourlemont, toutes les dispositions sont prises pour une vigoureuse défensive.

On n'est pas encore renseigné exactement sur les intentions de l'ennemi; il semble qu'il tende à s'écouler vers la trouée de Charmes; en effet, on signale une division ennemie s'avançant sur la route de Château-Salins et se dirigeant vers le Sud; plus au Sud, le IIe bavarois est sur le Sanon (la IIIe division bavaroise est sur Maixe-Drouville); plus au Sud encore, un corps d'armée entre le Sanon et la Meurthe se retranche dans la région Maixe-Anthelupt-Flainval. Partout l'ennemi creuse des retranchemens comme pour se protéger à sa droite, et installe ses batteries. Quelle chance inespérée s'il se lance vraiment en avant, prêtant le flanc à la manœuvre qui le menace du haut du Grand-Couronné!

A midi, je pars en reconnaissance avec mon peloton, le long de la Meurthe, pour voir à Damelevières et Blainville les mouvemens de l'ennemi. Pas d'incident. En passant près d'un petit bois, au retour (il fait presque nuit), on nous tire dessus assez vivement. C'est un poste français qui nous prend pour des uhlans! Personne n'est atteint. Les patrouilles allemandes ont franchi, ce soir, la Meurthe (1).

Mais on peut hésiter encore sur les intentions de l'ennemi. Dans cette journée du 23, il tente deux attaques sur le Rembétant, l'une vers dix heures venant de Dombasle, l'autre vers treize heures, par le bois de Crévic. Elles sont arrêtées toutes deux par le feu de l'artillerie lourde du Rembétant et des batteries de la rive gauche de la Meurthe : une des attaques contre le Rembétant est repoussée vigoureusement par les 212e et 290e de réserve. Or, sans que les troupes françaises s'en doutassent, elles avaient, par leur artillerie de la rive gauche de la Meurthe, infligé des pertes nouvelles très sérieuses aux Allemands, notamment aux environs de Blainville, où l'artillerie du 15e corps avait fait de véritables ravages; le spectacle impressionnant en fut donné aux officiers français, dès le lendemain matin, lors des reconnaissances.

C'est dans cette matinée du 23 qu'avait eu lieu l'entrevue émouvante rapportée entre le général de Castelnau et le général

(1) *La Victoire de Lorraine* (Carnet d'un officier de dragons), p. 17.

Léon Durand, le premier disant : « Je vous en supplie, tenez, tenez! » et le second répondant : « Nous tiendrons (1). »

La veille, le général Léon Durand a réconforté les Nancéens par cette fière proclamation (2) :

HABITANS DE NANCY

Nancy, 22 août 1914.

Commandant les troupes opérant dans votre région, je fais appel à votre bonne volonté, à votre calme, à votre patriotisme dans les circonstances que nous traversons. Ne prêtez pas l'oreille aux bruits alarmans qui circulent.

Nos troupes et moi, nous sommes là; comptez sur nous!

Signé : Général Léon Durand.

L'ennemi ne manifeste, dans la soirée, aucune velléité d'attaquer : on le voit installer une nombreuse artillerie sur les hauteurs de Flainval-Anthelupt, d'où il peut, soit canonner le Rembétant, soit prendre à revers nos troupes vers Lamath-Xermaménil, ou, si elles tentent de s'y glisser, dans la forêt de Vitrimont.

1re armée. — La 1re armée (armée Dubail) a reçu pour instruction de combiner, dès le 23 août, son action avec celle de la 2e armée. Il est temps. L'ennemi a envahi, par tous les points de pénétration, la vallée de la Vezouse et s'est mis en marche sur la vallée de la Meurthe. Venant d'Avricourt, de Blamont, de Cirey, du Donon, des cols des Vosges jusqu'au col de Sainte-Marie (celui-ci perdu la veille par la 71e division de réserve), l'armée von Heeringen et la gauche de l'armée du kronprinz de Bavière forment un vaste demi-cercle incliné dont le sommet est aux pentes du Donon et dont la corde, qui est l'objectif, se trouve être la Meurthe avec Baccarat comme milieu. Von Heeringen descend ce plan incliné, pour aider la poussée du centre et de l'aile droite, à savoir l'armée bavaroise, se dirigeant vers Rozelieures et la trouée de Charmes.

Les mouvemens qui ont été prescrits, pour le 23, à la 1re armée française, avec un but précis d'offensive ultérieure, doivent l'amener face au Nord et au Nord-Ouest, *dans une position perpendiculaire au front qu'occupera le soir même la*

(1) *Est Républicain* du 12 septembre 1915.
(2) *La Vie en Lorraine*, août 1914, p. 212.

2e armée. Or, la veille au soir, 22 août, la 1re armée occupait une ligne dont la convexité était franchement Nord-Est. Le changement d'objectif, ordonné par le haut commandement pour le 23, aura pour effet de déterminer une convexité en sens contraire; il entraîne donc une série de larges mouvemens, avec, comme pôle d'attraction, les hauteurs dominant la lisière Nord de la forêt de Charmes.

Le général Dubail opère vers le Sud-Ouest une conversion de sa gauche et de son centre, afin d'établir sa liaison en équerre avec la droite du général de Castelnau qui, nous l'avons vu, aura son point extrême, le soir du 23 août, au Nord de la forêt de Charmes, vers Villacourt. Le 8e corps quitte, en conséquence, ses cantonnemens de la Verdurette, à l'Est de la forêt de Mondon, pour opérer ce mouvement et s'articuler avec la droite de la 2e armée vers la forêt de Charmes, laissant ainsi à l'ennemi, dans cette journée du 23 août, la faculté d'entrer, de lui-même, dans le piège largement ouvert.

Dans la nuit du 22 au 23, sous un orage épouvantable, le corps d'armée passait la Meurthe; la 16e division (de Maudhuy) recevait l'ordre, à minuit, de reprendre la retraite, le gros de la division étant déjà sur la rive gauche, un régiment étant resté sur la rive droite, vers Hablainville; la division prend la direction de Domptail-Saint-Pierremont et passe la Mortagne. Dans la journée, en très bon ordre et sans être inquiétée, mais fatiguée par la grande chaleur, elle gagne ses cantonnemens prescrits : Fauconcourt-Ortoncourt-bois du Chaufour-cotes 361 et 370.

Nous nous sommes dirigés vers la Meurthe, aujourd'hui 22 août, par un temps abominable, écrit le capitaine Rimbault, du 95e (16e division). En sortant d'Hablainville, mon convoi a été pris dans une terrible tempête. Nous étions en pleine forêt, les chevaux avançaient difficilement et d'énormes grêlons nous cinglaient le visage. En débouchant des bois, le soleil réapparut. Mais un spectacle terrible s'est offert à nos regards. Sur les chemins qui, du Nord, débouchent sur la Meurthe, nous voyons des files interminables de fugitifs. Je leur demande : « Où allez-vous, braves gens? » Et sans lever la tête, ils répondent : « A la garde de Dieu! »

Ils traînent derrière eux leur bétail et un chariot sur lequel ils ont jeté à la hâte ce qu'il faut pour aimer et ne pas mourir : leurs gosses, leurs hardes et leurs matelas. Ce soir, je couche à Flin.

23 août. — Nous avons traversé la Meurthe, et derrière nous, nous avons fait sauter les ponts. Je rencontre sans cesse des régimens qui se replient. Les hommes ne semblent plus abattus et devisent joyeusement

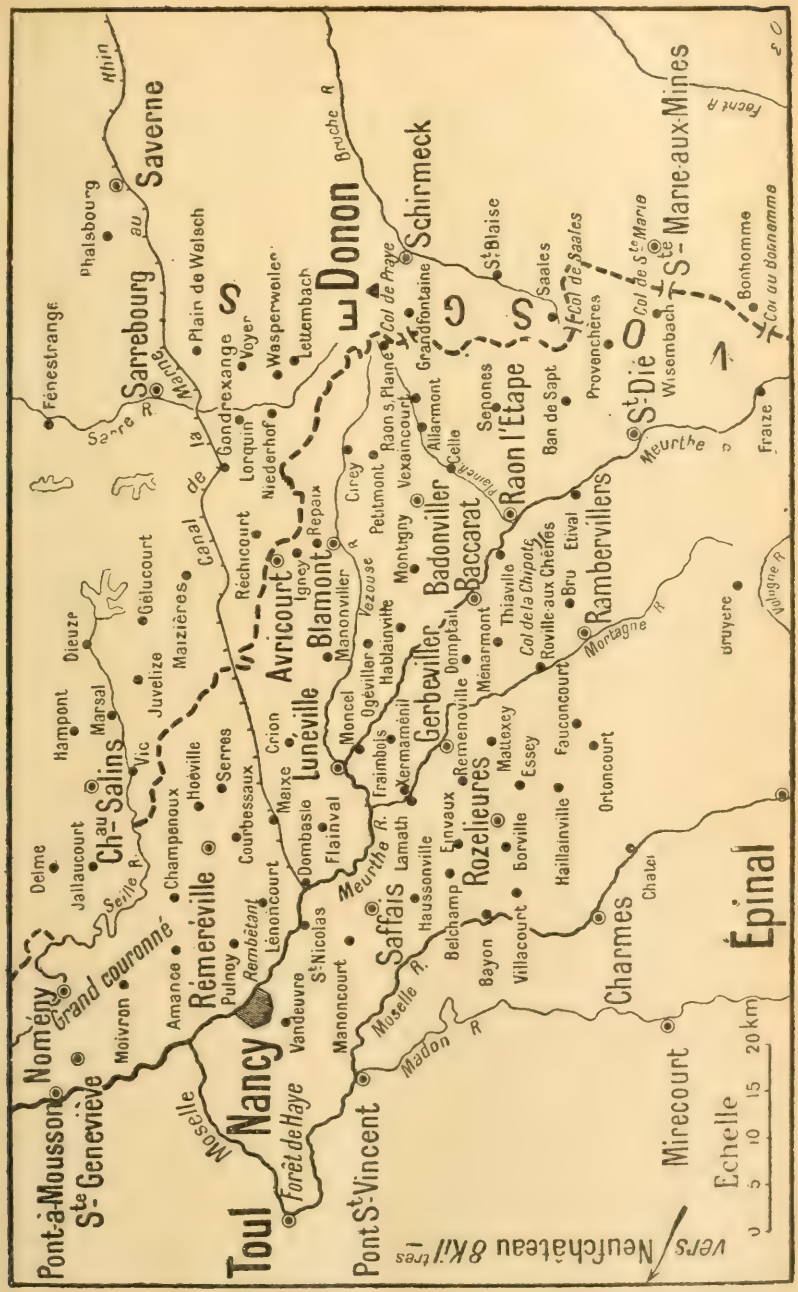
entre eux du tabac qu'ils ont pris aux Boches à Sarrebourg. Pour les mettre en confiance, le commandement a donné l'ordre à tous les avions français de l'armée d'évoluer au-dessus des troupes. Enfin, nous voici à Ortoncourt.

Le 8e corps en entier, le 23 août au soir, est sur la ligne Damas-aux-Bois, Haillainville et Fauconcourt. A sa gauche, il a laissé, dans la journée, le 2e bataillon alpin pour contenir l'ennemi et l'empêcher, notamment, de franchir la Mortagne avant la fin de la retraite du corps d'armée, la reconstitution des unités et leur liaison avec la 2e armée. Il s'agit, avant tout, d'assurer la sécurité des mouvemens qui permettront d'établir solidement le barrage de la trouée de Charmes.

C'est ici que se place l'épisode héroïque de la défense de Gerbéviller et de la Mortagne par une poignée d'hommes, défense qui permit la sécurité de la retraite du 8e corps, retint une journée entière une brigade bavaroise, mais excita à un tel degré la colère de l'ennemi que le martyre de Gerbéviller en fut l'immédiate conséquence. Un détachement de 54 alpins du 2e bataillon, commandé par l'adjudant Chèvre, un enfant du pays, reçut, dans la nuit du 23 au 24 août, l'ordre de tenir coûte que coûte les ponts de la Mortagne qui relient les deux parties du bourg. Des barricades furent établies. La brigade bavaroise du général Clauss occupait les abords de Gerbéviller. Vers neuf heures du matin, le 24 août, commença une fusillade acharnée; l'ennemi canonna des hauteurs de Fraimbois jusqu'à cinq heures du soir. Les 54 alpins, après avoir infligé des pertes énormes aux Bavarois, se replièrent sans être vus, à la fin de la soirée, et l'ennemi entra dans le bourg, qui fut mis à feu et à sang.

Ainsi, du 23 soir au 24 soir, toute une brigade allemande avait été tenue en respect par une cinquantaine d'hommes à près de 15 kilomètres en avant des cantonnemens du 8e corps. La magnifique conduite de cette troupe, que l'on eût crue sacrifiée, permit aux chefs d'apprécier le peu de mordant de l'ennemi et de donner quelque repos au 8e corps, qui en avait tant besoin !

Dans cette journée du 23 août, à droite du 8e corps, le 13e corps descendait des hauteurs de Montreux sur Baccarat et gagnait les bords de la Mortagne où il cantonnait sur Saint-Maurice, Roville-aux-Chênes et Anglemont. Le 21e corps, accro-



CARTE DE LA BATAILLE DE LA TROUÉE DE CHARMES (25-26 AOUT 1914)

ché aux croupes élevées et boisées des Vosges qui dominent la vallée de la Plaine, se dirigeait vers la Meurthe. Sa 13e division est chargée du barrage dans la vallée de la Plaine sur le front Pierre-Percée-Celles (la 26e brigade sur Celles-Allarmont-Grand-Brocart). Mais l'ennemi n'a pas attaqué, bien qu'il soit au contact. C'est donc en toute liberté et par ordre que le repli se fait sur Neuf-Maisons et Pexonne; en fin de journée, l'ennemi essaie mollement de déborder la 25e brigade vers la Plaine.

A la nuit, le 21e corps bivouaque face au Nord, sur la ligne Celles-Pierre-Percée-Pexonne-Merviller-Baccarat-Bois de Glonville, c'est-à-dire sur les pentes septentrionales de la forêt du Reclos qui surplombe la Meurthe et couvre Raon-l'Étape. Au Sud-Est, le 14e corps, ayant quitté la vallée de la Bruche, s'est replié vers l'Ouest et a occupé la région du Ban-de-Sapt.

Comme l'ennemi est partout au contact, la plus grande vigilance est prescrite, tant à la 1re qu'à la 2e armée. Des mesures de sûreté sont prises en vue d'une forte attaque de nuit possible. Toute la nuit, en effet, on est en alerte à Celles et aux environs. L'état-major de la 1re armée a quitté Rambervillers dès le 23 au soir; il s'est installé à Épinal, à l'Institution Notre-Dame, rue Thiers, et c'est de là que le général Dubail dirige la manœuvre prescrite à son armée.

IV. — BATAILLE DE LA TROUÉE DE CHARMES

Nous sommes arrivés à ces journées du 24 et du 25, qui, conformément aux prévisions et aux dispositions prises par le Grand Quartier Général, doivent voir se réaliser la manœuvre préparée depuis trois jours.

L'ordre, d'une simplicité et d'une précision parfaites, est le suivant : la 1re armée doit faire front et lutter sur place; la 2e armée, placée perpendiculairement, doit tomber sur le flanc de l'ennemi, s'il s'engage dans la région des rivières au Sud-Ouest de Lunéville.

Essayons de rendre claire la disposition générale des troupes appartenant aux deux armées, de façon à faire sentir, d'une part, le glissement des armées allemandes vers leur objectif qui est la trouée de Charmes et, d'autre part, la résistance des armées françaises, résolues non seulement à leur barrer la route, mais à contre-attaquer et à les mettre en échec.

Procédons de l'Est à l'Ouest.

Journée du 24 août. — L'ennemi n'a pas attendu l'aube du 24 pour se lancer en avant. A minuit, Celles est attaqué par surprise :

Je m'étais jeté sur mon lit, écrit le colonel Hamon, commandant la 26e brigade (21e corps), quand le cri « Aux armes ! » est poussé. Je m'équipe en toute hâte pour donner l'alarme dans tout le cantonnement et organiser la défense. Je pousse toutes les compagnies que je rencontre sur les issues Nord et Nord-Est de Celles. Un peu plus, nous étions pris au saut du lit. Une autre fois, je ne cantonnerai plus si en avant des lignes. Les 5e et 6e compagnies du 21e régiment occupent les barricades établies à l'entrée de Celles et brisent par leur feu l'élan de l'ennemi qui se replie, laissant sur la route de nombreux morts. Le 17e est sur pied. Toutes les issues sont barrées. Je mets l'ordre dans tout cela. L'ennemi ne renouvelle pas son attaque. A 4 h. 30, les 1er et 2e bataillons attaquent à leur tour ; les deux compagnies du 3e bataillon, arrivées du Grand-Brocard à la Plaine, sont prêtes à appuyer le mouvement. Le 17e tient Celles et les tranchées.

Au même moment, l'ennemi attaque Baccarat par le Nord et le Nord-Ouest. La pression de l'armée von Heeringen devient très forte sur le 21e corps. Devant ces forces supérieures et sous le bombardement intense, le 17e et le 21e régimens, notamment, sont peu à peu refoulés dans Celles, puis à l'Ouest du village ; nos batteries couvrent ce mouvement de repli et font, de leur côté, beaucoup de mal à l'ennemi.

A 5 h. 30 du matin, je suis avisé, écrit le colonel Hamon, que le 20e bataillon de chasseurs, qui est à Pierre-Percée, doit venir soutenir la 26e brigade ; de plus, le 60e bataillon de chasseurs venant de Raon-l'Étape, doit arriver avant 6 heures à la scierie Lapus. A 6 h. 15, le 20e chasseurs déborde le village par l'Est ; les deux autres compagnies du 60e en réserve tiennent la lisière du bois face à Celles et au Sud de la cote 315.

La contre-attaque progresse vers l'Est. Mais l'artillerie allemande intervient, écrase notre infanterie de ses obus.

Voici un récit allemand du combat :

Le 24 août, un dur combat à Celles. La lutte commence à 6 heures du matin. Nous devons traverser des espaces découverts et on nous tire dessus de trois côtés. Nous avançons par bonds. Les bombes et les shrapnells éclaircissent nos rangs. Un camarade près de moi a la tête enlevée ; je suis renversé par la pression de l'air et n'en reviens pas d'avoir encore tous mes membres. Nous nous glissons dans une tranchée préparée par les Français. Impossible d'aller plus loin ; le feu de l'ennemi

est trop violent. Nous y restons deux heures. A midi, les chasseurs entrent les premiers dans Celles-sur-Plaine (1).

La 13e division est obligée de se replier : la 26e brigade gagne la Trouche, où ses élémens se reforment ; au début de l'après-midi, elle reçoit l'ordre de se porter sur Étival, protégée par le 17e chasseurs qui doit faire barrage à la Trouche ; la 25e brigade effectue son mouvement sur Raon. A la tombée de la nuit, la 26e brigade, arrivée à Étival, trouve le village envahi par la 27e division du 14e corps. C'est un chassé-croisé de corps, de parcs d'artillerie, de convois. Enfin, tout se tasse.

Quant à la 43e division, elle se replie également par Baccarat sur la rive gauche de la Meurthe ; le 109e s'était porté en avant de son côté et avait été bombardé dans ses tranchées durant toute la journée. Vers une heure de l'après-midi, il retraitait sur Thiaville, franchissait la Meurthe à quatre heures et creusait des tranchées pour la nuit.

Le 21e corps bordait désormais la Meurthe.

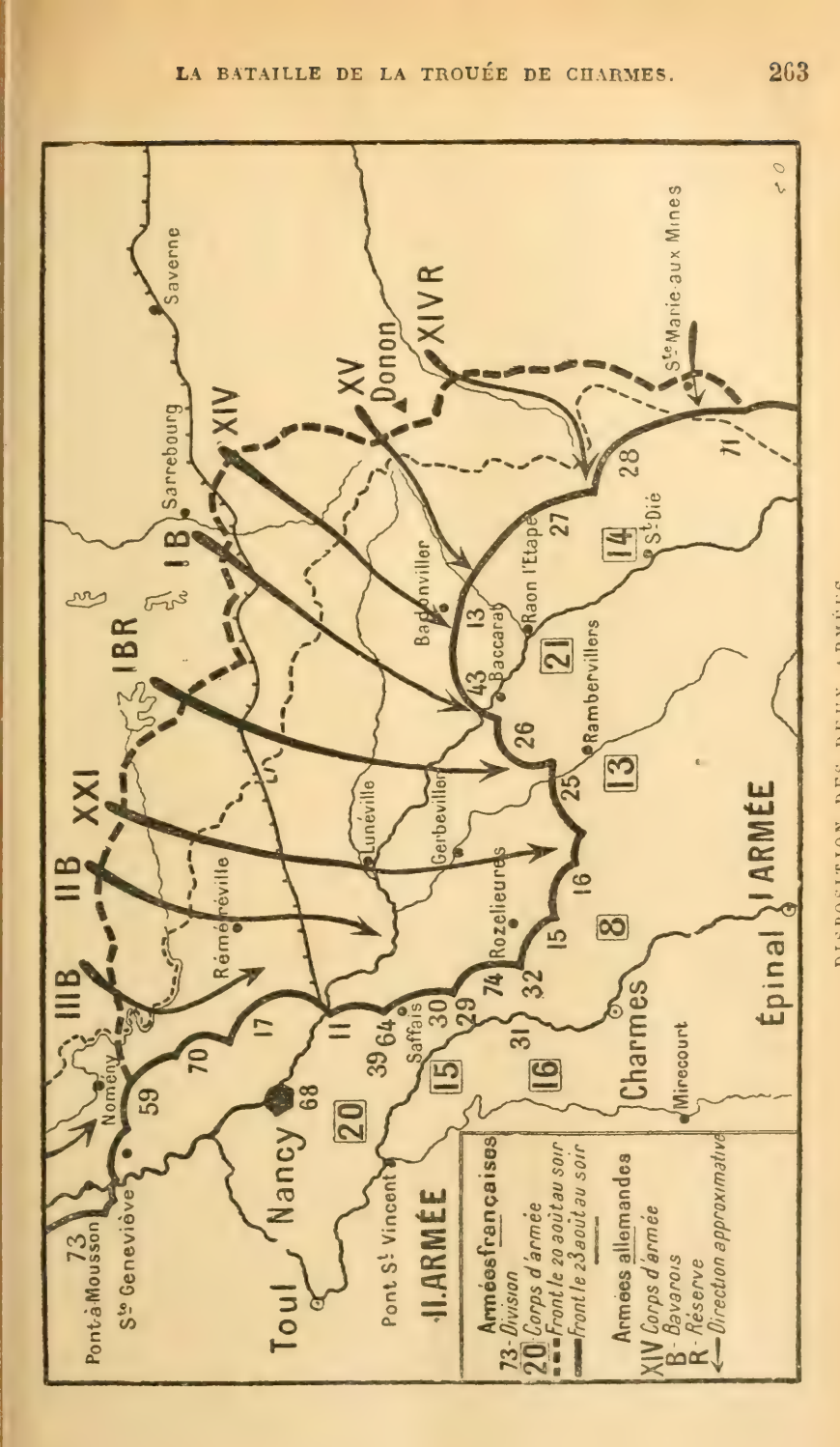
L'armée Dubail va s'installer, et, de la droite à la gauche, organiser un barrage continu.

Le 14e corps servait d'appui, à droite, au 21e corps, pour défendre la ligne des Vosges. Il reste en péril, s'il ne regagne pas le gros de l'armée. Aussi est-il ramené légèrement en arrière sur sa gauche (27e division) qui, nous l'avons vu, cantonne à la nuit vers Étival. Le front du corps d'armée s'étend sur Provenchères-Ban-de-Sapt-Moyenmoutier, protégeant ainsi la ligne de la Meurthe, depuis Saint-Dié jusque vers Raon-l'Étape.

En Alsace même, à l'aile gauche de l'armée du général Pau, les cinq groupes alpins (général Bataille) tiennent toujours la région Ouest de Colmar, au pied des Vosges, où les 12e, 22e et 28e bataillons occupent la zone Ammerschweier-Ingersheim, le 28e en tête de pont, jusqu'à Logelbach. Les Allemands paraissent s'être retirés sur Neuf-Brisach.

Malheureusement, au Nord-Ouest, un corps de l'armée de Heeringen qui a pu, comme nous l'avons indiqué, s'emparer du col de Sainte-Marie, commence à descendre le versant français

(1) Récit d'un chasseur allemand dans la *Frankfurter Zeitung* du 18 septembre 1914.



DISPOSITION DES DEUX ARMÉES

des Vosges et cherchera à déborder, le 25, les troupes qui, au Sud, tiennent toujours l'Alsace jusqu'aux faubourgs mêmes de Colmar. Il vise aussi la trouée de Charmes, mais par Saint-Dié et Épinal. La 142e brigade est ainsi obligée d'évacuer le village et le col du Bonhomme et de se replier à Fraize, sur la Haute-Meurthe. Nous verrons, les jours suivans, les groupes alpins se conformer à ce mouvement de retraite sur la frontière, afin d'établir définitivement la continuité du long barrage de la Meurthe.

Comme il importe d'interdire à l'ennemi la route d'Épinal, non seulement les groupes alpins la protégeront, mais la 71e division de réserve, réserve mobile de la place, qui en était sortie pour garder les cols des Vosges et venait de perdre le col de Sainte-Marie, recevait, le 24 août, l'ordre du général Dubail de se replier sur la place elle-même. La 58e division de réserve gardait la rive droite de la Meurthe au Sud de Saint-Dié. Le haut commandement met à la disposition de la 1re armée la 44e division venue de l'armée d'Alsace. Déjà les débarquemens de cette unité s'achèvent, le 24 août, vers Saint-Dié et vers Bruyères.

A la gauche de ces masses françaises (21e et 14e corps, 58e et 71e divisions de réserve, groupement alpin, 44e division), qui défendent au Nord, à l'Est et au Sud l'accès de la région de Saint-Dié, d'où l'ennemi, par la vallée de la Vologne, pourrait tenter de tourner Épinal, il y a, sur le front des 13e et 8e corps, une zone de manœuvre que le haut commandement s'est habilement ménagée et où il espère bien que l'ennemi, alléché par les succès de Sarrebourg et de Morhange, viendra se faire prendre. C'est dans ce dessein, qu'à gauche du 21e corps, le 13e corps (24 août vers midi) s'est calé sur sa droite vers les hauteurs de Ménarmont, au Nord de ses cantonnemens de la nuit; ainsi posté, il soulage déjà la droite de la 2e armée, fortement attaquée depuis dix heures du matin par l'ennemi, de Mont-sur-Meurthe à Gerbéviller. Le 13e corps tient, pour ainsi dire, le goulot de l'entonnoir, assurant avec le 21e corps la possession de la ligne de crêtes qui, de Vallois à Étival, court parallèlement à la Meurthe et en commande les passages.

Le 8e corps prolonge vers l'Ouest, au delà de la Mortagne, la solidité de cette ligne qui occupe les hauteurs. Un ordre du

grand quartier général, qui révèle une très claire vision des événemens et une vigilance stratégique de tous les instans, assure au général de Castelnau la coopération de ce corps et le met à la disposition de la 2e armée.

Le 8e corps se porte donc sur les crêtes d'Essey-la-Côte, et protège ainsi, exactement, l'entrée de la trouée.

Ortoncourt, 24 août. — Il est vrai que la situation s'aggrave. Les Allemands se sont avancés entre la Mortagne et la Moselle, et, prenant pour objectif cette dernière rivière, veulent percer entre Châtel, Charmes et Bayon. Allons-nous nous faire manger par ces gens-là ?

Le régiment (95e) a reçu, ce soir, l'ordre de prendre l'offensive.

J'ai assisté au défilé du départ : les hommes étaient joyeux, et, tout en comptant leurs cartouches, ils lançaient en marchant des apartés où ces mots reviennent souvent : « Ce qu'ils vont prendre, les Boches, pour leur rhume ! »

A 4 heures et demie, je me dispose à quitter le bourg avec mon convoi qui doit s'établir en position d'attente à 1 500 mètres de là, quand je vois deux obus éclater sur les hauteurs Nord du village (*ce fut là la limite extrême de l'avance allemande dans l'Est de la France*) sur lesquelles mes camarades viennent de s'engager... L'un d'eux avait été pour mon chef, le colonel Tourret (1).

En somme, la 1re armée, tout en cédant du terrain, n'en continuait pas moins à faire barrage partout. Cela ne suffit pas. Le 8e corps reçoit l'ordre de contre-attaquer. Il le fait sur Vennezey-Moriviller, aux approches de la trouée, autour de ce village de Rozelieures qui est l'objectif certain de l'ennemi.

C'est pour aider à ce mouvement du 8e corps que le 13e corps, se couvrant à droite sur Ménarmont, maintient les troupes ennemies qui débordent de Baccarat. La bataille se dessine, partout à la fois, à l'entrée du goulot.

V. — POUR DÉFENDRE LA TROUÉE DE CHARMES

Nous venons de voir la 1re armée, après son large mouvement de repli du 23 août, luttant pied à pied le 24, tenant tête à l'ennemi et le retenant sur les pentes des Vosges, tandis qu'à l'Ouest les forces allemandes se dirigent en masse vers Lunéville et la trouée de Charmes ; le général Dubail a cédé lentement, mais il n'a pas rompu. Tout en pliant, il exécute à la

(1) Capitaine Raimbault.

lettre les prescriptions du haut commandement, c'est-à-dire qu'il dispose ses forces au Nord-Nord-Ouest, « perpendiculairement » à la 2e armée.

Ainsi, la 1re armée fait avec celle-ci, le 24 au soir, exactement un angle droit ; son front principal s'étendant de la trouée de Charmes à Raon-l'Étape, tandis que les unités formant barrage plus à l'Est dessinent une nouvelle ligne dont la convexité est au Ban-de-Sapt, face au débouché de l'ennemi par la vallée de la Bruche. Au même moment, la 2e armée, occupant l'autre côté de l'angle droit, est installée, du Sud au Nord, sur les hauteurs de Belchamps, de Saffais et sur tout le Grand-Couronné jusqu'à Sainte-Geneviève. Le piège est bien tendu. L'ennemi s'y engagera-t-il?

Le doute semble régner dans la 2e armée jusque dans la matinée du 24 août. Toutefois, on s'attend à une forte attaque, et les contacts sont pris :

24 août, 2 heures du matin (4e bataillon de chasseurs). — Nous voilà repartis sur Dombasle ; de là, on gagne les hauteurs de Flainval. Nous sommes en soutien d'artillerie sur une petite crête abritée par un verger et qui domine tout le versant de la frontière, avec les petits villages dans le fond. On s'empresse de creuser une tranchée pendant qu'il fait encore sombre. Nous avons deux batteries de 75 en position derrière nous. A peine le petit jour vient-il de poindre, qu'un ouragan de fer passe au-dessus de nos têtes : ce sont nos batteries qui ont aperçu un mouvement de l'ennemi, comme nous l'avons su plus tard. Un quart d'heure se passe, et un taube ayant survolé nos positions, les Boches se mettent à tirer sur la batterie qu'ils croient avoir découverte. Les obus de tous calibres pleuvent; mais plus ils tirent, plus nos 75 répondent. Nous restons là quatre heures, le nez dans la terre qui tremble, pour laisser passer cette grêle de mitraille.

A cette heure décisive, le général de Castelnau, après l'effort qu'il vient d'accomplir, se sent maître de ses moyens : son armée s'est reformée ; ses troupes sont en état de livrer bataille sur le terrain qu'elles occupent ; elles demandent le combat. « Quelqu'un avait dit, ce soir-là : « Demain, nous prendrons l'offensive! » Cette parole murmurée trouva mystérieusement un écho dans les âmes (1). »

Le mouvement de repli ne doit pas être poussé plus loin. Les ordres sont donnés, dès le 24 au matin, pour une défensive

(1) Christian-Frogé, *Morhange et les marsouins en Lorraine.* Berger-Levrault, 1917, in-12, p. 89.

vigoureuse sur les hauteurs du Grand-Couronné et sur les positions occupées par le 15e et le 16e corps. Les troupes ont pour devoir strict de sauver Nancy, au cas où l'ennemi serait décidé à attaquer la ville. Mais ce n'est qu'une partie de la tâche qui leur est assignée. Si on les attaque, il faut qu'elles soient en mesure de contre-attaquer : c'est dans cette vue qu'un fort groupement, une masse de manœuvre, est constituée dans la région de Lenoncourt, à 8 kilomètres à l'Est de Nancy : le 20e corps, aidé de toutes les troupes que laisse disponibles la défense du Grand-Couronné, sera prêt à se porter en avant au premier signal. Les trois divisions de cavalerie (2e, 6e et 10e divisions) sont portées en masse sur la droite de l'armée pour l'appuyer et la couvrir. Elles ont pour mission d'interdire à l'ennemi de franchir les hauteurs de la Naguée, sur la rive gauche de la Mortagne, et se trouvent ainsi placées face à l'effort de l'ennemi qui a concentré à Lunéville 3 brigades d'infanterie, 3 régimens d'artillerie, et un régiment de uhlans.

Comme nous l'avons dit, le général Dubail a mis le 8e corps à la disposition de la 2e armée. Celle-ci est donc renforcée, sur sa droite, de cet excellent appoint qui couvre les divisions de réserve installées en travers de la trouée de Charmes. Ces dispositions prises, on attend.

Mais, voici du nouveau.

Tandis que la 1re armée recevait, comme nous l'avons dit, le choc de l'ennemi sur la Meurthe, depuis Lunéville jusqu'à Raon-l'Étape, une reconnaissance d'avions signale à la 2e armée la marche d'une forte colonne ennemie quittant Lunéville et traversant la forêt de Vitrimont (ferme de la Faisanderie). L'ennemi ne se porterait donc pas vers Nancy? Il filerait vers le Sud... En effet, une heure plus tard, on apprend que les avant-postes de la 64e division de réserve (mise à la disposition du 15e corps) sont attaqués et repoussés à Damelevières, au passage de la Meurthe. Les Allemands s'emparent de Damelevières et s'y retranchent. Tous les renseignemens concordent : des forces allemandes, évaluées à deux corps d'armée, au moins, défilent du Nord au Sud et s'engouffrent en suivant cette troupe. Plus d'hésitation possible : l'armée allemande, laissant de côté la ville, se précipite en masse vers le Sud-Ouest ; la route qu'elle suit indique son objectif : c'est Rozelieures et la trouée de Charmes.

Ainsi, l'armée allemande, exécutant un plan que nous savons capital aux yeux de ses chefs, se jette, tête baissée, dans le piège qui lui est tendu. Elle va défiler le long du Grand-Couronné et de la croupe séparant la Meurthe-Mortagne de la Moselle et prêter ainsi le flanc à une offensive tombant de cette ligne de hauteurs, tandis que l'armée Dubail, la contenant, ne lui laisse aucune issue vers le Sud.

Le général de Castelnau, qui a préparé cette heure, n'eût pu la rêver plus favorable.

A 11 h. 30, son parti est pris. D'abord, il attaquera en queue la longue colonne qui s'avance devant lui, essayant de la pousser dans la souricière ; en même temps, il se portera sur le flanc droit qu'elle lui présente. Quant à sa propre droite, qui recevra le choc de l'armée allemande filant en pointe vers la trouée, elle a l'ordre de tenir coûte que coûte et de ne reculer, s'il y a lieu, que pied à pied, de façon à « laisser venir » et à tirer, en quelque sorte, la tête de l'ennemi dans le musoir.

Donc, à 11 h. 30, la 39e division du 20e corps d'une part, la 70e division du 2e groupe de divisions de réserve, les 34e et 35e brigades du 9e corps d'armée, d'autre part, s'ébranlent des hauteurs qu'elles occupent sur le Grand-Couronné et se portent en avant vers le front Serres-Hoéville-Erbéviller. Les 59e et 68e divisions assurent la garde de la ligne principale de défense du Grand-Couronné. Plus au Sud, une fraction du 20e corps s'ébranle aussi et marche droit devant elle, dans la direction de Haraucourt et de Flainval, sur l'une et l'autre rive du Sanon. L'ennemi ne paraît se douter de rien ; il a poursuivi sa progression dans toute la région Sud de Lunéville.

Extrait d'un carnet allemand :

Au Sud de Lunéville, vallée de la Meuse, 24 août, 9 h. 1/2 du matin.

Après notre samedi du 22, excessivement fatigant, au cours duquel nous avons traversé la frontière, combats continuels. Hier, dimanche 23, journée heureuse, sauf le bombardement de notre bivouac par un aviateur français. A présent, on continue de marcher vers le Sud (1).

Non seulement l'armée bavaroise continue son mouvement imprudent, mais elle croit fermement au succès de la manœuvre destinée à écraser l'armée française dans la tenaille.

(1) Extrait des *Briefe aus dem Felde.*

Près de Gerbeviller, 24 août soir. — Soirée magnifique. Splendide coucher du soleil; une brasserie brûle devant nous. Tout autour de nous, on entend le canon; nous sommes paisiblement assis dans un champ, les fusils en faisceaux, et nous attendons l'appel pour savoir si, oui ou non, nous prendrons part à la bataille. Il semble que nous soyons au moment d'un grand succès. *Nous fermons la souricière* (1).

Et c'est sur eux que *la souricière* va se fermer.

L'ennemi s'avance toujours. Il allonge de plus en plus son flanc le long de la ligne des hauteurs organisées où le général de Castelnau a articulé le 15e corps d'armée avec la 64e division de réserve depuis Ferrières-Saffais jusque vers Haussonville, le 16e corps d'armée avec la 74e division de réserve sur Brémoncourt et Haigneville. S'il s'enfonce davantage, il se heurtera au 8e corps d'armée vers Essey-la-Côte et à une brigade du 16e corps qui fait jonction entre les 1re et 2e armées à Saint-Germain, point extrême de la trouée de Charmes. Et encore, avant d'atteindre les abords de la lisière Nord de la forêt de Charmes, l'armée bavaroise devra bousculer des forces mobiles françaises descendues presque sur la plaine et qui surveillent et défendent les passages de la Meurthe et de la Mortagne. Ces forces sont composées des trois divisions de cavalerie du général Conneau (2e, 6e, 10e divisions) dont l'action va enfin se faire sentir, en masquant à l'ennemi la présence, au fond du goulot, du 8e corps et de la brigade de liaison du 16e corps.

Vers 10 heures du matin, le corps de cavalerie est attaqué par des troupes allemandes de toutes armes remontant ou passant la Mortagne de Mont-sur-Meurthe à Gerbéviller. Il se défend énergiquement, s'accroche aux pentes d'où il descendait, et tient, jusqu'à 2 heures de l'après-midi, la crête de Moriviller et du bois de Jontois, entre Einvaux et Moriviller. Son artillerie donne vigoureusement et inflige des pertes très sérieuses à l'ennemi. Vers 2 h. 30 de l'après-midi, des forces allemandes évaluées à deux corps d'armée débouchent du bois de Franconville. Le général Conneau décide de se replier sur Borville, laissant à la Naguée le 2e bataillon de chasseurs. A 4 heures, tout le corps de cavalerie occupait les hauteurs de Borville. De là les batteries à cheval canonnent l'ennemi et l'empêchent d'aborder le plateau de la Naguée. Ainsi est maintenue la liaison

(1) Extrait des *Briefe aus dem Felde.*

entre la 1re et la 2e armée. Le corps de cavalerie a, malgré tout, conservé ses positions : les forces allemandes ont mis une journée entière pour faire 5 kilomètres. Pendant ce temps, le 8e corps avait reçu, à midi 30, l'ordre de s'engager sur Vennezey-Moriviller, soutenu par le 13e corps, dont l'aile droite s'appuyait solidement à Ménarmont. L'artillerie de Belchamps (artillerie lourde du 16e corps) qui commande la route de Lunéville à Bayon donne énergiquement :

24 août. — Les colonnes ennemies viennent de partout : de Damelevières, de Mont, de Lunéville. Elles se réunissent autour de la fameuse route de Lunéville à Bayon, coupée par nos positions défensives. Nos postes avancés se replient devant cette marée. Des deux côtés de la route, du bois de Vacquenat et du bois de Clairlieu, débouchent compagnies après compagnies, régimens après régimens. En même temps, le bombardement commence. Les obus et les shrapnells pleuvent sur le plateau. De la ferme Léomont à Belchamps, sur plus de 2 kilomètres, le sol est labouré comme par une gigantesque charrue.

A partir de 1 heure de l'après-midi, sous un ardent soleil, nos batteries ouvrent le feu. Un feu d'enfer. Elles ont tiré tout l'après-midi et toute la nuit. Les Allemands se sont tus ; une seule rafale énorme, le soir. Quand ils auront cédé, nous verrons les effets de ce tir. Sur les deux routes où s'avançaient leurs colonnes, de cinquante en cinquante mètres, à droite et à gauche, il y a les trous de nos Rimailhos et de nos 75. Rien n'a dû survivre de ce qui passait sur ces routes. L'après-midi, nous n'avons pas fait grand'chose. Un général de brigade a vu un mouvement de troupes sur le plateau qui domine la Meurthe. Il nous y envoie plein d'anxiété. L'escadron part au grand trot. Mais le général Bigot (commandant la 74e division de réserve) qu'on rencontre, arrête le capitaine et nous renvoie sur nos pas. Ce sont des régimens du 15e corps qui ont été pris pour l'ennemi (1).

Voici, d'après un récit allemand, un épisode du combat du 24 août au Sud de Lunéville :

Arrivés à Lunéville à minuit et demie, nous partîmes à 5 heures du matin pour nous établir sur les positions. Nous demeurâmes de 7 heures du matin à 1 heure après-midi en ligne de tirailleurs avec les réserves nécessaires, mais nous ne pûmes pas tenir à cause du feu de l'artillerie ennemie. Les Français employaient de lourds obus de marine et nous nous retirâmes sur la gauche. On s'installa dans une sorte d'entonnoir, que notre régiment appelle depuis « la bouilloire de la sorcière, » où nous étions tous en « gruppenkolonnen ; » bientôt un aviateur français nous survola, décrivit un cercle, et, dix minutes plus tard, les obus nous

(1) *La Victoire de Lorraine, loc. cit.*, p. 17.

tombaient dessus, creusant des trous enormes. Notre artillerie était impuissante de sa position pour arrêter celle de l'ennemi. Tous les attelages des avant-trains avaient été détruits par l'artillerie française.

VI. — OFFENSIVE DE LA 2e ARMÉE

Or, pendant que l'ennemi progresse et se croit déjà maître des passages, l'offensive, qu'il n'avait pas prévue, s'est développée sur son flanc et presque sur ses derrières. Les divisions de réserve du général L. Durand se sont tenues prêtes : la 59e division est restée en position au Nord du Couronné; la 68e division, remise sur pied, a occupé le terrain tenu jusqu'alors par la 70e division. Celle-ci reçoit l'ordre d'attaquer sur Courbessaux-Hoéville ; on a ramassé les troupes d'attaque d'Erbéviller jusqu'au Rembétant pour le mouvement en avant de la soirée; l'ennemi, n'ayant pas attaqué le matin et continuant sa marche sur Lunéville, est pris en flagrant délit de manœuvre. D'un seul bond, le général Fayolle (70e division) enlève Erbéviller, Réméréville, Courbessaux; les forces allemandes, ne pouvant supporter le choc, se retirent hâtivement sur la crête de Serres.

Nous avons une physionomie très vivante de ce combat de Réméréville, recueillie de la bouche des habitans par un écrivain exact, M. C. Berlet :

Toute la nuit (du 23 au 24), les Allemands (qui occupaient Réméréville) travaillaient à leurs tranchées dans les champs... Au milieu de la nuit, un roulement sourd ébranle les maisons. Une colonne d'artillerie traverse le village au grand trot.

Elle vient de la direction de Courbessaux. Dès le matin, grande animation parmi les soldats allemands. De petites colonnes d'infanterie passent : elles se dirigent à travers champs vers Hoéville et le bois de Faulx (c'est-à-dire vers l'arrière). Serait-ce la délivrance? On n'ose encore sortir. Des patrouilles circulent dans les rues. La lance est prête et le revolver sorti de la gaine. Chacun attend, anxieux. On guette. On se signale les indices d'une retraite possible de l'envahisseur. Le canon tonne très fort du côté d'Amance et du côté de Dombasle.

Vers quatre heures, un uhlan arrive au galop et s'arrête dans la cour du château. Il est légèrement blessé à la tête. Il dit en riant : *Franzouse!* Il cherche à savoir s'il y a d'autres cavaliers dans le village. Il part à fond de train dans la région d'Hoéville. A peine a-t-il disparu que deux hussards français débouchent au tournant de la grande rue : « Où sont les Boches? demandent les cavaliers. — Pas loin d'ici ; ils sont partis du côté d'Hoéville ; ils sont nombreux. Faites attention. » Les deux hussards remercient

et partent au grand trot. Quelques instans après, courte fusillade. Nos hussards tirent sur des patrouilles.

Voici que des soldats en pantalon rouge passent au pas gymnastique dans la grande rue, le fusil à la main, l'œil aux aguets. Ils appartiennent au 125e de Poitiers. Dans les champs, à droite et à gauche du village, une longue ligne de tirailleurs s'avance... Réméréville est délivré. Quelle joie! Que d'espoirs dans tous les cœurs...

Tout d'un coup, une furieuse canonnade. Les canons français sont tout près du village, les obus sifflent en passant dans l'air. Ils font, au-dessus de nos têtes, comme une voûte sonore. Les canons allemands répondent. Quel vacarme!... Des shrapnells roulent sur les toits, cassent les vitres. La fusillade est très vive aux lisières du village, vers le bois de la Faulx. Des blessés arrivent à l'ambulance; bientôt, tous les lits sont occupés... Le canon tonne toujours très fort. Il se tait vers huit heures. Mais la fusillade crépite et les mitrailleuses font leur tac-tac-tac régulier. Le combat semble très violent du côté d'Erbéviller. Peu à peu, vers neuf heures, la fusillade s'éteint. Quelques coups encore, puis le silence plane. La nuit est très obscure, toujours des blessés arrivent à l'ambulance. Il y en a du 125e et du 114e. Il y a aussi des Allemands. Les blessés du 125e racontent qu'ils ont refoulé l'ennemi dans le bois de la Faulx. Ceux du 114e racontent qu'ils ont attaqué le cimetière d'Erbéviller, et que ce fut terrible. Les Allemands avaient organisé là une véritable redoute entourée de fils de fer et d'abatis. Nos soldats étaient tombés sur les fils de fer, qu'ils ne voyaient pas. Toute la nuit se passe en alarmes. Les femmes et les jeunes filles restent seules et se multiplient pour adoucir les souffrances des malheureux qui gémissent. Pendant toute la nuit, les blessés arrivent.

Stendhal envierait ce récit sobre et simple.

En fin de journée, les forces françaises occupent le front Champenoux-Réméréville-Courbessaux. Sur la route de la frontière à Lunéville, le défilé allemand est sérieusement menacé.

Un récit allemand peint l'aspect tragique que présente Einville à ce moment :

Nous sortons de Lunéville le 24 août et nous partons à Einville, au lazaret de campagne n° 7. Quel endroit de désolation! J'y ai passé deux soirs dont je n'oublierai jamais l'horreur. Les grands blessés sont couchés dans la belle et grande villa d'un notaire français. Ils sont là, étendus l'un près de l'autre, dans le jardin, sur les gazons, jour et nuit, sans être encore pansés. Les médecins travaillent avec un dévouement admirable, mais ils ne peuvent venir à bout de la tâche effroyable qui leur incombe. Jamais je n'oublierai l'image d'Einville, sur le canal de la Marne au Rhin. Des habitans français d'Einville, de pauvres journaliers, m'ont aidé à rechercher un jeune officier au milieu de l'affreuse moisson. Ils l'ont fait à la sueur de leur front; mais quand j'ai voulu les récompenser de leur dur travail, ils ont unanimement refusé... Voici maintenant que s'avance un triste cor-

tège : le curé, une tête vénérable aux cheveux gris ; le vicaire ; derrière eux, six voitures traînées par des chevaux, conduites par des paysans. Les morts sont entassés là dedans, et la fosse commune, près de la muraille du cimetière, va les recevoir pour le repos éternel. Plus loin, c'est un autre hôpital, où se trouve le corps d'un colonel qui a succombé ce matin à ses graves blessures. On prépare un cercueil provisoire et j'emporte aussi ce mort en terre allemande avec l'auto mise à ma disposition.

Quant au 20e corps français, il a marché, selon l'ordre prescrit, droit devant lui. Le 4e bataillon de chasseurs a défendu le village de Flainval, qui est resté en sa possession. Le corps d'armée occupe, le soir, le front Haraucourt-Flainval-Rosières, maintenant ses liaisons avec le 15e corps par Saffais.

On peut résumer en deux mots cette première journée. L'ennemi a été surpris : s'avançant imprudemment vers le Sud, il s'est heurté au barrage du corps de cavalerie ; au Nord, l'armée Castelnau l'a pris à partie dans sa marche et l'a refoulé sur les positions où la bataille décisive s'engagera le lendemain.

VII. — JOURNÉE DÉCISIVE DU 25 AOUT

Pour plus de clarté, nous reprenons la suite du mouvement tel qu'il s'est esquissé dans la journée du 24, en exposant le rôle des différens corps des deux armées, de l'Est à l'Ouest.

D'abord la 1re armée.

Nous avons indiqué la volonté arrêtée du général Dubail de contre-attaquer dès le 24 au soir. Cet ordre, il le maintient avec plus d'énergie que jamais pour la journée du 25. Lui-même s'est rapproché du terrain de la lutte, et son poste de commandement est à la vieille caserne de Rambervillers. Sur la droite de l'armée, l'objectif est Raon-l'Étape et Baccarat. Le 21e corps a ordre d'attaquer, dès la première heure, par la rive gauche de la Meurthe, tandis que le 14e corps attaquera Raon-l'Étape par la rive droite. Le général garde en réserve d'armée la 44e division, qui, la veille, a terminé ses débarquemens. Elle occupe la région de Bru-Saint-Benoît, entre Rambervillers et le col de la Chipotte. Le 13e corps attaquera sur Ménarmont, et le 8e corps attaquera sur Moriviller. C'est, comme on le voit, une bataille en ligne, constituant la position de barrage telle qu'elle est indiquée dès le début de l'opération.

Mais si le plan est clair et la volonté de vaincre arrêtée chez

le chef et dans les troupes, les forces allemandes avancent de leur côté avec une confiance extrême et d'un élan impétueux. La journée de la veille ne paraît pas les avoir averties. La relation semi-officielle allemande s'exprime ainsi :

Pendant que, le 23 août, l'attaque et la poursuite des Français continuaient à l'aile gauche avec le plus grand succès, l'aile droite fut fortement retenue par l'attaque des troupes françaises de Nancy et du Sud, et il survint là de très violens combats, à Einville et à Lunéville. L'ennemi fut battu, et, le 24 août, l'armée du kronprinz de Bavière atteignit, après des combats victorieux, la ligne Blainville-Gerbéviller-Flin-Saint-Pôle-Cirey. Le Donon fut pris d'assaut. La poursuite de l'ennemi fut continuée avec toute notre énergie, et les troupes battues furent rejetées au delà de la Meurthe avec de fortes pertes, si bien que les troupes allemandes atteignirent, le 25-26 août, la ligne en avant de Lunéville, le point le plus à droite devant Nancy et le centre et la gauche la ligne Blainville-Gerbéviller-Ménil-Saint-Dié (1).

Maintenant, l'ennemi prétend forcer le barrage à tout prix.

Dans la matinée du 25 août, le 21e corps et le 13e corps, qui forment le centre de la 1re armée française, sont, en effet, attaqués par des forces importantes. Le XIVe corps badois, notamment, attaque sur Raon-l'Étape-Thiaville (c'est la 58e brigade Stenger qui exécutera, le 26 août, dans la forêt de Thiaville, l'ordre formel de son chef de massacrer tous les prisonniers). Au 21e corps français, la 13e division (général Bourdériat) devait attaquer le front Raon-l'Étape-Thiaville, la 26e brigade ayant pour mission de soutenir, par la rive gauche de la Meurthe, la 25e brigade.

La veille au soir, le 109e a fait des tranchées et formé des barrages à Fagnoux aux approches de Thiaville. Les Allemands, après une forte préparation d'artillerie qui commence à l'aube, débouchent de Thiaville vers 4 h. 30. Une lutte s'engage sur Fagnoux et le 109e, après avoir cédé d'abord, reprend bientôt ses positions. Les Allemands débordent par le Nord et tournent Fagnoux ; un instant, les pièces sont menacées, mais elles sont ramenées en arrière par les hommes du 109e. A deux heures de l'après-midi, après un combat de dix heures, les 1er et 2e bataillons du 109e sont obligés de se replier à travers la forêt sur la cote 423 où ils bivouaquent. Le 21e régiment d'infanterie, canonné toute la journée sur les pentes Nord du bois de Repy,

(1) *Kriegs Chronik der Münchner Neuesten Nachrichten*, t. III, p. 325.

s'est replié à la nuit sur le col de la Chipotte : mais on constate que les mitrailleuses du 3e bataillon ont causé de grands ravages dans les rangs allemands, à Raon-sur-Plaine.

Un bataillon du 21e est resté isolé à la Petite-Chatelle et regagne péniblement son régiment par le col de Trace. Le pays est très boisé et d'une difficulté extrême pour le commandement :

Pendant toute la journée, dit le colonel Hamon, j'ai vainement couru à travers bois dans le Repy (entre Raon-l'Étape et le col de la Chipotte) pour tâcher de rejoindre mes bataillons. On ne peut se figurer combien la circulation y est difficile : c'est un fouillis inextricable. Par des pentes très dures, ce sont de vraies ascensions alpines. Après deux heures et demie de circulation sous bois, nous arrivons à la Bellotte et de là remontons au col de la Chipotte.

Vers midi, sous la pression très violente des forces supérieures de l'aile gauche de l'armée bavaroise et de l'armée von Heeringen, tout le centre du général Dubail, composé du 13e et du 21e corps, s'est replié en abandonnant le grand bois de Glonville et la position de Ménarmont sur la ligne Hardancourt-bois d'Anglemont-Saint-Benoît, qui protège directement Rambervillers.

Le 25 août, à huit heures du matin, à Ménil-sur-Belvitte, nous avons reçu les premiers obus allemands. Ils tombèrent très serrés jusqu'au soir vers cinq heures, faisant parmi nos troupes de nombreux morts et blessés. Sept familles du village avaient disposé en ambulances leurs maisons. On y accueillait aussi vite que possible nos héros. A cinq heures, l'église prit feu. A six heures et demie, nos troupes s'étant retirées sur Rambervillers, la riposte française se tut et des milliers d'Allemands se précipitèrent dans le village (1).

L'ennemi qui avait attaqué sur ce point la gauche du 21e corps (43e division) était le Ier corps bavarois (général von Xylander), ainsi qu'en témoigne le compte rendu officiel allemand. Après la bataille de Sarrebourg, le Ier corps bavarois a pris la direction générale de Rambervillers. Il a combattu, le 21, sur Gondrexange-Lorquin, le 22 à Blamont, le 23 à Montigny, le 24 à Brouville ; le 25, il débouche du grand bois de Glonville et attaque sur Bazien et Ménil-sur-Belvitte.

Tandis que se poursuivaient ces attaques de l'ennemi, la 44e division française, gardée en réserve par le général Dubail, s'est portée en avant de Bru-Saint-Benoît pour recueillir les

(1) *Écho de Paris* du 2 juin 1915. Récit du curé de Ménil-sur-Belvitte rapport par M. Maurice Barrès.

troupes qui se replient. De ce côté, comme on le voit, la journée a été dure. Mais le mouvement de retraite est seulement de quelques kilomètres. L'ennemi n'a pas pu arracher l'attache qui accroche la 1re armée aux Vosges et il n'a pu forcer le barrage. En repliant son aile droite sur les positions du col de la Chipotte, le général Dubail a choisi le terrain où sa magnifique résistance finira par avoir raison de l'offensive ennemie.

Avant de quitter la droite de la 1re armée, il n'est pas inutile de se rendre compte du caractère de la retraite qu'elle vient d'accomplir du Donon au col de la Chipotte. Le colonel Hamon, qui a pris à cette retraite la part très honorable que nous venons d'indiquer, la juge sévèrement : exemple frappant de l'impossibilité où est le combattant de voir et surtout d'apprécier les ensembles.

Voilà trois jours, écrit-il, que nous nous replions constamment sans un but bien défini. Depuis que nous avons dû lâcher le Donon, nous faisons de la mauvaise besogne. Le Donon perdu, que nous servait la vallée de Celles? Il eût mieux vallu ne pas se précipiter si vite en Alsace d'abord, puis ne pas faire ces replis de petite envergure. Il fallait lâcher le contact par une marche de nuit et nous retirer carrément sur la rive gauche de la Meurthe avec tête de pont sur la rive droite. Peut-être eussions-nous évité ainsi les désastres qu'ont subis Raon-l'Étape, etc., que les Allemands ont systématiquement brûlés et pillés. Quelle barbarie!

Le très intelligent et très brave officier supérieur qui s'exprime ainsi ne se rend pas compte que c'est précisément cette lutte pied à pied qui fait le succès indirect et la gloire incontestable de l'armée Dubail. Si elle avait laissé l'ennemi plus libre, si elle ne s'était pas accrochée à lui désespérément, si, notamment, en découvrant le chemin de la trouée de Charmes, elle lui avait laissé une porte ouverte, il se serait sûrement dérobé : se protégeant par des tranchées et de l'artillerie lourde, il se fût précipité sur son véritable objectif et il fût tombé en masses sur la 2e armée. En le tenant à la gorge, en ne lui laissant pas une minute de répit et en défendant la plaine pas à pas, l'armée Dubail et, en particulier, le 21e corps annihile, en quelque sorte, toute l'armée du général von Heeringen : l'armée du kronprinz de Bavière, entrée à Lunéville le 22, ne peut en déboucher, tandis que des renforts arrivent de toutes parts aux 1re et 2e armées françaises et leur permettent d'accomplir la belle manœuvre que la vue supérieure du haut commandement a su préparer.

VIII. — LA 2e ARMÉE CHARNIÈRE ET ABATTANT

Retournons-nous, maintenant, vers la 2e armée engagée depuis la veille dans la bataille de charnière qui, à la fois, protège Nancy et défend la trouée de Charmes.

Dans le répit que lui donne la nuit, la première pensée du général Castelnau est pour son artillerie. De la petite école de Pont-Saint-Vincent où est son quartier général, il répète en lui-même la bataille du lendemain ; car il sait qu'elle décidera du sort de la région de l'Est et peut-être, si l'ennemi était victorieux, du sort de la France. Sa troupe s'est appuyée, la veille au soir, sur Borville. C'est ce point qui va devenir le nœud de la bataille.

Le piton de Borville (342 mètres) domine au loin la contrée et commande au Sud la trouée de Charmes, de même que Flainval (316 mètres) commande, au Nord, la route de Lunéville. Entre ces deux massifs de résistance et le long des crêtes qui protègent la Moselle (Saffais 367 mètres, Belchamps 413 mètres), il faut saisir l'armée allemande comme dans un étau si elle fait un pas de plus vers la trouée de Charmes. Borville présente un autre intérêt, non moins capital aux yeux du général : par ce point culminant, il maintient ses liaisons avec la 1re armée. Si la fissure qu'escomptent les Allemands devait se produire, elle se produirait là. Donc, pendant la nuit, toute l'artillerie disponible grimpe aux pentes du piton, à la cote 342 ; à l'aube, elle est massée sur le plateau, braquant ses bouches à feu sur les chemins qui se concentrent vers la trouée de Charmes (voie ferrée de Blainville à Bayon et Charmes, routes de Gerbéviller, de Xermaménil, de Damelevières). C'est de là que partiront les rafales qui faucheront les pentes du bois de Jontois, du bois de Filière, de Rozelieures et de la côte d'Essey. On peut dire que ce piton est le clou enfoncé dans cette terre lorraine et sur lequel se brisera l'une des pinces de la tenaille dont l'ennemi prétend saisir la chair de la France.

Cette disposition capitale étant solidement prise et les ordres donnés, le général passe en revue, par la pensée, tout son plan de bataille. Si l'armée du prince Ruprecht continue à s'avancer vers le Sud, elle sera arrêtée, depuis la Mortagne jusqu'à Borville, par l'action résolue du 16e corps, d'une divi-

sion du 15e et, enfin, du 8e corps, tandis que l'armée de Heeringen, qui s'avance de l'Est à l'Ouest et voudrait se servir de la grande route Raon-Rambervillers-Charmes pour atteindre l'objectif commun, se heurtera au barrage de la 1re armée sur les hauteurs au Nord de cette route. En outre, si l'ennemi continue à prêter le flanc, on saisira l'occasion qu'il offre lui-même, pour tomber sur les lignes de communications. Le général a un sens merveilleux des réalités ; on le reconnaît à la façon dont ses décisions vont se modeler sur les incidens de la bataille. Le front de l'armée s'étend sur une soixantaine de kilomètres, depuis Sainte-Geneviève jusqu'à Borville ; le général est à Pont-Saint-Vincent, à 25 kilomètres en arrière, présent partout.

Les précautions étant prises, comme nous l'avons dit, pour la défense de Nancy et du Grand-Couronné en cas d'attaque de l'ennemi, et les liaisons étant assurées sur tout le front par les hauteurs de Saffais-Belchamps, l'offensive est organisée contre la grande ligne de communications de l'ennemi, qui paraît être la route d'Arracourt à Einville et Lunéville. Les forces qui, la veille, ont repris Réméréville, chercheront à atteindre cette route par les deux rives du Sanon : le 20e corps continuera à presser l'adversaire, se maintenant en liaison avec les divisions de réserve qui opèrent à sa gauche : son objectif est Flainval et au delà. Le général veille à tempérer la fougue du soldat plutôt qu'à l'exciter. Il a éprouvé trop cruellemsnt les funestes effets de l'offensive « en bourrade. » Il prescrit : 1° qu'on aille lentement, méthodiquement, en s'installant après chaque bond, de manière à ménager le sang et les forces des hommes ; 2° notamment, il ordonne au 16e corps (qui a subi si douloureusement la leçon d'Angweiler et de Gosselmingen) de ne pas s'aventurer sans garder étroitement sa liaison avec le 8e corps d'armée.

Dès le matin, on eut enfin la conviction que l'armée allemande était décidée à ignorer les troupes françaises laissées par elle à sa droite sur le Grand-Couronné, et qu'elle poursuivrait sa marche en avant pour forcer la trouée de Charmes, coûte que coûte. C'était « la manœuvre du mépris. » Le prince Ruprecht pensait qu'il ne tenait qu'à lui de nous devancer sur nos lignes de communications. Le plan était d'enlever Manonviller par une attaque brusquée (1) et, en faisant remonter des

(1) Au siège du fort de Manonviller prirent part la 70e division de réserve du

masses des deux côtés de la Mortagne, de briser toute résistance et d'ouvrir aux armées allemandes la route de Mirecourt-Neufchâteau. Un tel succès tactique, s'il réussissait, assurait le plus beau succès stratégique qu'une armée pût rêver. Le plan de Schlieffen se réalisait, « comme dans la cour de la caserne, » comme à « l'école de bataillon. » C'était, appliqué à l'armée française tout entière, l'étranglement pur et simple.

IX. — VICTOIRE DE LA TROUÉE DE CHARMES

Dès l'aube, les forces allemandes ayant atteint au Nord les abords de Réméréville, au Sud la ligne Einvaux-Moriviller, l'attaque de front se dessine sur le 8e corps qui protège l'entrée de la trouée de Charmes. Ce corps, qui devait pousser son mouvement offensif sur Moriviller, ne peut faire déboucher ses gros d'Essey-la-Côte et de Saint-Boingt ; l'artillerie ennemie le crible de ses rafales furieuses. Toute la crête d'Essey est sous le feu, tandis que l'infanterie ennemie cherche à franchir les hauteurs au Sud-Ouest de Remenoville, aux approches de Rozelieures. Aussitôt, le général de Castelnau conforme ses ordres à cette situation qui lui apparaît de plus en plus certaine et qui comble ses vœux. Le 16e et le 15e corps se porteront en avant, en prélevant des élémens sur les 64e et 74e divisions de réserve; en même temps, ordre est envoyé aux détachemens qui se trouvent dans la région de Borville de presser leur marche au-devant de l'ennemi. La mission du corps de cavalerie est de couvrir l'entrée en ligne du 8e corps attaquant vers le Nord, tandis que le 16e corps renforcé attaquera vers l'Est (Einvaux-Franconville).

Déjà le succès de la manœuvre s'annonce : le 16e corps débouche sur Einvaux et y pénètre : c'est un village sur le chemin de la trouée, au Nord de Borville; les unités du 16e corps continuent vers l'Est et progressent dans le bois de Jontois.

Au point du jour, nous entrons à Lamath. Un silence de mort. Un paysan est sur la crête qui domine le village. Il m'appelle à grands gestes, pour me faire voir, en face, des Allemands. Je vais à lui. A peine a-t-il agité ses bras qu'un shrapnell éclate au milieu de l'escadron caché pour-

1er corps bavarois, quatre bataillons du génie, le 18e régiment d'artillerie à pied et deux obusiers de 420. L'ouvrage tint du 25 août au matin au 27 août après-midi.

tant derrière la crête, invisible aux Allemands. Cet homme est un espion. Je veux le faire saisir. Mais, brusquement, une fusillade terrible éclate. Les hommes roulent à bas de leur cheval. Je me précipite vers mon peloton où le désordre se met. Il y avait des Prussiens dans le village. Ils sont cachés dans les maisons et tirent, par les fenêtres, sur nous. Les pelotons partent à toute bride, à travers champs... Bientôt tout l'escadron (cavalerie de la 74e division de réserve) est reformé. Une estafette est envoyée pour prévenir les fantassins qui vont arriver. Nous n'avons qu'à attendre...

La journée passe. Au soir, nous apprenons que la prise de Lamath a été très dure. C'est le 6e bataillon d'alpins qui en a eu l'honneur (1).

Cependant, le régiment de gauche du 8e corps, qui supporte tout le poids de l'offensive ennemie, est repoussé vers 10 heures de Rozelieures. Le 8e corps va-t-il être forcé à la retraite sur Damas-aux-Bois, et l'entrée de la trouée va-t-elle ainsi se trouver découverte? C'est le calcul de l'ennemi. Mais le général de Castelnau a gardé des forces disponibles. Il ordonne au corps de cavalerie de s'opposer de tout son pouvoir à la progression de l'ennemi sur Saint-Remy. En effet, si cette progression n'est pas arrêtée, le centre de notre dispositif sera rompu. C'est sur le bois de Lalau que porte l'action principale. D'un magnifique élan, le 2e bataillon de chasseurs le reprend à la baïonnette, appuyé sur les lisières par des escadrons à pied du corps de cavalerie. Il s'y maintient jusqu'au soir, malgré des pertes sévères, tandis qu'à l'Ouest le 16e corps attaque de flanc les forces auxquelles le corps de cavalerie fait front. Cette action vigoureuse bouche le vide qui tend à se produire entre le piton de Borville et les hauteurs de Rozelieures, par le ruisseau de l'Euron. Le général de Castelnau envoie un ordre qui donne la plus haute idée de sa vigilance et de sa clairvoyance : « L'intervention du 16e corps sur le bois de Filières est indispensable et devra se faire sentir de toute urgence. » Il ne s'agit pas seulement d'arrêter l'ennemi : il faut le battre. Sa ligne s'allongeant comme un serpent de 25 kilomètres, depuis Einville jusqu'à Rozelieures, en passant par Lunéville, c'est en tombant sur son flanc que l'on empêchera la tête de progresser.

La 29e division appartenant au 15e corps est mise à la disposition du 16e corps et le reste du 15e corps (30e division) va soutenir, sur la rive Sud de la Meurthe, l'effort du 20e corps; la 30e division se met donc en marche en échelons refusés sur

(1) Voyez également sur le combat de Lamath et de Xermaménil : *Carnet de route d'un officier d'alpins*, p. 34.

le Bois-Brûlé et Charmois, avec, comme direction ultérieure, le bois d'Einville et les hauteurs au Sud.

Ces mouvemens étonnent l'ennemi. Sans doute, il pensait que le 15e et le 16e corps, encore sous le coup de l'affaire de Morhange, n'étaient plus bons qu'à se tenir à l'abri sur les hauteurs du Grand-Couronné. Et les voici, maintenant, dans la plaine. Vers 2 heures de l'après-midi, on pouvait apercevoir des fractions d'infanterie allemande qui, sous les rafales de l'artillerie de Borville et la menace du 16e corps sur sa ligne de retraite, commençaient à s'ébranler et se repliaient de Rozelieures sur le bois de Rechimont, entre Remenoville et le bois de Filière. La cavalerie française prenait aussitôt le moule de ce mouvement. La 6e division, renforcée par le 2e bataillon de chasseurs, par le 2e groupe cycliste et par la 2e brigade de dragons, occupait la lisière Nord du bois de Lalau au haut des pentes qui descendent vers le ruisseau de l'Euron; la 12e brigade de dragons s'emparait de Saint-Boingt; enfin l'infanterie du 16e corps d'armée progressait de Borville sur Rozelieures.

C'était la main tendue pour ramener le 8e corps. Celui-ci, en effet, s'était déjà replié en partie sur la ligne Rehaincourt-Saint-Genest, entre la forêt de Charmes et Rambervillers. Devant le succès obtenu, le 8e corps se met en mouvement pour reprendre, vers Essey-la-Côte, le terrain perdu.

C'est l'heure décisive. L'armée allemande hésite; il faut tomber sur elle. Le général de Castelnau télégraphie l'ordre : « En avant, partout, a fond! » (de Pont-Saint-Vincent, 25 août, 15 heures soir). Ordre admirable, lancé à l'heure précise, et qui révèle le coup d'œil et la décision du maître!

L'armée tout entière s'ébranle; l'ennemi résiste avec une vigueur qui emprunte des forces à sa surprise même. Il ne veut pas céder; il ne veut pas admettre cette offensive insolente. Persuadé de sa victoire, il ne consent pas à une autre issue. Il se fait tuer sur place, mais ne veut pas lâcher la proie. Pourtant, il est battu. En fin de journée, le 16e corps d'armée est maître de Rozelieures et de la crête de la ferme de la Naguée, entre Moriviller et le bois de Jontois; le soir, il s'établit sur le front de bois de Broth, bois de Censel-Remenoville; le 15e corps, après un magnifique engagement, atteint la Meurthe et la Mortagne à Lamath et Blainville, serrant de près Lunéville; mais sa propre fatigue et la résistance désespérée de l'ennemi

l'arrêtent aux portes de Mont-sur-Meurthe. Le pont de Damelières est à nous. Réméréville, Erbévillier sont enlevés.

Le corps de cavalerie reçoit l'ordre d'entamer la poursuite et de porter ses gros par la droite sur la Mortagne, vers Deinvillers, avec mission de rafler le pays dans la direction générale de Gerbéviller, Fraimbois, Lunéville, Vallois, Saint-Clément, Einville et de tomber dans le flanc Sud des colonnes ennemies en retraite. Malheureusement, les chevaux, fatigués par deux jours de combat, ne rendent plus, et les Allemands sont trop fortement installés sur la rive droite de la Mortagne ; de ce côté aussi, la poursuite est vite interrompue. Toutefois, le front du 8e corps se dégage, et les troupes françaises voient les forces allemandes se replier partout devant elles.

L'après-midi (du 15), écrit le capitaine Rimbault, je suis retourné à Châtel-sur-Moselle. Vers 4 heures, j'attends sur le pont le résultat du combat, car je sais que mon régiment (le 95e, de la 16e division) a donné. Non loin de nous, le canon gronde; toutefois, à mesure que le temps passe, il semble s'éloigner, ce qui est bon signe.

Les gens du pays sont dehors, dans un état d'agitation impossible à décrire. La plupart ont fait leurs malles; certains même, craignant l'invasion, commencent à partir. Des chariots d'émigrés passent sans discontinuer, tous les mêmes, lamentables. Vers 5 heures, les premiers blessés arrivent, étendus sur des voitures de fortune ou au fond de grands camions automobiles; ils sont poussiéreux, les yeux hagards, ternes ou mi-clos. Sur le pont qui relie Châtel à Nomeny, c'est un encombrement indescriptible.

Je cherche sur les cols le numéro de mon régiment; enfin je le trouve. C'est un brave petit soldat, tout rouge de fièvre, qui a eu la gorge traversée par une balle.

— Oh! j'espère bientôt revenir, fait-il.

Les gens qui l'ont entendu lancent une exclamation d'admiration. Je lui demande : « Où avez-vous combattu? » Il me répond : « A Mattexey... C'était effrayant, mais allez, on s'est bien battu ! » (Mon petit soldat a dit la vérité : A Mattexey, ils se sont bien battus. J'ai eu ce soir plus de détails. La manœuvre du début, pour prendre le village, a été particulièrement brillante, ordonnée, habile, impétueuse. La fin en a peut-être été moins heureuse. Le porte-drapeau du régiment a été magnifique, et, s'il a reçu une terrible blessure, du moins, par un beau geste, il a pu — avant d'être fait prisonnier lui-même — sauver son étendard). A ce moment, sort d'une maison voisine, où siège l'état-major du 8e corps, un officier qui, tout heureux, porte un papier à la main. Je m'approche de lui : « Eh bien? — Ça va très bien... Voyez plutôt cette dépêche. L'ennemi est refoulé au delà de la Mortagne. *C'est fini, ils n'auront pas la Moselle* (1).

(1) Capitaine Rimbault, *Journal de campagne*, p. 80.

Vers le soir, le 8e corps avait, en effet, regagné complètement le terrain perdu et réoccupait le front Essey-la-Côte-Saint-Pierremont. Il atteignait le front Clézentaine-Bois-des-Fays. Cependant l'ennemi (XXIe corps) occupe encore Clézentaine qui ne sera repris que le lendemain par le 52e bataillon alpin débarqué le 25 au matin en gare de Châtel-Nomeny.

Que se passait-il, à la gauche et au centre de l'armée du général de Castelnau?

Nous avons dit quel avait été l'effet de l'attaque de nos divisions de réserve tombant du haut du Grand-Couronné sur les communications de l'ennemi dans la direction d'Einville. Cette offensive avait immédiatement produit l'effet prévu : la tête de l'armée allemande avait senti la nécessité de refluer sur le corps. A ce moment, la situation était des plus graves pour le prince Ruprecht. Battue au Sud de la Meurthe, serrée au Nord sur ses lignes de retraite, son armée pouvait être gravement compromise. De notre côté, on eut un moment l'espoir d'une victoire décisive. Mais, soit hasard, soit circonstance favorable, un corps bavarois, sans doute le IIIe corps, faisant flanc-garde de la VIe armée allemande sur les hauteurs de Flainval, y contient l'élan de notre 20e corps. Dès 9 h. 30 du matin, le corps français est obligé d'arrêter son mouvement à la hauteur de Flainval et d'Hudiviller.

Le 4e bataillon de chasseurs avait changé de position dans la nuit du 24 au 25 pour aller devant Hudiviller, encore occupé par l'ennemi. Mais une fois là, les Boches n'y restent pas. On s'y installe et l'on profite de cinq minutes pour faire un peu de jus. De là, nous gagnons nos emplacemens de la veille, mais nous n'y restons pas ; nous nous installons un peu plus à gauche. Et voilà que le bombardement recommence de plus belle. La journée se passe ainsi dans un abrutissement complet. Des tuyaux circulent que l'on doit attaquer le Léomont ce soir. Brr... c'est que ça grimpe dur pour aller là-haut, et dans la ferme qui le domine, les Boches doivent y être rudement fortifiés ! Mais contre elle, nous n'attaquerons pas ; cette mission est réservée à un régiment d'infanterie qui n'a pas donné à Morhange.

Quant à la 39e division (20e corps), elle a progressé difficilement vers Drouville et le bois de Crévic. La lutte a été acharnée au bois de Crévic, pris, perdu et repris plusieurs fois. Les troupes françaises ont chassé la 3e division bavaroise (IIe corps bavarois) sur la croupe 316 au Nord de Maixe. Mais

elles ont été arrêtées par une violente canonnade venant des hauteurs de Lunéville, canonnade rendue possible par l'arrêt de la progression sur Flainval.

Au Nord, la 70e division de réserve, qui avait comme objectif les hauteurs au Nord de Courbessaux, se trouve mal engagée, elle ne peut pas déboucher. Une de ses brigades, la 140e, avait passé la nuit dans le petit village de Courbessaux. L'ennemi occupait les collines et le bois au Nord. Le 25 au matin, le mouvement offensif commença en colonnes par quatre et la brigade déboucha du village en lignes de sections. Mais l'ennemi, averti et aux aguets, avait massé sur la lisière du bois de nombreuses mitrailleuses : l'offensive fut arrêtée net par leur tir meurtrier. Heureusement, un commandant d'artillerie réussit à mettre rapidement en batterie, prit sous son feu six bataillons allemands qui tentaient de déboucher et en fit, à distance très courte, une véritable hécatombe. Dans la soirée, des forces fraîches allemandes entrèrent dans Courbessaux, attaquèrent le bois de Crévic, mais subirent de très lourdes pertes. Pendant trois heures, 70 canons français tirèrent sur elles sans discontinuer.

La 70e division de réserve, ayant éprouvé un échec au Nord d'Hoéville, avait été obligée de se retirer sur la forêt de Champenoux où elle s'installa. Les 34e et 35e brigades du 9e corps se repliaient aussi. Le soir, toutes ces troupes tenaient, par leurs avancées, la lisière Est des forêts de Champenoux et de Saint-Paul, Buissoncourt et les hauteurs en arrière. En sens contraire, — ce qui est arrivé souvent au cours de cette guerre, par suite de l'invisibilité réciproque du champ de bataille, — l'ennemi, craignant une reprise d'offensive française, se retirait de son côté. Ainsi, dans chaque camp, on s'éloignait.

Rémereville, mardi 25 août. (C'est là que combat la 34e brigade du 9e corps (114e et 125e). — Dès le matin, le canon tonne et c'est le nôtre. Les pièces sont en batterie dans les prés, derrière nos jardins. Les Allemands semblent les viser, car les coups qui tombent, peu nombreux, sur le village, sont les coups trop courts. Tout le monde est content d'entendre notre canon taper si fort. Déjà les cuisiniers s'installent dans nos cuisines ou à l'abri derrière les maisons et préparent la soupe qu'ils porteront à la tombée de la nuit aux camarades sur la ligne de feu.

Pendant toute la matinée, les blessés passent, allant à l'ambulance. Certains marchent avec peine, s'appuyant sur leur fusil ou à l'épaule d'un camarade; ils disent que, sur le champ de bataille, nombreux sont ceux

qui ne peuvent bouger et attendent des secours. Il faut aller les chercher : aussitôt les infirmières confectionnent des brancards de la Croix-Rouge avec des bandes de toiles déchirées et des morceaux d'étoffe rouge coupés à de vieux édredons et à des pantalons de soldats.

Le combat s'apaise au commencement de l'après-midi. Des hommes, des jeunes gens partent avec des brancards improvisés pour relever les blessés. Monsieur le curé est déjà sur le champ de bataille, soignant et consolant ; quelques femmes et jeunes filles vont porter de l'eau. Partout des supplications : « A boire ! emmenez-nous ! » Plus loin, dans les champs, dès qu'apparaît ce groupe de femmes, des mouchoirs blancs s'agitent, des bras se lèvent en signe d'appel... Il y a maintenant des blessés dans toutes les chambres du vieux château et de la Gaye, il y en a dans la grange, dans les écuries, dans la cour...

Le canon s'est tu. La nuit est calme. Dans le ciel montent de grandes lueurs. A Cronville et Courbessaux, des maisons brûlent.

Au Sud, vers 13 heures, la canonnade allemande avait faibli ; probablement des dispositions nouvelles étaient prises par les Allemands pour échapper au désastre qui les menaçait au Sud de la Meurthe. En fin de journée, le 20e corps d'armée occupait, avec la 11e division, les hauteurs de Sommerviller, de Flainval et d'Hudiviller et, avec la 39e, le front Saint-Nicolas-Manoncourt. Toute la garnison de Nancy était sur pied et s'alignait sur la forêt de Champenoux.

De ce côté encore, l'ennemi était vaincu.

Partout, il était ou en fuite ou contenu. La journée était très belle : peu s'en était fallu qu'elle ne fût magnifique.

J'arrête, de parti pris, le récit de la bataille au 26 soir, parce que, dès cette date, le résultat stratégique de ces formidables batailles où 500 000 hommes peut-être furent engagés, est obtenu. L'ennemi n'a pu pénétrer dans la trouée de Charmes, et c'est le point décisif en ce qui concerne l'ensemble de la campagne de France. Ce résultat stratégique, dont l'importance ne peut être exagérée, est double. D'une part, il vise le grand plan d'écrasement de l'armée française par étreinte qui était celui des Allemands et qui était destiné à en finir avec la France en six semaines. D'autre part, en contenant et refoulant bientôt jusqu'à la frontière l'offensive de l'aile gauche allemande en Lorraine, il donnait le loisir au grand État-Major français de transporter une grande partie de ses forces de l'Est à l'Ouest, de façon à pouvoir reporter sur l'aile droite de l'armée d'invasion les troupes mêmes qui avaient brisé l'aile gauche :

or, c'était là la condition essentielle de la victoire de la France.

Les résultats tactiques sont non moins importans; mais ils se développèrent surtout les jours suivans, au cours d'une lutte acharnée qui se poursuivit dans la région, soit au col de la Chipotte pour l'armée du général Dubail, soit autour du Grand-Couronné pour l'armée de Castelnau. Dès le 26, la plupart des villages qui se pressent au pied du Grand-Couronné furent réoccupés par les troupes françaises. On constata, en pénétrant dans leurs ruines, que l'ennemi avait subi des pertes énormes. Les abords du Grand-Couronné furent ainsi dégagés, et cette situation améliorée permit au général de Castelnau de repousser victorieusement l'assaut qui fut donné à Nancy en présence de l'Empereur, quelques jours après. L'armée allemande, en effet, tenta de prendre du moins la ville comme trophée, à son retour, alors qu'elle avait manqué son principal objectif, la trouée de Charmes. De même, l'armée de Heeringen se jeta sur Saint-Dié et sur le col de la Chipotte, comme si elle eût voulu essayer de forcer le passage droit au Sud et vers Belfort. Mais, après des combats sanglans, elle devait être également battue et obligée de regagner précipitamment la frontière et les cols des Vosges. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le front, tel qu'il s'est stabilisé depuis lors, pour apprécier les effets incontestables de cette série d'événemens militaires qui trouvent leur origine dans la bataille de la trouée de Charmes : le territoire français, de ce côté, se trouve, depuis lors, presque entièrement dégagé.

Récapitulons maintenant les faits principaux dans leur simplicité : le 20 et le 21, la 1re armée française et la 2e armée se heurtent à des positions très fortes puissamment défendues et sont repoussées l'une à Sarrebourg, l'autre à Morhange; le 22 et le 23, les deux armées battent en retraite par un mouvement combiné, d'une part sur les rivières lorraines, d'autre part sur le Grand-Couronné. Nullement écrasées, comme le prétendent les communiqués allemands, elles tiennent tête à l'ennemi. Les chefs ni les soldats n'ont perdu la volonté de vaincre. Le 24, un premier engagement heureux fait sentir aux Allemands la vigueur de la résistance. Mais les armées allemandes ont reçu des renforts; elles décident de mener tambour battant l'offensive convergente qui les rendra maîtresses de la trouée de Charmes et qui permettra l'accomplissement de la

grande pensée de l'état-major allemand : l'écrasement de toutes les armées françaises sur un point unique par enveloppement.

Le commandement français a percé à jour ce dessein. Il ordonne aux deux armées de se placer l'une à l'égard de l'autre en ordre perpendiculaire, de façon, si l'ennemi s'avance vers la trouée de Charmes, à le prendre comme dans un piège. L'ordre est compris et exécuté *à la lettre*. Les armées allemandes, dans leur mouvement, convergent vers Rozelieures, sont arrêtées d'abord, puis repoussées non sans pertes énormes; car elles ne veulent pas s'avouer vaincues; d'autre part, plus au Nord, la 2e armée leur fait subir de graves échecs en les prenant de flanc. Seule, la fatigue des troupes françaises et une heureuse circonstance qui protège le flanc allemand, empêchent que cet échec ne se transforme en désastre. Mais les résultats tactiques obtenus, le 26 et les jours suivans, démontrent l'intérêt du succès local qui avait, en outre, des conséquences générales si importantes.

La bataille de la trouée de Charmes est une des plus belles pages de la guerre, un des faits les plus considérables de l'histoire. On a surpris un radiogramme allemand rédigé à peu près dans ces termes : « A aucun prix, ne révélez à nos armées de l'Ouest les échecs de nos armées de l'Est. » Le sens profond de la bataille de la trouée de Charmes est dans ce télégramme. Depuis, les efforts de la publicité officielle allemande ont suivi exclusivement cette inspiration et ont tendu constamment à nier les graves échecs du 25 et du 26 ou, tout au moins, à les diminuer.

C'est, qu'en effet, une des clefs de la guerre se trouvait là. *Destruction totale des armées ennemies par enveloppement, manœuvre à la fois sur les deux ailes, le front venant asséner le coup final*, telle était la conception *géniale* qui devait réduire à néant l'armée française : c'est la stratégie de la tenaille. Mais les chefs français ont pris admirablement leurs dispositions et se sont adaptés, eux et leurs troupes, aux circonstances qui demandaient à la fois de la décision, du coup d'œil et une prompte énergie. Comment eût-on pu obtenir de pareils efforts s'il se fût agi de troupes battues? Ces deux journées donnèrent aux chefs la conscience de ce qu'ils pouvaient obtenir du soldat français : ce fut le premier « rétablissement. » Elles leur donnèrent à eux-mêmes la première confiance dans la supério-

rité — sinon de leur préparation — du moins de leur décision et de leur jugement.

Le grand commandement français, quoique son attention fût retenue si tragiquement par les événemens qui se précipitaient, dans ces mêmes journées, sur l'aile gauche, ne perd pas de vue un seul instant son aile droite, et il ordonne les belles dispositions, communes aux deux armées, qui devaient assurer le succès. Cette vision serait démontrée, s'il était nécessaire, par l'ordre qui met le 8e corps à la disposition du général de Castelnau à partir du 24; par l'envoi en renfort des divisions de réserve qui tamponnent, si j'ose dire, la trouée de Charmes; enfin et surtout, par la série de mesures indiquant une communion d'idées parfaite entre le grand quartier général et les deux chefs illustres qui agissent sur le terrain.

La campagne de France commence par une opération stratégique et tactique du caractère le plus pur, sans emphase et sans bavure. Dubail barre la route, Castelnau tombe sur le flanc de l'ennemi : il y a, dans cette combinaison de la stabilité et du mouvement, quelque chose qui sent son Marengo.

On peut se demander pourquoi ces faits si considérables ont été si mal connus jusqu'ici. Je ne voudrais pas incriminer la modestie parfois excessive de nos chefs, je ne sais quelle crainte de paraître glorifier eux-mêmes leurs services, quoique cette réserve qui a ses avantages présente aussi quelques inconvéniens : la valeur des chefs et des soldats n'appartient pas à eux seulement, mais à la nation qui a besoin de confiance.

Il y a d'autres raisons. Les batailles de l'Ouest et la marche précipitée des Allemands sur Paris ont, à ces heures critiques, retenu l'attention générale sur d'autres événemens et sur d'autres parties du vaste champ de bataille. Paris menacé, c'était, pour la France, un danger et une angoisse tels que tout ce qui se passait ailleurs paraissait secondaire. Les personnes renseignées surent bien, dès lors, que le *pivot* de la manœuvre qui devait assurer la victoire de la Marne tenait bon. La confiance du pays fut, dès lors, inébranlable dans sa « force de l'Est ». Mais cette confiance était instinctive plus que raisonnée et renseignée; elle restait confuse et n'avait pas une connaissance réelle de la situation et des succès déjà remportés.

Cependant, les soldats qui avaient assisté aux événemens,

les hommes qui connaissaient le pays et qui purent relever sur le terrain la marche des armées, ne s'y trompèrent pas. L'officier de dragons, auteur de *la Victoire de Lorraine*, écrit, visant la trouée de Charmes :

C'est là que les Allemands vont foncer, comme le bélier antique, pour faire une brèche. *Nous comprenons vaguement leur plan :* nous l'avons mieux vu plus tard ; par la Belgique, ils sont arrivés devant Paris. Par la trouée de Charmes, une autre armée devait menacer, sur son aile droite, notre armée qui reculait du Nord, opérer sa jonction avec le reste de l'armée du kronprinz qui envahissait l'Argonne, nous envelopper, cantonner comme tous les corps prussiens, à Paris (1).

M. Maurice Barrès, en octobre 1914, quand il rentra chez lui, dans son « jardin de Lorraine » situé justement en pleine trouée de Charmes, a le sentiment profond de ce qui s'est passé sur le seuil de sa maison :

Nous sommes sur les chemins mystérieux du monde, la route de l'esprit, le sentier de guerre... Je vais tout droit jusqu'à la mairie : « — Bonjour, monsieur le maire! Les Prussiens ne sont tout de même pas arrivés dans Charmes. — Ils n'en étaient pas bien loin! Le 23 août, à 11 heures du soir, on installait nos mitrailleuses à l'entrée du pont; on massait les autobus pour faire une barricade... à 10 kilomètres d'ici entre Saint-Rémy et Rozelieures, on se battait furieusement... Ah! nous avons été bien défendus. » Et tout aussitôt, le cantique s'élève, l'action de grâce que j'ai entendue sur toute la Lorraine en *l'honneur des armées du général de Castelnau et du général Dubail* (2)... » « C'est leur orgueil qui perdit les Allemands... S'ils avaient pu franchir l'obstacle et puis forcer la trouée de Charmes, les opérations de Joffre étaient irrémédiablement compromises et ses armées coupées. Mais, durant vingt et un jours, dans nos villages malheureux et désormais glorieux, les deux armées de Castelnau et de Dubail tinrent bon (3). »

Quant à l'opinion générale, elle ne connaît que ce que lui apprennent les communiqués officiels. Que lui disent-ils?

Le premier Communiqué français, daté du 21 août, 5 heures, signale les engagemens du 24 comme faisant partie d'un ensemble où les événemens du Nord prennent la place principale. Il s'agit de faire comprendre à l'opinion, laissée jusque là dans l'ignorance, les faits graves qui déterminent le recul des forces françaises sur toute la frontière : retraite en

(1) *La Victoire de Lorraine*, page 14.
(2) Dans un jardin de Lorraine. *Écho de Paris*, du 24 novembre 1914.
(3) *La Messe sur les tombes de la victoire, ibid.* 1, 9 novembre.

Belgique, retraite dans le Nord, sur la Meuse, en Alsace. Un exposé de la « situation générale » est un arrangement des événemens couvert de quelques fleurs de rhétorique :

Notre armée, calme et résolue, continuera aujourd'hui son magnifique effort; elle sait le prix de cet effort; elle combat pour la civilisation; la France tout entière la suit des yeux, elle aussi calme et forte, etc.

Visiblement, le rédacteur du communiqué a des larmes aux yeux. Ses vues sont brouillées. Il ne voit pas très clair. Il mentionne en ces termes les affaires de l'Est :

En Haute-Alsace. Le général en chef ayant à faire appel, pour faire face sur la Meuse, à toutes les troupes, avait donné l'ordre d'évacuer progressivement le pays occupé. Mulhouse a été de nouveau évacué. La grande bataille est engagée entre Maubeuge et le Donon *(première esquisse de la fameuse formule de la Somme aux Vosges).* C'est d'elle que dépend le sort de la France et de l'Alsace avec elle *(toujours ces généralisations un peu hâtives).* C'est au Nord que se joue la partie, c'est là que le général en chef appelle pour l'attaque décisive toutes les forces de la nation *(inutile et d'ailleurs exagéré).* L'action militaire entreprise dans la vallée du Rhin distrairait des troupes dont dépend peut-être la victoire. Il leur faut donc quitter momentanément l'Alsace, pour lui assurer la délivrance définitive, quel que soit leur chagrin de n'avoir pu la soustraire déjà à la barbarie allemande : c'est une cruelle nécessité que l'armée d'Alsace et son chef ont dû subir et à laquelle ils ne se sont soumis qu'à la dernière extrémité.

Absorbé par ces rédactions douloureuses, surpris par les affirmations violentes des radiogrammes allemands, l'écrivain du communiqué ne consacre que quelques lignes aux vigoureuses opérations de la 1re et de la 2e armée :

En Lorraine. — Les deux armées ont pris une offensive combinée, l'une partant du Grand-Couronné de Nancy, l'autre au Sud de Lunéville. La bataille engagée continue au moment où nous commençons le bulletin. On n'entend plus le canon comme on l'entendait hier aux environs de Nancy. Le 15e corps, qui, depuis la dernière affaire, avait été replié en arrière et s'était reconstitué, faisait partie d'une des deux armées combinées. Il a exécuté une contre-attaque très brillante dans la vallée de Vezouse. L'attitude des troupes a été très belle et montre qu'il ne reste aucun souvenir de la surprise du 20 août. *(Désir évident d'arranger l'incident de presse fâcheux relatif au 15e corps.)*

Et c'est tout!

Le 26 août, 23 heures, le communiqué reprend :

D'une façon générale, notre offensive progresse entre Nancy et Vosges. Toutefois notre droite a dû légèrement se replier dans la région de

Saint-Dié. L'ennemi paraît avoir subi des pertes considérables ; on a trouvé plus de 1 500 cadavres dans un espace très restreint. Dans une tranchée, une section tout entière avait été fauchée par nos obus ; les morts étaient cloués sur place, encore dans la position de mise en joue. Il se livre dans cette région, depuis trois jours, des combats acharnés qui paraissent, dans l'ensemble, tourner à notre avantage.

Évidemment, il ne comprend pas. Il relate les faits qu'on lui livre. Mais lui qui, d'ordinaire, explique tout, ici n'explique rien et même ne s'explique pas très bien ces succès. Le 27, ayant à faire connaître la décisive journée du 26, il signale l'avantage obtenu, mais dans ces termes froids :

Dans la région entre les Vosges et Nancy, nos troupes continuent à progresser.

Le 27 août seulement, cette note, enfin, plus juste, mais *qui, en somme rend compte de cinq jours de bataille en quatre lignes* d'ailleurs réconfortantes :

Dans la région entre les Vosges et Nancy. — Notre offensive est ininterrompue. Depuis cinq jours les pertes allemandes sont considérables. On a trouvé au Sud-Est de Nancy, sur un front de 3 kilomètres, 2 500 Allemands dans la région de Vitrimont, sur un front de 4 kilomètres, 4 500 morts. »

C'est bon. Mais à quel point la vue générale manque ! On dirait qu'on craint « d'emballer le public. » En tout cas, ce n'est pas le fort tonique qui lui serait nécessaire et dont on a les élémens. Le nom de la « trouée de Charmes » n'est pas même prononcé. La région où se livrent ces magnifiques combats est désignée par ces termes vagues : « au Sud-Est de Nancy. » La reprise des champs de bataille, la constatation des pertes énormes de l'ennemi, la progression continue de nos armées, rien n'éclaire le rédacteur. Comment eût-il, à son tour, éclairé l'opinion ?

Mais le haut commandement n'est-il donc pas mieux renseigné ? Partage-t-il ces sentimens incertains et encore inquiets ? Nullement. Rien n'est plus ferme, rien n'est plus vigoureux que sa compréhension des grands événemens auxquels il a présidé. Dès le 27 août, le « *Bulletin des renseignemens du Grand Quartier général* » s'exprime en ces termes : « Les corps bavarois, le XXIe et le XVe corps ont été battus par les forces françaises, opérant au Sud de Metz. Ils ont reculé en désordre en laissant 12 000 hommes sur le champ de bataille. »

Ce même jour, 27 août, le général Joffre, dégageant, avec

sa netteté et sa hauteur de vues habituelles, le sens profond de la bataille qui fait tant d'honneur aux deux armées de l'Est, communique aux autres armées ce magnifique ordre du jour :

Les 1re et 2e armées donnent en ce moment un exemple de ténacité et de courage que le général commandant en chef est heureux de porter à la connaissance des troupes sous ses ordres.

Indépendamment des corps de couverture dont quelques-uns ont combattu depuis l'ouverture des hostilités, ces deux armées ont pris le 14 août une offensive générale, obtenu de brillans succès jusqu'au moment où elles se sont heurtées à une barrière fortifiée et défendue par des forces très supérieures.

Après une retraite parfaitement ordonnée, les deux armées ont repris l'offensive en combinant leurs efforts et regagné une grande partie du terrain perdu. L'ennemi plie devant elles et son recul permet de constater les pertes considérables qu'il a subies.

Ces armées combattent depuis 14 jours sans un instant de répit avec une inébranlable confiance dans la victoire qui appartient toujours au plus tenace.

Le général en chef sait que les autres armées auront à cœur de suivre l'exemple fourni par les 1re et 2e armées.

Le général commandant en chef :

Signé : J. Joffre.

L'histoire ne peut qu'enregistrer ce sobre et juste « commentaire. »

Suivons, maintenant, la manœuvre morale, dans les communiqués allemands. D'abord quelques détails sans importance : Prise de Longwy, succès en Alsace, jusqu'au 27. Mais le 27, coup de fanfare :

Les armées allemandes victorieuses en France. L'armée allemande de l'Ouest a pénétré victorieusement, neuf jours après sa concentration, sur le territoire français, de Cambrai jusqu'aux Vosges méridionales. L'ennemi a été battu sur toute la ligne et se trouve en pleine retraite. Vu l'étendue énorme du champ de bataille, dans une région boisée et en partie montagneuse, il n'est pas possible de donner des chiffres exacts sur ses pertes en tués, blessés, prisonniers et étendards pris. *(Que l'on remarque l'imprécision voulue.)*

Voici, maintenant, ce qui concerne les armées de l'Est :

L'armée du prince-héritier de Bavière, pendant qu'elle poursuivait l'ennemi en Lorraine, a été attaquée par de nouvelles forces françaises, venant de la position de Nancy et du Sud, et les Français ont été repoussés. L'armée du général von Heeringen continue la poursuite de l'ennemi dans les Vosges, dans la direction du Sud. L'Alsace est évacuée par l'ennemi.

L'officieuse agence Wolff glisse un commentaire qui a pour but de réduire l'importance des batailles de l'Est :

Notre aile gauche, après neuf jours *de combats de montagne, a repoussé les troupes de montagne françaises* jusqu'à l'Est d'Épinal. La cavalerie avance victorieusement.

C'est tout. Ces rencontres terribles, ces batailles aux larges envergures, cette défaite grosse de conséquences sont, devant l'histoire officielle, comme si elles n'étaient pas. De part ni d'autre, les bulletins ne la signalent, et ils n'y reviendront plus jamais. Calcul d'un côté, réserve extrême, excessive, de l'autre.

Il est facile de comprendre, maintenant, quel crédit « la manœuvre morale » donne au haut commandement allemand. Il est facile de comprendre comment le peuple allemand put se croire vainqueur sur toute la ligne, alors que le sort de la guerre se décidait contre les desseins de ses chefs. Il est facile de comprendre pourquoi il ne put admettre ni les faits ni les conséquences ultérieures quand l'armée française vainquit l'armée allemande sur la Marne et réduisit à néant le système de Schlieffen. Tels sont les avantages et les inconvéniens réciproques des deux manières, quand il s'agit d'une guerre où les peuples et les opinions sont engagés. Si le peuple allemand conserve encore aujourd'hui une foi aveugle, c'est peut-être parce qu'il ignore les fautes de ses chefs et qu'il lui est impossible de déduire de ce qui s'est passé ce qui se passera demain.

A plus forte raison, les neutres acceptent la version donnée par la propagande allemande.

Cependant, quelques esprits avisés sentent que les affaires de Lorraine sont mal élucidées : le colonel Feyler analyse « la manœuvre morale; » Angelo Gatti, observateur très attentif de la carte, devine, sous les phrases ambiguës des communiqués, quelque partie de la vérité. Il écrit le 1er septembre : « En Lorraine, la marche offensive des forces françaises s'est accentuée,

et il semble que « la ligne des montagnes y ait été occupée, tandis que l'aile droite française avance (1). » (Communiqué officiel français.) La menace que les Français porteraient sur les communications de l'arrière des Allemands serait très sérieuse, maintenant qu'une grande partie de l'armée allemande a pénétré en France et s'affaiblit au fur et à mesure qu'elle progresse... Si le réduit des troupes combattantes est le centre de la France, si l'on renonce à défendre à tout prix Paris, si l'on soutient que le salut de la nation est dans l'armée et non dans l'objectif territorial, la menace des troupes devient moindre. *La persistance de l'offensive française en Lorraine devient dans ces conditions très importante.* » « La persistance de l'offensive française en Lorraine » a été, en effet, un des élémens essentiels du succès pour la France, et l'un des gages les plus certains de la victoire. La « trouée de Charmes » et le « Grand-Couronné » préparent « la Marne » et « Verdun. »

Les Allemands ont fait le possible et l'impossible pour cacher le premier grand événement de la guerre et ses conséquences. Nous avons, en revanche, le plus grand intérêt à faire connaître la vérité, qui est toute à l'honneur de nos soldats et de notre commandement. Et c'est pourquoi j'ai cru devoir mettre en lumière d'une façon complète, pour la première fois, sur des données certaines, la victoire trop méconnue de la Trouée de Charmes.

GABRIEL HANOTAUX.

(1) *La Guerre des Nations*, p. 57.

L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE

ET

LE PRINCE EUGÈNE

1804-1814

D'APRÈS LEUR CORRESPONDANCE INÉDITE (1)

II (2)

L'APOGÉE

A la fin, le 14 frimaire (5 décembre), l'Impératrice arrive à Munich, et ce sont encore des soldats, des courtisans, des arcs de triomphe, des opéras, des fêtes et le reste. Joséphine n'écrit à personne, pas même à l'Empereur. Le 19 (10 décembre), il lui écrit, de Brunn : « Il y a fort longtemps que je n'ai reçu de tes nouvelles. Les belles fêtes de Bade, de Stuttgart, de Munich, font-elles oublier les pauvres soldats qui vivent couverts de boue, de pluie et de sang ? » Et le 28 (19 décembre), de Schoenbrünn : « Grande Impératrice, pas une lettre de vous depuis votre départ de Strasbourg ! Vous avez passé à Bade, à Stuttgart, à Munich, sans nous écrire un mot ; cela n'est pas bien aimable ni bien tendre... »

C'est que, en même temps que les fêtes, Joséphine a de

(1) *Copyright by* Frédéric Masson, 1916.
(2) Voyez la *Revue* du 15 octobre.

plus sérieuses préoccupations. Si Napoléon considère le mariage d'Eugène avec la fille de l'Électeur, passé roi par le traité de Presbourg, comme « définitivement arrangé, » il y manque le consentement de la principale intéressée, la princesse Auguste, et de sa belle-mère, née princesse de Bade. La princesse Auguste (1), après une magnifique défense, se rend le 28 décembre (6 nivôse). Encore pose-t-elle ses conditions et exige-t-elle de Napoléon la promesse formelle du trône d'Italie.

A ce moment seulement, Joséphine écrit à son fils, sans lui dire quoi que ce soit des résistances qu'elle a rencontrées, de la campagne diplomatique, et même un peu militaire, qu'elle a menée, faisant intervenir opportunément et à deux reprises (30 frimaire et 4 nivôse) l'Empereur lui-même. Ce n'est qu'après la victoire qu'elle envoie à Eugène ce bulletin :

Munich, le 7 nivôse (XIV), 28 décembre 1805.

« Il y a quelque temps que je ne t'ai écrit, mon cher Eugène, parce que je désirais toujours pouvoir t'annoncer la nouvelle de ton mariage avec la princesse Auguste. Il est enfin décidé, et l'Empereur, en s'occupant de fixer ton sort d'une manière aussi avantageuse, nous donne personnellement à tous deux une nouvelle preuve de son attachement. Je ne saurais te dire trop de bien de la jeune personne. Son extérieur est agréable ; elle peut même passer pour une belle personne, mais je m'attache bien moins à ces qualités extérieures qu'à celles de son esprit et de son cœur, puisque de ces dernières dépend ton bonheur. Tu sais, mon ami, si le cœur de ta mère s'occupe de ce soin ; mais, de ce côté, je pense, tu n'auras rien à désirer. Je vais donc te voir, mon bon Eugène. Cette époque en sera une dans ma vie que je n'oublierai jamais, et si l'avenir m'offre quelques peines par la suite, le souvenir du bonheur que j'aurai éprouvé par notre réunion m'aidera à tout supporter. Adieu, mon cher fils, crois à ma tendresse, comme il m'est doux de me rappeler celle dont tu m'as donné tant de preuves. Je t'embrasse du meilleur de mon cœur. »

Eugène pourtant attendait des nouvelles depuis près de deux mois. Et certes ces nouvelles lui importaient. Outre l'affec-

(1) Voir *Napoléon et sa famille*, III, 170 et suiv.

tion très tendre qu'il avait pour sa mère, tout son avenir était en jeu. Il s'était déterminé à expédier un courrier; et ce courrier était revenu sans une lettre de l'Impératrice, mais avec une lettre de l'inspecteur des postes attaché à son voyage. Eugène écrit alors à sa mère, cette lettre, la seule dont on ait retrouvé une copie dans ses papiers. Le cas en effet peut bien passer pour unique.

« Le retour de mon courrier m'a donné bien du chagrin et j'aime trop tendrement ma bonne mère pour le lui cacher un seul moment. J'étais déjà bien affligé de n'avoir pas reçu depuis six semaines de ses nouvelles. N'est-il pas cruel, quand on adore sa mère, de rester un aussi long espace de temps sans un mot d'elle, sans même un mot de sa part? J'ai donc appris par les gazettes de Paris son départ de Strasbourg, son passage à Stuttgart et finalement son arrivée à Munich. Mille bruits divers sont venus frapper mon oreille : je n'en ai cru aucun, m'en rapportant entièrement sur le cœur et la tendresse de ma mère. Pourquoi faut-il que mon espoir ait été trompé? Aujourd'hui donc arrive mon courrier en retour; il avait été dépêché 1° pour annoncer à ma bonne mère la profusion des bontés de l'Empereur à mon égard; 2° pour porter à ses pieds les hommages dus à sa mère au premier jour de l'année, hommages de sentimens que je suis heureux de lui répéter et que je sens bien vivement. Eh bien! le courrier m'apporte la nouvelle officielle de mon mariage, et cette nouvelle m'est annoncée *officiellement* par un inspecteur des postes. Pas un mot des dix mille personnes qui sont auprès d'elle et qui eussent rempli avec intérêt cette commission. Je ne suis pas chagrin pour l'inconvenance; elle ne peut être et n'est que bien involontaire chez ma bonne mère; mais à quoi je ne puis penser sans la plus vive douleur, c'est que je suis privé depuis sept semaines de nouvelles de l'Impératrice. Il faut tout mon attachement pour son auguste personne pour pardonner son oubli. Que les plaintes seulement soient permises au plus tendre comme au plus respectueux des fils. »

ANNEXE

L'inspecteur des Postes au prince Eugène.

Munich, le 30 décembre 1805.

MONSEIGNEUR,

« Sa Majesté l'Impératrice me charge d'écrire une seconde fois à Votre Altesse pour lui accuser réception de sa dépêche et pour lui confirmer le contenu de ma première par laquelle Sa Majesté m'avait ordonné de lui annoncer son mariage avec la princesse Auguste de Bavière.

« Sa Majesté me charge de dire à Votre Altesse qu'elle se porte bien et qu'elle est très impatiente d'avoir l'honneur de la voir.

« Je me trouve très heureux et très honoré de pouvoir, une seconde fois, prier Votre Altesse d'agréer l'hommage du dévouement sans bornes et du profond respect avec lequel je suis, de Votre Altesse Sérénissime, le très humble et très obéissant serviteur.

« BOULENGER. »

Cependant, le 10 nivôse (31 décembre), l'Empereur est arrivé à Munich; il entend qu'on obéisse et rapidement. Le roi de Bavière a ceint une couronne trop nouvellement fondue pour qu'il ne tremble pas de la perdre. La princesse, après un long entretien avec l'Empereur, croit avoir gagné au moins un trône et elle cède. Napoléon écrit à Eugène : « Mon cousin..., j'ai arrangé votre mariage avec la princesse Auguste... Elle est très jolie : vous trouverez ci-joint son portrait sur une tasse, mais elle est beaucoup mieux... »

De son côté, Napoléon croit avoir tout emporté : il se trompe, et, à présent, sur les termes du contrat, la résistance continue; il s'en tire avec des promesses qu'il n'écrit ni ne signe et qu'il ne tiendra pas. Le 10 janvier 1806, Eugène, qui a fait diligence, arrive; il a trois jours pour faire connaissance avec sa fiancée : le 13, mariage civil; le 14, mariage religieux. Ainsi s'accomplit le dessein que Napoléon a formé depuis le 12 juillet 1804 (23 messidor an XII, lettre à Otto). On entre ensuite dans les réjouissances de cour, où M. Rémusat, premier chambellan, faisant fonction de grand maître des cérémo-

nies, s'évertue à flatter un goût de pompe niaise qui se développe de plus en plus chez Napoléon.

Le 16, le vice-roi part avec sa jeune femme pour Vérone ; le 17, l'Empereur et l'Impératrice prennent la route de Paris, où ils arrivent dans la nuit du 26 au 27. C'est seulement quinze jours plus tard que Joséphine écrit à son fils.

Paris, ce 13 février.

« J'attends avec bien de l'impatience de tes nouvelles, mon cher Eugène ; il n'y avait qu'une lettre de toi et la certitude que tu étais arrivé à Vérone en bonne santé qui pût diminuer un peu le regret que j'ai eu de me séparer de toi à Munich. Après des momens de réunion si courts, au moins le peu de jours que nous y avons passés ensemble ont-ils été marqués par une époque qui, je l'espère, influera sur ta vie. J'ai appris avec peine, à mon arrivée ici, qu'on avait été beaucoup plus loin qu'il ne convenait pour les dépenses relatives à ta maison. Elles montent à quinze cent mille livres, sans qu'elle soit encore finie. Lorsque l'Empereur l'a su, il était très mécontent, a montré de l'humeur. Tu dois croire que je n'ai rien négligé pour diminuer l'impression que cela faisait sur lui, et je suis bien certaine de n'avoir dit que la vérité en l'assurant que cela était très éloigné de tes intentions ; qu'étant absent depuis deux ans, tu n'avais pu veiller toi-même à cet objet et que tu avais été obligé de t'en rapporter à ceux que tu en avais chargés ; mais que tu serais certainement très mécontent en apprenant qu'on avait outrepassé tes ordres. Je ne t'ai pas écrit plus tôt, mon cher fils, attendu que, depuis mon retour, j'ai mené la vie la plus fatigante possible : jamais un moment à moi, me couchant fort tard et me levant de bonne heure. L'Empereur, qui est très fort, supporte très bien cette vie active ; mais ma santé à moi en souffre un peu. Ta sœur m'a fait bien de la peine à mon arrivée. Elle était d'une maigreur qui, toutes les fois que je la regardais, m'arrachait des larmes. Elle m'a dit que c'était le chagrin qu'elle avait éprouvé de n'avoir pu assister à ton mariage qui l'avait mise dans cet état ; maintenant elle se porte beaucoup mieux.

« Je ne veux pas finir ma lettre sans t'apprendre une nouvelle qui te fera sans doute plaisir, mais tu dois encore l'ignorer jusqu'à ce que l'Empereur t'en fasse part : c'est le mariage de

la petite Beauharnais avec le Prince électoral de Bade. La demande en a été faite hier par des ambassadeurs. L'Empereur la reconnaît comme sa fille et la déclare princesse. Le mariage se fera, à ce qu'on dit, le 15 du mois prochain. J'ai arrêté pour ta femme une bonne femme de chambre, un valet de chambre coiffeur très bon sujet. Duplan m'en a répondu. La corbeille et toutes les modes sont superbes. Tous ces objets partiront à la fin de la semaine prochaine. Adieu, mon cher Eugène, je pense avec plaisir que nous ne serons pas très longtemps sans nous revoir encore. J'en aurai beaucoup à me réunir à toi et à ma belle-fille, au mois de mai, et les momens que nous passerons ensemble me paraîtront toujours trop courts. Je t'embrasse, mon ami, de toute la tendresse de mon cœur; mande-moi, mon Eugène, si tu es heureux; tu mérites tant de l'être! »

Eugène avait chargé de meubler sa maison, et de la mettre au dernier goût, Calmelet, qui avait été de tout temps l'ami plus que l'homme d'affaires de sa mère, au point qu'il avait été son témoin lors de son mariage avec Bonaparte. Elle lui avait, ainsi que Mme Renaudin, sa tante, des obligations de tous les genres. Calmelet, que Joséphine avait fait nommer secrétaire général du Conseil des Prises, le 19 germinal an VIII, puis administrateur général du Mobilier de la Couronne, le 13 brumaire an XIII, s'était déchargé sur Bataille, architecte et tapissier, du soin de meubler l'hôtel; l'Empereur, à son arrivée, réclama un compte, qui passa un million. Aussitôt lettre à Fouché (31 janvier 1806), lui ordonnant qu'il surveillât Calmelet, qu'il fît connaître le bruit public sur son compte, qu'il sût où étaient ses papiers et le véritable état de ses affaires, afin que, si ses soupçons se confirmaient, il en fût fait un bon et sévère exemple. Lettre à Eugène (3 février) : « Vous avez très mal arrangé vos affaires à Paris. On me présente un compte de 1 500 000 francs pour votre maison. Cette somme est énorme. M. Calmelet, Bataille et ce petit intendant que vous avez nommé sont des fripons. » Eugène a le courage de tenir tête : « Je dois à la vérité, écrit-il le 12 février, de dire à Votre Majesté que, quant à mes affaires particulières, MM. Calmelet, Soulange, ainsi que mon architecte, ne sont pas coupables. Il y a fort longtemps que je les connais, et l'intérêt qu'ils ont montré à ma famille dans des

temps moins heureux me donne la hardiesse de les recommander à Votre Majesté. » Joséphine, qui devait tant à Calmelet, ne tenta rien pour le défendre (1).

La jeune Stéphanie de Beauharnais qui allait épouser le prince électoral de Bade, était la fille de Claude de Beauharnais, comte des Roches-Baritaud, oncle d'Alexandre de Beauharnais, et de Claudine-Françoise-Gabrielle-Adrienne de Lezay-Marnésia; après d'étonnantes aventures, elle avait été recueillie par Joséphine et par le Premier Consul, qui avaient fait compléter son éducation chez Mme Campan.

Les fournitures pour la corbeille de S. A. I. la vice-reine d'Italie montaient à 202 967 fr. 60, dont entre autres 81 889 francs pour Leroy (modes et robes) et 21 278 fr. 60 pour Lolive de Beuvry (lingerie). Les 202 967 fr. 60 furent, par l'Empereur, réduits à 100 000 francs.

Sans que l'affection de Joséphine pour son fils en soit augmentée, l'activité de la correspondance s'accroît à présent du désir qu'elle a de se rendre agréable à sa belle-fille et à son fils, peut-être pour que celui-ci ne perde pas de vue le parallèle. Quant à l'Empereur, il n'est point d'attention qu'il ne témoigne à la princesse Auguste, et, en même temps qu'à Eugène, dans ses dépêches officielles, il adresse *des grondes*, il envoie son portrait à la princesse et il charge Joséphine de faire parvenir à son fils le plus beau présent qu'il lui puisse offrir.

Paris, le 25 février (1806).

« Mon cher Eugène, je fais partir la corbeille (2). Comme elle est trop grande pour le fourgon, elle ira par la diligence. Quant aux objets qui la composent, c'est le fourgon que j'ai fait faire pour ta femme qui les transportera. Ils ont été vus de tout Paris et trouvés très beaux. Je désire qu'ils ne soient pas moins agréables à ta femme. Je fais accompagner le fourgon par un valet de chambre coiffeur dont on m'a répondu. C'est un très bon sujet et qui coiffe très bien. L'Empereur trouve aussi

(1) Calmelet, destitué comme administrateur du Mobilier de la Couronne, le 4 février 1806, n'en garda pas moins jusqu'à sa mort la confiance justifiée d'Eugène.

(2) Ce qu'on appelait le « sultan, » l'espèce de panier très décoré dans lequel devaient être présentés les objets de la corbeille.

qu'il est indispensable pour elle d'avoir un valet de chambre coiffeur. J'ai lu avec bien du plaisir dans les journaux le récit des fêtes que l'on vous a données à Venise. Je suis bien sûre qu'on y aura trouvé ta femme aussi belle qu'elle est aimable et bonne. Je sais que plusieurs personnes à Paris ont reçu des lettres qui renferment tout ce que je viens de te dire et qui en font le plus grand éloge. Cela me rend bien heureuse. Adieu, mon cher fils, mon bon Eugène. Ta mère t'aime avec tendresse.

« JOSÉPHINE. »

Paris, le 25 février (1806).

« Sois bien sûre, mon cher Eugène, que je ne cesse de m'occuper de toi. Tu en trouveras la preuve dans le précieux envoi que je charge Lavallette de te faire parvenir : c'est le sabre que portait l'Empereur à la bataille de Marengo (1). Il est consacré par une grande victoire et je désire qu'en servant ton courage, il paraisse un jour n'avoir pas changé de main. L'Empereur a mis dans ce présent une grâce charmante. Comme ce sabre est très beau, j'en cherchais un plus modeste, mais l'Empereur a bien voulu me dire qu'il n'y avait rien de trop beau pour son fils; je suis sûre au moins qu'il n'y a pas de trésor au monde qui pût flatter ton cœur autant que celui-là, car c'est le don de la gloire et de l'amitié. Adieu, mon cher fils, je t'embrasse tendrement.

« JOSÉPHINE. »

Un long mois se passe. On annonce de Munich la grossesse d'Auguste, nouvelle sans doute prématurée (*Journal de l'Empire* du 12 mai), mais dont Eugène a fait part à sa mère, ce qui lui donne tous les airs d'authenticité. Sur la crainte que la princesse fût fatiguée, il ne l'a point menée à Venise, où l'on célèbre la réunion des États de Saint-Marc au royaume d'Italie. Ce sera le 9 juillet seulement que, de Monza, il écrira à « sa bonne mère : » « Il est enfin décidé qu'Auguste est enceinte; toutes les preuves en ont eu lieu... Je dois un peu ce bonheur à une

(1) Ce sabre fait partie, sous le n° 10, de la collection appartenant au duc Georges de Leuchtenberg. Il n'est point inutile d'indiquer que le prince Napoléon croyait tenir de son père, le roi Jérôme, le sabre que le Premier Consul aurait porté à Marengo et qui aurait été donné par celui-ci à son jeune frère pour diminuer ses regrets de n'avoir point participé à la campagne. Ce sabre est la propriété du prince Louis Napoléon.

absence de dix jours que j'ai faite. J'ai beaucoup de plaisir à t'apprendre cette nouvelle parce que je suis certain du bonheur que tu éprouveras à avoir un petit enfant de plus. » Auguste, par une lettre du 23 juillet, confirme « la certitude qu'elle a d'être grosse. » Elle accouche, le 14 mars 1807, à Milan, d'une fille appelée Joséphine, sur un ordre de l'Empereur, en date d'Osterode le 27 mars. Cette fille, Joséphine-Maximilienne-Eugénie-Napoléone, créée princesse de Bologne le 29 décembre 1807, duchesse de Galliera, épousa en 1823 Oscar Ier, roi de Suède et de Norvège, fils de Bernadotte, et mourut le 7 juin 1870.

S. d. (14 avril 1806).

« Le plaisir que j'avais éprouvé, mon cher Eugène, en apprenant les nouvelles de la grossesse de ta femme vient d'être troublé par les inquiétudes que tu parais avoir sur sa santé. Tu ne saurais l'engager à prendre trop de ménagemens. Rassure-la surtout sur les motifs qui paraissent l'affecter au sujet du décret rendu par l'Empereur (1). Dis-lui que ses craintes ne sont pas fondées par la raison qu'il ne concerne que les enfans qui, par succession, peuvent de droit monter sur le trône de France. Sois persuadé, mon ami, que la mélancolie qui la domine momentanément tient à son état et ne doit pas t'affliger. Cependant, comme elle pourrait prolonger ses souffrances, tu dois chercher par tous les moyens possibles à l'en distraire. Ne te livre pas tant à l'étude, aux affaires ; cherche les moyens de la dissiper. Son bonheur étant le premier vœu de ton cœur, c'est assurer en même temps le tien que de t'occuper du soin de la rendre heureuse, et je m'en repose sur toi. Nous avons été à Grignon (2), chez le maréchal Bessières, pour amuser aussi nos jeunes mariés. Ils paraissent fort contens l'un de l'autre et je remarque que le prince de Bade s'occupe de sa femme, la soigne, et j'espère que ce mariage sera heureux. Nous avons passé la soirée à jouer à de petits jeux. L'Empereur a bien voulu se joindre à nous et nous arrivons tous à Saint-Cloud gais et bien portans. Je voudrais, mon bon Eugène, que tu m'en donnes d'aussi

(1) Les dispositions du Statut impérial du 30 mars 1806 réglant l'état civil et la discipline de la Famille impériale.

(2) Pour le voyage à Grignon, voir la Lettre de l'Empereur de même date. (*Corr.*, n° 10 099.)

bonnes nouvelles, car il faut que tout ce que j'aime soit tranquille et satisfait pour que je puisse me dire heureuse et l'être. Donne-moi promptement de tes nouvelles, de celles de ta femme et reçois, ainsi qu'elle, mille et mille tendresses.

« JOSÉPHINE. »

Des jours ont passé, les plus remplis qu'on puisse vivre. La Confédération du Rhin a été instituée, le royaume de Naples, le royaume de Hollande ont reçu des souverains napoléoniens. Les fêtes ont succédé aux fêtes, les voyages aux voyages. Il faut assurément le départ de M. d'Aubusson pour que Joséphine se détermine à écrire. M. d'Aubusson fut des premiers qui sollicitèrent de lui appartenir. Pierre-Raymond-Hector d'Aubusson de la Feuillade, ci-devant comte de la Feuillade et vicomte d'Aubusson, avait été cadet à l'École militaire en 1779, et était, lors de la Révolution, lieutenant-colonel, aide de camp du maréchal de Mailly ; à son retour d'émigration, il se rapprocha, et, aussitôt après l'Empire, fut chambellan de l'Impératrice à 12 000 francs, sans compter les gratifications. En juillet, il avait été nommé ministre près la reine d'Étrurie.

Saint-Cloud, ce 30 août (1806).

« Mon cher Eugène, il y a longtemps que je voulais t'écrire, ainsi qu'à Auguste; mais les occupations se succèdent si rapidement que j'arrive à la fin de chaque journée sans avoir fait ce que je désirais le plus. Il m'a fallu aussi bien du temps pour me remettre de l'impression que m'avait causée le départ de ta sœur (1). J'ai senti de nouveau tout le chagrin que j'avais éprouvé en me séparant de toi, et j'étais trop émue et trop souffrante pour écrire. Je m'empresse aujourd'hui de profiter du départ de M. d'Aubusson La Feuillade, mon chambellan, qui se rend à Florence. Je te demande pour lui l'accueil le plus favorable : il te donnera des nouvelles de l'Empereur et des miennes et il pourra te dire aussi combien je m'occupe de mon bon et excellent Eugène. Adieu, mon cher fils, je t'embrasse aussi tendrement que je t'aime. »

« JOSÉPHINE. »

(1) Partant pour prendre possession du trône de Hollande.

Un long temps s'écoule et quel temps ! Partie de Saint-Cloud avec l'Empereur, le 25 septembre, à quatre heures et demie du matin, Joséphine arrive le matin du 28 à Mayence où elle doit passer quatre longs mois. Il ne se trouve point de lettres où elle raconte la marche triomphale : Iéna, Auerstaedt, Potsdam, Berlin, Posen, Varsovie. Aucune allusion. En revanche, elle est toute à la layette destinée à l'enfant qu'attend Auguste, au drap de dentelles qu'elle lui donnera pour ses étrennes, à la garde, Mme Frangeau, qu'elle a envoyée de Paris et qui a accouché Hortense. Elle a près d'elle la reine de Hollande, avec son fils aîné, le petit Napoléon, et Stéphanie de Bade. Mais il faudrait qu'elle pût rejoindre Napoléon qui s'éloigne de plus en plus et qui bientôt aura d'autres pensées en tête.

Mayence, ce 7 janvier (1807).

« J'ai reçu, mon cher Eugène, ta lettre. Elle m'a fait grand plaisir. Je commençais à être inquiète de ton silence. Je regrette bien souvent de ne pouvoir t'écrire autant que je le désirerais, mais tu ne peux me faire de plus grand plaisir que de me donner de tes nouvelles et de celles d'Auguste. Je suis charmée qu'elle ait été contente de la layette. Elle recevra incessamment, pour ses étrennes, un drap de lit de dentelles qu'on dit être de la plus grande beauté. Je désire qu'elle le reçoive avec autant de plaisir que j'en ai à le lui envoyer. Je n'ai pas eu de courrier de l'armée depuis la dernière lettre que je t'ai fait passer. J'attends les nouvelles avec beaucoup d'impatience. J'espère en recevoir aujourd'hui, je te les enverrai. Je suis tranquille de savoir Mme Frangeau auprès de ta femme. Il me tarde d'apprendre qu'il y a dans le monde un nouveau-né. Je l'attends sans inquiétude, mais avec de grande dispositions à le bien aimer. Adieu, mon cher fils, je t'aime et t'embrasse tendrement.

« JOSÉPHINE.

« Mille choses tendres et aimables à ta femme. J'ai le bonheur d'avoir toujours avec moi la reine de Hollande. Elle seule me fait supporter la longue absence de l'Empereur. Napoléon est charmant. »

Mayence, ce 10 janvier (1807).

« J'ai reçu ta lettre du 4, mon cher Eugène, au moment où j'en recevais une de l'Empereur en date du 29 (1). Il venait d'avoir encore contre les Russes de nouveaux succès et leur avait pris 80 pièces de canon, tous leurs bagages et dix mille prisonniers. Il me mande qu'il compte retourner à Varsovie dans deux jours et qu'il m'écrira de cette ville. Il a pris ses quartiers d'hiver. Je n'ai pas reçu la lettre que tu avais remise pour moi à la députation italienne, mais je t'engage à écrire le plus promptement possible à l'Empereur pour lui demander de nommer ton enfant et pour désigner des personnes qui le tiendront avec lui. Je suis enchantée du camée que tu m'as envoyé. C'est le plus joli présent que ta femme pût me faire et je serai heureuse quand je pourrai avoir de même la ressemblance du nouveau-né ou à naître. Adieu, mon cher Eugène, je t'embrasse ainsi qu'Auguste bien tendrement.

« Joséphine. »

A diverses reprises, l'Empereur a donné ordre que Joséphine retournât à Paris, qu'avec toute sa cour elle allât au spectacle, reçût et donnât des fêtes ; comme il n'a plus l'intention de l'appeler en Pologne, mieux vaut qu'elle parte. L'Impératrice, quittant Mayence le 26 janvier à huit heures du matin, arrive le 31 au soir à Paris, où elle est saluée par le canon et accueillie avec des honneurs qu'elle n'a jamais reçus et qu'elle ne recevra plus. Il s'agit de rassurer Paris et de lui rendre la vie.

L'Empereur quitte Varsovie le 29 et rouvre la campagne : le dimanche 8, il livrera cette bataille d'Eylau que seule son obstination lui fait attribuer, mais où il ne gagne guère que le terrain couvert de cadavres français, presque autant que de cadavres russes. Le combat dont parle d'abord Joséphine est-il celui de Bergfriede, livré, le 3, par Soult à Benningsen ou celui d'Allenstein que l'Empereur livre lui même, le 4 ?

Paris, ce 21 février (1807).

« Je profite, mon cher Eugène, du départ de M. de la Greca pour te donner de mes nouvelles. J'ai souffert beaucoup hier

(1) De Golymin.

de ma migraine, mais je suis mieux aujourd'hui. La santé de l'Empereur est très bonne, malgré la fatigue qu'il se donne. Il vient de rouvrir la campagne par de nouveaux succès, comme tu l'auras vu par les copies que je t'ai fait envoyer hier. J'attends avec impatience des nouvelles de ta femme et de mon nouvel enfant. Je regrette bien, mon cher Eugène, de ne pouvoir être auprès d'elle et de toi dans un moment aussi intéressant, mais je te recommande d'avoir du courage. Les soins de Mme Frangeau et son expérience doivent te rassurer, il faut que ta femme suive exactement tous ses avis. Je t'engage aussi de nouveau à écrire à l'Empereur pour lui témoigner combien tu serais heureux qu'il voulût bien donner son nom à ton enfant ou qu'il te fasse connaître ses intentions. Adieu, mon cher fils, j'embrasse ma chère Auguste, et je l'aime tendrement.

« JOSÉPHINE. »

Voici la lettre par laquelle elle annonce la bataille d'Eylau. L'écuyer Corbineau, qui y fut tué en portant un ordre de l'Empereur, était l'aîné de ces trois frères, également héroïques, qui furent particulièrement distingués par Napoléon. Ils étaient fils d'un inspecteur général des haras, et l'on peut croire que ce fut le général d'Harville, si lié avec Joséphine, qui introduisit près d'elle son filleul et ancien aide de camp. Claude-Louis-Constant-Esprit-Juvénal-Gabriel. Quant à Dahlmann, fils de soldat, enfant de troupe de Dauphin-Cavalerie, il était entré en messidor an IV dans les guides de Bonaparte où il avait été promu sous-lieutenant en l'an V et où il avait fait tous les grades jusqu'à celui de général. De là avec Eugène, jusqu'au départ de celui-ci pour l'Italie, une habitude de chaque instant.

Paris, ce 25 février (1807).

« Un officier que tu connais et qui va être employé près de toi, me procure l'occasion de t'écrire, mon cher Eugène. J'en profite avec bien du plaisir. Il me tarde d'apprendre que ma chère fille est accouchée. Cette bonne nouvelle ne peut m'arriver trop tôt et je compte que tu m'enverras un courrier. Recommande-lui de faire diligence. Je connais tes craintes, moi je n'en ai aucune, et je suis sûre que tout ira comme je le désire. Tu auras appris par les journaux la nouvelle victoire de l'Empereur; comme il n'est arrivé qu'un exemplaire du bulletin pour

le *Moniteur*, je n'ai pu t'en envoyer copie. J'ai été bien affectée de la mort de tant de braves et surtout de celle du général Corbineau, un de mes écuyers; je suis sûre que tu regretteras aussi le générsl Dahlmann, commandant tes chasseurs. Tout cela est bien triste, et ce qu'il y a de plus affreux, c'est la manière dont l'Empereur s'est exposé. Dès lettres particulières disent que les boulets tombaient à ses côtés. Pense que toute l'armée russe était là et que l'Empereur avait sept divisions qui étaient à deux journées en arrière. Adieu, mon cher Eugène, ma santé est assez bonne, mais mon cœur est bien triste de la longue absence de l'Empereur. Ne te sépare jamais d'Auguste, cela fait trop de mal. Dis mille choses aimables à ma chère fille. Je t'aime et je t'embrasse tendrement.

« JOSÉPHINE. »

Les questions de cérémonial ont pris, ainsi qu'on a vu, même de fils à mère, une importance considérable, mais combien plus si l'on est en public.

On sait que le 3 germinal an XIII (24 mars 1805), à trois heures de l'après-midi, le Pape avait baptisé en grande pompe à Saint-Cloud le prince Louis-Napoléon, second fils du prince Louis et de la princesse Hortense (1). On avait ici raffiné sur le cérémonial et l'on avait mis en jeu l'étiquette des Bourbons tout entière. C'est ce cérémonial que Joséphine envoie à Eugène pour qu'il soit observé à Milan, lorsque l'enfant si fort attendu sera né et pourvu qu'il soit un garçon.

Paris, ce 12 mars (1807).

« Je t'envoie, mon cher Eugène, le procès-verbal de la cérémonie du baptême du fils cadet de la reine de Hollande. Comme celui de ton enfant ne sera peut-être pas célébré par le Pape, il y aura quelque différence, mais peu embarrassante parce qu'elle tiendra aux usages de l'Église, que les cardinaux doivent connaître. Au reste, mon avis est que tu ne fasses pas baptiser ton enfant avant d'avoir reçu les intentions de l'Empereur; tu pourras le faire ondoyer. J'attends avec impatience le courrier qui m'apprendra sa naissance. Je reçois des lettres de l'Empereur; sa santé est toujours bonne, mais je suis bien triste

(1) Cf. *Napoléon et sa famille*, III, 77.

de son absence et, si elle se prolonge, je n'aurai plus de courage pour le supporter. Je compte sur les heureuses nouvelles de Milan pour me donner un peu de bonheur. Embrasse bien tendrement pour moi ta femme et aime toujours, mon cher fils, la plus tendre des mères.

« JOSÉPHINE. »

Enfin, Auguste accouche le 14 mars 1807, avec sept ou huit mois de retard. Et, aussitôt la nouvelle reçue de l'envoyé spécial, M. Charles Bentivoglio, chambellan de S. M. l'impératrice reine d'Italie, chevalier de la Couronne de Fer, grand cordon du Lion de Bavière, l'Impératrice écrit :

Paris, le 21 mars (1807).

« Je te félicite de tout mon cœur, mon cher Eugène. Je suis enchantée d'avoir une petite-fille. Cette heureuse nouvelle m'a été apportée hier par M. Bentivoglio. J'en avais besoin, car, depuis quelques jours, j'étais un peu indisposée. Je sais que ma chère Auguste a beaucoup souffert et je devine combien chaque instant t'aura paru pénible, mais, à présent, il ne faut plus que de la prudence et je lui écris pour lui recommander de suivre scrupuleusement les avis de Mme Frangeau. Je viens de recevoir une lettre de l'Empereur en date du 10. Sa santé est parfaite et ses affaires vont très bien. Je lui ai écrit hier et l'ai prié de te faire connaître ses intentions pour le baptême de ton enfant. Je t'engage à ne rien faire avant d'avoir reçu sa décision. Sois tranquille sur ce que tu me mandes au sujet de M. Bentivoglio. Adieu, mon cher Eugène, tu sais avec quelle tendresse je t'aime et t'embrasse.

« JOSÉPHINE. »

Selon l'habitude qu'elle a prise, Joséphine vient passer les derniers jours de mars à Malmaison où les princesses Caroline et Pauline imaginent de lui donner une fête dont le principal intérêt est une pièce : *L'Impromptu de Neuilly* (1) à laquelle Joséphine fait allusion dans sa lettre du 2 avril.

(1) Voyez ma conférence, *Journal de l'Université des Annales*. Année 1913-1914, t. II, n° 24.

Malmaison, ce 26 mars (1807).

« Tu es bien aimable, mon cher Eugène, de m'avoir envoyé des cheveux de ta fille. C'est un présent charmant et que je ne me lasse pas de regarder. Ils ont déjà la couleur de ceux de sa mère. C'est un présage qu'elle sera jolie et belle comme elle. J'ai retardé un peu le départ de M. Bentivoglio pour avoir le temps de faire achever mon portrait que je voudrais lui donner sur une boîte; mais je compte qu'il pourra bientôt retourner auprès de toi. Embrasse ma chère Auguste et continue à me donner de ses nouvelles. J'ai reçu deux lettres de l'Empereur du 13 et du 14. Sa santé et ses affaires vont très bien. Adieu, mon cher fils, donne à ta fille un baiser pour moi. Quelle que soit ta tendresse pour elle, tu ne pourras pas l'embrasser plus tendrement que je t'embrasse.

« JOSÉPHINE. »

Paris, ce 2 avril (1807).

« Tu ne pouvais me faire un plus grand plaisir, mon cher Eugène, que de me donner souvent des nouvelles de ta femme. J'avais raison de te dire que tout irait bien. Sa santé est aussi bonne que je l'avais espéré et la charmante lettre qu'elle vient de m'écrire m'en donne une preuve bien agréable, mais recommande-lui de se bien couvrir et de ne pas s'exposer trop tôt au grand air. M. Bentivoglio que j'avais retenu jusqu'à ce moment part demain matin : j'ai eu beaucoup de plaisir à le voir. Je le charge d'un joli cadeau que je fais à Auguste pour m'avoir donné une belle petite-fille. Je reçois souvent des lettres de l'Empereur : la dernière est du 20. Il continue à être content de sa santé et de ses affaires. Le jour de Sainte-Joséphine a été célébré à Malmaison par les princesses Pauline et Caroline qui ont joué chacune un rôle dans deux pièces très flatteuses pour moi. Elles avaient fait faire les pièces pour ma fête. Adieu, mon cher Eugène, je suis bien triste de me trouver seule et séparée de tous les objets de mes affections. Aussi ai-je bien souvent des accès de mélancolie dont je ne puis me défendre. Adieu encore, mon cher Eugène, tu connais toute ma tendresse pour toi.

« JOSÉPHINE.

« Embrasse pour moi ta fille. »

Paris, le 27 avril (1807).

« J'ai reçu ta lettre, mon cher Eugène. Je vois avec plaisir que tu es de retour et que ta femme et ma petite-fille se portent bien. Je vais m'occuper de la procuration que tu me demandes (1). Comme elle doit être faite par le ministre secrétaire d'État, il est impossible qu'elle puisse m'être envoyée de Pologne pour le mois de mai. D'ailleurs, je pense que l'Empereur t'ayant demandé de l'instruire comment tu as tout arrangé pour le baptême, tu ne peux pas ne pas le prier de nommer ton enfant, de t'en rapporter à lui pour tout le monde. Tu sauras qu'il est d'usage que les enfans des princes aient plusieurs parrains et marraines. Tu pourrais demander à l'Empereur de permettre qu'à son refus le roi de Bavière le remplaçât. Je compte aller incessamment à Saint-Cloud. J'en ai besoin pour ma santé. J'ai souffert ces jours-ci de la migraine, ce que j'attribue au printemps, ou plutôt au chagrin d'être toujours séparée des personnes que j'aime. J'ai reçu aujourd'hui du 18 avril une lettre de l'Empereur. Sa santé est toujours bonne, mais il ne me parle pas de son retour. Je souhaite pour ta femme qu'elle ne soit jamais longtemps séparée de toi. Je t'embrasse tendrement ainsi que ma petite-fille que j'aimerai comme j'aime mon Eugène.

« JOSÉPHINE. »

Le 5 mai 1807, Napoléon-Charles, l'enfant sur qui l'Empereur avait placé jusque là toutes les espérances de son hérédité, meurt à la Haye. Dès les premières nouvelles de la maladie, Joséphine eût voulu courir près de sa fille. Sur la demande de celle-ci, elle a envoyé en Hollande Corvisart, qui seul a sa confiance. Mais Corvisart est arrivé trop tard. Il écrit à l'Impératrice le 8 mai cette étrange lettre (2) :

« Madame, la diligence la plus grande que j'aie pu faire n'a pas suffi à mon zèle : j'ai appris en route le sort funeste du jeune prince.

« J'ai poursuivi ma route avec activité pour apporter, autant qu'il est en moi, des consolations au Roi et à la Reine.

« Par le compte qui m'a été rendu, j'ai lieu de croire que le

(1) Pour le baptême.
(2) Coll. part.

prince Napoléon a succombé à une maladie vive et au-dessus des efforts de l'art : cette vérité doit adoucir les regrets même des auteurs de ses jours.

« La Reine, d'auprès de laquelle je sors, m'a vu avec un saisissement que j'avais prévu, mais qui a bientôt fait place au calme, à la confiance qui le suit et qui m'a permis de lui parler le langage de la raison qu'elle connaît si bien et qu'elle a bien entendu aussi. Sa position morale est douloureuse, mais elle s'adoucira ; quant à la santé, il n'y a rien à craindre pour elle, j'ose l'affirmer à Votre Majesté, et dans la triste mission que j'ai accomplie, je me trouve encore heureux de pouvoir donner à Votre Majesté l'assurance que la Reine se porte autant bien qu'il est possible et qu'elle vivra longtemps sans doute pour le bonheur des siens. Permettez-moi, madame, de vous parler du mien, en vous annonçant, parmi de tristes catastrophes, cette heureuse nouvelle.

« Je suis, etc.

Signé : « CORVISART. »

8 mai 1807.

L'Impératrice, après quelques hésitations, car elle craint de déplaire à l'Empereur en voyageant, même dans l'Empire, sans y être autorisée, part le 10 au matin de Saint-Cloud pour Laeken, où elle arrive le 14 à dix heures du soir. Elle ne passe point la frontière, n'en ayant pas permission. Hortense, que Caroline a relancée, se décide le même jour à venir retrouver sa mère à Laeken, où elle arrive le 16 à une heure du matin avec son mari. Celui-ci repart pour La Haye durant que sa femme et sa belle-mère rentrent à Malmaison. Les lettres de Louis à sa belle-mère (en particulier du 20 mai) montrent qu'il éprouve alors pour sa femme un réveil d'affection et une effusion de pitié.

L'Impératrice rentre le 23 à Saint-Cloud avec sa fille qui part le 24 pour Bagnères. Trois jours après, elle écrit à son fils :

A Saint-Cloud, le 27 mai (1807).

« J'ai bien souffert, mon cher Eugène, et ton cœur aura senti tous mes chagrins. Tu sais dans quel état ma pauvre Hortense est arrivée au château de Laeken. Pendant plusieurs jours j'ai craint pour elle, mais, en revenant à Malmaison, elle a

pleuré plusieurs fois, surtout en passant à Saint-Denis (1). Les larmes lui ont fait du bien et je crois pouvoir t'assurer que nous la conserverons. Pauvre Hortense ! Quel aimable enfant elle a perdu ! Depuis ce malheureux événement je ne vis plus, je ne fais que souffrir et pleurer. Elle est partie dimanche pour aller aux eaux de Bagnères. Corvisart compte beaucoup sur l'effet du voyage et il n'y a que cette espérance qui ait pu me faire consentir à son départ. Sa santé reviendra, mais son cœur ne se consolera jamais, je le sens par ce que je souffre. Le Roi est bien malheureux aussi. Il avait tout à la fois à pleurer son fils et à craindre pour sa femme. Imagine-toi qu'elle a été pendant six heures paralysée. J'ai reçu de l'Empereur des lettres du 14 et du 16 de ce mois. Cette perte l'a vivement affecté. Que serait-ce s'il avait pu connaître ce pauvre enfant aussi bien que moi qui, pendant trois mois, l'avais vu tous les jours à Mayence ? Dis à Auguste que je suis touchée de la part qu'elle prend à notre douleur. Embrasse-la pour moi et redouble de soins pour ma petite-fille. Marescalchi m'a montré ce que tu lui as écrit ; j'en ai été vivement touchée. J'y ai reconnu tous tes sentimens pour moi, mon cher fils, mais sois assuré que j'y mettrai autant de discrétion que tu y mets de grâce et d'empressement. Adieu, mon cher Eugène, je t'aime et t'embrasse tendrement.

« JOSÉPHINE. »

De Laeken, Louis a regagné le Palais du Bois, puis le Loo. Il y reçoit, le 29, de l'Empereur l'autorisation de s'absenter de son royaume et de prendre les eaux des Pyrénées. Il part avec son fils, Napoléon-Louis, le 1er juin. Il arrive le 3 à Pont-Sainte-Maxence d'où il écrit à l'Impératrice (2) :

« Madame, nous arrivons ce soir à Saint-Leu ; demain, le petit Napoléon ira vous voir, tandis que j'arrangerai quelques affaires à Saint-Leu. Le soir, je prendrai congé de Votre Majesté et je partirai le lendemain de Saint-Cloud pour [suivre ?] ma route. Je prie Votre Majesté d'approuver ce projet. En restant confié aux tendres soins de la bonne maman, mon fils ne me

(1) Où le corps de Napoléon-Charles devait être transporté de Notre-Dame où il devait être déposé d'abord.

(2) Coll. part.

donnera aucune inquiétude. Seulement je prierai Votre Majesté, quand elle ira aux eaux, de permettre qu'il s'établisse avec sa gouvernante à Saint-Leu.

« J'ai reçu avec plaisir des nouvelles de la Reine de Poitiers. J'en attends avec impatience de Bordeaux, Votre Majesté sait... [(1)] pourquoi.

« Je serai aux eaux seulement à quelques lieues d'elle. Je suis bien content qu'elle ait emmené M. Leclerc.

« Je suis, Madame, de Votre Majesté Impériale et Royale

« Le très attentionné et très respectueux fils.

« LOUIS. »

Le 5, Louis part de Saint-Cloud. Joséphine se loue beaucoup de lui. Elle écrit :

A Saint-Cloud, ce 11 juin (1807).

« Je m'empresse, mon cher Eugène, d'écrire à Mme Litta (2), ainsi que tu le désires, pour la charger de me remplacer et de donner mon nom à ta fille. Je me réjouis du nouveau lien qui va m'attacher à cette enfant chérie et ce qui ne me touche pas moins, c'est l'espérance que tu me donnes d'un petit-fils ; je me flatte que tu ne me trompes pas, et que je peux compter sur cette consolation. J'ai reçu une lettre d'Hortense ; elle est arrivée aux eaux de Bagnères ; sa santé est assez bonne, mais la douleur est toujours aussi vive. Le Roi a passé ici deux jours avant de partir pour les eaux. Il a été parfait pour moi et m'a donné une grande preuve de confiance en me laissant son fils. Il a eu aussi pour la Reine les soins les plus tendres. Hélas ! c'est une leçon qui coûte bien cher, mais qui, je l'espère, leur sera utile. Ils sentiront qu'il n'y a rien au-dessus de la tendresse mutuelle et d'un bonheur tel que celui dont tu jouis. Le petit devient tous les jours plus aimable et plus fort. Il ressemble beaucoup à son pauvre frère. Il a ses manières et sa voix (3). Mais le plaisir que j'ai de l'avoir auprès de moi ne me console

(1) Illisible.

(2) Barbe Barbiano de Belgiojoso d'Este, dame d'honneur de l'Impératrice-Reine, mariée à Antonio, marquis Litta, comte puis duc de l'Empire, grand chambellan du royaume.

(3) Napoléon-Louis, né à Paris le 11 octobre 1804, prince royal de Hollande, le 5 mai 1807, grand-duc de Berg et Clèves le 3 mars 1809, marié le 23 juillet 1826 à sa cousine Charlotte, fille du roi Joseph, mort à Forli le 17 mars 1831, sans hoirs.

pas de la perte que nous avons faite. Je suis toujours bien triste, mon cher Eugène ; je vis absolument éloignée de tous les miens. Heureusement que l'Empereur m'écrit souvent. Ses lettres me rendent plus calme et plus tranquille. Adieu, mon cher fils, tu sais avec quelle tendresse je t'aime.

« JOSÉPHINE. »

Entre le 11 juin et le 11 juillet, il y a le combat d'Heilsberg (11), la bataille de Friedland (14), l'entrée à Tilsitt (19), l'entrevue sur le Niemen (25), la signature du traité de paix (8 juillet). L'Empereur arrivera à Saint-Cloud le 27.

M. de Girardin, qui porte la lettre du 11 juillet, part de Paris pour retrouver à Naples le roi Joseph, auquel il s'est attaché, d'abord par des rapports de voisinage, puis par une conformité d'opinions et une sympathie mutuelle.

Saint-Cloud, ce 11 juillet (1801).

« Tu dois avoir reçu, mon cher Eugène, les excellentes nouvelles des armées et de l'entrevue de l'Empereur avec celui de Russie et le roi de Prusse. Ces heureux événemens me donnent d'autant plus de joie qu'ils me permettent d'espérer le prochain retour de l'Empereur et le plaisir de t'embrasser peu de temps après. Je suis enchantée de la figure de ma petite-fille ; son portrait me charme et me donne encore plus le désir de la voir. Je profite du départ de M. de Girardin pour t'écrire et pour remercier ma chère Auguste de son joli présent. Je n'ai pas besoin de te demander pour M. de Girardin ta bienveillance et ton amitié. Adieu, mon cher fils, je t'aime et t'embrasse tendrement.

« JOSÉPHINE.

« J'ai reçu une lettre de ta sœur, elle est beaucoup mieux, mais toujours bien affligée. »

Dès le retour de l'Empereur, la lutte a commencé contre Joséphine. Ce sont Fouché et Murat qui mènent l'attaque. Murat est redoutable par Caroline. Joséphine aurait quelque raison de croire à sa reconnaissance ; mais c'est Caroline qui conduit Murat et tous les moyens lui sont bons. Joséphine espère encore qu'elle accompagnera l'Empereur dans le voyage d'Italie où il va, par le règlement de comptes préliminaires, préparer le divorce ; mais elle ne s'en doute pas ; elle écrit :

A Saint-Cloud, le 1er septembre.

Je ne veux pas, mon cher Eugène, laisser partir M. Bataille sans te donner de mes nouvelles. J'espère te voir bientôt à Milan, car il paraît que l'Empereur aime mieux y aller que te faire venir ici, sans doute à cause de sa famille qui le gêne dans ses sentimens pour toi. Le prince Murat jouit d'une grande faveur et si grande que la princesse Caroline elle-même en est étonnée, sans en être fâchée. J'ai des preuves certaines que, tandis que l'Empereur était à l'armée, il a fait tous ses efforts pour le pousser au divorce. J'ai été plus généreuse que lui, car, dans le même temps, je défendais sa femme de tout mon pouvoir; mais il ne m'aime pas et, malgré les protestations qu'il te fait faire, sois bien assuré qu'il n'a pas pour toi plus d'attachement. Au reste, les frères mêmes de l'Empereur ne sont pas mieux dans ses affections. Il est clair qu'il veut lui succéder. Cela est si visible que les deux qui sont ici, le roi de Hollande et le prince Jérôme, s'en aperçoivent et sont en froid avec lui. Malheureusement, l'Empereur est trop grand pour qu'on puisse lui dire la vérité. Tout ce qui l'entoure le flatte à la journée. Quant à moi, tu sais que je n'ambitionne que son cœur; si l'on parvenait à me séparer de lui, ce n'est pas le rang que je regretterais, une profonde solitude serait alors ce qui me plairait le plus et, tôt ou tard, il reconnaîtrait que tous ceux qui l'entourent pensent plutôt à eux qu'à lui et il verrait comme on l'aurait trompé. Cependant, mon cher Eugène, je n'ai pas à me plaindre de lui et j'aime à compter sur sa justice et sur son affection. Pour toi, mon cher fils, continue à te conduire comme tu as fait jusqu'à présent et avec le même zèle pour l'Empereur. Tu auras l'estime générale et souvent la plus grande faveur ne la donne pas. Je sais par M. Marescalchi les nouvelles preuves que tu me donnes de ta tendresse. Sois assuré que je ne veux pas en abuser ni te causer la moindre gêne. Je compte satisfaire aux engagemens que je prendrais, quoique mes revenus soient très bornés et que l'Empereur ne veuille pas les augmenter. Adieu, mon cher fils, mon bon Eugène. Embrasse pour moi ta femme et ma petite Joséphine et sois aussi heureux que je le désire et que tu le mérites.

« Joséphine. »

A cette lettre Eugène fit la réponse suivante (1) :

Monza, le 10 septembre 1807.

« J'ai reçu, ma bonne mère, la lettre que tu m'as écrite par Bataille. Elle m'a fait le plus grand plaisir. J'y ai vu que tu étais tranquille, que tu méprisais les méchans et que l'Empereur continuait à être bon pour toi. Tu n'auras jamais rien à redouter de lui, parce que l'Empereur, en lui-même, méprise ceux qui lui donnent de mauvais conseils.

« On a beaucoup parlé de divorce ; je l'ai su de Paris et de Munich, mais j'ai été content de ta conversation avec l'Empereur, si elle est telle que tu me l'as fait rendre. Il faut toujours parler franchement à Sa Majesté. Faire autrement serait ne plus l'aimer. Si l'Empereur te tracasse encore sur des enfans, dis-lui que ce n'est pas bien à lui de te reprocher toujours des choses semblables. S'il croit que son bonheur et celui de la France l'obligent à en avoir, qu'il n'ait aucun égard étranger.

« Il doit te bien traiter, te donner un douaire suffisant et te permettre de vivre auprès de tes enfans d'Italie. L'Empereur fera alors le mariage que lui commanderont sa politique et son bonheur. Nous ne lui en resterons pas moins attachés, parce que ses sentimens ne doivent pas changer pour nous, quoique les circonstances l'aient obligé à éloigner de sa personne notre famille. Si l'Empereur veut avoir des enfans qui soient à lui, il n'a que ce seul moyen ; tout autre serait blâmé et l'Histoire en ferait justice. D'ailleurs, il a trop travaillé pour elle pour qu'il laisse un seul feuillet à déchirer à la postérité.

« Tu ne dois donc craindre ni les événemens ni les méchans. Ne tracasse pas l'Empereur et occupe-toi de régler tes dépenses intérieures. Ne sois pas si bonne avec tout ce qui t'entoure, tu en serais bientôt la dupe.

« Pardonne-moi, ma bonne mère. Je m'emporte à te parler raison et à te donner des conseils lorsque moi-même j'en ai tant besoin. N'y vois pourtant, je te prie, qu'une preuve de plus de ma tendre affection pour toi et n'oublie pas que les sentimens que t'ont voués tes enfans sont au-dessus de tous les événemens. »

(1) J'ai publié dans *Joséphine répudiée* des fragmens de cette lettre que possède S. M. l'Impératrice Eugénie, mais il me paraît qu'elle prend sa valeur de la lettre de Joséphine publiée pour la première fois.

Le voyage de Fontainebleau (21 septembre-16 novembre) est attristé pour Joséphine par une fausse couche d'Auguste, par le refus de l'Empereur de l'emmener en Italie, surtout par la bataille du divorce où, cette fois, grâce à Talleyrand, elle gagne contre Fouché une première manche. Nulle part elle ne fait allusion à la mort de sa mère, Mme Tascher, qu'elle vient d'apprendre.

Elle écrit à son fils :

Fontainebleau, ce 13 octobre (1807).

« Ta lettre m'a extrêmement alarmée, mon cher Eugène, je ressens toutes tes inquiétudes, et il me tarde d'avoir des nouvelles de ta femme; j'espère que cet accident n'aura pas de suites, mais il demande les plus grandes précautions. Je crois la princesse Auguste très sanguine et peut-être [aurait-elle] besoin dans ses grossesses d'être souvent saignée. J'aurais bien désiré accompagner l'Empereur en Italie où il paraît devoir bientôt se rendre. J'en aurais été doublement heureuse, mon cher Eugène, puisque je ne me serais pas séparée de lui et que j'aurais eu le plaisir de t'embrasser, ta femme et ma petite-fille, dont j'aurais fait la connaissance; mais, mon cher fils, depuis longtemps tous mes désirs ne sont pas exaucés. Mais je suis moins triste par l'idée que je me fais de tout le plaisir que tu auras de voir l'Empereur. Ta sœur est un peu souffrante de sa grossesse, mais du reste sa santé est très bonne (1). Adieu, mon cher Eugène, il est cinq heures et demie, l'estafette n'est pas encore arrivée, je l'attends avec bien de l'impatience. Je t'embrasse et ta femme de tout mon cœur.

« Votre tendre mère

« JOSÉPHINE. »

L'Empereur part de Fontainebleau le 16 novembre; il fait à ce point diligence qu'il est le 20 à Turin ; son voyage, d'une incroyable rapidité, tient en quarante jours; il rentre le 1er janvier aux Tuileries. Durant son voyage, la cabale contre l'Impératrice s'est renforcée; Joséphine y range Talleyrand, ce qui semble douteux. Pour Berthier, nul doute. Malgré sa liaison officielle avec Mme Visconti, il épouse, le 9 mars 1808, Marie-Élisabeth-Amélie, princesse de Bavière.

1 Grossesse de Charles-Louis-Napoléon, l'empereur Napoléon III, qui naîtra à Paris le 20 avril 1808.

Paris, ce 20 février (1808).

« Je profite pour t'écrire, mon cher Eugène, de l'occasion que me présente le départ de Mme Lauriston (1). Il y a longtemps que je désirais te donner de mes nouvelles, mais j'en ai été continuellement empêchée. D'abord, le retour de l'Empereur m'a beaucoup occupée, ensuite le soin de ma santé qui a été quelque temps assez mauvaise, mais qui commence à se rétablir. Tu devines aisément que j'ai eu bien des sujets de chagrin, et j'en ai encore. Les bruits qui couraient pendant l'absence de l'Empereur n'ont pas cessé à son retour et ont dans ces momens plus de prôneurs que jamais. Il est vrai que leurs auteurs n'ont pas été punis ; au contraire, on a remarqué que ceux qui avaient cherché à les démentir ont reçu un accueil plus froid. Au reste, je m'en remets à la Providence et à l'Empereur.

« Ma seule défense est ma conduite que je tâche de rendre irréprochable. Je ne sors plus, je n'ai aucun plaisir et je mène une vie à laquelle on s'étonne que je puisse me plier après avoir été accoutumée à être moins dépendante et à voir beaucoup de monde. Je m'en console en pensant que c'est me soumettre au désir de l'Empereur. Je vois ma considération baisser tous les jours, tandis que d'autres augmentent en crédit. Toute la faveur est pour le prince Murat et la princesse son épouse, pour MM. de Talleyrand et Berthier. Tu sais qu'il va devenir ton cousin germain ; il épouse la princesse Élisabeth, fille de la duchesse de Bavière. La demande a été faite hier et acceptée. Que les trônes rendent malheureux, mon cher Eugène ! J'en signerais demain, sans aucune peine, l'abandon pour moi et pour tous les miens. Le cœur de l'Empereur est tout pour moi. Si je dois le perdre, j'ai peu de regret à tout le reste. Voilà ma seule ambition et mon cœur tel qu'il est. Je sais bien que ce n'est pas avec cette franchise qu'on réussit et, si je pouvais comme beaucoup d'autres n'être qu'adroite, je m'en trouverais beaucoup mieux, mais je préfère conserver mon caractère ; j'ai du moins l'estime de moi-même. Pour toi, mon cher fils, sois

(1) Claude-Antoinette-Julie Le Duc, fille d'un maréchal de camp d'artillerie était depuis l'an XI une de ces *quatre dames chargées de faire les honneurs des Palais du Gouvernement*, qui étaient devenues les premières dames du Palais. Son mari, camarade de Bonaparte à l'École militaire, était son aide de camp depuis l'an VIII.

toujours ce que tu as toujours été. Continue à te rendre digne de l'amitié de l'Empereur et l'avenir sera ce qu'il pourra. Je ne me plaindrai jamais de mon sort tant que tu seras heureux et que je me croirai sûre de ta tendresse.

« JOSÉPHINE. »

Les affaires d'Espagne ayant exigé la présence de Napoléon à proximité de la frontière méridionale, il partit seul le 2 avril de Saint-Cloud pour se rendre à Bayonne par Orléans et Bordeaux. Joséphine, partie le 6, le rejoignit à Bordeaux; il fit route seul le 13 pour Mont-de-Marsan et Bayonne, et le 17 il s'installa, à côté de Bayonne, dans le château de Marrac. L'Impératrice, partie le 26 de Bordeaux, le rejoignit le 27. Le séjour à Marrac se prolongea jusqu'au 21 juillet. Joséphine avait manifesté l'intention d'aller à Barèges; mais sans doute au mois de juillet : la Compagnie Basque y avait même été envoyée « pour assurer la sécurité des eaux; » comme Murat s'y rendit, l'on peut juger si Joséphine fut empressée de l'y rencontrer.

Marrac, ce 31 mai 1808.

« Je ne puis te dire, mon cher Eugène, combien je suis enchantée de l'heureuse nouvelle que tu m'as donnée. Voilà une année plus favorable que je ne l'avais espéré en la commençant. Ta lettre a renouvelé le plaisir que je venais d'espérer de la part d'Hortense et j'espère bien que, dans quelques mois, ma petite Joséphine aura un frère et moi encore un petit-fils. En attendant ce nouveau bonheur, je jouis de celui que je trouve ici. Je suis près de l'Empereur, chaque jour semble le rendre encore plus aimable et plus parfait pour moi. Si je puis disposer de quelque temps, pendant la tenue des Assemblées d'Espagne, j'irai aux eaux de Barèges, mais le soin de ma santé ne m'occupera pas tellement que je ne pense beaucoup à celle de ma chère Auguste. Je ne peux trop la lui recommander. Je sais qu'on la purge très souvent; cela peut avoir l'inconvénient de l'affaiblir beaucoup et je te prie de lui en faire l'observation de ma part. Si tu désires voir Baudelocque, qui est le plus habile accoucheur (1), il serait facile de le décider à faire le voyage de Milan. Dans ce cas, tu en écrirais à ta sœur. Adieu, mon cher

(1) C'était lui qui tout récemment avait délivré Hortense.

Eugène, embrasse pour moi ta femme et ta fille. Je te dis mille choses aimables et tendres.

« JOSÉPHINE.

« N'oublie pas d'envoyer pour l'Empereur du fromage de Parmesan, car on en manque ici, et l'Empereur en demande souvent. »

L'Empereur rentre à Saint-Cloud le 14 août, après un terrible voyage, où il ne s'est pas plus ménagé qu'il n'a ménagé Joséphine. Par des chaleurs suffocantes, on est en route souvent la nuit, ainsi d'Auch à Toulouse, de Toulouse à Montauban, de Moissac à Agen, d'Agen à la Réole, de Bordeaux à Saintes, de Rochefort à la Rochelle, de Fontenay-le-Comte à Napoléon; Joséphine est épuisée, mais elle suit. Vraisemblablement est-ce là ce qui l'a rendue malade; mais ses inquiétudes au sujet de « sa position » ont aussi assurément influé sur sa santé.

Saint-Cloud, ce 22 septembre 1808.

« Tu ne seras pas étonné que j'aie été malade, mon cher Eugène; tu sais combien de peines j'avais éprouvées, ma tête s'en est ressentie. L'hiver dernier il a fallu tant prendre sur moi qu'il s'est formé un amas d'humeurs qui a occasionné un dépôt qui, heureusement, a abouti à l'extérieur, ce qui m'a fait souffrir horriblement. L'Empereur, dans cette circonstance, m'a prouvé son attachement par l'inquiétude qu'il a témoignée. Il se relevait souvent la nuit jusqu'à quatre fois pour venir me voir. Depuis six mois, il est parfait pour moi, aussi l'ai-je vu partir ce matin (1) avec peine, mais sans aucune inquiétude pour moi. Ce n'est pas que je n'aie quelques ennemis que je suis tout étonnée de me trouver, car je n'ai jamais fait de mal à personne; mais heureusement qu'ils sont en petit nombre et plusieurs sont déjà loin d'ici, tels par exemple que le prince Murat. Je puis sans injustice citer celui-là. Sa haine pour moi est si passionnée qu'il ne cherche pas même à la cacher et tu aurais peine à concevoir les propos qu'il s'est permis contre moi en manifestant son désir du divorce, mais je me venge de lui comme des autres en les méprisant souverainement et en ne cherchant pas à leur nuire, et l'Empereur est trop juste pour ne

(1) Il part pour Erfurt le 22, à 5 heures du matin.

pas faire la différence de leur conduite avec la mienne. Mais, mon cher Eugène, je ne veux pas t'affliger en te parlant de ceux dont j'ai à me plaindre. J'aime mieux profiter de cette occasion pour t'embrasser et te dire combien je suis touchée de tes sentimens pour ta mère.

« JOSÉPHINE.

« J'ai remis à l'Empereur la lettre de la grand'mère d'Auguste (1). L'Empereur me charge de te dire qu'il a fait rendre de suite un décret pour faire rendre à la princesse George d'Auerstadt ses possessions situées dans le grand-duché de Berg. »

Le 22 septembre, l'Empereur est donc parti pour Erfurt où il doit retrouver l'empereur de Russie. Il y arrive le 27 et il y séjourne jusqu'au 14 octobre; il rentre à Saint-Cloud le 18 et part le 29 pour l'Espagne. Le 4 décembre, il est devant Madrid, qui capitule le 5.

La vie continue, et comme à l'ordinaire les pétitions affluent. Eugène accompagne de cette lettre, d'un ton si différent de celui qu'il donne d'ordinaire à sa correspondance, une pétition de la présidente du Conservatoire de Saint-Guillaume à Ferrare.

« Madame et bonne mère (2),

« J'ai l'honneur de présenter à Votre Majesté une pétition par laquelle la présidente du Conservatoire de Saint-Guillaume à Ferrare sollicite, pour l'hospice qu'elle administre, votre protection particulière et la permission de lui donner Votre Nom.

(1) Maximilien Ier, roi de Bavière le 26 décembre 1805 par la grâce de Napoléon, avait épousé en premières noces, le 30 septembre 1785, Auguste, fille de Georges-Guillaume de Hesse-Darmstadt, laquelle mourut le 30 mars 1796 après lui avoir donné deux fils : Louis (plus tard Louis Ier), Charles, et trois filles : Auguste, qui épousa Eugène-Napoléon, Amélie qui mourut en bas âge et Charlotte-Auguste qui épousa d'abord le prince de Wurtemberg, puis François Ier, empereur d'Autriche. Auguste de Hesse était fille de Georges-Guillaume, cadet de la ligne de Hesse-Darmstadt et de Louise (Marie-Louise-Albertine), fille de Christian-Charles-Reinhard de Leiningen-Heidesheim, héritière de la seigneurie de Broich, dans le grand-duché de Berg. Elle vivait en 1807 à Neustrélitz, près de deux de ses filles mariées à des ducs de Mecklembourg. Le grand-duc de Berg avait confisqué simplement ses biens que Napoléon lui fit rendre. Il convient de rappeler que de Varsovie, le 4 janvier 1807, l'Empereur avait écrit au maréchal Mortier : « Mon cousin, je désire que vous ménagiez les États de Mecklembourg-Strelitz. Il y a là une grand'mère de la princesse Eugène. C'est une vieille femme, voyez si elle a besoin de quelque chose et faites-lui connaître que vous avez ordre d'avoir des égards particuliers pour elle. » Voyez lettre de même date à la princesse Auguste.

(2) Coll. part.

« Je me borne à dire à Votre Majesté que l'hospice confié aux soins de Mme Calcagnini est administré avec autant d'ordre que d'honnêteté et qu'il est, par conséquent, bien digne d'obtenir quelque témoignage de cette protection généreuse que l'Auguste Reine d'Italie ne refuse jamais à aucun établissement de bienfaisance.

« J'ai l'honneur d'être, de Votre Majesté, Madame et bonne mère, le très respectueux et très tendre sujet et fils,

« EUGÈNE-NAPOLÉON. »

Milan, ce 15 novembre 1808.

Joséphine répond plus simplement :

Paris, le 7 décembre (1808?)

« J'ai reçu, mon cher Eugène, ta lettre bien officielle et celle de la présidente du Conservatoire de Saint-Guillaume, à Ferrare. Je suis sensible au désir qu'elle témoigne de donner mon nom à cet hospice; je désirerais lui accorder sa demande, mais je ne le puis sans l'autorisation de l'Empereur. Je lui en parlerai et je compte qu'il ne me refusera pas son agrément. Il me tarde bien d'apprendre l'heureuse délivrance de ma chère Auguste; quoique je sois sûre que tout ira bien, il me serait doux d'être auprès d'elle et de partager tes soins. J'attends de ses nouvelles avec impatience. J'en reçois souvent de l'Empereur, il se porte très bien et j'espère qu'il sera bientôt de retour. Adieu, mon cher fils, je t'embrasse tendrement ainsi que ma petite-fille.

« JOSÉPHINE. »

Joséphine, qui s'était établie à l'Élysée le 30 octobre durant qu'on rénovait son appartement, est rentrée le 12 décembre au palais des Tuileries. Elle écrit le lendemain à son fils.

Paris, le 13 décembre (1808).

« Je t'aime toujours bien tendrement, mon cher Eugène, et si je ne t'écris pas autant que je le voudrais, c'est que je n'en ai pas souvent l'occasion, mais quand il s'en présente une sûre, j'en profite comme aujourd'hui. C'est le général Pully (1) qui te remettra ma lettre. J'ai été charmée de l'arrivée de Méjan. Il m'a semblé que de voir quelqu'un qui t'approche de si près, c'était

(1) Charles-Joseph Randon de Pully, volontaire en 1768, lieutenant-colonel en 1789, général de division en 1793, mort en 1832.

te voir toi-même; c'est un bon serviteur et qui t'est dévoué. Rien ne pouvait me faire plus de plaisir que de recevoir de tes nouvelles et de celles de ta femme; j'en attends encore d'autres bientôt; je suis impatiente d'apprendre son heureuse délivrance. Tout ce qui ressemble à quelqu'un de ta maison me semble envoyé par toi et me donne de l'émotion. Je suis d'ailleurs très tranquille. L'Empereur est très aimable pour moi. Il m'écrit souvent et l'on m'assure qu'il ne s'expose pas. Madrid a capitulé. La nouvelle est arrivée ce matin. Adieu, mon cher fils, je t'embrasse tendrement ainsi que ma chère Auguste et ma petite-fille.

« JOSÉPHINE. »

Méjan, que Napoléon lui-même avait placé près d'Eugène, avait toute sa confiance et celle de l'Impératrice. On sait par les lettres de d'Antraigues comme il la méritait et quels étaient ses rapports avec les ennemis de la France.

La princesse Auguste accoucha à Milan le 23 décembre 1808 d'une fille, Eugénie-Hortense-Auguste, qui fut mariée le 22 mai 1826 à Frédéric-Guillaume-Constantin prince de Hohenzollern-Hechingen et mourut le 1er septembre 1847, sans avoir eu d'enfant. Frédéric-Guillaume-Constantin aliéna en 1849 sa principauté aux mains de la maison de Prusse, pour obtenir l'autorisation de contracter un mariage inférieur.

Paris, le 2 janvier (1809).

« J'ai écrit hier à Auguste, mon cher Eugène. Aujourd'hui, je profite de l'occasion de Méjan. J'ai beaucoup causé avec lui de ma position. Elle est bien changée depuis le premier voyage que Murat a fait en Espagne, où le voile qui couvrait les yeux de l'Empereur est tombé. Cette famille déteste bien la mienne, malgré que je ne lui aie fait que du bien. Il a ici quelques amis chauds et tous les événemens qui ont eu lieu il y a plus d'un an m'ont fait connaître bien des choses et bien des gens. Je garde sur tout cela le plus grand silence et, dans ma position, on est souvent obligé de vivre avec ses ennemis, mais il est toujours bon de les connaître. Je ne me mêle de rien, je ne demande rien et je n'ai d'autre désir que de te voir de temps en temps. J'ai lieu de m'applaudir de ma conduite; l'Empereur est parfait pour moi. Je n'ai qu'à me louer de sa confiance et de son attachement. Il me donne très souvent de ses nouvelles. Je n'ai plus

d'autres sujets de peine que la position d'Hortense qui est vraiment malheureuse. Quant à mes dettes, j'ai pris de nouveaux moyens d'ordre et d'économie dont j'espère beaucoup. Ils commencent avec l'année. Ce sont des étrennes peu agréables, mais Auguste m'en a donné de très bonnes. Je sais que tu aurais préféré un garçon, mais il arrivera au plus tard dans dix-huit mois. En l'attendant, je reçois avec plaisir la petite-fille que tu me donnes. Tout ce qui vient de toi me sera toujours cher. Il m'aurait été bien doux de te voir dans le courant de l'année dernière. Il y a bien longtemps que je suis séparée de toi, mon cher Eugène, mais j'aime à croire que l'Empereur te permettra cette année de venir faire un petit voyage à Paris. Je viens de recevoir une lettre de lui. Il me mande, en date du 22, qu'il marchait contre les Anglais. Il paraît qu'ils sont en force près de Valladolid et qu'ils ont entièrement quitté le Portugal. Cela m'inquiète un peu. Je ne serai heureuse que lorsque j'apprendrai le résultat de cette nouvelle [?]. Adieu, mon bon Eugène, continue à me donner des nouvelles d'Auguste. Je t'embrasse tendrement.

JOSÉPHINE. »

L'Empereur revient à Paris le 23 janvier 1809. Il a écrit le 9 janvier : « L'Autriche ne me fera pas la guerre. Si elle me la fait, j'ai 150 000 hommes en Allemagne et autant sur le Rhin pour lui répondre. » Et voici que l'Autriche fait la guerre.

Paris, ce 2 février (1809).

« Je sais, mon cher Eugène, que je n'ai pas besoin de te recommander le jeune Tascher (1). L'Empereur désire faire de lui un bon officier, et il a cru ne pouvoir lui choisir un meilleur guide que toi. Ce jeune homme a éprouvé beaucoup de peine de ne plus faire son service près de l'Empereur ; mais les

(1) Le Tascher que Joséphine recommande ici à son fils est Pierre-Claude-Louis-Robert Tascher, né à Fort-Royal le 1er avril 1787, entré à l'École de Fontainebleau, sous-lieutenant au 16e léger en 1806, officier d'ordonnance de l'Empereur le 9 février 1807. « Ton cousin Tascher se porte bien; je l'ai appelé près de moi avec le titre d'officier d'ordonnance. » Chef d'escadron en 1809, aide de camp du prince Eugène, marié à Mlle de la Leyen, nièce du prince primat, il suivit son cousin en Bavière, où il vécut jusqu'au second Empire. Il est mort en 1861, grand maître de la maison de l'Impératrice et sénateur de l'Empire. Sa branche s'est éteinte dans les mâles en la personne de son petit-fils, investi, par réversion de la branche Dalberg, du titre de duc qui a péri avec lui.

fonctions d'officier d'ordonnance lui auraient pris un temps nécessaire à ses exercices militaires. Je te prie de lui rendre moins sensible ce sujet de chagrin, en lui accordant ton amitié. L'Empereur me charge de te le recommander de nouveau et de te dire de l'admettre à ta table. D'ailleurs, j'ai pour lui un attachement particulier. Il est fils d'un oncle qui m'a servi de père. Je suis sûre d'avance qu'il répondra aux soins que tu auras pour lui et qu'il nous fera honneur. Embrasse pour moi Auguste et dis-lui que je lui demande ses bontés pour mon cousin. Adieu, mon cher fils, je t'embrasse avec toute la tendresse que tu me connais pour toi.

« JOSÉPHINE.

« Un baiser à chacune de mes petites-filles. »

Après avoir séjourné aux Tuileries et à l'Élysée jusqu'au 12 avril, Napoléon, averti à dix heures du soir du passage de l'Inn par les Autrichiens, part cinq heures après (le 13), avec l'Impératrice. Il est à Strasbourg le 15, à quatre heures du matin. Il y laisse Joséphine, qui va être rejointe par Hortense, et il part pour Vienne « avec ses petits conscrits et ses grandes bottes. » Eugène à l'armée d'Italie se trouvait en grande infériorité par rapport à l'archiduc Jean, qui avait plus de 100 000 hommes contre 60 000, et les ordres de l'Empereur lui interdisaient l'offensive. Il dut rester à Sacile et se défendre sur le Tagliamento pour attendre les trois divisions qui devaient le rejoindre : un premier combat ne lui avait pas été favorable. Dans une bataille véritable, il fut vaincu, malgré ses bonnes dispositions et son intrépidité (16 avril 1809). L'Impératrice écrit :

Strasbourg, ce 28 avril (1809).

« Tu sais, mon cher Eugène, combien je partage ton bonheur ou tes peines. Le malheur que tu viens d'éprouver (1) m'a été extrêmement sensible, mais il ne m'a pas abattue. C'est dans les momens pénibles qu'il faut s'armer de courage, et je compte beaucoup sur le tien. Les revers sont l'épreuve des âmes fortes. Un succès peut réparer ces désavantages. J'espère que tu en trouveras bientôt l'occasion et que tu la saisiras sans t'exposer

(1) Défaite de Sacile.

avec trop de témérité, si tu ne veux pas me rendre entièrement malheureuse. Sur toutes choses, suis exactement tout ce que l'Empereur t'aura prescrit. Adieu, mon cher fils, je t'embrasse avec toute la tendresse que tu me connais pour toi,

« JOSÉPHINE. »

Joséphine s'intéresse avec une ardeur qui ne lui est point habituelle aux opérations de guerre où son fils est en jeu. C'est le 27 avril, à six heures du soir, que l'Empereur arrive à Muhldorf, qu'il quitte le 28, à la première heure. De là, il adresse à Joséphine, sur le mouvement de ses troupes, une note qu'elle transmet aussitôt à son fils, pour l'éclairer sur la marche du maréchal Lefebvre. Elle l'encourage joliment à vaincre, et on la sent ici fille, femme et mère de soldats.

Strasbourg, le 2 mai (1809).

« Je t'ai envoyé hier, mon cher Eugène, une note datée de Muhldorf et relative à la position des corps de l'armée. Elle t'aura annoncé la marche du duc de (Dantzig) qui devait être le 28 ou le 29 à Salzbourg. La direction de cette division me semble, d'après la carte, menacer l'ennemi que tu as en tête et lui préparer une défaite totale que, peut-être, d'ici là, tu auras bien avancée. Car j'ai l'espérance que tu prendras ta revanche et je le désire, si cela se peut sans trop t'exposer. Ton malheur est venu d'avoir été obligé de combattre avec des forces trop inférieures; mais aujourd'hui tes troupes sont réunies. Quel que soit l'événement, tant que tu te conformeras exactement aux ordres de l'Empereur, ta conscience doit être tranquille. J'espère aussi que l'Empereur ne sera pas aussi peiné que tu le penses. Je reçois à l'instant même un mot de lui en date du 29; il me dit que tout va au gré de ses désirs, que les Autrichiens sont frappés comme par la foudre. Dans sa lettre, il paraît très satisfait et je pense qu'à la date du 29, il avait déjà reçu de tes nouvelles. Tu as le désir de lui plaire et du courage, voilà l'essentiel; le reste dépend de la fortune. Elle a trompé tes efforts, elle peut devenir plus favorable. Aussi, mon cher fils, ne t'afflige pas avec excès. La force d'âme dans le malheur honore autant qu'une victoire. Adieu, mon cher Eugène, pense à ta mère, donne-lui de tes nouvelles et compte toujours sur toute ma tendresse. « JOSÉPHINE. »

Les succès français en Bavière ont déterminé la retraite de l'armée autrichienne que les Franco-Italiens ont suivie. Le combat livré sur la Piave par Eugène tourne à peu près bien, par bonheur. Sans quoi, jusqu'où eût été le mécontentement de Napoléon qui avait pensé très sérieusement à enlever au vice-roi le commandement de l'armée et à le donner au roi de Naples? Il ne semble pas que Joséphine ait été informée de ces graves incidens.

Strasbourg, le 17 mai (1809).

« J'ai reçu ta lettre, mon cher Eugène; j'y ai vu avec plaisir que tu as repris courage; j'ai appris par une dépêche télégraphique le succès que tu as obtenu le 8 de ce mois (1). Il paraît, d'après la lettre de la princesse Auguste à la reine de Hollande, que tu as été content de ce que l'Empereur t'a écrit (2). Je sais combien tu as le désir de lui plaire et je t'engage à lui écrire souvent et à entrer dans les plus petits détails sur toutes les opérations de l'Armée d'Italie. Quoique l'Empereur n'ait besoin que de lui-même et que ses succès tiennent à son génie, cependant la connaissance des mouvemens de l'armée que tu commandes peut lui être utile et surtout à toi et, dans ce cas comme dans tout autre, une faute même il faudrait la lui dire. Je te demande aussi de me faire donner souvent de tes nouvelles. J'ai passé bien des jours terribles à en attendre. Je n'ai eu de temps en temps que quelques détails par ta sœur qui les recevait de M. de Lavallette. Lorsque tu ne pourras pas m'écrire, charge quelqu'un de ce soin. J'ai besoin de savoir ce que tu fais. La reine de Hollande m'a quittée ce matin pour aller aux eaux de Bade, situées à dix lieues de Strasbourg. Adieu, mon cher fils, je t'embrasse avec toute la tendresse que tu me connais pour toi.

« JOSÉPHINE. »

Hortense, pour son voyage non autorisé à Bade où elle avait emmené son fils, héritier de l'Empire, reçut de Napoléon une sévère reprimande.

On sait que, accueilli par la proclamation de l'Empereur aux *Soldats de l'Armée d'Italie*, Eugène fut reçu à Ebersdorf, le 29

(1) Combat de la Piave.

(2) S'il s'agit de la lettre du 30 avril (*Corr.*, 16144) il faut avouer qu'Eugène n'est point difficile.

avec une grâce extrême, et les éloges que méritaient son application et son zèle. C'était huit jours après Essling, l'avant-veille de la mort de Lannes.

Strasbourg, le 3 juin 1809.

« J'ai reçu, mon cher Eugène, tes deux lettres et la proclamation qui y était jointe. Je savais que tu étais arrivé à Ebersdorf le 29 et que l'Empereur t'avait reçu avec bonté. Je n'ai pas perdu un moment pour le faire savoir à Auguste. Elle a mis tant d'exactitude à me donner de tes nouvelles, c'est une dette dont je m'acquitte avec plaisir. Tu as raison, mon cher fils, de penser que je suis heureuse de ta joie. Je la partage aussi tendrement que je partageais tes inquiétudes. Tu as maintenant le bonheur d'être sûr que l'Empereur est content de toi. Ton cœur y trouvera une récompense et un encouragement. Profite des momens où tu es près de lui pour savoir ce qui aurait pu lui déplaire dans ta conduite. Une fois averti, ce sera ta règle pour l'avenir. Je compte aller à Plombières la semaine prochaine. Ta sœur y viendra avec moi (1). Je désire vivement la fin de la campagne. J'espère qu'alors je pourrai t'embrasser et que la longue route que tu as faite ne sera pas toute perdue pour moi. Auguste m'a mandé qu'elle serait heureuse d'aller à Munich, si nous pouvions y être tous réunis. Si tu en trouves l'occasion, témoigne à l'Empereur combien je désirerais le rejoindre. Adieu, mon cher Eugène, écris-moi souvent et pense à une mère qui t'aime tendrement.

« JOSÉPHINE.

« J'ai aujourd'hui des nouvelles de ta sœur ; elle va très bien, je l'attends demain.

« Je reçois à la minute une lettre de l'Empereur. Elle m'annonce la mort du duc de Montebello. Sa femme est passée ici le 31 se rendant à Vienne. Si elle y est arrivée, je désire qu'elle sache combien je prends part à sa douleur. »

(1) L'Impératrice ne partit que le 11 juin pour Plombières où la reine Hortense l'avait précédée de quelques jours.

FRÉDÉRIC MASSON.

(A suivre.)

ON CHANGERAIT PLUTÔT LE CŒUR DE PLACE... [1]

TROISIÈME PARTIE [2]

III

Hammer, le marchand de légumes, qui entendait l'autre jour un client tonner contre les *Schwobs*, s'est tu, prudent. Il a fini par dire :

— Moi, vous savez, pourvu que je vende mes légumes!... Que les gros se chamaillent, c'est leur affaire... Nous, on sera toujours les dindons.

Weiss, à qui Reymond rapportait ce propos, a répondu :

— Nous sommes des hommes, en Alsace, comme partout, avec un porte-monnaie et un estomac. Quelques-uns se découragent. Depuis le temps qu'on attend! Mais il faut réagir, réagir! Dimanche, jour du 14 juillet, je vous emmène à Belfort. Nous y oublierons Hammer et ses légumes.

... Sous la plate lueur qui précède l'aurore, somnolens, le teint gris, les yeux gonflés, le déjeuner sur les lèvres à cause des cahots, à cause des odeurs, ils sont debout dans un wagon bondé. Le train, qui n'en finit plus, court dans les prés déserts. Une gare, parfois, ce tas noir des gens qui attendent, cette rumeur qu'on perçoit dans le demi-sommeil, ces lampes qui

(1) *Copyright by* Payot.
(2) Voyez la *Revue* du 15 octobre et du 1er novembre.

brûlent encore au fond des salles, ce coup de sifflet... Le train craque, des secousses régulières, on roule, on roule... Et soudain le soleil! On relève la tête, ressuscité. L'or des fleurs, l'argent des gouttelettes, sous les vergers l'écharpe oblique des rayons; un clocher dressé dans la lumière. L'Alsace se donne tout entière, afin que les yeux qui la contemplent déposent sa fraîche image dans les plis du drapeau perdu.

Weiss regarde avec respect tous ces inconnus entassés dans ce wagon; et derrière ce wagon il y a des dizaines d'autres wagons où l'on s'entasse pareillement; après ce train, d'autres trains; sur les chemins qui viennent des bourgs, des villages, des hameaux, des fermes isolées, les chars à échelle où l'on se tient à la taille pour ne pas tomber, où les nœuds noirs dansent sur la tête blonde des femmes, et des gars ployés sur des bicyclettes aux grelots tintinnabulans, et des familles à pied, les vieux, les parens, les enfans qui se donnent la main et balancent leurs joues rondes à la hauteur des épis : une tribu qui émigre, tout un peuple qui répond à l'appel mystérieux. Et Weiss dit à Reymond :

— Nous avons dormi, cet hiver. Voyez ce réveil!

Un loustic crie soudain : « Vive la... vive la soupe au riz! » Le wagon est secoué d'un rire. Grisé par le succès, le loustic exploite le filon : « Vive la... banane!... Vive la fram... boise! » A chaque fois monte le même rire énorme. On s'émancipe. Pas trop, car dans ce train sont montés des gens que l'on ne connaît que trop, qui ont carnet, crayon, bonne mémoire au surplus. On sait que, jusqu'au bout du pèlerinage, on sera écouté, surveillé, suivi pas à pas. Discrètement on se montre du menton l'homme gras ficelé dans un complet gris, les messieurs balafrés, qui parlent français, et qui sont des officiers en civil des régimens de Mulhouse. Le loustic lui-même renonce à poursuivre sa veine.

Alt-Münsterol!... Un gendarme barbu, flanqué d'un commissaire de police, passe d'un compartiment à un autre compartiment, toise, questionne, note. Il semble que jusqu'à la dernière minute on veuille s'affirmer tracassier, ennemi de la liberté, indiscret.

— Où allez-vous?... — Pourquoi?... — Connaissez-vous quelqu'un à Belfort?...

— *Fertig!*... On repart. Le bétail humain est contrôlé.

— Tenez, explique Weiss à Reymond, c'est ici qu'un de vos compatriotes, un jeune médecin de Lausanne, qui se croyait déjà du bon côté, a crié : *Vive la France!* Un espion a tiré la sonnette d'alarme, et le train s'est arrêté, à cinquante mètres de la frontière... Six mois de prison! dont il n'a du reste fait que trois, grâce aux démarches du vieux pasteur Ort, de Mulhouse... Maintenant nous sommes en sécurité.

On se précipite aux portières. La France! On s'étonne presque d'y voir des arbres comme les arbres de partout, une rivière aux eaux sales, des bornes blanches, une route poussiéreuse. La France! Pas de cris. Pas de chants. Mais on sent bien qu'on a posé le joug. Personne, maintenant, ne vous demandera : « Où allez-vous?... Pourquoi?... Pour combien de temps? » On se sent plus léger. On respire plus profond. On a envie de serrer la main de son voisin, de parler pour écouter si le son de la voix est encore le même. Et de fait, soudain, tout le monde parle, tout le monde rit. Des inconnus, qui se dévisageaient en chiens de faïence, clignent de l'œil, s'animent, s'offrent une cigarette.

Les douaniers de Petit-Croix ont la consigne de ne pas trop fouiller les paniers alsaciens, et tout le monde passe, sans interrogatoire, sans yeux froncés, le gros monsieur ficelé dans un complet gris comme les balafrés. Dans la salle d'attente, où le flot déferle, un gars présente le drapeau, une musique joue la *Marseillaise*. Chapeau bas, — même le gros monsieur, même les balafrés, — on défile devant les couleurs qui s'inclinent pour saluer l'Alsace, devant les cuivres qui rugissent l'appel aux armes. On est heureux. Les cœurs chantent. Des vieux se serrent la main...

Les premiers soldats, des yeux qui rient, des gestes souples, et non plus cette raideur, ces talons qui claquent, ces distances; ces soldats sont des hommes; un adjudant les salue de la main comme il saluerait un ami; on se regarde avec confiance... Sans doute, que de choses il conviendrait de blâmer! Oui, des papiers qui traînent, des vitres polluées, de l'herbe entre les rails, un certain laisser aller, un sans-gêne démocratique, toutes choses auxquelles les Alsaciens ne sont plus habitués, et que les balafrés notent avec un ricanement de compassion. Oui, cela, autre chose encore, le culte des mots, le culte des couleurs, du panache, et autre chose encore! On

n'en finirait pas. Que de défauts! Ceci reste, pourtant : ces gens sont gais, — la gaieté, le trésor de la vie! — ils vous parlent pour un rien ; ils ont du flair, du tact, des antennes ; ils sont humains, en un mot. Quand on vient de l'autre côté de la barricade, on remarque cela et non les vitres sales. Peut-être bien que, si l'on vivait avec eux, on regretterait cet ordre, cette stricte réglementation dont on a pris l'habitude ; mais aujourd'hui, on ne veut voir que ce sourire qui vous accueille, que ce geste de main de l'adjudant, que cette *gentillesse* (voilà ce qui conquiert, voilà ce qui lie les cœurs) qui est bien la plus jolie fleur qui s'épanouisse au jardin de l'humanité.

Cette foule alsacienne ne sait trop comment exprimer ce qu'elle sent si bien. Un vieux y arrive pourtant à peu près quand il dit :

— Dès que je suis en France, moi, Seppi Schubetzer, j'ai envie de raconter des histoires...

— Eh bien, Hort, demande Weiss, te sens-tu un peu Français?

Hort ne dit rien. Que dirait-il ?... Libéré du régiment il y a moins d'un an, c'est la première fois qu'il franchit la frontière et il est ébaubi. Ce Hort est un petit employé du bureau de Weiss, un être bourru, têtu, taillé à la grosse, qui comprend à peu près le français, mais ne le parle guère. Dans les talons, dans le dos, dans les épaules, dans le port de tête, il a encore cette rigidité qu'on prend à la caserne allemande. Sitôt qu'on lui adresse la parole, instinctivement, il rectifie la position. Weiss lui offre donc ce petit voyage. Encore un de plus qui aura vu! Encore un de plus qui pourra comparer!

Belfort! Et soudain le claquement des drapeaux, cette orgie de bleu, de blanc, de rouge, cette foule qui coule comme une eau; des lycéens, des paysans, des voyous avec leur casquette à pont, des femmes qui rient, de petits messieurs proprets qui expliquent comment les choses se passent, les cent moutards d'une école de sœurs qui se pressent derrière les cornettes. Partout les roulemens des tambours, le tapage des fanfares, le chant pressé des clairons. L'air ronfle. Le ciel est comme une immense cymbale. Les voilà! les voilà!... Quelle allure! Les baïonnettes piquent dans la lumière leurs mouvantes hachures... On se donne le bras. On marche à la cadence des clairons, même Hort dont la bouche reste ouverte. Qu'ont donc ces hommes pour

avoir un pareil diable au corps? Qu'est-ce qui anime ces figures, met cette flamme dans les yeux, cet enthousiasme sur les fronts?... De quelle victoire se croient-ils donc sûrs?... Weiss a cessé d'exister en tant que Weiss. Il porte sa canne sur l'épaule, comme on porte un fusil, sa poitrine se dilate d'espoirs belliqueux, et quand les clairons, d'un souple mouvement, lancent au ciel leur éclair d'or, il gonfle les joues, il sonne avec eux, il est toute cette foule, il est ce fantassin dont le regard brille sous la visière, il est cet artilleur à la lourde mâchoire, il est ce dragon qui éperonne son cheval, il est toute la France, il marche en plein ciel comme ce drapeau qui flotte au-dessus des baïonnettes.

« Nation pourrie, » disait Kummel. « Nation pourrie! répète Weiss. Viens-y voir, mon vieux! » L'ardeur, la volonté, elles ruissellent du calice des clairons! Ces clairons! ils chantent les plaines de France, ses collines, ses fleuves, son bleu qui est la joie de l'horizon : ils jettent une promesse par delà les Vosges. Toutes ces figures soulignées par le trait noir des jugulaires disent le don de soi, car la frontière est proche et on sait bien qu'*ils* sont de l'autre côté, tapis, prêts à bondir...

Petits pioupious rouges et bleus, savez-vous ce que votre entrain verse de courage au cœur des fidèles exilés? Sentez-vous la tendresse dont tant de regards vous enveloppent?...

Sur le Champ-de-Mars, la foule, les nœuds noirs alsaciens. Et dans l'immense espace vide, les batteries qui roulent, les lignes souples des chevaux, le cliquetis des sabres que l'on tire, les formidables carrés des régimens, des milliers de pieds guêtrés de blanc qui se posent, se soulèvent, le scintillement des baïonnettes, les drapeaux fièrement portés, et toujours les clairons, ce souffle d'airain qui court sur les têtes. Quand disparaissent les escadrons lancés à l'allure folle de la charge, un nuage de poussière monte dans le ciel comme une fumée d'incendie...

Hort ne dit toujours rien. Il regarde. Il écoute ce chef qui dit à ses hommes : Mes amis... De nouveau, c'est la muraille des baïonnettes, le pas pressé des hommes qu'on ramène à la caserne. Une grand'mère est là, au premier rang de la foule, une grand'mère de la campagne, en bonnet tuyauté. Toute une nichée de gamins s'abrite dans les larges plis de sa jupe. Un de ces petits, soudain, pas plus haut que ça, s'est faufilé entre les

rangs des soldats. Maintenant, là-bas, navré de sa hardiesse, il hurle à pleine bouche. Et c'est un spectacle comique que celui de cette grand'maman qui appelle son poussin perdu. Un commandant, du haut de son cheval, a observé le drame. Il se retourne à demi sur sa selle. Du sabre, il fait signe aux hommes de marquer le pas, il ouvre un espace dans l'interminable colonne. Alors, souriant de toute sa longue moustache et saluant du sabre : « Passez, madame!... » La vieille ramasse ses jupes. Chassant la marmaille devant elle, elle rejoint le moutard qui hurle toujours de toute sa bouche carrée.

Hort se souvient qu'un lieutenant, dans une rue de Mulhouse, a planté son sabre dans le corps d'un apprenti trop pressé qui se glissait entre deux compagnies. Et il a ce cri, cri de délivrance qu'un geste humain lui arrache : « Ça y est, maintenant je suis Français!... »

Est-ce bien Hort qui vient de dire cela?... Il en est lui-même étonné.

Weiss a glissé son bras sous le bras de l'Alsacien... Il l'entraîne... On dîne derrière les lauriers-roses d'une terrasse. Hort a repris sa dure figure de soldat. Il se tait, tout au devoir présent qui est de manger. Sur la place, des carrousels tournent au piaillement de leur orgue de Barbarie. Le nègre, sous son parasol vert, se contorsionne devant ses glaces et ses nougats. Ballons rouges. Complaintes d'aveugles. Supplications des mendians. Tirs mécaniques. Bruit de pipes qu'on casse. Rires de la fille mamelue qui recharge la carabine et la tend à un pioupiou débraillé. Tout cela, de parti pris, on le trouve très beau, très grand. On est venu pour admirer, pour donner une couleur à la belle légende dont on vit...

Le train court dans le soir rose. On est mort de fatigue. On a dans la tête un bruit cadencé de pas, ces cris des clairons, ces taches rouges, ces taches bleues, cette rumeur qui monte vers les drapeaux frissonnans. Cela, on l'emporte vers la muraille des Vosges qui grandit. Les beaux chemins du matin se couvrent d'ombres. A la dernière gare française, tout est calme sous les guirlandes fanées.

— Vive la France! crie d'une voix rauque un ouvrier de Mulhouse fortement éméché.

Sa femme, une boulotte vêtue de violet, le considère avec inquiétude.

— Allons, Joseph, tiens ta bouche, maintenant.

Elle dit cela en patois alsacien dont aucune traduction ne peut rendre la verdeur. Joseph répète son cri, puis se tait. La prudence se réinstalle dans les âmes. Et voici les maîtres du jour, le gendarme, le commissaire, les douaniers. On s'agite. On farfouille dans les paniers, dans les sacs. On prend les noms. On interroge. On confisque cocardes et rubans. Soir de quatorze juillet alsacien! Crainte d'une incartade, la grosse femme vêtue de violet ne quitte pas son ivrogne de mari, prête à appliquer sa large main sur la bouche ouverte. Mais Joseph se borne à rire en hoquets. Après quoi, très simplement, il affirme : *Io, io, Gottverdammi!...*

On courbe l'échine. Toute la journée on a vécu dans le bleu. On a dit ce qu'on avait sur le cœur. On s'est frotté à la liberté. On a marché au rythme des clairons. Et voici qu'on rentre dans le gris, dans le silence, dans la crainte.

L'ivrogne répète en hochant la tête : *Hé! io, io, Gottverdammi!*

*
* *

Le lendemain soir, — les jours sont longs, les soirs sont tièdes, — Reymond se promène au bord de la rivière. Près du pont, dans la pénombre, un homme qui salue. C'est Kroner, toujours solitaire. Reymond a pitié.

— Quelle belle soirée!

— Magnifique... Et ce quatorze juillet?

— L'allure des troupes françaises était splendide.

Kroner s'évade de ces contingences.

— Il y a donc, de l'autre côté des Vosges, des milliers d'hommes vêtus d'uniformes d'une certaine couleur, armés de fusils, de baïonnettes, et de ce côté-ci des Vosges des milliers d'hommes vêtus d'uniformes d'une autre couleur, également armés de fusils, de baïonnettes... Demain, peut-être, dans quelques années, à coup sûr, la trompette de la guerre sonnera, et ces hommes s'égorgeront. Il y en aura des morts et des morts sur ce joli chemin que nous parcourons! Pauvre vallée!

— Vous croyez donc à la guerre?

— J'y crois! J'y crois parce que nous sommes forts, trop forts. Nous avons trop d'hommes, trop de canons. C'est vraiment terrible d'être trop fort, parce que la force, l'orgueil et la dureté

vont toujours ensemble... C'est une loi de la psychologie... A la caserne, à l'école, à l'église, on ne parle que de notre force, de la force du poing. Pauvre discipline! pauvre pédagogie! pauvre religion!... Croyez-le bien, monsieur, je suis un bon patriote allemand, j'aime mon pays de tout mon cœur, et c'est parce que je l'aime que je souffre d'entendre crier toujours : force, force! force! et jamais : bonté! bonté! bonté!...

Après un silence, Kroner poursuit :

— On nous déteste, on nous déteste partout, monsieur, je le sais, je l'ai expérimenté dans mes voyages. Jalousie?... Je ne le crois pas. On ne déteste pas l'Allemagne de Schiller, mais cette Allemagne qui met la justice allemande au-dessus de la justice de Dieu. Je réfléchis chaque jour à bien des choses, en lisant nos journaux, nos revues, en écoutant parler nos fonctionnaires, nos officiers, et j'ai peur, peur de ce qui doit arriver.

Reymond écoute sans interrompre. Il sent battre le cœur d'un honnête homme.

— Vraiment, je crois que nous sommes appelés à faire souffrir et à souffrir nous-mêmes terriblement... Quelle lutte se prépare!... Chaque jour, dans mon vallon de Wurtemberg, ma mère prie le bon Dieu afin que règnent la bonté, la pitié, la justice. Mais combien de millions d'hommes prient le diable afin que règne le canon?... Et moi aussi je prie pour l'Allemagne. Le soir, quand je joue sur mon piano, c'est encore une prière, petite étoile mangée par les nuages. Autour de moi, les autres crient : « Nous sommes forts! nous devons dominer le monde!... » Et ils se frappent la poitrine qui résonne parce qu'il n'y a pas de cœur... J'ai voulu montrer aux Alsaciens que je les aimais, et je crois qu'ils me le rendaient un peu. Alors, naturellement, M. Kummel a écrit à Strasbourg, M. Döring a écrit, et je suis déplacé. Je retourne au Wurtemberg. Je pars avec mon piano. Adieu, monsieur Reymond.

Avant que Reymond ait pu le retenir, mystique, romantique, merveilleusement fou, diraient les uns, merveilleusement clairvoyant, diraient les autres, pareil, avec son maigre dos voûté et ses longs bras, à quelque gigantesque chauve-souris, Kroner glisse dans la nuit.

Et Kummel dira demain :

— Kroner? C'est un socialiste religieux, la pire des espèces qu'on trouve dans l'humanité. On le renvoie au pays des

Moraves... En Alsace, il nous faut des hommes et non des gobeurs de lune. Vous dites, n'est-ce pas?

*
* *

Mme Bohler a accompagné son fils à Besançon. Le baccalauréat! Jean est parti fiévreux, pâle, le nez dans ses livres. Et il a été refusé à l'écrit. Un professeur a expliqué les raisons de cet échec à Mme Bohler.

— Il ne faut pas que votre fils se décourage, madame... Les jeunes Alsaciens sont souvent victimes de leur excès de conscience. Ils n'en ont jamais fini de corriger, de raturer, de recommencer, d'hésiter entre deux sens. Résultat : version latine, version grecque, composition française bonnes, très bonnes même, mais près de la moitié du travail était encore à faire. Votre fils, on le sent, est prêt. Il ne lui manque qu'un certain tour de main, une certaine vivacité d'exécution. Je considère le succès comme certain, cet automne.

« Ce pauvre Jean inspire la pitié, écrit peu après Reymond à sa famille. Son échec l'a profondément abattu, blessé dans son amour-propre d'Alsacien. Allant aux extrêmes, il se déclare incapable, bête à manger du foin, ou victime des circonstances qui font qu'un Alsacien est partout une sorte d'hybride. Il a des mots cruels : « En voyant mes camarades de Besançon, si vifs, si débrouillards, — et on les dit cinq fois moins vifs qu'à Paris : alors, que sera-ce ? — je me suis senti étranger, horriblement étranger... C'est à pleurer de colère... Ce n'est pas une vie que d'être Alsacien ! » J'ai bien de la peine à le remonter... Le travail, par ces jours de chaleur torride, est presque impossible. Aussi M. Bohler a-t-il pris deux décisions : René, indésirable au logis, où il ne parle qu'haltères et sauts à pieds joints, est envoyé pour la durée des vacances à Rouen, chez une tante. Pour reposer Jean, pour lui changer les idées avant la reprise de la besogne déjà cent fois mâchée, nous partons pour un tour d'une quinzaine en Alsace : musées, reliques, cathédrales, vieilles auberges, châteaux, ruines, abbayes, ce sera merveilleux. M. Weiss et ses deux fils, Charles, dont je vous ai souvent parlé, et l'aîné, François, qui entre en caserne allemande cet automne, sont également de la partie. Je m'en promets un plaisir infini. Et je me lierai davantage avec Jean qui est décidément un magnifique garçon, franc, loyal, délicat... »

*
* *

Les voyageurs sont de retour.

Confuses, d'abord, les idées s'ordonnent. Des ruines partout. Que de ruines ! Piquée sur la hauteur, penchée sur le précipice, une tour aux murailles lézardées ; sur ce sommet voisin, — à ses pieds la plaine, les villages assis dans leurs vignes, — une autre tour sauvagement ébréchée, une autre encore, là-bas. Des portes ouvrent sur un gouffre. Le froid des oubliettes, l'âtre où rôtissaient les quartiers de bœuf, l'échauguette du guet. Ailleurs encore des haillons pierreux, tout un écroulement, un escalier en colimaçon qui tord sa vrille en plein ciel, des arbustes agrippés, des ronces, des mousses, cette sinistre familiarité de la nature avec les vestiges d'une humanité révolue. Où sont ceux qui taillèrent ces blocs, ceux qui polirent ces rampes, ceux qui versèrent la poix par le mâchicoulis béant?... Quelle fierté dans ces remparts à l'abandon, qui défièrent les siècles, qui virent les saouleries des seigneurs pillards, qui entendirent les rires des ribaudes, et un jour le cri des manans à l'assaut!... Là, dans l'herbe, — on met le pied dessus, — une pierre qui porte des armoiries, une date effacée.

Tu voudrais peut-être, toi qui passes en costume de touriste, savoir l'histoire de ce nid d'aigle perché dans l'azur et le vent? Que t'importe ! Vis ta vie dans la plaine. Et si tu souhaites des plaques de marbre gravées d'explications, des index tendus, des noms, un cicerone, une notice imprimée, grimpe au Hohkönigsburg.

La vieillesse couronne et la ruine achève.
Il faut à l'édifice un passé dont on rêve,
Deuil, triomphe ou remords.
Nous voulons, en foulant son enceinte pavée,
Sentir dans la poussière à nos pieds soulevée
De la cendre des morts !
Ce n'est pas, ce n'est pas entre des pierres neuves
Que la bise et la nuit pleurent comme des veuves...

Assis sur un éboulis où trottine le lézard, on regarde cette bleue descente des collines, en troupeau, vers la plaine, ces étangs qui brillent, ces canaux, ces rivières, le manteau des forêts, le tapis des cultures, le cabochon des moissons posées dans la lumière, des écailles brunes qui sont les toits de la

petite ville, cette fumée qui dit une cité, cette autre fumée, en flocons, qui monte d'un bois, qui court dans les champs, et c'est un train, ce joujou, où des hommes, assis sur des coussins, montrent un petit carton à l'homme en casquette et puis lisent, le sourcil grave, les dépêches du journal.

On descend vers cette plaine. Nu-pieds, l'œil espiègle, l'anse du panier autour du cou, des enfans cueillent la framboise. Aux inconnus qui passent, ils crient : « Salut! — bonjour!... » Après, ils disent quelque chose en patois et ils rient comme des petits fous. Ces rires, on aime à les entendre. Ils sonnent clair sous le soleil, ils sonnent comme une clochette d'argent. Ils ne montent pas du cœur d'une race sournoise. Grimpées sur l'échelle, les filles d'Alsace cueillent les prunes. On voit leurs mollets solides. Elles le savent. Elles n'en ont point honte. Leurs bras nus plongent dans la fraîcheur des branches. Des pas. Elles regardent... Ceux-là sont de la bonne espèce. Et trois prunes sur le chapeau gris. Merci! merci!

Et chaque village, au cœur de son verger, au cœur de son vignoble, montre ses titres de noblesse : son château, ses toits à trois rangs de lucarnes, ses perrons, ses portes sculptées; et, dominant les fumiers, ses fenêtres à meneaux, ses fenêtres à petits carreaux enchâssés de plomb. On interroge l'homme à la fourche. La date de cette maison à gargouilles? Il répond : « Oh! c'est vieux!... » et s'éloigne.

Le soir, une auberge rustique reçoit les voyageurs à sa table qu'égaient les tranches roses du jambon, la coupe où brillent les pommes de la moisson. De grasses odeurs s'échappent des cuisines. On ne dit rien. Dans le cadre de la fenêtre ouverte se dessinent les épaules de la vieille abbaye. Tout le pays est une page du livre de l'histoire. Pour peu que l'on prête l'oreille, c'est une rumeur pareille à celle que l'on entend au creux des coquilles marines, souvenir des tempêtes. Empereurs, rois, papes, hommes de guerre, que de grands noms! que de pierres tombales sur lesquelles un évêque est étendu qui révèle aux passans son front chauve, son nez rongé par le temps. Le latin dit leurs vertus. Partout répété, le mot honneur. *Qu'est-ce que mourir*, dit une inscription, *si l'on emporte l'honneur dans sa tombe?*

Sous la nuit qui vient, les voyageurs traversent la place carrée. Un instant on suit le chemin qu'accompagne la rivière.

Soirée inoubliable, où le bourg, poudré de clair de lune, semble crayonné en marge d'une légende héroïque... Un homme ramène des champs la dernière carriole où s'entassent les gerbes. Et les épis sont si blonds qu'on se demande si ce n'est pas la lune elle-même qu'on emporte à la grange. Le notaire en gilet blanc est sur le pas de sa porte, l'épicier en pantoufles brodées. Et le guet passe qui, de sa canne, frappe les pavés, ce qui signifie qu'il faut appeler les enfans dont les rondes se nouent et se dénouent sous les platanes. On les appelle. Depuis qu'on se souvient, les choses vont ainsi. Amicale tradition.

Les voyageurs se sont assis sur la colline. Une voix dit :

— Quelle destinée, être ce notaire, cet épicier, demeurer dans une maison écussonnée, sous un toit où grince la girouette qui grinçait aux temps fabuleux! Vivre dans l'intimité de ces tourelles, de ces fenêtres accolées, de ces portes où l'on voit encore le sillon tracé par les chaînes du pont-levis; mourir, aller rejoindre ses frères autour de la croix qui étend ses bras sur les tombes depuis l'an 1422!

On se tait. On regarde la vallée qui s'endort.

Drei Schlösser auf einem Berge,
Drei Kirchen auf einem Kirchhofe,
Drei Städt in einem Thal,
Drei Ofen in einem Saal,
Ist das ganz Elsass überall...,

dit le dicton : trois châteaux sur une montagne, trois églises dans un cimetière, trois villes dans une vallée, trois poêles dans une salle, c'est l'Alsace, partout...

Ce clair de lune rend Weiss sentimental.

— Il me revient une histoire que me contait mon père, jadis. Elle m'est toujours restée. Et la voici. Il y avait une fois une fée, un géant et une petite fille. La petite fille ressemblait beaucoup à la fée, un peu au géant. Pour leur faire plaisir, elle leur disait maman et papa. Il n'était pas possible d'avoir parens plus dissemblables. Le géant était si jaloux, si brutal, par-dessus les montagnes il jetait de telles potées d'injures à la fée que la petite fille se cachait dans les forêts. Constamment, le géant convoquait ses conseillers. Il leur disait : « Renseignez-moi, car je perds un peu la mémoire... Le vin, le tabac... Cette petite fille, à qui est-elle ? Elle n'a pas mes yeux,

mon estomac. Faut-il l'abandonner?... Elle me plaît, pourtant, car elle est jolie. » Les conseillers répondaient : « Sire, enfermez-la dans une cour, faites-la éduquer selon vos principes, engraissez-la afin qu'elle vous ressemble. Il n'y a que la force... Ordonnez. Nous obéirons... »

Le géant ordonnait. On enfermait donc la petite fille; des hommes à lunettes lui enseignaient les principes du géant (dont le premier est que la force est divine), l'engraissaient...

Seulement, quand les hommes à lunettes dormaient, la fée pénétrait dans la cour dont elle éloignait les murailles d'un coup de baguette. Elle disait : « Maintenant, ma petite, vis à ta guise, joue, danse, saute à la corde. Apprends à broder, à jouer de la harpe. Travaille aussi, mais sans rider ton front ainsi que l'enseignent les hommes à lunettes, car il n'y a pas de bon travail sans gaieté... Je n'aime pas que tu sois tenue si sévèrement. Le bon Dieu n'est pas dur. Il aime beaucoup les gens qui rient... »

La petite s'humanisait, apprenait à rire, à broder, à pincer les cordes de la harpe... Cependant, la fée appelait auprès d'elle sa confidente : « Trouvez-vous qu'elle se civilise un peu? Je l'aime, cette enfant. Elle apprend très vite. Et elle a de si jolis yeux! Je la crois très bien douée. Du cœur, de l'intelligence. Un peu de lourdeur d'esprit, pourtant... Est-ce que je m'abuse?... Sincèrement, à qui trouves-tu que cette enfant ressemble?... Vraiment, si elle n'a rien de moi, ni goûts, ni aspirations, je la laisserai aux mains du géant. Je ne veux à aucun prix forcer sa nature. »

La confidente réfléchissait. « Madame, il me semble qu'elle a pris le bon des deux côtés, car le géant n'est pas entièrement mauvais. C'est de lui que la petite tient son goût pour la harpe, une certaine gravité. Mais de vous elle a mieux que les yeux, elle a l'âme tout entière, la haine de l'injustice, la passion de la liberté. Prenez-la par le cœur, cette enfant, et elle vous restera fidèle, même si le géant l'enfermait dans la cour, pendant plus de cent ans, avec les hommes à lunettes... »

Et mon père ajoutait, en guise de conclusion : « Voilà l'histoire de l'Alsace... »

... On dort dans les draps rugueux de l'auberge. Et l'on reprend le bâton du pèlerin. Strasbourg. On flâne autour de la

cathédrale dont l'ombre, sur la place étroite, est un autre monument où roulent les fiacres, où se poursuivent les gamins. On voit Caïn, Abel, le sacrifice d'Abraham, l'échelle de Jacob, Jonas sortant du ventre de la baleine, Judas, les Vierges sages, les Vierges folles, les Vertus et les Vices, les Mages devant l'enfant Jésus, Clovis, Dagobert, Charlemagne, Louis le Débonnaire, Charles le Chauve, et Lothaire, et Conrad, et Henri d'Allemagne, le Jugement dernier... Le silence. La forêt des colonnes. La gloire des verrières, d'où tombent en pluie les rayons multicolores. Les Quatre Ages passent devant la Mort qui sonne les heures. Des tombeaux. *Si roges quis sim : pulvis et umbra...* Autour du sanctuaire, les vieux toits de la cité semblent autant de bonnets pointus et têtus... Plus loin, le palais du vainqueur, où brille l'or, où s'arrondissent les coupoles. Devant les guérites, des hommes casqués montent la garde. On les relève. Cris gutturaux, tapage des bottes. Deux peuples, deux esprits. Des gamins imitent ces soldats et rient...

On revient bien vite aux vieux quartiers, aux eaux qui dorment. Malgré tous ces fusils, tous ces casques, les vieux plaisirs, les vieilles libertés, les vieilles traditions enroulent leurs guirlandes aux balustres des balcons. Méprisées par le monocle de l'officier, les figures taillées par le ciseau des ancêtres ont un sourire... Est-ce qu'un traité chargé de sceaux et de signatures change les cœurs?... Les bancs, les lits, les berceaux, les tables sculptées à la manière de toujours, parlent depuis toujours. Comme les palais à dôme d'or s'ennuient au milieu des jardins déserts où jaillissent les jets d'eau symétriques !

...

... Dans sa chambre, le soir, bercé par les bruits qui montent de Friedensbach, — il est neuf heures, la cloche sonne, les chauves-souris dansent dans la cendre du crépuscule, — Reymond a la vision de cette Alsace qu'il vient de découvrir. Que d'images! que de couleurs! quel pittoresque! De la plaine aux sommets des Vosges, que de monumens disant l'âme forte et pourtant douce du vieux pays! Siècle après siècle, aux murailles des bourgs, aux vitraux des églises, aux pignons des maisons, les traditions sont écrites... Entre fleuve et montagne, le pays s'étend, si simple de lignes, si nettement ordonné. A coups puissans de ses larges ailes, le vent le traverse qui ploie

la cime des peupliers, taquine les girouettes, descend sur les places, se faufile dans les cours. Et les hommes ont la franchise, la rudesse, l'âpre saveur de ce vent qui passe...

Et c'est ce fier pays, d'où s'échappa le cri de Rouget de l'Isle, ces villes tant de fois ravagées, détruites, tant de fois relevées, toujours prêtes à souffrir pour leurs libertés, que de lourds parvenus de la gloire entendent séduire par l'étalage de leur force!... On n'a qu'à regarder autour de soi pour connaître d'où l'on vient, qui l'on est. Le bâton peut retomber, la voix gronder, les yeux lancer des éclairs, les bottes marteler les pavés, on sait ce qui fait le prix de la vie. On a vu de près les hordes d'Arioviste, les Huns, les Alémans, les Écorcheurs, les bandes suédoises, les Kaiserlicks, tant d'autres; avec eux, les fumées des incendies, la désolation, la mort... Qui donc a désespéré?... On est encore là. Plus fort de tant de souvenirs. Plus attaché que jamais à son droit, à sa dignité. Rapp, Kléber, Kellermann, Lefèvre, sont des témoins. Partout, trop de pierres qui parlent pour qu'on oublie; trop de ruines sur les collines; trop de morts sous les champs de bataille!

On boit son vin et l'on chante :

On changerait plutôt le cœur de place
Que de changer la vieille Alsace!

*
* *

Malgré la chaleur, Jean travaille du matin au soir.

— Imaginez que vous comparaissez devant le jury, dit un jour Reymond; constituez un auditoire et jetez-vous résolument à l'eau!... Classez vos idées, énoncez-les avec netteté. Je vous écoute. Le romantisme...

Jean se recueille. Son sujet, il le possède, mais comment l'attaquer?

— Monsieur, écrire, ça va, mais parler...

— De qui donc avez-vous peur?

— Où est-ce que j'aurais appris à parler? Papa se tait presque toujours.

— Je n'insiste pas pour aujourd'hui. Ce soir, avant de vous endormir, pensez à votre sujet, organisez-le.

Jean demande à son ami Charles Weiss :

— Crois-tu que les Alsaciens sont moins intelligens que les Français?

— Bien sûr que non! Nous sommes épatans. C'est au collège allemand qu'on nous mécanise. Tu l'as quitté au bon moment. Il faut voir ça dans les classes supérieures! Jamais rien de personnel. On nous dicte un canevas. Pas moyen d'en sortir. Il faut que les quarante élèves répètent les mêmes choses, si possible avec les mêmes mots. En histoire, dès que tu discutes, que tu poses une objection, on te traite de bavard, de *Franzosenkopf*... En somme, dès le collège, on est des soldats. Le professeur, c'est le colonel. Il parle. On claque les talons. *Zum Befehl!*

— Ça nous suivra toute la vie, soupire Jean.

— Il y en a qui disent que ça donne de la méthode, de la discipline, poursuit Charles. Moi, je dis que ça crétinise. On accepte tout. On devient une machine.

Tout le soir, enfermé dans la salle d'études, Jean se bat avec lui-même, gesticule, se pose des objections auxquelles il répond de son mieux, furieux de sa timidité, de ses gaucheries. L'esprit encore secoué de ces efforts, il regarde la vallée, il en comprend mieux que jamais l'abandon.

— On ne peut rien être complètement, ici. Allemand, ça nous dégoûte. Français, on nous en empêche. Alsacien?... On nous traque.

Le lendemain, aigri, découragé, Jean définit le romantisme sans entrain, sans volonté de précision.

— C'est mieux, dit pourtant le professeur, mais vous avez encore l'air de souffrir. On sent que vous vous méfiez de vous, de votre langue. Un peu de confiance en soi. Demain, *le Cid. Le Cid!* Sapristi! Voilà qui demande de l'élan, de la couleur, quelque chose de ramassé, de vigoureux.

Au soir de ces journées chaudes, on fait un tour de promenade, toujours le même, c'est plus reposant, au pied des collines. Voici que certaine fois on découvre, se balançant au-dessus des buissons, le chapeau melon de Kummel. Dans cette miraculeuse sérénité du soir, le chapeau du *Lehrer*, — et dessous, sans doute, le *Lehrer* lui-même, mais on ne l'aperçoit pas, — est un spectacle digne d'être vu. Ce n'est pourtant pas l'avis de Jean.

— Je vous en supplie, monsieur, filons!

— Ne soyez pas si nerveux.

— Il est plus fou que jamais, vous savez. Dans toutes les

dernières leçons, il n'a fait que baver sur la France. « Toute votre culture française est superficielle... Les Alsaciens, des bâtards, qu'il faut humilier!... »

— La belle affaire!... Au fond, c'est très drôle. Et sans importance.

Cérémonieusement, on se salue.

— Quel temps propice, ne trouvez-vous pas? dit Kummel qui s'éponge. Vous permettez que je chemine en si agréable compagnie?

Il explique le programme de ses vacances.

— Il faut de la méthode en toute chose. La fantaisie tue le peuple comme l'individu. Je me lève à sept heures et je dis : maintenant je ferai les ablutions quotidiennes, puis les respirations méthodiques... Alors je déjeune... A neuf heures, je dis : maintenant une courte promenade, un peu d'observation des plantes et des mœurs des oiseaux... Ensuite, grammaire et syntaxe, histoire et géographie, non pas en vue de l'école, mais en vue de la perfection individuelle. Dîner. Une pipe. Maintenant, dis-je, je me recueillerai, je m'accorderai une méridienne. Vous dites?... La méridienne achevée, culture du jardin, une leçon potagère aux enfans, entretien familier; la chaleur apaisée, quelques exercices énergétiques... Repas... Promenade. Je compte mes pas sur une distance donnée. Je compare au nombre obtenu les autres jours. De la sorte, l'esprit est toujours en éveil sur un but. Après cela, on peut marcher victorieusement au combat de la vie...

Ce bréviaire d'activité est débité sur un ton de magnifique certitude. Le mot « maintenant » prend en particulier une couleur de nasale autorité.

— Cela ne vous fatigue pas?... demande Reymond avec sollicitude.

— La fatigue est la mère de l'énergie, et l'énergie le père de la vie.

— Et la poésie des vacances, que devient-elle?

— Poésie! poésie! Il n'y a de poésie que dans la stricte méthode. Nous avons compris cela en Allemagne.

On se tait. Et Kummel, soudain :

— Alors, monsieur Jean Bohler, vous quittez notre vallée?... définitivement, me dit-on... Vous rejoignez la grande nation?

Jean tressaille. Il est blanc de colère.

— Parfaitement. Je rejoins la grande nation. Peut-être ne ricanerez-vous pas toujours, en la nommant ainsi.

— Je ne ricane jamais, monsieur Bohler. Je regrette simplement quand un jeune homme ne connaît pas le bon chemin... L'aigle allemand regorge de vigueur... Il doit s'expansionner, c'est fatal. Il convient aux races tombées en féminité de céder le pas. C'est encore tout à fait fatal. Obéir à une raison de sentiment, aller vers la déclivité, vers le déclin (déclin?... déclivité?...), aller vers le déclin est une opération sans profit.

Les yeux de Jean étincellent. Il perd toute prudence.

— Monsieur Kummel, quand vous vous trouverez devant la baïonnette d'un de nos chasseurs alpins, de quel côté sera le déclin?

Le *Lehrer* blêmit. Cette hypothèse le trouble. Le calme renaît.

— Utopie! Vieille conception de la lutte des peuples! Avec nos engins de destruction, le combat se déroule à quinze kilomètres de distance. On peut laisser les baïonnettes à la maison à côté du parapluie.

Kummel a un rire puissant. Il salue. Il s'éloigne.

— Sapristi!... dit Reymond, il est temps que nous partions, les uns et les autres... Cette histoire de baïonnette... Il ne l'a pas avalée. Un petit frisson lui a couru le long de l'échine.

— Vous ne raconterez rien à papa, n'est-ce pas? C'est inutile.

— Mais non, mon ami, mais non...

***

Besançon. Cette fois-ci, le candidat se montre plus délié, plus nuancé. Il est reçu avec mention.

Le bon petit dîner après le télégramme lancé à Friedensbach! Tout est bon, tout est beau. On se promène au bord du Doubs. On erre dans les vieux quartiers, on admire la sobre élégance des maisons basses, les cours ombreuses, cette fenêtre grillagée, cette porte à heurtoir, cet équilibre posé sur les choses. On entre dans la boutique où sont les fruits cueillis du matin, le raisin roux. Un chat dort sur le comptoir, un canari chante au plafond. La grand'mère qui sert est aimable. Elle a de jolis mots, de jolies manières... L'interminable retour. Friedensbach.

— Le voilà, notre bachelier!...

On l'embrasse. René, revenu du matin, serre la main de son frère. On ne s'embrasse pas entre hommes. Partout des fleurs.

— Tourne-toi, dit René; montre comment c'est fait, un bachelier...

— Et on vous félicite, monsieur Reymond. A vous une bonne part du succès.

Reymond proteste.

— Papa a raison!... affirme Jean. Sans vous, je rapportais une seconde veste.

Tout le monde est content. Avant que la nuit ne tombe, on fait un tour de jardin. Le train du soir passe en sifflant. Les chèvres descendent des hauteurs.

Mme Bohler a pris le bras de son fils.

— C'est bon d'être encore un peu ensemble.

— Encore huit jours, maman.

M. Bohler marche à petits pas. On se regarde. On répète : « Encore huit jours. »

Sous un sapin, René gesticule avec ses haltères.

— Comment! tu recommences déjà?

— Bien sûr. Je veux gagner deux centimètres de thorax avant de filer. Un quart de centimètre par jour...

— En voilà un qui sait prendre la vie! fait M. Bohler.

Mme Bohler serre plus fort le bras de son fils aîné.

— Eh bien, maman? dit simplement Jean.

— Mon brave garçon, répond sa mère.

On n'ajoute rien. On dit tant de choses quand la bouche se tait pour laisser parler le cœur!

***

Jamais Weiss ne pénétrait dans le cimetière de Friedensbach sans ressentir l'amère dérision des barrières humaines, une émotion de pitié, une défaillance dans ses colères. Ces morts qui se sont chamaillés au long de la vie, excommuniés, tous silencieux maintenant, tous bien sagement étendus, côte à côte. Il gagna la tombe de son fils Jacques. Et voici que c'était au tour de François de revêtir l'uniforme détesté. A l'âge où l'on naît à la vie libre, à la dignité, à la fierté, à l'âge où le cœur sent si vivement la moindre piqûre, tendre le cou pour recevoir le joug, refouler le cri qui vous déchire la gorge,

accepter, au moins en apparence, l'atroce mensonge, parce qu'on vous a volé votre pays!... Ému, Weiss s'assit sur le mur bas.

A-t-on le droit de proposer à son fils pareil sacrifice? Vaut-il la peine de tant lutter? Et pourquoi? puisque ces morts dorment paisiblement sous la même terre. Quelle folie pousse donc les hommes à se crucifier les uns les autres avant d'entrer dans l'éternité du silence?... Weiss sentit se dénouer en lui tout ce qui l'attachait à son peuple. Il ferma les yeux. Par un jour d'octobre semblable à celui-ci, il avait accompagné son fils Jacques jusqu'à Mulhouse; ils allaient se séparer pour de longs mois : « Te sens-tu assez fort pour tout supporter? » Jacques avait répondu très simplement : « Est-ce que tu doutes de moi? »

Plus tard, à Munich, devant le corps de son fils si maigre, aux traits si tendus, Weiss avait cru devenir fou. Un médecin expliquait : « Nous l'avons soigné de notre mieux. Quand il s'est porté malade, il était déjà trop tard. Un dépérissement lent... Une pleurésie... » Dans ses lettres Jacques n'avait pas dit les injures, les humiliations raffinées dont l'abreuvait un lieutenant joueur, furieux de se sentir jugé par ce garçon silencieux.

La figure des morts est un marbre éternel. Leurs paroles restent comme des mots d'ordre : « Est-ce que du doutes de moi? »

Weiss tourna la tête. Des nuages traînaient au ciel. Ici ou là une fenêtre bleue, l'échelle oblique d'un rayon tendue jusqu'en un point invisible de la vallée.

Des pas. Timide, François s'approchait de son père.

— Je savais bien où te trouver, papa.

Ils se taisaient, debout l'un près de l'autre. François toussa pour s'éclaircir la voix.

— A quoi penses-tu, papa? Va, ne le dis pas. Je le sais bien... J'ai réfléchi. Il faut que les Alsaciens restent en Alsace. Pour y rester, il faut le mériter, c'est-à-dire souffrir... N'aie pas peur. Ils ne m'entameront pas. Ils ne m'humilieront pas. Plus ils me traiteront de *Wackes*, et plus je serai fier. Tant d'autres ont résisté!... Et nous serons six pour lutter, puisque toi, maman et Suzanne et Charles et Jacques, surtout, vous serez autour de moi.

Ils rentrèrent en se donnant le bras. Et Weiss disait :

— Nous essayons de bien faire. Que Dieu nous garde!... Je veux que tu emportes quelque chose de grand, un souvenir qui te tienne debout. Dimanche, avec Bohler et ses fils, nous irons à Wissembourg où l'on inaugure le monument aux morts de 1870. Et maintenant, malgré tout, de la gaieté! Les hommes sont nés pour la bataille, mais les mamans ont un cœur de miel. Il nous faut égayer la tienne... Ces jours, les larmes brillent facilement au bord des cils... Aussi, ce soir, nous chanterons avec le grand-père les trente-deux couplets de la chanson sur Bismarck.

Aux jours graves l'aïeul s'assied au foyer. Il n'a pas besoin de parler. Il est là, avec son front poli comme une pierre de ruisseau; cela suffit. Avant qu'on le porte en terre, par un geste de sa main qui tremble, il attache les fils que le vainqueur ne pourra pas trancher.

Le grand-père était au jardin en compagnie de Suzanne qui courut à la rencontre des arrivans.

— Vois, père, ce que le « grand » t'a apporté, une cocarde tricolore.

— Je l'ai prise dans l'armoire aux souvenirs... Elle appartenait à mon oncle qui fut à Wagram. Victor, tu la mettras, de ma part, sur la tombe de nos morts, à Wissembourg... Mon oncle, moi, toi, ton fils, quatre générations...

On s'attendrissait. Mais le grand-père :

— Et Suzanne, quand nous offrira-t-elle la cinquième?

— Grand-père, à ton âge on devrait être sérieux...

— Je le suis, ma petite. Douze enfans ne seraient pas de trop pour continuer cette bonne race des Weiss.

*
* *

Des messieurs en haut de forme, en redingote, des cocardes, des uniformes chamarrés, des poitrines où brillent tant de décorations que l'on se demande s'il reste encore une place pour le cœur, des policiers qui se retournent et notent, des drapeaux, des guirlandes. La petite ville se fleurit de couleurs et regarde. Là-haut, les estrades où frappent encore les marteaux, le monument, énigmatique sous ses voiles gris... Dans les jardins, les têtes pâles des chrysanthèmes ; sur les prés, les mille coupes mauves des colchiques ; au flanc des collines, les bœufs qui tirent la charrue... Douceur de l'air, douceur des

horizons, mélancolie de tout ce qui va mourir. Le soleil se couche dans du sang. « Maman, demande une fillette à sa mère, tu dis toujours que les morts sont au ciel. Alors, ils ne seront pas là, demain ? »

— Si, si. Ils reviennent un jour, chaque année, pour voir si on ne les oublie pas.

Et toujours des messieurs en haut de forme, en redingote, des casques à pointe, des brassards, des cocardes... Ne viendront-ils pas, ceux que les morts attendent ?

Ils viennent. Ces vieux qui marchent au pas, traînant un peu la jambe, — l'un est manchot, cet autre est borgne, — sont les survivans du rude combat. Pour se prouver qu'ils ne sont point des fantômes, accourus les premiers, ils dressent un arc de triomphe. La tête leur tourne un peu au sommet des échelles. Tous les coups des marteaux ne retombent pas sur les clous. La ville apprend avec émotion le projet de ceux qui l'ont si bien défendue, dont l'un, perclus, infirme, amené jusque là en brouette, est assis au fond de l'étrange véhicule d'où il commande la manœuvre, cligne de l'œil, conseille et encourage. Les portes des jardins s'ouvrent. Par brassées, on apporte les chrysanthèmes, les immortelles, les branches sanglantes de la vigne vierge. Et c'est Mme Abette, l'épicière du coin, qui fournit les pelotons de ficelle. Elle explique :

— Je les ai vus, moi qui vous parle, défiler devant ma boutique au matin du 3 août. Comme ils marchaient bien !... Le lendemain, l'un d'eux est venu mourir sur le banc qui est devant la fenêtre...

— Alors, vous me reconnaissez ?... dit le vieux du fond de sa brouette. Moi, en ce temps-là, j'étais sur un cheval.

— Et moi, en ce temps-là, je n'avais pas le dos rond.

Ils viennent. Avant de les laisser partir, les vieilles ont fait le tour du jardin, cueillant les fleurs d'automne, reines d'un jour, si belles qu'on n'ose les offrir qu'aux morts. Elles les ont nouées en bouquets, sourires du pays... Maintenant, autour des tombes, nues tout à l'heure, une couronne de visages fidèles. Blottie sous les roses, la cocarde de l'oncle qui fut à Wagram. Sur la pierre qu'ils réchauffent, les feuillages, les baies, tout le soleil, tout le parfum de l'Alsace.

Elle vient, l'Alsace des instincts et des labeurs, la profonde Alsace des jours, des semaines et des ans de silence... Elle vient

par tous les chemins qui serpentent au pied des collines. Sur leurs lacets gris, des points mouvans. Les gros chevaux de campagne aux grelots sonnans traînent l'aïeul, les petiots, la femme, l'homme. Partis des villages perdus dans le bleu, quand ils voient grossir la foule noire, grandir le monument voilé, une émotion leur serre la poitrine qu'ils ne sauraient expliquer parce qu'on n'explique pas ce qui monte de tout au fond. Ils viennent, les curés en soutane, les chefs d'usine, les ouvriers qui pédalent, gris de poussière. Elle vient, la femme aux pouces râpés, les enfans pendus aux jupes, suivant le maître, l'homme à la pipe... Ils viennent, les vignerons noirs de soleil ; hier, le raisin foulé dans les cuves, le moût sucré, les rires, les filles qu'on embrasse ; aujourd'hui, ils répondent à l'appel, les vieux qui ont vu et qui gardent la paupière à demi close sur leur songe, et les jeunes qui ont servi le vainqueur.

Combien sont-ils?... Cinquante mille ? Cent mille? Ames vivantes penchées sur des os desséchés.

Déjà, dorés et flamboyans, les cuivres des musiques allemandes jouent des airs graves, les fifres déchirent l'air... Mais c'est pour les morts qu'on est venu, pour ces morts couchés sur la colline qu'entourent tant d'autres collines semées jusqu'au plus lointain horizon sous la discrète clarté d'un dimanche d'octobre.

Innombrable, hérissée de hampes de drapeaux, étendue dans l'espace, la foule attend. Derrière elle, quarante ans de silence. Devant elle, ce jour unique. Un homme apparaît, là-bas, appuyé des deux mains au bord d'une tribune. Que dit-il ?... Sous son voile, le monument ressemble à un gigantesque cercueil qu'on va descendre en terre... « C'est trop loin!... disent des voix. On n'entend pas. » Dominant soudain cette foule, un autre homme taillé en bûcheron, aux épaules d'épopée ; sa figure, une rude médaille, de l'austérité dans un épanouissement. Le colosse mesure l'étendue de ces têtes; d'une aspiration, il boit les pensées inquiètes; il regarde maintenant plus loin, plus haut, les collines, l'horizon, l'azur très doux. Alors, sentant bien que ce pays est avec lui, près de lui, sa voix retentit comme un clairon. Les onze cents vétérans, médaillés du Mexique, d'Italie, de Crimée, ont frémi, et Alexandre Baudot, qui sonna la charge à Malakoff, a redressé ses quatre-vingt-trois ans.

« Nobles fils d'Alsace!... Je salue ceux qui se sont obstinés à

une résistance sans espoir. Je les salue au nom de leurs camarades, au nom des officiers français, au nom de la République. La souffrance unit mieux que la gloire, puisque l'on aime en proportion des souffrances supportées en commun... Soldats français morts pour la patrie, à vous l'immortalité, à nous le souvenir! J'imprime le baiser de la France sur la pierre de vos tombeaux. »

En cette minute, le bras droit dressé vers le ciel, la poitrine gonflée, le front en pleine lumière, celui qui parle accumule en lui toutes les angoisses, toutes les espérances de cette foule soudain liée d'un invisible lien. — Regardez!... dit Weiss à ceux qui l'entourent. Ils se retournent. Devant ces milliers et ces milliers d'hommes dont les rangs pressés couvrent la colline, devant tous ces yeux levés qui brillent d'une flamme étrange, un frisson les secoue.

« Alsaciens, quand vous vous arrêterez devant ce monument, découvrez-vous, inclinez-vous, écoutez passer l'âme de vos aïeux. »

Une ardente sonnerie de clairons, les sons graves d'un choral : *Comme ils reposent doucement!* Le voile qui s'écarte découvre la nudité de la pierre, le génie de la Patrie, prêt à prendre son vol, le coq qui jette son cri du matin au soleil. Le cœur de la foule cesse de battre. Une pâleur est sur les fronts. On saisit le bras d'un voisin. On se regarde. Est-ce possible? Est-ce croyable? Ces drapeaux rouge, blanc, bleu, ces drapeaux des vétérans venus de France, qui flottent et se balancent, ce tapage des fanfares qui monte, gronde, roule au bas des collines jusqu'à la petite ville assise derrière ses vergers jaunis : *la Marseillaise!...* Impassibles, la mâchoire accusée, appuyés sur la poignée de leur sabre, les officiers prussiens sont debout, plus immobiles que des statues... *Allons, enfans de la patrie!...* On a le cœur pincé de surprise. Les têtes se sont découvertes. La volonté n'a pas commandé ce geste des mains. L'ordre est venu du cœur qui recommence à battre à grands coups. On se regarde encore... Est-ce vrai?... Voici quarante ans que l'on se tait! Voici quarante ans que la prudence et la crainte vous accompagnent, refoulant les sentimens, glaçant les élans! Voici quarante ans que le fantôme de la défaite vous suit, plus fidèle que votre ombre!... Et soudain ce drapeau, cet hymne des peuples ressuscités!...

Il y a sans doute dans cette foule des curieux, des sceptiques, des indifférens, peut-être même des ralliés aux maîtres qui payent bien. En cette minute, ceux-là n'ont pas le temps de peser le pour et le contre, de jeter la tête en bataille contre le cœur. C'est trop beau! C'est trop grand! C'est trop vrai! Ce que l'on croyait mort réchauffe le sang qui bouillonne... Recueillement prodigieux où l'âme d'un peuple, surprise dans sa vérité instinctive, est mise à nu...

Les vétérans laissent couler des larmes qui roulent dans les moustaches blanches; ils battent la mesure; le premier, Baudot, qui sonna la charge à Malakoff, accompagne les fanfares de sa voix cassée, puis un autre, un autre encore. ...Oh! ne pas être oublié! n'avoir pas souffert en vain!... Après le long cauchemar, retrouver une maison où l'on soit heureux!... Halètement court, pressé, d'exilés qui se serrent sur le cœur chaud de la patrie retrouvée, respiration formidable d'une foule que dompte une même pensée. Et soudain ce cri qui couvre le bruit des fanfares :

Aux armes, citoyens, formez vos bataillons!

Qui l'eût attendu, ce cri? Il jaillit comme jaillissent les sources, après un tremblement de terre, d'un jet sauvage et splendide. Bouillonnement, aspiration forcenée de tout cœur humain vers la liberté!

Magnifiques petits vieux, déjà courbés vers ce sol qui vous appelle, jeunes gens aux narines frémissantes, si vos yeux sont pleins de larmes, c'est que les morts de Wissembourg revivent en vous.

Ils vous possèdent, ces morts inquiets que seule la Justice apaisera!

***

Parlant bas, réchauffée à ce feu de sympathie allumé sur la colline, l'Alsace s'en va. Paysans, vignerons, ouvriers et bourgeois, ils ne sont plus que des points multiples sur les chemins qui mènent aux maisons des hommes. Par eux, chacun saura, la vieille qui ce matin cueillait les fleurs du jardin, le vieux qui ne quitte plus son fauteuil, les enfans accoudés dans la clarté de la lampe. Ils raconteront de leur mieux. Les yeux diront le reste, ce qui ne se dit pas. Une fois de plus, mystérieux

et rapide, franchissant haies et barrières, grillages et murs, le mot d'ordre courra le pays : Tenez ferme!... On sait ce qu'il en coûtera, quelles persécutions se préparent. On a lu sur le front des officiers appuyés sur leur sabre, alors que sonnait *la Marseillaise*, la froide résolution d'en finir avec ce peuple coupable du crime de fidélité... (Ce sera Saverne, la guerre...) Mais on sait aussi que la faute porte en soi la punition, le mépris de la dignité humaine la défaite, le brutal orgueil l'écrasement. Il n'est que d'attendre... On attendra...

— Ne parlons pas, c'était trop beau, disait Jean Bohler.

Et François Weiss :

— Papa, après ça, on peut bien souffrir un peu...

Les parens ne répondaient rien. Reymond se taisait aussi, bouleversé par l'heure qu'il venait de vivre.

Ils s'étaient assis à l'écart de la foule. De minute en minute Weiss répétait :

— Je suis ivre... ivre de fierté, fier de mon Alsace!... Il valait vraiment la peine de souffrir pendant quarante ans pour cette heure-là... Oui, je suis fier de mon Alsace... Garçons, soyez heureux d'entrer dans la vie avec ce souvenir dans le cœur...

— Te souviens-tu, Weiss, continuait M. Bohler, de notre retour au pays, après la guerre?... Nous nous étions battus de notre mieux. Pauvres mobiles du Haut-Rhin!... Mal armés, mal chaussés, un jour poussés ici, un autre là. Et soudain regarder cette chose en face : l'Alsace allemande. L'Alsace! La plus française de toutes les provinces de France... Quel retour!... Là où régnait la joie, entendre ces crosses retomber sur les pavés de nos bourgs! Et leurs rires, ces rires pesans, sinistres! C'était à vous rendre enragé... Et chaque jour, chaque jour, durant des mois, durant des années, ce cambriolage du passé... ce crochetage des cœurs... Fermer ses volets, se cadenasser, se verrouiller! Mais de la rue montaient leurs chants de triomphe...

Alors ces deux cortèges, en sens inverse : du fond de la Lorraine à l'extrémité de l'Alsace, ceux qui allaient retrouver la France; sur les voitures, le lit, l'armoire de noyer, la table où depuis toujours on a posé ses coudes; deux cent mille êtres humains qui laissaient derrière eux tout ce qui avait été leur vie... Et cet autre cortège sur les ponts du Rhin, l'armée des

colons, tous les crève-la-faim de Germanie, toute une horde vêtue de vert, plume au chapeau, lunettes à bout de nez; dix gosses tenant la jupe de la mère qui attend son onzième. Et bientôt toute cette marmaille installée dans les jardins encore égayés des fleurs semées par ceux que nous avions connus... Comment avons-nous pu traverser ces temps?... Dix ans, vingt ans, trente ans, quarante ans bientôt... Quarante ans! Et vous venez d'entendre la réponse de l'Alsace!... Ah! mes garçons! mes garçons!...

Jamais personne n'avait vu M. Bohler dans cet état.

— Ami Bohler, répondit Weiss, donne-moi la main. Donnons-nous tous la main, pères et fils...

Ils se serrèrent la main, François, Charles, Jean, René, les deux pères, et tous avaient des larmes dans les yeux.

— Tu verras, papa..., répétaient les garçons dans une sorte d'exaltation.

La nuit descendait sur la plaine... Au sommet de la colline, le génie de la patrie, le coq, la pyramide en grès des Vosges, choses visibles ; sur la colline, surtout, les morts, ces invisibles, ces grands vivans dont les hommes qui s'en vont par les chemins d'Alsace sont plus que jamais les prisonniers.

*
* *

L'heure des départs, des adieux.

Mme Weiss, Suzanne ont préparé la malle, plié le linge, glissé sous un gilet la surprise qui rappellera le foyer. Maintenant ils sont groupés à la salle à manger, plus ensoleillée que le salon, la petite Marie à califourchon sur les genoux de son grand-père. Le portrait du mort est à la paroi, qui les regarde tous. Pour lui aussi, jadis, on se réunit dans cette chambre. Une émotion serre les cœurs.

On sonne à la porte. Et c'est Reymond.

— Vous partez quand, François?

— Demain matin. Je serai à Breslau dans la nuit. Et vous-même?

— Demain soir.

— Mais vous reviendrez nous voir? dit Mme Weiss. Dans votre joli canton de Vaud, pensez souvent à vos amis d'Alsace. Ils ont besoin de sympathie, à moins que...

— A moins que..., répète le grand-père.

— A moins que..., répète Weiss.

On se passe l'album de papier gris que Charles offre à son frère : sur ses pages s'étoilent des pétales argentés, toutes les fleurs de la vallée.

— L'odeur du pays, dit le grand'père.

Reymond s'est levé.

— Je vous remercie pour tout ce que vous m'avez donné durant ces deux années, si vite enfuies, en bonté, en affection... J'emporte des souvenirs que je n'évoquerai jamais sans fierté, sans tristesse aussi, car je sais maintenant de quoi vit une famille d'Alsace, ce qu'il lui faut de résignation, de vaillance, pour aller de l'avant... A celui qui vous quitte, je ne dis pas courage, il en a tant. Que Dieu vous le ramène!

Ils sont tous debout sur le seuil de la maison. Suzanne sourit assez tristement. Pourquoi ce Reymond n'est-il pas Alsacien?... Et la petite Marie secoue son mouchoir, et Weiss salue de la main, et Charles crie :

— Vous m'écrirez, monsieur?...

Reymond se retourne. Les braves gens, les braves amis!

Et maintenant, une fois encore, le professeur fait le tour du parc avec ses deux élèves. En deux sauts, René gagne le pied d'un sapin, se hisse au sommet, se laisse glisser de branche en branche.

— Ça me servira quand je serai alpin.

— Tiens! Hier vous vouliez entrer dans l'aviation.

— Non, je serai alpin. C'est un chic métier.

On laisse l'alpin à sa besogne.

— Et vous êtes tout à fait décidé, Jean? Les lettres vous attirent?

— J'aime tant l'histoire!

— Il va sans dire que nous nous retrouverons dans la vie. Dès maintenant, vous êtes pour moi l'ami Jean.

Ils se regardent, ils se lient par ce regard.

— Si vous saviez, monsieur, comme ça me paraît étrange de partir. Je n'y comprends rien. Penser que nous ne vivrons pas en Alsace, que c'est fini, fini...

La voix tremble un peu. Reymond parle d'autre chose.

— Qui est-ce qui vous accompagne à Paris?

— Papa. Maman est trop fatiguée. Elle viendra plus tard, quand nous serons tout à fait installés chez le professeur Paget.

Julie est à la fenêtre de sa cuisine.

— Et vous restez, Julie? Vous avez de la chance.

— Que voulez-vous, monsieur Jean, répond la vieille Champenoise, les uns partent, les autres restent. C'est le train de la vie...

— Je vous recommande maman. Vous m'écrirez chaque semaine pour me dire comment elle va, si elle a l'air triste. Et, ce soir, vous lui donnerez cette lettre.

— N'ayez crainte, je la soignerai bien, votre maman. Depuis vingt-neuf ans, que je ne fais que ça...

Le gravier craque sous des pas pressés.

— C'est papa, dit Jean. Je crois qu'il vous cherche. Encore une demi-heure. Je vais vite vers maman.

Les deux hommes se promènent au long des allées.

— Plus heureux que mes fils, monsieur Reymond, vous reviendrez. Nous vous recevrons toujours en ami. Et nous irons sans doute chaque année passer quelques jours de vacances dans votre pays. Je tiens à ce que vous restiez en contact avec mes garçons. Ils vous aiment beaucoup. Vous leur rappellerez les belles années d'Alsace...

On regagne la maison. Bien que personne ne parle de départ, le chien a compris. Assis sous une table, il gémit sourdement, il vient parfois flairer les jambes de ses jeunes maîtres.

Dans le vestibule, les bagages entassés que le cocher emporte. Pour se défendre contre elle-même, enfermée dans un silence qui dit sa tendresse prête à se répandre en larmes, Mme Bohler s'occupe de détails matériels.

— La voiture est prête!...

— Mes braves garçons, dit Mme Bohler, qui se mord les lèvres.

Ses deux fils sont dans ses bras. Ils s'étreignent.

Discret, Reymond disparaît. Il a dit à Jean :

— Je serai près de la maisonnette du garde-voie.

Une page est écrite, la page de la jeunesse, des longues soirées dans le nid bien clos, des chants du violoncelle et du piano, des causeries. Si l'on sanglote, malgré tout ce qu'on s'était promis, c'est que l'on sait bien ce qu'on laisse derrière soi. La page est écrite. On la tourne.

Dans la maison que l'on vient de quitter, le vestibule désert, les palmiers, les cornes de chevreuils, la panoplie, la

glace qui reflète ces choses connues. La vieille Julie heurte à la porte du petit salon. On met du temps à lui répondre.

— Madame n'a besoin de rien?

— Merci, Julie.

— Une lettre de M. Jean pour Madame...

Reymond attend près du passage à niveau. Voici le petit train essoufflé, et pendant une seconde, le profil des deux garçons : René, déjà consolé, déjà tendu vers sa nouvelle vie; Jean, pâle, le front ridé...

Un dernier signe. Une fois encore, une fois de plus, en attendant les autres fois, le petit train emporte un peu de la douleur alsacienne.

*
* *

L'heure des départs, des adieux... On s'attarde au jardin des Schmoler. Au-dessus des feuillages rouillés, les toits de Friedensbach, lucarnes, girouettes et pignons jouant à cache-cache, des toits posés sur les maisons comme un bonnet... Sur l'un d'eux, le nid de la cigogne. Et là-bas, la rivière, dont l'eau, sous le soleil, semble des rayons qui dansent; sous les sorbiers chargés de fruits, un ruisseau allonge sa claire quenouille; à genoux sur une planche, un tablier plié sous les genoux, des femmes tordent les draps de chanvre, rient, trempent leurs bras rouges dans l'onde qui passe. Là-haut, les bois en feu, les buissons aux baies violettes. Une fois encore, les sabots des ouvriers claquent sur les pavés. Une fois encore, à la queue-leu-leu, boitant et cancanant, le cortège des oies. Une fois encore, il est midi, le *Mahlzeit!* des fonctionnaires. On dîne. Après quoi, on serre des mains.

La vieille Jacobine se tient sur son seuil, si proprette sous son bonnet blanc.

— On vous regrettera bien... Si vous tenez à nous retrouver en ce monde, il vous faudra revenir sans tarder... Mon mari sera à la gare... Il vous portera quelques poires, quelques pommes pour le voyage... Allons, dis au revoir au monsieur, Jacob.

Le cordonnier cloue ses semelles. La petite vie continue. La fontaine chante. *Ein... zwei... drei...* Sur la place, devant l'école, raides, marchant deux à deux, les garçons, du pied,

frappent le sol comme ils feront plus tard au régiment. Et c'est Kummel qui commande. Il accourt.

— Adieu, monsieur Reymond... Bon voyage!... Et dites bien, en cette Suisse française où l'on aime assez à goguenarder (vous dites?) quel ordre règne en Alsace, quelle discipline, quelle prospérité!... Adieu! Bon voyage!... Nous nous reverrons certainement. On ne peut pas deviner les événemens. Oui, nous nous reverrons... Adieu!

Le père Schmoler tend son paquet.

— Elles sont mûres, elles sentent bon... Salut, bonjour, monsieur Reymond. Et revenez, revenez!

Le gendarme s'est approché, car il est toujours bon de savoir ce qui se dit. Et c'est l'image de l'Alsace, sur le quai de cette gare, ce vieux un peu courbé, ce bon visage, et ce dos raide, cette moustache troussée.

Une fois encore Friedensbach au pied de ses collines, Friedensbach avec ses toits qui fument, les sentiers connus, les chèvres éparses sur les pentes, — mais Seppi n'est plus là, — la maison des Weiss, la maison des Bohler...

Adieu, petite vallée!

BENJAMIN VALLOTTON.

(La dernière partie au prochain numéro.)

A PROPOS

DE

LA FOIRE DE FEZ

Une foire vient de s'ouvrir dans la capitale officielle du Maroc : le populaire de Fez est, paraît-il, en liesse depuis quelques jours. Nul doute que cette nouvelle, publiée et commentée par un certain nombre de journaux, n'ait réjoui le cœur de beaucoup de Français, de tous ceux qui sont sortis de leur pays et qui souhaitent à la France et à leurs compatriotes de *sortir* toujours davantage. Sous les brumes et les pluies désolantes de cet automne parisien, ç'a été comme un coup de soleil pour les imaginations éprises des splendeurs africaines ou orientales ; et, pour ceux qui seraient tentés de se laisser aller à l'obsession des tristesses et des angoisses présentes, cette nouvelle, confirmant l'indéfectible vitalité de la France jusque dans les parties les plus neuves de son empire colonial, doit être un gage d'espérance et un réconfort.

Eh quoi ! dira-t-on, de si grands mots à propos d'une foire ?... Oui, mais c'est une foire française en pays pacifié et protégé par nos armes, — en pays conquis, comme nous savons conquérir, c'est-à-dire convié par nous à la discipline la plus humaine et la plus intelligente, en même temps que la plus ferme, — espérons-le ! Quelle joie et quel orgueil d'être des conquérans de cette espèce, lorsqu'il en est tant d'autres par le monde ! Surtout pour l'organisateur de cette fête, de cette manifestation à la fois économique et patriotique, pour le

Lorrain qu'est le général Lyautey, quelle consolation de sentir que, si la France a dû reculer momentanément ici, elle avance, là-bas, à plus larges enjambées! Pour un homme dont le logis familial fut souillé par la présence du Teuton, comme c'est bon de fouler en vainqueur le sol d'un pays que l'Allemagne considérait déjà comme son fief! Et quelle belle et première revanche de se dire qu'on a déjoué les calculs de la ruse et de la force germaniques, là même où nos ennemis nous avaient si durement humiliés et où ils s'apprêtaient à triompher définitivement de nous, à nous chasser pour toujours!

Cet événement, en somme secondaire, a donc une signification qui dépasse de beaucoup le fait lui-même. Il est de ceux qui, en ce moment, contribuent à accroître notre fierté nationale et notre confiance dans l'avenir. Aux yeux de nos sujets marocains, l'initiative du général Lyautey démontre hautement que la France attaquée, bien loin de renoncer à ses projets civilisateurs sur leur pays, entend les poursuivre avec plus de vigueur et de persévérance que jamais. Il leur prouve que, même après deux années de guerre, et d'une guerre comme jamais le monde n'en a vu, elle est toujours capable de pourvoir à leurs besoins matériels, comme de veiller à la sécurité de leur sol; que ni son commerce, ni son industrie n'ont souffert de la rude épreuve, — et enfin et surtout que la camelote allemande ne passe plus, que les mercantis de Hadji-Guilloun ont dû faire leurs paquets sans espoir de retour; qu'en un mot, pour l'homme de l'Atlas, la France est l'unique maîtresse de la terre et de la mer...

Voilà ce que signifie la foire de Fez. Et voilà pourquoi, malgré des raisons trop légitimes de tourner ailleurs nos regards, nous ne pouvons pas la laisser passer comme un fait-divers sans importance.

*
* *

C'est égal! On se demande ce que peut bien être une foire de Fez. Ce vieux mot, de si honnête lignée française, accolé à une ville du Moghreb, ne laisse pas que de surprendre, dès qu'on cherche à tirer au clair ses idées. Mais il faut, pour cela, y réfléchir. Au premier abord, on se laisse prendre par le mirage africain. On oublie nos foires bourgeoises, avec leurs cortèges de bonshommes en pain d'épices, et, parce qu'on a la

mémoire encore tout éblouie par les pages déjà anciennes d'un Pierre Loti ou d'un André Chevrillon, on entrevoit, sous ce vocable de « Fez, » tous les chatoiemens et tous les rutilemens d'un Sésame plein de trésors, de parfums, de musique et d'ombre fraîche.

Si l'on a aimé l'Islam et l'Orient mercantiles, si l'on s'est plu à l'amusant bariolage de leur décor, on se retourne immédiatement vers ses vieux souvenirs, pour en tirer sa « composition de lieu ; » on évoque le labyrinthe un peu mystérieux de tous les bazars qu'on a parcourus, ceux d'Afrique et ceux du Levant.

On se rappelle Alger et les arcades de la rue de la Lyre, — rue déjà tout européenne d'aspect, mais où les mœurs locales ont conservé leurs droits ; — boutiques étroites où, derrière des piles de cotonnades roses et d'étoffes voyantes, le marchand, couché sur un banc de bois, fume son narguilé, en attendant le client débonnaire ; où celui-ci s'attarde et s'éternise, où l'on n'est jamais pressé, où l'on n'entre, semble-t-il, que pour le plaisir d'échanger des propos amènes, en maniant de belles étoffes, agréables aux doigts et réjouissantes pour les yeux, parmi les fumées entêtantes du kiff et les spirales vaporeuses du chébli... Puis les *souks* de Tunis, — leur pénombre tiède, où éclatent les enluminures violentes et trop neuves des piliers et des échoppes, où l'on sent le cuir frais et l'essence de roses : souks des cordonniers, souks des parfumeurs, ceux-ci les plus noyés d'ombre, comme des officines où s'élaborent de délicats mystères, où les chefs-des-odeurs-suaves, astucieux Israélites, coiffés du tarbouch conique, avec des gestes pompeux d'alchimistes, vous versent goutte à goutte et vous vendent au poids de l'or les parfumeries de Grasse et de Marseille dans de petits tubes en cristal doré...

Et l'on rêve aux bazars du Caire, de Louqsor et d'Assouan, — trop modernisés, trop infestés de touristes et rendus redoutables par la subtilité commerciale de leurs marchands arméniens, syriens ou coptes, où l'on se heurte aussi à trop de scarabées en toc, d'amulettes nubiennes et de crocodiles empaillés, — mais où filtre, entre les toiles tendues ou les planches des galeries couvertes, la lumière rose et légère du Sud... Et ceux de Stamboul, immenses comme une ville, envahis et regorgeans de camelote germanique, mais où l'on a le loisir, après une

matinée de courses harassantes, de faire un petit déjeuner turc, sur une petite table, dans une petite boutique tenue par un colosse moustachu et tout bardé de coutelas, qui vous sert des brochettes d'oisillons ou d'agneau grillé, des laitages à la pistache et à l'amande, des jus de citron et d'orange dans des carafes glacées : la délicieuse dînette!... Et aussi ceux de Smyrne, de Beyrouth et de Damas : tapis de laines profondes et fleuries, où les pieds s'enfoncent moelleusement comme dans l'herbe d'un pré, harnachemens et pompons, colliers de verroteries éclatantes comme des turquoises ou des émeraudes... Damas surtout, avec son souk des confiseurs, plus secret et plus ombreux encore que celui des parfumeurs de Tunis, — véritable caverne-des-saveurs-exquises, où pendent en stalactites, où viennent se congeler dans le sucre grumeleux les petits abricots tiquetés, à peine plus gros que des mirabelles, les cédrats, les limons et tous les fruits de l'oasis, cette magnifique et verdoyante oasis de Damas, qui, mieux que la Bagdad chimérique de Musset, aurait pu offrir à sa cavale

... des luzernes fleuries '
Et des puits dont le ciel n'a jamais vu le fond.

Oui, on se rappelle tout cela. La seule idée de la foire de Fez vous invite d'elle-même à ce petit voyage intérieur. Nous avons tous tant de peine à nous défendre contre le clinquant de notre vieil exotisme littéraire, — et encore plus de peine à nous en débarrasser!... Eh bien! il paraît que la foire de Fez, ce n'est pas cela du tout! Encore qu'elle se déploie dans un cadre des plus pittoresques, — une cour du palais du sultan entourée de ces vieux remparts à créneaux, que la photographie a déjà popularisés chez nous, elle ressemble à toutes les foires européennes que nous connaissons. On y trouve, comme partout, des chevaux de bois, des montagnes russes, des cirques. Vous entendez d'ici le tapage? Neuilly et Saint-Mandé se sont transportés là-bas, à travers le bled marocain. Et l'on y déchiffre, sur les baraques provisoires, les noms d'une foule de maisons françaises et même anglaises, qui exhibent, aux yeux ébahis des indigènes, leurs déballages de faïences, de verreries, de rouenneries et d'étoffes de toute sorte. On peut y admirer aussi des échantillons, particulièrement instructifs pour nous, de l'industrie du pays : boiseries peintes, tapis et broderies mauresques. Cette foire, qui ressemble à toutes nos expositions industrielles par

son mélange d'exotisme et de produits du terroir, a été inaugurée solennellement, ces jours-ci, en présence du résident général, du conseil municipal de Fez et des ministres de Sa Majesté chérifienne. C'est la faillite suprême et complète de la couleur locale. Jusqu'aujourd'hui, on avait pu considérer le Maroc comme l'ultime conservatoire de cette vieille couleur si chère aux romantiques. Maintenant, c'est fini : le dernier sanctuaire est violé.

*
* *

Il faut en faire notre deuil. Ce qui nous console, c'est qu'il est toujours possible de sauver les vieilles choses réellement belles et qui en valent la peine, au milieu de toutes les poussées utilitaires de la vie moderne. Et l'on peut déblatérer tant qu'on voudra contre l'invasion du monde islamique par la camelote européenne : c'est un mal nécessaire qu'on est bien forcé de subir. En somme, l'honneur est sauf, si, même dans cette camelote, on a su mettre un peu de goût : ce qui, pour des Français, doit être toujours facile.

Mais, on ne saurait trop le répéter, un événement comme cette foire de Fez, ouverte quelques mois après l'Exposition de Casablanca, doit surtout nous réjouir, parce qu'il semble annoncer dans nos sphères gouvernementales, comme dans le grand public, un esprit nouveau.

Est-il donc vrai que nous allons enfin sortir de chez nous, pour nous enquérir du goût de nos cliens, pour essayer de le satisfaire, puis de le diriger doucement, de le corriger même à son insu? Il en serait grand temps. Et il est vraiment incroyable que nous ne comprenions pas l'invitation muette que nous adresse notre ancienne clientèle, notre clientèle perdue. Car il ne s'agit pas de renier ou de trahir nos traditions. On ne nous demande pas de déverser à flots de la laideur sur le monde, comme nous le reprochons à juste titre aux Allemands. On ne nous demande que de reprendre une habitude bien française, qui est de faire quelque chose de rien! Quoi de plus classique et de plus racinien? Nos délicats ne peuvent qu'acclamer une industrie nouvelle, qui ne serait plus de la camelote, mais le triomphe de l'art sur la matière, qui serait faite de rien, qui ne coûterait presque rien, et qui serait, en même temps, la plus jolie du monde. Il faudrait aussi qu'elle

fût la plus *pratique*. Cela est-il impossible? Y a-t-il forcément divorce entre l'utile et le gracieux ou le beau? Admettons même que notre goût choque celui de l'étranger : tout n'est pas forcément mauvais, banal, vulgaire ou grossier chez lui. Ils ont encore, ou ils ont eu des arts et des industries, qui ont créé quelques belles choses, et même quelquefois des merveilles. Nous n'avons qu'à nous inspirer de leur beauté et de leurs traditions, pour leur offrir des produits qui satisferont leur goût, sans tomber dans la laideur ou la vulgarité. Rappelons aux Africains leurs propres richesses, aidons-les à les retrouver. Déjà, en Algérie, on a essayé de ressusciter non seulement l'architecture, mais un certain nombre d'arts mauresques. Pour obtenir dans cette voie des résultats tout à fait satisfaisans, il faudrait que l'œuvre, au lieu d'être morcelée en tentatives individuelles, fût coordonnée, entreprise sur une vaste échelle, soutenue surtout avec une volonté ferme et persévérante. Les organisateurs de la foire de Fez ont dû certainement penser à ce renouveau possible de l'art et des industries indigènes sous notre direction, puisqu'ils ont réservé une place, dans leurs pavillons, à côté des produits français et anglais, à ceux des artisans de Rabat et de Méquinez.

Mais il ne suffit pas de connaître le goût du client et, autant que possible, de le satisfaire : il faut encore savoir lui vendre sa marchandise. En pays d'Islam, rien de plus difficile pour l'Européen, et surtout pour le Français, qui n'a jamais quitté sa coquille. C'est si délicat que, la plupart du temps, un intermédiaire s'impose entre le vendeur d'Occident et l'acheteur oriental. A Alger, j'ai entendu répéter cent fois par des administrateurs que le petit commerce français est impossible, que nos compatriotes ne savent pas vendre à l'indigène, et qu'il faut absolument entre lui et nous le truchement juif. Cependant, une telle situation ne peut pas se prolonger, elle ne doit être que transitoire. Il est vraiment humiliant de rester ainsi des étrangers dans nos propres colonies. Grâce à cette connaissance positive et un peu pédantesque des peuples, qu'ils appellent la *Völkerpsychologie*, les Allemands sont arrivés, même dans les colonies des autres, à prendre langue avec les naturels du pays, à les traiter et à les servir selon leurs habitudes et selon leur désir. Pourquoi n'en ferions-nous pas autant? Il faut pouvoir tout ce que l'on veut.

Il est donc bon que nos commerçans et nos industriels s'en aillent à Fez et à Casablanca apprendre la psychologie du vendeur ou de l'acheteur marocain. Même s'ils ont toujours besoin, avec lui, d'un intermédiaire, il leur serait préjudiciable de l'ignorer. C'est que, pour l'Africain, comme pour l'Oriental, un achat est quelque chose de très particulier, une affaire pleine d'imprécision, d'imprévu et de poésie. On s'arrête devant une boutique, sans bien savoir ce que l'on veut acheter, ou si, par hasard, on le sait, il arrive qu'on s'en aille ayant sous le bras une emplette à quoi l'on n'avait point pensé, qui dépasse tout ce qu'on avait rêvé et qui est la récompense de longues et savantes manigances, de stratégies compliquées, qui vous conduisent là où, d'abord, vous ne vouliez point aller. La volonté mystérieuse d'Allah plane au-dessus du combat. Et ainsi l'achat est une loterie, un jeu passionnant, où l'acheteur et le vendeur espèrent toujours se rouler mutuellement. Mais ce tournoi est enveloppé de courtoisie et de beaux discours, de formules cérémonieuses et fleuries. Et tout repose sur cette fiction aimable et à demi sincère que le gagnant est l'ami du perdant, l'exploiteur, celui de l'exploité. Je me rappelle avoir connu autrefois, à Alger, un petit Juif, qui tenait un magasin de curiosités dans la rue Bab-Azoun, et qui était d'une cordialité vraiment charmante. Quand, après un assaut prolongé, il avait réussi à mater un client récalcitrant, il lui disait, en lui mettant dans la main l'objet du débat :

— Je te le donne, pour que nous restions *bonz'àmis!*

Être « bonz'àmis, » tout est là, pour le marchand comme pour le client oriental ! Ce petit Juif si affectueux avait, à deux pas de sa porte, un confrère musulman, qui était l'idéal du genre et qui d'ailleurs était célèbre parmi les touristes. Tout le monde a connu le bel Ismaïl-ben-Hâfiz, lequel, à une foule d'autres avantages, joignait celui d'une éternelle jeunesse. Sexagénaire, il arborait, sous un nez conquérant, des moustaches toujours d'ébène, et sous la chéchia à glands d'or, il étalait des bandeaux noirs et lustrés comme des ailes de corbeau. Et quelles culottes bouffantes, d'un si beau vert-pomme ! Quelles molles ceintures, et d'un carmin si tendre ! Aussi les acheteuses cosmopolites se précipitaient dans sa boutique. Tout de suite des chaises pour ces visiteuses de marque, le café apporté par le kaoudji du coin, disposé sur un magnifique plateau de

cuivre !... Après quoi, — comme dans les *Mille et une Nuits*, — on « se mettait à causer ! » Si-Ismaïl était un causeur éblouissant. Avec cela un gentilhomme ! Avait-on l'air d'en douter? Il courait vous chercher ses parchemins de famille, qu'il extrayait d'une petite armoire mauresque, délicieusement enluminée de roses et d'œillets... Avait-on besoin d'un guide pour parcourir les quartiers de la Casbah? Il s'offrait en personne. Voulait-on y louer une vieille maison à *patio?* Il en connaissait justement une et des plus avantageuses. Était-on en quête d'un serviteur indigène? Il avait votre affaire. Pourquoi vous excuser, remercier? N'était-on pas « bonz'âmis? » Et quand on s'en allait, il vous glissait négligemment une bagatelle ridicule ou quelconque, que l'on payait sans oser discuter.

*
* *

Le Maroc fourmille de « bonz'âmis » comme celui-là. Si nous voulons conquérir leur clientèle, il importe au plus haut point de détourner vers nous leur amitié et de savoir la cultiver.

Cette prise de contact, de plus en plus intime, de nos vendeurs et de nos acheteurs, voilà ce que la foire de Fez semble conseiller et, dans une certaine mesure, favoriser. Mais elle trahit encore une autre intention qui est du plus grand prix : celle de mettre enfin en valeur, avec méthode et persévérance, les richesses de notre sol, aussi bien celui de la patrie que celui des pays conquis ou protégés par nous. Il paraît que le Maroc offre des ressources agricoles et industrielles, sans pareilles dans tout le reste de l'Afrique du Nord. On suppute déjà le rendement de ses gisemens miniers, et on prédit que, bien arrosé par des fleuves facilement canalisables, il peut devenir une seconde Égypte. Les nécessités de la guerre nous obligent à augmenter nos moyens de ravitaillement comme à accroître de toutes les façons la fortune réelle du pays. Les somnolences et les routines commencent à se secouer. En France même, des hommes actifs, des esprits avisés s'efforcent de découvrir ou signalent avec insistance des sources de richesse négligées jusqu'ici.

Un correspondant anonyme m'écrit, à ce propos, une lettre pleine de détails des plus précis. On me permettra d'en citer les lignes suivantes, sans rien préjuger de la véracité de leurs allégations, mais uniquement comme indice de ce que j'appelais

tout à l'heure un esprit nouveau : « Il y a en France, me dit-il, dans le Plateau Central, en Auvergne, dans la Haute-Vienne, en Limousin, en Bretagne, des mines d'or réellement abondantes, prêtes à extraire et qui n'attendent pour fonctionner que le permis d'exploitation... Les Allemands sont la pire race du monde, mais s'ils avaient sous la main des pays comme ceux que je viens de dire, et auxquels il faut ajouter la Normandie, ils auraient tôt fait d'en tirer de l'or et du fer. En y employant des équipes de prisonniers, ils sauraient bien trouver le filon. »

Encore une fois, je laisse à mon correspondant la responsabilité de ses affirmations. Ce que je veux retenir de sa lettre, c'est l'inquiétude dont elle témoigne et qui est un fort bon signe. Dans les conjonctures que nous traversons, il faut souhaiter à notre pays de connaître, comme l'Espagne du temps de Christophe Colomb, la fièvre de l'or. C'est parce que les Espagnols ont été des chercheurs d'or, même chimériques, même hallucinés, qu'ils ont conquis des mondes. Cependant des gens rassis et pondérés me disent : « A quoi bon s'en aller si loin ! Si nous nous en tenions à notre sol, au lieu de tant prêcher l'expansion coloniale ! Oui !... Si, au lieu de la laisser envahir par le commerce étranger nous commencions par coloniser l'avenue de l'Opéra !... »

Sans doute ! Mais n'oublions pas que les chercheurs d'or ont toujours eu besoin de la poésie et de l'illusion des lointains. Le Maroc a ce double avantage d'être à nos portes, et, néanmoins, de solliciter les imaginations par tous les prestiges de l'inconnu. On nous assure que nos conquistadors de la brousse ne seront pas déçus ; que, derrière les mirages, habituels en pays d'Islam, il y a de solides réalités. S'il en est ainsi, — et il paraît difficile maintenant d'en douter, — on ne peut qu'applaudir à tout ce que le général Lyautey a déjà réalisé d'efforts pour attirer des colons dans notre nouvelle conquête, pour en apprendre le chemin à nos commerçans et à nos industriels. Cela est d'autant plus urgent que l'Espagne, grâce à la propagande et à l'action obstinées, continues des Allemands, est en train de devenir un immense emporium de marchandises teutonnes prêtes à se déverser, sous un maquillage espagnol, à travers toute l'Afrique du Nord.

*
* *

Pour barrer la route à l'invasion économique de nos ennemis, pour faire fructifier notre patrimoine, comme nos possessions d'outre-mer, il est nécessaire que l'initiative de l'État complète l'initiative individuelle : celle-ci ne peut plus suffire. Avec la faillite d'une foule d'autres conceptions surannées, la guerre actuelle aura mis en évidence l'infériorité de cet individualisme anglo-saxon, dont, autrefois, on nous rebattit les oreilles. L'avenir semble appartenir aux grandes organisations collectives, sous la surveillance et la haute direction gouvernementale.

Quand on veut expliquer la décadence de notre expansion à l'étranger, on a coutume d'en rejeter la faute sur les individus. On accuse la timidité ou l'inertie de nos industriels, de nos commerçans, de nos consuls, de tous nos agens diplomatiques. Hélas! il n'est que trop vrai. Je pourrais moi-même apporter une forte contribution à la liste des griefs qu'il sied d'articuler contre eux. Mais que l'on daigne considérer qu'ils sont, ou qu'ils ont été les moindres coupables. Avant la guerre, le grand coupable fut l'État, qui n'a rien fait pour les encourager ou les soutenir, — au contraire! Espérons que ces déplorables errements vont disparaître, qu'ils ont déjà disparu. Ayons la ferme conviction que cela est, car il le faut. Aujourd'hui que, par la force des choses, tout l'essentiel et tout le raisonnable des revendications socialistes est réalisé ou en voie de se réaliser, l'État n'aurait plus aucune excuse pour sacrifier l'intérêt vital de la nation à l'intérêt mal entendu d'une seule classe.

LOUIS BERTRAND.

IMPRESSIONS D'UN COMBATTANT

NOTES DE ROUTE

VI [1]

LA MAITRISE DE L'ARTILLERIE

Les impressions que m'a laissées le village de T... où nous avons pendant quelque temps tâté du Boche, aux environs de la Noël, sont parmi les plus vives que nous aient procurées nos randonnées le long du front, et elles viennent sans cesse en nos mémoires déchirer de leur lancette aiguë la brume vaporeuse et floue où peu à peu s'ensevelissent les choses qui ne sont plus.

Ce village formait alors la pointe extrême d'un secteur qui s'avançait audacieusement dans les lignes ennemies, si bien que l'on y était bombardé non seulement de l'avant, mais de droite et de gauche, et même, en un point, presque de l'arrière. Aussi, souvent une salve, qu'on eût crue française en entendant le départ des coups vous éclater dans le dos, se trouvait être à leur arrivée bel et bien allemande. Le bourg dont la lisière descendante était margée par les tranchées ennemies formait la proue d'un promontoire d'où l'on apercevait en contre-bas, à une douzaine de kilomètres, les toits de Noyon et les tours carrées de sa cathédrale... et souvent aussi les fumées blanches des trains de ravitaillement boches qui émergeaient d'un masque sombre de bois, comme dans cer-

(1) Voyez la *Revue* des 17 septembre et 1er novembre 1914, 15 mars et 15 juin et 15 juillet 1915.

taines cérémonies on voit les aigrettes légères et mobiles des femmes jaillir de la ligne prosaïque des chapeaux hauts de forme. Souvent nos bons canons de 105 ont été taquiner les convois ainsi révélés par leur panache, mais à de telles distances un tir efficace sur but mobile n'est pas très aisé. La petite terrasse à l'extrémité du village d'où on avait ce magnifique et triste coup d'œil sur le pays occupé par l'ennemi était d'ailleurs très bien vue de ses tranchées, et on n'y pouvait guère séjourner quelques instans sans que des sifflemens nombreux, qui n'étaient point ceux des gentils rossignolets, vous murmurassent à l'oreille de ne point trop divaguer en ce lieu.

Il n'était de maisons dans ce bourg qui n'eussent été peu ou prou démolies par les marmites qu'y envoyait chaque jour l'ennemi, aux heures où les ravitaillemens faisaient défiler quelques détachemens dans ses rues. Rien là que de très naturel; mais il me souvient d'une vieille bonne femme, à la figure toute ridée comme un vieux fruit séché, restée je ne sais comment dans le village et qui, du matin au soir, tricotait paisiblement devant sa porte : j'ai vu plusieurs fois les gros obus tomber à peu de mètres d'elle; elle ne levait même pas le nez de dessus son tricot. Était-ce parce que la fin lui était chère et désirable, parce qu'elle avait déjà tant enduré que rien, même pas la mort imminente, ne pouvait plus faire réagir sa sensibilité, lassée jusqu'à l'anesthésie? Était-ce au contraire parce qu'ayant déjà vu tomber beaucoup d'obus, elle n'y prêtait plus guère attention, car la mort sans cesse frôlée est comme ces choses familières qu'on finit par ne plus voir à force de les avoir sans cesse dans le regard, comme ce bruit du moulin auquel le meunier ne pense que lorsqu'il cesse? Était-ce simplement une pauvre inconsciente, un de ces cerveaux simples que par milliers l'atroce guerre a vidés de leur raison, comme le boucher, d'un geste sec, vide le ventre des agneaux? Je ne sais, mais toujours je garderai dans ma rétine la silhouette de cette vieille accroupie sur la pierre, sourde au tonnerre mortel qui l'éclaboussait et n'entendant que le cliquetis léger de ses aiguilles annelées de laine.

Le chef d'escadron F..., qui commandait là l'artillerie, était un de ces hommes parfaitement cultivés, d'une énergie et d'une ardente bravoure volontairement masquées de froideur, qui sont si nombreux dans l'armée française. Dans le trou

creusé en plein champ qui lui servait de poste de commandement, au centre du réseau téléphonique qui liait de toutes parts son âme à l'âme vibrante de ses canons, et pareil en ce lieu à l'araignée qui, au centre de sa toile, attend et guette l'ennemi, il ne se départait pas d'une élégante et très raffinée politesse. Ses manières extrêmement « régence, » en ce palais où les candélabres étaient des bouteilles..., hélas! vides, les tapis des plaques de boue et les lambris des racines tressées de vers de terre, nous impressionnaient à tel point que, si nous en osâmes sourire, ce ne fut jamais que tout au fond de notre for intérieur. On ne vit jamais qu'une fois le commandant F... déserter un instant son calme poli : c'est un jour que, d'une allumette soigneusement frottée sur sa cuisse, il s'apprêtait à allumer une cigarette ; un obus, tombant à cet instant et qui couvrit tout le monde de terre, éteignit d'un seul coup la frêle torche de la régie. « N... de D...! » cria le commandant, et, rougissant un peu de s'être emporté, il frotta aussitôt une autre allumette.

Tout près du poste de commandement, dans la batterie P... dont mille souvenirs de charmante camaraderie me font aujourd'hui sentir l'âpre nostalgie, il y avait un de nos cimetières, un de ces petits cimetières de soldats que l'image a déjà popularisés et où s'alignent, comme à la revue, les légers tumuli trapézoïdaux, avec leur croix de bois que coiffe un pauvre képi posé de travers. C'est là que, chaque jour que Dieu fait, on couchait ceux que l'ange de la mort avait touchés de son aile libératrice. Et dans cette humble nécropole guerrière, si semblable à toutes celles où, de la mer aux Vosges, sont couchés ceux dont l'éphémère ardeur est endormie à jamais, toujours les mêmes sentimens jaillissaient, comme des fleurs tristes, du fond de la terre remuée : l'envie qu'inspire au sage la mort rapide, en pleine force, dans l'ardente exaltation de l'action et de l'enthousiasme, mais aussi la douleur que traîne là-bas, dans ses voiles noirs, la longue panathénée des mères, des veuves, des orphelins. Si je parle ici de ce petit cimetière si pareil à tous les autres, si banalement sublime, si magnifiquement pauvre, c'est qu'au milieu de ces tombes silencieuses il y en avait une qu'une chose poignante fleurissait d'une immatérielle couronne de mélancolie : il n'y avait point de képi sur sa petite croix de bois, mais une baïonnette y était enfoncée, et, clouée par elle sur le bois blanc il y avait une lettre toute

tachée de pluie et jaunie de soleil. Et dans cette lettre, d'une grosse écriture gauchement appliquée de paysanne, la mère du soldat lui disait : « ... Mais la Louise voudra peut-être de toi, mon petit, maintenant que tu t'es bravement conduit... » Quel poète transfiguré par la guerre en soldat, quel artiste cruellement sensible au tragique simple et profond a cloué là, d'un coup de baïonnette, cette lettre, en fermant la tombe du « petit » camarade ?

La boue qui régnait dans le secteur de T... dépassait tout ce qu'on peut imaginer ; même en Argonne, je n'en ai point trouvé autant. Cette vase déliquescente uniformément répandue partout, où l'on s'enlizait sans cesse et dont la couleur jaune avait fini par se répandre à force d'éclaboussures jusqu'au sommet des arbres et des bicoques, fondait tout, choses, hommes, bêtes, dans une immense symphonie ocreuse où le regard finissait par n'avoir plus de repères. Si Danton avait passé par là, il n'aurait jamais osé dire qu'on n'emporte pas la terre de la patrie à la semelle de ses souliers. Cette boue avait au moins l'avantage de donner aux hommes une teinte uniformément neutre et qui, à quelques décamètres, les distinguait à peine du sol. Ainsi se trouvait réalisé, bon gré mal gré, le plus invisible des draps militaires. A mon humble avis, en effet, la couleur bleu horizon, bien que très supérieure au point de vue invisibilité aux anciennes teintes franches de nos uniformes, n'est peut-être pas la perfection à cet égard. Une couleur est d'autant plus invisible dans un décor donné qu'elle tranche moins, qu'elle fait moins contraste avec celle des objets ambians. Or, il est évident que très généralement les soldats se projettent pour un observateur situé à quelque distance, soit sur le fond du sol, sur la terre nue, soit sur de la végétation, herbe, buissons, arbres. Or, la terre a toujours des tons tirant sur le jaune ou le brun ; les végétaux sont verts ou jaunes. L'idéal aurait donc été un drap d'uniforme tirant à la fois sur le jaune et le vert, qui sont d'ailleurs des nuances voisines, et surtout sur la première de ces couleurs.

C'est précisément à quoi tendent le khaki des Belges et des Anglais, le gris des Allemands, des Italiens et des Serbes. Le bleu horizon ne se justifiait véritablement que dans deux cas : 1° lorsque les soldats se profilent sur le fond du ciel ; mais alors, ils sont immédiatement vus de toutes façons et se profilent

en noir, quelle que soit d'ailleurs leur couleur ; 2° lorsqu'ils sont très éloignés, à une distance où le fond du paysage, la terre, les végétaux, paraissent tous bleutés à cause de la diffusion de la lumière à travers une épaisse couche d'air. Car c'est en somme le même phénomène, la diffusion prépondérante des petites longueurs d'onde de la lumière sur les particules atmosphériques, qui produit le bleu du ciel et le bleu des « horizons » si connu de ceux qui savent peindre... et même de ceux qui savent regarder. Mais ce phénomène ne se produit qu'à une distance de plusieurs kilomètres ; c'est pourquoi il est tout naturel qu'on ait peint en gris bleu les canons de 75 qui sont toujours à une distance notable de la tranchée ennemie, et aussi la coque des cuirassés qui ne combattent que de très loin. En appliquant la même couleur à l'uniforme des fantassins qui sont tout à proximité de l'ennemi, on a peut-être commis une extrapolation un peu hardie d'une donnée juste.

La nature, heureusement, remet toujours les choses au point ; c'est elle qui, sans qu'aucun tailleur, aucun peintre, aucun intendant soit jamais intervenu, a donné au tigre la robe jaune rayée de noir qui se confond avec la jungle où l'ombre des tiges zèbre le sol ensoleillé ; c'est elle qui a donné au lion la couleur du sable du désert, au papillon la forme et la nuance des feuilles mortes où il s'immobilise pour échapper à l'ennemi. Le « camouflage » n'est pas une chose nouvelle ; la réaction naturelle des choses sur les êtres sanctionnée par la survivance du plus apte, c'est-à-dire, — comme à la guerre, — du plus invisible, l'a depuis longtemps réalisé dans le règne animal. Seulement, ce que nous appelons camouflage, les naturalistes l'appellent « mimétisme. » — Le camouflage n'est qu'un mimétisme que la force des choses impose aux guerriers humains et à leurs engins, comme aux animaux, dans la terrible lutte pour la vie.

Et c'est pourquoi, rectifiant même ce qu'il y a d'imparfait dans l'œuvre humaine, le frottement continuel de notre drap « bleu horizon » contre la terre et contre l'herbe finit par donner à ce bleu une nuance à la fois verdâtre et jaunâtre, la nuance précisément qu'il fallait. Tous ceux qui ont vu la tenue de nos soldats lorsqu'ils ont séjourné un temps dans les tranchées et l'ont comparée à l'idyllique bleu horizon qu'on admire dans les devantures des tailleurs et aux terrasses de certains

cafés élégans, me rendront témoignage qu'il en est bien ainsi, et que la fonction finit toujours par améliorer l'organe, même quand elle ne l'a pas créé.

Pour en terminer avec le chapitre du costume militaire, qui n'est point si méprisable, puisque la vulnérabilité des soldats en dépend, — et puis, dans Aristote lui-même, il y a un chapitre des chapeaux ! — une remarque m'a beaucoup frappé dans le secteur de T... Il y avait là une division algérienne, et le pittoresque déjà si naturellement varié des chéchias, des fez, des burnous, des petites vestes courtes aux paremens jaunes des tirailleurs, se compliquait encore de ce qu'on était dans la période intermédiaire où les uniformes voyans déjà condamnés n'étaient pas encore complètement remplacés par le bleu horizon. Si bien qu'avec les culottes de velours aux tons variés, les chandails, les cache-nez et les écharpes multicolores comme les fantaisies des marraines, il n'y avait pas une escouade où ne régnât la plus multiforme, la plus diverse polychromie, et qu'il était sans doute difficile de trouver dans la division deux hommes dont la culotte fût assortie à la coiffure de pareille manière. Aussi certains campemens que je vis là semblaient d'immenses manteaux d'arlequin. Et c'est ainsi que le mot uniforme était arrivé à désigner la chose la moins uniforme du monde. M'est avis d'ailleurs que ce n'est pas le seul mot dont la guerre a ainsi bouleversé le sens, et je sais plus d'une chose dont il faudrait intervertir la signification passée pour la rendre adéquate au présent...

Pour ce qui est des marraines et de leur affectueuse sollicitude si tendrement doublée de laine et rembourrée de tabac, j'ai compris un jour que leurs envois étaient même plus appréciés qu'on n'imagine d'ordinaire. C'est quand, déshabillant pour lui prendre ses pièces d'identité un pauvre tirailleur qu'une méchante balle bête venait de toucher au cœur, on le trouva habillé, sous sa veste, d'un, de deux, de trois, de quatre chandails superposés sous lesquels s'étageaient sept douillettes chemises, — ceci est authentique. En voilà un que les paquets du soldat n'avaient point laissé démuni, et qui pourtant eût cru démériter de la confiance des lointaines bienfaitrices en ne portant pas tout son trésor sur lui. Qu'Allah recueille sa pauvre âme candide en son paradis aux sources fraîches!

*
* *

Ce matin, nous attaquons, dans le secteur; c'est le moment de la « préparation » d'artillerie qui précède comme un formidable prélude symphonique... et comme un glas, l'instant décisif et tragique où l'infanterie, en avant de nos batteries, sortira de ses tranchées. Et tandis que rugit le tonnerre formidable de toutes les pièces de tous les calibres, je songe à ces camarades fantassins avec qui tout à l'heure je prenais le café, et qui se préparent à bondir vers la mort, là tout près devant nous, le fusil à la main, l'âme pleine d'une sombre résolution, le regard un instant... un seul instant voilé, parce que tout l'essaim des chers souvenirs vient d'y poser l'ombre de son vol rapide. Il y a un moment à peine, ils devisaient gaiement, s'occupant de mille petites questions de détail, et pourtant ils savaient qu'un fort pourcentage d'entre eux était condamné à mort; ils le savaient, mais ne laissaient point voir qu'ils le savaient, car ils avaient cette pudeur de l'émotion qui donne tant d'élégance morale aux hommes de chez nous, même aux plus simples.

Tandis qu'ils se préparent à se hisser sur le parapet, dans quelques minutes, quand l'aiguille des montres synchronisées hier soir marquera du même coup la fin de la canonnade, les pensées en mon esprit défilent en un cortège précipité et dense. Je songe que, pendant que nous sommes là dans nos batteries, presque point inquiétés par les ripostes sporadiques des batteries ennemies, qui, à peine ce jour-là, blesseront quelques-uns d'entre nos canonniers, nos camarades fantassins vont là-bas se heurter aux terribles fils barbelés, tandis que les mitrailleuses allemandes déploieront sur eux, en sifflant, l'éventail mortel de leurs trajectoires divergentes. Et nous avons alors un peu honte d'être artilleurs, et un muet hommage s'élève de nos cœurs vers cette infanterie, qui reste vraiment, du moins par l'héroïsme, par la nécessaire abnégation, « la reine des batailles. »

Du poste d'observation, nous voyons quelques-unes des phases de l'affreuse mêlée, nous voyons tomber quelques-uns de ceux qui ont tout donné en ce lieu à la France, et dont les silhouettes, alanguies par la mort, goutte à goutte tachent de rouge les petites plaques blanches et irrégulières que la neige tombée la nuit a posées çà et là sur le sol et qui semblent de loin

des chiffons déchirés, abandonnés par quelque lavandière. Mais à quoi bon décrire ces choses? Elles ont été racontées cent fois par ceux qui les ont vécues, dans l'âpre sensation du corps à corps. A quoi bon décrire le retour des survivans et des blessés, qui sont vibrans encore d'impétuosité, le morne défilé en leurs brancards des grands blessés dont le regard, à défaut du corps, est toujours debout, la tourbe informe des prisonniers dont l'attitude est à la fois de surprise joyeuse d'être encore vivans et de stupeur de bête traquée... Tout cela a été dépeint maintes fois, et de main de maître.

Ce que je voudrais seulement, c'est examiner en quelques mots ici le mécanisme de ces combats presque toujours pareils dans leurs grandes lignes et qui, de tranchée à tranchée, avec les mêmes vicissitudes sanglantes, avec les mêmes sacrifices saintement acceptés, font depuis tant de mois frémir de leurs saccades intermittentes tout le front de France. Ce que je voudrais en un mot, et si j'ose employer cette expression, c'est faire un peu *la physiologie* de cette forme étrange de guerre qui nous a été imposée, c'est tâcher de montrer dans quel sens elle évolue, et comment, par une intervention toujours plus puissante et mieux réglée de l'artillerie, elle doit finalement, avec des sacrifices, inversement proportionnels en hommes et en machines, bouter dehors le Boche.

On me pardonnera d'aborder ici, « moi qui ne suis roy, ne rien, » des questions de tactique. Mais le phénomène « bataille » est, comme tous les phénomènes naturels, justiciable de l'expérimentation et de la critique scientifiques. Il est, au même degré qu'une réaction chimique ou qu'une maladie, soumis aux lois de l'observation et de la logique. Peut-être, d'ailleurs, le moindre « apprentif, » celui qui a, ne fût-ce que quelques semaines, pris une part active à la guerre, celui qui a, si j'ose employer cette image un peu triviale, mais si juste, « mis la main à la pâte, » celui-là, pourvu qu'il ait des yeux pour voir, des oreilles pour entendre et du sens commun pour déduire, connaît mieux l'art de la guerre que s'il avait seulement suivi, fût-ce pendant vingt ans, les enseignemens livresques, aprioristes, théoriques et systématiques de toutes les académies militaires du monde. « L'expérience est la source unique de la vérité, » a dit Henri Poincaré. Vous me rendrez témoignage que c'est vrai aussi à la guerre, mes camarades, qui de la chry-

salide pacifique où le commerce, l'industrie, la terre, ou le laboratoire vous tenait enfermés, avez jailli métamorphosés soudain en âpres guerriers.. Nos chers camarades de l'active, cadre incomparable d'une fresque glorieuse, dont les âmes mûries déjà dans la noble servitude militaire étaient si admirablement préparés à recevoir l'empreinte fécondante des faits, sont d'ailleurs unanimes à confesser, eux aussi, que la vraie école de la guerre a été pour eux la guerre elle-même ; les leçons antérieures, tous les enseignemens des livres et des systèmes pèsent peu auprès de la grande et glorieuse leçon qui a commencé pour tous le 1er août 1914.

Lorsque les Allemands, après la bataille de la Marne, se sentirent réduits à la défensive et qu'ils se terrèrent pour garder le terrain momentanément conquis par eux derrière une longue ligne de tranchées, lorsqu'ils furent obligés, pour éviter de la voir tourner, de prolonger cette ligne, jusqu'à la mer d'une part, de l'autre jusqu'à la frontière suisse, ils nous imposèrent la guerre qui depuis n'a pas cessé sur notre front, et qui, autant qu'on peut le prévoir, ne s'achèvera qu'avec la campagne elle-même.

On a dit et écrit souvent que cette guerre de tranchées était une nouveauté et qu'on ne l'avait jamais vue que dans les sièges, mais non en rase campagne. Rien n'est plus faux pourtant, et il suffit pour s'en convaincre de considérer les toutes dernières guerres, et notamment la plus récente avant celle-ci, la guerre des Balkans, où l'on vit à Tchataldja une ligne de tranchées, allant d'une mer à l'autre, arrêter net l'invasion du territoire turc par les Bulgares. Déjà au Transvaal, puis plus près de nous en Mandchourie, on pouvait apercevoir une évolution de la défensive en rase campagne dans ce sens.

Mais ce rôle fondamental de la fortification de campagne qu'on avait un peu négligé, chez nous, avait été, en vérité, mis en évidence depuis fort longtemps par les vieux maîtres du passé, notamment, par le beau génie militaire de notre Vauban. Celui-ci est généralement considéré comme un maître incontesté pour tout ce qui concerne l'attaque et la défense des places ; mais on ignore trop que ce grand bâtisseur de forteresses avait des vues non moins étonnantes sur la guerre en rase campagne et nous avons trouvé dans quelques-unes de ses œuvres inédites, signalées par le colonel de Rochas, quelques préceptes

qui, à deux siècles de distance, projettent sur les choses actuelles des lumières singulièrement suggestives. C'est ainsi que Vauban enseigne qu'une armée doit se retrancher en rase campagne : « ... Pour qu'un petit nombre d'hommes puisse résister à un plus grand... Pour pouvoir occuper des postes avantageux et les garder avec des forces médiocres et de beaucoup inférieures à celles de l'ennemi sans le craindre... *Pour pouvoir fermer l'entrée de nos pays à l'ennemi.* » Quel enseignement en peu de mots !

Si malgré cela, si malgré surtout l'enseignement des plus récentes guerres, les états-majors ont un moment un peu dédaigné l'art et la nécessité du retranchement en rase campagne, c'est que, passant par-dessus ces précédens si proches, sans leur accorder l'attention voulue, ils étaient hypnotisés par le souvenir prestigieux des campagnes napoléoniennes. Si j'ose employer cette image mathématique, leur erreur fut de ne pas considérer l'évolution de la guerre comme une « fonction continue. » Ils oublièrent que l'art de prévoir n'est que l'extrapolation d'une courbe, et que dans toute extrapolation bien faite, ce sont les derniers points du tracé de la courbe, et non des points quelconques pris arbitrairement sur celle-ci qui sont surtout à considérer. Quand on ajoute un nouvel étage à une maison qui en a cinq, ce serait folie que de vouloir le poser sur le rez-de-chaussée ; c'est au dernier construit qu'il doit se superposer en épousant ses formes.

Le règlement des armées en campagne du mois de décembre 1913 disait : « L'artillerie soutient les attaques de l'infanterie, elle ne les prépare *plus.* » Ce *plus* entendait marquer un progrès et comme la répudiation de quelque hérésie antérieure. Cette doctrine, qui eût pu être vraie contre un adversaire non retranché, est venue, comme on sait, se briser à jamais contre les parapets cuirassés des sapes, et se déchirer aux crocs des fils de fer barbelés. C'était fatal : Vauban a calculé dans son ouvrage inédit sur *la Fortification de campagne* qu' « un homme bien retranché en vaut six qui ne le sont pas. »

Sans vouloir disputer sur ce chiffre par lequel Vauban n'a voulu évidemment indiquer qu'un ordre de grandeur, il faut remarquer qu'avec les engins actuels, la disproportion se trouve encore bien plus forte à l'avantage du combattant retranché. D'une part, en effet, l'abord des tranchées est aujourd'hui beau-

coup plus lent à cause surtout des ronces de fils de fer qui sont un moyen de retarder la marche inconnu de Vauban. En outre, dans sa comparaison, celui-ci suppose tous les adversaires armés de mousquets. Aujourd'hui, au contraire, le défenseur a à sa disposition la mitrailleuse, à l'exclusion de celui qui donne l'assaut et ce fusil multiplié renforce beaucoup le désavantage de l'assaillant, surtout si, comme c'était toujours le cas naguère, celui-ci n'est armé que du fusil et de la baïonnette. — Jusqu'à quelques mètres de l'ennemi retranché, la baïonnette n'est rien qu'une menace terrible, mais impuissante, et le fil barbelé se rit des menaces. Quant à la balle du fusil, sa trajectoire rectiligne, son « tir tendu, » comme disent les balisticiens, ne lui permet de toucher que ce qui dépasse le talus de la tranchée. Pour tout ce qui est derrière celui-ci, la balle est inoffensive.

Par ces quelques remarques, on s'explique les pertes assez élevées qu'a subies un temps l'infanterie attaquant de vive force les retranchemens ennemis. C'était la mort, la mort glorieuse, mais inutile pour beaucoup, et ceux qui mouraient ainsi n'avaient pas même l'âpre et suprême volupté d'avoir porté aussi des coups mortels. Seuls ceux qui parvenaient à la tranchée adverse avaient cette joie.

***

Heureusement, aujourd'hui l'héroïsme du fantassin n'est plus exposé autant qu'au début à sombrer impuissant sur les récifs d'acier qui bordent la défense ennemie.

C'est que, par la force douloureuse des choses, on a été amené, d'une part à donner des armes nouvelles à l'infanterie, d'autre part, à ne plus la lancer que sur des positions d'abord « préparées » par l'artillerie, — n'en déplaise au règlement, — et réduites au minimum de nocivité.

L'arme nouvelle qu'on a donnée aux fantassins, c'est la grenade qui fait en quelque sorte de chacun d'eux un artilleur, car la grenade n'est qu'un petit obus à main (en italien d'ailleurs, l'obus s'appelle *granata* et en allemand *granat*). La grenade est une bombe en miniature qui éclate en mille fragmens meurtriers dans un assez grand rayon. Il est évident que, dans la lutte à courte distance, elle est bien plus dangereuse que la balle du fusil qui ne traverse qu'un étroit pinceau de

l'espace et dont la portée énorme est parfaitement inutile dans la guerre de tranchées. D'autre part et surtout, la balle avec sa trajectoire tendue ne peut toucher les hommes abrités : derrière chaque levée de terre il y a pour la balle un *angle mort* (c'est ainsi, que, par une singulière ironie linguistique on appelle le seul angle où on soit sûr de n'être pas tué par un projectile). Au contraire, plus d'angle mort avec la grenade : jetée adroitement, elle retombe presque verticalement dans les trous les mieux abrités et les éclats mortels et bondissans reviennent et fauchent tout derrière l'abri fallacieux. Grâce à la grenade, le fantassin qui attaque est dangereux longtemps avant d'aborder la tranchée ; grâce à elle, il peut d'un seul coup mettre hors de combat plusieurs adversaires ; grâce à elle, dans les combats de boyaux, lorsque l'ennemi se défend dans une tranchée dont une partie est déjà conquise, il ne lui suffit plus d'un coude du boyau, d'un épaulement quelconque pour être à l'abri. Partout la grenade le poursuit, comme le furet fait au lapin, dans ses galeries sinueuses. La grenade en un mot a contribué à rétablir les chances du fantassin qui attaque ; elle ne le livre plus désarmé à la gerbe mortelle des mitrailleuses abritées.

Elle a un autre avantage qui plaira aux amans du panache, à ceux qui voudraient justement que le guerrier le plus beau et le plus valeureux fût toujours le vainqueur. Dans cette guerre où la valeur des machines balance toujours et prime souvent celle des hommes, la grenade met superbement en relief les qualités de cœur et de muscles qui jadis empanachaient la bataille. Pour lancer la grenade avec une adroite précision, il faut des jarrets, et de ce jarret moral : la décision. Le grenadier d'aujourd'hui a dans l'action toute la vigueur élégante, tout le galbe harmonieux qui poétisaient le discobole antique.

Ainsi est ressuscité le prestige d'une arme qu'on croyait morte et dont l'histoire est curieuse. C'est Sa Majesté Louis Quatorzième qui institua les grenadiers : elle avait l'art de choisir et d'écouter les « compétences » et dans l'art militaire elle eut aussi son Molière qui fut Vauban ; les grenadiers étaient d'abord chargés de lancer les grenades, et ceci était une conséquence du rôle important qu'avait pris le retranchement avec Vauban. Mais bientôt après, elles furent abandonnées. Les grenadiers ne furent plus que des soldats d'élite

d'infanterie, et ils n'eurent plus d'autres grenades que celles, anodines et dorées, qui ornaient leurs buffleteries. Grenadiers sans grenades aussi, ceux de l'épopée impériale. Ce mot avait tout à fait perdu son sens et cette fonction son organe. — Il a fallu un de ces retours fréquens de l'histoire, — car la marche du progrès est sinusoïdale comme les méandres d'un fleuve, — pour rendre dans la grande guerre des peuples la grenade aux grenadiers.

A l'heure présente, les grenades employées de part et d'autre de la barricade peuvent se ramener à quelques types très simples, pesant quelques centaines de grammes, contenant quelques décigrammes d'explosif, — généralement de cheddite chez nous, — et qu'un grenadier exercé peut jeter jusqu'à une quarantaine de mètres avec beaucoup de justesse. De même qu'on a des obus percutans et fusans, on a des grenades percutantes et des grenades fusantes. Les premières sont faites de manière à éclater au moment où elles touchent le but, les fusantes de façon à n'éclater qu'un certain nombre de secondes après qu'on a mis le feu à une mèche lente, ce qu'on fait en déclenchant un percuteur au moment du lancement. Les unes et les autres ont leurs avantages comme les obus percutans et les fusans mais on a, avec raison, une tendance à préférer les grenades fusantes parce que celles-ci, même si elles ne tombent pas dans la tranchée, peuvent souvent y rouler ensuite et éclater en temps voulu, tandis que les grenades percutantes n'éclatent qu'au point de chute.

Chose curieuse : la plupart des grenades employées par nos ennemis et par nous-mêmes n'ont plus du tout la forme sphérique du fruit qui, à l'origine leur a donné son nom. Par leur forme généralement ovoïde, par leur surface noire et striée de rainures, qui assureront une fragmentation systématique, elles ne ressemblent plus guère au doux fruit africain dont on tire ce sirop cher aux petits enfans. Nos poilus appellent avec assez de pittoresque exactitude « grenades-citrons » ces engins ovoïdes : étranges fruits bâtards que n'avaient point catalogués les botanistes !

Quant aux grenades à fusil que les Boches lancent comme nous avec le fusil de guerre chargé à blanc et qui portent à plusieurs centaines de mètres, elles étaient employées déjà au XVIIIe siècle. On les lançait même alors parfois à la pelle. Aujourd'hui on se contente, si j'ose dire, de les fabriquer « à la

pelle. » C'est en effet par centaines de mille chaque jour qu'on les produit en France, en Angleterre... et aussi en Allemagne.

Qu'on me pardonne de m'être étendu quelque peu sur le rôle de la grenade, mais cela ne m'écarte point de mon sujet qui est l'artillerie, bien au contraire. En devenant grenadiers, les fantassins sont devenus en quelque sorte artilleurs, puisque chacun d'eux lance maintenant de petits obus explosifs.

Et puis il y a quelque chose d'attachant, il y a je ne sais quel parfum vieille France dans le nom même et dans le geste semeur de nos grenadiers. Ceux qui, du matin au soir... ou plutôt du matin au matin, émoustillent d'un bras rapide le Boche dans ses repaires sont donc un peu les frères, par la hardiesse, de ce grenadier dont Racine, alors qu'il était correspondant de guerre, nous a dit les exploits et qui s'appelait « Sans-Raison, » ce qui est un bien joli nom pour un grenadier.

***

Tandis qu'au début de la campagne l'infanterie marcha contre les tranchées presque sans liaison avec l'artillerie, tandis qu'ensuite elle n'attaqua plus sans avoir été précédée d'une « préparation d'artillerie » très intense qui durait quelques minutes, aujourd'hui c'est pendant des heures, pendant des jours qu'on bombarde avant de lancer le fantassin à l'assaut.

Telles sont les trois phases successives qui caractérisent jusqu'ici l'évolution subie par l'attaque dans cette guerre.

Pendant la première, pour les raisons indiquées plus haut, l'infanterie fut exposée à des pertes inutilement terribles en se lançant sur des positions intactes et abritées. On ne tarda pas à reconnaître la nécessité de désorganiser d'abord peu ou prou ces positions, et c'est ainsi qu'on fit précéder au bout de quelque temps les attaques d'un bombardement déclenché à point nommé avec toute l'intensité possible par toute l'artillerie du secteur. Après un certain nombre de minutes, on arrêtait soudain ce bombardement au moment du départ des vagues d'assaut, ou du moins on le reportait plus loin, on « allongeait le tir, » comme disent les idoines.

On fit d'abord assez court ce bombardement préparatoire pour deux raisons : la première est qu'on ne disposait nulle part de stocks de munitions permettant d'alimenter une dépense à la fois intense et très prolongée de projectiles; la seconde est

qu'une « préparation » soudaine et brève fut, un temps, considérée comme une condition de succès parce que, pensait-on, l'attaque ainsi déclenchée comportait un élément de surprise, tandis qu'une préparation prolongée eût laissé à l'ennemi le temps de se préparer à la résistance, d'amener ses réserves, de tirer sur les nôtres et de contre-battre d'ailleurs notre artillerie.

Malheureusement l'expérience, la cruelle, mais impeccable expérience, démontra bientôt qu'une préparation d'artillerie aussi courte était, surtout avec les faibles calibres presque seuls existans au début de la guerre, incapable de détruire véritablement les nombreuses résilles de fils barbelés et de démolir suffisamment les retranchemens que l'ennemi renforçait d'ailleurs peu à peu en y adjoignant des blindages et des abris profonds, cuirassés d'une épaisse couche de terre et de madriers. Quant à l'effet de surprise, on constata qu'il n'avait pas l'importance escomptée, les points importans des premières lignes étant de part et d'autre continuellement gardés par des hommes déterminés dont quelques-uns munis de mitrailleuses suffisaient, avec la complicité des fils barbelés, à arrêter des bataillons entiers. Enfin, pour ce qui est des réserves ennemies, on s'avisa qu'il y avait pour les empêcher de déboucher un meilleur moyen que d'éviter de les prévenir (car avec le téléphone on est vite prévenu), c'est le *tir de barrage*.

Qu'est-ce donc que ce tir particulier dont l'emploi est aujourd'hui mentionné presque chaque jour dans nos communiqués? C'est, comme son nom l'indique, une sorte de barrage que l'on crée entre deux régions du terrain en envoyant sur la ligne droite idéale qui sépare ces deux régions une rafale continue de projectiles. Ainsi, tandis que dans les tirs ordinaires d'artillerie on vise un objectif déterminé à détruire ou à bouleverser, dans les tirs de barrage on crée seulement, en une zone arbitraire du terrain, une sorte de nappe étroite et mortelle qu'une troupe ne peut traverser sans danger. Le tir de barrage est comme un long détroit de mort creusé soudain entre deux territoires et qui interdit de passer de l'un à l'autre... autrement que dans la barque du nocher Caron.

Tout cela conduisait à cette conclusion inévitable : si l'on voulait attaquer sans gaspiller outre mesure les vies précieuses des fantassins, il fallait à la fois détruire d'abord de fond en comble les réseaux protégeant la ligne ennemie et les retranche-

mens et abris de cette ligne elle-même avec leurs occupans, et aussi la séparer de ses réserves et de ses ravitaillemens par l'infranchissable rideau mortel et bruissant des tirs de barrage. Mais pour cela il faut une débauche énorme et prolongée, un torrent continu, un ruissellement inépuisable de projectiles, et c'est ainsi qu'est née la tactique nouvelle dont le symbole émouvant et vrai est le cri aujourd'hui célèbre : « Des canons, des munitions! » dont M. Charles Humbert s'est fait, pour le bien de la patrie, l'éloquent héraut. Aujourd'hui, la tactique ne doit plus être qu'une technique.

Pour occuper en un ou plusieurs points la ligne ennemie, ce qui est le seul moyen de repousser l'Allemand, il fallait naguère sacrifier beaucoup d'hommes, car, des attaquans, une grande proportion, hélas! tombait en route.

Il en a fallu moins lorsqu'on a compris que l'on ne devait attaquer qu'une ligne désorganisée; il n'en faudra plus guère lorsque l'artillerie aura, — cela s'est déjà vu sur la Somme et tout récemment lorsque nous avons repris Douaumont et Vaux. — assez bouleversé et dépeuplé le terrain pour que l'assaillant puisse l'occuper sans coup férir, le fusil en bandoulière et la cigarette aux lèvres. — Il faut qu'on en arrive là bientôt et partout, il le faut, car le noble sang de France doit être économisé à tout prix, car il faut pour faire un obus quelques heures à peine, pour faire un canon quelques jours et quelque argent, tandis que pour faire un soldat français il faut vingt ans de tendres soins, d'affectueuses angoisses, de leçons et de peines... Que dis-je! il a fallu des siècles de fine civilisation, de délicate patine cérébrale, de mœurs douces et de légère raison concentrées lentement dans nos trop rares familles. Qui oserait balancer quand il s'agit, pour conserver à la planète cette chose unique et charmante, de puiser dans les bourses et les usines, n'importe où?

Le jour où, selon nos vœux, nous aurons assez d'engins pour que nos poilus n'avancent plus jamais que sur un terrain d'abord conquis par l'artillerie, ce jour-là certaines théories seront battues en brèche, mais on aura épargné le plus précieux des trésors humains. Il faut qu'on en arrive à ce jour où l'infanterie sera encore la reine des batailles..., mais une reine qui règne et ne gouverne pas.

Et quand viendra ce moment, les R. V. F. seront moins

fréquemment nécessaires pendant la bataille... Ces initiales, peintes d'abord sur les autobus parisiens mobilisés et devenus transports de boucherie, veulent dire : « Ravitaillement en viande fraîche. » Par extension, les poilus, qui aiment à ironiser sur eux-mêmes et ne se croient point tenus à la gravité pudique de ceux qui ne risquent rien, ont pris l'habitude d'appeler R. V. F. les renforts apportés dans l'action par les camions automobiles servant au transport des réserves.

Certains préjugés sont d'ailleurs de ces morts qu'il faut qu'on tue et il s'en faut de beaucoup que les idées pourtant si simples que nous venons d'exposer et qui découlent limpidement de la logique des faits, soient admises sans conteste. Il y a peu de jours, un de nos meilleurs écrivains militaires, M. le colonel Rousset, ancien professeur à l'École de guerre, écrivait ceci à propos de la bataille de Verdun : « Le feu arrête une troupe quelconque et brise son essor, mais il ne fait reculer que les pusillanimes. Pour avoir raison *des autres*, pour les refouler dans l'offensive comme dans la défensive, il faut le choc ou tout au moins la menace de choc. Et seule l'infanterie est capable de produire l'un ou de dessiner l'autre. L'*ultima ratio* à la guerre n'est point le canon, malgré sa réputation usurpée, mais l'homme. » — Malgré l'autorité de leur auteur, j'ose ne point souscrire entièrement à ces opinions de l'éminent critique. Tout d'abord, en effet, si le feu de l'artillerie ne fait reculer que les pusillanimes, il peut *détruire* les autres, ce qui vaut encore mieux que de les mettre en fuite, et alors l'infanterie n'a plus qu'à prendre possession, sans aucun choc de sa part, du terrain dépeuplé de tous ses défenseurs vivans. En fait de choc, il n'en est point de plus vigoureusement efficace que celui de l'acier lancé par le muscle puissant des explosifs. L'expérience du début de la guerre en ce qui nous concerne, la retraite russe de l'an passé, toutes ces choses qui nous ont fourni depuis des causes de redressemens victorieux, ont démontré d'une façon incontestable que la supériorité momentanée qu'eut alors l'armée allemande, était due pour la plus large part à la supériorité de son artillerie qui lui permettait, comme un immense balai, de déblayer à distance le terrain devant sa marche. Le nier serait précisément faire injure à nos fantassins et à ceux de nos alliés et cela signifierait implicitement que nos hommes et les leurs ne valaient pas, poitrine

contre poitrine, ceux de l'ennemi. C'est ainsi qu'à vouloir faire une trop large part au rôle de l'infanterie, on aboutirait à la diminuer.

Il ne s'agit point d'ailleurs dans tout ceci d'instituer une de ces discussions d'école qui n'ont que faire à l'heure où tous les Français mêlent leur sang héroïquement répandu. Il ne s'agit point de contester que l'infanterie est et reste la reine des batailles; mais le canon en est le roi.

Les Allemands le sentent si bien qu'ils espèrent par une surabondance d'artillerie, alimentée par leur formidable industrie, compenser leur infériorité numérique croissante. Il faut que cela ne soit pas, et cela ne sera pas.

Ceci même nous amène à envisager un autre aspect de la tactique actuelle : dans l'exposé schématique que nous avons esquissé ci-dessus du rôle de l'artillerie, nous n'avons considéré que ce qui se passe d'un côté de la barricade. Mais il est clair que l'adversaire tiendra à user des mêmes moyens, des mêmes tirs destructifs contre les tranchées, des mêmes tirs de barrage à l'arrière de celles-ci contre les réserves et les ravitaillemens. Et alors une nouvelle besogne s'impose, celle d'empêcher l'artillerie ennemie de faire tout ce que fait la nôtre, c'est-à-dire la réduire au silence et à l'impuissance en la contrebattant énergiquement. Nouvelle et essentielle fonction de l'artillerie et qui complète et couronne les précédentes.

Le schéma succinct et fort incomplet que nous venons de tracer suffit à nous faire comprendre quelques-unes des particularités étranges, cent fois répétées, qui caractérisent la bataille actuelle. C'est ainsi que dans les communiqués, — français et ennemis, — on lit continuellement qu'une tranchée prise par l'un des adversaires a été peu après reconquise par une contre-attaque.

Ce curieux va-et-vient de l'assaut, qui se répète continuellement, nous est maintenant facile à comprendre : les grosses densités de bombardement aujourd'hui concentrées en un point rendent celui-ci absolument intenable pour l'adversaire, qui ne peut qu'être tué ou se replier; l'adversaire vient alors le remplacer après avoir cessé son bombardement, mais il est à son tour bientôt chassé par le bombardement adverse. Mais, me dira-t-on, comment chacun des adversaires peut-il parvenir à la tranchée à occuper à travers les tirs de barrage que l'autre

parti ne manque pas de déclencher devant elle quand il a dû l'abandonner? C'est qu'il est plus facile de traverser un tir de barrage que de rester immobile sous un tir contre tranchées de même intensité : on se mouille moins en traversant seulement la rue quand il pleut, qu'en y stationnant sous l'averse.

De cette brève esquisse, il résulte que la lutte depuis deux ans sur notre front est, si j'ose employer cette image, analogue à celle de deux béliers qui, les cornes contre les cornes, les deux fronts étroitement butés, poussent chacun de l'avant de toute leur énergie. L'interférence de leurs deux efforts n'aboutit d'abord qu'à une épuisante immobilité, jusqu'à ce qu'une dissymétrie dans le heurt de cette double énergie fasse reculer soudain un des combattans et casse d'un seul coup l'équilibre de ses jarrets. C'est ainsi que, sans doute, s'achèvera la lutte quand nous aurons assez de canons et de projectiles pour dominer nettement ceux de l'Allemand. Certes, il a des lignes de défenses successives sur lesquelles il arc-boutera au fur et à mesure son effort de résistance. Ces lignes, il faudra les conquérir « par approximations successives, » comme disent les mathématiciens, mais après, le moment viendra où la bête croulera soudain. D'ici là, il faut patienter et surtout travailler..., car l'Allemand travaille, lui. En somme, nous devons tendre vers le point idéal, — s'il peut être question d'idéal en des matières aussi temporelles! — où notre infanterie n'aura plus de pertes que par l'artillerie. Ce jour-là, qui n'arrivera peut-être que dans la prochaine guerre, il me semble, — bien qu'il soit toujours hasardeux de vaticiner, — que la lutte se réduira à un combat entre deux artilleries, c'est-à-dire que la victoire sera à celle qui dominera en portée, calibre et repérage : en portée, car celui qui tirera 100 mètres plus loin que l'autre pourra l'atteindre sans être atteint lui-même; en calibre, car les plus gros canons feront taire les plus petits; en repérage, car avant tout il faut savoir où est l'artillerie sur laquelle on tire, et toutes les autres supériorités ne sont rien sans celle-ci et sont balancées par elle.

* * *

Maintenant que quelques vues synthétiques guident notre incertitude à travers les sinuosités de cette immense ruée de guerre, nous pouvons d'un regard plus clair examiner les rôles

et les raisons d'être respectives des divers engins, canons légers et canons lourds, obusiers et mortiers, gros et petits calibres, canons de tranchées, dont la gamme étrangement variée fait qu'aujourd'hui un canonnier complet doit être une sorte de Pic de la Mirandole, ou plutôt, — soyons modeste! — une façon de Maître Jacques.

La plus continuelle des besognes de l'artillerie est, comme nous avons vu, d'inquiéter et d'empêcher si possible le ravitaillement de la ligne ennemie, ravitaillement en munitions de toutes sortes, — les alimens sont aussi des manières de munitions; — en matériel et aussi en « matériel humain, » comme disent les stratèges de Berlin. Pour cela, il est indispensable que les batteries soient renseignées exactement sur les temps et lieux de ces ravitaillemens; comme d'ailleurs elles doivent elles-mêmes n'être pas trop près de la première ligne, par suite des nécessités du défilement, pour éviter d'être trop facilement repérées et trop vulnérables, et aussi pour faciliter les accès de leur propre ravitaillement, il est indispensable qu'elles aient des observateurs avancés qui les renseignent sur leurs objectifs et règlent leur tir.

Ces observateurs se tiennent soit dans les tranchées de première ligne, soit dans des points élevés convenablement choisis. Ils sont l'œil de la batterie, œil situé très en avant, et la batterie est à cet égard un peu comme ces crustacés pédonculés ou podophtalmiques qui portent leur organe visuel au bout d'une longue antenne. Étant donnée la rareté du personnel nécessaire, les meilleurs observateurs de première ligne pour l'artillerie sont encore les fantassins de la tranchée avancée, et c'est ainsi que s'est établie, peu à peu, une « liaison » intime et utile entre les deux armes. Cette liaison du canon avec ses observateurs, on la réalise généralement par téléphone, à moins que l'intensité du bombardement déchiquetant sans cesse les fils sans cesse réparés, oblige comme à Verdun à recourir aux signaux optiques, dont les fusées sont une forme, ou simplement aux coureurs, à ces agens de liaison dont l'héroïsme solitaire est plus beau que celui du coureur de Marathon, car ils n'annoncent pas la victoire, ils la préparent, ils ne courent pas loin d'une mêlée terminée, mais ils se précipitent tête baissée dans l'homicide rideau des tirs de barrage.

Dans la plupart des cas d'ailleurs le téléphone suffit à cette

besogne indispensable, et il la réalise mieux que les autres procédés, car lui seul permet la transmission immédiate et explicite des données.

Les Parisiens se souviennent encore de ce petit drame : *Au téléphone*, qu'Antoine jouait avec tant de sobre émotion et où l'on voyait un mari entendant, au bout du fil, assassiner sa femme. Des drames de ce genre-là, tragiques ou joyeusement macabres, — car la mort des ennemis n'est point une chose pénible, — nous en avons vécu cent fois, plus dramatiques certes encore que celui du théâtre-Antoine. C'est une des sensations les plus étrangement modernes de cette guerre, une de celles que le canonnier savoure avec le plus de raffinement, que de participer aux effets mortels du canon, par la voix, grâce à quoi l'on est présent là où on n'est point. Dans l'obscurité amplificatrice de la « cagna » téléphonique, il semble qu'on voie mieux les choses qu'on entend au bout du fil que si on les voyait vraiment, car l'imagination ailée les pare de ses irisations rayonnantes, comme fait une puissante lunette qui montre les étoiles plus brillantes qu'à l'œil nu et esthétiquement déformées par son achromatisme imparfait.

Grâce à cette télépathie suspendue au fil téléphonique, « au fil mystérieux où nos cœurs sont liés, » nous sommes présens en tous les points de la trajectoire de nos obus, et surtout, au point de chute, là où leur invisible et harmonieuse parabole fait jaillir soudain, au contact du sol brutal, un geyser de terre noire... C'est ainsi que l'idéal heurtant la dure réalité s'achève souvent en un sombre éclaboussement qui aveugle et qui blesse...

Entre ces mille souvenirs de téléphonie balistique dont vibre encore le microphone mental de nos mémoires, en voici un pris au hasard, mais qui synthétise bien ce je ne sais quoi d'inédit, de mystérieux et de fantastique à la manière d'Hoffmann ou de Wells, que la guerre présente doit à la technique scientifique.

C'était devant Saint-Mihiel, quelque part vers le sommet de cette gibbosité du front bordée par la Meuse et qu'on a appelée « la hernie de Saint-Mihiel » [étranges vicissitudes du langage militaire qui permettent qu'on parle de la hernie d'un « front ! » Nous étions là quelques officiers subalternes et jeunes... subalternes parce que jeunes... réunis par une heure de répit à quelques cent mètres de la ligne boche, dans une de ces vieilles fermes si

fréquentes dans les sapins de ce pays meusien. Malgré la proximité des lignes et grâce à nos précautions pour n'y faire aucune fumée et aucune lumière visibles, l'ennemi avait renoncé à bombarder cette masure après y avoir lancé quelques obus dont l'un avait fait dans le plafond de la pièce principale un gros trou béant sur le ciel. On se battait ce soir-là dans le secteur. Défilés derrière un pli de terre, nous étions restés un long moment en contemplation devant le paysage étonnant qui étalait devant nous ses formes gorgées de bruits et de lueurs, et où passait en nous frôlant l'aile invisible de la mort. Devant nous le Camp des Romains barrait l'horizon de sa pyramide géante, encerclée à la base comme d'un délicat filigrane par le triple réseau des tranchées allemandes. On voyait nettement, découpé sur le clair de lune, le fort orgueilleux qui, comme un diadème de pierre, couronnait le mont altier. Mais ce fort était désert maintenant, les Boches ne pouvaient s'y maintenir à la vue de nos canons, et le Camp des Romains obéissant à la loi étrange de cette guerre qui veut que généralement les ouvrages fortifiés soient les seuls endroits inoccupés par l'artillerie, ne servait plus qu'à masquer celle que l'ennemi avait entassée derrière lui. Ainsi cette forteresse n'était plus qu'un voile, plus rien qu'un mur derrière lequel il se passait quelque chose.

C'était à droite, au Bois d'Ailly, que l'action se déroulait, et nos âmes vibraient de tous ses échos grondans et surtout de tous ses reflets. Car c'est une chose bien curieuse, et non un des moindres paradoxes de cette guerre, que la nuit on *voit* beaucoup mieux la bataille que le jour. Le jour, le départ des coups de canon est généralement invisible avec les poudres sans fumée, pourvu que la pièce soit le moins du monde défilée; quant aux éclatemens, surtout les percutans, leur gerbe de fumée n'est guère visible très loin au soleil. La nuit, au contraire, les lueurs de départ des pièces, lorsqu'elles ne sont pas très profondément défilées, trouent le noir comme des coups de poignard lumineux; on dirait au bord des crêtes les langues de feu soudain jaillies de mille démons infernaux. Quant à l'explosion des obus à l'arrivée, elle s'accompagne d'un brusque éclatement de lumière qui baigne tout l'horizon d'une cascade de rayons instantanée, et blesse la rétine comme un spasme lumineux. Si on ajoute à ces saccades de lueurs celles, lentes et

calmes, des fusées qui au-dessus du sol suspendent leur vol silencieux de comètes ralenties ; si on y ajoute encore les longs panaches divergens des projecteurs qui balaient soudain le noir, se croisent comme des lames de ciseaux et s'éteignent bien vite, — car il ne faut pas laisser à l'ennemi le temps de repérer l'appareil qui les lance, — on comprendra pourquoi la vision est sans doute plus richement impressionnée la nuit que le jour par la bataille. Dans tout cela, ce soir-là, il y avait encore quelques étoiles pâlies par le clair de lune et qu'éclipsait à chaque coup — poignant symbole — la fulgurance des explosions mortelles. Nous qui étions, cette fois, étrangers à la lutte pourtant si proche, nous rêvions à ces choses, et je pensais quant à moi que si autour de ces étoiles lointaines il y avait, dans quelque planète, des astronomes capables, avec leurs lunettes, de voir ces singuliers signaux nocturnes, multipliés sur des centaines de kilomètres vers le 50e degré de latitude de la planète Terre, ils devaient faire à leur sujet des conjectures bien extravagantes. Mais les plaques de neige scintillante, qui tachetaient le Camp des Romains, comme du sucre en poudre une pièce de pâtisserie, nous eussent avertis qu'il faisait très froid, si l'onglée ne s'en était chargée; comme il n'est pas de rêverie qui s'accommode longtemps de l'inconfort, et que l'ossianisme ne nous était pas commandé par notre service, d'ailleurs achevé ce soir-là, nous rentrâmes dans la ferme.

Nous y faisions depuis un moment en sourdine un peu de musique grâce au concours d'un vieux piano égaré en ces lieux je ne sais comme,... et je crois même que nous avions joué aussi un peu de Beethoven et de Schumann, car la belle musique n'a pas cessé d'être douce aux cerveaux sensibles et équilibrés, quand soudain la sonnerie du téléphone frémit au mur. L'un de nous se précipite : c'est le chef de bataillon X... qui occupe la tranchée de première ligne devant Bislée, à quelque distance devant nous et qui nous annonce que les Boches sont en train d'opérer leur relève en face dans les tranchées au pied du Camp des Romains. On voit sous la lune complice la longue théorie des fantassins qui monte dans l'étroit chemin et glisse tout le long de la troupe descendante. La voix du chef de bataillon est calme mais un peu tremblante ; pensez donc, quel magnifique objectif! Vite, trois coups de téléphone successifs de l'un de nous à trois batteries voisines :

« Vous avez fait vos réglages sur tel chemin? oui? Vous êtes en surveillance sur lui? oui? Vite quelques salves sur la relève des Boches que l'infanterie y signale. » Le récepteur raccroché, trois minutes encore s'écoulent, puis soudain douze coups de tonnerre sur nos têtes, douze longs sifflemens, comme d'une bise satanique, et quelques instans après douze bruits plus sourds.

C'est la première salve triple qui fait son œuvre; après un intervalle où les secondes sont des siècles, le même jeu sonore recommence. Puis, une fois encore. C'est fini maintenant. Un coup de téléphone du commandant X..., tout joyeux, nous annonce que tout a bien marché : il voit les fantassins allemands couchés par tas et par douzaines dans le chemin creux où ils ont été surpris. La bonne mélinite a fait sa besogne et plus d'un ne connaîtra plus jamais les grâces blondes de sa Gretchen, ni les grâces brunes de la lourde bière germanique. Mais aussi, qu'avaient-ils à chercher aventure si loin de chez eux? Puis, le récepteur raccroché avec amour, comme on raccroche au râtelier un bon fusil après la chasse, nous reprenons notre musique,... et je crois même que nous jouâmes encore un peu de Beethoven et de Schumann...

Et voilà une de ces petites choses qu'on vit cent fois tous les jours sur la ligne du feu, et qui sont riches de sensations neuves et toutes fleuries de suggestives pensées. En ce pays meusien, tout cela est imprégné en outre de je ne sais quelle poésie pastorale qu'on ne sent point dans les plaines boueuses et ternes du Nord. Ici, il y a les sapins, sombres et droits comme la vertu, mais sous lesquels la mousse est si douce aux citadins devenus guerriers et déshabitués du velours; il y a le givre diamanté, il y a jusqu'au nom même des villages... Kœur-la-Grande, Kœur-la-Petite, étranges et tendres, avec quelque chose de gaélique ou de scandinave, et qui contribuent à donner à ces marches de la patrie leur charme mélancolique et prenant.

*
* *

Par le petit exemple qui précède, on devine combien était nécessaire, combien est précieuse, aujourd'hui qu'elle est complètement réalisée, la *liaison* intime de l'artillerie et de l'infanterie. Le synchronisme que cette liaison établit entre les diverses armes a doublé l'efficacité de chacune, car, à la guerre

surtout, l'union fait la force; si aujourd'hui le canonnier et le fantassin s'aiment et s'estiment, si au cantonnement l'un est toujours sûr de trouver chez l'autre l'eau et la paille, qui sont en cette guerre ce que le pain et le sel étaient dans le monde antique, c'est parce qu'ils comprennent tous l'utilité de coordonner leurs rôles disparates. Contrairement à ce que certains pensaient naguère, « chacun pour soi et Dieu pour tous » n'est pas la devise des victorieux, et il n'y a pas entre les armes de « liaisons dangereuses. »

L'artillerie met d'ailleurs aujourd'hui elle-même des observateurs dans les tranchées avancées; mais comme son personnel est limité, elle continue à utiliser aussi ceux de la « ligne. » La fusion des âmes du canonnier et du fantassin en un amalgame inoxydable s'est complétée le jour où l'artillerie elle-même s'est transportée dans les tranchées, le jour où l'infanterie a eu ses canons à elle, près d'elle. L'artillerie de tranchée, dont je voudrais expliquer maintenant le rôle et l'importance, est servie par des canonniers, mais « liée » à l'infanterie.

Un naturaliste, tombé soudain de la lune et qui étudierait la faune qui voltige dans l'air du côté de nos marches de l'Est, ferait des remarques bien imprévues. A côté des légères libellules, des moustiques musicaux, des oiseaux, que le canon n'a point chassés, ni le Lebel, car il les terrorisait moins que le fusil de chasse, il y verrait passer dans la brise d'étranges et gigantesques scarabées métalliques qui planent un instant silencieusement sur leurs ailes d'acier, puis s'écrasent au sol avec un grand fracas; ce sont les « torpilles aériennes » que notre artillerie de tranchée déverse copieusement sur l'Allemand, ou plutôt sur le Boche. Ce dernier mot, qui chiffonnait certaines oreilles délicates et apparemment encore mal adaptées au son du canon, peut être en effet employé sans vergogne depuis que le *Journal officiel*, publiant la citation de Jacquet assassiné comme on sait, à Lille, l'a intronisé officiellement, il y a peu, dans la langue.

La torpille aérienne est, comme sa sœur marine dont la forme oblongue et fuselée est analogue, chargée d'une grande quantité d'explosif, et comme elle munie d'ailettes qui assurent sa direction, l'empêchent de culbuter et la font tomber sur la pointe. Elle est lancée suivant ses dimensions, par divers légers

canons de tranchée, dont le calibre varie de 58 millimètres à 340 millimètres. On a d'ailleurs utilisé beaucoup, lors des improvisations du début, pour le lancement de bombes de tranchées à tranchées, les vieux crapouillots qui, depuis Louis-Philippe, se morfondaient dans les arsenaux, attendant, comme la Belle au Bois Dormant, un réveil qui devait être tonitruant. Le grand Carnot semble avoir prévu tout cela lorsqu'il écrivait en 1812 « qu'il est possible d'employer efficacement des armes en usage chez les anciens, et dont on ne se sert pas depuis longtemps. »

Ce qui a rendu possible et nécessaire la résurrection de ces vieux et modestes engins à feu et la naissance de leurs jeunes rivales, les nouvelles pièces de tranchée, c'est la proximité des tranchées adverses. Si, pour tirer sur l'artillerie qui est toujours assez éloignée ou sur les cantonnemens et ravitaillemens ennemis, il faut des canons à longue portée, en revanche, on pourra, de tranchée à tranchée, envoyer des tonnes d'explosifs avec des moyens bien plus faibles. En effet, les canons sont lourds parce qu'ils sont longs et parce qu'ils sont épais; il faut qu'ils le soient, comme nous le verrons, pour envoyer leurs projectiles loin, et pour résister à la forte pression de la poudre nécessaire pour obtenir leur portée. Au contraire, pour envoyer un projectile, toutes choses égales d'ailleurs, à quelques dizaines et même quelques centaines de mètres, il suffit de charges de poudre beaucoup plus faibles. Pour prendre un exemple classique, notre vieux canon de 155 C, modèle 1881, tire son projectile dans les mêmes conditions à 5 600 mètres, avec une charge de 1 100 grammes de poudre, et à 1 900 mètres seulement, lorsque la charge n'est que de 400 grammes. La vitesse initiale, qui était de 280 mètres à la seconde dans le premier cas, n'est plus que de 149 mètres dans le deuxième. Par conséquent, si on n'a besoin que de faibles portées, on peut employer un canon beaucoup moins long et à parois bien moins épaisses, par conséquent bien plus léger. Le recul beaucoup moindre ne nécessite plus alors de mécanismes délicats pesans et encombrans. Vu la faible distance des objectifs, les appareils de pointage peuvent être allégés et simplifiés. Pour toutes ces raisons, les canons de tranchée sont, pour un projectile contenant un poids donné d'explosif, infiniment moins lourds que les canons proprement dits.

C'est ainsi que la bombe à ailettes que lance notre petit canon de tranchée de 58 millimètres contient 4 kilos d'explosif, c'est-à-dire à peu près autant que l'obus en fonte aciérée de notre bon vieux canon de 155. Or le canon de 58 pèse à peine 180 kilos, tandis que le 155 pèse sur son affût 5700 kilos ! Il est vrai que le premier ne porte son projectile qu'à environ 400 mètres, tandis que le 155 envoie aisément le sien à 11 kilomètres. On ne peut pas tout réunir, et il n'est pas, même à la guerre, de panacée universelle.

Si d'ailleurs les canons de tranchée peuvent envoyer des charges d'explosif aussi fortes que les canons lourds et longs, ce n'est pas seulement à cause de leur portée plus faible. C'est pour une autre raison encore : non seulement la faible vitesse initiale de leur projectile permet d'alléger les parois du canon, mais elle permet d'amincir aussi celles du projectile. Pour résister à la violente percussion des canons longs et à sa rotation rapide dans l'air qui produit une force centrifuge violente tendant à le rompre, l'obus ordinaire doit avoir des parois épaisses et résistantes. Cette nécessité n'existe pas avec les projectiles de tranchée; ainsi le projectile du 58 qui contient 4 kilos d'explosif ne pèse que 16 kilos, tandis que l'obus de 155, qui contient à peu près la même charge, pèse, à cause de ses parois bien plus épaisses, près de 44 kilos, près de trois fois plus !

On peut se demander enfin comment un canon de petit calibre comme le 58 millimètres (où l'on ne pourrait pas introduire la main) peut lancer des projectiles aussi gros que celui dont nous venons de parler, — et il en lance de bien plus gros encore. La raison en est simple : avec ces petits canons on lance des torpilles dont le diamètre dépasse beaucoup celui de la pièce parce qu'ils n'entrent pas dans l'âme de celle-ci et n'y pénètrent que par un mince appendice fixé à leur partie arrière. Si on veut me permettre cette comparaison, les petits canons de tranchée propulsent les grosses torpilles à ailettes par le même dispositif qui est réalisé dans le fusil « Eureka, » bien connu des enfans, et où l'on voit une tige de bois enfoncée dans le fusil servir de queue à la balle en caoutchouc beaucoup plus grosse, qui émerge de l'arme. C'est un des motifs pour lesquels les canons de tranchée sont chargés par la bouche, et non par la culasse, comme leurs grands frères. Tous les mortiers de tranchée ne sont d'ailleurs pas identiques à cet égard, et il en est, —

surtout les plus gros, — où le projectile s'enfonce tout entier dans l'âme.

Le poids relativement minime des canons de tranchée leur donne sur les gros cet avantage qu'ils peuvent être bien plus facilement déplacés et abrités, c'est-à-dire qu'ils échappent mieux au repérage. Enfin cette artillerie nouvelle a cette qualité précieuse que ses projectiles peuvent être chargés avec des explosifs très sensibles, — nous allons voir pourquoi, — ce qui multiplie notre productivité en explosifs et permet de réserver exclusivement aux obus la fabrication des explosifs stables, ce qui est d'un grand prix, étant donné la rareté des matières premières nécessaires.

Cette différence est due à la force d'inertie qui bride et freine les mouvemens de la matière et aussi, hélas! ceux de l'humaine espèce et qui est, en vérité, la plus grande force du monde. Pourtant le bon Jules Verne l'avait oublié lorsque, voulant envoyer ses héros dans la lune, il ne trouva rien de mieux que de les confier à l'obus du « Columbia » : il n'avait, hélas! négligé qu'une chose, c'est que le départ du coup eût aplati comme galettes les voyageurs au fond du projectile interastral, en vertu de la même force d'inertie qui, lorsqu'un wagon démarre brusquement, vous projette soudain en arrière.

Cette force, l'explosif enfermé dans le ventre des obus la subit lui aussi. Quand on tire un obus de 75, l'explosif inclus est pressé par l'inertie sur le fond de l'obus avec une force de 600 kilos par centimètre carré qui tend à l'écraser. C'est pour cela que, pendant si longtemps, on n'avait rien trouvé de mieux que la vieille poudre noire, peu brisante, mais stable, pour charger les obus. Les explosifs plus puissans, la dynamite, le coton-poudre, subissaient, à cause de l'inertie, un choc au départ du coup qui produisait des éclatemens prématurés. On croyait alors que les explosifs étaient d'autant plus puissans qu'ils étaient plus sensibles. La découverte de Turpin a été précisément de montrer qu'il n'en est rien et de trouver dans l'acide picrique fondu un explosif à la fois très puissant et peu sensible. Il est même si peu sensible qu'on peut écraser sans danger un bloc de mélinite sous un marteau pilon et qu'il a fallu pour faire éclater les obus à mélinite imaginer des amorçages, des détonateurs spéciaux, qui, au point de chute, réveillent de son profond sommeil leur terrible puissance. Aujourd'hui tous les

explosifs employés dans les obus des belligérans, — car, naturellement, la mélinite a été copiée partout, — sont fondés sur ces principes qui rendent inoffensif le choc au départ des explosifs nitrés. Ceux-ci, la mélinite notamment, ont parmi leurs constituans des matières premières relativement rares — étant donnée la consommation fantastique du front — comme les nitrates et divers produits de la distillation de la houille.

Les explosifs chloratés diffèrent des nitrés en ce que l'agent comburant, celui qui brûle l'explosif comme l'air brûle le gaz d'éclairage, est un chlorate et non un nitrate. Berthollet avait fait sous la Révolution la première étude sérieuse des explosifs chloratés. Mais il y fallut bientôt renoncer pour les usages de guerre à cause de leur foudroyante instabilité, de leur sensibilité extrême au moindre choc, à la caresse même d'une barbe de plume, qui causèrent des catastrophes effroyables.

Un chimistea nglais, M. Street, quelque temps avant la guerre, réussit à domestiquer les chlorates si redoutés en les mélangeant à des corps gras, notamment à l'huile de ricin, et c'est ainsi que sont nées les cheddites qui tirent leur nom du village de *Cheddes*, dans les Alpes, où on les fabriquait en grand, dès avant la guerre, pour l'industrie, à cause des facilités que les chutes d'eau fournissaient pour l'électrolyse et la fabrication des chlorates. Je dis les cheddites, car il en est de différentes compositions.

Eh bien! ces explosifs et d'autres analogues que la prudence interdit d'employer dans les obus à grandes vitesses initiales, ont trouvé un débouché inépuisable dans les projectiles de tranchée. J'ai cru devoir m'étendre un peu sur leur compte, car il ne faut point perdre de vue que c'est en dernière analyse l'explosif scellé dans le projectile qui est l'arme efficace et vraie, l'*ultima ratio* de l'artilleur. Certes les flancs du vase d'acier qui porte à son but le précieux philtre de mort, certes la forme et la nature du tube qui lance ce vase d'acier ne sont point négligeables, mais après tout ils ne sont que les humbles supports de l'explosif-roi. C'est lui qui est leur cœur et leur âme, et leurs formes, nous l'avons vu déjà, peuvent varier beaucoup sans que ses effets à lui soient moindres :

Qu'importe le flacon pourvu qu'on ait l'ivresse...

Pour achever ce tableau, il nous faudrait donner quelques

précisions sur la construction de ces engins de tranchée. On comprendra le sentiment qui nous interdit d'en rien faire. Il suffira qu'on sache que la vitesse initiale de leurs bombes est faible, d'une centaine de mètres en moyenne, ce qui permet de suivre aisément dans l'air leur vol menaçant. Quant aux effets produits, ils sont formidables, et cela n'est point pour étonner, puisque certaines de ces bombes renferment près d'un quintal d'explosif, à peu près autant que ce monstrueux obus de 400 que les visiteurs peuvent admirer au vestibule du ministère des munitions et que l'ennemi a pu voir d'encore plus près sur la Somme. Qu'il me suffise de dire que la torpille de 40 kilos fait dans le sol un entonnoir de plus de 4 mètres de diamètre et de 1 mètre de profondeur, qu'elle est capable de boucher la tranchée où elle tombe sur une longueur de 4 mètres et que les éclats, au nombre de plusieurs milliers, sont dangereux jusqu'à près de 500 mètres. D'où la nécessité d'être soi-même bien abrité quand on la tire.

Ce n'est pas seulement des canons où l'agent propulseur est la poudre, qui sont utilisés aux tranchées; il en est d'autres aussi où la propulsion est différente, pneumatique notamment. Il convient d'ailleurs de ne pas oublier que les Boches emploient eux aussi des engins de tranchée très analogues aux nôtres. Tout ce que nous puissions faire, c'est d'en avoir un plus grand nombre qu'eux et mieux approvisionnés.

Un célèbre philosophe a écrit récemment que la guerre actuelle était une lutte de la qualité contre la quantité. Il avait peut-être raison au point de vue des théories; mais ce ne sont point seulement des systèmes qui s'affrontent aujourd'hui sur la lisière sanglante du front : ce sont des armées, ou plus exactement des armes. Et comme leur qualité de part et d'autre est, il faut l'avouer, à peu près équivalente, c'est une guerre de la quantité contre la quantité que nous faisons. Nous serons vainqueurs parce que nous dominerons quantitativement, parce que nous aurons un plus grand nombre d'engins. Quant aux subtilités qualitatives, elles ne pourront, croyons-nous, refleurir que dans les fraîches plates-bandes de la paix retrouvée.

*
* *

Mais si les engins de tranchée permettent à bien moins de frais et avec des machines beaucoup plus simples et moins

lourdes que les canons de lancer des projectiles équivalens, pourquoi emploie-t-on et fabrique-t-on encore des canons? Quelle est, à côté de l'artillerie de tranchée, la nécessité de l'autre? Et dans celle-ci, pourquoi l'artillerie lourde a-t-elle pris un rôle qui échappe aux limites d'action de l'artillerie de campagne même multipliée? C'est ce qu'il me reste à examiner.

Sans parler même de la lenteur relative et de la faible précision de son tir, sans parler de la faible vitesse initiale de ses projectiles qui fait que le coefficient « vitesse, » pourtant si important, n'intervient guère dans leurs effets, il est une faiblesse qui limite étroitement l'action de l'artillerie de tranchée, c'est la petitesse de sa portée utile. Avec elle on ne peut agir qu'à très petite distance. Cela laisse invulnérable tout ce qui est derrière une bande étroite que j'appellerai, si on veut me le permettre, l'épiderme du front ennemi, et cela ne permet pas d'atteindre les voies de ravitaillement qui sont les artères et les veines irriguant ce front, ni les centres nerveux qui commandent ses réactions, postes de commandement, nœuds de chemin de fer, abris des munitions et des réserves.

Seule l'artillerie proprement dite peut porter assez loin et jusqu'en pleine chair dans la masse ennemie le désordre et la mort.

Enfin, dans l'artillerie elle-même, les pièces lourdes se sont, dans cette guerre, montrées d'une efficacité écrasante et bien supérieure à celle des pièces légères de campagne. Lorsque, dernièrement, « Herr Professor » Rausenberger, qui est un des directeurs des usines Krupp, déclarait que les principaux avantages obtenus par ses compatriotes étaient dus à leur supériorité en artillerie lourde, il énonçait un fait incontestable, encore que pas assez prévu. Un professeur allemand est capable de beaucoup de choses, même de dire parfois la vérité. C'est ce qui est arrivé ce jour-là.

Pourquoi un adversaire démuni d'artillerie lourde est-il, comme on dit dans l'élégant jargon des sports, « handicapé » par celui qui en est mieux pourvu? C'est surtout, — à côté d'autres raisons que nous verrons, — parce que les gros canons tirent beaucoup plus loin, toutes choses égales d'ailleurs, que les petits. C'est-à-dire que, si l'on prend deux canons dont l'un soit la réduction exacte de l'autre, — et qu'on donne à leurs projectiles la même vitesse initiale, — le plus petit portera

beaucoup moins loin, et, chose à première vue paradoxale, le projectile lourd du gros canon tombera moins vite sur le sol que le projectile léger du petit.

Pourquoi? Pour l'expliquer congrûment, il me faudrait appeler à mon secours les théories de la balistique, toutes hérissées d'un réseau barbelé de formules transcendantes. Mais pour les heureux mortels qui n'ont point sucé le lait rance de la déesse Mathématique,

La plupart des cas balistiques
Sont des cas très cabalistiques,

comme écrivait naguère un canonnier-poète de mes amis, qui avait lâché la lyre pour la lunette de pointage.

Donc, et bien que les X n'effraient plus personne depuis que la littérature de guerre a répandu un peu partout et jusque dans les documens officiels cette lettre fatidique qui cache tant de lieux et de gens, je vais tâcher d'expliquer dans le simple langage de tout le monde pourquoi les canons lourds ont une portée plus grande que les autres.

C'est uniquement à cause de la résistance de l'air. Notre fin 75 lance à la vitesse initiale d'environ 630 mètres à la seconde un obus de 6 kilos et demi à la portée maximum normale d'environ 7 kilomètres. S'il n'y avait pas d'air, il porterait à 28 kilomètres, environ quatre fois plus loin. Comment diminuer cette influence retardatrice de l'air? En augmentant le poids du projectile. Il est évident, en effet, que si on laisse tomber du haut de la tour Eiffel une boulette de papier et une boulette de plomb de mêmes dimensions, celle-ci arrivera beaucoup plus vite sur le sol, car elle sera moins retardée par l'air. C'est pourquoi la substitution des boulets de fer aux boulets de pierre moins lourds a augmenté beaucoup autrefois la portée des « quanons. » De même, si on lance à la main à une vitesse donnée un petit grain de sable et une pierre, celle-ci portera beaucoup plus loin, parce qu'elle subit moins la résistance de l'air. Celle-ci est, en effet, proportionnelle à la surface de l'objet, et la valeur de cette surface par unité de poids diminue quand le poids augmente. Ainsi la surface d'une balle de plomb sphérique de 8 grammes n'est pas huit fois plus grande que celle d'une balle de 1 gramme, mais seulement quatre fois. C'est pour cela que, bien qu'ayant une vitesse ini-

tiale très supérieure, la balle du fusil porte beaucoup moins loin que l'obus du 75, et celui-ci moins loin que les obus des canons lourds. Pour prendre un exemple numérique, supposons un gros obus de 305 millimètres, un obus de 75 millimètres et une balle de shrapnell de 10 grammes, tirés tous trois sous un angle de 5 degrés et avec la même vitesse initiale de 800 mètres à la seconde : le premier portera à 8 500 mètres, le second à 5 000 mètres, la troisième à 550 mètres seulement.

En résumé, le principal avantage des canons lourds tirant des gros obus provient de la résistance de l'air. S'il n'y avait pas d'air autour de la Terre, tous les canons semblables, quelle que soit leur taille, tireraient aussi loin, et l'artillerie lourde aurait beaucoup moins d'importance. Il est vrai qu'alors il n'y aurait pas non plus d'artilleurs, ce qui serait dommage, car dans une tête, casquée ou non, il y a toujours un peu de cette chose divine : la pensée.

Tout cela on le savait, — en théorie, — avant la guerre. Si néanmoins on n'avait pas développé dans tous les pays l'artillerie lourde, c'est d'abord qu'on la considérait comme trop peu mobile pour la guerre à grande vitesse qu'imaginaient certains, doucement endormis dans le bercement fallacieux des précédens napoléoniens. C'est aussi qu'on supposait n'avoir jamais à tirer à des distances très grandes. En effet, pensait-on avec raison, tirer sur des objets tellement éloignés qu'on ne les voit pas est complètement inutile, car un tir doit pouvoir être réglé, donc son objectif vu, un tir non réglé n'étant qu'un gaspillage de poudre aux moineaux. Comme on ne peut guère observer du sol, à l'œil nu, les effets d'un tir à plus de quatre ou cinq kilomètres, on jugeait inutile d'avoir des portées plus grandes.

Ce raisonnement si bien déduit s'est trouvé faux d'abord parce que la guerre, qui devait être rapide dans le temps et dans l'espace, s'est cristallisée, sans respect des théoriciens, dans une longue immobilité. Ensuite et surtout si l'officier qui tire ne peut pas voir lui-même à une dizaine de kilomètres et plus où tombent ses projectiles, il a des yeux qui le peuvent voir pour lui. Il a un œil fixe : le ballon observateur, — connu depuis Jemmapes, — et d'où la vue amplifiée par de bonnes lunettes porte à des distances très grandes. Il a surtout un œil mobile, qui peut l'aller voir à sa place : l'avion qui, par signaux optiques

ou T. S. F., reste lié à la batterie et permet de régler le tir à des distances insoupçonnées autrefois. L'aéroplane était le complément nécessaire, et, si j'ose dire, le périscope du canon lourd.

Mais, se récrient ceux qui ne veulent pas s'être trompés, nous savions déjà que l'artillerie lourde était essentielle dans la guerre de positions, et si elle s'impose aujourd'hui, c'est uniquement parce que la présente lutte s'est, contre toute attente, figée précisément en guerre de positions. Malheureusement, rien n'est plus faux : si les Franco-Anglais à Charleroi, si les Russes en 1915, si les Serbes, si plus récemment les Roumains dans la Dobroudja durent reculer, malgré des prodiges de vaillance, c'est surtout parce que les Allemands étaient munis de pièces lourdes qui leur permettaient de déblayer le terrain devant eux à grande distance, sans que l'artillerie légère adverse pût les atteindre. C'était la lutte en terrain découvert et à distance d'un guerrier muni d'un fusil contre un autre qui n'aurait qu'un revolver. Dans toutes ces affaires, la portée supérieure des projectiles allemands permettait aux troupes du Kaiser de n'avancer que derrière un mouvant rideau de fer mortel, comme derrière un lointain bouclier. Pour ne m'arrêter qu'à l'offensive de Mackensen en Dobroudja, ce sont évidemment ses gros canons seuls qui détruisant, comme l'a remarqué M. Charles Humbert, à plusieurs kilomètres en arrière du front des Roumains, la voie de chemin de fer qui les ravitaillait, disloquant, par-dessus leur artillerie de campagne impuissante, leurs communications, a obligé nos alliés à cette retraite. Dans tout cela il s'agit de guerre, non pas de position, mais au contraire de mouvement, et c'est ainsi que le canon lourd, rendu mobile grâce à la traction mécanique, s'est montré l'arme la plus efficace de la guerre de mouvement. Ses projectiles précèdent comme des fourriers de mort la marche des troupes, les abritant, du même coup, des ripostes impuissantes derrière les arceaux bruissans de leurs gigantesques trajectoires.

L'emploi offensif du canon lourd comme l'emploi défensif du fil barbelé tend à ce but, tenacement recherché par nos ennemis, qui est de détruire mécaniquement à distance l'ennemi sans lui permettre le contact, l'abord direct. Ils ont voulu faire de la guerre, si j'ose employer ce néologisme, une « télédestruction. » Certes cette forme de guerre où la valeur et la force des soldats ne sont que des fétus emportés dans une

tempête métallique a quelque chose d'attristant. Mais puisque nous ne pouvons nous y soustraire, elle aura du moins cet avantage qu'en la poussant à notre profit jusqu'à ses dernières limites où nous n'aurons plus de contact avec le Boche que par les terribles rallonges de l'acier, qu'en y conquérant à notre tour la maîtrise, nous pourrons enfin, grâce à elle, épargner le précieux sang de France.

Pour citer quelques exemples connus des portées obtenues avec les canons lourds, il me suffira d'indiquer que notre vieux 155 installé sur des affûts modernes et notre bon 105 à tir rapide tirent couramment jusqu'à 13 kilomètres; notre ancien canon de 14 centimètres peut dépasser 16 kilomètres, notre canon de 32 centimètres atteint une vingtaine de kilomètres; quant à nos grands canons de bord, devenus terriens grâce à d'ingénieux affûts, le 305 atteint facilement 20 kilomètres, le 340 peut porter jusqu'à plus de 32 kilomètres, c'est-à-dire presque aussi loin que les canons allemands de 380 qui ont bombardé Dunkerque. Nous avons d'autres types excellens de canons lourds dont on me saura gré de ne pas parler ici. Ce ne sont pas les modèles excellens qui nous manquent; l'important est d'en multiplier les exemplaires.

Tous ces canons lourds, dont beaucoup sont munis de reculs sur l'affût, sont devenus relativement très mobiles, grâce à d'ingénieux dispositifs, soit qu'on les déplace par tracteurs (A L T, ce qui veut dire : artillerie lourde à tracteurs), ou sur voie ferrée (A L V F), ou seulement attelés (A L A) de chevaux qui sont encore, chaque fois qu'il est possible, le plus souple des tracteurs. Qu'on la classe en artillerie lourde de campagne (A L C), en artillerie lourde de position (A L P), en artillerie lourde à grande puissance (A L G P), il nous suffira de savoir que, par un vigoureux coup de reins, nous sommes en passe de dominer bientôt l'ennemi dans la qualité, sinon encore la quantité totale de nos canons lourds. Les caractéristiques de chaque type importent peu, notre but étant ici non d'une nomenclature technique sans intérêt, mais d'une vue d'ensemble de la question : il n'est pas nécessaire, pour bien comprendre les grandes théories transformistes, de connaître en détail toutes les espèces de phanérogames, de même que réciproquement, hélas! les minutieuses notions de détail ne suppléent pas toujours à une claire vision panoramique des phénomènes. Si

j'ai indiqué ci-dessus quelques-unes des abréviations conventionnelles qui, dans les états-majors, servent à désigner les catégories de canons, c'est que ces désignations énigmatiques qui se multiplient chaque jour, jusque dans les conversations, finiront par faire du langage militaire une série de cryptogrammes pleins d'embûches pour les Champollions de l'avenir. Souhaitons que ce soient là les seules énigmes que cette guerre laisse en suspens.

***

Il est clair que les avantages de la grande portée des canons lourds ne sont pas moindres dans la guerre de position, qui se poursuit sur notre front, que dans la guerre de mouvement, dont nous avons vu, depuis deux ans et demi, maint exemple. A Verdun, sur la Somme, partout où l'on attaque et où l'on se défend, les canons lourds peuvent seuls inquiéter les ravitaillemens éloignés de l'ennemi, le couper de ses bases par des barrages puissans, démolir ses gares et ses voies ferrées, enfin et surtout contrebattre ses propres batteries à grande portée. Sans eux, celles-ci seraient les maîtresses de la situation, protégées par leur éloignement de la riposte des pièces légères, et de ce fait dispensées même de la précaution de se masquer, comme il arriva lors de la première offensive allemande de Verdun où l'on vit un moment les pièces lourdes ennemies audacieusement installées à ciel ouvert, en des points de l'horizon où nos regards seuls pouvaient les atteindre. Mais on ne reverra plus cela, maintenant que Pétain, puis Nivelle ont passé par là.

Mais il est encore dans la guerre de tranchées, à côté de la grande portée des canons lourds, un autre élément qui leur assure une supériorité : la puissance de leurs projectiles.

Un obus de 53 kilos est-il dans la bataille plus ou moins efficace que dix projectiles de 5 kg. 300 (c'est le poids de notre obus explosif de 75)? C'est une question qui a été très agitée avant la guerre et lorsque se discutait académiquement la question de l'artillerie. Les uns répondaient par une affirmative absolue, les autres non moins âprement par la négative. La vérité, à mon humble avis, est entre les deux extrêmes, autant que le démontre l'expérience actuelle, et l'expérience, ne l'oublions jamais, prime tout syllogisme pour déceler la vérité. Contre une troupe non abritée, il est évident qu'en moyenne

les dix petits projectiles seront plus efficaces que le gros : cela provient de ce que, même tirés par une seule pièce sur une hausse unique, ils subissent, n'étant jamais parfaitement identiques, une certaine *dispersion* qui leur fait battre une zone bien plus étendue que le gros obus, malgré le rayon d'action assez grand de celui-ci. *A fortiori*, cela est, si les dix projectiles sont tirés sur des hausses différentes. C'est pour le même motif qu'une mitrailleuse est plus efficace qu'un canon sur une troupe à découvert.

Mais quand donc dans cette guerre a-t-on l'occasion de tirer sur une troupe non abritée? C'est quand cette troupe attaque, puisque pour avancer elle doit sortir de ses abris. Pour un même poids de projectiles, le canon de campagne, *le léger 75, est donc supérieur au canon lourd comme arme défensive.*

Mais il n'en est plus de même lorsque l'ennemi est abrité dans des tranchées couvertes ou dans des réduits protégés sous une épaisse couche de terre à plusieurs mètres de profondeur, comme c'est le cas actuellement : un gros obus pourra démolir ces abris et leurs défenseurs, alors que plusieurs petits obus du même poids total les trouveront invulnérables. Cela provient de deux causes : 1° un poids d'un kilo nous tombant sur la tête d'un premier étage, nous brisera immanquablement le crâne; ce que ne feront pas mille poids d'un gramme tombant successivement de la même hauteur sur le même point; 2° le gros projectile tombe en un seul point où agit toute sa puissance; celle des petits projectiles est diffusée par la dispersion du tir, quelque précis qu'il soit. Autrement dit, le gros projectile agit comme un clou qu'on enfonce par sa pointe dans une table, les petits comme si on voulait enfoncer ce clou en posant sa tête plate sur la table. Il est évident que, dans ce cas, il pénétrera beaucoup moins, même si les deux coups de marteau sont de même force.

En résumé, et pour tout dire d'une formule synthétique, l'efficacité supérieure contre les obstacles matériels d'un obus lourd sur un poids total équivalent d'obus plus petits provient de ce que la puissance du premier est concentrée en un point unique du temps et de l'espace.

Parmi les choses paradoxales et imprévues mises en évidence par cette guerre, il n'en est guère de plus contraires aux théories d'école, de plus hétérodoxes que celles que nous venons

d'exposer : le souple 75, considéré naguère à cause de sa légère mobilité et de son tir rapide comme l'arme d'attaque par excellence, se trouve être, à la lumière crue des faits, un outil offensif médiocre et l'instrument le plus merveilleux de la défensive. C'est lui qui, sur l'Yser, sur la Marne, et lors de la ruée allemande sur Verdun, a sauvé la situation par son efficacité d'engin d'arrêt. Les mastodontes de l'artillerie lourde qu'on croyait devoir être confinés dans les forteresses se trouvent au contraire être les outils indispensables du mouvement en avant et de l'attaque, ceux sans lesquels celle-ci ne peut être efficacement « préparée. »

Étrange renversement des rôles, étrange culbute des théories aprioristes, et qui doit nous inspirer plus que jamais l'horreur du dogmatisme volatil des systèmes, le respect de l'expérience et du fait !

Et pourtant... en cherchant bien, on trouverait peut-être dans ce paradoxe si nouveau l'odeur surannée qu'ont les fleurs desséchées oubliées dans les pages d'un vieux livre jauni. N'est-ce pas en effet Vauban qui, dans son inédit *Traité de la fortification de campagne*, a écrit ceci : « Toutes canonnades qui ne peuvent pas nettoyer le derrière des parapets et des épaulemens sont inutiles, attendu qu'elles ne peuvent déplacer les troupes ni par conséquent favoriser l'attaque. »

N'est-ce pas là, saisie en un raccourci prophétique, toute la claire vision des causes qui devaient rendre indispensable l'artillerie lourde pour déplacer les troupes et par conséquent attaquer?

*
* *

Cette phrase du grand Vauban nous amène enfin à considérer un dernier aspect du problème de l'artillerie lourde. « Nettoyer le derrière des parapets et des épaulemens » s'obtient non seulement en les détruisant par les « canonnades, » mais aussi en tirant des coups de canon qui, plongeant derrière eux, rendent leur protection fallacieuse et illusoire l'abri qu'ils procuraient à la troupe.

Autrement dit, il faut, dans certains cas, pouvoir tirer derrière des objectifs défilés, troupes ou batteries. Et comme, dans cette guerre, on défile le plus possible les hommes et les canons et les dépôts divers, de matériel, derrière des crêtes ou des plis

du terrain, ces cas sont très nombreux. C'est ce qui a amené à créer, à côté des canons lourds à grande portée, à grande vitesse initiale et par conséquent à trajectoire tendue, toute une artillerie lourde à trajectoire courbe, dont les obus retombant aussi près que possible de la verticale sont capables d'atteindre des points très défilés. Cette artillerie lourde spéciale comprend les obusiers et les mortiers qui sont en somme des canons beaucoup plus courts.

Anciennement, du temps de la poudre noire, on était convenu d'appeler obusiers les canons dont la longueur ne dépassait pas dix à douze fois leur calibre, et mortiers ceux dont la longueur n'atteignait pas dix calibres. Mais l'emploi des poudres progressives dites sans fumée, à combustion plus lente, a conduit à augmenter quelque peu les longueurs d'âme des pièces pour obtenir un effet équivalent sur les projectiles. La classification précédente n'est donc plus tout à fait exacte et, pour ne pas risquer de faire éclater son élasticité, nous dirons seulement que les obusiers sont des canons courts et les mortiers des obusiers courts.

Ce qui, par une conséquence naturelle, distingue surtout les canons des obusiers, c'est que les premiers emploient de fortes charges de poudre, ceux-ci des charges faibles. C'est parce que la charge y est faible que la longueur n'a pas besoin d'être très grande pour que toute cette charge ait eu le temps de brûler avant que le projectile ne sorte de la pièce. Cette faible charge a pour effet une médiocre vitesse initiale du projectile et partant une moindre portée. Pour atteindre un objectif donné, l'obusier devra lancer son projectile beaucoup plus haut que le canon, de même que, d'un bout à l'autre d'une large rivière, le bras vigoureux d'un athlète pourra jeter une pierre presque horizontalement, tandis qu'une petite main faible d'enfant devra la lancer très haut pour qu'elle retombe assez loin.

Le projectile de l'obusier arrive donc non plus de plein fouet et presque horizontalement, mais de haut en bas sous un grand angle. De plus, l'obusier tirant très obliquement, — car l'angle sous lequel on tire est voisin de celui sous lequel la trajectoire s'achève, — peut non seulement atteindre des objectifs très défilés, mais se défiler lui-même derrière un pli de terrain mieux et plus bas que le canon. Par exemple, tandis que, pour atteindre un but placé à six kilomètres, l'obus du 75 ne monte

qu'à environ 400 mètres en l'air, celui de certains obusiers montera jusqu'à près de 1 500 mètres, de sorte qu'ils pourraient tirer par-dessus un obstacle de cette hauteur.

Il y a en somme entre l'effet de l'obusier et celui du canon la même différence qu'entre ceux de la grenade et de la balle du fusil.

On voit d'après cela que le tir plongeant des obusiers et des mortiers sera particulièrement efficace contre les abris terminés par une surface horizontale, contre les batteries ou les organisations défensives très défilées et pas trop éloignées, contre les tranchées elles-mêmes au besoin, dont les parapets sont inefficaces contre le tir courbe.

Et à ce propos, un souvenir me revient en mémoire. L'artillerie a rarement le plaisir de voir *in anima vili* l'effet immédiat de ses projectiles. J'eus pourtant ce plaisir le jour dont il s'agit et où j'observais quelque part en Woëvre, dans une tranchée de première ligne, un tir de 220. Le 220 est un vieux mortier trapu, tassé sur son affût plat, et qui a un peu l'air d'un seau à charbon avec son trou noir et peu profond où l'on voit presque affleurer le museau de l'obus ogival qu'il lance de haut en bas, et dont il dépose comme à la cuiller les 118 kilos de poids, dont 36 kilos d'explosif, dans l'hiatus entr'ouvert des tranchées.

Ce jour-là, nous tirions sur un bout de tranchée que nous avions de bonnes raisons de supposer occupée. La batterie à 2 000 mètres derrière nous; l'écouteur à l'oreille, le ventre au sol, le regard tendu comme un arc, nous attendons. Et soudain la batterie nous téléphone : « coup parti ! » Nous savons que l'obus a jailli de la pièce avant d'entendre son rugissement, car le son va dans le téléphone neuf cent mille fois plus vite que dans l'air, et nous n'entendrons que dans quelques instans la détonation qui est déjà dans le passé. Instans longs comme des heures et qui tendent plus encore nos mains et nos regards sur l'œil double de la jumelle. Et nous pensons à tout ce qu'évoque ce « coup parti, » aux servans dont les gestes là-bas s'entrelacent harmonieusement; au tireur, le tire-feu en main, un instant braqué sur ses jarrets guêtrés et un peu boueux; à l'obus volant, à cette masse de fer ceinturée de cuivre, qui véhicule tant de mort potentielle et qui pourtant tout à l'heure éclatera pour nous comme un gros rire sonore et percutant du pays gaulois. Nous pensons à

son invisible trajectoire sifflante, courbée en forme de parabole comme celle des comètes. Puis soudain, c'est le « boum » formidable qui nous gifle en passant, puis un gros nuage jaune devant la tranchée boche suivi du croassement énorme de l'éclatement. Deux mots au téléphone pour faire allonger le tir qui était un peu court, et on recommence. Cette fois, c'est bien tapé. Une gerbe confuse vole en l'air, avec les débris du parapet, des piquets de fil de fer et, au milieu de ce brouillard jaune, deux Boches aux contours diffus, on dirait peints par Carrière, bras et jambes largement étendus et courbés, comme des plongeurs.

Ce même jour, j'ai entendu en rentrant au cantonnement un des plus jolis mots qui soient jamais tombés de la rude barbe d'un guerrier français. Comme nous nous abritions un instant derrière les murs pantelans du petit village de X... (à moins que ce ne soit W... ou Z...,) on s'y perd dans cette géographie majuscule, que les Boches « marmitaient » violemment depuis une heure, nous avisâmes un marsouin qui, inexprimablement hirsute, roulait des yeux furibonds derrière le demi-mur où il montait la garde, tout maculé de débris par un obus qui venait d'éclater à deux pas : « Il faut se méfier avec ces s...-là, nous cria-t-il; *ils ne font pas attention où ils tapent;* ils finiraient par vous crever un œil. »

Les effets plongeans des obus de 220 que nous observâmes ce jour-là sont actuellement encore dépassés de beaucoup avec les gros obusiers récens, dont le 400, malgré son projectile de près d'une tonne, n'est pas le plus puissant.

Les effets d'écrasement et de destruction de ces projectiles d'artillerie lourde sont dus, pour une large part, comme dans les engins de tranchée, à leur grande capacité d'explosif, mais aussi à leur poids et à leur forte vitesse restante qui les fait pénétrer très avant dans la terre. Ils sont d'ailleurs munis de fusées plus ou moins retardées qui ne les font éclater qu'une fois cette pénétration achevée. C'est ainsi que, sur la Somme, on est venu à bout des abris boches les mieux protégés. Quant à la puissance mise en jeu, elle est formidable : pour n'en prendre qu'un exemple, l'obus de 540 kilos de notre 340 de marine tombant en un point où sa vitesse est réduite à la moitié de sa vitesse initiale, c'est-à-dire à 400 mètres par seconde, possède encore une force vive capable de lancer un poids de

4 500 kilos à 1 kilomètre de haut! Comment s'étonner après cela de voir des gros obus lancer à des centaines de mètres des objets d'un poids énorme, projeter comme nous l'avons vu des chevaux entiers jusqu'au sommet des plus grands arbres où leur lamentable carcasse semble celle de quelque hippogriffe tombé là du haut des nues, abattre enfin comme à Vaux, à Douaumont, dans la Somme, des constructions aux murs puissans, si bien que le terrain nivelé comme par un râteau géant n'y semble plus qu'une sorte d'épiderme rasé que les « entonnoirs » criblent comme des pores.

En réalité, dans les chiffres précédens, je n'ai tenu compte que de la force vive *mécanique* mise en jeu, c'est-à-dire celle qui provient de la masse du projectile et de sa vitesse. Si notre obus de 340 était en métal plein comme les anciens boulets, il aurait à l'arrivée la force vive indiquée ci-dessus; mais cet obus n'est pas tout en métal ; il contient une charge énorme d'explosif, et la puissance dégagée à l'instant de la chute par celui-ci s'ajoute à la précédente et fait beaucoup plus que la doubler.

Quel est en effet dans les effets destructeurs des obus et dans les entonnoirs qu'ils creusent la part relative du poids et de la vitesse et celle de l'explosif? On ne possède pas sur cette question de données précises. Mais un raisonnement simple va nous montrer que la puissance de l'explosif est très supérieure en général à la force vive mécanique. Considérons par exemple notre petit obus explosif de 75 ; la charge de mélinite qu'il emporte est plus grande que la charge de poudre qui le chasse, et dont le travail n'est dépensé que pour une moitié à la propulsion de l'obus, le reste étant absorbé par les réactions de la pièce (recul, etc.). Or les puissances totales développées par un gramme de poudre et un gramme de mélinite sont du même ordre de grandeur. Il s'ensuit que la puissance de l'explosif est très supérieure à la force vive de l'obus à la sortie de la pièce, plus de quatre fois d'après le raisonnement précédent ; *a fortiori* est-elle très supérieure à cette force vive, lorsque l'obus, ayant déjà parcouru une partie de sa trajectoire, sa vitesse est très réduite. C. Q. F. D.

C'est pourquoi les obus en acier auxquels on peut donner une épaisseur de parois plus petite à cause de la résistance supérieure de l'acier à la percussion, sont en principe d'une plus grande capacité d'explosif et d'une plus grande efficacité

que les obus en fonte. On arrive ainsi à faire tenir jusqu'à 30 pour 100 de leur poids dans certains obus allongés en acier. Mais l'acier est plus dur et plus difficile à préparer, et si on utilise beaucoup d'obus en fonte, c'est qu'il faut faire flèche de tout bois... de tout fer, veux-je dire.

De tout cela résulte enfin, que si un gros obus est plus efficace que plusieurs petits de même poids total, c'est qu'il peut contenir un volume plus grand d'explosif, l'épaisseur de ses parois n'étant guère supérieure à celle des petits qui doivent comme lui résister à la percussion, d'où résulte qu'une fraction beaucoup plus grande de son volume reste disponible pour l'explosif. Et c'est pourquoi 500 kilos de gros obus contiennent plus d'explosif que 500 kilos d'obus de petit calibre.

Telles sont brièvemont esquissées, autant qu'on peut le faire sans s'enlizer dans des développemens techniques ardus, les principales raisons qui font du canon lourd le maitre véritable, le roi de la bataille moderne.

En vérité, lorsqu'on jette sur le passé un de ces coups d'œil qui nous montrent des ondulations monotones et toujours pareilles de l'horizon humain, on voit que dans ces monstrueux et puissans engins qui portent la mort libératrice à des distances énormes, il n'y a rien que l'application perfectionnée d'idées déjà anciennes.

Nos lointains ancêtres, du temps où la guerre n'était qu'une bagatelle et où quelques pauvres centaines d'hommes hors de combat suffisaient à décider du sort des empires, avaient déjà des canons lourds. Dès le xve siècle, on avait des bombardes lançant des boulets de plusieurs centaines de livres : le gros canon de Gand, fondu vers 1450, lançait un boulet de 360 kilos, et une des bombardes du duc de Bourgogne expédiait à bonne distance des boulets de pierre du poids de 900 livres. Si on a diminué ensuite le volume et le poids des pièces, c'est que les progrès de la balistique ont permis d'obtenir, grâce à une vitesse initiale plus grande, les portées utiles, sans être obligé de recourir aux lourds projectiles qui se jouent mieux de la résistance de l'air.

Si on est revenu aux grosses pièces, c'est en somme surtout parce que les portées utiles ont augmenté, grâce à l'observation aérienne. On a alors combiné la plus grande vitesse initiale avec le plus gros projectile. De là est né le canon lourd présent.

Mais il s'en faut qu'on soit encore arrivé à la limite des distances où, avec les moyens actuels, l'artillerie pourrait tirer. Lorsqu'on appliquera aux grosses pièces la vitesse initiale de 1 200 mètres à la seconde, déjà réalisée avec certains canons de marine, on tirera bien plus loin. Même en gardant la vitesse de 900 mètres, lorsqu'on fera des canons longs plus gros que le 340 et le 380, on ira encore plus loin qu'eux, puisque, avec un projectile plus lourd, on se rapprochera de plus en plus de la portée théorique dans le vide qui, avec cette vitesse initiale, est de *plus de 80 kilomètres*. Nous verrons cela dans la prochaine guerre.

***

Il n'y a qu'un moyen de venir à bout d'un ennemi qui vous lance de loin mille tonnes d'obus, c'est de lui en rétorquer dix mille de plus loin encore. Comme me l'écrivait, il y a bien longtemps, un des chefs dont la clairvoyante maîtrise s'est imposée au premier rang : « Cette guerre est une question de tonnes de métal à déverser sur l'ennemi. » Ce mot du général Nivelle doit être enchâssé au centre de toutes nos pensées, jusqu'au jour où l'enclume ennemie se brisera sous le dur marteau de notre acier. La mort s'est trouvée plus douce aux Français que la seule perspective d'une génuflexion devant l'étranger. « Être Boche ou ne pas être, » a-t-on osé leur dire. Ils ne se laisseront pas broyer entre les deux ignobles mâchoires de ce dilemme teuton. Mais, pour cela, il faut préférer le vouloir au rêve, l'action au vouloir. La Victoire n'est pas de ces petites mijaurées que quelques bouquets de fleurs rhétoriciennes rendent à merci. C'est une rude fille du peuple, musclée et fière : la poudre aux yeux ne l'impressionne que si elle est pyroxylée. Travaillons.

CHARLES NORDMANN.

LA
MUSIQUE ET LES SOLDATS

II[1]

LA RÉALITÉ D'AUJOURD'HUI

Nous avons étudié l'autre jour le rôle de la musique dans le domaine de l'imagination ou de la fiction militaire. Aujourd'hui, nous voudrions considérer ses caractères et son œuvre dans l'ordre de la guerre toujours, mais de la véritable, de la présente guerre. S'il y a quelque intérêt à rechercher comment la musique, en tout temps, a représenté les soldats, ou, pour ainsi parler, ce que la musique a fait d'eux, il est singulièrement plus émouvant de savoir ce que, depuis deux années écoulées, elle fait avec eux et pour eux. D'un côté, ce ne sont qu'images sonores; de l'autre, qui nous touche de plus près, qui véritablement nous tient au cœur, c'est la vérité et la vie.

A la vie des soldats jamais peut-être la musique ne fut encore si longtemps et si étroitement unie. Jamais la musique ne participa ainsi du fait même et comme de la nature de la guerre, de son horreur et de sa beauté. Dans une de ses dernières chroniques scientifiques, notre confrère et voisin de *Revue*, M. Charles Nordmann, « a noté, » — c'est le mot, — en musicien, non moins qu'en savant et en combattant,

(1) Voyez la *Revue* du 1e novembre 1916.

ce phénomène curieux et nouveau : l'évolution pour ainsi dire « sensible » de la guerre et son passage de l'ordre visuel dans l'ordre acoustique. Nous n'avons pas à rappeler ces pages brillantes qui sont restées présentes à toutes les mémoires (1).

Que d'esprits, que d'âmes musicales ont eu la joie de reconnaître, dans « le bruit de la bataille, » la ressemblance, ou la présence même de leur musique bien-aimée. Croyons-en le témoignage encore de ce jeune et charmant étranger, poète et musicien, qui nous aima jusqu'à combattre, à mourir pour nous avec les nôtres. Oui, c'est un musicien qui parle ainsi de la sonorité de notre 75 :

« Quelle arme que ce merveilleux petit canon! De la tranchée où nous sommes, nous l'entendons claquer à peu près de deux kilomètres en arrière, et pourtant le coup semble tout proche. C'est un coup sec et métallique, dont la vibration, répercutée par les bois, sonne comme une corde de harpe. Il domine tout de sa voix brève et pénétrante... On ne peut se lasser de sa détonation. Elle remplace les clairons caducs. C'est la France elle-même, notre orgueil et notre égide. Le 75 est un témoignage du génie français de la même nature qu'une phrase de Flaubert, un vers de Baudelaire, une perspective de Paris ou un passage de Franck. Il a la simplicité idéale, la finesse, la mesure, et la portée suprême (2). »

Tout cela, pour nos soldats, c'est la musique de la mort. Mais pour eux aussi, par bonheur, il en existe une autre : musique du salut et de la vie, musique non plus terrible et meurtrière, mais bienfaisante et secourable. Celle-ci, comme l'autre, depuis plus de deux ans, leur a prodigué ses concerts. Ceux qu'a donnés le plus illustre de nos maîtres du piano resteront parmi les plus dignes du souvenir et de la reconnaissance nationale. On sait quelles offrandes magnifiques royales, versent incessamment dans notre trésor de guerre les mains harmonieuses de Francis Planté. Depuis trop longtemps on regrettait de ne plus le voir, ni l'entendre. Il vivait aux champs, au soleil, au sein d'une calme et noble retraite, toujours plus jeune avec l'âge, plus fidèle, et d'une fidélité plus

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er septembre 1916 : *Le bruit de la bataille.*

(2) Voyez, dans la *Revue* du 1er octobre 1916, l'article de Gérard d'Houville : *Un poète soldat au « 1er Etranger : » Hernando de Bengoechea.*

tendre, plus ardente, à son art bien-aimé. « Eh quoi! » lui disait-on parfois, comme jadis à Philomèle,

> Eh quoi! cette musique,
> Pour ne chanter qu'aux animaux,
> Tout au plus à quelque rustique!
> Le désert est-il fait pour des talens si beaux!
> Venez faire aux cités éclater leurs merveilles.

L'été dernier il y est venu, ou revenu, et des merveilles de son talent il a fait des prodiges de charité. Concerts « spirituels, » c'est ainsi qu'il eut raison de nommer ses concerts. Au fond d'une chapelle, caché derrière les palmes et les drapeaux tricolores, le grand artiste a voulu ne nous être présent et sensible que par son art. Et jamais son art ne fut plus nôtre, plus national, avec plus de grâce et de poésie, de finesse et de goût, d'élégance et de clarté. Rien d'étranger ne s'y mêle et ne le dénature, ou seulement ne l'altère. Servir ainsi la patrie, c'est deux fois la servir. En lui portant secours, un Planté lui rendit hommage. De nos soldats, son bienfait s'est étendu à nous tous. A travers le génie des maîtres divers, sous les doigts du plus français de leurs interprètes, nous avons entendu le génie même de la France chanter.

Il a, dit-on, chanté aussi par la voix d'un de nos chanteurs fameux, devenu — volontairement — un de nos intrépides soldats. C'est une belle histoire, de musique et de guerre, et M. Georges d'Esparbès en a fait un beau récit, digne d'être retenu.

Une nuit de l'automne passé, notre confrère pénétra dans une église de village, en ruines. Des blessés y étaient gisans. Au-dessus d'eux, plus d'autre voûte que le ciel étoilé. Des femmes leur donnaient à boire, dans l'ombre. « On y voyait tout de même un peu. Sur l'autel, envahi par les décombres, seul endroit éclairé, un enfant abritait la flamme d'une bougie entre ses mains rouges. » — « Monsieur, » dit l'un des blessés au visiteur nocturne, « hier au soir, presque à la même heure, il s'est passé ici une chose... je peux dire une chose extraordinaire... Un soldat, un homme de haute taille, âgé... mettons de cinquante ans, est entré comme une espèce d'apparition.

« Je ne certifierais pas que c'était un officier. Son grand manteau lui couvrait tout le corps et la lumière de la bougie

portée par l'enfant s'arrêtait sur l'arête de son casque. Tout de suite il m'intéressa, d'autant plus qu'il me semblait avoir vu ou rencontré cet homme au moins une fois dans ma vie... Il descendit vers nous... puis il se ravisa, remonta trois marches plus haut, ce qui le mit contre l'autel même. Là, il prit un instant de réflexion, puis s'adressa à tous les blessés :

« — Voyons, mes pauvres vieux, je voudrais faire quelque chose pour vous. Je ne sais pas soigner, mais je suis tout de même un médecin... Major pour les peines de cœur : ma profession est de chanter. On prétend même que je ne chante pas trop mal... Et puis j'ai un remords, j'ai besoin de me nettoyer la voix d'un tas de choses que j'ai chantées depuis vingt ans. »

« Alors, l'inconnu entonna sa chanson, une vieille chanson de France, et c'était si doux, qu'on croyait entendre sa voix dans l'air, plutôt que sur sa bouche. Je vous réponds qu'on se taisait. Silence de mort. Mes camarades sont des travailleurs de la terre : ils avaient eu sous les yeux tout ce que la nature offre de plus beau, mais ils ne connaissaient pas la *voix humaine*. Moi, monsieur... j'ai été souvent à Paris entendre de la bonne musique... Dès les premières notes, j'étais fixé : « Toi, mon bonhomme, tu es tout bonnement le grand baryton de l'Opéra, ou alors c'est que ma fièvre m'en conte. C'est toi l'Amilcar de *Salammbô!* C'est toi le bouffon de *Rigoletto!* C'est toi l'Athanaël de *Thaïs!*... C'est toi!... Mais déjà, monsieur, vous m'avez deviné.

« Vous pensez dans quel état m'avait mis cette découverte... Le petit enfant qui soignait la lumière cherchait à éclairer le chanteur, sans y parvenir. Mais qu'importe! Sa voix, je la reconnaissais, mieux qu'une personne vivante.

« Rappelez-vous ces quelques mots : — Je veux, nous avait dit l'inconnu, me *nettoyer la voix* de beaucoup de choses que j'ai dû chanter. — Lesquelles, dites-moi, sinon les rôles de Wagner? Oui, monsieur, nous avions devant nous, dans cette pauvre église effondrée, le Frédéric de *Lohengrin*, le Wotan de la *Walkyrie*, le Beckmesser des *Maîtres Chanteurs*, le Wolfram de *Tannhäuser*. Nous le possédions, chantant pour nous seuls des vieux noëls de la Champagne et de l'Alsace! Et, en chantant, cet homme avait les yeux pleins de larmes — car il pleurait, la lumière de l'enfant nous le faisait voir... Ces airs de campagne, beaucoup de blessés les connaissaient. Tous, jus-

qu'aux plus malades, s'étaient soulevés sur leurs couchettes de paille...

« Quant à moi, monsieur, je verrai toujours cet homme dans mes nuits, sa belle figure régulière entre les cheveux blancs de ses tempes, sa haute taille, et ses yeux, oh! ses yeux surtout, où je croyais lire le « remords de toutes les choses que lui avait fait chanter l'exécrable génie allemand, » et dont il se décrassait dans de bonne eau limpide, dans nos vieilles chansons populaires. Puis, sans vouloir être remercié, il disparut, sans doute pour retourner au front... »

. . . . . .

Ayant achevé son histoire, M. d'Esparbès interroge en ces termes le chanteur inconnu : « Ce ménestrel pâle et boueux qui, un soir de bataille, en Champagne, apparaissait miraculeusement dans la petite église chaperonnée d'étoiles, pour consoler, par des noëls et des rondes, quelques pauvres blessés, était-ce vous? Était-ce vous, Renaud? » Et nous-même, depuis longtemps l'admirateur et l'ami du grand artiste, nous qui savons quel soldat fut hier, quel officier est aujourd'hui le volontaire à cheveux blancs, nous n'en doutons pas, c'était lui.

C'est un autre, n'est-ce pas, Delmas? qui nous écrivait tristement un jour, un jour déjà lointain, après six mois de guerre : « Je ne chante plus que pour des morts. » Nous lui répondîmes aussitôt en le priant de venir à notre hôpital chanter pour des survivans, pour des blessés. Il vint tout de suite, et plus d'une fois. Un de ses camarades, non des moindres, M. Frantz, l'accompagnait. M. Paul Viardot, l'éminent violoniste, leur donnait la réplique. Enfin, dans ce généreux hommage de la musique aux soldats de France, notre pauvre et cher Mounet-Sully avait voulu que la poésie — et laquelle! — prît sa part.

Toutes les deux, poésie et musique, eurent un auditoire digne d'elles : un parterre, non de rois, mais de héros. « Parterre » est bien le mot. Sur des brancards très bas, plusieurs étaient étendus. Quelques-uns pouvaient déjà se tenir assis, même debout; mais surtout on en voyait d'autres, dans la blancheur des lits, soutenant d'une main leur pâle visage, où luisaient des yeux attentifs et vite émus. Assemblée pittoresque, et plus pathétique encore. Chacun de nous savait, sentait trop bien de quel prix ils avaient payé, les pauvres enfans, la joie qu'ils allaient recevoir.

Les messagers et les dispensateurs de cette joie en eurent le sentiment comme nous, mieux que nous. Et leur parole et leur chant en prit un accent encore plus noble que de coutume, une expression plus généreuse, une flamme plus pure et vraiment sacrée. Ils dirent, ils chantèrent surtout des choses héroïques, de celles-là que leurs auditeurs avaient vécues, pour lesquelles ils avaient pensé mourir. C'était *Les deux épées*, de la *Fille de Roland*, et des fragmens de *Patrie!* et les *Deux grenadiers*, et, naturellement, la *Marseillaise*. En écoutant M. Frantz, je me souvenais qu'il avait été Parsifal à l'Opéra. Des chœurs invisibles le saluaient alors avec les mots fameux : « *Celui qui sait par la pitié*, » paroles de tendresse et de miséricorde, que le poète-musicien d'Allemagne ne sut point enseigner à sa cruelle, à sa féroce patrie. Mais l'artiste de chez nous avait bien su les comprendre et, s'il chanta, ce jour-là, mieux que jamais peut-être, c'est que la pitié, « la grande pitié du royaume de France, » chantait par sa voix.

Après le concert, un soldat nous dit cette parole profonde, et qui demeurera toujours chère à la mémoire d'un musicien : « C'est beau, ce qui parle. Mais ce qui chante! Ce qui chante! » Il avait raison. Encore plus que la poésie, la musique les enveloppe, les pénètre, jusqu'au fond, de sa mystérieuse influence. Dans leur âme à tous, le verbe, fût-ce le plus magnifique, ne va jamais aussi loin que le son. Toujours et partout, dans la tranchée, sous la mitraille, il leur faut « ce qui chante. » La musique est la plus vive, la plus pure de leurs joies.

A Nieuport, une nuit, un officier, parti en reconnaissance, fouillait les ruines encore fumantes. « Dans une cour particulièrement abîmée, écrit-il, j'entends qu'une main un peu hésitante joue sur un piano, ma foi! presque bien, une de ces vieilles valses dont les dragons raffolent... Pas de lumière, une maison béante... Il y a quelque chose de fantomatique dans ces trous d'ombre où l'œil ne distingue que du noir, et d'où sort une ritournelle canaille et triste.

« Au bout d'un long moment, pendant lequel j'ai erré dans tous les sens, j'ai trouvé la clef de l'énigme, en apercevant à mes pieds un trait de lumière... Au bas d'une dizaine de marches, ou plutôt d'une pente vertigineuse... je n'ai eu qu'à écarter un rideau de toile, pour voir ce qui se passait à l'intérieur, et j'ai été saisi par ce tableau jusqu'au cœur :

« Une dizaine d'hommes, couchés sur des paillasses, écoutaient le musicien assis sur une barrique, et jouant de ses gros doigts malhabiles la même valse, probablement le seul morceau qu'il sût ; dans le regard de chacun de ces hommes, il y avait quelque chose d'analogue à la griserie de l'opium ou à la fascination d'un sujet par un médium tout-puissant. En haut, les obus recommençaient à tomber ; en bas, ils avaient oublié la guerre, parce qu'ils avaient entendu trois notes et que la musique est toute-puissante sur les cœurs simples (1). »

Mainte fois, nous avons reçu — « du front » — les témoignages de sa toute-puissance : des lettres, des programmes, des photographies même. A l'ombre d'un bouquet d'arbres, au bord d'une mare, un petit orchestre de soldats est réuni. Le chef, monté sur des tréteaux, bat la mesure. Autour des exécutans, les « copains » sont assis. Des chevaux, là-bas, ont levé la tête et semblent eux-mêmes écouter. C'est un concert donné le 21 mai dernier à la ferme de L... S... près M... en Champagne. Dès le 1er novembre 1914, le... ème régiment donnait, à S-S., son premier « concert en grange. » Le programme — illustré — du 49e concert est sous nos yeux. Concert vocal et symphonique ; à l'orchestre, des artistes de la Société des Concerts du Conservatoire et des Concerts Lamoureux, des professeurs de nos Conservatoires de province ; comme solistes, un chanteur de Lyon, un autre de Nancy ; au piano d'accompagnement, un sapeur... du Conservatoire de Toulouse. Pour commencer, l'ouverture de *Phèdre*, de Massenet ; pour finir, la « Marche du *concert en grange.* »

Un jeune ténor du Midi nous écrit : « Nous sommes toujours au danger, mais heureux de servir. Cela ne m'empêche pas de travailler ma voix de temps en temps et d'en faire un cadeau de distraction aux amis et poilus de connaissance. » (4 juin 1916.)

Du 8 octobre 1915 :

« Nous avons réussi, avec mes amis, à monter quelques œuvres musicales que nous exécutons le dimanche à l'église. Tous les sujets sont religieux...

« D'abord nous avons trouvé, dans un couvent d'A... où seule reste une bonne sœur, un magnifique harmonium. L'emballer

(1) *Étapes et combats. — Souvenirs d'un cavalier devenu fantassin*, 1914-1915, par Christian Mallet ; Librairie Plon.

et l'emporter, tandis que les Boches nous bombardaient, fut vite fait, et vers minuit, sans trop d'ennuis, nous déposions dans notre petite chapelle notre nouvelle acquisition. Nous sommes aidés en tout par ces messieurs de l'état-major, qui apprécient beaucoup de telles œuvres et leur interprétation. Quant aux poilus qui peuvent, aux heures de repos, profiter de ces messes, ils rayonnent de joie. Nous-mêmes, vous le croirez sans peine, nous éprouvons une grande satisfaction à chanter de telles choses. Puissions-nous bientôt emplir de ces harmonies les temples lointains que la victoire nous rendra ! »

Du 7 novembre suivant :

« J'ai le très grand plaisir de vous annoncer que nous avons très glorieusement fêté l'anniversaire de la mort de nos braves, le jour de la Toussaint.

« A cet effet, nous avons pu monter la grande Messe des Morts d'Hector Berlioz. Vous savez combien nobles et pures sont ces pages et comme elles sont susceptibles d'aller droit à tous les cœurs.

« Nous avons eu la grande joie de la voir bien accueillie et religieusement écoutée. Tous, du plus grand au plus petit, furent émus. Et nous-mêmes, nous le fûmes beaucoup.

« Je vous envoie le programme dessiné à cette occasion par un de nos amis, architecte de talent. Le détail de la messe n'y figure pas : nous en avons chanté complètement le *Requiem* et le *Kyrie*, le *Sanctus* et l'*Hosannah*, plus l'*Agnus Dei*.

« Nous étions deux ténors, un baryton et une basse, un violoncelle, qui doublait les parties graves, et un harmonium, dont je vous ai déjà conté l'odyssée. »

En tout, six exécutans, pour la Messe des Morts de Berlioz, qui n'en exige pas moins de cent cinquante ou deux cents! Voilà bien l'occasion de répéter, sans ironie cette fois, le mot célèbre de Rossini : « Excusez du peu ! » S'ils l'ont dit à Berlioz, les braves enfans, la grande ombre du maître français les aura non seulement excusés, mais remerciés et bénis.

Quelques traits encore, les derniers, d'un autre soldat musicien, de l'un de ceux qui sont « dans la musique. »

« Oh ! oui, c'est le plus beau des arts ! Quelles impressions d'idéal ne ressentons-nous pas, nous autres, en jouant simplement nos modestes fantaisies après les séjours aux tranchées sous le bombardement ! Quelle saine et utile distraction ! Tous

les soirs nous faisons concert aux poilus et nous leur jouons des airs d'opéra qu'ils écoutent rêveurs, un peu tristes peut-être de ne pouvoir saisir entièrement une première fois toute la beauté d'une page de *Samson et Dalila*, par exemple, ou de l'*andante* de la symphonie en *ut* mineur, de Saint-Saëns. Avec nos cuivres et nos bois, nous essayons de rendre cette grande musique.

« Mais je m'arrête. Comme ma voix doit sonner mal à vos oreilles! Pauvre profane! A peine je peux dire tout mon amour de la musique... Dieu a certainement protégé notre « musique » à nous, puisque dans ce secteur infernal nous n'avons eu qu'un blessé et deux évacuations. Je connais « des musiques » qui, dans le même temps, comptaient vingt morts et blessés, d'autres une quinzaine, une douzaine. Sur l'effectif de trente-huit, cela se connaît douloureusement.

« Agréez, etc.

« Votre serviteur très fidèle, qui joue de la clarinette en *si* bémol. »

Il avait raison, notre blessé de l'hôpital. « Ce qui chante » ne fut jamais plus beau qu'aujourd'hui. Jamais la musique ne fut élevée à une mission plus haute, plus sainte. Jamais il ne lui fut donné d'accroître ou de ranimer la vie, une vie plus noble, en de plus sublimes cœurs. Aussi bien, venant parmi les soldats, c'est parmi ses frères qu'elle vient. De tout temps, elle leur fut unie par une attache étroite et fidèle. Sa vocation religieuse n'a d'égale que sa vocation guerrière. Servante de Dieu et de l'Église, elle ne l'est pas moins de la patrie. Compagne des soldats, même pendant la paix, à la guerre et par la guerre son rôle s'étend et s'élève. Art héroïque entre tous, elle est le seul qui dans la mêlée, devant le péril, en face de la mort, mérite une place et l'obtienne. Elle va plus loin : elle escorte, elle honore de ses marches funèbres, au delà du trépas, les héros qu'elle y a conduits. S'ils y ont échappé; sans mourir pour la patrie, quand ils ont souffert, et tant qu'ils souffrent pour elle, la musique leur doit encore son hommage et son secours. Quelques exemples nous ont fait voir comment elle le leur apporte. Avec Shakspeare, admirant les bienfaits, les miracles qu'elle prodigue, c'est bien le cas de s'écrier : « Tu fais cela, musique! » et d'ajouter, au nom de nos soldats bien-aimés, soutenus et consolés par elle : « De cela, de cela surtout, sois remerciée et bénie! »

*
* *

Pour elle, à leur tour, ils feront quelque chose, les soldats de la grande guerre. Ils lui fourniront — en quelle abondance! — des thèmes et des « situations, » des sentimens et des personnages que jusqu'ici peut-être elle n'a pas chantés. Ils ajouteront des cordes à sa lyre, cordes d'argent ou d'airain, et des voix, d'amour ou de haine, à ses chœurs. Les conditions changées de la guerre en changeront la représentation musicale. Entre les soldats et la musique, de nouveaux rapports apparaîtront, des raisons nouvelles de sympathie et de réciproque amour. Elle aura fait campagne avec eux; avec eux elle aura « servi, » si bien et si longtemps! Ardente comme eux au combat, à l'assaut, elle aura, « dans les tranchées, » « au cantonnement, » été patiente comme eux. Tantôt elle aura retenu son souffle et tantôt donné toute sa voix. Que dis-je! toutes ses voix. Humaines et divines, voix de l'héroïsme et de la prière, voix des armées innombrables ou de quelques soldats, d'un seul peut-être; voix des cités martyres et des temples en flammes, des pays en deuil et des nations fugitives, quels concerts inouïs nous prépare l'avenir! Que nos musiciens, d'avance, y prêtent l'oreille. Qu'ils se recueillent et se préparent. Je connais déjà, pour eux, un thème digne d'eux, mais qu'il me faut taire encore. L'œuvre littéraire est toute prête. Dramatique et lyrique avec puissance, la guerre, la guerre seule, mais toute la guerre, en forme le sujet ou le cœur, « le cœur innombrable. » A des parties et comme à des fresques d'épopée, elle mêle des tableaux de genre; aux « ensembles » grandioses, les épisodes intimes et les détails familiers. Sujet, encore une fois, digne de nos musiciens. Puisse l'un d'eux, bientôt, en être digne. *Exoriare aliquis.* L'heure approche, l'heure victorieuse et vengeresse. Il faut, dès qu'elle sonnera, que sa voix éveille et renouvelle toutes nos voix. Alors le vœu du poète sera plus qu'exaucé. Alors, à la France délivrée et triomphante, nous amènerons non seulement « la jeune poésie, » mais la jeune musique elle-même,

Chantant la jeune liberté.

CAMILLE BELLAIGUE.

L'EFFORT FINANCIER ANGLAIS

Il est digne d'être étudié. Si tout n'y est pas à louer, chacun des pays alliés peut du moins en tirer de sages leçons, des enseignemens virils, avec l'occasion de procéder à quelques-uns de ces retours sur soi-même, qui n'auront peut-être rien de flatteur pour l'amour-propre national, mais ne resteront pas, Dieu le veuille ! inutiles. Ne croyons d'ailleurs pas qu'il y ait là, pour nous Français, un exemple à suivre aveuglément, un modèle à imiter sans réserve. Le modèle en un sens est inimitable, ou du moins les conditions du problème sont chez nous trop différentes pour que l'exemple puisse être appliqué sans être interprété. Il faut le dire : la France et l'Angleterre ne sauraient être mises en parallèle au point de vue des finances de guerre. Rien ne serait plus faux et plus vain que de vouloir établir ici une téméraire assimilation. Nous en verrons bien des raisons. Qu'il nous suffise de constater que l'Angleterre n'a connu ni l'horreur de l'occupation ennemie, ni la commotion brusque d'une mobilisation générale, tandis que la France a, depuis deux ans, neuf départemens envahis, trente classes sous les drapeaux, la plupart des sources vives de sa richesse momentanément amoindries. Et c'est ce qui permettait à notre éminent ministre des Finances de proclamer naguère au Parlement : « La charge de cette guerre pèse surtout sur la France, je le dis à son honneur et à sa gloire. »

I

Autre différence entre nos voisins et nous : à la veille de la guerre, la situation budgétaire de la France était gênée, du fait des fautes passées de nos gouvernans, de cette coupable impré-

voyance dont on voudrait espérer que l'épreuve les aura guéris à jamais. Celle de l'Angleterre, bien que troublée par une crise récente, se montrait sous un jour nettement plus favorable. Elle bénéficiait, il est vrai, des remarquables progrès réalisés par le Royaume-Uni dans l'ordre de la prospérité économique, et dont témoigne ce fait frappant : depuis vingt-cinq ans, la population des Iles-Sœurs a augmenté d'un quart; elle atteignait 46 millions d'habitans en 1914, soit 6 et demi de plus que la population française. Autre indice : au cours de la dernière décade, si les importations britanniques ont haussé de 43 pour 100, les exportations se sont accrues de 70 pour 100. Le revenu national annuel, objet d'évaluations fréquentes et savantes, était compté en 1887 aux environs de 1 300 millions sterling, en 1912 aux environs de 2 200 millions, soit une augmentation des deux tiers; M. Lloyd George l'estimait, au début de la guerre, à 2 400 millions (60 milliards de francs), chiffre considérable qui représenterait le double du chiffre moyen autour duquel gravitaient les dernières évaluations du revenu annuel de notre pays. Là-dessus, la nation épargnait bon an mal an 300 à 400 millions sterling; grâce à quoi elle avait pu se constituer au dehors, *abroad*, dans ce vague et vaste monde qui comprend tout ce qui n'est pas les Iles-Britanniques, un capital estimé à 4 milliards sterling (100 milliards de francs).

Voilà qui explique, si d'ailleurs on tient compte des fortes traditions financières en honneur chez nos Alliés, que le budget pût être relativement au large, l'impôt modéré, la dette supportable. Jusqu'en 1908, jusqu'à l'avènement du ministre radical qui devait faire subir aux finances anglaises une brusque évolution, le budget britannique était toujours resté inférieur (année normale) au budget français; en 1907-1908, il ne dépassait guère 140 millions sterling (3 milliards et demi de francs), alors que chez nous il atteignait déjà 4 milliards. On sait qu'avec M. Lloyd George l'Angleterre dut se prêter à un fort accroissement de ses dépenses publiques, accompagné d'une grosse aggravation et d'une très audacieuse réforme de la taxation. Le parti libéral s'était fait dans le temps la réputation du parti de l'économie, en même temps que de la paix et des réformes, et voici que son successeur, le parti radical, se faisait le parti de la prodigalité. En peu d'années, la croissance

des budgets fut si rapide que le dernier voté avant la guerre s'élevait à 207 millions sterling (5 175 millions de francs), à peu près égal au budget français de juillet 1914. Mais, même à budget égal, l'Angleterre n'en était pas moins alors en meilleure posture financière que la France. D'une part, elle avait su réduire, par des amortissemens appréciables, sa dette publique, dont le capital (736 millions en 1887, 796 en 1905, après la guerre sud-africaine) n'était plus, au 31 mars 1914, que de 706 millions sterling (17 650 millions de francs); l'intérêt annuel n'absorbait plus qu'à peine 17 millions sterling (425 millions de francs), au lieu d'un milliard environ chez nous. L'Angleterre, à budget égal, disposait donc d'une proportion plus grande de crédits *utiles*. D'autre part, la charge de ses impôts se trouvait plus légère, à raison de sa population et de sa richesse supérieures. Bien que, depuis vingt-cinq ans, le taux de l'impôt par tête d'habitant se fût accru de 60 pour 100, un juge de haute compétence n'évaluait, pour 1911, le taux de la taxation britannique, dans son ensemble, qu'à 12 un quart ou 12 trois quarts pour 100 du revenu national (1), contre 16 à 16 et demi pour 100 en France. Grâce à la prospérité générale, à une progression plus rapide qu'ailleurs de la richesse publique, cet impôt se supportait aisément. Son produit était presque toujours en plus-value sur l'évaluation préalable. En 1887-1888, un *penny* d'*income tax* ne rapportait qu'un peu moins de 2 millions de livres ; en 1912, ce même *penny* rapportait 2 830 830 livres sterling. Sans insister davantage, on peut dire que, malgré les récentes surcharges, la situation de l'Angleterre était, à la veille de la guerre, budgétairement parlant, meilleure que celle d'aucun des autres pays belligérans.

II

Surprise plus que les autres Puissances par la guerre, l'Angleterre tint froidement le coup. Du premier jour, par

(1) M. Leroy-Beaulieu (voyez *Science des Finances*, 8e édition, I, 165 et 167) nous permettra-t-il de trouver soit cette proportion un peu forte, soit l'estimation du revenu national britannique en 1910-1911 à 41 ou 42 milliards de francs un peu faible? M. Bernard Mallet (*British budgets*, Londres, 1913, p. 448) donne pour cette même proportion le chiffre de 10,90 pour 100; encore fait-il entrer en ligne de compte les recettes nettes des postes et télégraphes ainsi que du domaine privé de l'Etat. — Ce calcul est fondé sur le total des impôts d'Etat et des impôts locaux

l'arrêt brusque des échanges extérieurs, une violente crise commerciale et financière se déclencha dans la Cité, à la Bourse, dans la banque ; on a déjà vu exposer ici, de main de maître (1), par quelle série d'habiles mesures le gouvernement sut alors parer au danger, puis enrayer le mal, si bien qu'au bout de peu de semaines, grâce à la suprématie de la marine, la vie économique était prête à reprendre. Cependant, au Parlement, dans la presse, les partis politiques ont fait trêve. Le premier *vote of credit*, réclamé par M. Asquith pour la guerre, est passé à l'unanimité, comme seront tous les suivans. Le chancelier de l'Échiquier, M. Lloyd George, dont le radicalisme fiscal et social a jadis soulevé tant de tempêtes, demande et obtient, pour les débuts de la conduite financière de la guerre, l'appui, mieux : la collaboration officieuse, de l'ancien ministre des Finances unioniste, M. Austen Chamberlain ; un jour, celui-ci, pour dégager sa responsabilité, en viendra même à se demander, devant la Chambre des Communes amusée par ce trait, « s'il ne ferait pas bien de se retirer d'un Cabinet dont il n'est d'ailleurs pas membre. »

L'Angleterre a, en matière de finances de guerre, des traditions très anciennes et très arrêtées, qui veulent qu'on demande le plus possible à l'impôt et à l'emprunt le moins possible. Adam Smith et Gladstone ont été presque jusqu'à condamner le principe même des emprunts de guerre, et Mac Culloch s'est évertué à démontrer que Pitt et ses successeurs auraient pu et dû couvrir par l'impôt seul les frais de la grande lutte contre la Révolution et l'Empire. De fait, l'Angleterre dépensa 831 millions sterling pour cette guerre de 1792-1815, et là-dessus l'emprunt en fournit 391, soit 47 pour 100 ; à cet effet, il dut être quadruplé, absorbant à la fin jusqu'à un quart ou deux septièmes du revenu national. La guerre de Crimée coûta 67 millions, dont Gladstone paya 35, soit plus de moitié, sur le produit des contributions. Lors de la guerre du Transvaal, le gouvernement unioniste, se relâchant un peu de la tradition, ne demanda aux taxes publiques qu'un tiers environ de la dépense, pour quoi il fut très critiqué par les libéraux qui, revenus au pouvoir en 1905, se mirent en mesure d'amortir très vite la nouvelle dette de guerre. Chaque fois, on partit du

(1) *La défense économique de l'Angleterre*, par M. R.-G. Lévy, dans la *Revue* du 15 septembre 1914.

principe que le premier devoir est de fortifier le crédit britannique et de ménager les générations à venir; il faut que les ressources ordinaires couvrent au moins le montant à prévoir des dépenses ordinaires de l'après-guerre, intérêt et amortissement de la dette inclus. D'ailleurs, n'est-il pas plus politique de hausser l'impôt pendant les hostilités, en ce temps de sacrifices où chacun se soumettra plus volontiers aux charges nécessaires, qu'une fois que la guerre terminée aura fait place, comme il est de règle, à de graves difficultés économiques : alors ce sera le temps du dégrèvement! Voilà, n'est-ce pas? une belle tradition, qu'on peut envier à l'Angleterre ; une tradition, d'ailleurs, particulièrement faite pour un pays que son insularité sauvegarde des pires désastres de la guerre, et qui, pour son bonheur, n'a connu durant cent ans que des guerres plus ou moins lointaines, des guerres faites *abroad*, où il ne sentait ni sa vie suspendue ni surtout son existence nationale en jeu : des guerres « à responsabilité limitée, » pour reprendre un mot de M. Lloyd George.

Très courageusement, M. Lloyd George s'efforça d'abord de se conformer à cette tradition. Le 17 novembre 1914, il adresse aux Communes un grave appel, et, évoquant les précédens, il déclare qu'une forte augmentation des impôts est nécessaire; il fait hausser divers droits indirects et doubler le taux de l'*income tax*, comme avait fait Gladstone au début de la guerre de Crimée. Cette première carte à payer n'est pas celle qu'eût établie un gouvernement unioniste ; elle est pourtant acceptée d'emblée sans opposition. On ne se dissimule pas, d'ailleurs, qu'il restera un gros déficit à couvrir, 60 pour 100 pour la fin de l'année, davantage l'année suivante. Dès le début, il a fallu s'adresser à l'emprunt : d'abord à l'emprunt à court terme, au moyen de bons du Trésor (de 3 mois à un an), qui prendront bientôt un très grand développement et auxquels s'adjoindront les obligations du Trésor (de 2 à 5 ans) ; puis à un premier grand emprunt consolidé, de 330 millions de livres (8 milliards et quart de francs), que le ministre émet en novembre 1914 au taux de 3 et demi et au cours de 95. Plus la guerre se développe, plus s'élargit ce recours au crédit auprès duquel l'impôt même accru n'apparaît plus que comme un appoint. Aussi n'est-ce pas sans étonnement qu'au printemps de 1915, à l'ouverture de l'année financière 1915-1916, à part quelques surtaxes

vite abandonnées sur les boissons, on vit M. Lloyd George s'abstenir de réclamer aucun nouvel effort fiscal. Sa déclaration du 4 mai 1915 au Parlement est un beau morceau d'éloquence financière, riche, a-t-on dit, en préceptes de taxation, mais sans la moindre taxe nouvelle à proposer. Les frais de la guerre et les appels au crédit grossissent de jour en jour, mais cette fois l'impôt reste stationnaire ; la hausse de l'impôt ne suit pas celle des dépenses et des emprunts. N'est-ce pas là, selon les vues anglaises, une faute contre la tradition ? Comment s'explique, après l'énergique effort du début, cette temporisation fiscale, si peu en harmonie avec les belles déclarations passées, avec les grands principes britanniques ?

Elle s'explique par l'état des esprits et des choses en ce temps-là. Sans contact avec la guerre, mal éclairée sur la portée des événemens, la masse du pays ne réalise pas encore le caractère vital de la lutte, sa durée, les sacrifices qu'elle réclamera, et sans doute est-il vrai de dire que le gouvernement lui-même ne mesure pas l'immensité de l'effort à fournir. Ce qui favorise cette mentalité du *wait and see*, c'est que l'Angleterre ne souffre pas dans ses intérêts depuis la fin de la crise qui a marqué le début de la guerre. Le premier choc passé, l'essor économique a repris avec une aisance, une adaptabilité surprenantes. Le chômage a fait place au manque de bras. Les prix de toutes choses montent ; les ouvriers se font allouer des suppléments de salaires (*bonus*). *Business as usual*, les affaires comme d'habitude, c'est le mot d'ordre, et c'est l'expression de la réalité. L'Angleterre a bien su maintenir son commerce et son industrie pendant les guerres passées : pourquoi n'en serait-il pas de même aujourd'hui ? Leur vitalité n'est-elle pas en un sens la condition de la victoire ? Très vite revenue, la prospérité s'accroît à un degré qui surprend les Anglais eux-mêmes. D'énormes profits sont réalisés par les industries de guerre, et par d'autres. De chez les alliés affluent les demandes et commandes, charbon, acier, munitions, matériel, vêture, etc. L'exportation, réduite pendant un temps, a repris merveilleusement. Malgré la hausse du coût de la vie, la nation ne sent pas la privation ; les classes ouvrières, en particulier, n'ont jamais semblé aussi au large ; on remarque qu'elles s'adonnent à certains luxes (bijoux, pianos, etc.). Loin de souffrir économiquement, la majorité du pays a *profité* de la guerre. Qu'il y ait

dans cette prospérité quelque chose de passager, d'artificiel, de malsain même, — c'est dû, à voir les choses en gros, au vaste remue-ménage de capitaux causé par la guerre, à cette fièvre de circulation, à l'inflation inévitable du crédit et des prix, — nous ne le nions pas. Néanmoins, quelle différence avec ce qui se passe sur le continent ! A Londres, on se plaignit naguère que le taux d'intérêt commercialement pratiqué fût trop bas, et favorisât l'exportation plutôt que l'importation des capitaux : cela prouvait du moins leur abondance ! Il y a quelques semaines, un spécialiste, sir G. Paish, conseiller officieux de la Trésorerie, évaluait à 3 milliards sterling le revenu annuel du Royaume-Uni, lequel, il y a deux ans, ne dépassait pas 2 400 millions : ce qui signifierait depuis la guerre une hausse du quart dans le revenu de la nation. Qui donc, autrefois, eût osé prédire à un pays en guerre une telle prospérité, née de la guerre, et greffée sur la guerre ? Que de notions renversées, de théories détruites et de pronostics trompés, dans l'ordre économique comme dans les autres, par l'expérience des faits depuis deux ans !

III

Qui, en revanche, eût prévu ce que serait le coût d'une guerre comme celle-ci ! Ce coût, au début, n'excéda pas chez nos voisins un million sterling par jour. Mais il n'allait pas tarder à s'élever. Au 1er mars 1915, il atteignait 1 million et demi, au 15 juin 2 millions et demi, et dès lors on put prévoir qu'avec le développement de l'effort britannique, la hausse n'en ferait que s'accélérer : dès la fin de 1915, la dépense journalière totale de l'Angleterre devait s'approcher du chiffre de 5 millions (125 millions de francs), dont un demi-million pour la dette et les services civils. Bloquez ces chiffres par semaine, par mois, par année, et voyez à quels totaux ils conduisent ! Pour les huit derniers mois de l'année financière 1914-15 (1), la guerre a coûté à l'Angleterre 360 millions sterling, en plus des 200 millions du budget ordinaire ; pour l'année 1915-16, le total des dépenses s'est élevé à 1 559 millions, et les prévisions pour 1916-17 se montent à 1 825 millions sterling (45 625 millions de francs) : chiffres formidables, d'ordre aussi phénoménal que le

(1) On sait que l'année financière en Angleterre va du 1er avril au 31 mars suivant.

sont toutes choses en cette guerre, à commencer par cette guerre elle-même, chiffres que les plus audacieuses imaginations eussent hésité à concevoir hier, — il y a mille ans! — Qu'est-ce à côté de cela que les 211 millions de la guerre sud-africaine, qu'est-ce même, eu égard à la différence du prix de l'argent, que les 831 millions qu'ont coûté à l'Angleterre les guerres napoléoniennes? Rien ne se compare dans les annales financières à de pareilles débauches de capitaux. Rien, dans les prévisions faites avant la guerre, même chez les Allemands, n'approche de la réalité vertigineuse.

L'Angleterre est probablement celle des nations belligérantes qui dépense le plus. Elle dépense plus que la France (125 millions de francs par jour, aux derniers renseignemens, contre 93 à peu près chez nous, tout compris); quant à l'Allemagne, on sait qu'elle prétend que ses frais de guerre n'excèdent pas les nôtres, mais que de réserves seraient à faire sur cette allégation! J'entends bien qu'il y a de l'autre côté de la Manche comme ailleurs du gaspillage, d'autant plus que, marine à part, le rôle de l'improvisation y a été plus grand : tout était à faire! Le gouvernement a pris des mesures contre les abus; il a constitué un comité de contrôle, sous la présidence d'un membre du Cabinet, auprès de chacun des trois grands départemens de la Guerre, de la Marine et des Munitions. Au reste, John Bull aime à faire bien les choses, c'est son luxe; il donne aux *Tommies* un shilling par jour, il donne à leurs familles de larges allocations, aux blessés et aux veuves des pensions bien plus fortes qu'ailleurs; il ne regarde pas aux frais quand il a son but et veut aller jusqu'au bout. Mais il y a une autre cause à la progression des dépenses britanniques, ce sont les grosses avances de fonds que fait l'Angleterre non seulement à ses colonies ou *Dominions*, mais surtout aux pays alliés, Belgique, Serbie, etc. (comme nous le faisons nous-mêmes sur une moindre échelle). Ce ne sont plus, comme aux siècles passés, des « subsides » qu'elle paie aux États mercenaires pour la levée des troupes continentales, ce sont des prêts qu'elle consent avec désintéressement à ceux de ses alliés qui traversent des heures difficiles. Ces avances ont atteint, sans compter le concours financier fourni aux Puissances étrangères par la Cité et par la Banque d'Angleterre, 52 millions sterling en 1914-15, et 316 en 1915-16 (dont 52 aux colonies ou *Dominions* et 264 aux Alliés);

pour 1916-17, le crédit ouvert se monte à 450 millions (11 milliards et quart de francs). On ne peut que rendre hommage au généreux esprit de solidarité qui a porté nos amis à s'imposer une aussi lourde et honorable charge.

Devant ce flot montant des dépenses de guerre, devant ces chiffres à défier la raison, il était naturel que l'opinion en vînt à concevoir quelque effroi. Comment supporterons-nous le fardeau? Les guerres napoléoniennes nous ont coûté, — en vingt ans, — plus du tiers de ce qui était alors notre capital national, et l'on sait de quel poids elles pesèrent sur nos épaules, et pendant combien de temps, et comment l'Angleterre ne fut en somme sauvée que par l'avènement de la grande industrie. Du train dont vont les choses, n'est-ce pas une part plus forte encore de notre avoir que nous coûtera la guerre européenne? Nous irons jusqu'au bout à tout prix : mais quel sera ce prix? — De telles réflexions contribuèrent sans doute pour leur part à l'éveil de l'opinion qui marqua le printemps de 1915 : c'est le moment du torpillage de la *Lusitania*, de la crise des munitions, de la campagne de pessimisme du *Times;* c'est aussi le moment où au ministère radical succède, sous la présidence continuée de M. Asquith, un ministère de coalition, comprenant les chefs unionistes avec les *leaders* libéraux, radicaux et ouvriers. Ministère de coalition : le mot sonne mal aux oreilles anglaises, auxquelles il évoque les fâcheux souvenirs de Fox et de lord North, — intrigues et factions, — ou les erremens sans gloire du « ministère de tous les talens » en 1806. Mais la situation était sans parallèle ; il fallait, en ôtant au gouvernement son caractère de parti, unir et concentrer toutes les forces politiques en vue du but unique. A l'Échiquier, M. Lloyd George, l'homme de parti d'hier qui allait remplir demain avec éclat un rôle vraiment national, céda la place à son collègue de l'Intérieur, M. R. Mackenna.

Ce qu'il y a de caractéristique dans cet éveil du pays, c'est qu'en présence des charges qui s'amoncellent, l'opinion éclairée perçoit nettement la nécessité d'une politique financière plus énergique, d'un recours plus décidé aux traditions qui, dans les temps critiques, ont fait la force du pays : pendant tout l'été de 1915, elle réclame un plus grand effort fiscal, elle pousse à l'impôt. Il y a là plus qu'une simple manifestation de zèle, comme celle de ces bons citoyens qui, d'après M. Lloyd George,

adressaient avant terme à la Trésorerie leur solde d'impositions avec des lettres d'un patriotique empressement. Ce sont les contribuables qui, par esprit public, demandent plus de contributions ; ce sont les taxés qui, pour le bien commun, veulent être surtaxés. Manifestations de politiciens, surenchères de socialistes? Les socialistes, en effet, ont pris souvent la parole à Westminster en faveur de l'impôt ; M. Snowden a même proposé de combler tout le déficit de guerre au moyen d'une taxe de 75 pour 100 sur le revenu des riches. Je doute que cette voix ait beaucoup porté. Moins assurément que celle de tant de libéraux et de conservateurs qui ont insisté au Parlement pour une hausse équitable de l'impôt; celle du *Times* ou des grandes revues comme le *Nineteenth Century*, faisant écho à celle du champion du libéralisme orthodoxe, M. Harold Cox qui, dans l'*Edinburgh Review* de juillet 1915, prônait comme le devoir actuel une « lourde » taxation ; celle de l'*Economist* qui traitait les atermoiemens de « faiblesse déplorable, » ou celle de ce représentant du haut commerce qui, à la Chambre, stimulait le gouvernement en disant qu'il regretterait de le voir passer à la postérité avec cette épitaphe, « le gouvernement Trop-Tard (1) ; » celle enfin de ces financiers et *City men* tels que lord Saint-Aldwyn, sir F. Banbury, sir F. Schuster, etc., qui vinrent au mois de juillet en députation officielle trouver le premier ministre pour lui exposer les raisons qui militaient en faveur d'une juste élévation des impôts. Aussi M. Mackenna put-il déclarer aux Communes, non sans fierté, le 23 septembre 1915, qu' « il était sans exemple jusqu'alors que, dans aucune grande guerre, un pays se soit de lui-même levé pour demander à être imposé : nul meilleur présage du succès final ! »

Sans doute, dans ce concert de doléances d'un nouveau genre, il s'est produit des dissonances, ou du moins des réserves. On a fait observer qu'il y a des limites aux forces imposables du pays, et qu'à les dépasser on arriverait vite à la taxation « genre suicide, » comme disait M. Asquith ; que d'ailleurs tout ce qu'on prend à la nation par l'impôt, c'est autant de moins à en tirer par l'emprunt, dont on affaiblit la productivité par abus de la fiscalité; qu'enfin il serait très injuste de vouloir, sous prétexte de justice, faire supporter à la génération

(1) *The too late government* (jeu de mots sur les mots *late* et *too late*).

présente une trop grande part du fardeau, pour décharger l'avenir qui profitera plus que nous de la victoire; je crois bien même avoir vu rééditer à ce propos le mot célèbre sur la postérité, « je voudrais bien savoir ce qu'elle a fait pour nous, la Postérité! » — N'empêche que dans l'ensemble le sentiment public s'est manifesté très net : les dépenses de guerre s'élevant de façon inouïe, il faut exiger davantage du contribuable, il faut hausser encore la taxation. Il le faut surtout à l'heure actuelle, pour que le pays ne s'endorme pas dans le *business as usual* et dans une prospérité égoïste, pour qu'il sente la guerre et comprenne la nécessité de sacrifices qui, si durs soient-ils, n'auront encore rien qui approche des horreurs de la Belgique et du Nord de la France. Il le faut pour forcer la nation à épargner davantage, à se priver pour ménager les ressources du pays en vue de la guerre et de l'après-guerre. Il le faut pour nous rendre dignes de nos grands ancêtres du temps de la lutte contre Napoléon, pour montrer au monde notre force financière et intimider nos ennemis par le témoignage de notre détermination. »

IV

On pense bien que le nouveau chancelier de l'Échiquier n'allait pas manquer de tirer parti de si belles dispositions; je n'oserais même dire que son zèle ne l'emportera pas au delà du but! Libéral de marque, naguère pacifiste, il avait débuté au Parlement en 1896 en faisant avec M. Lloyd George une vive obstruction à je ne sais quelle mesure unioniste. Ce n'était pas un nouveau venu aux Finances, où il avait été secrétaire parlementaire sous M. Asquith. Sa nomination, pourtant, ne fut pas accueillie sans quelque surprise : cet ex-champion de rame de l'Université de Cambridge, cet ancien vainqueur des régates de Henley, saurait-il manœuvrer la barque de la Trésorerie avec autant de mesure et de prudence que d'énergie? Il débuta par un vrai succès : le grand emprunt 4 1/2 pour 100 de 600 millions sterling (15 milliards de francs), émis au pair en juin-juillet, qui réunit plus d'un million de souscripteurs, et que suivit à l'automne le petit emprunt franco-anglais de 100 millions sterling contracté à New-York pour rétablir le change. Succès aussi, la loi de finances qu'il présenta à la

Chambre des Communes le 21 septembre 1915, en un speech de la meilleure forme anglaise, sobre, lucide, *business like*, l'un des bons exposés financiers qu'on ait entendus, dit-on, depuis sir William Harcourt, le maître du genre. M. Mackenna y apporte ce qu'on attendait depuis des mois, un large programme de taxes nouvelles et de surtaxes, dont il espère 33 millions pour la fin de l'année, 107 millions (2 675 millions de francs) pour une année entière. Telle de ses propositions sera vivement discutée, c'est le cas de certains droits de douane. L'ensemble est reçu avec une faveur marquée; *in such an hilarious way*, note un député. Le *Times* assure que le gouvernement trouvera toujours « ce même esprit de bonne volonté, quand il demandera des sacrifices égaux à toutes les classes. » La Cité, plus soulagée qu'effrayée, voit dans ce projet, qui ne devait pas tarder à être voté, « un honnête ajustement des charges dues à la guerre. » Si grand est l'optimisme que le ministre s'inquiète, et croit bientôt devoir déclarer que tout n'est pas dit. « L'impression de soulagement qui est née de la modération *(sic)* de cette loi, spécifie le sous-secrétaire à la Trésorerie, vient sans doute d'une fausse appréciation de l'état des choses. S'il y a de l'argent de reste dans la poche des gens, il nous faudra l'avoir, par emprunt ou impôt... Chacun doit être prêt à mettre à la disposition de l'État la moitié au moins de son revenu, sous forme de taxes ou de prêts. »

En effet, à l'ouverture de l'exercice 1916-17, M. Mackenna récidive, et dans son *budget statement* du 4 avril 1916, après avoir exposé clairement l'état des finances britanniques, réclame une fois encore du contribuable un très lourd sacrifice; le nouveau « tour de vis » fiscal ne devra pas rapporter moins d'un supplément de 150 millions sterling; encore le ministre s'excuse-t-il doucement de ne pas faire plus dans le sens de la « taxation héroïque, » par crainte civique d'abuser du courage de la nation. Cette fois, l'accueil n'est plus tout à fait sans mélange. On rend justice à la conscience du ministre, on apprécie son compte rendu loyal de la situation. D'aucuns trouvent qu'il aurait pu demander encore davantage à l'impôt; d'autres qu'il a eu la main un peu lourde. Tous sont d'accord sur l'essentiel, le respect dû aux traditions de guerre, l'appel nouveau à faire aux forces contributives du pays. Ce qu'on discutera, ce n'est pas la surtaxation en elle-même, mais les procédés employés pour surtaxer. Le principe étant admis par tout le monde,

nous verrons de vives critiques se faire jour sur l'application.

Jugeons à présent de l'effort total demandé au contribuable du Royaume-Uni depuis deux ans. Le budget de 1914-15 avait été fixé avant la guerre à 207 millions de livres sterling; grâce aux élévations d'impôts de M. Lloyd George, il se solda par 226 millions et demi de recettes, à l'exclusion de tout emprunt. Celui de 1915-16 se monta en recouvremens à 336 millions et demi contre 1 559 millions de dépenses. Enfin celui de 1916-17 est établi en prévisions de dépenses à 1 825 millions, et en prévisions de recettes à 509 millions : ceci représente en deux ans une augmentation des charges fiscales de plus de 300 millions de livres sterling (7 milliards et demi de francs). L'énormité du coût de la guerre fait que l'Angleterre elle-même n'a pu couvrir qu'une part relativement faible de son total de dépenses par l'impôt et les ressources ordinaires; pourtant cette part a atteint 21 pour 100 en 1915-16, elle atteindra 28 pour 100 en 1916-17 ; elle s'élèverait à 27 pour 100 pour 1915-16 et à 37 pour 100 pour 1916-17, si du total des dépenses on déduisait, comme il serait juste, les avances aux colonies et aux États alliés. — Pareil effort fiscal est inouï et sans précédent. De tous les États qui depuis cinquante ans ont subi l'épreuve d'une grande guerre nationale, c'est le Japon qui a su, dans sa lutte contre la Russie, élever le plus ses impôts (40 pour 100); cela ne lui a pourtant permis de couvrir que 12 pour 100 de ses frais de guerre. Aujourd'hui l'Allemagne, qui pourtant avait bien préparé *sa* guerre, et qui n'a pas encore son sol envahi, vient seulement de se résoudre à faire un timide essai de fiscalité nouvelle; M. Helfferich, le grand financier de l'Empire, tirait même vanité dans un récent discours de ce que l'Empire avait pu se passer de surcharges d'impôts, et, par une lourde ironie teutonne, s'ingéniait à ridiculiser l'effort financier anglais, dont les résultats n'auraient pas répondu aux espérances : sans doute ils sont trop verts! La vérité est que le sacrifice que s'est imposé l'Angleterre est absolument exceptionnel, et qu'elle est bien le seul pays au monde qui ait pu, si l'on ose dire, s'en « payer » un pareil. Si elle l'a pu, c'est à raison de conditions toutes spéciales qu'on ne retrouverait nulle part ailleurs : c'est par le fait (il faut toujours y revenir) de son insularité protectrice, avec toutes les conséquences qui en sortent; c'est que sa situation financière antérieure était meilleure,

ses impôts moindres; c'est surtout qu'elle a joui malgré la guerre ou, faut-il dire : à cause de la guerre? d'une prospérité sans pareille, dont voici un nouvel indice, d'après l'*Economist*, organe d'une compétence et d'une indépendance reconnues, qui estimait l'an dernier que l'épargne du pays pourrait être doublée, et portée annuellement à 700 millions sterling (17 milliards et demi de francs). Notez que, malgré l'énorme hausse des taux de taxation, le recouvrement des impôts n'a cessé, au cours des deux derniers exercices, de présenter des plus-values sur les prévisions. Pour 1914-15, l'*income tax*, dont on avait évalué, en novembre 1914, le rendement à 59 millions de livres, en a produit 10 de plus; pour 1915-16, l'ensemble des perceptions budgétaires a dépassé les estimations de septembre 1915 de 32 millions de livres, soit de plus de 10 pour 100. Cela durera-t-il? Ne verra-t-on pas la productivité de l'impôt se resserrer, surtout si la répartition des charges laisse à désirer? L'avenir le dira. Ce qui est sûr, c'est que le seul développement du revenu national, le progrès de l'enrichissement, a permis jusqu'ici à la nation de porter le fardeau. Prospérité, surtaxation, les deux choses sont liées. Celle-ci dépend de celle-là. Elles sont aussi étonnantes, elles eussent paru naguère aussi incroyables l'une que l'autre. Elles sont toutes deux du même ordre, imprévu, incomparable, exceptionnel.

V

Cet effort fiscal, comment l'Angleterre l'a-t-elle réalisé? c'est ce qui nous reste à voir. Nous devrions aussi, pour être complet, étudier de plus près les moyens de crédit employés par l'Échiquier pour combler ses déficits de guerre; mais ce que nous en avons dit chemin faisant suffit peut-être à nos lecteurs dont certes aucun ne doute que la première puissance financière du monde ne puisse aisément se procurer sur le marché tous les capitaux qu'elle voudra (1). En tout pays, emprunter est

(1) Du début de la guerre au 31 mars 1916, l'Angleterre a emprunté 1 733 millions et demi de livre sterling (43 337 millions de francs), savoir : bons 553 millions de l. st.; obligations 185; emprunt 3 1/2 pour 100, 332; emprunt 4 1/2 pour 100, 582 1/2; emprunt anglo-français à New-York 51; divers moyens de Trésorerie 30. — On notera que les deux grands emprunts en rentes sont amortissables dans des délais relativement courts : l'un (l'emprunt 3 1/2 de novembre 1914) en 10-13 ans, l'autre (l'emprunt 4 1/2 de juin-juillet 1915) en 15-30 ans.

plus facile qu'imposer, encore qu'il y ait la « manière. » Dans la pratique d'un effort fiscal dont nous avons mesuré l'amplitude, quelle a été la « manière » des Anglais?

Depuis que le Royaume-Uni s'est converti au libre-échange, l'histoire de son régime fiscal a été celle d'une lutte entre les deux grands goupes d'impôts, impôts indirects ou sur les consommations d'une part, de l'autre impôts directs, c'est-à-dire, en Angleterre, *income tax* ou impôt sur le revenu, droits de succession, plus quelques taxes directes secondaires *(land tax, house duty, land valuation duty)*, auxquelles la classification officielle ajoute les droits sur les transactions (timbre). La balance, autrefois, penchait fortement du côté des impôts indirects ; en 1887, ceux-ci ne représentaient déjà plus que 55 pour 100 du produit des impôts. Le changement de siècle vit entre les deux plateaux un équilibre très vite rompu d'ailleurs, car en 1908 les impôts indirects ne fournissent plus que 47 pour 100 du total, 42 pour 100 en 1913. Depuis vingt-cinq ans on ne leur a demandé qu'une progression de rendement de 96 pour 100, alors qu'on en réclamait une de 208 pour 100 à l'*income tax* et aux droits de succession. Ce glissement continu de l'impôt de la voie indirecte à la voie directe a surtout été l'œuvre des gouvernemens libéraux; avec plus de réserve, le parti conservateur y a aussi travaillé, jusqu'au jour où il a cru trouver dans la réforme douanière le contrepoids nécessaire à l'abus de la fiscalité directe. Au dernier budget d'avant-guerre (mai 1914), sur une prévision de recettes fiscales de 173 millions de livres, les impôts indirects étaient comptés pour 75 millions (43 pour 100), l'*income tax* pour 56 et demi, les droits de succession pour 28 et demi, le timbre pour 10, et les taxes directes secondaires pour 3 seulement.

Ce système fiscal, simple, mais un peu rigide, l'Angleterre s'est bien gardée depuis la guerre de le révolutionner. Elle l'a développé, dans l'esprit antérieur, en écartant toute expérience, toute mutation brusque dans des méthodes traditionnelles, éprouvées, fructueuses.

Elle n'a fait qu'une innovation, et celle-là d'ordre temporaire : l'*excess profits duty*, taxe spéciale de 60 pour 100 à percevoir (après déclaration obligatoire) sur les bénéfices exceptionnels de l'industrie ou du commerce depuis le 1er août 1914, c'est-à-dire sur les bénéfices annuels dépassant de plus de

200 livres sterling la moyenne de ceux qui ont été réalisés antérieurement à la guerre. Une pareille taxe était assez facile à établir dans un pays accoutumé à l'impôt sur le revenu. Elle se justifie, selon M. Mackenna, par le caractère même des profits qu'elle frappe, profits extraordinaires recueillis pendant un temps d'épreuves nationales, et dus en grande partie à ce fait dont pâtit la majorité des citoyens, la hausse des prix des denrées. Le ministre estime qu'elle rapportera à l'exercice 1916-17 l'énorme somme de 86 millions sterling (2 150 millions de francs) : quelle autre preuve veut-on de la prospérité économique de l'Angleterre?

Cette exception faite, le gouvernement britannique s'est conformé aux traditions en demandant à l'impôt indirect une contribution moindre qu'à l'impôt direct. Il est même singulier de voir combien MM. Lloyd George et Mackenna, financiers si audacieux par ailleurs, ont montré de réserve dans leur choix de nouvelles taxes ou surtaxes indirectes. En novembre 1914, M. Lloyd George ne trouve à surimposer que la bière et le thé. En septembre 1915, M. Mackenna, un peu plus inventif, surtaxe encore le thé, puis le sucre, le café et le cacao, le tabac, l'essence, les spécialités médicamenteuses; il frappe d'un droit *ad valorem* de 33 pour 100 quelques importations de luxe, autos, films, etc. En avril 1916, il hausse ces mêmes droits intérieurs en y ajoutant un droit sur les eaux minérales et les allumettes et un supplément sur les billets de théâtre et amusemens divers; il propose, mais sans succès, une surtaxe sur les billets de chemin de fer (1). Notez le petit nombre des articles imposés, d'où la modicité relative du produit de l'impôt. Nous n'avons pas à prendre parti dans la question des taxes douanières établies pour une année sur certaines denrées de luxe, avec cet objet d'améliorer les changes en restreignant les importations; elles provoquèrent de vives discussions entre les conservateurs qui auraient voulu les voir développer, et les libre-échangistes qui protestaient contre l'atteinte portée aux principes manchestériens, et, rapprochant avec une exagération

(1) On remarquera l'absence de toute surtaxe sur l'alcool; elle s'explique par le fait que les droits sur l'alcool avaient été fortement accrus en 1909 et que leur productivité a fléchi. La consommation des spiritueux fait d'ailleurs l'objet de reglemens restrictifs établis par un *Board of Control* spécialement institué à cet effet.

risible ce qu'ils appelaient le tarif Mackenna du célèbre tarif Mackinley, accusaient le ministère de coalition d'avoir porté pour premier fruit la « protection. » Mais pour ce qui est des droits intérieurs, il est clair que l'intérêt des finances anglaises eût été d'en étendre l'application sur un champ plus vaste. On a beaucoup reproché au gouvernement de ne pas l'avoir fait. A cette abstention relative, il y a peut-être une raison pratique, c'est que l'Angleterre ne possède pas la *machinery*, l'organisation administrative qu'il lui faudrait pour un grand développement des impôts de consommation ; elle a si bien simplifié sur ce point son appareil fiscal que celui-ci ne se trouve plus en mesure d'être au moment voulu aussi productif qu'il serait désirable. Quoi qu'il en soit, les impôts indirects ont produit 81 millions de livres en 1914-15, 121 en 1915-16 ; ils doivent en produire 136 en 1916-17. De mai 1914 à l'exercice courant, leur rendement aura été ainsi haussé de 80 pour 100, tandis qu'on demande une augmentation de 140 pour 100 à la taxation directe.

VI

C'est donc à l'impôt direct qu'est demandé le plus gros de l'effort fiscal de guerre. Ici non plus, le gouvernement ne cherche pas à innover, il se sert de ce qu'il a; négligeant les petites taxes secondaires, laissant même de côté les droits de successions qui ont été récemment surélevés, il s'attache à l'*income tax*, instrument fiscal déjà ancien, qu'il a bien en mains, et auquel le public est plus ou moins habitué. Déjà ancien ? Oui, puisque l'Angleterre l'a connu dès le temps de Pitt, et que, rétabli par Robert Peel en 1842, il a fonctionné sans arrêt jusqu'à nos jours. Pourtant, il a subi de tels changemens depuis dix ans qu'au début de la guerre on aurait pu dire qu'il ne se ressemblait plus à lui-même. Autrefois, c'était un impôt réel, proportionnel, et non global, sur les divers revenus, qu'il frappait séparément en cinq « cédules. » Dans chaque « cédule » il était perçu soit sur déclaration, soit autant que possible par retenue « à la source, » c'est-à-dire à l'encaissement. Pas de déclaration du revenu global, sauf en un cas :

(1) Voyez le rapport de la Commission d'enquête de 1906 concernant le régime de l'*income tax*.

comme les revenus inférieurs à 160 livres jouissent de l'exemption de l'impôt, et ceux compris entre 160 et 700 livres de certains dégrèvemens, tout contribuable taxé par retenue « à la source » doit faire une déclaration globale pour bénéficier, s'il y a droit, de l'exemption ou du dégrèvement. — De 1907 à 1914, une série de lois dues à MM. Asquith et Lloyd George sont venues développer et compliquer le système. D'abord on accorde des déductions aux petits contribuables chargés d'enfans. Puis on sépare les revenus « gagnés, » c'est-à-dire provenant surtout du travail, des revenus « non gagnés, » et on les taxe à un tarif inférieur, tarif progressif qui rejoint le tarif normal à partir de 2 500 livres. Enfin, à tous les revenus dépassant 3 000 livres on impose une surtaxe *(supertax)* à tarif également progressif. La déclaration du revenu global est légalement obligatoire pour les « supertaxés, » elle l'est de fait pour tous les possesseurs de revenus « gagnés » comme pour tous les bénéficiaires de dégrèvemens. L'*income tax* tend ainsi à devenir un impôt personnel, progressif et global.

Il a changé de caractère ; il a aussi changé de taux. Jusqu'en 1900, ce taux ne dépassait pas en temps de paix 8 *pence* à la livre, soit 3,33 pour 100 ; en 1905-1908, il n'était encore que de 12 *pence* ou 5 pour 100 ; en juin 1914, M. Lloyd George l'a haussé à 15 *pence*, soit 6,25 pour 100 (tarif normal), sans compter la *supertax*, dont le tarif s'échelonne de 7 à 16 *pence*.

Novembre 1914, premier budget de guerre : M. Lloyd George double les tarifs, ce qui produira un boni de 12 millions de livres pour la fin de l'exercice 1914-15 et de près de 45 pour une année entière.

En septembre 1915, M. Mackenna va plus loin. La *supertax* voit son échelle de tarification, qui s'arrêtait aux revenus de 7 000 livres, hausser jusqu'à 10 000, chiffre à partir duquel le taux reste fixe à 3 *shillings* et demi (17,5 pour 100). L'*income tax* proprement dite voit ses tarifs élevés à nouveau de 40 pour 100, ce qui porte à 3 *shillings* et demi (17,5 pour 100) le tarif normal ; les dégrèvemens à la base sont restreints, et le point de franchise de l'impôt est abaissé de 160 à 130 livres, de sorte que l'impôt frappera dorénavant une nouvelle couche de contribuables, les ouvriers gagnant 50 *shillings* à la semaine : c'est la contre-partie logique de la surtaxation des revenus moyens et gros Ces dispositions fourniront au Trésor plus de

13 millions de livres pour le second semestre de l'exercice en cours, 47 millions pour un exercice complet.

Voici enfin le budget d'avril 1916 : M. Mackenna raidit d'abord l'échelle de tarification des revenus « gagnés, » puis il introduit la progression dans celle des revenus « non gagnés, » le tarif supérieur (considéré comme normal) de 5 *shillings* (25 pour 100) devant s'appliquer à partir de 2 500 livres dans le premier cas et à partir de 2000 livres dans le second ; le surplus escompté s'élève à 43 millions et demi de livres.

L'élévation des tarifs, tels qu'ils résultent de ce dernier budget, est extrême. Le tarif minimum (revenus de moins de 300 livres ou 7 500 francs) est, sous réserves des dégrèvemens à la base, de 27 *pence* ou 11 pour 100 pour les revenus gagnés et de 36 *pence* ou 15 pour 100 pour les autres. Un revenu de 2001 livres (50 025 francs) paie 4 *shillings* et 4 *pence*, soit 21 pour 100, s'il est « gagné, » sinon 5 *shillings*, soit 25 pour 100. Un revenu de 5001 livres (125 025 francs) paie 5 *shillings*, soit 25 pour 100, plus 9 *pence* ou 4 pour 100 sur ce qui dépasse 3 000 livres. Enfin, un revenu de plus de 10 000 livres (250 000 francs) paie de même 5 *shillings* ou 25 pour 100, plus 3 *shillings* et demi ou 17 et demi pour 100 sur ce qui dépasse 3 000 livres : c'est le tarif maximum.

Si les deux premières surcharges de l'*income tax* ont été somme toute bien accueillies par les « intéressés, » il n'en est pas de même de la dernière (budget d'avril 1916), qui a provoqué beaucoup d'objections. On se plaint d'abord de la hauteur démesurée des taux de taxation : les gros revenus sont frappés jusqu'à 40 pour 100 et davantage, et à l'autre extrémité de l'échelle le sacrifice imposé aux petits revenus fixes, ceux des retraités, des veuves, est excessivement lourd. D'autre part, l'extrême complexité du système cause de graves difficultés au fisc comme au contribuable. La progressivité de tarification, appliquée d'abord aux « supertaxés, » puis aux revenus « gagnés, » l'est dorénavant en outre aux revenus « non gagnés, » elle est générale, comme est aussi par conséquent l'obligation de la déclaration globale : l'évolution radicale de l'*income tax*, commencée en 1907, se termine en pleine guerre. Mais comment cette progressivité des taux se conciliera-t-elle avec la pratique de la retenue « à la source ? » Pour tous les revenus « non gagnés, » le fisc retient l'impôt « à la source »

au taux normal de 5 *shillings* ou 25 pour 100. Les contribuables ayant droit, de par leur chiffre de revenu, à un taux de taxation inférieur, doivent réclamer restitution du trop-perçu en faisant la déclaration de leur revenu global. En 1913, sur 1 100 000 contribuables, il y a eu de ce chef 907 506 réclamations reconnues valables ; avec la progressivité partout substituée à l'unité de taux, le nombre va s'en accroître encore, et les restitutions pour trop-perçus atteindront des chiffres énormes. Voici un petit revenu de 131 livres, qui légalement doit 1 livre 13 *shillings* d'impôt ; il se verra retenir « à la source » 32 livres 15 *shillings*, et pour rentrer dans la différence que de démarches, de tracas et de temps perdu ! Comment sortira-t-on de l'impasse ? Ministres et commissions (1) ont toujours déclaré que la retenue « à la source » est la pièce maîtresse de l'appareil, d'où dépend toute sa productivité, et qu'il faut la maintenir intacte à tout prix. Mais entre la retenue « à la source, » qui suppose unité de tarification, et la progressivité nouvellement introduite, on s'aperçoit qu'il y a opposition : les deux pièces du mécanisme, la vieille pièce maîtresse, et le nouveau jeu d'engrenages, se grippent et se coincent. Des mécomptes sont à prévoir dans la marche et le rendement ; de l'avis des experts une revision s'impose. On a voulu forcer la vitesse de la machine, il est à craindre qu'on ne force la machine elle-même en quelques-uns de ses organes essentiels.

Jusqu'à ces derniers temps du moins, la productivité de l'*income tax* s'est montrée extraordinaire : 69 millions sterling pour l'exercice 1914-15, 128 pour 1915-16. Au budget de 1916-17 l'*income tax* figure pour près de 195 millions sterling (4 875 millions de francs), sous réserve de mécomptes probables (2). Rappelons qu'en 1912 et 1913 elle ne rapportait qu'à peine 45 millions sterling, et 32 seulement en 1906-07, il y a dix ans ! — Inconcevables, vertigineux : tels apparaissent, à nos yeux français, ces chiffres de rendement. Et l'on conçoit qu'ils puissent troubler le jugement de certains esprits peu avertis qui rêvent déjà des flots d'or qu'un pareil Pactole roulerait pour le

(1) Voyez le rapport du *select committee* chargé de l'enquête sur le régime de l'*income tax* en 1906 (notamment le paragraphe 5).

(2) Pendant les trois premiers mois de l'exercice 1916-17 (avril à juin), les recouvremens effectués au titre de l'*income tax* sont restés fort au-dessous des prévisions : ils n'ont atteint que 20 203 000 livres sterling.

profit de notre budget national. Il faut mettre les choses au point, et se méfier des comparaisons qui ne sont pas raisons. Il faut d'abord noter qu'à la différence de notre nouvel impôt sur le revenu, l'*income tax* n'est pas un impôt de superposition ; les revenus qu'elle frappe ne sont frappés par aucun autre impôt direct annuel de l'État. Il faut se rappeler ensuite que le revenu total du Royaume-Uni était évalué il y a deux ans par M. Lloyd George à 2 400 millions sterling par an, soit environ le double du revenu annuel des Français, et que cette estimation a été récemment portée à 3 milliards sterling par sir G. Paish, à raison des progrès de la prospérité depuis la guerre. Enfin, il faut observer que la répartition de ce revenu national entre les différentes classes de population est fort différente en Angleterre de ce qu'elle est chez nous. L'Angleterre a proportionnellement beaucoup plus que nous de revenus moyens et surtout de gros revenus. Elle avait, en 1913, environ 1 100 000 revenus de plus de 160 livres (4 000 francs), représentant ensemble 900 millions sterling (22 milliards et demi de francs) ou 40 pour 100 environ du revenu britannique total ; or chez nous, M. Ribot estimait en dernier lieu à 310 000 seulement le nombre des revenus passibles du nouvel impôt global, soit de plus de 5 000 francs, et le total de ces revenus à moins de 6 milliards, soit de 20 pour 100 du revenu total de la France (1). Bien que les statistiques ne soient pas exactement rapprochables, on voit assez la différence du classement des revenus en deçà et au delà de la Manche. Elle est plus marquée encore si nous considérons les revenus supérieurs. En 1909, l'Angleterre comptait 11 380 revenus de plus de 5 000 livres (125 000 francs), faisant ensemble un total de 140 millions sterling (3 milliards et demi de francs), soit 7 pour 100 du revenu national britannique alors évalué à 2 milliards sterling ; en France, un document officiel ne relevait en 1907 que 3 400 revenus de plus de 100 000 francs, ensemble 572 millions, soit 2 et demi pour 100 du revenu national français estimé alors à 22 milliards et demi (2). La disproportion est évidente, comme aussi cette conclusion que, toutes choses égales d'ailleurs, l'*income tax* appliquée aux

(1) Bernard Mallet, *op. cit.*, p. 435. — Exposé des motifs du projet de loi relatif aux crédits du 3e trimestre 1916.

(2) Bernard Mallet, *op. cit.*, p. 486. — Tableau publié par M. Caillaux, ministre des Finances, en 1907, à l'appui du projet d'impôt sur le revenu.

revenus français ne rapporterait qu'une petite fraction de ce qu'elle rapporte appliquée aux revenus anglais.

D'ailleurs, en Angleterre même, quoique le recours prédominant à l'impôt direct pour charges de guerre soit conforme aux traditions nationales, l'abus de ce puritanisme financier n'est pas accepté sans critiques. On a demandé à l'impôt direct, en 1914-1915, 108 millions sterling (soit 57 pour 100 des recettes fiscales); en 1915-1916, 169 millions (soit 58 pour 100); on lui demande, en 1916-1917, 235 millions (soit 63 pour 100 du produit des impôts, l'*excess profits duty* exclu). C'est là, dit-on, une proportion inadmissible. Il est injuste et dangereux de tendre à ce point les ressorts de la taxation directe, de faire peser une pareille part de charges sur une classe restreinte, — un neuvième de la population, — laquelle fournit du reste son large contingent à l'impôt de consommation. C'est léser la justice fiscale, qui demande l'égalité des sacrifices, selon les capacités de chacun. C'est risquer de détruire, avec le goût et l'aptitude du citoyen à produire ou à économiser, la richesse même sur laquelle repose la taxation, et d'anéantir par l'impôt la matière imposable. On veut surtaxer pour contraindre le pays à épargner? Mais ne sait-on pas qu'un lourd impôt direct est une arme à deux tranchans qui peut, selon le cas, stimuler le sens de l'épargne ou le détruire? Cependant la masse de la population, quitte de l'impôt direct, touchée, mais légèrement, par l'impôt indirect, ne paie pas son dû à la taxation de guerre; et comme d'ailleurs (sauf les efforts faits depuis peu) le salarié anglais, à la différence de ce qui se passe chez nous, ne s'intéresse guère aux emprunts faits par le Trésor, il en résulte que la majorité du pays, investie de la souveraineté politique, ne participe que d'une façon très relative et inadéquate à l'effort financier de l'Angleterre : et cela est mauvais.

Si l'Angleterre se sent assez forte, assez riche, pour se donner le luxe fiscal d'une telle prépondérance de la taxation directe, c'est que, plus saine, plus vigoureuse au point de vue économique, elle souffre probablement moins de ce régime que ne feraient les organismes sociaux à circulation plus lente, plus difficile, plus sclérosée. L'individu y est relativement plus producteur et moins épargnant que les Latins, par exemple, chez qui la proportion de l'épargne des capitaux à la production des capitaux est plus grande; il gagne plus aisément, il a la vie

plus large, plus de marge pour se prémunir et de souplesse pour réagir contre une surtaxation directe qui en tout autre pays serait mortelle. Néanmoins, il n'est pas douteux que le gouvernement eût montré plus de courage et de clairvoyance en évitant de forcer, comme il l'a fait, la disproportion entre l'impôt direct et l'impôt indirect, en s'attachant à élargir les bases de la taxation et à en répartir plus équitablement le poids ; en développant, avec les impôts sur le luxe, les droits de consommation, dont le contre-coup sur les prix eût passé presque inaperçu dans la hausse générale du coût de la vie, et qui, sans grever lourdement les classes pauvres, eussent mieux servi l'intérêt national : la charge de l'impôt eût été moins pesante sur le pays, et plus grande sa productivité comme son élasticité. C'est ce que pense et dit une grande partie de l'opinion ; cela n'empêchera d'ailleurs pas les Anglais de payer sans geindre ni marchander le lourd impôt patriotique, qui menace d'écraser les degrés inférieurs de la classe moyenne, et va sans doute sonner le glas d'une des institutions dont nos voisins sont le plus fiers, l'aristocratie terrienne, déjà si menacée par M. Lloyd George : et ce sera un nouveau sacrifice qu'ils feront, après tant d'autres, aux nécessités de la guerre et de la victoire.

VII

Résumons en deux mots, pour terminer, la situation financière actuelle du Royaume-Uni. Sa dette, au 31 mars 1916, se monte à 2140 millions sterling (dont 368 représentant des avances aux colonies ou aux Alliés), comportant une charge annuelle de 95 millions de livres. Au 31 mars 1917, on compte qu'elle atteindra 3 440 millions sterling (dont 800 attribuables aux avances aux Alliés et aux colonies), entraînant une charge annuelle de 145 millions de livres. Vienne alors la paix : le budget des dépenses comprendra ces 145 millions de la dette, plus les 173 millions de dépenses ordinaires d'avant-guerre, ensemble 318 millions ; or, le budget des recettes s'élève cette année-ci à 509 millions, ou, si l'on en déduit le produit temporaire de l'*excess profits duty*, à 423 millions de ressources normales; restera donc une marge de 105 millions de livres pour parer aux supplémens de dépenses, pensions, indemnités, etc.,

et aux dégrèvemens d'impôts que prévoit d'ores et déjà, avec quelque coquetterie, le chancelier de l'Échiquier, à l'exposé budgétaire duquel nous empruntons ces chiffres. Voilà un bilan dont les résultats, s'ils font l'envie des Alliés de l'Angleterre, pourront faire réfléchir ses ennemis. Elle les a obtenus par un très rude effort de fiscalité comme de crédit, en suivant ses traditions sans recourir à aucun expédient factice; elle n'a emprunté que les sommes qu'elle ne pouvait lever par l'impôt, elle les a empruntées au grand jour et *bona fide*. Ses méthodes claires et loyales s'opposent avec une netteté frappante au système d'artifices financiers de l'Allemagne, qui a jeté sur son déficit, selon le mot de M. Lloyd George, un immense « pont de papier, » en procédant à une mobilisation méthodique de son actif même irréalisable par un emploi intensif du prêt sur gage, avec cette conséquence qu'à l'inflation du crédit s'ajoute celle de la circulation, et que l'effondrement du « pont de papier » est inévitable le jour où on s'apercevra que le gage est sans valeur ou irrécouvrable. Que penser dès lors des fanfaronnades du docteur Helfferich qui, en décembre dernier, présageait déjà « l'ébranlement de la puissance financière anglaise, » et montrait « sur les colonnes dorées qui soutiennent l'empire britannique briller en lettres de feu le *Mané Thécel Pharès* de l'Écriture ? » Ou de cette curieuse conversation tenue naguère par la Télégraphie sans fil entre le même Helfferich et un fort honorable banquier anglais, sir E. Holden, et où Helfferich, répondant plus ou moins mal aux questions que lui posait sir E. Holden « comme un vieux banquier à un confrère, » déclarait pour finir : « Nous, Allemands, pouvons supporter la pauvreté ; mais si jamais l'Angleterre devenait pauvre, cela voudrait dire *finis Britanniæ*. » A quels procédés le vice-chancelier de Guillaume II n'en est-il pas réduit pour « faire l'opinion » en Allemagne ! La vérité est que l'Angleterre a pu jusqu'ici pourvoir aux charges de la guerre, non certes pas seulement sur les impôts, qu'elle a pourtant eu l'énergie d'accroître de deux fois et demi depuis deux ans, mais sur ses disponibilités, sur ses capitaux liquides. Nous n'imiterons pas l'optimisme de sir G. Paish, qui déclarait naguère qu'elle se retrouverait, financièrement, à la fin de la guerre, juste au point où elle était au début, et que sa fortune ne serait pas réduite de façon sensible. Reconnaissons plutôt avec M. Asquith que la dette de guerre

sera un lourd fardeau pour la génération qui vient. Mais il s'en faut que ce fardeau dépasse les forces de la nation : ce n'est pas en vain qu'elle a su, par l'industrie de ses fils, accumuler les colossales ressources que lui ont valu soixante-dix ans de libre-échange, sans parler de l'inépuisable réserve qu'elle s'est ménagée dans son magnifique empire colonial.

Cette puissance financière, ce n'est d'ailleurs pas seulement à sa richesse qu'elle la doit; ce n'est pas non plus, quoi qu'en disent les socialistes français, à tel ou tel système d'impôts plus ou moins productif, plus ou moins discuté. Elle la doit aussi, et surtout, à son passé, à ses mœurs et ses traditions financières. On l'a dit, cette guerre est le *test*, la pierre de touche des finances passées de chaque pays, et « la puissance économique et financière qu'a développée chaque belligérant, témoigne non seulement de sa force ou de sa faiblesse, mais de la valeur, — bonne ou mauvaise, — de sa politique antérieure au point de vue financier et économique. » Les traditions financières de l'Angleterre? Au Parlement comme au gouvernement, malgré les fautes commises, un fond solide de prudence et de rigueur, une haute conception de la responsabilité des dirigeans; les finances placées au-dessus des partis, traitées au grand jour, avec compétence et gravité, grâce à un esprit public qui n'admet ni qu'on les voile par des expédiens, ni qu'on les compromette par des aventures; le chancelier de l'Échiquier muni d'une autorité supérieure, avec pouvoirs spéciaux contre l'incurie et le gaspillage administratifs; les Chambres privées du droit de proposer des dépenses (sauf procédure spéciale et rare) et des impôts nouveaux; un minimum de crédits additionnels, les excédens de recettes faisant règle, l'équilibre budgétaire assuré : voilà l'exemple qui devrait inspirer en une heure difficile ceux que le peuple de France a chargés de ses intérêts, voilà le secret de la force financière de l'Angleterre.

Disons enfin que, de cette force prééminente, l'Angleterre n'a pas manqué de faire bénéficier ses alliés; elle l'a jetée généreusement dans la balance, non seulement en faisant, comme nous l'avons dit, de grosses avances à plusieurs États amis, en ouvrant le marché de Londres à leurs besoins, mais encore en leur prêtant son concours pour faciliter leurs règlemens extérieurs. L'alliance financière n'a pas été plus que l'alliance militaire un vain mot. Nos voisins sont portés parfois à faire

sonner un peu haut le service rendu, tandis que chez nous on n'apprécie pas toujours à leur valeur les sacrifices faits par l'Angleterre, les bienfaits du concours qu'elle nous donne. Et cela est regrettable. Sans doute, si la guerre est pour une part une question d'argent, elle n'est pas seulement une question d'argent ; ce n'est pas l'argent qui vaincra, mais le soldat ; ce n'est pas la valeur financière, mais bien la valeur militaire. L'Empire romain, dans toute sa richesse, a été vaincu et dépecé par les barbares. Inversement, une nation qui joue sa vie ne se rendra pas au seul épuisement financier ; l'argent, dit-on, se trouve toujours, et c'est encore un des points sur lesquels les prophètes d'avant-guerre ont vu faillir leurs pronostics, faute d'avoir évalué à son niveau, financièrement parlant, le facteur patriotique. Pourtant, il serait très téméraire de mésestimer le poids de la puissance financière dans la guerre actuelle : aux pays qui ont pour eux le droit, et la liberté des mers, elle ouvre, avec les ressources illimitées du monde, tous les élémens matériels de la victoire. Soyons donc en toute équité reconnaissans à l'Angleterre de l'aide qu'elle prête aux Alliés. Rendons justice aux efforts et aux sacrifices qu'elle s'est imposés, à l'esprit de loyale solidarité avec lequel elle a engagé dans la lutte toutes ses forces financières, à cette indomptable ténacité qu'elle apporte à l'action commune et qui fait que, sans imiter l'Allemagne où l'on crie *Gott strafe England*, froidement, résolument, comme elle a consacré près d'un milliard de livres aux guerres napoléoniennes, elle est décidée à en sacrifier cinq ou dix, s'il le faut, pour abattre le militarisme teuton.

L. Paul-Dubois.

REVUE DRAMATIQUE

LA COURSE DU FLAMBEAU à la Comédie-Française.

La Comédie-Française vient d'inscrire à son répertoire *la Course du Flambeau*. Elle le devait. L'œuvre maîtresse du théâtre de Paul Hervieu est aussi bien une des maîtresses œuvres du théâtre moderne. Après quinze ans, elle est consacrée, sinon par le succès de représentation, du moins par l'admiration des connaisseurs. Dure, âpre, douloureuse, elle fait songer moins au *Demi-Monde* et au *Gendre de Monsieur Poirier* qu'aux *Corbeaux;* mais, comme *les Corbeaux*, comme *le Gendre de Monsieur Poirier*, comme *le Demi-Monde*, c'est le spécimen accompli d'un genre. Le théâtre pessimiste a trouvé dans cette pièce cruelle sa plus complète expression. Désormais, on la jouera plus ou moins souvent, on la goûtera plus ou moins suivant l'époque et les tendances du moment, on en aimera, on en détestera l'esprit, on en critiquera certains rôles et certaines scènes ; mais l'œuvre dans son ensemble restera incontestée, comme un monument durable et qui fait partie de l'histoire de notre théâtre.

On l'a définie : une tragédie moderne. C'est, en effet, une tragédie antique dans un décor moderne de bourgeoisie française. Ce qui caractérisait la tragédie chez les Grecs, c'était essentiellement l'action du Destin. La Fatalité planait invisible au-dessus des personnages qu'elle acheminait, à leur insu et malgré eux, vers des fins inéluctables. Elle est aussi bien présente dans ce drame du xxe siècle, où l'auteur a voulu que la comparaison avec les coureurs des lampadophories mît un parfum d'antiquité. C'est elle qui fait de Sabine Revel une parricide, comme jadis elle avait armé contre un père le bras d'Œdipe.

Et, d'autre part, la peinture de nos mœurs d'aujourd'hui, ou déjà d'hier, est ici criante de vérité et d'intimité. On reconnait à mille détails nos intérieurs de moyenne bourgeoisie : une aisance toujours guettée par les mauvaises spéculations ou les mauvaises affaires ; des habitudes d'élégance, une délicatesse de sensibilité, qui accusent un long passé d'affinement; une manière de vivre en famille et d'aimer ses enfans qui est spécialement la manière française. Car il est bien entendu que nous n'avons pas le monopole de l'esprit familial et de l'amour maternel et paternel. Mais, tandis qu'ailleurs on pousse volontiers les enfans hors du nid, quand ils peuvent voler par eux-mêmes, nous aimons, nous, à les garder près de nous, dans la tiédeur du nid, sous une aile que nous voudrions toujours protectrice. Nous vivons les uns avec les autres, et même un peu les uns sur les autres. C'est ainsi que le toit de Mme Fontenais abrite trois générations; et quand on va dans l'Engadine pour la santé de la petite fille, cette bonne dame n'admet pas qu'on parte en voyage sans emmener la grand'mère.

La Course du Flambeau unit donc bien les deux traits de la définition sous laquelle on a coutume de la ranger. Toutefois, et pour serrer les choses de plus près, j'y verrais plutôt encore un drame philosophique. Paul Hervieu n'était pas seulement le moraliste qui peint les mœurs et qui analyse les âmes : ce romancier mondain, ce maître des élégances au théâtre avait de plus ce tour d'esprit spécial qui consiste à remonter aux causes, à dépasser le phénomène et l'accident pour s'élever jusqu'à la loi. Pessimiste, il l'était non pas seulement par tempérament et par humeur, mais par système et par raison démonstrative. Les regards qu'il promenait autour de lui, de son œil bleu d'acier, c'était pour recueillir des preuves à l'appui de son système. Chacun de ses livres était une application et une illustration d'une idée générale. Cela était plus visible encore dans ses pièces de théâtre, souvent disposées et conduites à la manière d'une argumentation. De là vient un certain air abstrait partout répandu dans *la Course du Flambeau*, une raideur qu'ont les personnages dans leur attitude et dans leurs gestes, un je ne sais quoi de mécanique dans leur façon de se mouvoir plutôt encore que d'agir. Mais de là aussi la largeur d'une œuvre qui dépasse de beaucoup l'étude d'un cas particulier. Tandis que le théâtre a coutume de s'attaquer aux vices du temps ou de poursuivre la réforme d'un article du code civil, la loi dont il s'agit dans cette pièce est de celles qui ne sont point inscrites dans les codes, étant

gravées dans les cœurs. Et de là enfin la cruauté de cet art. A maintes reprises, elle nous paraît, cette cruauté, voulue, gratuite étrangère à toute vraisemblance. On réclame, on se révolte, on ne veut pas que les plus égoïstes des enfans soient égoïstes à ce point : ils le font exprès, ils font du luxe, ce sont des monstres... C'est mal comprendre de tels personnages : au lieu d'êtres d'exception, il faut voir en eux des types. Ils sont peints à grands traits, dans les grandes lignes; plutôt qu'individuels, ils sont schématiques, ou, comme disent les peintres, stylisés. Leur visage n'est que le masque de l'espèce. Leur morale est la morale de l'espèce, qui ignore notre morale et poursuit son but sans entendre nos cris et nos plaintes, impitoyablement.

La question d'ordre philosophique posée dans la pièce est celle-ci : est-il vrai que l'affection aille des parens aux enfans, non des enfans aux parens, et que, pareille à l'eau qui coule, elle ne remonte pas à sa source? L'universitaire Maravon l'affirme, à grand renfort de comparaisons et de citations, avec tout le pédantisme qui sied à nous autres vieux professeurs. D'après lui, les générations, comme les coureurs antiques, passent le flambeau à celle qui vient et ne se retournent pas vers celles qui les ont précédées. Quant aux quelques traits de piété filiale qu'on pourrait alléguer, autant vaut n'en rien dire... A ces affirmations tranchantes, à cette argumentation livresque Sabine Revel répond par un exemple, vivant et tout proche : le sien. Elle aime sa fille, Marie-Jeanne : cela l'empêche-t-il d'être pour sa mère, Mme Fontenais, une fille vraiment excellente? Quelle absurdité d'imaginer un antagonisme entre deux sortes d'affections si bien faites pour se compléter!... Ce personnage de Sabine Revel est composé tout exprès, et avec infiniment d'art, en vue de la démonstration projetée. Il s'agit, en effet, de mettre en présence et en conflit, dans un même cœur, l'amour maternel et l'amour filial, sans qu'aucun autre sentiment soit venu troubler ces deux grandes passions demeurées en quelque sorte à l'état pur. Or Sabine Revel n'a pas été éloignée de sa mère par l'amour d'un mari qui l'aurait vraiment possédée et faite sienne. Ce mari semble avoir été un assez pauvre homme, dont il fallait sans cesse réparer les coûteuses bévues et qui n'a réellement agi en bon père de famille que le jour où il a disparu. Sabine Revel a été très peu épouse : sa mère, sa fille, voilà les deux seules affections de sa vie... C'est donc elle que Paul Hervieu va choisir pour faire sur elle l'expérience dont il nous convie à être les spectateurs. C'est elle qui devra nous prouver le bien fondé de la thèse que, tout à l'heure,

elle a si vivement contredite. L'auteur qui, suivant l'admirable précepte de Dumas fils, a déjà le mouvement et le mot de la fin, lui a dit : « Tu te crois une fille modèle ; eh bien ! pour sauver ta fille, tu tueras ta mère. » C'est à ce dénouement qu'il faut graduellement nous conduire. Et ce sera ce qu'il fallait démontrer.

Une occasion se présente pour Sabine de refaire sa vie. Le richissime Américain Stangy lui offre de l'épouser. Disons tout de suite, dès la première rencontre, que ce rôle de Stangy n'est pas seulement l'un des moins bons de la pièce : il est autre chose et pis que cela, étant factice et conventionnel. Il datera, il date déjà dans cette pièce faite pour durer. Il représente l'Américain tel que le théâtre avait coutume de nous le montrer, dans les années qui ont précédé la guerre, pour le plus grand ébahissement du public français. A l'Américain toutes les hardiesses, l'énergie, l'initiative, la volonté ; au Français la veulerie, la timidité, toutes les déliquescences. Rappelez-vous, dans *l'Étrangère*, M. Clarkson, Américain, en face du duc de Septmonts, Français ! Stangy a été confectionné au même rayon ; et, tout d'abord, l'auteur lui a ménagé une entrée sensationnelle : nous sommes prévenus que ce M. Stangy, tel que nous le voyons en habit noir avec une fleur à sa boutonnière, va du salon de Sabine partir pour la Louisiane, directement, sans rentrer chez lui. N'êtes-vous pas suffoqués de tant d'audace ? Aller en habit à la gare et changer de vêtement en *sleeping*, cela, en 1901, semblait un de ces prodiges de vie intense dont on n'est capable que dans le Nouveau Monde. Tant il est vrai que nous nous tenions alors en petite estime ! Aujourd'hui, nous ne mésestimons personne : du moins avons-nous changé d'opinion sur nous-mêmes, et l'envie nous est-elle passée d'aller chercher hors de chez nous des professeurs d'énergie et de fierté. Ce Stangy qui a résolu de prendre femme dans le quart d'heure qui précède le départ du paquebot, est fort ridicule. Il ne le sera guère moins quand, revenu au dernier acte en *deus ex machinâ*, il larmoiera sur la mort de son petit enfant. Non, ce n'est pas un bon rôle. Toujours est-il qu'en refusant d'épouser le richissime Stangy, Sabine Revel s'est sacrifiée, et sacrifiée pour sa fille. On me dit : « Cette femme est absurde : quel tort faisait-elle à sa fille ? » Elle s'imaginait lui en faire un, et cela suffit. Scrupule peut-être imaginaire, c'est à ce scrupule qu'elle a sacrifié son propre intérêt, et c'est sa manière de comprendre l'amour maternel... A cette minute précise, avec une ponctualité de mécanisme bien remonté, se produit cet événement foudroyant et dérisoire : Marie-Jeanne épouse le

jeune Maravon! Sabine a fait un sacrifice inutile, plus qu'inutile : comptez sur sa charmante fille pour le lui reprocher quelque jour ! Et il en sera ainsi tout du long de la pièce : suivant une sorte de rythme, chaque acte de dévouement auquel s'ingénie l'inventive Sabine déclenche, de la part de ses enfans, un acte d'indifférence, une marque d'égoïsme. C'est réglé. De déceptions en humiliations, c'est le supplice d'une mère. De scène en scène, on se demande : « Qu'est-ce qui va encore arriver à cette malheureuse ? » Il lui arrivera chaque fois ce qui pouvait arriver de plus atroce. Elle est en bonnes mains : les tenailles d'Hervieu ne lâchent pas leur proie.

C'est à propos du jeune ménage que le conflit éclate entre Sabine et sa mère. Si le rôle de Stangy est toute convention, inversement celui de Mme Fontenais est la vérité toute pure et la vie elle-même. Ce personnage de vieille bourgeoise est l'un des mieux observés qu'il y ait au théâtre. Qui que vous soyez, il est impossible que vous n'ayez pas rencontré sur votre chemin quelque Mme Fontenais. Elle et son mari, lui par son travail, elle par son économie, ont amassé une petite fortune. Cette fortune est en bonnes valeurs enfermées dans le secrétaire de la chambre à coucher. Ces titres représentent la dignité de l'intérieur, le genre de vie et le train de maison indispensables à des gens qui occupent un certain rang. Ils constituent l'avoir de la famille, le bien commun dont celle même qui a si patiemment contribué à le créer ne se considère que comme une sorte de dépositaire. Plutôt que de les aliéner, elle mourrait de faim à côté d'eux. Elle en a vu une partie déjà disparaître dans les mauvaises spéculations d'un gendre. Elle sait ce que sont ces gouffres creusés par l'imprudence et l'incapacité : des fortunes s'y engloutiraient, et elle n'a qu'un peu d'aisance. Le lamentable Didier Maravon peut menacer de se tuer : elle connaît ces menaces non suivies d'effet qui ne sont qu'un macabre chantage. Les déclamations ne la touchent pas, ni les jérémiades et les crises de nerfs de sa petite-fille, ni même la douleur si profonde, si humaine, si émouvante de Sabine. Elle a passé l'âge où l'on s'émeut. Elle s'est desséchée au moral comme au physique... Il fallait voir, jadis, au Vaudeville, dans sa robe puce, Mme Daynes-Grassot, ridée, ratatinée, fermée et têtue. Il suffisait de la voir, et le rôle se passait d'autre commentaire.

Cet argent, dont elle a besoin pour ses enfans, et qu'elle n'a pu obtenir par prière, Sabine va le voler. C'est ici ce tragique récit du troisième acte, d'une horreur presque shakspearienne. Sabine s'est introduite la nuit dans la chambre de sa mère, elle ouvre le secrétaire,

elle dérobe les titres. Encore cette première partie du récit n'est-elle pas la plus poignante : ce n'est rien auprès de la minute silencieuse où l'agent de change ayant, à un détail de signature, découvert le faux commis par Sabine, la malheureuse se trouve soudain devant lui dans l'attitude d'une voleuse et d'une faussaire. Hervieu affectionnait ces atroces tête-à-tête ; son art de tortionnaire moral se complaisait à ces dialogues muets, où soudain se révèle toute la misère, toute la criminelle folie des hommes. Cette scène fait pendant à celle de *Peints par eux-mêmes*, où Vanoche implore du vieux docteur qu'il la fasse avorter. Tout l'enfer tient entre deux regards qui se pénètrent jusqu'à l'âme... N'ayant réussi ni par le vol, ni par le faux, Sabine ne peut plus attendre cet argent que de la mort de sa mère. Quelle part de responsabilité aura-t-elle dans la mort de cette pauvre femme, au cœur usé, qu'achève le climat des altitudes ? L'auteur l'a laissé dans le vague. Il reste que si Sabine s'est opposée d'abord au départ de sa mère, finalement elle y a consenti. En pareil cas, c'est plus qu'il n'en faut pour avoir commis le crime. Ici surtout on se récrie : « Cette fois, c'en est trop. Passe le vol, mais non l'assassinat. Une Sabine Revel ne tue pas sa mère : quelque chose l'arrête au bord du crime. » Tel est, au contraire, le sens d'une œuvre, qu'il ne faut pas juger à la mesure des œuvres de demi-teinte et d'un tragique modéré : Paul Hervieu a voulu pousser l'étude jusqu'au bout, jusqu'au point où la passion se change en manie et aboutit au crime. Sabine est une maniaque de l'amour maternel, une maniaque qui s'ignorait et dont peu à peu, sous la pression des circonstances, la manie croît et s'exaspère jusqu'au crime. Le Père Goriot, en se dépouillant pour ses filles, ne volait que lui-même, et il n'assassinait personne. Mais quand on vient de lire ou d'écouter Paul Hervieu, on trouve que Balzac voyait l'humanité en beau et la vie en rose.

Le rôle de Sabine avait été créé par Mme Réjane : elle y avait mis toute sa fougue, toute son ardeur passionnée. Mme Bartet le joue très différemment, et c'est une bonne fortune pour l'art qu'un même personnage reçoive deux interprétations qui en font saillir des aspects si divers. Mme Bartet en montre surtout les délicatesses et les nuances ; elle y est surtout douloureuse, nous donnant, de la façon la plus aiguë, l'impression du désarroi où se débat une malheureuse femme aux prises avec des difficultés inextricables. Elle a dit le récit du troisième acte en grande tragédienne.

René Doumic.

REVUES ÉTRANGÈRES

LA CONVERSION DE M. H. G. WELLS

M. Britling sees it through, par H. G. Wells, un vol. in-18, Londres, librairie Cassell, 1916.

M. Wells est peut-être, parmi tous les conteurs étrangers d'à présent, celui dont le nom nous est le plus familier, et réveille en nous les meilleurs souvenirs : mais il faut bien avouer que sa production nouvelle, depuis déjà une quinzaine d'années, avait beaucoup perdu de son attrait pour nous, — à tel point que les traducteurs ordinaires de l'éminent écrivain anglais semblaient même s'être un peu lassés de nous la soumettre. Pour dire la chose d'un seul mot, cet homme dont l'invention, plus ou moins « scientifique, » nous avait autrefois frappés et divertis merveilleusement, nous était devenu tout à fait ennuyeux. Affilié au socialisme le plus « orthodoxe, » il s'était avisé de prendre terriblement au sérieux des sujets qui, naguère, lui avaient surtout servi de prétextes ou de points de départ pour la libre expansion de sa fantaisie : sans compter qu'à ces sujets il en avait ajouté ou substitué maints autres, qui, ceux-là, se trouvaient fatalement hors d'état de nous intéresser. *Anticipations*, — *Une Utopie moderne*, — *Que va-t-il arriver?* c'est ainsi que s'étaient appelés maintenant quelques-uns des massifs et copieux « traités » lancés à notre tête, avec une gravité imperturbable, par l'ancien créateur des charmantes figures du cycliste-amateur M. Hopdriver ou de l'Ange forcé, par accident, à prendre pension chez un humble pasteur de village anglais. Ou bien lorsque, parfois, l'austère prophète communiste

avait encore daigné s'employer à nous offrir des romans, — en d'épais volumes trop manifestement improvisés, et presque toujours dépourvus d'émotion vivante aussi bien que d'action, — toujours il y avait eu pour unique objet d'opposer à la peinture des mœurs anglaises de son temps le développement dogmatique de quelqu'une des « utopies » sociales apprises par lui à l'école de Karl Marx. De manière qu'il nous avait fallu, comme je l'ai dit, renoncer à le suivre, et qu'il n'y avait pas jusqu'à ses compatriotes eux-mêmes qui, tout en respectant l'évidente ferveur de ses convictions, n'eussent commencé à lui préférer, pour leur agrément personnel, le socialisme plus folâtre de son confrère et rival M. Bernard Shaw, — autant du moins qu'on peut revêtir du nom de « socialisme » une doctrine ne consistant qu'à soutenir d'emblée, sur tous les sujets, le contre-pied absolu de toute notion admise unanimement, d'âge en âge, par la raison ou l'expérience humaines.

Voilà donc où en était M. Wells lorsque, sous le choc imprévu et violent de la guerre, une espèce de « conversion » s'est opérée en lui, dont aussitôt les effets se sont traduits à nous dans une nombreuse série d'articles et de livres. Dès l'abord, l'ex-apôtre socialiste du *Monde affranchi* nous a fait voir une attitude entièrement différente de celle que venait d'adopter le « compagnon » Bernard Shaw ; et de jour en jour, ensuite, tandis que son coreligionnaire de la veille continuait assez lourdement à railler l'élan patriotique de la nation anglaise, — raffermi sans doute encore dans son goût naturel de contradiction par le souvenir du succès enthousiaste de ses plaisanteries dramatiques sur les scènes allemandes, et de leur échec obstiné à Paris, — nous avons entendu s'élever la voix éloquente de M. Wells à la louange de l'admirable effort guerrier de son peuple, comme aussi à la louange de notre héroïque résistance française et de celle même de ces soldats de Broussiloff et d'Alexeïef en présence desquels l'auteur de l'*Utopie moderne* ne s'est pas fait scrupule de reconnaître, généreusement, combien il se repentait de s'être jadis laissé aveugler (par une propagande d'origine « tudesque ») au point de tenir leur race tout entière pour une immense horde d'Asiatiques barbares, foncièrement incapables de la moindre « culture. » Nulle trace dorénavant, dans ces pages enflammées de patriotisme, des faciles paradoxes pacifistes, internationalistes, ou républicains, dont la répétition trop constante avait fini par nous agacer sous la plume d'un écrivain accoutumé, naguère, à concevoir les choses d'une façon à la fois plus aimable et plus originale. Nous sentions avec plaisir que,

de nouveau, le cœur et l'esprit de M. Wells se trouvaient d'accord avec les nôtres, au lieu de tâcher vainement à nous corriger de prétendues « erreurs » enracinées chez nous par des siècles de traditions publiques ou privées. Et voici, à présent, que l'heureuse « conversion » dont nous étions ainsi témoins depuis plus de deux ans, voici qu'elle nous est racontée et expliquée dans une sorte de « confession » autobiographique destinée, selon toute apparence, à prendre place parmi les œuvres les plus durables de son auteur, — avec un caractère d'intimité personnelle qui suffirait déjà, à lui seul, pour nous la rendre plus précieuse et plus proche que toute une longue suite de récits antérieurs où la trame ténue de l'intrigue romanesque risquait, à chaque instant, de se perdre sous le déploiement fastidieux d'un plaidoyer ou d'un réquisitoire « sociologiques ! »

Non pas, cependant, que l'émouvante « confession » nouvelle de M. Wells ait encore réussi à se délivrer de certains défauts littéraires qui nous avaient pour ainsi dire complètement fermé l'accès de cette douzaine, au moins, de gros « romans à thèse » de l'écrivain anglais ! Elle garde, en particulier, le défaut d'être constamment encombrée d'une foule de menus incidens inutiles, ou plutôt qui contribuent peut-être à nous faire mieux connaître la physionomie corporelle ou morale des personnages du roman, mais en procédant à cette espèce de « synthèse » pittoresque ou psychologique d'une allure beaucoup trop lente pour notre goût français. Aussi bien ai-je l'idée que cette lenteur même de la marche du récit a pour cause principale la hâte excessive du narrateur, qui, suivant le mot célèbre, n'a pas trouvé « le temps de faire court, » — tandis qu'un peu plus de réflexion et de soin lui aurait permis de condenser en quelques traits essentiels l'image non seulement de « comparses, » mais jusqu'à celle de l'unique héros de son livre. Et pareillement il est fâcheux que, dans ce livre comme dans les précédens, M. Wells ait trop volontiers transporté ses habitudes de journaliste et de « pamphlétaire, » sans se méfier du dommage qui ne pouvait manquer de résulter, par exemple, pour nous, ses lecteurs étrangers, ou même pour ses lecteurs anglais à venir, de l'emploi incessant d'allusions à des « actualités » promptement oubliées. Je n'ignore pas qu'un « roman de guerre » est bien forcé de mentionner maints événemens militaires ou politiques de ces années passées, sauf pour nous à devoir nous réenquérir de ceux d'entre eux dont le souvenir nous aurait échappé. Mais, au-dessous de ces événemens importans, il y en a des milliers d'autres, moins considérables, qu'il siérait de laisser aux journaux de leur date,

sous peine de restreindre irréparablement la portée de l'œuvre romanesque où l'on s'aviserait de les introduire. C'est ainsi que dès maintenant, j'en suis sûr, un bon nombre de compatriotes de M. Wells seront embarrassés de saisir pleinement l'intérêt de plus d'un chapitre de son dernier livre où ils verront les personnages occupés à discuter telle petite crise intérieure du ministère anglais, tel projet de loi voté par les Communes à la veille ou au lendemain du début de la guerre. Et que l'on pense à l'effort de mémoire qu'exigeront des chapitres comme ceux-là lorsque, l'année prochaine, d'autres lecteurs anglais désireront connaître l'histoire du retour décisif de M. H. G. Wells aux sentimens profonds, immortels, de sa race !

Mais il faut que je me hâte d'arriver moi-même à l'histoire de ce retour, — telle que nous l'a présentée M. Wells sous le voile transparent d'une fiction d'ailleurs infiniment simple. Car, pour simple et « ordinaire » que soit, en effet, l'aventure qui constitue la « fable » du roman, encore dois-je avant tout déclarer que ni cette aventure, ni sans doute l'homme de lettres anglais qui en est le héros ne peuvent être regardés expressément comme « autobiographiques. » Le portrait de M. Britling, — autant du moins que j'en puis juger, — est loin de répondre exactement à la personne de son peintre ; et je ne crois pas non plus que la « conversion » de ce dernier ait eu pour motif principal, comme celle du modèle qu'il vient de nous peindre, la mort d'un jeune fils tombé vaillamment dans les plaines de Flandre. Mais, avec tout cela, rien ne nous empêche d'admettre que M. Wells ait redit pour son compte la touchante parole prêtée par lui à son M. Britling, dans l'épilogue de son roman : « Ce sont nos fils qui nous ont appris Dieu ! » Et qu'importent, en vérité, les différences extérieures qui se font voir à nous entre les deux figures du modèle et du peintre, lorsque à chacune des pages nous les sentons, toutes deux, frémissantes de la même fièvre d'angoisse et d'orgueil et de noble espérance patriotiques, lorsque de proche en proche nous assistons, dans l'âme délicieusement subtile et naïve de M. Britling, aux étapes quotidiennes de la même « conversion » que nous ont révélée par ailleurs, depuis deux ans, les articles, les brochures, ou les livres de M. Wells !

Encore cette ressemblance même ne va-t-elle pas sans quelques réserves ; et l'on ne saurait douter, par exemple, de l'intention tout « objective » de M. Wells lorsqu'il nous fait assister à la première de ces étapes de la « conversion » de son M. Britling. Car celui-ci a beau

être marié, et aimer beaucoup sa femme, et adorer ses enfans : il ne s'en croit pas moins tenu, au moment où va commencer la guerre, d'avoir, en vrai « artiste, » son petit « roman. » Il s'est créé un commerce familier de visites et de lettres avec une jeune veuve demeurant à quelques « milles » de son village, à lui ; et depuis déjà plusieurs semaines son amie l'a profondément ému et troublé en lui parlant de l'ardeur passionnée avec laquelle un riche fonctionnaire, appelé Olivier, la presse de lui réserver l'entière possession de son cœur. Mais voici que, le matin du 1er août, M. Britling, qui s'était mis en route pour aller voir Mme Harrowdean, lit dans son journal l'imminence dorénavant inévitable d'un conflit européen où, probablement, l'Angleterre devra prendre part ! Il persiste, quelques instans encore, à diriger vivement son automobile vers le village qu'habite son amie, et puis, par degrés, il ralentit sa course, et soudain il s'arrête, comme saisi d'un scrupule.

— Olivier..., murmura-t-il, tout en s'efforçant d'imposer demi-tour à sa machine.

Après quoi il se tut, pour n'achever sa phrase qu'après avoir heureusement franchi un tournant un peu raide.

— Olivier n'a qu'à l'épouser !

Et puis encore, à une cinquantaine de mètres plus loin, et cette fois d'un ton presque scandalisé :

— Au fait, il y a longtemps qu'elle aurait dû se marier avec lui !

Désormais Mme Harrowdean cessera d'exister pour M. Britling ; et tout au plus l'ex-amoureux s'étonnera-t-il de constater le peu d'empressement de M. Olivier à profiter de la liberté qui vient ainsi d'être rendue à la jeune veuve. Quant à lui, M. Britling, « son cœur n'aura plus guère de place, tout ce jour-là, que pour un tendre et fervent amour de l'Angleterre. » Peu s'en faut même qu'il en vienne à désirer expressément la participation de son pays à cette guerre qui, jusqu'alors, lui a paru tout ensemble un crime monstrueux et le pire des maux. « Nous combattrons, et la victoire nous sera difficile. Mais comme ce sera bon pour nous, avec notre nature trop confiante en soi-même, que nous n'obtenions pas une victoire trop facile ! Et, en tout cas, cette victoire, il faut que nous l'ayons, — ou que nous périssions ! »

Le lendemain, les journaux annoncent la fermeture provisoire des banques, et l'épicier du village prévoit la possibilité d'une prochaine interruption dans l'arrivage des vivres. Mais M. Britling découvre avec surprise que ni la perspective du manque de bien-être, ni même

celle de la perte plus ou moins complète de ses revenus n'ont plus désormais de quoi l'effrayer ; et le voilà qui, selon sa coutume, se met à ratiociner sur ce thème nouveau ! « Avec toutes mes écritures, jamais jusqu'ici je n'ai eu l'impression de vivre. Tandis que maintenant je sens tout d'un coup que, moi-même et les autres, nous avons commencé une vie très intense... L'échelle des choses s'est brusquement renversée. Il ne nous importe plus aucunement que nous soyons ruinés, ni qu'il nous faille nous réduire à ne manger que des pommes de terre, et nous endetter pour payer notre terme. Tout cela, qui aurait été d'une importance capitale la semaine passée, est devenu aujourd'hui tout à fait insignifiant. Ce qui importe et qui est réel, c'est, pour nous, la conscience de nous trouver en face de la plus grande catastrophe et des plus grands espoirs de l'histoire entière de notre nation ! »

Et aussi M. Britling est-il prêt à se fâcher de la tendance générale de ses compatriotes à ne voir d'abord, dans la guerre, « qu'une énorme farce, » — sans vouloir s'avouer que lui-même ne parvient pas à la prendre tout à fait au sérieux.

« L'esprit anglais se refusait obstinément à rien reconnaître de puissant ni d'effrayant dans l'agression allemande, ou bien encore à considérer l'Empereur allemand et son fils aîné comme autre chose que des figures simplement comiques. Du premier au dernier, tous les compatriotes de M. Britling s'accordaient à ne concevoir l'ennemi que comme un personnage stupide et grotesque, avec de gros yeux saillans et l'allure empruntée d'un croquemitaine... Et, pendant toutes les premières journées de la guerre, cette tendance unanime du peuple anglais se manifestait, dans la maison de M. Britling, tantôt sous la forme d'une allusion accidentelle, ou tantôt sous la forme d'une plaisanterie longuement prolongée. Les deux petits garçons avaient découvert le « pas de parade, » et cet exercice remplissait leurs âmes enfantines d'un étonnement mêlé de plaisir. Que des êtres humains se pliassent à la pratique de ce pas ridicule, cela leur semblait d'une drôlerie à peine croyable. Et bientôt la maison entière s'était laissé entraîner à l'imitation du « pas de parade. » Tour à tour la jeune femme du secrétaire et sa sœur, le secrétaire lui-même et le fils aîné de M. Britling avaient été enrôlés par les deux gamins. Tous les six marchaient de long en large, sur la pelouse, en se tordant de rire à chaque enjambée.

« — Par file à gauche ! criait Hugues Britling.

« — Les orteils plus en dehors ! commandait M. Britling.

« — Attention aux Zeppelins, et bombez la poitrine ! — reprenait le jeune Hugues. — N'oublions pas que la consigne est d'être raides comme des soldats de bois !

« Mme Britling trouvait le spectacle si amusant qu'elle courut chercher son appareil photographique, et prit un « instantané » du bataillon improvisé. L'épreuve qu'elle obtint fut des mieux réussies ; M. Britling la retrouva, une année plus tard, parmi ses papiers, encore tout imprégnée de gaîté printanière... »

Mais à la différence d'un très grand nombre de ses compatriotes, dont il nous apprend lui-même qu'ils allaient rester encore pendant de longs mois dans cette disposition étrangement « détachée, » M. Britling n'a point tardé à saisir tout ce que comportait de sérieux et de grave une immense guerre d'un genre aussi nouveau. La retraite des armées alliées jusqu'à la Marne et à l'Oise, l'arrivée soudaine des Allemands aux portes de Paris, l'alarme trop visible des pouvoirs publics, comment tout cela ne l'aurait-il pas réveillé, — au moins pour quelque temps, — de son rêve optimiste des premières semaines ? « C'est notre nation tout entière qui dormait, s'écrie-t-il, avec ses habitudes invétérées d'indolence matérielle et morale ! Au fond de nos esprits, jusqu'à ces terribles révélations d'aujourd'hui, nous comptions que la France se chargerait de faire, toute seule, le gros de l'ouvrage sur le Continent, tandis que nous n'aurions qu'à nous occuper de la mer. Oui, voilà ce que nous pensions, dans la faible mesure où nous prenions la peine de penser quelque chose ! Et maintenant, voici que, peut-être, nous devrons combattre pour sauver la France elle-même, sur les ruines de Paris ! Ah ! nous aurons à payer bien cher la façon dont nous nous sommes complu, les uns dans la recherche d'un misérable profit personnel, et d'autres, comme moi, dans de vaines abstractions, alors qu'il n'y a pas un d'entre nous qui n'aurait dû s'occuper uniquement de travailler à l'œuvre nationale ! »

Sur quoi voici désormais M. Britling et tout son entourage s'efforçant de travailler à « l'œuvre nationale ! » Trop âgé pour y participer d'une manière plus active, M. Britling lui-même, fièrement pourvu d'un large « brassard, » se prodigue en articles et en conférences « de guerre ; » et l'on entend bien que Mme Britling, de son côté, ne cesse pas de combler de cadeaux et de bonnes paroles, — faute de pouvoir les servir plus efficacement, — les blessés recueillis dans les châteaux voisins.

Puis c'est le secrétaire de M. Britling qui lui annonce son projet

de devenir soldat; et son « patron » l'approuve, tout heureux de le voir se dévouer pour « l'œuvre nationale, » et accepte volontiers la perspective du léger surcroît de besogne qui va naître pour lui de ce départ du jeune héros. Mais quand ensuite, à l'exemple du secrétaire, le fils aîné de M. Britling, — son cher Hugues, qu'il a eu d'une première femme tendrement aimée, — lui déclare qu'il va revêtir l'uniforme *khaki*, un éclair de révolte douloureuse traverse le cœur du zélé patriote. Certes, M. Britling est décidément « réveillé, » et convaincu de l'obligation pour tous les Anglais de collaborer à « l'œuvre nationale ; » mais, tout de même, il ne s'était pas imaginé que le « sérieux » de la situation s'étendrait jusque là! Tout au plus se rassure-t-il en songeant que, sans faute, la guerre finira avant que son Hugues soit prêt pour la tranchée.

Et des semaines s'écoulent, pendant lesquelles une vague « somnolence » se répand, de nouveau, sur la maison de M. Britling. Cette fois, le réveil se produit sous le coup de la stupeur apportée à l'ex-apologiste de la « culture » allemande par la révélation d'une affreuse série d' « atrocités. » Appuyées sur un appareil imposant de témoignages, ce sont d'effrayantes histoires « de vieillards, de femmes, et d'enfans fusillés au bord des routes, de blessés que l'ennemi a férocement achevés à la baïonnette ou qu'il a brûlés vifs, d'habitans inoffensifs qu'il a massacrés. »

M. Britling tâchait de toutes ses forces à tenir ces histoires pour autant de fables. Elles contredisaient son habitude de concevoir le monde. Elles amenaient un trouble fatigant dans son esprit... Et ce fut seulement plusieurs mois après le début de la guerre qu'il se trouva enfin tout à fait obligé d'admettre, comme une réalité sinistre, mais certaine, cet emploi systématique du meurtre et du viol, de la destruction et de vingt autres formes de l'ignominie, qui avait accompagné l'invasion allemande en Belgique et en France.

La première chose qui le pénétra de la conviction d'une différence profonde entre l'attitude des Anglais et celle des Allemands vis-à-vis de la guerre, ce fut la vue d'une collection de journaux comiques allemands, dans l'atelier d'un peintre de ses amis. Ces journaux étaient remplis de caricatures des Alliés, et tout particulièrement des Anglais; ils révélaient une force et une qualité de passion également prodigieuses. L'excès de leur haine et l'excès de leur ignominie effaraient M. Britling. Nulle trace, là dedans, d'orgueil national ou de dignité nationale, mais rien qu'un désir illimité de blesser et d'humilier! M. Britling restait assis, avec ces feuillets furieux dans ses mains, le cœur envahi d'une espèce de honte.

— Mais, dit-il enfin, il n'est pas possible que ces images reflètent l'état d'esprit général en Allemagne!

— Si fait, absolument! répondit son ami. L'Allemagne entière se trouve

animée de cette rage aveugle. Pendant que nous continuons à nous étonner de cette guerre, à ne pas y croire tout à fait, et à nous en amuser, voilà quel est l'état d'esprit de chaque Allemand ! Et j'ajoute que cet état d'esprit est, quasiment, voulu. Les Allemands estiment qu'il leur donne plus de force. Connaissez-vous leur *Hymne de Haine?*

Et l'ami traduisit à M. Britling le poème de Lissauer.

— Eh ! bien, demanda-t-il ensuite, qu'en pensez-vous ?

— J'éprouve un besoin irrésistible de casser la tête à ces gens-là !

— N'est-ce pas que c'est énorme ? Et qu'adviendra-t-il du monde, si ce sont ces gens-là qui l'emportent ?

— Tout cela est incroyable, même avec ces preuves devant moi !.,. Oh ! quel désir j'éprouve de leur casser la tête !

Chaque jour, désormais, le pauvre M. Britling verra ainsi s'écrouler l'une ou l'autre de ses illusions d'avant la guerre ; et l'on comprend sans peine ce qu'il lui en coûtera par exemple, tout de même qu'à son biographe M. Wells, d'avoir à s'avouer que ces Allemands qui dépassent en férocité sanguinaire les plus « incivilisables » des Barbares anciens se trouvent être, avec cela, une nation « scientifique » et, en même temps, « socialiste » au « suprême degré ! » Mais peut-être mon lecteur a-t-il eu déjà l'occasion de deviner tout ce qu'il y a de complexe et d'instable dans l'âme, d'ailleurs parfaitement ingénue, de l'éminent « utopiste » inventé, pour notre ravissement, par l'auteur de la *Machine à mesurer le temps :* de telle sorte que la « conversion » de M. Britling ne cesse pas de procéder par de soudaines oscillations d'un extrême à l'autre, et que, cette fois encore, notamment, sa découverte de la « différence » entre les conceptions guerrières de l'Angleterre et de l'Allemagne nous apparaît bientôt remplacée par de nouveaux efforts à regarder les « atrocités » allemandes comme des conséquences à peu près fatales d'un fond caché de sauvagerie inhérent à toutes les variétés de notre espèce humaine. Ou bien, le lendemain, c'est seulement chez ses compatriotes que M. Britling s'avise de soupçonner des « possibilités » d'instincts sauvages équivalens à ceux qui se sont ranimés et s'étalent librement chez les destructeurs de Louvain et de Reims. Car le fait est que, à travers tout le flux et reflux de ses sentimens, le héros de M. Wells affirme sans arrêt son admiration la plus respectueuse pour le rôle de la France dans la guerre présente. « Il n'y aura eu que bien peu de splendeur, dans cette guerre, — écrira-t-il par exemple, — pour l'Allemagne ou pour la Grande-Bretagne. Avec la Russie, nous aurons été les plus gros des combattans : mais toute la gloire de la guerre sera réservée pour l'invincible France. »

Toujours est-il qu'après avoir éprouvé, tout à l'heure, « un terrible besoin de casser la tête aux Allemands, » M. Britling est bientôt presque tenté de les excuser. Et ceci même, — pour nous sembler d'autant plus étrange que nous l'entendons énoncé par notre personnage auprès des restes mutilés d'une vieille parente qui vient d'être tuée par un zeppelin, — ceci même n'en constitue pas moins l'une des étapes décisives de sa « conversion. » Guéri précédemment de son « pacifisme, » et de maints autres « ismes » dont il était imbu, M. Britling s'affranchit, maintenant, des fâcheuses tendances que risquait d'avoir provoquées en lui la contagion « nietzschéenne. »

« Même ce lâche et abominable vaisseau aérien n'était, au demeurant, qu'un vaisseau d'insensés! Nous tous, avec notre civilisation, nous ne sommes encore que de pauvres sots. Des singes s'agitant à vide, et prompts à nous irriter follement de notre agitation! »

M. Britling en était là de sa rêverie, lorsqu'un courant de suggestion subconsciente lui amena brusquement dans l'esprit une très vieille parole depuis longtemps oubliée, une parole tout imprégnée de cette lumière qui cherche toujours mystérieusement à pénétrer les épaisses ténèbres de la pensée humaine.

Et le voici qui se mit à murmurer ces mots de jadis ; et certes, il fallait que ces mots lui fussent demeurés secrètement familiers, pour avoir de quoi lui causer un tel effet de réconfort, à la fois, et de conviction!

Il les murmura en songeant à ces hommes qu'il se figurait encore en train de voler rapidement vers l'Est, en songeant à ces navigateurs et ingénieurs allemands qui venaient de laisser derrière soi tant de souffrance et de mort, dans la petite ville.

— *Mon père,* — murmura-t-il, — *pardonne-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font!*

Et c'est enfin la grande catastrophe du roman, — et de la vie tout entière de M. Britling, — la catastrophe qui conduit le héros de M. Wells à s'écrier, comme je l'ai dit déjà : « Nos jeunes fils, ce sont eux qui nous ont appris Dieu! » Je regrette seulement que le romancier n'ait pas essayé de nous montrer de plus près et avec un peu plus de relief la charmante figure de ce Hugues Britling dont la mort héroïque allait être d'une influence décisive sur la « conversion » finale de son père. Tout au plus nous permet-il de comprendre que l'enrôlement volontaire du jeune homme n'avait rien eu d'un élan spontané et joyeux. Hugues Britling, au moment de la déclaration de guerre, hésitait entre l'étude des sciences et celle du dessin; et lorsque son père, en le voyant habillé en *khaki*, l'avait complimenté de son généreux « désir » d'être soldat :

— Oh ! quant à en avoir le désir, non pas ! avait-il répondu. Au contraire, j'avais résolu de lâcher définitivement le dessin pour suivre les cours de physique du professeur Cardinal ; et mon seul désir était de m'installer à Cambridge le plus vite possible. Mais il s'agit là d'un travail que tous les Anglais de mon âge sont tenus de faire. C'est comme si l'on avait à se débarrasser d'un cambrioleur, ou d'un chien enragé ! La tâche n'est pas du tout à mon goût : mais il faut bien l'accepter !

Après quoi le jeune volontaire avait accompli de son mieux cette « tâche » nouvelle, mais toujours sans y mettre l'ombre d'enthousiasme. Longtemps il était resté à s'instruire, dans une garnison voisine du village où demeuraient les Britling, de sorte que ceux-ci l'avaient vu, chaque semaine, se mêler à leur vie comme par le passé. Et puis l'heure était venue, pour lui, de s'en aller « au front, » d'où il avait écrit des lettres pleines d'entrain et de belle humeur, mais qui, elles non plus, ne donnaient guère l'idée d'une âme de « héros. » Évidemment le jeune homme continuait à regarder surtout son métier de soldat comme une « tâche » acceptée par devoir, — ou plutôt imposée fatalement, par le danger commun, à tout Anglais valide, sans égard à son rang social ni à ses opinions ou préférences individuelles. Dans la dernière de ces lettres, pourtant, certains passages avaient une chaleur juvénile inaccoutumée.

Figurez-vous, écrivait Hugues Britling, que j'ai quelque chose à vous raconter ! Je viens de prendre part à un combat, un combat pour de bon, et dont je suis sorti sans la moindre égratignure. J'ai même ramené deux prisonniers, capturés de ma main. Des hommes sont tombés tout près de moi ; et je les ai vus tomber presque sans y faire attention. Toute la chose m'a laissé le souvenir d'une « partie » infiniment animée et « excitante, » dans le genre de celles que nous jouions jadis, dans le jardin de notre maison. Sans compter tels détails de ce souvenir qui me font plutôt l'effet de récits lus dans un livre ou dans un journal illustré que d'impressions directement éprouvées.

Depuis l'aube, nous attendions l'ordre de l'assaut, avec une espèce d'émoi pareil celui du candidat qui attend sa comparution devant l'examinateur. Et puis nous voilà sortis de la tranchée ! Cette sortie, voyez-vous, c'est le moment capital. On a comme l'impression d'être tout frais couvé, et lancé tout d'un coup dans un monde immense ! « En avant ! En avant ! » crient les officiers. Et chacun pousse un grognement, et s'élance en avant. Quand on voit des hommes tomber, on n'en court que plus vite. Le seul ennui, ce sont ces fils de fer où les jambes s'empêtrent. Et puis aussi, tout de même, il y a l'espèce de gêne qu'on éprouve d'être à découvert, après s'être si longtemps terré dans les tranchées. Et.

c'est pourquoi l'on court de toutes ses forces, pour retrouver un abri devant soi, dans la tranchée allemande. Et puis, à mesure que l'on en approche, la baïonnette en main, l'on a comme une sensation de soif. Mais nos Allemands de tout à l'heure ne nous ont pas donné l'occasion de nous servir de nos baïonnettes. Ils ont jeté leurs fusils et se sont enfuis; mais nous les avons poursuivis si vite que nous en avons rejoint et pris une poignée dans la seconde tranchée. C'est là que, en y arrivant, j'ai entendu une voix derrière mon dos, et que j'ai trouvé mes deux prisonniers couchés à terre, les bras levés, et murmurant : « Camarades! »

M. Britling vient à peine de lire cette lettre, lorsqu'un télégramme lui annonce la mort du jeune homme, tué par un obus allemand dans sa tranchée ; et, tout de suite, l'impression que ressent l'ancien ami et disciple d'Herbert Spencer se trouve être une certitude, — ou plutôt une perception immédiate et concrète, — de la survivance de l'enfant bien-aimé.

— Je reprendrai mon travail demain! murmura M. Britling : mais cette soirée d'aujourd'hui, je veux te la réserver tout entière. Tu peux bien m'entendre, n'est-ce pas, mon cher Hugues! Tu entends bien ton père,... qui a tant compté sur toi!...

Et depuis lors commence, dans la vie intérieure du héros de M. Wells, un grand travail de relèvement « religieux » et d'édification, pour aboutir à la phrase mémorable que j'ai eu deux fois déjà l'occasion de citer. Le souvenir des dernières semaines de l'existence terrestre de son fils, et le spectacle de l'attitude de son secrétaire Teddy en face des épreuves qu'il est contraint de subir, et la vue directe ou le récit des actes, à la fois simples et sublimes, de milliers d'autres soldats sacrifiant de plein gré ce qu'ils avaient de plus précieux au monde pour faire leur devoir et sauver leur pays, c'est tout cela qui, dorénavant, se charge d'« apprendre Dieu » à M. Britling, — un « Dieu » dont les véritables fonctions ne nous sont pas bien claires, non plus qu'elles ne semblent l'être à M. Britling lui-même ni à son biographe, mais dont la découverte ainsi opérée n'en représente pas moins, à nos yeux, une très touchante et heureuse « conversion » de l'auteur des *Anticipations* et du *Monde affranchi*.

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La glorieuse journée du 24 octobre, devant Verdun, a eu pour pendant la journée, non moins heureuse, du 2 novembre, où, « sous la violence de notre bombardement, et sans attendre l'attaque de notre infanterie, l'ennemi a évacué le fort de Vaux. » Comme, déjà, l'élan héroïque, le bond prodigieux de la semaine précédente nous avait rendu le village et le fort de Douaumont, l'ouvrage et la ferme de Thiaumont, les carrières d'Haudromont, le communiqué officiel du 3 novembre pouvait conclure : « La ceinture des forts extérieurs de Verdun est maintenant rétablie dans son intégrité et solidement tenue par nos troupes. » Ces admirables troupes, dont l'ardeur, loin d'être brisée ou lassée par huit mois de fatigues et d'épreuves surhumaines, n'a fait que s'exalter dans le combat, ne devaient point s'arrêter ni se reposer longtemps. Successivement, nous avons appris, avec une fierté joyeuse, la reprise du village de Vaux, qui nous fait retour après le fort lui-même, et celle du village de Damloup. Non seulement nous voilà revenus au bord de ces Côtes de Meuse, d'où l'on a « des vues » sur la Woëvre, mais, au bas de Damloup, nous avons de nouveau posé le pied dans la plaine, tout près de la route et de la voie ferrée qui, par Étain, se dirigent vers Metz. Répétons-le, avec plus de certitude encore que nous ne l'avons dit la quinzaine passée, et d'après le témoignage le plus autorisé, celui du général qui, de haut, a conduit l'affaire : ainsi, huit mois d'insolence allemande et d'anxiété française sont effacés. Quatre heures ont suffi à défaire l'œuvre pénible, douloureuse et sanglante de huit longs, pleins, interminables mois, sans répit, sans repos, ni jour, ni nuit. Pour Douaumont, Thiaumont, Haudromont, et les bois, nos pertes avaient été « faibles. » Pour le fort de Vaux, elles ont été « nulles. » Du 24 octobre au 1er novembre, nous avions fait, sur le front de Verdun, plus de 6 000 prisonniers. A Damloup, nous avons continué de les

ramasser par centaines. De les ramasser, plutôt que de les faire. Dans les bois et dans les carrières, sous Verdun, depuis le 24 octobre, ç'a été un grouillement d'habits gris sortant de leurs trous devenus des enfers; le franc et pittoresque langage militaire a spontanément, pour peindre ce spectacle, rencontré l'image juste : « ils déboulaient comme des lapins. » Poméraniens, Brandebourgeois, tous ceux dont l'Empereur aime à redire les noms pour fouetter l'amour-propre et redresser la fidélité des provinces qui furent les pépinières de l'armée prussienne, aujourd'hui aussi dévastées, aussi dépeuplées d'hommes, que le sont d'arbres nos forêts de l'Est rasées par leur artillerie lourde, il avait fallu encore les chasser de Douaumont et de ses alentours où la volonté têtue du kronprinz a accroché tant de cadavres. De Vaux, ils se sont chassés tout seuls, avant et de peur qu'on ne les chassât : ils ont déménagé, non comme le dit l'expression populaire, mais au son du canon qui, multiplié, ininterrompu comme il l'est, fait le plus effroyable, énervant, abrutissant et à la fin insupportable fracas. Maintenant, nous leur retournons avec avantage les leçons qu'ils nous ont données ; les élèves ont passé les maîtres.

Pour nous, ici, qui, à défaut de compétence en stratégie ou en tactique, sommes attentifs à recueillir les signes, c'en est un, que le soin extrême avec lequel l'État-major impérial a préparé, dans l'opinion allemande, l'évacuation du fort de Vaux. Il marque de la manière la plus sûre une dépression de l'esprit allemand, non seulement sur le front et aux armées, mais plus encore peut-être, à l'arrière, et dans le peuple, dans le corps entier de la nation; on peut, sans forcer les choses, affirmer hardiment qu'il y a en Allemagne une baisse du thermomètre. La Marne, l'Yser, Verdun, la Somme, — pour ne parler que de l'Occident, — ont fini, au bout de deux ans, par faire brèche dans la foi, dure comme fer, en l'infaillibilité allemande : cette crédulité héréditaire, congénitale, et savamment développée par la *Kultur*, qu'aucun coup semblait ne devoir crever, chancelle ou hésite. L'affaire de Verdun, de ses débuts à son dénouement, montre comme dans un graphique la lente dégradation des ambitions, des intentions ou des prétentions allemandes. On y voit, mois par mois, se dégonfler le ballon allemand, qui est, nous en convenons, un ballon colossal, un *Superzeppelin*, mais dont la baudruche n'est tout de même pas invulnérable. A l'origine, le 21 février, dans la ruée des cinq premiers jours, le kronprinz ne se promettait rien de moins, en s'emparant de Verdun, que de se

frayer un chemin jusqu'au cœur de la France, et de reprendre sur de nouveaux frais la marche *nach Paris*, arrêtée, en septembre 1914, par la fausse manœuvre de Kluck et la manœuvre inspirée de Maunoury. Alors Douaumont et Vaux, forts cuirassés, étaient les principales citadelles de Verdun, qui était, dans tous les discours, toutes les proclamations et tous les radiotélégrammes, pour Guillaume II comme pour l'agence Wolff, « la principale forteresse du principal ennemi. » Mais, dès le sixième jour, le général de Castelnau et le général Pétain arrivaient, rétablissaient bientôt, et peu à peu renversaient la situation. A mesure que le temps s'écoulait, et qu'il devenait de plus en plus évident que Verdun, même étranglé, même mutilé, ne tomberait pas, la place, dans les bulletins fabriqués à Berlin, perdait de son importance. L'attaque de Verdun en venait à n'avoir plus été jamais une offensive, mais seulement, elle aussi, une sorte de défensive préliminaire. Tout ce que l'état-major allemand avait voulu, c'était rendre vaine la menace de Verdun contre Metz, briser la flèche sur l'arc, fermer la porte que la France s'ouvrait de là sur l'Allemagne. Douaumont et Vaux, malgré leurs coupoles d'acier et leurs fondations massives, naguère complaisamment décrites, n'étaient plus que des bicoques ou même des ruines de bicoques ; et il est vrai que ce ne sont aujourd'hui que des ruines, mais elles sont françaises ; c'est toujours un éperon, une crête de terre française au-dessus de la Woëvre, et, par-dessus les maçonneries écroulées, l'effort français, rendu plus puissant par son succès même, aspire toujours vers Metz, qu'on devine derrière l'horizon. Nous le savons, que nous ne reconquerrons pas notre Lorraine avec les pierres effritées de Vaux et de Douaumont ; mais nous savons aussi que, des Côtes de Meuse, rouleront en avalanche, quand il le faudra, des hommes, d'une telle qualité militaire et morale qu'ils rapporteront l'âme de la patrie aux chers pays qui nous furent volés.

On dirait que l'Allemagne cherche sur la Somme une revanche de sa déconfiture de Verdun. En tout cas, elle essaie d'y donner des réactions violentes qu'elle ne donne pas sur la Meuse, probablement parce qu'il lui est, maintenant, impossible de réagir avec vigueur sur deux points à la fois. Mais, en dépit de quelques petites fluctuations inévitables, sa résistance lui profite peu ou ne lui profite pas du tout. L'élastique de sa ligne s'étire et s'amincit de plus en plus. L'encerclement de Chaulnes, au Sud, et du Transloy, au Nord de la rivière, se dessine, comme s'était dessiné l'encerclement de Thiepval et de Combles. Et, dans la Somme aussi, la pêche est abondante.

Cinq cents prisonniers la veille, cinq cents le lendemain, le total monte. Justement on publie la récapitulation des prises que, les Anglais et nous, nous avons faites du 1er juillet au 1er novembre de cette année. En un trimestre, et sur la Somme, l'Allemagne nous a abandonné un corps d'armée et demi, avec ses cadres, et le matériel de toute une armée. Mais il y a, de plus, les morts et les blessés. Il y a, de plus, les désespérés, les découragés. Plus encore que celui des pertes allemandes, ce bilan, si quelque procédé de chimie y pouvait faire apparaître les impondérables qui ne se comptent ni ne s'écrivent, et si la qualité s'y dosait comme la quantité, serait surtout l'aveu de la détente allemande, de la défaillance allemande, avant-coureur, plus ou moins éloigné, mais certain, de la défaite allemande.

Néanmoins, ne nous endormons pas; au contraire, tenons-nous éveillés, et travaillons. L'espèce de relâchement qu'on observe sur le front occidental peut vouloir dire aussi que Hindenburg, — que la Cour, dans les soirées du Schloss et de Potsdam, s'amusait fort, avant la guerre, à faire passer pour un monomane des lacs Masuriques, et qui a toujours tourné vers l'Orient une tête de bélier ou de taureau prêt à foncer, — va d'abord exercer, du côté de l'Orient, contre le front russe ou les fronts roumains, une de ces poussées brutales où il excelle, quitte à ramener ensuite contre le nôtre tout ce qui lui resterait de forces, en jouant des chemins de fer sur les lignes intérieures, seconde partie de son art. En deux mots : écraser d'abord la Russie, nous ensuite ; des deux groupes d'adversaires que l'on a sur les bras, en mettre un à terre, pour mettre l'autre par terre; et, quand le deuxième sera par terre, revenir sur le premier ; c'est si simple, que cela pourrait être génial, si, précisément parce que c'est très simple, cela n'était pas en même temps trop visible. Pour réussir, il y faut la surprise; il y faut, outre l'aveuglement opiniâtre de l'ennemi, le consentement rapide et immédiat de la Fortune. Or, il est admis qu'elle n'aime que les jeunes gens, qui la bousculent; ce qui est une autre façon de dire que de pareils desseins ne réussissent que par surprise. Hindenburg est bien vieux pour la forcer ainsi à lui sourire, et Mackensen, de même : Falkenhayn est plus jeune, mais bien présomptueux ; il a abusé d'elle, et ils se sont déjà quittés. Le fait est que Falkenhayn, repoussé de tous les passages qui conduisent en Moldavie, est ou immobilisé sur les cols des Alpes transylvaines, ou rejeté également à la frontière hongroise. Par le Tomos, au Sud de Prédéal, il n'a pu arriver jusqu'à Sinaïa; par le défilé de Torzburg, plus à l'Ouest, il n'a pu dépasser Dragoslavele ; et, au Sud de la

passe de la Tour-Rouge, malgré une dure bataille soutenue sur la rive gauche de l'Oltu, sa plus grande avance se mesure par vingt ou vingt-cinq kilomètres en territoire roumain, mince progrès, payé fort cher, qui le laisse aux environs de Robechti et de Racovitza, en pleine montagne : les blés et les pétroles, et Craïova, et Bucarest, et Ploechti, sont encore loin. Dans la Dobroudja, après avoir pressé les Russo-Roumains, avec la fougue qui fait le fond de sa manière, comme s'il voulait les enfermer dans l'angle que forme le Danube changeant subitement de direction à Galatz et s'écoulant ou plutôt s'étalant à l'Est vers la mer, Mackensen subit à son tour la pression de Sakharoff, qui n'est assurément pas venu tout seul. Les contingens bulgares qui tiennent son aile gauche près du fleuve ont fléchi les premiers et se sont retirés précipitamment, mais non sans brûler les villages, pour ne pas se gâter la main, jusqu'à Hirsova, puis à Cernavoda ; à présent, c'est l'aile droite qui recule jusqu'à Devenderia, à quarante kilomètres seulement au Nord de Constantza. Décidément, Mackensen marche vite, dans les deux sens, soit en avant, soit en arrière, et, de l'ogre qui doit tout dévorer, il a au moins les bottes de sept lieues. Il est peut-être prudent de se demander si la facilité même avec laquelle il cède du terrain ne cacherait pas quelque ruse, et s'il a, devant Sakharoff, autre chose qu'un écran, sous le couvert duquel il exécuterait, à distance, sa véritable opération. On sait qu'un peu en amont de Routschouk, il a jeté dans une île du Danube, et même, semble-t-il, sur la rive roumaine, des détachemens aventurés dont on ignore du reste le nombre, le sort et le projet. Il bombardait en même temps Giurgevo. Est-ce une feinte ? Est-une amorce ? En ligne droite, Routschouk n'est qu'à une soixantaine de kilomètres de Bucarest, et, une fois le fleuve franchi, il y a, d'une ville à l'autre, une voie ferrée qui ne fait guère de détours. Le plan est beau sur le papier. Mais chaque jour qui passe rend la tentative plus scabreuse, plus périlleuse; et l'on doit penser que, tout en contenant Falkenhayn dans le Nord, en refoulant Mackensen en Dobroudja, les Roumains, puissamment aidés par les Russes, ont, en un coin tenu secret de leurs plaines, sur la rive gauche du Danube, une masse de manœuvre, qui reste l'arme au pied dans l'attente des événemens, mais qui, le cas échéant, ne resterait pas les bras croisés. Contre leur gré, certainement, Hindenburg, Mackensen, Falkenhayn ont commis la pire faute qu'ils pussent commettre; ou, s'ils n'ont pas commis la faute, ils sont victimes de la pire nécessité : ils ont donné du temps au temps; et dans cette guerre, le temps, comme l'espace, est contre la

coalition. L'histoire de la bataille de la Marne, l'histoire d'août et de septembre 1914 se répète : dès lors que la Roumanie n'a pas été écrasée tout de suite, autant qu'il est permis de prévoir, et sauf l'accident foudroyant, il est probable, il devient de plus en plus probable qu'elle ne sera point écrasée.

Cependant, c'est-à-dire pendant ce temps, les Austro-Allemands attaquent rageusement sur le Stochod. Là, les adversaires se tiennent à la gorge, cherchant réciproquement à paralyser leurs mouvemens et à se fixer sur place. En réalité, cette bataille, qui dure et qu'on fait durer, a son objectif hors d'elle-même : elle est comme un rideau baissé derrière lequel on prépare un nouvel acte, on plante un nouveau décor, on rassemble une nouvelle troupe. Il y a des tourbillons et des remous, du flux et du reflux, des gains et des pertes de positions, mais ce n'est que la surface; dans les profondeurs, la guerre glisse vers le Sud. Letchitsky rentre en action dans la région de Dorna-Vatra. Les Russes se piquent d'honneur à suivre l'ennemi où il lui convient de se transporter ; et, puisque Hindenburg a voulu que ce fût en Roumanie, on l'y rejoint. De ce côté, qui était le plus exposé, les affaires de l'Entente vont donc maintenant moins mal qu'on n'aurait pu le craindre ; elles tendent, en somme, à reprendre un cours favorable.

Sur le front italien, comme sur le front anglo-français, elles vont bien. Nos alliés achèvent patiemment de déblayer le Carso. Leur précédente victoire s'est développée en conséquences heureuses, car les 9 000 prisonniers de cette semaine, et tout le butin fait, tous les trophées recueillis, les gros canons de 105, les centaines de mitrailleuses, c'est la suite de la même victoire, mais c'est le gage et le présage de la victoire. Le duc d'Aoste a porté toute sa ligne à l'Est, dans toute sa longueur, depuis le Vippaco jusqu'à l'Adriatique ou du moins jusqu'au massif de l'Hermada. L'armée royale est à vingt kilomètres de Trieste. Mais, plus loin et plus haut, s'ouvre le chemin de Laybach, qui est peut-être encore plus intéressant, et qui n'est peut-être pas plus dur. Il serait fâcheux de retomber, par l'ardeur de la passion et l'emportement de la possession légitime, dans l'erreur qui jeta les Roumains d'abord sur la Transylvanie. La claire intelligence et la volonté froide du commandement italien n'ont pas besoin de cet avertissement. Le peuple du monde le plus politique n'en est pas à apprendre que les clefs des villes ne sont pas toujours et ne se prennent pas toujours dans ces villes mêmes ; qu'au surplus, il ne suffit pas de prendre, il faut pouvoir garder ; et que, dans la cir-

constance, on n'aura pas « racheté » Trieste, tant qu'on n'aura pas abattu l'Autriche, mais qu'on n'aura pas abattu l'Autriche, tant qu'on n'aura pas, d'un commun effort, battu l'Allemagne. Trieste n'est pas autrichienne, elle est allemande : l'Italie sent trop finement et trop fortement pour ne pas le sentir. Ce n'est point sans doute pour échanger des congratulations que le général Cadorna et le général Joffre viennent de se rencontrer en Maurienne.

Nous ne nous donnerons pas le ridicule, aux yeux des Austro-Allemands, de paraître prendre au sérieux leur « libération » de la Pologne. Si les traités parfaits, signés et ratifiés, ne sont pour eux que des « chiffons de papier, » que peut valoir une proclamation, même avec accompagnement de *hoch!* de chants et de cloches sous des bannières déployées, qui n'est qu'une déclaration anticipée de futures dispositions? Ce n'est pas une donation, mais seulement une promesse de donation, semée de clauses résolutoires et vide de toute clause exécutoire. Ou plutôt il y en a une, mais il n'y en a qu'une, et elle est à la charge de la Pologne « libérée. » Rien ne tient, ne se tient, ni ne sera tenu dans ce diplôme. Le royaume « reconstitué » n'a pas de frontières ; son aire territoriale n'est pas tracée ; il ne revêt pas un corps terrestre; il n'a pas de figure géographique. Il n'a pas de roi. L'Allemagne s'était trop hâtée d'annoncer le prince Léopold de Bavière; l'Autriche réclame pour son archiduc Charles-Étienne; il y eut bien autrefois des alliances avec des Wittelsbach, mais récemment encore, la maison de Habsbourg, grande marieuse, — *Tu felix Austria!* — mariait de ses filles à des princes polonais. Il n'a pas de constitution, sans vouloir dire pas de franchises ou de garanties, en disant simplement pas d'organes, pas d'institutions, pas de lois fondamentales, pas de lois, pas de droit. Cette ombre de royaume n'a pas même une ombre de vie; il naît, si c'est là naître, tout enveloppé de l'ombre de la mort.

« L'État autonome sous la forme d'une monarchie héréditaire constitutionnelle, » en tant que substance et consistance, est pour plus tard : pour le moment, il est purement verbal; il n'y a ni autonomie, ni monarchie, ni hérédité, ni constitution, ni forme d'État, ni définition d'État : « la désignation plus exacte des frontières du royaume de Pologne est réservée ; » par suite, il n'y a point d'État. Quant à l'autonomie de cet État qui n'existe pas, « le nouveau royaume trouvera dans ses relations avec les deux Puissances alliées (l'Allemagne et l'Autriche) les garanties nécessaires pour le libre développement de ses forces ; » c'est donc une autonomie enchaînée avant son pre-

mier geste, son premier mot, sa première pensée. Mais on parle sans délai de « ses forces » et il faut l'entendre au sens militaire. « Dans son armée particulière revivront les célèbres faits d'armes des armées polonaises des temps passés, ainsi que le souvenir des braves combattans polonais de la grande guerre actuelle. » Une armée particulière : mais l'armée bavaroise, l'armée saxonne, l'armée wurtembergeoise, sont des armées particulières, aussi, dans l'armée allemande ; ce qui ne les empêche pas d'être des appendices de l'armée prussienne ; ses antennes, devrait-on dire, car c'est elles de préférence qu'elle pousse en avant. L'armée de la Pologne autonome sera comme les armées bavaroise, saxonne ou wurtembergeoise ; comme elles, elle aura l'organisation prussienne, la discipline prussienne, l'armement prussien, le commandement prussien, le serment prussien, le « Suprême Seigneur de guerre » prussien. « L'organisation, l'instruction et le direction de cette armée seront réglées d'un commun accord entre les monarques alliés. » Après quoi elle pourra se vanter d'être l'armée particulière du « royaume de Pologne. » Il serait naïf, et pour le monde entier, y compris ses populations les plus arriérées, il est inutile d'insister. Le royaume et la Pologne elle-même sont pour demain ou après-demain ; ce qui seul est pour tout de suite, c'est l'armée polonaise. Si la Pologne veut vivre, que les Polonais commencent par se faire tuer.

Mais quelle preuve ajoutée aux autres, de « l'usure des effectifs » dans les Empires du Centre ! On entend là-dessous la voix grondeuse de Hindenburg : « Sire, il me faut d'urgence cinq cent mille hommes. Les hommes se prennent, comme l'argent, où il y en a. » Vainement on s'est moqué du droit international, et l'on a renversé du poing ou de l'épaule le fragile édifice, le palais de carton, qu'une humanité chimérique avait cru se construire à La Haye ; pourtant, tout n'y était pas chimère ; ce droit encore à l'état d'ébauche édictait des règles positives, que soi-même on avait consenties, et qui apparaissent moins sûrement dépourvues de sanction, à l'heure où la puissance décline, et où la victoire s'enfuit. Il interdit des enrôlemens forcés qui équivaudraient à des enlèvemens d'esclaves, et qui, déshonorant les armes en la personne de celui qui les porte, violant ce qu'il y a en lui de plus profond, de plus intime et de plus sacré, feraient du soldat à la fois un bétail, une machine, un renégat et un traître. Néanmoins, l'Allemagne, à tout prix, doit trouver des hommes : Hindenburg, pour sauver ce qu'il peut encore sauver, est dans l'obligation de « nourrir son offensive. » On se tirera de la difficulté par une fiction,

une comédie, un tour de passe-passe : on créera, sans le créer, un royaume sans terre et sans roi; en le déliant, on se le liera; par ce moyen, on y recrutera tout à l'aise, puisqu'il sera censé recruter lui-même, puisque ses régimens auront leurs uniformes, leurs étendards, leurs numéros, et que leurs aigles, au lieu d'être noires sur fond jaune, seront blanches sur fond cramoisi. Cela fait, on se frottera les mains et l'on pourra se regarder dans son miroir : ce ne sera qu'une grimace, mais qui fera du moins qu'on ressemble un peu au grand ancêtre.

Et, en effet, par cette grimace au moins, on lui ressemble. « Ces derniers (les monarques alliés), continue la proclamation, désirent ainsi exaucer les aspirations à l'autonomie et au développement du royaume de Pologne, en tenant compte comme il convient des circonstances politiques générales de l'Europe comme de l'intérêt et de la sécurité de leurs propres États. » C'est justement ce que prétendait Frédéric dans les années qui précédèrent 1772. Ugolin des nations, il ne déchirait la Pologne que pour lui conserver une Prusse. Son arrière-petit-neveu est dans la tradition. Il ne reconstitue, en hypothèse, une Pologne que pour conserver sa Pologne. Et naturellement il l'emprunte à autrui. On ne peut, disait une vieille maxime de chancellerie, s'enrichir que de ce qui n'est pas à soi. Une autre disait : A tant faire que de donner ou d'offrir, mieux vaut offrir ce qui ne vous appartient pas. Quand il eut prélevé son bon tiers de l'ancien royaume de Pologne, Frédéric fit graver à Berlin, par Jacques Abraham, une gravure dont la légende portait : *Regno redintegrato*. C'est à peu près de la même manière que Guillaume II « réintègre » le royaume nouveau. Et l'on trouverait d'autres analogies. M. de Bülow a, paraît-il, atténué, dans la dernière édition de son livre, les passages sur la Pologne; mais nous nous rappelons combien, avant cette correction, le ton de haine et de mépris nous en avait choqués; et il n'était question, alors, que de la Pologne prussienne et des Polonais de l'Empire. Si les Polonais de toutes les Polognes, les Polonais en général, n'étaient pas assez édifiés sur les sentimens séculaires et persévérans de la Prusse à leur égard, qu'ils relisent, non les *Mémoires*, compassés et surveillés, de Frédéric II, quoiqu'ils contiennent des phrases bonnes à retenir, comme celles-ci : « Le Roi fondait ses prétentions sur la Pomérellie et sur une partie de la Grande-Pologne située en deçà de la Netze, sur ce que ces provinces, autrefois annexées à la Poméranie, en avaient été démembrées par les Polonais. Il revendiquait la ville d'Elbing en vertu d'une prétention liquide et de l'argent que ses ancêtres avaient avancé sur cette ville à la République.., *Nous ne voulons pas répondre*

de la validité de ces droits, ni de ceux des Russes, encore moins de ceux des Autrichiens. Il fallait des conjonctures singulières pour amener et réunir ces esprits pour ce partage ; » mais que les Polonais relisent le poème, plat et ennuyeux du reste, qui figure dans le recueil officiel des œuvres du grand roi, sous ce titre : *la Guerre des Confédérés*. Ils y verront comme les traite le plus illustre et le plus représentatif des Prussiens :

> Un peuple abject dans la crasse abruti,
> Qui de penser n'eut garde de sa vie...

Ou bien :

> Avec plaisir elle vit la Pologne,
> La même encor qu'à la création,
> Brute, stupide et sans instruction,
> Staroste, juif, serf, palatin ivrogne,
> Tous végétaux qui vivaient sans vergogne...

La politique de l'Empire allemand dans les provinces polonaises démontre que ces sentimens n'ont point changé. Mais pas un Polonais n'est dupe. « La libération de la Pologne, écrivait l'un d'eux, après la première communication de M. de Bethmann-Hollweg au Reichstag, au mois d'avril 1916, peut et doit commencer dans les domaines où, depuis plus de cent ans, le joug austro-prussien pèse sur les Polonais. La Pologne est née au bord du lac de Goplo ; c'est à Kruswica (germanisé en Kruschwitz) que fut la maison natale du premier roi de Pologne ; c'est Gniezno (Gnesen) qui fut sa première capitale ; c'est à Poznan (Posen) que fut ensuite transférée la capitale ; c'est là que reposent les dépouilles sacrées des rois Miecislas et Boleslas ; c'est dans les plaines de Silésie que se trouvent les plus anciens monumens historiques de la Pologne. On semble oublier ces détails non seulement à Berlin, mais même ailleurs, et on croit pouvoir construire une France sans Ile-de-France, créer une Espagne sans Vieille-Castille, élever une nouvelle Italie sans Campagne romaine ; ou ressusciter un homme en lui arrachant les entrailles. » Nous ne saurions mieux dire ni plus énergiquement. Dès le mois d'avril, un Polonais, au nom de la Pologne, avait répondu par avance à la proclamation doublement impériale du mois de novembre la seule chose qu'il y eût à lui répondre ; pour reconstituer, que la Prusse et l'Autriche restituent.

Mais tant de sujets à traiter ou à ébaucher seulement dans un espace inexorablement mesuré nous laissent à peine de quoi faire une allusion indispensable à deux autres événemens ou incidens, qui, en des temps moins extraordinaires, eussent rempli ces douze pages,

toujours égales. Nous le regretterions davantage s'ils étaient à jamais tombés dans le passé, et si nous ne devions plus avoir aucune raison d'y revenir. Ce n'est point le cas; et même il pourrait être prématuré, — certaines surprises des derniers jours l'ont bien fait voir, — d'en discuter ou disserter longuement. L'un de ces incidens est l'échange de notes entre l'Allemagne et la Norvège, à propos de la neutralité norvégienne. On connaît le point de départ de ce litige qui a menacé, un instant, de tourner au conflit. La Norvège, dans l'exercice le plus correct de sa souveraineté, avait décidé d'interdire aux sous-marins belligérans l'accès de ses eaux territoriales. Elle jugeait pouvoir le faire avec d'autant plus de tranquillité que la Suède, sa voisine, lui en avait donné l'exemple, et que l'Allemagne n'en avait pas caché sa satisfaction. Mais vérité en deçà du détroit, erreur au delà. Comme, de la part de la Suède, l'interdiction profitait à l'Allemagne, dont elle mettait les navires marchands à l'abri des sous-marins britanniques, le gouvernement impérial s'est empressé de l'approuver : la même mesure, de la part de la Norvège, quand il lui a paru qu'elle favoriserait au contraire les Alliés, il l'a désapprouvée, réprouvée, a demandé qu'elle fût retirée. Peut-être sa méchante humeur couvrait-elle un mauvais dessein. La flotte allemande, et l'Empereur en tête, a pratiqué couramment, dans les croisières d'été, les fjords norvégiens. Que de nids et quels nids pour les vols de gerfauts de leurs U 29 et de leurs U 60 ! Du fond de ces entailles, avec les complicités qu'ils ont su se ménager partout, ils guetteraient venir les navires chargés et non défendus : le compte de la minuscule Norvège, si elle n'y mettait pas de complaisance, serait vite réglé; et, pour quelqu'un qui ne s'embarrasse pas de scrupules, il n'y avait que des bénéfices possibles à une opération sans risques. L'union des États scandinaves, et notamment l'attitude très nette de la Suède, semble avoir déjoué la combinaison. Avoir devant soi, contre soi, non la Norvège toute seule, mais la Scandinavie, placée comme elle l'est, bouchant au Nord et au Nord-Ouest le ciel allemand, et faisant de la Baltique une mer entièrement hostile, retournait les conditions de l'affaire et découvrait plus de risques que de bénéfices. L'Allemagne, qui pèse et calcule, s'est radoucie; elle s'est, selon son talent, humanisée; et de Berlin à Christiania, on cause poliment. Le texte de la note norvégienne n'a pas encore été rendu public ; on la dit ferme et conciliante, en même temps ; ferme par la doctrine, conciliante dans les termes. La fermeté, vis-à-vis de l'Allemagne, est le chemin de la conciliation.

L'autre événement, sur lequel l'occasion nous sera donnée de

revenir, est l'élection à la Présidence de la République des États-Unis d'Amérique. C'est là que nous avons eu des surprises. Dans leur zèle à nous renseigner, les agences n'ont tenu compte de rien, pas même des différences de longitude ; elles ont supprimé le méridien, et ce sans-gêne astronomique les a conduites à présenter comme définitifs des résultats qui ne pouvaient être encore que partiels et très incomplets. Le mercredi matin, pour toute l'Europe, M. Charles Hughes était élu ; à midi, c'était moins sûr ; le soir, ce ne l'était plus du tout ; le jeudi, M. Woodrow Wilson tenait la corde. Mais les commentaires, les pronostics, les oraisons funèbres, et, si l'on ose ainsi dire, les épithalames, dans l'intervalle, étaient allés leur train : il eût sans doute mieux valu les retenir ou les arrêter. La sagesse veut en conséquence que nous nous bornions à deux ou trois constatations qui ne pourront être démenties. Il est acquis que le Président désigné, — c'est aujourd'hui M. Wilson, — ne sera élu qu'à quelques voix de majorité ; ce qui l'invitera à faire état non pas seulement de l'opinion de ses partisans, mais de celle de ses adversaires. Il est acquis par surcroît, quel que soit l'élu, que ni l'un ni l'autre des candidats, — ni M. Hughes ni M. Wilson, — ne se sont révélés soucieux d'obtenir ouvertement les suffrages progermains : voilà ce qu'il y a eu de plus clair dans une campagne assez confuse. Comme les deux auteurs pour le mauvais ouvrage : plus n'ont voulu l'avoir fait l'un ni l'autre. Telle est maintenant la cote de l'Allemagne ; l'expérience ne sera point perdue. Nous avons parlé de surprises. Ce serait la dernière, mais ce ne serait pas la moindre surprise de cette élection, que M. Wilson réélu fût plus près de M. Hughes candidat que M. Hughes lui-même, s'il eût été élu. Le monde est petit, dit un proverbe, qu'on nous assure américain ; et si les hommes, heureusement, n'y font pas toujours tout ce qu'ils veulent, ils ne veulent pas toujours tout ce qu'ils y font.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

FRAGMENS

D'UN

JOURNAL INTIME[1]

I. — VISIONS DES SOIRÉES TRÈS CHAUDES DE L'ÉTÉ

A différentes époques de ma vie, espacées les unes des autres tantôt par des mois, tantôt par des années, j'ai eu des visions on ne peut plus diverses, mais toujours unies entre elles par cette sorte de lien inexplicable d'être filles des plus chauds et limpides crépuscules d'été, de n'apparaître que les soirs où la Terre s'endort d'une torpeur spéciale après s'être, dans le jour, pâmée sous l'ardent soleil, et de choisir ces heures où l'imprécision nocturne commence de tout envelopper, tandis qu'au ciel du couchant persistent ces bandes nuancées de rouge et d'orangé qui ressemblent aux reflets d'un incendie.

Le mot de vision convient mal, mais les langues humaines n'en ont pas d'autres pour mieux nommer ces choses fantomatiques, plutôt imaginées que vues. Soudainement, avec une commotion qui doit venir du *Grand Mystère d'en dessous*, on se dit : Si pourtant je voyais *apparaître ça*, dans tel coin d'ombre... et on se le dit avec une si particulière intensité que, pendant un instant insaisissable, on voit *ça*, esquissé à la place même où on redoutait de le voir.

De ces visions-là, quelques-unes m'ont très longtemps inquiété en souvenir, et en voici une de ma prime jeunesse, de mes quatorze ans, qui me poursuit encore. J'étais allé passer un de mes jeudis de collégien chez des amis de mes aïeules, un

(1) *Copyright by* Pierre Loti, 1916.

ménage d'octogénaires qui s'était retiré dans une maison de campagne isolée, à deux ou trois kilomètres de ma ville natale. Je les visitais rarement, parce que leur petit domaine était triste, triste, dans une désuétude sans grâce, et ce soir-là je les quittai aussitôt après dîner, ayant reçu la consigne d'être rentré en ville avant la nuit close; je ne comprends d'ailleurs pas comment, dans ma famille où l'on me veillait beaucoup trop comme un petit objet précieux, on avait pu admettre l'idée de ce retour, seul, au crépuscule.

La route traversait d'abord un bois de chênes, nommé le bois de Plantemort, parce que jadis, aux siècles passés, on y faisait, paraît-il, de très mauvaises rencontres. Je m'y engageai du reste sans la plus légère appréhension. C'était une soirée de juillet lumineuse et ardente, succédant à une journée torride; les étés d'aujourd'hui me semblent avoir perdu cette splendeur, que je n'ai plus retrouvée qu'aux colonies. Tout le couchant était tendu d'une bande de feu rouge, qui par le haut se dégradait doucement à la manière des arcs-en-ciel, se fondait en un jaune d'or éclatant et puis en un vert merveilleux. On était grisé par l'odeur des chèvrefeuilles et de mille plantes surchauffées, et dans l'air montait en *crescendo* le concert frémissant des tout petits chanteurs de l'herbe.

A une cinquantaine de mètres en avant de moi, un sentier de dessous bois venait déboucher dans le grand chemin que je suivais... Et soudain, sous l'empire de quelque chose ou de quelqu'un, qui n'était pas moi-même, à ce coin de sentier, j'imaginai un personnage tout à fait imprévu, qui aussitôt se dessina, créé sans doute à mon appel... Son corps sans épaules était comme une sorte de bâton habillé, drapé dans une robe à traîne de couleur neutre. Il avait un peu plus que la taille humaine. Sa tête, énorme et tout en largeur, avec les gros yeux rejetés aux deux bouts, se tenait penchée, me regardant venir d'un air engageant et enjoué, mais fort suspect; c'était, démesurément agrandie, une figure comme en ont les libellules, ou plutôt ces longs insectes étranges qu'on appelle des mantes religieuses. Cela m'attendait, cela souriait, et cela semblait dire : « Je ne me montre pas d'habitude, je réside dans mes cachettes au fond des bois, mais je viens de sortir, comme ça, au crépuscule, pour ne pas manquer l'occasion de te voir passer. »

Une demi-seconde à peine, — et puis, plus rien. Quand

j'arrivai devant cette entrée de sentier sous les chênes, cela n'y était plus, il va sans dire; mais tout de même, je ne continuai ma route qu'en me retournant de temps à autre pour regarder derrière moi.

***

Dans le vieux jardin de la Limoise, les soirs de ces magnifiques étés d'autrefois, plusieurs visions aussi furtives avaient précédé celle-là, vers ma huitième ou dixième année, mais en laissant de moins durables empreintes. Elles apparaissaient surtout quand on restait assis en silence, au crépuscule, sous certain berceau que des jasmins couvraient de mille petits bouquets de fleurs blanches, en saturant l'air de parfum. C'était à l'heure où les premières étoiles s'allumaient dans le ciel ardent, encore d'un rouge de braise, l'heure où l'on commençait, d'une façon plus particulière, à sentir l'enveloppement de ces bois de chênes âgés de plusieurs siècles, qui s'avançaient très près des murs bas et presque croulans de vétusté. On venait d'entendre, dans le lointain de l'air immobile et chaud, le tintement un peu fêlé, doux quand même et pour moi inoubliable, de l'Angélus, sonné au clocher roman du village d'Échillais. Alors, tout au fond du jardin, tout au bout de ses allées droites à la mode ancienne, bordées de buis ou de lavande, passait parfois, très estompé d'imprécision crépusculaire, un bonhomme en redingote noire (comme celle de mon professeur de latin), avec une figure de chauve-souris et de grandes oreilles dressées. Et il m'appelait de la main, par un petit geste discret et confidentiel... Presque toujours, ces visions-là essaient d'appeler, en prenant un air aimable et légèrement espiègle, mais qui ne vous donne quand même aucune envie de venir.

***

Je franchis maintenant beaucoup d'années, pendant lesquelles rien de très frappant ne m'apparut, pour en venir à un été dont je ne sais plus exactement la date, mais qui devait être tout à la fin du siècle dernier. Au fond du grand jardin d'une maison de faubourg, j'étais assis, au beau crépuscule, en compagnie de trois tout petit garçons, d'un an, trois ans et cinq ans. Leur mère, qui était aussi là, tenait sur ses genoux le plus petit, qui ne voulait pas dormir et gardait obstinément

ouverts ses yeux de jolie poupée. Aucun bruit ne nous venait de la ville toute proche et, depuis un instant, nous parlions à peine. Ce soir-là, c'était l'odeur grisante des clématites qui dominait dans l'air; elles couvraient, comme d'une épaisse neige blanche, déjà un peu noyée d'ombre, le toit d'une vieille petite cabane rustique, presque maisonnette à lapins, dont la fenêtre ouverte, non loin de nous, laissait paraître l'intérieur tout noir.

Pauvre petit, aux larges yeux de poupée, qui ne fit qu'une si courte visite aux choses de ce monde! Je l'ai à peine connu la durée d'une saison, car il était né pendant un de mes voyages aux Indes et il fut emporté par une épidémie infantile pendant que j'étais en Chine. Pauvre tout petit, qui regardait fixement, comme hypnotisé, le dedans obscur de la cabane aux clématites! Jamais encore je n'avais tant remarqué son *expression*, et c'est toujours son image de cette fois-là que je retrouve en souvenir, quand je repense à lui. Voyait-il quelque chose, ou bien rien Pensait-il déjà quelque chose, ou bien rien ? Qui dira jamais ce qni s'éveille ou ne s'éveille pas dans ces mystérieuses petites ébauches de têtes humaines? L'un des deux autres, — celui de trois ans, tout chevelu de boucles blondes, — qui avait suivi son regard attentif, s'effara tout à coup devant la minuscule fenêtre : « Il y a une figure, là! » dit-il. Et il répéta plus fort, d'une voix changée par la frayeur, en se jetant contre sa mère : « Si! Il y a une figure. Je te dis qu'il y a une figure! » Machinalement, je regardai aussi. Alors la figure m'apparut soudain, ridée, édentée, cadavérique, vieille femme aux longs cheveux ébouriffés, et, avant de s'effacer, elle prit le temps de cligner de l'œil, pour me faire signe de venir.

Bien entendu, je n'eus même pas l'idée d'entrer dans la cabane pour vérifier, étant d'avance parfaitement sûr de n'y trouver personne. Mais il fallut vite emmener l'enfant, qui avait trop peur pour rester là. Et combien j'aurais été curieux de savoir s'il s'était cru appelé, lui aussi! Cependant je n'osai pas le lui demander, par crainte de préciser et d'agrandir son épouvante.

25 juillet 1914.

Et maintenant voici la dernière de la série macabre, une vision qui diffère très peu des précédentes, si peu que je vais tomber dans des redites en cherchant à la fixer ici ; elle a cepen-

dant de particulier qu'elle dégage une tristesse absolument indicible et inexplicable, tristesse dont je retrouve la trace dès que je me remets à y songer.

La vision, pour m'apparaître entre chien et loup, avait choisi une soirée ou j'étais seul dans ma chambre et seul dans ma maison familiale. Cela se passait sur la fin d'un dimanche de juillet, par un très chaud crépuscule. Fenêtres grandes ouvertes, j'écrivais je ne sais quelles lettres, me hâtant parce que je n'y voyais plus, — et ne voulais pas allumer de lumière par crainte d'appeler les moustiques.

Le dimanche ne manque jamais d'apporter, sur ma maison vide, une aggravation de nostalgique silence, parce que c'est un usage établi de laisser ce jour-là tous les domestiques se promener, et l'on reste sous la garde d'une vieille femme qui se tient en bas, pas trop rassurée d'ailleurs quand la nuit tombe, et n'ayant d'autre mission que de veiller la porte de la rue, pour le cas très improbable où quelqu'un viendrait sonner. Il faut dire aussi, pour l'intelligence de cette puérile petite histoire, que je me suis choisi une chambre tout au fond de la maison, afin d'avoir plus de silence encore ; elle donne sur une cour intérieure, au bout de laquelle est le pavillon de mon fils, et on est là comme dans une chartreuse, isolé même de la tranquille vie ambiante. Pour me tenir compagnie, pendant que j'écrivais mes lettres, longtemps j'avais eu la musique éperdue des martinets en tourbillon dans le ciel d'or, et puis ils étaient allés se coucher, cédant la place aux chauves-souris dont ma maison a toujours été hantée, et qui sont, comme on sait, de rapides petites bêtes en velours, fendant l'air sans jamais le plus léger bruit d'ailes.

Décidément je n'y voyais plus, et je restais là indécis, sentant une tristesse de solitude descendre sur mes épaules et m'envelopper comme un manteau. Avec un sentiment presque pénible, à mesure que le jour baissait, je songeais à tout ce qui *me séparait de la rue*, — une morne petite rue de province pourtant, et désertée sans doute à cette heure pour l'habituelle promenade du dimanche soir, mais tout de même une rue, *où d'autres gens existaient*, où se concentrait le peu de vie d'alentour. J'en étais vraiment loin, séparé par tant d'appartemens inhabités et remplis de trop de souvenirs de chères mortes, enfilade de salons vides, chambres vides, chambres où personne

n'avait plus couché depuis que des aïeules en étaient parties pour le cimetière. Oh! la lugubre chose, quand on s'y appesantit, d'avoir été *le plus jeune* et de rester le dernier de tout un groupe d'êtres qui vous avaient chéri pendant vos premières années... Et puis, ce jour-là, une sourde angoisse, que l'on osait à peine s'avouer à soi-même, oppressait toutes les âmes françaises. Des paroles ambiguës étaient arrivées de Berlin, l'officine des grandes fourberies, où plus que jamais semblaient se tramer d'abominables complots. Évidemment, on se disait : Non, ce n'est pas possible; la guerre est devenue infaisable à force d'horreur; aucun homme au monde, fût-ce même leur Kaiser sinistre, n'oserait déchaîner cela. C'est égal, on traversait une fois de plus une période anxieuse, du fait de l'homme d'Agadir. Et la possibilité d'une telle chose, qui bouleverserait de fond en comble l'humanité, rendait plus profondes mes pensées, avivait pour moi davantage le regret de ces passés relativement calmes et doux, qui imprégnaient encore de leur souvenir la vieille maison.

J'allai m'accouder à ma fenêtre, et là un souffle très chaud du vent d'été m'apporta une odeur exquise, envoyée par certain chèvrefeuille que j'ai toute ma vie connu. Je regardais, en face de moi, le pavillon qui est la demeure de mon fils... Tiens! pourquoi les fenêtres de sa chambre à coucher, — au deuxième étage, au niveau de la mienne, — restaient-elles grandes ouvertes, puisqu'il était en voyage? Quelque oubli des domestiques sans doute; mais cela n'apportait aucune gaieté, au contraire, car, à cette heure bientôt nocturne, l'intérieur de la chambre naturellement était tout noir.

Avec une persistance involontaire, je me rappelai à nouveau toutes ces autres chambres vides, derrière moi, déjà plongées dans la vraie nuit, tandis qu'en avant j'avais ces cours, ces petits jardins, ces petits murs bas aux pierres grises et moussues, tout cela antérieur à mon existence, et si familier à mes premières années! Beaucoup de roses, certes, beaucoup de fleurs partout, et de plantes grimpantes, mais plus personne de vivant nulle part...

Le chèvrefeuille continuait d'embaumer, mais la tristesse d'être seul, dans cette chère maison jadis si doucement peuplée, m'accablait par trop... Et c'est alors que, sans crier gare, instantanément, là-bas, dans le cadre d'une fenêtre de la

chambre de mon fils, se dessina un personnage tout à fait indésirable... Un grand vieux, trop grand, trop chevelu, voûté, horrible, un sourire équivoque découvrant ses dents trop longues... Il se tenait un peu en retrait dans l'ombre, comme n'osant pas affronter ce qui restait de lumière dehors...

Sous mon premier regard, il s'évanouit bien entendu comme une fumée; mais il avait eu le temps de m'appeler du doigt, de me faire signe : « Viens donc! Mais viens donc un peu me trouver! »

II. — LE CHANT DU DÉPART

Le matin du 2 août 1914.

Oui, jusqu'à hier, jusqu'à la dernière minute, on continuait de se le dire : ce n'est pas possible, aucun homme au monde, fût-ce leur Kaiser, n'oserait plus déchaîner l'horreur sans nom d'une guerre moderne; ce n'est pas possible, donc *cela ne sera pas...*

Et il a osé, lui, et *cela est!* Chez ces lugubres atrophiés-là, des hérédités de despotisme sans frein ont tellement détruit tout sentiment de fraternité humaine, qu'ils n'hésitent plus devant un ou deux millions de morts, à jouer sur un coup de dés...

Ce matin, à mon réveil, quelqu'un, avec une brusquerie tragique, est venu me dire : « Ça y est!... Ils ont violé le Luxembourg! » La nouvelle a mis un peu de temps à me pénétrer jusqu'au fond de l'âme, en bousculant toutes les autres conceptions sur son passage... Et maintenant, on vit dans une sorte d'effervescence contenue et silencieuse; on a la mentalité de gens qui seraient avertis d'un cataclysme cosmique, d'une fin de monde, et on l'attend comme une chose inéluctable et immédiate, qui va tout à l'heure éclater aussi sûrement qu'une bombe déjà allumée, tandis que rien encore n'a troublé l'ordre ni le calme ambians.

Le calme, je crois qu'il n'avait jamais été si absolu que ce matin, sur ma petite ville de province toute blanche au soleil d'août. Par mes fenêtres, ouvertes sur les cours enguirlandées de verdure, aucun bruit ne m'arrive, que le chant des hirondelles, qui délirent de joie parce qu'il fait radieusement beau. Et cependant, ici comme partout ailleurs, d'un bout à l'autre de notre France, il doit y avoir affairement, angoisse et

fièvre, dans toutes les maisons, dans toutes les casernes, dans tous les arsenaux. Dans toutes les âmes françaises, un grand tumulte doit bouillonner comme dans la mienne... Alors, c'est si déconcertant, cette tranquillité persistante des choses d'alentour, et ces chants joyeux des petits oiseaux de mes murailles!...

L'après-midi du 2 août.

Mon fils est rentré, à l'appel de la dépêche que je lui avais lancée la veille, prévoyant, sinon la guerre, du moins la mobilisation générale. Pour seulement quelques heures, il est revenu habiter son petit logis, là-bas, en face de ma chambre, — ce pavillon où m'était apparu un soir le futile et ridicule fantôme, mais qui est aujourd'hui si inondé d'incisive lumière. Je le vois passer et repasser devant sa fenêtre, occupé à faire préparer ses tenues de soldat qui dormaient depuis quelques mois, depuis qu'il avait fini son service d'artilleur. Il partira demain pour rejoindre son corps, et puis s'en aller à la plus effroyable des guerres. Je sais cela et je l'admets maintenant avec une soumission stupéfiante; vraiment, les premières minutes de trouble et de révolte une fois passées, on est comme anesthésié devant le fait accompli, on ne se reconnaît plus soi-même.

Les tenues militaires! Dans la lingerie de la maison, les miennes aussi viennent d'être dépliées et prennent le soleil. Je suis allé les revoir, épaulettes, ceinturon, sabre, dorures encore fraîches et éclatantes, que j'ai saluées avec une émotion de fête. Quel prestige, quel magique pouvoir ils gardent encore, ces harnais qui brillent, et qui sont, en somme, un legs des temps plus primitifs où l'on se parait naïvement pour les batailles!

Demain, quand je devrai me remettre en uniforme, sans doute par une journée brûlante comme aujourd'hui, ce sera la tenue coloniale en blanc qu'il me faudra prendre, la tenue, du reste, que j'aimais le plus, celle qui était le plus mêlée aux souvenirs de ma jeunesse errante, celle à qui j'avais dit adieu avec la plus intime tristesse. Je croyais si bien les avoir ensevelies pour jamais, ces vestes de toile, — fabriquées là-bas par les Chinois de la rue Catinat, à Saigon, comme en ont tous les officiers de marine, — ces inusables vestes de toile qui avaient tant connu le soleil des tropiques, et auxquelles je tenais comme à des fétiches. Il semblait que rien n'aurait plus le pouvoir de me les rendre, et cependant voilà, elles sont prêtes, elles

aussi, bien blanches, repassées de frais, et ornées comme jadis de leurs insignes en dorures toutes neuves. Enfantillage, certes, je le reconnais, mais quelle réalisation inespérée d'un rêve, quelle joie et quel rajeunissement de revêtir cela demain, et, ainsi transformé, de me diriger, par les petites rues éblouissantes, sous la lumière du matin d'août, vers notre vieille Préfecture, pour me présenter à l'amiral, comme autrefois au moment de mes grands départs pour la mer! C'est tout un cher passé qui renaîtra, quand je le croyais aboli sans retour...

Elle sera bien peu maritime, cette guerre, probablement; mais puisse-t-elle l'être assez pour que mon tour vienne d'être appelé à servir à bord! Oh! revivre de cette vie qui fut la mienne pendant mes belles années, en revivre peu de temps, sans doute, car les tueries vont marcher effroyablement vite, mais en revivre quelques mois, quelques jours, et, qui sait? trouver peut-être la seule mort qui ne soit pas lugubre et ne fasse pas peur!...

Cette suprême journée d'attente, on voudrait l'employer à des choses graves ou seulement rationnelles, comme par exemple ranger des papiers, ou passer en revue de chers objets de souvenir en leur disant un éventuel adieu, ou plutôt écrire des recommandations, des lettres sérieuses... Mais non, à côté de la grande tourmente qui s'approche, tout paraît également vain, petit, négligeable, et l'esprit ne s'arrête aujourd'hui qu'à des futilités. Même avec mon fils, il me semble que je n'ai rien à dire, rien qui soit digne de rompre notre méditatif silence, et d'ailleurs rien qu'il ne sente et ne sache déjà comme moi. Et les heures se traînent, longues, tranquilles, vides. Comme toutes les après-midi d'été, à cause du soleil, j'ai fermé les persiennes de ma chambre, et aucun bruit ne m'arrive de la petite ville endormie; j'entends seulement bourdonner les abeilles qui, suivant leur habitude, sont entrées chez moi. Et, à la fin, cet excès de calme dans les entours est pénible, il cadre mal, il déroute et il oppresse; on aimerait mieux de l'agitation, des cris, des fusillades.

Donc, demain, redevenir militaire! Autrement dit, faire abstraction de sa personnalité, redevenir un rouage obéissant, en même temps qu'un rouage aveuglément obéi. Et aujourd'hui déjà on n'est plus soi-même, on n'est plus un *être séparé*, on n'est plus *l'être distinct des autres* que l'on était hier, on est une

partie de ce grand tout qui s'appelle la France. On se sent porté à tous les sacrifices, on s'imagine être capable de tous les héroïsmes. Et peu à peu on commence de respirer avec une sorte d'ivresse ce vent d'aventure qui se lève...

Le soir du 2 août.

Sur la fin de cette journée d'engourdissement torride, le ciel devient noir, le tonnerre gronde, et on croirait le prélude des grandes canonnades. De larges gouttes d'eau tombent, et puis hésitent, s'arrêtent comme si les nuages tenaient conseil, perplexes eux aussi, et troublés.

Vers huit heures, quand la nuit est tout à fait venue, je sors pour une promenade avec mon fils, la dernière de longtemps sans doute, puisqu'il doit demain matin quitter la maison au petit jour pour rejoindre son corps. — Hélas! des milliers et des milliers d'autres *fils*, dans toutes les villes et les villages de France, à ces mêmes heures de demain matin, quitteront aussi le toit paternel pour aller à la rencontre des Barbares. Oh! pauvres enfans de France, appelés à la frontière, — happés, pourrait-on dire, — par le hideux Minotaure de Berlin!

Dehors, les rues sont vides; les trottoirs mouillés et luisans reflètent les quelques lumières suspendues. Il fait une chaleur lourde et humide comme à Saigon; de temps à autre, des gouttes larges continuent de tomber du ciel épais. Je ne les avais jamais vues si désertes, ces inchangeables petites rues de mon enfance; mais on y entend une grande clameur, d'abord lointaine et qui se rapproche. Ah! on dirait un cortège qui, de l'autre bout de la ville, s'avance en chantant : des milliers d'hommes, qui vont vite, vite comme des fous, agitant des lanternes au bout de bâtons. Ce sont des matelots pour la plupart, des soldats ou de jeunes conscrits de demain, et ce qu'ils chantent, c'est le *Chant du Départ :* « Par la voix du canon d'alarme, la France appelle ses enfans. »

Ils arrivent près de nous, et maintenant voici qu'ils crient, en dansant en mesure, avec une espèce de rage : « A Berlin! A Berlin! » sur le rythme vulgaire et féroce des « Lampions. » Des femmes suivent, marchent vite elles aussi, courant presque, pour ne pas se laisser distancer, mais elles sont muettes et sans joie : des mères, des sœurs, des fiancées.

A Berlin, nous n'y sommes pas encore, et ce cri est plutôt

pour serrer le cœur. Comme on aimait mieux l'hymne magnifique qu'ils chantaient d'abord... Ah ! voici qu'ils le reprennent : « La victoire, en chantant, nous ouvre la carrière... » et pour un peu, ce soir, ces paroles feraient couler de bonnes larmes... Hélas ! de tous ceux qui chantent et qui dansent sous ce ciel d'orage, de tous ces jeunes, de tous ces enfans de France, quand la guerre sera finie, dans deux mois, dans trois peut-être, quand l'effroyable carnage cessera par épuisement, combien en restera-t-il ayant encore une voix pour chanter, et des jambes pour courir ?

Et songer que c'est un seul homme et un misérable dément, qui a déchaîné tout cela ! Il vit à des centaines de lieues de nous, là-bas à Berlin ; mais à lui est échu, et stupidement échu par héritage, ce pouvoir, dont il était mille fois indigne, de prononcer une parole à répercussion formidable ; une parole qui est venue jusqu'ici soulever le tumulte de ce soir et nous troubler tous au tréfonds de l'âme ! Oh ! quelle condamnation sans appel de cette antique et par trop naïve erreur humaine, qui, au xxe siècle, peut donc persister encore : confier le sort de tout un peuple, avec le droit sans contrôle de déclarer la guerre, confier cela à un seul être, et à un être aveuglément désigné par le hasard de sa naissance, fût-ce même un dégénéré et un fou comme ce Guillaume II, ou comme ce jeune produit plus morbide encore qui espère lui succéder !...

Sur le pauvre cortège de matelots et de soldats qui chantaient à tue-tête pour s'étourdir, voici tout à coup la pluie d'orage qui tombe torrentielle, dispersant les groupes, éteignant les lanternes et les voix. Et nous aussi, il faut rentrer, rentrer et essayer de dormir, — d'autant plus qu'il y aura ce départ, demain matin au petit jour...

Ce départ, c'est la pensée qui revient sans cesse, quoi que l'on fasse pour s'en détourner... Et comment dire ce qui se passe en nous-mêmes, tandis que nous rentrons sous l'ondée ? Comment le définir, ce mélange d'indignation, d'horreur, d'angoisse, — et quand même, sans qu'on ose se l'avouer, de presque joyeuse impatience ?...

PIERRE LOTI.

L'ÉGLISE DE FRANCE

DURANT LA GUERRE

« Le catholicisme survit en France, sinon comme une loi religieuse fidèlement observée par tous, au moins comme un statut social dont bien peu se sont départis. » C'est Waldeck-Rousseau qui tenait ce langage, en 1903, dans un discours au Sénat. Il énonçait ainsi l'exacte vérité ; et ces simples mots rendaient un hommage à ce que représente l'Église de France dans l'atmosphère morale du pays. Quelle que soit la tiédeur de beaucoup de populations, quelque indifférentes que parfois elles puissent être aux conséquences religieuses de leurs votes, un certain nombre de Français écoutent l'Église comme une institutrice de bonne vie, un très grand nombre la convoquent comme une garante de bonne mort.

Et, près de ceux-ci comme de ceux-là, l'Église tout de suite est la bienvenue, lorsque sonne une heure comme celle de la guerre, où la bonne vie doit s'exalter jusqu'à l'héroïsme, où la mort est constamment proche. Dans le double mouvement par lequel les âmes se rapprochent de l'Église, par lequel l'Église se rapproche des âmes, se déchaîne alors une force d'élan qui balaie les malentendus, fait taire les susceptibilités et, pour un instant au moins, rend à la vieille Église un persuasif ascendant. Voilà vingt-huit mois que l'Église de France met cet ascendant au service de la France.

Au surplus, si nous remontons au début de notre histoire, à cette époque où l'épiscopat gallo-romain sut fondre dans un

même creuset, pour en faire la France, la civilisation romaine et l'apport barbare, nous constatons entre l'Église et la nationalité française une sorte de filiation, unique peut-être dans l'histoire des peuples ; et l'on pourrait dire, strictement, qu'il y eut une Église de France avant qu'il n'y eût une France, et que ce fut cette Église qui, du chaos des invasions, dégagea les traits de la France.

Les impulsions d'un lointain passé, la confiance survivante des âmes contemporaines appelaient l'Église de France, en 1914, à prendre conscience, tout de suite, du rôle qu'elle avait à jouer. Elle le joua, simultanément, sur le front et dans le pays. Elle fut prompte aux sacrifices que les lois commandaient ; elle fut toujours alerte, toujours en éveil, pour suivre les suggestions de son patriotisme et de son esprit de charité.

Les autres confessions religieuses ont, elles aussi, — nous tenons à honneur de le dire, — exposé sur les champs de bataille la vie de leurs ministres ; elles ont voulu, elles aussi, offrir aux âmes de leurs fidèles une nourriture spirituelle qui les mît à la hauteur de tous leurs devoirs. L'Église réformée évangélique et l'Église luthérienne de France ont mobilisé comme aumôniers, comme brancardiers, comme combattans, 186 pasteurs sur 490 ; c'est pour elles une douleur et une fierté d'avoir, d'ores et déjà, donné à la France le sang de cinq d'entre eux. Quant à la confession israélite, qui a envoyé aux armées les huit étudians de son séminaire et plus des trois cinquièmes de ses ministres, elle compte déjà, parmi les trente et un rabbins mobilisés, deux tués et un disparu. Lorsque, après la guerre, ces diverses Églises, dressant leur martyrologe, l'illustreront d'épisodes héroïques, des témoins catholiques surgiront pour en glorifier l'éclat.

« C'est notre modèle à tous, » disait du pasteur de Richemont, mortellement blessé comme aumônier d'un régiment colonial, son collègue catholique ; et tous les habitans de Lunéville, sans distinction de croyances, ont admiré, au début de la guerre, la courageuse attitude du pasteur Pannier. Les hommages que rendent volontiers les catholiques à la vaillance de leurs « frères séparés » ne sont pas de purs gestes de courtoisie ; c'est le perpétuel souci de l'Église d'affirmer l'efficacité morale de certaines notions métaphysiques qui lui sont communes avec les autres confessions ; elle n'atténue rien de son *Credo*, mais

tout au contraire elle le confirme, lorsqu'elle constate, avec une allégresse de logicienne, que des âmes qui ont des points d'attache avec l'au-delà trouvent, dans ces points d'attache mêmes, une impulsion pour la vie, et pour la mort aussi. La presse catholique tout entière s'est inclinée avec une déférence émue devant le rabbin Bloch, de Lyon, frappé mortellement à l'instant où il venait de faire à un blessé qui se mourait la plus précieuse aumône spirituelle, en lui tendant un crucifix à baiser.

Parmi l'émulation des générosités et des courages, la prépondérance numérique de la confession catholique assure aux démarches de l'Église de France, à ses leçons, aux exemples qu'elle donne, une répercussion plus vaste, une portée plus décisive. Il convient d'en esquisser en quelques pages l'émouvante histoire.

I

Le dernier jour de juillet 1914 mit la France entière en branle. L'Église, depuis un demi-siècle, gémissait sur la disette des vocations; elle la déplorait comme un « grand péril. » Les effectifs sacerdotaux étaient déjà fort réduits; la mobilisation allait y faire des brèches, que la mort, peut-être, rendrait irréparables. L'Église cependant répondit par un *Fiat voluntas* à l'appel national. Les armées ou les ambulances lui demandaient un tiers à peu près de ses prêtres : elle les donna. Elle se mit à la gêne, comme toutes les organisations du pays. Il y eut aux environs de Reims tel doyenné où il ne restait que le doyen; un prêtre de ce diocèse fut, pendant tout un hiver, chargé à lui seul du soin de neuf paroisses. A Paris, le curé de Sainte Marguerite, pasteur de 100 000 habitans, fut bientôt seul avec deux vicaires, les neuf autres prêtres étant partis. Les sacrifices du diocèse de Paris furent d'ailleurs étrangement lourds : à la date du 15 mars 1916, il devait compter 662 prêtres et séminaristes mobilisés, dont 386 dans la zone des armées; et le chiffre des victimes est à l'heure actuelle de 45 prêtres, dont 40 ont succombé comme combattans et 5 comme aumôniers. Le cardinal Sevin, archevêque de Lyon, appela les laïques à la rescousse, pour qu'ils suppléassent aux apostoliques besognes d'un clergé décimé. On vit les évêques eux-mêmes, dans certaines régions, faire office de curés; il en fut un qui,

chaque dimanche matin, desservait deux paroisses que huit kilomètres séparaient ; un autre s'installait dans un confessionnal de vicaire pour maintenir à proximité d'une population nombreuse le signe du pardon divin. Le sourire longuement attristé, — sourire suprême peut-être, — que jetaient à leurs clochers les prêtres en partance, s'illuminait d'un peu de sécurité confiante lorsqu'ils pouvaient pressentir qu'à l'ombre de ce clocher, pour le service de leurs ouailles, d'autres bonnes volontés se prodigueraient. Et le sourire s'éteignait, à mesure que sur l'horizon le clocher s'atténuait. C'est à leur besogne d'ambulanciers, à leur besogne de soldats, que désormais s'attachait leur pensée. Quelques-uns de leurs aînés, déjà promus à la dignité épiscopale, suivaient, eux aussi, en dépit de leur ceinture violette, l'ordre commun de mobilisation : Mgr Ruch, coadjuteur de Nancy ; Mgr Perros et Mgr Moury, vicaires apostoliques ; et plus tard Mgr Llobet, évêque de Gap.

A nos frontières, des groupes de religieux se présentaient. Une loi, naguère, les avait mis en demeure d'opter entre la jouissance du sol natal et leur idéal d'une vie en commun ; ils avaient préféré leur idéal, ils s'étaient expatriés. Ils rentraient sur l'intimation d'une autre loi, pour servir et, s'il le fallait, mourir. Leurs supérieurs ecclésiastiques les poussaient à « fournir au pays leur part de sacrifice : » c'étaient là les termes exacts de la consigne donnée par Mgr Jarosseau, vicaire apostolique des Gallas, aux Capucins de son vicariat. D'aucuns, libérés par leur âge, revenaient néanmoins : tel ce P. Maingot, oblat de Marie, missionnaire au Natal, qui, ayant dépassé la cinquantaine, s'offrait comme ambulancier, comme interprète, et qui, décoré de la croix de guerre, recevait les félicitations publiques de M. Léon Bourgeois.

Onze novices assomptionnistes, surpris en Luxembourg par l'invasion allemande, s'affublaient de vêtemens civils, gagnaient à pied la Belgique, furtivement, et puis obliquaient vers la frontière française, à destination de leur caserne. « Maintenant la République ne trouvera pas que vous êtes de trop, » leur disait, sur notre sol, le premier maire qui les accueillait. Les Dominicains de la province de France envoyaient aux armées quatre-vingt-deux des leurs, dont quarante-quatre novices : onze déjà ont été tués. Les Jésuites, prenant sur les lois qui les avaient frappés la plus charitable et la plus héroïque des revanches, se

présentaient aux armées, non point seulement au nom de l'obéissance, mais avec un besoin d'offrande, avec un désir d'immolation, qui devait leur coûter, durant les vingt-sept premiers mois de la guerre, cent dix victimes environ.

Les prêtres des plus anciennes classes servaient généralement dans les hôpitaux, dans les ambulances ou dans les trains sanitaires; plus jeunes, en vertu des lois de 1906 et 1913, ils portaient le fusil. Des immunités canoniques existaient, qui libéraient le prêtre du métier des armes; elles étaient moins un privilège que la sanction de l'obligation pesant sur tout ministre de l'Évangile d'être un homme de paix. Mais l'Église accepta, comme une situation de fait, l'abrogation de ces immunités par les lois de l'État, et sans autoriser ses clercs à prendre *volontairement* les armes, parce que, « représentans du Christ sur la terre, ils doivent être, comme lui, des modèles de douceur, » elle les autorisa, — d'une autorisation qui était un geste, — à remplir les devoirs militaires que les lois leur imposaient. Les plus âgés, tendant leurs bras sous le poids des brancards ou leur dos sous le poids des blessés, n'eurent à verser que leur propre sang; les plus jeunes, baïonnette au canon, eurent à verser aussi le sang de l'ennemi. L'Église préférait la destinée des premiers. « Y a-t-il moins de générosité, demandait le cardinal Sevin, à mourir le bras désarmé, sans se défendre, qu'à succomber les armes à la main? » Mais après avoir maintenu que théoriquement l'immunité des clercs est supérieure à toutes les règles humaines, le cardinal disait à ses diocésains : « Il en coûtait aux prêtres, en cet âge où la foi diminue et où ses prescriptions ne sont plus comprises que d'un petit nombre, il leur en coûtait de vous laisser seuls soutenir le poids du combat. Vous les avez jetés dans la mêlée; vous verrez qu'ils y soutiendront dignement l'honneur de l'Église et le drapeau de la France. »

La Pénitencerie maintenait, en principe, que le prêtre qui blesse, que le prêtre qui tue, encourt une « irrégularité » canonique incompatible avec l'administration des sacremens et la célébration de la messe, et qu'après la guerre il devrait recourir à l'autorité compétente pour s'en faire relever. Mais, tant que dureraient les opérations militaires, la Pénitencerie suspendait les effets de cette irrégularité, en permettant au prêtre-soldat de faire office de prêtre. Les consciences sacerdotales étaient dès lors à l'aise, — à l'aise pour se dévouer. « Votre paroisse

aujourd'hui, expliquait aux ecclésiastiques de Reims le cardinal Luçon, c'est le régiment, c'est la tranchée, c'est l'ambulance, c'est le cantonnement, c'est le train sanitaire, c'est le dépôt; aimez-la. Donnez-vous à elle comme à celle que vous avez quittée; sans cesser d'aimer celle-ci, consacrez-vous à faire du bien à celle-là, avec toute votre foi, avec tout votre cœur... Vous y resterez peut-être. Et nos soldats n'y restent-ils pas? Ne convient-il pas que la phalange sacerdotale, elle aussi, donne de son sang pour la patrie? » — « Donnez à vos frères d'armes, insistait de son côté le cardinal Amette, l'exemple d'une constance que rien n'ébranle ni ne lasse. »

On avait, de longues années durant, cherché des méthodes nouvelles, — ou bien anciennes, très anciennes, — pour rétablir le contact entre le prêtre et le peuple; mais l'État, d'avance, sans le vouloir peut-être, avait concerté la plus admirable des méthodes : la mobilisation. « Loin de nous plaindre aujourd'hui de cette violence faite à toutes nos traditions, déclarait le cardinal de Cabrières, nous y voyons une intention providentielle qui mêle plus intimement tous les élémens de la société contemporaine. » La formule : *Le prêtre dans sa sacristie*, et la formule : *Les curés sac au dos*, étaient les fruits du même esprit et s'attardaient sur les mêmes lèvres; mais les hommes proposent et Dieu dispose; entre les deux programmes de vie qui découlent de ces deux mots d'ordre, il y a contradiction. La première formule isolait le prêtre du peuple, mais la seconde, au contraire, l'y replongeait; elle inaugurait, quoi qu'on voulût, suivant les mots d'un prêtre du diocèse de Valence, une « camaraderie très spéciale et très savoureuse entre le prêtre et le peuple. »

A la base de cette camaraderie, il y a de la gaieté : personne autant que le prêtre ne rit du danger; la paix de l'âme fait joyeux visage à la mort. « Nous voilà baptisés, il ne manque plus que la confirmation, » écrit un missionnaire d'Afrique qui vient de faire connaissance avec les marmites. Un vicaire blessé veut revenir au front pour « faire expier aux Boches l'insulte qu'ils ont faite à son bras; » un Jésuite éborgné parle de son « locataire Vise à droite, faisant fonction d'œil droit, tombé au champ d'honneur, » et s'écrie avec entrain : « J'ai fait les choses gaillardement, en Jésuite. »

A la longue, et parfois tout de suite, ces prêtres qui se

battent prennent goût au métier nouveau. « Je ne donnerais pas ma place pour tout au monde, » note un curé du diocèse de Nevers, qui a le grade de sergent. Tel autre demande des prières « pour qu'une âme guerrière se forme » en lui. « Le général de brigade me trouve le plus poilu de tous les poilus, » raconte fièrement un lieutenant Jésuite. On a vu des prêtres, au dépôt, devancer leur tour de départ, afin de remplacer des pères de familles nombreuses ; on en a vu, sur le front, s'offrir pour des missions périlleuses, aux lieu et place des soldats commandés ; l'attrait du joyeux sacrifice prend ici la saveur d'un acte de charité.

D'aucuns, à vrai dire, sont déconcertés tout d'abord par cette vie nouvelle, et par le langage, et par les allures des camarades : tel ce Père Eudiste, maréchal des logis d'artillerie, qui nous confesse en toute franchise :

Tout fraichement débarqué de Colombie, les apparences me choquèrent quelque peu. Là-bas, le paysan a par atavisme et par éducation un langage foncièrement chrétien... J'étais bien exposé à prendre trop au sérieux des paroles qui pouvaient me sembler des reliefs d'opinions anticléricales, antipatriotiques et autres. Je n'ai pas tardé à m'apercevoir que mes braves servans valaient infiniment mieux que leurs paroles. Même remarque au point de vue religieux : un peu d'observation attentive, et sous les boutades et les critiques se découvre le chrétien.

Mais lorsque la proximité du peuple a fait ainsi découvrir au prêtre ce christianisme subconscient qui survit au fond de l'âme française, et qui, lors même qu'il n'éclaire plus les intelligences, suscite encore les sacrifices, alors la tranchée se révèle soudainement aux plus timides des prêtres comme un champ d'action ; et leur temps de service, suivant l'expression du cardinal de Cabrières, leur apparaît comme « un temps de mission. » « Mourir après avoir ouvert le ciel à une âme, dit l'un d'eux, c'est la mort que nous rêvons tous, si Dieu nous appelle. » Le rêve s'accomplit, pour le Jésuite Pierre de Daran, avec une plénitude inespérée : ayant quitté sa mission de Madagascar pour être attaché comme adjudant à un régiment colonial, il se trouva sur *la Provence* au moment où elle coulait : restant jusqu'au bout sur le vaisseau qui périssait, il aida tous ses camarades à mourir, et puis il mourut. Le bien des âmes ramène certains prêtres au front avant que leur permission ne soit expirée. « Pourquoi suis-je prêtre ? écrit l'un d'entre eux,

Est-ce que jamais je trouverai une occasion de faire du bien comme celle que j'ai? Songez que j'ai vu toute ma compagnie à genoux pour recevoir l'absolution avant l'attaque. »

De Gironde, Jésuite, ordonné prêtre le 2 août 1914, et parti le soir même pour les armées, n'obsède ses chefs que pour retourner sans cesse à la ligne de feu : « Raison de mes démarches, écrit-il : l'exemple à donner par un prêtre. » Il sait que l'exemple qu'il donnera aura une répercussion sur les consciences, et que certains jugeront du Christ d'après la conduite que tiendra son serviteur de Gironde. Et qu'il s'agisse d'aller au milieu des balles, près des tranchées de première ligne, panser les camarades blessés, de les charger sur son dos, pour les ramener à l'arrière, ou bien de s'offrir comme patrouilleur pour explorer un bois où peut-être les Allemands sont encore terrés, on sent en lui l'acceptation tranquille, et presque familière, d'une mort qu'il sait être certaine. « Vous allez faire un gradé épatant, » lui dit un jour un capitaine. Et le caporal de Gironde répond d'une voix douce : « Oh! je serai tué! » Effectivement, devenu officier, il meurt à Ypres, assistant un blessé. Son action sur les hommes tenait du prodige : « Ah! de Gironde, disaient-ils, c'est plus qu'un homme, c'est un héros. Jamais on ne saura ce qu'il a fait pour nous. »

Est-ce le subit essor d'une âme guerrière, est-ce le désir de montrer aux hommes le courage d'une âme chrétienne, qui pousse le Lazariste Barbet, caporal brancardier, — « le curé du 4e zouaves, » comme on l'appelait, — à s'élancer à l'assaut d'une tranchée, sans autre arme que son crucifix, et à rallier ainsi les combattans qui fléchissaient? Un Jésuite, le lieutenant Rivet, professeur à l'Université grégorienne de Rome, stimule ses troupes, au début de l'attaque qui lui coûtera la vie, en leur disant : « Mes enfans, il faut que demain matin je dise ma messe à Douai. » Et ses légionnaires le suivent à l'escalade de la redoute allemande, comme, quelques jours plus tôt, ils entouraient son confessionnal improvisé. « De cette confession et de ce confesseur, écrit un légionnaire, je me souviendrai toute la vie. Quelle douceur, quelle admirable manière de comprendre la vie humaine! » Son geste de pardon, qui faisait courber les fronts, son geste d'entraînement, qui mobilise les courages, sont pareillement admirés, pareillement aimés, comme deux gestes jumeaux.

D'avance, le prêtre accepte la mort, en demandant que son sacrifice soit efficace pour les autres, pour ceux qui resteront. « Notre âme, écrivait, peu de temps avant d'être tué, le jeune frère Ambroise Soudé, Dominicain, sera seule au monde à connaître le ravin où nous aurons roulé. Mais qu'importe si notre âme, emportant avec soi devant Dieu l'idéal très pur de la France, obtient le pardon des Français! » L'abbé Perreyve voulait que les prêtres concertassent leur mort comme si elle était leur dernière messe, — une messe dans laquelle eux-mêmes s'offriraient, après avoir, au jour le jour, durant toute leur vie sacerdotale, offert le Christ. « Hier soir, écrit le jeune frère Lacour, Mariste, tué comme aspirant, l'invocation : « Cœur de Jésus, obéissant jusqu'à la mort, » me faisait penser, très instinctivement, à notre vie à nous. Ce sera notre consigne, notre devoir, il nous faudra être obéissant jusqu'à la mort. » L'esprit sacerdotal, s'élevant à de telles altitudes, salue la mort comme une sorte de parachèvement de cette ressemblance avec le Christ, à laquelle le prêtre aspire... Et c'est ainsi que des profondeurs mêmes de la pensée mystique a surgi tout d'un coup, sur notre sol de France, le prêtre soldat.

Un des organes étrangers qui, depuis deux ans, ont le mieux mérité de la France et de la vraie civilisation chrétienne, — le *Journal de Genève*, — publiait, dès le début de 1915, une étude de M. Samuel Rocheblave sur ce nouveau type de héros. « L'histoire nationale, y lisait-on, consacrera ce type, elle l'immortalisera. Quels cadres l'Église catholique de France ne fournit-elle pas aux armées de la République, et quels hommes! Comme un blessé me le disait hier : Pour le courage, il n'y a rien de tel que les curés. On dirait qu'ils ont le *Diable* au corps! »

Le diable au corps, et Dieu dans le cœur : que faut-il de plus, pour un constant tête-à-tête avec la mort?

II

Lorsqu'on porte la mort en même temps qu'on l'affronte, le péril grise, parfois, plus qu'il n'effraie ; et peut-être faut-il un surcroît d'énergie pour s'exposer au danger, passivement, dans la besogne de brancardier. Mais pour exceller en cette besogne, le sacerdoce chrétien n'a qu'à se souvenir qu'une parabole évangélique a flétri pour les siècles des siècles ce prêtre de

l'ancienne loi qui, voyant un blessé sur le bord d'une route, passa son chemin, et que la compassion du bon laïque de Samarie fut proposée par le Christ comme un exemple. C'est sous la grêle des projectiles que les Samaritains du xxe siècle doivent chercher et soigner la détresse gémissante des blessés.

Ils y vont de bon cœur. « Toutes mes affaires sont en règle, écrivait le P. Gouy, Mariste, tué il y a quelques semaines, — mes affaires matérielles comme mes affaires de conscience. Maintenant, en avant! Que pourrais-je craindre? » Il transporte un lieutenant blessé : une balle le terrasse. A lui et à ses pareils, les obus semblent dire : « Fuis, ou tu vas mourir. » Halte là! riposte Mgr Lobbedey, évêque d'Arras, qui s'y connaît en héroïsme, votre conscience vous dit : « Reste, même s'il faut mourir! » et les lignes dans lesquelles il glorifie les malheureux mutilés du champ de bataille comme des « images plus frappantes du Christ, » et leurs plaies comme étant ses plaies, et leur douleur comme étant sa douleur, invoquent pour ces mutilations, pour ces plaies et pour cette douleur, toute la tendresse des prêtres, moins encore au nom de leurs devoirs d'infirmiers qu'au nom de leur conscience sacerdotale.

Les hôpitaux de l'arrière, disséminés à travers le pays, réservent aux prêtres infirmiers de moins consolantes besognes. Souvent le « cafard » y règne, compagnon morose des blessures qui se traînent ou des convalescences qui s'attardent. C'est une maladie contagieuse que le « cafard : » elle se guérit soudainement, — comme elle est venue, — par quelques bonnes plaisanteries, parmi lesquelles, parfois, un prêtre ingénieux aspire à « jeter une note surnaturelle. » Mais comme on est loin du front, loin du péril, la note surnaturelle est plus exposée à tomber dans le vide; et c'est une grande épreuve pour l'infortuné prêtre du service auxiliaire, — homme de peine, en définitive, plutôt qu'infirmier, — qui doit laisser à ses confrères du front la possibilité de devenir des héros et n'avoir, lui, d'autre héroïsme que celui de pardonner aux langues iniques, toujours prêtes à le qualifier d' « embusqué. » Il y a des heures très dures, où, dans le désœuvrement de l'hôpital ou de la section d'infirmiers, le prêtre se demande ce qu'il fait comme prêtre, et ce qu'il fait comme infirmier. Il s'évade pourtant, Dieu aidant, de ces pénibles malaises, si j'en crois l'attachant volume que vient de publier un infirmier du

Havre, M. l'abbé Lenfant, sous le titre : *Notes d'un prêtre mobilisé*. Les prêtres qui s'ennuient dans les hôpitaux de l'arrière trouveront dans l'exemple de ce confrère d'excellentes méthodes pour cesser de s'ennuyer et recommencer d'être utiles.

Je sais d'ailleurs que, si fécondes soient-elles, ils continueront d'envier les privilégiés qui purent, à la faveur de leur âge et des circonstances, se faire enrôler dans l'aumônerie militaire par le comte Albert de Mun et M. Geoffroy de Grandmaison. Être au front, courir tous les risques, les chercher même pour trouver les âmes, et dans ce cadre tumultueux voir se multiplier avec une richesse inouïe, sans cesse renaissante, les occasions d'agir en prêtre, se mettre à quatre pattes s'il le faut, pour aller confesser là-bas, dans la plaine ensanglantée, le blessé qui se meurt, voilà le partage de l'aumônier.

Frédéric Bouvier, Jésuite, connu du monde savant pour l'organisation des Semaines internationales d'ethnologie religieuse, est tué à Vermandovillers en assistant des blessés; Albert Perrot, Jésuite, arrive de Chine, au moment de la mobilisation, pour secourir sur les champs de bataille les âmes de France, et mourir lui-même parmi tant de mourans; Yves Marie Gauthier, Jésuite, aumônier militaire, décoré, cité quatre fois à l'ordre, brave un tir de barrage à Fleury sous Verdun et y succombe; le philologue Roiron, Jésuite encore, s'expose au même péril à Saint-Hilaire-le-Grand, et recueille la mort; Frank de Contagnet, Jésuite, revenu de Césarée en Cappadoce pour être l'un des aumôniers de notre expédition d'Orient, est tué à Gallipoli, à l'attaque des tranchées. Ne croyons pas que dans l'attaque l'aumônier joue forcément un rôle passif, et qu'il soit simplement un spectateur qui bénit : son geste d'absolution, qui renouvelle la vie au fond des âmes, excite à braver la mort. Témoin cette admirable citation, du 7 mars 1916, qui commémore tout ensemble l'impulsion donnée par un prêtre et l'un de nos plus brillans succès de l'Argonne :

Le régiment, sous les ordres de son vaillant chef le colonel Macker, a marché à l'attaque comme à la manœuvre, malgré le feu violent de l'artillerie ennemie. Les vagues successives se sont inclinées devant le représentant de Dieu, l'aumônier divisionnaire de Chabrol, dont la main dessinait, sous la mitraille, le signe de la rédemption et de la victoire. Le Bois des Corbeaux a été enlevé d'un merveilleux élan.

Je connaissais et j'aimais cet abbé de Chabrol, qui pour

l'Église avait fui le monde, qui pour le service paroissial avait fui le mirage flatteur des prélatures romaines; il se dévouait, corps et âme, aux humbles populations de l'Auvergne, trouvant dans l'élévation de son rang et dans sa dignité de prêtre deux raisons décisives de se faire leur serviteur. Il partit comme aumônier dès le début de la guerre. Il vit les boucheries de Lorraine, et celles de la Somme, et celles de la Belgique; il fut cinq mois sans coucher dans un lit, plus d'un mois à coucher dans l'herbe, mais cette vie-là lui paraissait « bien attachante; car on assiste, écrivait-il, à des retours admirables. » Il n'était pas encore content de lui, pourtant... « Je voudrais rendre plus de services à mes hommes, je voudrais surtout faire aimer le bon Dieu davantage, mais pour une œuvre pareille il faudrait être un saint, et je suis loin de l'être. » C'est le propre de la sainteté de s'ignorer; elle n'existe qu'en s'accusant de ce qui la limite, et ne peut se complaire qu'en Dieu, vers qui la mort la fait monter... Trois citations, et la décoration de la Légion d'honneur, furent pour l'abbé de Chabrol des étapes de gloire, — d'une gloire pour lui trop humaine, et finalement il trouva la mort, qu'il ne cherchait ni ne fuyait.

Entre deux offensives, entre deux menaces de mort, l'aumônier, dans les cantonnemens de l'arrière, connaît parfois d'intimes joies sacerdotales. Je n'en ai trouvé nulle part un écho plus splendide que dans une page où l'abbé Thellier de Poncheville raconte la visite qu'il fit un jour à une compagnie de génie qui depuis trois mois n'avait pas vu de prêtre.

Les sapeurs rient à pleine gorge au seuil d'un logis qui s'intitule Les Increvables... J'entre dans une ancienne écurie de mulets transformée en salle à manger; l'âne de Bethléem se retrouverait ici dans son étable. Mes penitens, groupés à l'extérieur, s'approchent de moi l'un après l'autre. « Ou c'est que ça se tient? » me crie l'un d'eux en entrant. Je les guide par la main jusqu'au milieu de la pièce, où nous pouvons nous redresser tant bien que mal sous les chemises qui sèchent, pendues au fil de fer du plafond. La séance du confessionnal est terminée. La porte s'ouvre toute grande cette fois; une douzaine de soldats s'avancent. Nous retrouvons l'émotion des premiers chrétiens lorsqu'ils se retiraient dans leurs cachettes souterraines pour la fraction du pain. La porte est close. Dehors, les camarades jouent aux cartes dans leurs cagnas. Sur la table encore graisseuse, où ils ont mangé tantôt, une toile de tente se déplie, propre comme une nappe. Le souvenir d'Emmaüs s'évoque de lui-même à notre pensée. « Entrez dans notre pauvre abri, Seigneur, et restez avec nous, car il fait sombre sur la route où sont engagés nos pas. » La terre est trop humide

pour que nos genoux s'inclinent. Le Maître acceptera que ses disciples le reçoivent debout. Sur mon petit corporal, je dépose la custode. En silence nous adorons. J'invite les communians à s'asseoir sur les bancs de bois plantés de chaque côté. Immobiles, la figure toute grave, les bras croisés, le regard tendu vers le trésor divin, ils m'écoutent. Je leur parle de Notre Seigneur, je parle d'eux à Notre Seigneur. Ils redisent lentement mes invocations. Un nouveau silence : chacun prie à sa manière. Puis je leur distribue mes hosties, allant de l'un à l'autre, autour de la table, ainsi que Jésus dut le faire à la Cène. Ému autant qu'eux-mêmes, je respecte le recueillement profond des visages et des âmes. Peu après, des mots me reviennent aux lèvres, une prière à haute voix qui exprime les pensées de tous. Nous confions à Dieu nos vies, nos familles, nos camarades, la France. Au dehors, de jolies étoiles semblent briller d'allégresse.

Et l'allégresse de l'aumônier répondait à celle des étoiles.

III

Dans les ambulances de la zone des armées, comme dans celles de l'arrière, le dévouement des religieuses se prodiguait. L'atroce bombardement d'Arras coûtait la vie à plusieurs d'entre elles : on les voyait cacher leurs blessés dans les caves et s'en retourner dans les salles éventrées, pour transporter encore les patiens qui restaient. A Saint-Dié, à Pont-à-Mousson, les sœurs de Saint-Charles de Nancy semblaient trop attentives aux plaintes de leurs malades, pour se laisser troubler par la musique des obus, qui cependant ne chômait point. A Gerbeviller, d'où s'étaient éloignés tous les civils, elles restaient « sous un feu incessant et meurtrier, » avec un millier d'hospitalisés, aidant quelques-uns à mourir et beaucoup à survivre. Tout flambait dans Gerbeviller; et, dans l'immense incendie, sœur Julie avait deux soucis : le tabernacle et ses blessés. « Vous n'avez pas le droit de mettre le feu, » dit-elle à l'officier allemand en lui montrant le pavillon de la Croix-Rouge; le simple acte de cette religieuse préserva des flammes les cinq ou six maisons voisines, et ses blessés furent sauvés. Mais là-bas, dans l'église qui brûlait, le Dieu du tabernacle était, lui aussi, un blessé; la coupe et le couvercle du ciboire étaient traversés par les balles. Sœur Julie courut à l'autel, prit les hosties, communia. Elle devenait le ciboire de toutes ces hosties, et dans une seconde d'amour elle réparait l'offense faite à Dieu par les soldats sacrilèges de la catholique Bavière. Sœur Marie de la Flagellation,

à l'hospice d'Harbonnières, sut, au péril de sa vie, dérober à la vue des Allemands les soldats français qui lui étaient confiés, et les fusils de ces soldats : « Nous croyions notre dernière heure arrivée, raconte-t-elle, on priait, on invoquait tous les saints, on installait dans la cour les femmes les plus vieilles pour qu'en entrant les Allemands vissent les vieillards. » Ayant ainsi mobilisé les vieilles femmes pour servir de paravent et tous les saints de sa connaissance pour servir de paratonnerre, sœur Marie de la Flagellation constata que les Allemands avaient des yeux pour ne point voir, et sut, tout proche d'eux, mettre en sûreté les blessés mêmes qu'ils cherchaient. Sœur Ignace, religieuse du Très Saint Sauveur, se réjouissait, en Alsacienne fidèle, de soigner sur terre d'Alsace reconquise, dans son ambulance de Moosch, des blessés français; elle était « un drapeau autour duquel nous nous serrions tous, » écrit d'elle son médecin-chef. Un jour, un obus passa, qui renversa le drapeau; mais je ne crois pas que sœur Ignace rêvât après le ciel quelque chose de plus beau qu'un acte de décès rédigé en français par les autorités françaises d'une commune d'Alsace.

Il n'y avait à Clermont-en-Argonne, à la fin d'août 1914, d'autre maison habitée que l'hospice : sœur Gabrielle, des Filles de la Charité, y soignait avec ses Sœurs 42 vieillards, et un petit blessé français qu'elle cachait. L'armée du *Kronprinz* survint avec des blessés allemands : « Nous serons leurs infirmières, dit sœur Gabrielle, mais respectez la ville. » On le lui promit, et néanmoins les flammes s'élevèrent. Alors sœur Gabrielle, agissant comme l'unique autorité du village abandonné, interpella le colonel : « La parole d'un officier allemand, lui dit-elle, ne vaut pas, décidément, celle d'un officier français. » Et l'Allemand ainsi flagellé mobilisa ses sapeurs pour combattre l'œuvre de ses porteurs de grenades : le feu se ralentit, s'éteignit. En une autre circonstance, sœur Gabrielle sauva la vie à vingt-cinq blessés français, prisonniers. Et puis l'Allemand dut reculer, et pendant de longs mois Clermont-en-Argonne, visité de temps à autre par quelques obus, fut pour nos troupes un grand centre d'hospitalisation.

Mais au début de février 1916, les obus s'acharnèrent : ils visaient Clermont pour gêner le ravitaillement de Verdun. Et sœur Gabrielle dut en quelques heures évacuer tout l'hôpital, ne laissant que sept morts et deux mourans; les civils aussi

partirent. Quant à sœur Gabrielle et ses deux compagnes, on les fit rester, pour garantir au jour le jour les tout premiers soins aux victimes militaires, — parfois six cents par jour, — qu'allait faire le bombardement de la région. Elles restèrent, très heureuses, remerciant Dieu de les avoir envoyées dans cette Argonne où elles avaient une si « belle part. » Vers le milieu de mars, c'est à Froidos, à sept kilomètres en arrière, qu'on les transporta, sans que d'ailleurs elles oubliassent Clermont, où l'une d'elles, à tour de rôle, était toujours de garde.

A Froidos comme à Clermont, les obus tombaient. « Nous sommes tellement habituées au canon, déclarait sœur Gabrielle, que nous sommes aussi tranquilles, ici, que les opulens bourgeois d'Orléans ou de Tarascon. » Une fois cependant, elle eut, pour un instant, la « frousse; » et elle l'avouait; mais tout de suite elle s'expliquait : « Je dois vous dire que cette bonne femme et moi ne sympathisions pas du tout. Une fois n'est pas coutume, j'ai donc eu la frousse. Pourquoi? Ma jambe gauche me forçait au repos. Les blessés à qui nos sœurs en parlent offrent, qui ses souffrances, qui sa nuit sans sommeil, pour que ce ne soit rien. » Et de fait, les sacrifices des poilus furent pour eux l'occasion d'une nouvelle victoire; la phlébite redoutée s'éloigna.

A certaines heures, dans ce cadre dénudé de Froidos, elle songeait à la Maison mère, à la chapelle éblouissante de lumières et de fleurs, de chants et de prières. « Quel contraste douloureux avec la pauvre église de Froidos, murs décrépits, vitraux brisés, voûte en ruines et les deux bougies de notre pauvre autel, insuffisantes pour nous permettre de suivre l'office du jour... Des chants... point, sinon le gazouillis des hirondelles qui nichent dans les crevasses des murs et la grosse voix du canon qui tonne toujours. Comme il n'est pas dans mon tempérament d'être morose, je me hâte de mettre un point lumineux dans ce coin sombre : les bancs, un peu vides d'ordinaire, sont remplis aujourd'hui par nos bons poilus. »

Un jour d'avril 1916, le médecin-chef vint dire à sœur Gabrielle que la Croix de guerre lui serait remise le lendemain. « Qu'auriez-vous fait à ma place? écrivait-elle à la Supérieure générale. Vous vous seriez inclinée en disant : Merci, monsieur le médecin-chef. C'est ce que j'ai fait avec la tête de mon blessé endormi dans les mains; et, tandis que le pauvre petit resti-

tuait copieusement le chloroforme aspiré, nos majors m'adressaient les félicitations d'usage et je continuais à rouler mon pansement. » La croix fut remise, en grande pompe, précédant de quelques mois le ruban rouge, et sœur Gabrielle, s'adressant derechef à la Mère générale, lui disait : « Voilà, ma Très Honorée Mère, votre pauvre fille avec la Croix sur les épaules et sur la poitrine, au côté et dans la poche ! La croix partout ! Il y en a de plus lourdes que d'autres, et avec la grâce de Dieu, le concours de mes excellentes compagnes et vos bonnes prières, j'essaie de les porter le moins mal possible. Si notre Père Duthoit eût été là, il n'eût pas manqué de me dire : C'est de la terre, tout cela, mais pour la communauté je suis bien content. » Monsieur Vincent eût aimé ces lignes, et cette façon d'accepter avec le même état d'esprit les fatigues et les honneurs, les périls et les pompes, et de trouver parfois les honneurs plus onéreux que les fatigues, et de penser peut-être à part soi, dans le secret de la méditation, que l'attrait des pompes pourrait devenir un plus grand péril que ne l'était la menace des obus.

IV

Citations, croix de guerre, médailles militaires, décorations de la Légion d'honneur, ratifiaient au jour le jour l'héroïsme des prêtres et parfois des religieuses. A l'heure actuelle, le diocèse de Paris compte cinquante-neuf prêtres ou séminaristes titulaires de la croix de guerre, et cinq prêtres décorés, au titre militaire, de la Légion d'honneur. Ceux-là mêmes qui, en tant qu'aumôniers, n'avaient qu'une besogne toute spirituelle, participaient à ces distinctions. L'autorité militaire témoignait ainsi qu'elle considère comme d'efficaces collaborateurs les ministres du culte, qui, sur le front des armées, en pacifiant les consciences, leur enseignent à regarder la mort.

Il y eut d'autres prêtres — ils furent nombreux — que l'hostilité de l'ennemi, et les traitemens qui s'ensuivirent, couvrirent d'une autre gloire, étrangement douloureuse. Les Allemands en veulent aux prêtres, disait un instituteur belge au curé d'Esternay ; et lorsqu'il fut à quatre reprises collé au mur pour être fusillé, lorsqu'il fut mis en tête d'une colonne de marche, face à face avec les balles françaises, lorsque le pain, lorsque l'eau lui furent refusés, le curé d'Esternay vérifia doulou-

reusement l'exactitude du propos. « Nous en avons assez, des prêtres français, disaient en Picardie des officiers allemands ; mettez-vous dans le rang. » Et le curé d'Estrées-Deniécourt, le curé de Soyécourt, étaient emmenés sur le front des colonnes, et devaient marcher. Dans le rang aussi, à travers tout un quartier de Saint-Dié, on fit marcher Mgr Foucault, évêque de cette ville, et deux prêtres qui l'accompagnaient, tandis qu'à proximité, l'incendie s'allumait. Cet évêque voulait garder contact avec ses concitoyens menacés ; les troupes allemandes, entre eux et lui, s'essayaient à dresser un mur. Le curé de Saint-Martin, de Laon, passait un mois à la citadelle pour n'avoir pas voilé l'expression de ses espérances patriotiques, et puis on l'emmenait en Allemagne, prisonnier. Pour le curé du Catelet, c'étaient les insultes, les soufflets, les menottes, l'outrageante promenade où sans cesse l'assaillaient les menaces de mort, l'interminable exhibition sous les regards d'une armée qui défilait en le bafouant : ainsi vengeait-on quelques coups de feu tirés par des soldats anglais. Deux chiens, à Guny, avaient aboyé contre les Allemands : le curé et un jeune séminariste devaient s'en aller au camp de Zerbst, pour expier cette discourtoisie. Le doyen de Nesle était arrêté, conduit dans un faubourg où les balles pleuvaient, et puis expédié en Allemagne dans un wagon de marchandises en guise de châtiment pour l'inoffensive ascension de quatre Neslois dans son clocher.

On ramassait chez l'abbé Lahache, curé de La Voivre, une carte d'état-major constellée de petites marques au crayon rouge ; on le saisissait, on le bousculait, on constatait que les troupes allemandes avaient « trouvé dans sa localité des gens qui les avaient desservies ; » on lui signifiait à trois reprises qu'il serait fusillé, et, pendant que, s'étant bandé les yeux, il entonnait son propre *Libera*, dix balles prussiennes faisaient de lui un martyr, — frère de souffrances et frère de vaillance de ces prêtres martyrs de la Révolution, qu'étudiait volontiers son érudite sollicitude. Pour fusiller deux autres curés de la trouée des Vosges, celui de Lusigny et celui d'Allarmont, des simulacres d'interrogatoires furent à peine nécessaires : on avait besoin du sang d'un prêtre, peut-être, pour se consoler de la chute d'un Zeppelin.

« Vous êtes un assassin, » disaient au curé de Nomény, en Lorraine, les membres d'un conseil de guerre. Ils le condamnaient

à être fusillé le lendemain. Le général allemand, le soir même, s'empressait de proclamer devant ses troupes que l'exécution avait eu lieu. « Vous êtes mort à nos yeux, » disait au curé, le lendemain, un factionnaire compatissant ; et le prêtre, officiellement fusillé, était traîné vers Metz comme prisonnier, puis renvoyé dans les lignes françaises. L'Allemand, lors même qu'il ne tue pas, aime, vis-à-vis du prêtre catholique, avoir fait le geste de tuer : le curé de Rosières, coupable d'avoir touché à une horloge, est l'objet d'un faux jugement, d'une fausse parade d'exécution ; et puis on le relâche, mais on lui a fait peur, et l'on rit.

Pastour! Pastour! Dans certains régimens, ce seul mot excite la soldatesque. Le *Pastour*, c'est le représentant de cette civilisation latine que le germanisme méprise, de cette « superstition romaine » contre laquelle le germanisme se flatte d'avoir soulevé la Réforme ; c'est le ministre d'une confession qui n'est pas celle à laquelle affecte de s'apparenter la *Kultur* allemande. C'en est assez pour que se tendent, vers le visage du *Pastour*, les poings qui servent la *Kultur*. L'otage désigné, c'est lui, — lui avant tout autre, toujours lui ; et d'ailleurs, quand l'Allemand ne le désigne pas, il advient que le *Pastour* se désigne lui-même ; tel fut le cas de l'archiprêtre de Montdidier. « Vous empêchez les gens de venir à nous et vous entretenez le patriotisme : » voilà le grief dont s'armait l'Allemagne contre les prêtres de l'Artois ou de la Champagne ; et la morgue pédante de certains chefs, pour mieux dogmatiser encore, ramassait dans la phraséologie politique certaines formules de suspicion. « Un curé ne doit pas faire de politique, » signifiaient au doyen septuagénaire de Sompuis, avec un accent de jacobins, les officiers qui l'interrogeaient, et sous l'inculpation mensongère d'avoir eu dans son presbytère une installation téléphonique, on le traînait de village en village, abreuvé d'insultes, à tel point, notait un témoin, « qu'on eût dit Jésus-Christ dans sa Passion ; » et le pauvre vieillard, jeté comme une bête qui meurt, souillé de boue, de poussière et d'ordures, finissait par mourir.

Pastour! Pastour! Les aumôniers militaires, que leurs fonctions auprès des armées eussent dû rendre doublement sacrés, étaient victimes, à leur tour, des fureurs étranges que ce mot suscitait. Il y en eut deux, en août 1914, qui, dans un village de

l'Aisne, séparés un instant des colonnes françaises, tombèrent aux mains de l'ennemi : c'étaient l'abbé Sueur et le P. Véron. Les jours succédaient aux jours, et, sans autre nourriture que des pommes, sans autre boisson qu'un peu d'eau, on les traînait d'étape en étape, sur la route qui menait à Paris, route décevante pour l'orgueil allemand. Mais il y a des déceptions qui se vengent. « C'est la faute à *Pastour !* » criait-on. Les bourreaux, en rebroussant chemin, ramenèrent les deux prêtres; et lorsqu'un soir le P. Véron tomba sur la route, ne pouvant plus avancer, on le jeta sur un tas de cailloux, à demi couvert d'orties. Il agonisait; l'abbé Sueur obtint pour lui un coin de chambre, où les soldats allemands achevaient de l'insulter. Le lendemain, il mourait d'épuisement et de faim. Il était, depuis un an, l'aumônier de cette *Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers*, qui avait, au lendemain de 1870, révélé à la France l'éloquence et l'âme d'Albert de Mun. Il est dans la destinée de toutes les œuvres qui doivent durer, d'ajouter au martyrologe quelque nom de victime, qui par sa mort achète leur vie. Albert de Mun, s'en allant rejoindre le prêtre qu'à peine il avait eu le temps de pleurer, trouvait dans ce deuil même la certitude que son œuvre vivrait. Où la barbarie sème la mort, Dieu permet que la civilisation chrétienne moissonne la vie.

Il y eut des heures pourtant, où la charité du prêtre, où son courage à souffrir, donnèrent un spectacle qui finissait par dégrossir ces âmes de barbares; et tout d'un coup en elles, derrière la brute ou derrière le surhomme, — deux termes synonymes en temps de guerre, — l'homme se retrouvait, et l'homme s'émouvait, rendait hommage au *Pastour;* peu s'en fallait qu'il ne s'agenouillât. Le curé de Lesbœufs, en Picardie, bénéficia de cette gloire en son cercueil : emmené comme otage au camp de Wittenberg, il était mort là-bas, en soignant les typhiques; et, tandis que les quinze mille prisonniers du camp rendaient les honneurs à ses dépouilles, sa tombe s'ornait d'une couronne, apportée par ses geôliers.

V

D'être systématiquement rendus responsables pour la résistance des Français, c'était là pour les prêtres un périlleux

honneur, que volontairement ils acceptaient. La présence ou la proximité des malheurs publics appelait tous les citoyens, qu'ils eussent ou non des mandats électifs ou des fonctions officielles, à mettre au service de leur coin de terre toutes les ressources de leur courage, ou de leur ingéniosité, ou de leur compétence; dans les régions envahies, on voyait se dresser, au premier rang parmi ces citoyens utiles, les évêques et les prêtres. La population nancéenne, avant d'être sauvée de l'invasion par le général de Castelnau, avait trouvé dans son vieil évêque, Mgr Turinaz, un de ces maîtres d'énergie qui s'opposent au fléchissement des âmes.

L'atmosphère à Senlis, dans l'après-midi du 2 septembre 1914, était toute chargée de menaces : on fusillait le maire, on voulait brûler la ville. Des habitans, disait-on, avaient tiré du haut du clocher. L'abbé Dourlent, archiprêtre, un instant mandé comme otage, avait eu la permission de retourner dans son presbytère; mais il en sortit, revint à l'état-major allemand... C'était se livrer, assurément, mais c'était peut-être aussi sauver la ville. Et le salut de la ville valait bien un risque de mort. Il jura que la clef du clocher n'avait pas quitté sa poche, et l'incendie fut contremandé. L'archiprêtre avait, à la dernière minute, empêché que Senlis ne devînt un second Louvain.

Le 3 septembre au matin, Meaux cessait d'être en communication avec la France : un dernier train partait, et deux mille habitans attendaient, d'heure en heure, l'arrivée des Allemands. Ils étaient à peu près sans ressources; aucun pouvoir civil n'était là, pour organiser leur vie. Mais l'évêque était resté, avec ce génie du commandement, qui sait dominer tous les périls, et qui les écarte. La gare de Meaux, durant le mois d'août, l'avait vu prendre contact, du matin au soir, avec les soldats qui partaient; sa charité se tournait désormais vers les civils, presque tous indigens, demeurés orphelins dans une ville sans défense. Une journée suffit à Mgr Marbeau, celle du 4 septembre, pour créer à l'hôtel de ville une section d'ordre et de police, une section de salubrité et de voirie, une section des vivres, subsistances et réquisitions; et, recevant chaque jour les rapports de ces diverses sections, il était à la fois préfet de police, ingénieur de la voirie, contrôleur du ravitaillement. Ainsi régnait l'évêque, et les Allemands n'arrivaient pas; et tout au contraire, d'heure en heure, survenaient de nombreux blessés

pour lesquels l'évêque improvisait des ambulances, des blessés dont les plaies parlaient de souffrance et dont les lèvres parlaient de victoire. Le 9 septembre et les jours qui suivirent ramenèrent dans Meaux les représentans des autorités administratives; Mgr Marbeau abdiqua, et l'on ne s'étonnera pas que l'évêque qui, dix jours plus tôt, n'était rien au point de vue civil, et qui subitement, parmi ses ouailles anxieuses, était devenu tout, soit, de par leur gratitude, demeuré quelque chose, parce qu'il fut quelqu'un.

Meaux, en dépit des menaces, fut inviolé : Soissons, Châlons-sur-Marne furent, quelques jours durant, des villes conquises, et leurs deux évêques s'en improvisèrent en quelque mesure les défenseurs. Il restait à Soissons, à la fin d'août 1914, quatre conseillers municipaux; le maire avait démissionné. Mme Macherez, et M. l'adjoint Muzard, installèrent dans l'Hôtel de Ville un comité pour faire face aux envahisseurs. L'état-major allemand demanda deux otages pour la nuit du 3 au 4 septembre : Mgr Péchenard, évêque de Soissons, s'offrit et fut refusé; son vicaire général survint et fut accepté. Les Allemands se plaignaient de manquer de logemens, menaçant de châtier la ville : une démarche de l'évêque et de Mme Macherez les apaisa. L'influence de Mgr Péchenard allait croissant; et la chaire de sa cathédrale redevenait, comme au moyen âge, une façon de tribune publique, d'où chaque jour, en personne, il annonçait les nouvelles, commentait les exigences ennemies, indiquait la conduite à suivre. On se serait cru transporté en plein moyen âge italien, dans l'une de ces villes guelfes, où l'évêque, en face des hordes germaniques, se faisait le défenseur et l'organisateur de ce qui restait de libertés. La voirie, aussi, occupait Mgr Péchenard; il visitait le quartier Saint-Vaast, devenu malpropre; il avisait à l'écoulement des eaux. Un prêtre de son séminaire, l'abbé Litierre, servait constamment d'interprète entre le comité de l'Hôtel de ville et les officiers allemands. Puis, au bout de douze jours, les envahisseurs se retirèrent, et la longue série des longs bombardemens commença, au cours desquels, Soissons n'étant plus qu'un désert, l'évêché, avec beaucoup de lenteurs et de regrets, dut se transporter à Château-Thierry.

Au matin du 4 septembre 1914, Châlons s'offrait à l'ennemi comme une proie : ce n'était qu'une question d'heures, il allait

entrer. Les trois quarts des habitans avaient disparu ; les administrations avaient déménagé ; le maire les avait suivies. L'adjoint « tenait, » avec quelques conseillers municipaux ; l'évêque « tenait, » avec tous ses prêtres. Le pouvoir religieux et ce qui subsistait du pouvoir civil se rapprochèrent pour sauver la ville. Il y eut à la mairie, dès la première heure de cette journée tragique, une assemblée des hommes d'énergie : l'abbé Laisnez, directeur des œuvres diocésaines, y survint pour donner l'impulsion. Depuis longtemps, il était réputé manieur d'hommes : il avait, au cours des années précédentes, groupé dans la ville toutes les œuvres catholiques, et, dans tout le diocèse, groupé les jeunes gens. Son prestige, au mois d'août, lui avait ouvert à deux battans les portes de l'hôtel de ville : comme délégué de la confrérie de Saint-Vincent-de-Paul, il y pourvoyait aux intérêts des pauvres. Et puis les jours de panique avaient suivi ; il avait organisé la « croisade du séjour ; » les familles qui fuyaient l'avaient vu, parfois, se dresser devant leurs voitures ; dans la nuit du 3 ou 4, jusqu'à deux heures du matin, il était resté debout, pour empêcher que tous les Châlonnais ne quittassent Châlons. Derechef il était debout, au matin du 4, pour fédérer les énergies dont dépendait le sort de la ville. Et pendant que l'adjoint Servas et l'abbé Laisnez improvisaient cette administration nouvelle, Mgr Tissier paraissait à la mairie ; il annonçait du haut du perron que les sous-sols de son évêché, que les sous-sols de son séminaire, s'ouvriraient à la population, en cas de bombardement. Quelques blessés français arrivaient, encore porteurs de leurs armes : ils sentaient l'armée allemande sur leurs talons. L'abbé Laisnez, à la hâte, leur procura le véhicule nécessaire pour s'en aller plus loin, en France... Car, à trois heures de l'après-midi, en cette journée du 4 septembre, Châlons était au pouvoir des Allemands. Le lendemain matin 5, on sut que l'ennemi considérait comme des biens sans maître tous les magasins désertés par leurs propriétaires, et que ces biens allaient être livrés aux soldats. Mais à peine avaient-ils commencé de piller un grand établissement d'approvisionnement, qu'un commerçant surgit, avec des vendeurs et vendeuses de fortune ; et derrière chaque comptoir, l'Allemand, qui voulait prendre, trouvait une main tendue, exigeant qu'il payât. Ce commerçant imprévu n'était autre que l'abbé Laisnez.

Les interventions de l'abbé Laisnez avaient limité le pillage; l'intervention de l'évêque, dans les journées des 6 et 7 septembre, allait libérer la ville épiscopale et le département d'une autre menace. L'intendant général allemand réclamait au département trente millions, à la ville trois millions, à titre d'indemnité de guerre. L'adjoint, un conseiller municipal, un chanoine, étaient responsables sur leurs têtes si cette dernière somme n'était pas acquittée. La commission municipale se retourna vers l'évêque, pour qu'il sauvât ces trois têtes. Sans ambages, il accepta; il passa par la mairie, pour faire confirmer ses pouvoirs d'intermédiaire; et puis il s'en fut chez le prince royal de Saxe. Le prince le fit recevoir par l'intendant général, le 7 septembre au matin. En soutane violette, avec des souliers de marche, l'évêque aborda l'intendant : son vicaire général et l'abbé Laisnez l'accompagnaient. Il avait un costume de prélat, et déjà des chaussures d'otage; il s'attendait à être emmené. Il exposa l'insolvabilité de ses diocésains, la disette des banques, la pauvreté de ses prêtres. Il parla des efforts qu'avait faits le clergé de Châlons pour retenir dans la ville tous ces pauvres gens qu'on voulait pressurer, de l'iniquité qu'il y aurait à exiger certains sacrifices incompatibles avec leur indigence. Quelques heures s'écoulèrent, et l'Allemagne se contenta d'un acompte de 500 000 francs : moyennant cet acompte, les Châlonnais étaient assurés que leurs personnes et leurs biens seraient respectés; l'évêque et les autorités civiles obtinrent qu'une affiche officielle allemande contresignât cette promesse. Quelques jours plus tard, on put déchirer l'affiche : le samedi 12 septembre, la victoire de la Marne ramenait nos chasseurs dans Châlons. La liturgie diocésaine du dimanche 13 évoquait saint Alpin, qui jadis, sur ce même siège épiscopal, avait bravé les colères d'Attila. Et les phrases latines qui célébraient le vieil évêque retentissaient comme un hommage à l'adresse de son lointain successeur. La gloire de saint Alpin passait jadis pour archaïque; Mgr Tissier, pour en hériter, n'avait eu qu'à faire tout son devoir.

Tel évêque, tels curés. Un demi-millier d'habitans sur 8 500, c'était là toute la population de Vitry-le-François, et parmi les 8 000 qui s'en étaient allés, figuraient le maire, les adjoints, les conseillers municipaux. Mais l'abbé Nottin, archiprêtre de la ville, était d'autant plus sédentaire qu'il s'agissait d'attendre un péril : l'*Association paroissiale catholique*, depuis longtemps fondée par

ses soins, fut comme le noyau de l'administration nouvelle. L'hôtel de ville était vide : l'abbé Nottin y entra. Cent vingt électeurs restés à Vitry furent convoqués : douze d'entre eux devinrent membres d'une commission municipale, dont le président de l'*Association paroissiale catholique* dirigeait les délibérations. Les uhlans arrivèrent, cherchèrent des notables : l'archiprêtre et son vicaire étaient là; on en fit des otages. « Il nous faut aussi des civils, lui signifia-t-on, désignez-les. » Les désigner, c'était peut-être les vouer à la mort : l'archiprêtre refusa. Il pria qu'on le laissât aller chercher deux amis, il revint avec deux membres de l'*Association paroissiale catholique*. Son vicaire avait dû marcher à travers les rues à la tête des colonnes allemandes; on lui rendit sa liberté pour qu'il reprît sa place d'otage. Les Allemands avaient désormais quatre têtes sur lesquelles ils pourraient se venger de ce qui leur déplairait dans Vitry.

Et, dans son rôle d'otage, l'abbé Nottin put obtenir que tout pillage, que toute contribution de guerre fussent épargnés à la ville. Il avait cinq cents bouches à nourrir, — bouches de civils, bouches de Français, dont l'armée allemande ne s'occupait point. Ayant su obtenir des Allemands un certain nombre de quintaux de farine, il organisa une boulangerie, créa pour les pauvres un système de bons. « Vous les faites vivre, intervinrent les Allemands; à vous aussi, de les faire travailler. » Il y avait des rues à désinfecter, des tombes à creuser : l'abbé Nottin et son vicaire réquisitionnèrent les hommes valides, les affectèrent, les payèrent. A force d'enrégimenter la main-d'œuvre, les injonctions de l'archiprêtre s'étendaient aux Allemands eux-mêmes. Une nuit qu'avec ses ouailles il luttait contre un incendie terrible, des pompiers de Munich se trouvaient là, qui regardaient; il les mobilisa, d'autorité; ce curé d'une ville occupée commandait à ses vainqueurs. Une quasi investiture officielle ratifia son initiative : en remplacement du maire révoqué, en remplacement du Conseil municipal dissous, une « délégation spéciale » de trois membres fut créée; elle comprenait l'abbé Nottin, un instituteur, et le président de l'*Association catholique paroissiale;* et ce dernier fut nommé président de la délégation. C'est ainsi que Vitry-le-François, durant l'effacement du pouvoir civil, put connaître encore les bienfaits d'un gouvernement.

Le curé de Vienne-la-Ville, demeuré presque seul dans son petit village, assumait à sa façon les mêmes responsabilités et les mêmes services dont à Vitry l'archiprêtre s'était chargé. Le curé de Loos, en l'absence de la municipalité, organisait une boulangerie municipale. Ailleurs, des besognes toutes civiles étaient confiées aux prêtres par les autorités civiles restées à leurs postes : le vicaire de Bertrimoutier était nommé maire de sa commune par un arrêté du préfet même des Vosges ; le curé d'Etinehem devenait greffier de la mairie ; le curé d'Estrées, de concert avec l'adjoint, organisait une boulangerie. Et lorsque l'abbé Lemire, prêtre et maire d'Hazebrouck, entendait parler de ces lointains confrères, auxquels sa propre intrépidité eût pu servir d'exemple, et qui s'en allaient, eux, du sanctuaire à la mairie pour revenir de la mairie vers le sanctuaire, j'augure qu'il les enviait en même temps qu'il les applaudissait, et qu'il attendait avec une impatiente émotion le geste pontifical qui lui permettrait de rester, à la mairie, devant l'ennemi tout proche, le représentant des Flamands, et de redevenir à l'autel, devant Dieu, leur intercesseur et leur interprète.

A Reims, le cardinal Luçon liait ses destinées à celles de la cathédrale, montant auprès de cette grande martyre une garde impuissante et fidèle. Il ne pouvait rien pour elle, mais il pouvait beaucoup pour les misères de son peuple, et il faisait beaucoup. Dans la cathédrale où de partout les incendies s'allumaient, l'abbé Landrieux, devenu dans la suite évêque de Dijon, veillait et luttait, au risque d'être, peut-être, enseveli par les ruines; il mettait le trésor en sûreté. Mais son âme de prêtre voulut un autre sauvetage. Il y avait là, sous les voûtes où s'épaississait la fumée, un certain nombre de blessés ennemis, compagnons d'armes des bourreaux de la cathédrale : derrière eux, l'incendie ; devant eux, dans la rue, des fusils chargés qui les guettaient. La colère de la population contre l'incendie qui ravageait la merveilleuse charpente gagnait les chefs et les soldats : ces blessés voulaient sortir du brasier ; ils ne sortiraient pas, ou ils seraient tués. « Vous me tuerez d'abord, » signifia le prêtre ; et, sous sa protection, les blessés purent sortir et s'en aller, sous escorte, à l'hôtel de ville, prisonniers et sauvés.

La ville d'Arras, cette autre condamnée à mort, était fidèlement assistée, dans les convulsions du bombardement, par son évêque, Mgr Lobbedey ; comme partout tombaient les obus,

partout il était présent. « Je n'aurais pas voulu que la préfecture fût atteinte seule, j'aurais été jaloux, » disait-il au Président de la République, en lui montrant les brèches faites dans sa demeure épiscopale par l'artillerie de l'ennemi. A certains jours, Mgr Lobbedey s'en allait visiter quelque paroisse de l'extrême front; et, s'enfonçant dans la cave qui désormais servait d'église, il devenait, pour un matin, l'aumônier militaire d'un coin de secteur; ou bien il survenait à très peu de distance des lignes allemandes pour bénir trente-sept dépouilles de soldats et cinq dépouilles d'officiers, et sa voix sacerdotale, bravant le fracas de l'artillerie, semblait vouloir réveiller ces victimes pour les inviter à « monter avec le Maître, en cette veille d'Ascension, vers la gloire et la récompense. » A proximité des obus, encore, il organisait une retraite, à Dainville, pour un certain nombre de prêtres infirmiers. Une fois qu'il se trouvait chez les Trappistines de Belval, il rompit leur sévère clôture pour associer aux offices des moniales un groupe de combattans qui revenaient de la tranchée; et dans ce cadre imprévu, où son autorité d'évêque était seule qualifiée pour les introduire, il trouvait d'émouvans accens pour donner rendez-vous à tous les Français après la victoire, « sur la colline de Lorette reconquise, autour de la petite chapelle ressuscitée, devant l'héroïque forêt des humbles croix de bois, poussées dans le sang des martyrs. » Sur les lèvres de ce prélat, l'éloquence sacrée s'élevait à la hauteur des inexprimables circonstances qui l'inspiraient; elle commentait les ruines et planait au-dessus d'elles, elle développait les raisons d'espérer et les raisons de pleurer, les raisons d'avoir souffert et les raisons d'accepter, elle commandait l'expiation, elle commandait la vaillance.

A l'exemple de leur évêque, les prêtres d'Arras prodiguaient leur zèle. Ils se faisaient pompiers, ravitailleurs, fossoyeurs, déménageurs. Il en est un, M. de Bonnières, qui chaque matin, même quand pleuvaient les obus, s'en allait avec une baladeuse dans les faubourgs de la ville : il demandait aux soldats les restes de leur ordinaire, et s'en revenait dans Arras, pour en nourrir les indigens. De nouveau, l'après-midi, la baladeuse était mobilisée : toujours conduite par le curé, elle transportait à travers les faubourgs les mobiliers d'ouvriers. Parfois le curé s'arrêtait pour retrouver parmi les décombres, d'après quelques indications, les cachettes où les habitans dispersés avaient

déposé leurs plus précieuses ressources. Ainsi régnait-il sur les ruines, leur demandant les secrets qu'elles recélaient. Il s'en allait encore vers d'autres épaves, vers les épiceries, vers les merceries à demi abandonnées; il procédait à la liquidation amiable des marchandises délaissées. Il était le commissionnaire, l'homme à tout faire et tout à tous.

Soldats de l'Argonne, Meusiens restés au pays, Meusiens réfugiés dans tous les coins de la France, aimaient en Mgr Ginisty, évêque de l'immortel Verdun, le plus vigilant des bienfaiteurs. Tantôt il était au front, encourageant les soldats; tantôt, dans quelque village de l'arrière, il s'intéressait aux efforts tentés par des femmes, par des vieillards, par de petits enfans, pour faire refleurir sur beaucoup de ruines un peu de vie; il s'attendrissait sur « le bœuf et l'âne, couple mal assorti, mais combien touchant, qui, d'un commun effort, creusaient le vieux sillon; » il invoquait la protection de Dieu et la gratitude de la France pour ces laborieuses familles lorraines, « jetant les semences, quand même, dans un sol hâtivement préparé et parfois tout humide encore du sang des combats. » Partout à travers la France sa sollicitude faisait visiter les réfugiés de la Meuse, faisait quêter pour eux, apaisait leur nostalgie, consolidait leurs courages. Et l'un de ses prêtres, le curé d'Étain, dirigeant lui-même l'exode de ses 600 paroissiens, avisait, d'étape en étape, à leur ravitaillement, à leur hospitalisation en Beauce, à leur hospitalisation dans la Gironde.

Car la France avait dû refluer sur elle-même, et la frontière française, après une tragique oscillation entre la Marne et l'Aisne, entre le Parisis et la Picardie, était fixée, pour de longs mois qu'actuellement nos armes abrègent, en deçà des Ardennes, en deçà du Vermandois, en deçà de la Flandre et du Cambrésis. Mais dans ces douloureuses terres de l'au delà, que cachait la muraille allemande, d'autres prêtres, d'autres évêques souffraient. On sait d'eux peu de chose jusqu'ici. Les ténèbres qui nous enveloppent encore leur deuil ne sont cependant point assez opaques pour nous laisser ignorer qu'à Lille Mgr Charost se conduit au jour le jour en défenseur de la cité. On affirme qu'il sut, dès le début, se faire écouter de la *Kommandatur* allemande, et que sa dépendance d'otage, volontairement acceptée, donnait à son indépendance d'évêque un surcroît d'éclat. On ajoute que le fonctionnement de la vie municipale

trouve en lui un actif auxiliaire et que les misères des prisonniers l'implorent volontiers comme consolateur et souvent comme avocat. Le jour, prochain sans doute, qui libérera les Lillois de leur servitude, les libérera de leur silence. Ils nous diront alors ce que fut cet évêque qui sut comprendre qu'en apparaissant comme otage aux côtés du préfet, du maire, du recteur, il renouvelait devant l'ennemi l'union de l'Église et des forces d'État.

VI

Partout en France cette union se réalisait : la place qu'avait prise le cardinal-archevêque de Paris, dès le début de la guerre, dans le *Comité du Secours national*, témoignait tout à la fois quelle aide l'Église tenait à prêter et quelle aide l'opinion attendait de l'Église. Les réfugiés des pays envahis trouvaient à Versailles, sous les auspices de l'*Action sociale* fondée par Mgr Gibier, des chambres non meublées, dont le mobilier, au fur et à mesure qu'ils les occupaient, était fourni par la charité publique. Nombreux étaient les diocèses où les détresses de la guerre provoquaient la fondation de comités catholiques, qui tantôt s'efforçaient, comme à Lyon, d'exercer une action autonome, et tantôt collaboraient à l'œuvre commune de soulagement et de réparation.

L'appel qu'adressait le ministre de la Guerre à l'initiative privée pour assurer à nos blessés des vêtemens chauds en vue de l'hiver suscitait dans le diocèse d'Orléans, dès le mois de septembre 1914, un afflux de dévouemens : l'initiative de Mgr Touchet réclamait des dons en argent, des dons en nature, des travailleuses de bonne volonté, pour l'*Œuvre de l'Habit chaud*, et son éloquence les obtenait aussitôt. Le pays eût été surpris que l'Église ne donnât pas certaines consignes et n'esquissât pas certains gestes ; ceux qui jadis peut-être eussent été prompts à la renvoyer à ses liturgies et à la soupçonner d'indiscrètes ingérences étaient les premiers à trouver tout naturel que les divers évêques unissent leurs efforts à ceux de l'État, tantôt pour la collecte de l'or, tantôt pour le succès des emprunts nationaux; et si, par discrétion, par crainte de se mêler des affaires publiques, les évêques s'étaient tus, leur silence eût été blâmé. Le désir qu'on avait de leur collabora-

tion, l'accueil qui la récompensait apparaissaient comme un hommage public au pouvoir que l'Église gardait sur les consciences et au bon usage qu'elle faisait de ce pouvoir. « Il s'agit bien de dissentimens religieux, de querelles politiques, de rivalités personnelles! écrivait le cardinal Sevin. France d'abord! Unis dans la grandeur du péril, ayant appris à nous connaître et à nous estimer mutuellement, nous nous entendrons mieux demain pour l'équitable solution des graves problèmes que nous agitions hier. » Et le cardinal ajoutait : « A la victoire qui résoudra toutes les difficultés, l'emprunt est nécessaire. Ni la richesse ni le travail ne refuseront de s'y associer. Nous vous le demandons, catholiques, au nom de Dieu et de la France. » On remarquait aussi, dans les conseils de l'État, que le même prélat, par une consultation très motivée, donnait à ses prêtres le conseil formel de faire la déclaration des revenus qu'ils tiraient de leur sacerdoce. « En toutes circonstances, insistait-il, et spécialement dans celles où nous sommes, le clergé doit donner l'exemple. » L'homme d'Église qui parlait ainsi ne pouvait assurément être suspecté de coquetteries à l'endroit des autorités administratives : son attachement au crédit national, son geste d'adhésion à l'endroit des nouvelles lois fiscales étaient destinés à faire impression parmi les catholiques français, et lorsqu'ils voyaient Mgr Maurin, évêque de Grenoble, futur cardinal-archevêque de Lyon, inviter ses prêtres à se faire collecteurs de l'or, ils sentaient d'une façon plus aiguë le caractère impérieux des suggestions de l'État, auxquelles le clergé faisait si activement écho.

Il y avait, hélas! d'autres catholiques, mal informés des choses de France et plus mal encore de celles d'Allemagne, sur lesquels l'Église de France devait tenter une action : c'étaient les habitans des pays neutres. « La France n'est indifférente à personne, écrivait le cardinal de Cabrières; on ne peut que l'aimer ou la haïr. » Un comité s'organisa sous la présidence de Mgr Baudrillart, recteur de l'Institut catholique de Paris, pour guider les neutres dans cette option; puis deux volumes et de nombreuses brochures, publiés en diverses langues, firent connaître hors de nos frontières les traits authentiques de la vraie France et les exactes dispositions du pangermanisme et de la *Kultur* allemande à l'endroit du catholicisme; et le voyage de Mgr Baudrillart en Espagne commença de donner le branle

au mouvement de sympathie cordiale, éclairée, qui récemment poussait vers Paris quelques-uns des représentans les plus éminens de la pensée espagnole.

Plusieurs évêques, avec leur autorité de pasteurs, s'efforçaient, à leur tour, de dessiller les yeux des catholiques étrangers. Conservant sous le fracas des obus le loisir d'esprit nécessaire à la besogne théologique, Mgr Lobbedey trouvait dans le *Syllabus* du pape Pie IX la condamnation des maximes de violence au nom desquelles l'Allemagne s'érige au-dessus des lois. « Le droit consiste en un fait matériel, et tous les faits humains ont force de droit, » murmuraient déjà certains philosophes aux oreilles de Pie IX, avant que l'Allemagne de Bismarck, avant que l'Allemagne de Guillaume II, n'eût fait de ce principe sa règle d'action ; et Pie IX les condamnait. Il frappait aussi, du haut de son magistère, d'autres aventuriers de la pensée, qui osaient dire qu'il n'était nullement nécessaire que les lois humaines fussent conformes au droit naturel, et qui, d'avance, légitimaient ainsi les crimes juridiques multipliés par la conquête allemande. « La violation des sermens les plus sacrés, continuaient-ils, et toute action, même criminelle et scélérate et opposée à la loi éternelle, non seulement n'est pas blâmable, mais elle est tout à fait licite et digne des plus grands éloges, quand elle est inspirée par l'amour de la patrie. » Et l'anathème dont Pie IX avait frappé cette cynique formule avait affermi les assises du vieux droit des gens. Mais la Germanie, une fois de plus, se révélait rétive aux avertissemens de Rome ; et lorsque le professeur catholique Ebers, lorsque le député catholique Erzberger, glorifiaient au nom de leur patrie la criminelle violation de la neutralité belge, Mgr Lobbedey leur opposait les malédictions de l'Église contre les insulteurs du droit. D'avance, elles s'étaient insurgées contre eux, dans ce *Syllabus* dont une certaine « conscience moderne » s'était autrefois déclarée surprise, et d'avance elles appuyaient les propres soulèvemens de cette conscience contre la barbarie de la *Kultur*, — issue d'une philosophie pour laquelle on avait eu de si longues indulgences.

C'est à cette philosophie même que Mgr du Vauroux, évêque d'Agen, et Mgr Chapon, évêque de Nice, demandaient des comptes pour les gestes de l'Allemagne. L'article que Mgr Chapon publiait au *Correspondant* sur le pangermanisme était l'occasion

d'une façon de plébiscite épiscopal ; de presque tous les évêchés de France parvenaient à Nice des adhésions motivées, qui, par leur nombre et par leur poids, marquaient une sorte d'offensive de la hiérarchie française contre une certaine pensée d'outre-Rhin, mauvais arbre désormais jugé d'après ses fruits ; l'acte de l'évêque de Nice acquérait un tel rayonnement, que le verbe de Mgr Dupanloup semblait ressuscité ; et par l'organe de Mgr Chapon c'était, à proprement parler, la théologie traditionnelle qui apportait à la cause des Alliés, à la sainte cause du droit des gens lésé, l'appui de son inflexible rectitude.

La France s'est détachée de l'Église, objectaient à nos partisans, dans les pays neutres, certains catholiques qu'avait fourvoyés la propagande allemande ; mais le cardinal Sevin, archevêque de Lyon, prenait à son tour la parole.

Qu'est-ce que la culture allemande, demandait-il, — cette culture qu'on nous imposerait demain, si nous étions vaincus ? Une civilisation qui a pour caractéristique essentielle la rupture d'avec Dieu, la rupture des idées d'avec Dieu, car elle ne les rattache plus à cette cause suprême ; la rupture des mœurs d'avec Dieu, car elle ne connaît d'autre loi que la force. Imagine-t-on rien de plus opposé au catholicisme ? Par la force des choses, la France reprend dans cette lutte de la civilisation allemande avec la civilisation chrétienne la place que quatorze siècles lui ont assignée aux côtés de Jésus-Christ.

Même avant cette lutte, d'ailleurs, ne l'avait-on pas trop diffamée, cette France ? C'est ce que concluait Mgr Mignot, archevêque d'Albi, dans l'une de ses trois lettres sur la guerre : « Si Dieu est négligé par un trop grand nombre, oublié par quelques-uns, méconnu et même nié par d'autres, où est-il aimé avec plus d'intensité, mieux servi qu'en France ? Dans quelle nation trouve-t-on plus de dévouement sous toutes les formes, plus de sacrifices consentis à la cause divine ? » Et afin de remontrer à certains catholiques des pays neutres l'absurdité politique de leurs sympathies pour la cause germanique, Mgr Mignot continuait :

Parce que, à la suite d'une déplorable erreur politique, le gouvernement français n'a plus, momentanément, de relations officielles avec la Papauté, on voudrait donner l'hégémonie religieuse, confier la défense de l'Église à un souverain qui hait le catholicisme, à un peuple qui crie : *Los von Rom!* L'empire d'Occident reconstitué deviendrait le Saint Empire Romain protestant ? A quoi songent donc ces grands politiques ?

Il ne suffisait pas à l'Église de France de prêcher à ses fidèles leur devoir envers la patrie, et de porter témoignage devant l'étranger du bon renom qu'ils méritaient : ils souhaitaient et recevaient d'elle un autre genre de leçons.

Mgr Touchet, évêque d'Orléans, sentait qu'en présence des terrifians événemens dont l'Europe était à la fois l'ouvrière et le jouet, les âmes, interrogeant Dieu, l'interpellaient sur la guerre, et qu'interrogeant l'Église elles lui demandaient une doctrine; et la bonté de Dieu, que certains inclinaient à nier, le droit chrétien des gens, que beaucoup ignoraient, réapparaissaient en une lumière nouvelle, dans son *Catéchisme de la guerre* (1). Pourquoi la guerre? questionnaient certaines consciences. « La guerre est toujours une épreuve, — et quelquefois un châtiment, » expliquait en termes nuancés Mgr de Cabrières. Déjà, lorsque d'autres barbares menaçaient la civilisation romaine, les Paul Orose, les Salvien, les saint Augustin, se faisaient les avocats de Dieu en répondant à ce pourquoi. « Pourquoi le mal? pourquoi la mort? » Et l'Église de répondre : « Pourquoi le péché? » Les leçons d'expiation que les âmes doivent, subir lors même qu'elles sont rétives à les accepter, furent développées par l'épiscopat de France. Sous certaines plumes âpres et précises, elles parurent dures à quelques hommes politiques; d'autres évêques au contraire surent les rendre plus familières et plus doucement persuasives. Les *Paroles de guerre* de Mgr Gauthey, archevêque de Besançon, faisaient s'humilier les repentirs et s'exalter les vaillances. Les pages sur la souffrance, que publia le cardinal Amette, comptent parmi les réponses les plus apaisantes que l'Église ait jamais offertes à l'angoisse de pensée, suscitée par les angoisses du cœur.

Mgr de Gibergues, évêque de Valence, adaptait aux détresses morales créées par la guerre la consolante vertu des prières coutumières ou des dévotions traditionnelles, *Pater*, Rosaire, chemin de croix; les âmes déconcertées réapprenaient que le Christ avait prévu et d'avance pansé toutes ces souffrances, qui d'ailleurs, quelque lourd que fût leur poids, demeureraient toujours inégales aux siennes.

(1) Par ailleurs, son éloquence pénétrante, incisive, volontiers empreinte d'une familiarité de bon aloi qui de plain-pied trouve l'accès des âmes, rappelait aux infirmières des hôpitaux, dans des entretiens et dans des lettres devenues publiques, la dignité de leur métier et les vertus qu'exigeait cette dignité.

Mais ces souffrances avaient des compensations glorieuses, dont l'une s'appelait la victoire de la Marne : Mgr Gibier, évêque de Versailles, la commentait, et guidait avec une exacte précision l'action de grâces française.

L'histoire, disait-il, parlera comme nous du miracle de la Marne. Je m'explique. Le miracle absolu est un acte de la puissance divine qui supplée, supprime ou modifie l'action régulière des causes secondes. Telle n'est pas la victoire de la Marne. Le miracle relatif est un acte de la Providence divine qui dirige les causes secondes et leur fait produire, en certains cas, un résultat imprévu et inexpliqué. Telle est la victoire de la Marne. Malgré toutes les explications stratégiques, il y reste une part de mystère, qui est la part de Dieu.

Ainsi l'Église de France élevait-elle la voix pour le soulagement des misères, pour la prédication du devoir national, pour la défense du nom français, et pour donner, enfin, une interprétation religieuse aux événemens tragiques que permettait Dieu. Mais le bruit que faisaient en France et dans le monde ces divers appels de l'Église de France était dominé par le retentissement de ses prières, — de ces autres appels qui montaient vers Dieu.

VII

Partout les évêques priaient, faisaient prier. « Pourvu que les civils tiennent! » disaient là-bas au front nos poilus. Prier, c'est une façon de tenir, — une façon d'autant plus tenace que la prière est plus confiante, plus abandonnée. La foi qui se traduit en prières a la fermeté d'un acte de volonté : elle s'évade de tout découragement, elle repousse comme une impiété les tentations de désespoir. Périodiquement, au cours de la guerre, les évêques prescrivirent à la France des manifestations collectives de foi. Il y en eut une, à Paris, en l'honneur de sainte Geneviève, dans la semaine même où s'engageait la merveilleuse bataille de la Marne; l'Église appelait à la rescousse de nos armées la patronne de Paris, et Charles Péguy, l'auteur de la *Tapisserie de sainte Geneviève*, eut le temps de pressentir sans doute, avant de tomber mort, que Geneviève venait à la rescousse et que la France vivrait. Lorsque le roi d'Angleterre fixa pour le peuple anglais un jour d' « humble prière et intercession, » durant lequel Dieu serait

spécialement invoqué, l'épiscopat français invita les catholiques de France à coaliser leurs prières avec celles de leurs alliés et à prolonger au pied des autels l'Entente cordiale. Tantôt c'était aux enfans qu'on s'adressait pour qu'ils se fissent écouter du Très-Haut ; et tantôt des cérémonies s'organisaient sur la colline de Montmartre, pour consacrer la France souffrante au Cœur du Dieu qui souffrit. Les psychologues les plus rebelles à toute idée de surnaturel sont devenus, à notre époque, de trop subtils observateurs de l' « expérience religieuse » pour méconnaître la valeur de l'attitude d'âme que crée la prière et pour refuser à la prière collective un certain rôle dans l'énergétique humaine; fussent-ils même enclins à croire que les cieux sont déserts, ils maintiendraient encore que, dans cet effort commun des âmes pour confier leurs angoisses et leurs vœux à une Puissance infinie, se révèle et se développe une certaine force sociale bienfaisante pour la terre ; et lors même que l'espoir qui vivifie la prière demeure pour eux une illusion, la maîtrise d'âme que la prière suppose leur paraît une discipline féconde. Les évêques qui ont fait prier la France méritent donc, non seulement la gratitude de ceux qui ont prié, mais la gratitude des autres.

Une de ces prières fit quelque bruit et suscita quelque émoi : ce fut celle du pape Benoît XV pour la paix. Benoît XV, désireux de « faire parler plus haut encore que le fracas des armes la voix de la foi, de l'espérance et de la charité, » voulait que, de tous les points du vaste champ de bataille, s'élevât vers Dieu, murmurée par toutes les lèvres, une formule d'appel. On sentit quelque inquiétude dans les conseils du gouvernement : quelle était cette paix dont le Pape voulait parler ? D'aucuns affectaient de redouter que les âmes françaises ne comprissent mal et qu'une telle prière, au lieu d'apporter un renfort aux armées de la France, ne fût un geste de désarmement. Mais le cardinal-archevêque de Paris était là, interprète respectueusement assidu de la parole pontificale, et toujours prêt à saluer dans le Pape « le grand maître de la prière comme le grand maître de la doctrine. » Tous ses diocésains, ceux des paroisses séculaires et ceux des nombreuses paroisses nouvelles que sut créer en dix ans son admirable activité, apprirent de lui comment le Pape voulait qu'on priât. Disciple de la grande famille sulpicienne, à la fois si romaine et si française, il sut épanouir

devant les consciences françaises le sens intégral du langage romain. La prudence pour lui n'est jamais une lenteur, elle est toujours une prévoyance : il sentit la minute critique, où des malentendus pouvaient surgir ; il sut dire aussitôt le mot qui clarifie tout en illuminant tout, et le commentaire archiépiscopal, acte précieux et mémorable, fit loi pour toute la France. L'État fit savoir qu'il était rassuré, et la prière des fidèles de France rejoignit celle du Père commun de tous les fidèles, avec la plus confiante docilité ; car ils savaient désormais que « les inspirations de la charité pontificale étaient d'accord avec les propres vœux de leur patriotisme. » « La paix que le Saint-Père nous invite à implorer de Dieu, insistait le cardinal, n'est pas une paix fausse, précaire, mais une paix vraie, solide et durable qui, selon la parole de nos Saints Livres, est l'œuvre de la justice, la paix qui suppose, qui exige le triomphe et le règne du droit. » Et de toutes les âmes qui avaient l'habitude de prier, et peut-être aussi de quelques autres, montèrent vers Dieu, à la voix du Pape et de l'Église de France, d'ardentes instances pour l'avènement d'une pareille paix.

Au mois de septembre 1916, la supplication est devenue plus pressante encore : elle a pris l'aspect d'un vœu, formulé, dans une lettre collective, par tous les évêques de France. Ils veulent, disent-ils dans cette lettre, « faire violence au Ciel en provoquant une manifestation de foi. » Et tous s'engagent à conduire à Lourdes, après la conclusion de la paix, un pèlerinage de leurs diocèses respectifs. La prière nationale est souhaitée par l'Église comme une nécessité sociale. Certains évêques ont élevé la voix pour réclamer la participation des pouvoirs publics à l'acte collectif de prière auquel sans cesse l'Église convie la France. Non pas qu'ils aspirent à des pompes officielles, toutes de façade, auxquelles manquerait cette spontanéité qui est l'un des élémens de la ferveur et l'une des puissances de la prière ; mais ils jugent souhaitable, en thèse, que l'état des esprits permette aux représentans légaux d'une nation de la représenter jusque devant Dieu. En tout état de cause, la France, aux yeux de l'Église de France, est un être qui doit prier : les catholiques qui prient et qui croient à la prière sont convoqués à Lourdes, pour le lendemain de la victoire, par l'unanimité de l'épiscopat ; et tous les évêques sont d'accord pour marquer d'un caractère national cette promesse

de pèlerinage, qu'ils accompliront avec le pieux concours des âmes croyantes. Par un tel document, ils affirment, vis-à-vis de leurs ouailles et vis-à-vis des catholiques des pays neutres, la certitude où est l'épiscopat de France d'avoir bientôt des actions de grâces à rendre : c'est aider à la victoire, et c'est même l'accélérer, que de l'escompter avec cette sereine sécurité. Le nom du sanctuaire vers lequel s'ébranlera la France est familier à la piété universelle ; il était même très familier, dans les années qui précédèrent la guerre, à la piété catholique allemande ; et ce nom évoque dans toutes les pensées catholiques, à quelque nationalité qu'elles appartiennent, l'idée d'une certaine trame surnaturelle sur laquelle à travers les siècles s'est déroulée l'histoire de notre France, élue comme terre de miracles par les complaisances divines. A l'arrière-plan du geste épiscopal qui commande la prière française, surgit tout un passé de grâces qui garantit à la France un avenir de grâces ; et pendant qu'au jour le jour l'histoire nationale enregistre l'aide quotidienne que se donne la France, l'épiscopat développe les raisons surnaturelles de compter sur l'aide de Dieu, et de la mériter, et de la célébrer.

Voilà vingt-huit mois que la guerre se prolonge, et depuis vingt-huit mois l'Église de France s'est intimement mêlée à la vie du pays, à la vie du front, où l'on se bat, à la vie de l'arrière, où l'on « tient. » Elle est théoriquement séparée de l'État, théoriquement l'État l'ignore ; mais ce sont là des abstractions qui, sous la pression des faits, dépouillent quelque chose de leur rigidité. L'Église de France, au cours de cette guerre, a pu mesurer elle-même et faire mesurer aux Français la place qu'elle occupe dans la vie nationale. Il a suffi qu'un homme d'État, quels que fussent ses propres sentimens, trouvât et prononçât le mot d'*Union sacrée* pour que, du jour au lendemain, l'Église, en un certain nombre d'endroits, fût invitée à redevenir la collaboratrice normale de la bienfaisance officielle, et pour qu'ouvertement elle invitât ses fidèles à répondre avec une sollicitude particulièrement docile aux appels fiscaux de l'État. Il y avait quelque péril pour l'Église à paraître s'intéresser aussi activement aux souscriptions des emprunts. Une rumeur cheminait d'après laquelle c'étaient les curés qui avaient fait la guerre, rumeur inique, qu'enrayaient malaisé-

ment certains préfets courageux. Les curés, en faisant souscrire, s'exposaient à entendre dire qu'ils cherchaient maintenant à prolonger la guerre : et cela a été dit. Mais cette autre rumeur, qui voulait être infamante et qui n'était qu'infâme, vient d'être couverte par la voix même de l'État. « Dans cet emprunt comme dans les précédens, a déclaré M. Ribot, ministre des Finances, le 9 novembre 1916, le clergé français s'est honoré en apportant spontanément, quand le Gouvernement ne lui demandait rien, sa contribution, ainsi que son concours le plus complet et le plus énergique. »

Le témoignage est formel, il atteste le souci permanent qu'eut l'Église de France de remplir tout son devoir envers l'État et de conformer ainsi sa conduite aux exigences de l'*Union sacrée*. Et sous aucunes plumes peut-être, la nécessité de cette Union et de son maintien après la guerre n'est affirmée d'une façon plus pressante que sous certaines plumes épiscopales. « L'effrayante mêlée qui confond dans les rangs de l'armée les âges, les aptitudes, les carrières, les fonctions publiques et privées, écrit le cardinal de Cabrières, produira une union, une unité nationale, plus belles, plus puissantes que jamais, et dans lesquelles s'épanouiront à nouveau les qualités qu'il a plu à Dieu de donner à notre race, relevées encore par des ambitions plus nobles et plus généreuses. » Et le cardinal désire que ses prêtres ne craignent pas de « faire entrevoir aux autres Français, dans ce qui se passe en ce moment, l'image de ce que serait la France, si l'*Union sacrée* exigée par la guerre, et acceptée si loyalement par tous les bons citoyens, se perpétuait après la paix. »

« L'*Union sacrée*, dit, de son côté, Mgr Péchenard, évêque de Soissons, s'inspire de la nature elle-même : elle n'est pas autre que celle des enfans d'une même famille. Réjouissons-nous de ce que ce principe fondamental de toute société ait été de nouveau reconnu et acclamé parmi nous. »

L'Église maîtresse d'ordre, d'un ordre fondé par la justice, sait qu'à la faveur d'un tel ordre l'union règne; et dans les hommages qu'elle rend à l'*Union sacrée*, il y a plus et mieux qu'une tactique politique du moment, il y a toute une morale sociale, et toute une doctrine séculaire, visant à la concorde civique par l'harmonie des âmes.

GEORGES GOYAU.

L'ÉTERNEL CHAMP DE BATAILLE

III [1]

LES BONNES GENS DE CHEZ NOUS

Je voudrais essayer de fixer, ici, les traits de quelques vieilles gens de mon pays natal, tâcher de retarder l'heure de l'oubli complet pour tout un petit monde disparu, qui, avant cette dernière guerre, dans notre Lorraine même, n'était déjà plus qu'un souvenir. Ceux qui s'en souviennent encore ont passé la cinquantaine : la plupart sont dispersés à travers la France, où, depuis deux ans, ils vivent en exilés ; les autres ont été emmenés en captivité par les Allemands. Si ces lignes parviennent jusqu'à eux, peut-être qu'il leur sera doux d'y retrouver quelques figures de connaissance et de se rappeler les temps lointains, où, en dépit de tous les revers et de toutes les mutilations, que nous n'avons jamais voulu croire définitives, notre pays se remettait à vivre et à espérer quand même. De leur côté, nos compatriotes de France, par un sentiment de pitié, et aussi, j'espère, de reconnaissance pour notre pauvre Lorraine, montreront sans doute quelque indulgence à l'égard de ces revenans du passé, ces paysans, ces petits bourgeois de la Meuse ou de la Moselle, personnages assez ordinaires, qui n'ont rien des héros de roman. Je voudrais les décrire tels

(1) Voyez la *Revue* du 15 août et du 1er septembre 1915.

qu'ils furent, tels qu'ils m'apparurent dans mon enfance, sans rien de cette fausse idéalisation, qui semble de rigueur dès qu'on touche aux choses ou aux gens d'Alsace-Lorraine. Ils n'en ont pas besoin. Leurs qualités vraies sont assez sérieuses et assez fortes pour se passer d'embellissemens. Peut-être qu'ils choqueront, au delà de leurs frontières, des esprits plus nuancés et plus délicats, par ce qu'il y a de heurté et de dur dans leur caractère, par un bon sens un peu trop près du sol, un réalisme entièrement dénué d'illusion et de sentimentalité. Mais on leur pardonnera, j'en suis sûr, si l'on songe qu'ils ont bien mérité de la France, et que, malgré tout, il faut les aimer pour leur longue fidélité, le haut exemple patriotique qu'ils ont donné à la nation tout entière, et surtout pour les atroces et presque continuelles souffrances qu'ils ont endurées à cause d'elle.

On parle de pays martyrs. Parmi eux, il convient de mettre au premier rang cette région d'entre Meuse et Moselle, qui formait jusqu'ici les arrondissemens de Montmédy et de Briey, et que, pendant des siècles, se disputèrent les maisons de France, d'Autriche, de Bourgogne et de Lorraine. Sauf sous la domination des comtes de Chiny et sous celle, plus récente, de la monarchie française, ce malheureux pays n'a, pour ainsi dire, jamais connu le repos et la sécurité. Presque pas d'années qu'il ne soit pillé, mis à feu et à sang par un quelconque envahisseur, depuis le Normand et le Hongrois de l'époque carolingienne (pour ne pas remonter plus haut) jusqu'au Teuton d'aujourd'hui. Sans doute, pendant la guerre de Cent Ans et les guerres de religion, toutes les provinces de France furent cruellement ravagées. Mais il est probable qu'aucune n'a autant souffert que notre pays. Après que le flot destructeur des armées régulières était passé, que les bandes d'Écorcheurs s'étaient retirées avec leur butin, les hobereaux du voisinage s'abattaient, comme des vautours, sur le champ de carnage. Quand ce n'était pas le Damoiseau de Commercy ou son père, le seigneur de Sarbrück, c'était le Bâtard de Conflans, ou le sire Collard des Armoises, bailli de Saint-Mihiel, ou le Prévôt d'Étain, qui mettait la région en coupe réglée. Les paysans, rançonnés et torturés, s'enfuyaient. A cette époque, dans la prévôté de Montfaucon, les cultures restèrent en friche pendant soixante ans. Cette contrée riante, si naturellement fertile, était redevenue sauvage.

La pire épreuve, pour cette région du Bas-Luxembourg, fut la guerre de Trente Ans. Pendant près d'un demi-siècle, sans discontinuer, les Allemands, les Suédois, les Français, les Lorrains, les Espagnols la foulèrent horriblement. C'est alors que la célèbre abbaye d'Orval, avec ses églises et ses ateliers, fut brûlée par les soldats du maréchal de Châtillon. En 1649, les troupes du marquis de La Ferté et du général suédois Rosen prirent leurs quartiers d'hiver à Saint-Laurent, Billy, Mangiennes, et dévastèrent le pays jusqu'à Étain. Sans doute que Spincourt, qui se trouvait sur leur chemin, ne fut pas épargné. Mais, parmi ces dévastateurs, les Allemands, comme toujours, se montrèrent les plus cruels. L'année 1636 resta longtemps célèbre dans les imaginations populaires de chez nous, et elle fut marquée d'une croix noire par nos annalistes locaux. On l'appelait « l'an des Croates » ou « l'an de mortalité, » parce que ce fut à la fois une année de peste, de pillages et de massacres. Les armées impériales, composées en majorité de Croates, assaillirent encore une fois les environs de Montmédy et les localités riveraines de la Meuse, « séjournant si longtemps dans ces pays, — écrit le curé d'Avioth, Jean Delhôtel, — depuis la Noël jusqu'à la Saint-Jean, en tourmentant, en molestant, rançonnant, blessant, tuant les personnes, les faisant souffrir des tourmens incroyables, que la plupart en sont morts, après les avoir pillés et emporté tout ce qu'ils avaient et la meilleure partie. » Un autre nous les représente « violant femmes et filles, pendant les hommes pour les rançonner, leur faisant boire et entonner dans leur corps les eaux distillant des fumiers, les frottant avec nerfs de bœuf et usant de marteaux et armes afin de crevanter les personnes, mettant le feu aux villages et autres places. » Vers le même temps, leurs alliés espagnols, pour faire chanter leurs prisonniers français, avaient imaginé de leur arracher les ongles des pieds et des mains.

Mis en déroute par le comte de Soissons, ces bandits passent la Meuse à Consenvoye, sans omettre leurs habituelles brûleries de villages, emmenant les femmes et les enfans en captivité... Les années suivantes, les pillages, les sièges, les coups de main continuent sans interruption. Les razzias se succèdent et se multiplient. Elles sont, pour ainsi dire, quotidiennes. Cette semaine, la garnison de Stenay vole les vaches de Damvillers, ce qui

fait que, la semaine suivante, la garnison de Damvillers capture les cochons de Stenay. Les paysans, qui se voient enlever leurs bestiaux, leurs grains, leurs fourrages, toutes leurs provisions, émigrent en Belgique ou en France. Des villages restent déserts pendant plusieurs années... Et voici que cette lamentable histoire se recommence ! Hier, à Nice, ô ironie ! sous les palmiers d'un beau jardin, devant l'azur uniformément radieux de la Baie des Anges, des exilés de mon pays, des laboureurs de Montfaucon et de Consenvoye, me racontaient leur fuite affolée sous les bombes allemandes, à travers le Barrois encore une fois envahi. Ce qu'ils regrettaient le plus de leur logis saccagé, de leur bien perdu, c'étaient, comme toujours, les bestiaux, — les chevaux surtout. Une femme me disait :

— Nous avions une jument !... *Ils* nous l'ont prise, tuée peut-être !... La pareille n'existait pas ! Avec tout l'or du monde, on ne nous la rendra jamais !

Devant ce désespoir, qui ne perd jamais de vue les compensations pécuniaires, devant la désolation à la fois rusée et naïve de ces pauvres gens, victimes des soldats de Guillaume II, je croyais entendre la plainte sans fin des ancêtres, rançonnés par les compagnies de l'archiduc, ou massacrés par les reîtres de Sa Majesté Apostolique.

Enfin, après des siècles de tribulation et de misère, ce fut la Paix française. Le Sire des fleurs de lys finit par rechasser dans son aire l'Aigle à deux becs, avec tous ses gerfauts et tous ses roitelets de Germanie. Depuis le traité des Pyrénées jusqu'à la Révolution de 89, pendant un peu plus de cent ans, notre province goûta une tranquillité à peu près complète. Il y eut bien encore maintes alertes ; les passages de troupes étaient fréquens et les réquisitions militaires continuaient à s'abattre sur l'habitant. Mais on en avait tellement l'habitude ! Et puis, maintenant, les garnisaires étaient des protecteurs et non plus des pillards ou des bourreaux. On reprenait confiance, parce que, désormais, on se sentait appuyés sur une grande force. L'orgueil de participer à la force française, une reconnaissance plus ou moins consciente, mais profonde, pour la sécurité qu'elle donnait, tous ces sentimens ne tardèrent point à faire de notre Lorraine la province peut-être la plus loyaliste de tout le royaume. (J'entends par là, naturellement, notre petit pays

de Montmédy et de Briey, et non pas le duché de Lorraine.) D'ailleurs, l'influence de la Champagne, plus polie et relativement plus paisible, la communauté de langue entre ces deux contrées voisines, tendaient depuis longtemps à les rapprocher et à les fondre l'une et l'autre dans le domaine royal. Il est à noter, en effet, que nos maîtres étrangers respectèrent toujours notre langue, comme nos usages locaux. C'est en français que le Grand Conseil de Luxembourg, ou Philippe II, roi de toutes les Espagnes, rédigeaient les ordonnances et les lettres adressées à nos bourgeois et à nos commandans d'armes; et ce sont des prêtres indigènes, portant généralement des noms français, que l'archevêque de Trèves désignait pour les cures de la région.

Quoi qu'il en soit, la formation morale, comme la formation politique de ces pays, semble avoir été définitivement achevée à cette époque. Pendant une partie du XVIIe siècle et pendant tout le XVIIIe, ils ont reçu si profondément l'empreinte de la monarchie française, que leur physionomie se modifiera à peine, au cours du siècle suivant, en dépit des révolutions et des bouleversemens politiques. Il a fallu le changement économique produit dans la région par la découverte du bassin minier, pour en renouveler complètement l'esprit et les mœurs. Jusqu'à ces trente dernières années, rien n'avait bougé chez nous depuis plus de cent ans, ni dans les têtes et les cœurs de nos gens, ni dans les rues de nos villes et de nos villages. Quand j'interroge mes souvenirs, je vois se lever toute une collection de types vraiment représentatifs, qui symbolisent autant la vieille France que la vieille Lorraine.

*
* *

Un de mes amis, qui dénigre volontiers les théories régionalistes, ne cesse de me répéter : « Il n'y a plus de provinces! Il y a la province d'un côté, Paris de l'autre, et c'est tout! » Je tremble qu'il n'ait raison. Pourtant, dans cette uniformité provinciale, des nuances, dont quelques-unes même assez tranchées, se révèlent à des yeux attentifs. Peut-être qu'il est plus facile de les sentir soi-même que de les faire distinguer à autrui. Peut-être que ces types, qui me paraissent, à moi Lorrain, si représentatifs de mon pays, n'offriront à d'autres aucun trait vraiment particulier. Encore une fois, je demande pour

eux l'indulgence. Si leur physionomie originale est effacée, je suis bien sûr que, tout au fond de leurs âmes, il y a des sentimens qui n'ont atteint que chez eux à une pareille intensité.

*
* *

Avant les figures individuelles, j'aperçois d'abord des groupes de familles anciennes, solidement établies sur le sol, où elles étendaient des ramifications nombreuses, familles véritablement hégémoniques, sur lesquelles tout le reste se modelait. Nous n'avions pas à proprement parler de hobereaux, de gens à particules : la petite noblesse locale avait dû être fortement décimée par les guerres incessantes et par la politique impitoyable de Richelieu. Tout près de chez nous, à Sorbey, on pouvait lire sur les murs du château une inscription goguenarde, qui rappelait aux populations les rigueurs souvent cruelles de l'autorité royale contre les féodaux récalcitrans. Ce château appartenait au duc de Lorraine. Or, en 1646, le seigneur du lieu, le sire de la Fontayne, ayant eu l'audace de résister aux troupes de France, au point qu'il fallut sacrifier quelques hommes et tirer quelques coups de canon pour s'emparer de sa pigeonnière, il fut pendu haut et court, selon la règle établie par le grand cardinal. C'était le supplice qui attendait les commandans de place assez présomptueux pour ne point se rendre à la première sommation. Cela leur apprenait à faire inutilement gaspiller la poudre et les soldats du Roi. Ainsi fut récompensée la fidélité du sire de la Fontayne envers son suzerain Charles IV. Mais, comme disait l'inscription gravée sur les ruines de son castel : *Tous quarts d'heure ne sont bons!* Depuis longtemps, notre pays en savait quelque chose.

Pour remplacer ces hobereaux massacrés ou partis en exil à la suite de leurs ducs, nous avions toute une classe de propriétaires moyennement fortunés, dont les uns vivaient en rentiers sur leurs terres, tandis que les autres, véritables cultivateurs, faisaient valoir eux-mêmes leur bien. La plupart ne devaient rien à la Révolution. Riches dès avant 89, ils n'avaient point acheté de biens nationaux. Aussi ces maîtres du sol, avec des façons un peu rudes et campagnardes, ne manquaient-ils point de tradition, ni même d'une certaine politesse, qui sentait l'ancien temps.

La plupart possédaient une grande maison sans nul carac-

tère architectural, attenant à des écuries ou à une maison de ferme, mais confortable et bien distribuée. Quand elle était couverte en ardoises et surtout flanquée d'une tourelle en poivrière, elle prenait le nom de château. Les seigneurs de ces logis mettaient leurs fils au collège, à Étain, ou à Verdun. Leurs filles revenaient du couvent sachant broder au tambour et « toucher du piano. » Eux-mêmes, en galoches ferrées, conduisaient la charrue, menaient les chevaux à l'abreuvoir, aidaient les valets à engranger les bottes de foin ou de froment. Par les beaux soirs d'été, ils fumaient leur pipe sur le banc de pierre, ou de bois, accoté au mur, près de la porte d'entrée, devant le fumier de la cour. Des voisins venaient en visite. On apportait des chaises. Les dames avaient même fait un brin de toilette, arrangé leurs coiffures ; et, tandis qu'elles se communiquaient les *dâdées* du village (ainsi appelait-on, chez nous, les médisances où les propos frivoles); tandis que les hommes discutaient les opinions subversives du *Journal de Montmédy*, la demoiselle de la maison, pour éblouir son monde, exécutait au piano, dans le « poêle, » toutes fenêtres ouvertes, la *Prière d'une vierge*, ou la *Marche lorraine*...

Ces jeunes filles finissaient par épouser de petits propriétaires campagnards comme leurs pères, ou des notaires des environs. Elles ne rougissaient point de travailler. Elles jardinaient, mettaient la main aux lessives et aux laitages. Rares étaient ceux qui vivaient dans l'oisiveté. Il y en avait pourtant. Je me rappelle un couple de rentiers, qui, leur fille unique étant mariée, vivaient seuls et sans rien faire dans le trou de village le plus désolant qu'on puisse imaginer. Il est vrai qu'ils avaient la consolation d'habiter un « château. » Mais aujourd'hui encore, c'est un mystère pour moi que de savoir à quoi ils pouvaient occuper leurs journées.

Le mari était un petit homme grassouillet et bedonnant, au teint rose et frais, toujours en redingote et cravate noire, le bonnet grec sur l'occiput ; son épouse offrait l'aspect imposant d'une femme haute et spacieuse comme une cathédrale, engoncée dans un caraco de soie noire et coiffée d'un éternel bonnet de dentelles, dont les rubans étaient à peine moins violets que le teint apoplectique de ses bajoues carrées et rebondies. Ils passaient des heures, enfoncés dans des fauteuils de paille, qui se faisaient vis-à-vis de chaque côté de la fenêtre de « la

salle, » lui, tournant ses pouces, elle, dodelinant de la tête, tous deux n'échangeant que de rares propos et comme abîmés délicieusement dans la rumination de cette oisiveté béate. Le souci mutuel de leurs santés semblait les absorber uniquement. Ils avaient l'un pour l'autre de petites attentions tendres, de petits soins délicats. Et, quand on arrivait chez eux à l'improviste, ils paraissaient se réveiller d'un long sommeil. L'énorme couple s'agitait, s'empressait : ils devenaient les vieilles gens les plus aimables du monde. La maîtresse de maison, à demi pliée sur une canne et traînant sa grosseur, vous conduisait tout de suite au jardin, qu'il fallait admirer, car il était célèbre dans la région pour la précocité et la variété de ses primeurs : pour les melons et les petits pois il ne souffrait point de rival. On y descendait après avoir traversé le corridor, un long corridor tout nu, au parquet admirablement ciré, où se reflétaient, comme un arc-en-ciel, les verres de couleur de la porte d'entrée. On y sentait un peu le moisi, mais aussi une délicieuse odeur de fruits mûrs. Cette odeur appétissante exaltait jusqu'au lyrisme mes émerveillemens devant les reflets prismatiques du vitrage. Et je savais par expérience tout ce que les flancs profonds des placards et des armoires de chêne recélaient de pommes, de coings, de nèfles et de cornouilles, de pots de confitures; et là-haut, sous les solives du grenier, parmi les tendues des lessives, je savais aussi tout ce qu'il y avait de pruneaux et de poires tapées, qui achevaient de concentrer leurs parfums sur l'osier des « volettes. » Il me semblait pénétrer dans le propre château de dame Tartine, si bien que j'en oubliais le trou boueux où croupissait cette maison gourmande et assoupie, la tristesse infinie de ce pays plat sous son ciel pluvieux.

Seules, ces visites de voisins rompaient de loin en loin la monotone existence de ces braves gens : c'étaient les grands événemens d'une saison. On se visitait d'ailleurs cérémonieusement. On avait les uns pour les autres la plus grande considération, et il fallait entendre de quel ton on parlait des François d'Houdelaucourt, des Richard de Rouvres, ou des Mathieu de Preutin. En ajoutant ainsi aux noms de ces familles ceux des villages où elles habitaient, on refaisait tout doucement une petite aristocratie locale qui, avec les prétentions, avait à peu près toutes les qualités de l'ancienne. Vivre sur sa terre,

manger le revenu et les produits de ses champs, avoir un fils militaire, une fille mariée à un magistrat, chasser, pêcher, telle était toute son ambition ; et quand on avait rendu, dans les environs, quelques visites d'apparat, on pensait avoir épuisé toutes possibilités de relations avec le monde extérieur. En général, on ne sortait point de chez soi.

On citait comme une rareté le cas d'une de nos voisines, la veuve d'un ancien officier de marine, qui, tous les ans, allait passer l'hiver dans le Midi, avec son fils atteint de la poitrine. Encore fallait-il la débilité du jouvenceau pour excuser cette coûteuse fantaisie. On disait : « Ils sont partis pour les pays chauds ! » — « Les pays chauds, » c'était Cannes. Mais, dès les premières violettes, ils se hâtaient d'en revenir. Leurs persiennes closes se rouvraient, montrant, derrière les vitres, des rideaux de mousseline fraîchement empesés. Des chaises de jardin s'éparpillaient devant la maison, qui avait assez bon air, quoique récemment bâtie et qui, avec ses hautes fenêtres cintrées, son balcon, son perron en terrasse pouvait passer, si l'on voulait, pour une maison à l'italienne. Un très beau parc, dont la perspective s'ouvrait sur un petit étang, achevait de donner à la propriété une apparence vaguement seigneuriale. Naturellement, c'était le château du village.

L'hiverneuse de Cannes et sa mère passaient les après-midi d'été sous les charmilles du jardin. Elles apportaient là leurs boîtes à ouvrage, recevaient leurs visites. Elles causaient volontiers, la dame veuve surtout, qui se piquait de bel esprit et qui était grande dévoratrice de bouquins. C'est même la seule personne qui lisait, du moins à ma connaissance, dans tout notre pays de Spincourt. A cette époque-là, on ne lisait pas plus qu'on ne sortait. Petit garçon, je n'ai jamais vu de livres que chez cette dame et chez mon père : ils se communiquaient mutuellement leurs lectures, se prêtaient des volumes. Le fils de la maison, par genre, était censé s'occuper d'histoire et d'archéologie locales. C'est ainsi qu'au « château, » sur la table du salon, il y avait une superbe publication illustrée, *La basilique d'Avioth*, que je me souviens d'avoir feuilletée avec ravissement. Je me souviens aussi d'un volume qui, alors, m'enthousiasma, sans doute parce qu'il venait de Nancy, ville lointaine et prestigieuse pour mes yeux d'enfant. Il était intitulé : *Le journal de Marie-Edmée*. J'ai su depuis que l'auteur

était la propre sœur du général Pau. C'étaient des notes prises au jour le jour, à Nancy, pendant l'occupation allemande de 1870. L'unique chose qui m'ait frappé alors, c'est qu'il y était souvent question du Cours Léopold et de la place Stanislas... ô splendeurs ! Je rêvais de la basilique d'Avioth ! Palais et cathédrales, tout cela se confondait, dans mon imagination éblouie. Ces beaux noms de merveilles ou de lieux inconnus commençaient à me dépayser le cœur et l'esprit. Le « château » de Spincourt me donnait mes premières leçons d'exotisme.

Les conversations de la maîtresse du logis, dont je saisissais quelques bribes, blotti près du coffre à bois, dans le coin de la cheminée, ces conversations contribuaient encore à m'entraîner hors de mon petit cercle coutumier. Grâce à ses voyages et à sa parenté, elle avait des relations assez étendues non seulement en Lorraine, mais dans toute la France. Elle y faisait de fréquentes allusions, se laissait interroger complaisamment sur tels ou tels personnages connus dans la région. De quel ton respectueux elle parlait du docteur Poincaré, le père du mathématicien ! Par Arrancy, où ils avaient des alliances, la famille des Poincaré projetait jusqu'à Spincourt quelques rayons perdus de sa gloire. Quand ils y débarquaient, c'était une véritable révolution dans le village. Une année, à l'époque des vacances, on annonça l'arrivée du « jeune M. Boutroux, » qui professait alors à l'École Normale Supérieure, et qui, si j'ai bonne mémoire, était, en ce temps-là, fiancé à la sœur d'Henri Poincaré. Notre amie du château, qui se passionnait pour les questions matrimoniales et qui excellait à mettre en relief les beaux partis, déclarait à ses auditeurs :

— C'est un jeune philosophe du plus brillant avenir !

Je l'entends encore... De tels mots ne se prononçaient pas communément à Spincourt. Avec quelles sonorités ils sonnaient à mes oreilles ! Je ne devinais pas très bien ce qu'ils voulaient dire. Mais, par-dessus les ramages de nos basses-cours et les meuglemens de nos étables, la musique de ces mots-là m'enchantait.

Mon imagination était seule coupable de ces petits émois vaniteux et ridicules. Car l'excellente femme, qui nous entretenait ainsi de nos célébrités locales, ne s'évertuait nullement à étonner son public. Aucune pose chez elle. Cela semblait même une gageure. Cette voyageuse, qui arrivait de la Provence et de

la Méditerranée, ne nous en parlait jamais. Était-ce sécheresse absolue d'imagination? Dévote, avait-elle peur d'éveiller des curiosités romanesques, ou d'humilier des voisins moins fortunés ou plus enfoncés dans leurs habitudes casanières? Toujours est-il qu'elle paraissait vivre en partie double et qu'il y avait comme une cloison étanche entre sa vie de Spincourt et sa vie d'hiverneuse. Elle rentrait du pays où fleurit le mimosa, comme elle fût rentrée d'une course d'emplettes à Longuyon ou à Étain. Tout de suite, au saut du train, ou de la diligence, elle était à l'unisson avec nos gens. On aurait dit qu'elle les avait quittés la veille. Elle reprenait instantanément les habitudes du village. Comme les bonnes femmes, elle assistait à la première messe en bonnet du matin. Sous le porche de l'église, elle écoutait avec intérêt les commérages de la localité, apprenait les naissances, les morts et les mariages survenus depuis son départ. Elle mangeait le gros pain en couronne cuit pour les paysans, la crème et les œufs de son fermier. Son fils, en chapeau de jonc, la pipe à la bouche, passait des après-midi entiers, le derrière dans l'herbe, aux bords de l'Othain, à pêcher à la ligne des tanches et des chevènes. Ah! non, ceux-là ne prêchaient point par leur exemple le mépris des usages familiaux, ni la désertion du sol. S'ils quittaient le pays pendant l'hiver, c'est que la délicatesse de leur santé les y contraignait. On les plaignait d'être obligés à cet exil annuel. Eux-mêmes semblaient comprendre ainsi les choses : ils ne se vantaient point de leur absence. Avec des soucis un peu plus relevés que ceux de leur entourage, ils voulaient être de Spincourt et rien que de Spincourt. Ils s'occupaient de l'éducation des enfans, flattaient l'instituteur et le curé. Ils embellissaient l'église, offraient des vitraux pour le chœur, faisaient nettoyer le cimetière. Leur sépulture, à peine moins modeste que les autres, attestait, chez eux, la volonté de dormir leur dernier sommeil au milieu des paysans.

Parmi ces fidèles de la terre, il y avait un petit groupe de jeunes gens et d'hommes mûrs, — étudians ou magistrats, — tous de la même famille, et tous originaires de notre village, qui venaient, chaque année, à l'époque des vacances, se retremper dans la complète vie rustique.

Ils descendaient chez leur tante, ou leur grand'mère, une septuagénaire, qui vivait à Spincourt avec sa fille. Celle-ci,

ridiculisée de bonne heure par un embonpoint hyperbolique, n'avait jamais pu se marier. Épaisse et noiraude, avec de gros yeux à fleur de tête, elle rappelait la figure de la naine qui, au premier plan dans le tableau des *Ménines* de Velazquez, se ballonne dans son vertugadin. Seulement, elle, elle était une femme colosse, de celles que l'on montre dans les foires. En été, au moment des grandes chaleurs, elle allait se baigner dans les trous d'eau de l'Othain, dont la fraîcheur est si tranchante que l'idée seule m'en fait claquer des dents. Pudiquement, elle se déshabillait derrière un parapluie, et, de même qu'elle vidait les baignoires, elle tarissait le lit de la rivière, rien qu'en y plongeant sa volumineuse personne.

Le souvenir de cette géante m'évoque immédiatement celui d'une vieille petite bossue, qui n'était point sa parente, mais qu'on voyait souvent avec elle et qui vivait en quelque sorte dans le sillage de sa famille. On l'appelait Mlle Betsy. C'était la fille d'un chirurgien militaire anglais, qui, paraît-il, avait logé chez les grands-parens de la géante, pendant l'invasion de 1815. Séduit, disait-on, par les agrémens du pays, il s'y serait installé après la guerre, en compagnie d'une jeune infirme, qu'il donna pour sa fille, — cette étrange Betsy dont les excentricités d'allures et de langage faisaient la joie des gens de Spincourt. Je m'arrête à ces menus détails, parce qu'ils semblent prouver qu'il n'est si plat pays, médiocrité si uniforme, milieu si morne et si fermé, qui ne trouvent des amateurs épris de leurs charmes, où l'on ne découvre un petit coin imprévu de pittoresque et de fantaisie, où la bouffonnerie des contrastes et l'exotisme même ne finissent par pénétrer.

La bossue, qui, en bonne Anglaise, avait le goût de l'indépendance, habitait une maison à part. Ses deux amies et protectrices occupaient un vaste logis attenant au cimetière par ses communs. Ce logis, bâti au XVIIIe siècle, trahissait dans son ordonnance la main discrète et délicate du clergé. On n'y avait pas économisé l'espace, bien qu'il n'eût qu'un rez-de-chaussée. L'aménagement et la décoration des pièces, le goût sobre et l'épaisseur des boiseries, la commodité, et, comme on disait au siècle d'avant, la propreté de cette habitation, tout y rappelait le luxe sérieux et sans éclat des couvens. Très probablement, cette maison servait de presbytère, lorsque la paroisse de Spincourt était un prieuré dépendant de l'abbaye d'Orval. La

cuisine, très vaste, et dallée comme une église, aurait pu fournir le réfectoire d'une communauté. C'était la pièce importante. Les deux maîtresses du logis et leur unique servante s'y tenaient habituellement du matin au soir. La vieille mère, toujours assise sur une chaise basse, à l'angle d'une immense cheminée à manteau, tisonnait, du bout d'un bâton, dans les cendres du foyer, ayant à portée de sa main un attirail de soufflets, de pincettes et de pelles à feu, le tout en fer massif et très lourd. Les soufflets étaient des tuyaux de fonte creuse, des espèces de sarbacanes percées aux deux bouts, où, de temps en temps, elle s'époumonait à souffler pour raviver un peu les braises. De sa chaise basse, elle surveillait les chaudrons, pendus aux crocs de la crémaillère, où cuisait la « chaudronnée » des porcs, ou bien, de sa main tâtonnante, elle atteignait, derrière elle, dans le renfoncement de la cheminée, des brindilles de fagots ou une poignée d' « ételles, » tandis que sa fille, énorme et suffoquée par la graisse, écrémait le laitage sur la longue table de chêne, parmi les pots de grès alignés et les assiettes profondes, où tremblaient les fromages blancs.

L'une et l'autre prenaient leurs repas devant l'âtre, sur une table ronde, sans nappe, supportée par deux châssis en X. Un merle chantait dans une cage rustique accrochée au mur entre un chapelet d'oignons et un paquet de chanvre. Dans le fond, sous la rampe de la « montée » qui conduisait aux greniers, des rideaux de cotonnade rougeoyaient vaguement derrière les volets à claire-voie de l'alcôve où couchait la servante...

Même les longues veillées d'hiver, elles les passaient dans cette cuisine. Une lampe à huile, accrochée au rebord de la cheminée, éclairait servante et maîtresses, qui, jusqu'à l'heure du couvre-feu, tricotaient des bas de laine. On aurait dit que le reste du logis était inhabité. Sauf les chambres à coucher, on n'entrait jamais dans les autres pièces, à moins qu'on n'eût à recevoir des visites de cérémonie. Les amis et les voisins étaient reçus dans la cuisine. Je ne crois pas avoir pénétré plus d'une ou deux fois dans « la salle, » une vaste pièce au parquet en losange et au mobilier Empire. Elle ne manquait pas de caractère. Entre les deux fenêtres, il y avait une console dorée, et, en belle place, allongé dans sa gaine de palissandre, un piano à queue, à l'énorme pédale de cuivre, qui avait la forme d'une lyre : dans la famille, on aimait la musique. Tout l'ap-

partement, avec ses sièges rangés cérémonieusement contre le mur, donnait une impression de nudité glaciale. Le corridor aussi, au carrelage en damier blanc et noir, aux murs crépis à la chaux, sans un ornement, faisait frissonner, quand on le traversait.

Il aboutissait à la porte du jardin, — un jardin qui avait dû être soigné autrefois et qui, même dans l'abandon où le laissaient les actuelles propriétaires, conservait encore un certain style. Les plates-bandes encadrées de buis étaient dessinées à la française. Au centre du rond-point formé par les allées, se dressait un cadran solaire, et, un peu partout, sur des supports en maçonnerie, de grosses boules de verre colorié, qui prolongeaient la perspective. A l'extrémité, on avait aménagé une gloriette, sur une espèce de terrasse ombragée de tilleuls, qui dominait la principale rue du village. Le jour de la Fête-Dieu, pour le passage du Saint-Sacrement, ces dames suspendaient au petit mur d'appui de leur gloriette des draps blancs, piqués de pivoines. Mais on ne les y voyait jamais, sauf quelquefois en été, les jours où, par exception, il faisait très chaud. Alors, elles apportaient des chaises sur la terrasse et elles restaient là, jusqu'après la tombée de la nuit, à prendre le frais...

Aux mois d'août et de septembre, les neveux et les cousins, qui arrivaient par bandes, dégelaient tout à coup le vieux logis sépulcral. Ils débarquaient avec leur attirail de chasseurs et de pêcheurs. On sortait des hangars, où ils passaient toute l'année, les nasses et les verveux. On astiquait les fusils, on graissait, avec une couenne de lard, les gros souliers à clous. Les chiens, fous de liberté, aboyaient éperdument dans la cour. Et puis le soir, après le souper en famille, on se délassait par un concert : le vieux piano à queue retrouvait son âme mélodieuse, comme au beau temps du major anglais et de Mlle Betsy. Un oncle célibataire, qu'une infirmité hideuse défigurait, jouait du violon. Le malheureux était vraiment repoussant avec la tache vineuse et les excroissances de chair qui lui recouvraient toute une joue jusqu'au bord de la paupière. Les gens de Briey, dans leur méchanceté cruelle, l'avaient surnommé « le Taché. » Ceux de Spincourt l'appelaient familièrement « le Bouseré. » Ce « Bouseré » était un virtuose, qui avait trouvé dans la musique sa grande consolatrice. Quand il jouait de son instrument favori,

rien n'était douloureux à voir comme ce pauvre visage souillé et déformé qui s'appuyait sur la boîte polie du violon. Mais, de ce bouillonnement de chairs violâtres, émergeait un œil d'une extraordinaire beauté, un œil à la fois enivré et triste, où passaient tour à tour la flamme de l'inspiration et la détresse sans espoir de toute une vie manquée.

En général, les oncles étaient violonistes et fervens amateurs des œuvres classiques. Les neveux affichaient des goûts plus frivoles. Ils tapotaient au piano les airs à la mode, chantaient les chansonnettes ou les romances patriotiques de l'époque. Et de même que les oncles étaient républicains, les neveux se piquaient d'être royalistes et catholiques. Anciens élèves du lycée de Bar-le-Duc, ou du collège Saint-Clément de Metz, formés par les universitaires ou par les Pères Jésuites, ces jeunes gens débordaient d'enthousiasme et de foi patriotique. De quel cœur, de quel air de défi, ils lançaient alors le fameux refrain :

Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine...

Et quelles résonances immédiates et profondes ces simples mots n'éveillaient-ils pas, à ce moment-là, dans les âmes lorraines! C'était au temps de l'Assemblée de Versailles. On ne parlait que du Comte de Chambord et de la captivité de Pie IX. Et c'était aussi le temps du volontariat. Chasseurs à pied à Longwy, cuirassiers à Reims ou à Sainte-Menehould, artilleurs à Châlons, ces fils de famille assistaient en uniforme à la messe et aux vêpres. Chaque dimanche, à l'heure du salut, ils envahissaient la tribune de l'orgue, en faisant cliqueter leurs sabres et leurs éperons, et l'un d'eux attaquait les premières notes du cantique qu'on chantait alors partout, tandis que les garçons et les filles du village, stylés par leurs soins, reprenaient avec un bel accent meusien :

Dieu de clémence,
Vois nos douleurs.
Sauve Rome et la France,
Au nom du Sacré-Cœur!

Un grand souffle d'espérance, un désir ardent de résurrection soulevaient tout le pays. On plantait des croix de mission, les processions se multipliaient. Au printemps de 1873, il y eut, dans notre église de Spincourt, des fêtes extraordinaires, qui atti-

rèrent des curieux de dix lieues à la ronde. Nous avions alors un jeune curé plein de zèle et d'ambition (je crois bien qu'il est mort chanoine de la cathédrale de Verdun). Or, je ne sais comment, il découvrit dans le clocher tout un lot de reliques, qu'on y avait cachées pendant la Révolution. L'exaltation de ces reliques servit de prétexte à ces fêtes sans précédent. L'évêque avait délégué un vicaire général pour présider les cérémonies. Tout le clergé de l'arrondissement était accouru avec des troupeaux de fidèles. A la grand'messe, il y eut un sermon interminable, qui ébaubit fort nos bonnes gens, un sermon savant, prononcé par un professeur du séminaire. Cet ecclésiastique, encore tout émotionné d'un récent pèlerinage à Rome, nous parla des Catacombes, des cimetières de Calixte et de Domitilla... Rome, les Catacombes, Domitilla! Quel éblouissement pour un petit garçon qui patauge toute l'année dans les boues de la Woëvre! J'ai gardé une longue reconnaissance au prédicateur inconnu, qui laissa tomber sur nous ces beaux noms, comme s'il m'eût rempli la main de pièces d'or... Le soir, au milieu d'un grand concours de peuple, entre deux files de prêtres en surplis, on promena, dans leurs châsses neuves, les reliques miraculeusement retrouvées. On processionna pendant des heures à travers les rues du village tendues de guirlandes de mousse et pavoisées d'oriflammes fleurdelysées.

Ces processions continuelles nous avaient tellement surexcité l'imagination que, pendant tout un été, mon ami Louis Génin et moi, nous fîmes des reposoirs dans le grenier de notre maison. Nous passions des journées entières à confectionner des bannières en papier. Nous en avions une, magnifique, en mousseline blanche parsemée d'étoiles et de fleurs de lys, que nous arborions en permanence à la lucarne du grenier. Et je me souviens qu'un jour, la bonne du député, notre voisin, petite personne effrontée qui arrivait de Paris, en levant le nez en l'air, aperçut notre oriflamme, et se mit à ricaner :

— Tiens! v'là le drapeau blanc!

Nous ignorions totalement la signification du drapeau blanc. Mais les moqueries de la Parisienne nous inspirèrent pour le nôtre une sorte de fanatisme. Avec obstination nous le maintînmes à la lucarne, pour narguer la bonne du député, qui était alors considéré comme un « rouge. » Ce fut ma première, et bien involontaire, manifestation royaliste.

*
* *

Nos paysans s'associaient, sans aucune espèce d'arrière-pensées politiques, à ces solennités religieuses. Les familles pieuses entraînaient les autres. Mais à quoi bon les distinguer? Il n'y avait entre elles que des différences de fortune et d'autorité morale. Tous ces gens-là, sans être ce qui s'appelle des dévots, étaient profondément attachés à la religion de leurs anciens. Quelle belle assistance aux offices du dimanche! Tandis que les pères et les mères occupaient les bancs de la nef, les garçons entendaient la messe dominicale, tassés sous la tribune de l'orgue et, comme on disait, sous le clocher. Après dîner, jusqu'à l'heure des vêpres, ils jouaient au bouchon devant le porche de l'église, au milieu des pierres tombales du cimetière. Et, le soir, ils revenaient encore pour le salut, et aussi pour guetter, dans l'obscurité complice, la sortie de leurs « bonnes amies. » Tous participaient au culte. Les gamins étaient enfans de chœur, l'instituteur chantait au lutrin, les conscrits présentaient le pain bénit et, le jour de la fête patronale, ils offraient en grande pompe à saint Pierre, patron de la paroisse, un superbe bouquet orné de rubans multicolores. Les hommes mûrs portaient le dais dans les processions.

De mon temps, cet honneur semblait fixé dans la famille de mon petit ami Louis Génin. Je vois encore son père et ses oncles, aux jours de Fête-Dieu, sanglés dans leurs redingotes noires, nu-tête, le haut-de-forme collé sous l'aisselle, saisissant de leurs grosses mains calleuses les bâtons gainés de velours grenat et empanachés de plumes blanches, qui soutenaient les draperies cramoisies du dais. Ils avaient des figures singulièrement expressives, ces rudes ouvriers de la terre, en qui les instincts brutaux du paysan se tempéraient de bonhomie patriarcale. Et ils avaient aussi quelque chose de sacerdotal, non seulement dans leurs profils aux joues rases et au grand nez dévotieux, mais dans tout leur maintien compassé. De quel air pénétré ils s'agenouillaient dans la poussière, au moment de la bénédiction du Saint-Sacrement, tenant toujours d'une main le bâton gainé de velours, et, de l'autre, glissant sous leurs genoux un mouchoir de cotonnade bleue, pour ne point gâter leurs beaux pantalons... L'instant d'après, on les retrouvait déshabillés, en blouses du dimanche, faisant leur partie de

quilles devant l'auberge du village, ou regardant les joueurs, avec la même dignité que lorsqu'ils suivaient l'ostensoir.

Ces cultivateurs, fermiers ou petits propriétaires, étaient des gens de vieille éducation. Leur politesse, compliquée comme un rituel, avait quelque chose de cérémonieux et même de distant. Elle dissimulait la méfiance innée du paysan à l'égard du citadin, du sédentaire à l'égard du nomade et du passant, la peur d'être berné par un plus malin. Ils s'en faisaient une barrière contre l'inconnu. C'était aussi un vieux legs de la culture chrétienne, que les générations s'étaient transmis d'un siècle à l'autre et qui commençait à s'appauvrir. Dans les relations de famille, le tutoiement était banni. Bien des vieilles gens disaient « vous » à des bambins : « Et vous donc, mon fi? » était une formule courante chez nos bonnes femmes, lorsqu'elles s'adressaient à des polissons. Mon ami Louis Génin ne me tutoyait jamais, et telle était sa réserve que je n'osais pas le tutoyer non plus. Pour mes cousins de la ville, rien de bizarre et d'incompréhensible comme ces deux gamins, qui jouaient ensemble depuis le berceau et qui se disaient « vous » du matin au soir. Plus tard, lorsque j'ai lu dans les *Souvenirs d'enfance et de jeunesse* de Renan, que lui et M. Berthelot observaient, dans leurs relations juvéniles, la même politesse et la même déférence réciproques que deux sulpiciens causant, en surplis, sous le préau du séminaire, — je me suis rappelé tout de suite Louis Génin et moi, dans nos sarraux bleus, devisant parmi les tombes du cimetière, ou processionnant, en chasubles de papier doré, à travers nos granges et nos greniers de Spincourt. Enfans de dix ans, nous avions l'un devant l'autre la même retenue, et nous nous témoignions mutuellement le même respect que deux jeunes prêtres.

Longtemps après, j'ai essayé de revoir ce compagnon de mon enfance, ce premier de tous mes amis. J'avais fait exprès le voyage de mon village natal. Au saut du train, sur le seuil de l'auberge où j'étais descendu, j'aperçus, venant de la rue opposée, un grand paysan aux pommettes rouges et aux longues moustaches blondes tombantes, qui conduisait une charrette. En passant devant moi, il ôta fort poliment sa casquette. C'était Louis Génin. Je ne m'en doutai pas un seul instant, tellement ce grand gars dégingandé ressemblait peu à l'image que j'avais gardée de lui, et il ne se douta point davantage que c'était moi.

Sa mère, que j'allai voir aussitôt, me dit : « Vous le verrez ce soir! Il est allé à Baroncourt conduire un chargement de paille. » Je ne sais pour quelle raison il ne revint pas. Je partais le lendemain. Je dus m'en aller sans avoir pu lui dire un mot, ni lui serrer la main. Il mourut, l'année d'après, misérablement. Et ainsi je le vois toujours sous les traits du petit garçon en sarrau bleu avec qui j'ai fait des reposoirs.

*
* *

Il semble que, dans un pays aussi fortement traditionaliste, l'opinion politique aurait dû s'orienter dans le même sens qu'en Bretagne ou en Vendée. Il n'en était rien pourtant. Et voilà qui était bien typique, et, je le crois, vraiment représentatif de l'âme lorraine tout entière! En somme, nos paysans dévots et si attachés à leur bien auraient dû voter pour ces hobereaux intéressés et casaniers, qui partageaient leur vie, qui portaient le dais avec eux, qui leur prêtaient leurs chevaux, ou qui les aidaient à fumer leurs terres. Les uns et les autres étaient conservateurs, sinon gens du Roi, autant qu'on peut l'être. Eh bien, lorsque arrivaient les élections, ces hommes d'ordre et de discipline votaient pour le candidat républicain. Celui-ci, quoique originaire du pays, n'y revenait que rarement. Politicien de 48, il passait presque toute l'année à Paris. Il avait des façons de vieil étudiant ou d'artiste de brasserie, et, quand il arrivait dans notre village, à l'époque de la chasse, il exhibait un béret romantique, qui scandalisait le monde. Il était médiocrement sympathique et n'avait, pour ainsi dire, aucun contact avec les gens du pays. Néanmoins, on votait pour lui.

L'unique explication, c'est qu'on avait peur de la guerre. On était convaincu que la République, c'était la paix, tandis qu'une restauration monarchiste ou impérialiste amènerait infailliblement un nouveau conflit avec l'Allemagne. Nos paysans, qui avaient déjà tant souffert de l'invasion de 1870, en qui revivaient peut-être inconsciemment les terreurs des ancêtres, si cruellement décimés par les soudards, au cours de tant de siècles, — ces hommes des champs ne cherchaient pas plus loin, et ne distinguaient nullement ce qu'il y avait de contradictoire entre leur conduite et les principes de leur vieille éducation. Mais voici une autre contradiction : ces gens, qui redoutaient la guerre, qui n'en voulaient à aucun prix, étaient,

au fond, de déterminés militaristes. Ils s'entraînaient au métier de soldat, organisaient des Sociétés de tir, ne rêvaient rien de plus glorieux pour leurs fils que les galons et les épaulettes d'or de l'officier. C'est qu'ils avaient le sens invétéré de l'ennemi, — l'ennemi devenu si proche voisin depuis l'annexion, — et ils devinaient bien que cette guerre, dont ils ne voulaient pas, leur serait imposée un jour, et qu'alors il faudrait des soldats et des chefs.

Et puis, enfin, pour nous Lorrains, il n'y a pas d'autre noblesse que l'armée. L'homme d'armes a si souvent foulé notre sol en conquérant que nous avons pris l'habitude de saluer en lui le maître de la terre.

*
* *

Telles étaient ces familles, véritables pierres angulaires de nos petites villes et de nos villages.

Dans la grisaille uniforme de ces mœurs rurales, je vois se détacher trois ou quatre figures féminines, que je demande la permission de dessiner minutieusement, bien qu'elles soient fort ordinaires et fort modestes. Mais elles me paraissent vraiment significatives; et, si je choisis de préférence des figures féminines comme symboliques de mon pays, c'est que les femmes des campagnes sont les plus fidèles gardiennes de la tradition.

Je revois d'abord celle qui, peut-être, avant ma mère, se pencha la première sur mon berceau. C'était une vieille veuve, notre plus proche voisine, que nous appelions familièrement « la mère Charton. » Avec la solidité de sa charpente, son épaisseur de chair, la matérialité de toute sa personne, et aussi sa finesse d'esprit, son imperturbable bon sens, son attachement au sol, elle m'apparaît aujourd'hui comme le vrai type du terroir : rien de plus, rien de moins.

Une fois installée à Spincourt, après son mariage, elle n'avait jamais dû quitter le pays. Elle était originaire de Bouligny, alors une misérable bourgade, qui est devenue aujourd'hui un des centres principaux du bassin minier. Sans doute, elle y était née vers 1800, car je me rappelle qu'elle avait coutume de dire, quand on lui demandait son âge :

— Je suis du siècle!... J'ai septante-deux ans!... J'ai septante-cinq ans!

Son mari avait été maître de poste. Au temps des diligences, il dirigeait, dans notre village, la poste aux chevaux, entre-

prise qui était sans doute assez importante, Spincourt se trouvant sur la grande route du Luxembourg et du Palatinat. D'ailleurs, la dimension des granges et des écuries, qui occupaient plus de la moitié du corps de logis, témoignait assez que c'avait été autrefois un lieu de passage très fréquenté. Le logis lui-même était assez confortablement aménagé. Il tenait d'un côté à l'ancien hôtel des Armoises, qui, de mon temps, était devenu une auberge, — l'auberge du Lion d'Or, — mais dont le portail trapu et, si je ne me trompe, surmonté d'un écusson armorié, le distinguait des autres maisons du village. Au temps du maître de poste, l'auberge se trouvait naturellement chez lui.

La cuisine, que n'animait plus le va-et-vient des voyageurs, mais restée à peu près intacte, me paraissait immense, curieuse comme un musée, avec tout son attirail d'ustensiles, dont on ne se servait plus et dont j'ignorais l'usage, — son pétrin, ses huches, ses dressoirs encombrés de mesures, de poids, de balances, de « possons » de toute forme et de toute grandeur : boisseaux pour mesurer l'avoine aux palefreniers, chopines pour l'huile et pour le lait, pichets d'étain ou de plomb pour le vin. Au fond, une grande fenêtre sans rideaux s'ouvrait sur une courette encadrée de hauts murs tout verdis de mousse, avec un puits, et, béante comme un gouffre, l'ouverture de la cave, — « la cave enfoncée » des rimeurs gastronomiques du XVIIIe siècle. Mais la maîtresse pièce de cette cuisine était une cheminée monumentale, comme il convient dans une auberge. C'est ce qu'on appelait « le foyer. » Cuisiner au foyer était un usage, qui séparait comme une frontière les gens de Spincourt des gens de Briey, lesquels se servaient d'un fourneau de fonte.

Le foyer de la mère Charton, comme tous ceux du pays, était formé d'une large plaque de fonte, que deux supports de maçonnerie exhaussaient un peu au-dessus du sol, et où se dressait autrefois la rôtissoire, au milieu d'une armée de casseroles et de marmites. De mon temps, on n'y voyait plus qu'un petit tas de cendres, entre deux landiers, et la terrine de terre brune où mijotait la soupe de la bonne vieille. Mais tous les accessoires étaient restés en place : tisonniers, soufflet, boîtes à épices. La crémaillère pendait encore au-dessus de l'âtre, inutile maintenant, mais toujours enfumée et grasse de suie. Cette crémaillère, avec ses articulations, ses crochets, ses boucles, ses fioritures, était un pur chef-d'œuvre de serrurerie. Le « cra-

mail, » comme on disait, tenait une place importante dans les préoccupations de nos ménagères, qui s'évertuaient à le fourbir. C'était la cheville ouvrière du foyer. On en tirait maintes comparaisons : « noir comme not' cramail » était un dicton courant. On avait beau le passer à la mine de plomb, la suie onctueuse finissait bientôt par le recouvrir.

Derrière le cramail, on apercevait la « taque, » qui protégeait le fond de l'âtre, et qu'on fourbissait avec non moins de sollicitude. Elle portait en son milieu un bel écusson en relief, aux armes de France, et, comme toutes les anciennes taques du pays, elle venait des forges d'Orval, dépendances de la célèbre abbaye. Pour la bien voir, car elle montait très haut, il fallait avancer un peu sa tête sous le manteau de la cheminée. Alors, quand on levait les yeux en l'air, on distinguait, dans la demi-obscurité de la hotte, quelque chose comme un paysage pantagruélique : des bandes de lard, des jambons, des chapelets de saucisses, d'énormes cervelas, gros comme des courges, qu'on accrochait là, pour les faire fumer, en attendant qu'on les suspendît à la « travure, » ou qu'on les enfermât dans les coffres pleins de cendre du grenier. Toute cette charcuterie appartenait aux fermiers de la vieille, qui leur prêtait sa cheminée, pour fumer l'excédent de leurs salaisons. Dans l'austérité et la frugalité de cette cuisine de veuve, c'était, à l'improviste, une vision de mardi-gras.

Sur cette pièce centrale, comme sur un vestibule, s'ouvraient les chambres des hôtes et celles des maîtres du logis. Les premières, convenablement plafonnées et tapissées, étaient pourvues d'alcôves et de cheminées spacieuses à y brûler des troncs d'arbres. C'est très certainement dans une de ces pièces que Gœthe descendit en 1792, lorsque, entraîné dans la déroute du duc de Brünswick, il s'enfuyait précipitamment vers la frontière. Il n'arriva à Spincourt qu'en pleine nuit. Toutes les chambres de l'auberge étaient occupées. Alors, suggestionné par un astucieux valet, il se fit passer pour le beau-frère du roi de Prusse, et, à ce titre, il délogea de malheureux Français arrivés avant lui et tout tremblans devant un si haut personnage. Il écrit dans ses *Mémoires*, avec son flegme habituel : « Une douzaine d'émigrés me cédèrent la chambre à deux lits dont ils s'étaient emparés, *et même le repas qu'on allait leur servir.* » Cette façon de prendre la place et de manger le dîner

des autres n'est-elle pas bien allemande?... En tout cas, cette chambre où l'on pouvait entasser deux lits et douze émigrés, je suis sûr d'y avoir joué tout enfant, à une époque où les compatriotes de Gœthe traversaient encore une fois notre village. J'y ai vu flamber des bûches, à incendier la maison, et des bottes d'officiers prussiens sécher sur le rebord des fenêtres.

Certes, la propriétaire de l'ancienne poste aux chevaux ne s'est jamais doutée que son logis avait abrité un si grand et illustre seigneur. Notre mère Charton n'eut, de sa vie, la moindre idée de ce que c'est qu'un poète, — même allemand et doué d'un appétit de roulier. Entre elle et la poésie, il y avait des étendues immenses, des plaines interminables de marécages et de labours, comme la Woëvre. C'était une grosse femme courtaude, qui avait dû être très blonde, de ce blond de chanvre, si fréquent dans notre Lorraine. Elle était devenue entièrement blanche, et cette blancheur neigeuse atténuait un peu la rudesse de ses traits, la lourdeur de sa bonne figure carrée, toute rose et charnue, aux lèvres marquées d'une assez forte moustache, aux gros yeux ronds, d'un gris bleuâtre. Sa voix bourrue et quelque peu rauque savait se faire enjôleuse et papelarde, quand elle le jugeait à propos. Nul ne s'entendait comme elle à amadouer les gens, ou à endormir leurs défiances, en prenant un air de bonasserie opaque, de naïveté balourde, où il entrait autant de modestie et même de bonté réelle que de ruse.

Quand elle marchait, elle mettait en branle, tout autour de ses hanches, les plis nombreux et réguliers, comme des tuyaux d'orgue, de ses jupes de molleton, de lourds jupons ouatés, qui lui matelassaient et qui lui élargissaient la taille. Le balancement de sa marche évoquait l'allure pesante de nos gros chevaux de labour, lorsqu'ils rentrent des champs, en traînant la charrue.

Très soigneuse de sa personne et de son vêtement, elle portait à l'ordinaire un bonnet de piqué blanc, orné d'une simple ruche et une collerette empesée. Le dimanche, elle s'affublait d'une guimpe tuyautée, très large et très dure, qu'elle ne parvenait jamais à boutonner de ses gros doigts noueux... Le dernier coup de la messe sonnait au clocher, qu'elle était encore à s'escrimer contre la boutonnière rebelle : elle allait être en retard pour l'office! Alors, me voyant jouer sur la place,

elle entre-bâillait sa croisée et elle m'appelait de sa voix la plus mielleuse :

— Dis, mon fi! Viens me mettre un peu ma guimpe, toi qui as des petits doigts!...

Et j'étais tout fier de boutonner la guimpe de la mère Charton, ce qui n'était point une opération commode, vu la dureté de l'empois. Enfin, après avoir fourragé dans les plis de son cou et m'être piqué aux poils de son menton, je réussissais à assujettir le redoutable carcan. Sur quoi, je recevais en récompense une tablette de coquelicot.

Ainsi attifée et endimanchée, elle rappelait ces portraits flamands ou hollandais, qui représentent de vieilles bourgeoises aux pommettes luisantes, aux paupières éraillées et rougies, aux bandeaux de cheveux rares, austèrement tirés sur le front, sans autre ajustement qu'une coiffe et une guimpe d'une nudité toute monacale, mais si solidement assises dans leurs vertus ménagères, si certaines de refléter dans leurs yeux froids et dans toute leur physionomie impersonnelle les aspects d'une terre, ou l'âme d'une race, qu'elles en prennent comme un air de majesté.

C'est à peine si elle savait lire, écrire et compter. Dans le buffet de sa cuisine, il y avait, accrochées derrière un volet, des planchettes de bois, où elle inscrivait à la craie ses comptes de fermage; et, dans sa chambre à coucher, sur le rebord de la croisée, un eucologe, qu'elle n'ouvrait jamais, mais qu'elle emportait, le dimanche, à la messe. Un almanach, renouvelé tous les ans, complétait sa bibliothèque : c'était *le Petit Liégeois*, que lui vendait, à date fixe, un colporteur venu de Belgique. Outre l'annonce des lunaisons, on y trouvait une foule de préceptes rustiques pour les labours, les semailles, les plantations et la taille des arbres. Des préceptes moraux se mêlaient, çà et là, à ces conseils utilitaires. De naïves gravures sur bois égayaient ces pages imprimées sur un gros papier à chandelle. On y voyait les signes du zodiaque et aussi des scènes de la vie campagnarde, citadine et militaire. Je m'émerveillais à feuilleter ce *Petit Liégeois*, où je déchiffrais, pour la première fois, les beaux noms des constellations sous de bizarres figures allégoriques, qui étaient censées représenter la Lyre, la Balance, les Gémeaux, le Sagittaire. Cet almanach paysan, ce furent les Géorgiques de mon enfance...

Car je faisais de fréquentes visites à la brave femme, qui était pour moi comme une grand'maman. J'assistais à ses repas, non par gourmandise (j'aurais été bien attrapé), mais par cette manie puérile, qui fait que les enfans préfèrent toujours aux plats les plus friands les rogatons qu'ils grappillent chez les autres. Elle était en effet d'une sobriété qui touchait à la lésinerie. D'un bout à l'autre de l'année, à midi, elle dînait invariablement d'une soupe au lard, farcie de pain et de légumes, à y planter la fourchette. Avec cela, un peu de vin, — un bon demi-verre, dans un verre très grand, car elle professait que le vin est le lait des vieillards. Le soir, elle se contentait d'un restant de soupe, tenu au chaud sous les cendres du foyer, et d'un œuf à la coque. Elle prenait ce repas frugal, dans sa grande cuisine glaciale et déserte, à la lueur d'un lumignon, qui éclairait tout juste son assiette et le rond de la table pliante où elle mangeait. Ce lumignon se composait d'une mèche trempant dans une boule de verre pleine d'huile, le tout reposant sur un chandelier de cuivre. Avec son huile blonde, la boule de verre resplendissait, à mes yeux d'enfant, comme une énorme topaze. La contemplation de cette pierre précieuse, l'étrangeté de cet antique luminaire, inusité chez mes parens, étaient, pour moi, les grandes attractions de ces agapes. Et il y avait aussi la joie de moucher la mèche charbonneuse!

Grâce à ce régime conventuel, la mère Charton n'était jamais malade. Aussi méprisait-elle les médecins. Sa pharmacopée était d'une simplicité admirable. Avec de la ouate, de l'huile et du saindoux, — le saindoux surtout, qu'elle appelait « le sayain, » à la mode de Spincourt, — elle prétendait guérir toutes les maladies. Le fait est qu'elle guérissait les siennes.

Réglée pour le boire et le manger, attentive à sa santé, elle montrait la même passion de l'ordre dans son ménage et dans tout le rangement de sa maison. On ne reverra plus de ménagères comme celle-là. Et, parce qu'elle poussait à l'excès ses habitudes ordonnées et méticuleuses, cette vieille femme, qui était bonne et maternelle au fond, avait horreur des enfans. A chaque nouveau dégât que nous commettions dans son jardin, elle répétait, toute furibonde :

— Des enfans dans un logis, c'est comme des cochons dans un champ!

Ce manque de patience ou d'indulgence pour les petits venait

peut-être aussi de ce qu'elle n'avait eu qu'un fils, En ce temps-là, ce fils était un monsieur très cossu, qui habitait Paris et qu'elle appelait respectueusement : « Not' Charton, » tandis que son défunt mari, l'ancien maître de la poste aux chevaux, elle l'appelait tout crûment, comme, dans leur patois, les gens du village, « Not' Chartron. » On saisit la nuance. Rien que cette différence de prononciation exprimait à merveille la distinction qu'elle établissait, dans sa tête, entre son citadin de fils et son paysan de mari.

Toujours est-il que cette vieille, si soigneuse et si intéressée, ne tolérait point nos jeux, ni dans ses granges et ses écuries, qu'elle louait à ses fermiers, ni surtout dans son « mail. » Elle y redoutait nos dévastations. Quand elle nous surprenait en train de cueillir ses framboises, ou de lui écosser ses petits pois sur la rame, elle nous « campoussait, » comme elle disait, à coups de « ramon. » Et nous riions, petits misérables, de voir la pauvre vieille courir gauchement après nous, en brandissant son balai et en buttant, à chaque pas, dans les plis de sa lourde jupe ballonnée.

Elle manifestait une pareille malveillance à l'égard des pauvres. C'est tout juste si elle ne les rechassait pas, eux aussi, à coups de balai. Quand elle entendait une mendiante marmonner des patenôtres dans son corridor, elle entre-bâillait sa porte, comme le rat de la fable, et elle lui jetait, de sa voix la plus bourrue :

— Dieu vous bénisse!

Telle était son aumône. Au fond, ce n'était point avarice, ni dureté de cœur, mais ce même sentiment de l'ordre qui lui faisait fuir la turbulence des enfans. L'usage voulait que chaque localité eût ses pauvres, qui seuls avaient le droit d'y mendier : vieille coutume, qui remontait sans doute au plus lointain moyen âge. Dans un état des feux de la prévôté de Montmédy, daté des dernières années du XVIe siècle, je relève, parmi les exemptés d'impôt, les noms de « Thiébaud La Minguette, mendiante, » de « Nicolas Diren, pauvre vieil homme, » d' « Henri de Paradis, mendiant. » Ainsi la condition de mendiant était officiellement reconnue. Une Thiébaud La Minguette et un Nicolas Diren avaient leur place dans la hiérarchie des citoyens et dans les rôles de la cité. Et c'est sans doute parce qu'ils se résignaient chrétiennement à cet humble et dernier rang que le

Royaume des cieux leur était promis, comme en témoigne le poétique et touchant surnom donné à cet autre mendiant de Montmédy qu'on appelait Henri de Paradis. En tant que fils privilégiés de ce grand Riche qu'est Notre-Seigneur Jésus-Christ, nos mendians nous apportaient dans nos corridors le cadeau de leurs prières et le trésor des bénédictions célestes, et il n'était que juste de répondre à tant de politesse en invoquant à notre tour, sur ces généreux passans, les bénédictions du Seigneur et en y ajoutant quelques béatilles pour leur consolation et réfection corporelles. La mère Charton, en bonne chrétienne, ne manquait jamais à ce pieux devoir. Seulement elle entendait ne donner qu'à bon escient, à des mendians authentiques et en quelque sorte régulièrement autorisés. Or, de mon temps, Spincourt n'avait pas de pauvres attitrés. Le berger lui-même, considéré comme indigent, était logé dans une maison de la commune. Mais on tolérait une mendiante venue du dehors, cette horrifique mère La Gelée, qui terrorisa mon enfance. La mère Charton acceptait, comme tout le monde, la mère La Gelée, qui était d'ailleurs, pour elle, une vieille connaissance. Quand celle-ci arrivait, la patenôtre à la bouche, avec sa hotte et ses paquets de verges pour les enfans qui n'étaient pas sages, elle lui ouvrait assez franchement sa porte, elle l'accueillait d'un ton bonasse :

— Comme ça, vous v'là, Marie-Jeanne?

Et elle allait lui tailler, dans sa cuisine, un quignon de pain, « grand, disait-elle, comme le bec d'un âne. » Après quoi, elle la congédiait, en lui disant de bien bon cœur :

— Que le bon Dieu vous bénisse, Marie-Jeanne!

Mais quand c'était un inconnu, un vagabond, cette onctueuse et copieuse formule se changeait en un chiche et sec « Dieu vous bénisse, » — car enfin la charité chrétienne exigeait au moins cela, — et elle lui reclaquait sa porte au nez.

Comme tous les gens du pays, elle avait, en effet, de la religion, une religion faite surtout de discipline et de tenue morale. Elle était de bonnes vie et mœurs et elle craignait Dieu, voilà tout. A cent lieues de tout mysticisme, le réalisme utilitaire du terroir aurait beaucoup contrarié sa dévotion, si elle en avait eu. Elle faisait ses pâques avec toute la paroisse, assistait à la messe, le dimanche, et à tous les offices, même en semaine. En dehors du confessionnal, elle n'entretenait aucunes relations

avec le curé. Je n'ai jamais vu, chez elle, une soutane. Mais elle marquait la plus grande déférence aux ecclésiastiques. Sa dévotion domestique se bornait au chapelet et au culte des âmes du Purgatoire. En cela elle était spiritualiste, si l'on réduit le spiritualisme à l'affirmation du monde des esprits. Elle y croyait fermement. Pendant les glaciales nuits d'hiver, lorsque son édredon venait à glisser de dessus son lit, elle y voyait un signe surnaturel : c'était son défunt mari qui réclamait des oraisons expiatoires. Alors, sans s'effrayer, ni même s'émouvoir, — car c'était dans l'ordre, — elle se mettait incontinent en prières, et, jusqu'à la pointe du jour, quand elle ne succombait pas au sommeil, elle récitait des dizaines pour « Not' Chartron. »

Cette bonne femme d'un prosaïsme si imperturbable avait pourtant un don singulier, qui, à de certains momens, faisait songer (Dieu me pardonne!) à quelque chose comme un don littéraire. L'étendue de sa mémoire ne m'a jamais frappé. Mais, parce qu'elle était fortement racée, elle conservait dans sa tête une foule de locutions et d'images purement locales, des mots qui n'étaient que de Spincourt ou de Bouligny, que les nouvelles générations n'employaient plus guère, et que l'on comprenait mal, six lieues plus loin. C'étaient des mots crottés et quelque peu rudes à l'oreille, mais tout pétillans de malice campagnarde et si expressifs, si bien adaptés à nos façons de sentir, que, sans qu'elle y mît du sien, en les répétant simplement avec une pointe de bonhomie gouailleuse, ils brillaient sur ses lèvres, comme un éclair de pittoresque.

Il y aurait eu tout un dictionnaire à en dresser. Mais je ne me souviens que du vocabulaire assez restreint, dont elle usait avec moi, quand j'étais petit. Elle m'aimait, bien qu'elle n'eût guère de tendresse pour les enfans. On connaît déjà un de ses dictons sur eux. Elle en avait un autre, qu'elle me répétait à tout propos :

— Les enfans, ça n'a jamais que des mauvaises « avisions! »

Cependant, elle supportait les miennes, parce que mes « avisions » étaient généralement paisibles et peu désastreuses. Mais, si elle m'apercevait creusant un trou en terre et y répandant de l'eau avec un arrosoir, elle me rabrouait sévèrement :

— Allons, finis de « cabouiller » comme ça dans l'eau sale! Tu vas mâchurer ton tablier!

Si je m'amusais à pomper de l'eau dans sa cuisine, tout

ravi de voir le jet du goulot se briser dru sur l'évier et rejaillir, autour de moi, en mille éclaboussures :

— Veux-tu bien finir de pomper comme ça sur la « pierre d'eau ! » Tu ne vois pas que tu fais partout des « éclaubissons ! »

M'étais-je coupé en maniant un couteau, elle m'embobelinait le doigt blessé dans un linge, fortement ligoté de fil blanc, qu'elle appelait un « pùchot, » et elle me disait de son air le plus raisonnable :

— Ne le défais pas ! Autrement, ton mal va « s'embaufimer ! »

Cela ne m'empêchait point de saisir, avec la main malade, une pelle à feu ou un tisonnier, et, assis sur le rebord du foyer, de retourner et de taluer les cendres de l'âtre, de saccager les braises où bouillait une marmite. Cependant, la mère Charton, avec une patience qu'elle n'avait que pour moi, se bornait à bougonner sous sa moustache :

— Va-t'en jouer dehors, au lieu de « fergougner » sous « not' posson ! »

Mais je ne m'en allais point, et, pour changer de plaisir, j'attrapais le chat du logis, et, le maintenant de force sur mes genoux, je le caressais à rebrousse-poil. Sur quoi l'animal se mettait à gronder sombrement.

— Voyons ! disait la mère Charton, laisse ce « rau-là » tranquille ! Tu n'entends pas comme il « dégroûle ! »

De guerre lasse, elle me renvoyait à la maison sans plus de cérémonie.

— Retourne chez vous ! Il est l'heure de « marender !... »

En effet, c'était l'heure du goûter. Comme elle était très sobre et ne prenait rien entre ses repas, elle n'avait rien à m'offrir non plus. D'ailleurs, tous les enfans, selon elle, étant portés sur leur bouche, on ne devait point encourager leur gourmandise. Et, au moindre prétexte, elle reprenait son antienne contre eux. Tous les petits garçons, à l'en croire, étaient des « mandrins. » Cependant pour les amadouer, elle leur promettait un cadeau, un petit couteau, un fouet. Elle leur disait :

— Écoute, mon fì : si tu ne vas plus hocher les prunes de not'prunier, je te donnerai une belle « courgie ! »

Mais elle ne la donnait jamais.

Toutes les petites filles, pour elle, étaient des « poisons. » Elle prononçait « pouéson » comme au XVIIe siècle. Quand une bambine de quatre ans avait commis quelque méfait, elle déclarait aux voisines :

— Je vous demande un peu ! Un p'tiot « trôpois » comme ça, c'est déjà une « poison ! »

Mais, si elle rencontrait la petite pendue aux jupes maternelles, elle lui disait, pour flatter la mère :

— Et vous donc, ma belle ? Vous qui êtes si gentille !...

Les travaux des champs, les métiers, les menus événemens de la vie rustique lui fournissaient aussi une foule d'expressions d'un bouquet bien local. Au printemps, lorsque, sous un pâle rayon de soleil, les premières pousses des légumes commençaient à percer à travers les couches boueuses de nos jardins, elle se dilatait, à cette vue, en son cœur de propriétaire :

— Ah ! disait-elle, voilà que ça commence à « débourbiller ! »

A l'époque de la Fête-Dieu, on entendait de sa cuisine les coups de marteau du menuisier, qui dressait la carcasse d'un reposoir. Cela prenait une bonne matinée. La mère Charton s'énervait au bruit de tous ces bois que l'on clouait, que l'on entre-choquait. Elle se tenait la tête à deux mains, en gémissant :

— Je deviens « tournisse. » Voilà plus de deux heures qu'ils sont en train de « boquiller ! »

A l'automne, elle « remettait son bois, » selon l'expression consacrée, c'est-à-dire qu'elle en faisait sa provision. Une charrette le lui amenait des forêts voisines, de Mangiennes, ou de Billy. Des hommes farouches le sciaient ou l'entassaient devant sa porte. C'était l'époque où elle ne parlait que de « rondins, » de « soquettes, » d'« ételles, » ou de « charpagnes. » Et, pour inaugurer la saison, elle allumait « une bûlée » sur son foyer. Mais, parmi les choses et les bêtes de la maison, les poules surtout l'inspiraient. Elle avait, pour ces bestioles, des trésors d'expressions originales. Une mère-poule commençait-elle à se déplumer et à perdre sa queue, la vieille se lamentait :

— La voilà toute « déconrée ! » Une si bonne couveuse !...

En revanche, un jeune coq nerveux et pétulant était, pour elle, « un beau petit jau. » La basse-cour s'appelait la « pou-

lerie. » Fermer la poulerie, grosse préoccupation ! Elle ne l'oubliait jamais, et, le soir venu, elle ne se sentait tranquille que lorsque toutes ses poules, comme elle disait, étaient « à joque. » Être à joque, c'était être sur son perchoir, pour se reposer ou pour dormir. Elle-même, quand elle avait sommeil, déclarait :

— Allons! il est temps « d'aller à joque! »

Le verbe « joquer » ou « se joquer » prenait ainsi, dans sa bouche, nombre de sens imprévus. Une margoton du village venait-elle à passer avec une plume présomptueuse, un peu trop haut perchée sur sa coiffure, la mère Charton ricanait :

— Elle a bonne mine, avec sa plume « joquée » sur son chapeau !

Que de mots et d'images je pourrais ajouter à cette liste déjà longue! Il faudrait les retrouver. Au moindre effort de ma mémoire, je les vois pulluler, comme les champignons sous la mousse humide de nos bois. Mais il y a un dicton familier de la bonne vieille qui m'est toujours resté, parce qu'il exprime à merveille, selon moi, le scepticisme terre à terre de nos paysans, leur méfiance de tout ce qui est nouveau ou inconnu. Chaque fois que je tombais dans la cuisine de la mère Charton, la cervelle toute gonflée par des lectures de contes de fées, et que je me mettais à lui débiter ces histoires comme authentiques, elle branlait la tête, d'un air sage et rassis, et, invariablement, telle une goutte d'eau froide sur l'ébullition de mes enthousiasmes, elle laissait tomber cette petite phrase narquoise :

— C'est moult d'aventure!

Cela voulait dire : « C'est bien extraordinaire ! » Or, ce n'étaient pas seulement les contes de fées qui, pour elle, étaient extraordinaires, mais tout ce qui sortait du cadre habituel de sa vie, tout ce qui heurtait les usages, les idées ou les préjugés des gens de Spincourt. Ah! certes, elle ne se laissait point éblouir. On perdait son temps à essayer de lui en faire accroire. Toujours sur la défensive, son premier mouvement était de se défier, de repousser, comme parade mensongère et charlatanesque, tout ce qui faisait mine de briller ou de s'élever un peu au-dessus du niveau commun. Avec une excessive sévérité, sans doute, la leçon était excellente : elle m'apprenait à démêler ce qui est sérieux de ce qui ne l'est pas. Depuis, il m'est arrivé bien souvent de me rappeler cette sagesse paysanne, et,

devant certaines réputations surfaites, certains courans d'opinion inexplicables, de me répéter, en bon Lorrain, avec la petite pointe de gouaillerie qu'y mettait la mère Charton :

— C'est moult d'aventure!...

*
* *

Sobre, économe, merveilleusement ordonnée, cette vieille femme était naturellement une rude travailleuse, ou plutôt elle l'avait été. Car l'âge et l'embonpoint gênaient beaucoup son activité ménagère. Néanmoins, à soixante-quinze ans, elle ne mangeait pas, comme elle disait, du « pain de paresse. » Rentière, elle n'avait point de bonne. Non seulement elle faisait sa cuisine, son lit, sa chambre, mais elle vaquait encore au nettoiement et à l'entretien de toute une maison, y compris le jardin et les dépendances.

La « poulerie, » comme on l'a vu, représentait une part importante de ses soucis et de ses occupations. Elle en tirait d'ailleurs son souper de tous les jours, cet œuf « frais pondu, » qu'elle aimait à manger « gras cuit. » Aussi était-elle très attentive au caquetage plein de promesses de la poule qui va pondre:

— Ah! la voilà qui « câquille! » disait la mère Charton, avec un bon sourire sous sa moustache.

— Quand la poule cessait de « câquiller, » c'est qu'elle avait la pépie. Alors la bonne femme recourait immédiatement à son infaillible panacée, le saindoux, qui, pour elle, guérissait bêtes et gens :

— Je vas lui mettre, disait-elle, un peu de « sayain! »

Et elle empiffrait de graisse le bec de la bestiole, qui râlait, et qui se sauvait de son giron, en battant des ailes.

D'autres fois, elle remarquait qu'une poule était mauvaise couveuse. Au lieu de rester sagement à la « poulerie, » à couver ses œufs, ainsi qu'elle le devait, cette « évaltonnée » courait la pretentaine avec les coqs du voisinage :

— C'est une coureuse! prononçait la vieille d'un ton gros de menaces.

Tout de suite, je devinais ce qui allait arriver. Pour renvoyer à leurs œufs les mauvaises couveuses, elle connaissait, en effet, un remède souverain et vraiment admirable.

Sournoisement, elle guettait la dévergondée, et, tandis que

celle-ci, la queue au vent, était occupée à picorer quelque vermisseau, elle la saisissait prestement par derrière, et, sans pitié, malgré les caquets exaspérés de la bestiole, elle lui plumait le ventre jusqu'à mettre la peau complètement à nu. Après quoi, elle attrapait par les deux ailes la coupable, qui redoublait ses cris déchirans, et, trottant au plus vite sous sa jupe ballonnée, elle courait la plonger dans les magnifiques touffes d'orties qui garnissaient le terre-plein de l'église. Cruellement brûlée, la peau du ventre à vif, la poule recroquevillait ses pattes, poussait des gloussemens de plus en plus éperdus. Mais avec le geste large de la repasseuse qui promène son fer sur la planche, la vieille impitoyable repassait la bête dans les orties, l'y balançait, l'y bassinait avec sollicitude. Et, quand elle la jugeait suffisamment échauffée par les « chaudures, » elle la lâchait tout soudain. La poule, d'abord étourdie par cette thérapeutique sévère, reprenait peu à peu ses esprits. Roulant son œil rond, elle lançait vers la mère Charton un regard de protestation indignée, se redressait dans son plumage avec des airs de matrone offensée, et, tout à coup, le ventre en feu, elle se précipitait vers la « poulerie, » pour s'y rafraîchir sur ses œufs délaissés, que, paraît-il, elle ne quittait plus...

Avec une déplorable tendance à négliger le côté utilitaire des choses, j'assistais, très amusé, à ce supplice, dont je ne voulais pas savoir le pourquoi. Je m'en étais donné une explication à ma convenance. Je m'étais convaincu que l'hygiène des poules exigeait ce traitement barbare, qu'elles en avaient besoin à date fixe, et que, d'ailleurs, il n'y avait pas d'autre moyen de leur faire pondre leurs œufs. Enfin, selon mes idées d'enfant, les poules *voulaient être balancées dans les orties.*

C'est un spectacle que la mère Charton me donnait souvent.

*
* *

D'autres occupations non moins sérieuses remplissaient ses journées. Dans son jardin, elle ramait elle-même ses fèves et ses pois, piochait ses pommes de terre, sarclait et émondait ses plates-bandes. Elle coulait ses lessives, les étendait, les raccommodait. Quoi encore ? Pendant la moisson, elle allait glaner dans ses champs, derrière les charrettes de ses fermiers, afin de rapporter à ses poules le régal des épis nouveaux. Et quand

cessaient les travaux de la campagne, que tout était enseveli sous la neige ou embourbé sous la pluie morne et sans fin, elle passait ses après-midi à tricoter des bas de laine, ou des moufles. La nuit venue, elle n'allumait pas de chandelle, par économie. Elle serrait son tricot dans sa corbeille à ouvrage, où s'arrondissaient deux gros œufs de buis pour les reprises, laissait tomber de dessous son aisselle « l'affiquet, » le petit manche de bois qui soutenait ses aiguilles à tricoter, et, pour ne pas rester à rien faire, — pour s'occuper, — elle récitait son chapelet, jusqu'à l'heure de son souper. Après quoi, elle se mettait au lit.

Ces soirées d'hiver sont parmi les meilleurs souvenirs de mon enfance. Je les partageais quelquefois avec la mère Charton, qui me tolérait à ses côtés, parce que je n'étais point turbulent, ni saccageur. Encore une fois, je crois aussi qu'elle m'aimait, autant qu'elle pouvait aimer quelqu'un qui n'était point son fils. L'amour maternel étouffait à peu près, en elle, tout autre sentiment. Pour ce fils, qu'elle ne voyait presque jamais, pour cet unique héritier, elle se serait, comme on dit, mise sur la paille.

Pour moi, ce qui m'attirait chez elle, c'était, si je puis dire, la fascination de l'inconnu. J'avais beau savoir par cœur le logis de la vieille, je m'y aventurais toujours comme dans un pays nouveau et plein de mystère, où des surprises m'attendaient. Et puis, il suffisait que je fusse sorti de notre maison pour me trouver parfaitement bien chez les autres. J'ai toujours eu le goût des voyages. Chez la mère Charton, j'étais à l'étranger. Et pourtant, la chambre à coucher, où elle se tenait d'habitude, n'avait rien que de fort ordinaire pour mes yeux. C'était la simplicité quasi rudimentaire, la nudité proprette de tous nos intérieurs paysans : de grandes armoires de chêne, aux gonds et aux serrures en fer forgé, avec leurs rayons bourrés de linge, leurs tiroirs pleins de noisettes; en face, le lit de noyer ciré, où s'étageaient deux ou trois « plumons; » sous un cadre accroché à la muraille, une image d'Épinal, très haute en couleur, qui représentait sainte Catherine, patronne de la maîtresse du logis; au milieu, un poêle de fonte, rond comme un sac de pommes de terre et recouvert d'une calotte à poignées. Sous la calotte se creusait une sorte de bassin, excellent pour tenir la soupe au chaud ou pour y faire rissoler des

rainettes. Derrière le poêle, s'ouvrait la « taque, » espèce de placard adossé à la cheminée de la cuisine, tout contre la plaque du foyer, ce qui entretenait à l'intérieur une chaleur douce fort propice aux métamorphoses du laitage. Mais, dans la taque de la mère Charton, on ne voyait pas, comme ailleurs, d'imposantes rangées de pots de grès, où tremblaient des laits caillés, où s'épaississaient des crèmes onctueuses : elle en avait fait son coffre à bois.

J'arrivais, tout frileux, dans ce lieu de délices, égayé, pour moi, par la bonne chaleur du poêle. La nuit tombait. Je venais de glisser sur l'Othain avec les polissons du village. J'avais les pieds brûlans et les mains gelées. Alors, bien doucement, pour ne pas me faire mettre à la porte, j'allais ramasser un petit banc, une « marchette, » dans l'angle de la fenêtre, et je m'installais tout contre le fourneau, étendant mes doigts gourds devant la fonte rougie. Sous la calotte du poêle, la soupe réchauffée de la vieille sentait bon. Je l'entendais mijoter sourdement sous le couvercle. Et je me recroquevillais pour occuper le moins de place possible; je ne soufflais mot, je ne bougeais pas... La mère Charton, qui venait de rentrer ses poules, se tenait à sa place accoutumée, sur son fauteuil de paille, devant la croisée. Elle achevait son tricot, s'évertuait jusqu'à la dernière minute de jour. De temps en temps, elle se penchait contre les vitres, pour dévisager les rares passans qui rasaient les murs du logis. Dehors, le courrier d'Étain à Longuyon stationnait devant l'auberge du Lion d'Or, tandis que le garçon d'écurie changeait les chevaux. Le conducteur sacrait, l'homme de la poste hissait sous la bâche son sac de dépêches, et, bientôt, l'attelage repartait dans un grand vacarme de ferrailles et de grelots. Avec la neige qui tombait, le silence s'étendait, en couches profondes, sur le logis. On ne voyait presque plus clair. La mère Charton, en bâillant, ôtait ses lunettes, repoussait son tricot, lorsque, tout à coup, l'angélus tintait au clocher. Elle se signait, expédiait un *Ave*, et, dans cet envahissement funèbre de l'ombre, ce glissement, cet effacement de toutes les formes, elle songeait sans doute à « not' Chartron, » qui reposait tout près d'elle, à deux pas, contre le mur de l'église. On ne distinguait plus les tombes du cimetière. Mais elle savait qu'il était là, dans ce « cimetier, » où elle irait le rejoindre. Bien vite, elle tirait son chapelet, et elle

se mettait à égrener d'interminables dizaines à l'intention de son mari et de ses autres défunts...

Il faisait tout à fait noir. Le poêle ronflait dans l'obscurité plus dense. Toujours assis sur ma « marchette, » je continuais à ne pas bouger. Grisé par la chaleur, exalté aussi par le calme singulier de cette vieille maison, par une paix, un recueillement que je ne trouvais que là, je m'abandonnais à mes premières rêveries. Devant le trou rouge, qui perçait les ténèbres opaques, j'étais réellement en extase. Je prêtais l'oreille au grondement joyeux du fourneau, dont les flancs me semblaient tressaillir comme ceux d'un être vivant. Par ce trou, d'où s'échappait une sorte de respiration rapide et fervente, je plongeais un regard curieux à l'intérieur du poêle, sur le brasier de pourpre vive, qui flamboyait à mes yeux, dans un halo de monde enchanté. Des écroulemens de splendeurs s'y dessinaient confusément. Des groseilles de rubis s'y écrasaient dans leur jus ruisselant. Des reflets pâlissans se ravivaient soudain, des formes bizarres naissaient, des nains, des Chaperons rouges, des gnomes en vestes écarlates, qui se mouvaient, qui se tordaient, qui gesticulaient étrangement dans les braises incandescentes... Et puis des sifflemens modulés, des crépitemens, des craquemens, qui semblaient avoir un sens, éclataient comme des signaux, et, à de certains momens, des rumeurs vagues, prolongées, pareilles au bruit d'une foule lointaine. Près de ce beau feu clair, nourri du cœur même de nos chênes, c'était le chant de la terre natale que j'écoutais, sans le savoir. La rumeur bourdonnante de la flamme emportait mon imagination. Dans cette pauvre chambre de Spincourt, à côté de cette vieille qui s'assoupissait en murmurant les prières des morts et qui elle-même allait bientôt mourir, sur cette terre lorraine encore saignante de l'invasion et couverte de ruines, avec toute l'avidité de la jeunesse altérée d'avenir, je prenais mon élan vers la vie.

LOUIS BERTRAND.

(A suivre.)

LE SUICIDE BULGARE

AUTOUR D'UNE COURONNE

NOTES ET SOUVENIRS

1878-1915

III[1]

LE TSAR DES BULGARES
LA RUPTURE AVEC L'ENTENTE

I

Une fois marié, et surtout lorsqu'il peut annoncer la grossesse de sa femme, Ferdinand de Cobourg semble se transformer; il relève la tête et devient moins docile envers Stamboulof, comme si la popularité qu'il cherche à conquérir, la certitude de conserver sa couronne le rendaient plus fort et plus énergique pour briser sa chaîne. En 1894, après la naissance de son premier enfant, la partie qui se joue entre lui et le dictateur rappelle ce qui s'était passé à Berlin quatre ans avant, c'est-à-dire la chute retentissante de Bismarck par la volonté de Guillaume II. Ferdinand Ier veut, comme le jeune empereur, se délivrer de la main-mise qui pèse sur lui. Jusque là, il n'a pas trouvé l'occasion de suivre l'exemple qui lui est venu de Berlin, ou n'a pas pu en profiter. Maintenant, quand elle se présentera, il la saisira et c'est ce qu'il fait le 28 mai.

(1) Voyez la *Revue* des 1er octobre et 1er novembre.

Quelques jours avant, un conflit avait éclaté entre le premier ministre et le colonel Savof, ministre de la Guerre, celui-ci s'étant refusé à des mesures qui auraient eu pour effet de le déposséder, au profit de Stamboulof, d'une partie de son autorité de chef suprême de l'armée. Non seulement il n'avait pas obéi, mais il déclarait bientôt que si le président du Conseil restait à son poste, lui-même démissionnerait, en entraînant à sa suite soixante officiers qui ne voulaient obéir qu'à lui. Le prince Ferdinand commença par désavouer Savof en exigeant son départ et en le remplaçant par l'aide de camp Pétrof, grand favori du palais, ce qui eût été une victoire pour Stamboulof, si le nouveau ministre n'avait été connu comme étant un de ses ennemis et ne s'était empressé, dès son arrivée au pouvoir, de déclarer bonnes et valables les dispositions prises par son prédécesseur. Stamboulof s'étant plaint en séance du Conseil, Pétrof répliqua qu'il n'avait agi que sur les instructions écrites du prince. Après s'être assuré que telle était la vérité, comprenant que son remplacement était résolu, le ministre envoya sa démission, tandis que ses amis, pour obliger le prince à la refuser, s'efforçaient de provoquer des soulèvemens dans la rue. Mais la rue restait calme, la tranquillité publique ne fut pas plus troublée à Sofia qu'elle ne l'avait été à Berlin lors de la chute de Bismarck. Peut-être, durant quelques jours, y eut-il des doutes sur la réalité de la démission. Mais la formation d'un nouveau ministère sous la présidence de Stoïlof vint bientôt prouver que cette démission était définitive.

En ces circonstances, la conduite de Ferdinand avait été correcte et légale. Mais il se donna des torts en manœuvrant pour faire croire que Stamboulof était tombé sous l'animadversion publique. N'y avait-il pas quelque ingratitude de sa part à lui imputer à grief le régime de compression qu'il avait pratiqué? N'est-ce pas pour garantir la vie du prince qu'il y avait recouru, et le prince n'avait-il pas tout approuvé et donné son adhésion à tous les actes de son ministre?

Peut-être aussi aurait-il dû se rappeler ce qu'était la Bulgarie lorsque celui-ci avait pris le pouvoir. Tout alors était à créer, à fonder, à organiser. Routes vicinales, ponts, voies stratégiques, canalisation, voies ferrées, reboisement, lycées, écoles, casernes, hôpitaux, manquaient encore au pays, ou n'y existaient qu'à l'état rudimentaire. Maintenant ces créations

se développaient, sans augmentation exagérée des impôts et sans qu'on eût abusé des emprunts. Les services rendus par Stamboulof à son pays étaient donc incontestables et méritaient quelque reconnaissance. Mais il est douteux qu'il y eût compté. En tout cas, elle allait lui faire défaut. Le lendemain du jour où il a quitté le pouvoir, il ne serait plus rien, si l'on ne supposait que, rejeté dans l'opposition, il deviendra promptement redoutable. Quelques mois après sa chute, on le retrouve debout, ayant derrière lui un parti qui s'est constitué sous sa direction et menaçant les forces gouvernementales coalisées pour l'empêcher de ressaisir son ancienne influence. A la date du 8 janvier 1895, il est dit dans un rapport diplomatique :

« Dans ce pays, où le sens moral, la générosité, la loyauté ne sont encore qu'à l'état embryonnaire, les partis, même ceux qui se drapent dans les plus beaux sentimens, n'ont qu'une préoccupation dès qu'ils détiennent le pouvoir : supprimer leurs adversaires. Tel est l'état vis-à-vis de Stamboulof. Mais l'audace manque ; il fait encore peur. »

Il faisait peur en effet et, dans le camp de ses ennemis, c'est par des procédés perfides qu'on s'efforçait de le perdre. A la même date, une plainte était déposée contre lui. Sur la foi d'un prétendu témoin, on l'accusait d'avoir été le complice des assassins de son ami Beltchev. L'accusation était calomnieuse autant qu'invraisemblable; mais elle fut prise au sérieux par un juge d'instruction militaire. Il délivra contre l'ancien ministre un mandat d'arrêt qui eût été exécuté, si le colonel commandant la place n'eût refusé d'obéir sans un ordre écrit du chef de l'armée. Les agens d'Angleterre et d'Autriche ayant été avertis coururent chez le ministre de la Guerre et, sur leurs observations, le mandat fut annulé. Cependant, qu'un tel incident eût pu se produire était un fait singulièrement significatif et symptomatique. Amis et ennemis de l'ex-dictateur furent convaincus qu'à moins de disparaître, il ne resterait pas longtemps en liberté. Mais, à six mois de là, il était assassiné, et l'histoire de la longue période durant laquelle Ferdinand de Cobourg allait gouverner seul s'assombrissait, dès ses débuts, d'une page de sang. Bien que ce drame effroyable ait été déjà raconté, tout s'oublie si vite qu'on trouvera bon que je rappelle ici les détails qui en soulignent l'horreur et répandent sur les mœurs bulgares une lumière sinistre.

La crise intérieure dont depuis seize ans souffrait le pays, loin d'avoir été dénouée par la chute du dictateur, s'était envenimée du déchaînement des passions haineuses suscitées par l'événement entre les factions aux prises. Un parti stamboulo-viste s'était formé et battait en brèche le ministre Stoïlof, appliqué à chercher le salut dans un rapprochement avec la Russie. Derrière le ministère, c'est le prince lui-même que Stamboulof visait. De jour en jour, plus souvent calomnieuses que fondées, les attaques se multipliaient et affectaient une violence tragique. Un récit récemment publié (1) et dont l'auteur était alors secrétaire particulier du prince Ferdinand, lui impute formellement la responsabilité de cette situation. Il nous le montre à la veille de devenir lui-même victime des intrigues dont il était l'instigateur. En jouant tour à tour de l'influence russe et de l'influence autrichienne, en les opposant l'une à l'autre et en affaiblissant du même coup la stabilité de son ministère déjà singulièrement compromise par l'imprévoyance et l'incapacité de Stoïlof, Ferdinand s'était créé de tels embarras que, dans le public et même dans la presse, on discutait l'éventualité de son abdication. Elle apparaissait comme si probable que le représentant du gouvernement austro-hongrois à Sofia, le baron de Burian, avait fait demander à l'empereur François-Joseph quelle situation le Cabinet de Vienne voudrait garantir au prince de Bulgarie si les circonstances le contraignaient à se retirer. Le pays bulgare était donc profondément troublé par le conflit que nous rappelons.

Le 13 juillet, la *Svoboda*, organe de Stamboulof, s'exprimait en termes quasi féroces contre le gouvernement ; le lendemain, le *Mir*, organe du prince et du parti au pouvoir, répliquait en ces termes : « Si la race bulgare avait du sang dans les veines, elle attaquerait les habitations de ces traîtres à la patrie et les ensevelirait sous leurs décombres. »

Dans la soirée du 15, vers huit heures, Stamboulof sortait de son cercle, « l'Union Club, » où il avait l'habitude de passer quelques instans tous les jours avant de rentrer chez lui. Sa voiture l'attendait à la porte. Il y monta, suivi de Dmitri Petkof, son coreligionnaire politique et son partisan dévoué. L'équipage n'était en chemin que depuis quelques minutes

(1) *Revue hebdomadaire* du 22 juillet 1916.

lorsque, à l'improviste, trois individus surgirent devant lui, au tournant d'une rue qui se trouvait déserte en ce moment. Deux d'entre eux se jetèrent à la tête des chevaux pour les contenir, ce qui fut d'autant plus facile que le cocher, prenant peur, s'élançait de son siège et s'enfuyait. L'autre agresseur ouvrait la portière du côté où était assis Stamboulof et, debout sur le marchepied, il le frappa à coups de yatagan, lui tailladant le visage et les bras.

Resté manchot à la suite d'une blessure reçue pendant la guerre contre la Serbie, Dmitri Petkof était hors d'état de défendre son ami. Il se jeta hors de la voiture pour appeler du secours; mais, trompé par son élan, il roula sur le sol et y resta inanimé pendant quelques instans.

Tout d'abord, personne n'était accouru aux cris poussés par Stamboulof, pas même un épicier devant la boutique duquel le crime s'accomplissait. Quant à la police, toujours assez nombreuse aux abords du cercle, elle brillait par son absence. Ce furent des passans qui donnèrent l'éveil ; ils s'arrêtèrent et, ayant reconnu Stamboulof, ils conduisirent la voiture à son domicile, sans qu'aucun d'eux songeât à s'enquérir des assassins qui du reste avaient disparu. Le corps de la victime n'était plus qu'une plaie. Le yatagan avait labouré le visage, d'où le sang coulait par vingt blessures ; les manches de la redingote avaient préservé les bras ; mais les mains, hachées de coups, ne tenaient plus aux poignets que par quelques lambeaux de peau. Les chirurgiens appelés au chevet du blessé durent procéder immédiatement à l'amputation, bien qu'ils le considérassent comme perdu. Néanmoins, malgré le délire qui s'était emparé de lui, il conservait encore quelque lucidité. Cherchant à consoler sa femme qui se lamentait à son chevet, il lui disait :

— C'est Ferdinand qui est coupable de ma mort. Ne l'oublie jamais et venge-moi.

Il persista dans cette accusation jusqu'à ce qu'il eût perdu connaissance. Il croyait aussi avoir reconnu l'assassin et désignait comme tel un individu de basse condition, nommé Tufeckief, anarchiste avéré, compromis antérieurement dans les agitations révolutionnaires (1). Il ne survécut que quarante-

(1) Il a péri plus tard sous le poignard d'un vengeur, sans que sa participation au meurtre de Stamboulof ait pu être aussi positivement établie que semblent justifiés les soupçons dont il était l'objet. Ajoutons, comme épilogue à cette his-

huit heures à ses horribles blessures. Ses obsèques furent tumultueuses; jusqu'au cimetière, elles eurent la physionomie d'une émeute. Entre les ennemis du défunt et ses partisans, il y eut des scènes de pugilat qui exigèrent l'intervention de la force armée. Le peuple semblait convaincu que l'assassin avait été soudoyé par la police. C'était aussi l'opinion de la veuve; elle n'oubliait pas les confidences suprêmes de son mari et ne se faisait pas faute de les répéter, comme si elle eût souhaité que Ferdinand ne les ignorât pas. De Carlsbad où il se trouvait alors, il avait envoyé un télégramme de condoléances et donné l'ordre à sa cour de déposer une couronne sur le cercueil. Ces témoignages de regrets furent repoussés avec horreur. On a raconté que, saisissant par le bras l'aide de camp qui les apportait et lui montrant un bocal d'alcool dans lequel elle conservait les mains du mort, la veuve l'apostropha avec véhémence :

— Voilà les mains du grand patriote que ton maître a fait assassiner; tu pourras lui dire que tu les as vues.

A la suite de ces événemens, d'amers ressentimens restèrent au fond des cœurs. Ils contribuèrent, durant quelque temps encore, à rendre de plus en plus fragile la situation du prince Ferdinand. Mais déjà était née et se fortifiait en lui la conviction qu'il ne pouvait sauver sa couronne qu'en réconciliant son gouvernement avec la Russie. L'entrée du prince héritier Boris dans la religion orthodoxe fut, on ne l'ignore pas, la preuve et le gage de cette réconciliation. Elle s'opéra en 1896, par l'abjuration du petit prince héritier, alors âgé de deux ans. Les péripéties de ce qu'on pourrait appeler le drame de conscience du prince de Bulgarie n'étant pas encore entrées à titre définitif dans l'histoire, il convient de n'en retenir aujourd'hui que ce qui est de nature à confirmer ce que nous avons dit de la duplicité du roi Ferdinand, qui ne fut jamais plus éclatante que dans ces circonstances, et à faire comprendre la déception qu'il éprouva lorsque, étant allé à Rome pour obtenir du pape Léon XIII un consentement amiable à l'exécution du projet qu'il avait conçu dans l'intérêt de sa dynastie, il se heurta à un refus énergique et indigné. Il ne rapporta de son entrevue avec l'illustre pontife qu'une sentence d'excommunication, tandis que sa résolution le brouillait avec la famille de Bourbon-Parme,

toire de brigands, que Dmitri Petkof, dix ans plus tard, subit le même sort et fut assassiné comme l'avait été son ami.

laquelle ne lui pardonnait pas de violer les solennels engagemens qu'il avait pris en épousant la princesse Marie-Louise.

Son ressentiment contre Léon XIII affecta longtemps une vivacité qui n'avait d'égale que la douleur feinte ou vraie qu'il exprimait lorsqu'il se plaignait d'avoir été rejeté du sein de l'Église catholique. A plusieurs reprises, il s'efforça, sans pouvoir y parvenir, de se faire relever de la sentence qui pesait sur lui. Les familiers du palais de Sofia ont gardé le souvenir de ses confidences sur ce point et celui d'une petite chapelle, ménagée dans le palais, où il assistait à la messe catholique en y faisant assister le prince Boris. Lorsque, il y a peu d'années, celui-ci devint majeur, son père en profita pour plaider devant le Saint-Siège que sa responsabilité dans l'abjuration était atténuée par ce fait que l'héritier de la couronne bulgare restait dans la religion orthodoxe par sa propre volonté, et que dès lors le père méritait d'être absous. Le pape Benoît XV accueillit cette requête et se prêta à cette interprétation. La sentence d'excommunication fut annulée, à la grande joie du pénitent. La nouvelle lui en fut donnée par un télégramme daté de Vienne, et, bien qu'il parût blessé qu'on ne la lui eût pas envoyée par un légat, il a rendu témoin tout son peuple de la satisfaction que lui causait la faveur dont il était l'objet. Une messe d'actions de grâces fut célébrée dans la cathédrale de Philippopoli, et il y communia. L'événement eut encore pour conséquence de le réconcilier avec la famille de Bourbon-Parme, qui lui tenait rigueur depuis vingt ans. Malheureusement, la reine Marie-Louise n'était plus là pour lui pardonner aussi (1).

Il n'appartient pas à l'historien de sonder les consciences ni de suspecter la sincérité des sentimens religieux des personnages que les événemens mettent sur son chemin. Mais on ne peut s'empêcher d'être frappé de ce que présente de louche et de suspect, en ces circonstances, la conduite de Ferdinand. En la rapprochant de celle qu'il a tenue à d'autres époques, on est conduit à constater que les engagemens les plus solennels, les

(1) Elle était morte le 31 janvier 1899, à l'âge de vingt-neuf ans. Neuf années plus tard, en 1908, Ferdinand, alors qu'il n'était encore que prince de Bulgarie, épousait la princesse Éléonore de Reuss, d'une branche cadette de cette maison, née en 1860. En annonçant son mariage, il disait qu'il le contractait pour donner une mère à ses filles. Tous ceux qui ont approché la reine de Bulgarie la représentent comme s'étant enfermée dans le rôle auquel son mari la destinait et vouée en même temps à des œuvres charitables.

sermens les plus sacrés, la parole donnée, ne comptent pas pour lui, et qu'il n'a jamais cessé de les sacrifier à ce qu'il considère comme un intérêt dynastique.

Il en sera ainsi pendant les vingt années qui vont suivre et qui constituent l'histoire de son règne. Durant cette longue période, trois grands faits seront dans sa carrière royale comme des sommets sur lesquels, porté par des bonds successifs, il évoluera avec souplesse, pour atteindre le but qu'ont visé ses ambitions. Sa réconciliation avec la Russie en 1896, son émancipation en 1908 et la création de l'Union balkanique en 1912, sont les actes principaux de son règne. C'est à ces étapes de sa marche vers l'idéal d'indépendance et de domination qui a toujours été le mobile de sa conduite qu'il faut le suivre et l'observer, si l'on veut le bien connaître et trouver dans son machiavélisme natif la justification des défiances dont il a toujours été l'objet.

Pour les justifier, il est utile de rassembler autour de sa personnalité quelques traits qui la caractérisent.

— Il est plus séduisant qu'attachant, disait-on; il n'appelle pas la confiance, il n'est pas sûr.

Cette opinion est unanime. On la constate dans les propos d'Édouard VII. alors qu'il était prince de Galles, et, quand il eut ceint la couronne, dans ceux du roi Carol de Roumanie, dans ceux même de Guillaume II, dans le langage des Français que leur dévouement au descendant des Bourbons avait réunis à la cour de Sofia. Il n'est pas un seul de ceux-ci qui n'ait été maintes fois déconcerté par les allures du prince qu'il servait et qui n'en ait fait ultérieurement l'aveu. C'est en le voyant s'enorgueillir d'avoir dans les veines du sang de la maison de France et en l'entendant protester de son amour pour la patrie de sa famille maternelle qu'ils se sont laissé tromper. Il affirmait ce sentiment en toutes circonstances et sous toutes les formes, tantôt par l'abondance des trophées commémoratifs d'un passé de gloire dont il avait orné son palais et par la complaisance avec laquelle il les offrait à l'admiration de ses visiteurs, tantôt par les attitudes qu'il savait prendre lorsqu'il foulait le sol du noble et grand pays où ce passé s'est déroulé et qu'il affectait de considérer comme le sien. Quand, pour la première fois, il vient officiellement à Paris, il descend de voiture avant de franchir le seuil de la résidence où le gouvernement de la République lui offre l'hospitalité, s'arrête entre les deux officiers de cuiras-

siers qui commandent son escorte, et, d'un accent dont son émotion réelle ou jouée veut attester la sincérité, il dit :

— Ici je suis bien à ma place.

Ce qu'il ne dit pas, c'est que la conduite que devraient lui dicter de tels sentimens sera toujours subordonnée au but qu'il poursuit. Régner sur l'Islam rendu à la chrétienté, tel est l'idéal qui le guide et le fait agir, mais bien moins dans un intérêt de civilisation que dans un intérêt dynastique. Cet idéal ne cessera pas de le hanter, il parvient même à y associer sa femme. Il existe une carte postale où la princesse Marie-Louise est représentée assise sur un trône dans le costume historique des impératrices de Byzance.

Le mobile de sa conduite une fois précisé, il n'y a plus qu'à enregistrer pour l'histoire les prodiges de duplicité et les innombrables mensonges auxquels il a recouru afin d'assurer sa marche vers un avenir de grandeur tel qu'il le rêve et le souhaite pour lui et pour sa dynastie. A côté de ces traits révélateurs d'une âme tortueuse, il en est d'autres d'un caractère presque puéril et plus inoffensif qui perdent singulièrement de leur intérêt. Il importe peu, par exemple, qu'il ait toujours manifesté pour tous les raffinemens du luxe le plus effréné sur sa personne et autour de lui un goût excessif. Les bijoux, les fleurs, les résidences royales construites à grands frais, ses mœurs efféminées, sa pusillanimité devant le péril, son aversion pour le métier des armes, tout ce qu'on a dit de lui à cet égard est de l'histoire ancienne, et si de tels faits sont parfois inquiétans et peuvent être critiqués, ils constituent surtout la preuve d'une frivolité qu'on lui pardonnerait aisément s'il la rachetait par d'autres mérites. Sourions et haussons les épaules lorsqu'il pare de cabotinage la pratique de ses devoirs religieux, lorsque, au seuil de sa chapelle, l'eau bénite est offerte aux invités sur un bouquet de violettes transformé en goupillon ; mais soyons moins indulgens lorsque son mysticisme, fait de superstition et de crainte de l'enfer, ne l'empêche pas de transiger avec sa conscience et lorsque sa religiosité est impuissante à le rendre bon et franc, tolérant et humain. Humble et souple avec ce qui est au-dessus de lui, nous le voyons arrogant, dépourvu de bonté envers ce qui est au-dessous, comme lorsque, à sa cour, pendant un dîner qui réunit autour de sa table plusieurs convives, il interpelle durement un fonctionnaire de sa maison

qui n'a pour vivre d'autres ressources que les maigres appointemens qu'il lui sert et lui jette ces mots cruels :

— Décidément, mon cher Un tel, vous puez la misère.

Son attitude n'est pas moins brutale envers sa famille et les personnes de son entourage qui dépendent uniquement de lui. Il avait eu des égards et des ménagemens pour sa première femme, et quand il lui arrivait d'en manquer, elle lui tenait tête. Mais il n'en a pas été de même avec la seconde. Bien qu'elle se soit consacrée à l'éducation des enfans du premier lit et à de bonnes œuvres, elle n'a pas toujours trouvé grâce devant ce despote. Maintes fois les enfans eux-mêmes n'ont pas été mieux traités.

Ces souvenirs pourraient être multipliés, car parmi les souverains de nos jours, il n'en est pas qui aient donné lieu à un plus haut degré que lui à des appréciations, à des anecdotes dont quelques-unes n'ont pas contribué à le rendre sympathique. Mais ce qui vient d'être dit suffit pour qu'on puisse mieux juger Ferdinand de Cobourg à travers les événemens qui forment la page la plus importante de son règne et de l'histoire bulgare.

II

Quoique libéré de la tutelle dictatoriale à laquelle il avait dû se résigner huit années durant, il vit s'écouler plusieurs mois avant de jouir complètement des douceurs de sa liberté reconquise. En dépit de son vouloir et de ses initiatives, il était encore en butte à des difficultés de gouvernement qu'avait aggravées la mort tragique de l'ex-dictateur. Il ne commence à nous apparaître dans toute la vérité de son caractère qu'après son rapprochement avec la Russie, qui débarrasse de tous les obstacles le terrain ouvert à son activité. Au mois de février 1896, avait lieu le baptême orthodoxe de l'héritier de la couronne. L'empereur Nicolas ayant accepté d'être le parrain du jeune catéchumène se faisait représenter à la cérémonie par un envoyé spécial.

Tout aussitôt s'apaisaient les dissentimens qui, sous le règne d'Alexandre II et d'Alexandre III, avaient provoqué entre leur gouvernement et le gouvernement bulgare une brouille qui semblait sans issue. Les relations diplomatiques interrompues depuis l'abdication du prince de Battenberg furent renouées

entre Saint-Pétersbourg et Sofia. La Russie était maintenant représentée auprès du prince par un agent à qui ses instructions commandaient de ne pas intervenir dans la politique intérieure de la Bulgarie et de ne rien dire ni de ne rien faire qui pût être considéré comme une atteinte à l'indépendance de la principauté. Successivement, toutes les chancelleries suivaient cet exemple, y compris l'Autriche-Hongrie, à qui cependant n'avait pu plaire la conduite du prince Ferdinand vis-à-vis du Vatican. La Turquie elle-même, suzeraine de la Bulgarie, se laissait entraîner dans le mouvement de sympathie dont le prince était l'objet de la part de cette même Europe qui, si longtemps, s'était abstenue de le reconnaître. Le Sultan envoyait à son vassal le firman d'investiture qu'il lui avait refusé jusque là. Le trône de Ferdinand, après tant d'années d'épreuves, était enfin consolidé, et le prince recevait sous les formes les plus flatteuses les témoignages de la bienveillance de tous les Cabinets.

C'est alors que, son royaume étant réconcilié avec la grande protectrice et se réorganisant rapidement à l'intérieur, il se rend compte qu'il a pris figure dans le monde et commence à envisager de plus près les moyens qui peuvent faciliter la réalisation de ses rêves ambitieux. Depuis longtemps, il s'était proposé deux buts : l'annexion de la Macédoine au royaume bulgare et l'indépendance de la Bulgarie qui, une fois proclamée par lui, acceptée par les Puissances signataires du traité de Berlin, lui permettrait d'acquérir l'hégémonie dans les Balkans et de jeter le pont par où il pourrait arriver à Constantinople.

Empêché de poursuivre les deux buts en même temps, il ajourne l'exécution des plans qui doivent le libérer du joug musulman et s'évertue à préparer son action en Macédoine. La propagande dans ce pays est habilement organisée par ses soins avec le concours de l'Église et de l'École et l'encouragement de tous les partis politiques. Quand c'est nécessaire, il désavoue cette organisation macédonienne ; il promet aux Puissances et à la Turquie de la dissoudre et de poursuivre ses membres. Mais elle n'en devient pas moins chaque jour plus puissante et plus dangereuse. Le mouvement révolutionnaire de 1903, dont il n'est pas nécessaire de rappeler la gravité, est le résultat de cette propagande. Le mouvement est réprimé, mais il amène les Grandes Puissances à s'occuper de la situation de cette mal-

heureuse province et à élaborer un programme de réformes qu'elles s'efforceront de faire accepter par le gouvernement ottoman mais qui se heurtera chaque jour à sa mauvaise volonté.

Au cours de ces événemens, le tsar des Bulgares n'a pas perdu de vue l'indépendance de son royaume, ni renoncé à l'espoir de la proclamer L'année 1908 lui apporte presque à l'improviste l'occasion qu'il cherchait de jeter le masque. C'est la révolution de Turquie, le renversement d'Abdul-Hamid et l'avènement du parti jeune-turc. Le Sultan déchu s'était rendu tellement redoutable et haïssable, il avait si mal tenu les engagemens pris par lui envers l'Europe, laissé s'accomplir ou même favorisé tant de forfaits contre ses sujets chrétiens que les gouvernemens européens, se trompant sur les véritables dispositions des révolutionnaires qui l'avaient renversé, applaudissaient à leur victoire et à sa chute.

L'événement venait d'ailleurs à propos pour favoriser les desseins de l'Autriche-Hongrie, qui rêvait depuis longtemps de s'annexer d'une manière définitive la Bosnie et l'Herzégovine, dont le congrès de Berlin lui avait confié l'administration. Révolution à Constantinople, coup de main à Vienne, c'en était assez pour surexciter les ambitions du prince Ferdinand. L'heure n'était-elle pas venue pour lui de briser la chaîne qui le liait à la Turquie et, s'il proclamait l'indépendance de la Bulgarie, l'Europe lui serait-elle plus sévère qu'elle ne l'était pour les révolutionnaires turcs? Sans doute, il pouvait craindre que l'Angleterre et la Russie n'approuvassent pas son initiative et ne le vissent avec regret s'émanciper sans leur consentement; mais le concours de l'Autriche lui était assuré, et, par elle, celui de l'Allemagne, dont l'intervention officieuse, mais significative, imposerait silence aux oppositions que semblait devoir rencontrer la politique de Vienne.

Dans les derniers jours de septembre, il arrivait à Budapest pour rendre hommage à l'empereur François-Joseph qui faisait en Hongrie son séjour annuel. En cet instant, les décisions du vieux souverain étaient prises, quant à l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine. Par ses ordres et sous ses yeux, ses secrétaires rédigeaient la circulaire qui, le 29, devait être adressée signée de lui à tous les chefs d'État pour leur faire part de sa décision qu'il avait voulu leur communiquer directement et non par la voie diplomatique. Le 23, à la Hofburg de Bude, il

accueille Ferdinand avec une bienveillance marquée, il donne en son honneur un dîner de gala. Il y porte à son convive un toast, auquel applaudissent tous les Magyars présens et que celui-ci peut interpréter comme un encouragement à profiter des circonstances qui troublent l'Europe pour donner suite au plan qu'il a conçu pour assurer l'indépendance du pays sur lequel il règne.

Cependant, dans ses entretiens avec François-Joseph, il ne parle pas de ses projets d'émancipation. Il se plaint de l'injure que vient de lui faire le gouvernement ottoman, en manquant de courtoisie envers l'agent bulgare à Constantinople; il déclare qu'il le rappellera, si cette offense n'est pas réparée, déclaration qui lui vaut de la part de l'Empereur des conseils de modération et de prudence. Il renouvelle aussi une demande qu'il a déjà formulée à plusieurs reprises, à l'effet d'obtenir la Toison d'or qui jusqu'à ce jour lui a été refusée. Une fois de plus, l'Empereur se dérobe; il allègue des scrupules de conscience; il craint de déplaire au Saint-Siège en décorant du plus illustre de ses ordres un prince que la Cour de Rome a excommunié en 1896 et qui est toujours hors du giron de l'Église. Toutefois, le refus impérial est accompagné de tant de bonnes paroles et de promesses si flatteuses que Ferdinand se résigne à se contenter des assurances qui lui sont données pour l'avenir; mais il évite de faire aucune allusion à la proclamation de l'indépendance bulgare.

Ceci se passait, nous le rappelons, à la fin du mois de septembre. A Sofia, tout était prêt pour la manifestation décisive, voire un décret aux termes duquel l'armée bulgare devait être mobilisée. Cependant le prince ne se hâtait pas de rentrer dans sa capitale. En quittant Budapest, il allait s'enfermer dans son domaine de Proprad au fond de la Hongrie et il y demeurait plusieurs jours perplexe, hésitant, pesant le pour et le contre, se disant malade, ne se décidant pas, faisant tout ajourner malgré les objurgations de ses ministres qui lui demandaient de mettre fin à cette période d'incertitude. C'est seulement le 4 octobre que, cédant à leurs instances, il reparaissait à Sofia, résolu à franchir le Rubicon. Le 5, recevant un membre du corps consulaire, il lui dit :

— Demain, à onze heures, je proclamerai l'indépendance de la Bulgarie.

Dans la matinée du 6, la proclamation est publiée. Elle transforme la principauté vassale en un royaume allégé de la suzeraineté qui pesait sur lui et Ferdinand Ier, hier encore tributaire de la Turquie, devient roi avec le titre de tsar des Bulgares, qui lui sera désormais dévolu. C'est celui que portèrent, du xe au XIIIe siècle, les souverains nationaux, alors que l'empire bulgare s'étendait du Pont-Euxin à la mer Adriatique et du Danube à la mer Égée.

Les péripéties diplomatiques qui se sont déroulées alors sont encore présentes à toutes les mémoires. Mécontente de la conduite de Ferdinand et des résolutions de l'Autriche-Hongrie, la Russie n'admettait pas que la Bulgarie eût consulté ses seules convenances pour ouvrir une crise en Orient. « Nous voulons aussi prouver à l'Autriche qu'elle n'est pas encore maîtresse de la péninsule balkanique. » C'étaient là de graves paroles sur lesquelles venaient se greffer les vagues menaces de la Turquie refusant d'accepter les faits accomplis, mais dont le refus ne pouvait être que platonique alors qu'on la savait hors d'état de prendre les armes. Un grand trouble a régné alors dans toute l'Europe, mais bientôt il se dissipera, la Russie, sous la pression allemande et dans un désir de paix, ayant adhéré à l'annexion des provinces acquises par les Autrichiens. Cette adhésion conjurait la guerre et, du même coup, assurait à Ferdinand l'absolution par les Puissances de l'acte audacieux qu'il venait d'accomplir.

Moins de deux ans après la révolution de Constantinople, il était démontré qu'elle n'avait tenu aucune de ses promesses ni réalisé la pacification intérieure de l'Empire ottoman. Comme sous le règne d'Abdul-Hamid, les chrétiens étaient victimes du caprice et du fanatisme. Loin que le gouvernement Jeune-Turc s'efforçât d'améliorer leur sort, il semblait avoir pris à tâche de l'aggraver en encourageant intentionnellement, ou par impuissance ou négligence, les atrocités auxquelles se livraient ses agens en Macédoine, en Thrace, en Albanie.

L'opinion se créait de toutes parts en Europe que ce qui se passait en Turquie était pour elle le commencement de la fin, et qu'avant peu, la chute de l'Islam étant devenue définitive, son héritage serait bon à recueillir. Dans les États balkaniques, candidats naturels à cette succession, des espérances et des convoitises s'éveillaient, mais dans aucun d'eux avec autant de

vivacité et de spontanéité qu'en Bulgarie. Là, depuis longtemps, le souverain attendait l'événement et, en l'attendant, avait conçu un grand projet.

Ce projet, c'était celui de l'Union balkanique, c'est-à-dire d'une coalition entre les États de la péninsule, qui formerait un rempart infranchissable contre les progrès menaçans du germanisme représenté par l'Autriche-Hongrie comme contre tous les périls auxquels le slavisme était exposé. C'est presque en ces termes que le roi Ferdinand justifiait son plan lorsqu'il commençait à en parler. Mais ses explications étaient incomplètes et manquaient de franchise. Sa conduite ultérieure a prouvé qu'il se préoccupait moins des intérêts du slavisme que de ceux de sa dynastie, que les premiers le laissaient indifférent et qu'il cherchait surtout à assurer l'agrandissement de son royaume, l'expansion de sa puissance et sa domination dans les Balkans, où il rêvait de jouer un rôle identique à celui de la Prusse en Allemagne.

A la fin de 1911, l'alliance était en formation et, au début de 1912, l'accord serbo-bulgare en constituait le fondement. Elle devenait bientôt définitive, grâce à une suite de traités conclus par la Bulgarie et négociés par son premier ministre Guéchof avec la Serbie, la Grèce et le Monténégro. La Roumanie n'y avait pas adhéré; elle se réservait. Dirigée manifestement contre la Turquie et accessoirement contre l'Autriche, l'Union s'était placée, diplomatiquement parlant, sous le patronage de la Triple-Entente. Elle avait son siège à Sofia; c'est de là que les alliés devaient recevoir les directions qu'en sa qualité d'inspirateur de l'alliance, Ferdinand entendait lui imprimer.

Sur ces entrefaites, en Macédoine et en Albanie où l'irritation contre le gouvernement de Constantinople n'avait fait que s'accroître, se produisirent des faits de rébellion. Encore aujourd'hui, il est difficile d'en discerner l'origine, mais il a toujours été admis qu'ils avaient été provoqués à dessein par le tsar Ferdinand. Il est au moins certain qu'ils servirent ses projets, en lui persuadant que le moment était propice pour les exécuter. Sans se préoccuper de ce que pourraient penser les Grandes Puissances, il entraîna ses alliés, malgré leurs hésitations du dernier moment, et, le 17 octobre 1912, la coalition balkanique déclarait la guerre à la Turquie.

Les grands événemens de cette guerre sont trop proches de

nous pour qu'il soit utile de les énumérer et de les décrire. Après des succès éclatans dont la rapidité presque foudroyante n'avait pas été prévue par les belligérans et encore moins par le souverain bulgare, son appétit connut d'autant moins de bornes que l'opinion publique européenne, et, en particulier, celle de la Triple-Entente se prodiguait à l'excès en complimens et en témoignages d'admiration.

C'est ici qu'on voit poindre les mobiles auxquels il avait obéi en jetant les Balkans dans la guerre. D'accord avec ses alliés, il n'avait cessé de déclarer que cette guerre était entreprise dans l'unique dessein de libérer les frères macédoniens et de constituer l'unité nationale. Mais voici qu'en quelques semaines elle se transformait en une guerre de conquêtes. Non seulement il considérait la question macédonienne comme réglée à son profit, malgré les difficultés qu'il prévoyait déjà dans l'avenir, avec la Serbie et la Grèce lors des règlemens de partage, mais encore il estimait que la Thrace qu'il avait conquise devait lui appartenir tout entière et qu'un port sur la Marmara lui était indispensable. La fièvre conquérante qui s'était emparée de lui se communiquait à ses sujets grisés par leurs victoires ; ils prédisaient l'entrée triomphale de l'armée nationale à Constantinople, et certains d'entre eux, à l'exemple de leur roi, se voyaient déjà les successeurs des Turcs sur les rives de la Corne d'Or. C'en était assez pour éveiller les défiances des alliés de la Bulgarie. Ils avaient eu dans les victoires remportées une part au moins égale à celle des troupes bulgares et par conséquent les mêmes droits à l'honneur et aux profits.

C'est en ces circonstances que l'acquiescement donné par l'Europe à la demande de l'Autriche-Hongrie, en vue de la création d'une Albanie autonome, vint aggraver une situation déjà si grosse de difficultés et de périls. La Serbie, dont l'ambition avait été tournée jusque là vers ses frontières occidentales, se voyait fermer le libre accès à l'Adriatique, en dépit de toutes les combinaisons imaginées par ses amis pour lui donner satisfaction. Un débouché sur la mer étant indispensable à son expansion économique, elle devait porter ses regards sur le Vardar et sur la mer Égée. Le malheur est que ses désirs ne pouvaient être exaucés qu'aux dépens de la Bulgarie; mais comme, d'autre part, elle avait prêté à celle-ci son concours militaire pour la prise d'Andrinople, elle ne croyait pas être

trop exigeante en sollicitant, en échange de la possession de la Thrace tout entière, désormais assurée à son alliée, un débouché sur la mer ou même des concessions en Macédoine, dût-on, pour résoudre toutes les difficultés et mettre d'accord tous les intérêts, modifier la convention initiale qui délimitait exactement les territoires devant revenir à chacun des deux États. Mais, sur ce point, le refus du gouvernement bulgare s'annonçait irréductible. Il reconnaissait que la constitution d'une Albanie autonome était pour la Serbie une source de déconvenues. Mais, sous prétexte qu'il n'en était pas responsable, et rappelant qu'il avait fait déjà le grand sacrifice d'abandonner Uskub, dont la population était bulgare, il déclarait que, s'il y avait consenti, c'était pour s'assurer en échange les territoires situés au Sud et notamment Monastir. Il ne pouvait donc renoncer à rien de ce qui lui avait été concédé.

On voudrait pouvoir attribuer cette intransigeance aux ministres bulgares. Mais c'est le roi Ferdinand et lui seul qu'il en faut accuser. Depuis qu'il gouvernait, il avait toujours été le directeur volontaire et unique de la politique extérieure de son royaume et il entendait bien ne pas se laisser déposséder de son influence dont l'exercice flattait ses goûts autoritaires et même despotiques. C'est donc sa pensée qu'il faut voir dans les propos que tenaient ses ministres et où se trahissait déjà une vive irritation contre les alliés de la veille.

— Ils se conduisent, dans les régions qu'ils occupent, d'une manière incompréhensible, disaient les organes les plus autorisés du gouvernement. On veut « serbiser » les Bulgares qui les habitent. Au début de l'occupation de la Macédoine, c'était aux Grecs que nous pouvions reprocher ces tentatives qui n'ont pris fin que lorsqu'ils en ont senti le danger. Aujourd'hui, c'est avec les Serbes que nous avons les mêmes difficultés. Les uns et les autres devraient cependant comprendre la nécessité du maintien indissoluble de l'Union balkanique.

C'étaient là de sages conseils, mais ils eussent été plus susceptibles d'être suivis, si ceux qui les donnaient avaient eu la sagesse de s'y conformer. Or, il est de toute évidence qu'en créant l'Union balkanique, le roi Ferdinand s'était surtout inspiré de l'intérêt de sa dynastie et ne maintiendrait l'alliance qu'à la condition de la dominer et de la diriger. Sa campagne de 1912 contre la Turquie, les exploits de son armée, ses

conquêtes avaient surexcité l'opinion prestigieuse qu'il avait de lui-même.

— C'est moi seul, disait-il, qui ai entrepris la tâche, considérée par les plus avertis comme irréalisable, d'unir dans une même cause et pour un même but les États balkaniques ennemis jusque là; c'est grâce à moi et par moi seul qu'ils ont pu conclure un accord et obtenir le succès.

Ce même refrain se retrouve sur ses lèvres dans les diverses circonstances où il laissait sa pensée transpirer au dehors. Ces circonstances étaient rares. Depuis plusieurs mois, il évitait systématiquement de converser avec les représentans des Puissances, ne consentant à causer des affaires de l'État qu'avec ses ministres, les politiciens bulgares et les familiers de son palais. Il affecte alors de s'être tracé à cet égard une règle rigoureuse et de n'y faire exception que lorsqu'il ne pouvait s'en dispenser, comme, par exemple, quand quelque ministre étranger nommé à un autre poste venait prendre congé de lui avant de quitter Sofia ou quand tel autre demandait à lui faire une communication directe et personnelle.

Au début d'une de ces audiences accidentelles, le Roi explique que s'il ne voit personne, c'est afin de pouvoir concentrer toute son attention et toute sa réflexion sur les graves problèmes qu'il est tenu de résoudre.

— A force de vivre en reclus, ajoute-t-il, j'ai perdu l'habitude de la conversation.

Au moment où il le constate, la paix avec la Turquie n'est pas encore signée et il exprime le très vif désir de voir les hostilités se terminer à bref délai; son armée est épuisée et il n'espère pas obtenir de nouveaux succès militaires. Il croit d'ailleurs que les négociations engagées à Londres sont en bonne voie. Puis, malgré son parti pris de discrétion et de silence, il s'élève longuement contre les actes d'hostilité dont, à l'en croire, la Bulgarie a été l'objet de la part de ses alliés, parmi lesquels un seul, le roi de Monténégro, lui semble digne de commisération. Il se plaint aussi du roi de Grèce; mais il l'excuse « parce qu'il le sait faible et incapable de résister aux exigences et aux imprudences du diadoque Constantin. »

Mais c'est surtout contre les Serbes qu'il manifeste son animosité et sa rancune. Lorsqu'il a parlé des Grecs, il se rappelait sans doute qu'en raison des liens de famille de leur dynastie,

ils trouveraient toujours un appui efficace à Pétersbourg, à Londres, voire à Berlin. Il est trop prudent pour ne pas faire entrer cette considération en ligne de compte quand il porte un jugement sur l'attitude du gouvernement hellénique. Mais lorsqu'il parle des Serbes, il ne se croit pas tenu à la même réserve. Il les accuse des pires méfaits et les englobe tous, Roi, gouvernement et peuple, dans la même réprobation. L'appui particulier que le gouvernement russe donne à la Serbie est aussi pour lui une cause d'amers regrets. La Bulgarie n'est-elle pas à tous les points de vue supérieure à la Serbie? N'est-elle pas plus digne de la bienveillance et de la confiance du grand empire slave? Aussi est-il jaloux de la préférence accordée aux Serbes par le gouvernement russe, et il s'indigne qu'à Saint-Pétersbourg, on continue à ne pas avoir confiance en lui.

— On veut toujours me considérer comme le prince de Cobourg, je le sais et je le déplore.

Cependant, plus on regarde aux causes originelles du conflit et plus semble juste la cause que plaidait la Serbie. Lorsque, par le traité d'alliance, elle avait pris des engagemens envers ses alliés, relatifs aux partages des territoires qu'on pensait conquérir, elle n'avait pas prévu que les succès militaires de la coalition procureraient à la Bulgarie des avantages considérables et supérieurs à ceux qui lui étaient attribués par ce traité. Il était donc naturel qu'elle voulût le faire modifier de manière à égaliser les parts de chacun, la victoire n'étant pas due à un seul des alliés, mais à tous.

Lorsque, après la première phase de la guerre, la Bulgarie avait demandé le concours effectif du gouvernement de Belgrade par l'envoi de troupes et d'artillerie à Andrinople, le ministre de Serbie à Sofia avait été d'avis de répondre à cette demande par un consentement conditionnel. Il estimait que la Serbie devait, dès ce moment, poser la question des compensations territoriales et faire valoir que, son programme particulier étant rempli, la guerre ne continuait que pour permettre à la Bulgarie de poursuivre ses conquêtes en Thrace. Mais cette manière de voir, quoique adoptée et soutenue énergiquement par le ministre Patchitch, n'avait pas été admise par ses collègues. La Serbie avait accordé le concours qui lui était demandé sans stipuler des compensations, se réservant sans doute de faire appel à la reconnaissance de son allié lorsque celui-ci aurait été

victorieux. Cet appel n'étant pas écouté, ce fut de sa part une faute de ne pas solliciter l'intervention amicale de la Russie pour obtenir ce qui lui était refusé ; mais cette faute n'affaiblit pas le droit moral au nom duquel elle réclamait une modification au traité de partage.

Cette réclamation appuyée par la Grèce irrite le souverain bulgare. Résolu à n'y pas céder, il dissimule à peine son ressentiment contre ses alliés, ressentiment d'autant plus dangereux dans ses conséquences que, convaincu de la supériorité de ses forces et tenant en médiocre estime celles de ses futurs adversaires, Ferdinand envisage sans appréhension un règlement de comptes qu'il croit inévitable. Il s'était engagé à laisser son armée à Tchataldja jusqu'à ce que la paix avec la Turquie fût signée. Dès qu'il eut appris que les signatures étaient échangées et sans attendre que le traité eût reçu un commencement d'exécution, il rappelait ses troupes sans se préoccuper d'assurer la garde de la Thrace, dont la possession lui était reconnue, et les dirigeait aussitôt vers la Macédoine qu'il voulait reconquérir sur les Serbes et sur les Grecs, abandonnant follement de riches territoires glorieusement conquis, pour aller en reprendre d'autres moins favorisés et qu'il prétendait lui avoir été iniquement enlevés. On peut fixer au printemps de 1913 le moment où il a pris son parti de cette guerre fratricide.

Quoiqu'il soit avéré qu'il a toujours eu l'habileté de ranger ses ministres à son opinion en leur suggérant ses propres idées et en leur laissant croire que c'est eux qui les lui inspiraient, il ne faut pas perdre de vue qu'il était tenu de compter avec eux ou, pour mieux dire, avec les partis d'opposition qui cherchaient à les renverser dans l'espoir de prendre leur place. C'est ainsi qu'il imprime à la marche de son gouvernement l'orientation qu'il juge la plus profitable à l'intérêt dynastique. Si, comme il lui est arrivé de le dire, ses ministres étaient considérés par lui comme des pantins dont il maniait les ficelles, il est également vrai qu'il a toujours su modifier sa politique, au gré des circonstances, par des changemens de Cabinet. La chute du ministère Guéchof qui se produisit au milieu du mois de juin et son remplacement par un ministère Danef ne sont qu'un épisode de cette politique souterraine que le roi Ferdinand n'a jamais cessé de pratiquer. Guéchof, qui croyait

nécessaire de s'appuyer sur la Russie et par elle sur la Triple-Entente, occupait la présidence du Conseil lorsque s'était constituée l'Union balkanique ; il s'en était montré le partisan habile et dévoué. Mais, lorsque, à la fin de la guerre de 1912, naissaient entre les alliés les graves dissentimens qui allaient les armer les uns contre les autres, le ministre qui avait présidé à l'Union balkanique n'eut aucune peine à deviner qu'il avait cessé de plaire, et, se souvenant qu'il avait signé quelques mois avant les traités d'alliance, il ne voulut pas assumer la responsabilité d'un conflit avec les alliés. Au grand contentement du Roi, il offrit sa démission ; elle était souhaitée, elle fut acceptée, et Danef, ancien président du Sobranié, mêlé de près à tous les événemens antérieurs, lui succéda.

Danef avait été aussi russophile que Guéchof ; maintenant, il ne l'était plus. Tandis que son prédécesseur demeurait fidèle à ses opinions passées, lui-même ne reculait pas devant la nécessité de renier les siennes, de se faire le docile serviteur de la politique royale. Une habile propagande la faisait bientôt accueillir par tout le pays comme la seule qui lui convînt et qui pût donner satisfaction à l'orgueil démesuré, à l'esprit d'intransigeance et à l'âpreté au gain qui caractérisent l'âme bulgare. Confians dans leur force et dans leur supériorité, les Bulgares, à l'exemple de leur Roi, avaient jugé dès le début du différend qu'ils ne pouvaient pas céder aux prétentions des Serbes et des Grecs. C'est parce que Danef représentait cette politique qui, de fait, était celle du Roi, que sa nomination fut favorablement accueillie dans le pays.

Avant de monter au pouvoir, il s'était ingénié déjà à blesser l'amour-propre des alliés, à froisser leurs susceptibilités en s'obstinant à les considérer comme de simples auxiliaires sans importance et sans valeur qui ne méritaient pas d'être traités sur un pied d'égalité. Les chefs de l'armée n'étaient ni moins arrogans ni moins présomptueux. Pendant la campagne qui venait de finir, ils avaient affecté de ne pas croire à la valeur des armées alliées, de les tenir pour méprisables et, bien que leurs propres troupes, sur le pied de guerre depuis neuf mois, fussent elles-mêmes harassées par leur longue station devant Tchataldja et Andrinople, bien qu'elles eussent perdu leur enthousiasme et leur vigueur et souhaitassent un prompt retour au foyer natal, leurs généraux ne craignaient pas de pous-

ser de toutes leurs forces à la guerre contre les amis d'hier.

— Dans deux jours, disaient-ils, nous serons à Salonique et dans quatre à Belgrade ; ce ne sera qu'un jeu d'enfant.

En 1806, à la veille d'Iéna, on avait entendu des vantardises analogues dans la bouche des généraux prussiens.

Le désir de faire de la Bulgarie la Prusse des Balkans, n'était pas le seul mobile de ces meneurs actifs et résolus. Le général Savof, principal éducateur et organisateur de l'armée bulgare, et dont l'autorité et l'influence sur les officiers étaient devenues toutes-puissantes depuis qu'il les avait conduits à la victoire, était inféodé au parti stambouloviste, le plus actif et le plus violent de tous les partis, qui, pour conquérir le pouvoir, ne reculait devant aucun moyen.

Savof et quelques-uns de ses amis avaient contracté alliance avec lui peu de temps avant la guerre, alors qu'ils étaient sous le coup de poursuites criminelles pour violation des lois et pour des faits de concussion. On prétendait même que, si les stambolovistes avaient énergiquement préconisé la guerre contre la Turquie, c'était afin d'éviter une condamnation à leurs partisans. A la lumière de ces souvenirs, il est aisé de comprendre pourquoi Guéchof avait été contraint de donner sa démission et pourquoi Danef, son successeur, ne pouvait conserver son portefeuille qu'à la condition de se faire l'instrument docile du parti qui voulait à tout prix la guerre, cette guerre fratricide dont le roi Ferdinand restera devant l'histoire l'auteur le plus responsable.

Cependant, il ne suffisait pas de la vouloir pour l'entreprendre avec des chances de succès. Ce n'était pas assez d'avoir foulé aux pieds et fait avorter les offres de médiation et d'arbitrage si cordialement faites par la Russie, de lui avoir infligé ce témoignage révoltant d'ingratitude, il fallait aussi compter avec la Roumanie. Déjà, sous le ministère Guéchof, des pourparlers s'étaient engagés entre elle et le gouvernement bulgare à l'effet de lui assurer, quand les Alliés se partageraient les dépouilles de la Turquie, des dédommagemens territoriaux. Le gouvernement russe était intervenu pour faciliter la négociation. Ces pourparlers commencés à la veille de la démission de Guéchof n'ayant pas eu de suite, Ferdinand se flattait de l'espoir qu'avant qu'ils fussent repris, son armée aurait écrasé les Grecs et les Serbes, ce qui rendrait les Roumains moins exigeans dans

leurs revendications, puisque le moment serait passé où ils auraient pu se faire acheter à un plus haut prix leur neutralité.

Mais, le 28 juin, c'est-à-dire à la veille du jour où l'armée de Savof devait se mettre en mouvement, le prince Ghika, ministre de Roumanie à Sofia, rentré à son poste depuis peu de jours, se présentait par ordre de son gouvernement chez Danef et lui signifiait qu'au premier coup de canon entre Bulgares et Serbes, la Roumanie entrerait en action.

Danef poussa les hauts cris, comme devait le faire plus tard, à Berlin, le chancelier d'Allemagne, lorsque l'ambassadeur d'Angleterre vint lui déclarer que le gouvernement britannique s'opposerait par les armes à la violation de la neutralité belge. Il se répandit en plaintes, en reproches, en interrogations, jouant le plus grand étonnement. L'agent roumain dut lui rappeler les pourparlers antérieurs qu'il semblait avoir oubliés, encore qu'ils eussent eu lieu à une date toute récente. Cette déclaration déjouait l'espoir qu'avait conservé le roi de Bulgarie de retarder l'intervention roumaine jusqu'au moment où les circonstances en amoindriraient les effets. Persévérant dans son attitude énigmatique, il s'était abstenu de faire lui-même des propositions, préférant ajourner les sacrifices nécessaires et courir la chance de les voir devenir inutiles, mais la démarche du prince Ghika rendait vain ce calcul. Si le Roi s'était cru en mesure de modifier à son gré la politique roumaine, il était cruellement détrompé, réduit à l'impossibilité de négocier ou à une négociation *in extremis* qui rendrait plus onéreuse la neutralité du gouvernement roumain. Comme il n'osait avouer que la mise en marche de l'armée bulgare était décidée pour le lendemain, il fut impossible de continuer utilement les pourparlers. C'était sans dommage pour la Roumanie, qui n'attendait que cet ajournement pour se ranger du côté des Grecs et des Serbes, mais non sans dommage pour la Bulgarie, qui entrait en campagne avec un nouvel adversaire sur les bras, d'autant plus dangereux qu'on ne savait encore quand ni comment son intervention se produirait.

On sait que la seconde guerre balkanique commença par une attaque d'une insigne perfidie contre les Serbes et les Grecs qui n'avait été précédée d'aucune déclaration. C'était dans la nuit du 29 au 30 juin ; le général Savof avait envoyé à ses chefs de corps des ordres prescrivant une attaque sur tout le front

gréco-serbe et ces ordres étaient aussitôt exécutés. On a dit après coup que le Roi en avait ignoré l'envoi. C'est peu vraisemblable, et tout, au contraire, autorise à penser que ce qui s'est passé avait été combiné d'avance entre lui et son généralissime. Il a été également affirmé que les ministres seuls n'avaient pas été avertis de ce qui se préparait et qu'ils ne l'avaient appris que par la première victoire de l'armée bulgare. Le fait est possible, mais on le considérera comme douteux, si l'on veut se rappeler que Danef était lié d'amitié avec Savof et qu'ils conféraient souvent ensemble des affaires de l'État. On ne se figure pas un premier ministre laissé dans l'ignorance totale d'un ordre qui mettait en mouvement toute une armée. Surpris par la soudaineté d'une attaque inattendue, Grecs et Serbes battaient en retraite. Mais ce premier échec était promptement réparé; le surlendemain, ils se lançaient sur l'agresseur, le surprenaient en train de se retirer, lui infligeaient une sanglante et irréparable défaite et le poursuivaient, l'épée dans les reins, sur la route de Sofia, irrités jusqu'à l'exaspération par cette manœuvre déloyale qu'aucun acte définitif ne justifiait quand elle s'était produite.

Ainsi, cette campagne de traîtrise longuement et sournoisement préparée aboutissait à un échec lamentable, humiliant, et fertile en calamités nouvelles. La Bulgarie, par la faute de son roi, perdait en quelques jours le fruit de ses conquêtes antérieures. Envahie par tous ses voisins, elle sortait écrasée du conflit qu'elle avait déchaîné et devait subir la loi des vainqueurs. En outre, par cette agression quasi criminelle, Ferdinand venait de se rendre odieux à l'Europe, de s'aliéner ses amis et de transformer ses alliés d'hier en ennemis impitoyables. Sa trahison du 29 juin lui a fermé les cœurs et les oreilles et a ouvert pour lui la période la plus tragique de son règne.

III

Au cours de tant d'événemens dramatiques suscités par l'esprit d'intrigue du tsar des Bulgares et par ses ambitions, la situation se compliquait, dès les premiers jours de juillet, d'une crise ministérielle, témoignage de l'impuissance où il se trouvait maintenant de diriger et de contenir les partis dont il avait jusque là exploité les passions au gré de sa politique

personnelle. Le parti stambouloviste, dirigé par Radoslavof et par Ghénadief, après avoir provoqué la chute du ministère Guéchof, avait déployé une égale violence contre le ministère Danef. Il avait protesté lorsque celui-ci, antérieurement à l'attaque bulgare, sollicitait l'arbitrage de la Russie et offrait de se rendre à Saint-Pétersbourg, afin d'obtenir une réponse favorable. Les agitateurs alléguaient que le principe de l'arbitrage devait être abandonné, la Russie s'étant définitivement rangée du côté de la Serbie et de la Grèce. A Saint-Pétersbourg, Danef serait la dupe du gouvernement russe ; il se laisserait circonvenir, ferait des concessions inadmissibles, et la partie serait perdue pour la Bulgarie. Mieux valait qu'elle réglât elle-même ses affaires par la force, puisqu'elle était sûre de vaincre. Danef, ayant hésité à adopter ce point de vue, était attaqué sans merci et mis en demeure de recourir aux armes. C'est Radoslavof et Ghénadief et leurs amis et les généraux Savof et Fitchef qui avaient été les véritables instigateurs de cette campagne. Ghénadief, ayant un jour rencontré dans la rue le secrétaire particulier du souverain, avait exposé avec une violence farouche les exigences de son parti.

— Dites à votre maître, s'était-il écrié en finissant, que sa tête nous répond de sa docilité.

Mais après la défaite, c'est à Danef que les stamboulovistes en imputaient la responsabilité, et le Roi se trouvait obligé d'accepter sa démission à laquelle il s'était résigné sans avoir à faire un effort sur lui-même, tant elle lui paraissait nécessaire.

La crise ouverte, on peut croire que les partis vont se réconcilier devant le péril que court la patrie et s'inspirer uniquement du désir de la sauver, mais il n'en est rien. Durant trois jours, alors que l'ennemi est à la frontière, on discute sur la présidence du Conseil, sur l'attribution des portefeuilles, comme si l'on eût été dans des temps normaux. Le Roi aurait voulu former un ministère de Défense nationale, mais c'est en vain qu'il fait appel au patriotisme des chefs de partis. Les uns se dérobent ou montrent peu d'empressement à accepter en un tel moment les lourdes charges du pouvoir. Les autres revendiquent pour eux et leurs amis la direction souveraine de la politique bulgare. Radoslavof et Ghénadief sont les plus énergiques de tous dans leur refus d'accorder leur concours. En réalité, ce qu'ils veulent, c'est l'omnipotence, et, tant qu'elle ne leur sera

pas assurée, ils feront échouer toutes les combinaisons. A plusieurs reprises, durant ces trois journées d'agitation, le Roi s'efforce vainement de vaincre leur résistance : il leur rappelle que les troupes roumaines sont à cinquante kilomètres de Sofia, et que le péril est pressant. Tout est inutile, Radoslavof persiste à refuser sa collaboration.

Le dernier de ces entretiens avec le Roi avait eu lieu dans la matinée du 17 juillet et, sans doute, il avait formulé sa volonté de n'être ministre qu'à l'exclusion absolue des autres partis. Le même jour, à cinq heures, il était rappelé au palais et, le Roi lui ayant déclaré qu'il se pliait à toutes ses conditions, il se chargeait de former un ministère. Dans la soirée, ce ministère était constitué et Ferdinand signait les nominations. Le parti stambouloviste et le parti libéral en faisaient tous les frais. Radoslavof, homme sans principes, d'une éducation rudimentaire, quoique élevé en Allemagne, y figurait comme président du Conseil et ministre de l'Intérieur, et son coreligionnaire politique Ghénadief, non moins vénal que lui, mais plus habile et plus absolu, comme ministre des Affaires étrangères. Leurs collègues appartenaient tous au même groupement, les autres chefs de partis ayant refusé les portefeuilles secondaires qu'on leur offrait.

A peine ministres, ces personnages qui, quelques instans avant, proclamaient la nécessité d'une politique belliqueuse, se transforment et deviennent des partisans de la paix. Leurs exigences antérieures n'étaient qu'en surface et avaient eu pour but de renverser le Cabinet Danef; maintenant, ils s'empressaient de rassurer sur leurs intentions les représentans des Puissances et leur annonçaient spontanément qu'ils allaient demander à l'Autriche de leur proposer la réunion d'un congrès qui réglerait toutes les questions soulevées par la guerre et se prononcerait sur l'autonomie de la Macédoine.

La constitution de ce ministère n'était pas également approuvée partout. Dans les milieux favorables à la Triple-Entente, on s'étonnait que le Roi eût confié le pouvoir à Radoslavof, dont les sympathies pour l'Allemagne et l'Autriche étaient connues; mais, lorsqu'on lui exprimait cette surprise, il répondait que, réduit à accepter les conditions des vainqueurs, seul moyen d'arrêter les hostilités, il n'avait trouvé que Radoslavof et ses amis qui fussent prêts à prendre une décision rapide. Alors que

trois jours venaient d'être perdus en conversations inutiles, il n'y avait plus un instant à perdre si l'on voulait éviter à la capitale une occupation étrangère. Il aurait pu ajouter qu'il avait cédé à la peur qui s'était emparée de lui.

Il est vrai qu'à ce moment, sa situation apparaissait comme désespérée. A la date du 8 juillet, les succès serbes n'étaient plus douteux, et, à Sofia, l'émotion était intense. Le public ne recevait aucune information précise, les relations postales et télégraphiques étant interrompues depuis dix jours. Seuls, les télégrammes du gouvernement et des légations étaient transmis.

Dans cette détresse, le gouvernement royal demandait à la Russie et à la France d'intervenir pour faire cesser les hostilités, et pour qu'il fût mis un terme à l'effusion de sang « qu'il déplorait. » Comme gage de la sincérité de sa démarche, il annonçait que ses troupes avaient reçu l'ordre de revenir en arrière; malheureusement, la cessation des hostilités ne dépendait pas uniquement des Cabinets de Saint-Petersbourg et de Paris. Ils ne pouvaient que donner des conseils de modération à la Serbie et à la Grèce, ce que faisait la France aussitôt, ainsi que le prouvent les remerciemens que lui adressait le ministre des Affaires étrangères Ghénadief à la date du 19 juillet. Il y était fait allusion « aux sentimens de confiance et de reconnaissance que les Bulgares éprouvaient pour la France, qui, déjà en 1885, alors que la Bulgarie lui était inconnue, avait défendu sa cause à Constantinople. » Constatons en passant que ces sentimens étaient exprimés au nom du roi de Bulgarie, alors que, bientôt après, il devait les fouler aux pieds.

La Russie répondait à son appel en l'invitant à envoyer un représentant à Nisch, où il se rencontrerait avec ceux des gouvernemens grec et serbe, en vue d'une conférence dans laquelle seraient examinés les moyens de mettre un terme à la guerre. Mais cette réponse était interprétée à Sofia comme la preuve que la Russie ayant été impuissante à faire accepter son arbitrage avant le conflit, refusait maintenant d'intervenir comme arbitre. C'était un désastre pour le gouvernement bulgare. Abandonné aux exigences des Grecs et des Serbes, assurés eux-mêmes des encouragemens de la Russie et du concours de la Roumanie, il était probable que ses anciens alliés, exaspérés par l'attaque du 29 juin, se refuseraient à toute concession, et qu'obligé de subir leurs volontés, il serait plus cruellement

humilié que si la Russie avait prononcé elle-même la sentence.

Presque en même temps, on apprenait que l'armée turque de Tchataldja s'était mise en mouvement et marchait sur Andrinople qu'elle voulait reprendre, et qu'assurément elle reprendrait presque sans coup férir, car la garnison de cette ville ne comptait même pas un régiment, et il ne restait en Thrace que quelques gendarmes et un fonctionnaire civil. Les informations qui parvenaient le 15 au gouvernement confirmaient ces nouvelles en les aggravant. Ce même jour, l'armée roumaine avait occupé Varna, et le ministre bulgare à Constantinople avait reçu ses passeports et quitté son poste. Jamais le royaume et le monarque ne s'étaient trouvés dans une situation plus critique. Dans le monde officiel et dans la presse, les plus vives alarmes se manifestaient; on redoutait un mouvement révolutionnaire, des assassinats, des complots contre la dynastie. Dans ces circonstances si cruelles pour son incommensurable orgueil, mais dont il ne pouvait accuser que lui-même, le Roi envoyait à l'empereur de Russie un suprême appel. Il procédait à une démarche analogue auprès du gouvernement français. A la Russie il demandait d'arrêter les Roumains, et à la France d'arrêter les Turcs qui menaçaient, eux aussi, la frontière bulgare. Le 21, il s'adressait directement au roi de Roumanie et lui faisait parvenir un télégramme que sa longueur nous empêche de reproduire, mais qui prouve combien humble et suppliant a été le langage que faisait entendre le tsar des Bulgares aux gouvernemens dont il implorait le secours.

C'était un acte de contrition auquel manquait sans doute l'aveu de la faute, mais dont les termes nous permettent de mesurer l'effort qu'avait dû faire sur lui-même l'orgueilleux Ferdinand pour implorer sa grâce. Il avait espéré que le roi de Roumanie serait sensible à sa prière et se concerterait avec ses alliés pour mettre un terme aux hostilités. Mais la réponse qui lui parvint de Bucarest, quoique courtoise et même aimable, ne contenait ni précisions, ni promesses. En outre, l'armée roumaine continuait, quoique avec lenteur, sa poussée en avant, et on lui attribuait l'intention de couper la ligne du chemin de fer à l'Est de Sofia, comme elle avait déjà coupé celle du Nord. S'il en était ainsi, la capitale ne pourrait plus être ravitaillée; elle serait réduite à la famine, et l'armée

bulgare, qui se trouvait sur la frontière serbe, serait condamnée à mourir de faim.

De leur côté, les Turcs contribuaient à dramatiser la situation. Les troupes qui étaient entrées en Bulgarie se composaient de la cavalerie kurde et de bandes irrégulières. Antérieurement, les massacres d'Arménie avaient révélé leur barbarie et leur cruauté. Telles elles étaient alors, telles maintenant elles s'annonçaient, exterminant sur leur passage les populations, brûlant les villages et les récoltes. Les habitans de ces malheureuses contrées fuyaient, affolés, vers Stara-Zagora et Philippopoli. On estimait à plus de 80 000 ceux qui étaient arrivés d'Andrinople et de Macédoine, et leur détresse était immense.

Dans la soirée du 24 juillet, le tsar des Bulgares convoquait au palais les représentans des Puissances et leur donnait solennellement lecture de la protestation que voici :

« J'ai tenu, messieurs, à protester devant l'Europe contre l'action inqualifiable de l'armée turque, qui, non contente de violer le traité de Londres, est en train d'envahir l'ancien territoire du royaume dans la direction de Tirnovo et de Yamboli, brûlant les villages, massacrant les habitans et semant la panique dans toute la Thrace. Je ne puis croire que les Grandes Puissances qui ont attaché leur nom à un acte diplomatique, maintenant foulé aux pieds, considèrent, indifférentes, ce qui se commet aujourd'hui, et restent impassibles devant l'injure qui leur est faite et les forfaits dont nous sommes victimes. Devant la détresse dans laquelle se trouve la nation bulgare, j'en appelle, en son nom, aux représentans de la civilisation, et je prie l'Europe, par votre entremise, messieurs, de mettre un terme aux souffrances des populations fuyant le retour de leurs anciens oppresseurs. »

Il accusait les Turcs d'avoir profité de ses défaites pour reprendre aux Bulgares les territoires dont ils s'étaient ultérieurement emparés ; il invoquait les stipulations du traité de Londres, et il oubliait que lui-même, et avec moins de raison encore, s'était rendu coupable d'une faute analogue en attaquant par surprise ses anciens alliés, au mépris de toute loyauté.

Cependant c'est encore vers la Triple-Entente qu'il tournait des regards supplians. Le 2 août, en présence de la mauvaise tournure que prenaient par rapport à la Bulgarie les négocia-

tions engagées à Bucarest, il demandait télégraphiquement qu'on lui sauvât au moins le port de Cavalla. Mais la marche de ces négociations ne laissait pas à la Triple-Entente la faculté de promettre. Elles se poursuivaient activement et fiévreusement entre les plénipotentiaires; plus on discutait et plus les négociateurs bulgares devaient se convaincre qu'ils ne seraient pas plus heureux dans cette lutte diplomatique avec leurs anciens alliés qu'ils ne l'avaient été dans la lutte militaire.

On leur laissait entendre que la part territoriale faite à la Bulgarie était encore magnifique, qu'on se montrait envers elle d'une exceptionnelle générosité et qu'en somme, on lui accordait un large débouché sur la mer Égée. Ils répondaient à cet argument en rappelant que l'ancienne Bulgarie est séparée des côtes Égéennes par la chaîne des Rhodope, que ces montagnes sont abruptes et difficilement franchissables et que, pour utiliser les voies d'accès à la mer qu'on abandonnait aux Bulgares, il faudrait construire des lignes de chemin de fer qui nécessiteraient des dépenses destinées à rester longtemps improductives et auxquelles le royaume épuisé par deux guerres successives ne pourrait se livrer avant qu'il fût longtemps.

Il y avait du vrai dans ces considérations; mais elles ne pouvaient plus prévaloir et le traité de paix signé le 10 août ne donna pas satisfaction au peuple bulgare. Publié le lendemain par les journaux, il fut accueilli avec calme ; aucune démonstration de mécontentement ne se produisit. Le Roi, qui avait assisté à un service religieux célébré à la cathédrale, rentra à pied au palais et fut sur sa route assez vivement acclamé. La fin de la guerre apportait un soulagement visible aux angoisses des jours précédens. Mais, d'autre part, la ruine de toutes les ambitions nationales emplissait les cœurs d'une amère tristesse que reflétaient les propos qu'on pouvait recueillir. On considérait que la paix imposée à la Bulgarie était une paix injuste et spoliatrice, et qu'elle ne pouvait assurer dans les Balkans une tranquillité durable; aussi espérait-on que les Puissances reviseraient le traité de Bucarest. Il est dit dans une lettre écrite à cette époque : « Si ces espérances sont déçues, la Bulgarie n'aura plus en tête que le désir de la revanche et travaillera activement à la reconstitution de ses forces. »

Bien que personne ne se dissimulât que cette catastrophe nationale était due au Roi, unique directeur de la politique

extérieure, il semblait y avoir entente dans la population civile pour s'abstenir de la lui reprocher. C'est seulement de la part de l'armée qu'une démonstration hostile était à craindre. Mais, si vives que fussent à cet égard les inquiétudes, on espérait que la démobilisation déjà ordonnée et rapidement exécutée préviendrait de nouveaux malheurs.

L'année 1913 prenait fin à travers ces incidens. Elle avait été fatale au Roi et au royaume et il n'apparaissait pas que l'année 1914, qu'ils voulaient consacrer à réparer de si grands désastres, dût leur être plus favorable. Un homme d'État bulgare écrivait : « Nous sommes effondrés et nous avons perdu toute espérance. » Le Roi aurait pu s'approprier ce langage. Mais de l'aventure tragique qu'il venait de courir, il gardait surtout l'ardent besoin d'assouvir ses rancunes et de se venger, continuant à oublier ou à feindre d'oublier qu'il ne pouvait reprocher ses malheurs qu'à lui.

Atteint dans son orgueil par ses défaites, par l'avortement de toutes ses combinaisons, humilié d'avoir été vaincu par des adversaires qu'il méprisait, dont il s'était flatté de faire des vassaux, il ne leur pardonnera pas ; tout son effort tendra désormais à les abattre et à leur faire rendre gorge. C'est ainsi qu'on pourra le voir aigri, désabusé, avide de représailles, suivre son chemin en cachant à ceux qui l'abordent ses véritables sentimens et en subordonnant toutes ses actions, voire l'intérêt du royaume et de la dynastie à cette soif de se venger qui sera le plus puissant mobile de sa conduite ultérieure.

Ce n'est pas le calomnier que de dire qu'il était dans ces dispositions lorsque, au mois de juin 1914, survint l'attentat de Serajevo. Depuis la paix de Bucarest, son gouvernement faisait répandre que la politique d'étroite entente avec la Russie avait fait faillite et que la Bulgarie, pour se sauver, était contrainte de rechercher et d'obtenir le concours des empires du Centre. N'ayant pas écouté en temps opportun les conseils amicaux du grand empire slave, il lui reprochait d'avoir manqué à ses engagemens pour favoriser les prétentions de la Serbie et de la Grèce. C'était toujours la même disposition à oublier ses propres fautes, à exagérer celles d'autrui et à faire retomber sur l'adversaire toutes les responsabilités.

D'accord avec ses ministres Radoslavof et Ghénadief, il recherchait l'appui de l'Autriche et, comme il n'ignorait pas

qu'elle lui reprochait d'avoir été l'instigateur de l'Union balkanique, il allait à Vienne pour faire amende honorable et recevoir l'absolution. Il y était reçu comme l'enfant prodigue. Le Cabinet de Vienne, qui avait favorisé la guerre de 1913 dans l'espoir de voir la Serbie affaiblie et diminuée, lui accordait le pardon qu'il était venu solliciter. On lui exprimait le regret de n'avoir pu lui donner aide et secours pendant cette guerre, ni pendant les négociations de Bucarest; on s'associait à ses rancunes en les encourageant; en un mot, on faisait luire à ses yeux les dédommagemens que lui procurerait dans un avenir prochain l'appui de la Triple-Alliance. C'en était assez pour faire de ces consolations et de ces encouragemens la base de la politique nouvelle à laquelle on va le voir s'attacher.

Il apprend avec satisfaction l'assassinat de François-Ferdinand, non pas seulement parce que, comme beaucoup d'Austro-Hongrois, il n'aimait pas l'archiduc-héritier, mais encore parce qu'il espère que de ce tragique événement résultera quelque dommage pour la Serbie. Un mois plus tard, l'ultimatum de l'Autriche, dans lequel il salue le prologue d'une guerre européenne, réjouit son cœur, et tout porte à croire qu'il se fait violence pour ne pas laisser éclater sa joie. Que, dès ce moment, il ait fait des vœux pour que les Austro-Allemands fussent victorieux, cela n'est pas douteux. Mais la prudence lui commande de ne pas laisser éclater ses véritables sentimens. Son trône, un an auparavant, a été trop ébranlé pour qu'il l'expose prématurément à des risques nouveaux; il assiste impassible aux premiers événemens de la guerre, en affirmant aux belligérans qu'il observera une neutralité rigoureuse. Les premiers revers des Alliés menaçaient cependant d'ébranler ses résolutions; mais la victoire de la Marne les raffermit. Ni l'entrée en scène de la Turquie, ni la situation presque désespérée de la Serbie à la fin de novembre 1914 ne le font se départir de cette attitude qui est interprétée comme une preuve de sa sincérité. De ce qu'il néglige de se joindre aux ennemis de la Serbie, on tire cette conclusion qu'il n'entrera jamais en conflit avec les Puissances de l'Entente, et que même il pourra un jour s'unir à elles si on lui accorde les avantages territoriaux que réclame son pays.

Cependant, on commence à s'inquiéter lorsque, au mois de février 1915, on apprend que, désirant contracter un emprunt, c'est aux banques de Berlin qu'il s'est adressé. Un écrivain fran-

çais, M. Joseph Reinach, qui était depuis longtemps en relations avec lui, se décide à l'interroger et lui fait part dans une lettre « de la tristesse que causent les dernières nouvelles à tous les amis de la Bulgarie et de son tsar (1). » Il termine sa lettre par ces mots : « Sire, que dirait le Duc d'Aumale? » Le Roi répond, dès le lendemain : « J'ignore totalement les nouvelles dont vous me parlez. Quelles qu'elles soient, l'historien me semble trop avisé pour en accepter sans contrôle la douteuse authenticité. Quant à mes sentimens, ils demeurent invariables. » Et au bas de cette affirmation, il signe : « l'Européen, » ainsi qu'il le faisait toujours dans sa correspondance avec M. Joseph Reinach.

Celui-ci n'est pas le seul qui ait été l'objet d'assurances analogues. Verbales ou écrites, on en formerait un faisceau dans lequel on trouve la preuve que, durant cette période, il n'a pas cessé d'essayer de tromper son monde, voulant se réserver, sans en faire l'aveu, de ne se prononcer, s'il y était contraint, qu'après s'être assuré de la direction que prenait la victoire. Dans une note rédigée par un homme qui l'a beaucoup connu et qui l'a vu de près au cours de ces événemens, on lit ce qui suit : « Jusqu'au mois de mai, le Roi est resté indécis et hésitant, subissant les impressions contraires qu'ils faisaient naître dans l'ordre militaire ou diplomatique, suivant leur tournure favorable ou défavorable aux uns ou aux autres. Son gouvernement encourageait et accueillait toutes les propositions, celles de l'Entente, celles de l'Allemagne, celles de la Turquie. Il en prenait acte sans y répondre, les opposait les unes aux autres, prodiguant à tous les représentans des États belligérans les mêmes assurances et les mêmes bonnes paroles, laissant entendre à chacun que la Bulgarie entrerait au moment favorable dans le groupement dont il faisait partie. » Il reste dans ce rôle jusqu'au mois de juillet. Mais dès la fin de mai, alors que sur le théâtre occidental de la guerre la situation militaire de l'Entente semble stabilisée et que sur le théâtre oriental l'armée russe abandonne les Carpathes et commence à battre en retraite, on constate que le gouvernement bulgare devient plus ouvertement favorable à l'Allemagne et à ses alliés, notamment dans les questions de transit de matériel de guerre à destination de la Turquie.

Au surplus, quelles que fussent les véritables dispositions du

(1) Voyez le *Temps* du 29 octobre 1915.

Roi et l'activité de ses pourparlers avec l'Allemagne et l'Autriche, pourparlers auxquels il se livrait par ses moyens personnels et sans que son gouvernement y prît part, il les dissimulait à force de mensonges et d'assurances bienveillantes, prodiguées sans mesure et en toutes occasions.

Le 15 août, alors que le traité germano-bulgare est déjà signé, il fait écrire à un Français, par le chef de son cabinet politique, une lettre dans laquelle sont célébrés la vaillance et les progrès des armées alliées et où ce fonctionnaire, porte-parole de son souverain, se félicite de leur excellent état. Dans la même lettre, il exprime l'espoir que les Russes, « dont les défaites ne changent pas beaucoup à la situation en général, » reprendront bientôt une offensive victorieuse. Il y affirme enfin que la Bulgarie ne sortira pas de sa neutralité avant que la Grèce et la Roumanie lui aient donné l'exemple.

Ce n'est pas le seul témoignage de duplicité qu'on peut relever contre le tsar des Bulgares. Lorsqu'il parlait de la neutralité de la Roumanie et de la Grèce, il négligeait de dire qu'il avait obtenu de Berlin et de Vienne l'assurance que cette neutralité se prolongerait. Il était alors convaincu que l'Allemagne serait victorieuse. Pour l'en convaincre et pour lui démontrer la nécessité de se déclarer d'urgence s'il voulait être appelé à participer aux bénéfices de la victoire, l'empereur Guillaume lui avait envoyé à Sofia le duc Jean-Albert de Mecklembourg dont l'insistance et l'habileté avaient eu raison de ses hésitations. Puis, par les soins de ce négociateur, l'accord qui assurait à la Bulgarie toute la rive droite de la Maritza et la gare d'Andrinople avait été ratifié par les Turcs et avait fourni un gage pacifiquement obtenu de sa politique et qu'il pourrait faire valoir aux yeux de son peuple. Cet accord était ratifié dans la première quinzaine de septembre, et, le 21 du même mois, le Roi, qui hésitait encore, était contraint par les instances de l'Allemagne et de l'Autriche de préparer la mobilisation de son armée.

Pour la faire accepter par les populations, on leur donnait l'assurance qu'il n'était pas question d'une guerre nouvelle, toutes les Puissances ayant accordé à la Bulgarie le droit d'occuper la Macédoine, mais il fallait être prêt à tout événement. La reconstitution de l'unité nationale exigeait ce sacrifice : avant deux mois, les mobilisés seraient de retour dans

leurs foyers. Cette argumentation mensongère ne pouvait tromper les gouvernemens alliés : ils ne conservaient plus aucun doute sur le déploiement de machinations perfides que Ferdinand, depuis plusieurs semaines, s'efforçait de leur dissimuler. Au commencement du mois d'octobre, ils prenaient la résolution d'en finir. Dans la journée du 4, leurs représentans à Sofia présentaient à Radoslavof un ultimatum énumérant les satisfactions qu'ils avaient l'ordre d'exiger. Le lendemain, ces satisfactions n'étant pas accordées, ils demandaient leurs passeports et, quelques heures plus tard, les représentans de la Serbie et de la Belgique suivaient leur exemple.

En prenant l'initiative de la rupture, les Puissances de l'Entente dispensaient Ferdinand de chercher un prétexte pour la provoquer lui-même et sans doute le tiraient-elles d'embarras. Sa tâche était simplifiée et il pouvait dorénavant, sans contrainte et sans hypocrisie, remplir ses engagemens vis-à-vis de l'Allemagne. Mais alors que ses intentions n'étaient plus douteuses et que ses intrigues étaient percées à jour, mieux valait pour l'Entente couper les relations que de paraître se laisser duper par un homme dans lequel elle ne pouvait plus voir qu'un ennemi.

Le départ des représentans de l'Entente avait été fixé au 7 octobre, et toutes les mesures étaient prises pour que la courtoisie la plus correcte y présidât. Ce même jour, le ministre de France, M. de Panafieu, était appelé au téléphone par le chef du cabinet du Roi, qui lui annonçait que le souverain ne voulait pas le laisser partir sans lui faire ses adieux, et le recevrait à titre privé, même en costume de voyage. Il y avait alors plus de deux ans que M. de Panafieu, comme d'ailleurs tous ses collègues du corps diplomatique, n'avait pas été reçu en audience particulière. L'appel était donc pour le surprendre, mais il ne crut pas devoir s'y dérober, alors surtout qu'il était prévenu que le ministre d'Angleterre recevait une invitation analogue.

Entre le Roi et le ministre de France, la conversation fut longue, et celui-ci, n'étant plus qu'un simple particulier, en profita pour dire à son royal interlocuteur tout ce qu'il pensait de la situation que lui et son gouvernement avaient créée. Il insista avec force sur la certitude du complet échec des plans de l'Allemagne, qui voulait asservir l'Europe, et sur la vraisemblance d'une longue guerre qui donnerait aux Puissances

alliées une paix victorieuse. Le Roi écoutait avec attention, mais son attitude le montrait convaincu de l'imminence de la victoire allemande et de l'écrasement définitif de la Russie et de la France. Prenant à son tour la parole, il s'abandonna à tous les regrets que semblait lui inspirer le conflit devenu inévitable entre lui et les Puissances alliées, et principalement entre lui et la France, cette patrie de sa mère sur laquelle avait régné son grand-père, et qu'il considérait comme la sienne. Attaché tendrement à elle par les plus glorieux souvenirs et par une longue lignée d'aïeux, c'était un déchirement pour lui de la sentir perdue et d'être obligé de se ranger parmi ses ennemis.

— Pauvre France! Pauvre France! répétait-il.

Il parla ensuite de la Serbie, sans dissimuler qu'il attachait plus de prix à se venger d'elle et du peuple serbe qu'à l'accroissement de la puissance bulgare. Du reste, son langage prouvait clairement qu'il avait envisagé toutes les conséquences de sa décision.

Cependant, ses dernières paroles se ressentirent de l'émotion qu'il s'efforçait de dominer.

— Et maintenant, dit-il au moment où le diplomate français allait se retirer, je vous charge de mes adieux pour la France. J'ai voulu vous recevoir, car vous êtes le dernier Français à qui je serrerai la main. Au cours des événemens qui vont se produire, je ne sais ce qui arrivera; je puis disparaître, mon devoir m'attache ici, et je ne reverrai pas votre pays.

C'est en ces termes que ce petit-fils de Louis-Philippe, ce fils de Clémentine d'Orléans, brisait volontairement, sans nécessité pour lui, au mépris même de l'intérêt de son royaume et de sa dynastie, dans l'unique dessein de se venger de ses anciens alliés, ses relations avec la France, après s'être toujours efforcé de lui faire croire qu'elle était assurée à jamais de son amour et de sa fidélité. Ne semble-t-il pas qu'en déclarant qu'il ne la reverrait pas, il avouait ses innombrables mensonges, sa longue duplicité et prononçait lui-même sa condamnation?

ERNEST DAUDET.

ON CHANGERAIT PLUTÔT LE CŒUR DE PLACE...[1]

DERNIÈRE PARTIE[2]

IV

De gais appels se répondent sur l'échiquier des tennis sablés. La paix, depuis si longtemps!... On bâille. On dénigre. On spécule. Plus de vierges folles que de vierges sages... On voyage. Aux tables des hôtels, que de gens venus de partout, des gens à teint blanc, à teint jaune, à teint gris, toute l'Europe, toutes les Amériques! Sur les routes, la poussière des automobiles. Sur les villes, la fumée des fabriques... On travaille et l'on s'amuse. On gagne beaucoup d'argent. Dans la lassitude, dans le luxe, la bête, souvent, montre ses griffes. Elle les rentre... Derrière leurs volets clos, les gens timides disent que le monde vit trop vite, que ça donne le vertige. Ici ou là, sous le toit des mansardes, des philosophes écrivent des choses effrayantes dont on rit. Le mot *moderne* n'est-il pas le remède à toutes les maladies? Peut-il arriver malheur à ce qui est moderne? On dit donc : style moderne, femme moderne, religion moderne, idées modernes, chic moderne, confort moderne...

(1) *Copyright by* Payot, 1916.
(2) Voyez la *Revue* des 15 octobre, 1er et 15 novembre.

Cependant, au plafond européen, les araignées tendent leur toile. Les moucherons excités dansent de plus belle. Elles sont ventrues, ces araignées. Leurs affaires vont bien. Elles ont dévoré déjà pas mal d'insectes étourdis; il serait bon d'en dévorer plus encore. De nouveaux fils s'ourdissent autour de la danse des moucherons, autour de cette jolie danse dans un rayon.

La guerre!...

La guerre jetée sur des pays hier bourdonnans d'orchestres et de chansons. Tambours, tocsins, clairons. Les hommes courent. Les femmes pleurent. L'horizon se creuse d'une angoisse... Et les canons roulent, les fusils claquent dans les mains, les baïonnettes brillent, les trains emportent aux frontières toute une jeunesse héroïque. Et, longtemps, sur les quais des gares, les femmes restent avec des enfans plein les jupes et plein les bras...

Ils sont partis. Des drapeaux flottent sur les jardins abandonnés. Les nuages ont des ailes noires. L'espace souffre... Nuits silencieuses... Mais non, ce n'est pas possible, ils ne se tueront pas. On veut essayer ses forces, intimider. Des mots, des phrases, rien d'irréparable. Il y a les socialistes, les pacifistes, ceux qui prient Dieu, et Dieu lui-même.

Un matin d'août, du sang partout. Des millions d'hommes s'avancent pour venger les morts. L'aigle de Prusse a planté ses serres dans le cœur de la Belgique... Incendies, cris de ceux qu'on fusille... Et les corbeaux, à tire-d'ailes, quittent les bois où ils nichent...

Alors qu'avec tant de milliers d'autres il veille sur son petit pays, — les champs de blé blanchissent les collines, — Reymond se demande avec angoisse ce que deviennent ses amis d'Alsace : René, fringant sous-lieutenant français; Jean, qui venait d'entrer à la caserne... Où sont-ils, en cet instant?... Blessés, crient-ils leur douleur aux étoiles?... Le drame de la guerre se double-t-il, pour quelques-uns, d'un affreux drame de conscience?... Cette plainte que Suzanne Weiss chantait parfois, en s'accompagnant au piano, assiège la mémoire de Reymond :

— Arbre, que vois-tu du haut des Vosges?... Je vois caracoler la plaine bleue. Tout rougi de sang le soleil se lève, tout rougi de sang le soleil s'endort...

Arbre, que vois-tu du haut des Vosges?... Je vois s'avancer

sous une nuée les sombres armées qui vont se heurter. Il en vient du levant et du couchant...

Arbre, que vois-tu du haut des Vosges?... L'ennemi traîne avec lui mes enfans... Hameaux, clochers, moissons, cela n'est plus, et mon dernier fils meurt contre mon tronc...

De René Bohler à Reymond.

X..., 25 août 1914.

... Ce départ! Le rêve, le rêve qu'on tient enfin dans sa main bien fermée. J'avais expliqué à mes hommes ce que c'est que l'Alsace. Je les sentais vibrans. L'un d'eux avait dit : « Il s'agit de délivrer le « patelin » au lieutenant, c'est tout simple... On y va... » On y va! Et de quelle allure!... Sous le ciel de feu, marchant en rase campagne parmi les blés où s'égosillaient les grillons, la guerre nous apparaissait comme une magnifique aventure. Que de fleurs! Notre drapeau, étendu sur tous les prés!

Nous chantions, tunique déboutonnée, casquette sur la nuque, blancs de poussière. Et quand je me retournais, je voyais les yeux de mes hommes, des yeux brillans, des yeux d'extase... La guerre! On ne l'a pas voulue, on ne l'a pas cherchée. Non contens de nous avoir pris l'Alsace et la Lorraine, voilà quarante-quatre ans qu'ils nous embêtent! Dix fois, par gain de paix, nous avons cédé, nous nous sommes humiliés. On vient de leur lâcher la moitié du Congo... Alors quoi? Il leur faut maintenant la Belgique, le Luxembourg, Nancy, Paris... C'est bon! On a la conscience à l'aise. Un homme averti en vaut dix; il s'agit de crever ou de les battre. Ça va bien! ça va bien! C'est vous qui l'avez voulu... On y va, et rondement!

Repos. On cuit la soupe. La fumée des feux derrière les haies. Étendus dans l'herbe, les soldats ne sentent pas la soif, la faim, les pieds qui brûlent. La guerre!... Des casques brillent. Ce sont nos patrouilles de dragons. Pas un ennemi en vue. Où sont-ils donc? Ce ciel sans nuages, ces blés qui balancent leurs épis nous agacent. C'est trop calme. Une inquiétude nous pince le cœur. Ils nous attendent sans doute à la lisière de ce bois qu'on découvre au pied de la colline, là-bas, en Alsace... Les hommes allument cigarettes sur cigarettes. Ils plaisantent. Ils se

chatouillent avec des herbes. L'un d'eux s'est endormi, la tête sur son sac, la bouche ouverte, les yeux vitreux. Une voix crie : « Tiens, v'la Lardemont qu'est mort... »

On rit. Bien vite, ce Lardemont, on le réveille en lui jetant des mottes de terre. On n'aime pas le voir dormir comme ça.

Debout!... On repart. Le sac pèse bien un peu. Et toujours, devant nous, ces casques qui tournent autour des maisons, disparaissent, se piquent comme une étoile sur le monticule d'où l'on voit. On va faire la guerre chiquement. On se montre.

A cinq cents mètres, la frontière. Je vois la borne, le poteau. Ce village, ces fumées qui tirebouchonnent au-dessus des toits comme s'il ne se passait rien, c'est en Alsace!... Les dragons y sont déjà. Les veinards! L'un d'eux, — je l'observe à la lorgnette, — a mis pied à terre. Un paysan est près de lui, un Alsacien, évidemment, qui explique, qui tend le bras toujours dans la même direction; s'il tend le bras si souvent, c'est probablement que le dragon ne saisit pas une syllabe de son patois.

L'Alsace! Je ne veux pas vous décrire mon émotion. Vous me prendriez pour un mystique, pour un visionnaire. J'ai cru que mon cœur sautait. A chaque pas je répétais : Alsace! Alsace!... Et le sang à la tête! Je voyais le paysage rouge. J'aurais voulu parler à mes hommes. Il y a des momens où c'est impossible... Encore deux cents mètres... Un fossé. Je prends mon élan comme pour retomber du coup au delà de la borne... aïe! Je me relève, je boite trois pas, je tombe... On s'empresse. « Vous êtes blessé, lieutenant? Ils n'ont pas tiré, pourtant!... » Une entorse carabinée, la cheville, en moins de dix minutes, grosse comme un genou. C'est idiot! Je pleure de rage, j'arrache l'herbe autour de moi, je crache sur les mottes. Laissons ça! Je casserais ma plume.

Et me voici depuis trois semaines à l'hôpital de C..., étendu sur une chaise longue, à me morfondre, à jurer en alsacien et en français, à malmener mon infirmier... Que de blessés! que de blessés!... Et je dévore les journaux. Ça va. Ou plutôt ça ira. Pour l'instant, c'est affreux. Leurs mitrailleuses, — ils en ont dix contre une, — nous fauchent comme de l'herbe. Les rescapés racontent des choses à faire frémir. Je ne vous en dirai rien. Je ne veux pas m'attendrir. Ce qui se passe en Lorraine est particulièrement terrible. Jean y est avec son régiment. Je ne sais rien de lui. Que Dieu l'accompagne!...

Où sont les Weiss?... Ont-ils pu franchir les lignes?... On ne croyait pas à la guerre, en Alsace, pas plus qu'en France, du reste. Les Allemands y racontaient ce qu'ils voulaient. On a donc été surpris. Que de drames! Combien sont-ils, aujourd'hui encore, cachés dans les bois, traqués par les patrouilles? Il nous en arrive des paquets chaque jour. Brave Alsace! Charles Weiss doit être quelque part en Pologne. Vous vous souvenez quand il nous disait : « La guerre éclatera au printemps. J'ai le temps de me défiler. » Pauvre ami! Quelles heures il doit vivre s'il est encore de ce monde! Est-il vrai que nous étions avec vous sur la montagne, il n'y a pas deux mois, Weiss, mon frère et moi? C'était bien beau. Mais n'est-ce pas une hallucination?

Et Friedensbach est français, toute la vallée, jusqu'à Thann! Friedensbach français! Mes parens, qui y sont, m'écrivent que ce fut insensé, fou!... Döring et Kummel ont détalé comme des lièvres. On les a vus grimper, avec leur smala, dans le train qui ramassait les fonctionnaires et qui, pour une fois, a pris les allures d'un express. On les a vus, blêmes, à la portière, qui scrutaient les buissons, les cours de ferme... Friedensbach sans Kummel! Je ne désespère pas de le retrouver au cours de la guerre. Ce serait follement amusant.

Comment puis-je plaisanter?... Mon pauvre régiment, qu'en reste-t-il? Mes amis, mes hommes, qui sont mes amis aussi, combien en reverrai-je? Enfin, ce qui me console un peu c'est que j'y serai dans huit jours, prêt à rattraper le temps perdu. Nous serons vainqueurs. Il le faut! Ça ne doit pas faire l'ombre d'un doute. Qu'on y laisse sa peau, c'est sans aucune espèce d'importance. Pourvu que la France soit victorieuse! Pourvu que la petite patrie soit française!

Comme j'ai du temps à revendre et que, rentré dans la danse, vous ne saurez plus rien de moi, je vous copie le carnet de route d'un de mes camarades blessé pas trop grièvement, amené il y a trois jours dans mon hôpital : l'entrée des Français à Mulhouse!... Ce que j'aurais dû voir!... Et me voilà de nouveau furieux. Calmons-nous. Ce camarade, sous-lieutenant comme moi, est un garçon calme, réfléchi, d'esprit très critique. Ses notes ont donc une réelle valeur documentaire. Si ces pages étaient d'un Alsacien, on pourrait peut-être se méfier, — l'enthousiasme qui trouble la vue, — mais de ce Parisien! Plus que jamais je suis fier de mon Alsace!...

Que faites-vous en Suisse? Gardez-vous à carreau... Belgique, Luxembourg... Et après?...

En ancien élève, en ami, je vous serre respectueusement la main. Quand vous récrirai-je?... Quand nous reverrons-nous?... Il n'y faut pas penser. L'heure est à l'action. Je brûle d'y aller!

Votre dévoué,

RENÉ BOHLER.

FRAGMENT D'UN CARNET DE ROUTE

7 août. — Ordre brusque de quitter X... Une heure et demie. Belle nuit constellée. C'est la marche en avant. Petite émotion. On chemine silencieusement le long de la frontière. Nous arrivons au débouché d'une forêt. « Allez reconnaître, » me dit le capitaine. Et il me serre les mains. Je pars en pointe d'avant-garde.

La frontière. Minute magnifique. Je fais présenter les armes. Cinq heures et demie. On avance avec précaution. Rien. Pas un coup de feu. Un homme me signale seulement un cheval démonté qui galope à travers bois.

Le premier village alsacien : Y... Des maisons gaies, des fleurs, la route vide. Deux vieilles dévotes sortent de l'église et filent vite, en rasant les murs, sans nous regarder. Voici le curé. Il vient à moi, main tendue : un dragon allemand agonise dans l'église, le ventre troué. Il demande des secours. Je fais aviser le médecin à l'arrière. A la sortie du village, je m'arrête. On forme les faisceaux et on attend.

Les paysans, rassurés, se montrent. Le premier qui vient à nous ne sait pas le français, mais il apporte deux paniers de prunes, les distribue, et, quand je lui montre l'argent, il refuse et rit. Puis c'est toute une famille avec du pain, du vin, du beurre. Ceux-ci sont heureux de parler le français. Les jeunes filles versent du vin aux hommes. Le père, un fermier d'allure aisée, s'ingénie à nous renseigner sur la topographie des environs et sur ce qu'il sait des mouvemens allemands.

On repart.***... Cette fois, tout le monde est sur le pas des portes. On salue. Mais on reste silencieux. Une paysanne, à mon passage, se signe et me dit : « Prenez garde, ils sont si méchans! » Sur la place, un groupe d'hommes applaudit. Un vieux, barbiche blanche à l'impériale, vient avec son fils se

placer devant moi, salue militairement et crie : « Vive la France !... » Aux fenêtres, des femmes battent des mains.

Nouveau village. La confiance s'est établie. On sent la joie chez tous ceux qui viennent au-devant de nous. Un groupe nombreux d'hommes jeunes et mûrs nous attend à l'entrée du village. Tous veulent me serrer la main. « Pensez, me dit l'un d'eux, le premier officier français en Alsace ! » Un autre, grand gaillard avec un tablier de forgeron, dit : « Apportez-nous le Forstner ! » Tous de rire. Ils veulent encore distribuer du vin. Je dois les en empêcher.

Soudain des coups de feu. Enfin, c'est presque un soulagement de les trouver. Ils sont là, tapis dans les tranchées, devant Z... La première musique des balles. Puis un assaut brusque, violent. On ne sait. On ne voit pas. Et on se trouve mêlés les uns aux autres, dans leurs tranchées. Ils ont filé, laissant quatre morts, les premiers que je vois.

On entre dans le village. Le colonel veut un défilé « à hauteur. » Partout les habitans se montrent, les figures radieuses. Ils n'en reviennent pas d'avoir vu la fuite précipitée des Prussiens. Le drapeau passe. Tous le saluent. Il fait chaud, clair et beau. Je suis éreinté et joyeux. Il y a vraiment de la fête, ici. On me loge chez un brave homme, ancien combattant de 70. « C'est bien, cette fois, » me dit-il. Il veut me raconter ses campagnes. Mais je ne puis l'écouter. Je dors debout.

Nuit d'alerte. Tout le temps on se fusille. Illusions ? Leur retour ?... Résultat : on ne dort pas. Mon hôte est désolé : je n'aurai pas profité de son lit.

8 août. — Matinée calme. Visite d'un aéroplane allemand. On tire sur lui. Où sont donc les nôtres ? Ne sommes-nous pas les rois des airs ?... Je visite mes postes. Quel beau pays !

Déjeuner avec le capitaine chez un particulier. Il nous sert avec enthousiasme. Ses yeux se fixent sur nous avec une sorte d'adoration. Mais il ne parle qu'allemand. Sa fille, heureusement, sait le français, une jolie Alsacienne, bien élevée. Elle a été dans un pensionnat, à Montbéliard, et en est fière. « Alors, c'est fini, dit-elle, on ne les verra plus ? Nous nous reverrons au prochain quatorze juillet, à Mulhouse... » Elle nous apporte des plats fins que toute la famille a confectionnés pour nous. « Ce sera mieux ce soir. Nous aurons le temps. » Ils refusent tout paiement.

*
* *

Ordre brusque d'attaquer. Les habitans distribuent des fruits aux hommes. Dans le bois, formation de combat. Des lièvres gambadent et les hommes s'amusent. Je ne perçois chez eux aucune émotion. Le pays est beau, les habitans sont aimables, c'est une belle aventure... Quelques coups de feu. Le silence. Quand nous débouchons à **..., les Prussiens ont encore filé. Nous commençons à trouver ça drôle. On nous prévient. « Ils ont évacué l'Alsace. Ils se retranchent derrière le Rhin. » Arrivée de quatre dragons. La route de Mulhouse est libre. Un des dragons est si exalté par la nouvelle qu'il apporte, qu'il la vocifère à tous venans.

Colonne par quatre, pas de route. On ne se croirait plus en guerre. Les hommes chantent gaiement. Devant toutes les maisons, les femmes offrent à boire, des enfans donnent ou jettent des fleurs. Quelle étonnante marche!

Entrée à ***..., un des faubourgs ouvriers de Mulhouse. Cela devient profondément impressionnant. Foule énorme, rangée sur les trottoirs, enthousiaste et ardente. Tous les ouvriers, tête nue. Beaucoup s'empressent pour me serrer les mains. Sans arrêt, le cri de « Vive la France ! » ou « Bravo! » Les enfans sifflent ou chantent *la Marseillaise*. Le capitaine, jusqu'ici si froid, a les larmes aux yeux. Mon sergent me dit : « Dire qu'on est en pays ennemi! » Et l'un de mes hommes, tout vibrant : « Tout de même, mon lieutenant, ça vaut la peine de se faire casser la gueule pour ces gens-là! » Voici que la musique joue, qu'on déploie le drapeau. Le grand défilé rêvé! Je pense aux entrées fameuses : Milan, les retours de triomphe, et aux rêves des vaincus de 70. Du premier coup, assister à une telle réalisation, c'est trop beau, trop formidable! On fait halte dans le faubourg, devant une boutique. Le patron, gros homme réjoui, appelle mes soldats, leur distribue jambons et saucisses, refuse tout argent. Mais d'une voix puissante, il réclame de l'ordre : « Chacun à son tour... Tout le monde en aura! » Et il crie encore : « C'est pour venger mon fils qui est avec les *Schwobs!* » Une femme arrive, les bras remplis de boîtes de cigares et de cigarettes et les distribue aux hommes ahuris et joyeux.

Nous cantonnons dans un quartier ouvrier. Tous les habi-

tans se précipitent : vin, mille choses. Cela devient trop ardent. Holà!... Mais une jeune fille, les yeux brillans, vient à moi. « Laissez-nous donner à vos soldats, mon lieutenant, depuis le temps qu'on vous attend. » C'est à qui nous logera. Nos hôtes disent, des larmes dans les yeux : « C'est trop beau. On croit rêver. » Et de nouveau, au cours du repas, ce mot déjà entendu ailleurs : « Prenez garde, ils sont si méchans!... » Dans le cantonnement, malgré le silence prescrit, il y a une fièvre de fête.

9 août. — Encore un brusque départ. Deux heures du matin. Nous traversons la ville mal endormie. Maisons ouvertes, éclairées. Nous allons occuper les crêtes qui dominent l'Ill. L'artillerie se masse derrière nous. Le général réunit les officiers et nous explique que nous allons probablement forcer la forêt de la Hardt et marcher sur le Rhin. Quel début!

C'est dimanche. Cloches. Les Mulhousiens endimanchés viennent nous voir. On cause. On rit. Beau dimanche de province, ou bien Longchamp avant la revue. Et partout alentour la sonnerie des cloches. Il n'y a que de la joie.

Cinq heures. Départ. Toute la brigade se met en route vers le Nord. Les Allemands reviennent. On fait presser l'allure : une division est déjà engagée, il faut la soutenir. On entend le canon. Cette fois, c'est la bataille. Nous traversons un village, puis, de plus en plus vite, Mulhouse. Les gens sont en émoi. Sur tous les pas de porte il y a du monde et toujours empressé à verser à boire aux soldats. Des jeunes filles suivent à la course pour épuiser les bouteilles qu'elles portent. Beaucoup de figures anxieuses, surtout chez les femmes. Et sans cesse les mêmes mots : « Courage! Confiance! Prenez garde! Bravo!... » Et toujours la même ardeur à serrer les mains des officiers.

Près de la gare, une maison est déjà criblée d'éclats. Nous tournons dans Mulhouse. Dans la rue de Colmar, des gens se hâtent, rentrant chez eux. L'artillerie nous coupe, filant à grande allure vers l'Est. Tout à coup, courant à moi, un brave homme me pousse sur le trottoir : « Attention! Prenez garde! Les voilà!... » A peine ai-je le temps de comprendre, qu'en m'engageant sur un pont je suis salué par les balles. Le capitaine, très froid, très chic, continue à marcher carrément. Nous le suivons. Ça cingle ferme. Le capitaine, toujours calme, traverse la rue sans baisser la tête, cherche une issue. Enfin il

trouve une cour, nous fait signe. Nous y courons et soufflons un instant. Mais le capitaine m'envoie avec ma section face à l'ennemi. Je me trouve devant un grand terrain vague, entre deux maisons. Je vois les Allemands. J'entends leurs commandemens. Mes hommes, très sûrs d'eux, tirent sans panique.

Le jour baisse rapidement et la nuit tombe, très belle. Le ciel fourmille d'étoiles. Les trompettes tristes des Prussiens sonnent des signaux dont le mystère nous étreint, malgré nous, le cœur. Vont-ils charger? Il fait déjà bien noir lorsque, de la maison voisine, une brave femme descend. Se couchant à terre, elle appelle un homme et lui tend un seau de café. Puis le feu se ralentit. Mais, à l'Est, la canonnade, la fusillade deviennent terribles. Dans le lointain de grandes flammes s'élèvent, on entend d'immenses clameurs... Des malheureux, chargés de bagages, arrivent en galopant vers nous. Ils ont été chassés par les Allemands de leurs maisons. Ils pleurent. Nous les rassurons... Nous ne tirons plus guère. Pour s'entretenir, on blague.

Deux heures du matin. — Je vais faire une reconnaissance vers la gare d'où on nous fusillait. J'arrive aux grilles, sans un coup de feu. Je les escalade. Toujours rien, silence absolu. Derrière, la route s'allonge, toute blanche, toute vide. Est-ce donc fini?

10 août. — Du bruit sur la route, des charrois, des voix. Sont-ce des renforts? Je me dirige vers la route pour m'en rendre compte : on tire sur moi. Je reviens au galop vers mes hommes. Nous attendons, anxieux.

L'aube blanchit. Soudain, un cri : Qui vive? » Et, en réponse, de formidables salves de mitrailleuses, devant nous, à droite, à gauche. Sur nos têtes siffle un continuel vrillement. Le plâtre des maisons qui nous entourent s'écroule, des vitres se brisent. Il est impossible de tirer. On ne sait d'où cela vient. Je ne sais plus où est ma compagnie. Voici qu'une fusillade nourrie part de notre gauche. Sommes-nous tournés? J'ordonne le repliement. Bonds par bonds, sous les balles, nous arrivons au canal. Impossible de passer. Partout on tire sur nous. Enfin, je trouve une issue, une rue étroite, et je découvre le bataillon tapi dans un enfoncement de rues. Dans les maisons, les gens réveillés nous regardent. Ils nous apportent du vin chaud. Ah! les braves gens!

Le commandant m'aperçoit et vient à moi : « Nous sommes f..., » me dit-il. Et le capitaine : « Je crois bien que nous sommes cernés, mais il faut attendre le jour. » Les obus balaient maintenant la rue sur laquelle donne le boyau où nous sommes tapis. Comment sortir? Rasant les murs, nous nous défilons en bon ordre. De temps en temps, un obus vrille sur nos têtes, sans dommage.

Nous voici sortis. Les bords de l'Ill. C'est une matinée exquise. Maintenant on ne voit plus personne. On escalade les pentes de l'Ill et puis on marche, fourbus, affamés, mais sans désordre. On s'arrête enfin dans un village, après des kilomètres et des kilomètres... Quel repos!... On cantonne. Comme la veille, les habitans sont accueillans. Sont-ils renseignés ou non? Pourtant ils voient bien que nous battons en retraite. Nulle marque de défiance ou de peur. On peut reprendre haleine tranquillement et la nuit se passe sans aucune crainte.

« On est toujours chez nous, en Alsace, mon lieutenant, » me dit mon sergent.

De Victor Weiss.

Friedensbach, 30 octobre 1914.

Cher ami,

Que de choses se sont passées en trois mois!... J'aurais dû vous écrire, répondre à votre bonne lettre, mais nous avons traversé trop d'émotions... Dire que nous ne croyions pas à la guerre! Nous étions trop près de la poudrière pour savoir ce qui s'y manipulait. Jusqu'au dernier jour, nos maîtres nous ont nourris de fausses nouvelles; la guerre était déclarée qu'on nous racontait encore que tout s'arrangeait. Les premiers coups de feu sur les sommets des Vosges nous apprirent la vérité... Une heure après, François, qui préparait chez nous sa thèse de docteur en droit, avait gagné la forêt. Nous avons vécu des jours de mortelles inquiétudes. Combien de nos pauvres Alsaciens ont été fusillés comme des chiens, alors qu'ils se glissaient de tronc en tronc vers la frontière!...

Un matin, vers sept heures, les coups de feu se sont rapprochés. Vivement, nos maîtres ont détalé, gendarmes, douaniers, fonctionnaires de tout poil, et Döring, et Kummel, nu-tête, ses cheveux rouges hérissés sur son crâne pangermanique,

vêtu, dans son trouble, d'une robe de chambre, le buste de l'empereur dans les bras... Nous ne les avons pas revus. Peu après, dans notre rue, le pas pressé des chasseurs alpins... Alors, comment cela s'est-il fait? Je n'en sais rien : en une minute, toutes les fleurs de tous les jardins ont été arrachées; des fenêtres elles retombaient en pluie sur les bérets bleus; en une minute, les drapeaux tricolores sont apparus. Je n'aurais jamais cru qu'il y en eût autant à Friedensbach, déteints, froissés, effilochés, rongés par le temps, mais si vite guillerets au soleil du mois d'août!... Près de moi, penché à la même fenêtre, mon père. Quatre-vingt-cinq ans!... Comme nous tous, il pleurait silencieusement... Tournés vers cette tête de vieillard, les officiers saluaient du sabre. Le drapeau s'est incliné... On ne raconte pas ces choses-là!

Un mois après, mon cher et vénérable père s'est éteint dans son fauteuil, très doucement. Depuis ce défilé des alpins dans notre rue de Friedensbach, il ne disait plus rien, déjà parti. Que pouvait-il encore attendre de la vie? Nous l'avons enveloppé dans le drapeau tricolore. Au cimetière, une section d'alpins, la musique, le commandant du bataillon. « Je m'incline devant ce témoin des douleurs alsaciennes. » Brave père! C'est la foi de ces hommes-là qui a préparé les jours que nous vivons.

Et qui voyons-nous, certain matin, debout sur le seuil du jardin?... François, en uniforme de chasseur à pied... Trois jours au fond des bois, traqué par les douaniers et les forestiers... Arrêté par les Français comme espion. Prison, enquête... Et le voilà caporal! Les choses les plus invraisemblables, par le temps qui court, paraissent immédiatement vraies. On s'adapte. On accepte. La lune descendrait sur la terre que cela ne nous étonnerait pas.

Notre douleur, maintenant. Et c'est pourquoi j'ai tant attendu avant de vous répondre, espérant jour après jour apprendre que notre Charles est prisonnier en Russie. Prisonnier en Russie! Cela signifierait soldat français, deux mois plus tard. Hélas! nous n'en sommes pas encore là. Deux cartes, six lignes, nous ont dit qu'il était en Prusse orientale, puis en Pologne... On devine ce qui se passe dans le cœur de ce garçon... J'attends encore avec confiance. Je ne veux pas douter. Vigoureux, débrouillard, d'une volonté de fer, notre brave Charles trouvera

son heure. Elle viendra. Elle est peut-être déjà venue. Mais que c'est loin, la Russie!... Pensez à nous. Je crois à la télépathie. Envoyez là-bas des fluides sympathiques, tant et plus, encore, encore!... La maman se tourmente terriblement. Elle vous fait saluer, ainsi que la petite Marie, notre consolation dans ces épreuves, le seul de nos enfans qui reste avec nous, puisque Suzanne est infirmière à Besançon, où elle se dévoue de son mieux. Ah! pourquoi diable ai-je soixante-trois ans?

Défendez bien la Suisse, si on l'attaque... Je vous serre la main à l'alsacienne, c'est-à-dire à la broyer.

Votre

VICTOR WEISS.

De Jean Bohler.

X..., 10 mai 1915.

Cher monsieur et ami,

Je vous ai à peine écrit. Quelques cartes, dix mots, une signature. Je suis ainsi : il me faut plus de volonté pour saisir une plume que pour aller à la bataille. Paresse d'esprit que j'ai bien de la peine à surmonter. Je crois aussi que j'en ai trop vu. Ça ne se raconte pas. Si j'essaye pourtant, aujourd'hui, c'est qu'il faut que l'on sache, chez vous, quelle espèce de guerre on nous impose.

Mais que je vous dise, tout d'abord, les raisons de mon loisir : deux balles, une à la jambe, une à l'épaule. On me soigne, on me dorlote, on m'opère aussi. Je commence à me lever. Et si rose et si gras qu'avant cinq ou six semaines je rallierai la batterie où mon capitaine attend avec impatience le retour du sous-lieutenant que je suis depuis le mois de janvier... De la maison, de bonnes nouvelles. Au bas de chaque lettre : *courage, petit!* Courage, c'est papa qui l'écrit; petit, c'est maman. Avec ça dans mon portefeuille et dans mon cœur, j'irai au bout du monde, en tout cas au bout de l'Alsace. Le cher pays! Ce que nous en avons repris est furieusement bombardé par les Kummel. Que de villages dont il ne reste que des tas de pierres! Friedensbach, pris par nos troupes dès les premiers jours de la guerre, s'en tire à meilleur compte. De temps à autre, pourtant, un peu au hasard, Kummel envoie son salut par-dessus la montagne : le dernier jour de décembre, le cordonnier Herzog et

son apprenti ont été tués dans leur boutique, en février une femme et ses deux enfans!... La guerre!

Bonnes nouvelles de René. Il se bat en Alsace. Je ne vous étonnerai pas en vous disant qu'il a obtenu déjà deux citations. Je suis fier de mon cadet.

Vous a-t-on écrit qu'Émile Zumbach est tombé au bois de la Grurie? Son « évasion » d'Alsace avait été quelque chose d'extraordinaire. Toujours modeste, toujours silencieux, il s'est battu avec une bravoure, un mépris de la mort, qui lui ont valu la médaille militaire. Et il a été frappé dans un assaut, à dix pas de la tranchée allemande, d'une balle en plein cœur. Brave ami!... Le premier de notre petit groupe d'élèves qui s'en va. A qui le tour?

Et André Berger, dont René disait, quand nous montions dans la nuit sur la montagne : « Il me dégoûte : quand il parle on croirait qu'il a la bouche pleine de sucre en poudre, » Berger, si froid, si distant, si agaçant, est admirablement noté, toujours présent pour les sales besognes. Bravo!

Des pauvres Weiss, rien ou peu de chose. François se bat avec nous. Quant à Charles, surpris par la déclaration de guerre aux confins de la Russie, surveillé de près, certainement il est entré dans la danse dès les premiers jours. Vous le connaissez. Vous réalisez ce qu'il a dû souffrir. Depuis longtemps, plus un mot de lui. Qu'est-il arrivé?... Je n'ose y penser et je ne vous en dirai pas davantage, de crainte d'en trop dire.

La grandeur de l'Alsace, devant l'histoire, sera d'avoir consenti à souffrir sans pousser à la guerre. C'est maintenant seulement que je comprends la réponse de mon père à cet ami étranger qui lui demandait : « Souhaitez-vous la revanche?... » — « Nous ne nous sentons pas le droit, dit-il, de précipiter dans la mort des millions et des millions d'hommes afin qu'il soit mis un terme à l'injustice dont nous sommes les victimes. Nous ne cesserons jamais de prendre le monde à témoin de la violence qui nous fut faite, de protester contre elle, par dignité humaine, par devoir de conscience. Mais la même conscience ne nous autorise pas à désirer la tuerie qui nous libérerait. Il arrivera ce qui doit arriver si nous restons fidèles. Je crois à la vertu de la souffrance. » Il me souvient que je m'étais intérieurement indigné. A dix-huit ans, est-ce que je pouvais comprendre? C'est que mon père avait vu et fait la guerre.

Plus elle est atroce, plus grand est le crime de ceux qui l'ont préméditée et déchaînée à leur heure, et voulue sauvage, sans pardon, souillée de tous les crimes, dans l'espoir que le cœur nous manquerait et que nous nous jetterions à genoux. Les ignominies par lesquelles on a cru nous abattre nous ont tracé notre devoir. C'est tout simple : il faut tuer la guerre. Il faut traquer ceux qui en ont fait une industrie nationale. Et voilà pourquoi les plus fougueux antimilitaristes se battent comme des lions. On nous impose une besogne effroyable. Mais nous savons, et nous Alsaciens par expérience, quelles seraient les souffrances du monde si nous ne l'accomplissions pas. On peut compter sur nous.

C'est le 25 août 1914 que j'ai vu pour la première fois à qui nous avions affaire. Ce soir-là, nous nous battions en Lorraine, à trente kilomètres de Metz. De l'endroit où nous étions en batterie, nous pouvions lire l'heure au clocher de Mars-laTour. Hélas! ce n'était pas encore l'heure de la délivrance. Avec un entrain endiablé qu'accroissait encore l'attrait de cette terre chérie que nous espérions délivrer, nos soldats tenaient bon. On se battit de l'aube au coucher du soleil. Le soir, le champ de bataille était à nous avec ses horreurs, ses effrayantes visions. Je me souviendrai toute ma vie de ce spectacle. Il pouvait être huit heures du soir. Pays vallonné, à perte de vue. Partout des morts, des blessés, abandonnés par les Allemands. Un ciel noir de nuages, un globe rouge, très bas à l'horizon, donnaient aux champs, aux bois, aux collines, un aspect lugubre. Nous marchions sans bruit, dans la pénombre, au milieu des cadavres, des blessés, des mourans qui imploraient notre pitié : *Durst!... trinken!*... Dans le lointain, au milieu de tous ces râles, de ces cris d'agonisans, un sifflet strident, lugubre, horrible, déchirait l'air alourdi et dominait le concert des plaintes. C'était sans doute un blessé qui épuisait ce qui lui restait de vie à appeler un secours qui n'arrivait point.

Il va sans dire que nous chargeâmes sur nos caissons tous les blessés allemands que nous pûmes. Nous formâmes notre parc vers minuit, en pleine nuit, aux abords d'un village où l'on s'était battu avec acharnement pendant la journée. Le lendemain, au petit jour, entre les pieds des chevaux, entre nos canons, on ramassait des cervelles, des jambes informes, des crânes déjà en putréfaction. Sans nous en douter, nous venions

de passer la nuit en un endroit où la lutte avait été particulièrement chaude.

Mais un autre spectacle d'horreur allait s'imposer à nous. En traversant le village encore occupé la veille par les Allemands (Rouvres, entre Étain et Metz), nous trouvâmes un monceau de cadavres de femmes et de jeunes filles. L'une d'elles tenait encore, serré entre ses bras ensanglantés, un bébé lardé de coups de baïonnette. Nous avons pleuré de douleur et de rage! Dans ce même village de Rouvres, on nous racontait qu'un homme entraîné par les soldats, la veille, allait être collé au mur quand sa fille, une chamante blondinette de dix-sept ans peut-être, — j'ai vu son cadavre, — s'était précipitée aux genoux des officiers, implorant pour son père. On la repoussa brutalement. On la contraignit à assister au supplice. Peu après, son cadavre, mutilé, rejoignit le monceau de corps feminins jetés à l'entrée du village. Dans quel enfer sommes-nous tombés?

Tout cela n'était qu'un début. Depuis lors, j'en ai tant vu que je me demande constamment si c'est possible, si je ne suis pas l'objet d'hallucinations atroces. Qu'est-ce que la mort auprès de la vie que nous mènerions si nous étions battus? Il faut, je vous assure, plus de courage pour résister moralement à la vue de tant d'horreurs, de tant de spectacles odieux, qu'à une avalanche de marmites ou de 105 fusans. Mais ne craignez rien! Ne vous posez pas de questions. Nous ne serons pas battus. Ça durera ce que ça durera. Ils s'écrouleront. Le poids de leurs crimes les tirera dans la fosse.

Nous avons déjà traversé des heures noires. Eh bien! jamais, même morts de fatigue, ivres de sommeil, nous n'avons désespéré.

J'étais à Senlis, le 2 septembre. Ma division était chargée de protéger l'aile gauche de notre armée. Nous maintenions le contact avec l'ennemi. A Saint-Chamant, puis sur la grande route de Senlis à Meaux, nous avons épuisé nos munitions contre un ennemi trois fois supérieur en nombre. En ai-je laissé là des camarades, des amis officiers, de braves troupiers qui mouraient le plus simplement du monde à nos côtés! Un dernier regard qui signifie : tenez bon!... et l'on est dans l'autre monde.

Pas à pas nous cédions le terrain sous une pluie incessante

de mitraille. Au soir du 2 septembre, quand nous retraversâmes Senlis, les obus pleuvaient déjà sur elle, nous poursuivant sans relâche. Vous ne pouvez imaginer quelle fut notre douleur en défilant à nouveau dans ce Senlis où, deux jours auparavant, la population nous avait fait fête. On nous avait accueillis comme des sauveurs, on nous jetait des fleurs. Quarante-huit heures après, nous repassions, vaincus, mais non découragés. Et ces inconnus qui savaient ce qui les attendait, qui savaient l'ennemi à trois kilomètres et recevaient déjà les premiers obus, prélude du bombardement, nous encourageaient encore. Les femmes nous souriaient, les vieux nous serraient les mains...

Après, ce furent les rudes journées de la Marne. J'étais à Barcy, Marcilly, Etrepilly, Ay-en-Multien... Puis les combats sur l'Aisne, la course vers la mer, Lassigny et Roye. Ensuite cinq mois dans la boue jusqu'au cou, entre l'eau du ciel et celle de la terre, traînant partout nos 75 qui sont de la famille. La confiance règne. Nos soldats sont des vaillans. Aucune plainte. On vit et on meurt. Il y a pourtant des heures où la machine humaine se détraque, où les ressorts ne se tendent plus. Alors, je pense à l'Alsace. Je retourne sur la colline de Wissembourg. Je me souviens de mon serment... Je redescends en moi et j'y trouve un cœur paisible, une volonté tenace.

Il m'arrive de fermer les yeux pour mieux revoir la figure de ceux qui sont tombés à mes côtés. J'ai vraiment de la peine à me distinguer d'eux, car elle est si mince, sur le front, la barrière qui sépare les vivans des morts!... Et maintenant, à l'hôpital, plus heureux que tant de blessés affreusement mutilés, j'attends le moment de repartir. Pourvu que j'arrive avant la grande offensive!... Ce mot de mon capitaine m'accompagnera : « Faire chiquement un chic devoir... »

De Jean Bohler.

20 juin 1915.

Je repars donc samedi. Je ne dirai pas avec joie, le mot serait dépourvu de tact, mais avec sérénité, heureux de rejoindre les camarades dans cette fournaise où la vie des hommes n'est qu'un feu de paille. Il faut en finir avec ceux qui ont tenté d'assassiner l'Europe.

Je lis toujours avec le plus grand intérêt tout ce qui touche la Suisse. Comme nous, comme tous les pays du monde, vous avez été encerclés, cuisinés, économiquement enchaînés. Rien d'étonnant, dès lors, que beaucoup aient été liés par leurs intérêts, que d'autres, — tant les faits ont été habilement truqués! — n'aient pas pu croire à l'énormité du crime. Les commerçans naturalisés de l'avant-veille, les journalistes naturalisés de la veille, ont troublé l'eau de leur mieux. Il est certain que nous attendions tous, en France, après la violation de la Belgique et du Luxembourg, après les mille atrocités commises, une unanime indignation... La petite Suisse, neutre de par le respect dû aux traités, protestant à la face du monde contre ceux qui, en violant ces traités, rendent impossibles toutes relations internationales, quel spectacle!... Quelle autorité eût été la vôtre, de quel respect on vous eût entourés!

Je me tais. Ces choses-là ne me regardent pas. A vous de vous mettre au clair avec vous-mêmes... En revanche, ce que vous me dites de vos camarades de régiment, de votre peuple, du vrai, me remplit de joie. Ces braves gens nous aiment parce qu'ils aiment la justice. Ils savent, ils sentent surtout que notre cause est la leur, que notre défaite serait celle de la liberté, que l'oiseau de proie doit être abattu. Nos blessés rapatriés d'Allemagne racontent de la traversée de votre pays, de vos foules massées dans les gares, en pleine nuit, de Schaffhouse à Genève, des choses qui vous arrachent des larmes. Ce que vos autorités n'ont pas dit, votre peuple le crie. Avec ses fleurs, ses lettres, ses paquets, il jette tout son cœur dans les wagons de nos blessés. Vous ne sauriez croire la force que ces manifestations spontanées nous donnent.

Je vous assure que nos soldats méritent cette sympathie. J'en ai vu mourir des centaines. Rien de la mort où se complaisent ces feuilletons qui veulent bien parler de nous, de cette mort parée d'un geste théâtral, d'un cri grandiloquent, d'une apostrophe sublime à l'ennemi... On a fait ce qu'on a pu. On a offert sa vie. L'heure est venue de la donner. On ferme les yeux, on souffre en silence ou on gémit, on meurt. Il est impossible de voir chose plus belle. Et ces hommes, presque tous, ils ont femme et enfans et ils aiment la vie. Ils ont consenti. Ils savent bien pourquoi!... Vaudrait-il encore la peine de vivre en esclavage?

Je vous assure que nos soldats comprennent. Que disent-ils, tous? « Nous nous battons pour que nos gosses ne connaissent pas cette saleté... On y laissera sa peau, mais ça ne recommencera pas... » Vous chercheriez en vain un Kummel parmi nous. Les choses les plus extraordinaires, ils les accomplissent. Ça leur paraît tout simple. Après quoi, pas un mot d'orgueil, pas une exagération. Questionnez les décorés; neuf fois sur dix vous leur arrachez cette réponse : « J'ai fait ce qu'il fallait faire, quoi! comme les camarades... » Je vous jure que je n'exagère pas, à mon tour, que nos hommes, dans leur quasi unanimité, sont magnifiques. Une force est en eux : ils savent qu'ils ont raison. Ne croyez pas surtout que les Allemands soient avec nous à égalité de force morale. Ce sont de rudes adversaires, c'est entendu. Mais ils se battent comme Allemands, alors que nos soldats se battent comme Français et comme *hommes*. C'est autrement fort. Voilà pourquoi nous retournons au front, où l'on reçoit la mort, comme on retourne à la vie. Pour nous, la vie n'est que là. Il n'y a pas de paradoxe dans ce que je vous écris.

Une seule chose me chagrine au delà de ce que je puis dire. Trop de nos hommes, si braves qu'on a envie de se mettre à genoux devant eux, ne comprennent ni l'Alsace, ni les Alsaciens. Je les excuse, mais je souffre souvent de les entendre. Je les excuse, parce que ces soldats, venus de la Corrèze, de la Bretagne, du Gard ou de la Drôme, ignorent tout de notre petit pays. Première stupéfaction : « Mais ils parlent allemand!... » Après ce qui s'est passé, il leur paraît en effet impossible qu'on puisse traduire des sentimens français en patois allemand.

Des défaillances, en Alsace, il ne peut pas ne pas y en avoir eu quelques-unes. Le contraire ne serait pas le fait d'hommes. Est-ce qu'elles comptent? Nos soldats savent-ils ce que nous avons enduré? Savent-ils ce que représente, durant quarante-quatre ans, le poids de toute une armée de fonctionnaires travaillant à extirper jusqu'aux racines du souvenir? Savent-ils que cinq cent mille Alsaciens ont tout abandonné pour rester Français, qu'autant d'Allemands ont pris leur place et que ces Allemands se disent Alsaciens? Savent-ils ce que c'est que de lutter pendant près d'un demi-siècle, et contre son intérêt évident, à un million et demi contre soixante-cinq millions? Non. Il faut avoir vécu cela.

René vous a envoyé, je crois, le journal d'un de ses camarades relatant la première entrée des Français à Mulhouse. Voilà le cri de l'Alsace, le cri du cœur, poussé dans quelles conditions! Sait-on assez, chez nous, que les espions sont partout, qui observent, notent et dénoncent? Que les prisons, où l'on s'entasse, le peuple alsacien les appelle *Hôtel de France?* Que les tribunaux militaires allemands ont infligé déjà plus de *trois mille ans* de prison à ceux qui laissaient voir la couleur de leur sympathie? Que plus d'un Alsacien, déjà, a payé de la vie sa fidélité à la France?

Des civils ont tiré sur nous, disent certains des nôtres. Sans doute. Mais qui?... Nos soldats savent-ils, par hasard, que les forestiers allemands avaient l'ordre, sitôt la guerre déclarée, de se mettre en civil, de toucher des munitions au Kommando et de gagner la forêt?

Ce malentendu se dissipera. Il se dissipe déjà. Si nos ennemis ont compté nous brouiller avec la France, c'est qu'ils ne connaissent ni les Français, ni les Alsaciens. En son temps, chaque chose sera remise au point. On connaîtra par le détail les drames de notre vie. Alors, on séparera l'ivraie du bon grain. Le tout est d'expliquer, de s'expliquer.

Je vous assure qu'il n'y a pas un homme, dans ma batterie, qui ne sache ce qu'est l'Alsace depuis que l'un d'eux, certain jour, avait proféré un propos malsonnant. Sur l'ordre du capitaine, qui voyait mon chagrin, je les avais réunis, mes artilleurs, je leur avais parlé de ma province. Tous, ils avaient des larmes dans les yeux. L'artilleur fautif vint à moi, rougissant. Il eut ce mot : « Mon lieutenant, il y a pas plus bêtes que les gens qui parlent sans savoir... Faut m'excuser. On effacera ça... » S'il a effacé, mon brave Martin!... Je l'ai vu mourir à quelques kilomètres de la frontière des pays annexés. Ses yeux se sont fixés sur les miens. Il ne m'a rien dit, je ne lui ai rien dit, — nous tirions en rafale, — mais j'ai compris...

Quand vous récrirai-je?... Même si je ne réponds pas, ne m'oubliez pas. Les lettres d'un ami sont un talisman... Suivez-moi de vos pensées... Je revois constamment en rêve, en cauchemar, plutôt, ces cadavres de femmes et d'enfans entassés devant une maison incendiée de Rouvres. Éveillé, je songe à tous les morts innocens de la Belgique, de l'Arménie, de la Serbie, de la Pologne, de mon Alsace, de ma France, et je ne

peux attendre de retourner dans l'atroce mêlée d'où sortira, nous le voulons, une humanité moins hideuse.

Adieu.

Votre

JEAN BOHLER.

1er juillet 1915.

Cher monsieur,

Un mot seulement. Me voici sur un sommet des Vosges, je ne peux vous dire exactement où. Mais je vois très distinctement, à la lunette, la maison de mes parens, la fenêtre de la salle d'études. Parfois, quelque chose se déplace dans le jardin. Je dis : quelque chose, tant c'est vague. Mais je pense : Voilà maman... voilà papa... Et les Boches à cinquante mètres. En vérité, cette guerre, pour nous, est épatante, même quand on en meurt. Est-ce qu'on ne fait pas ce qu'on doit ? Si vous aviez vu ce que nous avons vu ! Je vous assure que cette guerre est une croisade. Devant nous, la plaine d'Alsace, les ruines de Cernay, de Watwiller, d'Uffholz, là-bas les fumées de Mulhouse, le coude du Rhin... La griffe du Boche est encore plantée là dedans... Où se dissimule Kummel ?... Pourvu que la Providence nous mette en présence !... Nous avons tant de choses à nous dire !

Votre ami,

RENÉ BOHLER.

De Victor Weiss.

Friedensbach, 15 septembre 1915.

Cher monsieur et ami,

Nos cœurs sont dans l'angoisse. Sur le front de Champagne, François a reçu une terrible blessure. Jambe gauche broyée, amputation au-dessus du genou. Notre pauvre mutilé nous envoie des lettres si belles que nous osons à peine le plaindre. Il nous reviendra, dans quel état ! mais il nous reviendra.

François mutilé... Il y a plus triste encore. De Charles, depuis bientôt un an, pas un mot, rien, rien, rien. Nous avons remué ciel et terre sans obtenir un signe de vie. C'est affreux...

Pour fuir, pour gagner les lignes russes, il a dû tenter l'impossible, imaginer tout au monde. Jour après jour, nous partageons l'horreur qu'il doit ressentir à combattre dans les rangs de ceux qui persécutent son pays; nous nous rongeons de sa souffrance, nous soutenons en pensée ses efforts... La nuit, nous nous réveillons en sursaut... Il faut que nous ayons ce pieu dans le cœur : Charles, volé par les Allemands... Notre petite Marie répète constamment : « Il reviendra, Charles... » Nous ne pouvons plus y croire. Un an de silence!... Pauvre maman! Tout, plutôt que ces espoirs désespérés, tout plutôt que ces lettres qui tombent les unes après les autres dans le vide...

Et voici l'objet de ces lignes. J'ai écrit à toutes les sociétés, à tous les bureaux qui, chez vous, recherchent les disparus, identifient les prisonniers. Vous trouverez d'autre part tous les renseignemens possibles sur l'incorporation de Charles, sur les endroits où, à notre connaissance, les hasards de la guerre l'ont conduit. Consentiriez-vous à aller trouver les directeurs de ces sociétés, à les intéresser à notre malheur, afin qu'il soit fait une suprême tentative?... Je vous demande cela pour notre garçon, — je sais que vous l'aimez bien, — pour sa mère, pour moi. Nous attendrons votre réponse avec ce que nous pourrons de patience.

De tout cœur, avec toute notre affection, nous vous saluons.

WEISS.

Sans attendre un jour, Reymond se mit à la besogne. Il eut des entrevues avec des hommes au regard très bon, un peu blasés déjà sur tout ce tragique qu'on remuait depuis tant de mois autour d'eux. Il se rendit à Genève. Il y retourna. On écrivit. On écrivit encore et encore... Enfin, après deux mois d'attente, la voix d'un vieillard très poli assis devant un bureau encombré de papiers annotés :

— Charles Weiss?... Nous avons compulsé la liste des morts, en Allemagne, celle des prisonniers, en Russie... Presque tous les officiers du régiment signalé, tués ou disparus... Les nouveaux ne savent rien... La neige, le froid... la boue... les inondations... Le dossier est à votre disposition. Vous verrez que nous avons tout essayé... Vous dites qu'il s'agit d'un Alsacien? Disparu, comme tant d'autres.

— Disparu ?... répéta Reymond. Mort ?

Le vieillard, très doucement, haussa les épaules.

— Ah !...

Reymond sortit. Il faisait un temps très doux d'arrière-octobre. Le lac clapotait entre les pierres du quai. Sur les bateaux à vapeur, la gaieté des parasols rouges et verts ; des gens se promenaient en riant ; des couples sur les bancs des promenades...

Disparu, le loyal et joyeux garçon. Après tous les silences, ce suprême silence du mystère. Dans cette Pologne, martyrisée elle aussi, au fond de quelque trou hâtivement comblé, le corps de ce fils d'Alsace...

De Weiss.

Friedensbach, 18 novembre 1915.

Cher ami,

Il y a, aujourd'hui, un an et deux mois que nous ne savons rien de Charles. Vraisemblablement nous ne saurons plus jamais rien de lui. Ne nous donnez pas de vains espoirs... De source sûre, nous apprenons en effet que le régiment de notre brave enfant a été littéralement détruit près de Lodz, sa compagnie anéantie. Les Russes l'ont-ils abattu pendant qu'il rampait vers eux comme vers des sauveurs ?... Notre Charles, si franc, si droit ! Quelles heures il a vécues !...

La paix du tombeau est bonne à qui porte en soi pareilles tortures morales. Imaginez que sa mère et moi éprouvons parfois un soulagement affreux... Il ne souffre plus... Parfois, au contraire, il m'arrive de parcourir nos forêts, de regarder partout comme s'il était couché au creux d'un fossé. En pensée, je l'appelle. Le canon me répond, le canon allemand qui nous menace, le canon français qui nous défend. Je rentre à la maison, accablé...

Bohler vient souvent me voir. Chez lui, les nouvelles sont bonnes.

Il y en a des douleurs, autour de nous ! En se retirant, les Allemands ont emmené presque tous nos hommes. Eux aussi, on les a traînés en Pologne. Jacob Schmoler, un gamin de dix-sept ans à peine, grand et fort, il est vrai, enlevé ! Du coup, le père Schmoler a rejoint Jacobine.

La pauvre maman me chagrine. Ses journées, elle les passe devant les photographies de notre Jacques, de notre Charles. Deux fils morts dans l'armée allemande pour que l'Alsace demeure française !... C'est insensé, ça ! Vous qui avez vécu chez nous, vous comprendrez, vous saluerez ces martyrs de la cause. On ne peut pas les pleurer comme il faut. On est trop aigri, trop tendu, trop révolté... Trois fils !... Il nous en restera un, mutilé. Comme nous allons l'aimer ! Mais aucune joie ne pourra plus faire taire la plainte de notre cœur...

Ailleurs, les pères et les mères savent que leurs enfans sont morts avec de la joie dans l'âme. En Alsace, la mort des nôtres a été un supplice : fusillés par des brutes ou tués par les balles de ceux dont ils souhaitaient la victoire. Quand on saura tout !... Ceux de Wissembourg en ont des amis, maintenant !

Dans notre malheur il nous reste cette consolation : notre garçon n'a pas accepté le mensonge. Des morts comme la sienne ne sont pas inutiles. Elles ont la valeur et le poids d'une malédiction.

Votre malheureux WEISS.

D'Henri Bohler.

Friedensbach, 7 janvier 1916.

Cher monsieur, cher ami,

Votre lettre nous a émus jusqu'aux larmes. Nous y retrouvons toute l'affection que vous aviez pour nos fils bien-aimés qui vous la rendaient bien.

Nous n'avons pas eu, au premier moment, le courage de vous écrire. Excusez-nous si les journaux nous ont devancés. Il a suffi d'une semaine... Le lundi nous est arrivée la nouvelle de la mort de René, tué d'une balle en plein front, devant Carspach. Il est tombé, la face en avant, devant cette Alsace à laquelle, depuis longtemps, il avait offert sa vie... Nous avons eu, ma femme et moi, la triste joie de le revoir. Comme il était beau, et souriant !... Il dort en compagnie de centaines et de centaines de camarades dans ce cimetière de Moosch que vous avez longé tant de fois avec vos élèves, jadis...

Le samedi de la même semaine, nous apprenions la mort de Jean tué avec six de ses hommes, dans l'Argonne, par un obus

de gros calibre. Depuis longtemps ses lettres nous effrayaient Elles étaient trop belles, dignes de ceux que la mort a choisis... Jean, René... Notre peine est trop grande. Nous souffrons tout ce qu'humainement une mère, un père, peuvent endurer. Plaignez-nous. Nos deux garçons !... Les Weiss sont accourus. Nous avons confondu nos larmes.

Pour nous, c'est fini. A cause d'eux, pourtant, nous nous raidissons contre la douleur. Et nous répétons ces mots que nous disait Jean dans sa dernière lettre : « Qu'est-ce que c'est que la mort quand on a raison ?... » Écrivez-nous souvent. Parlez-nous d'eux, rien que d'eux...

Jusqu'à la fin de la guerre, trop de devoirs nous retiennent à Friedensbach pour que nous puissions songer à aller en Suisse. Viendriez-vous jusqu'à nous ? Je vous faciliterai votre voyage le plus possible. Vous nous liriez les lettres de nos garçons. Il sera cruel et doux de parler de ceux qui nous ont quittés, de ceux que nous avons donnés à la France et par elle à la plus humaine des causes.

En attendant, si vous le pouvez, priez pour nous.

Ma femme joint aux miens ses souvenirs affectueux.

HENRI BOHLER.

*
* *

Juin 1916.

De Bussang, l'automobile s'élance en ronflant sur la route qui gravit la pente des Vosges. On croise de lourds camions, des voitures de foin, des cavaliers, on dépasse des équipes de cantonniers, des bataillons au repos derrière les faisceaux... La route, soudain, s'enfonce sous un tunnel... Une lueur grandit, une lumière..., c'est l'Alsace, ses montagnes bleues, ses vallées, ses villages près de la rivière qui brille... De sourds grondemens... Le ciel est clair pourtant, l'horizon limpide... Reymond se découvre. Il salue cette terre qu'il aime comme on aime une patrie.

Rêve-t-il ?... Ce grondement est-il l'écho de l'interminable bataille ?... Urbès, Wesserling, d'autres villages encore, et partout des enfans d'Alsace coiffés du béret des Alpins, de la casquette rouge des fantassins, partout des soldats en marche, ce pas souple, vif, des soldats de France... Est-ce possible ?...

Un clocher se lève au-dessus des arbres, un drapeau bleu, blanc, rouge, flotte au faîte de la mairie. Et voici la rue de Friedensbach, son ruisseau, ses oies qui farfouillent du bec, sa fontaine aux trois goulots, ses toits où guignent les lucarnes, le nid de la cigogne. On s'arrête pour laisser passer un bataillon. Les hommes ont le casque, sac au dos, et sur ce sac tant de choses que l'on comprend qu'ils vont où tonne le canon. Et c'est impressionnant, ces fusils qui se balancent, ces yeux qui ont vu tant de cadavres, ces oreilles qui ont entendu tant de râles, ces mâchoires serrées, ce crissement des souliers mordant les pavés de tous leurs clous.

— Où vont-ils? demande Reymond au chauffeur.

— Au Vieil-Armand...

— Et voilà que la musique joue. Les fenêtres de l'école s'ouvrent; cinquante frimousses apparaissent, des mains lancent des saluts. Au lieu de Kummel, un instituteur en uniforme qui pince les oreilles des enfans qui rient. Sur le pupitre, un bouquet; au tableau noir, à la craie, ce modèle d'écriture : *Une patrie, c'est une maman qui a des milliers d'enfans...*

— Attendez-moi une minute...

Reymond se demande encore s'il n'est pas victime d'une hallucination. Il faut qu'il parle à quelqu'un, qu'il entende une voix connue. Une porte est là, qu'il a poussée tant de fois.

— Monsieur Reymond!... Vous revenez?...

— C'est vous, madame Vogel?...

Ils se regardent. La veuve aux cheveux si blonds, vêtue de noir, a le teint pâle, des rides au coin des yeux. Elle dit de sa voix lente :

— Oh!... vous ne trouvez plus personne... Maman est morte, papa est mort... Jacob, ils me l'ont pris...

Reymond essaie de parler, de dire une de ces phrases comme on en dit aux gens affligés. La veuve répète plusieurs fois, de la même voix, comme si elle ne se comprenait pas :

— Jacob... ils me l'ont pris... Il n'y a plus personne.

Reymond est ému, très ému. Que va-t-il dire tout à l'heure? Il revient près du chauffeur.

— Quels ordres avez-vous reçus?

— Je dois vous conduire chez M. Bohler avec les bagages.

— Bien!... J'irai à pied. Je connais le chemin... Quant aux bagages, déposez-les chez le concierge.

La même route. Le passage à niveau, les rochers couronnés de genêts. Ce nuage de poussière, là-bas, c'est le bataillon en marche qui le soulève. La grondement du canon a cessé. Les hirondelles tournoient dans le ciel.

Que va-t-il leur dire? Il essaie. Il cherche des mots. Non, pas ça... Le pont sur la rivière. Et maintenant ce ronronnement de la fabrique, ce clapotement des courroies, cette sorte de plainte qui accompagnait les voix traduisant Horace ou Platon. Sa casquette à la main, comme il faisait jadis, Grob, le concierge, ouvre la petite grille de côté. La cour, la maison avec sa marquise de verre. C'est la vieille bonne qui répond au coup de sonnette. A la vue de Reymond, elle s'essuie les yeux avec son tablier, elle murmure des paroles. Dans la pénombre du salon aux volets à demi clos, M. et Mme Bohler, M. et Mme Weiss, la petite Marie serrée contre sa mère. Il y a une seconde de silence. M. Bohler, très calme, s'est avancé, puis Weiss. On comprend aussitôt qu'ils se sont juré d'être vaillans contre la douleur. Comme ils sont changés, vieillis, amaigris, Weiss voûté!... Reymond ne parle pas, il a la gorge trop serrée. Il s'incline devant les deux femmes vêtues de noir dont les mains sont froides. On s'assied. On se regarde. Avec Reymond, ce sont les absens qui reviennent, ces fils qui remplissaient la maison de leur gaieté, ces morts tant appelés... Les deux femmes, soudain, ont caché leur tête dans leurs mains; la petite Marie, des deux bras, a entouré sa mère; elles se lamentent à haute voix; Weiss sanglote. M. Bohler, stoïque, se raidit, mais les larmes roulent sur ses joues. Quelle pitié!... Reymond s'est approché des deux hommes. Que dit-il? Il n'en sait rien. Lui aussi a de gros sanglots, quelque chose de brûlant sur la langue, une piqûre au cœur.

Comme c'est bon de pleurer ensemble, de s'abandonner sans honte, d'offrir à ces jeunes morts tombés pour le salut du monde des larmes de reconnaissance et de tendresse, d'aller les chercher jusqu'au fond de l'espace, jusqu'au fond du silence, de les étreindre, de communier avec leur amour, de les sentir vivans comme la justice!...

On peut parler, alors. On a tiré de soi tout ce qui était amer, tout ce qui étranglait; reste la douleur, lavée par ces larmes, sereine, seule digne de ceux qui s'en sont allés.

— Ils ont été magnifiques, nos enfans, dit M. Bohler. De

vrais croisés. Si gais, si simples, si consentans! Nous avons raison, certes, de les pleurer; cette émotion du revoir leur a été douce, mais nous avons encore plus raison de leur sourire...

— Ils ont été si crânes, ajoute Weiss, que nous n'avons pas le droit d'être lâches. N'est-ce pas, femme?

— C'est vrai. Sur leurs photographies, je n'arrive pas à trouver de la tristesse. Cette tristesse est en moi. Elle n'est pas en eux.

— Ils ont donné leur vie sans se retourner, conclut Mme Bohler... Braves garçons!... Ils ne nous ont jamais causé un chagrin. C'est un cœur pur qu'ils ont offert à leur pays.

On évoque leur enfance. On cite leurs mots. On lit leurs lettres. On se montre les objets qui leur ont appartenu. Les voix ne tremblent plus, car leur sacrifice fut si beau qu'ils ne sont pas de ceux qu'on appelle les morts. Ces mères, dépouillées, plaignent d'autres mères moins durement frappées qu'elles. Marie demande :

— Pourquoi est-ce qu'on pleure les gens qui sont chez le bon Dieu?...

On l'embrasse.

— Monsieur Reymond, dit encore Mme Bohler avec un triste et joli sourire maternel, nous n'avons plus que vous, maintenant, qui nous rappeliez le beau temps où ils étaient là... Vous étiez notre ami, déjà, vous l'êtes doublement maintenant. Voulez-vous que nous allions voir Jacques et René?... Près d'eux, nous saurons trouver Charles et Jean... mon petit Jean...

Qu'il fait beau! Jamais l'Alsace ne fut plus belle! On s'avance sur le chemin qui serpente au pied de la montagne. Des fleurs dans les haies, des fleurs aux fentes des murs, des fleurs dans les prés, des fleurs dans les pierrailles, et maintenant des fleurs sur les tombes. C'est là. *Jacques Weiss, 23 ans. Tiens ferme ce que tu as...* On se groupe autour de la pierre. Mme Weiss s'est penchée : avec des gestes doux elle dirige les jeunes pousses du lierre; c'est une mère qui borde le lit de son enfant. On se tait. Partant de cette tombe, les pensées s'envolent, plus rapides que des oiseaux, vers cette autre terre de douleur où Charles Weiss est couché. Comme on le cherche, là-bas! On tourne autour de ces poutres calcinées qui furent des villages, on

traverse ces plaines éventrées, on longe les rivières au cours si lent, on s'enfonce dans les forêts, on l'appelle, on l'appelle encore! On revient alors près de cette tombe. Et c'est Weiss qui parle :

— Pour moi, ils sont là, tous les deux. Je ferai graver le nom de Charles... Sous la pierre, nous mettrons...

Le géant voûté hésite. Est-ce qu'on dit ces choses-là?

— ... Eh oui!... nous mettrons la première dent qu'on lui arracha quand il avait cinq ans. Une boucle de ses cheveux aussi. Comme cela, il y sera un peu. François et Suzanne pourront visiter leurs deux frères... tous les deux prêtés au mensonge pour qu'il y ait encore des Alsaciens en Alsace, pour que cette terre reste fidèle... Il me semble que je les ai donnés cent fois... Quel cadeau nous faisons à la France!...

Sur trois notes, vivement répétées, lancées comme un rire, un clairon dit sa chanson. On voit sur la place de Friedensbach l'homme au béret bleu. Par quatre fois, il semble jeter au ciel son clairon d'un geste souple; par quatre fois, il répète ses trois notes au rythme allègre... A l'école, les enfans chantent. Il est touchant, le gauche accent de ces garçons qui s'appliquent, de tout leur cœur. Oui, de tout leur cœur. Que de fois Reymond n'avait-il pas entendu *tomber* sur la place la mélopée triste dont Kummel battait sévèrement la mesure! Il *monte*, aujourd'hui, ce chant des petits Alsaciens, parce qu'il y a de la joie, de la sincérité, parce qu'on se donne tout entier, si bien qu'échappé des bouches rondes il réjouit les hirondelles et danse avec elles.

Il est un mot plus beau que tous les autres :
Liberté! liberté!

— Liberté! liberté! répète Victor Weiss. Oui, les enfans, vous la connaîtrez, la liberté; vous serez heureux, parce que vos frères aînés sont morts pour vous, après quelles souffrances, quelles tortures!... Inutiles? certes non!... C'est elles qui dressent la grande barrière, plus large que le Rhin, plus haute que la Forêt-Noire... Ah! pourvu que les Français comprennent!... Je veux qu'ils comprennent, tous, tous... Je veux qu'on s'incline devant mes fils, je le veux!... Morts derrière le drapeau allemand? Oui, mais offerts en sacrifice. Dieu a entendu le cri de leur âme! Il sait combien de fois Charles a cherché l'issue pour fuir. Il sait que les balles de son fusil se sont enfoncées en terre. Il sait

surtout comment il est mort. Il a dit : « Viens, brave petit Alsacien. Tu as porté courageusement ton angoisse. Grâce à toi, grâce à ceux qui sont morts comme toi, la condamnation est à jamais sur ceux qui martyrisent les cœurs! »

Dressé sur le ciel, avec sa pauvre figure ravagée, Weiss est l'image de la douleur.

Et voici que les cloches tintent. Chaque jour, on confie à cette terre d'Alsace ceux qui sont tombés pour elle sur la montagne. Un cortège s'avance, la croix, le cercueil enveloppé du drapeau, le prêtre, les enfans de chœur, les camarades du mort, les vieux de Friedensbach, les enfans qui chantaient : « Liberté!... liberté!... » Que de couronnes autour de ce cercueil! Et des femmes sortent des jardins qui offrent à l'inconnu ces fleurs d'autrefois que l'on cueille au pied des murs tièdes, les soucis, les gaillardes, les campanules...

Le cimetière des soldats est à côté de l'autre cimetière; ici, des arbres, dès rosiers, la fraîcheur des ombrages; là, les croix dans leur belle nudité, serrées, alignées comme le régiment au jour de la parade... On s'est massé autour de la fosse (d'autres sont ouvertes à côté...). Debout dans la lumière, le prêtre dessine des gestes éternels, bénit ce mort, jette au ciel ces prières latines qui viennent du fond des siècles... La plainte des cordes qu'on déroule... Les soldats saluent, la main bien ouverte au-dessus du béret.

Et tous les vieux ont joint les talons, aussi bien qu'ils peuvent, car il en est qui tremblent, ceux qui furent à Magenta, à Solférino ; ceux-ci sont en avant ; derrière, ceux qui vécurent la guerre maudite ; on les reconnaît au ruban qu'ils portent avec fierté; on a fait ce qu'on a pu!... Pas un mort français n'entre dans cet enclos sans que les vieux Alsaciens l'entourent. Brossés, astiqués, redressés, parcheminés, ils le prennent à la sortie de l'hôpital, ils l'accompagnent à l'église ; au pas, à très petits pas, ils suivent le chemin montant, quatre par quatre, se regardant parfois pour observer l'alignement; et quand le moment est venu, ils saluent, eux aussi, militairement, la main près de leur crâne lisse. Et les petits saluent comme les vieux. Que c'est beau, ces soldats de France, ces vieux, ces gosses d'Alsace, immobiles devant ce mort qui lentement disparaît dans la fosse ! Si la maman qui ne sait encore pouvait voir!...

— *De profundis!...*

Les cloches de Friedensbach tintent à nouveau, puis se taisent. Un officier parle, maintenant.

« Au nom du colonel, au nom de tous les camarades du régiment, retenus là-haut (il montre la montagne) pour monter la garde devant cette vallée d'Alsace, adjudant-chef Antoine, je viens te faire escorte jusqu'au seuil glorieux où sommeillent ceux qui ont donné leur vie à la France... Ces couronnes que t'offrent nos frères d'Alsace sont tressées du rouge de nos holocaustes et du vert de nos espérances; ces fleurs cueillies dans les champs par tes amis, liées en une gerbe, assemblent la fidélité de notre souvenir, la reconnaissance de notre cœur, la prière de notre âme... De la place où tu dormiras, tu verras cette vallée que ta vaillance nous a rendue; entre les collines abaissées, tu verras, là-bas, cette plaine d'Alsace où souffrent encore tant des nôtres que libérera la vaillance de tes frères d'armes... Dormant en Alsace, tu dormiras en France...

« Adjudant-chef Antoine, le drapeau qui jamais ne courba devant l'ennemi la fierté de sa hampe s'incline avec respect devant ta tombe... »

Le canon tonne au Vieil-Armand. Là-haut, petite tache dans le ciel, est-ce un oiseau de proie?... Tout autour, semés en rond, des flocons blancs que le vent emporte en jouant... Un autre oiseau qui accourt; ils montent, ils glissent sur l'aile, ils dansent sur les remous de l'air, ils disparaissent dans un tac-tac-tac de mitrailleuse... Il n'y a plus dans ce grand ciel bleu que le troupeau des moutons blancs. La croix, le prêtre, les soldats, les enfans, les vieux sont partis.

— C'est ici..., a dit Mme Bohler.

Une fois encore ils se groupent. *René Bohler, sous-lieutenant, 21 ans, 14 décembre 1915. Mort pour la France.*

Mme Weiss a soudain ce mot atroce :

— Comme nous serions heureux s'ils étaient ici tous les quatre!...

On regarde. On se tait. Deux mille croix, peut-être. Un nom, une date et vingt ans, vingt ans, dix-neuf ans, vingt-trois ans, vingt ans, vingt ans... Ce régiment des morts gravit la pente de la montagne, d'un élan fougueux, derrière le drapeau qui flotte, à mi-mât. René est avec eux, à sa place de commandement. De l'autre côté du mur, Jacques; en Argonne, Jean;

en Pologne, Charles... Devant ce peuple de croix, cette discipline qu'elles ont, cette amitié les unes pour les autres, comme on comprend le cri de cette mère : « S'ils étaient ici tous les quatre, comme nous serions heureux !... » Ici, c'est-à-dire ensemble, en famille, avec ceux qui ont fait le même rêve, comme les morts sur la colline de Wissembourg. Ici... On vient les voir, on vient leur parler, on vient les fleurir... Plus tard, de toutes les provinces de France, du Nord et du Midi, des pères et des mères en pèlerinage. Ils descendront à la gare, timides, ahuris. Ils demanderont « où c'est les morts de la guerre... » Ils chercheront le nom de leur fils entre les allées qui ne finissent pas. Enfin, se donnant la main, ils pleureront, et ces larmes, tombant sur ce sol, iront à tous...

Les morts de Wissembourg ont veillé sur l'Alsace, l'ont contrainte à la fidélité. Et voici maintenant que les morts sont sur toutes les montagnes, dans tous les villages de tous les vallons, des confins de l'Alsace aux confins de la Lorraine. Cette chaîne des morts s'est nouée autour des deux provinces parce qu'elles en étaient dignes : prisonnières de la violence, elles n'ont pas vendu leur âme. Soldats de France qui dormez dans cette terre, vous ne pouviez mieux choisir !

Sur ces croix plane la souffrance du monde, la plainte des pays crucifiés, l'appel de ceux qui gravissent leur calvaire. Cet appel, les soldats l'ont entendu. S'étant levés, ils ont été trouvés dignes de mourir pour la justice. Leurs tombes ne sont pas tristes. Penchés sur l'une d'elles, deux hommes, deux femmes en deuil. Et soudain une voix apaisée :

— Comme ils sont heureux !...

BENJAMIN VALLOTTON.

NOTES

SUR

UN AMATEUR DE COULEURS

Un après-midi du mois de juin dernier, sur la terrasse des Tuileries, dans la petite exposition de la « Cité reconstituée, » parmi les maisons légères, les granges, les magasins, modèles d'abris provisoires pour nos villes et villages détruits, eut lieu une réunion tout intime d'artistes et d'amateurs parisiens. La *Société de Saint-Jean* les avait invités dans l'église de bois, rêvée et construite par un de ses membres. Sur les parois décorées sobrement, mais par un goût sûr, se déroulait pour la première fois le pathétique Chemin de Croix de M. Maurice Denis. Avant que le chant grégorien vînt animer pour quelques instans la nef ensoleillée, M. Henry Cochin demanda que l'église fût relevée promptement dans chaque paroisse dévastée, « afin que les morts ne fussent pas sans prière et les vivans sans espérance. » M. René Bazin ne se borna pas à développer ce beau texte; il dit aux artistes qui l'écoutaient, comme à ceux qui allaient lire ses paroles dans les tranchées, ce que l'art pouvait gagner aux efforts, même les plus modestes, que ce temps douloureux leur imposait : « Vous serez pauvres, mais vous serez plus libres. Vous n'aurez pas besoin de grandes richesses, au surplus, pour faire de jolies choses ou même de belles choses. Les œuvres les plus simples et de médiocres dimensions peuvent être pleines d'émotion et de beauté. C'est le miracle quotidien des véritables artistes. Quatre murs, un toit, des fenêtres et une porte dessinés par un artiste ne ressembleront jamais à quatre murs, un toit,

des fenêtres et une porte dessinés par un manœuvre. Vous n'aurez pas de matériaux précieux, mais, obligés d'employer la pierre du pays et le bois du pays, peut-être vous sentirez-vous tout naturellement entraînés à donner aux chapelles et aux constructions quelconques dont vous aurez la direction un caractère régional qui n'a jamais été tout à fait voulu et qu'ont imposé, en une certaine mesure, les matériaux eux-mêmes, et la pluie, et la neige, et le soleil, et le vent, et le relief du sol tout à l'entour. » Et continuant à rêver à cette église de demain, à cette « église de la charité populaire, » M. René Bazin se demandait si ces bâtisses des temps d'épreuve ne ménageaient point la découverte si longtemps refusée aux temps heureux, celle d'un style nouveau. Quelques-uns de ses auditeurs apprirent, ce jour-là, qu'il y avait chez le romancier, dont ils goûtaient les fictions émouvantes, un connaisseur attentif et informé, qui avait le droit de parler des choses de l'art.

Les lecteurs des *Débats* le savaient depuis longtemps. Voici trente ans bientôt que M. René Bazin collabore au grand journal français, fidèle à son titre, qui n'a jamais cessé de « débattre » la haute littérature à côté de la politique. Au cours de tant de promenades « en province » et à l'étranger, il est arrivé souvent au « feuilletoniste » d'interrompre une série pittoresque ou sentimentale pour étudier les plus délicats problèmes d'esthétique. Ces études, qui n'étaient pas réunies en volume, forment la matière de celui qu'un de ses éditeurs présente aujourd'hui au public (1). Plus d'un indice et tout d'abord sa perfection typographique nous avertissent qu'il était presque achevé, alors qu'a commencé la guerre. Préparé à loisir à une époque paisible, que notre souvenir ressaisit déjà avec peine, les pensées qu'il nous apporte ne sont pas en désaccord avec l'épreuve que nous subissons. Il nous parle encore de la France, et de la beauté qu'à travers les âges notre race a si bien servie.

M. René Bazin est une des figures très originales du roman contemporain. Sa carrière, que tant de succès ont récompensée, s'est élargie singulièrement avec le temps et l'a mené progressivement de la grâce à la puissance. On en jugea lorsqu'il lui plut de reprendre, après un long intervalle, la peinture déjà esquissée des mêmes milieux. Il y a beaucoup d'expérience

(1) *Notes d'un amateur de couleurs*. Tours, Alfred Mame et fils, s. d. In-4°.

acquise et de talent renouvelé entre *Les Noëllet* et *La Terre qui meurt*, entre les aquarelles de la côte bretonne glissées dans *Madame Corentine* et la vigoureuse fresque maritime qui court dans *Gingolph l'abandonné*. Sans méconnaître le charme de ses récits de voyage, qui lui firent recueillir avec aisance la jolie succession de Xavier Marmier, — vous vous rappelez comme il a bien vu les Italiens d'aujourd'hui, décrit l'Espagne et le Spitzberg et, jadis, un peu découvert la Sicile, — on est plus souvent d'accord pour admettre que trois ou quatre de ses livres resteront parmi les chefs-d'œuvre du roman français. Si je ne vous les nomme point, c'est que, tout en étant de cet avis, vous avez peut-être à l'esprit d'autres titres que les miens. Mais, lorsqu'un écrivain a fait accepter de telle sorte sa maîtrise dans un genre littéraire bien défini, il est étiqueté pour jamais et emprisonné dans sa notoriété. On lui accordera difficilement qu'il puisse marquer sa supériorité en d'autres domaines, les Français n'aimant point compliquer l'image qu'ils se font des gloires qu'ils ont consacrées. Les artistes eux-mêmes ont à redouter ce parti pris national. On en a vu, à la Renaissance, qui furent à la fois architectes, peintres, sculpteurs et poètes, et dont il n'est que juste d'admirer l'œuvre tout entière. Cette variété de mérites, si elle se produisait aujourd'hui, déconcerterait nos contemporains et mettrait de méchante humeur la critique qui les renseigne. On discutera donc l'autorité de M. René Bazin comme « amateur de couleurs, » malgré l'extrême modestie de la qualité qu'il revendique. Il ne faut point l'engager à réimprimer des vers de jeunesse, que je sais charmans, mais qui achèveraient de désorienter certains de ses admirateurs. C'est beaucoup, s'ils consentent à ouvrir le nouveau livre, qui va déranger leurs habitudes. Soyons assurés, du moins, qu'ils le liront jusqu'au bout, puisqu'ils y retrouveront tout de leur auteur préféré et y feront même de délicieuses découvertes.

Ils apprendront, d'abord, comment M. René Bazin a fait connaissance avec l'art de la peinture. Ne le croyez point tout à fait, quand il vous conte sa manière de visiter les expositions et les musées. Il n'est pas seulement ce « promeneur attentif, qui va... ouvrant les yeux, ouvrant son cœur, comme s'il était dans la campagne, et qui attend que les murs parlent, comme parlent les plaines, les montagnes, les eaux violentes ou calmes,

et le soleil illuminateur, de qui tout dépend. » Ce promeneur ne cherche pas son plaisir au hasard. S'il se dirige aussi sûrement vers les belles choses, c'est qu'il s'y est exercé dès sa jeunesse et qu'il a eu un initiateur magnifique. Au temps où il commençait à Paris les études qui devaient le conduire à une chaire de droit criminel à la Faculté libre d'Angers, sa chambre de la rue de Fleurus était voisine d'un atelier de la rue d'Assas, où Ferdinand Gaillard gravait, loin du monde, du bruit et de la réclame, ses incomparables cuivres. C'était en 1872, à la plus belle période du talent de l'ancien prix de Rome, « celle qui n'eut de limite que la mort ; » il entreprenait alors sa série de portraits d'après nature, la plus parfaite qu'ait donnée le burin original au siècle dernier. On sait que le portraitiste des papes et des célébrités catholiques a produit son chef-d'œuvre pour un simple moine, de la plus haute lignée, il est vrai, Dom Guéranger, auteur de l'*Année liturgique*. L'étudiant angevin admirait le religieux de Solesmes, et tous les purs enthousiasmes des vingt ans étaient en lui. On peut deviner combien il plut au graveur, qui n'aimait que les âmes sincères comme la sienne. Il recevait le jeune homme dans son atelier, pendant son travail, lui donnait à feuilleter ses albums d'Italie, ses calques, ses aquarelles, formait son goût par ces mots de maître qui, entendus à un certain âge, sont décisifs. « C'est lui, écrit M. René Bazin, qui me servit de guide dans mes premières visites aux musées du Louvre et du Luxembourg. Oh ! il ne pontifiait pas. Il avait la belle manière, qui est de s'arrêter devant un petit nombre d'œuvres maîtresses et de ne dire que les mots nécessaires, tout pleins de sens. Parfois même, s'il voyait que mon esprit partait et galopait, il se contentait de sourire et de proférer quelques petits grognemens et exclamations, comme un piqueur qui sonne le bien-aller. Si le regard se voilait, si un peu d'hésitation marquait chez moi la nouveauté de l'impression, l'étonnement, la distance, il jugeait, il montrait l'habileté cachée, il définissait le tempérament, l'époque, la pensée, la parenté de l'artiste. Et, comme ceux qui savent très bien, il disait brièvement. »

Après bien des années, la reconnaissance d'un disciple s'exprime par le portrait d'un maître modeste, longtemps méconnu de son vivant, qui s'était débarrassé de toute servitude d'ambition pour mieux poursuivre son idéal d'expression et de

vérité. Lorsque M. René Bazin nous parle de Rembrandt et d'Ingres, il est permis de croire qu'il est un peu l'écho de Ferdinand Gaillard. Il lui a dû, en tout cas, ces élémens de compétence technique, qui manquent à tant d'écrivains d'art, d'ailleurs sensibles et appliqués, et valent si fréquemment à leur « copie » toute littéraire le sarcasme irrité des artistes.

Sans cette rencontre, au seuil de sa jeunesse, peut-être que M. René Bazin eût moins bien parlé des « couleurs » des peintres, il ne les eût pas moins aimées. Elles s'accordent à cette part de joie réaliste qu'il accepte dans son œuvre, car, pour cet analyste des âmes, le monde physique aussi existe et il le saisit fortement par les yeux. Chacun sait quel usage il fait, non pas du vocabulaire pictural, dont il se garde d'ordinaire, mais des notations équivalentes que lui fournit son art d'écrivain. Il n'écrit pas une scène dont il n'établisse d'abord le décor précis. Qu'il le fasse en quelques mots, suffisans à l'effet, ou qu'il se complaise à la description lentement filée, rehaussée çà et là de la touche de sensibilité qui lui est propre, le romancier met toujours sous nos regards, avec une irréprochable netteté, le cadre où vont évoluer ses personnages. Et comme ceux-ci sont étudiés soigneusement, dans les traits de leur visage, dans leurs gestes, dans leur vêtement! Comme l'extérieur des êtres est relevé avec minutie! Comme les bûcherons du *Blé qui lève* sont différenciés des carriers de *Davidée Birot!* et n'y a-t-il pas dans *Gingolph* toute une galerie de portraits de marins, d'une âpre réalité, aussi savamment traitée que la galerie des paysages? M. Charles Cottet, M. Lucien Simon reconnaîtraient ce rival, « dont l'esprit a pénétré, dont la main a su reproduire, avec tant de justesse, les signes de la profession dans le visage des hommes. »

Il est avant tout un peintre de la lumière, de celle qui change à toutes les heures l'aspect de la terre et des mers, glisse au matin sur les brumes des fleuves et anime le cheminement des nuages, dont « l'heure souveraine est le soir. » De tous les mots colorés qui chargent sa palette, le mot *lumière* est celui qu'on y compterait le plus fréquemment; et voici un morceau achevé où l'observation la plus juste s'accompagne d'un véritable lyrisme : « La lumière est une voyageuse. Elle ne s'arrête pas. Quand elle revient au même point de l'espace, ou à peu près, vingt-quatre heures plus tard, elle ne retrouve jamais les

choses tout à fait dans le même ordre. Si ce sont des feuilles, que de vie en un jour, et que de mort, et que d'attitudes changées ! Si c'est une plaine de sable, elle a remué. Si c'est la mer, où sont les vagues de la veille? Et, puisqu'il y a du ciel au-dessus de tous les horizons, qui peut parler d'immobilité dans ce champ de course prodigieux où se précipitent et se mêlent tous les maîtres de la vitesse et du vol, le rayon, le vent, le nuage, la poussière, et tant d'autres puissances inconnues, qui renouvellent le sang et la sève et, plus haut que nous, la couleur de l'espace? » Songez maintenant aux *Cathédrales*, aux *Meules*, aux *Nénuphars* de Claude Monet, peints d'un même point de vue à toutes les heures de la journée, et révélant chacun « une minute qui ne ressemblera complètement à aucune autre; » et dites si cette page de M. René Bazin n'autorise pas à le ranger parmi les théoriciens de « l'impressionnisme. » On n'a jamais mieux justifié les recherches de l'école, de celle, bien entendu, qui fut sincère et qui compte. Ce n'est pas que notre auteur s'embarrasse de querelles de doctrines; on le voit bien aux œuvres qu'il a goûtées et qui témoignent du plus large éclectisme. Il aime naturellement les peintres « bretonnans, » MM. Simon, Cottet, Dauchez, « poètes qui ne se tairont pas tant que la lande fleurira, tant que la mer sera triste sur les grèves et dans les yeux des femmes; » il donne son cœur à la noble mélancolie de M. Le Sidaner, à la sincérité grave de M. Henry Grosjean; il réjouit sa vision aux gravures en couleur de M. Henri Jourdain, comme aux cartons de tapisserie de M. Jean Veber. Le seul trait commun de peintres si divers, c'est qu'ils observent les choses comme le romancier lui-même, avec un regard tout neuf. Il leur sait gré de bien remplir leur fonction d'artistes, c'est-à-dire de révéler au monde « des joies qui étaient là, toutes proches, et qu'il n'a pas su voir. »

Parmi les anciens, M. René Bazin parle avec tendresse de Rousseau et de Millet, et si vous ne devinez pourquoi, c'est que vous ignorez tout des parentés de son esprit. Il aime dans Millet le grand peintre de la France rurale, qui n'est pas seulement le plus célèbre, mais aussi le plus émouvant : « Il ne renia jamais ses origines paysannes, sa Normandie, son enfance nourrie de l'Évangile et de la Bible, et la grandeur de son œuvre est due, pour une part, à cette fidélité. » La phrase n'est

point tirée du livre écrit pour les raffinés : elle se lit dans *La douce France*, celui que l'écrivain a composé pour les simples, afin de leur apprendre toutes les raisons que nous avons d'aimer ensemble notre beau pays. Il a tenu à mettre au nombre des figures chères, proposées à la vénération de notre peuple, celle du maître rustique dont il a pénétré l'âme profonde. Ayant vécu parmi les paysans et les ayant observés à peu près dans toute la France, il sait dire ce que Millet a dégagé de général et d'humain d'une observation toute semblable. Il note, par exemple, pour lui en faire un mérite, cette absence d'expression personnelle des personnages du drame rural, qu'on lui a quelquefois reprochée. Le peintre des *Glaneuses*, dit-il, a représenté « la campagne qui laboure, la campagne qui récolte en hâte, la campagne qui fait les semailles, où l'homme n'est, par le labeur, que l'héritier d'une fonction antique, où il a moins de place que la graine précieuse, la graine souveraine, attendue par la terre ouverte, par le ciel mouillé, par la herse attelée au bout du champ. Peindre des hommes et ne pas faire de portraits, les mettre, comme ils sont, dans la vie rurale, quel problème difficile ! Millet y a réussi. C'est la statue entière qui parle dans les dessins et les tableaux de Millet. Et l'on peut dire qu'il a été une sorte de sculpteur en couleur des hommes de la terre. »

Avec Théodore Rousseau, M. René Bazin a d'autres liens, non moins puissans. Le grand forestier de Barbizon a dit de sa jeunesse : « J'entendais les voix des arbres. » Ces voix, le romancier n'a jamais cessé de les entendre, et leur chant murmure dans son œuvre entière. On y trouve à foison des pages comme celle-ci, prise au hasard dans le récit intitulé *Les trois automnes :* « Il y a un arbre si commun dans nos forêts et dans nos champs qu'on ne peut guère voir ou imaginer un paysage de France où il n'ait sa place ; un arbre puissant, indulgent à la lumière qui court à travers son feuillage, en sorte que l'ombre en est douce et mêlée ; un arbre aux formes arrondies comme des houles, et qui, multiplié, couvrant le creux des plaines et leurs pentes, rappelle encore la mer pour la couleur, le mouvement et la voix ; un arbre vêtu d'une écorce dure et plissée, résistant à la chaleur comme à la gelée, très droit, très noble, très fécond, et capable, on le dirait, comme le sol qui le porte, de printemps indéfinis. On cite des chênes de plus de mille ans. » Le morceau semble vraiment une transposition de

Rousseau, qui, entre tous ses modèles, a glorifié et individualisé le chêne.

Sachant que nos arbres l'ont toujours bien inspiré, M. René Bazin a voulu leur élever, en un chapitre de son nouveau livre, un temple de sa reconnaissance, où toutes nos essences françaises ont leur chapelle. Il y honore d'abord la famille des chênes, celle des pins, celle des hêtres, celle des châtaigniers, qui, toutes, ont trouvé des pinceaux illustres pour les célébrer. Il venge d'un injuste oubli les bouleaux, fins et résistans, qui s'entendent à merveille avec la neige ; les noyers, « qui sont de race royale aussi bien que les chênes ; » les ormes, les frênes, souvent chez nous de belle venue, et les cerisiers, dont on ne parle qu'un moment dans l'année. Ce sont là les méconnus des peintres. Faut-il dire que le peuplier, dédaigné par eux, l'est aussi par l'écrivain? « On appelle cela un rideau d'arbres. Pauvre rideau, effiloché et sans esprit! arbres qui manquent de grâce autant que de force!... Vous me direz que le père Corot a peint des peupliers. Je réponds qu'il a surtout peint des saules, lesquels il modelait, allongeait, empennait et empanachait à sa fantaisie. » Mais le cormier, le saviez-vous? est un arbre étonnant ; s'il perd tôt son maigre feuillage, son bois a le plus grand caractère, avec ses branches « difformes, bossues, aplaties, étranglées, » qu'il faut de la patience pour dessiner. L'énumération s'achève par une évocation de nos parcs français : « Et maintenant, je parlerai de vous, marronniers, compagnons des avenues royales, qui bâtissez l'ogive magnifiquement, dès que les hommes vous laissent libres... » J'aimerais citer ce « portrait d'arbre, » digne de nos meilleurs peintres.

On est surpris de voir notre « amateur » goûter si fort M. René Ménard, de qui le paysage composé est aussi différent que possible du sien. C'est qu'il lui reconnaît le sens très rare des larges horizons : « Il va aux lointains..., il s'y plaît, il y voyage, il se baigne dans les fleuves, il suit le sommet des collines, il fait le tour des baies qui sont indiquées seulement... » Nous rencontrons ici une de ses vues familières : « Les plus grands espaces, a-t-il écrit, n'auront jamais beaucoup de peintres. Ils veulent, comme les grandes idées et comme les grandes causes, des hommes à leur taille, et tel qui réussit à rendre, à peu près, l'aspect d'un sous-bois, une route qui tourne, une ferme avec une mare, sera tout à fait incapable de donner

l'impression de la distance, de nous faire voyager et de mettre, dans la construction d'un vaste horizon, la mesure et le nombre qui y furent mis dès l'origine. » L'écrivain, du moins, y conduit la plume, quand le pinceau n'y peut aller; et ce que les peintres nous donnent si rarement, la sensation des grands espaces, ses paysages écrits nous l'ont maintes fois procurée. Il nous découvre ces horizons de montagne, de plaine, de rivage, où l'esprit discerne l'architecture de la terre et s'exalte à la contempler. On se rappelle la montée à Sainte-Odile, au milieu des *Oberlé*, et la brusque apparition de l'Alsace à travers la brume déchirée : « Toutes ces âmes d'Alsaciens s'émurent. Trois cents villages de leur patrie étaient au-dessous d'eux, dispersés dans le vert des moissons jeunes. Ils s'endormaient au son des cloches. Chacun d'eux n'était qu'un point rose. Le fleuve, presque à l'horizon, mettait sa barre d'argent bruni... » Plaçons en regard de ce tableau de Chintreuil, tout baigné de la lumière d'Alsace, la description du Mont Ventoux, léger, rose et violet, vu de l'extrême pointe du rocher des Doms. C'est toute la Provence du Rhône qui s'étend devant nos yeux : « Le paysage d'Avignon manque de lignes. Il n'a que les deux pentes du Mont Ventoux... La pente du Nord, abrupte, dressée comme dans un rempart contre le vent ennemi; l'autre tellement douce, lente, aisée et longue vers la plaine, qu'on y monte déjà en pensée aussitôt qu'on l'a vue, et qu'on y bâtit sa maison de rêve, abritée et ensoleillée, d'où l'on pourra suivre, dans la paix des après-midi clairs, la fuite du Rhône à travers les villes d'histoire et les vieux oliviers... » Relisez la suite, si vous êtes en goût, dans les *Récits de la plaine et de la montagne*.

L'œuvre de M. René Bazin a évoqué bon nombre de nos chères provinces. On en tirerait par centaines des paysages analogues à ces aquarelles précieuses, où Turner a fixé amoureusement les traits de son pays. C'est une preuve, entre bien d'autres, qu'il n'y a pas d'écrivain plus attaché au sol que l'auteur de *La douce France*. Quoi qu'il compose, il nous intéresse à la grandeur de notre patrie, et ces pages nouvelles sont encore toutes pleines de la gloire française.

PIERRE DE NOLHAC.

LA GUERRE

VUE PAR

LES COMBATTANS ALLEMANDS[1]

II[1]

LES DÉCEPTIONS ET LES AVEUX

Une première lecture des lettres du front écrites par les combattans allemands ou des souvenirs personnels publiés sous leur nom peut servir à se représenter sous quel aspect la guerre actuelle leur est d'abord apparue. Il faut examiner de plus près leurs témoignages pour y apercevoir les jugemens motivés qui peu à peu ont fait place dans leur esprit à leurs impressions du début, y découvrir les correctifs que l'expérience a apportés à leur optimisme initial, et y surprendre enfin le sourd travail de réflexion par lequel s'est progressivement modifiée en eux l'idée qu'ils se faisaient ou voulaient nous donner, soit de leurs adversaires, soit d'eux-mêmes.

I

Leur mépris affecté pour les Anglais, ces « soldats de parade, » attirés sous les drapeaux par l'appât de la solde, n'a pas tardé, à l'épreuve de la guerre, à se transformer chez eux

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre.

en un involontaire respect. Ils commencent à se dire qu'ils auront affaire à de rudes adversaires lorsqu'ils examinent les premiers prisonniers dont ils avouent que l' « impeccable tenue et la fière attitude » leur en « imposent fortement (1). » Ce sentiment se renforce en eux quand la guerre de tranchées vient leur révéler toute la vertu de la ténacité britannique. Tandis qu'un soldat parle avec terreur de « la colossale précision du tir écossais, » un autre déclare qu' « ils tiennent comme des murs et qu'il faut littéralement les jeter hors de leurs tranchées : dur travail pour les nôtres (2). » Reinhardt écrit quelques jours après la prise de Lille : « Nous faisons chaque jour l'expérience que nous avons devant nous un adversaire d'une force de résistance sans égale, et que le feu le plus violent suffit à peine à ébranler. Nous ne gagnons de terrain qu'avec une lenteur infinie et chaque pouce doit en être payé au prix des plus lourds sacrifices. » Écœuré du « patriotisme à la Lissauer » et des violences verbales par lesquelles ses compatriotes cherchent à satisfaire leur haine, le même officier leur adresse cet avertissement prophétique : « On doit reconnaître qu'au point de vue militaire, de pareils adversaires sont dignes de la plus haute considération. Puissent les Allemands se persuader de l'infinie difficulté que présente la lutte contre eux, afin d'apprendre la patience (3) ! » Il n'est pas enfin jusqu'aux soldats de l'armée hindoue, « ces singes dont on voudrait faire des champions de la civilisation, » qui n'arrivent aussi à forcer l'estime de leurs ennemis. Au cours d'une attaque nocturne, ils arrivent sans être aperçus jusqu'aux tranchées allemandes, essuient une décharge à bout portant sans interrompre leur marche, et engagent avec les occupans une lutte corps à corps qui laisse à ceux-ci de terribles souvenirs. « Ces gueux de couleur ne sont pas à mépriser, » déclare un soldat, qui ne songe plus à railler leur aspect exotique (4).

A l'égard des Français, ce revirement d'opinion semble plus rapide encore ; en même temps qu'une satisfaction pour notre patriotisme, ce n'est pas une des moindres curiosités de cette enquête que d'en suivre les progrès. Si, au début, les hommes

(1) Hoecke, p. 70 ; *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, I, p. 99.
(2) Thümmler, XXVII, pp. 38 et 32 et XVIII, p. 23.
(3) Reinhardt, pp. 33-34 et 44-45.
(4) Thümmler, XVIII, pp. 29-30 et XV, p. 19.

de troupe, grisés par la facilité apparente de leurs premiers succès, ont pu mettre en doute la force de résistance de leurs ennemis, ces illusions ne paraissent pas avoir été jamais partagées par le haut commandement. Sven Hedin, qui visite les États-majors au milieu de septembre, c'est-à-dire au lendemain de la Marne, y recueille partout les appréciations les plus élogieuses sur l'armée française et sur ses chefs. Au grand quartier général, il entend d'abord parler avec une particulière estime de ces hommes « qui vont à la mort sans sourciller et qui, sous le feu des mitrailleuses, tombent sans reculer d'un pas. » Un général de la Garde salue en eux, — suprême éloge dans sa bouche! — « les dignes adversaires des premiers soldats du monde. » Quant à leur généralissime, « il n'y a sur lui qu'une voix dans toute l'armée allemande : c'est un grand, un génial chef d'armée. » En arrière du front enfin, les prisonniers et les blessés produisent l'impression la plus favorable sur ceux qui les gardent ou qui les soignent : les premiers par leur bonne tenue militaire, leur déférence sans obséquiosité envers les gradés, leur intelligence dans les interrogatoires qu'ils doivent subir; les seconds par leur patience devant la douleur et leur charité envers leurs camarades plus dangereusement atteints (1).

Si flatteuses qu'elles paraissent, ces appréciations pourraient sembler suspectes en raison de leur source, si elles n'étaient confirmées par de nombreuses lettres où des soldats allemands expriment leur stupéfaction de découvrir chez leurs adversaires ces vertus de ténacité dont ils les croyaient dépourvus. Ce sont les durs combats livrés dès l'automne de 1914 autour de Verdun, dont la chute était escomptée dès cette époque, qui leur apportent cette révélation : « En aucun cas, écrit l'un d'eux, rendu modeste par les épreuves, on ne doit déprécier ses ennemis; à plus forte raison s'il s'agit des Français. Ceux-ci combattent, autant du moins que j'ai eu affaire à eux, jusqu'à la dernière goutte de leur sang (2). » Ce qui les rend particulièrement difficiles à forcer, c'est, non moins que leur bravoure, une habileté dans la fortification de campagne qui devient pour leurs adversaires un sujet non dissimulé d'émerveillement. Ils ont acquis une véritable « maîtrise » dans l'art de dissimuler

(1) Sven Hedin, pp. 34, 44, 64, 94, 109, 122, 258, 414, 449.
(2) *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, IV, p. 212.

leurs tranchées sous des revêtemens de feuillage et d'en interdire l'accès par des réseaux de fils de fer invisibles ou des dispositifs de flanquement meurtriers. A cet égard, les combattans allemands avouent à maintes reprises s'être formés à l'école de l'armée française (1).

Déconcertés par sa résistance, au moins se sont-ils longtemps complu à lui refuser ces qualités d'offensive dont ils croyaient avoir le monopole et que symbolisait à leurs yeux la pratique des attaques en masse. C'est là encore de leur part une illusion qui s'envole après les faciles succès du début. Dans l'Argonne, l'un d'eux avoue n'avoir pu voir sans émotion un régiment de zouaves, aligné comme à la parade, conduit par ses officiers agitant leurs képis, s'élancer à l'assaut au chant de *la Marseillaise*. Un soldat bavarois, à la suite d'un combat sanglant, reconnaît que ses adversaires « se sont battus comme des héros et qu'il n'avait jamais vu un pareil mépris de la mort. C'est qu'eux aussi luttent pour leur patrie (2) ! » La même note admirative se retrouve enfin sous la plume de Reinhardt, dont la batterie a eu en Champagne (janvier 1915) à subir le choc furieux de troupes d'infanterie française : « Quelles attaques ! s'écrie-t-il. Ils nous devenaient presque sympathiques, ces hommes sur lesquels nous étions forcés de tirer ! On les voyait, signalés par un scintillement de baïonnettes, sortir en masse de leurs tranchées, la plupart penchés vers le sol, d'autres au contraire se tenant tout droits, se porter en avant avec une telle hardiesse et un tel élan qu'à ce spectacle les observateurs allemands retenaient leur respiration; » et, plus loin, l'auteur confesse n'avoir pu se défendre d'un serrement de cœur, à voir « ces braves entre les braves » fauchés par les shrapnells ou la mitraille (3). Quel plus bel éloge dans la bouche d'un adversaire ?

Si les troupiers français déploient de si belles qualités militaires, c'est que leurs chefs leur donnent l'exemple. Dès le début de la guerre, Gottberg notait « la froide témérité et souvent la folle audace » des officiers de l'armée adverse. En Lorraine, par exemple, deux d'entre eux ayant réussi à s'emparer

(1) Hoecke, pp. 139, 162 ; Thümmler, XIII. pp. 24-27 ; *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, IV, pp. 85, 104, 106, 108, 135, 198 ; Kutscher, pp. 61, 173 ; Wiese, p. 209.

(2) Thümmler, XXIII, p. 18.

(3) Reinhardt, p. 72.

d'un automobile militaire allemand, endossent l'uniforme des chauffeurs et parcourent sous ce costume les lignes ennemies, d'où ils rapportent de précieux renseignemens. Plus loin, Gottberg rapporte, pour justifier la même remarque, un épisode peu connu de la bataille de l'Yser. Comme ses hommes venaient de passer ce fleuve et couvraient d'une nappe de feu la plaine qui les séparait du chemin de fer, ils virent avec stupéfaction un capitaine français s'avancer en automobile jusqu'à 400 mètres de leurs lignes, s'arrêter brusquement, et monter sur un arbre pour essayer de reconnaître leurs positions. Un coup de feu dirigé avec une précision inattendue vient l'abattre, ainsi que son compagnon, sur la chaussée où l'on retrouve le lendemain leurs cadavres. « Quelle belle et pure fin de héros pour deux braves! » s'écrie Gottberg (1). D'autres officiers se signalent par des traits de désespoir patriotique dignes de l'antiquité : tel, ce commandant du fort des Ayvelles qui se fait sauter la cervelle pour ne pas survivre à l'extrémité d'une capitulation devenue inévitable, depuis que les 420 ont écrasé les abris où s'était réfugiée sa garnison (2)!

Dans l'armée française elle-même, certaines armes ou certains corps ont laissé à ses adversaires des souvenirs particulièrement cuisans. C'est d'abord le cas de son artillerie, dont les effets, d'après Sven Hedin auraient été « simplement effroyables » sans la qualité défectueuse de ses munitions (3). Elle a dû rapidement remédier à cette infériorité — même sans le secours des Américains (4) — car, dès le mois d'octobre, un aviateur hessois laisse échapper cet aveu dépouillé d'artifice : « Les Français ont vraisemblablement fait leur apprentissage, car leur artillerie de campagne est en général excellente et franchement supérieure à la nôtre (5). » Et dans toutes les lettres du front l'on retrouve, avec exemples à l'appui, les mêmes exclamations sur la « précision fabuleuse » ou l' « efficacité colossale » de ces canons si meurtriers, si prompts à se déplacer, si habiles à se dissimuler (6). Leur supériorité de tir semble aux Alle-

(1) Gottberg, pp. 49 et 123.
(2) Ganghofer, p. 94; Thümmler, VIII, p. 8.
(3) Sven Hedin, p. 244.
(4) Kutscher, p. 238.
(5) Wiese, p. 168.
(6) *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, IV, pp. 22, 43, 186, 202; Thümmler, VIII, p. 8 et XIX, p. 20; von Moser, pp. 36 et 38.

mands tellement irritante qu'ils veulent à toute force y trouver des raisons étrangères aux qualités du personnel ou du matériel. Tantôt les artilleurs français opéreraient sur un de leurs anciens champs d'exercice, qui se seraient alors singulièrement multipliés. Tantôt ils auraient été guidés dans leur tir, au moyen de signaux lumineux ou de téléphones souterrains, par les paysans restés dans les lignes allemandes, et dès lors passibles de sévères châtimens (1). L'invraisemblance même de ces deux explications, partout reproduites comme un mot d'ordre, permet de mesurer la profondeur du sentiment de dépit qui les a inspirées.

Avec les artilleurs, les Alpins français semblent avoir été spécialement distingués par leurs ennemis. Toutes les fois qu'il est question d'eux, les épithètes de « troupes d'élite » *(kerntruppen)* ou de « meilleures troupes de France » alternent dans les récits allemands avec le surnom de « chats sauvages » *(wildkatzen)* que leur a mérité leur agilité. Ce qui les rend particulièrement redoutables et ce qui, dans les Vosges notamment, a contribué à les entourer d'une véritable légende, c'est leur habileté à grimper sur les arbres, d'où, cachés dans le feuillage, ils dirigent sur les assaillans un feu plongeant, de la plus terrible précision. C'est ensuite la mobilité de leurs canons de montagne *(Eselskanonen)* qui, transportés à dos de mulet dans les positions les plus inaccessibles, projettent sur l'infanterie ennemie une pluie de projectiles et disparaissent avant même qu'il ait été possible de les repérer. Obsédés sans doute par le souvenir des fâcheuses expériences faites dans la lutte contre d'aussi rudes adversaires, les combattans allemands en arrivent à voir des Alpins partout où ils rencontrent une résistance particulièrement tenace (2).

Leurs sentimens d'admiration n'ont d'ailleurs rien d'exclusif; il faudrait, pour être complet, pouvoir recueillir et citer les expressions laudatives qu'ils emploient pour parler des autres corps français avec lesquels la guerre les a mis en contact : les zouaves, les « bleuets » ou coloniaux, les aviateurs « qui n'ont pas froid aux yeux, » et même la cavalerie composée « de beaux gars selon le type prussien (3). » Il suffit de ces quelques

(1) Marschner, p. 60; Kutscher, p. 69; Thümmler, p. 38; Ganghofer, p. 203.

(2) *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, IV, pp. 120, 143, 159; Wiese, pp. 12, 39, 115; Thümmler, XV, p. 25 et XXVIII, p. 13.

(3) Thümmler, pp. 11, 30 et XXX, p. 7; Krack, p. 177.

exemples pour montrer comment ils ont été amenés malgré eux à rendre hommage à des adversaires qu'ils affectaient au début de tenir pour négligeables. L'expérience de la guerre leur a-t-elle fait également apporter quelques retouches au portrait flatté qu'ils nous traçaient de leur propre armée?

II

Ils nous donnent d'abord, sur les mobiles qui ont entraîné leur pays à la guerre, une version un peu différente de la thèse officielle, dont plusieurs d'entre eux s'étaient faits les interprètes. Une lettre d'étudiant, datée du début des hostilités, contient cette phrase suggestive : « Aujourd'hui comme auparavant, cette effusion de sang m'apparaît comme une terrible énigme (1). » Est-ce là le langage d'un homme assuré de défendre contre une injuste agression « ses biens les plus sacrés? » D'autres parlent un langage plus clair : « Nous nous battons, écrit Kutscher, pour la domination universelle de la culture allemande, de l'esprit allemand, dont l'heure a sonné de nouveau : » pensée qu'un officier traduit sous une forme plus familière en reproduisant le vieux proverbe : « C'est au germanisme qu'il appartient d'assainir le monde *(An deutschen Wesen soll die Welt genesen).* » Encore ne s'agit-il ici que de conquêtes morales. D'autres déclarations trahissent des convoitises toutes matérielles. Quand un jeune marin salue la nouvelle de la guerre par cette exclamation : « Vive Guillaume II, Empereur de l'Europe ; » quand un soldat se déclare heureux et fier de prendre les armes « pour la plus grande Allemagne ; » quand un de ses camarades, cantonné près de Verdun, parle avec orgueil de cette terre qui a été allemande jusqu'à la Meuse et qui doit le redevenir ; quand un étudiant résume la portée de la guerre par ce cri : « En avant pour être puissance mondiale! » il semble que ces divers témoignages nous entraînent bien loin de la légende d'une Allemagne pacifique, contrainte à la lutte par le souci de sa défense (2).

Après l'innocence de leur pays dans les responsabilités de la conflagration européenne, ce que les auteurs de mémoires

(1) Witkop, p. 64.

(2) Kutscher, VIII, p. 21 ; Wiese, pp. 163, 251 ; Thümmler, II, p. 28 ; *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, IV, p. 224 ; Witkop, p. 104.

militaires allemands semblent avoir le plus à cœur de proclamer, c'est la résolution avec laquelle il a accepté une guerre déclarée contre ses intentions, c'est son enthousiasme patriotique, sa haute tenue morale, sa confiance illimitée dans la valeur de son armée comme dans l'issue finale de la lutte. Sur ce point encore, on peut constater de singuliers écarts entre la réalité et la légende officielle. S'il est vrai d'abord que l'ardeur du patriotisme ne se mesure pas à l'exaltation du succès et que l'adversité seule permette d'en éprouver la trempe, l'invasion de la Prusse orientale au début des hostilités peut nous renseigner sur le degré de résistance morale des populations. Elle a offert à tous les témoins le spectacle de la plus honteuse panique et des scènes les plus pénibles pour leur amour-propre national. Elle a d'abord été facilitée par des actes de trahison que l'un d'eux déclare ne pouvoir rapporter sans que la rougeur lui monte au front. Près de Stallupönen, c'est un meunier qui fait des signaux aux Russes avec les ailes de son moulin, sur lesquelles on le trouve ensuite attaché et fusillé ; près de Gumbinnen, c'est un aubergiste qui pratique en leur faveur l'espionnage ou même un fonctionnaire qui reçoit d'eux 40 000 roubles pour prix de ses « services. » L'attitude générale de la population ajoute à l'effet produit par ces défaillances individuelles. A la première apparition des Cosaques dans les villages de la frontière, où ils se sont d'ailleurs bien comportés, les stations de chemin de fer sont assiégées par d'interminables caravanes de fuyards, assiégeant à coups de poing les trains dirigés vers l'intérieur; certains d'entre eux profitent du désordre général pour piller les maisons abandonnées ou arracher leurs provisions de route à ceux qui en sont plus abondamment pourvus. A Kœnigsberg, protégée pourtant par de puissantes fortifications, des propriétaires prudens arborent déjà sur leurs maisons des drapeaux blancs, dans l'espoir de les voir épargnées par les envahisseurs. Symptôme plus grave : dans presque toutes les localités, les autorités et les notables ont donné l'exemple de la fuite, abandonnant à elles-mêmes des populations auxquelles leur départ enlève tout ressort moral (1). Cette attitude est-elle d'un peuple qui se proclame supérieur à tous les revers et cuirassé contre toutes les faiblesses?

(1) Thümmler, I, p. 10, III, p. 21, VI, pp. 27-28, X, pp. 18-19 ; Wiese, pp. 126-129; *Was ich in mehr als 80 Schlachten erlebte*, pp. 19, 61, 82.

Cette épreuve passagère une fois traversée, a-t-il retrouvé au moins cet équilibre moral dont il se plaît à revendiquer le monopole? On pourrait en douter à voir avec quelle insistance Ganghofer ne cesse de dénoncer chez ses compatriotes cette « impatience nerveuse *(nervöse Ungeduld)*, qui trop souvent s'égare en bavardages dépourvus de sens, ou en jugemens malveillans et injustes sur l'armée et ses chefs. » Ce n'est pas une fois, mais vingt fois que de pareilles expressions reviennent sous la plume de cet écrivain (1). — Une autre preuve de l'inconsistance de l'opinion, c'est sa facilité à admettre sans contrôle les nouvelles les plus invraisemblables. C'est devenu chez les combattans allemands un lieu commun que de railler les fanfaronnades qui remplissent les colonnes des gazettes françaises ou belges. « On ne pourrait se les imaginer, écrit l'un d'eux, si l'on ne les avait lues de ses yeux (2). » Mais que dire alors de leurs propres journaux? Le texte en apparaît à Kutscher tellement « truqué et censuré » que la lecture lui en inspire un insurmontable dégoût et porte sur les nerfs de ses compagnons d'armes : « Se voir arrêter et canarder sans merci devant Reims, avoir chaque jour une attaque à repousser et lire ensuite en caractères gras, dans les feuilles publiques, que Reims est tombée sans combat et qu'on y a fait un gros butin, c'est là me demander plus que je n'en puis supporter (3). »

Plus fantastiques encore sont les nouvelles qui, sans avoir été recueillies par les journaux, trouvent du crédit dans les rangs de l'armée : passage et arrestation en Allemagne d'automobiles françaises transportant en Russie des *milliards* en or; déclarations de guerre successives de l'Italie à la France, de la Suède à la Russie et des États-Unis à l'Angleterre; capture de 35 000 Français avec 105 canons à la bataille de l'Ourcq; suicide du général von Emmich, auquel l'Empereur aurait âprement reproché les lourdes pertes subies par son corps d'armée : tels sont les bruits divers dont Kutscher se fait l'écho. D'autres sont plus absurdes encore : un soldat explique les difficultés rencontrées dans la guerre des Vosges par les travaux de fortification que les Français auraient opérés *en pleine paix* en territoire allemand, sur des terrains de chasse loués par leurs offi-

(1) Ganghofer, pp. 82-84, 102, 113, 131, 136, 138, 172, 207.
(2) *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, IV, p. 100.
(3) Kutscher, p. 138; Cf. pp. 130, 146, 182, 219.

ciers (1)! La faveur que rencontrent ces légendes révèle chez ceux qui les acceptent une confiance bien limitée dans l'avenir, car une nation qui se sent si sûre de la réalité n'éprouve pas le besoin de se repaître de pareilles chimères. A passer en revue ces symptômes multipliés d'un même malaise moral, l'on voit peu à peu le peuple allemand descendre de ce piédestal d'héroïsme où il lui plaisait de se hausser et l'on ne peut s'empêcher de trouver une part de vérité dans cette boutade d'un grincheux qu'on félicitait de vivre dans une « grande époque. » « Grande époque! Je ne vois autour de moi que petitesse, soif du gain et labeur de l'effort (2)! »

Plus encore que ceux de la population civile, les mérites de l'armée allemande ont été exaltés à l'envi par ceux qui ont pris part à ses luttes. Ils la représentent comme sans rivale par son organisation matérielle et son excellent esprit. Les éloges dithyrambiques qui lui ont été adressés ne comportent-ils pas quelques réserves? On aurait sans doute mauvaise grâce à ne pas lui reconnaître cette perfection de préparation technique qui constitue sa supériorité la plus incontestée. Il est pourtant permis de faire remarquer que, de l'aveu même des intéressés, le fonctionnement de divers services (notamment la poste de campagne et le ravitaillement) a laissé beaucoup à désirer; que certains corps se sont vus parfois menacés de famine, n'étant pas suivis par leurs cuisines roulantes; que d'autres, n'en ayant pas reçu, ont dû en improviser avec des chaudrons pris aux paysans; qu'enfin les artilleurs, si fiers de leur réputation, ont parfois écrasé de leurs feux leur propre infanterie. Il vaut mieux mettre ces insuffisances matérielles sur le compte des embarras inséparables d'une rapide entrée en campagne et s'attacher à rechercher si l'état moral de l'armée s'est toujours, comme on voudrait nous le faire croire, maintenu égal à lui-même, à une hauteur où il défiait toutes les surprises. Ce qui frappe au contraire quand on en suit l'évolution, c'est une instabilité continuelle, marquée par de fréquentes alternatives d'exaltation et de découragement, et très éloignée de cet imperturbable optimisme qui aurait fait la force principale des troupes allemandes (3).

Tout au début, la nouvelle de la guerre inspire à leurs divers

(1) Kutscher, pp. 6, 15, 16, 17, 42, 81, 111; Thümmler, V, p. 26 et VI, p. 8.
(2) Reinhardt, p. 95.
(3) Gottberg, pp, 24, 48, 59; Hoecke, p. 43; Marschner, pp. 23, 63; Kutscher, p. 74.

élémens des sentimens assez contradictoires. Si elle allume des éclairs dans l'œil des officiers de carrière, elle arrache des larmes à beaucoup de réservistes, plus préoccupés de leurs familles que de la gloire qui les attend. Et si, plus tard, le transport des troupes à la frontière se transforme en voyage triomphal, l'abondance des boissons qui leur sont distribuées entre pour beaucoup, de l'aveu même d'un officier, dans l'enthousiasme qu'elles éprouvent ou qu'elles soulèvent (1).

Les pertes terribles qu'elles supportent dans les premiers combats livrés sous Liége apportent un premier correctif à leur exaltation; mais bientôt la rapidité inespérée de leur marche en pays ennemi et l'ivresse de la victoire chèrement achetée de Charleroi ouvrent à leur imagination des perspectives illimitées, leur inspirent des illusions tout à fait disproportionnées à la valeur des premiers succès obtenus. Au corps d'armée saxon, on annonce coup sur coup, dès le 26 août, la chute de Belfort, la prise de six forts de Paris, une grande bataille navale devant Héligoland, un armistice avec la Russie réduite à composition. Les Français paraissant incapables d'une plus longue résistance, on ne s'occupe plus que de supputer, en l'élevant chaque jour davantage, le chiffre de l'indemnité de guerre à leur réclamer : « Aucun homme parmi nous, écrit Marschner, n'avait le moindre doute que les cloches de la paix ne dussent sonner dans deux semaines, ou dans trois tout au plus (2). » De la frontière de Lorraine, un soldat brunswickois invite (24 août) sa femme au « bal de la victoire » qui doit avoir lieu dans quatorze jours à Versailles; et les vieux landwehriens eux-mêmes se lamentent de manquer peut-être cette fête. Dans le régiment de Kutscher, on annonce dès le 2 septembre la conclusion de préliminaires de paix, la France offrant 12 milliards et demi et l'Allemagne en réclamant 25; les officiers discutent entre eux s'ils choisiront la mer ou la montagne pour aller se reposer de leurs fatigues (3).

On sait de quelle hauteur la bataille de la Marne fit tomber ces présomptueuses espérances. Quelle impression produisit-elle sur ceux qui en supportèrent le plus directement le contre-coup? La vigilance de la censure ne nous a laissé pour éclaircir

(1) Gottberg, pp. 13-14; Krack, p. 12.
(2) Marschner, p. 25 seq.
(3) Thümmler, II, pp. 22, et V, p. 25; Kutscher, pp. 76, 80, 82.

ce point que de bien rares témoignages, mais l'un d'eux est singulièrement révélateur. C'est celui de Marschner, dont le corps, après s'être avancé à marches forcées jusqu'au camp de Mailly, doit rétrograder le 10 septembre avec toute l'armée, sous le regard railleur des habitans de Châlons. Bien que ses camarades et lui ignorent encore les causes d'une retraite qui leur a été représentée comme une manœuvre stratégique, il avoue qu'elle exerce sur eux une influence « déprimante » et que, sous la pluie battante, ils cheminent la tête baissée, « comme les grenadiers de Heine. » Quand enfin ils s'arrêtent près de Prosnes, avec quels sentimens accueillent-ils l'ordre de se retrancher et de tenir? « Nous nous regardions en riant d'un air entendu, et nous étions persuadés que la matinée suivante, si ce n'est le soir même, nous serions forcés d'évacuer la position (1). » Il a donc suffi d'un recul de deux jours pour détendre le ressort moral de l'armée et ébranler cette belle confiance qui faisait son orgueil. N'est-ce pas là un présage favorable pour le jour où de nouveaux revers contraindront les Allemands à reprendre le mouvement de retraite interrompu en septembre 1914?

Après la bataille de l'Aisne, où ils se voient réduits à se défendre, l'occupation de la Belgique occidentale, au cours d'une randonnée qu'un de leurs officiers qualifie d' « idyllique, » et bientôt après la prise rapide d'Anvers, la place forte la plus réputée de l'Europe, viennent provoquer en eux un nouvel accès de mégalomanie imaginative : « Hourrah pour la grande Allemagne! s'écrie alors un soldat de l'armée de siège. Nous allons conquérir le monde! » D'autres se voient déjà en route pour l'Angleterre et à la veille de faire à Londres une entrée triomphale (2). Leurs rêves de conquête devaient s'évanouir sur les bords de l'Yser.

A partir de ce moment, les fronts sont fixés pour longtemps et les troupes, n'ayant plus à exercer que l'héroïsme de la patience, éprouvent une désillusion qu'expriment les lignes suivantes, datées de l'Argonne et rendues presque prophétiques par de récens événemens : « L'espérance d'une fin rapide de la guerre est complètement disparue en nous. Verdun représente

(1) Marschner, pp. 66-71 ; Cf. Kutscher, pp. 88, 92, 97.

(2) Gottberg, p. 62 ; Wiese, p. 226 ; Krack, p. 43 ; Thümmler, XII, p. 26 ; *De deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, I, pp. 197, 255.

un puissant obstacle sur notre chemin et nous coûtera encore bien des sacrifices (1). » Pour terminer la guerre, on ne compte plus que sur la lassitude et la « nervosité » proverbiale des Français; pour tromper l'impatience de la paix, on s'évertue à en deviner la date, fixée d'abord au mois d'octobre, puis reculée à Noël, sur la foi des assurances formelles données par le général von Emmich à ses soldats. L'échéance de février, la plus lointaine que Kutscher eût jamais envisagée, étant passée sans amener le résultat désiré, on se rabat sur la prophétie de Ganghofer, pour lequel la guerre ne dépassera pas le onzième mois, tout au plus le douzième (2). La persistance de cette préoccupation, jointe à des plaintes multipliées sur la durée de la lutte, montre que si la discipline reste sans atteinte et le courage sans défaillance, l'élan initial est depuis longtemps brisé. Ces déceptions, sans cesse renouvelées et d'autant plus pénibles qu'elles succédaient à de plus larges espoirs, permettent de mesurer l'usure morale qui affaiblit peu à peu la valeur offensive de l'armée allemande. Son usure matérielle est plus sensible encore et pourrait être précisée par les chiffres de pertes que certains combattans ont cités pour les corps dont ils faisaient partie.

III

Le dépouillement de ces correspondances et souvenirs de guerre soulève une question qui s'impose d'elle-même au lecteur et le poursuit parfois comme une obsession. Y trouvera-t-il des traces de tous les excès dont se sont rendues coupables les troupes allemandes, surtout au début de la campagne? Il ne doit pas s'attendre sans doute à y recueillir des confessions analogues à celles dont le secret a été arraché à des « carnets de route » récemment publiés; mais telle est la force de la vérité qu'il y découvrira du moins des aveux involontaires, assez nombreux et assez accusateurs pour fournir les élémens d'un réquisitoire accablant contre les procédés de l'armée d'invasion.

(1) *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, IV, p. 280.

(2) Thümmler, XIII, pp. 13-15, XV, p. 24, XIX, p. 27, XXVII, p. 12, XXVIII, p. 15; Wiese, pp. 112, 160-164; Krack, pp 178-179; Kutscher, pp. 69, 80, 179, 192, 219; Reinhardt, p. 78; Ganghofer, p. 14.

Elle a d'abord été accusée et elle a voulu se défendre de tout piller sur son passage. « Par principe, déclare gravement Hoecke, l'armée allemande ignore le pillage. » Comment expliquer alors l'état de désolation des localités où elle a passé? Un soldat déclare qu'elles « ressemblent à un désert, » un autre qu'elles « présentent le même aspect que si une bande de brigands y avait séjourné. » Un troisième, plus sensible que ses camarades, avoue que ce spectacle lui donne envie de pleurer (1). Tous, d'ailleurs, excusent ces dévastations par les nécessités de la guerre; et comme l'hypocrisie germanique ne perd jamais ses droits, quelques-uns en rejettent la responsabilité sur les paysans français eux-mêmes, qui auraient profité du départ des propriétaires aisés pour vider leurs maisons : le caractère odieux de cette insinuation, reproduite pourtant par un général, n'en fait que mieux ressortir la puérile invraisemblance (2).

Dans les habitations mises à sac, tout n'a pu être anéanti par rage de destruction. Bien des objets de prix n'ont-ils pas été emportés par des soldats ou même des gradés peu scrupuleux? Pour protester contre cette injurieuse hypothèse, nous n'avons que cette affirmation tranchante de Sven Hedin : « Où un officier allemand a logé, il ne manque pas une tête d'épingle (3). » Avant de l'accepter, il faudrait prier l'auteur de se mettre d'accord avec Ganghofer, qui, pour rassurer l'Allemagne sur le sort de ses guerriers en campagne, fait une description enthousiaste du confortable trouvé dans le gourbi d'un capitaine d'artillerie. Petite table, fauteuils rococo, sofa de boudoir, rien n'y manque. Et comme le détenteur de ces objets de luxe ne les a pas apportés dans sa cantine, force est de croire qu'il a dû faire d'autres emprunts qu'une « tête d'épingle » aux logis où il a passé. Ailleurs, un officier de réserve détaille, dans une lettre à ses enfans, les tentures de soie, les tapis persans, les pendules de prix et même les photographies de famille qui font l'ornement de son installation dans la tranchée; il avoue avoir pris le tout dans un château voisin, mais en laissant sur la table un reçu pour le propriétaire absent : manière de libérer sa conscience qui a de quoi faire sourire tout autre lecteur qu'un

(1) Hoecke, p. 117; Wiese, p. 154; Thümmler, IX, p. 27, XIV, p. 3, et XIX, p. 5.
(2) Von Moser, p. 87; Gottberg, pp. 23 et 99; Hoecke, p. 40; Kutscher, p. 192.
(3) Sven Hedin, pp. 237 et 499-500.

Allemand (1). La cause paraît d'ailleurs entendue quand on lit dans les lettres du front des phrases comme celle-ci : « On fouille les maisons et l'on réquisitionne, comme on dit, tout ce qui y reste. En bon allemand, cela s'appelle voler; mais, que ce soit agréable ou non au propriétaire, nous n'en avons cure (2). »

Si dégradantes que nous paraissent ces habitudes de rapine, elles ont fait moins de tort encore à l'armée allemande que ses multiples atrocités : incendies de villages sans nécessité militaire ou exécutions de civils inoffensifs. La réalité même de ces attentats au droit des gens étant impossible à contester, leurs auteurs se sont bornés, soit à tenter de les excuser, soit à les laisser deviner par de troublantes réticences comme celles-ci : « Je ne peux et ne dois pas vous donner de détails plus circonstanciés : on ne me croirait pas; tout cela est si terriblement triste que je cherche à y penser le moins possible (3). » — Leurs récits présentent d'ailleurs une terrifiante monotonie, et celui de Marschner, le plus saisissant de tous, peut être cité comme type de tous les autres. Son régiment avait traversé toute la Belgique du Nord, très correctement accueilli par la population. Tout change à partir de Spontin, livré entièrement aux flammes parce que des coups de feu partis des maisons auraient coûté la vie à *trois* soldats allemands. Quand Marschner traverse le village, les hommes sont fusillés en tas dans un parc, tandis que leurs femmes, parquées avec leurs enfans dans une prairie voisine, entendent, muettes de terreur, le bruit des détonations. A partir de ce moment, l'obsession des « francs-tireurs » se tourne, chez les soldats allemands, en folie de carnage et de destruction. Pendant les cinq jours et les cinq nuits que dure la marche forcée de son régiment à travers la Belgique méridionale, Marschner voit, aussi loin qu'il porte la vue, les villages s'allumer comme des torches et se transformer en immenses brasiers, dont l'ensemble donne l'impression d'une mer de flammes. On lui saurait gré d'éprouver quelque émotion à la vue de ces scènes de cauchemar : elles ne lui inspirent que le désir de retrouver le *leitmotiv* du dernier acte de la *Walkyrie*, alors

(1) Ganghofer, p. 121 : Thümmler, XII, pp. 3-5. Ailleurs (Thümmler, VII, p. 6), un soldat dénonce comme un scandale sans précédent la conduite des Russes, qui, lors de l'invasion de la Prusse orientale, ont emporté des objets mobiliers dans leurs tranchées.

(2) *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, I, p. 106.

(3) *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, I, pp. 143 et 179.

que l'héroïne meurt au milieu de colonnes de feu. — Ce trait de sensibilité germanique rappelle celui de cet étudiant qui, pénétrant dans le château « horriblement dévasté » de Blamont, ne peut réprimer d'abord un frisson d'épouvante, mais se console en découvrant une partition intacte de *Tristan et Yseult* et déclare avoir passé des « heures inoubliables » en jouant au piano ce « chant de l'amour allemand (1)! »

Dans d'autres récits, analogues pour le fond à celui de Marschner, quelques détails particulièrement atroces ajoutent encore à l'impression d'hallucinante horreur qui s'en dégage. Ici, ce sont des villages dont la traversée a été rendue impossible par l'odeur de chair brûlée qu'ils exhalent; là, les rues sont obstruées par des cadavres d'habitans, dont le sang coule en ruisseaux sur les bords et parmi lesquels on remarque des femmes ou des enfans de quinze ans; ailleurs, c'est une ferme dans laquelle un soldat trouve une femme à l'air égaré, serrant sur son sein le plus jeune de ses quatre enfans, et n'ayant même plus la force de pleurer son mari étendu sur le seuil, la poitrine trouée d'une balle (2). On se lasse plus vite de lire le récit de ces cruautés que leurs auteurs ne semblent avoir éprouvé d'embarras à les avouer ; et l'on se demande par quelle aberration d'esprit ils auraient évité de les taire, s'ils n'avaient pour les justifier d'impérieuses raisons.

Ces raisons, toujours brièvement présentées d'ailleurs, se réduisent à une seule : d'après eux leurs rigueurs n'auraient été que des représailles contre les villages d'où l'on aurait tiré sur leurs troupes. L'examen le plus superficiel de leurs témoignages suffit à montrer la pauvreté de ce système de défense. Tout d'abord, leurs accusations contre la population civile sont presque toujours indirectes et présentées sous cette forme dubitative : « On nous dit, » ou « d'après ce qu'on nous raconte ici. » Quelques-unes sont franchement invraisemblables, telles que celle qui représente les femmes de Liége comme déversant sur les soldats allemands des torrens d'huile bouillante. Presque toutes demeurent d'une fâcheuse imprécision. Les coups de feu tirés sur les envahisseurs ont pu l'être, soit par des réguliers de

(1) Marschner, pp. 12-25; Witkop, pp. 14-15.

(2) Krack, pp. 23, 32; Wiese, pp. 118-119; Kutscher, pp. 45-47, 69; *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, IV, pp. 36, 69-70, 185, 228; Thümmler, II, p. 14, III, p. 24; VI, p. 12, XXVII, p. 29.

l'armée adverse, soit même par un de leurs propres soldats déchargeant son fusil par mégarde : le fait s'est produit à Mulhouse et a failli amener des exécutions en masse. A admettre même avec toutes ces conséquences la thèse allemande, à supposer que des civils aient pris part à la lutte et qu'ils n'aient pas le droit d'être traités en combattans, la disproportion paraîtrait en tous cas monstrueuse entre les effets de leur intervention et la rigueur de leur châtiment (1). D'une part, Gottberg remarque que la maladresse des tireurs ou la mobilité du but rendait le plus souvent inoffensifs les coups de feu essuyés, à leur entrée dans certains villages, par les avant-gardes cyclistes de son régiment. D'autre part, un soldat silésien, racontant son entrée dans un village, à la suite d'un combat victorieux, nous fait cet aveu édifiant : « Un coup part d'une maison : c'est le signal pour tout incendier. Ce n'est pas long : on brise les fenêtres des habitations, l'on jette à l'intérieur un torchon de paille allumé, l'on ajoute du bois et l'on n'a plus qu'à attendre. Nous avons de cette manière fait flamber encore quatre autres villages. Le soir, c'était comme une mer de flammes (2) ! » Ainsi cinq villages anéantis pour un seul coup de fusil, tiré probablement par un traînard ! Est-il un exemple plus typique pour montrer que ces abominables cruautés n'avaient en réalité pour objet que de satisfaire une instinctive rage de destruction ou de terroriser des populations inoffensives?

Ce qui tendrait à le prouver, c'est que la pratique en a longtemps survécu à l'exaltation de la lutte. Après la fin des combats livrés sous Liége, des patrouilles sont envoyées dans les villages environnans pour forcer les habitans à livrer, sous peine de mort, les armes qu'ils pourraient conserver dans leurs demeures. L'intrépide Hoecke avoue sans honte avoir fait fusiller ainsi, sous les yeux de ses parens, un adolescent coupable d'avoir été trouvé porteur d'un pistolet. A la fin de septembre, un mois après l'incendie de Louvain, il est encore défendu aux habitans de la ville de sortir après huit heures du soir : « Quiconque se laisse voir dehors après cette heure est aussitôt fusillé. » A la fin d'octobre, on jette dans une fosse qu'il a dû creuser lui-même le cadavre d'un jeune Belge soupçonné d'avoir « cherché

(1) Thümmler, I, p. 26, VI, p. 22 : *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, pp. 26, 136, 154.

(2) Gottberg, p. 66-67 ; Thümmler, V, p. 12.

à endommager » les communications télégraphiques. La population vit sous la terreur de si continuelles menaces qu'à Liége un soldat voit deux petits enfans agiter un drapeau blanc pour pouvoir traverser la rue sans être fusillés et que plus tard, lors de la marche à travers la Belgique occidentale, des femmes offriront leurs bijoux aux troupes d'invasion pour avoir la vie sauve (1). Gottberg, qui rapporte le fait, se scandalise fort de ces marques de défiance envers des guerriers qui ne sont pas des Barbares : son étonnement ne témoigne que de son inconscience.

IV

Avant de fermer les recueils où il a trouvé les élémens de cette enquête, le lecteur français est naturellement amené à se poser une question qui se présente à lui avec le caractère de la plus passionnante actualité. Quelle a été l'attitude des populations alsaciennes-lorraines dans la grande lutte dont leur pays était l'enjeu ? Les autorités allemandes ont affecté, au moins au début, de célébrer la fidélité de leur patriotisme germanique. Que faut-il penser de cette assertion intéressée ?

Les témoignages des combattans répondent d'eux-mêmes aux assurances officielles. Lorsque Gottberg arrive avec son détachement aux environs de Faulquemont, il est frappé de la mauvaise volonté des habitans et de leur répugnance à fournir de l'eau à ses soldats altérés (2). Il déclare même avoir rencontré à cet égard plus de complaisance de l'autre côté de la frontière française. Encore ne s'en étonne-t-il pas trop, ayant auparavant séjourné dans le Reichsland. Mais un soldat saxon venu en droite ligne de Chemnitz, au milieu des acclamations, se déclare tout surpris de n'avoir plus trouvé autour de lui, à partir de Sarrebrück, qu'un silence de mort, des regards chargés de haine, et comme la révélation d'un monde nouveau : « Mais ce ne sont pas là des Allemands, s'écrie-t-il naïvement, ce sont des ennemis ! » — Les jours suivans, le bruit court dans son régiment que, dans plusieurs villages lorrains, des coups de feu tirés sur la troupe ont nécessité des représailles : « Même la destruction de maisons anéanties avec tout leur

(1) Hoecke, pp. 26, 47 ; Gottberg, pp. 68-70 ; *Der deutsche Krieg in Feldpostbriefen*, I, pp. 71, 156; Thummler, I, p. 7, XIII, p. 15.

(2) Gottberg, pp. 28-31; Thümmler, III, pp. 4, 5.

contenu ne suffit point à ramener ces fanatiques à la raison. Des jeunes gens et des jeunes filles se félicitent d'avoir échappé aux bourreaux (c'est ainsi qu'on nous appelle). Ici l'on doit se faire un cœur d'airain. Nous procédons avec rigueur : l'on fusille quiconque se rend suspect, l'on arrête celui qui parle français et on le fusille aussi s'il fait mine de résister. Ç'a été pour moi une véritable satisfaction que de pouvoir descendre deux francs-tireurs près de Saint-Privat. » En admettant même que l'imagination du peintre ait ajouté quelques touches à ce tableau poussé au noir, son témoignage ne laisse guère de doutes sur les vrais sentimens des Lorrains.

L'Alsace a-t-elle offert au patriotisme germanique des spectacles plus consolans? Un landwehrien wurtembergeois, transporté par la voie ferrée d'Heilbronn à Neuf-Brisach, raconte comment il a cru entrer en terre ennemie lors de l'étape que son régiment franchit ensuite à pied en terre alsacienne : pas un cri de sympathie sur le passage de la troupe, aucune réponse à la question obligée : avez-vous vu les Français? Parfois même des rebuffades de la part des paysannes. C'est à Colmar, où réside une forte colonie allemande, que les soldats retrouvent la sensation de vivre dans leur propre pays. Tout au contraire, les Français ont été, lors de leur première entrée à Mulhouse, accueillis par des cris de « Vive la France! » et couverts de fleurs. Après leur retraite, leurs traînards ont reçu un asile chez des civils, notamment chez des ecclésiastiques, qui ont favorisé leur fuite. Plus tard enfin, lors de la poursuite, toutes les fois que des soldats allemands demandent leur chemin à un paysan alsacien, ils se voient infailliblement indiquer la route qui les fera tomber dans une embuscade ennemie. Comment s'en étonner d'ailleurs dans un pays où, de l'aveu de l'un d'eux, « les expressions usuelles, les mœurs et les coutumes sont restées françaises (1) ? »

Ils semblent d'ailleurs avoir d'autant moins sujet de se scandaliser de cet état de choses qu'eux-mêmes nous en donnent les raisons en même temps qu'ils en notent les manifestations. Hans Bartsch, rencontrant un Alsacien aisé en chemin de fer, cherche à exercer sur lui son ardeur de propagande pangermaniste, et se met à lui vanter les mérites de l'administration

(1) Thümmler, III, p. 9 et VI, p. 9; Krack, pp. 50-51.

allemande, « si supérieure par sa profonde moralité au régime parlementaire français. » « Qu'ils nous administrent tant qu'ils veulent, répond tout doucement l'Alsacien, mais qu'ils ne nous rudoient pas. » Cette repartie laconique trouve son commentaire le plus expressif dans une petite histoire, racontée sans nul embarras par un soldat qui s'en croit le héros. Assistant en Alsace au passage d'un train de prisonniers français, il voit une toute jeune fille offrir à l'un d'eux une friandise. Il la lui arrache des mains, punit son inconvenance par un soufflet retentissant et y ajoute une mercuriale publique et bien sentie, renouvelée ensuite à la mère de l'enfant. Loin de rougir de ce mouvement de brutalité, il s'enorgueillit d'avoir inauguré une nouvelle méthode de ce qu'il appelle « l'éducation populaire en pays-frontière » *(Grenz-Volkserziehung)* (1). Sans qu'il s'en doutât peut-être, son geste symbolisait l'esprit et expliquait l'échec de toute une politique.

Ajouté à tant d'autres, ce trait peut servir à compléter la physionomie morale des paladins de l'Allemagne moderne et permet en même temps de préciser par un dernier exemple le genre d'intérêt que présente pour nous le dépouillement de leurs souvenirs et de leurs lettres du front. Si la lecture en semble en maintes rencontres pénible, elle ne cesse pas d'être instructive et elle devient même parfois, lorsqu'on la poursuit jusqu'au bout et jusqu'au fond, plus réconfortante qu'on ne se le serait imaginé. L'on ne tarde pas à y discerner certaines vérités qu'aucune censure au monde n'est assez forte ni assez habile pour étouffer. L'on y découvre sans peine, sous les prétentions qui y apparaissent d'abord, des aveux ou même des réticences par lesquelles se trahissent les véritables sentimens des combattans allemands, les crimes qui ont souillé leurs armes, les faiblesses morales qui condamnent leurs premiers succès à rester sans lendemain. C'est en ce sens que leurs témoignages, destinés à devenir précieux pour les historiens futurs, ne le sont pas moins pour les témoins de la guerre actuelle; si les uns doivent y trouver un jour des raisons de comprendre, les autres peuvent en retirer dès maintenant des motifs d'espérer.

ALBERT PINGAUD.

(1) Bartsch, p. 266; Thümmler, VI, p. 9.

LES

EMPRUNTS DES BELLIGÉRANS

Le côté financier de la guerre n'est ni le moins important ni le moins intéressant. Nous l'avons examiné à plusieurs reprises dans la *Revue*. Nous y revenons aujourd'hui pour dégager un des élémens essentiels des budgets des belligérans, l'emprunt. Quelle que soit, en effet, la méthode suivie par les États qui participent à la formidable lutte, aucun d'eux ne peut échapper à la nécessité de s'endetter. Les plus énergiques établissent de nouveaux impôts ou augmentent le taux des taxes existantes; mais tous font appel au crédit, c'est-à-dire grèvent l'avenir en vue d'obtenir des ressources immédiates. Si jamais d'ailleurs cette hypothèque prise sur les générations futures a été justifiée, c'est bien aujourd'hui, où nous combattons pour la liberté, l'indépendance, l'honneur, en un mot pour tout ce qui fait le prix de la vie, et sans quoi l'existence de nos enfans et de nos petits-enfans ne serait que honte et misère. Il est donc inutile de discourir longuement pour expliquer la légitimité de nos emprunts et de ceux de nos alliés. Nous allons en exposer la série depuis le mois d'août 1914, isolant ainsi, dans une étude spéciale, une partie des opérations financières exécutées au cours des vingt-huit premiers mois de guerre. Nous compléterons notre travail par quelques renseignemens sur ce qui s'est fait à cet égard chez nos ennemis.

I. — FRANCE

Lorsque la guerre éclata, la France venait de contracter un emprunt 3 et demi pour 100 amortissable, qui avait été mis en souscription le 7 juillet 1914 au prix de 91 et couvert un très grand nombre de fois.

Dès le début du conflit, il apparut que notre Dette allait s'augmenter, et cela sous des formes multiples. En premier lieu, le gouvernement s'adressa à la Banque de France et à la Banque de l'Algérie, en vertu de conventions antérieures qui recevaient leur application par le fait même de l'entrée en campagne. En second lieu, le ministre fut autorisé à placer des Bons du Trésor et des obligations à brève échéance, sur les marchés français et certains marchés alliés ou neutres. En troisième lieu vinrent les emprunts en rentes consolidées. En quatrième lieu, les emprunts contractés directement sur les marchés du dehors en monnaies étrangères. Enfin, en cinquième lieu, les emprunts de titres à des capitalistes français, avec lesquels sont intervenues des conventions dont nous exposerons le mécanisme. Reprenons successivement ces divers points.

Banque de France. — Depuis plus d'un demi-siècle, le Trésor était débiteur, vis-à-vis de la Banque de France, d'une avance permanente qui, fixée d'abord à 60 millions en 1857, avait été élevée à 140 millions en 1878, à 180 millions en 1896 et finalement à 200 millions en 1911. Depuis 1897, ce prêt est accordé gratuitement, c'est-à-dire sans rapporter d'intérêt à la Banque. Les conventions préparées en 1911 et rendues publiques en août 1914 obligeaient la Banque à faire au Trésor une autre avance de 2900 millions. Les 2900 millions furent portés à 6 milliards le 21 septembre 1914 et à 9 milliards le 9 mai 1915. Le taux de l'avance est fixé à 1 pour 100 l'an jusqu'à l'année qui suivra la conclusion de la paix ; après cette date, il sera élevé à 3 pour 100, les 2 pour 100 supplémentaires devant être appliqués en première ligne à l'amortissement des pertes éventuelles subies par la Banque, du chef de son portefeuille moratorié.

C'est la limite actuellement fixée. Au 23 novembre 1915, le total prélevé par l'État était de 6 500 millions.

Parallèlement, la Banque de l'Algérie, tenue en vertu des conventions de 1911 à avancer 100 millions, s'est engagée, au mois de mai 1915, à porter ce chiffre à 300 millions, dont le Trésor n'a encore prélevé qu'une fraction.

Bons de la Défense nationale. — En tout temps le ministre des Finances est autorisé à émettre, pour les besoins courans de la Trésorerie, des Bons dont l'échéance ne dépasse pas une année, et dont, aux époques normales, la loi annuelle du budget fixe le maximum. Le Parlement a autorisé, pour la durée de la guerre, la création de Bons à 3, 6 ou 12 mois, qui portent le nom de Bons de la Défense nationale. Ces Bons rapportent un intérêt de 4 pour 100 lorsqu'ils sont à 3 mois, de 5 pour 100 lorsqu'ils sont à 6 ou à 12 mois. Ils sont rapidement devenus populaires et constituent aujourd'hui l'emploi favori des fonds de roulement d'un grand nombre de sociétés et de particuliers. La valeur en est encore rehaussée par le fait que, dès qu'ils n'ont plus que trois mois à courir, ils sont escomptables par la Banque de France : à partir de ce moment-là, ils sont donc, pour le détenteur, l'équivalent d'un billet de banque, avec cette différence qu'ils rapportent intérêt. A l'heure où nous écrivons, il circule une dizaine de milliards de Bons de la Défense nationale.

Obligations 5 pour 100 de la Défense nationale. — Entre les capitalistes qui ne peuvent ou ne veulent faire qu'un emploi temporaire en conservant pour ainsi dire la disponibilité immédiate de leurs fonds, et ceux qui au contraire recherchent un placement à longue échéance, interdisant au besoin au débiteur de se libérer avant une certaine date, il en est une troisième catégorie qui, sans avoir besoin de rentrer rapidement en possession de leur argent, ne désirent pas l'immobiliser pour une période indéfinie, craignent de souscrire à des rentes perpétuelles dont l'État n'est pas tenu de rembourser le capital, et qui sont soumises de ce chef à des fluctuations de cote parfois considérables. Pour ceux-là, on a créé les obligations 5 pour 100 de la Défense nationale, remboursables au pair en 1920 au plus tôt, en 1925 au plus tard.

Emprunts en rentes consolidées. — Quelque faveur que les titres de la Dette flottante ou à court terme, en particulier les Bons de la Défense nationale, aient rencontrée chez les capitalistes, un gouvernement soucieux du lendemain ne saurait

laisser s'accroître indéfiniment le chiffre d'exigibilités à brève échéance. Il convient d'avoir recours aux rentes perpétuelles, c'est-à-dire celles dont le capital ne peut jamais être réclamé par le rentier et qui n'imposent à l'État emprunteur d'autre charge que celle d'en payer l'intérêt aux échéances convenues

Le premier emprunt de guerre en rente consolidée a été émis par nous en décembre 1915, sous forme d'une rente 5 pour 100 perpétuelle, c'est-à-dire dont le capital n'est jamais exigible par le créancier. Le débiteur, dans l'espèce le gouvernement français, s'est interdit jusqu'au 1er décembre 1931 l'exercice du droit de rembourser les rentiers, donnant ainsi à ces derniers la certitude de toucher pendant quinze ans un revenu rémunérateur, qui est de presque 5 3/4 pour 100. L'émission a été faite en vertu de la loi du 16 novembre 1915, qui exempte les rentes d'impôt.

Le total des rentes demandées a été de 756 millions, dont 496 souscrites ou centralisées à Paris, 230 en province, et 30 en Angleterre. Le chiffre de Paris comprend des souscriptions étrangères qui ont été envoyées directement à la capitale. Le capital nominal élevé à 15 130 millions, correspondant, au prix d'émission, et sous déduction d'une bonification consentie aux souscripteurs, à un versement effectif de 13 243 millions, qui ont été fournis à raison de 6 368 millions en numéraire, 2 227 millions en Bons de la Défense nationale, 3 192 millions en Obligations 5 pour 100 de la Défense nationale, 25 millions en rente 3 et demi amortissable, 1 430 millions en rente 3 pour 100 perpétuelle. Par suite de ces opérations, le capital des Bons restant en circulation au lendemain de l'emprunt était ramené au-dessous de 7 milliards, et celui des Obligations de la Défense nationale à 632 millions de francs. En rendant compte de l'opération à la Chambre dans sa séance du 13 janvier 1916, le ministre des Finances insistait avec raison sur l'excellence du classement de l'emprunt, c'est-à-dire sur le fait que la spéculation n'était intervenue en quoi que ce soit et que les rentes restaient dans le portefeuille de ceux qui les avaient demandées à l'État. Le nombre des souscripteurs a dépassé 3 millions.

Le second emprunt français en rentes consolidées a été émis en vertu de la loi du 15 septembre 1916, qui reproduisait en majeure partie les dispositions de celle de novembre 1915. Le

ministre des Finances a été autorisé à aliéner en 1916, au mieux des intérêts du Trésor, des rentes 5 pour 100 et à les inscrire au Grand Livre de la Dette publique. Les intérêts sont payables quatre fois par an, les 16 février, mai, août et novembre. Le capital n'est pas remboursable par l'État avant 1931, en sorte que les rentes de l'emprunt 1916 sont identiques à celles de la création de 1915 et sont cotées sous la même rubrique. Le prix d'émission a été fixé à 88,75; mais les souscripteurs qui ont versé immédiatement la totalité du prix ont reçu par avance le montant du coupon du 16 novembre, de sorte que, pour eux, le prix effectif a été de 87 francs 50. Les obligations et les Bons de la Defense nationale, ainsi que les rentes 3 et demi de 1914, ont été admises comme monnaie de souscription aux mêmes conditions que pour l'emprunt de 1915. Mais, cette fois, les porteurs de rente 3 pour 100 n'ont pas été autorisés à les utiliser comme monnaie de souscription.

L'emprunt de 1916 n'a pas eu un moindre succès que celui de 1915. Plus de 3 millions de souscripteurs ont demandé un capital de 11 milliards et demi, soit près de 600 millions de rente, c'est-à-dire une moyenne d'environ 185 francs par tête. Ainsi que l'a fait observer M. Ribot dans la séance de la Chambre des députés du 9 novembre, il a été apporté au Trésor autant de ressources nouvelles que lors de la première opération. La majeure partie des rentes ont été libérées, c'est-à-dire qu'un petit nombre de souscripteurs seulement ont usé de la faculté d'échelonner leurs versemens en quatre termes jusqu'au mois d'avril 1917. Le paiement a été fait à raison de 55 pour 100 en numéraire, dont 160 millions en or, 35 pour 100 en bons, 10 pour 100 en obligations 5 pour 100 de la Défense nationale, et, pour une fraction insignifiante, en rente 3 et demi pour 100 de 1914, dont la presque totalité est aujourd'hui convertie.

Le caractère commun des deux grands emprunts français est remarquable. Ils ont constitué au plus haut degré des opérations nationales, auxquelles le peuple tout entier s'est associé. Nulle part, déjà avant la guerre, le placement en fonds publics n'était entré aussi profondément dans les habitudes du public; nulle part, il n'existe une communauté d'intérêts plus étroite entre l'État débiteur et le citoyen créancier. En souscrivant les rentes, nos compatriotes se font en quelque sorte confiance à eux-mêmes. Maîtres d'administrer les finances par leur bulletin de

vote, ils savent mieux que personne quelle base inébranlable la richesse et l'honnêteté des habitans, la fertilité du sol et les ressources de toute nature donnent au crédit français.

Emprunts à l'étranger. — Les nécessités de la guerre font que nous avons beaucoup à payer au dehors. Nous importons des matières premières, des combustibles, des objets d'alimentation, des armes, des munitions. Les principaux pays qui nous les fournissent sont l'Angleterre et les États-Unis. Il était donc naturel de chercher à nous créer à Londres et à New-York des disponibilités, pour acquitter au moins une partie de nos dettes autrement qu'en expédiant de l'or ou en réalisant des titres. Telle fut l'origine des emprunts que nous avons contractés chez nos alliés et en Amérique. La première opération conclue dans ce dernier pays a été une émission de 500 millions de dollars, empruntés au mois de septembre 1915, conjointement par la France et l'Angleterre, qui ont participé chacune pour moitié au produit et aux charges de l'affaire. Les obligations, qui rapportent intérêt au taux de 5 pour 100 l'an, sont remboursables en 1920, ou convertibles à cette échéance, si les porteurs en font la demande, en titres 4 et demi pour 100. Ces titres 4 et demi seraient remboursables au plus tôt en 1930, au plus tard en 1940. Une seconde opération conclue aux États-Unis a porté à 1476 millions de francs le total des ressources que nous nous étions procurées de ce côté à la date du 31 juillet 1916. Elle a consisté en une ouverture de crédit consentie par un consortium des principales banques américaines. Depuis lors, des dollars ont encore été mis à la disposition du gouvernement français par l'intermédiaire de grandes sociétés industrielles ayant traité avec leurs correspondans d'outre-Atlantique.

Sur le marché de Londres, le gouvernement français a émis des Bons du Trésor, qui ont été placés au même taux que ceux de l'Échiquier anglais. Cette condition nous a d'abord été avantageuse, parce que, au début de la guerre, les Bons anglais coûtaient à l'emprunteur moins que les nôtres. La situation est inverse depuis quelques mois. Au 31 juillet 1916, nous avions négocié en Angleterre pour 2315 millions de Bons.

D'autres crédits ont été négociés chez certains pays neutres, auxquels nous avons demandé une partie des approvisionnemens que nous importons.

La nécessité de ces emprunts à l'étranger s'explique par

l'importance des paiemens que nous avons à faire au dehors. La moyenne mensuelle de ces débours, qui ne dépassait pas 250 millions de francs en 1915, s'est élevée six mois plus tard à 600 millions. L'exposé des motifs du projet de loi déposé en septembre 1916 prévoyait même que ce dernier chiffre serait dépassé. Il faut ajouter, disait ce document, « au montant des achats à payer à l'étranger, les sommes croissantes que représentent les intérêts des emprunts et des avances, et aussi les sommes qu'en échange de l'or que la Banque de France prête à la Trésorerie britannique et à la Banque d'Angleterre et qui lui sera restitué après la fin des hostilités, au moment où elle en aura besoin pour reprendre les paiemens en espèces, le Trésor français doit mettre à sa disposition pour les besoins du marché des changes. Cette opération s'exécute au moyen de l'escompte des Bons du Trésor en livres sterling, renouvelables pendant la guerre et pendant les années qui suivront immédiatement la conclusion de la paix. » Une nouvelle convention signée à cet effet, avec le gouvernement britannique, nous permet de faire face, dans une large mesure, à nos engagemens envers les pays qui sont nos principaux fournisseurs, et à maintenir la stabilité de nos changes.

Emprunts de titres étrangers à des capitalistes français. — Enfin il est une dernière opération effectuée par le Trésor français qui doit être enregistrée au chapitre des emprunts, c'est la remise, sollicitée par lui, de titres étrangers que les propriétaires lui prêtent aux conditions de l'avis publié par le *Journal officiel* du 5 mai 1916. L'idée maîtresse de cette combinaison, qui a été appliquée en premier lieu par le gouvernement anglais, est de fournir à l'État des valeurs mobilières, fonds publics, obligations ou actions de sociétés étrangères, qui lui permettent de se procurer des ressources dans les pays d'où émanent ces valeurs ou sur les marchés où elles sont négociables. En agissant ainsi, l'État ne fait qu'accélérer un mouvement qui doit se produire spontanément à des époques comme celles où nous sommes. Les milliards que, en d'autres temps, Anglais et Français ont placés au dehors, doivent être rapatriés. Les particuliers sont doublement incités à réaliser les titres de cette catégorie, acquis par eux pendant la paix; en effet, le change, devenu favorable aux pays étrangers, fait que les propriétaires obtiennent un bénéfice additionnel en vendant leurs

fonds dans une contrée dont la monnaie est en plus-value par rapport à celle de leur pays ; en outre l'élévation du taux de l'intérêt, chez eux, leur donne l'occasion de réemployer fructueusement les capitaux qu'ils rapatrient. Mais, si logique que soit ce mouvement, il n'englobe pas la totalité des titres disponibles. Beaucoup de possesseurs hésitent à s'en défaire ; d'autres ignorent le moyen d'entrer en communication avec ceux qui pourraient effectuer pour leur compte les opérations voulues. Les uns et les autres sont disposés à prêter leurs titres au Trésor, qui se réserve le droit de les acheter, mais qui, en fait, les restituera vraisemblablement à l'expiration des délais convenus.

Voici les conditions auxquelles le contrat se conclut pour une série de titres de diverse nature dont la liste a été publiée au *Journal officiel* et comprend des fonds américains, argentins, brésiliens, canadiens, danois, espagnols, hollandais, norvégiens, suédois, suisses, uruguayens, les valeurs de la compagnie de Suez, des chemins de fer espagnols et autres. Le prêt est fait pour une année, mais peut être continué, au gré du Trésor, pour deux autres années. Les prêteurs peuvent demander des certificats négociables en Bourse, leur permettant d'aliéner les titres, sous réserve des droits conférés par le contrat à l'État. Celui-ci se réserve le droit de vendre les titres, dont il paierait alors la valeur au prix fixé par le ministre des Finances, ou, si le vendeur le préfère, au cours le plus élevé du trimestre précédant l'annonce de rachat. Les propriétaires touchent leurs coupons, au change du jour, plus une bonification annuelle égale au quart des coupons calculés sans bénéfice de change. Cet avantage considérable est de nature à pousser la plupart des porteurs à remettre leurs titres au Trésor, puisqu'ils augmentent de 25 pour 100 leur revenu, sans courir d'autre risque que celui de se voir réclamer leurs titres à un cours qui, selon toute vraisemblance, ne serait pas défavorable.

II. — ANGLETERRE

La Grande-Bretagne est, de tous les belligérans, celui qui dépense le plus, et cela pour trois raisons. La première est qu'elle poursuit un double effort gigantesque sur mer et sur

terre. Il suffit de rappeler qu'une politique prévoyante lui a toujours fait maintenir une flotte de guerre égale à celle de deux autres nations quelconques, quelle que fût d'ailleurs leur puissance navale. Grâce à ce système qu'on a appelé le *two powers standard* (l'étalon des deux puissances), elle a conservé la maîtrise des mers pour elle et ses alliés. La seconde raison est que le Royaume-Uni est le pays du monde où les fonctionnaires civils et militaires sont le mieux payés : nulle part les soldats ne reçoivent en nature et en argent des allocations comparables à celles qui leur sont fournies par le *War Office* (ministère de la Guerre). Enfin, dès les premiers jours de la lutte gigantesque, nos voisins se sont déclarés prêts à venir financièrement en aide à leurs alliés. Ils ont avancé des sommes considérables à la Belgique, à la Serbie, à la Roumanie, et facilité des opérations de trésorerie à la Russie, la France et l'Italie. D'après une communication récente, le total de ces avances atteindra bientôt 800 millions de livres sterling. La livre sterling, unité monétaire anglaise, contient un poids d'or correspondant à 25 francs 20 de monnaie française. Par suite des paiemens incessans que nous avons à faire à Londres, le prix de la livre sterling, à Paris, s'est élevé un moment au delà de 28 francs. Il est encore aujourd'hui aux environs de 27 francs 80. Les prêts aux alliés constituent une source de dépense qui s'est ajoutée aux autres et qui achève d'expliquer pourquoi les débours journaliers de l'Angleterre oscillent entre 5 et 6 millions de livres sterling, c'est-à-dire, au change actuel, de 140 à 170 millions de francs environ. De pareils chiffres sont vertigineux et auraient paru invraisemblables avant que le conflit mondial éclatât.

Pour se procurer les ressources nécessaires, le Trésor anglais, qu'on désigne en général du nom d'Échiquier, a eu recours à des procédés semblables à ceux qui ont été pratiqués en France, avec deux différences notables toutefois, dont la seconde a d'ailleurs été une conséquence de la première. Il ne s'est pas adressé à la Banque d'Angleterre et ne lui a demandé aucune avance permanente : cet établissement a continué à escompter comme en temps ordinaire, certains Bons à courte échéance que le gouvernement est amené à lui présenter au cours de l'exercice budgétaire. Ces opérations portent sur des chiffres plus faibles que ceux du prêt fait par la Banque de France

à notre gouvernement. Point n'a donc été besoin de recourir à l'établissement du cours forcé, bien que, dans les premiers jours d'août 1914, la Banque eût été dispensée de l'obligation de rembourser ses billets en or. Mais comme aucun billet n'avait été émis par elle pour le compte de l'État, sa circulation ne s'est à aucun moment élevée au-dessus du niveau normal, et elle a pu, au moyen d'une encaisse qui se maintient, continuer à rembourser ses billets en métal.

Billets d'État. — Mais si le gouvernement anglais n'a pas eu recours à la Banque, il a éprouvé le besoin, comme tous les belligérans, d'augmenter le volume de la circulation fiduciaire. Il l'a fait, contrairement à ce qui s'est passé chez nous, par la création de billets d'État d'une livre sterling et d'une demi-livre (environ 28 et 14 francs au change actuel), désignés sous le nom de *currency notes*. Le but premier de cette émission, décidée le 6 août 1914, fut de venir en aide aux Banques, auxquelles le chancelier de l'Échiquier avait refusé d'accorder un moratorium. Afin de leur permettre de faire face à toutes les demandes de remboursement qui leur seraient adressées par leur clientèle, il offrit d'avancer, à celles qui en feraient la demande, une somme égale au cinquième des engagemens de chaque établissement, représentés par ses dépôts et ses comptes courans. Les sommes avancées portent intérêt en faveur du Trésor au taux d'escompte qui est en vigueur à la Banque d'Angleterre.

Telle fut la genèse de ces billets d'État, qui ne tardèrent pas à servir à d'autres besoins que celui en vue duquel ils avaient été créés. Les banques remboursèrent les avances qui leur avaient été faites, et cependant les billets d'État, non seulement restèrent en circulation, mais augmentèrent graduellement. Ils sont gagés par une encaisse d'or que le gouvernement a spécialement affectée à leur garantie; la différence entre cette encaisse et le total de la circulation représente la somme fournie de cette manière au gouvernement par le public. C'est un emprunt d'une nature particulière, dont le caractère n'apparaît pas aussi nettement que celui d'un titre de rente, et qui entraîne les inconvéniens résultant de cette ambiguïté. Des émissions de ce genre ne peuvent être indéfiniment multipliées. Ce qui met d'ailleurs celle du gouvernement anglais au-dessus de toute critique, c'est que les *currency notes* sont rembour-

sables à vue en or, comme les billets de la Banque d'Angleterre. Le total, à fin octobre 1916, atteignait 135 millions de livres; l'encaisse qui leur est spécialement affectée est de 28 millions et demi de livres en or.

Dette flottante proprement dite. Bons du Trésor. — Ces billets, remboursables à vue en or, constituent au premier chef une dette flottante. Mais la majeure partie de celle-ci consiste en obligations à échéance fixe souscrites par le Trésor et qui, en Angleterre comme dans les autres pays belligérans, ont servi et servent à couvrir une partie des dépenses de la guerre. Autrefois, les Bons du Trésor anglais étaient mis en adjudication dans la Cité et attribués à ceux des enchérisseurs qui se contentaient du taux le plus bas pour la quantité offerte par le chancelier de l'Échiquier. Depuis le 15 avril 1915, le système français a été adopté. Le public est informé du taux auquel il peut obtenir des bons, et il lui suffit de demander les sommes qu'il désire pour les obtenir, aussi longtemps du moins que les besoins du Trésor ne sont pas satisfaits. Sous l'empire de l'un comme de l'autre mode d'opérer, le taux auquel le gouvernement anglais a emprunté s'est graduellement élevé depuis le début de la guerre. A la date précitée, lorsque, pour la première fois, la trésorerie britannique offrit des bons à des taux fixes, ceux-ci étaient de 2 3/4 pour l'échéance trimestrielle, 3 5/8 pour l'échéance semestrielle, 3 3/4 pour celle de neuf mois. Aujourd'hui, le taux est de 5 1/2 pour 100.

Certificats de guerre à deux et cinq ans d'échéance. — En dehors des bons ordinaires qui n'ont qu'une clientèle restreinte, recrutée parmi les capitalistes indigènes et étrangers, le ministère anglais a cherché à intéresser les couches profondes de la population à ce genre de placement, qui jusqu'ici n'avait jamais été mis à sa portée. Il a créé à cet effet deux types d'obligations, qu'on peut qualifier de populaires, et qui consistent en certificats de dépenses de guerre et en certificats d'épargne de guerre. Les premiers sont à deux ans, les autres à cinq ans d'échéance. Moyennant un versement de 15 shillings, le souscripteur s'assure le remboursement d'une livre, c'est-à-dire 20 shillings. Au bout de 5 ans, il aura donc augmenté son capital d'un tiers.

Obligations de l'Échiquier. — Les obligations dites de l'Échiquier se distinguent des Bons du Trésor en ce qu'elles sont à

échéance plus longue, quelques années au lieu de douze mois au maximum et en ce qu'elles portent des coupons d'intérêt qui se détachent tous les semestres; pour les Bons du Trésor au contraire, l'intérêt est payé par anticipation au moment où ils sont remis à l'acheteur. Au mois de décembre 1915, par exemple, la Banque d'Angleterre, par l'intermédiaire de laquelle se font tous les emprunts d'État, annonçait qu'elle était autorisée par les Lords commissaires de la Trésorerie de Sa Majesté à recevoir les demandes de Bons de l'Échiquier : ceux-ci rapportent un intérêt de 5 pour 100 l'an, payable aux échéances semestrielles du 1er juin et du 1er décembre jusqu'à leur remboursement au pair, le 1er décembre 1920. Les coupures sont de 100, 200, 500, 1 000 et 5 000 livres sterling.

Lors des émissions futures à faire en vue de la guerre, à l'exception des titres de la dette flottante à court terme, ces obligations de l'Échiquier seront reçues au pair pour les souscriptions. Elles sont exemptes de l'impôt sur le revenu, tant pour le capital que pour les intérêts, si elles appartiennent à des personnes qui ne sont ni domiciliées, ni ordinairement résidentes dans le Royaume-Uni.

Emprunts consolidés. — Les emprunts dits consolidés émis par l'Angleterre ont été, comme chez nous, au nombre de deux : le 3 1/2 1914 et le 4 1/2 1915. Ni l'un ni l'autre n'ont été contractés en rentes perpétuelles. Le premier remonte au mois de novembre 1914. Selon l'habitude presque toujours suivie jusque là par les États emprunteurs, le total de la somme demandée au public était fixé à l'avance ; il était d'un montant de 350 millions de livres sterling. L'emprunt, émis au cours de 95, est remboursable au plus tard le 1er mars 1928, mais il peut être amorti dès le 1er mars 1925. Les souscripteurs avaient le choix de demander des certificats nominatifs ou des titres au porteur. Ces derniers constituaient une sorte de nouveauté dans la finance anglaise, habituée jusque là à ne guère connaître les rentes d'État que sous forme d'inscriptions nominatives. Ce n'avait été qu'en vue d'une introduction sur le marché français, dont les habitudes sont différentes, que les premiers titres au porteur de consolidés avaient vu le jour.

Cet appel fait au public anglais a eu un grand succès. « Nous avons réalisé, déclarait aux Communes M. Lloyd George, alors chancelier de l'Échiquier, le plus grand emprunt qui ait jamais

été émis dans le monde, et cela dans une période de difficultés sans précédent. » La Grande-Bretagne sortait de la crise financière la plus grave qu'elle eût connue. Le *moratorium* accordé aux débiteurs venait seulement de prendre fin, et le *Stock Exchange*, c'est-à-dire la Bourse, ce mécanisme puissant grâce auquel se plaçaient auparavant les emprunts, était fermé. Mais les grandes banques d'une part, le public de l'autre, ont assuré le succès de l'opération, qui a fourni à l'Échiquier les ressources dont il avait alors besoin.

C'est au mois de juin 1915 que l'Angleterre a émis son second emprunt consolidé. Cette fois, ce n'était plus le taux de 3 1/2 pour 100, mais celui de 4 1/2 qu'elle offrait aux souscripteurs ; mais, d'un autre côté, le prix d'émission était le pair et non plus 95 pour 100. Le montant de l'émission n'était pas limité comme la première fois : les souscripteurs étaient donc certains de recevoir la totalité de ce qu'ils demanderaient. Les titres sont remboursables, au gré du débiteur, à partir de 1925 et au plus tard en 1945.

Les souscriptions à l'emprunt 4 1/2 de 1915 se sont élevées à une somme qui aurait semblé invraisemblable avant que la présente guerre nous eût habitués à des chiffres hors de proportion avec ceux que le monde avait connus jusque là. 550 000 souscripteurs souscrivirent aux guichets de la Banque d'Angleterre, par l'intermédiaire de laquelle s'émettent tous les emprunts d'État et qui en assure le service pour le compte du gouvernement, 570 millions de livres, soit un peu plus de 1 000 livres par tête. 547 000 souscripteurs demandèrent, par l'intermédiaire des bureaux de poste, 15 millions de livres, soit environ 27 livres par tête. Ce dernier groupe est particulièrement remarquable, parce qu'il indique l'entrée en scène d'une catégorie de personnes qui naguère ne connaissaient pas les fonds publics.

La Grande-Bretagne, comme la France, a contracté des emprunts aux États-Unis, et elle a conclu avec les porteurs anglais de certaines catégories de titres étrangers des contrats analogues à ceux dont nous avons exposé le mécanisme en France. Elle a, au total, emprunté depuis le début de la guerre, sous des formes multiples, environ 75 milliards de francs.

III. — RUSSIE

La Russie a eu recours, comme nous, à l'emprunt fait à l'institut d'émission, à la Dette flottante et à la Dette consolidée. La première de ces opérations a été notablement simplifiée chez elle par le fait que l'émission des billets est confiée à un établissement d'État, la Banque de Russie, dont le capital de 50 millions de roubles est la propriété exclusive du Trésor. Dès lors, le ministre des Finances est le maître absolu de la Banque ; il n'a point à discuter avec elle les conditions d'opérations à intervenir entre elle et le Trésor ; il prend des arrêtés qui ont force de loi.

Avant d'aller plus loin, nous devons à nos lecteurs quelques explications sur la monnaie russe, le rouble, dont la valeur a besoin d'être définie pour l'intelligence des chiffres qui vont suivre. Sans remonter plus haut dans le passé, nous rappellerons que, vers la fin du XIXe siècle, grâce à une série d'opérations heureuses exécutées par les ministres Wychnegradski et Witte, le rouble papier, dont les fluctuations avaient été incessantes depuis plus de cent vingt ans, avait été transformé en un rouble or, dont la valeur avait été fixée à 2 francs 67 centimes de notre monnaie. Mais, sous l'influence de la guerre, qui a réduit les exportations de céréales russes, le cours du rouble s'est abaissé successivement jusqu'aux environs de 1 franc 75 centimes, cours actuel.

Lorsque, dans le présent chapitre de notre étude, nous parlerons du rouble, il est donc difficile de préciser la valeur que nous devrons lui assigner lorsque par la pensée nous le transformerons en francs. Il est toutefois une partie de la Dette pour laquelle aucune hésitation ne saurait se produire : c'est celle qui a été contractée à l'étranger en roubles or. Ici l'équivalence résulte du texte même des obligations : c'est au pair de 2 francs 67 que la supputation doit être faite.

Sous le bénéfice de cette observation préliminaire, passons en revue les trois catégories d'emprunts réalisés par l'Empire moscovite depuis le mois d'août 1914.

Les modifications successives apportées à la charte de la Banque ont permis à celle-ci d'augmenter peu à peu sa circula-

tion, qui était de 1 600 millions de roubles à la veille du cataclysme, jusqu'à 7 200 millions, chiffre du bilan du 8/21 septembre 1916. En face de cette circulation se trouve une encaisse de 3 700 millions, se composant de 1 650 millions déposés en Russie et de 2 050 millions chez les correspondans de la Banque à l'étranger. La proportion de l'encaisse métallique à la circulation est encore de plus de moitié, c'est-à-dire plus forte que chez les autres belligérans, l'Angleterre exceptée.

En dehors de cet emprunt à la circulation, le gouvernement russe a eu recours à la Dette flottante ; il a émis et émet encore des Bons du Trésor à courte échéance : le taux qu'il accorde en ce moment aux Bons à trois mois est de 5 pour 100.

Il a également émis à diverses reprises des emprunts intérieurs, qui ont chaque fois été largement souscrits. Ces titres se distinguent de la dette extérieure en ce que l'intérêt et le capital en sont payables en billets de banque, et en ce que les coupons sont sujets à un impôt de 5 pour 100. Le cours de ces titres est néanmoins favorable, puisqu'en ce moment le 5 et demi se tient aux environs de 95. Dès le 3/16 octobre 1914, un demi-milliard de 5 pour 100 avait été mis en souscription publique au cours de 94.

Depuis la guerre, la Russie n'a pas fait d'émission publique de rentes sur les places étrangères. Elle a conclu avec la France et avec l'Angleterre divers arrangemens, en vertu desquels des crédits lui ont été ouverts à Londres et à Paris. C'est ainsi que nous voyons figurer dans le bilan de la Banque de France un chapitre intitulé : « Bons de Trésors étrangers escomptés avec la garantie du gouvernement français, » qui comprend les engagemens de nos alliés des bords de la Néva. A Londres, des Bons russes 5 pour 100 à un an ont été offerts au public, une première fois, le 23 février 1915, à concurrence de 10 millions de livres sterling.

IV. — ITALIE ET ROUMANIE

L'Italie n'est entrée en campagne qu'au mois de mai 1915, mais elle s'était préparée, dès les premiers temps de la guerre, à toute éventualité. Sur le terrain économique, notamment, elle avait fait preuve d'une grande prévoyance, en établissant de

nouveaux impôts, en élargissant les cadres de sa circulation fiduciaire, en émettant un emprunt.

Suivant l'ordre adopté par nous pour chaque pays, nous étudierons les mesures prises par nos alliés de la péninsule en ce qui concerne d'abord les émissions de billets, puis la dette flottante proprement dite, enfin la dette consolidée. Nous rappellerons que l'unité monétaire italienne est la *lira*, équivalant, au point de vue monétaire, au franc français. Les pièces d'or et d'argent sont frappées au même poids et au même titre que les nôtres, en vertu de la convention dite de l'Union latine. Cette identité des monnaies métalliques n'empêche pas les écarts de change de se produire entre les deux pays, du moment où les billets ne sont plus remboursables en or. Actuellement, la *lira* perd environ 13 pour 100 de sa valeur par rapport au franc : elle oscille aux environs de 87 centimes.

La circulation fiduciaire italienne est double ; elle émane en partie des trois instituts d'émission : Banque d'Italie, Banque de Naples, Banque de Sicile, qui tiennent de la loi de 1893 le privilège d'émission. L'État émet les petites coupures de 10 et de 5 lire, les banques celles d'un montant plus élevé. Au 31 août 1916, le total des billets émis directement par le Trésor était de 1 200 millions de *lire*. La circulation des Banques elles-mêmes était en partie destinée à fournir des avances au gouvernement ; la limite en avait été élevée par des décrets successifs ayant pour objet précisément de procurer des fonds au Trésor. Cette circulation bancaire dépasse aujourd'hui 4 milliards. Remarquons à ce propos que, durant la guerre, le pouvoir exécutif a reçu du Parlement italien le droit de prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne conduite des affaires : c'est grâce à cette sage disposition que le Conseil des ministres a pu faire signer par le lieutenant général du royaume, remplaçant le Roi, qui est au front, des séries de décrets réglant toutes les questions économiques : emprunts, circulation, impôts.

L'Italie a eu l'énergie de mettre déjà pour 600 millions de taxes nouvelles, gageant ainsi amplement non seulement les emprunts déjà contractés par elle, mais une partie de ceux qui se préparent.

La dette flottante a fourni son contingent de ressources. Le Trésor a émis à la fois des bons à courte échéance et aussi des bons à 3 et à 5 ans. Les bons à court terme émis actuellement

rapportent 3 pour 100 lorsque l'échéance varie entre 3 et 5 mois, 3 1/4 lorsqu'elle s'étend de 6 à 8 mois, et 3 1/2 lorsqu'elle est comprise entre 9 et 12 mois. Quant aux bons à 3 et 5 ans, ils avaient déjà, lors de la guerre de Libye, servi à couvrir une partie des dépenses. Ces titres ont trouvé un excellent accueil auprès des banques et du public. Ils rapportent un intérêt de 5 pour 100. Au 30 juin 1916, il avait été émis pour 1 540 millions de bons triennaux et quinquennaux, échéant entre 1917 et 1921. Sur ce total, 1 079 étaient antérieurs à la guerre et 461 avaient été créés en vertu de la loi du 5 mai 1916 votée à la veille des hostilités. Un autre titre qui sert à alimenter les besoins du Trésor est le certificat de crédit des chemins de fer *(certificati ferroviari di credito)*. Ces obligations, plus spécialement gagées par le réseau de l'État qui comprend à peu près la totalité des voies ferrées de la péninsule, sont remboursables à 40 ans d'échéance ; elles comportent deux séries, dont l'une porte intérêt au taux de 3,50, l'autre à celui de 3,65 pour 100.

Dès le mois de janvier 1915, l'Italie avait émis un emprunt 4 1/2 pour 100 d'un milliard au taux de 97. Au mois de juillet suivant, elle a placé 1 145 millions de 4 1/2 à 95 ; enfin, au mois de janvier 1916, elle créa un 5 0/0, dont 3 milliards furent souscrits au prix de 97 1/2 pour 100, et contre lequel les souscripteurs des précédens emprunts avaient le droit d'échanger leurs titres, au prix d'émission. Les coupons de cet emprunt ont été exemptés de tout impôt présent et futur. L'État s'est interdit de le rembourser avant le 1er janvier 1926. Au cours des quinze années 1926-1941, le Trésor devra fournir les fonds nécessaires au remboursement de ces obligations qui seront rachetées sur le marché directement ou par l'intermédiaire d'une caisse spéciale d'amortissement gérée par la Caisse de dépôts et de prêts.

On peut enfin ranger parmi les emprunts de guerre celui que l'Italie a fait à la circulation métallique en augmentant la frappe des monnaies divisionnaires d'argent, dont la valeur nominale est à peu près double de la valeur intrinsèque. Les besoins des échanges justifiaient d'ailleurs cette mesure, qui a été prise par d'autres belligérans.

La Roumanie, avant d'entrer en campagne, s'était fait avancer par la Banque nationale plus de 300 millions de *lei* (le *lei* roumain équivaut à notre franc, sauf la perte au change

qui se produit aux époques où le billet cesse d'être remboursable en or). Elle avait émis un emprunt intérieur 5 pour 100 qui avait obtenu un très grand succès. Ce résultat était d'autant plus remarquable que, jusque là, la Roumanie avait pour habitude d'émettre ses rentes sur les marchés étrangers, notamment en Allemagne et en France.

V. — L'ALLEMAGNE ET LES AUTRES ENNEMIS

L'empire allemand a eu recours, comme la plupart des autres belligérans, aux trois modes d'emprunt, par voie de circulation fiduciaire, de la dette flottante proprement dite et des rentes consolidées. Elle en a ajouté un quatrième, celui de l'émission des billets des Caisses de prêt, qui sont une variante et une addition à la circulation préexistante de l'État et des banques d'émission proprement dites.

La circulation d'État se composait, avant la guerre, de 120 millions de *marks* de Bons de caisse de l'Empire *(Reichscassenscheine)*. Ce chiffre a été triplé. Les billets de banque émanent de cinq établissemens : la Banque de l'Empire *(Reichsbank)*, les Banques de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe et de Bade, autorisés à émettre du papier pour le triple de leur encaisse métallique. L'étalon était l'or, le *mark* ayant une teneur de métal jaune qui correspond à 1 fr. 24 centimes de notre monnaie. La juste méfiance qu'inspirent les finances allemandes a fait baisser le *mark* d'une façon continue, depuis le début de la guerre, sur les places neutres, où il est coté aux environs de 90 centimes, c'est-à-dire qu'il perd presque le tiers de sa valeur.

Un autre emprunt a été fait à la circulation par les Bons des Caisses de prêt que la loi autorise la Banque impériale à faire figurer dans son encaisse or et qui ne sont autre chose qu'une reconnaissance des gages mobiliers déposés par les cliens des Caisses.

L'Empire allemand a été le premier parmi les belligérans à émettre un emprunt. Dès le mois de septembre 1914, il offrait au public un milliard de *marks* de Bons du Trésor rapportant 5 pour 100 d'intérêt, remboursables de 1918 à 1920, et une rente 5 pour 100 perpétuelle, non remboursable avant le

1er octobre 1924, pour un montant indéterminé. Les deux catégories de titres furent émises à 97 et demi : ce cours représentait pour les Bons un revenu de 5,63 et pour la rente un revenu de 5,38 pour 100. Le résultat officiel de cette première opération a été une souscription de 4 460 millions de *marks*. Au mois de février 1915 a eu lieu une seconde émission, composée, comme la première, en partie de bons et en partie de rentes. Les bons du Trésor 5 pour 100 étaient stipulés remboursables par quart les 2 janvier et 1er juillet 1921, les 2 janvier et 1er juillet 1922. La rente 5 pour 100 était analogue à celle de la précédente émission. Le Gouvernement annonça cette fois que 9 milliards étaient souscrits. Le troisième emprunt en octobre 1915 a, toujours d'après des sources dont il nous est difficile de contrôler la sincérité, produit 12 milliards; le quatrième 10 milliards 3/4, et enfin le cinquième, au mois d'octobre dernier, 10 milliards et demi. C'est un total de 47 milliards de *marks* qui, au pair, représenteraient 60 milliards de francs, que l'Allemagne a empruntés en deux ans de guerre.

L'Autriche-Hongrie a suivi, dans la mesure de ses forces, une politique financière analogue à celle de son impérial et impérieux allié. Mais nous sommes, à Vienne et à Budapest encore moins qu'à Berlin, en mesure de suivre et de juger le développement économique de la guerre. L'un des élémens essentiels nous manque, le bilan de la Banque d'Autriche-Hongrie, qui a cessé d'être publié depuis le mois d'août 1914. Son système d'émission est analogue à celui de la Reichsbank allemande, avec cette légère différence que la proportion légale de l'encaisse est des deux cinquièmes au lieu du tiers. Mais il est bien évident que ce rapport a cessé d'exister depuis longtemps et que de larges emprunts ont été faits par le Trésor à l'institut d'émission. Une preuve indirecte de la faiblesse de la situation de la Banque d'Autriche-Hongrie nous est donnée par le cours de son billet. Alors que la couronne, unité monétaire de la Monarchie dualiste, vaut au pair 1 franc 5 centimes de notre monnaie, sa cote oscille aux environs de 65 centimes, c'est-à-dire qu'elle perd à peu près 40 pour 100 de sa valeur.

A l'instar de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie a également créé des Caisses de prêt de guerre, qui émettent des Bons et ajoutent ainsi un élément de plus à la circulation de papier du pays.

Plusieurs emprunts ont vu le jour. Chaque émission a été faite à peu près simultanément en Autriche et en Hongrie. On sait que les finances de la Cisleithanie et de la Transleithanie sont entièrement séparées les unes des autres; il existe des rentes autrichiennes et des rentes hongroises. A la fin de 1914, la Hongrie a émis une rente 6 pour 100, non remboursable avant le 1er novembre 1920, et l'Autriche des Bons 5 1/2 pour 100 remboursables en 1920, l'une et les autres au cours de 97 1/2 pour 100. Une seconde opération, au mois de mai 1915, a porté sur des Bons autrichiens à dix ans d'échéance offerts à 95 1/4, et sur des rentes hongroises : pour celles-ci, les souscripteurs avaient le choix entre un fonds 6 pour 100 et un fonds 5 1/2 offert à 90,80 pour 100.

Nous manquons de données précises sur les résultats de ces opérations et de celles qui les ont suivies. A diverses reprises, des tentatives ont été faites pour obtenir que l'Allemagne fournît des ressources à l'Autriche-Hongrie, comme elle en a procuré à la Turquie et à la Bulgarie. Cette dernière Puissance a contracté un emprunt à Berlin, à la veille de son entrée en campagne. Des envois d'or ont été faits à Constantinople au vu et au su de l'Europe.

VI. — CONCLUSION

Nous avons exposé dans leurs grandes lignes les opérations de crédit conclues depuis le début de la guerre par les principaux belligérans. Dès aujourd'hui, la Dette de chacun d'eux se trouve augmentée dans une proportion qui dépasse ce que l'imagination la plus audacieuse aurait pu rêver. A la fin de 1916, la France aura doublé sa dette consolidée, qui a passé à une cinquantaine de milliards, et contracté une dette flottante égale à la moitié de cette somme.

En Angleterre, nous trouvons des chiffres à peu près semblables. La Dette consolidée a plus que doublé, et la Dette flottante dépasse la moitié de la première. En Russie et en Italie, l'accélération a été moins rapide, mais elle n'en est pas moins considérable : chacune de ces Puissances a augmenté d'au moins 50 pour 100 ses engagemens antérieurs à la guerre. Quant à l'empire allemand, il a, de son propre aveu, décuplé sa Dette :

mais il faut nous rappeler qu'avant 1914, celle-ci était faible par rapport à celle des autres belligérans.

Ce n'est pas seulement l'énormité des capitaux empruntés qui est frappante, c'est le taux que les États débiteurs ont dû accorder à leurs créanciers. Bien que, depuis plusieurs années déjà, un renchérissement sensible du loyer de l'argent se manifestât, le déplacement provoqué sous ce rapport par les événemens actuels est le plus considérable qui se soit produit depuis plus d'une génération. D'une façon générale on peut dire que l'élévation de l'intérêt des fonds publics a varié entre 50 et 100 pour 100. La France émet un 5 pour 100 à peu près au cours auquel elle avait placé un 3 1/2 réduit par l'impôt à n'être qu'un 3,36. C'est presque, en 1914, un accroissement de moitié. L'Angleterre en dernier lieu a émis un 4 1/2 au pair. Au mois de juillet 1914, son 2 1/2 était coté à 75, c'est-à-dire qu'il rapportait 3 1/3 pour 100; le revenu s'est donc élevé en apparence de plus d'un tiers. Toutefois, ce calcul n'est pas exact, parce qu'il faut tenir compte de l'*income tax* (impôt sur le revenu), beaucoup plus élevé aujourd'hui qu'alors; en réalité, l'augmentation du revenu net n'est guère que d'un cinquième. Pour la Russie, la cote du 3 pour 100 a passé de 80 à 60, c'est-à-dire que le revenu s'est élevé de 3 3/4 à 5 pour 100. Le 4 pour 100 autrichien, coté aux environs de 80, se capitalisait à 5 pour 100, alors qu'aujourd'hui les deux moitiés de la monarchie ne trouvent pas de capitaux à 6 pour 100. Le 5 pour 100 ottoman est coté à 60, ce qui représente un revenu de plus de 8 pour 100. Celui des fonds italiens a passé de 3 1/2 à 5 pour 100.

Si, au lieu de considérer les rentes consolidées, nous examinons les Bons à court terme et les obligations qui constituent ce qu'on appelle la Dette flottante, nous trouvons des écarts encore plus sensibles. Les Bons du Trésor français ont passé de 2 à 5; ceux de l'Échiquier de 2 à 5 1/2. Les autres sont à l'avenant. De toutes parts, nous voyons s'établir pour les fonds publics des taux qui nous ramènent à l'époque où celui de 5 paraissait normal. Les neutres eux-mêmes, bien que n'étant pas directement entraînés dans la lutte, ont subi la loi de l'ambiance : la Suisse, la Hollande ont dû payer 5 pour 100. Cette dernière Puissance a émis, au pair en 1914, un emprunt de 275 millions de florins rapportant 5 pour 100. Une moda-

lité très curieuse de cette opération a été la suivante. Au cas où la somme demandée par le ministre des Finances, M. Treub, n'aurait pas été couverte par des souscriptions volontaires, les contribuables étaient obligés de souscrire en raison de leur revenu des sommes déterminées, et ils n'auraient reçu qu'un intérêt de 4 pour 100. La clause n'a pas joué. Depuis lors, à deux reprises au printemps et à l'automne 1916, les Pays-Bas ont pu emprunter à 4 1/2 pour 100, au pair.

Nous assistons donc, dans le domaine des fonds d'État, à une évolution économique des plus caractérisées, qui est d'ailleurs la conséquence inévitable de la guerre actuelle. Logiquement, nous devons même prévoir que le mouvement s'accentuera encore : car les besoins de la guerre sont loin d'être couverts et ceux de la paix ne seront pas moindres. On est effrayé à la pensée des sommes qu'atteindront les budgets des belligérans : au lendemain du cataclysme, ils seront, au minimum, le double de ce qu'ils étaient en 1913. Comment les populations supporteront-elles des charges pareilles ? C'est alors qu'il faudra, chez les hommes d'État chargés de gouverner les destinées des nations, une conception puissante des plans à formuler, une vision claire des nécessités de l'heure. Avec quelle méthode il conviendra d'étudier les diverses branches de l'activité nationale et de laisser aux initiatives privées le champ le plus vaste, de façon à leur permettre de faire prospérer l'agriculture, le commerce, l'industrie, la finance ! Combien il sera nécessaire de permettre aux contribuables d'employer librement leur activité, afin de pouvoir prélever, sur leurs bénéfices, une part qui suffise aux exigences du Trésor.

C'est surtout en prévision de cette « tâche de demain » que nous avons cru utile de mettre sous les yeux de nos lecteurs un tableau sommaire des engagemens déjà contractés, au cours des vingt-huit premiers mois de guerre, par les principaux belligérans. En évaluant leurs dépenses à 13 milliards par mois, c'est-à-dire à 150 milliards de francs par an, nous sommes au-dessous de la vérité. Les impôts et autres revenus ordinaires des budgets fournissent à peine un tiers de cette somme. C'est de plus d'une centaine de milliards de francs par an que s'augmentent les Dettes publiques. Chacun peut ainsi calculer, selon les prévisions qu'il fait au sujet de la durée de la guerre, le total auquel nous arriverons à l'époque où elle cessera. En tout

état de cause, il représentera une fraction notable de la fortune publique. Il sera, dès lors, nécessaire, pendant une longue période, de prélever sur les revenus de la nation des sommes considérables destinées à servir les intérêts, puis à commencer l'amortissement des capitaux empruntés. Les vainqueurs rétabliront l'équilibre bien plus vite que leurs adversaires, qui devront non seulement réparer leurs propres pertes, mais encore payer des indemnités ; le transport, de certains pays vers d'autres, de nombreux millions provoquera une rupture d'équilibre bien autrement grave qu'au cours des années qui suivirent la guerre de 1870 : il s'agit aujourd'hui de montans gigantesques, qui ne pourront pas ne pas avoir une influence profonde sur l'existence des nations intéressées et sur leur développement, au cours des prochaines décades.

Nous nous bornerons à signaler l'un des effets probables de ce monstrueux endettement. Il paraît certain que le Nouveau Monde va s'intéresser d'une façon de plus en plus active aux affaires de l'Ancien et que les États-Unis de l'Amérique du Nord, longtemps débiteurs de l'Europe, vont à leur tour devenir ses créanciers. Ils achèteront une proportion plus ou moins forte, — ils ont commencé à le faire, — des rentes anglaises et françaises déjà émises ou appelées à voir le jour, exactement comme, il y a un demi-siècle, les capitalistes de Londres et de Paris faisaient l'acquisition des obligations 6 pour 100 qu'émettaient le États fédéraux du Nord en lutte contre ceux du Sud. Souhaitons que les alliés d'aujourd'hui retrouvent aussi rapidement leur prospérité que le firent les Américains après la guerre de Sécession et qu'en une période aussi courte, ils rachètent les obligations qu'ils auront placées maintenant de l'autre côté de l'Atlantique. Notre énergie n'est pas inférieure à celle des habitans de la grande République. Suivons leur exemple en ce qui concerne la gestion de leurs finances, l'amortissement rapide de leur dette, et nous serons nous-mêmes surpris de voir avec quelle vigueur, dans tous les domaines, refleuriront la force et la beauté de la France.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

REVUE LITTÉRAIRE

UN FINANCIER SOUS LA MONARCHIE (1)

Dans la chapelle de la Sainte-Vierge, à Saint-Eustache et non loin du monument de Colbert, il y a sur la muraille une plaque de marbre noir où l'on voit, joliment gravées et marquées d'or, des armoiries et une inscription. Les armoiries montrent, sous la couronne de comte aux neuf perles, une ancre de navire et une étoile; un peu plus bas, la croix de Saint-Michel. Et puis : « Dans cette chapelle reposent les corps de Samuel Bernard, chevalier de l'un des ordres du roy, conseiller d'État, comte de Coubert, décédé le 18 janvier 1739 ; sa belle-fille Bonne de Saint-Chamans, épouse de Gabriel Bernard, président au Parlement de Paris, comte de Rieux, décédée le 9 novembre 1718 et inhumée avec son fils Gabriel François Bernard, mort à l'âge de onze jours le 11 novembre 1718. » Bonne de Saint-Chamans était la fille du trop aimable François de Saint-Chamans, officier aux gardes du corps et qui, en 1679, avait reçu mission de mener à Charles II, roi d'Espagne, la fiancée de ce roi, Marie d'Orléans, fille de Monsieur; la fiancée, voire l'épouse de ce roi, Mademoiselle d'Orléans l'ayant épousé par procureur à Fontainebleau devant que de quitter la France. Elle quittait la France à vif regret, de sorte

(1) *Histoire de Samuel Bernard et de ses enfans*, par E. de Clermont-Tonnerre (Champion, 1916). — Cf. Victor de Swarte : *Samuel Bernard, sa vie, sa correspondance* (Berger-Levrault, 1893); *Les financiers amateurs d'art* et *Samuel Bernard peintre du Roi*, etc., dans *Réunion des sociétés des Beaux-Arts des départemens*, années 1890 et 1893 (Plon) ; — Ernest Bertin, *Les mariages dans l'ancienne société française* (Hachette, 1879) ; — enfin, *Conversation de Mme la duchesse de Tallard*, dans *Tableaux de genre et d'histoire*, de F. Barrière (Paris, 1828).

que le chemin pour aller à son royaume lui parut court, et plus court de ce qu'en chemin, triste comme elle était, elle se lia d'amitié très secrète avec M. de Saint-Chamans. On le sut ; et, au retour, M. de Saint-Chamans, coupable de tendresse inopportune, reçut l'ordre de cacher son repentir ou sa rêverie dans son château de Méry-sur-Oise, de se marier là, de ne plus bouger de là. Et la petite reine d'Espagne, à Madrid, écrivait sur les glaces de son cabinet le nom de Saint-Chamans ; elle mourut dix ans plus tard, l'année même que naquit Bonne de Saint-Chamans, laquelle mourut à la naissance de cet enfant, Gabriel-François Bernard de Rieux. Le beau-père et le grand-père de la jeune femme et du petit enfant qui reposent ainsi que lui dans la chapelle de la Sainte-Vierge, à Saint-Eustache, c'est le magnifique Samuel Bernard, l'homme le plus riche de son époque, le banquier de Louis XIV et de Louis XV, le bailleur d'argent des armées royales et, à la fois, un traitant de génie, un Bourgeois gentilhomme, un Turcaret.

Mme la duchesse de Clermont-Tonnerre vient de lui consacrer un livre qui n'est ni sans défauts, ni sans attrait.

Ce gros personnage avait commencé très petitement et prouverait, s'il fallait encore le prouver, que, sous l'ancienne monarchie, l'on parvenait sans plus de difficulté qu'à présent. Il était le fils d'un Samuel Bernard, peintre du Roi, et le petit-fils d'un Noël Bernard qui est dit, dans le baptistaire de son troisième enfant, « maistre peintre au fauxbourg Saint-Germain. » Ces Bernard venaient d'Amsterdam. Ils appartenaient à la religion réformée. Et l'on a pu se demander s'ils n'étaient pas de race juive. Les juifs, depuis le XVIe siècle habitaient librement un quartier d'Amsterdam. Ce qui a vraisemblablement accrédité les origines israélites de Samuel Bernard, c'est une lettre de Voltaire. D'ailleurs, Voltaire n'avait pas toujours méprisé ce financier; car, en 1738, quelques mois avant la mort de Samuel Bernard, il écrivait, dans son *Discours sur l'inégalité des conditions :*

> Le casque, le mortier, la barrette, la mitre
> A la félicité n'apportent aucun titre,
> Et ce Bernard qu'on vante est heureux en effet,
> Non par le bien qu'il a, mais par le bien qu'il fait.

Les deux derniers vers ne se lisent que dans la première édition du poème; Voltaire, ensuite, les supprima. C'est que Voltaire avait placé de l'argent chez les Bernard, une forte somme, quelque vingt

mille écus et qui devaient lui donner environ huit mille livres de rente. Or, après la mort de Samuel, un de ses fils, le frère de celui qui avait épousé Mlle de Saint-Chamans, fit une maladroite banqueroute : maladroite, car lui aussi, le grand Samuel, avait en 1709 manqué d'une trentaine de millions, mais il s'était tiré d'affaire au point que Saint-Simon prétend que, sa banqueroute, il en avait tiré profit. Le fils ne valait pas le père ! Et, en 1761, Voltaire, écrivant à Helvétius, accable de sa rancune « le fils de Samuel Bernard, juif fils de juif. » Il n'y a peut-être, dans ces mots, qu'un signe de mauvaise humeur. Les juifs n'étaient pas seuls à travailler dans le négoce de l'argent; mais ils y étaient fort habiles. Et les Bernard avaient, parmi leurs relations et leurs alliances de famille, beaucoup de juifs certainement. Samuel Bernard avait pour mère la fille d'Abraham Le Queux; et une sœur de Samuel Bernard épousa un fils d'Iezémie Horquelin, père d'Abraham Horquelin. Peut-être les Bernard ont-ils passé au protestantisme quand ils sont venus d'Amsterdam à Paris. Du reste, ils n'apparaissent pas comme des gens très entêtés d'une religion. L'édit de Nantes leur faisait un protestantisme assez quiet : seulement, le règne de Louis XIV tournant à la sévérité, ils eurent à prendre leurs sages précautions. Samuel Bernard premier du nom, père du financier, peintre du Roi, miniaturiste et graveur, était « peintre et professeur de l'Académie royale de peinture et de sculpture. » Mais, en 1681, le Roi fut informé que sept académiciens appartenaient à la « religion prétendue réformée ; » il donna l'ordre à M. Le Brun de les déposséder et voulut que l'Académie élût à leur place des catholiques. M. Le Brun, qui estimait et chérissait M. Bernard « pour la candeur et l'honnêteté de ses mœurs, » dut obéir à l'ordre du Roi. M. Bernard cessa d'être académicien. Puis, en 1685, l'année même que fut révoqué l'édit de Nantes, M. Bernard, âgé d'environ soixante et dix ans, réfléchit et, le 20 octobre, fit abjuration, en présence de Gilbert de Sève et d'Antoine Benoist, peintres ordinaires du Roi, dans l'église Saint-Sulpice; et, la semaine suivante, il retourne à l'Académie : on l'y accueille « avec beaucoup de joie et d'estime, » il y reprend « même séance qu'il avait devant. » Le financier son fils, ou le futur financier, ne s'obstina guère plus longtemps, deux mois à peine. Au surplus, M. d'Artagnan, major du régiment des gardes, l'avait prié de lui faire tenir ses papiers d'abjuration « pour lui ôter le chagrin d'être obligé de lui en faire, » M. d'Artagnan qui était « au désespoir d'être commis pour pareille chose, surtout quand il faut que cela tombe sur une personne comme vous. » Une politesse en appelle une autre : le

vingt-septième jour du mois de décembre, Samuel Bernard attesta, entre les mains de M. Guillaume Parra, prêtre curé de Saint-Michel de la ville de Saint-Denis en France, qu'il croyait de ferme foi tout ce que l'Église catholique, apostolique et romaine croit et professe ; qu'il condamnait et rejetait toutes hérésies et opinions erronées que ladite Église condamne et rejette ; il demandait à son aide ici-bas Dieu et les Saints Évangiles sur lesquels il jurait de vivre et mourir en possession de la même certitude. Néanmoins, et par une malencontre, il fut dragonné. Mais, pour les dommages à lui causés, il réclama dix mille livres.

Je ne sais pas s'il les obtint. Quoi qu'il en soit, on aurait tort de le considérer comme une victime de la Révocation. Cette petite dragonnade, qu'il évalue à dix mille livres d'inconvénient, ce n'est qu'un incident fâcheux. Le génie d'un Samuel Bernard ne surmonte pas seulement de telles péripéties : mais il les emploie à son bénéfice. Avant le malheur des huguenots, ses coreligionnaires du moment, Samuel Bernard n'était qu'un marchand comme un autre : marchand drapier. Son commerce comportait la marchandise de mercerie, drap d'or et d'argent, soie et joaillerie ; il tenait boutique ouverte, magasin, tapis sur rue, dans la paroisse de Saint-Leu et Saint-Gilles, rue du Bourg-l'Abbé. Il avait épousé, dans un monde pareil au sien, Madeleine Clergeau, fille d'une bonne faiseuse de mouches de la rue Saint-Denis. Soudainement, le voici grand manieur d'or ; le marchand drapier de la rue du Bourg-l'Abbé devient le célèbre financier de la place des Victoires. Où donc a-t-il trouvé des capitaux ? Si nous en croyons le *Journal* de Barbier, nombre de huguenots qui s'en allaient de France lui confièrent le soin de leurs intérêts. Ses premiers capitaux, ce sont ainsi les protestans qui les lui fournirent à leur départ. Samuel Bernard fut, en sa jeunesse, un protestant dépourvu de niaiserie et qui, de la révocation de l'Édit de Nantes, fit une excellente affaire.

Après cela, nous le voyons qui prospère le mieux du monde. Il est diligent et avisé, prête avec largesse et ne prête qu'à bon escient, prête aux grands seigneurs et bientôt prête au Roi. Le trésor du Roi n'était pas opulent du tout. Colbert, en 1662, après la disgrâce de Fouquet, cherche un million que les Anglais réclament sans délai, faute de quoi ils occuperont le port de Mardyck; et il écrit à l'ambassadeur du Roi en Hollande : « Je vous assure qu'il n'y a rien de plus difficile que de trouver deux millions de livres d'argent comptant... » En 1699, le Roi, qui vient de nommer Chamillart contrôleur général des finances, ne lui cache pas son inquiétude : « Je vous serai

obligé si vous pouvez trouver quelque remède et ne serai point du tout surpris si tout continue d'aller de mal en pis. » Le mauvais état des finances royales, et l'augmentation des dépenses, les guerres, tout le train de la vie française alors, Samuel Bernard s'en occupe. Les contrôleurs Pontchartrain, Chamillart et Desmarets s'adressent à lui constamment : et il ne refuse jamais de les obliger, sans y perdre. Sa première opération d'envergure, ce fut à propos du trône de Pologne, que Louis XIV désirait de conférer à François-Louis de Bourbon, prince de Conti. Mais il fallait de l'argent ! Pontchartrain fit mander Samuel Bernard et lui ordonna de procurer sept cent mille livres en or « dont on avait besoin pour faire partir M. de Conti. » Au bout de vingt-quatre heures, Samuel Bernard revint : il apportait un million de livres en or et dix millions en argent. Si M. de Conti ne régna point effectivement sur la Pologne, c'est qu'il préférait le séjour de Paris : ce n'est pas la faute de Samuel Bernard. Et cette aventure, en somme, fut un échec pour tout le monde, voire pour le Grand Roi : mais non pour Samuel Bernard, que Dangeau appelle, cette année-là, le plus grand banquier de l'Europe.

Cette année-là : 1697 ; et il n'a guère mis plus de dix ans à devenir le plus grand banquier de l'Europe. Il a quarante-six ans et il est un personnage dans le royaume. « Il sentait ses forces, dit Saint-Simon, — qui le connaissait et même eut recours à lui, jusqu'à lui devoir deux cent mille livres ; — il y voulait des ménagemens proportionnés et les contrôleurs généraux, qui avaient bien plus souvent affaire de lui qu'il n'avait d'eux, le traitaient avec des égards et des distinctions fort grandes. » Montesquieu n'approuve pas que la richesse fasse aux traitans une « position honorée ; » il assure que, si les choses tournent ainsi, « tout est perdu : » cependant nous survivons, tant bien que mal, au succès et à la gloire de Samuel Bernard. Et Montesquieu en parle à son aise. Il énonce des principes : le Roi et ses contrôleurs généraux travaillaient dans la réalité, ne songeaient point à se passer de l'indispensable M. Bernard et, au bout du compte, prenaient M. Bernard comme il était. Montesquieu a dit que le principe du gouvernement républicain, c'est la vertu : propos d'un philosophe, mais le Roi, quand il s'agit de « couper la bourse à M. Bernard, » selon le mot de Saint-Simon, voici comme il procède. En 1708, le trésor royal est à sec. Desmarets a maintes entrevues avec M. Bernard. Seulement, M. Bernard, qui est en avance de plusieurs millions, fait le difficile, et chicane, et grogne. Il sait à part lui que jadis, un matin de bel été, le Roi n'hésita point à pro-

mener parmi ses jardins, ses fontaines, M. de Bechameil; et, sans doute, M. de Bechameil était un homme de bonne mine et tout à fait au gré des dames : un financier, par ailleurs. M. Bernard ne vaut-il pas M. de Bechameil ? Bref, il répond au contrôleur général : « Quand on a besoin des gens, c'est le moins qu'on fasse la demande soi-même! » Le contrôleur n'obtint pas une autre réponse. Il le dit au Roi ; et l'on s'arrangea comme ceci. Un jour, sur les cinq heures, le Roi sortit à pied. C'était à Marly. Le Roi passa négligemment devant tous les pavillons. Il s'arrêta au pavillon du contrôleur général. Desmarets avait chez lui Samuel Bernard, pour dîner et pour travailler ensemble. Desmarets se présenta : et Samuel Bernard n'était pas loin. Le Roi dit à Desmarets qu'il était bien aise de le voir avec M. Bernard; et il dit à M. Bernard, tout de même que si cette gracieuse idée lui venait à l'esprit soudainement : « Vous êtes bien homme à n'avoir jamais vu Marly, venez le voir à ma promenade, je vous rendrai après à Desmarets. » M. Bernard, on l'imagine, est satisfait. M. Bernard suit donc le Roi. Et, pendant tout le temps que dure la promenade, le Roi ne parle qu'à deux des personnes qui le suivent : c'est à M. Bergheyck, — celui-ci gouvernait en Flandre les finances du roi d'Espagne, — et à M. Bernard; il ne parle pas à M. Bergheyck plus qu'à M. Bernard. Il conduit ces messieurs partout, les invite à tout regarder et admirer, leur prodigue « les grâces qu'il savait si bien employer quand il avait dessein de combler. » Saint-Simon, qui était là et n'ignorait pas que le Roi fût, d'habitude, fort avare de ses paroles, s'étonnait de le voir si complaisant pour « un homme de l'espèce de Bernard : » ce n'est pas du tout le sentiment de Bernard. Saint-Simon bientôt ajoute : « Je ne fus pas longtemps sans en apprendre la cause et j'admirai alors où les plus grands rois se trouvent quelquefois réduits. » M. Bernard, après une telle promenade qui l'a bouleversé d'orgueil, rentre chez Desmarets. Il exulte de joie et tout de go déclare « qu'il aime mieux risquer sa ruine que de laisser dans l'embarras un prince qui vient de le combler. » Desmarets profite d'un enthousiasme si opportun et tire du bonhomme plus encore qu'il ne pensait demander. M. le Duc d'Orléans eut, pour sa guerre en Espagne, des lettres de Samuel Bernard montant à six millions de livres : et le crédit de Samuel Bernard n'était jamais protesté en Espagne. Samuel Bernard donna ce qu'on voulut.

Il avait une remarquable présence d'esprit, le savait bien et, à l'occasion, s'en glorifiait. En 1705, année inquiétante et qui faillit être désastreuse, il écrit à Chamillart : « J'étais chargé pour l'Italie, la

Flandre et l'Espagne, et de tous les subsides, et si j'étais de trente-cinq millions en avance, pour votre service, sans avoir aucune assignation, la tête ne me tourna pas pour cela... » La tête ne lui tournait pas, à moins que sa vanité, qu'il avait énorme, ne le troublât. « C'était un homme fou de vanité, dit Saint-Simon, capable d'ouvrir sa bourse, si le Roi daignait le flatter. » Le Roi, dans les mauvais jours, daignait le flatter, Louis XV après le Grand roi.

Un soir qu'on devisait de la Régence et du Système, chez Mme la duchesse de Tallard, fille de M. le duc de Rohan, prince de Soubise, et qui fut nommée gouvernante des Enfans de France après Mme de Ventadour, voici ce qu'elle raconta. Le duc de Noailles avait, dans un moment très difficile, la charge des finances. Il causa donc avec Bernard et n'eut pas à dissimuler qu'on lui serait fort obligé pour une douzaine, qui sait? pour une quinzaine de millions. Bernard faisait sombre mine; et, à la fin : « Ma foi, monsieur le duc, que le Roi m'en parle, et nous verrons! » Bernard, en somme, exigeait de Louis XV la même faveur qu'il avait reçue de Louis XIV. Et le duc de Noailles dut organiser avec le Roi la « présentation » de Bernard. Ce fut à Choisy. On mit Bernard dans l'antichambre du Roi; et : « Dès que le Roi aura fait ses prières, on ouvrira, et nous entrerons. » A l'instant que le Roi partait pour la chasse, le Roi dit à Bernard : « Vous voyez, monsieur Bernard, que je vais à la chasse. La promenade convient mieux à votre âge; aussi vous laissé-je dans les mains du duc de Noailles. Il vous mènera voir ici tout ce que vous voudrez, vous promènera dans les jardins, vous donnera à dîner ensuite... » Ce n'est pas tout : « et vous parlera de l'argent dont j'ai besoin... » Ce n'est pas tout : « et que je vous demande. » Ah! Louis XIV qui, en général, faisait mieux que son arrière-petit-fils son métier de roi, faisait mieux son métier de roi qui emprunte : il promenait Samuel Bernard; Louis XV le donne à promener. Mais enfin, Bernard fut enchanté. Mme de Tallard assure qu'il se confondit en révérences et qu'il n'avait pas eu le temps de se redresser que déjà le Roi était à cheval. Au bout du compte, le Roi n'avait pas oublié les mots indispensables : « Je vous demande... » Bernard ne se refusera point à la prière du Roi. Promptement, le duc de Noailles lui fait visiter les appartemens royaux : la chambre où le Roi s'habille; un cabinet qui précède la chambre du Conseil et où le Roi travaille, — mais, tout jeune qu'il soit, le Roi travaille partout, et notamment les finances, monsieur Bernard! — le salon où l'on se rassemble le soir, la salle à manger; les petits appartemens où pénètrent seulement le service intime et

les entrées familières ; les bains, les cabinets de toilette, les garde-robes et la chambre à coucher du Roi... « Et, puisqu'on ne saurait rien vous cacher, monsieur Bernard, vous voyez ce corridor derrière le lit du Roi, et cette porte à gauche, hé bien! les méchantes langues disent qu'elle s'ouvre quelquefois et communique aux appartemens que le Roi ne donne point aux hommes. Voilà tous les secrets de ce séjour; vous en savez maintenant autant que nous! » Et l'on dîne; au dessert, le duc de Noailles ne craint pas d'aborder la question d'argent; et quelle réponse fait aux désirs du Roi M. Bernard? « Ma foi, vous pouvez l'assurer qu'avec ces façons-là on gagne le cœur des gens, et que Sa Majesté peut disposer de ma fortune! »

A la Cour, on sut la réponse de Bernard; elle parut fort belle : et « c'était à qui dirait que M. de Sully et M. de Colbert n'en eussent pas fait autant, que jamais personne n'avait rendu un si grand service au Roi, que M. Bernard était un véritable citoyen et un homme d'État. » C'était à qui fêterait M. Bernard. Mme de Tallard se montra curieuse de l'avoir chez elle, au château de Versailles où elle demeurait. M. le duc d'Ayen le lui amena, pour le souper, certain soir. Il entra, superbement. Il avait une perruque immense; et il avait un habit, plutôt une espèce de pourpoint de velours noir, veste et doublure de satin cramoisi, broderies d'or, et une longue frange à crépines d'or au bas de sa veste; et il avait une cravate de dentelle, des bas blancs brodés en or, les souliers carrés avec la pièce rouge. Mme de Tallard se demande si elle ne voit pas M. Jourdain peut-être, ou M. Turcaret. Mais elle s'avise de ne pas rire et complimente M. Bernard sur le service qu'il a rendu au Roi. Puis elle propose un brelan : c'est un jeu fort agréable, dit-elle, et on le quitte quand on veut. « Pour moi, reprend Bernard, il m'amuse beaucoup; et j'y joue presque tous les soirs pour m'empêcher de dormir de trop bonne heure... » Eh! Mme de Tallard s'efforcera de le tenir éveillé!... Il y avait Mme de Brissac et la jeune Mme de Flamarens. On tire les places; le hasard met M. Bernard entre Mme de Tallard et Mme de Flamarens. Or, celle-ci descendait à peine de « là-haut, » — des grands appartemens; — et elle était en habit de cour, « obligée de montrer à M. Bernard un cou fait et blanc comme celui d'un cygne, les plus belles épaules du monde et une gorge parfaite. » M. Bernard ne supporte pas cette vue avec tranquillité, s'approche, puis s'éloigne : il recule sa chaise, puis l'avance : il ne sait où se placer. La partie commence. M. Bernard est ému, certes; mais, au jeu du brelan comme au jeu de la banque et des millions, la tête ne lui tourne pas

pour cela. Il a de mauvaises cartes : mais il fait front et il gagne. Et de rire : « Parbleu ! mesdames, ce n'est pas ma faute... » Il montre ses cartes : « Vous vous laissez voler par un dix de carreau, un huit de trèfle et un valet de cœur ! » Dès lors, on sait comment il procède : et on le gagne. Il a montré qu'il était bien capable de gagner; mais il s'amuse à perdre. Il a jeté sa bourse entière sur la table et l'a perdue en quelques tours de brelan. Mme de Tallard a pitié de lui et lui offre de céder sa place à quelqu'un : « La céder! Nenni-dà, s'il vous plaît. Vous n'avez eu que l'argent du gousset; j'en ai davantage, à votre service, dans ma veste. » Aussitôt, il retire de sa veste sa main gauche pleine de rouleaux et, — dit Mme de Tallard, — « plonge son autre main dans la gorge de Mme de Flamarens, en lui disant : Ma belle, qu'en pensez-vous? va tout! » Il y eut un cri de surprise. Ensuite : « Nous voilà toutes parties de rires immodérés ; ce fou rire gagne tout le monde : le duc d'Ayen en pense mourir. Chacun quitte sa place ; on entoure M. Bernard, on veut le voir et profiter de l'occasion de rire à son nez de lui-même. C'est à qui de nous fera *va tout*. Bernard, enivré du son succès, n'entend plus rien, ne sait plus ce qu'il fait; et, dans cinq minutes, nous ne lui laissâmes pas un écu : il faut en convenir. »

Elles avaient plumé M. Bernard, un peu hardiment. A quelques années de là, Mme de Tallard ne refuse pas d'en rire encore; mais elle avoue que cette histoire est un peu « extraordinaire. » Seulement, si l'on feint la surprise et l'on prend l'air scandalisé, elle raconte la réponse que fit la Reine au maréchal de Lamothe. La Reine, oui ! la reine Marie Leckzinska, la plus vertueuse des femmes ! La Reine disait au maréchal : « Qu'est-ce? on dit que M. le prince de Soubise a donné cent mille écus à Mme de Lhospital. Comment une femme se donne-t-elle pour cent mille écus? » Cent mille écus? reprend le maréchal; bien davantage! et puis une maison superbe et toute meublée... « Mais, dit la Reine, je ne sais, fût-ce un million? » Un million? mettez-en deux, mettez-en trois... « Oh ! dit la Reine, vous m'en direz tant !... » Oh! oh! crièrent toutes les dames, au récit de Mme de Tallard; ah! ah! répondit-elle. Et Mme de Tallard enseignait ainsi, le plus doucement du monde et avec toutes les grâces d'un esprit charmant, que la richesse était, de son temps, puissante et active. Son temps : celui de la Régence. Mais elle ne croyait pas que son temps fût, en cela, si particulier. Car elle se souvenait d'avoir connu, dans son enfance, des vieillards qui, dans leur jeunesse, avaient vu le cardinal Mazarin donner, au dessert de ses diners, des plats remplis de louis d'or, que

ses convives empochaient comme des olives. Quant à l'indulgence de la Reine, elle vous suppliait de n'oublier pas que Marie Leckzinska, lors de la fuite du Roi son père, s'était cachée dans l'auge d'une écurie : ainsi, la Reine avait aperçu mieux que personne le long intervalle qu'il y a entre le besoin et les richesses, compté mieux que personne les degrés qui vont du malheur à la fortune.

Samuel Bernard possédait à merveille ces principes d'une philosophie incertaine et qui peut aboutir soit à l'abnégation, soit à la convoitise. L'abnégation ne le tentait pas : et toute son existence est consacrée au soin de sa convoitise. L'argent d'abord. Mais l'argent pour les divers plaisirs que l'argent procure. Il n'est pas un avare ; il ne craint pas les hauts et les bas de la fortune. Il joue. S'il gagne, il est content ; et, s'il perd, il veille à ses dédommagemens : il est, dans toute son entreprise de financier, tel qu'on l'a vu chez la duchesse de Tallard, près de la jeune Flamarens : il ne néglige pas sa volupté.

A peine fut-il en mesure de vivre à ses goûts, il choisit une maîtresse. Madeleine Clergeau, son épouse, était une bonne femme qu'il avait agréée aux temps de leur modestie. Il n'eut point à se plaindre d'elle, qui était simple et anodine, et qui était fort bien l'épouse d'un marchand drapier de la rue du Bourg-l'Abbé. Elle ne convenait plus au roi de la finance, la pauvre Madeleine Clergeau ; mais, alors, elle sut doucement s'effacer. Elle ne mourut pas ; elle vécut même jusqu'au 17 novembre 1716 : elle vécut sans faire de bruit, sans montrer nulle impatience ! Depuis des années, Samuel Bernard avait pour maîtresse une très jolie femme, et à la mode, Manon Dancourt, fille de Dancourt, l'auteur et le comédien, et la sœur de cette autre jolie, Mimi Dancourt, qui fut la mère d'une autre jolie encore, Mme de la Pouplinière. Manon Dancourt, comme sa sœur, avait été quelque temps au théâtre ; puis elle s'en était retirée pour épouser M. de Fontaine, ancien commissaire de la marine et des galères de France : elle donna une fille à M. de Fontaine, puis trois à M. Bernard. Les trois filles illégitimes de M. Bernard, ce furent Mme de la Touche, — laquelle, dit Jean-Jacques, fit une escapade en Angleterre avec le duc de Kingston ; — Mme d'Arty, qu'aima le prince de Conti ; et Mme Dupin, la plus belle et aussi la plus sage : Rousseau l'a aimée, sans nulle espérance. On appelait ces jeunes femmes les Trois Grâces : leur beauté faisait grand honneur à M. Bernard. Et Mme de Fontaine, Manon Dancourt, M. Bernard lui acquit au bord de la Seine, en face de Grenelle, un domaine très somptueux et qui comportait la seigneurie de Passy. La dépense fut digne de la maîtresse et de l'amant, plus de trois cent

mille livres. Quarante-cinq arpens de jardins dessinés selon les préceptes de Le Nôtre. Le château, sur une colline, donnait, par trois perrons, sur des terrasses bien étagées et ornées de bassins, de bosquets, de statues ; et puis le fleuve, ses bateaux, ses barques de plaisance ; et la route de Versailles, si animée si noblement. Coypel eut à décorer les salons de Vénus et d'Amours. Il y avait, pour n'omettre ni le divertissement ni le souci de l'âme, un théâtre et une chapelle. Detroy peignit, dans la chapelle, les trois vertus théologales. Bernard prodiguait, au château de Passy, les fêtes glorieuses ; il invitait le meilleur monde : et le meilleur monde venait à son appel, très volontiers. Meusnier de Querlon, qui fut des fêtes de Passy, les a racontées sous la fiction des *Soupers de Daphné :* Daphné près d'Antioche, c'est Passy près de Paris ; Ampélide, « aventurier de Nicosie, prodigieusement enrichi par le commerce maritime, » c'est M. Bernard ; et Melsaria, Mme de Fontaine. Meusnier de Querlon n'a vu les amans que tard et quand le riche Ampélide a passé ses vigoureux quatre-vingts ans : il montre le vieux Samuel Bernard qui, « au milieu d'une brillante escorte, marche lentement, appuyé sur le bras de la complaisante Melsaria, qui pliait déjà sous son propre embonpoint. » Mais le faste est mirifique ; la table ne laisse plus songer à celle de Cléopâtre, aux festins de Caprée ou de Pouzzoles, triomphes de Tibère ou de Lucullus. Et les femmes ! et les lumières ! et, dans les jardins, ce mélange d'ombre et de clarté si favorable aux tendres aventures !

Le château de Passy ne fait pas négliger à Bernard son palais de la place des Victoires. Et sa liaison, qu'il affiche, ne lui fait pas négliger sa famille. C'est un homme d'ordre et qui ne s'enferme pas dans une seule idée : il a le cœur large comme ses coffres et administré pareillement. Vers la fin de l'année 1716, il perd Madeleine Clergeau. Il a soixante-cinq ans alors, et une maîtresse : quatre ans plus tard, il se remarie ; et ce n'est pas sa maîtresse qu'il épouse. Il ne va pas renoncer à sa maîtresse. Mais il épouse Pauline de Saint-Chamans, belle-sœur de l'un de ses fils. Et, l'année suivante, il a une fille, Bonne-Félicité. La seconde Mme Bernard avait, en se mariant, vingt-cinq ans : il est possible que la fortune de Bernard ait un peu compté dans sa résolution. Quant à Bernard, ce qu'il aima en elle, c'est probablement elle et certainement la noblesse, dont il avait une vive concupiscence.

En 1706, il écrivait au contrôleur général : « L'honneur est le seul objet qui m'a toujours gouverné ; j'en suis avide, peut-être un peu trop. C'est un défaut, dont je n'ai point envie de me corriger. » Cette fierté n'est pas médiocre ; et, dans le cours de sa longue vie, Samuel

Bernard n'a point cessé de rechercher les honneurs, comme la monnaie courante de l'honneur. Il eut ses journées occupées au trafic; et il spéculait habilement sur les vaisseaux qui sortaient de tous nos ports, et sur les piastres, sur les poudres, les épices, les fanons de baleine; il spéculait sur les changes; et il faisait, — car il le dit, — « toutes sortes de manèges, » pour augmenter son profit. Sa récompense était de noblesse. Au milieu de l'année 1799, le Roi l'anoblit: mais « sans que, pour ce, il soit tenu de cesser son commerce, ce que nous lui défendons pour l'utilité que nous et nos sujets pouvons continuer d'en retirer. » Dès lors, il est M. Bernard écuyer; voire, on l'appelle désormais le chevalier Bernard. Il achète la baronnie de Rieux en Languedoc et il espère acquérir ainsi le droit de siéger au Parlement de Toulouse. Les Toulousains furent malins à l'éconduire. Il eut sa revanche. Louis XV, en l'année 1725, lui éleva en comté sa terre et seigneurie de Coubert. Louis XIV lui avait conféré l'ordre de Saint-Michel; et le chevalier Bernard, habillé de noir, d'or et d'écarlate, portait sur l'estomac la croix de l'ordre au bout d'un large ruban de couleur bleu céleste. Il maria ses enfans et petits-enfans, comme s'il était noble depuis des siècles, dans des familles qui n'avaient point passé leurs siècles à entasser des économies. Mathieu Marais s'indigne là-dessus : « La folie de la France est d'entrer dans la famille, ou dans la caisse, de M. Bernard ! » Mathieu Marais : un avocat. Mme de Sévigné est beaucoup mieux dans la note, quand elle écrit à Mme de Grignan, le 13 octobre 1675 : « Je voudrais marier [mon fils] à une petite fille qui est un peu juive de son estoc; mais les millions nous paraissent de bonne maison. »

M. Bernard, comte de Coubert, chevalier de Saint-Michel, parvint à être d'excellente maison, comme ses millions. Il leur devait sa noblesse; et il avait, dit le président Hénault, « un orgueil extravagant qui l'anoblissait. » Il racontait à qui voulait l'entendre, — et l'on était bien complaisant pour lui, — ses campagnes imaginaires, les princesses qu'il avait aimées dans les Allemagnes, et ses prouesses fabuleuses. Il racontait mille folies. Il n'était pas la dupe de lui-même : il s'amusait énormément. Somme toute, il n'a pas mal servi la France, pour son plaisir ; tandis que le plaisir de quelques autres a coûté cher à la France, quelquefois.

André Beaunier.

REVUE SCIENTIFIQUE

LES PRÉCURSEURS DE LA GUERRE DE TRANCHÉES

Nil novi sub sole... omnia tamen semper novissima. Cette réflexion mélancolique de l'Ecclésiaste que La Bruyère n'a pas améliorée, lorsque, la paraphrasant, il assignait un peu légèrement 3 000 ans d'âge seulement à la pensée humaine; cette réflexion, dis-je, s'applique peut-être encore plus à la guerre qu'aux autres objets communs de notre activité.

Lorsque, faisant allusion à la lutte de retranchemens présente, les stratèges en chambre, — ou plutôt, pour m'exprimer correctement, les stratégistes en chambre, — parlent d'une forme nouvelle de guerre ils font un peu trop table rase du passé. Sans remonter à Jules César et au siège d'Alésia, et à d'autres exemples fameux dont l'histoire fourmille, on voit que beaucoup plus près de nous la guerre de positions a tenu maintes fois la place principale, notamment sous Louis XIV. C'est alors que Vauban, avec son coup d'œil génial, aperçut, mieux peut-être qu'on n'avait jamais fait, l'importance des retranchemens non seulement dans la guerre de siège où il demeure le maître incontesté, mais aussi dans la guerre en rase campagne. Son volume, malheureusement inédit, « Traité de la fortification de campagne, » dont les parties essentielles ont été signalées aux spécialistes par cet esprit curieux et érudit que fut le colonel de Rochas, contient là-dessus des vérités primordiales qui sont de tous les temps. Elles sont écrites dans une langue dont Vauban lui-même disait avec la modestie sans apprêts et sincère qui était un des ornemens de son beau caractère : « Le style en est simple et grossier, mais il est d'un homme de guerre

qui ne cherche qu'à se faire entendre. » En vérité, ce style est non pas simple et grossier, mais clair, concis, dessiné nettement sans vains ornemens avec tout ce qui est utile, comme les bastions mêmes du grand ingénieur ; pour tout dire d'un mot : déjà « napoléonien. »

Voici quelques-unes de ces précieuses maximes :

« *Le premier moyen d'empêcher l'effet du canon est de lui opposer du canon, parce que l'on amuse l'autre et que le canon tire toujours à ce qui l'incommode.* » Il y a là, d'un trait, toute la théorie de la contrebatterie, naguère mésestimée par beaucoup de théoriciens militaires et qui a pris depuis d'éclatantes revanches, notamment à l'armée de Verdun où, lors des dernières affaires, elle a, entre les mains expertes du général Nivelle, donné des résultats étonnans.

Si de deux troupes l'une est retranchée et l'autre non, l'avantage sera pour la retranchée, bien que plus faible en nombre d'hommes.

Si la troupe non retranchée veut passer sur la retranchée, l'avantage de celle-ci sera encore plus grand. Mais si la retranchée voulait passer sur la non retranchée, elle perdrait ses avantages.

J'ai déjà cité ici même d'autres maximes inédites de Vauban sur les raisons pour lesquelles une armée doit se retrancher, sur la nécessité des canonnades capables de nettoyer le derrière des parapets et des épaulemens, car elles seules peuvent favoriser l'attaque ; je n'y reviendrai pas.

Par ces quelques exemples on voit suffisamment que plus d'un principe, qui a eu dans la présente guerre une application non prévue, se trouvait déjà dans Vauban. Cet « esprit ferme et solide, » comme l'appelle l'abbé de Saint-Pierre qui le connut, tout à la fin du XVIIe siècle, avait médité sur presque tous les problèmes militaires. C'est ainsi que, par une coïncidence curieuse et dont on eût pu utilement faire état lors des discussions d'il y a quelques années sur la loi militaire, le maréchal de Vauban fixait à trois ans le temps de service nécessaire. Et, puisque je m'abandonne aux réminiscences, me permettra-t-on de citer, bien qu'étranger à mon sujet, ce curieux passage de Montaigne où l'on voit que de tout temps déjà on se faisait tuer bravement pour la solde de cinq sols par jour, exactement au même prix que nos héroïques poilus de 1916 :

« Celuy qui se tient ferme dans une tranchée descouverte, que fait-il en cela que ne facent devant lui cinquante pauvres pionniers qui luy ouvrent le pas et le couvrent de leurs corps pour cinq sols de paye par jour. »

Avec Frédéric II, puis Napoléon, les retranchemens de campagne

perdent de leur importance. Mais bientôt survient un de ces nouveaux reflux qui font perpétuellement osciller, d'un va-et-vient continu, les choses humaines entre les mêmes limites : c'est Plewna où les principes de Vauban trouvèrent peut-être leur application et leur justification les plus éclatantes du siècle passé.

Enfin et tous près de nous, c'est le Transvaal, Moukden, Tchataldja, qui prolongent la courbe dans le sens indiqué par Vauban. Nous reviendrons tout à l'heure sur les leçons que certains esprits éminens, comme le général de Négrier, tirèrent de ces dernières guerres, et qui n'attirèrent peut-être pas l'attention comme elles le méritaient. Mais auparavant, je voudrais examiner certaines prévisions antérieures à ces guerres récentes, passées complètement inaperçues ou un peu dédaignées lorsqu'elles furent émises, et qui se raccordent d'une façon singulière aux réalités actuelles.

En tout cas, de ce que nous venons de voir, il résulte avec évidence que la guerre de retranchemens en rase campagne est loin d'être une nouveauté dans l'histoire, et que c'est un peu trop oublier celle-ci que de parler, au sujet de cette sorte de guerre, d'une forme absolument nouvelle de la bataille.

***

Avant que les guerres du Transvaal, de Mandchourie et des Balkans n'eussent fourni quelques points de repère récens favorables à une extrapolation, il était vraiment difficile d'imaginer avec précision quel serait le caractère de la conflagration qui inévitablement devait, un jour prochain, mettre le feu à l'Europe.

En matière militaire, comme en matière historique et sociale, il est extrêmement malaisé de vaticiner. De là vient précisément la difficulté de gouverner, puisque gouverner, c'est prévoir, et qu'en particulier se préparer à la guerre suppose qu'on connaît les modalités qu'elle offrira. Dans l'incertitude où l'on est pour prophétiser des affaires humaines, l'esprit a du moins cette sécurité relative que la plupart de ces affaires ne peuvent en général évoluer que dans deux sens distincts. C'est un peu comme dans la prévision du temps : le temps demain sera-t-il beau ou vilain ? Quelle que soit la réponse, on n'a en moyenne qu'une chance sur deux de se tromper, car, même si le temps n'est ni beau ni laid, on ne se sera trompé qu'à moitié. Ceux qui ont la hardiesse de vouloir prophétiser se trouvent donc, en général, un peu dans la situation d'Hercule, qui n'avait à choisir qu'entre deux chemins, et dont l'embarras eût été beaucoup plus grand sans

doute, si, entre ceux du vice et de la vertu, il avait perçu encore d'autres sentiers offerts à son caprice.

C'est ainsi qu'on pouvait se demander, vers la fin du siècle passé, si la guerre prochaine aurait le caractère mobile et rapide des guerres napoléoniennes et de la plupart des guerres postérieures, ou si, au contraire, elle serait modelée sur les précédens plus rares, analogues à Plewna. Il faut reconnaitre que la plupart des théoriciens, comme il était naturel, penchaient vers la première opinion. Quelques auteurs pourtant, contrairement à ceux-là, entrevoyaient une forme de guerre où le retranchement reprendrait un rôle prépondérant, et leurs prévisions étaient fondées, non pas sur les dernières guerres, dont le caractère était, au contraire, dans la plupart des cas, défavorable à leur thèse, mais sur des raisonnemens où entraient en ligne de compte certaines modifications récentes de l'armement (poudre sans fumée, etc.), et aussi la masse d'hommes sans précédent que la guerre éventuelle devait mettre en ligne. Il convient d'ailleurs de remarquer que les théoriciens qui ne croyaient point à une guerre de mouvemens, n'étaient point pour cela en contradiction avec la doctrine napoléonienne, qui reste l'évangile de tous les hommes de guerre, car Napoléon a dit : « La tactique change tous les dix ans, » et c'est peut-être, en quelque sorte, être infidèle à ses principes que de vouloir que la tactique, qui fut bonne en son temps, reste intangible et invariable.

Parmi les prophètes de la guerre actuelle de tranchées on a coutume de citer l'écrivain russe Jean de Bloch et l'illustre romancier anglais Wells. Certes, comme nous le verrons, ces deux écrivains ont fait preuve dans leurs prévisions d'une perspicacité remarquable. Mais ce qu'on ignore généralement, c'est que leurs travaux ont eu un précurseur dont ils sont visiblement inspirés, un précurseur français, le lieutenant-colonel d'artillerie Émile Mayer qui, sous le pseudonyme d'E. Manceau, a publié des prévisions dont certaines remontent à une trentaine d'années. Elles n'ont malheureusement pas attiré l'attention comme elles l'eussent mérité, par leur rigoureuse logique qui fait table rase de tout apriorisme, par leur lucide originalité, par leur intelligente et profonde interprétation des faits à laquelle les événemens actuels ont apporté une éclatante confirmation.

C'est de ces prévisions du colonel Mayer que je voudrais d'abord entretenir brièvement mes lecteurs pour fixer à leurs yeux un point mal connu de l'histoire des doctrines militaires.

***

Les quelques indications suivantes sur des études publiées par le colonel Mayer de 1888 à 1891 dans diverses revues techniques suffiront à donner une idée de l'acuité de ses vues et se passent de commentaires. Il convient cependant, pour les situer exactement, de rappeler qu'elles ont été écrites à l'époque où la doctrine en service évoluait nettement dans le sens de l'offensive à découvert menée par l'infanterie.

On venait d'inventer la poudre sans fumée. A côté de considérations sur l'influence particulière qu'elle pouvait avoir sur la psychologie et le moral des combattans, influence qu'il s'est, à mon sens, un peu exagérée, l'auteur voit nettement les effets de la nouvelle invention sur la tactique. Il montre qu'au tableau naguère si animé de la bataille, empanachée de fumées qui indiquaient les positions des tireurs et des canons, va succéder le champ de bataille invisible; que le combat sera une sorte de « colin-maillard » où celui qui tire, abrité, est, tant qu'il n'est pas repéré, presque invulnérable du fait de son invisibilité, ce qui donne un gros avantage à la défensive; que les armées joueront en quelque sorte à cache-cache, chacun cherchant à voir sans être vu; de là l'emploi indiqué d'observatoires élevés ou aériens (aérostats); « voir et ne pas être vu : c'est ce qui fait la force de la défense. » Tout cela substituerait la guerre d'immobilité à la guerre de mouvemens.

Quelques-unes de ces idées étaient admises en même temps par d'autres officiers, mais nul ne les a conçues avec tant de profondeur, exposées avec tant de netteté. Le colonel Mayer voyait dès lors très diminuée l'importance du combat à l'arme blanche. Napoléon déjà avait dit: « L'arme à feu c'est tout, le reste n'est rien. » M. Mayer se demandait même si « le combat ne se composera pas tout simplement du duel d'artillerie... Les autres armes ne serviraient qu'à assurer la sécurité de celle-ci et à lui procurer les renseignemens dont elle a besoin. »

Au sujet enfin de la conduite générale des opérations, et contrairement à l'opinion émise par M. le général Cherfils d'après laquelle le colonel Mayer aurait condamné en principe toute offensive stratégique, celui-ci a préconisé dès 1889 d' « allier l'offensive stratégique à la défense tactique, c'est-à-dire se jeter chez l'ennemi, lui prendre par surprise des positions excellentes et qu'il n'aurait jamais dû laisser occuper, s'y établir et attendre ses retours. » — C'est exactement ce

que les Allemands ont fait en 1914, ou plutôt ce qu'ils ont été amenés à faire contrairement aux idées de leurs théoriciens, de von der Goltz notamment. — C'est d'ailleurs précisément ce que plusieurs grands capitaines ont réalisé parfois, notamment Napoléon lorsque, ayant amené ses troupes en Moravie (offensive stratégique), il s'arrête devant Austerlitz et attend d'être attaqué (défensive tactique), jusqu'au jour où, sortant de son immobilité, il attaque à son tour (offensive tactique).

Toutes ces idées ont été exposées par le colonel Mayer bien avant la guerre anglo-boer et la guerre russo-japonaise qui devaient en confirmer en plus d'un point l'exactitude. En somme, comme il l'a aperçu, c'est surtout la poudre sans fumée qui par un détour imprévu, a rendu une nouvelle fraîcheur aux conceptions de Vauban ; c'est elle qui, pour une bonne part et parallèlement, a fait vieillir au contraire la guerre de mouvemens, la guerre à découvert... du moins jusqu'ici, car nul ne sait comment finira la présente guerre.

Les publications postérieures du colonel Mayer sont peut-être moins frappantes par leur curieuse divination avant la lettre, puisque dans l'intervalle a eu lieu la guerre anglo-boer, si fertile en enseignemens. Elles n'en sont pas moins intéressantes, à divers égards ; c'est notamment dans un article paru en mai 1902, dans la *Revue militaire suisse*, que se trouve développée, pour la première fois à notre connaissance, l'idée, si remarquablement réalisée aujourd'hui, que les deux murailles humaines presque en contact et presque immobiles qui constituent les fronts d'armées en présence, vont se développer indéfiniment jusqu'à la mer, jusqu'à la frontière d'une nation neutre. « A partir de ce moment, ajoutait l'auteur, il n'y a, pour ainsi dire, pas de raison pour que la lutte finisse, du moins de ce côté. C'est ailleurs, c'est en dehors de ce champ de bataille (où on ne se bat pas !) qu'on cherchera la victoire. » Quelque opinion qu'on professe sur cette dernière assertion, cet article n'en est pas moins remarquable. Il a été attribué par erreur au colonel Feyler qui dirige la *Revue militaire suisse :* c'est le colonel Mayer qui en est l'auteur.

***

Ces idées si originales et pourtant si justement déduites et, pour une large part, si exactement vérifiées, ont inspiré manifestement en partie les prophéties, d'ailleurs fort remarquables, de Jean de Bloch et de Wells. Dans son ouvrage paru en 1898, l'écrivain russe fait des anticipations fort curieuses, relativement à ce qui était la future, à ce qui est l'actuelle guerre européenne. Pour ce qui est de ces prévisions

militaires, la phrase que voici résume assez bien ces déductions : « La guerre future, quoi qu'on puisse dire, sera une lutte qui se livrera derrière des positions fortifiées et qui, par là même, sera longue. » Et ailleurs : « Une des particularités de la guerre future sera sa longue durée... »

Cette longue durée de la guerre, sur laquelle Jean de Bloch revient avec force à plusieurs reprises, est la partie la plus originale, la partie vraiment nouvelle et personnelle de ses prophéties, car le colonel Mayer paraît n'avoir pas abordé le problème de la durée de la lutte. Les idées de Jean de Bloch, sur ce point, se sont malheureusement trouvées conformes à la réalité et on ne peut qu'admirer la sagacité du penseur russe, qui a vu juste, là où tous les états-majors, celui des Allemands en tête, se sont trompés en prévoyant une guerre courte.

Je voudrais citer enfin quelques autres prophéties de Jean de Bloch, qui était (il est mort en 1901) particulièrement versé dans les questions économiques et financières. Mais pour qu'on n'en prenne point à la lettre les conclusions en quelque sorte négatives, il convient de rappeler que l'auteur, qui était conseiller du Tsar et l'un des inspirateurs, dit-on, des conférences de La Haye, poursuivait en écrivant son ouvrage un but pacifiste ; il voulait effrayer, par la perspective seule de la guerre, les belligérans éventuels, les écarter de la pensée de tout conflit, et il est clair qu'il ne pouvait, dans l'intérêt de sa thèse, conclure, dans ces conditions, à la victoire de l'un ou l'autre des adversaires, car c'eût été au contraire l'encourager à faire la guerre. Ces réserves nécessaires étant faites, voici quelques-unes de ses prévisions :

« Si on veut éviter l'anéantissement complet de l'armée, on ne pourra se soustraire aux conséquences de la longue durée des hostilités devant amener la banqueroute économique...

« L'inéluctable nécessité pour les belligérans ou pour l'un d'eux de conclure la paix peut résulter, non du triomphe des armes, mais de l'épuisement des forces...

« Selon toute vraisemblance, comme les pertes seront énormes, l'intervention des États secondaires dans la collision, surtout au dernier moment, pourra faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre.

« Tandis que des milliers d'hommes combattent face à face et à outrance pour l'existence nationale, à l'intérieur des pays en question s'engagera une lutte non moins dangereuse, provoquée par le

manque de pain. Lequel de ces pays sera le mieux en état de supporter cette perturbation de ses conditions économiques? Il est difficile de le préjuger. » La suite du texte prouve néanmoins que, dans la pensée de l'auteur, ce ne sera pas l'Allemagne.

Il va sans dire que je ne souscris point à toutes ces curieuses opinions, étant personnellement convaincu qu'une décision nette ne pourra être obtenue que militairement, et sur notre front.

***

Bien que postérieures à celles-ci, les anticipations de Wells n'en sont pas moins saisissantes. Elles constituent moins des prophéties synthétiques que des sortes de *visions*, tant les détails tactiques, l'emploi et la disposition des engins y sont décrits avec une exacte précision et de vivantes images.

Wells commet d'ailleurs quelques petites erreurs : il attribue notamment une grande importance à la portée considérable du fusil de guerre, qui s'est au contraire trouvée tout à fait inutile et sans objet; il ne conçoit l'action de l'artillerie que dirigée principalement sur les organisations en arrière du front ennemi, et paraît ne pas apercevoir l'action des gros projectiles sur les tranchées de première ligne elles-mêmes. Mais, à côté de cela, il a aperçu avec une admirable clarté le rôle des aéronefs pour le réglage du tir de l'artillerie à longue portée et pour les reconnaissances. Sur beaucoup d'autres points encore, ses inductions sont véritablement prophétiques. Il semble même avoir prévu les *Tanks*, lorsqu'il écrit à propos des attaques : « Des machines de combat, cuirassées et roulantes, joueront peut-être ici un rôle considérable... » Sur d'autres points, en revanche, il s'est grossièrement trompé, lorsqu'il écrit notamment, en développant cette pensée avec force argumens : « Malgré tous les stimulans, mon imagination, je dois l'avouer, refuse de concevoir des sous-marins qui fassent autre chose qu'étouffer leur équipage ou s'échouer au fond de la mer. »

Enfin, Wells paraît attendre le succès d'une offensive stratégique, en quoi il diffère du colonel Mayer. Je n'essaierai point aujourd'hui de les départager. En somme, et quelques réserves qu'elles comportent, les anticipations de Wells sont d'une remarquable profondeur, d'une intense vérité.

***

Ce qui surtout empêche qu'on considère la guerre de tranchées

actuelle, avec ses diverses modalités, comme une nouveauté étonnante, imprévue et imprévisible, ce sont les enseignemens récens des guerres anglo-boer, russo-japonaise et balkanique.

Les succès des Boers, leurs méthodes particulières auxquelles les Anglais s'adaptèrent rapidement en les adoptant, démontrèrent l'efficacité du défilement et des masques. On comprit que l'ancien axiome : « Le feu attire le feu, » devait faire place à celui-ci : « La visibilité attire le feu. » La cavalerie anglaise se mit à pied pour combattre et s'arma du fusil. L'infanterie ne combattit que presque couchée ; elle mit des costumes couleur khaki qui se confondaient avec le sol, sans aucune pièce métallique brillante ; les officiers s'habillèrent et s'armèrent comme leurs hommes, et abandonnèrent leur sabre pour le fusil. Les Anglais comprirent qu'ils devaient, dans leur costume de guerre, abandonner toute esthétique, toute fantaisie, tout panache, pour n'avoir en vue que l'invisibilité, sœur de l'invulnérabilité.

Tous ces enseignemens ne furent pas médités, autant qu'on aurait pu l'espérer, dans certaines armées européennes.

La guerre russo-japonaise cependant, survenant quelque temps après, força l'attention des États-majors, et c'est ainsi que, dans toutes les armées d'Europe, on se préoccupa des modifications tactiques et matérielles qu'elle paraissait imposer.

Une des études les plus remarquables publiées alors sur ces questions fut celle du général de Négrier, parue ici même (1), il y a dix ans. Encore aujourd'hui, elle peut être consultée avec fruit, et il n'est point sans intérêt d'examiner, à la lueur des événemens actuels, les enseignemens souvent sagaces et profonds, rarement superficiels, qu'elle contient.

Deux remarques générales se sont imposées d'abord au général de Négrier : la grande extension des fronts de combat rendus, par la puissance des armes et l'emploi des travaux de campagne, à peu près impossibles à percer de vive force, et la fréquence des combats de nuit. Double et précise confirmation de ce qu'avait enseigné la guerre du Transvaal.

« L'invisibilité, remarque le général, est devenue une condition nécessaire : tel est le fait essentiel. » Les batteries non défilées étaient tout de suite repérées et réduites au silence. Aussi, n'ont-elles plus employé au bout d'un certain temps que le tir indirect. Les officiers

(1) *Quelques enseignemens de la guerre russo-japonaise*, par le général de Négrier, *Revue des Deux Mondes* du 15 janvier 1906.

japonais observaient du haut d'une crête ou d'un arbre et communiquaient (parfois par téléphone) avec leurs batteries. — Le tir rapide des pièces n'a guère pu être utilisé à cause de l'insuffisance des munitions réglementaires. L'artillerie a souvent empêché les réserves d'approcher en rendant infranchissables des zones de terrain étendues (1). — Quand leurs pièces étaient bombardées, les servans se terraient et le tir était suspendu, de sorte que la lutte d'artillerie fut rarement simultanée (c'est la même chose qui s'est produite dans la guerre actuelle). — La nécessité d'une artillerie plus puissante que l'artillerie de campagne s'est manifestée dès le début contre les retranchemens. Le général de Négrier écrit à ce sujet: « L'artillerie de gros calibre, comme le mortier sont maintenant indispensables aux armées de campagne. Il faut prendre son parti de cette nécessité. Il en est de même des mitrailleuses. Elles sont d'un emploi constant, car elles permettent de tenir solidement des espaces étendus avec peu de monde. » L'organisation des tranchées précédées de défenses accessoires, surtout de réseaux de fils de fer, l'attaque par vagues d'assaut successives, en profitant des couverts et des abris et cheminemens, l'importance de tout cela a été clairement aperçue et indiquée par l'éminent écrivain. « Dans l'offensive, l'outil de pionnier est devenu indispensable à chaque fantassin. » — Enfin, le général de Négrier signalait l'emploi du bouclier d'infanterie employé pour protéger les hommes chargés de couper les fils de fer.

Comme conclusion, il recommandait instamment : la constitution d'une artillerie lourde de campagne, et de très gros approvisionnemens en munitions ; l'emploi de matériel téléphonique pour permettre le tir indirect des batteries, et de projecteurs en grand nombre ; l'emploi d'usines frigorifiques pour la conservation des denrées, et d'un réseau ferré à voie étroite étendu pour le ravitaillement.

Toutes ces suggestions du remarquable homme de guerre qu'était le général de Négrier, fruit d'une expérience attentive, servie par un jugement clair, n'ont pas rencontré auprès de l'administration l'accueil qu'elles auraient mérité. Elles se sont cependant toutes trouvées exactement vérifiées dans la guerre actuelle, à l'exception d'un détail : le général de Négrier assure que les shrapnells se sont montrés plus efficaces contre les tranchées que l'obus explosif. Le contraire s'est manifestement produit dans la guerre actuelle, ce

(1) C'est en somme le tir de barrage actuel.

qui tendrait à prouver que les explosifs employés dans nos obus sont très supérieurs à ceux qu'avaient alors les Russes et les Japonais.

Enfin l'expérience de Tchataldja où les Turcs retranchés d'une mer à l'autre, derrière des fils de fer, avec leurs canons défilés, arrêtèrent net, et neutralisèrent le torrent de l'offensive bulgare, est venue achever la leçon impérieuse que dégageaient les dernières guerres.

A ces vues d'ensemble si remarquables, exposées par les précurseurs que nous venons de citer, il faut ajouter les études concrètes et détaillées que certains officiers frappés par les enseignemens des trois dernières guerres ont publiées, à diverses reprises, sur la transformation de la tactique. Parmi elles il y a lieu de signaler tout particulièrement celles que le capitaine Fliecx, en 1913 et 1914 a publiées dans le *Journal des Sciences militaires* et qui fourmillent d'aperçus neufs et ingénieux et de prévisions techniques dont la présente guerre a démontré la clairvoyance.

Quelques-unes des inductions du capitaine Fliecx ne se sont pas trouvées vérifiées par les faits, mais un grand nombre en revanche ont subi victorieusement l'épreuve de la réalité. Les quelques citations suivantes le démontreront :

« La pelle-bêche (ou pelle-pioche) est devenue une arme aussi utile que le fusil pour la progression en avant d'une infanterie qui combat... Morale : faisons de bons terrassiers comme nous faisons de bons tireurs. Créons des champs de fortification, de terres, de cultures, de sites variés et travaillons-y autant qu'aux champs de tir... La prochaine guerre aura la forme qu'elle a eue en Mandchourie à cause des énormes effectifs qui alourdissent les armées comme autrefois les cuirasses et les armures alourdissaient les troupes...

«... Il faudrait peut-être convenir que le canon est désormais le roi de la bataille sur terre comme il l'est depuis longtemps sur mer. Avant que les fantassins ne se soient, par l'attaque et l'assaut, rendus maîtres effectivement de la position, il faudra que les artilleurs en soient les maîtres à distance, en ce sens que pas un geste de l'ennemi, pas une menace n'y soient passibles de la rude sanction de leurs obus. Sans canons libres de leur tir, la victoire d'infanterie est impossible ou presque ; sans mouvement en avant, la victoire d'artillerie est illusoire.

«... Y aura-t-il assez de sapeurs pour toutes les compagnies qui attaqueront ? Aide-toi, fantassin, le sapeur t'aidera. » Certaines de ces

idées étaient d'ailleurs plus répandues qu'on ne croit dans notre corps d'officiers, et, depuis longtemps, le général Langlois, le général de Torcy, bien d'autres, avaient annoncé que l'attaque d'infanterie devrait être accompagnée de canons « indéfiniment approvisionnés. »

***

En somme, un grand nombre des caractères de la guerre de tranchées que nous subissons ont été très clairement annoncés par divers auteurs opérant soit par induction, d'après les enseignemens concrets des plus récentes guerres, soit comme le colonel Mayer par la seule déduction. Les auteurs de ces anticipations ont été réellement prophètes en leur pays, et il n'est plus aujourd'hui personne qui ne considère comme remarquablement fondées un grand nombre de leurs prévisions.

Mais, de ce qui précède, je ne me crois pas autorisé à conclure que la présente guerre s'achèvera nécessairement dans la forme de lutte de retranchement où elle s'est critallisée depuis deux ans. Sur d'autres fronts en ce moment même, sur notre front au début de la guerre, celle-ci sortant de son immobile chrysalide est déjà apparue sous la forme ailée de la guerre de mouvemens. Nous ne pouvons pas affirmer qu'elle ne prendra pas à nouveau sur notre front cette forme, qui nous paraît seule de nature à amener une décision militaire.

En tout cas, qu'il s'agisse de la guerre de tranchées ou de la guerre de mouvemens, un certain nombre de vérités essentielles et applicables à l'une comme à l'autre sont aujourd'hui établies sans conteste et avaient été prévues par les précurseurs que nous avons cités. Parmi ces vérités, il en est deux qui dominent les autres : c'est d'abord la nécessité des abris et celle du défilement et de l'invisibilité de tous les organes du combat ; c'est ensuite l'utilité de l'artillerie lourde tant à cause de sa portée que de la puissance de ses projectiles. C'est enfin que le cœur des soldats et le cerveau des chefs restent les grands ressorts du combat. Quelque forme imprévue que puisse revêtir, avant de finir, cette terrible lutte, elle sera coulée dans le moule de ces vérités-là.

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Tous les yeux et tous les esprits sont tournés vers la Roumanie. Les Allemands sont à Craïova. Le fait en lui-même est important, et, par lui-même, sans en tirer des conséquences ou exagérées ou prématurées, crée une situation sérieuse. Nous n'allons pas ici imiter M. de Ludendorff et ses scribes, ni prétendre qu'une position, importante tant que nous la gardons, perd toute valeur dès que l'ennemi s'en empare. Avouons franchement, parce que c'est l'évidence, qu'il est fâcheux que Craïova soit tombée aux mains de Falkenhayn, mais ajoutons immédiatement, parce que c'est la vérité, que Craïova n'est pas toute la Roumanie, ni même toute la Valachie, ni le cœur et la tête du royaume, Bucarest.

A le mesurer par les distances, le progrès de Falkenhayn n'en est pas moins considérable. Du Nord au Sud, de la passe de Vulcan à Craïova, en ligne droite, à vol d'oiseau, on peut compter plus de 110 kilomètres, et presque autant de l'Ouest à l'Est, d'Orsova à Craïova. Les Allemands semblent avoir fait la route en deux séries d'étapes très sensiblement inégales, dont la première les avait conduits, avec beaucoup de peine, jusqu'à Targu-Jiu, à trente kilomètres du col de Vulcan; puis de là, par un coude brusque et fortement prononcé sur leur gauche, à Sizorta et à Chtefanechti, quelques kilomètres plus bas. La mention, dans leurs communiqués, de certains villages porterait à croire qu'ils ont alors descendu non pas la vallée tortueuse du Jiu, mais la vallée plus courte et rectiligne de son affluent le Gilort, jusqu'à Filiachu, où se rejoignent, au-dessous des deux rivières, les deux voies ferrées, du Nord au Sud et de l'Ouest à l'Est, celle qui mène de Targu-Jiu, d'une part, et, d'autre part, celle qui mène d'Orsova à Craïova. Quoi qu'il en soit, les y voilà, à Craïova ou Tzraïova, ville sans histoire, sans monumens, qui ne se décore que d'un parc superbe, et plutôt marché que ville,

mais marché des plus abondans au milieu d'une des plaines du monde les plus fécondes en céréales; les voilà même à dix lieues de Craïova, aux environs de Slatina, sur l'Oltu. De Chtefanechti à Filiachu et de Filiachu à Craïova, il paraît bien que l'invasion ait roulé en avalanche; mais que les imaginations ne prennent pas le galop, et n'aillent pas prévoir les malheurs de trop loin. Entre Craïova et Bucarest s'interposent des lignes d'eaux nombreuses et serrées; or, pour ne parler que des plus grosses, il y en a ainsi, sur les 180 kilomètres qui, à vol d'oiseau, séparent Craïova de Bucarest, une bonne douzaine; passé l'Oltu, il y en a d'autres. Malgré les apparences, rien n'est donc définitivement perdu, ni désespéré.

Au débouché du col de la Tour-Rouge, l'avance des Austro-Allemands, sur Rimnik, menace, il est vrai, le flanc droit de l'armée roumaine, en retraite à l'Est de Craïova; les Bavarois de Kraft von Delmensingen rôdent autour de Curtea d'Arges. Mais, en suivant de passe en passe les Alpes de Transylvanie, au défilé de Torzburg, entre Dragoslavele et Tzampulung, le terrain n'est arraché et cédé que pied à pied; à Prédéal, et au delà, en remontant, dans les Carpathes, la frontière de Moldavie, la situation est ou stationnaire, ou renversée en faveur des Russo-Roumains. Le foyer du mal est à l'Ouest, dans ce qu'on appelle la pointe et qui est en réalité la courbe dont Orsova marque le sommet. Aux alentours d'Orsova et de Turnu-Séverin, une force roumaine lutte encore dans des conditions qui pourraient devenir difficiles, si elle ne s'était ménagé une issue pour échapper à l'encerclement. Mais ce ne serait jamais qu'un épisode, ce ne serait pas de l'irréparable. Il n'y a point, quant à présent, d'irréparable, et il n'y en aura point, tant que la masse de manœuvre russo-roumaine qui, infailliblement, se constitue quelque part, ne sera pas entrée en mouvement et n'aura pas engagé le combat. Nous répétons, avec les maîtres, que les passages ne se défendent pas dans les passages mêmes, qu'un pays n'est pas écrasé parce que sa frontière est forcée, une portion même de son territoire occupée par l'ennemi, et nous rappelons, à l'appui, d'illustres exemples, anciens et modernes. Si l'ennemi est finalement battu, peu importe où il le sera; il importe seulement qu'il le soit. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y a pas de victoire acquise avant la dernière bataille, et que la dernière bataille n'est livrée que lorsque la dernière armée est anéantie. Cette masse de manœuvre, qui va se révéler à ses coups, et dont nous sentons l'existence plutôt que nous ne la connaissons, en osant affirmer qu'elle est, surtout parce qu'il serait trop absurde

et trop imprévoyant qu'elle ne fût pas, nous ne savons pas précisément en quel endroit, de quels élémens, ni sous quel chef elle se forme. Nous savons simplement, et il nous suffit pour l'instant, que depuis plusieurs jours des renforts russes ne cessent de traverser Galatz, tandis que, sur les deux rives du Danube, et en Dobroudja, on ne signale que des canonnades et des fusillades intermittentes. Dans ce calme, la tempête s'amasse : dans ce silence et dans cette ombre, ayons-en la foi, se forge pour la Roumanie l'instrument du salut. Mais l'intervention ne doit pas être différée. Mackensen a passé le Danube en deux endroits au moins, à Zimmitza et à Islazu ; il a poussé jusqu'à Alexandria ; et, dans cette région, les armées allemandes, si elles n'ont pas fait leur jonction, se touchent par leurs avant-gardes. Alexandria, sur la route qui part de Turnu-Magurele, est à une centaine de kilomètres au Sud-Ouest de Bucarest ; Rimnik, au Nord-Ouest, à 160 ; Pitechti, où se croisent les lignes de Craïova par Slatina, et de Kronstadt par Tzanpulung, à 100 kilomètres aussi.

Des alliés de la Roumanie, dressés en une pressante aspiration vers elle, dans la rude épreuve où elle est plongée, si les Russes de Sakharoff sont seuls à portée de la secourir de tout près et tout de suite, cependant une aide plus lente et, à cause des distances, plus faible, mais non pas inefficace, peut en supplément lui venir de « pressions latérales. » Des Russes encore, de ceux de Letchitsky au Midi de Dorna-Vatra, dans les Carpathes boisées, et au bord de la Transylvanie, sur les derrières de l'armée austro-hongroise du général von Arz. De l'armée alliée de Salonique, qui fait maintenant beaucoup mieux que d'accrocher les Bulgares et de leur donner à retordre du fil de fer barbelé. La prise de Monastir a empli de joie tous les cœurs : après les plus récens succès dans la boucle de la Cerna et autour du lac de Prespa, on l'attendait assurément, mais on croyait l'attendre davantage. Quand on l'apprit, vers trois heures, le dimanche 19 novembre, qui fut un clair et beau dimanche, il courut dans la foule un de ces frissons brefs qui ne sont des signes que d'une émotion fière et saine. En un clin d'œil, les marchands de journaux furent dévalisés, et les passans, sans s'être jamais vus, s'arrêtaient pour se communiquer l'heureuse nouvelle, comme il arrive au soir des grandes journées. L'entrée ou la rentrée des troupes serbes, françaises et russes dans Monastir apparaissait d'abord comme le premier pas sur la voie glorieuse, après tant de pas sur les voies douloureuses, comme le premier acte de réparation et de restauration envers un peuple de héros et de martyrs : et ce

qu'il y a de plus délicat et de plus décisif, de plus fin et de plus fort dans notre âme nationale, son instinct exact et toujours éveillé de la justice et de l'honneur, en fut subitement exalté : on voudrait qu'il fût permis de dire que ses sentimens spontanés de patriotisme et d'humanité s'allumèrent et brûlèrent comme un encens pur. Il retrouvait enfin une ville où asseoir son gouvernement, ce chevalier errant de la souffrance et de l'exil, ce jeune prince Alexandre, que Paris avait accueilli, presque recueilli, consolé, bercé dans la nef symbolique, et qui, ballotté sur les flots comme elle, émergeait de l'abîme de son malheur. En outre, c'était une main tendue vers la Roumanie prête à plier, en dépit de sa vaillance, sous la violence répétée des assauts où se multipliait toute la fureur teutonique excitée par la proie; et, cette main, on l'eût voulue plus prompte ou plus puissante; mais du moins elle l'était assez pour saisir au collet le Bulgare, le clouer au sol macédonien et l'empêcher de courir, pour achever le mauvais coup, au sifflet de son chef de bande.

Par des opérations bien enchaînées, Monastir avait été débordé au Nord-Est, serré de près à l'Ouest et au Sud-Ouest; l'ennemi, s'il se fût entêté, eût risqué de se voir interdire la route de Prilep; quelques dispositions qu'il eût prises, et quelque amertume qu'il en ressentît, il ne lui restait d'autre échappatoire que de filer, tandis que c'était encore possible. La cavalerie française, en entrant dans la ville, trompettes sonnant, n'y trouva plus personne; elle-même et les Russes et les Serbes, qui suivirent, éteignirent aisément le feu mis à la hâte aux casernes et autres édifices publics, maigres incendies, mal attisés, où l'on ne reconnaissait pas la perfection, classique en ce genre, du travail bulgare. A cet échec incontestable l'état-major allemand se montra plus sensible qu'on ne l'aurait cru ; il en craignit probablement l'effet sur le moral, — ce qui est une façon de parler, — de ses complices de Sofia, qui n'aiment la guerre que pour ses profits; et, bien qu'il n'en soit plus très riche, il leur envoya d'urgence une demi-douzaine de bataillons choisis, grâce à l'arrivée desquels la retraite ne se changea pas en fuite, ni la défaite, en déroute. Repris vigoureusement et ramenés par la poigne prussienne, les soldats du roi Ferdinand se sont établis sur des hauteurs, à quatre kilomètres au Nord de Monastir : et la même opération, qui a amené la chute de la ville, recommence : déjà la nouvelle position est débordée par un de ses côtés, serrée de près par l'autre : la fin aussi sera vraisemblablement la même.

Ainsi nous nous rapprocherons de notre double but dans les

Balkans : ressusciter la Serbie, et soulager la Roumanie. Qui sait si ce n'est pas en Bulgarie autant et plus qu'en Roumanie même que la Roumanie pourrait être sauvée? A cet égard, aujourd'hui encore, certains expriment le regret que, devant et voulant tendre une main fraternelle aux Roumains, nous leur ayons tendu la gauche, et non la droite ; c'est-à-dire, sans métaphore, que notre armée de Salonique ait fait son principal effort par son aile gauche, sur la Cerna et dans la région des lacs, non par son aile droite, sur la Strouma; et il va de soi qu'il y en a eu des raisons, dont la première est que les Grecs, en remettant traîtreusement aux Bulgares le fort de Ruppel et les autres ouvrages, nous avaient fermé le passage; mais justement, qu'il y ait eu ces raisons, et que nous n'ayons pu l'empêcher, c'est ce qui demeure regrettable. Cependant, aujourd'hui encore, il n'est pas téméraire de penser que le salut de la Roumanie est en Bulgarie et en Grèce; que, pour aller sûrement le chercher là, il faut pouvoir partir sûrement d'ici. Si on le voit avec certitude, et si on le veut avec énergie, les centaines de milliers d'hommes des armées alliées de Salonique, auxquels se joindrait naturellement tout ce que l'Italie a débarqué et tout ce qu'elle pourrait débarquer, accords faits, à Vallona ou à Santi-Quaranta, apporteront à l'œuvre nécessaire, qui est premièrement, par leur proximité et par les effectifs dont ils disposent, mais qui pourtant ne saurait être uniquement, l'œuvre des Russes, une collaboration des plus utiles. C'est pourquoi nous ne souffrirons pas plus longtemps qu'Athènes soit, dans notre dos, comme une citadelle allemande; et pourquoi nous avons bien fait de reconduire à Cavalla les ministres, plus extraordinaires encore que ne l'annonçait leur titre, qu'y entretenait la *Mitteleuropa;* sans compter, maîtres et élèves, ces archéologues à lunettes, chers au bon M. Lambros, qui ne consacraient pas à d'innocentes antiquités toute leur passion et toute leur habitude des fouilles. Si même d'autres mesures deviennent indispensables, n'hésitons pas; ne nous réglons que sur cette maxime, hors de laquelle il n'y a que duperie et dérision : à tout prix, il nous faut avoir derrière nous une Grèce qui nous donne pleine sécurité, loyale ou impuissante, et qui soit notre amie, ou dont nous soyons les maîtres. Politique de guerre, que la guerre commande tant qu'elle dure, et qui cessera avec la guerre; loi martiale, dure loi, mais c'est la guerre.

Sur le front occidental, les événemens sont comme suspendus. Depuis la dernière quinzaine, dans l'intervalle entre le moment où notre chronique est livrée à l'impression et celui où elle est publiée, les troupes britanniques ont remporté, les 13 et 14 novembre, une

vraie victoire. Elles ont enlevé, dans cette boucle de l'Ancre qui couvre Bapaume, les villages, savamment fortifiés, de Saint-Pierre-Divion, de Beaumont-Hamel, de Beaucourt. Huit kilomètres de la ligne allemande sont tombés, ou ont subi un de ces « fléchissemens élastiques » dont, à la longue, on ne se relève plus. Les Anglais ont fait, dans ces deux journées et dans les suivantes, tout près de sept mille prisonniers, capturé des canons, du matériel de tranchées, des munitions, des approvisionnemens, donné un fort coup de lime sur l'épée allemande, usé une quantité notable de force allemande. Dans le même temps nous reprenions, au Nord de la Somme, le hameau de Saillisel, une première fois pris par nous, et perdu. Puis une sorte d'apaisement s'est fait, à peine troublé, sur la Meuse, par le bombardement des décombres de Douaumont; interrompu, un peu partout, par le spectacle, où l'audace française s'amuse toujours, de luttes aériennes entre avions. Mais les pluies et le brouillard ne sont pas sans doute les seules causes de cette espèce de sommeil des armées. Et, certes, nous avons supporté de pires angoisses; nous sommes résignés, nous sommes résolus à tout supporter tant qu'il le faudra: néanmoins, ces trois mois d'hiver, s'ils devaient être tout à fait vides, coûteraient à notre impatience de voir le territoire national libéré, le droit vengé, le crime puni. Ah! vienne vite le printemps, si bien préparé de semaine en semaine, que nous puissions, au premier soleil, dire sans retard : « Levez-vous, orages désirés! »

Vainqueur aussi la quinzaine dernière, le général Cadorna se réserve dans les Alpes Juliennes et sur le Carso. Peut-être est-il au carrefour de deux routes, et se demande-t-il laquelle est la meilleure, quoiqu'elles conduisent toutes les deux au même but : Trieste par Trieste, ou Trieste par Laybach (que la géographie pardonne ce détour à la politique). Peut-être encore est-il retenu par le bruit, mis en circulation, d'une nouvelle offensive autrichienne qui se déclencherait du Trentin. Mais précisément ce bruit n'a-t-il pas été, avec trop de soin, « mis en circulation, » et ne serait-ce pas une simple offensive en paroles, combinée par les chancelleries plus que par les États-majors, exécutée sur le papier par une presse docile et complaisante? Il semble que l'Autriche ait, à cette heure, mieux à faire que d'attaquer; en tout cas, que d'attaquer sur le lac de Garde, quand elle attaque déjà sur les Alpes de Transylvanie, quand elle-même est attaquée en Galicie, sur les Carpathes, sur le Carso. Ce qu'elle veut, c'est que, pour lui permettre de se tirer d'embarras, l'armée royale lui laisse du répit, et ne bouge pas, dans l'incertitude du lieu où il lui faudra se

porter. Elle voudrait la paralyser, en lui enlevant l'initiative. Mais la finesse italienne est séculairement à l'épreuve de l'astuce autrichienne et de l'astuce allemande conjuguées. La réponse de Cadorna pourrait bien venir de son colloque avec Joffre, et de la conférence tenue à Paris, quelques jours après. D'où qu'elle sorte, et où qu'elle lui soit signifiée, dès maintenant l'Autriche aurait tort de se flatter que cette réponse puisse être telle qu'elle la souhaite.

François-Joseph ne l'entendra pas. Il s'est éteint, en son château de Schœnbrunn, à l'âge de quatre-vingt-six ans, paisiblement, disent les dépêches; avec des mots inintelligibles, à la suite d'une crise de larmes ; il nous plaît de croire qu'à cet âge, lorsque des millions de jeunes gens sont morts à cause de lui, il ne pleurait pas sur lui-même, et qu'à cette heure, ce n'était déjà plus devant les hommes qu'il pleurait. On ne s'est pas fait faute de remarquer que son règne, qui a duré soixante-huit ans, fut le plus long des temps modernes après le règne de Louis XIV. Mais cet astre ne fut jamais très brillant; il lui manqua la grandeur et l'éclat; et ce n'est que par leurs misères que les deux monarques se ressemblent. La fin de l'un rappelle assez bien celle de l'autre; 1916 évoque le souvenir de 1715. Louis XIV et François-Joseph eurent entre eux ce point commun de voir disparaître successivement tous leurs héritiers les plus proches et de s'épouvanter du vide qui se creusait sous leur trône. Guillaume II, à qui l'on ne saurait disputer le privilège du mot en situation, s'est empressé d'écrire au nouvel empereur Charles : « Le règne de l'Empereur défunt comptera dans l'histoire de la monarchie comme une ère de bénédictions. » C'est une manière d'écrire cette histoire, mais il y en a d'autres, et de plus véridiques. L'observateur le plus indifférent ou même le plus hostile tremble d'horreur et de pitié en songeant à l'accumulation de ces bénédictions, publiques et privées, si abondantes que la vie de François-Joseph est sans doute la première vie de prince, et peut-être la première vie d'homme, pour laquelle on ait en l'idée de dresser un graphique de ses calamités. Bénédictions de l'empire qui s'appellent Magenta et Solférino, la Lombardie, Sadowa, la Vénétie, par-dessus tout, la suprême bénédiction de la présente guerre consommant et consacrant l'asservissement de l'Autriche à l'Allemagne; bénédictions de la famille : l'exécution de Maximilien, le suicide ou l'assassinat de l'archiduc Rodolphe, l'assassinat de l'impératrice Élisabeth, l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand; et ce résumé très abrégé néglige la rosée des bénédictions mineures.

Les courtisans et les panégyristes ont mené grand bruit de l'affec-

tion respectueuse que les sujets de François-Joseph auraient vouée à leur souverain, pour ses vertus, ses mérites, et d'abord pour sa loyauté chevaleresque et pour sa paternelle bonté. « Paternelle » était l'épithète qui revenait incessamment dans les discours de l'Empereur allemand comme dans les propos des politiciens austro-hongrois. Il était pour ceux-ci « un maître paternel, » comme pour celui-là « le paternel ami. » Nous-même, au retour d'un voyage d'études, nous nous faisions dans la *Revue* l'écho de ce sentiment étalé sans discrétion; il était difficile de se tromper ou d'être trompé plus complètement, nous l'avouons à présent en toute humilité. Si l'on y eût regardé mieux, on eût compris que le respect allait à la fonction bien plus qu'à la personne, dont les faiblesses alimentaient les commérages de la petite bourgeoisie viennoise, et que l'affection était faite surtout de commisération. A force de plaindre l'Empereur, chaque fois qu'une tragédie, plus terrible que la précédente, lui enlevait un parent ou une province, on avait fini par l'aimer. Et nous, d'après ce qu'on nous en avait montré, nous lui appliquions le mot du poète antique : « Hélas! hélas! infortuné, c'est la seule parole que je puisse t'adresser, et ce sera la dernière! » Mais, quelque part qu'il faille faire à l'inconscience de la sénilité, François-Joseph, ne fût-ce que comme instrument, a depuis lors déchaîné sur l'Europe le fléau qui la couvre de feu et de sang; en face de la postérité qui le jugera et ne l'excusera pas, le mot « infortuné » ne peut plus être la seule ni la dernière parole.

Prince médiocre, à la fois indécis et têtu, orgueilleux et intéressé, chez qui la tradition, le protocole, la forme, cacha et sauva plus d'un demi-siècle l'insuffisance du fond; momie d'une monarchie embaumée, comme en des bandelettes, dans sa tunique de drap blanc; j'ai sous les yeux, tandis que je trace ces lignes, de grandes photographies qui le représentent suivant, à travers les rues de Vienne, la procession du Très-Saint-Sacrement, entouré d'archiducs avec la Toison d'Or, escorté de trabans et de pertuisaniers. Sur l'une d'elles, il est debout, les mains jointes, la tête baissée, et l'on ne retient, de cette image, outre la dévotion de l'attitude, que l'air d'accablement du corps qui se ratatine et se tasse; sur l'autre, il est agenouillé, le front dans les mains; on aperçoit le dessus du crâne, allongé et étroit. François-Joseph apparaît là au vrai, dans la pompe d'une religion et d'une majesté tout extérieures, ombre vaine parmi des ombres, fantôme accompagné de spectres; de pierre, avant que son effigie ait été sculptée sur sa tombe, dans la crypte des Capucins.

Viribus unitis, proclamait tranquillement sa devise, qui ne fut

pas à demi menteuse. Quelle devise va se donner son successeur, après avoir, non sans tergiverser, choisi son numéro ? Il sera donc, comme empereur d'Autriche, Charles Ier, et Charles IV comme roi de Hongrie : preuve de plus que la monarchie est double, et que l'unité ne s'en est jamais parfaite, même dans l'unité du souverain. Sa première pensée avait été, en se faisant appeler Charles VIII, de s'insérer à son rang de successeur de Charles-Quint ; et, pour les Puissances de l'Entente, elles n'y eussent point vu d'inconvénient. Mais pour l'Allemagne qui, par ses hommes d'État et par ses professeurs, prétend aussi à l'héritage du Saint-Empire romain des nations germaniques et qui a laborieusement fondé, sur cette filiation plus que contestable et d'ailleurs contestée, l'Empire prussien des Hohenzollern, c'eût été, de la part de l'Autriche, comme une revendication de titre. Guillaume II ne pouvait souffrir qu'on effaçât ni 1866, ni 1871 ; et, sans ménagement, il a ramené son protégé et allié à 1806 ; ce qui lui a procuré à bon compte le plaisir de se contempler une fois de plus en Napoléon. Devant le froncement du sourcil olympien, il a fallu que l'empereur Charles en fît son deuil ; il ne sera ni Octave, ni Auguste ; il restera Habsbourg-Lorraine et ne renouvellera pas les Habsbourg d'Espagne. Comme s'il n'avait pas assez des hérédités immédiates qu'il porte ; comme si, en particulier, ne pesait pas sur lui la lourde hérédité de cet archiduc Othon dont la turbulente jeunesse et l'orageuse maturité firent si souvent le désespoir et la fureur de François-Joseph ; comme s'il était désireux d'ajouter aux charges directes de son ascendance les tares historiques du sang d'ancêtres éloignés, par exemple, cet étrange amour de la mort, cette *thanatophilie*, qu'on a decrite médicalement, et qui fut la manie obsédante des Charles-Quint et des Philippe II ! On a dit de Charles Ier, que, de tous les archiducs que, l'un après l'autre, François-Joseph dut regarder comme ses successeurs possibles, il est celui que le vieil Empereur préféra. L'éloge, en lui-même, ne vaut guère, puisqu'il ne vaut que par comparaison. Nous verrons ce que la vie et le règne nous révéleront des motifs de cette préférence.

En attendant, Charles Ier d'Autriche, Charles IV de Hongrie accomplit les rites, conformément au plus strict cérémonial, notifie son avènement aux Cours étrangères, se prépare à aller ceindre à Budapest, sur le tertre formé de la terre apportée de tous les comitats, et avec le geste de l'épée pointée aux quatre points de l'horizon, cette couronne de Saint-Étienne, sans laquelle la fierte magyare ne connaît pas de roi apostolique. *Non est rex, nisi coronatus*, affirme le droit

constitutionnel de l'État qui fut le dernier à parler et à écrire le latin. Le nouvel Empereur lance des messages à ses alliés, à ses frères les empereurs et rois, à ses cousins les présidens des républiques neutres, des proclamations à ses peuples, à ses armées et à sa flotte. On s'est ingénié, nous ne savons pour quelle cause, à trouver dans ces documens un accent plus original, plus personnel ou plus profond qu'il n'y en a en général dans ce genre de compositions. Mais la vérité, dépouillée de tout ornement diplomatique, est que cette littérature est insignifiante. Charles Ier ou Charles IV peut bien, sous les premiers feux du diadème, promettre et se promettre tout ce qu'il voudra. Ainsi François-Joseph, sortant empereur et roi du palais archiépiscopal d'Olmütz, sur les débris encore fumans d'une révolution et après l'abdication de l'innocent Ferdinand Ier, jurait avec solennité et, alors, avec sincérité : « Convaincu de la haute valeur d'institutions libérales, nous sommes prêt à admettre les représentans de la nation au partage de nos droits. » Ce serment de fiançailles ou d'épousailles impériales ne l'empêchait pas d'inaugurer, trois mois après, le régime d'absolutisme le plus rigoureux, et de le maintenir, par la prison et par le gibet, jusqu'à ce que les coups de foudre répétés de la guerre d'Italie et de la guerre de Bohême l'eussent contraint à l'adoucir et à chercher dans la tolérance des peuples le fondement que la fortune de la monarchie lui refusait. Curieuses rencontres de l'histoire! C'était un prince de Windisch-Graetz qui, comme général, venait, en décembre 1848, de réduire l'insurrection de Vienne; et c'est un prince de Windisch-Graetz qui, en novembre 1916, vient, comme président de la Chambre des Seigneurs, demander à l'Empereur de convoquer sans délai le Parlement. Mais la présente guerre est tout ensemble, et pour l'Autriche plus que pour tout autre pays, la plus grande des guerres et la plus grande des révolutions. Assurer « les droits de la Couronne » n'est rien ou ne serait qu'un jeu; le problème, que nous croyons franchement insoluble, ou qui est déjà résolu en sens contraire, par la négation catégorique, par une impossibilité radicale et définitive, c'est de sauvegarder dorénavant « l'intégrité de l'Empire. »

Nous avons fait allusion tout à l'heure à une étude publiée par la *Revue*, il y a une vingtaine d'années, dans la conclusion de laquelle nous nous efforcions d'établir que « si l'Autriche n'existait pas, l'Europe devrait l'inventer; » et que, « puisque l'Autriche existe, l'Europe doit tout faire pour la conserver, » étant « intéressée à avoir à son centre, où elle lui pèse infiniment moins, cette éponge de nationalités qu'est

la monarchie austro-hongroise, au lieu d'y avoir, comme elle l'y aurait, le lourd « rocher de bronze » de l'Allemagne prussienne, grossi et alourdi encore du bloc rendu compact de l'Autriche allemande. » Seulement, cette conclusion était intitulée, par un raccourci un peu trop synthétique, *l'Europe sans Autriche ;* c'en fut assez pour que, sans qu'elle fût lue ou comprise, elle fût condamnée, du chef de *Hochverrath*, de « haute trahison, » ni plus ni moins, par le tribunal administratif de Vienne, siégeant comme tribunal de la presse : là encore, la bureaucratie autrichienne se découvrit telle qu'elle est et telle qu'elle a toujours été : la plus belle des bureaucraties. Mais, sur le fond des choses, cette Autriche que l'Europe devait conserver, c'était, bien entendu, l'Autriche autrichienne, autonome, indépendante, et ce ne pouvait pas être l'Autriche germanisée, pis que cela, prussifiée. On était alors au temps où la mode voulait qu'on fixât au jour du décès, dès ce moment, escompté, de François-Joseph la dissolution de la monarchie austro-hongroise. Chacun désignait le morceau que s'attribuerait l'un ou l'autre des co-partageans. A notre avis, il n'était pas si sûr qu'il y eût dissolution et partage, bien que nous eussions garde de nier les difficultés. Ceux qui se piquaient de prévoyance, il y a vingt ans, avaient prévu tout, sauf la guerre. Elle n'a pas résolu le problème, mais elle l'a posé autrement. Elle n'a pas supprimé, pour l'Autriche-Hongrie ces difficultés de vivre, mais elle en a changé la nature ou l'aspect, elle a bouleversé les conditions et les rapports. Il y aurait de l'ironie à dire que le passage de l'ancien au nouveau règne en sera rendu plus heureux, mais il en est peut-être rendu plus aisé, à l'intérieur de la Monarchie. La querelle qu'on prédisait, à fin de partage, n'a plus d'objet. Entraînée par une loi fatale, à laquelle elle ne peut ni ne veut se soustraire, dans l'orbite de l'Allemagne, enchaînée au char de Guillaume II, conduite, le fouet levé, par Hindenburg, l'Autriche ne sera pas mise en pièces. C'est inutile. Elle est déjà dévorée en entier.

La grande idole de guerre est insatiable. Elle réclame des hommes et des hommes, les générations et les races. « Libération » carillonnée de la Pologne russe, « libération » annoncée de la Lithuanie russe, déportation en masse des Belges au delà du Rhin, mobilisation civile en Allemagne et en Autriche-Hongrie, ces quatre mesures sont des mesures militaires, prises pour conjurer ou prévenir la crise des effectifs. Qu'il y ait réellement « crise » ouverte ou que ce soit un effort « colossal » qui se prépare, que cette seconde et extrême « mobilisation » de l'Europe centrale, avec ses annexions tout éphé-

mères, contienne une part de « bluff » plus ou moins forte, qu'allons-nous faire pour répondre? Nous disons, nous, les Alliés, la Quadruple, la Décuple Entente. Ce n'est pas par le défaut de nombre que nous péchons, mais bien plutôt par l'absence d'unité. Le service le plus certain que nous puissions nous rendre à nous tous est de nous en convaincre les uns les autres. Jusqu'ici, nous avons trouvé une formule, qui fait merveille au bas de l'acte final d'une Conférence : » l'unité d'action sur le front « unique ; » peut-être même est-ce plus qu'une formule admirable, est-ce un « mythe, » dans la bonne acception du mot. Mais les mythes n'ont d'importance que lorsqu'ils deviennent créateurs de force et d'action. Ce qui était à dire est dit ; il reste ce qui est à faire.

D'où la nécessité, pour chaque nation de l'Entente, d'un gouvernement, et, pour l'Entente en son ensemble, d'un gouvernement des gouvernemens. Nous voyons bien que la Russie a remplacé M. Sturmer par M. Trépoff (comme l'Allemagne, du reste, M. de Jagow par M. Zimmermann). Mais il ne s'agit pas de changer de ministres, et n'allons pas commettre la vulgaire erreur de confondre le « ministère » et le « gouvernement. » C'est Jérôme Paturot qui s'exprime ainsi, ce n'est ni Montesquieu, ni Tocqueville; c'eût été encore moins l'école des politiques réalistes. La Chambre, chez nous, va entrer en retraite : que Dieu l'éclaire, et que l'Esprit se pose sur le président du Conseil; mais, s'il nous accorde cette grâce, sous une autre forme que celle d'une « langue de feu ! » Un ministère de vingt-cinq membres, dont quelques-uns sont éminens, la plupart distingués, et le surplus indifférent, entre au Comité secret ; qu'il en sorte un gouvernement. Les mêmes noms, les mêmes hommes, les mêmes ministres, mais avec une volonté de plus. C'est le besoin impérieux, l'appel ardent, le vœu unanime de la France.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

LAZARINE[1]

PREMIÈRE PARTIE

LES PERSONNAGES

I

Lazarine Émery à Madeleine Journiac.

Costebelle, par Hyères, ce mardi 4 avril 1916.

Rien de nouveau à la *Maison Verte* depuis ton départ, ma chère Madeleine. *Il* n'a toujours pas parlé, mais ne t'effraie pas, ma sévère Grande. Ne dis pas à ta petite Lazarine d'avoir peur. D'abord, pour les filles du colonel Émery, ce mot de peur n'a pas de sens. Et puis, rappelle-toi l'Évangile et la phrase tant aimée de notre pauvre mère. Ferme les yeux. Vois maman sur la terrasse, si pâle parmi les souples coussins de sa chaise longue, et sa maigre main qui se lève pour nous montrer les oiseaux dans les branches du cèdre. Entends-la répéter : « Deux passereaux ne valent pas un as, et il n'en tombe pas un sur la terre sans la permission de votre Père. » Comment veux-tu que, pensant cela, je n'aperçoive pas autre chose qu'un hasard dans la suite de circonstances inattendues qui ont mêlé la vie du capitaine Graffeteau à la nôtre, et que je n'aie pas autant de sécurité que d'amour ? Raisonne un peu : il y a deux ans, au mois

(1) *Copyright by* Paul Bourget, 1916.

d'avril 1914, où étions-nous, M. Robert Graffeteau et moi? Lui, à Paris, engagé dans un métier si étranger à tout ce que j'ai jamais connu! Encore aujourd'hui, quand il lui arrive de me dire : « Mes occupations à la Bourse... L'agent de change dans la charge de qui je suis employé... » ces mots ne me représentent absolument rien, mais rien. Je regarde ses trois galons d'or sur la manche de son uniforme bleu, et j'ai envie de lui répondre : « Est-ce possible? » Nous n'avons pas une relation commune, pas une. Donc pas une chance contre un million pour que ce jeune homme rencontrât jamais la Provençale renforcée que je suis devenue, comme mon patron saint Lazare. Songe. Depuis la mort de maman, je n'ai quitté la *Maison Verte* pour un peu de temps qu'une seule fois, quand je suis allée en Avignon, lors de ton mariage. Si. Une autre fois, à l'époque où le général Brissonnet commandait à Nice et quand Père a voulu lui recommander notre bon Jacques. Dis, ne trouves-tu pas cette aventure extraordinaire, stupéfiante, miraculeuse, que nos deux chemins, qui nous menaient, M. Graffeteau et moi, si loin l'un de l'autre, se soient tout d'un coup croisés? Car, enfin, il n'était pas soldat de métier. Il aurait pu, comme tant d'autres, ne pas faire, pendant la paix, ce qu'il fallait pour avoir un grade au début de la guerre, et alors, blessé, il n'aurait pas été envoyé au *Mont des Oiseaux*, hôpital d'officiers, et pas davantage s'il n'avait pas reçu cette blessure-là, cette balle dans l'épaule qui lui a traversé le poumon. Blessé autrement, on l'hospitalisait dans le Centre ou l'Ouest au lieu du Midi. Au *Mont des Oiseaux*, le commandant Saint-Hilaire, qui nous l'a présenté, devait partir la veille du jour où M. Graffeteau est arrivé. Il prend un refroidissement et reste une semaine de plus. Ce refroidissement, le commandant pouvait ne pas le prendre. Il pouvait ne pas avoir servi sous Père au Tonkin, lui-même ne pas avoir eu M. Graffeteau sous ses ordres en Champagne. Qu'un seul de ces événemens eût manqué, et ce nom : Graffeteau, me représentait dix lettres de l'alphabet, rien de plus, au lieu que... Je sais. Je sais. Il ne faut pas ressembler à ces bonnes femmes d'ici qui montent à la chapelle de Notre-Dame de Consolation demander à la Sainte-Vierge que leurs petits pois se vendent bien. Pourtant, rappelle-toi encore : « Les cheveux de votre tête sont comptés!... » Et puis, Madeleine, quand je me tromperais sur le sens de ces évé-

nemens, je ne me trompe pas sur mon cœur, ni sur le sien. Je l'aime et *je sais qu'il m'aime*. Quand est-ce qu'il me le dira? Je l'ignore. *Mais il me le dira*, et voilà pourquoi je me crois sage de ne pas écouter ton prudent conseil, pourquoi je me livre tout entière à mon sentiment. Comment veux-tu que j'aime sans avoir foi en celui que j'aime? Je ne crains rien. Je n'appréhende rien. Je suis immensément heureuse, et que c'est bon d'avoir une sœur, même grondeuse, à qui le crier! Comme je te suis reconnaissante de m'avoir devinée et de m'avoir parlé, samedi, avant ton départ! Sans cela, je ne t'écrirais pas ces folies, et c'est tellement doux de se raconter!

Hier, *il* est venu dîner à la *Maison Verte* avec trois de ses camarades. C'est te dire, — j'aurais dû commencer par là, — que Père est tout à fait remis, et qu'en dépit du mistral de l'autre semaine, ses terribles névralgies ne le tourmentent plus. La fidèle Élisa, la paresseuse Miette et moi nous avions couvert la table d'œillets, d'anémones et de safranos. Oh! que j'ai été contente pendant ce dîner, au milieu de ces hommes braves qui ont tous versé leur sang pour la France! Je regardais notre père et la longue cicatrice de son front, en me répétant avec orgueil que, si l'âge et les douleurs l'immobilisent aujourd'hui, il a, dans son temps, chargé les Boches non moins intrépidement que ces fiers jeunes gens en uniforme couleur d'horizon. Je pensais tendrement à notre frère dans les boues du Nord, à ton mari en route vers Salonique, et je me disais de nos convives : « Ils sont les frères de mon frère, et parmi eux est mon bien-aimé. Ils vont repartir bientôt, endurer encore les souffrances sacrées de la guerre... » Et je n'avais plus de remords de jouir de l'admirable soir de printemps. Il me semblait que notre pays, pour les récompenser de le défendre, leur offrait l'enchantement de cette nuit méridionale, de ces larges étoiles, de ces massifs de mimosas. Les fenêtres étaient grand ouvertes sur le jardin, et tantôt l'arome de ces mimosas nous arrivait, tantôt celui du long carré de violettes, tu sais, dans le coin à droite. Par instans, le rossignol chantait. J'étais assise près d'un nouveau venu au *Mont des Oiseaux* et que tu ne connais pas. Il est ici d'avant-hier. Il s'appelle Duchatel. Il servait comme lieutenant dans la compagnie de M. Graffeteau, qui nous l'a amené. Dans la vie ordinaire, il était architecte à Lyon. Il s'est conduit comme un héros. Il ne repartira pas. Il est aveugle.

Son visage émacié était triste, doux et tranquille, malgré les deux affreuses cicatrices du bord de ses paupières fermées. Un éclatement d'obus lui a brûlé les yeux. Il a bu, comme les autres, à notre victoire, en levant son verre que remplissait notre vieux vin cuit dont il ne pouvait pas voir la chaude couleur de topaze brûlée. Et, comme devinant que je le plaignais, il m'a conté, d'un ton un peu mystérieux, sa joie de passer son premier printemps d'aveugle en Provence.

« Oui, » fit le capitaine Graffeteau qui nous écoutait. « Duchatel sait toujours parmi quelles fleurs il se trouve. Chaque saute de vent lui change son paysage. »

« C'est vrai, » a repris Duchatel. « Quand j'avais mes yeux, je ne me doutais pas de ce qu'il y a de vie et d'étourdissante variété dans l'air qu'on respire. » Et se penchant du côté de la fenêtre : « Tenez. Les lilas commencent à s'ouvrir, ce soir. »

Madeleine, je lui aurais baisé les mains de reconnaissance pour me montrer ainsi la sérénité de son cœur. C'était une absolution donnée par une victime de la guerre à la joie profonde que je me reproche si souvent d'éprouver, pendant qu'on se bat. Et j'étais reconnaissante aussi à M. Graffeteau d'avoir voulu que nous connussions son ami dès son arrivée. Si tu l'avais vu, avant le dîner, conduire l'infirme appuyé à son bras le long du chemin qui descend entre nos pins et nos bruyères, je t'assure que tu n'aurais plus jamais douté de son cœur.

Quand vint pour ces messieurs l'heure de rentrer, la nuit continuait d'être si douce que Père me proposa de marcher avec eux jusqu'à leur hôpital. Ce fut moi qui demandai à M. Duchatel de lui servir de guide. Nous voilà tous engagés dans la route à lacets. Nos deux nigauds de bassets aboyaient à la lune. Nous allions lentement, à cause de l'aveugle, dont je sentais la main sur mon bras, si légère, ne s'appuyant pas, cherchant seulement une direction, et mon pas s'accommodait au rythme de son pas, comme tout à l'heure celui de M. Graffeteau. A un moment, nous nous arrêtâmes pour regarder le vaste paysage nocturne. D'instinct, nous nous taisions quand lui, comprenant notre silence :

« Ne craignez pas, » dit-il, « de me raconter ce que vous voyez. Vous ne me ferez pas de peine. Au contraire... »

J'entendrai bien longtemps la voix de M. Graffeteau lui répondre et lui évoquer la merveilleuse nuit : la vallée boisée de

Vertaubanne et ses oliviers argentés sous la lune, Silvabelle et ses pins d'Alep, la mer ensuite, frémissante et claire, là-bas la sombre ligne de la presqu'île de Giens avec son phare à feux tournans, étoile mobile dans le fourmillement des étoiles fixes du ciel. Et toujours j'entendrai l'aveugle répondre : « Que le monde est beau ! » Quelle émotion dans cette parole ! C'était comme s'il eût regardé par nos yeux et comme si nous eussions senti par son cœur. Ce souvenir me touche aux larmes en te l'écrivant. Je m'arrête pour ne pas tacher mon papier, et aussi parce que je veux que le facteur emporte cette lettre, et il va passer. Je n'ai plus que le temps de t'embrasser et de te demander des nouvelles de ma future petite nièce, — car ce sera une fille, — et je lui souhaite d'avoir moins de déraison que ta romanesque sœur qu'il ne faut pourtant pas trop gronder,

LAZARINE.

II

Madeleine Journiac à Lazarine Emery.

Du mas Journiac, près d'Avignon,
ce vendredi, 7 avril 1916.

Ma chère petite, je n'ai pas pu te répondre hier parce que le mas n'a pas désempli. Du monde est venu toute la journée, d'Avignon, de Villeneuve, de Roquemaure, de Remoulins. Imagine-toi : un bruit a couru le pays, — inventé par qui ? propagé par qui ? mais il a couru, comme le furet du bois joli, — que le bateau qui portait mon pauvre Pierre à Salonique, le *Montcalm*, avait été torpillé, tout l'équipage noyé, avec les troupes embarquées à bord ! Si je n'avais pas eu la dépêche m'annonçant sa bonne arrivée là-bas, la précision des détails m'aurait consternée. L'heure, le lieu, le numéro du sous-marin allemand, rien n'y manquait : le matin, en vue de la Corse, entre le golfe de Santa Malza et l'île de Cavallo. Ils sont bien coupables, les bavards qui colportent de ces nouvelles par sotte vanité de savoir, au risque de briser des cœurs si tourmentés déjà. Croirais-tu que ma pauvre belle-mère a dû prendre le lit, tant elle a été secouée ?

« Ça aurait tout de même pu être vrai, » répétait-elle.

Mon beau-père, lui, a éclaté de rire au nez du premier visi-

teur. Le second l'a impatienté. Au troisième, il se fâchait tout rouge. Il en a manqué une grosse vente de son vin. Belle-mère et beau-père m'ont touché tous deux parce qu'ils ont pensé à ton futur petit-neveu, — car ce sera un garçon, entendez-vous, mademoiselle? — Ma belle-mère a eu un mot charmant de femme, que je veux te rapporter. Je la veillais le soir, elle couchée et tricotant pour les blessés, moi assise auprès d'elle, achevant le mignon bonnet de dentelle d'Irlande que tu m'as commencé.

« Je voudrais être à six semaines d'ici, » dit-elle tout d'un coup, « quand le bébé sera là. » Et, regardant avec attendrissement ma taille lourde : « Ce sera un si bel enfant! Tâchez de ne pas être trop inquiète, Madeleine, pour qu'il ne naisse pas triste. »

« Je ne suis pas inquiète de Pierre, maman, » ai-je répondu. Je n'ai pas ajouté que je suis un peu inquiète d'une autre personne qui n'est autre que toi, Lazarine. Te laisser si troublée m'effrayait bien quand je suis partie, et surtout l'énigme que me représente M. Robert Graffeteau. Car, enfin, voici près de trois mois qu'il est au *Mont des Oiseaux*, près de trois mois qu'il est reçu à la *Maison Verte*. Je crains qu'il ne puisse pas douter de ta sympathie pour lui. Il sait que l'estime de notre père lui est tout acquise. Ses blessures, sa croix de guerre et sa magnifique conduite dans l'offensive de Champagne lui sont une garantie que le colonel Émery, passionné des choses de l'armée, n'aura pas d'objections à ce mariage. Lui-même n'a plus ni son père ni sa mère. Il est donc libre. Un futur agent de change, fils d'un ancien sous-directeur d'une banque telle que le *Grand Comptoir*, possède certainement, sinon une grosse fortune, de quoi assurer à son ménage la plus large indépendance. Et il ne se déclare pas! Il a donc une raison. Laquelle? Pardonne à ta prosaïque Madeleine, — la caissière du mas Journiac, — de te rappeler que la vie ne se compose pas seulement de clairs de lune, de lilas en fleurs et d'émotions fines. Je ne te dirai pas, comme j'ai lu je ne sais plus où, qu'elle est une affaire brutale, mais je la connais déjà trop pour ne pas savoir qu'elle a souvent de cruels et tristes dessous. Remarque, je ne prétends pas que ce soit le cas ici. Il est possible que M. Robert Graffeteau veuille simplement t'étudier davantage. Il est possible aussi qu'il y ait, entre lui et le mariage, une de ces difficultés

dont je t'ai parlé le jour de mon départ : un passé pas tout à fait passé. Souviens-toi de notre frère et des inquiétudes dont nous avons vu nos parens dévorés, à cause de lui. Les hommes les plus délicats peuvent, très jeunes, avoir eu des faiblesses, et ces faiblesses de la vingt-deuxième année leur barrer, à trente ans, une nouvelle vie. C'est une maîtresse qui menace d'un scandale. C'est un enfant. Tu vas encore protester, comme sur le quai de la gare d'Hyères :

« De lui, je ne croirai jamais rien de honteux. »

« Et la Paula de notre pauvre Jacques? » t'ai-je répondu. J'ai lu distinctement dans ton regard que tu me trouvais très dure. Ah! chère petite sœur, c'est le contraire. Je t'aime tant, et j'ai si peur d'une déception pour ton adorable cœur que je connais si tendre, si vrai, si passionné! Tiens, un autre souvenir. Tu souriras de celui-là. Te rappelles-tu, quand nous galopions sous les pins parasols de *Ceinturon*, au bord de la mer, et quand tu lançais à toute bride ta jolie jument *Vérité?* L'excellent major Garfield se hâtait derrière toi, en te criant : « *Never let your horse get the best of you, Miss Lazarine.* » Ce que notre vieil ami te disait de ton cheval, moi, je te le dis de tes sentimens : ne les laisse pas te gagner à la main, tellement que tu ne les gouvernes plus. Et, si tu préfères une comparaison moins triviale, remémore-toi la vieille coutume de Provence au Moyen Age, ces repas où toujours on laissait une place vide, pour le pauvre. Nous, vois-tu, dans nos songes d'avenir, nous devons toujours laisser une place vide pour le malheur. J'ai le droit de te donner ce mélancolique conseil. C'est la sévère discipline que j'essaie de m'imposer. Depuis ce mois d'août 1914, où j'ai vu partir pour l'inconnu et notre Jacques et mon Pierre, pas de jour où je ne me force à me figurer comme possible la plus sinistre nouvelle... Mais que vais-je te raconter là? A moi aussi les larmes viennent et je m'arrête d'écrire, non pas de peur de tacher mon papier, mais pour que ton filleul ne naisse pas trop triste. Sois prudente, ma douce petite, c'est ce que te répète tout bas, en t'embrassant, comme elle t'aime, ton ennuyeuse aînée qui n'aurait que trop de tendance à te ressembler.

MADELEINE.

III

Lazarine Émery à Madeleine Journiac.

Costebelle par Hyères.
Ce lundi, 10 avril 1916.

Que veux-tu dire, chère Madeleine, quand tu me parles de réserver au festin la place du pauvre? Si le malheur que tu imagines doit entrer dans ma vie, crois-tu que le festin continuera? Dis-toi plutôt qu'à l'apparition de ce pauvre-là, ce sera comme à Salon, chez votre oncle Arène, lors du tremblement de terre : toute la maison croulera. Il n'y aura plus ni fleurs sur la nappe, ni vin dans les verres, ni convives autour de la table. Ce ne sera que ruine et que mort. Je ne sais pas ce que deviendrait ta Lazarine si elle devait survivre au désastre. Je ne peux pas le savoir. Je ne peux pas m'y préparer. Je serais une autre créature. Comment veux-tu que je devance les métamorphoses de la douleur?

Ma seule prudence, veux-tu que je te la dise? C'est de prier. Le matin, chaque matin, dans notre modeste petite chapelle à nous. Nulle part maman ne m'est plus présente que sous la voûte de ce petit sanctuaire, construit pour elle et sur ses dessins. Je l'y vois toujours, immobile dans son fauteuil et penchée sur son *Imitation*, à côté de moi qui m'agenouille. La porte est ouverte. Le soleil entre, tamisé par les pins. Il auréole son pâle visage creusé par sa longue souffrance. Notre douce absente est encore là. Et je prie pour que Dieu me garde un cœur fidèle et pur, quoi qu'il arrive. Je prie pour que cet amour, qui est entré en moi comme un hôte sacré, ne m'entraîne jamais au péché. Je ne prie pas pour qu'il me reste encore un bonheur quelconque en ce monde, si mon amour s'était trompé.

Et il ne s'est pas trompé, mon amie. Je ne demande pas à Dieu qu'il me préserve de ce malheur-là, qui n'est pas possible. Un autre est possible, dont je retrouve l'image et la menace, quand, à l'heure de l'Angelus, il m'arrive de monter jusqu'à Notre-Dame de Consolation. Tous les pauvres *ex-voto* qui tapissent les murs de cette vieille église ne m'ont jamais été aussi vivans. Que nous avons souri de fois devant ce panneau du XVIIIe siècle où l'on voit un chasseur dont le fusil part dans

le dos d'un passant! Nous trouvions comiques ces innombrables et grossières peintures : ces chevaux emportés, ces enfans tombant d'un étage, ces couvreurs précipités d'un toit, ces bateaux fendus sur un rocher, toutes ces naïves évocations des périls écartés par la Bonne Mère. Aujourd'hui, quand je vais prier là-haut, j'ose à peine regarder ces tableaux. Ils sont l'*accident*, la surprise de la mort sans cesse suspendue sur la vie humaine, et combien multipliée par ces temps de guerre! Là, aux pieds de cette Madone dans laquelle les humbles croyans de ces simples offrandes ont vénéré leur préservatrice, avec quelle ferveur je supplie que cette suprême épreuve, qui met un voile noir sur tant de têtes penchées autour de moi, nous soit épargnée, à toi dans ton mari, à nous deux dans notre frère, à moi dans celui dont je souhaite si passionnément qu'il t'appelle un jour : « ma sœur! » Le secret de son silence? Mais il est là, Madeleine, dans une appréhension pareille à l'angoisse qui me serre le cœur, parmi ces monumens de piété, devant cet autel de la Vierge. Ah! puissé-je ne jamais y revenir pour implorer d'elle la consolation dans un malheur que nous savons également possible, M. Graffeteau et moi! Écoute plutôt.

Cet après-midi, j'allais descendre au jardin pour ma cueillette de roses, qui est maintenant quotidienne. Père arrive avec M. Graffeteau, rencontré en chemin et qui le reconduisait. Ils avaient causé d'un de ces affreux bouquins militaires allemands que nous avons, toi et moi, en horreur, parce qu'ils déshonorent le noble métier de soldat.

« Je vais chercher le Bernhardi dans ma bibliothèque, » dit Père.

« Et pendant ce temps j'emmène M. Graffeteau dans le jardin, » fis-je impulsivement. « Il me portera mon panier. »

Père sembla hésiter une seconde. Puis, nous quittant :

« Je vous rejoins dans deux minutes... »

Pour la première fois, depuis que M. Graffeteau fréquente chez nous, je crus surprendre un rien de déplaisance dans son regard et dans son accent. Je me suis trompée sans doute, car la soirée s'est passée ensuite sans qu'il m'ait fait une allusion à ce que ma grande sœur appellerait ma coquetterie. Et elle aurait si tort! Nous voici donc, le capitaine et moi, en train de marcher dans les allées bordées d'iris. Les genêts blancs secouaient autour de nous leurs fines grappes fleuries. L'or des oranges

luisait parmi les feuilles sombres. Le ciel était d'un bleu léger, sans un nuage. A l'horizon, vers la pointe de Porquerolles, les rochers des Mèdes et l'île de Port-Cros brillaient comme des pierres précieuses serties dans la mer. Il était quatre heures, l'instant de clarté fraîche et d'enchantement avant le soir. Je commençai mon travail, cherchant, dans les massifs du bord de l'allée, les roses à demi mortes. Nous nous taisions, tous les deux, et l'on n'entendait, mêlé aux chants des oiseaux dans le silence du jardin, que le petit bruit de mon sécateur coupant les tiges. Tout d'un coup, et comme il me tendait le panier pour y déposer une première brassée, il me dit, sans préparation :

« Le médecin va me signer mon *exeat*, mademoiselle. Je repars dans huit jours... »

« Ce qui signifie, » interrogeai-je, « que vous serez au front?... »

« Dans deux semaines peut-être. »

J'eus comme un éblouissement. Je recommençai de couper des roses pour qu'il ne vît pas mon trouble, et comme il se taisait de nouveau, ma gêne grandit si fort que je dis cette phrase bête, en mettant dans le panier une seconde brassée :

« Vous n'oublierez pas ce pays? »

Il me répondit tout bas, sans lever les yeux :

« C'est vous qui me le demandez? »

Je me retournai vers les massifs. Je me sentais devenir aussi rouge que les « cramoisies » où fourrageaient mes gants. Je me mis à rire, un peu nerveusement, j'en ai peur, et avec une gaieté jouée :

« Hé bien! vous y reviendrez... »

Lui alors, très grave :

« Est-ce qu'un officier d'infanterie peut parler au futur? »

Je n'eus pas le temps de relever sa phrase. Père arrivait avec le Bernhardi. Mais, j'en appelle à ton sens de femme. Madeleine, donne-t-elle assez la clef de l'énigme, cette phrase? Pouvait-il me dire plus nettement le scrupule qui fait qu'il ne me demande pas? C'est trop clair : il estime qu'un homme qui peut être tué dans quinze jours n'a pas le droit de se fiancer. S'il a deviné ma « sympathie, » pour prendre ton mot, du moins il ne sait pas combien je l'aime. Il croit qu'une déclaration et

des fiançailles m'attacheraient à lui par des liens tout nouveaux et que mon cœur en serait plus cruellement exposé avec sa vie. Voilà pourquoi il se défend sa déclaration. Il craint d'éveiller ce cœur à un sentiment dont il ignore que je suis déjà toute remplie. Il ne devine pas la vérité profonde : s'il était tué maintenant, je ne pourrais pas avoir l'orgueil des veuves, j'en aurais toute la douleur.

Que me reste-t-il à faire? C'est bien simple. A lui parler, moi. Oui, Madeleine, moi, la première. C'est à moi d'avoir le courage de notre amour. Car il m'aime. Une fois de plus, dans cette seconde où il m'annonçait son départ, je lui ai lu jusqu'au fond de l'âme. Il m'aime. Il voudrait me le dire. Entre l'aveu et moi, il y a son honneur.

Mais, mon honneur à moi? N'y manquerai-je pas, en parlant la première? C'est la question que je me pose à présent avec un tremblement de tout mon être. Cet après-midi et sous le coup de l'émotion, j'aurais peut-être passé outre, si Père n'avait pas interrompu notre tête-à-tête. Maintenant je ne sais plus. Je n'ose plus. Parler la première?... Oui. Les convenances me le défendent. Mais s'il m'aime, — comme j'en suis sûre, entends-tu, — s'il m'aime, puis-je le laisser retourner au danger sans qu'il ait eu la joie de se savoir aimé? Puis-je risquer ainsi que l'éternité descende sur notre silence? Ce mutisme imposé aux jeunes filles sur leur sentiment quand ce sentiment est le meilleur, le plus vrai, le plus pur d'elles-mêmes, qu'est-ce autre chose qu'un préjugé? Quoi de plus *honorable*, pour moi, au vrai sens du mot, puisque celui qui m'aime et que j'aime est un soldat qui va se battre pour la France, de lui avoir mis du bonheur dans le cœur, de lui avoir donné ma vie pour qu'il l'emporte au danger avec la sienne?...

Et pourtant une idée m'arrête. Je me dis que le jour où j'aurai parlé à celui que j'aime, je ne m'estimerai pas de ne pas parler à Père, et tout de suite. Alors pourquoi ne pas lui parler d'abord? Et je me réponds : « Nous lui parlerons ensemble, et Père ne pourra pas m'en vouloir de lui assurer un fils selon son cœur. »

Mardi 11.

Je me suis arrêtée d'écrire, hier soir, en me demandant si je n'allais pas déchirer cette lettre. Je ne l'ai pas déchirée, et je

te l'envoie. Te connaissant, je serais bien étonnée, si tu ne pensais pas comme moi maintenant sur la réserve du capitaine Graffeteau et son motif. Alors?...

Je t'embrasse comme je t'aime, chère chérie.

LAZARINE.

IV

Le général Brissonnet au capitaine Robert Graffeteau.

Aux Armées, 9 avril 1916.

Ci-joint, Robert, une lettre de mon ancien chef au Tonkin, le colonel Émery. Mon premier mouvement, en la lisant, a été l'indignation. J'ai pris la plume pour lui dénoncer sur-le-champ ta déloyauté. Car c'en est une, et abominable, de pénétrer dans une famille, catholique et pratiquante, comme celle-là, d'y rencontrer une jeune fille et de lui faire la cour, en lui cachant à elle et aux siens, que l'on est un divorcé et dont la femme vit toujours. Et puis, je n'ai pas écrit au colonel. Je me suis dit : Ce n'est pas possible. Il y a un malentendu et que Robert m'expliquera. Il n'a pas fait cela. *Il ne m'a pas fait cela.*

J'ai souligné ces mots et tu m'as compris. En présence de la vilaine action qui m'est révélée, j'ai le droit de t'interroger et tu as le devoir de me répondre. Rappelle-toi, il y a quatre ans, ta visite désespérée chez moi, ton imploration, ta promesse. Ces dettes-là ne se prescrivent point. Oui. Rappelle-toi. Tu venais d'avoir avec ton père une scène terrible. Averti par le scandale de l'inconduite de ta femme, il t'en avait apporté les preuves. Il t'avait sommé de l'exécuter, de te séparer d'une créature qui salissait votre nom. Il t'avait vu hésitant. Il l'avait fait venir. Une explication avait eu lieu entre vous trois, au cours de laquelle la malheureuse vous avait nargués avec un cynisme affreux et des mots de fille. « Le séparer de moi, » avait-elle crié à ton père en te montrant, « mais essayez, essayez. Il me reviendra. Il m'a dans la peau. Qu'il ose donc dire devant moi qu'il ne savait pas !... » Et tu avais dû, elle sortie sur cet outrage à ta fierté d'homme, avouer qu'en effet tu avais tout soupçonné, tout deviné, tout compris, et tout supporté. « Tu n'as pas d'honneur, » avait gémi ton père. Il t'avait chassé, toi aussi, et tu m'arrivais, à moi l'ami d'enfance de ce juge

irrité, pour que je plaide ta cause. Affolé, perdant pied, sentant trop bien que l'existence en commun avec ta femme, maintenant que tu ne pouvais feindre d'ignorer, c'était l'abjection définitive, maudit par ton père et ne pouvant pas supporter son mépris, tu sanglotais. Je vois tes larmes. J'entends tes plaintes. Qu'il te dictât ses conditions. Tu les acceptais d'avance. Tu quitterais ta femme. Tu ne la reverrais plus. Tu divorcerais. Tu lui arracherais ton nom. Tu jurais sur la mémoire de ta mère. Qu'il te pardonnât seulement, et pas même, qu'il consentît à t'éprouver, à te regarder vivre, une fois brisé ce mariage d'esclavage et d'envoûtement. Tu me demandais, sachant combien ton pauvre père m'aimait, de me porter garant pour toi. Je l'ai fait.

J'y ai mis une condition. Rappelle-toi encore. Ton récit m'avait consterné. Qu'un mari ne renvoie pas sa femme, quand il se voit trahi, ce peut être un sacrifice au devoir paternel, s'il y a des enfans, et, s'il n'y en a pas, une chevalerie. Dans un cas comme dans l'autre, il faut que la trahison cesse. Sinon la tolérance devient une complicité dégradante. Elle suppose ou d'ignobles motifs ou un manque si triste de dignité intime! Et tu en étais descendu là, toi le fils d'une mère que j'ai tant respectée, d'un père que j'ai tant estimé! Elle, tu l'as perdue jeune, pas assez pour que tu n'en gardes pas une image de délicatesse et de vérité. Lui, tu l'as vu vivre. Tu t'es mû, depuis que tu respires, sous le rayonnement de probité fière qui lui a fait, parti de si bas, une place si haute dans le milieu d'affaires où il a travaillé. Rien de leur être moral n'était donc passé dans ton être? Je voulus te confesser à fond, et je constatai que ton cœur n'était pas vraiment gâté. Mais quelle misère! Je sus le triste roman de tes fiançailles que j'ignorais, ce que l'on t'avait dit de mademoiselle Thérèse Alidière, l'horrible lutte que tu avais soutenue contre toi-même, tantôt dominé par la défiance et décidé à rompre, tantôt entraîné, subjugué par sa beauté, enfin l'espèce de fièvre enivrée et douloureuse de ton mariage. Je sus l'empire que ta femme avait tout de suite exercé sur toi, comment elle avait, tout de suite aussi, abusé de son pouvoir, quel foyer t'avait fait sa folie de monde et de plaisirs. Absent de Paris, j'avais ignoré cela comme le reste. Je sus ses premières coquetteries, tes soupçons, ses audaces, comment tu t'étais tendu à ne pas vérifier des signes trop révélateurs, le

supplice de ta jalousie et la lâcheté de ton amour. Ton père n'avait pas compris. Les hommes de sa trempe et qui ont vécu si droitement, si rigidement, ont de ces intransigeances. Moi, j'en ai tant vu, parmi mes camarades, de ces passions qui imploraient le mensonge pour avoir le droit de s'assouvir! Tant connu de ces émotifs comme toi, chez qui le désir paralysait la volonté, que l'approche d'une certaine femme troublait jusqu'à leur faire commettre des actions infâmes et qui ne leur ressemblaient pas! Et les tiennes, non plus, ne te ressemblaient pas : ces reculs devant l'évident devoir, ces complicités, je maintiens le mot, parce que l'on s'obstine à ne pas *savoir*, quand on *sait* si bien, ces acceptations de l'abominable partage plutôt que de renoncer à la plus bestiale luxure! Ton horreur de cet avilissement à cette minute prouvait qu'il était encore temps de te sauver.

« Je parlerai à ton père, » t'ai-je dit. « Mais réfléchis bien qu'en me portant garant pour toi, j'engage mon honneur, et que si jamais tu reprends ta femme... »

« Je ne la reprendrai pas, » interrompis-tu, et tu ajoutas: « Ce n'est pas pour aujourd'hui seulement que je vous demande d'être garant auprès de mon père. C'est pour l'avenir, c'est pour toujours. » Tu ajoutas, dans un élan qui me fit t'embrasser, tant il y tenait d'honneur retrouvé et de gratitude virile : « Je suis jeune. Ma vie sentimentale n'est pas finie. Cette défaillance m'aura été une leçon. Elle ne recommencera pas. En voici le gage : je vous donne ma parole, mon général, d'en appeler à vous si jamais je me trouve de nouveau dans un conflit entre ma passion et mon devoir. Vous serez ma conscience vivante. »

J'ai tenu, Robert, à te remettre sous les yeux tout ce passé, bien en détail, en même temps que cette lettre d'Émery. Maintenant il faut me dire ce qu'elle signifie ? Ton père avait-il donc raison de douter de toi malgré ton repentir et de répondre sur son lit de mort à mes protestations : « Il a été trop faible ; il retombera ? » Es-tu vraiment retombé ? Est-il possible, qu'introduit dans cette famille, tu aies caché ton mariage et ton divorce, dans un dessein délibéré de séduction ? Comment expliquer ce silence d'une autre manière, et ce fait encore que tu ne m'aies écrit qu'une fois depuis ton arrivée au *Mont des Oiseaux*, sans me parler du colonel, sachant certainement que nous nous connaissions ? Je cherche à y voir clair

et une hypothèse m'apparaît qui explique tout : Tu es reçu chez le colonel Emery. Tu deviens amoureux de sa fille. Tu te rends compte qu'avertie de ta situation, cette enfant pieuse s'interdira de penser à un mariage avec toi. Son père, lui-même, t'accueillera moins librement. Ces braves gens vivent loin de Paris, loin de ton monde. Il y a bien peu de chances pour qu'ils apprennent ton divorce qui, d'ailleurs, a fait si peu de bruit. Brissonnet seul pourrait le leur dire. Il est à la guerre et il a la tête ailleurs. Tu te gardes bien de lui annoncer que tu vas chez les Emery. Tu as bien pourtant quelques remords. C'est un abus de confiance, tu t'en rends compte, que de faire la cour à une jeune fille dans ces conditions-là. Mais parler, ce serait renoncer au charme d'une présence qui te devient chaque jour plus chère, et tu te tais, avec l'espérance qu'au jour où il faudra bien que tout se découvre, ce cœur de jeune fille sera entièrement pris. Peut-être alors t'aimera-t-elle assez pour t'épouser, malgré son père, malgré l'Église ? Oui. C'est une clef de l'énigme de ta conduite que ce raisonnement où je retrouve, avec dégoût, le mari dégradé de Thérèse Alidière, l'homme démoralisé par la complaisance à ses émotions, et qui s'excuse des pires fautes parce qu'il désire et que ce désir lui est plus cher que tout, même que l'honneur. Et puis je me souviens de la scène d'il y a quatre ans, de tes larmes, de la parole donnée, et j'entrevois, je veux entrevoir plutôt une autre hypothèse, celle où tu n'aurais été qu'un étourdi et qui n'a pas réalisé quelle responsabilité il encourait en risquant de troubler une jeune fille, alors qu'il ne pouvait pas l'épouser. Dans ce cas-là ton silence vis-à-vis de moi sur les Emery et vis-à-vis d'eux sur ton divorce s'explique encore. Tu as eu la pudeur d'un passé qu'en effet tu avais le droit de cacher à des indifférens, connaissances de passage et que tu ne reverrais pas. Ce n'est plus que de la légèreté.

Je te fais le crédit, Robert, de croire à cette seconde hypothèse, c'est la raison pour laquelle je t'envoie la lettre d'Emery, en te mettant en demeure si tu n'as été que léger, de réparer toi-même cette faute. On ne joue pas avec un cœur de jeune fille. Il est honteux de le corrompre, criminel de l'émouvoir volontairement, coupable de ne pas lui épargner les moindres risques. Au nom du droit que me donne le fait de m'être porté ton garant, au nom de ta parole : « Vous serez ma

conscience, » je viens te dire : Aussitôt ceci reçu, j'exige que tu ailles chez Emery et que tu dissipes toute équivoque en lui révélant ta situation conjugale. Tu trouveras un moyen quelconque de justifier cette confidence. Il va de soi que tu ignores qu'il m'a écrit. Le petit froissement d'amour-propre de cette démarche sera l'expiation de ton erreur de conduite. Il faut, en outre, que tu demandes ton *exeat* et que tu quittes le *Mont des Oiseaux* dans le plus bref délai. Nous sommes aujourd'hui le dimanche 9. Tu auras ce mot le mardi 11. Je compte que je recevrai de toi le samedi 15, *au plus tard*, une lettre qui m'annonce que tu as fait ce qu'ordonne la plus élémentaire probité. Sinon, je serai obligé de penser que l'hypothèse sévère est la vraie, et alors, rien au monde, tu m'entends, rien ne m'empêcherait d'intervenir et de te dénoncer. Rien au monde non plus ne me ferait te revoir. On ne manque pas deux fois à l'honneur.

La blessure de ma main n'est pas assez guérie pour que je prolonge facilement cette lettre, déjà longue. Je dois ajouter pourtant un renseignement qui te fera trembler, en te prouvant que, d'un jour à l'autre, Emery peut et doit tout apprendre, et par quelle voie ! Écoute ceci et constate combien il est plus sûr de vivre à ciel ouvert, tant le monde est petit. Il n'y a vraiment, comme disent les gens du peuple, que douze personnes. Tu es mené par hasard à la *Maison Verte*, et il se trouve que son propriétaire est l'ancien chef du meilleur ami de ton père. On m'envoie l'autre jour du G. Q. G. un lieutenant de Faverolles. Le nom me frappe. Un de mes officiers m'apprend qu'il est le frère cadet de ce comte Guy de Faverolles, avec qui ton ex-femme vivait maritalement, avant la guerre. Je fais causer mon officier. Il m'apprend encore que le lieutenant est brouillé avec son frère, que celui-ci compromet leur nom en s'affichant avec une femme déclassée qui l'a aux trois quarts ruiné, qu'il s'est embusqué dans les automobiles, à Toulon, qu'il y a installé sa maîtresse. « Il n'est pas responsable, » a-t-il conclu, « elle l'a rendu opiomane ; c'était un garçon très intelligent, très dilettante, c'est devenu un vrai type de décadent, une loque. » — « Et le nom de cette créature ? » ai-je demandé. La réponse ne faisait pas doute. Pourtant j'ai frémi quand il m'a répondu : « Une madame Alidière. » Savoir cette femme à une demi-heure du *Mont des Oiseaux* si elle est à Toulon, à moins peut-être, si

elle a loué une villa dans les environs, m'a été très pénible, à cause de toi. Voici déjà quinze jours que j'ai appris cela. Je fus sur le point de te prévenir. J'étais trop blessé pour tenir une plume. Je n'ai pas voulu dicter une chose si intime. D'ailleurs, je me suis dit : « A quoi bon ? La guerre a fini de le guérir. Quand on s'est conduit comme lui, on est à l'abri de certaines chutes. » Je ne soupçonnais pas que ce voisinage représentait pour toi une autre menace. Les deux amans ne vivent pas seuls. Ils connaissent des soldats, des officiers. Que ton nom soit prononcé, que cette femme raconte qu'elle a été ta femme, que ce propos arrive à Émery, te vois-tu arrivant chez lui, et ce père qui, à tort ou à raison, croit que tu intéresses sa fille, t'accueillant par une question sur ce triste passé ? Par respect pour tes galons, pour tes citations, pour la croix que tu vas recevoir, il importe que tu ne te trouves pas dans cette attitude devant ce vieil officier supérieur qui n'est pas toujours maître de ses mots. Adieu. Je t'en ai dit assez pour être certain que le retour du courrier m'apportera une réponse qui apaise mes inquiétudes à ton endroit. Tu jugeras de mon affection pour toi par le simple fait que j'ai distrait du service toute cette heure. Il me réclame. Nous préparons de bonne besogne. Tâche d'arriver vite toi-même pour en être, et d'ici là, comporte-toi, vis-à-vis des Emery, en honnête homme. C'est la première condition pour être vraiment un bon officier.

Ton vieil ami,

BRISSONNET.

V

Le colonel Émery au général Brissonnet.

La Maison Verte, 5 avril 1916.

Mon général,

Vous m'excuserez si je vous dérange au milieu des graves affaires de service qui vous occupent, pour vous entretenir d'un sujet d'ordre tout privé. Il ne s'agit d'ailleurs que d'un renseignement à me donner, qui peut tenir en quelques lignes. Mais d'abord il faut que je vous dise combien votre ancien chef au Tonkin, mis au rancart par ses infirmités, est fier de la gloire méritée en Alsace, sur la Marne, sur l'Yser, en Cham-

pagne, partout enfin où s'est jouée depuis deux ans la fortune de la France, par celui qui fut son jeune compagnon d'armes. Vous me répondrez, j'espère, de votre propre main. De voir votre écriture m'enlèvera un poids du cœur, en me prouvant que les journaux ne mentent pas et que votre blessure est bien guérie.

Il y a trois ans, quand vous commandiez à Nice, vous m'avez fait l'honneur d'une visite dans ce coin de Provence où je prends ma retraite. Vous vous rappelez que je suis voisin du *Mont des Oiseaux*, ce sanatorium d'officiers convalescens qui appartient aujourd'hui à la Croix-Rouge. La guerre l'a rempli de blessés. Mes deux braves filles n'ont pas perdu cette occasion de servir. L'aînée, Mme Journiac, s'est faite infirmière aussitôt. Le départ de son mari pour Salonique, en l'obligeant d'aller plus souvent dans sa belle-famille, a seul interrompu son travail. Lazarine, la plus jeune, voulait être infirmière aussi. Je ne l'ai pas permis. Le vieux colonial que je suis ne s'habitue pas à certaines libertés modernes des jeunes filles. Qu'elles aillent et viennent sans chaperon, à l'anglaise ou à l'américaine, soit. Mais les brutalités et les nudités d'une salle d'opérations, c'est autre chose. De ces scrupules, même exagérés, mon veuvage me fait une obligation. Je dois à mes enfans de remplacer leur mère. Lazarine s'est donc dévouée à d'humbles besognes de lingerie. Elle a aussi appris l'écriture Braille, et toute une bibliothèque pour les aveugles est déjà sortie de chez nous. Cela soit dit pour vous expliquer comment la *Maison Verte* s'est trouvée, tous ces temps-ci, dans un contact ininterrompu avec le *Mont des Oiseaux*. Nous avons ainsi connu et naturellement accueilli quantité d'officiers auxquels j'ai été trop heureux de donner l'illusion d'un peu d'intimité familiale. Pourquoi vous cacher que j'ai vu là encore une chance d'apprivoiser les sauvageries de Lazarine, dont la piété trop exaltée inquiétait déjà ma pauvre femme, de la bien marier peut-être? Son établissement n'a pas été facilité, depuis notre deuil, par la vie solitaire qu'elle mène auprès de moi, son frère Jacques au loin dans sa garnison, sa sœur Madeleine mariée à une journée d'ici.

Mais vos minutes sont comptées, et je vais droit au but. Parmi ces visiteurs de passage, il en est un dont je sais que vous connaissez beaucoup sa famille et que vous le tutoyez.

J'ai appris ce détail par un autre officier, et lui en ayant parlé à lui-même, il m'a paru que la seule mention de votre nom le déconcertait, le gênait presque. C'est le motif qui me décide à vous écrire. Ce garçon s'appelle Robert Graffeteau. J'aurais le plus grand intérêt à être renseigné exactement sur son caractère, son passé, sa famille. Je vous dirai sans phrases et tout droit pourquoi. Il y a deux mois et demi qu'il vient à la *Maison Verte*. J'ai remarqué depuis ces derniers jours seulement combien Lazarine l'intéresse. Mais je me rends compte, à toutes sortes d'indices rétrospectifs, que cet intérêt a commencé dès ses premières visites. J'aurais dû m'en apercevoir plus tôt et couper court à des assiduités qui m'inquiètent, car aujourd'hui je me rends compte aussi que Lazarine, contrairement à ses habitudes, ne s'y est pas dérobée. Sa nervosité, ces temps-ci, à mesure que se rapproche le moment où le capitaine Graffeteau doit repartir, me fait même craindre, je vous l'avoue en confidence, que cette sympathie pour lui ne soit très vive. Je suis trop sûr d'elle pour penser qu'elle ait laissé ce jeune homme lui dire un seul mot qu'elle ne devait pas entendre, sûr aussi qu'elle me confessera toute la vérité quand je l'interrogerai. Je ne le ferai, bien entendu, que si M. Graffeteau me demande sa main; mais étant donnée son attitude, je considère cette démarche comme possible. J'appréhende même qu'elle ne soit imminente, précisément à cause de ce départ. Les deux citations du capitaine Graffeteau, ses galons, la croix d'honneur qu'il va recevoir me disposeraient en sa faveur, quand bien même je n'aurais pas constaté ses qualités personnelles, sa parfaite éducation, la droiture de ses idées, la finesse de son intelligence. Le métier qu'il exerçait avant la guerre et toutes ses façons le supposent riche. S'il faisait cette démarche, j'aurais donc beaucoup de raisons de la prendre en considération. J'en aurais plus encore si je recevais de ma fille l'aveu du sentiment que je devine chez elle. Dans ces conditions, il semble qu'appartenant, M. Graffeteau et nous, à des milieux très différens, — nous ne nous connaissions pas même de nom l'un et l'autre avant la guerre, — le fait d'avoir, lui et nous, un ami commun tel qu'un Brissonnet, aurait dû lui être une joie. J'ai constaté, au contraire, chez lui, un si étrange saisissement quand je lui ai parlé de notre intimité avec les siens, que je me suis demandé : « Y aurait-il, dans ses antécédens, dans ceux de ses proches,

quelque obstacle à ce mariage, et craindrait-il que Brissonnet ne me l'apprît ? » Je vous parlais tout à l'heure de son passé. Ce n'est pas cela que je crains. Ou je ne me connais pas en hommes, ou celui-là n'a jamais été ni un viveur ni un joueur. Mais son père était dans les affaires, et quoique je n'aie jamais vu ce monde-là que du dehors, je sais trop que le scrupule n'y est pas la règle. Y aurait-il une ombre sur l'honorabilité de cette fortune? Je ne le pense pas, puisque votre amitié pour M. Graffeteau repose, m'a dit son camarade, sur des relations de famille. Aussi m'excusé-je de vous parler avec une si brutale franchise. Mais justement cette amitié rend plus étrange son attitude, quand j'ai prononcé votre nom. Alors j'imagine. Je cherche. Prenez que je n'ai formulé aucune hypothèse et que je pose simplement à votre amitié éprouvée pour votre ancien colonel cette question : — Pourrai-je, en toute confiance, au cas où M. Robert Graffeteau me demanderait ma fille, transmettre cette demande à mon enfant, et la laisser libre de faire ainsi sa vie?

Je n'ajoute aucun commentaire, et, vous serrant la main, — sans vous faire mal, j'espère, — je vous remercie d'avance. Que Dieu vous garde, mon vaillant ami, à l'armée et à la patrie.

ÉMERY.

VI

Madeleine Journiac à Lazarine Émery.

Du mas Journine, ce mercredi 12 avril 1916.

Ma petite sœur,

J'ai l'esprit tellement tendu vers toi que je ne peux plus voir ta grande écriture sur une enveloppe sans être agitée de battemens de cœur. J'étais tout à l'heure avec ma belle-mère, au jardin, et nous épluchions ensemble des bigarades dont je veux lui faire des confitures à la mode de la *Maison Verte*. Je pensais à toi. Je me rappelais de lumineuses matinées que nous avons passées de la sorte, toi et moi, sur notre terrasse, chantant et bavardant, et entassant en pyramides les banderoles spiralées de nos pelures. Je respirais dans ce souvenir l'odeur lointaine et délicieuse du temps qui ne reviendra plus, et le

jardinier m'apporte ta lettre ! Je ne me suis pas senti la force de l'ouvrir tout de suite. J'ai attendu d'être seule dans ma chambre, et depuis une heure je la relis, j'y songe et je me désespère que la fièvre soit entrée trop tôt dans le cœur, si joyeux jusqu'alors dans sa ferveur, de ma petite Lazarine.

Ainsi, mon enfant chérie, l'aimons-nous donc si extrêmement que nous nous croyions dispensée de nous conduire vis-à-vis de lui en jeune fille bien élevée ? Que penses-tu que je vais répondre à cette extravagante suggestion ? Et d'abord tu ne me prouves aucunement qu'il n'ait pas une raison de se taire différente de celle dont tu as recueilli l'aveu. Car enfin, supposons qu'il ne soit pas libre et qu'il ait, quand même, trop goûté le charme de ta présence. Dans ces conditions, et s'étant permis de penser trop tendrement à toi, alors qu'il n'en avait pas le droit, que te dirait-il d'autre que cette petite phrase : « Un officier d'infanterie ne parle pas au futur ? » Que se dirait-il d'autre à lui-même ? Mais j'entre dans ta pensée. J'admets que tu y voies absolument juste. T'approuverais-je de rompre la première le silence ? Je ne suis pas conventionnelle, tu le sais. Il a fallu que j'aie, moi aussi, le courage de mes sentimens pour épouser Pierre et fixer ma vie dans ce vignoble, alors que, dès ma naissance, notre père me destinait à devenir la femme d'un officier. — Il est vrai qu'aujourd'hui je la suis tout de même ! — C'est te dire que je ne te reproche ni ton élan, ni ton audace. Je voudrais pourtant que cet élan fût réfléchi et cette audace patiente. Comment te convaincre ? Tu viens d'apprendre ce que c'est que d'aimer et tu ne penses pas qu'aucune autre émotion puisse surpasser en intensité celle que tu éprouves. Moi, je te dis : tu entres seulement sur le bord du domaine des grandes douleurs. Ce que l'on y découvre ne se devine pas. C'est pour chaque être le secret incommunicable. Tu te crois au pire du chagrin parce qu'un jeune homme que tu aimes et qui t'aime est sur le point de retourner au front, sans que vous vous soyez avoué vos sentimens ? Hélas ! chère petite, un sentiment qui n'a été que rêvé n'est rien auprès d'un sentiment qui a été vécu, ne fût-ce qu'un jour, ne fût-ce qu'une heure. C'est pour cela que je voudrais qu'à la veille de cette séparation, tu t'en tinsses au rêve. Parlez, fiancez-vous, embrassez-vous, pleurez ensemble, et tu sauras bientôt que tu as pénétré dans un poignant mystère de souffrance. M'entendras-tu si je te dis tout mon martyre, dont

je ne t'ai jamais découvert que la moitié? Le mois dernier, quand Pierre était encore au front français, je suis restée deux semaines sans nouvelles. Hé bien! ç'a été horrible, une torture que, jeune fille, je n'eusse jamais pressentie. Je voudrais te garder de pareilles angoisses, de plus cruelles peut-être. Ma vie à moi est donnée, mais toi qui es libre, toi qui es notre jeune avenir à tous, ne dois-tu pas éprouver un peu plus longtemps dans le silence tes belles forces intactes, au lieu de courir au-devant d'événemens qui pourraient les briser?

Et puis, que crains-tu du silence? S'il t'aime, il te reviendra, quand il sera libre de t'offrir une vie, qui n'est pas à lui, tant que dure la guerre. Tu crois que tu lui rendrais le courage plus facile, en devançant cette heure? Mais non. Le départ en deviendrait plus déchirant, et la séparation plus tourmentée. Ce n'est pas une force pour un soldat de savoir qu'il laisse derrière lui un cœur tout meurtri. Pour lui-même, je t'assure, mieux vaut qu'il ne soit pas trop certain que tu souffres. D'ailleurs tu as raison, le mot de l'énigme est peut-être là, et plus j'y songe, plus j'accorde que sa réserve s'explique ainsi. Mais j'y discerne une tout autre signification que toi. Il aura vu de ses camarades pleurer dans les tranchées sur des lettres trop tendres et trop douloureuses, venues du foyer. Il sait que de tels regrets, de telles nostalgies usent secrètement les forces qui doivent rester entières pour l'action, et alors il se tait pour protéger son courage. Il est prudent, comme il faut l'être, pour ménager en soi et autour de soi les ressorts les plus puissans et les plus délicats des âmes. Imite-le. Votre silence actuel est plein d'espérance. Il rêvera de revenir pour te parler. Ton image, là-bas, dans le danger, lui sera plus bienfaisante, s'il n'a jamais vu de larmes dans tes yeux.

Et s'il ne devait pas revenir? Quel inconsolable regret serait celui de n'avoir pas parlé! Pour un peu, tu ajouterais : mieux vaut être veuve. Hésite à le croire. Vois-tu, le courage n'est pas de s'offrir à de plus grands malheurs que ceux auxquels la volonté de Dieu nous destine, mais de connaître, mais d'accepter, dans la mesure de nos forces, celui dont l'ombre nous couvre. Quoi qu'en disent les vieillards et les philosophes, c'est très long la vie, et il vaut la peine de faire beaucoup de sacrifices, même de sentiment, pour se conserver capable de la bien vivre, je veux dire d'être utile et de donner du bonheur. Tu

penses à te fiancer, dans les conditions où vous vous trouvez, M. Robert Graffeteau et toi? Mais de vraies fiançailles, au sens plein de ce beau mot, ce n'est pas une ivresse de cœur, ce n'est pas le baiser d'une minute heureuse. C'est le don mutuel de toute une vie, de toute cette effrayante longueur de la vie. Peux-tu échanger ce don avec un jeune homme que tu ne connaissais pas voici trois mois, et que tu quitteras demain pour le risque tragique du champ de bataille? Je le demande à ta conscience : en as-tu le droit?

Je ne cesse pas, mon enfant chérie, en t'écrivant ces moroses réflexions de matrone, de regarder, à la fois, où j'en suis de mon existence, où tu en es de la tienne. C'est me convaincre que nous ne saurions penser tout à fait de même. Quoi que tu décides et que tu fasses, ose me le dire. Rappelle-toi que je peux me souvenir pour te comprendre, et quand je n'aurais pas de souvenirs, ne serait-ce pas assez de ma tendresse? Je t'aime pour deux, depuis que maman nous a quittées. Puisse cette lettre t'en apporter une nouvelle preuve, avec le meilleur baiser de ta vieille

MADELEINE.

VII

Robert Graffeteau au général Brissonnet.

Du Mont des Oiseaux, 12 avril 1916.

Mon général,

Je vous retourne la lettre du colonel Émery. Je ne chercherai pas à excuser ma conduite. C'est juste. Présenté chez lui, reçu à son foyer, je devais lui apprendre que j'étais divorcé, du moment qu'il y avait là une jeune fille en âge d'être mariée. Ce silence était, en toute occurrence, un manque de franchise. Il est devenu de la déloyauté, — votre mot n'est pas trop fort, — du jour où je me suis intéressé à cette enfant avec une ardeur sur la nature de laquelle je ne me suis pas trompé un instant. Vous saurez tout : j'ai vu encore que Mlle Émery ne me traitait pas tout à fait comme les autres officiers, mes camarades. Oui, devant cette évidence l'honneur voulait que je ne laissasse pas se prolonger une si coupable équivoque. Sur ce point, votre lettre ne m'a rien dit que je ne me sois dit moi-même dans mes minutes

lucides. Il en est un autre qu'elle a éclairé d'une cruelle lumière, c'est l'identité entre ma faute d'aujourd'hui et celle d'autrefois. *Je suis retombé*, votre phrase est trop juste. C'est bien l'ancien mari de Thérèse, l'émotif sacrifiant tout à sa passion, et s'en justifiant à coups de mensonges intérieurs. Il y a cependant une différence : le sentiment que j'avais pour Thérèse était si vil. Il remuait en moi l'arrière-fond impur des pires brutalités, au lieu que mon émotion devant Mlle Émery était d'une qualité si haute! Elle tenait, — voyez, je sais si bien qu'il faut y renoncer que j'en parle au passé, — à ce relèvement par le devoir militaire dont vous me parlez. Après la dure lutte morale que j'ai soutenue durant les années 1912 et 13, c'est vrai, j'ai connu par la guerre une sensation si puissante, celle du complet rachat. Je m'étais tant méprisé de ma faiblesse à l'égard de ma femme! J'en étais venu à me demander : « Il n'y avait pas que ta femme. Il y avait son amant. Tu l'as laissé aller et venir sans le souffleter, sans le tuer. Es-tu sûr que c'était bien pour ne pas la déshonorer publiquement et que tu n'es pas un lâche? » Et puis, dans la tranchée, j'avais éprouvé que je n'étais pas un lâche. A offrir ma vie pour le pays et à n'avoir pas peur, une espèce de fièvre orgueilleuse m'avait soulevé. Le sens de ma force s'était réveillé en moi. Du coup j'étais devenu un autre homme. Jusque là, ni l'indulgence de mon père, ni la vôtre, mon général, n'avaient pu faire que je me fusse pardonné. La mort bravée en face, quelle absolution! C'est cet homme renouvelé qui est arrivé au *Mont des Oiseaux*, lui qui a reconnu dans Mlle Émery celle qu'il eût voulu rencontrer à l'aube de sa vie, avant les flétrissures. Puisque je me condamne aussi sévèrement que vous me condamnez, laissez-moi vous affirmer que, du moins, le calcul qui vous fait horreur n'a pas été le mien. Je n'ai jamais pensé à entraîner cette jeune fille sur un chemin où elle eût à sacrifier son devoir envers son père et sa foi religieuse. Je me suis dit, tout au contraire : « Je l'aime. Sa seule présence m'est une joie si totale, si profonde! Cette joie m'est permise, si j'ai le courage de tout lui cacher de mon amour. J'aurai ce courage. Elle sera pour moi une Madone, à qui je ne dirai même pas *Ave Maria*, devant qui je m'agenouillerai en esprit pour la remercier d'exister. Je partirai demain pour être tué peut-être. J'ai le droit d'emporter au danger, après une existence si troublée, un souvenir qui soit parfaitement doux, parfaitement pur. » Dans mon silence sur

mon mariage et mon divorce, il y a bien eu la peur de me fermer la *Maison Verte*. Il y avait aussi, il y avait surtout le culte pieux de cette pureté, l'horreur d'y associer mon affreux passé par un aveu qui l'eût rendu trop présent. Je n'en ai été que plus coupable en un certain sens. Plus je respectais Mlle Émery, plus je devais redouter de troubler son repos. Je n'ai pas su ce que m'apprend la lettre de son père, ou, pour être absolument sincère, je n'ai pas voulu le savoir. Je vous l'ai avoué déjà, j'ai bien deviné qu'une sympathie s'éveillait en elle. Je m'y suis caressé, réchauffé l'âme en me répétant : « Elle ne sait pas que je l'aime. Ce n'est donc pas mal. » Et je savais si bien qu'elle le savait et que c'était très mal! C'est là, dans mon aveuglement volontaire, dans ce parti pris systématique, dressé entre mon devoir et moi, que réside ma faute, *la même qu'autrefois*. Vous ne me l'aurez pas rappelé vainement.

Mon général, sitôt votre lettre reçue, j'ai demandé que mon départ, qui devait avoir lieu dans quelques jours, fût activé. Le médecin me donnera sans doute mon congé dimanche. J'aurais essayé de quitter le *Mont des Oiseaux* dès aujourd'hui si je n'étais obligé de rester pour la remise de cette croix dont vous me parlez. D'ici là, je ne mettrai pas les pieds à la *Maison Verte*. Si étrange que doive paraître ma conduite, je n'y ferai pas de visite d'adieu. Que désirez-vous? Que l'équivoque actuelle finisse. Elle finira du coup si je pars ainsi, sans prendre congé, que par une ligne sur ma carte. Ni M. Émery ni sa fille ne pourront plus voir en moi un prétendant possible. Je vous en conjure, mon général, ne m'en demandez pas davantage. N'exigez pas que je révèle moi-même la vérité au colonel. Non que je ne trouve pas très mérité ce châtiment de mon silence. Mais il parlerait à sa fille. Il se pourrait qu'elle me rencontrât ensuite, sur une route, dans un couloir du *Sanatorium*, que sais-je? Et je l'aime d'un amour si violent, si passionné, si entier, que je ne serais pas maître de moi, si elle me regardait d'un certain regard. Je n'aurais qu'à y lire du mépris ou de la souffrance, et peut-être succomberais-je à un irrésistible besoin de m'expliquer qui mettrait le comble à ma faute. Ce serait dire cet amour! Ayez cette charité pour votre sauvé d'il y a quatre ans, mon général, pour votre soldat de la Marne et de la Champagne. Remarquez. Ce n'est qu'un délai de quelques jours. Avant une semaine, je serai loin d'ici. Vous écrirez alors au colonel Émery. Ne me dites

pas qu'à cause de ma résistance à vous obéir sur ce point vous ne me reverrez plus. La douleur que j'ai éprouvée à lire votre lettre n'a pas tenu seulement au drame moral de ma situation, soudain évoqué devant moi. La crainte de perdre à jamais votre estime m'a été une plaie dans cette plaie. Je l'avais reconquise, cette estime, une première fois. Je ferai tout pour la reconquérir une seconde. Par bonheur, la guerre me réserve d'autres occasions de racheter cette nouvelle défaillance, dans la mesure où de tels rachats sont possibles. Je m'en rends trop compte; faire son devoir à l'ennemi ne dispense pas de le faire ailleurs. Condamnez-moi, mon général, je le mérite. Plaignez-moi aussi, car je vous assure que je suis bien malheureux.

Votre respectueusement dévoué,

ROBERT GRAFFETEAU.

Mme Alidière existe si peu pour moi que j'oubliais de vous remercier de votre renseignement sur sa présence à Toulon. Puisqu'elle y est avec ce Faverolles, c'est sans doute qu'elle veut se faire épouser. Dans ce cas, il est très probable qu'elle non plus ne se soucie guère d'un rappel du passé. Il me serait certes odieux qu'elle se permît une intrusion quelconque dans ma vie actuelle. Mais qu'est cela, auprès du reste?

VIII

Guy de Faverolles à Thérèse Alidière.

Toulon, ce samedi 15 avril 1916, au matin.

Petite Aimée,

Je t'envoie ce mot par un cycliste, pour qu'il t'arrive tout de suite et que tu ne m'attendes pas à déjeuner. Un contretemps imprévu me prive de la joie que je me faisais de passer avec toi cet après-midi à Tamaris, dans notre *Éden-hotel*, le bien nommé. Je te vois en pensée aller et venir dans notre salon-vérandah parmi ces douces fleurs entêtantes d'ici que j'aime tant : ces mimosas, ces narcisses, ces fraizias. Tes narines frémissent à respirer leur arome sucré. Ton corps adorable dessine ses belles lignes dans la soie souple de ta robe chinoise, d'un rose si délicieusement faux avec ses soleils d'or et ses monstres qui ont la figure de Tôti, ton pékinois au noir mufle écrasé. Il te regarde,

en ouvrant toutes larges ses narines lui aussi, préparer les outils du divin sortilège auquel le subtil animal s'est si vite initié. Ta main habile a saisi l'aiguille. Elle l'enfonce dans l'étui où repose le précieux *chandoo*. Elle la retire. Une goutte sombre tremble à ce point que tu approches de la lampe. Tu recommences et tu souris à l'opium qui grésille et mêle son odeur déjà enivrante à celle des fleurs. Je vois ton geste pour coller la boule ambrée sur le fourneau de la pipe de bambou. Je te vois couchée sur les coussins de notre divan, penchant le fourneau sur la petite lampe, et aspirant à pleines lèvres la blanche fumée, dispensatrice des beaux songes, en écoutant par ce jour de premier printemps la mer si bleue déferler sur la grève,

La mer voluptueuse où chantaient les Sirènes.

J'adorerais Anatole France pour ce seul vers. J'éprouve à me le répéter, depuis que nous nous aimons à Tamaris, le même délice qu'à cet air de *Pelléas et Mélisande* dont nous nous sommes enchantés, le lendemain de ton arrivée ici. Oh! de la musique qui nous fasse défaillir l'âme, des parfums de fleurs qui aillent chercher dans nos sens le point le plus intime où la jouissance touche au malaise, et le rêve, le rêve, le rêve, la vie exaltée au-dessus de ses misères, la vie légère et voluptueuse parmi des visions libres et douces! Imagine-toi qu'hier, en assistant dans la cathédrale de Toulon à ce service pour ces deux fusiliers marins dont je t'ai parlé, je suis demeuré bien étonné et amusé par la définition que l'Église donne du Paradis : l'absolu repos dans la lumière. Je te traduis exactement les mots latins. Mais l'opium, c'est cela. Entrons donc au paradis tout de suite. Quelques pipes suffisent et ensuite une pincée de koko sur l'envers de notre ongle.

Je jaspine à tort et à travers, petite Aimée, et je ne te dis pas le motif qui me chasse aujourd'hui hors de notre paradis. Il est vraiment farce et je te donnerais en deux cent mille à le deviner. As-tu jamais entendu parler d'un *sanatorium* d'officiers, pas très loin d'Hyères, qui s'appelle le *Mont des Oiseaux*? Il doit s'y faire à trois heures une distribution de ferblanterie. Pardon, tu n'aimes pas qu'on blague l'armée. On doit remettre des croix d'honneur à quelques braves. Ton côté cocardier est-il content? Or le général est malade, et mon colonel a la corvée

de le remplacer. Il a été très gentil, ce brave manchot d'Hubault-Malmaison. Il a beau être un troupier fini, il ne m'en veut pas d'être un neurasthénique avéré. Il me trouve un type rigolo, et je l'amuse. « Mon pauvre Faverolles, » m'a-t-il dit, « je vous avais promis votre après-midi. Je vous la reprends. J'ai besoin de mon chauffeur. » Et il m'a expliqué pourquoi. Je te dois tout de même une fière chandelle, mon bijou, pour m'avoir obtenu par ton député cette embuscade-là, auprès d'un gaillard à la coule. Ça n'est pas si gai, le métier d'automobiliste militaire! Au moins voituré-je un homme bien élevé. Il continue : « Ça vous amuse-t-il, Faverolles, de voir la liste des décorés? Peut-être connaissez-vous quelqu'un dans le lot. » Il me tend un papier et j'y trouve... Mais non, tu ne devineras pas. J'y trouve le nom du capitaine Robert Graffeteau! Hein! Qu'en dis-tu? On peut reprocher beaucoup de choses à la guerre, mais pas de manquer d'imprévu. Donc, par cet après-midi ensoleillé, sur ce beau ruban de route blanche qui longe le golfe bleu de Giens, l'excellente trente-cinq chevaux du colonel Hubault-Malmaison roulera à toute allure, conduite par ton bon ami, *Beauty*, emportant avec elle de quoi glorifier ton ancien maître et seigneur de par la loi, Bijou! Et que pensera-t-il, cet ami, en prenant ses changemens de vitesse? Il sera triste de ne pas communier avec sa Thérésinette sous les espèces du divin *Chandoo* et de la non moins divine *Koko*, — triste, mais gai tout de même à l'idée de connaître le personnage dont vous avez porté le nom, madame. — Il sera un peu jaloux, parce que, tout de même... Il t'en aimera davantage, parce que, encore... C'est toujours le point de malaise où la douleur et la peine, la révolte et le désir, la tristesse et la joie s'avivent, s'aiguisent, s'amalgament. Ah! la piquante sensation dont aucun autre amant que moi n'oserait faire, ni aucune autre maîtresse que toi écouter la confession! Mais, toi et moi, nous sommes de Byzance. C'est là notre vraie patrie, et c'est la bonne. A demain, j'espère. Ne fume pas plus de vingt pipes. Il va falloir un peu de temps par cette époque d'universel chambard, pour se procurer un autre pot de la céleste drogue. Ménageons-la, de façon à goûter souvent ensemble les délices de la vivante euthanasie. Tends-moi ta belle bouche que j'y hume un peu de la chère vapeur, et d'ici là, ne désaime pas trop ton demi-poilu. C'est deux quarts de trop!

GUY DE F...

P.-S. — J'apprends la mort à Verdun de notre vieux Portille, assommé par un éclat d'obus. Pauvre Max! Lui qui disait si drôlement, au début de la guerre : « Ils ne me boufferont pas. Je suis trop coriace. » Il a dû partir, malgré ses trucs. Mais est-ce bête, cette boucherie! Est-ce bête!

IX

Lazarine Émery à Madeleine Journiac.

La Maison Verte. Samedi soir, 15 avril 16.

Chère Madeleine, si bonne, si indulgente, si sage, comme je voudrais t'avoir obéi! J'ai été une pauvre petite folle, et maintenant je souffre..., je souffre dans tout mon être, dans mon cœur qui bat, dans ma gorge qui s'étouffe, dans mon esprit qui s'égare, dans ma pudeur!... Ah! tu vas comprendre!

Ta lettre, reçue hier seulement par le courrier de midi, m'avait jetée dans un trouble extrême. J'avais à peu près décidé ce que je voulais faire. Tu ébranlais la résolution que j'avais eu tant de peine à former, et où tenait toute mon espérance. Je sentais la force et la vérité de tes conseils. Et pourtant... Comment dire cela? Ils me laissaient l'âme si profondément insatisfaite! Je ne croyais pas que ce fût la vérité complète, celle qui ne pouvait ni me donner, ni me promettre la paix. J'avais beau te lire et te relire, je n'acceptais pas l'idée de ce silence, de cette obscurité peut-être sans fin. Je ne voulais pas que mon cœur se fût ouvert en vain, comme une fleur que le vent a semée au hasard, dans un endroit désert où personne n'en respire le parfum. Pense à ces orchidées sauvages que nous allions cueillir autrefois dans un recoin très caché de nos petites montagnes. Tu te rappelles ces creux solitaires où subitement on les découvrait, parmi les herbes? Je te disais : « Quel bonheur que nous soyons venues pour qu'elles aient été aimées! » C'était une de mes petites divagations, qui te faisaient sourire. N'y vois-tu pas aujourd'hui un pressentiment de ce besoin que j'éprouverais si tôt de m'épanouir dans la lumière d'un regard? Ah! il faut que je te l'avoue, je me suis irritée contre toi, contre tel passage de ta lettre, celui d'abord où tu me mettais en garde contre la souffrance. Je pensais : « Madeleine a donc oublié que je suis brave? Elle ne se rappelle plus que, toute petite fille, notre

vieux docteur Mauriel m'avait surnommée Mademoiselle J. C. P., parce qu'à l'époque où je me suis cassé le bras, je l'accueillais avec cette déclaration : « Moi, docteur, je crie pas! » Et je me sentais, je me sens la force d'être toute ma vie cette enfant-là, *celle qui ne crie pas dans la douleur*. Je t'en voulais encore d'une autre phrase sur M. Graffeteau : « Il protège son courage. » Elle m'expliquait trop bien une petite énigme très pénible : depuis ces quatre jours, il n'est pas venu à la *Maison Verte*. Cette cause de cette absence m'était presque aussi amère que cette absence même. Cela ne me plaisait pas que mon héros eût ainsi peur devant ce risque de martyre qu'il y a dans tout sentiment absolu. Je pensais : « Non. Ce n'est pas de son courage qu'il doute, c'est du mien. » Et je concluais : « Alors, c'est à moi d'oser!... »

Toute la nuit dernière s'est passée à prendre et à reprendre cette idée. Je devais le revoir aujourd'hui, dans cette cérémonie de la remise des décorations. Si je ne parlais pas cette fois, quand parlerais-je? Mon instinct était si sûr! Il fallait parler. Quand, par momens, j'y renonçais, je ne voyais plus rien devant moi qu'une obscure langueur, qu'une menace affreuse d'étouffement lent... L'aube est arrivée sans que j'eusse fermé les yeux, et dans mon lit d'enfant où elle m'a toujours vue si tranquillement dormir, elle n'a trouvé qu'un pauvre petit tas brûlant, qui se consumait, depuis des heures, dans la fièvre et le souci. Alors je me suis levée. J'ai été à la fenêtre et je me suis mise à prier, comme je n'ai jamais prié, à demander un appel d'en haut, un signe. Il faisait doux et reposant. Des souffles courts, venus de la mer, éveillaient un murmure dans les mimosas, et, dans les feuilles de palmier, un léger cliquetis de métal. Je regardais grandir et se muer dans le ciel pur la lumière de l'aurore. C'étaient, au-dessus des braises de l'horizon, de vastes orbes, couleur de violettes, de roses, de primevères, des auréoles si glorieuses qu'elles évoquaient le chœur des anges. Elles se dilatèrent jusqu'au zénith, par des secousses de clarté presque douloureuses à mes yeux fatigués d'insomnie. Autrefois, quand je voyais cette magnificence de l'heure indécise qui n'est pas le jour, qui n'est plus la nuit, un peu de tristesse se mêlait à mon émerveillement. Il me semblait assister au déploiement d'une vie enflammée que ne serait jamais la mienne. Ce matin, mon cœur ne faisait qu'un avec l'aurore. Comme elle, avec elle, il

me semblait que je luttais contre les ténèbres, que j'allais vers le jour. Puis le soleil a paru. Toute la sombre mer a frémi, blanchi, et l'immense chaos du ciel et de l'horizon s'est précisé en contours si nets! Ce signe que j'implorais, la nature, cette parole de Dieu, venait de me la donner. *La pleine lumière*, j'étais résolue à entrer dans la pleine lumière. Je ne cherchais plus. Je ne raisonnais plus. J'allais agir. J'avais retrouvé ma paix. Je me suis recouchée heureuse et j'ai dormi. Quand notre bonne Élise m'a réveillée, il n'était que temps pour monter à la messe de *Consolation* où j'ai tant prié encore, et plus j'ai prié, plus la paix est entrée en moi, si bien que jamais je n'eus plus de force, plus de sérénité intérieure qu'en m'acheminant avec Père, après le déjeuner, vers la cérémonie du *Mont des Oiseaux*.

Elle avait lieu sur le grand terre-plein que tu connais, d'où l'on découvre au loin la mer et les îles. Les blessés de l'hôpital s'étaient rangés à droite et à gauche des nouveaux légionnaires. Des Marocains venus de San-Salvadour étaient alignés devant le perron. Ils regardaient avec des yeux d'enfans fanatisés le vieux colonel Hubault-Malmaison, légendaire en Mauritanie. Une cinquantaine de personnes du pays se trouvaient là. Placés de côté, nous voyions les légionnaires de profil. Ils étaient quatre, en avant de ceux qui devaient simplement recevoir des croix de guerre. Il y avait G..., Duchatel, deux autres que je ne connais pas, l'un amputé d'une jambe, l'autre valide et complètement remis de ses blessures. Il doit repartir avec G... la semaine prochaine. G... était extraordinairement pâle. Rien qu'à le voir, j'ai compris qu'il avait, comme moi, passé la nuit sans dormir. Sa main serrait la poignée de son sabre, dressant droit contre son visage la lame nue. Il gardait les paupières à demi baissées. Je remarquai dans son expression une ferveur presque religieuse, lui qui se dérobe toujours quand on parle devant lui de religion. C'était comme s'il demandait, en esprit, à cette arme, qui lui symbolisait la guerre, de ne plus penser qu'à la guerre. Il semblait souffrir, et moi je me répétais tout bas : « Pourquoi? Pourquoi, quand nous pourrions vivre encore quelques heures d'un bonheur si grand que nous y puiserions la force de tout supporter? » Ah! Madeleine, n'y a-t-il pas quelque chose d'éternel dans un seul jour de bonheur? Plus que jamais, je me sentis décidée à lui parler. Je voulais vaincre sa tristesse. Était-ce de l'orgueil que j'éprouvais à songer qu'à moi seule, en

un instant, j'allais le changer? Non, mais un irrésistible mouvement de tendresse. Comprends cela, ma sœur, pour ne pas trop me condamner d'un geste que je ne pourrais pas ne pas refaire, si je retrouvais l'illusion d'alors. Comprends aussi tout ce qu'avait d'enivrant cette matinée : nos fiertés d'héroïsme, nos volontés de tenir, nos espérances de victoire comme ramassées, comme glorifiées sur cette terrasse, parmi ces drapeaux, ces uniformes, ces armes! Après la remise des croix que le colonel Hubault-Malmaison avait fait précéder pour chacun de la lecture de sa citation, Père s'est approché du groupe d'officiers. Il les a tous félicités, et il m'a semblé que dans la poignée de main qu'il donnait à G..., frémissait une sympathie plus émue. C'est la dernière influence, je crois, qui m'a poussée à l'action. Tu vois, je m'excuse toujours. J'irai vite maintenant. C'était une demi-heure après. Les groupes s'étaient dispersés dans le jardin. J'observai qu'*il* me fuyait de nouveau, comme d'ailleurs il semblait énervé par les félicitations. A un moment, je le vis qui s'asseyait seul sur un banc d'une petite allée. Je quittai les gens avec qui je causais, et je marchai droit à lui. Il voulut se lever. Je le retins, en m'asseyant moi-même auprès de lui, et je lui dis :

« Vous m'évitez. Pourquoi? Cela me fait de la peine. »

Il essaya de ne pas rencontrer mon regard, et murmura d'une voix contrainte :

« Comment pouvez-vous croire? »

Moi, folle, je n'avais pas encore peur. Je l'interrompis avec une souriante certitude :

« N'essayez pas de mentir. Vous ne savez pas. »

Ces mots si simples parurent le bouleverser. Il ne répondit pas d'abord, et ses yeux angoissés me posaient une question que je ne comprends pas encore. Puis, brusquement :

« Hé bien oui! C'est vrai. Je vous ai évitée ces jours-ci, parce que.... » Ici la voix faillit lui manquer : « parce que je le devais. »

« Vous le deviez? » répondis-je, toujours tranquillement. « Vous avez cru que vous le deviez!... »

Dieu! comme j'entends encore toutes ces paroles! Elles résonnent dans ma tête. Elles me font mal, comme des coups de marteau. Pendant que je disais : « Vous avez cru... » Madeleine, j'ai vu, j'ai senti, — ce fut trop soudain pour que je

sache comment, — qu'il éprouvait un tressaillement de joie. Alors je continuai, — j'avais besoin que tout fût fini très vite, — et sans le regarder :

« Je vous ai compris l'autre jour quand vous m'avez dit : — Un officier d'infanterie ne parle pas au futur. — Vous pensiez : il ne dispose pas de sa vie. Vous pensiez encore : il ne dispose pas de son cœur. Oui, s'il est généreux, il doit craindre de troubler la vie d'une femme d'un bonheur menacé. Mais si celle dont il se cache n'a pas peur du danger, si elle ne pense pas qu'on doive éluder l'amour... »

Il se leva, voulut faire un pas. Je crois que l'émotion l'empêcha de marcher. Car il retomba sur le banc. Devant son silence, j'eus le vertige, moi aussi. Je sentis la terre manquer sous mes pieds. Oh ! Madeleine, j'ai honte ! Ce m'est affreux d'écrire cela ! Je lui demandai :

« Ne m'aimez-vous donc pas ? »

Il me serra la main avec une violence étrange, puis il se leva pour la troisième fois, et il s'en alla sans rien me dire, presque en courant.

Voilà, mon amie, dans quelle misère je suis. Cela ne se décrit pas. Tu avais tout étrangement pressenti. Ta clairvoyance me cause une sorte de frayeur. Et pourtant, après avoir prié comme j'ai prié, je ne peux pas m'être absolument trompée. En tout cas, je préfère cette dure évidence à mes chimères. Il m'aime, entends-tu. Il m'aime. Maintenant j'en suis aussi certaine que s'il me l'avait dit. S'il ne m'aimait pas, ni mon aveu, ni mon humiliation ne l'eussent bouleversé à ce point. Il m'aime, et il y a un obstacle entre nous. Ce doit être quelque chose de terriblement grave. Ce n'est pas pour une Paula qu'il aurait eu ce regard d'épouvante ! Et il souffre en ce moment comme je souffre, moi qui ai fait cette folie pour que nous goûtions ensemble un jour de bonheur, pour lui rendre plus beau encore le moment sacré du départ, pour qu'ensuite, dans l'épreuve, nous possédions au moins la paix de la certitude, l'énergie de l'irrévocable. Dans quel trouble, dans quel chagrin partira-t-il ! Dans quelle détresse va-t-il me laisser, à moins que, — ne me gronde pas, Madeleine, de garder encore, au milieu de cette détresse une dernière espérance, — à moins que je ne puisse l'aider à le briser cet obstacle. Dans de certaines minutes, j'ai comme une intuition que je suis appelée à le délivrer d'un

malheur que je ne connais pas, que je ne comprends pas. A d'autres, je sens tout s'abimer en moi. Je ne pense plus. Je ne comprends plus. Ma tête est pleine de bruits et de battemens. Cela m'a soulagée cependant de passer cette heure à t'écrire, à évoquer ta tendresse, et maintenant je voudrais cacher dans tes bras ta misérable

LAZARINE.

X

Thérèse Alidière à *Robert Graffeteau.*

Eden hotel. Tamaris-sur-Mer, 15 avril 1916.

Robert,

J'ai longtemps hésité devant cette feuille de papier, parce que je ne savais même pas de quel nom vous appeler. C'est l'image de la situation pénible où nous sommes vis-à-vis l'un de l'autre. Et puis je me suis dit : Le seul fait de lui écrire lui prouvera que, pour moi, il est toujours vivant. Je lui donnerai le nom que je lui donne dans mes pensées, quand les souvenirs d'autrefois se font de nouveau présens. Si pour lui ces souvenirs sont abolis, s'il veut que notre passé commun n'ait jamais été, il déchirera ma lettre sans la lire, sur la seule vue de mon écriture, et alors qu'importe le nom dont je l'appelle ! Mais non. Il ne la déchirera pas. Il m'a aimée. Malgré les torts bien graves que j'ai pu avoir envers lui, il sait que je suis fière. Si je lui écris après un si long temps et quand de telles paroles ont été prononcées entre nous, c'est que j'obéis, il le devinera tout de suite, à un sentiment plus fort que cette fierté. Il est généreux. Il ne voudra point, en ne prenant pas même connaissance du motif de cette démarche, risquer d'être mesquinement injuste à l'égard d'une femme qui a porté son nom.

Il faut, Robert, si douloureux que ce soit et à vous, et à moi-même, il faut que je revienne sur ce passé. On vous avait prévenu contre moi avant que vous ne m'épousiez, et c'est vrai, que, jeune fille, j'avais prêté à la critique par des légèretés de tenue qui autorisaient bien des soupçons. J'avais su ces mauvais propos. J'aurais dû vous être reconnaissante de ne pas y avoir ajouté foi. Au lieu de voir, dans le fait que vous passiez outre et me donniez votre nom, une preuve de votre noblesse d'âme, j'y

ai vu un signe de ma puissance sur vous, et je ne sais quel mauvais vertige me poussa aussitôt à en abuser. J'étais femme, et peut-être avais-je le besoin de sentir sur moi une force qui me domptât. Vous n'avez pas été cette force, et je vous l'ai dit dans l'entretien qui a consommé notre rupture définitive, je vous en ai méprisé, méprisé aussi, quand j'ai commencé de vous trahir, à cause d'une confiance où je ne discernais que le désir de ma personne. J'étais la maîtresse d'un autre, mais votre femme tout de même, et j'avais une espèce de satisfaction haineuse à vous tenir, à vous ravaler ainsi à mon niveau. Je sentais bien que notre société ne m'estimait pas, je ne m'estimais pas moi-même, et il me plaisait que vous fussiez aussi bas que moi. J'écris ces mots avec une franchise brutale, pour que vous ne doutiez pas que je suis vraie, quand je vous dis, avec la même franchise et dans la même phrase, que je suis dévorée aujourd'hui du remords de vous avoir méconnu. Je reviens du *Mont des Oiseaux*, Robert. Je vous ai revu, pâli, maigri, les joues creusées par la souffrance, si fier sous votre casque, si martial, ayant dans vos yeux une expression que je ne leur connaissais pas. J'allais là-bas par désœuvrement, par curiosité. J'avais appris par un journal votre présence si près de moi et l'annonce de cette cérémonie. Un autre journal, acheté à la gare de Toulon, m'avait dit le détail de votre héroïsme, les combats auxquels vous avez pris part, votre première blessure, la seconde ; et cette révélation avait déjà changé ma disposition d'âme. Et puis, encore une fois je vous ai revu. Ah ! comme, au milieu de vos camarades et de ces blessés, vous étiez bien l'homme de ces actions d'éclat ! Et cet homme avait été à moi. Il m'avait épousée. J'avais été sa femme, et toutes ces magnifiques énergies qui étaient en lui, je n'avais pas su les voir. J'avais gâché sa vie avec la mienne, pour avoir cru que c'était un faible. Ce n'était pas un faible. C'était quelqu'un qui m'aimait trop. Il peut vous paraître étrange, et je ne cherche pas à l'expliquer, que les fautes où la passion m'a entraînée ne m'aient pas laissé de remords, et que cette impression de tout à l'heure m'en ait donné un si profond, si aigu dans sa soudaineté. C'est ainsi, et ce m'est un besoin de m'en délivrer en vous demandant pardon.

De ce repentir, qui remonte peut-être à bien loin, et auquel la journée d'aujourd'hui a sans doute apporté seulement une dernière évidence, je voudrais vous donner un gage. Dans les

douloureuses discussions qui accompagnèrent le règlement de nos affaires, vous m'avez fait demander, vous rappelez-vous? une bague qui avait été l'anneau de fiançailles de votre mère, et que vous m'aviez passée au doigt, lors de nos fiançailles à nous. Je l'ai refusée. J'étais mauvaise. Je n'avais pour vous et pour les vôtres, surtout après cette scène avec votre père, qu'aversion et que rancœur. C'était une très petite blessure, après tant d'autres, que je vous portais par ce refus, et j'ai eu, à vous la porter, une joie féroce. Cette bague, Robert, je viens vous prier, vous supplier de me permettre de vous la rendre. Je l'ai avec moi ici, où les médecins m'ont expédiée, dès le mois de décembre. Vous vous souvenez que j'ai toujonrs été un peu délicate de la poitrine, et ma vie ne m'a pas rendue plus forte. Je ne me doutais pas que vous seriez vous-même envoyé dans mon voisinage. Je ne l'ai appris, je vous répète, que le matin, et par quel hasard! Si vous me répondez, dites-moi simplement le jour et l'heure qui vous conviendraient. J'ai mon automobile. C'est une promenade de deux heures. J'irai au *Mont des Oiseaux* vous remettre le bijou, en mains propres, et me convaincre que vous êtes resté le grand cœur généreux où j'aurais tant dû m'appuyer. Mais qu'ai-je besoin d'une épreuve pour être sûre que vous l'êtes resté et que vous me répondrez? Vous saurez lire entre les lignes de cette lettre qu'un changement s'est fait en moi à votre égard. La cérémonie de cet après-midi aurait suffi. Il y a eu aussi bien des désillusions subies depuis ces quatre années. Il y a eu la guerre. Beaucoup de choses apparaissent dans une autre lumière, quand le malheur est partout autour de nous! J'espère donc vous dire bientôt de vive voix, Robert, l'admiration et le respect que vous porte celle qui vous a méconnu et ne s'en consolera jamais.

THÉRÈSE.

PAUL BOURGET.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

A LA SUITE

DU

GOUVERNEMENT SERBE

DE NICH A SAINT-JEAN DE MEDUA

20 OCTOBRE 1915 — 14 FÉVRIER 1916

I

DE NICH A LA BIÉLOUKHA

« Nous ne partirons que quand nous entendrons le canon tonner sur la ville, » répétait le président du Conseil serbe lorsque, après l'agression simultanée des Austro-Bulgaro-Allemands, il envisageait ce que ferait le gouvernement dans l'éventualité d'une avance des Bulgares sur Nich.

Mais si M. Pachitch et ses collègues tenaient à rester à leur poste jusqu'à la dernière minute, ils se rendaient compte qu'ils ne seraient peut-être pas, au moment de leur départ précipité, en état d'assurer la sécurité du corps diplomatique accrédité auprès du Gouvernement royal, et ils avaient cru nécessaire de se préoccuper de son transfert, en même temps que de celui des principales administrations et des archives de l'État. La ville qui, depuis le 26 juillet 1914, remplaçait Belgrade comme capitale de la Serbie, était en effet trop rapprochée de la frontière pour que certaines mesures de précaution ne fussent pas prises aussitôt après la déclaration de guerre de la Bulgarie à la Serbie.

Désirant rester en contact étroit avec le Régent, avec le quartier général et avec l'armée, le Gouvernement voulait, s'il était obligé de quitter Nich, ne se fixer que dans une ville qui eût joué un rôle dans l'histoire nationale de la Serbie. Kraliévo, ou Karanovats, répondait à ces vues; mais comment installer, dans cette ville de trois mille habitans, le corps diplomatique à côté des ministres serbes? Kraliévo n'offrirait pas assez de ressources pour cela; aussi M. Pachitch fit-il connaître que le Gouvernement, quand il se déplacerait, ne prendrait avec lui que les ministres des quatre Puissances de l'Entente, avec un seul secrétaire par légation : « Nous irons, disait-il, dans des localités où nous aurons tant de mal à nous loger, à nous nourrir et à trouver des moyens de transport qu'il est indispensable de réduire notre personnel au strict minimum. » Il fut donc décidé que les agens en surnombre des légations d'Angleterre, de France, d'Italie et de Russie, iraient, avec les ministres de Belgique, de Grèce et de Roumanie et leur personnel, à Monastir, ville choisie par le Gouvernement pour y transférer ses services.

Mais tandis que ces dispositions se prenaient, la population s'inquiétait; les Serbes avaient appris l'interprétation que la Grèce donnait à son traité d'alliance; ils constataient qu'à l'abandon de la Grèce s'ajoutait le silence de la Roumanie; ils se voyaient seuls contre trois ennemis puissans; malgré tout leur courage, ils souhaitaient anxieusement d'être secourus par les Alliés. Le 6 octobre, Nich s'était pavoisée pour faire fête au ...e régiment de ligne dont le général Bailloud avait officiellement annoncé l'arrivée au Gouvernement, et la Serbie entière, en dépit de la prise de Belgrade par l'artillerie lourde allemande, frémissait d'espérance à la pensée que ce premier régiment serait bientôt suivi par d'autres « Franzousi » qui viendraient combattre côte à côte avec les soldats paysans de la Choumadia et du Timok. Le contre-ordre donné à Salonique causa une profonde déception.

Bien des Serbes déjà partaient pour Salonique ou y envoyaient leur famille; le souvenir des atrocités commises par les Austro-Hongrois au cours de leur offensive de 1914 hantait encore les imaginations des milliers de gens qui, alors, avaient dû abandonner leurs foyers de Chabatz, de Losnitza, de Belgrade et s'étaient fixés à Nich et dans les petites villes des environs, Alexinats, Leskovats ou Vranja. La crainte des Bulgares dis-

posait ces malheureux à un nouvel exode ; à leur exemple, la panique s'empara des habitans de Nich, dont beaucoup allèrent établir leurs familles à Prokouplié, à Kourchoumlié et dans les villages de cette région montagneuse qui leur paraissait devoir rester inaccessible aux armées ennemies. Nich peu à peu se vidait.

Le 14 octobre 1915 avait été fixé pour le départ de ceux des membres du corps diplomatique qui devaient être transportés à Monastir, avec les archives de l'État et le personnel des principales administrations. La fatalité voulut que le train spécial commandé à cet effet par le ministère des Affaires étrangères ne pût être prêt, tous les wagons disponibles ayant été réquisitionnés par l'autorité militaire. Le départ fut remis au surlendemain 16 octobre ; mais si alors le train fut prêt, la voie n'était plus libre ; les Bulgares l'avaient coupée à Vranja. Il n'était plus possible de se rendre à Monastir en chemin de fer, car jamais on ne trouverait assez d'automobiles pour aller par Prokouplié, Pristina et Ferizovitch, rejoindre la voie ferrée à Uskub.

Après quelques hésitations, M. Pachitch décida que l'on conduirait à Tchatchak, important chef-lieu de département, à deux heures de Kraliévo, tous ceux que les circonstances avaient empêché de transporter à Monastir ; ils partiraient le 18 octobre. Les villes de la Morava de l'Ouest : Kruchevats, Terstenik, Kraliévo, Tchatchak, devinrent alors l'asile de milliers de réfugiés ; on se croyait en sécurité dans cette vallée protégée par les montagnes de Rudnik et à l'écart de la grande route traditionnelle d'invasion. Des centaines de femmes de fonctionnaires, de professeurs, d'officiers, vinrent y chercher refuge en s'établissant principalement aux bains de Vrntzé et de Ribarska.

Le 19, le Gouvernement prévint les quatre ministres alliés de se tenir prêts à partir pour le lendemain ; si en effet au Nord la situation se maintenait, elle s'était aggravée au Sud par la marche des Bulgares vers Vélès.

Le 20 octobre, un train spécial emmenait de Nich, avec le président de la Skouptchina et quelques fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères, les ministres de France, d'Angleterre, d'Italie et de Russie à Kraliévo qui ne devait être pour eux que la première étape de l'extraordinaire odyssée dans laquelle ils allaient se trouver entraînés à la suite du Gouvernement royal serbe.

*
* *

Petite, proprette, tranquille, dans un site riant, Kraliévo impressionne agréablement les nouveaux arrivés, heureux, après les puanteurs de Nich, de respirer cet air vivifiant; quatre rues se rejoignent sur une place ronde : c'est le marché, le centre de la ville et c'est là qu'est le grand hôtel « de Paris. » Les habitans paraissent aisés, propriétaires fonciers de la région ou commerçans de Belgrade retirés dans ce petit endroit où la vie est facile. Leurs maisons permettent de loger assez confortablement les ministres étrangers, les administrations serbes. On déballe, on s'installe ; dans la rue, c'est un continuel va-et-vient de gens cherchant un logis ; tout Nich est à Kraliévo ; il fait beau ; cette première journée est charmante.

Mais la physionomie de la ville change vite ; les rues se sont remplies de blessés, de réfugiés, de soldats sans armes ; cela sent la retraite. La pluie s'est mise à tomber ; Kraliévo est lugubre. L'encombrement devient gênant ; partout des chars, des voitures, des camions automobiles ; on circule à grand'peine dans la boue au milieu de bandes de soldats qui se cherchent. Des convois de réfugiés se croisent en tous sens ; ici, une foule venant des villages frontières de la Bosnie et fuyant devant l'envahisseur autrichien ; là, juchés sur d'antiques chars à bœufs, des tsiganes, enfans de tout âge vêtus d'oripeaux éclatans, vieilles femmes édentées, la pipe à la bouche ; leur pittoresque théorie stationne, arrêtée par un étrange convoi de bateaux et de pontons que mènent des marins russes de la mission de Tchoupria ; l'officier, esclave de sa consigne, cherche à sauver cet encombrant matériel ; sur quelle route le verra-t-il s'enlizer ?

Les nouvelles des environs deviennent mauvaises ; Ougitzé est occupé ; on se bat à Gorni Milanovats ; les Autrichiens maîtres de Valiévo menacent Tchatchak ; les Allemands approchent de Kragoujevats que le grand quartier général évacue pour se transporter à Krouchevats. De toutes parts la population reflue vers Kraliévo, prête à prendre, s'il le faut, la route qui, par la vallée de l'Ibar, mène à Mitrowitza, au chemin de fer. C'est la seule route qui va rester à la Serbie en panique : bourgeois des villes, paysans des villages, fuyant devant l'Allemand, l'Autrichien ou le Bulgare, missions sanitaires anglaises, russes, américaines, évacuées de leurs hôpitaux, infirmières

françaises, marins russes ou anglais des détachemens de Belgrade, prisonniers autrichiens, recrues serbes, un peuple entier marche vers Kraliévo.

Le Gouvernement est toujours à Nich d'où il supplie les Alliés de le secourir : Uskub est maintenant aux mains des Bulgares qui, d'autre part, attaquent Kniajewats ; une prompte arrivée de troupes anglo-françaises pourrait seule améliorer la situation. Plusieurs fois par jour, M. Pachitch s'adresse de Nich aux représentans alliés ; il implore l'envoi immédiat de 120 à 150 000 hommes : « Si d'ici dix jours, leur fait-il dire, ce secours arrive, la Serbie pourra être sauvée ; s'il n'arrive pas ou s'il arrive trop tard, la Serbie sera écrasée, et les Alliés auront alors besoin d'expédier bien plus de troupes dans les Balkans. » Aux appels désespérés de M. Pachitch, le ministre adjoint des Affaires étrangères joint ses prières ; télégraphiant en clair, il imaginait une sorte de langage de convention. Le 30 octobre dans la matinée, le ministre de France reçoit de lui la communication suivante : « Celle que vous avez soutenue pendant quatorze mois, gravement malade ; secours prompt peut améliorer situation. Télégraphiez d'urgence amis Paris. » Quelques heures plus tard, un nouveau télégramme arrivait : « Prière répéter Paris envoi secours pour notre malade qui ne va pas bien. » Et le lendemain 24 octobre, au moment où les Allemands travaillaient fiévreusement à établir leur jonction avec les Bulgares, le ministre télégraphiait : « Notre malade température 40°, dites, je vous prie Des Grag (c'était le ministre d'Angleterre) hâter médicamens anglais. » Il adressait dans la soirée un nouvel appel : « État toujours même gravité ; malade réclame secours Paris Londres. Non arrivée question chaque heure. »

Le 25, il n'envoyait que ces seuls mots : « Espérons et attendons. » M. Pachitch allait en effet exposer lui-même aux quatre représentans alliés les dangers de la situation. Il s'était rendu le 26 octobre à Vrntzé pour y assister aux obsèques du compagnon de toute sa vie, du ministre des Finances Lazare Patchou. Vrntzé n'étant qu'à peu d'heures de Kraliévo, il avait pu venir s'entretenir quelques instans avec les ministres d'Angleterre, de France, d'Italie et de Russie : « Tout, leur déclara-t-il, dépendait de l'arrivée des Alliés ; s'ils parvenaient à dégager Uskub à temps, la situation serait transformée. Mais s'il fallait renoncer à l'espoir de voir Uskub dégagé et les com-

munications rétablies, il ne resterait au Gouvernement d'autre ressource que de se retirer dans les montagnes. Dans deux jours les ministres quitteront Nich et viendront à Kraliévo; mais pourront-ils y rester? Ne devront-ils pas aller plus loin et peut-être même demander asile au Monténégro? » M. Pachitch ajoutait qu'il fallait sans tarder se préoccuper du sort des membres du corps diplomatique établis à Tchatchak, et sous le coup d'une avance rapide des Autrichiens.

Des dispositions furent prises d'urgence à cet effet. Après avoir, conformément aux instructions qui leur étaient envoyées, détruit et brûlé les archives dont ils avaient la garde, ceux des agens des légations alliées qui résidaient à Tchatchak furent, avec le personnel des légations des États neutres, ramenés à Kraliévo d'où ils furent conduits à Mitrowitza où ils pourraient en sécurité attendre les événemens. Mais qu'allaient devenir les quatre ministres alliés eux-mêmes? Leurs attachés militaires considéraient leur situation comme assez précaire et, de Krouchewatz où ils se trouvaient maintenant avec le quartier général, ils leur conseillaient de ne pas trop prolonger leur séjour à Kraliévo. Mais, quoique l'on pût s'y trouver exposé aux surprises d'un coup de main de l'ennemi, il ne pouvait être question de s'en aller avant que le Gouvernement ne fût arrivé et n'eût fait connaître ses intentions. A la table du mess organisé par le ministre de Russie, on examinait, tout en causant entre collègues, les diverses éventualités qui pouvaient bientôt se présenter et quelques-uns des interlocuteurs n'étaient pas éloignés de croire que, bloqués de toutes parts, ils en seraient réduits à passer l'hiver à Ipek ou au monastère de Detchani.

Le 28, on apprend que le grand quartier général a donné aux armées l'ordre de se retirer lentement, en combattant, vers Kraliévo, Krouchevats, Alexinats, Nich et Leskovats; c'était la retraite générale sous la poussée de l'ennemi et la menace de l'encerclement. Par la vallée de la Morava, hâtivement, on évacue matériel, munitions, vivres, approvisionnemens. Les convois se pressent vers Kraliévo. A Kraliévo même, on emballe avec fièvre, et, dans les maisons des petits bourgeois, devenues ministères ou administrations, on recloue avec précipitation les caisses à peine défaites. La tristesse, l'angoisse est sur tous les visages. Où va-t-il falloir aller? Et comment voyagera-t-on dans ces régions qui, il y a quelques années à peine,

passaient pour inaccessibles? La rue a pris un aspect lugubre; sous la pluie qui ne cesse de tomber, la cohue est morne, silencieuse; la boue rend difficile la circulation, devenue de plus en plus intense. Partout règne la confusion. Les légations ne parviennent plus à trouver pour leurs nationaux le gîte ou le pain indispensables; l'une cherche à loger cent infirmières, nurses, doctoresses qui viennent inopinément lui demander protection; une autre ne sait où diriger le matériel et le personnel de trois hôpitaux, qui, à la fois, se sont repliés vers Kraliévo; une autre voit arriver un lamentable cortège de femmes et d'enfans; ce sont les familles des mineurs de Bor; à l'approche des Bulgares, elles se sont mises à marcher sur la route; elles veulent rejoindre les pères, les maris mobilisés en France. Pauvres femmes qui, abandonnant leur tranquille maison de Bor, se sont lancées à l'aventure dans l'exode général. Elles sont venues jusqu'ici en chemin de fer; comment continueront-elles leur voyage? Par quelles épreuves passeront-elles avant d'arriver à la mer?

Il devenait évident que le séjour à Kraliévo ne pourrait plus se prolonger bien longtemps. Dans chaque légation, on se prépare au départ; chacun fait un choix parmi ses bagages : ici, ce qui sera abandonné; là, ce qu'on emportera; bien peu de choses, car on disposera de si peu de place en automobile ou en voiture! Les conditions dans lesquelles on va voyager offriront si peu de sécurité qu'il paraît prudent de brûler ses papiers. Que d'heures passées ainsi, le 28 octobre, devant ces foyers où sont jetées pêle-mêle, déchirées, correspondances officielles, lettres privées. Quelle tristesse dans cette cendre qui confond tant de lettres, lettres de courage de sœurs ou de femmes d'amis tombés pour la France, lettres d'espoir et de confiance d'hommes qui, plus heureux que nous, vivent dans leur pays en guerre, partageant les émotions de ceux qui les entourent! Une page se tord sous la flamme; les lignes apparaissent comme grandies; des mots sautent aux yeux : « Que la France est belle! » C'est un billet de Maurice Barrès. Une seconde s'écoule, et, toute noircie, la page s'en est allée en cendres.

Mais on ne peut tout brûler, et, du pont de la Morava de l'Ouest, les ministres d'Angleterre et de France jettent en plein courant ceux des sceaux et des timbres de leur légation dont ils ne peuvent alourdir leur sacoche officielle.

Cette journée finit dans une impression de désastre. Dans

un immense incendie qui rougit le ciel, tandis que des détonations violentes se font entendre, les dépôts de pétrole et de benzine de l'armée sont anéantis.

Le gouvernement, qui était attendu le 29, n'arriva que tard dans la soirée; les ministres alliés durent attendre au lendemain matin pour s'entretenir avec M. Pachitch; ils apprirent de lui qu'on ne pouvait s'attarder davantage à Kraliévo; le Gouvernement avait décidé de s'établir avec le quartier général à Rachka, en pleine montagne, au cœur de la Serbie historique; M. Pachitch pensait que l'on pourrait séjourner là quelque temps; les dernières nouvelles qu'il avait reçues des Alliés lui donnaient, en effet, une lueur d'espoir : les Russes massant des troupes sur la frontière roumaine et annonçant l'intention d'attaquer la Bulgarie; les Franco-Anglais commençant leur offensive dans la vallée du Vardar. Avec leur optimisme habituel, les Serbes voyaient déjà Uskub dégagée.

*
* *

Le 31 octobre, de bon matin, on partit en automobile pour Rachka. Mais ce petit village de six cents habitans ne pouvait abriter à la fois l'état-major général, pour lequel il ne fallait pas moins de cent vingt chambres, le Gouvernement et les représentans des quatre Puissances alliées; ces derniers, après une nuit de repos à Rachka, devaient donc continuer le voyage jusqu'à Mitrowitza; l'ancien ministre à Sofia, M. Tcholak-Antitch, les y accompagnerait pour établir la liaison avec le Gouvernement.

La route en corniche longeait le cours de l'Ibar; on était sous le charme de ce paysage pittoresque, mais une automobile plus rapide rappelait à la réalité; c'est, en effet, l'un des ministres qui se hâtait vers Rachka. Successivement, M. Pachitch et ses collègues nous dépassèrent ainsi. A une montée difficile, un camion en panne arrête longtemps quelques automobiles. On cause en attendant que la réparation soit terminée, et le ministre des Travaux publics, M. Drachkovitch, dit son espoir de voir bientôt Uskub dégagée grâce aux Alliés, et si cet heureux événement ne se réalisait pas, la ferme volonté du Gouvernement de lutter jusqu'aux dernières limites de la résistance, en se retirant par l'Albanie vers Monastir pour donner la main aux Alliés.

*
* *

A Uchtié, à mi-chemin environ de Rachka, on fait halte, et, dans la *méhana* déjeunent diplomates, ministres et députés serbes, médecins étrangers; ils se pressent autour des tables auprès desquelles, passant ici il y a vingt-cinq ans, je n'avais vu que quelques paysans buvant leur *slivovitz* en chantant. J'avais, en 1891, couché une nuit dans cette auberge, que connaissent tous ceux qui ont visité l'antique monastère de Studenitza. Dans le tumulte de ce jour, ma pensée se reporte vers ce paisible voyage; je revois l'étroit sentier qui, d'Uchtié, nous a, mes amis serbes et moi, menés à travers la forêt au vallon dans lequel se cache le couvent, avec ses murailles, ses cours, sa basilique, chef-d'œuvre de l'art serbo-vénitien, restée intacte à travers les siècles et disant la gloire du saint roi Stéphane, dont la châsse, palladium des Serbes, allait, tragique symbole, suivre l'armée sur le chemin de l'exode.

Mais les soucis de l'heure présente ont bientôt chassé ces souvenirs qu'évoquait, avec moi, le président de la Skouptchina, M. Andra Nikolitch. Les automobiles repartent. Nous dépassons des soldats, en khaki, astiqués comme pour une revue; quelques-uns ont une baguette à la main, d'autres une petite pipe aux lèvres; ils vont d'un pas rapide, comme s'ils faisaient du sport; c'est le détachement que commandait à Belgrade l'amiral Trowbridge et dans cette région si reculée des montagnes serbes, cet uniforme de marins anglais surprend un instant. Il n'y a d'ailleurs que peu de monde sur le chemin; nous précédons l'exode qui, de Kraliévo, commencera dans la soirée pour se continuer les jours suivans aussi longtemps que les obus allemands le permettront.

Quand nous arrivons à Rachka, il fait presque nuit. Quelques maisons bordent l'Ibar à l'endroit où à ses eaux se mêlent celles de la petite rivière qui vient de Novi-Bazar : de ce quai, par une montée très raide, une rue conduit à la place qu'entourent les maisons qui forment le village de Rachka et qu'en un instant les automobiles ont envahie. Chaque habitant vient chercher son hôte.

Au réveil, dans la lumière du matin, le petit village séduit ses visiteurs. Accroché à la montagne, il domine les vallées de l'Ibar et de la Rachka, et l'on comprend l'importance qu'a eue dans l'histoire ce nid d'aigle qui commande les routes que de

Mitrowitza et de Novi-Bazar l'envahisseur musulman ou albanais pouvait prendre pour arriver au défilé de l'Ibar, à la porte de la Serbie du Sud-Ouest. Il y a trois ans à peine, le pont de l'Ibar franchi, on était en Turquie; les victoires balkaniques ont réuni au royaume ces terres habitées par des Serbes, et Rachka, si longtemps poste frontière et douane, n'est plus maintenant qu'une étape sur la route serbe.

Ce n'est pas sans émotion que M. Pachitch et ses collègues s'arrêtent dans ce village. De l'ancien fief de Nemania, le père du roi Stéfane et du grand saint Sava, ils vont faire pour quelques jours la capitale de la Serbie. La Rascie, berceau des Serbes, est devenue leur refuge; pourront-ils s'y maintenir jusqu'au jour où l'offensive espérée des Alliés sur Vélès et Uskub aura rétabli la situation?

Vers huit heures du matin, après avoir franchi le grand pont sur l'Ibar, nous entrons dans les provinces nouvelles de la Serbie. Pendant longtemps les automobiles gravissent des pentes de montagne; la vue s'étend au loin; de distance en distance, de petites tours indiquent l'emplacement des postes de surveillance si longtemps tenus par les Turcs sur cette frontière. A nos pieds, dans la vallée profonde coule l'Ibar dont les eaux claires sont sans cesse accrues des ruisseaux et des torrens qui coupent le chemin en corniche que nous suivons. Commencée dès les premiers jours de l'occupation serbe dans un dessein stratégique, la route qui remplace l'ancienne chaussée turque qui passait par Novi-Bazar est à peine terminée; en quelques endroits, des orages récens l'ont endommagée; des escouades de prisonniers autrichiens sont occupés à la réparer.

A partir de Leposavitch, à vingt kilomètres environ après Rachka, les difficultés commencent. Des ponts manquent; il faut passer à gué; quelquefois on reste dans l'automobile; mais souvent aussi on le quitte, et tandis qu'à grand'peine il franchit le courant, on passe en équilibre sur la planche étroite ou le tronc d'arbre jeté en travers du torrent.

En approchant de Mitrowitza, des tournans trop raides rendent la route dangereuse pour les automobiles et surtout pour les camions; à deux reprises, l'un de ceux-ci culbute et, jetés pêle-mêle avec leurs bagages sur la pente d'une prairie, les voyageurs risquent de rouler jusque dans l'Ibar. Il n'y a heureusement qu'un blessé; le domestique du ministre d'Italie a une

jambe cassée; il souffre atrocement, mais ses douleurs, affirme-t-il, seraient moindres, si on plaçait auprès de lui une sacoche en cuir jaune qu'il tenait au moment de l'accident; on la retrouve et dès qu'il la voit, rassuré, il s'évanouit; on ne sut que plus tard que ce dévoué serviteur avait ainsi sauvé les chiffres de la légation d'Italie dont il avait la garde.

Que deviendra, surtout si la pluie se met à tomber, cette route si dangereuse, lorsque y passeront les réfugiés, les troupes en retraite, les convois de matériel? Les automobiles en panne, les voitures enlizées la jalonneront bientôt, et, des tracteurs culbutés, bien des caisses rouleront dans l'Ibar dont les eaux charrieront ainsi la malle d'uniformes d'un ministre de France.

*
* *

Une immense caserne peinte encore comme du temps des Turcs en jaune d'ocre, et la grande bâtisse du *konak* près de laquelle se dresse un minaret, occupent le sommet de la colline sur laquelle, au centre d'une large plaine que coupent l'Ibar et son affluent la Sitnitza, s'étage Mitrowitza. En face, un rocher isolé porte les ruines du légendaire château du Swetchan qui a vu la fin mystérieuse d'Ourosch Detschanski, le père de l'empereur Douchan.

Le bazar est vivant, la rue animée; il semble que la ville ait son aspect normal. Mitrowitza est calme alors que la Serbie entière est en émoi. Devant les maisons, les enfans courent : petites filles aux larges culottes bouffantes, aux vestes criardes sur la chemise brodée, sur le dos la maigre natte teinte au henné dans laquelle, pour conjurer les mauvais sorts, est passée l'amulette bleue; gamins aux yeux vifs, les babouches lâches aux pieds, jouent à la palette ou tiennent les ficelles de leurs cerfs-volans. La Serbie est en émoi, mais à Mitrowitza, l'Albanais, les jambes croisées sur son escabeau, égrenant son *tesbih*, regarde de sa boutique passer les ministres étrangers; il ne s'en étonne pas; il regardera avec la même placidité arriver la foule des réfugiés, l'armée, le gouvernement; il les verra partir et il restera aussi impassible. C'était écrit!

On voudrait avant la nuit avoir parcouru tous ces pittoresques quartiers de Mitrowitza : ici, le regard s'arrête sur un groupe de maisons aux fenêtres grillagées de moucharabiés anciens, aux toits et aux auvens peints de couleurs vives; là, un

minaret attire : la petite mosquée avec les vieilles maisons qui l'entourent forme, au milieu de l'un des bras de l'Ibar, comme un îlot mystérieux auquel on accède par un pont de bois branlant en dos d'âne. La journée finit trop tôt, et c'est presque à regret qu'à l'heure de dîner on entre au club des officiers, rendez-vous indiqué par les autorités; on y retrouve ceux des membres du corps diplomatique dont on s'était séparé à Kraliévo et qui attendaient à Mitrowitza les événemens.

Deux jours se passent avant que l'on ne signale sur la route de Rachka l'avance du flot des réfugiés ; c'est alors l'envahissement de Mitrowitza par la Serbie en marche. D'heure en heure, la ville se remplit : dans les rues étroites, les convois s'immobilisent ; interminablement, vers l'ancien *konak*, devenu préfecture, et vers la caserne où se tiennent en permanence les autorités militaires, monte la foule morne des soldats armés ou désarmés, des recrues, des réfugiés et des étrangers pris dans l'exode général. L'immense caserne est pleine; les bâtimens publics sont pleins; on se loge où on peut, chez l'habitant, musulman ou chrétien, serbe, albanais ou turc. La pluie tombe, glaciale ; pourvu qu'on puisse s'assurer un toit pour la nuit, on est content. Dans les cafés bondés le jour, viennent à partir du coucher du soleil s'abriter ceux qui n'ont pu trouver place autre part, et beaucoup doivent rester aux portes et s'étendre le long des maisons dans leurs manteaux. L'hôtel Bristol, réquisitionné par le ministère des Affaires étrangères pour servir de mess aux diplomates errans, ne peut suffire à contenir les officiers des détachemens anglais, français, russes, les membres des missions médicales étrangères, les infirmières qui viennent y réclamer quelques alimens chaque jour plus chichement et plus chèrement vendus.

La lutte pour le pain a commencé, la farine manque. Débordées, les autorités ne parviennent plus à subvenir aux besoins des soldats et des réfugiés. La pénurie de petite monnaie vient aggraver les difficultés de la situation ; le billet de 10 francs, monnaie courante du Serbe, ne peut plus s'échanger; la pièce de 20 francs, qui vaut 36, 40, 42 dinars, ne tente personne; celui qui a des pièces blanches ne veut pas s'en dessaisir; il en a besoin pour ses achats quotidiens, achats qu'il doit d'ailleurs défendre contre l'envie ou l'avidité du passant, car ce n'est pas tout que d'avoir réussi à se procurer quelques œufs, un poulet,

du pain; il faut encore les rapporter chez soi et quiconque porte quelque chose qui se mange est aussitôt entouré, interrogé : « Où cela s'achète-t-il ? Combien cela a-t-il coûté ? » Des gens veulent toucher cette rareté qu'ils envient; d'autres en suivent l'heureux possesseur comme poussés par un irrésistible instinct.

La rue a faim; à la vue d'un tas de choux, des soldats s'arrêtent; longtemps ils restent à le contempler, sans parler. Le marchand albanais a un moment d'inattention; vite, l'un des soldats happe un chou et se sauve; machinalement, un autre l'imite; un troisième a déjà porté à sa bouche le chou qu'il a ramassé à ses pieds dans la fange; avidement, il en mange les feuilles noires de boue, gluantes; il mange et ne pense même pas à se sauver. Mais le marchand a remarqué le geste des soldats; et, gourmandant de loin les deux premiers, il arrache de la bouche du troisième le chou qu'il rejette sur son tas, et tristement, sans un mot de plainte, sans un mouvement de révolte, le soldat s'éloigne; depuis plusieurs jours, il n'avait pas mangé : quand mangera-t-il ?

La rue marche. Inlassablement, la foule va, vient, sans but. On se cherche, on s'interroge, prêtant l'oreille à tous les propos, à tous les bruits les plus pessimistes, comme les plus optimistes. L'anxiété se lit sur les visages de ces gens que l'incertitude du lendemain oppresse. Ils sentent qu'ils ne pourront rester longtemps à Mitrowitza; mais quand devront-ils partir? Où leur faudra-t-il aller? au Monténégro par Ipek ou bien à Monastir par Prizrend?

Les ministres alliés sont observés, guettés. Eux-mêmes, d'ailleurs, se préparent au départ. Dans les boutiques du bazar, on ne voit que diplomates s'équipant en vue des caravanes prochaines; l'un achète une selle turque, l'autre de gros souliers fabriqués en Amérique pour les soldats serbes, celui-ci d'épais bas albanais, celui-là un *bachlik* qu'il apprend à nouer autour de sa tête pour se garantir du froid et de la neige; tous se munissent de l'ample caoutchouc militaire qu'une coopérative d'officiers évacués d'Uskub sur Mitrowitza leur permet de se procurer.

Déjà le détachement français d'artillerie navale de Belgrade a pris par Ferizovitch la route de Prizrend et de Monastir; il est suivi par les marins russes et les marins anglais, par le personnel des hôpitaux russes, et par le premier échelon du corps diplomatique.

Traversant Mitrowitza sans s'y arrêter, les femmes des ministres serbes prennent en automobile la même voie.

A Rachka, en effet, la situation était devenue difficile; l'armée se repliait dans la vallée de l'Ibar, et les Autrichiens avaient commencé sur Ivanca un mouvement tournant menaçant. Certains officiers de l'état-major étaient prêts à perdre confiance, comme au moment de la retraite de 1914. Dans un conseil tenu le 5 novembre, en présence du Régent, et où figuraient les chefs d'armée, des explications vives avaient été échangées. Les récriminations augmentaient à mesure que la retraite plus rapide entraînait des souffrances plus grandes.

Beaucoup de Serbes se plaignaient des Alliés, et sur les routes, nos aviateurs, nos médecins, entraînés dans la retraite, perdant leurs bagages, marchant dans la boue, dans la neige, entendaient ces plaintes; des officiers, des fonctionnaires, des bourgeois se laissaient malheureusement aller, dans leur nervosité, à des propos qui dépassaient leur pensée, par suite sans doute de leur ignorance des nuances de la langue française.

Pauvres Serbes! leurs souffrances doivent faire excuser leur état d'esprit, quand ils ont vu leur désastre commencer. Des semaines encore ils ont souffert, et la France leur a envoyé la farine et le pain de guerre qui les a empêchés de mourir de faim à Scutari; la France est parvenue, en évacuant leur armée de l'Albanie, à la sauver de l'esclavage austro-bulgare. Pour les Serbes, le malentendu a cessé.

Mais que de pénibles heures passées ainsi à Mitrowitza, alors surtout que, de Salonique ou de Paris, aucune indication précise ne permettait de faire comprendre aux Serbes quelle était exactement, à leur égard, l'attitude des Alliés, et de la France en particulier! On avait bien appris, le 2 novembre, que M. Briand était devenu président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, à la place de M. Viviani, qui, depuis quelques jours, avait succédé à M. Delcassé comme ministre des Affaires étrangères; mais quelles modifications ces changemens de personnes entraîneraient-ils dans la politique extérieure du gouvernement de la République? Quelle influence auraient-ils quant à notre intervention dans les Balkans et à la présence de nos troupes à Salonique? L'ignorance dans laquelle on se trouvait, à cet égard, pesait cruellement...

Mais, d'heure en heure, la situation s'aggravait : Mitrowitza

était menacée à la fois par les Autrichiens et par les Albanais qui s'avançaient par la vallée de l'Ibar, par les Autrichiens qui approchaient de Novi-Bazar, par les Bulgares qui attaquaient le défilé de Katchanik et qui, depuis quelques jours, manœuvraient pour le tourner. Il semblait qu'à prolonger son séjour à Mitrowitza on risquait d'être pris par l'ennemi; on s'étonnait du retard que le gouvernement mettait à quitter Rachka.

Le 12, au soir, M. Pachitch et ses ministres arrivaient enfin à Mitrowitza où ils étaient rejoints le 14 par le quartier général. Le 15, dans l'après-midi, arrive le Régent. Cette journée finit dans l'incertitude; on ne sait rien de précis, mais on est inquiet : on sent qu'il se passe quelque chose. Avant comme après le dîner, le ministre adjoint des Affaires étrangères affirme qu'il n'a reçu sur la situation militaire aucune indication nouvelle; il est toutefois surpris que M. Pachitch ne soit pas encore revenu de la préfecture où il est en conférence avec l'état-major général et le Régent. Chacun rentre chez soi. Vers neuf heures et demie, l'attaché militaire adjoint de la légation entre en coup de vent chez moi : « Il faut partir! s'écrie-t-il. Les Bulgares ont occupé la position de Ghilan : ils peuvent tourner le défilé de Katchanik; il n'y a pas de temps à perdre. Dès demain matin, l'état-major général part : nos missions vont cette nuit faire leurs préparatifs, elles partiront au jour pour Prizrend. Une place vous est réservée dans l'automobile du colonel Fournier. » Mais partir sans s'être mis d'accord avec ses collègues, sans savoir ce que fait le Gouvernement, c'est impossible. Dans les rues désertes, obscures, une lanterne à la main, je vais chez le ministre des Affaires étrangères. A sa porte, je trouve mon collègue russe que son attaché militaire a prévenu de la situation. Le ministre s'était retiré dans sa chambre; nous l'en faisons sortir; il ne sait rien; il n'a vu personne, il s'étonne cependant de l'absence persistante de M. Pachitch; sur notre insistance, il envoie à la recherche du président du Conseil et, bientôt, on nous annonce que M. Pachitch a quitté la préfecture et va rentrer. A onze heures et demie, il paraît, pâle, les mains un peu tremblantes d'émotion; comme si les paroles lui pesaient, en nous serrant la main, il dit simplement : « Ghilan est pris par les Bulgares; il faut partir; demain matin, soyez à la gare à huit heures, un train spécial vous emmènera avec nous et le quartier général à Liplian, d'où

en automobile nous irons à Prizrend. » Et, d'une voix grave et lente, il répéta encore ces mots : « Il faut partir. »

Aussitôt, nous prévenons nos collègues; la nuit se passe en préparatifs.

***

La gare est à trois quarts d'heure de Mitrowitza; la route boueuse est encombrée par les convois de l'évacuation, matériel, blessés, malades; par le passage des troupes au milieu desquelles nous saluons un groupe d'aviateurs français qui vient de faire de dures et pénibles étapes. A la gare, peu d'ordre : soldats et civils montent au hasard dans les wagons. Sur la seule voie ferrée qui reste à la Serbie, les trains se succèdent, emmenant vers Ferizovitch aussi bien ceux qui vont prendre part à la bataille acharnée qui se livre autour du défilé de Katchanik que ceux qui se hâtent vers Prizrend pendant que la route est encore libre. Les uns après les autres, les ministres alliés, les membres du gouvernement arrivent et se retrouvent dans la foule. Tristement, ils se saluent et attendent; des heures passent; enfin, les deux wagons de seconde classe qui composeront le train officiel sont prêts; dans l'un montent, avec le voïvode Putnik, les officiers du grand quartier général; dans l'autre M. Pachitch, ses collègues, les ministres alliés et quelques fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères. Le train se met lentement en marche. Personne n'est disposé à parler. On regarde, sur les pistes qui longent la voie, passer les automobiles, les camions, les voitures, les chars, et souvent on en voit toute la file arrêtée : un des véhicules s'est enlizé et empêche les autres d'avancer. De loin, on reconnaît l'automobile du prince héritier, celui des attachés militaires. Dans la campagne, partout, des convois, des soldats, des réfugiés.

A Vutchitern, les gens se pressent sur le quai comme immobilisés à la vue des membres du Gouvernement. A la station de Prichtina, un officier passe rapidement le long du train, réclamant le président du Conseil qui descend, cause un instant avec lui, puis fait demander les ministres; tous quittent aussitôt le wagon et nous les voyons s'entretenir à voix basse, d'un air grave. Que se passe-t-il ? Ils remontent en wagon, tandis que M. Pachitch avec l'officier se dirige vers un automobile stationné près de la gare et qui bientôt file à travers la cam-

pagne vers la ville lointaine. Le roi Pierre qui se trouve à Prichtina, a demandé à voir le président du Conseil; M. Pachitch se rend à l'appel du souverain, il viendra directement en automobile nous rejoindre à Prizrend.

Le train continue sa marche lente. Nous sommes dans la plaine de Kossovo.

Debout, aux portières, tout le long du couloir du wagon, les ministres regardent : c'est toute l'histoire de la Serbie qui passe devant leurs yeux; la période héroïque des Nemania; la légendaire bataille de 1389 qui vit la fin de l'empire de Douchan; sous le joug turc, les longs siècles de servitude qu'adoucit le chant de la guzla célébrant les exploits du tsar Lazar et de ses preux; puis les Jeunes-Turcs amenant dans ces lieux si longtemps délaissés le sultan Méhemet et convoquant cent mille Albanais pour jurer devant le tombeau du sultan Mourad fidélité au Padischah; et, c'est enfin, après tant de vicissitudes, la Serbie victorieuse à Koumanovo revenant en triomphatrice dans cette plaine où, aujourd'hui, ses soldats épuisés se raidissent dans un suprême effort.

Debout aux portières, les ministres regardent pensifs; nous nous tenons auprès d'eux, partageant leur émotion, et, d'un geste triste, ils nous montrent au passage ces sanctuaires du patriotisme serbe, le tombeau du tsar Lazar, et l'église de Grajdanitza.

Poursuivant notre route douloureuse à travers la plaine historique, nous voyons au loin sur les collines serpenter une ligne noire qui s'allonge dans les champs et chemine dans la direction de Liplian. Des troupes en marche? Non, une foule; la foule des habitans des villes du Nord de la Serbie réfugiés à Kourchoumlié, à Prokouplié, à Prichtina, qui maintenant fuient ces localités pour gagner Prizrend et Monastir; misérable exode qui laisse prévoir ce que sera dans quelques jours cette route quand, aux malheureux qui la couvrent déjà, s'ajouteront les réfugiés des régions que nous venons de quitter.

Le train s'arrête à Liplian; des automobiles nous attendent; nous y montons sans perdre de temps, afin de pouvoir ce soir encore arriver à Prizrend. Mais si, grâce à la résistance acharnée des Serbes à Katchanik, la route est libre, elle est presque impraticable, tant elle est encombrée : bourgeois des villes, professeurs, fonctionnaires en jaquette et chapeau rond,

paysans des campagnes dans leur vêtement national, avec leurs femmes, leurs enfans, vont droit devant eux, la plupart à pied; quelques-uns dans des chars; lentement les automobiles frayent un passage à travers ce peuple en marche. Parfois pourtant la foule s'ouvre comme d'elle-même. On passe entre deux interminables files de prisonniers autrichiens qui, déguenillés, misérables, nu-pieds, avancent péniblement sous la garde de quelques vieux paysans, soldats du troisième ban.

A Stimlia, où les routes de Ferizovitch et de Liplian se rejoignent, la foule est compacte; c'est là que cherchent un gîte ceux qui ne peuvent arriver avant la nuit à Prizrend. Nous traversons leurs tristes campemens et bientôt de l'un des lacets de la route nous voyons au loin l'immense plaine de Prizrend. La chaîne de montagnes que dominent les cimes neigeuses du Char Dagh forme à l'horizon comme un arc de cercle au milieu duquel, sur quelques collines piquées d'arbres, est posé Prizrend avec sa vieille citadelle et ses maisons en amphithéâtre.

On dirait Brousse au pied de l'Olympe et en approchant de la ville aux ponts de bois sur les multiples bras de la Bistritza aux eaux vives, la ressemblance est plus frappante encore.

Toutes les boutiques sont fermées, tous les volets sont clos, comme en un jour de panique; mais le long des maisons les habitans se tiennent rangés, muets; ils regardent passer les automobiles et après qu'ils ont passé, longtemps encore ils restent immobiles comme frappés de stupeur. A travers cette foule que l'étonnement et la crainte ont figée sur place, par un dédale de rues étroites et pittoresques, nous montons vers la préfecture où nos logemens nous sont indiqués par des fonctionnaires en désarroi. Les grandes salles de l'ancien *konak* albanais sont désertes; dès le lendemain, la préfecture est envahie; la foule en obstrue les escaliers, en remplit les vastes antichambres, se pressant à la porte des ministres réunis en permanence.

Deux, trois journées se passent dans la fièvre pendant que, au Nord, dans un suprême effort, les armées serbes attaquent les Bulgares pour essayer de se dégager et de tendre la main aux Alliés. Parmi les réfugiés beaucoup attendaient avec confiance le résultat de la bataille; d'autres, plus prudens, continuaient vers Monastir par Lioumkoula et Dibra leur marche que la neige venait rendre plus pénible encore.

Le 19 novembre vers midi, on apprend que tous ceux qui le matin, à la première heure, étaient partis pour Lioumkoula reviennent sur leurs pas. La nouvelle s'en répand aussitôt par la ville : la route a-t-elle été rendue infranchissable par des amoncellemens de neige? est-elle coupée par des détachemens de soldats ou de *comitadjis* bulgares mêlés à des bandes albanaises? Va-t-on voir se fermer l'unique issue vers laquelle tous tendaient depuis tant de jours? Arrivée au fond de l'impasse, la foule se sent prise au piège; comme une bête traquée, elle va, vient, anxieuse; les visages marqués par la fatigue, les souffrances, la faim, sont terreux; les hommes ont la teinte jaunâtre de leurs vêtemens boueux; la foule, la rue, les gens, les choses ont la même couleur de débâcle.

Vers la fin de l'après-midi, M. Pachitch fait chercher les ministres alliés; nous étions en train de terminer nos préparatifs de départ pour Monastir, comptant nous mettre le lendemain en route en caravane sous la protection d'un régiment de cavalerie, que le gouvernement avait fait venir à Prizrend et que nous voyons entrer en ville au moment où nous nous rendons à l'appel du président du Conseil.

M. Pachitch nous déclare que l'état-major général ne répond plus de la sécurité de notre voyage; les Bulgares s'avancent de Tetovo; ils ont dépassé Goztivar : ils pourront arriver avant nous à Dibra et nous couper la route de Monastir. D'accord avec l'état-major général, le Gouvernement estime que nous devons changer d'itinéraire, remonter vers le Nord et gagner par Diakovo et Ipek le Monténégro pour nous rendre à Scutari, d'où nous pourrons peut-être nous embarquer à Saint-Jean de Medua et aller en Italie attendre les événemens. Le ministre des Affaires étrangères adjoint, M. Jovan Jovanovitch, nous accompagnera et maintiendra la liaison entre les représentans des Puissances alliées et le Gouvernement. Quant au Gouvernement lui-même, il restera quelques jours encore à Prizrend; si l'issue de la bataille qui se poursuit du côté de Ferizovitch et d'Uskub est favorable, le Gouvernement ira à Monastir où nous pourrons le rejoindre par Salonique; si le sort est contraire aux armes serbes, le Gouvernement avec l'armée, avec le peuple, se lancera dans les montagnes de l'Albanie pour chercher un refuge à Durazzo ou à Scutari. « Mais, demandons-nous à M Pachitch, pourquoi ne pas nous laisser rester avec

vous ? » A cette question, le président hésite un instant, puis il répond : « Il faut que vous partiez avant nous, car quand nous serons obligés de partir... » S'interrompant, il allonge légèrement la main et l'agite un instant dans un geste qui signifie clairement : «... quand nous serons obligés de partir, il pourra se passer des événemens dont nous ne pouvons prévoir les suites et auxquels les représentans des Puissances ne doivent pas être mêlés. » Il reprend alors : « Il faut que vous partiez avant nous et nous vous conseillons de vous mettre en route dès demain matin ; les Autrichiens avancent vers Andriéwitze, vous n'avez guère que cinq ou six jours devant vous... »

Nous faisons donc nos adieux à M. Pachitch et rentrons pour modifier nos préparatifs de voyage. Chaque légation avait sa caravane prête; mais il faut maintenant obtenir de nos Albanais qu'ils consentent à changer leur contrat de louage; on fait prix pour Scutari au lieu de Monastir; on décide que les chevaux avec les bagages nous attendront à Ipek ; profitant de la route carrossable nous irons jusque là en voiture ; mais, dans le désarroi général, que de difficultés pour trouver une voiture, et une fois qu'on est parvenu à se la procurer, quelles luttes pour la conserver !

Le 20 novembre au matin, les quatre ministres alliés quittent Prizrend avec le ministre des Affaires étrangères adjoint qu'accompagnent sa femme et son fils.

Dans la rue, la foule qui va, qui vient, sans qu'une issue s'ouvre devant son angoisse, s'arrête, interdite à la vue de nos voitures. — « Où vont-ils? Où vont les ministres ? » crie-t-on de tous côtés. On interpelle nos cochers, on s'adresse directement à nous. — « Où allez-vous? Où faut-il que nous allions ? » Pendant trois journées encore les malheureux erreront indécis dans Prizrend, puis la montagne albanaise verra passer l'exode.

En avançant vers Diakovo, nous croisons des réfugiés qui, en grand nombre, se dirigeaient encore vers Prizrend. Leurs regards effarés indiquaient la perplexité dans laquelle les jetait notre rencontre; ils n'en continuaient pas moins leur route, hésitant à renoncer à l'espoir d'atteindre Monastir, et il fallait pour les convaincre de l'impossibilité d'aller plus loin l'arrivée des caravanes qui nous suivaient. Derrière nous, par groupes, à pied, venaient des nurses anglaises ou américaines, des médecins militaires français en uniforme avec leurs infirmières;

à tour de rôle, hommes, femmes, montaient sur les chars à bœufs qui portaient les maigres bagages du personnel sanitaire, épaves à grand'peine sauvées des hôpitaux rapidement évacués.

Aucun incident ne marqua cette première journée de voyage ; mais, en franchissant le Drin Blanc sur la mince arête en dos d'âne de l'arche à triple étage du Schwanshi Most, on n'en avait pas moins l'impression d'entrer dans l'aventure.

*
* *

Nous n'arrivâmes que très tard dans la soirée à Diakovo, la farouche cité albanaise où, il y a quelques années à peine, un voyageur européen n'aurait pas osé pénétrer. Des gendarmes monténégrins nous attendaient à l'entrée de la ville ; ils nous guidèrent à travers les fondrières et nous firent longtemps errer dans un dédale de ruelles avant de trouver la maison du prêtre catholique auquel les ministres de France et d'Italie venaient demander l'hospitalité.

Dimanche 21 novembre. — Une chambre au rez-de-chaussée sert de chapelle, le curé est à l'autel ; de misérables enfans accroupis sur le sol, deux vieillards et quelques femmes dont le costume indique la pauvre condition sont les seules ouailles de Mgr Étienne Krasnik. Nous assistons à la messe pendant que dans la cour on prépare les voitures ; déjà la caravane est partie ; nous partons à notre tour et nous refaisons de jour, à travers le dédale des ruelles, le trajet qui nous a paru si long hier soir, dans l'obscurité. La maison du curé catholique et le petit couvent des Franciscains qui l'avoisine sont placés, comme des parias, à l'une des extrémités de la ville musulmane ; pour sortir sur la route d'Ipek, il faut parvenir à l'autre bout et traverser tout le bazar : les boutiques sont hermétiquement fermées ; un silence de mort règne dans ce quartier qui, en temps ordinaire, doit être rempli d'une animation si pittoresque ; sur la rue principale, d'innombrables ruelles, dont les petites maisons basses forment chaque boutique : ici les marchands de babouches, là les marchands de cuirs, plus loin les bouchers, les vendeurs de viandes séchées, plus loin encore les chaudronniers et les fabricans de filigrane d'or ou d'argent. Nous traversons à regret ce désert. A la sortie de la ville, enfin, quelques boutiques sont ouvertes ; ce sont les marchands de pommes, pommes de Diakovo et d'Ipek, d'un éclat incompa-

rable, et bien dignes de leur légendaire réputation qui veut que leur chair soit transparente ; les vrais amateurs affirment qu'ils ont mangé des pommes à travers la pulpe desquelles ils voyaient la lumière. Plus appréciées encore que les pommes de Tétovo ou que celles d'Amasia, qui sont si réputées dans tout le Levant, les pommes d'Ipek avaient leur place sur la table des Sultans et, fidèle à la tradition, Abdul-Hamid s'en faisait envoyer par les plus grands beys de la région.

A peine engagés sur la route, nous nous enlizons dans la boue. Les voitures s'alourdissent, les chevaux s'épuisent à les traîner; il faut, pour les soulager, descendre et marcher dans la boue, boue noirâtre, épaisse, gluante, dans laquelle on enfonce jusqu'aux genoux; lentement on avance, faisant quelques mètres, s'arrêtant, puis repartant; mais la boue devient plus profonde; les voitures s'enfoncent; aucun effort des chevaux ne peut plus les tirer; à la tête de leur attelage, les cochers glissent, tombent, découragés, s'enlizant eux-mêmes. Il faut faire appel à une corvée d'Albanais qui, à quelque distance, réparent un des ponts emportés par la récente crue de la Bistritza. Sur l'ordre d'un officier monténégrin, une trentaine de solides gaillards accourent : jambes nerveuses, serrées dans les culottes blanches soutachées de noir, longs bras sortant de l'étroite veste de drap blanc, petites têtes énergiques emmanchées sur un mince cou d'oiseau, la traditionnelle mèche de cheveux émergeant de la toque; ils entourent les voitures, les uns se saisissent des roues, les autres du timon, d'autres poussent sur la capote, et, criant, hurlant, se démenant comme des diables, ils soulèvent le fardeau comme un fétu de paille, le font glisser sur la boue et, en un clin d'œil, le posent à quelques centaines de mètres de là, sur un sol moins fangeux : deux fois, trois fois, ce manège recommencera jusqu'à ce qu'enfin les chevaux puissent tant bien que mal tirer la voiture.

On repart, mais sans pouvoir sortir de cette boue obsédante. Un trajet qui, pendant les mois secs de l'été, ne devrait durer que deux ou trois heures, nous a demandé plus d'une demi-journée: ce n'est que vers quatre heures du soir que nous arrivons au village de Detchani, trop tard pour pouvoir ce soir encore parvenir à Ipek; d'ailleurs, le monastère de Detchan est trop près de nous pour que nous ne soyons pas tentés d'y faire halte.

Nous traversons le village, résidence de beys influens que les revenus des fertiles terres de la Metochie ont enrichis. Leurs *koulés* sont imposans; chacune de ces maisons, sorte de château fort, est isolée au milieu d'une immense cour entourée de murailles élevées. Une haute porte en bois plein, ferrée de métal, avec des serrures délicatement ouvragées à la turque, défend l'entrée. Le *koulé*, simple cube de pierre de taille, haut de deux ou trois étages, n'avait que des meurtrières jusqu'à ces derniers temps; les Jeunes-Turcs, puis les Monténégrins, à coups de canon, les ont élargies pour en faire des fenêtres : trous béans qui n'ont pas encore été bouchés et déparent le faîte de ces maisons, dont la corniche est si joliment décorée, à la façon mauresque, de motifs noirs, bleus, rouge foncé ou brun, avec parfois un blason et des inscriptions turques. Le village paraît inhabité; les maisons sont silencieuses; pourtant une femme se montre à une porte. Une lourde ceinture de cuir, sertie de gros cabochons de pierres de sang, soutient sa jupe de grossier tissu en forme de cloche, laissant voir les jambes prises dans d'épais bas foncés recouverts de guêtres soutachées; sur la chemise de toile brodée un petit mantelet noir avec des applications de drap rouge ou brun; un voile noir entoure la tête de mille plis et ramené par-devant forme comme une haute corne; de cette sorte de hennin pendent des chaînettes de métal ornées de monnaies. Impassible, les yeux fixes, elle regarde la caravane.

Laissant sur notre droite la route boueuse d'Ipek, nous nous engageons dans une prairie; encaissée entre deux hautes collines boisées, elle se rétrécit peu à peu pour finir en un étroit défilé dont la coupure se dessine dans le lointain; le monastère de Detchan en cache l'entrée. Malgré ses murailles qui, depuis 1332, ont soutenu tant de sièges, *Detchanski Pervenets (Detchan le Premier Couronné)* n'est pas très imposant; de l'extérieur, ses constructions ont l'apparence modeste de bâtimens de ferme; il fallait en effet éviter d'exciter la convoitise albanaise, et ce n'était qu'après avoir pénétré dans l'immense cour du monastère que l'on pouvait se rendre compte de son importance et de sa richesse.

Au moment où nous entrons, l'archimandrite est avec ses moines, rangés devant la porte de la basilique; il vient d'en faire les honneurs au ministre de Russie arrivé un peu avant nous, et maintenant, précédant le prince Troubetskoï, il le mène

dans le couvent à la salle où les hôtes de distinction sont reçus. Nous sommes invités à y entrer avec lui.

Il y a une trentaine d'années que la Russie a obtenu du patriarche œcuménique de Constantinople la cession au Saint-Synode de l'antique monastère de Detchan, la présence de moines russes devant en assurer la protection; grâce à eux en effet, Detchan a pu traverser sans difficultés les nombreuses crises politiques dont cette région de l'Albanie a été le théâtre au cours du dernier quart de siècle. Mais, maintenant, les moines ne sont pas sans appréhension sur l'avenir; à la suite de la guerre balkanique, Detchan est devenu territoire monténégrin, et le roi Nicolas a décidé que le couvent devait rentrer en possession des terres qu'il possédait autrefois et que, au cours des siècles, les beys des villages voisins ont peu à peu usurpées. Déjà plusieurs domaines ont été repris aux Albanais, et l'archimandrite se demande s'il n'aura pas bientôt à ressentir les effets de leur animosité.

Tout en causant et en racontant l'histoire du sanctuaire si vénéré dans le monde orthodoxe, Mgr Varsanothi nous offre le thé de la bienvenue et l'eau-de-vie de prunes, la *slivovitz*, réputation du couvent; successivement les ministres d'Angleterre et d'Italie nous rejoignent; mais constamment l'archimandrite est dérangé; il doit s'occuper de ses autres hôtes. La cour s'est en effet remplie de caravanes, de voitures, de chars; des missions américaines, russes, anglaises, Croix-Rouges de toutes religions, des médecins militaires français avec leurs infirmières, viennent demander au couvent l'hospitalité pour la nuit. Jamais, aux grands jours des fêtes religieuses, Detchan n'a reçu autant de visiteurs; il n'y a pas assez de lits. Dans les immenses salles destinées aux pèlerins, les moines apportent de la paille, du foin; on s'y étend après avoir mangé la *tchorba* puisée au passage dans les grands chaudrons de cuivre.

Pour chacun des ministres, une chambre a été disposée, cellule très propre, dans laquelle un moine servit le dîner.

Peu à peu le silence se fit dans le couvent; la cour seule restait animée et bruyante; dans un fouillis de chars, de chevaux, les gendarmes, les guides albanais, les pauvres réfugiés errans, sont pêle-mêle autour de grands feux dont l'éclat, qui s'ajoute à la lumière de la lune, crée des ombres fantastiques. Malgré la gelée, on ne pouvait se lasser de parcourir ces

groupes, d'admirer ce spectacle ; mais rentré dans sa cellule donnant sur la montagne, c'était, contraste impressionnant, le calme le plus profond, le silence complet coupé un instant dans la nuit par le bruit de la crécelle appelant les moines à la prière.

Au jour, l'archimandrite passe dans les dortoirs et partout, docteurs, infirmières, Croix-Rouges, se lèvent de leurs couches de paille et c'est, pendant une heure ou deux, dans la cour, la préparation du départ ; avant de se mettre en route, chacun visite l'église. Nous attendons que la foule soit partie pour y entrer à notre tour.

Les moines y chantaient un *Te Deum* solennel en l'honneur du Tsar dont le représentant se tenait à la place traditionnelle du protecteur de l'Église orthodoxe. Les trois ministres alliés vont se ranger auprès de lui ; mais la cérémonie est trop longue, il faut partir, non sans avoir déposé son offrande sur la châsse du saint, devant l'iconostase. Derrière nous, un petit Albanais s'avance et dévotement baise la relique ; mais on s'empare de lui, il volait le billet de cent *dinars* laissé par l'un de nous.

De nouveau, nous passons par le village aux *koulés* fortifiés de Detchan et nous nous engageons sur la route d'Ipek. Des orages ont tout dernièrement dévasté la plaine de la Métochie ; il ne reste plus un pont sur la Bistritza de Detchan, ni sur ses affluens, ruisseaux ou torrens que nous devons traverser à gué. A un endroit, la rivière est trop large, le courant trop violent ; des gendarmes monténégrins y sont postés à notre intention ; ils soutiennent nos pas sur quelques planches jetées sur les piles du pont que répare une corvée d'Albanais. Arrivés sur l'autre rive, nous attendons que voitures et bêtes de charge aient pu franchir le courant. Anes et chevaux passent où ils veulent ; on les pousse dans la rivière et ils avancent ; l'eau, rapide, les arrête ; à force de cris, de gestes, on les décide à continuer ; mais l'un d'eux trébuche, tombe, roule dans le courant ; tout le long de la rive, gendarmes monténégrins, guides albanais courent, cherchant un endroit peu profond où ils pourront, si la bête n'est pas encore noyée, essayer de la remettre sur pied ; on la sauve, mais la charge s'est défaite ; des valises sont perdues. Pendant ce temps, prudemment, une à une, les voitures s'avancent dans le gué ; sur leurs sièges que l'eau atteint, les cochers paraissent peu rassurés ; grâce à quelques pièces de monnaie généreusement distribuées, des Albanais

entrent dans la rivière, tirent les chevaux, poussent les voitures. Enfin tout le monde a passé, et on se remet en route.

Les montagnes que nous longeons depuis Detchan sont maintenant couvertes de neige ; devant nous, d'autres sommets neigeux se dressent. Dans l'angle resserré que forment ces deux chaînes de montagnes, Ipek est comme nichée à quelque distance de la coupure qui laisse place à la gorge de la Bistritza d'Ipek dans laquelle notre caravane devra demain s'aventurer.

Toute la ville est sur pied pour nous attendre, et c'est au milieu d'une cohue bariolée d'Albanais, de Turcs, de Monténégrins que nos voitures défilent. Comme à Diakovo la légation de France est logée chez le curé catholique ; nous y retrouvons notre caravane arrivée sans encombre de Prizrend ; elle s'est augmentée du gendarme que les autorités monténégrines ont décidé de donner comme escorte à chacun des ministres alliés. De la cure, dernière maison de la ville, une prairie s'étend jusqu'à l'ancien patriarcat d'Ipek, placé, comme le monastère de Detchan, à l'entrée du défilé.

Célèbre dans l'histoire de la Serbie, le patriarcat d'Ipek a été jusqu'au milieu du XVIIe siècle le refuge des traditions nationales ; les persécutions turques obligèrent alors le patriarche Arsène Tchernojevitch à fuir avec tout son peuple et à accepter l'asile que l'Autriche lui offrait sur les bords du Danube et de la Save. Autour du patriarcat de Karlowitz, héritier du patriarcat d'Ipek, les Serbes purent longtemps se développer, mais le joug de l'Autrichien leur est devenu aussi odieux que celui du Turc et, par un singulier retour de l'histoire, Ipek voit maintenant revenir, fuyant devant les Austro-Allemands, les descendans de ceux que les Turcs ont chassés.

Les saintes reliques du roi Stéphane « le Premier Couronné » conduisent l'exode. Apportées du monastère de Stoudenitza par quelques popes serbes, elles sont depuis deux jours déposées dans l'église patriarcale à côté des châsses où sont conservés les restes des titulaires du siège d'Ipek. L'archevêque d'Ipek à la garde duquel sont confiés ces précieux souvenirs de l'Église serbe ne cache pas les inquiétudes que la situation lui inspire. Les musulmans et les Albanais ont jusqu'ici respecté l'antique demeure patriarcale, ses églises, ses trésors ; les envahisseurs autrichiens et bulgares auront-ils la même tolérance ? Ne voudront-ils pas faire disparaître ces monumens du

serbisme? Ne chercheront-ils pas à rendre les Albanais complices de leurs crimes? L'archevêque se rend compte que les Albanais n'attendent qu'un signe pour massacrer Monténégrins et Serbes; il craint pour sa vie, car il a conscience de n'avoir rien fait pour empêcher les autorités monténégrines de faire trop durement sentir à la population albanaise leur récente domination; il se prépare à fuir. Abandonnées dans l'église, les reliques du « Premier Couronné » seront emportées par l'armée serbe en retraite et les sentiers neigeux du Tchakor verront les soldats porter à tour de rôle sur leurs épaules la lourde châsse suivie par quelques popes, marchant péniblement, tenant d'une main un cierge allumé, se soutenant de l'autre sur un long bâton et chantant tristement les prières de l'Église serbe. Avec son armée, avec son peuple, avec son roi, le « Premier Couronné » marchera ainsi sur la route de l'exode où nous l'avons précédé de quelques jours.

Dès trois heures du matin, le mardi 23 novembre, notre caravane avait commencé ses préparatifs de départ. A six heures et demie, on se mettait en marche. Dans le jour naissant, on passe derrière les bâtimens de l'ancien patriarcat pour s'engager dans la gorge sauvage et resserrée de la Bistritza d'Ipek. Le sentier monte rapidement, et bientôt on se trouve à pic au-dessus de la rivière. La journée s'annonce radieuse; le ciel, dont par la coupure de la montagne nous ne pouvons voir qu'une faible tranche, est bleu comme l'eau qui coule dans le précipice; par ce soleil d'hiver, les sommets neigeux qui nous entourent sont d'une blancheur éclatante. Taillé dans le rocher, le sentier est assez bon, mais si étroit que l'on s'étonne qu'il ait pu servir au ravitaillement du Monténégro. Comment une armée en retraite pourra-t-elle passer par un pareil chemin? Lentement la caravane avance, précédée, suivie par d'autres que l'on aperçoit aux tournans; parfois elles se rejoignent; une charge mal disposée est tombée; la bête immobilisée s'arrête et force tout le monde à s'arrêter. Parfois aussi il faut se serrer le long de la paroi du rocher pour laisser passer de longues files de chevaux non chargés qui, à une allure rapide, reviennent du Monténégro et vont à Ipek chercher, au dépôt qu'y a installé la marine française, la farine, les munitions, le matériel de guerre, amenés à grand'peine de Salonique par Mitrowitza.

Mais peu à peu le sentier devient moins bon; on ne peut rester à cheval, et bêtes et gens, prudemment, longent le rocher au-dessus du précipice. Vers onze heures du matin, on est descendu au niveau de la rivière, et, dans une petite vallée, au milieu du pittoresque désordre des caravanes entremêlées, on fait une courte halte au *han* (1) de Kouchichté. Le sentier remonte aussitôt, puis descend, remonte, suivant les sinuosités de la Bistritza, passant d'un contrefort de la montagne à l'autre, tantôt à flanc de coteau, tantôt au sommet. A une heure, on arrive au confluent de la Bistritza d'Ipek et de deux petites rivières dont la principale, la Biéloukha, sort en tourbillonnant d'une gorge étroite et boisée. Ces trois vallées profondes et couvertes de neige forment en convergeant un cirque au milieu duquel, sur un plateau isolé, un *han* invite à faire une nouvelle halte.

On met pied à terre; mais à peine avait-on ouvert une boîte de conserves, que l'on voit du sentier dévaler, en file indienne, la petite caravane du ministre des Affaires étrangères; elle passe à une allure rapide; je la hèle; de loin, M. Jovanovitch crie : « Nous ne pouvons nous arrêter... Pourquoi?... Je ne sais, mais mon Albanais ne cesse de dire : Marchons, marchons vite; il faut arriver aussitôt que possible au *han* de Belaluka. J'ai confiance en Hassan, je lui obéis sans chercher à comprendre. » C'est à peine si ces mots lancés au passage parviennent jusqu'à mon oreille; en courant, je reviens près des miens et leur déclare que, sans perdre un instant, nous devons suivre la petite caravane. Hassan a évidemment une raison pour être aussi pressé; nous le saurons plus tard; pour le moment, il n'y a qu'à faire comme lui et à marcher. Je préviens dans le *han* mon collègue d'Italie, qui, malgré sa fatigue, se décide à me suivre, et nous nous mettons en route, M. Zarzecki (2), dont le cheval est le plus rapide, prenant les devans.

Le sentier monte en lacets dans la neige; jusqu'au haut de la colline, nous marchons avec le soleil dont les rayons faiblissant atteignent au-dessus de nous le sommet de la forêt séculaire qui ferme l'horizon. Ils n'ont dû pénétrer qu'un

(1) Ce mot, qui vient du turc, signifie un abri, un refuge, une ombre de caravansérail, qui se trouve généralement dans les endroits isolés.

(2) Vice-consul détaché à la légation de France.

instant dans le fond de la vallée de la Biéloukha, véritable gouffre resserré entre ces deux montagnes boisées. Nous descendons dans l'ombre la pente rapide qui, en peu d'instans, nous amène au bord de la Biéloukha ; l'eau coule avec violence, faisant sur les rochers un bruit de tonnerre ; par un petit pont de bois, nous changeons de rive ; la gorge se resserre encore, laissant à peine la place du sentier qui se faufile à travers les arbres majestueux à pic au-dessus du torrent. La beauté farouche du site saisit ; un sentiment de terreur magique nous étreint ; les bords de l'Achéron ne devaient pas être différens. Il fait nuit, et il est à peine deux heures. Il commence à geler ; ces fonds, que les rayons du soleil avaient un instant réchauffés, vont être bientôt un champ de verglas. Le sentier devient glissant ; Hassan avait bien raison : par ce soleil d'hiver, il fallait avoir passé le fond du gouffre avant que la glace n'eût pris. Sa petite caravane a pu sans difficultés franchir la zone dangereuse. Quand nous arrivons, le verglas ne faisait que commencer. Nous avions mis pied à terre ; nos chevaux glissent, tombent, se relèvent pour retomber. Un groupe d'officiers nous avait rattrapés, nous leur barrions la route ; ils s'impatientent, veulent nous dépasser ; leurs chevaux tombent à côté des nôtres ; cinq, six, sept chevaux se heurtent sur le sentier en bonds désordonnés ; enfin, les officiers passent ; nos chevaux, à leur tour, se ressaisissent, mais pour glisser de nouveau ; l'énervement prend hommes et bêtes ; sortira-t-on de ce passage infernal ? Le chemin est de plus en plus difficile, plus raide, plus étroit ; deux fois, le cheval qui porte la caisse des chiffres risque de tomber dans le gouffre. Il faut débâter la bête épuisée, et l'un de nous porte la caisse sur son dos. On avance pourtant, en titubant sur la glace ; enfin, la neige n'est plus glacée. On peut marcher sans glisser, et, en nous réjouissant d'être sortis de ce pénible passage, nous pensons avec angoisse aux difficultés que rencontreront ceux de nos compagnons qui s'y risqueront après nous, à une heure où le verglas sera devenu plus dangereux encore.

Le sentier longe maintenant la Biéloukha ; un instant, la gorge s'élargit, et dans cette sorte de clairière est posée une misérable petite baraque de planches ; deux ou trois Albanais, à la mine patibulaire, se montrent sur la porte ; des voyageurs passeront la nuit dans ce bouge et seront heureux de l'accueil

qu'ils y trouveront; le *han* de Belaluka est plus loin; espérons qu'il nous offrira plus de confort. De nouveau, nous traversons la Biéloukha sur un pont branlant; et nous gravissons dans la forêt un sentier qui paraît n'avoir pas de fin. De loin en loin un Albanais passe, armé jusqu'aux dents : que cherche-t-il sur ce chemin? Il salue au passage et à notre question : « Le *han* est-il encore loin? » nous recevons invariablement la même réponse : « *Blizou!* près! Belaluka est tout près! » Mais jamais on n'y arrive. Enfin du coteau où nous sommes, nous voyons sur la colline opposée deux chaumières; il est cinq heures. Le jour finit; il était temps d'arriver. Mais il n'y a plus de place, des caravanes nous ont précédés et se sont installées; hommes et bêtes se sont mis comme ils ont pu à l'abri. Allons-nous être obligés de regretter la baraque de la clairière? Mais à quelques centaines de mètres plus loin, près d'une source, se dresse une petite maison neuve; on nous y appelle; c'est Zarzecki qui, l'ayant découverte, l'a fait déblayer de la terre qui recouvrait encore les planchers; il a loué pour la nuit, au prix de 0 fr. 50 par voyageur, les deux chambres du premier et seul étage, et il nous fait avec joie les honneurs de notre gîte. Cette pièce, la plus grande, sera pour le ministre des Affaires étrangères, sa femme et son fils; Italie et France auront l'autre; quant à la salle du rez-de-chaussée, elle abritera nos gendarmes, nos gens de la caravane, nos bagages et sans doute aussi maint voyageur. Maintenant, dans l'autre pièce, qui a bien 3 mètres de long sur 2 de large, on s'installe, on sort les couvertures, on dresse les lits de camp et, pour ceux qui n'en ont pas, on apporte de la paille qui, pour la nuit, rendra plus moelleux le plancher grossier ; la théière bout, les boîtes de conserves sont ouvertes et bientôt le dîner est prêt. Mais les heures passent; où sont nos compagnons? Vers huit heures, arrive le ministre de Russie, avec son secrétaire, il reçoit l'hospitalité chez le ministre des Affaires étrangères, et il raconte les difficultés qu'il a rencontrées sur sa route ; un de ses chevaux est tombé dans le gouffre; sa caravane n'a pu passer qu'à grand'peine. La caravane anglaise, qui arrive un peu plus tard, a plus souffert encore. Mais qu'est devenu le ministre d'Angleterre? Son secrétaire s'inquiète; sir Charles s'est-il perdu? Comment aller à sa recherche? L'obscurité est complète; il n'y a pas de guides; les gendarmes auxquels on nous a confiés

font pour la première fois le voyage ; ils ne veulent pas se risquer la nuit dans cette forêt si impressionnante. Si seulement on avait quelques torches pour faire des signaux? Quelqu'un suggère que sir Charles sera peut-être resté dans la baraque de la clairière : cette hypothèse ne rassure qu'à demi; il est dix heures; Keeling veut absolument aller au secours de son chef; il s'est habillé, armé; mais on entend des appels autour de la maison. C'est le ministre d'Angleterre qui arrive. Avec quelle joie on le voit paraître. On l'entoure affectueusement, l'un lui tend du thé, un autre un bol de bouillon, un autre lui verse uu peu d'eau-de-vie; épuisé, à bout de forces et en proie à une réelle émotion, il prend tout; vite, il se remet et ranimé, réchauffé, il avoue qu'il s'est cru perdu. Retardé par le verglas, resté seul, ne trouvant plus la piste dans la neige, il avait passé de tristes heures dans la forêt jusqu'au moment où la Providence l'avait fait rencontrer par un Albanais, qui l'avait ramené jusqu'à nous.

Mais il est tard; les ministres de Russie et d'Angleterre s'allongent avec leurs secrétaires sur la paille, à côté du ministre des Affaires étrangères, de sa femme et de son fils; tandis que dans la pièce voisine, les ministres d'Italie et de France et leurs cinq compagnons, secrétaire, consuls, drogman, domestique, pêle-mêle, s'étendent côte à côte.

Le réveil fut facile; à quatre heures du matin, tout le monde était debout. Dans la nuit glaciale, on assiste aux préparatifs du départ; la mise en marche d'une caravane demande en effet à être surveillée; chaque charge doit être vérifiée avec soin, si l'on veut diminuer les chances d'accident en cours de route; mais l'obscurité ralentit l'opération; une heure, deux heures se passent au milieu des allées et venues, des cris, des disputes de nos Albanais; enfin, chevaux de selle et bêtes de charge sont prêts; l'une après l'autre à partir de six heures, les caravanes se mettent en route. La neige est glacée, les chevaux glissent, nous marchons à côté d'eux, et, le jour paraissant, nous voyons peu à peu se dresser devant nous l'immense barrière du Tchakor qu'il va nous falloir franchir.

AUGUSTE BOPPE.

(A suivre.)

L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE

ET

LE PRINCE EUGÈNE

1804-1814

D'APRÈS LEUR CORRESPONDANCE INÉDITE (1)

III (2)

LES DISGRACIÉS

Neuf mois se sont écoulés : mois d'agonie pour Joséphine, qui, dès qu'elle a rejoint l'Empereur à Fontainebleau le 26 octobre, a compris qu'elle était condamnée. L'Empereur revient le 14 novembre à Paris où arrivent les rois de Saxe, de Wurtemberg, de Westphalie et de Hollande. L'arrêt est prononcé le 30 novembre. Le 8 décembre, Eugène arrive à Paris, où il est mandé. Le 14 décembre, Napoléon et Joséphine signent l'acte d'annulation du mariage ; le 15, le Sénat, sur un discours d'Eugène, rend un sénatus-consulte conforme. Joséphine se retire à Malmaison ; mais la vie y est insupportable en hiver pour elle et pour son entourage. L'Élysée faisant partie de son douaire, elle s'y installe le 3 février au soir, du plein consentement de l'Empereur, qui lui a témoigné depuis le divorce une tendresse accrue par le sacrifice qu'il lui a imposé. Le 2, Eugène

(1) *Copyright by* Frédéric Masson, 1916.
(2) Voyez la *Revue* des 15 octobre et 15 novembre.

a précédé sa mère à l'Élysée. Il part le 13 pour l'Italie, dépossédé de la couronne qui lui avait été promise, honoré de la future succession du grand-duché de Francfort et investi de principautés et de dotations aléatoires. Il fait bonne mine à mauvais jeu, mais Auguste, vis-à-vis de laquelle, lors de son mariage, l'Empereur a pris de formels engagemens, ne pardonne pas.

Eugène doit revenir pour le mariage impérial auquel il est invité ainsi que la vice-reine.

Paris, le 23 février (1810).

« Je t'ai écrit il y a peu de jours, ainsi qu'à ta femme, mon cher Eugène. J'attends de tes nouvelles avec impatience. J'ai toujours le cœur bien triste. L'Empereur est à Rambouillet. La reine de Hollande l'a accompagné, je reste seule, et cet isolement augmente ma mélancolie. J'ai eu le feu chez moi avant-hier dans l'appartement que tu as occupé, celui qui avoisine ta chambre à coucher. Il paraît qu'avant ton départ, il y était déjà et je ne suis plus étonnée de la fumée dont tu te plaignais. Il avait miné sourdement une poutre qui traversait la cheminée. Tout, dans l'appartement, a été consumé. Heureusement que cet accident est arrivé de jour et de bien grand matin. Je ne l'ai su que quand tout a été fini. Ton valet de chambre a fait une maladie très grave. J'ai ordonné que l'on en ait le plus grand soin, mais il ne sera en état de partir que dans huit jours. Il en restera quinze en route et, à cette époque, tu seras au moment de revenir. Je lui ai donné l'ordre de t'attendre ici. On m'a priée de te recommander le petit-fils de M. d'Espagnac, ancien gouverneur des Invalides. Il est à Milan dans ce moment. J'ignore ce qu'il demande, mais je porte de l'intérêt à sa famille. J'embrasse Auguste et mes petites-filles. Leur présence et ta tendresse me sont bien nécessaires.

« JOSÉPHINE.

« Tu me ferais plaisir de m'envoyer des perles d'or comme celles que tu as données à Hortense et dans la même quantité. »

Est-ce une comédie que joue Joséphine? Elle veut paraître heureuse des plus dures vicissitudes et il faut qu'Eugène s'en réjouisse avec elle!

Le 1er mars, l'Empereur adresse au Sénat un message par lequel il constitue le grand-duché de Francfort au profit du

Prince primat et, à la mort de celui-ci, en assure la réversibilité à Eugène et à ses hoirs : c'est consacrer le dépouillement d'Eugène des droits qui lui avaient été reconnus sur le royaume d'Italie. Dans le message au Sénat, l'Empereur fait seulement ces deux allusions. D'abord pour le présent : « Élevé au grand-duché de Francfort, nos peuples d'Italie ne seront pas pour cela privés de ses soins et de son administration. Notre confiance en lui sera constante comme les sentimens qu'il nous porte ; » et pour l'avenir : « La postérité... venant à s'éteindre ou ledit *prince Eugène-Napoléon, comme prince d'Italie, venant à être appelé à la couronne de ce royaume,* » hypothèse que Napoléon n'admet qu'au cas où faillirait la postérité de son second fils, à naître, qu'il destine au trône d'Italie.

Quant à la terre de Navarre, que Napoléon ajoute à la dotation de Joséphine, il donnera à ce présent sa signification en invitant l'épouse répudiée à aller y résider de préférence à l'Élysée et à Malmaison (1). A la vérité, Navarre sera duché et appartiendra plus tard au prince Eugène : mais quoi! une impératrice-reine qui devient duchesse, quelle étrangeté!

Paris, ce 12 mars (1810).

« J'ai eu, il y a peu de jours, mon cher Eugène, un grand sujet de consolation dans la nouvelle marque d'attachement que l'Empereur t'a donnée et dans la manière pleine de bonté dont il parle de toi dans sa lettre au Sénat; je reçois aujourd'hui pour moi-même une preuve de son amitié : il me donne Navarre, et tu n'es pas oublié dans cette donation; je t'envoie la copie des deux décrets. Il m'est bien doux de voir que l'Empereur pense à moi, et que ses sentimens sont toujours les mêmes. Tu en seras aussi heureux que moi. J'espère que je ne tarderai pas à te voir et que le passage du Mont-Cenis sera moins difficile ou du moins que tu seras plus prudent, surtout ayant ta famille avec toi. Il me tarde bien d'embrasser mes petites-filles et de témoigner à ta femme tout le plaisir que m'a fait sa dernière lettre. Adieu, mon cher fils, je t'embrasse tendrement.

« JOSÉPHINE. »

Invitée, le 12 mars, par l'Empereur, à partir le 25 pour Navarre et à y passer le mois d'avril, Joséphine n'a pas trouvé

(1) Voyez *Joséphine répudiée*, p. 125.

le château habitable (lettre du 3 avril à Hortense) et, dès le 3 mai, elle a formé le projet d'aller à Aix-la-Chapelle, après avoir passé quelques jours à Malmaison. Eugène, invité au mariage impérial avec Auguste, est arrivé le 20 mars à Paris, et, dans l'intervalle des fêtes, où il est ainsi que sa femme à l'avant-dernier rang, il sert d'intermédiaire et de négociateur entre sa mère et l'Empereur. (Lettres de Joséphine à Napoléon du 19 avril, de Napoléon à Joséphine du 21, de Joséphine à Napoléon du 25, d'Eugène à Napoléon du 25, de Napoléon à Eugène du 26, de Napoléon à Joséphine du 26.) C'est à cette lettre que Joséphine fait allusion dans la lettre suivante. L'Empereur lui a dit : « Eugène m'a dit que tu veux aller aux eaux ; ne te gêne en rien. N'écoute pas les bavardages de Paris. Ils sont oisifs et bien loin de connaître le véritable état des choses. » Elle changera donc Aix-la-Chapelle pour Aix-les-Bains, où « elle trouvera plus de distraction dans un lieu qu'elle n'a pas encore vu et dont la situation est pittoresque. » Mais elle n'y part que vers le 20 juin, après avoir passé un mois à Malmaison.

(Avril 1810.)

« Je reçois à l'instant ta lettre, mon cher Eugène, et je m'empresse de te répondre. Je te remercie d'avoir fait toutes mes commissions. La lettre de l'Empereur est bonne et aimable, mais, puisque tu l'accompagnes, tu me ferais plaisir de savoir si, sans lui déplaire, je pourrai m'absenter un an de France et réaliser le projet que nous avions fait ensemble. De plus, je désire savoir ton opinion sur le moment où je dois aller à Malmaison, si je dois attendre précisément que l'Empereur soit de retour, ce qui serait peut-être mal interprété, ou plutôt me rendre à Malmaison pour le 5 ou le 6 mai, c'est-à-dire quelques jours avant le retour. L'Empereur, dans sa lettre, me laisse entièrement libre de faire ce que je veux, et il me recommande surtout de ne point écouter les bavardages de Paris. Réponds-moi de suite, mon cher Eugène ; j'attends ton avis sur ce que je dois faire. Je regrette que tu ne puisses pas venir à Navarre. Auguste devrait bien venir passer avec moi le temps de ton absence. J'aurai tant de plaisir à la voir et j'en aurai tant de soin ! Je vais écrire à Corvisart pour savoir si je peux sans inconvénient aller à d'autres eaux que celles d'Aix-la-Chapelle ;

mais je sais qu'il a écrit hier à mon médecin qu'il tenait pour ma santé aux eaux d'Aix-la-Chapelle. J'écrirai demain à l'Empereur. J'adresserai ma lettre à Lavallette. Adieu, mon cher Eugène, tu es un fils bien tendre pour ta mère. Elle t'en remercie et t'embrasse bien tendrement.

« JOSÉPHINE. »

L'Empereur a autorisé l'échange d'Aix-la-Chapelle pour Aix-les-Bains. Il n'a aucune idée d'aller ici et il pourrait aller là. Tout est donc pour le mieux. Joséphine, avant ou après sa cure, ira visiter la Suisse qui jamais ne fut autant à la mode; mais on a vu que dans un moment de découragement, elle a demandé si, sans déplaire à l'Empereur, « elle pourrait s'absenter un an de France et réaliser le projet qu'elle avait fait avec son fils. » C'est là l'origine de toutes les tracasseries qui assombriront son voyage et qui lui feront voir dans ce qu'on lui mandera de Paris un ordre d'exil, alors que l'Empereur croira aller au-devant de désirs, qui, pour la première fois, seraient raisonnables.

Vers le 5 juillet, Eugène quitte Paris pour rentrer en Italie ; il vient voir sa mère à Aix, mais Auguste, enceinte, reste à Sécheron, près de Genève, où Joséphine lui rend visite.

Aux eaux d'Aix, ce 15 juillet (1810).

« J'ai trouvé à mon retour ici, mon cher Eugène, la seule chose qui pût me dédommager de t'avoir quitté, une lettre de l'Empereur, parfaitement bonne et aimable pour moi et pour Hortense. Il me mande, ce que tu auras lu dans les journaux, qu'il a réuni la Hollande à la France et que cet acte a cela d'heureux qu'il tranquillise la Reine et qu'elle viendra à Paris avec ses deux fils (1). Tu sais, mon cher Eugène, que sa seule ambition est le repos et l'amitié de l'Empereur. Avec ces deux biens elle aura tous les autres. J'espère que le titre et la fortune de Tascher seront bientôt fixés (2), si même ils ne le sont pas

(1) Par une lettre en date du 8 juillet, l'Empereur a annoncé à Joséphine, presque dans les termes qu'elle rapporte, la réunion de la Hollande.

(2) L'Empereur s'est expliqué avec Eugène sur les mariages Tascher, par une longue lettre en date du 26 avril. (*Lecestre*, n° 607.) Le 3 juillet, il donne à Louis Tascher, créé comte, 100 000 livres de rente, sur le Domaine extraordinaire, 100 000 à prendre sur les 400 000 livres de rentes réservées en Bavière pour la famille du prince primat, la réversibilité des 200 000 livres de rente, dotation du duché Dalberg et du titre ducal.

déjà. Témoigne à ma chère Auguste tout le plaisir que j'ai eu à passer une journée avec elle. Vous allez revoir mes petites-filles. Je regrette bien de ne pas les embrasser aussi. Adieu, mon cher Eugène, le meilleur des fils ; tu connais toute ma tendresse pour toi.

« JOSÉPHINE. »

(Aix) 20 juillet (1810).

« M. de La Bédoyère (1) est venu prendre mes commissions pour toi, mon cher Eugène. Il est bien heureux d'aller te rejoindre, tandis que je reste si loin de toi et que j'ai joui un seul moment du bonheur de te voir. Au reste, il a été bien doux pour moi puisqu'il a fait diversion à tous mes chagrins. Je n'ai pas eu d'autre lettre de la Reine depuis celle du 18. Je l'attends ces jours-ci à Aix où elle vient prendre les eaux. On ne sait encore rien de positif sur le Roi (2) ; on présume qu'il a passé aux Colonies hollandaises. On parle beaucoup de cette disparition à Paris. L'Empereur doit être bien malheureux. On dit que la proclamation du Roi a été arrangée dans le *Moniteur*. Il se plaignait beaucoup de son frère et a même prononcé les mots de haine. Si j'apprends quelque chose de plus positif, je te le manderai. Je ne puis m'empêcher d'être inquiète de son sort. J'espère que tu as trouvé tes petites filles bien portantes. Donne-moi de leurs nouvelles, de celles d'Auguste et des tiennes. Je vous embrasse tous bien tendrement.

« JOSÉPHINE.

« Envoie-moi de bons fromages. »

(21 juillet).

« Je t'ai écrit hier, mon cher Eugène, par le capitaine de tes gardes. Aujourd'hui Sanois (3) va rejoindre son régiment qui

(1) On sait que Charles-Angélique-François Huchet de La Bédoyère, né le 7 avril 1786, entré au service le 11 octobre 1806, comme gendarme d'ordonnance, aide de camp de Lannes, aide de camp d'Eugène et capitaine de ses gardes, fut condamné à mort lors du retour de Napoléon, et fusillé, le 19 août 1815.

(2) Parti de Haarlem, dans la nuit du 1er juillet 1810, le roi Louis, — le comte de Saint-Leu, — était arrivé le 9 à Tœplitz. Il en donna avis le 16 à Madame mère. Le 20, l'Empereur était fixé sur le lieu de sa retraite.

(3) Gabriel Desvergers de Sanois, second fils de Jean-François-Joseph Desvergers de Sanois, frère de la mère de Joséphine et de Élisabeth de Hodebourg, né à Fort-de-France le 20 octobre 1792, page de l'Empereur le 25 octobre 1808, premier

est sous tes ordres et je profite de son départ pour te recommander ce jeune homme. Il est mon cousin-germain. Je désire lui faire une pension. Mande-moi quelle somme je pourrais fixer pour sa pension. Il se répand une nouvelle qui paraît très fondée. On dit que Bernadotte est nommé, par l'Empereur, roi de Suède (1), que l'empereur de Russie veut son frère et que les Suédois penchent pour ce dernier et qu'en confidence ils ont refusé net Bernadotte. On dit l'Empereur très en colère et qu'il leur avait fait signifier que s'ils ne l'acceptaient pas pour roi, qu'il réunirait la Suède au Danemark. Adieu, mon cher fils, je t'embrasse et je t'aime tendrement.

« JOSÉPHINE. »

L'Empereur avait écrit, à la date du 20 juillet : « Je vois avec plaisir... que tu aimes Genève. Je pense que tu fais bien d'y aller quelques semaines. » D'où le projet du voyage en Suisse ; mais l'Empereur avait dit aussi Milan ou Navarre pour l'hiver, et Joséphine trouvait toujours des prétextes pour retourner à Malmaison, où elle espérait être tolérée, car on l'y voyait sans plaisir, et elle le savait; mais pourvu qu'elle ne quittât point Paris et les environs, ses marchands et son monde, elle était prête à tout supporter.

Aux eaux d'Aix, ce 23 août (1810 ?).

« Je vois avec regret, mon cher Eugène, que la saison s'avance et qu'il ne me reste plus assez de temps pour aller en Italie. Le désir d'attendre la Reine m'a fait prolonger mon

page le 20 décembre 1809, lieutenant surnuméraire au 6e de hussards, le 20 juillet 1810 (en garnison à Milan), titulaire, le 8 janvier 1811, capitaine le 5 juin 1813. (En captivité en Russie.) Chef de bataillon honoraire pour être employé aux Colonies, le 4 mars 1815, titulaire, le 29 mai 1815, adjoint comme chef d'escadron à l'état-major général du maréchal Grouchy, le 9 juin 1815, lieutenant-colonel du régiment des milices de la Martinique, marié le 12 septembre 1818 à Marie-Anne-Camille-Joséphine de Perpigna ; grande fortune, trois habitations, cinq cents nègres, belle maison à Fort-de-France. A la suite des décrets du Gouvernement provisoire sur l'affranchissement des nègres, il fut entièrement ruiné et on brûla sa maison où trente-cinq blancs furent égorgés : lui-même n'échappa qu'en se sauvant dans une chaloupe; il vint à Paris, où il reçut une pension de Napoléon III ; il est mort en 1870.

1. La nouvelle que Joséphine donne à son fils de la nomination de Bernadotte à l'expectative du trône de Suède, ne saurait étonner Eugène qui, deux fois, durant son séjour à Paris, a refusé l'offre que lui en avait faite l'Empereur parce qu'il eût dû apostasier.

séjour à Aix, mais, comme les eaux lui font du bien, on lui a conseillé de les continuer jusqu'au milieu de septembre. Je compte employer le temps à voir le lac de Genève, le Montanvert et quelques parties de la Suisse. La Reine viendra m'y rejoindre et nous reprendrons ensemble le chemin de Malmaison. C'est après-demain que je commence ma tournée et que je partirai pour le Sécheron où j'ai fait retenir l'auberge que tu as occupée. J'espère m'arranger l'année prochaine de manière à être plus heureuse et à pouvoir aller passer quelques mois avec toi et avec Auguste. Je sais que, dans ce moment, tu as beaucoup d'occupation et de travail à reprendre ; mais, je t'en prie, mon cher Eugène, n'excède pas tes forces et ménage ta santé. N'oublie pas que tu es l'espérance de ta famille et le seul bien de ta mère. Adieu, mon cher fils, je t'embrasse avec tendresse.

« JOSÉPHINE. »

Il apparaissait à Eugène, comme à tous ceux qui portaient intérêt à l'Impératrice, qu'elle aurait tort de revenir à Paris et de risquer ainsi une sorte de rivalité avec la nouvelle épousée dont nul n'ignorait la jalousie. Eugène le lui avait écrit ; sur quoi elle s'était adressée directement à l'Empereur (1).

Au Sécheron, le 25 septembre (1810).

« Tu sais, mon cher Eugène, combien j'ai de confiance en toi. Tout ce que tu me mandes sur les inconvéniens de retourner en ce moment à Paris m'a extrêmement frappée. J'ai de suite retardé mon départ, mais ne voulant rien faire qui ne soit agréable à l'Empereur, je lui ai écrit pour lui demander franchement ce qu'il me conseillait de faire. Il a toujours été mon guide, j'espère qu'il voudra bien l'être encore. Je t'envoie copie de ma lettre ; c'est la Reine qui est chargée de la porter. Elle a passé ici quarante-huit heures et s'est mise en route hier matin pour Paris. Elle verra l'Empereur à son arrivée. Ainsi, j'espère qu'elle m'enverra sa réponse ou me fera connaître ses intentions. Tu as bien raison aussi relativement aux nouvelles

(1) Dans *Joséphine répudiée* (p. 198 et suiv.), je n'ai point fait état de la présente lettre que je ne connaissais point et qui explique les conseils que l'Empereur fit donner à Joséphine par Mme de Rémusat, laquelle était du voyage de Fontainebleau. Son initiative ne paraissait point alors très explicable : elle est justifiée par cette lettre de Joséphine, omise dans le recueil publié par la reine Hortense (*Lettres de Napoléon à Joséphine*. Didot, 2 vol. in-8°).

constructions que j'avais projetées à Navarre et je me félicite d'avoir été de ton avis, même avant de recevoir ta lettre, car je venais d'écrire à l'intendant général de ma maison de se borner à faire réparer le château qui existe et d'ajourner entièrement toute construction nouvelle. Je vais profiter des derniers beaux jours pour visiter la Suisse. Je pars demain et je compte trouver à Berne la réponse de la Reine. Si l'Empereur me conseille de prolonger mon absence, je ferai chercher une maison près des bords du lac pour l'habiter à mon retour de la Suisse et j'irai à Milan pour les couches de ta femme. Le bonheur de revoir mes enfans sera une douce consolation. Adieu, mon cher Eugène, tu sais combien je t'aime. J'embrasse tendrement ta femme et mes petites-filles.

« JOSÉPHINE. »

« C'est Billi (1) qui te remettra ma lettre. Il a été très aimable et très dévoué pour moi dans ce pays-ci. »

COPIE DE MA LETTRE A L'EMPEREUR

A Sécheron, le 23 septembre.

« La Reine, qui est venue ici passer deux jours avec moi, me quitte demain pour retourner à Paris. Elle espère avoir bientôt le bonheur de te voir. Permets que je la recommande à ton amitié qui est notre seule espérance. Elle te remettra cette lettre que je t'écris avec le trouble dans le cœur, car chaque instant me fait mieux sentir l'embarras de ma position. Plus j'approche de l'époque que j'avais fixée pour le terme de mon voyage, plus je suis incertaine de ce que je dois faire. Bonaparte, tu m'as promis de ne pas m'abandonner. Voici une circonstance où j'ai bien besoin de tes conseils. Je n'ai que toi dans le monde, tu es mon seul ami, parle-moi donc franchement. Puis-je retourner à Paris, ou dois-je rester ici? Sûrement j'aimerais

(1) Billy van Berchem avait connu Joséphine pendant la Révolution. Il avait fait fortune dans les fournitures de l'armée d'Italie et était entré dans l'intimité de Barras, de Mme Tallien et de Mme Bonaparte. Il épousa sa cousine Mlle d'Illens, fille d'un Suisse d'Yverdun. Elle était d'une grande beauté et devint l'une des favorites de Joséphine. L'Impératrice, ayant retrouvé Billy à Genève, voulut en faire un de ses écuyers (25 juin 1811); n'ayant pu l'obtenir de Napoléon, elle le nomma, de son chef, capitaine de ses chasses à Navarre. Une de ses filles, Augusta, épousa en 1835 Alexandre Pourtalès.

mieux me rapprocher de toi, surtout si j'avais l'espérance de te voir, mais si cette espérance ne m'est pas permise quel serait mon rôle tout cet hiver? Au lieu qu'en prolongeant encore mon absence, pendant sept à huit mois, les circonstances me deviendront, j'espère, plus favorables, puisque l'Impératrice aura acquis de nouveaux droits à ton amour! Je charge la Reine de causer avec toi sur mes intérêts et d'entrer dans tous les détails que je ne puis pas t'écrire. Elle te dira combien tu m'es cher et qu'il n'y a aucun sacrifice qui puisse me coûter lorsqu'il s'agit de ton repos. Si tu me conseilles de rester, je louerai où j'achèterai une petite campagne aux bords du lac. Je désire seulement savoir s'il n'y aurait pas d'inconvénient à l'avoir près de Lausanne ou de Vevey, si je trouvais le site plus conforme à mes goûts. J'irai aussi en Italie pour voir mes enfans. Je compte employer une partie de l'automne à parcourir la Suisse, car j'ai besoin de beaucoup de distractions et je n'en trouve qu'en changeant de lieux. Je retournerai peut-être encore l'été prochain aux eaux d'Aix qui m'ont fait du bien. Ce sera une année d'absence, mais une année que je supporterai par l'espérance de te revoir ensuite et par l'idée que ma conduite aura eu ton approbation. Décide donc ce que je dois faire et, si tu ne peux pas m'écrire, charge la Reine de me faire connaître tes intentions. Ah! je t'en conjure, ne refuse pas de me guider. Conseille ta pauvre Joséphine; ce sera une preuve d'amitié et tu la consoleras de tous ses sacrifices. »

L'Empereur a fait répondre par Mme de Rémusat une lettre que l'Impératrice a reçue à Berne, probablement dans la première quinzaine d'octobre. Joséphine y voit une menace de proscription, elle écrit à l'Empereur, à Hortense, elle envoie Deschamps, son secrétaire, aux nouvelles. Elle offre de rester à Genève, d'aller à Milan, de ne reparaître à Navarre qu'en septembre. Elle passe à des velléités de résistance désespérée. Enfin, le 13 octobre, elle reçoit par Hortense les dernières instructions de l'Empereur. Il a dit Milan ou Navarre. Elle choisit Navarre et tout de suite s'en vient à Malmaison. Car elle a de la logique. De là elle écrit :

A Malmaison, 17 septembre (1810).

« J'ai différé de t'écrire, mon cher Eugène, j'attendais une occasion sûre et je profite aujourd'hui du départ du trésorier

de la couronne d'Italie (1), pour te donner quelques détails sur ma position. Tu connais la lettre que j'ai écrite à l'Empereur, je t'en ai envoyé copie. J'ai reçu sa réponse à mon retour de la Suisse, à Sécheron. Il me laisse entièrement libre sur le choix de mon séjour ; seulement, il regarde Navarre et Milan comme les lieux les plus convenables. C'est à Milan que j'aurais donné la préférence. Tu sais combien je désirais aller passer quelques mois auprès de toi, mais tu n'imagines pas tous les bruits qu'on a répandus à ce sujet. On a prétendu que j'avais reçu l'ordre d'aller en Italie et que je ne reviendrais plus en France. L'inquiétude avait gagné jusqu'aux personnes de ma maison. Toutes craignaient un voyage qui ne devait plus avoir de terme. J'ai donc été obligée de renoncer à ce qui m'aurait été le plus doux et à ne pas quitter la France, au moins cette année. Il paraît que l'impératrice Marie-Louise n'a pas parlé de moi et qu'elle n'a aucun désir de me voir. En cela nous sommes parfaitement d'accord, et je n'aurais consenti à la voir que pour plaire à l'Empereur. Il paraîtrait même qu'elle a pour moi plus que de l'éloignement, et je n'en vois pas la raison, car elle ne me connaît que par le grand sacrifice que je lui ai fait; je désire comme elle le bonheur de l'Empereur, et ce sentiment devrait la rapprocher de moi. Mais rien de tout cela n'influence sur ma conduite. Je me suis tracé la ligne que je dois suivre et je ne m'en écarterai pas : c'est de vivre éloignée de tout dans la retraite, mais avec dignité et sans rien demander que le repos. Les arts et la botanique seront mes occupations; l'été, j'irai aux eaux, et, pour me rapprocher de toi, je viens d'acheter une jolie campagne sur les bords du lac de Genève, et pour 165 000 francs (2). Je passerai cet hiver à Navarre où je me rendrai cette semaine. Le peu de jours que je suis restée à Malmaison m'était nécessaire pour me reposer après mon voyage en Suisse. J'y ai vu peu

(1) M. Michel Hennin, fils de l'ancien premier commis des Affaires étrangères. Il était receveur général des pays conquis par l'armée d'Italie lorsque Eugène arriva à Milan. Il s'attacha à lui, fut le trésorier de la couronne, l'ami, le conseiller, l'homme d'affaires du prince qu'il suivit en Bavière. Il revint après sa mort en France, et l'on connaît l'admirable collection d'estampes qu'il légua en 1863 à la Bibliothèque impériale. D'autres établissemens publics eurent en partage ses collections d'autographes.

(2) Pregny avait été acheté, par Joséphine, des héritiers de feu M. Henry Melly de Genève, moyennant 145 000 livres pour le fonds et 20 000 livres pour les meubles (acte chez Noël, 25 avril 1811). Il fut revendu le 22 février 1817, 105 006 francs pour le fonds et 1 800 francs pour les meubles. C'est assez prouver comme elle était impérialement volée.

de monde. Les personnes qui, dans d'autres temps, avaient paru m'être très attachées, ne m'ont pas toutes donné des preuves de souvenir. Je leur pardonne de bon cœur. Je ne me rappelle que ceux qui ne m'ont pas oubliée et je ne pense pas aux autres. Je saurai, j'espère, trouver le bonheur autour de moi et dans la tendresse de mes enfans, car je suis sûre que mon cher Eugène m'aimera toujours comme je l'aime. Je n'avais pas dit à M. d' (Arenberg?) ce dont tu me parles dans ta lettre. Il faut qu'il se soit mal expliqué, car je suis bien convaincue que tu ne m'écris rien que d'après ton cœur et ce que tu juges le plus avantageux pour moi. Le général Bertrand m'a dit qu'il devait t'écrire pour te prier d'être parrain de l'enfant dont sa femme vient d'accoucher (1). Je l'ai assuré que tu lui donnerais avec plaisir cette marque de ton attachement pour lui. Adieu, mon cher fils, j'embrasse Auguste et mes petites-filles et je t'aime tendrement.

« JOSÉPHINE. »

Après un séjour de quinze jours à Malmaison (du 1er au 15 novembre), Joséphine est partie pour Navarre où elle restera jusqu'au mois de septembre 1811. C'est là qu'elle apprend la naissance de son petit-fils Auguste-Eugène-Charles-Napoléon, né à Milan le 9 décembre 1810 (2). La nouvelle en a été apportée à l'Empereur par le comte Caprara, grand-écuyer du royaume d'Italie, « l'un des premiers et des plus constans amis que j'ai eus en Italie, » écrivait Napoléon à Eugène le 25 mars 1806. Il était le neveu du cardinal de Milan, et malgré les désordres d'une vie toute livrée au jeu, il resta fort avant dans la faveur de l'Empereur qui le fit grand-croix de la Couronne de fer et sénateur.

Navarre, le 16 décembre (1810).

« Ta lettre du 9, mon cher Eugène, m'est parvenue hier. Tu ne pouvais me donner de nouvelle plus agréable et plus vivement attendue que celle de l'heureuse délivrance d'Auguste. Je sais combien elle désirait un fils. Voilà ses vœux et les nôtres

(1) Hortense-Eugénie, fille de M. le comte Henri-Gatien Bertrand, général de division, aide de camp de Sa Majesté l'Empereur et Roi et de Mme Françoise Elisabeth Dillon. Elle fut baptisée le 24 avril 1811. Elle épousa M. Amédée Thayer et mourut en 1886.

(2) Il épousa par procuration le 1er décembre 1834, en personne, le 26 janvier 1835, Maria II da Gloria, reine de Portugal, et mourut à Lisbonne le 28 mars 1835.

comblés, et je partage tout votre bonheur. Cette nouvelle a répandu la joie dans ma maison. Il y a longtemps que nous n'en avions autant éprouvé. Je n'ai point encore vu Caprara; il est resté aujourd'hui pour faire sa cour à l'Empereur, mais il doit venir ici demain, et tu devines à combien de questions il doit s'attendre. J'espère le retenir à Navarre quelques jours, quoique les plaisirs n'y soient pas très vifs. La vie que je mène est celle d'une dame de château. Ma société n'est pas très nombreuse. J'ai maintenant près de moi sept ou huit dames et un homme ou deux tout au plus, quand il y a un chambellan, ce qui donne au château un peu l'air d'un couvent. Tu juges d'après cela combien Caprara sera édifié et peu amusé. Il se promènera quand il fera beau et, les jours de pluie, il restera avec nous au salon, où M. de Vielcastel (1) lui fera la lecture. J'ai été indisposée les premiers jours de mon arrivée, peut-être à cause de l'humidité. On m'a donné l'émétique qui a coupé la fièvre, et je serais très bien à présent sans un peu de faiblesse qui m'est restée sur les yeux. Cependant je les ai encore assez bons pour bien voir mon petit-fils, s'il était ici. Embrasse-le pour moi. Je ne te dis rien pour Auguste parce que je lui écris. Adieu, mon cher Eugène, tu sais combien je t'aime tendrement. Donne-moi souvent des nouvelles de ta femme et de tes enfans.

« JOSÉPHINE. »

Navarre, le 22 décembre (1810).

« J'ai été pendant quatre jours bien inquiète de ton silence, mon cher Eugène, et j'allais t'écrire pour te demander des nouvelles d'Auguste et de mon petit-fils, quand ta lettre du 13 m'est parvenue. Je vois avec peine que j'avais raison d'être inquiète et que ma chère fille a été bien souffrante. Fais-moi donner souvent de ses nouvelles. J'attendrai avec impatience que tu m'assures positivement qu'il n'y a plus le moindre sujet de crainte. Ma santé est assez bonne, mais je ne me porterai tout à fait bien que lorsque Auguste sera rétablie. J'espère que tu as souvent des nouvelles d'Hortense. Il n'y a encore rien de décidé sur son sort. Je pense que l'Empereur va s'en occuper

(1) Charles de Salviac, baron de Vielcastel (1766-1821), chambellan de l'Impératrice après le divorce, baron de l'Empire le 6 octobre 1810. Il avait épousé Mlle de Lasteyrie, nièce de Mirabeau, dont il eut sept enfans.

dans ce moment, ayant fixé l'apanage du Roi (1). Elle attend avec impatience de voir son sort assuré. Elle n'a pas pu venir à Navarre depuis que j'y suis. Je compte qu'elle viendra le mois prochain. Adieu, mon cher Eugène, tu sais combien ma tendresse pour toi est grande. J'embrasse de bien bon cœur mon petit-fils et mes petites-filles.

« JOSÉPHINE. »

A la suite de ses couches, la vice-reine avait été très souffrante d'un accident rhumatismal à la main droite que le célèbre Scarpa, son médecin, soigna par les eaux du Padouan. Cette cure servit de prétexte à Auguste pour esquiver le voyage de Paris, lors de la naissance du roi de Rome.

Navarre, le 1er janvier (1811).

« Ce que tu me mandes des souffrances d'Auguste m'afflige beaucoup, mon cher Eugène. Ta lettre du 24 décembre m'est arrivée ce matin et m'a donné de bien mauvaises étrennes. Je regrette de n'être pas auprès de ta femme et auprès de toi, car je sais combien tu l'aimes et combien tu dois souffrir aussi. Mon médecin, que j'ai consulté, m'a dit que ces sortes de rhumatismes n'avaient rien de dangereux, que souvent ils cédaient à la seconde ou à la troisième application de sangsues. Tu me feras plaisir de charger Méjan ou Bataille de m'envoyer tous les jours un bulletin de sa santé, car je sais que tu n'as pas toujours le temps d'écrire. Adieu, mon cher Eugène, je suis bien affectée de savoir Auguste souffrante. Dis-lui tous les vœux que je fais pour son prompt rétablissement. Je t'embrasse tendrement et ta famille.

« JOSÉPHINE. »

A Navarre, ce 5 janvier 1811.

« Je suis bien heureuse, mon cher Eugène, d'avoir reçu aujourd'hui ta lettre du 28 décembre. Tu peux juger combien j'étais inquiète d'Auguste par mon attachement pour elle et par l'idée de tout ce que tu souffrais. Ta lettre du 26 m'avait vive-

(1) Le 10 décembre, un sénatus-consulte a constitué l'apanage de Louis comme prince français ; le 26, un décret détermine la part qu'y aura Hortense ; mais de fait elle jouit de la totalité, soit 2 millions, et règle son budget sur un revenu de 1 750 000 francs.

ment affectée; je suis plus tranquille aujourd'hui et j'espère, d'après ce que tu me mandes, qu'il n'y a réellement aucun danger. Autrement j'irais de suite auprès d'elle. La saison ne m'arrêterait pas. Écris-moi, mon cher Eugène; j'ai besoin de tes lettres et je les attends avec impatience. Adieu, mon cher fils, je t'embrasse et ta famille.

« JOSÉPHINE. »

A Navarre, ce 20 janvier 1811.

« Je vois avec peine, mon cher Eugène, que la convalescence d'Auguste marche lentement; je sais qu'il n'y a aucun danger, et c'est ce qui me rassure, mais je suis bien affectée de la voir souffrir si longtemps. Afin de me distraire de cette idée, je me suis occupée d'une petite parure pour elle et j'espère qu'elle pourra bientôt s'en servir. Je la lui envoie par M. de [Caprara] que je charge aussi de te porter le sabre que je te destinais depuis longtemps (1). Ces petits soins embellissent ma solitude. Je t'ai déjà parlé de la vie de Navarre; elle est toujours la même et je m'y accoutume. C'est un bien si doux que la tranquillité! L'ambition est la seule chose qui puisse en dégoûter et, Dieu merci, je ne suis pas atteinte de cette maladie. Je voudrais seulement être plus à même de te voir. Peu de choses alors me manqueraient. Hortense est ici depuis quelques jours; elle retourne demain à Paris. Elle est si maigre et si changée que j'ai presque autant de peine que de plaisir à la voir. Je voudrais bien lui donner ma santé qui est très bonne dans ce moment. La gelée a repris depuis hier, ce qui augmentera les promenades et diminuera les lectures du salon. Adieu, mon cher fils, je t'embrasse tendrement et ta petite famille.

« JOSÉPHINE. »

Navarre, le 1er février (1811).

« J'ai été pendant plusieurs jours très inquiète, mon cher Eugène, de ne pas recevoir de bulletin de la santé d'Auguste, mais celui du 23 m'a rassurée. Je vois que la fièvre et les douleurs l'ont quittée, et j'espère qu'elle sera bientôt rétablie. Je voudrais avoir la même espérance pour Hortense, mais elle est

(1) Ce sabre appartient au duc Georges de Leuchtenberg, « sabre de fantaisie avec ceinturon, boucles en or et camées antiques » (n° 7 de la collection).

toujours bien faible et Pierlot (1), qui arrive de Paris, m'a dit que dimanche dernier, au dîner de l'Empereur, elle s'était trouvée mal. Heureusement, mes inquiétudes ont été aujourd'hui dissipées; je sais qu'elle va mieux. Adieu, mon cher Eugène, tu connais toute ma tendresse pour toi. J'embrasse tendrement Auguste et la famille.

« JOSÉPHINE.

« Je désirerais bien avoir, mon cher Eugène, des crêpes de Bologne. Tu serais aimable de m'en envoyer de blancs et de couleur. Ils sont plus beaux qu'en France. »

L'Impératrice reste à Navarre jusqu'au 3 septembre. « L'approche de l'automne m'a engagée à quitter Navarre, » écrit-elle le 5 à Hortense. Elle vient de recevoir une lettre de l'Empereur, en date de Trianon le 25 août, où elle a lu : « Mets de l'ordre dans tes affaires. Ne dépense que 1 500 000 francs et mets de côté tous les ans autant : cela fera une réserve de quinze millions en dix ans pour tes petits-enfans; il est doux de pouvoir leur donner quelque chose et de leur être utile. Au lieu de cela, on m'a dit que tu as des dettes, cela serait bien vilain. Occupe-toi de tes affaires et ne donne pas à qui en veut prendre. Si tu veux me plaire, fais que je sache que tu as un gros trésor. Juge combien j'aurais mauvaise opinion de toi si je te savais endettée avec trois millions de revenu. » Cela va faire l'objet principal de la lettre suivante :

A Malmaison, ce 25 septembre (1811).

« J'ai reçu ta lettre du 16, mon cher Eugène. Je sens avec quel plaisir Hortense se sera mise en route pour les îles Borromées (2). Il m'eût été bien doux de l'accompagner dans ce petit voyage, mais j'espère que mon tour arrivera, et je compte partir à la fin d'octobre, à moins que ma santé ne s'y oppose. Je ne suis pas bien portante depuis trois mois. Je ne sais pas si c'est l'air de Navarre où nous avons été tous plus ou moins malades.

(1) Louis Pierlot, receveur général de l'Aube, nommé intendant général par décret du 1er janvier 1810, démissionnaire en juin 1811, mort en 1826.

(2) Ce voyage avait passé inaperçu, au milieu des divers déplacemens de la Reine en 1811. Dans une lettre à Mme de Boucheporn, gouvernante de ses enfans, en date de Genève du 14 septembre (1811), Hortense dit : « Je vais faire un petit voyage pour voir mon frère ; je serai de retour du 10 au 15 octobre. »

Moi qui ai l'air en apparence de bien me porter, j'éprouve une douleur à la tête et des bourdonnemens dans les oreilles à me faire craindre de devenir sourde, puisque quelquefois je n'entends pas. J'ai consulté Corvisart qui m'a fait mettre des sangsues, mais je n'en suis pas moins souffrante. Il paraît décidé à me faire mettre un vésicatoire au col. J'ai reçu avant mon départ de Navarre une lettre de l'Empereur. Il me parlait avec bonté de mes dettes; il paraît qu'on les lui a fort exagérées, mais je compte que bientôt il n'en entendra plus parler. Je mets dans ma maison le plus d'ordre possible et je ne me permets aucune dépense nouvelle. Je t'avouerai que si quelque autre motif que celui de ma santé peut me faire suspendre mon voyage de Milan, ce serait la crainte d'augmenter mes dépenses, car le séjour d'une grande ville exige toujours de la représentation; mais alors, ce voyage ne serait que différé; je serai libre de toute dette au printemps prochain. A cette époque, rien ne m'empêcherait plus de rester avec toi jusqu'à la saison des eaux. Tu connais ma position. Mande-moi ce que tu me conseilles de faire. J'ai reçu ta procuration pour te faire suppléer par le grand-duc de Berg au baptême du fils de M. de La Rochefoucauld. Je n'attends pour en faire usage que le retour de ce dernier. M. de La Rochefoucauld dont il est question est le mari de Mme de La Rochefoucauld, ancienne dame d'honneur. Son fils a dix ans (1). Adieu, mon cher Eugène, tu connais toute ma tendresse pour toi. J'embrasse tendrement Auguste et mes petits-enfans. Si Hortense est encore avec toi, embrasse-la bien pour moi; dis-lui que ses enfans sont toujours à Malmaison, qu'ils jouissent de la meilleure santé possible et que je ne puis m'en séparer.

« JOSÉPHINE. »

L'Impératrice, tout en achetant Prégny et en projetant des travaux considérables à Malmaison et à Navarre, avait cru,

(1) Il s'agit ici de *Joseph-Eugène*-François-Polydore, fils de M. Alexandre-François de La Rochefoucauld, comte de l'Empire, l'un des commandans de la Légion d'honneur, chevalier de l'Aigle noir, ancien ambassadeur près les cours étrangères, et de dame Adélaïde-Marie-Françoise Pyvart de Chastulé, son épouse. Né le 15 mai 1801, il fut baptisé le 20 octobre 1811 par l'aumônier chapelain de l'Impératrice et eut pour parrain le prince Eugène, représenté par le grand-duc de Berg et l'impératrice Joséphine : dans les diverses généalogies de la maison de La Rochefoucauld, il est désigné seulement sous les prénoms de François-Joseph-Polydore. Il avait perdu les autres en 1814. Il fut ministre plénipotentiaire et mourut en 1855.

peut-être de bonne foi, que certaines combinaisons de son intendant lui permettraient de payer ses dettes. Le Trésor de la Couronne avait dû avancer plusieurs centaines de mille francs et l'Empereur était fort fâché, au moment même où Joséphine se croyait assurée d'être entièrement libérée.

A Malmaison, ce 11 octobre (1811).

« J'ai reçu ta lettre, mon cher Eugène, elle m'a été d'autant plus agréable que j'étais peinée de ton silence. Je t'ai écrit il y a quelques jours. Tu auras vu par les détails où je suis entrée les motifs qui m'ont empêchée d'aller te voir. Sois sûr que j'ai beaucoup souffert de cette privation ; mais je commence à en retirer le fruit, car, au moyen des soins que j'ai pris, toutes mes dettes seront acquittées à la fin de ce mois et je m'en trouve heureuse, moins encore par le motif de ma propre tranquillité que par l'espérance de faire ce qui peut être agréable à l'Empereur. J'aurais pu rendre la charge moins lourde en l'étendant sur l'année prochaine, mais les intentions de l'Empereur n'auraient pas été aussi bien remplies, et l'idée qu'il sera content de moi me donne du courage pour supporter les sacrifices. Ma santé est assez bonne dans ce moment. Je vis ici comme à Navarre. J'ai eu le plaisir de terminer il y a peu de temps le mariage que je t'avais annoncé du comte de Pourtalès et de Mlle de Castellane (1). La noce s'est faite à Malmaison et sans bruit. Adieu, mon cher Eugène, je n'ai pas besoin de te dire combien tu m'es cher; embrasse pour moi Auguste et mes petits-enfans. »

« JOSÉPHINE. »

Deux années n'ont point passé depuis la dernière liquidation, le dernier paiement des dettes de Joséphine par l'Empereur. Depuis le divorce où tout fut soldé, elle a, outre la dépense de ses trois millions annuels, engagé 1 200 000 francs de dettes

(1) Il en coûte à l'Impératrice cent mille francs et un trousseau. Le 11 novembre 1811, mariage mixte célébré à Malmaison par le pasteur Marron et le cardinal Maury. M. Jules-Henri-Charles-Frédéric Pourtalès, venu en France comme aide de camp Neuchâtelois du prince de Neuchâtel, Berthier, était passé ensuite dans la maison de Joséphine pour des raisons intimes, il fut admis à la cour de Prusse et fut grand maître des cérémonies. Mlle de Castellane-Norante avait été, sans titre, recueillie par l'Impératrice.

avouées, sans parler de huit à neuf cent mille ajournées. L'Empereur, qui est informé que « les dépenses de cette maison sont fort désordonnées, » écrit (1er novembre) à Mollien pour qu'il déclare au nouvel intendant, M. de Montlivault, que la Couronne ne paiera plus le million assigné pour le douaire s'il ne rapporte la preuve que toutes les dettes sont éteintes. Il s'agit de ramener Joséphine à quelque prudence et de lui faire peur.

A Malmaison, le 27 octobre (1811).

« Ton silence, mon cher Eugène, me fait craindre que tu ne croies avoir à te plaindre de moi. Tu ne serais pas juste, mon cher fils. Tu dois savoir combien il m'aurait été doux d'aller passer l'hiver avec toi, mais plusieurs motifs m'en ont empêchée, et tu vas juger toi-même qu'il n'y a pas de ma faute. J'avais depuis quelque temps des sujets d'inquiétude relativement au million qui m'est assigné par l'Empereur sur le Trésor de la Couronne. Le duc de Frioul avait laissé entendre à mon intendant général que l'Empereur pourrait bien le retrancher de mon revenu et, dernièrement, une lettre de M. Estève est venue augmenter mes craintes. Il a écrit à M. de Montlivault qu'il avait ordre de ne pas me payer le million l'année prochaine, à moins qu'il ne lui fût délivré par mon intendant une attestation qu'il ne me restait aucune dette. Cette dernière condition n'est pas ce qui m'inquiète, car je puis t'assurer que toutes mes dettes seront payées à la fin de l'année. Mais j'ai craint que cet avis ne fût pas d'un bon présage et qu'il ne m'annonçât pour l'avenir une rigueur dont je serai d'autant plus affligée que je ne l'aurai pas méritée. L'Empereur a plus d'une fois rendu justice à ma conduite, et je sens qu'il ne peut me faire aucun reproche. Tu juges, mon cher Eugène, que, dans l'incertitude où j'étais, je n'ai pas dû m'éloigner. L'absence ne pouvait que me nuire, si j'étais dans le cas de faire des réclamations. Cependant j'aime à me persuader que cette mesure de l'Empereur n'a eu d'autres causes que son intérêt pour moi et le désir que je sois heureuse. Il a été trompé par Pierlot et il ne veut plus que je le sois. Je serais bien malheureuse d'avoir à craindre le contraire. La retenue d'un million serait une diminution considérable dans ma fortune et me mettrait hors d'état de conserver ma maison telle qu'elle est, mais la cause me serait bien plus sensible que la perte même. Tu sais que les sacri-

fices d'argent ne sont pas les plus pénibles pour moi. Au mois de janvier, je serai plus tranquille et j'espère au printemps prochain t'aller voir, l'esprit plus content et mon revenu libre de toute dette. Adieu, mon cher fils, je t'aime et t'embrasse tendrement.

« JOSÉPHINE. »

A Malmaison, le 25 décembre (1811).

« Ta lettre m'a fait le plus grand plaisir, mon cher Eugène. Tu ne pouvais me donner une nouvelle plus agréable que la grossesse d'Auguste (1). Je partage ta joie et même tes espérances, car je me flatte aussi que ce sera un garçon. Voilà ta famille qui s'augmente. Cela m'engage à faire des économies dont tes enfans pourront profiter un jour. Je m'occuperai dans un an à augmenter et à embellir Navarre. J'aurais désiré te mander aujourd'hui que toutes mes dettes étaient payées. Tous les fonds sont faits, même au delà de ce que je dois, mais mon intendant attend pour payer que M. Mollien soit moins occupé des affaires de l'État pour s'occuper des miennes dont il est chargé par l'Empereur (2). Comme je pense qu'Auguste ne fera pas beaucoup de toilette cet hiver, je lui envoie une robe de dentelle de point d'Alençon que je te prie de lui offrir de ma part pour ses étrennes. Adieu, mon cher fils, recommande bien à Auguste de se ménager ; je vous embrasse tous deux bien tendrement et mes petits-enfans.

« JOSÉPHINE. »

(Décembre 1811 ?)

« J'ai différé de t'écrire, mon cher Eugène, afin de pouvoir t'assurer positivement une chose qui te fera plaisir : c'est que mes affaires sont terminées et toutes mes dettes payées. Voilà les étrennes que je t'envoie cette année et je connais si bien ta tendresse pour moi que je suis sûre qu'elles te seront agréables. J'en ai reçu de bien douces aussi en apprenant la nouvelle

(1) Elle était enceinte d'Amélie-Auguste-Eugénie qui naquit à Monza, en présence de sa grand'mère le 31 juillet 1812, fut mariée en 1829 à Dom Pedro Ier empereur du Brésil et mourut à Lisbonne en 1873.

(2) Les belles résolutions de Joséphine au sujet de l'équilibre de ses finances ne l'amènent qu'à faire des dettes plus fortes. Les entretiens de Mollien avec l'intendant, M. de Montlivault, les dispositions prises par celui-ci et approuvées par l'Empereur ont cet unique résultat.

grossesse d'Auguste. Elle espère me donner un nouveau petit-fils et je partage ton espérance. Ma seule peine est de savoir qu'elle souffre. Je compte toujours aller vous voir tous les deux au printemps prochain et me rendre ensuite aux eaux d'Aix pour achever le bien que m'aura fait mon séjour auprès de vous. Adieu, mon cher fils, je t'embrasse avec toute la tendresse que tu me connais pour toi.

« JOSÉPHINE.

« Comme je sais que tu es amateur de beaux tableaux, je t'indique un Téniers admirable et que Constantin m'a dit être aussi beau que celui des *Arquebusiers* que tu as vu dans ma galerie. On me l'a proposé, mais je ne veux acheter aucun tableau dans ce moment. Le prix est de 24000 francs dont on demande le paiement par douzième de mois en mois. C'est Mme de Souza (1) qui me l'a proposé et qui en connaît le propriétaire. »

Les préparatifs pour la guerre avec la Russie étaient commencés de très longue date, d'une part comme de l'autre, mais ils n'avaient transpiré que tard dans le public, — et Joséphine était devenue du public. L'Empereur depuis longtemps n'avait pas écrit. Sa dernière lettre était du 25 août 1811, elle avait trait surtout aux dettes et si, depuis lors, durant son voyage sur le Rhin, il s'était occupé de Joséphine, ç'avait été surtout à cause de ce règlement et de son incurable prodigalité.

A Malmaison, le 3 février (1812).

« On parle beaucoup de guerre, mon cher Eugène; j'ignore si ces bruits sont fondés, ils me rendent triste. On dit aussi que tu seras employé. Tu en seras content, mais moi, cela dérangera beaucoup mes projets. Je me faisais un bonheur d'aller te voir au printemps prochain. Je serai encore obligée d'ajourner mon voyage. Mande-moi ce que tu comptes faire et, dans le cas où tu quitterais l'Italie, si Auguste y restera. Si elle est instruite de ces bruits, elle doit être aussi affligée que moi. J'attends ta réponse à la dernière lettre que je t'ai écrite où je t'annonçais que toutes mes dettes étaient payées. J'ai été charmée de faire

(1) Mme Filleul, en premières noces Mme de Flahault, morte en 1836.

une chose que l'Empereur désirait. J'ignore quel sera le résultat de tous les sacrifices que je fais jusqu'à présent. J'en ai peu de consolation, car l'Empereur semble m'avoir oubliée, quoique je sache qu'il rend justice à la conduite que je tiens. Adieu, mon cher Eugène, je ne te parle pas de ma tendresse : tu sais combien je t'aime.

« JOSÉPHINE. »

Le règlement des dettes antérieures à 1812 est achevé à la fin de janvier, sur un rapport de Mollien à l'Empereur. Joséphine désirait rendre l'Élysée, moyennant une forte somme en argent ou un supplément de douaire; l'Empereur trouva plus aisé de le lui échanger, sans la consulter, pour le palais de Laeken, quitte à occuper Laeken lui-même, malgré l'échange.

On ne saurait douter que la lettre d'Eugène à laquelle répond celle qu'on va lire n'ait été motivée par les plaintes de quelque Tascher au sujet de la dot offerte par l'Impératrice à Mlle Annette de Mackau, mariée, le 22 janvier 1812, en la chapelle de Malmaison, au général Pierre Wattier, comte de Saint-Alphonse. Venant après la dot de Mlle de Castellane-Norante (Mme Pourtalès), les Tascher pouvaient regretter que les libéralités de l'Impératrice n'allassent point à eux seuls. Ils n'avaient pourtant pas eu à se plaindre et, si l'absence des comptes postérieurs à 1809 empêche de présenter des certitudes, les comptes antérieurs ne laissent point de doute sur la façon dont Joséphine a traité, — et fait traiter par Napoléon, — tous les membres de sa famille et de la famille Beauharnais.

A Malmaison, ce 22 février (1812).

« J'ai reçu ta lettre du 14, mon cher Eugène; elle m'a fait d'autant plus de plaisir qu'il y avait déjà quelque temps que je n'avais reçu de tes nouvelles. J'ai été moi-même privée de t'écrire, ayant souffert pendant quelques jours d'un catarrhe humoral. Je me trouve mieux à présent, mais je vois avec peine, par la dernière phrase de ta lettre, que tu ne viens pas à Paris avant d'aller à l'armée, comme on le disait. J'aurais eu bien du plaisir à te voir et j'aurais eu besoin de ta présence pour mes affaires. Tu sais que l'Empereur m'a donné le palais de Laeken en échange de celui de l'Élysée; toi seul, mon cher

fils, aurais pu me servir d'intermédiaire pour me faire connaître les intentions de l'Empereur et fixer mon sort.

Je vois avec peine qu'on ne t'a pas dit vrai pour ce qui regarde mes cousins. M. [Niepce] (1), qui fait leurs affaires, m'a demandé de répondre pour Louis (2), à l'époque de son mariage, de 60 000 francs, ce que j'ai fait. A l'échéance, j'ai payé la somme entière. Mon intention n'a jamais été de lui en demander le remboursement, mais j'ai été sévère pour M. [Niepce], parce qu'il a une mauvaise réputation et qu'il passe pour faire ses affaires aux dépens de mes cousins, le ministre du Trésor m'ayant averti qu'il disait partout que M. de Tascher lui devait cent mille écus. Pour Henry Tascher (3), j'ignorais qu'il eût besoin d'argent, le roi d'Espagne lui ayant donné un million à l'époque de son mariage. J'ai payé pour sa femme une parure de diamans de 30 000 francs. Au mois de janvier dernier, j'ai payé pour lui à Le Roy, marchand de modes, un mémoire de 32 000 francs. Quant au plus jeune (4), je lui fais une pension de 6 000 francs. Cette somme doit suffire, étant logé et nourri chez sa sœur, et de plus je paye Halna cent louis qui lui donne des leçons (5). Je donne mille écus de pension à Sanois (6), 12 000 francs à M. Dugué (7), 3000 francs à Mme de Copons (8).

(1) Ce M. Niepce, négociant, rue Neuve-Croix, place Vendôme en l'an IX.

(2) Louis Tascher, arrivé en France en l'an X, cousin germain de l'Impératrice, avait été entretenu par elle à l'institution de M. Gay-Vernon jusqu'au jour où il était entré à l'École de Fontainebleau. Sans compter de nombreuses gratifications, il avait reçu de l'Empereur, à dater du 1er vendémiaire an XIV, un traitement de 3 000 francs. Lors de son mariage avec Mlle de la Leyen, il avait été comblé par l'Empereur. (Voyez ci-dessus.)

(3) Henry, frère de Louis, parti le 12 mars 1806 pour Naples, où il s'était attaché à la fortune de Joseph, épousa, le 11 juin 1811, Marcelle-Marie-Adèle Clary, nièce de la reine d'Espagne. (Voyez, à son sujet, la lettre de l'Empereur à Eugène, *Lecestre*, n° 607.)

(4) Charles-Marie-Rose-Anne Tascher, dit Sainte-Rose, né à Fort-Royal en 1782; il recevait de l'Impératrice 150 francs par mois payés à sa sœur Mme d'Arenberg, 50 francs pour son domestique, un louis pour ses menues dépenses, plus 782 francs par trimestre payés à M. Gay-Vernon pour son éducation. Il était défrayé de vêtemens, etc.

(5) L'abbé Halna, qui portait le titre de bibliothécaire, donnait « des leçons d'histoire et de géographie à l'épouse du Premier Consul » et à diverses personnes de sa famille. Hellénisté, antiquaire, astronome, orientaliste, professeur de géographie à l'École militaire de Fontainebleau. Il fut à la Restauration chanoine de Notre-Dame et bibliothécaire à Sainte-Geneviève.

(6) Voyez ci-dessus.

(7) En 1808, payé à M. Dugué, pension 14 400 francs. Je ne trouve rien antérieurement.

(8) Françoise-Aimée Desvergers de Maupertuis, fille de Jean Desvergers de

Je paye l'entretien et les pensions des trois enfans de M. de Sainte-Catherine (1), mille écus de pension à Mme Duplessis, qui a accompagné en France la duchesse d'Arenberg (2), 2000 francs de pension à une Mme Tascher dont le mari est au service (3), et une autre pension de mille francs à une dame Tascher, religieuse (4). Tu vois, mon cher Eugène, que je ne suis pas si mauvaise parente qu'on voudrait te le faire croire, et que j'ai le droit de faire quelque chose pour les personnes qui sont autour de moi et qui contribuent tous les jours à me rendre la vie agréable. Je suis charmée que l'indisposition de tes enfans n'ait pas eu de suite, et j'espère qu'Auguste, en avançant dans sa grossesse, souffrira moins. Je t'embrasse tendrement.

« JOSÉPHINE. »

A Malmaison, 22 mars (1812).

« Je profite, mon cher Eugène, du départ du général Pactod (5) pour répondre à ta dernière lettre. Je vois avec bien de la peine que tu ne viendras pas ici avant de te rendre à l'armée. On avait fait courir le bruit de ta prochaine arrivée à Paris et je l'aurais bien désirée (6). Tu m'aurais servi d'intermédiaire près de l'Empereur. Tu lui aurais demandé pour moi

Maupertuis, seigneur de Sanois, et de Louise-Élisabeth Duval, mariée à François-Jean-Antoine-Raymond de Copons del Llor, chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, président à mortier au Conseil souverain du Roussillon. Il est fort question d'elle dans la correspondance de d'Antraigues.

(1) Catherine-Louise-Jeanne-Élisabeth Desvergers de Sanois, fille de Joseph-François et de Marie-Catherine-Françoise Brown, nièce de Rose-Claire Desvergers de Sanois qui épousa Joseph-Gaspard de Tascher et fut mère de Joséphine, avait épousé J.-J.-A. Sainte-Catherine d'Audiffredy, chef de bataillon, attaché à l'État-major général, qui mourut de la fièvre à Pina, en Aragon, le 22 mars 1810. Il appartenait, ainsi que l'a démontré M. C. d'E. A., *Dictionnaire des familles françaises*, tome II, p. 56, à la famille des Audiffret, deuxième rameau de la quatrième branche.

(2) Stéphanie Tascher, sœur de Louis et d'Henry, fille du baron Tascher, oncle de Joséphine, est arrivée à Calais, le 30 thermidor an XI, avec ses jeunes frères, sous la conduite de cette Mme Duplessis, créole, qui resta près d'elle comme une sorte de dame de compagnie. Stéphanie épousa, le 1er février 1808, Prosper-Louis duc d'Arenberg; le mariage ayant été déclaré nul le 29 août 1816, elle épousa le 8 novembre 1817, le marquis de Chaumont-Quitry qu'elle avait connu à Navarre, écuyer de l'Impératrice.

(3) Mme Tascher (de Bordeaux), pension de 3 000 francs en 1809 (Comptes).

(4) Une dame Tascher, religieuse, pension de 1 000 francs en 1809 (Comptes).

(5) Le général Pactod qui, en mars 1809, avait déjà fait partie de l'Armée d'Italie, et s'était signalé à Malborghetto et à Raab, avait reçu le 16 mars 1812 l'ordre de se rendre à l'Armée d'Illyrie.

(6) Il y arriva le 22 avril.

ce que je dois faire pendant son absence et dans quel lieu il veut que j'habite. Je pense comme toi que je ne dois pas rester aussi près de Paris, s'il vient à s'en éloigner. Maintenant que je n'ai plus l'espérance de te voir, je compte lui écrire pour lui demander ses conseils. J'espère qu'il sera assez bon pour me diriger et qu'il a toujours conservé pour moi de l'amitié. Dans la dernière lettre qu'il m'a écrite il y a quinze jours (1), il m'a assurée que ses sentimens pour moi n'étaient pas changés et je sais qu'il approuve ma conduite. Je suis restée étrangère à tout, je n'écoute aucun propos et je ne vois ici que des personnes attachées à la Maison. Je ne désire connaître ses intentions que pour m'y conformer entièrement. J'irai avec joie à Milan, un peu avant les couches de ta femme, la soigner pendant ton absence Embrasse pour moi tes enfans, dis à Auguste que je suis touchée de la lettre qu'elle m'a écrite. Je vois qu'elle est bien affligée de ton prochain départ, et moi aussi, mon cher Eugène; je suis bien triste de te voir faire la guerre, mais j'espère que Dieu protégera un bon fils en faveur d'une bonne et tendre mère. Je ne finirai pas cette lettre sans te parler du général Pactod qui se charge de te la remettre. Il m'a inspiré de l'intérêt par l'attachement qu'il a pour toi et par son désir d'être employé sous tes ordres. Tu seras bien aimable de t'occuper de lui. Adieu, mon cher fils, tu sais avec quelle tendresse je t'aime et t'embrasse.

« JOSÉPHINE.

« On dit que l'Impératrice va à Dresde, chez le roi de Saxe et que là elle se réunira à son père. »

A Malmaison, ce 1er juillet (1812).

« Je t'ai mandé dans une de mes dernières lettres, mon Eugène, que j'avais écrit à l'Empereur pour lui demander de nouveau son consentement à mon voyage d'Italie. L'Empereur m'a répondu en date du 20 juin et sa lettre m'a rendue aussi heureuse pour toi que pour moi, car tu m'as dit souvent que tu préférais son approbation à tous les biens du monde; tu dois être satisfait. L'Empereur me dit dans sa lettre : « Eugène se porte bien et se conduit bien (2). » Je compte partir pour Milan,

(1) Non retrouvée.

(2) Gubin, 20 juin 1212. « Je reçois ta lettre du 10 juin. Je ne vois pas d'inconvé-

du 12 au 15 de ce mois. J'ai souffert ces jours-ci de l'humeur que j'ai à la tête. Je suis mieux à présent. Donne-moi de tes nouvelles toutes les fois que tu le pourras, c'est la seule chose qui puisse me consoler d'être si loin de toi. Adieu, mon cher fils, je t'aime et t'embrasse tendrement.

« JOSÉPHINE.

« Je m'aperçois, en retournant la page, que je t'écris sur une demi-feuille. Tu vas croire que c'est par économie, mais je ne suis pas encore à ce point de perfection. C'est simplement une méprise. »

Le départ, fixé au 16 juillet, a failli être retardé par une éruption survenue au petit Napoléon, le fils aîné d'Hortense qui est avec elle aux eaux d'Aix-la-Chapelle; mais enfin Joséphine part, elle passe par Genève où elle s'arrête à Prégny, et malgré les débordemens du Rhône et les odieuses couchées, elle arrive à Milan le 27.

A Milan, ce 28 juillet (1812).

« Je suis arrivée hier à Milan à sept heures du soir, mon cher Eugène, bien fatiguée, mais bien heureuse de me trouver au milieu de ta famille. Auguste est à merveille; sa santé est si bonne et sa grossesse si belle que cela présage des couches bien heureuses. Je te prie de ne pas t'inquiéter. J'aurai bien soin d'elle. Tes enfans sont adorables, il n'en existe pas de plus aimables. Enfin, mon cher fils, j'attends d'être un peu plus calme pour te bien détailler tout le bonheur que j'éprouve depuis vingt-quatre heures. Il faut qu'il soit bien grand pour avoir oublié que je voyais ta femme, tes enfans et que mon fils était à plus de six cents lieues de moi. Je te quitte, mon cher Eugène, je sens que je vais m'attendrir. Je retourne à tes enfans que j'aime déjà à la folie, tant ils sont aimables pour moi. Adieu encore, mon cher fils, je t'embrasse tendrement.

« JOSÉPHINE. »

A peine l'Impératrice était-elle arrivée que, le 31 juillet, la vice-reine mit au monde une fille, — son quatrième enfant, — Amélie-Auguste-Eugénie.

nient à ce que tu ailles à Milan près de la Vice-Reine. Tu feras bien d'aller incognito. Tu auras bien chaud. Ma santé est fort bonne. Eugène se porte et se conduit bien. Ne doute jamais de mon intérêt et de mon amitié. »

Milan, ce 1er août (1812), à six heures du soir.

« Je t'ai écrit deux fois hier, mon cher Eugène; aujourd'hui, je profite du départ de l'écuyer qui se rend près de toi. Auguste continue à être parfaitement bien. Elle a dormi toute cette nuit. La fièvre de lait ne paraît pas encore et tout annonce qu'elle ne sera pas forte. Ta fille est superbe et, si tu regrettais de n'avoir pas eu un fils, je t'assure que tu seras bien dédommagé quand tu la verras. Il est impossible de donner de plus belles espérances pour la figure et pour la force. Je t'ai dit qu'Auguste n'avait eu que quatre heures de grandes douleurs. La veille, elle avait ressenti les premières dans la journée, mais qui n'avaient pas été assez fortes pour l'empêcher de dîner avec moi et d'aller ensuite nous promener en calèche. A minuit, les douleurs ont augmenté et dès ce moment, je me suis établie près d'elle. J'envoyai chercher Locatelli (1) et Scarpa (2). Ils croyaient que l'accouchement n'aurait pas lieu avant neuf heures du matin, mais tout à coup les souffrances augmentèrent et Auguste venait d'accoucher lorsque le duc de Lodi (3) et les personnes qui avaient été prévenues arrivèrent. Chère et bonne Auguste, comme elle t'aime! Au milieu des plus fortes douleurs, elle ne cessait de t'appeler et de pleurer de ce que tu n'étais pas auprès d'elle. Quoique touchée moi-même de ses souffrances, j'ai fait de mon mieux pour la calmer. Enfin, entre quatre et cinq heures, ta fille est venue au monde. Il n'y a pas eu un seul moment de crainte, tout s'est passé aussi bien qu'on pouvait le désirer. A cinq heures, j'ai été me coucher un peu fatiguée, mais contente et heureuse. Ta fille a été ondoyée hier dans la soirée. Elle n'a pas la nourrice qu'on avait arrêtée; lorsqu'on est allé la chercher, il y avait quatre jours qu'elle avait la fièvre. Heureusement qu'on en a trouvé une autre. Je l'ai vue, elle a l'air de la santé, les dents très belles, les médecins lui

(1) Giacomo Locatelli, chevalier de la Couronne de fer, premier médecin du roi d'Italie.

(2) Antonio Scarpa, l'un des chirurgiens les plus illustres des temps modernes (1747-1832), chirurgien consultant du roi d'Italie, membre de la Légion d'honneur. Etant partisan de la maison d'Autriche, il avait refusé de prêter serment à Napoléon et avait dû quitter sa chaire de Pavie : « Qu'importe le refus de serment, dit Napoléon. Le docteur Scarpa honore l'Université et mes États. »

(3) François-Louis-Joseph Melsi d'Eril, vice-président de la République italienne, chancelier garde des Sceaux du royaume d'Italie, duc de Lodi par décret impérial du 20 décembre 1807, avec 200 000 livres de rentes de dotation.

ont trouvé un lait très bon. Son enfant qui a deux mois est fort et bien vivant. Cependant, on a cru devoir cacher à Auguste ce petit incident. Tu vois, mon cher fils, que tout va bien et que tu dois être entièrement tranquille, car je le suis moi-même. Je n'ai plus d'inquiétude que pour toi seul. Je pense sans cesse aux dangers où tu es exposé; n'oublie pas que notre existence est inséparable de la tienne. Je suis de plus en plus enchantée de tes enfans. Ton fils est très fort, très gai et très doux; nous sommes maintenant fort bien ensemble. Hier, après t'avoir écrit ma lettre du soir, je la lui ai donnée pour la remettre à l'écuyer et je lui ai dit que c'était pour Papa. Il a baisé la lettre et l'a portée à l'écuyer. Joséphine a eu un moment de sensibilité qui m'a fait plaisir. Elle s'est mise à pleurer lorsque, ayant demandé à voir sa mère, on le lui a refusé. Il a fallu pour la consoler la mener à sa mère. Tu seras heureux par tes enfans, mon cher Eugène, tu le mérites, les bons fils doivent être d'heureux pères. Adieu, je t'aime et t'embrasse tendrement.

« JOSÉPHINE. »

A Milan, ce 26 août (1812).

« J'ai été avant-hier, mon cher Eugène, voir Brera (1). J'y ai reconnu avec plaisir l'effort de tes soins pour l'embellir. Tous les tableaux n'y sont pas d'un égal mérite, mais il y en a une demi-douzaine qui sont de toute beauté. J'ai eu surtout beaucoup de plaisir à voir les fresques de Luini. Puisque je suis en train de louer, je te dirai que j'ai lu dans le *Moniteur* d'aujourd'hui ton rapport sur les journées des 25, 26 et 27 juillet (2) et que j'en ai été très contente. Ce sont de grandes choses dites simplement. Le mot Je ne s'y trouve que lorsqu'il est absolument nécessaire. Rien dans ce rapport ni pour toi, ni pour les personnes de ta maison, mais, en revanche, il finit par un mouvement bon et juste en faveur de la veuve du général Roussel (3). J'ai reçu ta lettre du 8. Je vois avec chagrin que tu n'étais pas encore débarrassé de ta fluxion. Ménage-toi bien, mon cher fils, je n'aurai de véritable tranquillité que lorsque j'apprendrai que

(1) La Brera, ancien collège des Jésuites dont la galerie des tableaux fut aménagée par ordre de la République cisalpine, et très développée par Eugène.

(2) *Moniteur* du 21 août 1812.

(3) Marie-Catherine Hermann, veuve du général baron Roussel tué par méprise aux avant-postes le 26 juillet.

la paix est faite. Auguste est à merveille. Depuis deux jours nous dînons ensemble et je te laisse à penser si nous parlons de toi. Aime-la bien, aime-moi aussi : je ne sais, en vérité, qui de nous deux t'aime le plus. Mme Visconti (1), qui fait le service près de moi comme dame de Palais, me prie de te rappeler que tu as promis à son mari une place de gouverneur de Palais. Elle désirerait celle du palais de Mantoue qui est vacante. J'ai vu ici la fille de l'amiral Villaret-Joyeuse (2). Elle est venue exprès de Venise pour me prier de te la recommander auprès de l'Empereur. Cette famille est intéressante et je n'oublie pas que l'amiral, étant gouverneur de la Martinique, a prodigué ses soins à ma mère et lui a fermé les yeux. Tes enfans sont toujours charmans et bien portans. Ton fils et moi nous sommes les meilleurs amis du monde. Dès qu'il me voit, il quitte tout pour venir sur mes genoux. Je fais tous les soirs sa partie. Adieu, mon cher Eugène, je t'embrasse tendrement.

« JOSÉPHINE. »

Quittant Milan tout à la fin d'août, Joséphine est arrivée à Aix en Savoie au début de septembre avec sa suite : M. de Beaumont, son chevalier d'honneur et Mme Wattier Saint-Alphonse (Mlle de Mackau). Elle y retrouve ses belles-sœurs Julie Clary, la reine d'Espagne et la princesse Pauline; avec Julie, sa sœur Désirée Bernadotte, — la princesse de Suède.

A Aix, le 13 septembre (1812).

« La date de ma lettre t'apprendra, mon cher Eugène, que je suis arrivée à Aix. Ma route a été heureuse, ma santé est assez bonne, mais j'éprouve un grand vide. Ce n'est plus ici Milan, ni son beau soleil, et encore moins les objets si chers que je m'étais accoutumée à y voir. Chaque instant me fait sentir que j'en suis éloignée. Auguste aussi me regrette. Elle m'a écrit la lettre la plus tendre. Ses enfans lui demandent si je reviendrai bientôt et Joséphine a pleuré en entendant partir ma voiture. Tu vois que tes enfans te ressemblent. Ma consolation est de les avoir laissés parfaitement bien portans. Auguste n'a jamais été

(1) Antonia Samper, dame de Palais d'Italie, épouse de Jean-Alphonse-Jules Visconti, chambellan de l'Empereur, comte de l'Empire par lettres patentes du 11 octobre 1810.

(2) Mort à Venise dont il était gouverneur général, le 24 juillet 1812.

mieux ni plus fraîche. Autrement, sois-en bien sûr, ce n'est pas de ma santé que je me serais occupée. J'ai reçu, depuis que je suis à Aix, trois lettres de toi, du 15, du 19 et du 21. Je suis touchée de l'intérêt avec lequel l'Empereur t'a parlé de moi. Il sait qu'il n'y a pas de cœur qui lui soit plus dévoué que le mien. J'ai vu avec plaisir que mes premières lettres t'étaient parvenues. Tu as dû en recevoir une de moi tous les jours pendant les quinze jours qu'Auguste n'a pu t'écrire. Auguste a mis trop de prix aux cadeaux que j'ai faits : ils ne sont pas si considérables que tu le penses. C'est toi, mon cher fils, qui es maintenant magnifique ; je ne suis ton exemple que de loin. D'ailleurs, l'ordre et l'économie couvriront aisément les dépenses qu'il est convenable de faire. Tu sais que je devais beaucoup l'année dernière ; j'ai tout acquitté. J'ai payé comptant toutes les dépenses de cette année et j'arriverai à la fin de décembre sans rien devoir (1). Il y a dans ce moment peu de monde à Aix. Cependant j'y ai trouvé encore la reine d'Espagne, la princesse Pauline et la princesse de Suède. J'ai déjà pris trois bains ; je me dépêche pour profiter des derniers beaux jours, mais, malgré mes soins, je doute que les eaux me paient le sacrifice que je leur ai fait. Adieu, mon cher Eugène : aime-moi, je t'aime et t'embrasse tendrement.

« JOSÉPHINE.

« Mme de Saint-Alphonse et M. de Beaumont sont touchés de ton souvenir et me prient de t'exprimer leur reconnaissance. Ce pauvre M. de Beaumont est dans le chagrin. Il vient d'apprendre que son fils, qui est en Espagne, a eu la cuisse percée d'une balle. »

D'Aix, l'Impératrice est venue à Prégny sur le lac, où elle restera jusque vers le 20 octobre.

A Prégny, près Genève, le 9 octobre (1812).

« Ta lettre du 8 m'a fait du bien, mon cher Eugène, je l'attendais avec impatience, quoique toutes les nouvelles dussent me rassurer pour toi, j'avais besoin d'un mot de ta main pour être entièrement tranquille. Je le suis maintenant et je puis jouir

(1) Rien que chez Leroy, Joséphine dépense, en 1812, 170 286 fr. 21, sur quoi elle laisse en souffrance 96 611 fr. 43 qui ne seront soldés qu'en novembre 1813. Par là on peut juger du reste.

des succès de l'Empereur et des preuves de zèle et de dévouement que tu lui donnes. Je fais part de ta lettre à Hortense qui en sera aussi heureuse que moi. Ma santé est assez bonne. Les eaux d'Aix m'ont fait beaucoup de bien, mais le froid m'en a chassée. Je suis venue ici me reposer quelques jours avant de retourner à Malmaison. Auguste m'écrit souvent. Elle continue à se bien porter, quoiqu'elle ait été comme moi bien inquiète. Je te remercie de tout ce que tu me dis d'aimable sur le souvenir que l'on veut bien garder de moi à Milan. J'ai reçu beaucoup de témoignages d'affection, mais je ne me fais pas illusion, mon cher fils; c'est à toi seul que je les rapporte. Je ne les dois qu'à l'attachement qu'on y a pour toi et au soin que tu prends pour répondre du mieux qu'il est possible à la confiance de l'Empereur. Je sais que tes enfans ne m'oublient pas, c'est ce qui me touche le plus. Auguste m'a mandé que ton fils, en priant pour toi et pour elle, avait ajouté de lui-même et pour l'*autre maman*. Cela est charmant; je ne peux plus l'embrasser ni lui ni ses sœurs, mais je pense souvent à eux, comme je pense à mon Eugène, au fils le plus tendrement aimé.

« JOSÉPHINE. »

L'Impératrice rentre à Malmaison le 25 octobre, après un voyage heureux; elle apprend, à la porte de Melun, le drame qui s'est passé la veille à Paris : la tentative du général Malet. Elle traverse Paris qui est calme. Presque aussitôt elle écrit à son fils une lettre qui arrive droit au cabinet noir (1). Elle lui dit : « S'il avait pu y avoir le moindre danger pour l'Impératrice et le roi de Rome, je ne sais si j'aurais bien fait, mais bien certainement j'aurais suivi mon premier mouvement, j'aurais été avec ma fille me réunir à eux. » Désormais, les lettres de Joséphine à son fils, et de son fils à elle, ne parviendront pas. Il y a trace qu'il écrit particulièrement de Posen le 6 février; mais depuis la lettre du 10 novembre (2), point d'autre jusqu'à celle qu'on va lire.

Eugène à ce moment a quitté le commandement en chef qu'il a exercé du mieux qu'il a pu, dans les conditions désastreuses où l'a placé le brusque départ de Murat de la Grande-Armée (16 janvier 1813). Le 30 avril, il a fait sa jonction avec

1 Affaires étrangères. *Fonds français*, 1794, f° 98.
2 *Ibid.*, 1794, f° 108.

l'armée que l'Empereur amène de France. Après l'entrée à Dresde, il est expédié le 12 mai sur l'Italie pour y former une armée nouvelle (1). Le 18 mai, il est à Monza. De mai à août, il met debout 47 000 hommes et il commence son mouvement le 15 juillet; le 16 août, il garde les portes de l'Italie à Laybach et à Pontreba. Au milieu de ces occupations, il reste par excellence l'homme de famille, et cette lettre de sa mère en est une preuve.

A Malmaison, ce 13 juin (1813).

« Ta lettre du 9 m'arrive à l'instant, mon cher Eugène, je profite pour y répondre de suite du départ du général Marcognet qui commandait à Cherbourg et qui va maintenant servir sous tes ordres (2). Je te le recommande; c'est un homme de mérite et que l'Empereur a distingué. Il est enchanté d'être sous tes ordres; il m'a dit qu'il te servirait avec un cœur de feu. Il paraît qu'il a toujours servi aux avant-postes. Je suis charmée qu'Auguste se soit décidée à prendre les eaux cette année. Je suis persuadée que c'est la seule chose (après ton retour), qui pourra consolider sa santé. Je suis heureuse que ton fils aille mieux, mais je t'avouerai que j'en ai été bien tourmentée. Consulte bien les médecins pour savoir s'il ne serait pas prudent de lui mettre pour quelque temps un petit vésicatoire, car il n'a jamais eu de gourme, et les glandes qu'il a eues et la douleur de la tête prouvent que c'est une petite humeur qui le tracasse et qui l'empêche d'être gai. Tu me demandes, mon cher fils, des nouvelles de ma santé. Elle est bonne, surtout depuis que je te sais à Milan. La vie que je mène est toujours la même, ne m'occupant que de ma galerie et de mes plantes. Mon jardin, qui est la plus belle chose possible, est plus fréquenté par les Parisiens que mon salon, car, au moment où je t'écris, on me dit qu'il y a au moins trente personnes dans le jardin qui s'y promènent. Mais, mon cher fils, il n'aura tout son prix pour moi que le jour où je pourrai t'y voir avec toute ta famille. En attendant ce bonheur-là, je pense à toi sans cesse, et tu es souvent avec mes dames le sujet de notre entretien. Elles me chargent de te présenter leur hommage. Embrasse pour moi

(1) Je me permets pour toute cette période de renvoyer le lecteur à mon livre *Napoléon et sa famille*, t. IX, p. 104 et suiv.

(2) Nommé le 30 mai au corps d'observation de l'Adige.

Auguste et les enfans et crois, mon cher fils, à la tendresse de ta mère

« JOSÉPHINE. »

On connaît les détails de la défection de Murat, et dans quelles conditions Eugène eut à lutter contre l'armée napolitaine. L'Empereur n'avait point été sans concevoir quelque inquiétude au sujet d'Eugène lui-même, et des explications, fort vives de la part d'Auguste, avaient été échangées entre la vice-reine et lui. Pour la première fois, Joséphine fut invitée à remplir vis-à-vis de son fils une mission politique (1). Les démarches de l'Empereur attestent des craintes qui, sans doute, n'étaient point justifiées, mais que l'on pouvait comprendre. On était tout près du dénouement et, si elle souhaitait la paix, Joséphine n'avait aucunement conscience de l'imminence de la catastrophe.

A Malmaison, le 24 mars (1814).

« Ta lettre du 17, mon cher Eugène, m'a fait grand plaisir, Tu sais que mon plus grand bonheur est d'être sûre que tu penses à moi et que je suis aimée de mon cher fils. J'ai été bien souffrante depuis quinze jours d'un catarrhe humoral (2). Je me suis purgée hier, mais je n'en suis pas encore quitte. Je suis tourmentée de la position où tu es, de celle où nous sommes. Cependant, depuis hier, on parle à Paris d'un courrier anglais venant de Londres et qui a dit dans toute la route qu'il apportait la signature de l'Angleterre pour la paix. Dieu veuille que cette nouvelle soit vraie! La France n'en a jamais eu un plus grand besoin. J'en ai bien besoin aussi pour mon cœur, car je ne puis penser sans la plus vive inquiétude au surcroît d'ennemis que tu as à combattre. Plus de cent mille ennemis contre toi, quand tu n'en as pas la moitié! Quelle position et combien le roi de Naples est coupable! Si la paix ne se fait pas, il me paraît bien difficile de sauver l'Italie. Ce que je demande au ciel, c'est de conserver les jours de mon Eugène. Qu'il vive, je saurai tout supporter. Tu suffis à mon ambition. J'aurai

(1) *Napoléon et sa famille*, IX, 264 et suiv.

(2) Il convient de rapprocher cette indisposition, qui s'est déjà présentée deux ans auparavant, de la maladie qui, deux mois plus tard, emporta Joséphine.

toujours assez de gloire avec celle que tu t'es acquise. Adieu, mon cher Eugène, je t'embrasse et t'aime tendrement.

« JOSÉPHINE. »

Le drame est accompli. Revenant sur Paris, le 30 mars, l'Empereur apprend à la Cour-de-France la défection de Marmont : il rentre à Fontainebleau. Le 7, sur l'insistance des maréchaux, il renonce pour lui et pour sa famille aux trônes de France et d'Italie.

Joséphine, qui a quitté Malmaison le 29 au matin, sur la nouvelle que Marie-Louise partait des Tuileries, et que Paris était menacé, a voyagé avec ses chevaux, s'arrêtant à Mantes pour y coucher. Elle arrive le 30 à Évreux assez tard, et de là à Navarre. Elle est rejointe le 1er août par Hortense qui a faussé compagnie aux Bonaparte :

A Navarre, ce 9 avril (1814).

« Quelle semaine j'ai passée, mon cher Eugène, combien j'ai souffert de la manière dont on a traité l'Empereur! Que d'injures dans les journaux! Que d'ingratitude de la part de ceux qu'il avait le plus comblés! Mais il n'a plus rien à espérer ; tout est fini, il abdique. Par là, tu es libre et délié de ton serment de fidélité. Tout ce que tu ferais de plus pour sa cause serait inutile. Agis pour ta famille. Je te fais passer la copie d'une lettre que Marescalchi craint que tu n'aies pas reçue. Je partage son opinion sur ce qui te regarde. C'est M. Van Berchem qui te remettra ma lettre. Tu peux croire à tout ce qu'il te dira. Ta sœur est auprès de moi avec ses enfans, son sort et le mien ne sont pas encore décidés. Toi, mon cher fils, où es-tu, que fais-tu? Dans quel état est la santé d'Auguste? Il y a si longtemps que tes lettres et les siennes ne parviennent plus! Je languis d'avoir de vos chères nouvelles. Je suis dans des transes et une anxiété horribles. Adieu, mon cher Eugène, je fais des vœux pour que nous soyons tous réunis.

« JOSÉPHINE. »

11 avril. — Par le traité de Fontainebleau, l'Empereur assure 400 000 francs de rentes à Hortense et à ses enfans; un million à l'impératrice Joséphine, sans compter ses biens meubles et immeubles particuliers, et un établissement convenable hors

de France au prince Eugène. Il a pensé à tout et à tous.

On sait la fin : la suspension d'armes signée le 17 entre Eugène et le maréchal de Bellegarde, la mise en marche des Français; les proclamations aux troupes italiennes, la confiance qu'Eugène semble avoir prise que l'armée, l'Italie officielle et les souverains coalisés le veulent pour roi d'Italie ou du moins de Lombardie; les intrigues, les trahisons, les massacres de Milan; l'espèce d'abdication d'Eugène, sa convention nouvelle avec les Autrichiens, son départ de Mantoue où, quelques jours auparavant, Auguste est accouchée de son cinquième enfant (1); son rapide séjour à Vérone, son voyage à Munich, sa lettre à Louis XVIII, son arrivée à Malmaison. C'est le 9 mai. Tout dépend pour Eugène de l'empereur de Russie avec qui, depuis le 20 avril, il s'est mis en correspondance et qui a fort galamment reçu ses ouvertures. Alexandre est dans d'intimes relations avec Hortense pour le duché de laquelle il bataille, avec Joséphine dont il veut assurer la situation ; il est plein des meilleures intentions pour Eugène; mais, « vu les prétentions de chacun, dit celui-ci, je ne puis comprendre comment on arrivera à s'entendre. » Le 23 mai, à la suite d'imprudences que la coquetterie justifiait peut-être, mais que la raison eût déconseillées, Joséphine prend un refroidissement qui, greffé sur son « catarrhe humoral, » aggravé par de nouvelles imprudences, tourne à la bronchite infectieuse. Le 29, elle expire dans les bras de son fils et de sa fille. Ainsi ne survit-elle pas à sa gloire et sa chute prend des airs d'apothéose.

FRÉDÉRIC MASSON.

1 Theodelinde-Louise-Eugénie-Auguste-Napoleone née à Mantoue le 13 avril 1814, mariée le 8 février 1841 au comte de Wurtemberg, duc d'Urach, morte à Stuttgart le 1er avril 1857.

VISITES AU FRONT

(JUIN 1916)

I

EN ARGONNE

I

Un grand train du matin à la gare de l'Est. Tous les voyageurs sont des militaires. Un train de professionnels, comme ceux qui, à Londres, de huit heures à onze heures du matin, amènent les hommes d'affaires à la *City*. Un train de province, et qui répond à un besoin spécial, comme jadis les rapides de la Côte d'Azur en hiver et de la côte normande en été. Simplement celui-ci relie Paris à l'une des régions où les hommes français ont aujourd'hui leurs affaires principales. Par la Champagne et puis l'Argonne, il s'en va jusqu'aux environs de Verdun. Il est plein d'officiers de tous grades et de toutes armes, — permissionnaires, la plupart, qui rejoignent. Mes deux compagnons et moi sommes les seuls à porter le triste habit civil. Dans les compartimens, dans les couloirs, le bleu horizon règne, la couleur de la France combattante, avec les figures de claire énergie, l'allure saine, virile et correcte, les gestes précis de tant d'hommes jeunes ou grisonnans, lieutenans, capitaines et colonels dont la poitrine porte les deux croix de l'honneur et de la guerre. Je sortais des rues et de la foule de Paris, d'un monde amorphe et mélangé, d'activités

quelconques et diffuses. J'entrais dans l'ordre systématique et simple de la vie militaire, et déjà j'en percevais les suggestions toniques. Deux ans d'effroyable guerre, — et l'on sentait que la vie de l'armée avait gagné en précision tranquille, que sa force avait grandi avec le temps par la régularité de l'habitude.

Nous filions magnifiquement, à la vitesse des anciens rapides, comme si la guerre n'avait pas produit ses effets ordinaires d'appauvrissement et d'embarras sur les lignes qui desservent le front. Les gardes en tuniques demandaient en saluant les billets. Ce brillant matin, cette vitesse, ces aspects de train de luxe, ce public de gentlemen bien gantés, fumant leurs cigarettes ou absorbés dans leurs journaux... on avait presque l'illusion de partir comme autrefois en vacances. Et puis on se rappelait que l'on courait tout droit vers les pays de ruine et de mort, vers la frange si prochaine encore de ce feu rongeur qui s'est avancé sur notre terre, et que les poitrines de nos hommes ont contenu, commencé de refouler. On se rapprochait de tous les morts qui sont tombés pour que la France vive.

On regardait passer cette France que l'Allemand rêvait de piétiner. Belles campagnes bleuissantes sous le bleu d'un ciel matinal; profonds prés où des moires ondulent avec les hautes fleurs de l'arrière-printemps; épaisseurs de jeunes blés dont on voit la tranche droite et claire, clochers lointains, collines à l'horizon : le mieux ordonné, le plus raisonnable et civilisé des paysages.

Une eau parut, une rivière d'idylle, bleue, et dont je regardais avec ravissement, sans penser à rien, les méandres. Et soudain la pensée de son nom, — un nom sacré, et que toute l'Histoire répétera comme celui de Salamine, — la Marne. Cette douce, élégante rivière... Derrière son fossé, les Français sont venus se reformer pour l'attaque, et la civilisation spirituelle du monde fut sauvée.

Meaux, Château-Thierry, Épernay, Châlons, au long de cette ligne que nous suivions si vite, toujours s'évoquait la même bataille et la victoire qui brisa la ruée germanique. Quelque part, derrière ces rideaux d'arbres, s'allongent les bataillons de croix saintes et pareilles où les peuples et les générations viendront en pèlerinage. Mais comment croire que des

hommes, par dizaines de milliers, ont agonisé sur cette terre? Elle a déjà repris son aspect de toujours, l'aspect classique de notre terre avec ses blés, ses champs et ses vignobles (la montagne de Reims, un coteau bleu, passe à l'horizon), avec ses clochers gothiques ou romans, ses bourgs aux toits serrés dont les noms, — Verneuil, Châtillon, Condé, Champigneul-Champagne, — font penser à tant de siècles de notre peuple. Tout cela plus calme et plus ancien, semblait-il, dans la splendeur de la jeune saison; tout cela plus cher, comme une figure qu'on ne savait pas aimer tant, et qu'un danger suprême a menacée.

Cet essentiel paysage français, et tous ces officiers français qui s'en allaient reprendre leurs postes de combat, quel émouvant accord! Des hauteurs très lointaines s'estompèrent un instant dans le Nord. Ce devait être les crêtes de Moronvilliers : le commencement de la France captive.

II

Les bois, les grands bois d'Argonne, hêtres et chênes, dans leur splendeur de juin. Nous y pénétrons par une vallée qui vient tomber et s'ouvrir dans la plaine, et les premiers ravages de la guerre nous apparaissent : les ruines d'un village, des pans de mur disloqués qui n'enferment plus que de vagues décombres, un fin clocher d'ardoise dont l'aiguille s'affaisse de côté, comme le morceau d'une tige qui tiendrait encore par l'écorce. Nulle vie d'homme ou de bête qui s'accroche encore à ces débris. Le silence, la mort. La totale destruction d'un vieux nid humain. Si l'on était seul, si l'on pouvait s'arrêter, écouter longuement ce silence, se pénétrer de cette mort, on sentirait tout de suite et directement ce que veut dire la guerre. Mais l'auto file à quarante kilomètres à l'heure dans une campagne de juin : prés profonds semés de hautes fleurs, verts déroulemens de la forêt, enivrantes senteurs végétales que l'on aspire avec un tressaillement de vie.

Le général H... nous montre du doigt le fond de la vallée : « Ici, dit-il, nous entrons dans les vues de l'ennemi. C'est là-bas, par-dessus les cimes de ce bois : si nous nous arrêtions, vous pourriez distinguer une petite bande montante de loin-

tain. Oh ! d'ici, ça se confond aux arbres. Mais *ils nous voient*. La route est repérée : ils la bombardent assez régulièrement. »

Rien n'apparaît ; il faut un effort pour concevoir que nous arrivons à la limite de la France actuelle et déjà dans le champ de vision de l'ennemi, — qu'à distance une relation s'établit entre lui et nous.

(Elle faillit s'établir trop bien : trois heures après, au retour, à l'instant précis où nous arrivions sous la ruine d'une tour qui surveille un tournant de la vallée, un joli fusant, à cent mètres de hauteur et vingt mètres trop à gauche, nous démontra que le passage des autos était attendu.)

Nous entrons à pied dans les grands bois où, presque tout de suite, une vie nombreuse et muette se révèle. L'orée des bois : de tous temps ce fut le commencement de la solitude. On quittait le monde où l'homme a mis sa marque ; on entrait dans un royaume où, comme aux temps primitifs, rien n'était que la nature, ses calmes végétaux, ses créatures sauvages. Ici, visible, ou plus souvent invisible, la présence humaine se devine partout. Sous le plafond continu des chênes et des hêtres, un nouveau peuple de la forêt a poussé de tous côtés ses boyaux et galeries, fouillant jusqu'à sept mètres sous terre pour y poser en sécurité ses gîtes. Le plus singulier, comme de l'ordinaire faune sylvestre, c'est son allure de secret. On découvre ses traces ; on ne le voit presque pas, ce peuple, on ne l'entend point, car dans la grande paix végétale, la sourde et claire détonation des canons, également invisibles, semble un phénomène indépendant des hommes, tantôt proche et tantôt lointain, mais toujours mystérieux, démoniaque, comme si la forêt était hantée de maléfiques génies. Entre ces fracas soudains qui semblent éclater dans les sous-bois (on dirait même au ras du sol), ce simple monde poursuit sa vie de tous les temps : longs émois et rumeurs des ramures au souffle du vent, gazouillement infini d'oiseaux, approfondissant le silence.

Et voici les nouveaux habitans du lieu : on ne les a pas vus venir, le bleu pâle des uniformes se révélant d'abord comme une fumée d'automne dans l'ombre des arbres ; et sur la feuillée, sur la glaise détrempée, leurs pas ne font pas plus de bruit que

ceux des animaux des bois. Ils sont là, maintenant, tous pareils, comme les individus d'une même espèce, tout d'un coup apparus à la façon d'une harde qui ne se sait pas guettée. C'est un petit détachement venu à notre rencontre, et dont sort un colonel, pour nous accueillir et nous guider.

*
* *

Les beaux hommes! — et quel air, autour du jeune chef, de bonne humeur, de discipline et d'énergie! Des hommes des bois, des *Robin-Hoods* qui vivent dans leurs huttes de branches et leurs terriers, si habitués depuis des mois, — et la plupart comptent déjà par années, — aux plis et replis de leur Argonne, aux labyrinthes de leurs tranchées, à la guerre si spéciale de forêt, qu'on ne veut plus les changer. Lui, le colonel est magnifique : grand, maigre, le poil flamboyant, des yeux perçans, un sourire aigu et perpétuel retroussant ses lèvres, la moustache en bataille. Le beau salut militaire! il s'est détaché de sa troupe, marchant vers son général et puis soudain arrêté, la main au casque, retournée, les yeux dans les yeux du chef, avec cette expression qui semble dire : « Je suis à vous, me voici, sans peur, pour vous obéir et pour que vous me jugiez : — regardez en moi, dans mes yeux, jusqu'au fond ; vous n'y trouverez rien que de net, de militaire et de tendu vers le devoir. » D'une saccade énergique qui la lance en avant, la main se détache du casque, et le général avance la sienne. Le rite symbolique est achevé. Deux gentlemen causent : on nous présente. Tout de suite un intéressant rapport : des travailleurs boches ont été signalés, il y a deux heures, de tel poste avancé du secteur. Là-dessus, coup de téléphone à la batterie de ... et quatre coups de 75. Résultat inconnu, mais au bout de cinq minutes, un second groupe d'hommes est apparu, venu sans doute pour reconnaître les dégâts. On distinguait deux officiers. Nouvelle bordée de 75. Dix minutes après, on voyait arriver des brancardiers. Félicitations au colonel de ce joli coup.

Ils vivent là, dans ce cantonnement de forêt. Au long d'une pente bien défilée, une série d'abris est creusée : romantiques logis d'ermites ou de trappeurs, comme on en rêve dans l'enfance, mi-huttes et mi-cavernes, les linteaux des portes faits de jeunes troncs ou de branches garnies de leur écorce et, souvent, de leurs feuilles. C'est la seconde ligne : ligne de repos,

non pas de tout repos. De temps en temps, le soir surtout, les obus boches, rasant le haut de la pente, viennent éclater devant ces abris. Mais peu importe à l'ingénieuse activité de ces Français qui emploient leurs momens de détente à des besognes de Robinsons artistes, sculptant pour leurs maisons sylvestres des meubles et décorations de bois fruste, ou bien parachevant leurs jardinets. A un quart d'heure d'ici, à la lisière de la forêt, à force de drainer et bêcher, ils ont transformé en parc, avec savantes allées courbes, massifs de fleurs et bancs rustiques, un fond marécageux dont la position abritée appelait une ambulance. La casemate du colonel est fleurie de roses et de capucines comme un cottage anglais. Nous y sommes entrés : un logis pour le vieux duc de *Comme il vous plaira*. Mais, contre le mur, un bahut du XVIe siècle, et dans la cheminée, une admirable plaque dont le relief, velouté de suie et doucement éclairé d'en haut, montre Adam et Ève, avec la date 1652 : épaves d'un château du voisinage que les obus ont éventré. Il y avait aussi, au milieu de la pièce principale, sur une poutre d'étai, une « adorable » figure de femme, toute en sourire, mystère, idéal et suavité, tirée d'un numéro en couleur d'un grand illustré. Partout, au front, et jusque chez les Anglais, j'ai retrouvé ce genre de décor. C'est une illusion de présence féminine. Elle aide à supporter les longues monotonies d'une vie cénobitique.

Ce qui frappe, c'est l'allure tranquille et grave des hommes. Nous l'avions déjà remarquée sur la route en croisant un bataillon de relève. L'impression se précise à les voir de près comme nous avons fait, tout ce jour-là, dans la forêt. Cette vie est devenue leur vie. Ils font partie maintenant de cette forêt qu'ils ont aménagée pour la guerre. Ils ont pu redouter le deuxième hiver, — le premier fut horrible, les tranchées insuffisantes et sans rondinage : des fossés de boue où l'on pouvait perdre pied. Ils attendent tranquillement le troisième. Quelques-uns me l'avaient dit : « Nous sommes prêts à *vivre* comme cela. » L'adaptation est faite, et doublement : les habitudes sont prises, les corps entraînés ; et puis les défenses contre le Boche, contre les intempéries, sont bien plus parfaites. En temps normal, quand on n'attaque pas d'un côté ou de l'autre, — au couteau, à la grenade, — quand il n'y a pas de coup de mine, et puis de ruée pour occuper les lèvres de l'entonnoir, quand le danger n'est que de la ration d'obus régulièrement administrée

par les Boches (en général à l'heure de la soupe), les pertes sont celles que les militaires appellent insignifiantes : sept ou huit fois moindres que l'usure chronique de l'an dernier. Simplement, et c'est peut-être pourquoi l'ajustement s'est fait si vite, ils sont revenus à l'une des conditions anciennes, et l'on peut dire naturelles de l'homme. Vie du chasseur primitif : l'aguet, l'affût, l'abri dans les cavernes, la horde disciplinée pour l'attaque et la défense. Mais le long sifflement des obus est tout moderne, et de même les tonnerres souterrains qui, sur une longueur de cent mètres soulèvent la terre et changent un morceau de forêt en chaos gris de cendres. Ceux qui sont tués, sont tués; les autres laissent faire le destin, et en attendant, dans l'exaltation de l'effort, du danger, d'une idée qui tient de l'absolu, se sentent plus vivans et plus hommes. On le voit bien à l'énergie de leur mine et la fierté de leur regard. Ceux qui furent jadis des citadins disent parfois, — et chez les Anglais j'entendais la même chose, — qu'ils auront du mal à se remettre aux besognes du magasin ou du bureau. Et pourtant, quand ils sont restés longtemps dans la forêt, il semble que la nostalgie de la ville ou du village leur revienne. Ils ont besoin de voir des maisons, et ils ajoutent même : des civils. Alors on les envoie cantonner dans des bourgs ou des hameaux plus ou moins dévastés de l'arrière. A côté des ruines, quelques toits et pignons encore debout, quelques vieux paysans, gardiens du lieu désert, des poules qui picorent sur une route, ont pour eux un charme inexprimable. Alors, ils nettoient, réparent, assainissent, changent peu à peu le village ruiné en village modèle.

Ce qui est unique, et que l'on perçoit tout de suite ici, c'est la relation des hommes avec leurs chefs. Des deux côtés, elle est faite d'amitié, presque de camaraderie, et pourtant de respect aussi : respect de l'homme pour le chef, et dont la discipline, que chacun sait nécessaire, accentue le geste, — respect inexprimé, et si sensible pourtant, du chef pour les droits et la dignité de l'homme, du soldat qui est d'abord un Français comme lui, et pourrait être son fils ou son frère, — profond sentiment qui se décèle toujours, même lorsque le général tutoie un « bleuet » et l'appelle *mon petit gars*. C'est une nuance complexe et fine, où s'harmonisent les deux principes antinomiques de notre vie militaire : égalité de libres citoyens

— hiérarchie de commandements et d'obéissances. Quand il s'agit d'honorer l'héroïsme, on ne reconnaît plus que des égaux. Dans quelle autre armée voit-on les citations à l'ordre du jour mêler les noms des généraux et des soldats ?

***

On nous donne des casques (car c'est bientôt l'heure où les canons boches redeviennent actifs), et en route vers la première ligne ! — d'abord par les sentiers de boue (boue de juin qui donne idée de ce que doit être l'Argonne en hiver), et puis, par les boyaux de communication, sur les rondins glissans, et qu'une eau jaune, çà et là, submerge. Probablement, si l'on nous avait laissés nous aventurer seuls ici, nous n'aurions rien remarqué, dans cette verte solitude, que les mystérieuses détonations, au ras de terre, rompant le silence, et les trilles d'oiseaux qui se répondent. Mais le chef qui a organisé ce secteur est avec nous : c'est son œuvre qu'il nous montre, et dont il veut tout faire comprendre. Pas une pente, pas un creux de cette terre fangeuse, dans le demi-jour des sous-bois, qu'il n'ait étudiés pour en tirer parti. Le principe, c'est de « canaliser » toute attaque ennemie, c'est, en opposant à la troupe assaillante certains points de résistance, — artillerie, fortins, chevaux de frise, fils de fer, — de l'obliger à se répandre et s'enfoncer en des chenaux de plus en plus ramifiés, dont on lui permet l'entrée, et où elle doit trouver sa destruction, car en chacun de ces pièges elle tombe sous l'enfilade de mitrailleuses ou de canons, — et qui tenterait d'en sortir, serait rejeté dans une nasse pareille et plus profonde. Au bout du fatal réseau, la masse ennemie, comme une eau qui s'épuise en cheminant, n'arriverait pas. Contre une telle défense, rien ne vaudrait que la destruction même du sol, comme à Douaumont ou à Vaux, par coups de mines (et la guerre ici tend à devenir toute souterraine), ou bien par obus plongeans de gros calibres; mais dans cette glaise molle, plus invulnérable que les coupoles d'acier, il arrive à chaque instant que les obus se fichent sans éclater.

Tout est prévu d'ailleurs pour résister au bombardement. On nous montre des blockhaus qui tiennent du château fort et de la fourmilière, avec leurs meurtrières et leurs douves, avec leurs galeries intérieures, leurs longs tunnels d'issue, leurs plus

secrets abris qui s'enfoncent à sept et huit mètres au-dessous du sol. Dans tous ces replis, dans les boyaux et les puits où l'on descend par des échelles, la chandelle éclaire, au long de l'humide paroi, un double et triple rang de fils téléphoniques. Çà et là, dans cette lueur et cette ombre bougeante, une forme humaine se révèle, un soldat qui s'efface pour nous laisser passer. Car toute la fourmilière est habitée, gardée, pleine d'une vie muette et vigilante. Tout au fond, accrochées au roc et superposées comme en des cabines de navire, on trouve des couchettes de fer sous un plafond de toile huilée qui les protège contre le suintement continu de la pierre. Tout à l'heure, je disais que ces hommes sont faits maintenant à leur condition, mais je les voyais au cantonnement, en plein air, dans le décor de la forêt salubre. Est-ce que la créature humaine peut s'habituer à cette existence de taupes et de termites, interrompue sans doute tous les trois ou quatre jours, mais régulièrement reprise en ces couloirs où partout l'eau perle ou bien ruisselle? Qu'on ne parle pas de la vie du mineur! — lui travaille, chaque abatis de charbon ajoute à son salaire ; tous les soirs, il retourne chez lui. Ici, le fouissement souterrain achevé, il n'y a plus qu'à veiller et attendre. Pour supporter comme ils le font ces journées recluses dont les séries ne cessent pas de revenir, il faut une patience dont l'étranger n'imaginait pas les Français capables. Elle se nourrit, comme l'inusable volonté qui se manifeste à Verdun, du sentiment de la nécessité morale. Le sol de la France étant envahi, l'idée ne leur vient pas que l'on pourrait céder. C'est que la vie du pays se confond maintenant à la leur. Leur patience est l'instinct de cette vie. Pas un d'eux qui n'ait compris l'espèce d'ennemi qu'est l'Allemagne pour notre France. Que de fois on entend à peu près cette phrase : « C'est long, ce sera encore long, mais *il faut :* on ira jusqu'au bout! » Et parce que leur volonté est si profonde, parce qu'ils sont si sûrs de ce qu'ils sentent en eux-mêmes, ils sont certains, aussi, de la victoire.

Plus loin, c'est un abri de mitrailleuse au fond d'une des nasses préparées avec tant d'art. Il faut y être conduit, y pénétrer déjà pour le découvrir, ce repaire, tant il se dissimule sous les fougères et les ronces, au fond d'un ravin dont la pente le couvre de plusieurs mètres. Dans la pénombre qu'éclaircit à peine la meurtrière, deux hommes sont tapis dans la posture de

l'aguet. A la vue du général qui nous précède en se baissant sous la voûte, ils ont pris, — c'est le règlement, — la position active : l'un à genoux, présentant le ruban d'un chargeur. l'autre plié sur son arme, le doigt sur la détente, le regard tendu, surveillant l'espace par delà l'embrasure. Silence, immobilité de ces deux êtres souterrains en leur attitude d'attention. Je ne les ai pas vus se fixer à l'entrée du chef : on dirait que c'est là leur posture constante, dans cette solitude et cette demi-nuit, comme d'une obscure araignée qui ne bouge pas, mais qui guette, au centre de sa toile. Et cette série de pièges, ces filets superposés de fil de fer aboutissant à de telles embuscades, qu'est-ce qu'un réseau de telles toiles tendu par les terribles araignées humaines à travers toute la forêt ?

L'arme luit dans l'ombre, parfaite comme un théorème, en sa précision d'acier : l'une des créations où vient se traduire tout l'effort et le progrès de la pensée humaine. Rien qu'un gros fusil, un tube où le petit doigt n'entrerait pas, et cela fauche les rangs d'hommes comme une inflexible lame d'acier qu'un menu geste de la main promène à droite et à gauche, ouvrant dans les masses qui attaquent des allées vides, des perspectives rectilignes et brusques.

Le général donne un ordre : « A quinze cents mètres! » Et il ajoute pour nous : « Ça portera chez les Boches et, en tout cas, c'est la règle d'éprouver les armes de temps à autre. » Et tout d'un coup, on dirait que l'étrange créature bondit en jetant ses abois : suite soudaine de coups clairs, secs, assourdissans, dévidés d'un trait, en dix secondes, et dont les murs de ce repaire semblent comme nous subir la secousse. Et puis, rien : le silence. Le ruban d'un chargeur a passé. Vie violente, aveugle de la rigide bête, soudain réveillée pour son unique fonction qui est de tuer.

Une heure de marche, encore, en zigzag, entre les molles parois d'argile, sur l'infini rondinage où les pieds glissent. Toujours les fins gazouillemens des oiseaux qui ne s'occupent pas de la guerre. Et de temps en temps, dans la forêt démoniaque, encore les mystérieux tonnerres que l'on sent au ras du sol, très près, dirait-on parfois, quand le coup semble tout ébranler de sa secousse; mais on ne voit jamais rien. Des sortes de cris, étrangement prolongés, des ululemens plutôt, tremblés, saccadés, stridens et qui déchirent l'espace, les

suivent ou les précèdent (suivant que les canons français donnent, ou bien les allemands). Parfois une mitrailleuse jette son intermittente clameur, comme tout à l'heure la nôtre, — mais nous étions trop près pour bien l'entendre. *Takkatakkatakka :* on dirait de vraies syllabes, une parole étrange, élémentaire, comme d'un prodigieux oiseau de malheur jetant quelque part son bref et précipité discours. Et toujours, devant nous, l'interminable fossé de boue, et par en haut les ramures vertes ou séchées des hêtres et des chênes, la forêt pacifique, où passent ces voix et ces fracas qui étonnent.

Peu à peu, cependant, un changement apparaît. Au milieu des fraîches frondaisons, on avait été surpris de voir tant d'arbres morts. En sortant d'une tranchée, nous découvrons qu'ils sont maintenant les plus nombreux, ces morts, comme si l'hiver s'éternisait dans cette partie du bois. Et puis on comprend qu'ils ne sont pas seulement morts, qu'ils ont été tués. Plusieurs sont rompus, pitoyablement, comme une tige encore verte dont le morceau pend à des fibres tenaces; d'autres semblent éclatés. Partout des cadavres d'arbres, leurs squelettes, des squelettes mutilés. La cime et la ramure arrachées, il reste une espèce de piquet grisâtre; et cela est plus sinistre que l'incendie, qui ne détruit pas la forme de l'arbre. Cet immobile ravage, plus général à mesure que nous avançons, voilà donc ce qui correspond aux invisibles tapages qui éclatent ou stridents de tous côtés par la forêt. Cela, et toutes ces fosses pleines d'eau jaune, aux endroits où des obus ont frappé la terre. Et aussi, de plus en plus fréquens, les morceaux rouillés de ferraille dont le vol mortel un jour a sifflé.

Lente, progressive dévastation. Depuis deux ans, bientôt, elle n'a pas cessé de se poursuivre. Chaque jour ajoute ses morts dont le nombre, comme celui des croix dans les cimetières du front, dit la longueur de la guerre. Par derrière, la forêt vit encore; dans le vert demi-jour qui s'enferme entre les fougères et la profonde feuillée suspendue, c'est encore la paix immense et qu'on croirait éternelle, du peuple végétal, le sommeil ancien, élémentaire, que ne semblent pas rompre les tumultes de la canonnade. Ici, les arbres soldats qui défendent et qui meurent. Quelques-uns sont pathétiques comme des héros mutilés. Et vraiment, ils défendent : souvent, derrière un chêne robuste, une mitrailleuse s'abrite dans son trou. Vienne un obus, il

coupera le chêne, mais en le traversant il éclatera, et sur le talus de terre les éclats seront sans effet.

Et enfin, voici la première ligne. « Faites le moins de bruit possible ! » nous ont dit les officiers. « Ici, *ils* entendent. » On marche avec précaution, et sans parler, sur le rondin. L'ennemi, nous dit-on, est à vingt mètres. Nous voici donc à la frontière des deux mondes. De l'autre côté, c'est toujours la forêt d'Argonne, toujours peuplée souterrainement de soldats, coupée de longs fossés, barrée de fils de fer; — et par delà, des cantonnemens, des villages ruinés comme ceux que nous avons vus, et puis le grand pays ouvert, des villes, des gares, des voies ferrées, les grandes artères qui entretiennent la substance de plusieurs armées. Seulement, tout le courant de vie et de volonté, par là, marche à contresens du nôtre; tout procède des lointains de l'Allemagne. Ici, dans le petit espace que l'œil embrasse, cette profondeur morte de la forêt où l'on n'entend rien, où nul humain n'est visible, c'est un point de la longue ligne où s'affrontent les énergies tendues de deux peuples.

Pendant une ou deux minutes on nous a permis de monter un peu sur le mur du fossé, et un peu plus loin, au bout d'un couloir perpendiculaire à la tranchée, et qui réduisait à dix mètres l'espace mitoyen, nous avons pu regarder quelques instans par le créneau d'un poste d'écoute. Ce qu'on voyait, c'était une confusion sans nom. Plus une trace de verdure, pas une feuille, pas une herbe : un pêle-mêle grisâtre entre des moignons d'arbres, de lamentables échalas, dans un chaos de terre éventrée, un sinistre et terne enchevêtrement. On distinguait un géant de la forêt culbuté, l'énorme ramure des racines en l'air : sans doute un chêne qui devait avoir sauté tout entier, d'un seul coup. Il était couleur d'ossemens. A ses racines, à ses branches, des ronces de fer s'entremêlaient avec de vagues choses où l'on distinguait des sortes de croix qui devaient être des chevaux de frise renversés. A quelque distance sur la droite, il n'y avait plus qu'une cendre blême qui montait et s'en allait comme une dune : le bord, nous dit-on, d'un cratère ouvert il y a quelques mois par un coup de mine, et dont nous occupons un côté. Là, plus une trace d'arbre ou d'objet quelconque; c'était plus que la mort : la destruction totale, la pulvérisation de la matière elle-même. Tout cela aperçu très vite, en

quelques coups d'œil, mais dans tout son détail, impossible à jamais oublier, gravé du premier coup dans l'esprit, comme un paysage nouveau que l'on a vu surgir, la nuit, dans la subite illumination des éclairs. Et à travers tout cela, par fragmens, un étroit ruban jaunâtre qui disparaissait à droite derrière les monceaux de cendre. On avait vu le talus de première défense où se terre l'invisible ennemi.

Et plus de chants d'oiseaux, pas un bruit dans ces lieux dévastés. Mais on savait que, de l'autre côté, des fusils devaient attendre, des yeux devaient épier, que si l'on parlait seulement, on serait entendu : une demi-heure auparavant, dans un poste voisin, un pauvre guetteur avait été blessé pour être resté un instant de trop à son créneau. On était devant la zone interdite où l'on ne met le pied que pour défier ou pour donner la mort.

Le couteau dans les dents et des grenades dans les mains, nos hommes devaient la franchir le même soir.

*
* *

On nous montre l'arrière-pays dont la ville, les bourgs, les villages servent aux quartiers généraux, aux administrations, aux cantonnemens, abritent des magasins, ateliers, hôpitaux et dépôts d'éclopés. Partout la vie militaire, sa hiérarchie, son exactitude, son unité ont pris la place des modes imprécis, divers et spontanés de la vie civile. C'est un autre monde où d'autres lois produisent d'autres aspects de l'homme. Même impression qu'en pays d'Islam où la règle commande à tous le même vêtement et fait les physionomies presque pareilles. Ici, l'uniformité est plus complète encore, puisque dans la société militaire l'enfance ni la vieillesse n'apparaissent, puisque l'homme s'y présente toujours dans l'intégrité de sa force et, presque toujours, dans la perfection de sa jeunesse. C'est un des prestiges de ce monde, avec la certitude des commandemens et des obéissances, l'absolu de la discipline, la logique de la belle forme où l'individu s'abolit avec ses prétentions et ses faiblesses. En temps de guerre, ces prestiges s'exaltent de valeurs nouvelles, toutes morales et qui dominent toutes les autres. L'instrument dont on admirait la symétrie mathématique et la précision s'applique alors à ses fins, lesquelles sont vitales pour un peuple; et le service qu'il rend est infini. Et c'est une

énergie d'ordre spirituel qui l'anime : patiente volonté de dévouement, sentiment mystérieux où l'homme se déprend de son être individuel et le jette sans regret à la mort, parce qu'il n'est plus rien alors qu'une parcelle de l'immortelle France.

A Sainte-M..., à trois lieues de l'ennemi, où le sergent de ville, le facteur, le balayeur de la rue sont des soldats casqués, où la foule, à six heures du soir, sur la grand'place et dans la grand'rue ne présente aux yeux que le bleu gris de l'uniforme, où les rares marmots (comme jadis les petits Marocains dans le bled occupé) nous faisaient le salut militaire, — je voyais, comme jamais encore, la France métamorphosée pour la guerre. Je voyais un monde dont la vie était plus claire, plus énergique et logique, chaque détail convergeant, par l'effet d'un vouloir unanime et d'un commandement distribué partout, vers une fin souveraine. Sans doute, un tel monde est anormal et ne persiste en sa perfection que par la guerre et par le sentiment de la nécessité nationale. Procédant de la volonté humaine, ordonné rationnellement, à la façon d'un mécanisme, on peut même dire qu'il est le contraire d'une forme naturelle de la vie. Et de là, sans doute, l'obscure nostalgie qu'ont les soldats, quand la lutte n'est pas immédiate, des modes ordinaires et spontanés de cette vie, leur besoin de revoir des villages peuplés de paysans, des rues où les plus nombreux sont des civils. Mais un tel sentiment n'est que celui des jours d'attente et de détente. Il disparaît devant l'ennemi. Car alors, malgré tout, l'ordre militaire devient un ordre naturel. Réaction de défense, les habitudes et routines s'arrêtant, l'être social se coordonnant sous le commandement de l'idée claire et de la volonté réfléchie, pour repousser le péril. A tous les degrés de l'échelle zoologique, l'attaque du dehors excite la conscience en excitant la créature à s'orienter et se tendre systématiquement vers l'acte de défense. Par cette substitution d'une activité plus ou moins réfléchie, on peut presque dire rationnelle, aux démarches accoutumées et généralement obscures de la vie, l'ordre de la nature semble rompu, mais un phénomène si général est pourtant de l'ordre de la nature. C'est encore un instinct qui suscite alors, avec la volonté, la pensée qui combine. C'est un instinct, toujours, qui pousse certains troupeaux à se rassembler et discipliner pour piétiner le fauve.

Avant que j'eusse vu nos soldats au front, des femmes,

surtout, m'avaient présenté l'exaltante image d'un peuple qu'une seule idée applique à une seule tâche. Trois mille femmes d'un faubourg de Paris, travaillant dans la chaleur de juin, en trois ou quatre salles d'une grande usine de munitions. Jeunes, la plupart, bras nus, pâlies et comme tendues dans la continuité du labeur, elles fabriquaient avec une vitesse, une délicatesse et une régularité incroyables de mouvemens, les outils de mort dont s'armeront leurs hommes contre l'ennemi de leur race. Il est certains momens du visage féminin, sous les magies surtout de la musique, où l'aspect individuel s'abolit presque, où semble paraître, battre et passer, transfigurant la créature, l'immortelle volonté d'une race. Ici, le concert et l'intensité de l'innombrable travail, l'effluve peut-être des énergies unanimes, agissaient à la façon d'une musique. Dans le bruissement de la ruche immense, dans l'unique et constante vibration où se confondaient les vibrations de mille tours, dans les reflets d'acier allumés partout par l'électricité, on voyait la précision et la précipitation des gestes comme menés, tous à la fois, par une seule âme; on percevait la fièvre contagieuse et quasi somnambulique de la vie collective. On sentait la présence et l'action de la souveraine idée qui se subordonne les individus : l'idée de la France, d'une France toute spirituelle, distincte des vivans qui ne sont que son actuelle matière, puisque tous ses hommes, s'il le faut, mourront afin qu'elle survive, c'est-à-dire afin que dans cent ans, dans cinq cents ans, des millions d'humains dont la substance, comme celle des morts, est éparse aujourd'hui dans sa terre, reçoivent les formes françaises, — afin que leur parole, leur pensée, leurs directions générales de vie soient françaises, — afin qu'une certaine suggestion sociale, celle qui s'entretient par les influences mutuelles des individus et par l'action des pères sur les fils, se transmette aux suites de générations qui ne sont pas encore, c'est-à-dire, en dernière analyse, afin qu'un certain type, qui est le nôtre, continue de se répéter. Voilà le principal impératif, l'idée tout irrationnelle, issue du profond de la nature, qui commande, quelles que soient les entreprises de la pensée individuelle, la vie d'une grande nation et le sacrifice de ses individus. C'est une idée, créatrice de force et de mouvement. Agissant en des âmes humaines, ces âmes dont les corps ne sont que les apparences, elle venait, cette invisible puissance,

aboutir sous nos yeux, à travers les activités du feu et du fer, à ces amoncellemens énormes de matière pure, à ces masses superposées, à ces rangs prolongés et profonds d'acier géométrique et luisant, — à ces milliers d'obus : trente mille par jour, dans cette seule usine qui travaille comme tant d'autres, du matin au soir et du soir au matin, les équipes se succédant sans trêve pour la même besogne, muette, régulière et passionnée.

La nuit, de mes fenêtres de Saint-Cloud, par delà les vagues reflets d'une boucle de la Seine, je regardais au loin les lumières d'une usine pareille : sur les noirceurs de Paris englouti elles s'étendaient en rectangles de feu, car les bâtimens couvrent des hectares. Et cela seul, cette activité dont on n'eût rien deviné pendant le jour, cela seul existait dans la nuit. Alors, je revoyais par la pensée le dedans de la grande ruche, le travail frémissant et discipliné de sa multitude. J'imaginais le travail semblable poursuivi par tout le territoire, nuit et jour, en des milliers de fabriques et d'ateliers, toutes les autres formes de travail que suppose celui-là : fonte du fer et du cuivre, constructions de machines et d'usines, chargemens d'explosifs, transports, distributions, le tout convergeant vers cette fin énorme et simple : accumulation de la force pure qui brisera la volonté du peuple ennemi, — et j'apercevais clairement que dans la France de l'arrière aussi, cela seul existait, et que tout ce qui ne tendait pas vers cette fin générale, tout ce qui ne collaborait pas, de près ou de loin, à l'innombrable effort, tout ce qui se laissait mener encore par les routines antérieures, vers des buts isolés, était hors de la vie nationale : un caduque et traînant déchet.

En Argonne, l'élément le plus actif et le plus noble de cette vie apparaissait : celui qui sert immédiatement la fin suprême, et que le travail intérieur du pays ne fait que servir. Vingt-deux mois de guerre nous avaient presque habitués, nous les non-combattans, aux anémies de l'arrière, à la diminution, en des villes et des campagnes veuves de leurs hommes, des activités visibles. Comme une électricité qui se tend pour le choc et l'étincelle, devant l'influx allemand, le plus intense de l'énergie française s'était porté vers le dehors, et nous la retrouvions, cette énergie, comme nous ne l'avions jamais connue, non plus diffuse, mais rassemblée, toute orientée dans

le même sens. Les hommes, les jeunes hommes de France, ouvriers, paysans, bourgeois, tous changés en soldats bleus, — bleu de l'uniforme, bleu du casque, qui semble celui que l'acier prend dans la flamme, — il n'y avait qu'eux, en face de l'invisible ennemi, tout le long de cette longue dévastation qui s'appelle le front.

Quels hommes! Je voyageais avec deux Anglais, un journaliste et un romancier célèbre. Ce qui les surprit tout de suite, — et pendant les trois jours que nous passâmes en Argonne, à chaque bataillon que nous croisions, à chaque cantonnement que l'on nous montrait, je vis cette impression se répéter en eux, — c'était d'abord la beauté physique et l'allure de force qu'ils attribuaient à la pratique nouvelle et générale des sports *(the finest gift England has made to France)*. Je croyais plutôt à la robustesse d'une race surtout agricole, et dont la santé foncière lui a permis d'ignorer ou braver les lois de l'hygiène physique et morale dont on s'occupe bien davantage et depuis bien plus longtemps chez nos voisins d'outre-Manche, — et puis, pour les citadins, à l'influence de deux années de vie rude, au grand air, affermissant et bronzant les visages, leur communiquant, sous le lourd équipement poudreux, quelque chose de cet air que l'on imagine aux vieilles troupes de métier : grognards de Napoléon, reîtres du XVIe siècle, légionnaires de César. Une expression d'énergie réticente, un sérieux étrange, imposant et presque farouche. Songeant peut-être aux définitions du Français qui courent à l'étranger, habitués à l'élan, aux jeux et chansons de leurs Tommies (le *boy*, avec son besoin de mouvement, tout son débordement de vitalité, subsiste tard chez l'Anglais), mes amis s'étonnaient : ce fut, je crois, la grande découverte de leur voyage : *Fine, strong men, with that curious air of decision... Wonderfully serious. They keep it in* (1).

Ce dernier mot, c'était leur explication. Ils jugeaient ces hommes français concentrés en eux-mêmes et mûris de bonne heure par la gravité terrible des circonstances, — l'idée de la France en danger, le souvenir des atrocités allemandes, l'acharnement de la lutte, la proximité de la mort, les visions quotidiennes d'horreur ayant établi en eux à demeure des sen-

(1) De beaux hommes, robustes, avec un air singulier de décision. Extraordinairement sérieux : ils gardent en dedans ce qu'ils sentent,

timens intenses : patriotisme quasi religieux, haine, besoin de vengeance et de dévouement qui répriment le rire et même la parole, pour appliquer tout l'homme à des besognes passionnées. Plus simplement, peut-être, la plupart étaient-ils de l'espèce rurale que le dur et monotone labeur de la terre fait de bonne heure graves et taciturnes. Aussi bien que de l'étonnement, on sentait du respect, presque de l'intimidation, dans les regards que les deux Anglais jetaient sur cette troupe.

Vis-à-vis des officiers, d'apparence bien différente, qui nous recevaient à leur mess, à leur poste, à leur *cagna*, à leur bureau, leur mouvement était plutôt un élan de sympathie et de plaisir. Plaisir de retrouver les traits d'un type depuis longtemps classique en Europe et que je n'imaginais pas si vivant et fréquent encore, avant de l'avoir vu partout dans nos camps du Maroc. Traits de race, sans doute : verve, esprit, brillante allure gauloise, étincelant de l'œil, clarté du visage sanguin. Traits de vieille culture sociale aussi, prompte élégance de parole et de geste, goût des idées générales, insistances de politesse raffinée, mobilité de la conversation, qui refuse d'appuyer, de peser. A les voir, le soir, allumant leurs cigarettes autour d'une table fleurie pour nous, si gais, si vifs, de si parfait savoir-vivre, l'histoire et la légende s'évoquaient : on pensait à « Messieurs les Maîtres » de l'Ancien Régime, aux officiers de Steinkerque, qui chargeaient en dentelles; aux mousquetaires : je retrouve sur un carnet ce mot : *d'Artagnan*, qui me servait à désigner l'un des plus brillans, dont je n'avais pas retenu le nom. Conan Doyle, qui l'a croqué dans le *Daily Chronicle*, l'appelle « Cyrano, » — bien entendu, il ne s'agit que du dehors. Tel général, haut de six pieds, avait les grâces rapides, la splendide allure et tous les radieux prestiges de Chantecler. Des gentilshommes, à la française. C'étaient là, d'ailleurs, les types extrêmes, dont le souvenir demeure le plus vif, — types d'un certain milieu social où règnent telles conventions et consignes, tel idéal de l'homme en société. Ces brillans aspects peuvent masquer le sérieux intime de l'individu, comme souvent, chez un Anglais, la banalité correcte et voulue, l'argot de caste, le ton de plaisanterie prescrits par la convention, cachent les mouvemens d'une âme originale et passionnée. Et quand on les voyait au travail, ces chefs, quand on commençait à connaître leurs œuvres, — telle mise en défense d'un secteur, telle orga-

nisation de transport et de ravitaillement, tels magasins, dépôts et chantiers, — surtout quand on constatait la mine et la discipline de leur troupe, toute la précise et tranquille horlogerie des services, et qu'on se rappelait enfin la longueur et l'intensité de l'effort, on prenait idée des vertus d'ordre et de conscience, de l'infatigable et minutieux labeur, de la persévérante volonté qui font échec, ici, à toute la méthode allemande.

A l'arrière des premières lignes, ces qualités nous apparaissaient avec tout le solide travail de préparation et de soutien. On nous montrait des hôpitaux, des hangars d'aviation, des ateliers et fabriques (il y en avait où l'on transformait les chevaux blessés en toutes formes d'appétissante charcuterie). Partout l'affluence de la main-d'œuvre : on retrouvait, condensée, aux abords de cette ligne du front, toute l'activité française. Partout, sous l'uniforme du soldat, des ouvriers de métier besognant à leurs métiers : charrons, maréchaux, bouchers, boulangers, mécaniciens, électriciens, menuisiers, chauffeurs, jardiniers et cultivateurs même, car autour des fermes dévastées, d'où les chats aussi sont partis, l'armée cultive : je n'ose plus dire le nombre d'hectares, autour du clocher décapité de V... que le général H... a changés en florissans jardins de maraîchers. Toutes les énergies et compétences trouvent à s'employer : les éclopés eux-mêmes besognent et font des miracles.

J'allai voir une de leurs installations. Des éclopés, c'est-à-dire, sans doute, des invalides, tout au moins des fatigués et déprimés : je croyais trouver un lieu de repos. Au village de C... je tombai sur une ruche en pleine ferveur de travail. Sous leurs mains, le village désert et demi-ruiné se muait en village modèle ; les vieux tas d'ordures et de fumier quittaient les portes des maisons ; les carottes et les choux (des fleurs aussi pour le plaisir des yeux) s'alignaient dans les potagers ; une scierie mécanique débitait du bois, à côté d'un savant atelier de lessive, d'une chandellerie où les rebuts de graisse s'utilisent. Ailleurs, un établissement de bains et de douches où l'on peut rincer, épouiller je ne sais combien de centaines d'hommes par jour, — ailleurs le dépôt lui-même, les dortoirs, d'étincelantes cuisines où des rôtis embrochés se dorent, des

salles de réunion, de lecture, un théâtre rustique, avec son « plateau » et son rideau. A travers tout cela, je ne sais quelle « odeur de propre, » comme disent les ménagères, de bois neuf, de verni, de lessive ; des figures tranquilles, détendues, contentes. Après les réclusions et les ruées, les monotonies et les tueries du front, pour ceux qui ne sont que les « éclopés, » les rhumatisans, les fourbus, quel repos plus sain que de retrouver, précisés, rythmés par l'ordre et la discipline militaires, les travaux de leur vie accoutumée ? Et puis, ce village mort et devenu par eux plus vivant, cette petite ruche industrielle, c'est l'œuvre commune, pour le bien commun. Nulle question, ici, de syndicalisme, de grèves ou de huit heures. Cinq sous par jour, et plus de cœur au travail que pour dix francs dans l'atelier d'un patron. Chacun donne ce qu'il a de force. Quelques-uns apportent une invention ; c'est telle façon, avec des feuilles de bois tressées, de fabriquer les sommiers élastiques que l'on nous montre dans un dortoir ; c'est tel moyen d'articuler, en un tour de main, avec du fil de fer (les charnières manquant) les caisses à sable qui valent mieux que les sacs pour la défense des tranchées. Cette trouvaille, signifiant je ne sais plus quelle sérieuse économie quotidienne pour tout un secteur, fut payée d'un paquet de cigarettes et, ce qui comptait plus, de félicitations du colonel. C'est ici la même activité que dans les oasis d'Afrique où le soldat français se fait spontanément civilisateur, bâtisseur de maisons, de ponts et de routes. Ce colonel nous conduisait ; on voyait son plaisir à nous montrer ce dépôt ; c'était son œuvre, qu'il aimait comme l'inventeur son invention, qu'il avait méditée, amenée peu à peu à ce degré de perfection. Il nous expliquait son idée : « Faire travailler ceux qui ont beaucoup de temps et peu de forces, pour ceux qui ont beaucoup de forces et peu de temps. » L'excellent homme ! une figure toute de simplicité, de bonté. Avec quel ton paternel, quel accent d'intérêt personnel et direct il s'enquérait auprès des plus faibles de leur santé ! Je le revois posant sa main sur l'épaule d'un petit volontaire de dix-huit ans, et lui demandant s'il avait des nouvelles de sa famille. Le petit gars, évidemment touché jusqu'au fond de cette bonté, après le plus réglementaire des saluts, se raidissait, fixe dans la posture d'attention, les yeux militairement rivés à ceux du chef, répondant avec la brièveté virile et respectueuse qui convient. Il

rougissait sous l'excès d'honneur, mais les jeunes yeux brillaient d'amitié et de plaisir.

Plus je regardais, en ses modes et degrés divers, la vie nouvelle qui, depuis deux ans, règne seule en ce pays, et plus m'apparaissait la vérité de cette vieille formule de nos pères que le Français est né soldat. Soldat, il l'est, non seulement par sa bravoure et sa sociabilité, mais par la tendance logique de son esprit que satisfont l'ordonnance et les symétries de la société militaire. Tout y est rationnellement construit comme dans les plans socialistes, comme dans les constitutions politiques que la France s'inventait sous la Révolution, et tout y est plus clair, plus sûr, chaque détail du système commandé par une immédiate et visible nécessité vitale, s'adaptant à tous les autres pour une œuvre sublime et passionnante. Finies, les confusions d'un parlementarisme imité de l'étranger, les obscurités et désaccords d'un régime où l'intérêt local interfère avec l'intérêt général, où la volonté souveraine, distillée de dix millions de volontés particulières, se diffuse en deux assemblées que déchirent les querelles de partis. Il ne s'agit plus de donner un vote sur quinze mille pour élire un député sur six cents. Il s'agit de s'intégrer dans un ordre intelligible et qui se répète à tous les étages de l'armée ; il s'agit pour chacun, avec tous les autres, de recevoir, transmettre et suivre un commandement en y ajoutant, sans doute, une part plus ou moins grande, suivant le degré de la hiérarchie, de décision personnelle, mais toujours en vue des fins communes, ardemment désirées, et qui sont l'absolu. Il s'agit pour un lieutenant d'aider à sauver la France en exécutant les ordres de son capitaine, qui obéit à son commandant, et en conduisant le mieux possible ses soldats. Voilà qui se comprend du premier coup, et qui excite les meilleures énergies de l'homme, toutes ses puissances d'attention et de dévouement. Voilà qui le fixe, — et les faibles en sentent le bienfait, — aux certitudes du devoir, aux précisions d'un ordre invariable et qui satisfait la raison comme une progression mathématique. Dans un ordre pareil, à des rangs échelonnés de la même façon, obéissant aux mêmes impératifs, des Français ont vécu par dizaines et centaines de milliers à la fois, à toutes les époques de la France. Si l'on excepte le groupe élémentaire, la famille, tous les autres modes et cadres de vie sociale sont allés changeant ; seul l'ordre mili-

taire n'a jamais cessé de se répéter, avec la notion de l'idéal, les mœurs et les types qui sont propres à la société militaire. Chez un vieux peuple qui s'est battu au cours de tous ses siècles, — se bien battre et bien parler, c'est la caractéristique que César en donnait déjà, — rien d'étonnant si quarante ans de paix, de rationalisme et d'individualisme appliqués n'ont pu étouffer des habitudes et tendances vieilles de deux mille ans, si les instincts et vertus ataviques, qui dormaient latens, se sont réveillés au premier outrage de l'ennemi, pour s'employer joyeusement à des tâches retrouvées.

Nous causions de tout cela, le soir à la table du général A... Il nous disait : « Ils savent tous le pire de la guerre : ils l'ont appris à Verdun, en Champagne, en Belgique, — la plupart ici même où nous avons eu des combats très durs. Ils savent aussi n'y pas penser. Ils ont appris à vivre au jour le jour, dans le moment présent, qui le plus souvent est facile. C'est une telle simplification de la vie que de n'avoir plus qu'à obéir, comme ils savent que leurs chefs obéissent! Être déchargé de soi-même, n'avoir plus à penser qu'à la besogne immédiate, immédiatement commandée! La plus dure s'allège quand elle est celle de tout le monde; comme la pire condition de vie apparaît acceptable, du moment qu'elle est commune. Au fond, la vie militaire, en campagne, c'est une forme naturelle de la vie. L'idée du danger, de la mort? Elle devient vite ce qu'elle est au cours de l'existence ordinaire. Évidemment, le risque est plus grand. Combien de fois plus grand? On n'y pense plus. On vit, voilà tout; est-ce que vous vivez en pensant à la maladie ou à l'accident qui vous emportera, — dans combien de jours ou de mois? Vous ne le savez pas, et c'est l'essentiel. Qu'importe un peu plus tôt, un peu plus tard? Tant de fois, un soldat a vu tout près l'explosion blanche ou noire de l'obus, et la balle ou l'éclat n'était pas pour lui! Ils deviennent vite fatalistes. Et puis, vous savez, ils voient beaucoup la mort. Elle aussi finit par leur apparaître comme un fait vraiment ordinaire, un moment naturel de la vie... Être tué : cela aussi fait partie de la condition commune... »

Un officier ajoutait : « Voulez-vous savoir ce qui fait plus que tout leur inlassable volonté? — la ruine universelle de ce pays, tous les villages incendiés : les Boches les ont allumés quand ils durent reculer après la bataille de la Marne. Tenez, vous

avez vu le clocher de Triaucourt : savez-vous ce qu'il leur rappelle? Des femmes françaises, des grand'mères tuées à coups de fusil parce qu'elles essayaient de défendre contre les soldats allemands l'honneur de leurs filles. »

*
* *

Sur les routes du pays, nous croisions souvent une colonne en marche, et plus que dans la forêt où la lutte est presque invisible, où l'on opère par groupes fractionnés, où les attaques se dissimulent, on avait le sentiment direct de la guerre.

C'étaient simplement des troupes de relève, ou qu'on venait de relever, les unes scandant le pas, assemblées à nouveau dans le beau rythme militaire, et comme rechargées de jeune et rayonnante énergie; les autres, boueuses, fatiguées, d'allure pesante et lente, d'un sérieux plus profond et pathétique. Je revois un tel bataillon ainsi rencontré dans le soir. Il surgissait inopinément devant l'automobile qui ralentissait, et puis s'arrêtait pour le laisser passer. Toujours l'impression d'étrangeté, et presque de mystère. Ce bleu sourd, fondu dans le bleu du crépuscule, et qui ne se réalise que tout près, qui se révèle presque tout d'un coup, sans jamais se détacher tout à fait, en vive silhouette, de l'espace ambiant, le silence de tous ces hommes, leur nombre, la gravité de leur allure, tout cela qui vient *apparaître* et tient du fantôme, tout cela étonne sur la belle route, entre les jeunes blés, dans le doux crépuscule de juin où l'on oubliait presque l'angoisse présente. On dirait vraiment de l'irréel, et pourtant c'est tout le réel qui revient devant nous, la quotidienne et presque inimaginable réalité qui, depuis deux ans, tantôt nous étreint, et tantôt nous fait battre le cœur. On se dit que chaque ombre, dans cette file d'ombres inconnues, c'est un homme français, venu du Nord, du Centre ou du Midi, d'une ville ou d'une campagne où il avait son bureau, ses champs, son usine ou son atelier, ses parens, sa femme, ses enfans, — un individu complet, qui se sentait différent de tous les autres et ne connaissait alors à sa vie que des buts personnels. Soudain transporté avec des millions d'autres du côté de la frontière, établi, aujourd'hui, dans cette Argonne où, probablement, il ne serait jamais venu, il a perdu son apparence personnelle, — et, sans doute, son âme aussi s'est presque toute fondue dans une âme

collective. Son pas, son allure, son être ont changé. Il n'est plus ouvrier ou paysan, marchand ou bureaucrate, instituteur ou rentier : c'est un homme de telle compagnie, de tel bataillon, de tel régiment, qui marche, parle, pense comme ceux de sa compagnie, et que mène la volonté commune, — par là capable d'une patience ou d'une indifférence au danger, que jadis il n'eût pas crue possible. On m'avait donné quelques raisons de cette indifférence. A regarder passer l'obscure procession, j'apercevais tout d'un coup la plus profonde et générale : l'homme s'est dépouillé de sa personne individuelle, qui seule est périssable; il s'est absorbé en quelque chose de plus grand et plus durable que lui-même, pour une fin située hors de lui-même. Qu'il tombe, le régiment, l'armée où il a maintenant son être essentiel ne cesseront pas de vivre, l'effort continuera pour cette fin qui, seule, lui importe, — pour la France qu'il sert en tombant. En combien de lettres de soldats ne l'avons-nous pas vue s'attester, cette idée religieuse, en mots obscurs ou clairs, et qui, tout d'un coup, nous ont brouillé les yeux!

Et je revois encore un régiment, revenant, celui-là, du repos. Il traversait Sainte-M..., où, pour la première fois, la multitude bleue que j'avais vue errante, répandue, le soir, sur la grande place et dans les rues, m'apparaissait assemblée suivant sa loi, dans son rythme propre et si ardent de vie. Clairons clairs, clairons vibrans comme cette lumière de sept heures du matin, parlant comme elle de pure énergie affluente! Ces notes primaires, sonnées à plein souffle de jeunes poitrines, ces musiques dont les temps précis font penser à des mouvemens d'attaque, à des gestes brillans d'épée, c'était de la volonté jaillissant tout droit, c'était la plus élémentaire et profonde volonté française. Cela semblait surgir du fonds primitif de la race, disant le vif et le tonique de l'âme, la promptitude de l'esprit, la conquérante simplicité des idées, le pur élan des courages vers l'allégresse de la bataille. Ils passaient, passaient interminablement. Dans cette ville presque vidée de ses vrais habitans, il y avait à peine cinq gamins pour leur emboîter le pas, mais cette musique, la cadence de ce pas, eussent donné des jambes, pour les suivre, à un paralytique. Ce n'était que l'ordinaire défilé du régiment dans une rue de province; mais en guerre, et dans une ville où l'on entend le canon allemand,

quelle signification cela prenait! Les hommes de France, réunis pour défendre leur terre et marchant à leur ennemi... On voyait à plein chaque jeune visage, le hâle et l'énergie des traits que nulle barbe ne cache (les « poilus » dont parle l'arrière ne portent plus la barbe qui gènerait l'emploi des masques). Quelques casques étaient cabossés, — et ce ne pouvait être que de marques de mitraille, — et les longues capotes semblaient très vieilles et respectables. Mieux que tout, ce bleu fané, délavé par les soleils et les pluies, par les nuits passées au contact de la terre humide, traduisait aux yeux la dure et longue réalité de la guerre.

A intervalles réguliers, des lieutenans, très jeunes, l'épée au clair, marchaient à côté de leur section. On savait que ce n'était pas une parade, que vraiment ces adolescens *conduisent*, qu'ils sont les premiers à bondir hors de la tranchée et mener l'assaut contre les fils de fer et les mitrailleuses. On pensait à tous ceux que l'on a connus, aimés, qui sont morts en se dévouant ainsi, et qui devaient être, demain, les chefs de file de la France.

Quelques femmes, des jeunes, en noir, regardaient sur le pas de leur porte, et je voyais l'attention passionnée de leurs yeux : l'une d'elles, mince, fixe et toute pâle, les lèvres entr'ouvertes, avait, dans un geste de ferveur, serré ses mains contre sa poitrine. Elles se taisaient et les hommes passaient, passaient, bouches scellées. Les trompettes parlaient seules, déjà lointaines, disparues au tournant de la rue, et le régiment, sous la forêt ondulante des fusils, continuait de défiler encore. A mesure que s'éloignait la musique, une sorte de silence s'établissait, — un silence que rythmait le battement sourd et grandissant des pas.

Cinq ou six femmes avec autant de gamins, c'est tout ce que l'on voyait de population ordinaire. Des officiers, sans tourner la tête, s'en allaient à leur service, à leur bureau. Des permissionnaires regardaient des cartes postales à la devanture du marchand de journaux. Le balayeur de la rue, en casque et capote lui aussi, poussait consciencieusement son balai le long du ruisseau. Tout d'un coup, il s'élança, reconnaissant dans un des rangs qui passaient, un camarade, un « pays » peut-être. La fervente poignée de main! Traînant son balai, pendant quelques secondes, il l'accompagna. Il avait pris le pas de la

troupe. Je le voyais parler, je devinais l'amitié, l'émotion, les yeux. Ce régiment, où allait-il? Très probablement à Verdun. L'Argonne y avait envoyé déjà beaucoup de monde, et les simples mouvemens de relève dans la forêt ne déplacent pas un régiment. Pour des soldats en campagne qui s'étaient habitués à tels postes, à tels risques, un départ, c'est le retour à tout l'inconnu, c'est, plus sensible qu'aux jours ordinaires, l'énigme de leur vie ou de leur mort qui revient se poser.

Des canons gris passèrent, avec leur air de grandes bêtes aveugles qui se laisseraient charrier, leurs longs museaux levés haut, oscillant aux secousses du pavé, comme cherchant toujours à flairer au loin le possible ennemi. Puis les bâches vertes des fourgons automobiles. Puis la ferraillante théorie des cuisines roulantes. Un peloton fermait la marche, menant des chiens en laisse. Cela rappelait les douars migrateurs du Sahara: même impression de vie nomade, collective et complète d'une certaine famille humaine qui se suffit, avec ses bagages, ses tentes, ses bêtes, dont le domaine est l'espace, et qui ne dépend plus d'aucun lieu.

Au bout de la longue rue on voyait encore l'ondulation régulière de tous les fusils, et par-dessous le roulement des charrois, on croyait percevoir encore la cadence innombrable et confuse des pas. Une parcelle de nos armées venait de passer et s'en allait du côté du feu, un peu de ces moissons d'hommes que la France récolte chaque année sur sa terre, et qu'elle réserve pour les consacrer, au jour de la guerre, comme une hostie, à la France qui sera. Cette procession de jeunes gens pareils comme les épis d'un champ qu'on va faucher, cette vie si nombreuse et si pleine, — le meilleur de la vie française, — si fièrement disciplinée, et dont nous avions senti passer le souffle, l'énergique et précise pulsation... Là-dessus, tout d'un coup, on imaginait l'affreuse réalité quotidienne : les gaz, les avalanches de métal, les explosions, tout ce qui veut broyer et dissoudre la chair des hommes; on percevait directement l'épouvante de la guerre, mais aussi le sublime de la volonté qui vit en cette chair et la fait marcher sans frémir à sa destruction.

André Chevrillon.

LA CIVILISATION FRANÇAISE[1]

Plus je vis l'étranger, plus j'aimai ma patrie.
(Du Belloy.)
Et plus je suis Français, plus je me sens humain
(Sully Prudhomme.)

« Ah! monsieur, on doit le dire, les Français ont plus d'humanité que les autres. » Ce mot d'un sous-officier prussien dans le livre *Au service de l'Allemagne*, je n'en veux point chercher d'autre pour symboliser ce qui me paraît être le caractère original et foncier, la tradition constante de la civilisation française.

I

En littérature, d'abord. La littérature est-elle l'expression de la société? Elle est, en tout cas, l'expression la plus spontanée, parce qu'elle est la moins systématique, du génie particulier, des tendances instinctives d'un peuple.

Qu'il y ait, dans la littérature française, « plus d'humanité » que dans les autres littératures modernes, c'est, je crois, ce qui ressort d'un examen, même superficiel, de ces diverses littératures. Nos écrivains sont moins artistes que les Italiens, moins mystiques que les Russes, moins poètes que les Anglais, moins philosophes que les Allemands, moins romanesques que

(1) L'Académie française avait choisi comme sujet du concours pour le Prix d'éloquence à décerner en 1916 : *la Civilisation française*. Nous sommes heureux de donner ici le « Discours » qui a obtenu le prix et dont l'auteur est notre collaborateur M. Victor Giraud.

les Espagnols; mais comme ils sont plus humains! C'est à l'homme qu'ils songent avant tout; c'est l'homme, dans ses différentes attitudes morales, dans les dispositions profondes de sa nature, qu'ils s'efforcent de comprendre et de peindre; ce sont des questions humaines qu'ils traitent, questions morales ou questions sociales; c'est la pratique de la vie individuelle ou collective que, presque toujours, ils ont en vue; et c'est enfin à l'homme qu'ils s'adressent, à l'homme concret, réel et vivant, à l'homme non pas exceptionnel, mais à l'homme moyen dont ils parlent la langue habituelle, et dont ils recherchent l'assentiment. Instruire et moraliser, *humaniser* en un mot, voilà leur objet essentiel. On sait ce que Bossuet disait des poètes grecs : « Homère et tant d'autres poètes, dont les ouvrages ne sont pas moins graves qu'ils sont agréables, *ne célèbrent que les arts utiles à la vie humaine*, ne respirent que le bien public, la patrie, la société, et cette admirable civilité que nous avons expliquée. » Ce pourrait être la définition même de la littérature française.

Précisons cette impression générale. Voici deux grandes époques de notre histoire littéraire, le XVIIe et le XVIIIe siècle, qu'on a coutume, et non sans raison d'ailleurs, d'opposer l'une à l'autre. Et, en effet, autant le XVIIe siècle a aimé l'ordre, la règle, la discipline, autant le XVIIIe s'est montré rebelle à toute autorité religieuse, intellectuelle ou politique. Mais pourtant, à travers ces indéniables divergences, qu'on aille au fond des choses, et l'on reconnaîtra que, par des moyens différens, c'est bien le même idéal qui s'affirme et se poursuit.

La littérature française du XVIIe siècle a été passionnément curieuse de l'âme humaine : c'est là, semble-t-il, son caractère distinctif, celui qui en explique non seulement les mérites originaux, mais aussi les faiblesses ou les lacunes. On lui a reproché, par exemple, d'avoir dédaigné la nature : c'est qu'à force de regarder l'homme, elle a négligé tout ce qui n'était pas lui. Voir vivre, des « yeux de son âme, » et représenter avec exactitude cet « être merveilleusement vain, ondoyant et divers, » cela lui a paru un spectacle qui faisait pâlir tous les autres, une besogne auprès de laquelle toutes les autres n'étaient que « divertissement. » « Je trouve bon, a dit Pascal, qu'on n'approfondisse pas l'opinion de Copernic; mais ceci : Il

importe à toute la vie de savoir si l'âme est mortelle ou immortelle. » Pareillement, eût dit Racine, que nous importe le paysage où se déroule la tragique histoire de Phèdre? Ce qui nous intéresse, c'est l'âme de Phèdre, c'est la manière dont elle réagit contre la folle passion qui l'envahit et qui l'obsède ; ce sont les fluctuations de sa conscience morale ; et quel paysage matériel vaudrait ce paysage intérieur? Tous les écrivains du XVIIe siècle ont été là-dessus de l'avis de Racine. Tous, poètes, dramaturges, orateurs, romanciers, philosophes, ont fait du cœur humain leur unique étude; tous ont essayé d'enfermer dans leur œuvre la plus grande somme possible d'observation morale. De là la richesse psychologique de toutes ces œuvres. « Une psychologie vivante : » la célèbre définition de Taine ne s'applique peut-être pas à toute espèce de littérature; mais elle convient excellemment à la littérature du XVIIe siècle.

On notera que nos grands classiques, s'ils ont été de très pénétrans psychologues, n'ont pas été des psychologues désintéressés. Connaître pour connaître, fût-ce la plus intéressante des réalités, n'est point leur idéal. Leur attitude en face de l'homme n'est point du tout celle du « naturaliste, » ou du savant qui observe, constate des faits, établit des lois et, ce travail accompli, croit son rôle achevé. Autant que des psychologues, ce sont des moralistes. Ils ne se contentent pas d'étudier et de connaître l'homme; ils se proposent de lui fournir une règle de vie ; ils le veulent meilleur et plus heureux. De leur long voyage d'exploration et d'étude, ils sont revenus sans illusion sur la nature humaine ; ils la croient profondément mauvaise et perverse, en proie aux plus bas instincts, aux plus misérables passions. Pour mater ces instincts, pour dompter ces passions, pour faire luire dans toute cette misère un rayon d'idéal, de vertu et de bonheur, ils ne voient tous, ou presque tous, qu'un seul remède : l'acceptation d'une règle religieuse, la soumission de tout l'être intime à une tradition hautement vénérable, et qui, d'ailleurs, a fait ses preuves. A cette condition, pensent-ils, mais à cette condition seulement, l'homme pourra être heureux, autant du moins que le comporte sa destinée mortelle, et il se ménagera, pour la vie future, le bonheur infini auquel il aspire.

Comme les écrivains du XVIIe siècle, ceux du XVIIIe sont

convaincus que « l'homme veut être heureux, et ne veut qu'être heureux, et ne peut ne vouloir pas l'être, » et comme eux, ils jugent cette aspiration légitime. Mais, au lieu de croire, avec Pascal et presque tous les contemporains de Pascal, que « le bonheur n'est ni hors de nous, ni dans nous, » qu'il est « en Dieu, et hors et dans nous, » ils s'imaginent que nous serions parfaitement heureux, si nous étions délivrés de toutes les contraintes que tant de siècles de « superstition » ont fait peser sur nous. N'ayant ni très longuement, ni très profondément étudié l'homme, ils croient à sa bonté native; ils croient à la toute-puissance de la raison pour remédier aux imperfections provisoires qu'ils découvrent en lui; ils croient en un mot à la disparition progressive du mal dans le monde. Illusion peut-être, mais illusion généreuse, au moins en son principe, puisqu'elle procède d'un excès de confiance dans la nature humaine. Ne croyant pas, ou ne croyant guère à la vie future, s'en désintéressant en tout cas, les écrivains d'alors reportent sur la vie présente toute leur sollicitude; ils ne songent qu'à l'aménager pour le plus grand bonheur de l'humanité. Puisque l'homme, d'après eux, ne peut compter que sur lui-même pour améliorer sa destinée, qu'il mette toute son industrie à la rendre plus confortable et plus douce. Convaincus que l'homme n'existe et ne vaut que dans et par la société, et qu'en dehors d'elle, il n'y a pour lui ni salut, ni bonheur, les uns se font les apologistes passionnés de l'institution sociale; ils en célèbrent sans relâche les bienfaits et la sainteté même; ils en réclament le perfectionnement; et ils verraient volontiers dans un corps de bonnes lois le souverain bien que puisse poursuivre l'humanité. Les autres, plus hardis, ou plus imprudens, bien loin d'avoir dans les règles ou les conventions sociales cette confiance ingénue, leur attribuent tous les maux qui désolent la vie humaine. La société pour eux, voilà l'ennemi; ils rêvent d'un retour à un soi-disant état de nature; et déjà ils s'en forgent une félicité

Qui les fait pleurer de tendresse.

Et ce sont là, assurément, des tendances fort différentes, fort différentes aussi de celles qui avaient cours au siècle précédent. Mais quoi! Bossuet a beau se faire de l'homme et de la vie une conception qui ne ressemble guère à celle de Voltaire ou à celle de Rousseau : est-ce que tous trois, et tous les écrivains

français leurs contemporains avec eux, ne sont pas comme hantés par l'obsession d'un même problème : celui du bonheur? Et c'est cette préoccupation essentielle qui donne à l'œuvre de ces deux siècles littéraires, — comme à la littérature française en général, — cet accent d'humanité que les étrangers eux-mêmes aiment à trouver en elle.

Précisons encore, s'il se peut, et serrons de plus près les questions. Prenons quelques-unes des grandes œuvres françaises qui se sont le plus fortement imposées à l'attention et à l'admiration européennes, et demandons-nous ce qui, plus que tout le reste, a légitimé et consacré leur durable fortune.

A Jove principium. La *Chanson de Roland* est notre premier chef-d'œuvre national. Chef-d'œuvre incomplet sans doute, et chef-d'œuvre un peu rude, mais chef-d'œuvre tout de même, ce vieux poème où, selon le mot de Gaston Paris, « apparaît pour la première fois cette divine expression, la douce France. »

Tere de France, mult estes dulz païs.

Et chef-d'œuvre enfin qui a fait au moyen âge le tour de toute l'Europe. Traduit en Espagne et en Allemagne bien avant l'apparition des *Niebelungen* et du *Romancero* du Cid, l'Italie, l'Angleterre, le Danemark, l'Islande l'ont connu à travers d'innombrables compilations ou adaptations. Or, la véritable raison de cette universelle renommée, c'est un poète, Auguste Angellier, qui l'a donnée, dans un opuscule trop peu connu. « Ce qui distingue, écrivait-il, la *Chanson de Roland* des épopées de tous les temps, c'est qu'elle a cette suprême beauté d'avoir relevé le malheur et d'être le poème du revers noble et de la mort glorieuse... Certes, ce n'étaient pas les noms retentissans de batailles ou de guerriers qui manquaient au poète... Je ne sais rien de plus grand et de plus touchant que ce spectacle unique d'une nation qui, lorsqu'elle peut s'attacher à des souvenirs heureux et glorieux, s'enthousiasme pour une souffrance et s'éprend d'une défaite! » Et voilà ce qu'ont senti, plus ou moins obscurément, tous les autres peuples : ils ont lu, admiré, adopté notre vieille chanson de geste, parce qu'elle leur offrait le généreux témoignage d'une humanité supérieure.

Franchissons quelques siècles. Il n'y a pas, dans toute notre littérature, de livre plus « européen » que les *Essais* de

Montaigne. Il est hors de doute qu'on y a goûté, à l'étranger comme en France, la grâce incomparable d'un style perpétuellement inventé. Mais l'œuvre n'aurait pas eu un succès aussi unanime et aussi constant, si elle n'avait pas été avant tout, comme le disait si bien Amyot d'un autre livre, « un cas humain représenté au vif. » « Tout homme, déclarait Montaigne, porte en soi la forme de l'humaine condition, » et c'est pour décrire cette « forme » d'humanité générale qu'il s'est analysé lui-même avec cette complaisance un peu narquoise, que certains ont pu juger « haïssable, » mais où la plupart des lecteurs ont trouvé tant de charme. Pour la première fois, dans un ouvrage écrit en langue « vulgaire, » on voyait enfin transparaître, peinte au naturel, une âme totale; on se reconnaissait en elle; chacun faisait son profit de cette riche expérience morale ainsi mise au service de tous; on admirait cette manière d'écrire « toute composée de pensées nées sur les entretiens ordinaires de la vie. » Bref, « on fut tout étonné et ravi, car on s'attendait de voir un auteur, et on trouvait un homme. » Jamais peut-être le mot célèbre ne s'appliqua plus justement.

Quelques années se passent; la littérature classique naît et s'organise; *le Cid*, cette fleur immortelle de jeunesse, inaugure la longue suite des grandes œuvres tragiques. Veut-on voir en quoi s'y exprime la pure tradition du génie français? Qu'on le compare au drame espagnol, d'où Corneille l'a tiré. A bien des égards, *le Cid* pourrait être défini une « adaptation » ou une « transposition » de la pièce, d'ailleurs fort belle, de Guillen de Castro. Mais comme cette adaptation est libre, et cette transposition originale! Une vaste épopée dramatique, bigarrée, pittoresque, dispersée, inégale, pleine de détails de mœurs qui surprennent ou qui choquent, où l'invraisemblance et le mauvais goût fleurissent avec une luxuriante ingénuité, voilà l'œuvre espagnole. Corneille abrège, réduit, concentre; il ramène à l'unité d'une forte action scénique la multiplicité des incidens et des épisodes; il simplifie le sujet, l'intrigue et le style; il rapproche de nous les personnages; il approfondit les caractères; il élimine impitoyablement tout ce qui, dans son modèle, est trop barbare, trop local ou trop espagnol; il met en pleine lumière l'intérêt psychologique et moral de la donnée qu'il exploite. En un mot, par tous les moyens en son pouvoir,

il *humanise* l'œuvre étrangère, et le drame intérieur qu'il en a dégagé s'est imposé non seulement à toute l'Europe lettrée, mais aux Espagnols eux-mêmes.

« Beau comme *le Cid*, » disaient les contemporains de Corneille. Parlant des *Pensées* de Pascal, la génération suivante a pu dire, avec Mme de La Fayette, que « c'était méchant signe pour ceux qui ne goûteraient pas ce livre ; » et la postérité a largement ratifié le jugement de l'amie de La Rochefoucauld. Or, aujourd'hui encore, qu'est-ce qui nous émeut et nous prend aux entrailles dans le livre des *Pensées?* La force et la beauté du style? La profondeur et la hardiesse de la pensée? Ces qualités sans doute ne nous sont point indifférentes. Mais comme l'âme méthodique et ardente que l'on sent frémir dans ces simples fragmens nous intéresse et nous passionne davantage! Voilà un homme, — l'un des plus puissans esprits que le monde ait connus, — qui s'est posé avec une sorte d'angoisse tragique le problème de la destinée, et qui, en ayant découvert la solution, voudrait conduire ses semblables aux convictions bienfaisantes où il a trouvé lui-même l'unique apaisement de son inquiétude. Il raisonne, il s'attendrit, il implore, il invective tour à tour. Ce n'est pas un logicien qui argumente, c'est un apôtre, presque un martyr, qui confesse sa foi et qui veut la faire partager. « Si ce discours vous plaît et vous semble fort, sachez qu'il est fait par un homme qui s'est mis à genoux auparavant et après, pour prier cet Être infini et sans parties, auquel il soumet tout le sien, de se soumettre aussi le vôtre pour votre propre bien et pour sa gloire. » Quel accent de grave et virile tendresse! Comme c'est bien là un de nos frères qui souffre avec nous, qui prie pour nous, qui « cherche en gémissant » avec nous! « Veux-tu qu'il me coûte toujours du sang de mon humanité, sans que tu donnes des larmes? » L'admirable parole qu'il prête à son Dieu, c'est de la bouche même de Pascal que nous l'entendons tomber à toutes les pages des *Pensées*.

C'est une tout autre parole qui pourrait servir d'épigraphe à l'œuvre de Molière. « Ah! nature! nature! » s'écrie le bonhomme Argan en voyant sa fille sourire, dès qu'il lui parle de mariage; et presque tout Molière est dans cette exclamation admirative. Ceux qu'il ridiculise le plus volontiers, et avec une sorte de verve vengeresse, ce sont tous ceux qui fardent, déguisent, mutilent ou contrarient la nature : faux dévots, faux

savans, maris jaloux, bourgeois gentilshommes, barbons amoureux, précieuses ou petits-maîtres. Comme tout, à l'entendre, irait mieux par le monde si chacun, au lieu de s'évertuer à le brider ou à le corriger, obéissait tout simplement à l'instinct! Et la leçon pourrait être dangereuse si, d'une part, elle ne s'accompagnait de sages conseils de modération, et si, d'autre part, on ne sentait, sous les railleries et les rires, une profonde pitié pour les pauvres hommes qui se rendent eux-mêmes misérables, et un grand amour pour eux. C'est un génie très humain que celui de Molière. S'il a moins connu que d'autres, s'il a même un peu méconnu les plus hautes parties de la nature humaine, il en a bien exploré, rendu, aimé les régions moyennes et les côtés modérés. Et le mot, un peu inattendu, qu'il prête à son Don Juan : « Va, je te le donne pour l'amour de l'humanité » est peut-être l'un des rares « mots » je ne dis pas « d'auteur, » mais d'homme que le grand poète impersonnel se soit jamais permis (1).

A première vue, rien ne ressemble moins au théâtre de Molière que l'*Esprit des Lois* de Montesquieu. Et pourtant c'est déjà dans Molière que se manifestent certaines tendances qui vont se développer largement dans les œuvres du siècle suivant, chez Montesquieu aussi bien que chez Voltaire. « L'humanité avait perdu ses titres : M. de Montesquieu les lui a rendus, » disait-on de l'*Esprit des Lois;* et la formule rend assez bien compte de la nature du prodigieux succès que le livre eut en son temps. Justifier par leurs raisons profondes les innombrables lois et coutumes qui régissent les diverses communautés humaines, inspirer à ses lecteurs le respect et la religion même de ces institutions vénérables, répandre les idées de liberté, de tolérance, d'équité qui doivent rendre la vie sociale plus confortable et plus douce, tout rapporter, en un mot, au « bien de la société, » si tel est bien l'objet essentiel de Montesquieu en écrivant l'*Esprit des Lois,* on conçoit que ses contemporains lui aient su un gré infini d'avoir consacré sa vie à fortifier, à resserrer les liens qui unissent les hommes.

Près d'un siècle se passe. Un monde nouveau se forme. Une poésie nouvelle est née, qui a rencontré dans l'œuvre de Lamar-

(1) On peut rapprocher de ce passage le mot célèbre de Bossuet dans l'*Oraison funèbre du Prince de Condé:* « Loin de nous les héros sans humanité! »

tine son expression la plus sincère et la plus pure. Ce qu'a été pour les contemporains cette poésie lamartinienne, personne peut-être ne l'a mieux dit qu'un critique, aujourd'hui bien oublié, mais qui ne pouvait se rappeler sans émotion le jour de sortie où, jeune collégien, ayant acheté « par hasard » le petit volume des *Méditations*, il y trouva rassemblés « tous les sentimens de l'âme et toutes les passions du cœur, tous les bonheurs de la terre et les ravissemens du ciel, toutes les espérances du temps présent et toutes les inquiétudes de l'avenir. » Et ce ne sont pas seulement les lecteurs français et étrangers de 1820 qui pensent là-dessus comme Jules Janin. Sait-on que, de 1905 à 1914, en neuf années, une seule librairie parisienne a vendu plus de 42 000 exemplaires des seules *Méditations?* Il faut croire que depuis près d'un siècle on n'a pas cessé de voir et d'aimer dans les vers de Lamartine l'homme moderne au complet, dont le poète, en se chantant lui-même, nous a tracé l'idéale et pourtant ressemblante et vivante image.

Et ne peut-on pas en dire autant des romans de George Sand, celui de tous nos écrivains qui, pour l'élégante fluidité du style, la générosité de la pensée, et peut-être même le tempérament moral, rappelle le mieux Lamartine? Elle a écrit plus de cent romans, d'inspiration fort différente, qui ont enchanté, séduit, consolé plusieurs générations de lecteurs. Est-il bien sûr, comme on le dit quelquefois, qu'on ne les lise plus de nos jours? Qu'il y ait des parties caduques dans une œuvre aussi considérable, c'est ce qui ne saurait nous surprendre. Mais tant qu'il y aura des hommes, et qui rêvent, et qui aiment, on lira ces livres, j'allais dire ces poèmes, où se sont exprimés avec une fidélité presque naïve les rêves, souvent contradictoires, les aspirations sentimentales, les inquiétudes intellectuelles et sociales de l'inquiète humanité.

Mise au centre de tout comme un écho sonore,

l'âme de George Sand a été la mystérieuse lyre à sept cordes dont elle parle dans l'un de ses livres, et dont seule la pupille de maître Albertus sait tirer une magnifique harmonie.

« Tout ce qui est d'intérêt général et intéresse l'esprit humain, a dit Sainte-Beuve, appartient de droit à la littérature. » Et n'est-ce pas la définition même ou la devise de sa critique? L'auteur du *Port-Royal* et des *Lundis* a été infiniment

curieux de toutes les formes et de toutes les nuances de l'âme humaine, et, depuis Pascal jusqu'à Ninon de Lenclos, en passant par Jomini, il a, si l'on peut dire, rempli tout « l'entre-deux. » C'est cette curiosité passionnée et toujours en éveil des réalités morales qui fait de son œuvre quelque chose de véritablement unique dans la littérature universelle; et alors que tant d'autres critiques ont sombré dans l'indifférence ou dans l'oubli, c'est ce qui en fait l'intérêt toujours vivant. Sainte-Beuve nous a légué une prodigieuse galerie de portraits biographiques et moraux plus nombreux, plus variés, plus fouillés que ceux dont l'assemblage compose les *Vies parallèles;* son œuvre propre, à lui aussi, a été de collectionner « des cas humains représentés au vif; » et peut-être, quelque jour, l'appellera-t-on le Plutarque français.

Ainsi donc, dans les genres les plus divers, les plus hauts chefs-d'œuvre de la littérature française sont précisément ceux que leur caractère d'humanité a signalés à la tendre et reconnaissante admiration des contemporains et de la postérité. L'humanité dans toutes les acceptions du mot, c'est donc bien ce qui caractérise une littérature que dix siècles d'une production ininterrompue n'ont pas épuisée. La littérature française est humaine parce qu'elle étudie l'homme; elle est humaine, parce qu'elle agite sans cesse, et qu'elle fait passer au premier plan les plus hautes questions qui intéressent l'homme, son bonheur, sa conduite et sa destinée; et elle est humaine enfin parce qu'elle est comme nourrie « du lait de l'humaine tendresse. » *Homo sum...* On voudrait ne pas rappeler le vers si souvent cité du poète latin, et devenu banal à force d'être cité. Mais comment l'éviter, s'il est comme la devise même de tout écrivain français?

Et c'est là encore ce qui explique les caractères les plus constans, les qualités les plus vantées de notre langue : clarté, simplicité, probité. A la différence de l'Anglais ou de l'Allemand, même de l'Italien, qui, si souvent, n'écrivent que pour se satisfaire eux-mêmes, pour prolonger leur rêve intérieur de beauté ou de vérité, le Français, lui, n'écrit que pour autrui. Il croit avoir quelque chose à dire, et à dire aux autres hommes. Avant tout, il veut être compris. L'effort qui s'impose à tout

esprit qui veut entrer en communication avec un autre esprit, le Français le prend presque tout entier sur lui-même. Il s'efforce de réduire au minimum la tâche de son lecteur. Au lieu d'accepter sa pensée à l'état brut, en quelque sorte, telle qu'elle jaillit des profondeurs de sa conscience, il la soumet à un long travail de réflexion, de concentration, d'épuration, de manière à n'en retenir que les élémens les plus incontestables et les plus impersonnels ; il en élimine avec un soin jaloux tout ce qui, étant trop particulier, trop individuel, risquerait d'être obscur et de paraître inintelligible. Et ce résidu de pensée, au lieu de le revêtir de la première expression venue qui se présentera à son esprit, il ne le livrera au public qu'après avoir, entre toutes les formes verbales qu'il aura successivement appelées et comparées, délibérément choisi non pas seulement la plus élégante, mais la plus courte, la plus simple, la plus claire, la plus directe et la plus persuasive, celle qui entrera comme de plain-pied dans l'esprit de son lecteur. Boileau se vantait d'avoir enseigné à Racine l'art de faire difficilement des vers faciles. Cet art-là, c'est l'art par excellence de l'écrivain français. Ce souci perpétuel du public, cette scrupuleuse déférence à l'égard du lecteur, ce besoin constant de lui faciliter sa tâche, ce désir touchant de l'instruire sans l'ennuyer, de le distraire sans l'offusquer, de le moraliser sans le heurter, d'être pour lui comme un ami discret, bienveillant et sans morgue, cette sorte de charité spirituelle largement et généreusement pratiquée, tout cela a créé dans notre langue une tradition qui ne compte guère d'infidèles. A cette tradition nous devons, avec la diffusion de notre langue, celle de notre esprit. Les autres peuples parlent peut-être moins couramment qu'autrefois de « l'universalité de la langue française ; » mais ils continuent à voir en elle, — comme tout récemment encore l'auteur allemand de *J'accuse !* — la langue idéale de la diplomatie et des rapports internationaux (1) ; et quand, il y a quelques années, un Russe revendiquait pour la langue française l'honneur d'être « la langue auxiliaire du groupe de civilisation européen (2), » n'était-ce pas reconnaître en elle la langue même de l'humanité civilisée ?

(1) Article 25 du traité russo-japonais de 1906 : « Le présent traité sera signé en français et en anglais. Les textes en seront absolument conformes ; mais *en cas de contestation dans l'interprétation, le texte français fera foi.* »

(2) J. Novicow, *la Langue auxiliaire du groupe de civilisation européen : les chances du français* (*Revue des Deux Mondes* du 1er décembre 1907).

II

Si féconde et si brillante que soit une littérature, elle n'est pas l'unique, ni même le plus important facteur d'une civilisation : la religion et la philosophie en sont d'autres plus puissans, plus intimes; et si le génie d'une race se traduit peut-être moins clairement dans ces formes plus impersonnelles de l'activité nationale, il s'y révèle cependant aux regards de l'observateur attentif.

Pour bien saisir ce qui constitue l'originalité propre de la philosophie française, on n'a qu'à songer à une philosophie voisine, hier encore très arrogante, et dont nous commençons à soupçonner les sinistres méfaits. On ne saurait concevoir contraste plus frappant. Et d'abord, en ce qui concerne la langue. Tandis qu'en Allemagne, les philosophes, — à l'exception de Schopenhauer et de Nietzsche, qui sont d'ailleurs nourris de notre littérature, — se forgent une langue barbare, pédante, toute hérissée de mots nouveaux et d'expressions sibyllines, nos philosophes français, eux, se font une gloire et une loi de parler et d'écrire la langue de tout le monde, et de s'adresser non aux pédans de l'école, mais aux « honnêtes gens. » Ce sont, pour la plupart, de bons, voire d'excellens écrivains, et parfois même de très grands écrivains. Si Renouvier et surtout Auguste Comte, écrivent, avouons-le, assez mal, si Descartes n'est peut-être pas le maître de la langue qu'on a quelquefois salué en lui, c'est un bien remarquable écrivain que Malebranche, et si l'on ne veut pas mettre au nombre des purs philosophes un Voltaire ou un Rousseau, un Lamennais, un Renan ou un Taine, y a-t-il dans aucune langue un plus grand écrivain que Pascal? « Le bon sens, disait Descartes, — et ce sont les premiers mots du *Discours de la méthode*, — est la chose du monde la mieux partagée. » Et, à cet égard, tous nos philosophes ont pensé comme Descartes. Ils ne font pas deux parts dans le monde : les philosophes, et les autres, la foule innombrable des pauvres êtres qui ne « pensent » pas. Pour eux, tout être humain est capable de réfléchir, de « penser, » donc de recevoir et de juger la vérité. Et c'est à l'universalité des esprits cultivés qu'ils soumettent le résultat de leurs spéculations sur l'ensemble et sur le fond des choses.

De là une conséquence. Tandis que dans d'autres pays la philosophie reste l'apanage de certains spécialistes, voire de « professionnels, » chez nous, et quoique nous ne manquions pas de purs philosophes, la philosophie, étant plus mêlée à la vie, pénètre tous les domaines de l'activité intellectuelle. Elle pénètre la littérature. Ils ne sont pas rares, ceux de nos écrivains qui, s'ils l'avaient voulu, auraient pu se « spécialiser » dans la philosophie pure : il en est même un, — c'est Taine, — qui n'a été littérateur, et grand écrivain, qu'à son corps défendant. Plus d'un a dans son œuvre des travaux de philosophie pure : tels Renan, Lamennais, Voltaire ou Bossuet. Et de leur œuvre à tous, ou presque tous, sans parler des idées vraiment philosophiques qu'ils y ont si souvent semées, on peut dégager sans arbitraire une « philosophie, » une vue générale très cohérente, et parfois très explicite, de l'univers et de l'homme, de la vie et de la destinée. Sans vouloir assurément transformer Corneille, Racine ou Molière en de profonds métaphysiciens, on aurait tort de ne voir en ces trois poètes que de simples assembleurs de rythmes ou de phrases; ils ont « pensé » aussi fortement que bien d'autres qui « tiennent boutique » de philosophie. La psychologie de Racine, c'est exactement celle des *Pensées* de Pascal, comme la psychologie de Corneille ressemble, trait pour trait, à celle de Descartes, dans son *Traité des Passions*. Et ce n'est pas seulement Gassendi, c'est peut-être Spinoza lui-même qui se serait reconnu dans le théâtre de Molière. « L'homme, a écrit Spinoza, n'est pas dans la nature comme un empire dans un empire, mais comme une partie dans un tout. » Et Molière a-t-il dit, ou tout au moins *suggéré* autre chose?

La philosophie, chez nous, pénètre aussi profondément la science. Non seulement il est de tradition en France, beaucoup plus qu'ailleurs, que les philosophes de profession doivent posséder une forte et vaste culture scientifique; mais encore nos plus grands philosophes ont été, plus que de simples hommes de science, de très grands savans : Descartes, Pascal, Auguste Comte, Cournot, Claude Bernard, Henri Poincaré. La philosophie et la science françaises ont également bénéficié de cette mutuelle pénétration. D'une part, en effet, nos philosophes, au lieu de construire dans les nuées, ont conservé, même en métaphysique, les excellentes habitudes d'esprit qu'engendre et entretient la

discipline scientifique : ils se sont soumis au réel; la méthode et la précision ne leur ont pas été des vertus étrangères; quand ils spéculaient sur la nature et sur la science, ils partaient de notions positives, concrètes, et qu'ils connaissaient autrement que par ouï-dire. D'autre part, nos savans, en sortant de leurs laboratoires, en se mêlant au monde des idées générales, ont appris à penser et à juger leur science; ils ont su lui assigner sa juste place dans l'ensemble des choses et des connaissances humaines; ils en ont connu l'exacte portée, et en même temps, ils en ont touché les limites. Ils ont bien vu qu'elle n'était pas le tout de l'homme, et que, dans l'homme même, et en dehors de l'homme, bien des réalités échappaient à ses prises. Bref, ils ont fermement répudié le *scientisme*, cette grossière doctrine de demi-savans ou de demi-philosophes qui nous vient d'Allemagne, et qui consiste à faire de la science positive le type unique du savoir et l'unique règle de l'action. Ils ont eu le culte raisonné de la science, ce qui est bien; ils ont évité d'en avoir la religion ou la superstition, ce qui est mieux encore. Et en l'affranchissant de cette superstition servile, ils ont rendu à l'esprit humain un service dont nous commençons seulement à entrevoir le bienfait.

La tradition philosophique française a encore un autre caractère : elle répugne aux systèmes rigides, abstraits, aux « palais d'idées » dont s'enchante, sous d'autres cieux, l'imagination dialectique. Non, certes, que nous en soyons incapables. Descartes, ce « héros de la pensée moderne, » comme l'appelait Hegel, est un génie aussi constructeur que Kant, et l'on ne voit pas ce que Malebranche peut avoir à envier à Spinoza, et Auguste Comte à Hegel. Mais il y a dans les constructions françaises moins d'arbitraire, un souci plus vif et plus constant de côtoyer la réalité et de se modeler sur elle; et d'ailleurs, les systèmes de nos philosophes ne sont point de vastes prisons où ils s'enferment eux-mêmes, en s'interdisant d'en jamais sortir ou de regarder au dehors. Il leur arrive sinon de se contredire, tout au moins de tenter d'autres voies un peu divergentes, de suivre des points de vue, d'essayer des modes de penser que l'attitude générale de leur esprit ne faisait point prévoir. Voyez Descartes : il passe avec raison pour être le père du rationalisme moderne et pour avoir fait triompher une conception mécaniste du monde qui lui a longtemps survécu; et cela, encore

une fois, est parfaitement vrai. Mais il y a dans Descartes plus d'une page qui rend un tout autre son : et les philosophies plus récentes de la liberté, de l'effort volontaire, de l'intuition qui, d'ordinaire, se rattachent elles-mêmes, et fort justement, à Pascal, peuvent aussi se recommander, dans une certaine mesure, de l'auteur du *Discours de la méthode*. Et le cas de Descartes n'est point unique chez nous.

C'est que la plupart de nos philosophes, de même qu'ils ne désertent pas volontiers le terrain de l'observation scientifique, de la réalité matérielle, n'aiment pas à quitter non plus le solide terrain de la réalité morale. Quel que soit leur goût instinctif pour les aventures métaphysiques, ils savent le refréner parfois pour se livrer à de plus modestes enquêtes psychologiques ou morales. « Le point de vue de Sirius, » comme disait Renan, s'il ne leur est pas tout à fait indifférent, n'est pourtant pas leur préoccupation dominante. Au fond, c'est à l'homme surtout qu'ils s'intéressent, et ce sont les problèmes humains qui par-dessus tout les attirent. L'âme humaine leur est une énigme plus troublante et plus utile à déchiffrer que toutes les énigmes de l'univers. Et c'est là qu'ils en reviennent toujours. Or, à étudier sans relâche cette mobile et fuyante réalité, ils se sont formé de la vérité une idée plus souple, moins arrêtée, plus vivante pour tout dire, que celle dont, en d'autres pays, les purs logiciens se sont forgé la dure image. Les théories de nos philosophes restent ouvertes aux observations et aux recherches ultérieures. Ils n'ont pas la prétention d'y enfermer l'absolu. Ils laissent à d'autres le soin de rectifier, de compléter, d'enrichir leurs conceptions personnelles, et la philosophie ainsi entendue et ainsi pratiquée a quelque chose du libre mouvement, de la continuité ondoyante de la vie. Ayant tous le sentiment que l'âme humaine est chose infiniment complexe et diverse, il ne leur viendrait jamais à l'esprit de proclamer supérieur à tous les autres, d'imposer à l'admiration et à l'obéissance universelles tel type particulier d'humanité nationale, et au contraire, c'est dans la coexistence de multiples formes d'esprit, ayant chacune leur droit imprescriptible à l'existence, qu'ils aperçoivent la condition essentielle de tout progrès. La philosophie française a toujours cru à la liberté, et jamais elle n'a pu se résigner à l'apologie du despotisme : c'est là un de ses caractères les plus constans : ni Hobbes, ni Hegel,

ne sont Français. Et Nietzsche ne l'est pas davantage. Rien n'est plus contraire à tout l'esprit français que la conception barbare et immorale du « surhomme. » Être homme; l'être aussi complètement, aussi profondément que possible; ne point forcer, ne point guinder, ne point rabaisser non plus la nature humaine; la respecter en soi et chez les autres; en accepter les limites, en développer les puissances et en concilier les contrastes : tel est l'idéal que, de tout temps, la philosophie française a fait sien et a propagé par le monde. Il en est de plus farouchement orgueilleux : y en a-t-il de plus sage et de plus généreux (1)?

Ce serait trop simplifier les choses que de définir la religion la philosophie des humbles. Mais il est certain que les humbles n'en ont pas d'autre, et que, faite pour les humbles, aussi bien que pour les « habiles, » la religion traduit d'une manière plus spontanée et plus complète que la philosophie pure les aspirations de tout un peuple. Cette loi qu'a si fortement établie Fustel de Coulanges se vérifie dans notre histoire. A travers bien des vicissitudes, le catholicisme est resté notre religion nationale. Et il faut croire qu'entre le catholicisme et le génie français, il y avait une sorte d' « harmonie préétablie, » car, du jour où la Gaule romaine a été entièrement chrétienne, elle s'est montrée remarquablement fidèle à l'Église. Alors que les peuples barbares qui l'envahissaient, Burgondes ou Wisigoths, inclinaient à l'arianisme, elle sut se dérober au prestige de l'hérésie. Bien mieux, c'est autour de l'idée catholique que se constitua pour ainsi dire l'unité nationale. Si Clovis s'était fait arien, eût-il été aussi facilement accepté comme roi de France? En tout cas, en se convertissant au catholicisme, il a eu un sûr pressentiment de nos destinées nationales, et, après lui, Charles-Martel et Charlemagne n'auraient pas réussi à fonder une dynastie nouvelle, s'ils n'avaient pas été avant tout les champions de la catholicité. Le rôle civilisateur et moralisateur de l'Église n'a été nulle part plus visible et plus universellement reconnu que dans la France du moyen âge; et la France du moyen âge a rendu à son tour de si éclatans services au catholicisme qu'elle a mérité, on le sait, d'être appelée « la Fille aînée de

(1) Voyez, sur tout ceci, les belles pages de M. Henri Bergson, dans *la Science française*, tome I.

l'Église, » et ses rois, les « Rois très chrétiens. » La France des Croisades, la France des cathédrales gothiques, la France de saint Louis a été, durant de longs siècles, la grande puissance catholique; et au XVIe siècle, alors qu'une formidable révolution religieuse bouleversait l'Europe, c'est à l'interprétation traditionnelle du christianisme que s'est finalement ralliée la patrie de Calvin, et c'est cette interprétation qu'elle a imposée à la nouvelle lignée de ses rois. Enfin, de nos jours encore où les « religions d'autorité » sont si fortement battues en brèche, de bons juges estiment que nulle part, dans l'ordre tout au moins des idées et de la vie intérieure, le catholicisme n'est aussi vivace, aussi agissant que chez nous. C'est la France contemporaine qui fournit à l'Église le plus grand nombre de ses missionnaires, *les deux tiers* de leur contingent total; et ce simple fait en dit plus que toutes les considérations abstraites.

Mais la France n'est pas la seule nation catholique, et l'Espagne et l'Italie, par exemple, pourraient, elles aussi, revendiquer ce titre. Le catholicisme français ne ressemble pourtant ni au catholicisme italien, ni au catholicisme espagnol. C'est assurément le même ensemble de dogmes ou de croyances; mais chaque grand peuple y met sa marque propre, en développe tel aspect plutôt que tel autre, suivant les dispositions de son génie particulier. L'Espagne a surtout été séduite par le côté mystique du catholicisme, les Italiens par son côté décoratif et poétique. La France, elle, voit, dans la religion, quelque chose d'autre et de plus qu' « un beau poème tenu pour vrai, » comme disait Taine, ou qu'un moyen d'exalter, de purifier, de « sublimer » l'âme individuelle. Non qu'elle méconnaisse la légitimité de ce double point de vue : elle est le pays de Pascal et de Chateaubriand. Mais, d'une manière générale, elle préfère le point de vue de Bossuet, qui ne laisse pas d'être un peu différent. Aux yeux de l'auteur des *Variations*, en effet, le catholicisme est avant tout un *lien social*. Non seulement, il unit entre eux les hommes d'une même génération en réglant leurs rapports mutuels, en leur prescrivant un même idéal et la communauté d'une même croyance; mais encore il rattache le présent au passé et à l'avenir par son dogme de la communion des saints, et ainsi, cette assemblée des vivans et des morts qui s'appelle la patrie, au lieu d'être une simple entité verbale,

devient la plus vivante des réalités. Ce n'est même point assez dire. Le catholicisme ainsi conçu ne se laisse point enfermer dans des frontières nationales : il rêve de fraternité humaine; il travaille à l'union des âmes par l'unification des croyances; par delà les divergences ethniques, il veut fonder une « cité de Dieu » qui rassemblera l'universalité des consciences humaines, et dont la « chrétienté » du moyen âge n'a été qu'une bien imparfaite ébauche. Si cette conception du catholicisme, qui a pour elle la plus authentique orthodoxie, n'est certes point particulière aux Français, c'est en France qu'elle a rencontré le plus de faveur, et qu'elle a été, non point seulement adoptée, mais pratiquée avec le plus d'esprit de suite. Le Français est le moins individualiste des hommes; il est né apôtre; il aime à penser en commun, à propager ses idées, à prêcher, à convertir. Le catholicisme flattait et utilisait ces profonds instincts de la race. Une religion dont l'excellence ne se traduirait pas par le perfectionnement de la vie sociale passerait vite en France pour une religion fausse.

Et cela est si vrai que l'irréligion française, dans sa lutte contre le catholicisme, n'a jamais développé d'autre objection, ni trouvé d'autre formule. Qu'est-ce que Voltaire et les Encyclopédistes reprochent à la religion de Pascal et de Bossuet? D'être contraire à la nature humaine, à la civilisation générale, au « progrès des lumières, » aux lois même de la société. Ils reprochent en propres termes aux bons chrétiens d'être de mauvais citoyens. « Quel moyen, dira Montesquieu, de contenir par les lois un homme qui croit être sûr que la plus grande peine que les magistrats lui pourront infliger, ne finira dans un moment que pour commencer son bonheur? » Réfractaires à tout ascétisme, ne se rendant pas compte que les tendances de la nature humaine ne sont pas toutes également bonnes, et qu'il est d'une bonne hygiène morale et sociale d'en contenir ou d'en réprimer quelques-unes pour permettre aux autres de s'épanouir plus librement, mauvais psychologues et médiocres historiens, nos « philosophes » se sont dérobés à l'évidence : ils n'ont pas voulu reconnaître les innombrables services que le catholicisme avait rendus à la civilisation européenne, dont il était l'un des facteurs essentiels; ils en ont nié la vertu sociale et l'action moralisatrice. Mais il est assez curieux d'observer que c'est au nom même de l' « humanité, » — d'une humanité que

le catholicisme leur avait appris à aimer, — qu'ils ont combattu le catholicisme : semblables, comme eût dit La Bruyère, à « ces enfans drus et forts d'un bon lait qui battent leur nourrice. »

La vérité de l'histoire, on le sait, est tout autre; et Chateaubriand, dans le *Génie du Christianisme*, n'a pas eu de peine à la rétablir contre les derniers encyclopédistes. Assurément, le christianisme n'a pas transformé et renouvelé de fond en comble la nature humaine, et trop souvent la religion même a servi de prétexte à un débordement de passions qui n'avaient rien du tout de chrétien. Mais si l'on scrute dans leurs origines tous les progrès d'ordre social ou moral dont nous nous enorgueillissons à bon droit, combien d'entre eux ne devra-t-on pas rapporter à l'influence chrétienne? Si l'on pouvait supprimer d'un trait de plume ce que Taine appelait « l'apport du christianisme dans nos sociétés modernes, » on serait effrayé du spectacle que nous offrirait le monde ou l'histoire : « un coupe-gorge ou un mauvais lieu, » disait encore Taine. C'est ce que l'on a, presque toujours, très clairement senti en France. « La plus-value humaine, » — selon le mot, un peu bizarre, mais expressif, d'Alexandre Dumas fils, — voilà ce que le catholicisme français a toujours eu en vue. Il est épris d'action plus que de contemplation, et d'action sociale plus que de perfection individuelle; ou plutôt encore, la perfection individuelle, au lieu de se confiner et de s'absorber en elle-même, se résout toujours chez nous en action sociale. Les subtiles discussions théologiques, les minutieuses recherches d'exégèse, les raffinemens d'une dévotion compliquée, ne sont guère notre fait. Un robuste bon sens qui va droit à l'essentiel, une foi simple et non pas sans nuances, mais sans superfluités; un goût très vif des réalités morales; une grande ardeur d'apostolat et un véritable besoin de communiquer sa croyance; par-dessus tout, peut-être, un désir de fraternité et une sorte de passion de la charité : il semble bien que ce soient là, de saint Martin à saint Louis, et de Bossuet à Lacordaire, les principaux caractères du catholicisme français.

Et ce sont là aussi les traits qui caractérisent, dans l'histoire religieuse, la sainteté française. Car il y a une sainteté française, comme il y a une sainteté italienne et une sainteté espagnole. Si les saints appartiennent à l'Église universelle, ils appartiennent aussi à leur pays d'origine, dont ils expriment à

leur manière le génie particulier et la pensée profonde. Nos saints français ne ressemblent pas à ceux des autres peuples : ils ont entre eux comme un air de famille qui les distingue. Si ardente et si pure que soit leur vie intérieure, elle ne les détourne point, et tout au contraire, de l'action pratique ; elle les mêle, de toute leur âme, à cette humanité qu'ils aiment, et dont ils souhaitent passionnément le salut, même temporel. Saint Bernard a été comme le fondé de pouvoirs de la papauté de son temps. Saint Louis a été le meilleur, le plus généreusement actif, le plus juste, le plus scrupuleusement dévoué, le plus humain de tous les rois. Plus on étudie l'histoire de Jeanne d'Arc, plus on est frappé de son lumineux bon sens, et de ce que je voudrais pouvoir appeler son hardi réalisme. C'est par d'autres vertus, c'est par d'autres « facultés maîtresses » que sainte Thérèse, la grande sainte espagnole, et que le *Poverello* d'Assise, le grand saint italien, se recommandent à notre admiration. Nous ne la leur marchanderons pas, mais nous en réserverons une large part aussi à celui qui, par sa malicieuse et ferme raison, par sa prodigieuse activité, par son amour passionné des humbles, par son inépuisable charité, mérite d'être salué comme notre grand saint français, à saint Vincent de Paul.

III

Le génie d'une race se reflète dans sa religion comme dans sa philosophie et sa littérature; mais il ne s'impose et il ne se justifie même que par la grandeur et la continuité du rôle historique. Sans Marathon et sans Salamine, la civilisation grecque ne serait pas pour nous tout ce qu'elle est, et Homère, Aristote et le Parthénon n'auraient pas, à nos yeux, tout leur sens et tout leur prix.

De très bonne heure, et comme si elle se sentait appelée à de hautes destinées, la France a pris conscience d'elle-même comme personne morale, et elle a travaillé à réaliser son unité nationale. Son premier roi, Clovis, a eu l'intuition de ce que pouvait devenir le grand pays sur lequel il était appelé à régner; il en conçut très clairement les limites géographiques, s'appliqua à réduire et à fondre sous son autorité les différentes peuplades qui s'y étaient successivement établies, à en écarter les

nouvelles invasions; enfin, il fit de Paris sa capitale. A sa mort, il y avait une France. Mais la France de Clovis fut vite démembrée, et il fallut de longs siècles et de longues épreuves pour la reconstituer. Ce fut surtout l'œuvre patiente, obstinée, de la troisième race de nos rois. A travers bien des vicissitudes, appuyés d'ailleurs sur le sentiment public, ils eurent à reconquérir la France sur d'innombrables roitelets français et sur de puissans voisins, toujours à l'affût de nos faiblesses et des riches proies qu'ils trouvaient sur notre sol. Et le résultat de leur bravoure, de leur politique et de leur persévérance fut tel, qu'au sortir du moyen âge, la « douce France » est devenue une réalité politique : elle est le premier des États de l'Europe moderne dont l'unité soit un fait accompli. Unité encore imparfaite, sans doute, puisque, à l'heure actuelle, le rêve de notre ancienne monarchie, — nos frontières naturelles, — n'est pas réalisé, — peut-être le sera-t-il demain; — mais unité solide et durable, et qui pourra bien s'élargir, mais qui n'est plus à fonder.

Pour la fonder, cette unité, si longtemps précaire et toujours menacée, il fallut bien des guerres, de longues et, parfois, d'interminables guerres. La France, d'instinct sans doute, puisqu'elle est fille de la Gaule, mais par nécessité aussi, a été une grande nation militaire. Elle a connu et pratiqué tous les genres de guerre : guerres de défense et guerres de conquête, guerres d'équilibre et guerres d'expansion, guerres d'hégémonie et guerres de propagande. Mais il est à remarquer que presque toutes les guerres qu'a provoquées ou soutenues la France se ramènent à des guerres défensives, ou, si l'on préfère, à des guerres d'unité nationale. Les guerres d'Italie; les guerres, toujours renaissantes, contre la Maison d'Autriche; la plupart même des guerres de Louis XIV n'ont pas eu d'autre objet : il s'agissait avant tout de compléter ou de consolider notre unité, de repousser loin de nos frontières un ennemi trop puissant et ambitieux, de prévenir ses orgueilleux desseins, de le réduire à l'inaction ou à l'impuissance. Il n'est même pas sûr que des préoccupations de cet ordre aient été absolument étrangères à Napoléon, et qu'il se soit, toujours et partout, laissé entraîner par le pur esprit de conquête et de domination; en tout cas, ses armées avaient la conviction, souvent illusoire, de combattre les « tyrans » et de lutter pour la liberté du monde. En fait,

d'ailleurs, le résultat des guerres révolutionnaires et impériales n'a-t-il pas été d'éveiller les diverses consciences nationales et d'encourager leurs aspirations? Et Napoléon lui-même n'a-t-il pas commencé l'unité allemande?

Ainsi donc, même quand elle pratiquait avec quelque intempérance « l'égoïsme sacré, » la France avait peine à s'y tenir. Il faut insister là-dessus : c'est un trait essentiel de son histoire. La plupart des guerres qu'elle a entreprises pour consommer ou pour défendre son unité nationale avaient en même temps pour objet de garantir ou de consolider l'équilibre européen. Ne point permettre qu'une puissance exerçât l'hégémonie en Europe, courbât sous son despotisme d'autres États plus faibles; vouloir l'indépendance pour les autres comme on la veut pour soi-même; établir entre les forces respectives et les ambitions des divers peuples un équilibre stable; les limiter les uns par les autres; leur assurer à tous le libre développement de leur génie propre; s'opposer à tout empiétement, à toute usurpation, et cela, non pas seulement par amour de la paix, mais par amour de la justice : à cette politique traditionnelle la France trouvait assurément son intérêt; mais elle n'était pas la seule à en bénéficier: et elles sont, au total, assez rares, les victoires françaises qui n'ont point été par quelque côté des victoires d'intérêt européen. Supposez que Philippe-Auguste n'ait pas été vainqueur à Bouvines : l'avenir de l'Europe eût été aussi profondément modifié que l'avenir de la France elle-même. Si Jeanne d'Arc n'avait point réussi dans sa mission, la France devenait anglaise, et, de nouveau, la cause de la liberté européenne se trouvait singulièrement compromise. Si la France a tant lutté contre la maison d'Espagne et la maison d'Autriche, c'est sans doute parce qu'un si puissant empire constituait pour elle un danger de tous les instans; mais le danger n'était guère moins grand pour les autres nations de l'Europe; et le traité de Westphalie, en même temps qu'il consacrait la victoire de la diplomatie et des armes françaises, a été, pour près de deux siècles, la charte du droit européen. Et la France ne s'est pas contentée d'assurer aux autres peuples le droit à l'existence; elle a aidé, de son or et de son sang, plusieurs nationalités à se constituer. L'unité italienne est son œuvre; et si l'on peut dire que la cession de la Savoie et du comté de Nice a bien payé

nos sacrifices personnels, quel bénéfice matériel avons-nous retiré de notre intervention dans la guerre de l'Indépendance américaine et dans la guerre de l'émancipation hellénique? Généralement très soucieuse de concilier son intérêt national avec l'intérêt général, européen ou humain, — et n'est-ce pas la formule même des grandes guerres françaises? — la France est capable, plus qu'aucun autre peuple, de se désintéresser d'elle-même, de se dévouer pour autrui, et dès que les grandes idées de justice et d'humanité sont en jeu, ce n'est jamais en vain qu'on fait appel à sa générosité.

On se tromperait fort si l'on admettait, sur la foi de quelques théoriciens et de certains étrangers, que nos expéditions coloniales sont un démenti infligé à l'habituel idéalisme de notre politique extérieure. D'abord, on oublie que les guerres coloniales sont assez loin d'être de simples guerres de conquête. Quand elles ne sont pas imposées par le souci de la sécurité nationale, comme par exemple les guerres d'Algérie et de Tunisie, elles le sont par de sérieuses raisons économiques et politiques. Une grande puissance que le partage du monde laisserait indifférente, et qui s'abstiendrait d'y participer, se verrait bien vite distancée par ses rivales, et son prestige, sa prospérité matérielle iraient promptement en décroissant : elle resterait stationnaire, tandis que les autres se développeraient et s'agrandiraient; elle souscrirait par conséquent à une rupture d'équilibre dont, un jour ou l'autre, elle risquerait de devenir la victime. Les guerres coloniales sont souvent des guerres d'intérêt national. D'autre part, elles ne sont pas nécessairement des guerres injustes et immorales : elles ne le seraient que si elles avaient pour objet d'« asservir » des populations d'égale culture. Or tel n'est point le cas. Sans vouloir le moins du monde partager les hommes en races inférieures et en races supérieures, nous pouvons croire que les peuplades du Congo ou de Madagascar en sont restées, au moins provisoirement, à un stade inférieur de civilisation. Ce serait un étrange paradoxe que d'assimiler leur notion de patrie à celle des Alsaciens-Lorrains. Il ne s'agit pas d'ailleurs de les réduire en esclavage, mais de les prendre en tutelle, de ménager leurs vrais intérêts, de leur enseigner le prix d'une vie sociale régulière, bref, de les élever peu à peu jusqu'à nous. Nous leur rendons largement en services moraux et sociaux les

ressources que nous tirons de leur sol. En un mot, nous les civilisons, nous les humanisons, nous les associons progressivement à une vie que nous considérons comme supérieure ; nous ne les exploitons pas. C'est du moins toujours ainsi qu'en France nous avons compris la colonisation ; et nous estimons que cette conception est suffisamment « altruiste » pour justifier les expéditions et les guerres que nous avons entreprises pour la réaliser. Il suffit au demeurant de jeter un coup d'œil sur notre œuvre en Algérie, en Tunisie et au Maroc pour constater que la réalité des faits, en matière d'activité coloniale, répond assez exactement à notre constant idéal.

Cet idéal qui consiste à ne point séparer sa cause de la cause de la civilisation elle-même, la France, plus que d'autres peuples modernes, peut-être, a le droit de s'en glorifier : ne l'a-t-elle pas fait triompher, les armes à la main, sur plus d'un champ de bataille ? Elle n'était pas encore la France que déjà, dans les Champs catalauniques, elle arrêtait, comme jadis Athènes à Marathon, le plus formidable flot de barbarie qui eût encore menacé notre civilisation occidentale. Si Attila l'eût emporté, ce n'est pas seulement l'Europe moderne qui eût été submergée et anéantie par l'invasion brutalement destructrice ; c'est l'ensemble des sentimens, des traditions et des idées que « les deux antiquités » nous avaient légués. Deux siècles plus tard, la civilisation chrétienne est de nouveau mise en péril par la triomphante invasion des Sarrasins, et c'est de nouveau la France qui, dans les plaines de Poitiers, sauve le monde du joug de l'Islam. Et enfin, quand, il y a quelques mois, sous la ruée des nouveaux Barbares, tout ce qui fait la parure, la délicatesse morale, l'orgueil de nos âmes contemporaines menaça de s'effondrer pour toujours, c'est la France encore qui, dans les plaines historiques de la Marne, brisa l'élan des hordes germaniques et les contraignit à rebrousser chemin. Un écrivain anglais l'a dit avec une éloquente concision : « C'est la haute et dure destinée de ce pays d'être la nation gardienne. » — gardienne de ce trésor d'humanité, de sagesse, d'expérience et de moralité qu'on appelle la civilisation.

Et c'est pourquoi, plus qu'aucune autre nation, la France aime à se battre pour des idées. Les croisades, ces gestes héroïques de l'idéalisme chrétien, ne sont pas une œuvre exclusivement française ; mais c'est en France qu'elles prirent

naissance ; c'est un moine français, c'est un pape français qui prêchèrent la première ; c'est un roi français qui dirigea les deux dernières ; et ce sont les Français qui y participèrent le plus généreusement. Le Français ne se bat jamais aussi bien que lorsqu'il sent que sa cause le dépasse et que son intérêt matériel n'est pas seul en jeu. Certes, il aime son pays et pour défendre le sol natal il consent aux plus lourds, aux plus sanglans sacrifices ; mais il est heureux que ces sacrifices profitent à d'autres qu'à lui-même et à ses proches ; et quand ces sacrifices lui sont demandés non seulement pour sa patrie, mais pour le triomphe d'une de ces grandes idées généreuses, humanité, religion, justice, civilisation, liberté, qui soulèvent l'homme au-dessus de lui-même, et mêlent à sa personne éphémère quelque chose des lois éternelles, alors il donne sa vie avec cette sorte d'ardeur mystique qui le rend si terrible sur les champs de bataille. Au fond, les vraies guerres françaises, — et nous le voyons bien en ce moment, — sont, plus ou moins, des croisades. Les guerres de la Révolution ont été des guerres de défense nationale, et, tout à la fois, des guerres de propagande révolutionnaire. Les volontaires de 1792 se croyaient avec une sincérité touchante les missionnaires de la liberté dans le monde. La Législative n'avait-elle pas déclaré que la France « n'entreprenait pas la guerre dans le but de faire des conquêtes ? » Et plus tard, après Jemmapes, que disait la Convention ? « La Convention nationale déclare, au nom de la Nation française, qu'elle apportera secours et fraternité à tous les peuples qui voudront recouvrer leur liberté. » On parle de liberté, au lieu de parler du « tombeau du Christ : » l'esprit, au total, n'a point changé.

Il n'y a donc pas d'histoire moins étroitement nationaliste que l'histoire de la France, et cela est vrai même de son histoire intérieure. La France rayonne au dehors par son esprit et par son exemple, même quand elle paraît uniquement absorbée en elle-même. La première des nations de l'Europe féodale, elle avait conçu un régime de monarchie fortement centralisée ; et ce régime, à peine inauguré chez nous, devint bien vite le « modèle idéal » vers lequel s'orientèrent tous les grands États modernes. Nous n'avons, en France, jamais cherché à imiter l'Espagne, la Russie ou l'Allemagne. Mais il n'est pas, au XVIIe et au XVIIIe siècle, de principicule allemand qui

n'ait essayé de copier Louis XIV. L'Angleterre, dont nous devions si souvent nous inspirer dans la suite, subit, comme toute l'Europe d'alors, le prestige du grand Roi : elle en oublie sinon sa langue, tout au moins sa littérature, et Corneille et Racine ont à Londres plus d'admirateurs que Shakspeare. Et quand, au siècle suivant, nous commençons à nous détacher d'un régime dont nous avons épuisé tous les avantages, c'est ce même régime qui fleurit à Berlin et à Saint-Pétersbourg : Frédéric II et Pierre le Grand sont des disciples de Louis XIV.

Nous sommes habitués en France à considérer la Révolution française de 1789 comme l'un des plus grands événemens de l'histoire, d'une portée analogue à celle de la Réforme. Mais de très bonne heure on en a jugé ainsi à l'étranger, et ni Kant, ni Burke, ni Gœthe, ni Joseph de Maistre, on le sait, ne s'y sont mépris. Or, qu'une révolution purement française, et qui, au début, n'avait pour objet que de remédier aux abus de l'ancien régime et de donner une constitution au pays, ait eu cette répercussion d'abord sur les esprits, puis sur les institutions de l'Europe moderne, voilà qui est véritablement unique dans l'histoire universelle. D'autres peuples ont fait des révolutions : l'Angleterre, l'Amérique, la Russie. Ces révolutions sont restées des révolutions nationales, toutes locales, par conséquent, et dont la portée générale n'a guère dépassé celle de notre Fronde. Rien de pareil dans la Révolution française. Dès les premiers jours de sa naissance, elle déborde les frontières de sa patrie d'origine. Ce n'est pas seulement le Français du XVIIIe siècle qu'elle veut affranchir ; c'est l'homme universel ; et c'est moins de deux mois après la prise de la Bastille, c'est le 27 août 1789 que l'Assemblée Constituante vote la fameuse *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*. Un historien, Edgar Quinet, a voulu voir dans ce manifeste « l'Évangile des temps nouveaux, » et c'est peut-être beaucoup dire : car enfin, l'« Assemblée nationale » a beau se mettre « en présence et sous les auspices de l'Être suprême, » rien n'est moins religieux que la *Déclaration*, et si c'est un Évangile, c'est un Évangile purement politique. Mais d'autre part, que ces quelques pages aient changé la « mentalité » politique et sociale de l'Europe, tout au moins dans les pays où ont pénétré les armes françaises, et que la Révolution, dans le cours de son

développement, ait procédé à la manière d'une véritable religion, c'est ce qu'on ne saurait nier. Et l'Europe absolutiste et à demi féodale encore a bien senti le péril dont la menaçait la France révolutionnaire. Si elle s'est dressée tout entière contre la patrie de la *Déclaration des droits de l'homme*, c'est sans doute parce qu'elle comptait bien se partager ses dépouilles; mais c'est aussi et surtout, parce qu'elle se proposait d'écraser la nation subversive, coupable d'avoir inventé et propagé une pernicieuse doctrine anarchique. Plus encore que des guerres d'intérêt, les guerres de la Révolution ont été des guerres de principes. Et c'est là ce qui, surtout du côté français, a fait leur indéniable grandeur.

Mais la Révolution française se prolonge et se poursuit encore. Nos deux révolutions de 1830 et de 1848 ont eu elles aussi un retentissement européen, et elles ont provoqué un peu partout des mouvemens révolutionnaires et la naissance de constitutions libérales. Qu'est-ce à dire encore, sinon que la *Déclaration des droits* n'est pas un simple accident dans notre histoire nationale, et qu'il semble véritablement que tous les peuples, pour s'affranchir et réaliser leurs aspirations profondes, attendent la parole libératrice de la France? *Gesta Dei per Francos*. Il fut un temps où nous n'osions guère rappeler la vieille devise qui, parfois, avouons-le, avait trop aisément flatté notre orgueil. Mais il faut bien reconnaître qu'elle n'est pas tout à fait illusoire, que la France, dans l'histoire universelle, a été génératrice de grandes choses, et que ceux qui pensent qu'elle a été créée pour instituer sur elle-même des expériences dont profiteront les autres peuples, n'ont peut-être pas entièrement tort.

Les autres peuples! Ils nous ont jalousés, combattus, raillés; ils ne nous ont pas toujours rendu justice; ils n'ont pas toujours eu conscience de ce que nous avions fait pour eux; mais ils ne nous ont jamais haïs, et à plus d'une reprise, ils ont fortement senti « ce que la France signifie dans le monde. » Quand, à la fin d'août 1914, l'armée allemande s'avançait à marches forcées sur Paris, et que l'on put un moment croire à la réussite du plan pangermanique et, sinon à la disparition, tout au moins à la diminution de la France, il y eut dans tous les pays alliés ou neutres comme un sursaut de stupeur angoissée. Comme à la lueur d'un éclair, on entrevit toute l'œuvre passée

de la civilisation française, on en reconnut la salutaire et unique influence, et ce fut avec une sorte d'effroi qu'on envisagea, sans la France, le lointain avenir. Il semblait que l'humanité fût sur le point de perdre le génie lumineux et bienfaisant qui, durant tant de siècles, lui avait servi de guide. On ferait un volume des touchans témoignages que nous valut alors notre infortune, et que notre victoire changea bien vite en un chaleureux élan d'allégresse. En Espagne et en Italie, en Suisse et en Hollande, en Angleterre et en Russie, partout à la sombre inquiétude des journées tragiques succédaient la joie confiante et le renaissant espoir. Nous pouvons le dire sans forfanterie : le monde « qui retenait sa respiration » fit alors une expérience décisive : il vit, il comprit, il sentit combien, à son insu peut-être, la France lui était chère et nécessaire. Comme un ami dont la tendresse souriante et discrète ne nous apparaît à son vrai prix qu'au moment où nous sommes menacés de le perdre, ainsi la France, sur le point de succomber, semblait plus belle, et plus digne que jamais de l'admiration et de l'affection universelles. « Nous nous disions, — écrit un Suisse, M. Paul Seippel, — nous nous disions : Si la France est écrasée cette fois, que deviendra-t-elle ? Que fera-t-on de cette nation qui a joué un rôle si magnifique dans l'histoire du monde, et à laquelle, nous, Suisses romands, nous devons le meilleur de notre pensée ? Quelle place lui laissera-t-on sur la surface du globe ? Quel rôle pourra-t-elle encore jouer ? Qui, dans le monde, pourra faire contrepoids à ses vainqueurs ? » Et il aurait pu ajouter : Quelle sera, désormais, notre grande préceptrice d'humanité ?

Car c'est toujours là qu'il en faut revenir quand on veut pénétrer jusqu'à l'âme de la civilisation française. La France a pour originalité et pour mission de voir toutes choses sous l'aspect de l'humanité, *sub specie humanitatis*. De là cette puissance de sympathie qui émane de sa littérature, de sa philosophie, de sa religion, de son histoire tout entière. La France a poussé l'amour de l'humanité jusqu'au point où il devenait dangereux pour elle-même ; et plus d'une fois, dans le cours de sa vie, elle a été la victime et la dupe de ses tendances humanitaires. Glorieuse faiblesse que celle qui consiste à ne pas savoir haïr, à ne pas se défier des hommes, à oublier trop vite les dures leçons de l'expérience, les jalousies obstinées et les

ambitions sans scrupule. La France n'a jamais pu croire que la force toute seule, la force orgueilleuse et brutale eût le dernier mot dans les affaires de ce monde. Elle n'a jamais admis que la science eût pour fin dernière de multiplier les moyens de destruction et d'oppression, et c'est un de ses vieux écrivains, c'est Rabelais qui a prononcé cette parole mémorable : « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme. » Elle n'a jamais pu concevoir qu'un groupe ethnique, une forme particulière d'esprit eussent le droit d'en supprimer d'autres, et au lieu d'une uniformité rigide et mécanique de pensée et de vie, l'idéal auquel elle aspire, c'est celui du libre jeu, de l'épanouissement spontané, de la vivante harmonie des divers génies nationaux. Un monde où fleuriraient l'abus systématique et irraisonné de la force, le formalisme pédantesque, l'orgueil bureaucratique, la laideur infatuée et soi-disant scientifique, le goût du « colossal » lui paraîtrait le plus odieux des enfers. Ce que d'autres appellent « culture, » elle l'appelle, de son vrai nom, barbarie. A cette barbarie, d'autant plus barbare qu'elle est plus savante, s'oppose trait pour trait la civilisation française. La France est liberté, grâce aimable, sens de la mesure, courtoisie, discrétion, finesse; elle est indulgence, pitié, charité; elle est humanité en un mot. Si elle venait à disparaître du nombre des nations, la vie humaine perdrait une partie de sa noblesse et de sa beauté.

VICTOR GIRAUD.

DANS
VENISE BOMBARDÉE

Peu de choses sont, à l'heure actuelle, plus impressionnantes que d'arriver à Venise lorsque la nuit est close. Dès Padoue, le train s'enveloppe d'ombre; les rideaux sont tirés, les stores baissés, pour masquer toute lumière indiscrète et révélatrice. A Mestre, pour la traversée de la longue digue qui unit à la terre ferme la cité des lagunes, la lumière électrique se réduit à une vague lueur, tamisée par des globes de verre bleu. A Venise, la gare est sombre et les rares ampoules bleues qui l'éclairent semblent faire l'obscurité plus opaque encore. Et quand on sort sur le quai, c'est la nuit, la nuit absolue et profonde, sur le Grand Canal et sur la ville entière.

Venise fut toujours une cité de silence. Le silence y est aujourd'hui plus profond que jamais et presque angoissant. De la station au pont du Rialto, la gondole glisse doucement sur l'eau enténébrée du canal; pas un bruit ne s'entend, pas une embarcation ne passe, pas un appel de gondolier ne retentit et le canal désert semble, dans la nuit, plus large encore et presque inquiétant. Pas une lumière ne brille aux fenêtres soigneusement closes des palais; pas un fanal ne s'allume au détour des canaux; pas une lampe pieuse même ne met sa lueur discrète aux pieds de quelque image d'une madone révérée. Partout c'est la nuit, le désert, le silence. Sur les petits canaux qui, du Rialto, mènent vers la place Saint-Marc, l'ombre, entre les hautes murailles qui les bordent, se fait plus épaisse encore; de grands trous sombres s'ouvrent, où les maisons et l'eau semblent se confondre; çà et là seulement, quelques rares ampoules bleues piquent

l'obscurité d'une lumière incertaine, simples points de repère destinés à guider les barques sur le dédale des eaux; et les petits canaux sont déserts et silencieux comme l'est le Grand Canal. Venise, muette et noire, semble endormie dans le sommeil ou dans la mort; ou plutôt, c'est une Venise très ancienne qui semble brusquement surgir des lointains du passé, la Venise obscure du moyen âge où, en dehors des grands jours de fête, toute vie extérieure cessait dès que la nuit était tombée. Et quand enfin, passant sous le pont des Soupirs, la gondole débouche dans la lagune, c'est la même impression encore, presque troublante, de vide trop absolu, de trop profond silence. Sous la haute flèche de San Giorgio Maggiore vaguement dessinée dans la nuit, pas un bateau n'est à l'ancre, pas un fanal ne luit; tout bruit de vie humaine a cessé; seuls, du côté de la Piazzetta, saint Théodore et le lion ailé qui lui fait face semblent, sur leurs hautes colonnes, prolonger au-dessus de la cité leur garde vigilante et silencieuse; et sous les rayons de la lune, qui maintenant glisse à travers les nuages accumulés, la lagune aux eaux laiteuses semble, vide, plus immense encore.

Impression singulière, inattendue et forte, à laquelle certains détails ajoutent une angoisse. Au cours de la promenade nocturne, tel palais s'entrevoit, dont en juin dernier une bombe incendiaire a détruit les étages supérieurs, et on vous rappelle en passant qu'il y a deux jours encore, vers six heures et demie, les avions autrichiens, une fois de plus, ont attaqué la ville. Depuis un an et demi, un péril constant, redoutable, est suspendu sur Venise; et sans doute, la cité des Doges en accepte la menace avec une calme et fière sérénité; mais à ce danger qui pèse sur elle, elle doit un aspect nouveau et singulier. Plus qu'en toute autre ville d'Italie, la guerre a mis son empreinte sur Venise, et c'est ce qui la fait, à cette heure, si émouvante à la fois et si belle.

***

Chaque soir, à cinq heures et demie, Venise entre dans la nuit. Les magasins se ferment ou masquent leurs lumières; les cafés tirent hermétiquement leurs rideaux; les derniers promeneurs quittent la place Saint-Marc; l'animation des rues s'éteint. C'est qu'il devient, à cette heure, étrangement difficile de circuler dans Venise. Sur le Grand Canal, les bateaux à vapeur arrêtent au coucher du soleil leur service. Dans les *calli* vénitiennes,

l'obscurité devient profonde. Il est assez malaisé déjà, en temps ordinaire, pour qui n'a point une longue expérience de Venise, de trouver sa route dans ce labyrinthe de rues étroites et compliquées. Dans le noir opaque qui les enveloppe maintenant, c'est chose, pour l'étranger, impossible et, pour le Vénitien même, un peu difficile. Actuellement, de place en place, au détour de quelque rue familière, au passage de quelque pont fréquenté, de rares lampes électriques, voilées de bleu, mettent une lueur incertaine qui, sans éclairer, guide un peu les pas des initiés. Il n'en allait point ainsi aux premiers jours de la guerre. C'était sur Venise la nuit absolue, si dense que les Vénitiens eux-mêmes avaient quelque peine à s'orienter, et que plus d'une centaine de personnes, dit-on, se sont laissées choir fâcheusement dans l'eau des canaux devenus invisibles. Aujourd'hui même qu'on a rendu à la ville quelques rares lumières, discrètes et dissimulées, il demeure assez embarrassant, dans tout ce noir, de se tirer d'affaire. J'ai fait, sous la conduite d'amis obligeans, quelques promenades dans cette Venise de ténèbres : l'impression en est tout ensemble pittoresque infiniment et un peu troublante. On entend dans le silence sonner des pas, sans voir les passans avant qu'on ne les heurte presque; dans le rideau d'ombre tendu devant les yeux, on ne distingue ni les murs, ni les ponts, ni l'eau noire des canaux; et sans le secours des petites lampes électriques de poche, — elles aussi d'ailleurs prudemment voilées de bleu, — il semble que jamais on ne sortirait de ce dédale inextricable et sombre, où tout sens de l'orientation se perd, où l'on marche comme à tâtons dans la nuit. La place Saint-Marc elle-même, plus accessible pourtant, n'est plus au soir qu'un grand rectangle d'ombre, dont la solitude s'anime à peine de quelques silhouettes presque impalpables de passans attardés. Sous les arcades des Procuraties, quatre ampoules bleuâtres marquent la porte du palais royal, ou signalent l'entrée de trois passages fréquentés. Partout ailleurs, ce ne sont que ténèbres. Il faut quelque expérience des lieux pour retrouver, derrière la double épaisseur des rideaux qui la ferment, l'entrée du fameux café Florian, et dans l'obscurité opaque, sous le ciel noir d'automne, à peine aperçoit-on les hautes coupoles de Saint-Marc, la masse puissante du Campanile et les blanches arcades du palais des Doges.

Certains soirs pourtant, quand le clair de lune met sa féerie

sur Venise, la ville redevient vivante. Sur le quai des Esclavons, le long de la lagune, les promeneurs apparaissent comme aux soirs paisibles d'autrefois; sur la place baignée de clarté, un peu d'animation renaît ; et dans la lumière de rêve qui les enveloppe, les monumens, gloire de Venise, retrouvent, malgré les échafaudages protecteurs qui les défigurent, la grandeur ou la grâce de leurs lignes familières. Des musiques légères s'échappent de l'intérieur des cafés : dans la nuit limpide et douce, Venise reprend sa poésie coutumière et son charme sentimental d'autrefois; et il semble presque qu'on oublie la guerre. Mais regardez à la façade de Saint-Marc qui se tourne vers la Piazzetta. La lampe qui, devant l'image en mosaïque de la Vierge, s'allumait chaque soir, depuis tant de siècles, sous l'arcade de marbre, est éteinte aujourd'hui. L'icone vénérée se cache derrière un lourd pilier de maçonnerie, qui la protège et soutient le léger baldaquin de marbre où elle s'abrite. Et cette image absente, cette flamme éteinte en disent plus long que toutes les paroles. Et ce n'est point davantage la gaieté des soirs d'autrefois, où les promenades en gondole étaient si douces sur la lagune lumineuse, où dans la nuit montaient des chansons ; il y a parmi les promeneurs du silence et comme un peu d'angoisse. C'est que ces soirs limpides de pleine lune, ces soirs charmans et tendres rendent, — et chacun le sait, — plus redoutable encore la menace suspendue sur Venise. Et on les aime peu, ces beaux soirs de clair de lune, qui présagent l'attaque possible des oiseaux ennemis dévastateurs.

*
* *

Du jour où l'Italie se fut résolue à la guerre, ce fut un des grands soucis du gouvernement italien d'assurer, du mieux qu'il serait possible, la protection de Venise, de ses monumens, des chefs-d'œuvre qui sont sa gloire. Systématiquement, par un prodigieux et admirable effort, on a transporté ailleurs, on a mis en lieu sûr toutes les richesses artistiques de la cité. Le musée de l'Académie s'est vidé des toiles qui en étaient la parure, le musée Correr des trésors où s'évoquait toute l'histoire de Venise. On a enlevé des plafonds et des murs du palais ducal les peintures fameuses où les Titien et les Véronèse, les Palma et les Tintoret avaient immortalisé les victoires et la gloire de la République. On a retiré de Saint-Georges des

Esclavons les compositions charmantes où le pinceau de Carpaccio avait, avec tant de grâce pittoresque, raconté les épisodes de la légende du saint, et de l'église de Saint-Sébastien, les chefs-d'œuvre qu'y peignit Véronèse. La Vierge exquise de Giovanni Bellini a quitté l'église des Frari, comme l'a quittée la Vierge glorieuse que Titien peignit pour la famille Pesaro. Les Tintoret innombrables qui décoraient la Scuola di San Rocco ont émigré ailleurs, comme ont émigré tous les tableaux de prix que conservaient toutes les églises de Venise. Les merveilles du Trésor de Saint-Marc, les émaux précieux, les ivoires rares, les verres admirables et fragiles, toutes les richesses que rapporta, de l'Orient conquis, le génie pratique des Vénitiens, ont trouvé un abri sûr, et pareillement la *Pala d'Oro* n'étincelle plus au-dessus du grand autel de la basilique. La bibliothèque Marcienne a envoyé loin de Venise ses plus beaux manuscrits, ses livres les plus rares; l'*Archivio di Stato* a mis en lieu sûr les plus anciens, les plus illustres de ces documens, dont les séries innombrables racontent toute l'histoire de la République. Les collections particulières s'en sont allées. Le merveilleux Giorgione du prince Giovanelli a quitté Venise, comme le célèbre portrait de Mahomet II, orgueil de la collection Layard, que peignit Gentile Bellini. On peut dire qu'aujourd'hui, il ne reste pas à Venise, — ou presque, — un tableau de prix, un monument, parmi ceux qui étaient transportables, ayant une valeur pour l'histoire ou pour l'art. Et sans doute, ce déménagement prodigieux de toutes les richesses artistiques de la cité ne s'est point accompli sans quelques protestations, sans quelques plaintes. L'événement a montré amplement combien ceux qui le décidèrent ont eu raison.

Ce n'est point pourtant sans émotion qu'on visite aujourd'hui les lieux qui conservaient ces chefs-d'œuvre et où, le long des murailles nues et vides, l'œil cherche instinctivement, à leur place coutumière, les peintures aimées. La bibliothèque de Saint-Marc ne montre plus ni le bréviaire Grimani aux délicieuses miniatures, ni les manuscrits fameux que le cardinal Bessarion légua à la République Sérénissime. Au vieux couvent des Frari, la Salle diplomatique de l'*Archivio di Stato* ne présente que des vitrines vides, là où s'alignaient jadis les documens vénérables, orgueil de la cité, témoignage de la gloire et de l'habile politique de Venise. A l'Académie, les salles

dépouillées ont un aspect lugubre. Au pied des murailles nues sont rangés des cadres vides et quelques tableaux encore, soigneusement emballés, prêts à partir, dernier échelon du déménagement qui s'achève. Et involontairement, dans les salles demi-obscures, qu'un peu de poussière déjà envahit, l'œil évoque les chefs-d'œuvre disparus, la splendeur radieuse des Titien et des Véronèse, le charme pittoresque des Gentile Bellini et des Carpaccio, la grâce douloureuse et tendre des madones de Giovanni Bellini.

Le palais ducal surtout offre une physionomie presque tragique. Entre les ors des plafonds, se dessinent en noir, comme autant de blessures ouvertes, les grands rectangles, les grands ovales où étincelaient jadis les peintures des Véronèse et des Tintoret. Les salles, dépouillées de leur parure, semblent devenues plus grandes et plus tristes. La salle du Grand Conseil apparaît immense, démesurée; dans la salle du Scrutin, voisine, rien ne reste que l'arc de triomphe élevé par le Sénat en l'honneur de Morosini le Péloponésiaque; la salle du Sénat, avec ses stalles et ses boiseries sombres que n'illumine plus l'éclat des tableaux, est d'une sévérité presque inquiétante; dans cette Venise, si éprise de couleurs radieuses et de lumière éclatante, il semble en vérité qu'avec les tableaux enlevés, la couleur et la lumière s'en soient allées. Et en parcourant ces salles vides, involontairement l'œil évoque tout ce qui en faisait la beauté, les claires mythologies de Tintoret, et la magnificence joyeuse de l'*Enlèvement d'Europe*, le sourire charmant de la jolie Venise assise sur le globe du monde et les splendeurs d'apothéose qui rayonnaient au plafond de la salle du Grand Conseil. Mais si cette évocation ne va pas sans quelque émotion douloureuse, elle n'est pas sans joie non plus, par la certitude que tant de chefs-d'œuvre sont garantis de la ruine, et que, quoi qu'il advienne, nous les reverrons.

*
* *

On ne saurait remercier assez le gouvernement italien d'avoir, sans une hésitation, entrepris et mené à bien cette besogne formidable de déménager les richesses artistiques de toute une ville, de toute une province. Car ce qui s'est fait à Venise s'est fait pareillement dans toute la Vénétie, à Padoue et à Vérone, à Vicence et à Trévise, partout enfin où il y avait

quelque œuvre d'art à emporter et à sauver. Mais quelque chose de plus était nécessaire. Venise tout entière est une œuvre d'art incomparable, dont il fallait du mieux possible assurer le salut. Tâche singulièrement difficile : elle est si vieille, cette Venise, et le sol est si fragile sur lequel s'appuient ses monumens, et ces monumens eux-mêmes sont souvent d'une grâce si délicate, si peu robuste ! On a fait, pour les protéger, tout ce qu'il était humainement possible de faire.

Dès le début de la guerre, on a enlevé de la façade de Saint-Marc les quatre célèbres chevaux de bronze qui la décorent; il n'est point nécessaire de dire ici où se trouve la bonne écurie qui leur donne abri. On a couvert d'épaisses toiles grises, pour éteindre le scintillement trop révélateur de leurs ors, les mosaïques qui paraient l'extérieur de la basilique. Mais surtout, depuis que, dans la nuit du 4 au 5 septembre dernier, une bombe a éclaté à quelques mètres à peine de Saint-Marc, on a cuirassé toute la partie inférieure des façades, jusqu'à hauteur du premier étage, d'un mur épais de sacs de sable, entassés entre une double armature de bois, recouverte de feuilles d'amiante. Et c'est un aspect tout à fait étrange que celui de ce Saint-Marc à la façade terne et grise, où aucun or ne luit, où aucune mosaïque n'étincelle, d'où la magie de la couleur s'est envolée ; et le contraste est singulier entre la gaine massive qui en enserre la base et les arcades fleuronnées de statuettes et de feuillages, les hautes coupoles aériennes qui se détachent légères sur le ciel. A l'intérieur, la physionomie de l'église n'est pas moins inattendue. Sous les voûtes du narthex, sous le grand arc qui surmonte l'entrée principale, des cintres robustes soutiennent les parties plus fragiles de la construction. D'épais matelas enveloppent les hautes colonnes de porphyre ou de marbre; des sacs de sable entassés recouvrent la chaire ancienne dressée à gauche du chœur et l'ambon qui lui fait face ; le beau jubé du XIVe siècle, avec les statues qui le couronnent, disparaît sous un revêtement de toiles grises capitonnées; les colonnes sculptées du baldaquin qui encadraient l'autel s'en sont allées avec la *Pala d'Oro*. Sur tout le pourtour de la basilique, des sacs de sable encore s'entassent pour protéger les bas-reliefs précieux, les autels aux sculptures délicates. Tout ce qui mettait jadis dans Saint-Marc un éclat, une parure, semble s'être éteint sous

l'amoncellement morne des sacs gris et des toiles grises. Et pourtant, tel qu'il est aujourd'hui, Saint-Marc est plus admirable que jamais. L'œil, que ne distrait plus le détail des ornemens, perçoit mieux la beauté majestueuse des lignes de l'architecture. Dans la tonalité assourdie de l'ensemble, seules les mosaïques des coupoles et des voûtes mettent la note plus vibrante de leurs ors éteints par les siècles; et, sous la lumière incertaine des matins de novembre, dans le demi-jour mystérieux que la flamme des cierges pique d'étoiles, Saint-Marc est d'une beauté harmonieuse et simple, que rend plus émouvante encore la pensée du péril, de la catastrophe qui pourrait en une minute anéantir un chef-d'œuvre unique au monde.

La façade du palais des Doges, cette façade d'une originalité si rare, où, sur le double étage ajouré des colonnes qui forment le portique et la loggia, l'architecte a posé audacieusement une haute muraille pleine, a pris également un aspect nouveau. De lourds piliers de maçonnerie ferment à moitié les arcades du rez-de-chaussée; de robustes contreforts étayent les angles de la façade qui donne sur la Piazzetta. Des étrésillons de bois soutiennent les entre-colonnemens du premier étage, dont la galerie intérieure est supportée par une succession de cintres puissans. Les chapiteaux aux sculptures précieuses disparaissent dans des gaines de bois ou de maçonnerie. La belle porte della Carta, ciselée comme une orfèvrerie, recevait, au moment même où j'étais à Venise, la protection qui lui manquait encore. Dans la cour du palais, les anciens puits de bronze, le bel escalier des Géans disparaissent sous les sacs de sable accumulés; les statues fameuses d'Adam et d'Ève, que sculpta Antonio Rizzo, sont cachées derrière une armature protectrice. Et il en va de même dans Venise tout entière. Sur la place Saint-Marc, les piédestaux de bronze qui portent les mâts où se hissait jadis l'étendard de la République, et, devant le Campanile, la loggetta de Sansovino s'enveloppent d'une cuirasse toute matelassée de sacs de sable. A l'église des Frari, dans cette église surtout des Saints-Jean et Paul, qui est comme le Panthéon des gloires vénitiennes, les tombeaux des doges, chefs-d'œuvre des Rizzo, des Leopardi, des Lombardi, disparaissent derrière une muraille de sacs de sable. L'admirable statue équestre de Colleone s'abrite sous une solide guérite, où des sacs de sable s'entassent de la base du piédestal jusqu'au

cimier du casque. On a démonté les vitraux anciens qui décoraient les fenêtres des églises ; et infatigablement, chaque jour, on travaille à compléter ces mesures de protection. On se préoccupe de couvrir d'un enduit, qui les rendra plus réfractaires à l'incendie, les bois des charpentes ; on s'ingénie à protéger plus efficacement les mosaïques de Saint-Marc. Encore une fois, on fait tout ce qu'il est humainement possible de faire pour sauver les chefs-d'œuvre do Venise.

On a fort discuté, et assez vivement critiqué même, quelques-unes des mesures prises, dont on craint des effets fâcheux pour la stabilité de tel ou tel monument. Il ne m'appartient pas de prendre parti dans ce débat infiniment délicat. Hélas ! quoi qu'on fasse et si bien qu'on fasse, il n'est que trop certain que, pour éviter d'irréparables malheurs, il faudrait pouvoir protéger tous les monumens de Venise, et qu'en bien des cas c'est chose proprement impossible. Mais il est certain aussi que les mesures prises étaient nécessaires, et c'est la honte, la honte ineffaçable pour l'Autriche, qu'elles aient été nécessaires.

***

Dès le lendemain du jour où l'Italie déclara la guerre à l'Autriche, et pour préciser, dans la matinée du 24 mai 1915, un avion ennnemi paraissait au-dessus de Venise, justifiant ainsi toutes les craintes éprouvées et toutes les précautions prises. Depuis lors, vingt-deux fois, — sans parler des attaques qui n'ont pas réussi à atteindre le but, — les avions autrichiens ont jeté des bombes sur Venise. Le 24 octobre 1915, l'église des Scalzi était atteinte, et la grande fresque de Tiepolo, la *Translation de la Maison de la Vierge à Lorette*, qui en décorait le plafond, était réduite en miettes : on en conserve à l'Académie les débris informes, comme un monument insigne de la barbarie autrichienne. Dans la nuit du 9 au 10 août 1916, une bombe incendiaire mettait le feu à Santa-Maria Formosa, dont les voûtes crevées ne soutiennent plus que par miracle la coupole fortement ébranlée ; le lendemain, dans la nuit du 10 au 11 août, San-Pietro in Castello brûlait à son tour, et la moitié de sa coupole s'écroulait dans les flammes : c'était la double réponse autrichienne à la prise de Gorizia par les Italiens. Dans la nuit du 4 au 5 septembre, une bombe éclatait à quelques mètres de la façade de Saint-Marc. Dans la nuit du 12 au

13 septembre, une bombe atteignait l'église des Saints-Jean et Paul, crevait la voûte et faisait explosion dans l'intérieur de l'édifice. Sous la poussée de l'air violemment déplacé, les vitraux sautaient hors de leurs alvéoles et se brisaient en poussière sur le sol ; fort heureusement, on avait démonté auparavant la belle verrière du xve siècle qui décorait la grande fenêtre du bras droit du transept. Le crépi des murailles se détachait par plaques énormes et couvrait tout le pavé de l'édifice d'une couche épaisse de débris. Des éclats endommageaient l'orgue, déchiraient le plafond peint d'une des chapelles. Par une chance miraculeuse, aucun des tombeaux admirables qui remplissent l'église ne recevait même une égratignure. Mais aujourd'hui encore, l'église dévastée présente un aspect lamentable ; le vent passe à travers les fenêtres ouvertes ; le sol, crevé par places, est jonché de décombres ; et l'on sent cruellement, à voir ces ravages, qui n'ont causé pourtant que des dommages matériels, sans aucune perte d'art, ce que pourrait, ailleurs, entraîner de ruines une semblable explosion. Je ne parle pas des maisons, assez nombreuses, frappées ou incendiées par les bombes. Mais ce qu'il faut retenir, — car c'est la preuve éclatante de la barbarie autrichienne et de la volonté préméditée de certaines destructions, — c'est que la plupart de ces maisons se trouvent au voisinage immédiat des monumens les plus fameux de Venise.

Si on relève sur un plan les points de chute des projectiles, on voit que les édifices qui sont la gloire de la cité ont été comme entourés par un cercle de bombes. Aux alentours de l'église des Frari et de l'*Archivio di Stato*, plusieurs maisons ont été atteintes ou brûlées. Aux abords de Saint-Marc, quatre bombes sont tombées dans le jardin du palais royal, deux dans le *rio* voisin, une devant la façade de la basilique. Tout autour du palais ducal, sur la Piazzetta, près de l'hôtel Danieli, sur les maisons qui avoisinent le canal Orfano, d'autres projectiles se sont abattus. L'escadrille de dix à quinze avions qui, dans la nuit du 9 au 10 août 1916, survola Venise et brûla Santa-Maria Formosa, visait incontestablement Saint-Marc. Et c'est miracle que, de ces monumens si exactement encadrés par le tir ennemi, aucun n'ait été touché, à l'exception de l'église des Saints-Jean et Paul, dans le voisinage de laquelle, outre celle qui la frappa, plusieurs bombes de gros calibre tombèrent, heureusement sans éclater.

Et c'est là précisément la chose odieuse, cette intention délibérée, incontestable, de détruire sans raison, pour la joie mauvaise de détruire, des monumens qui semblaient être le patrimoine commun de l'humanité. On a pu dire en Autriche, en manière d'excuse, que le projectile qui frappa les Scalzi était destiné à la gare, encore que endommager la gare de Venise soit vraiment une opération sans aucune portée militaire sérieuse. On a pu dire qu'en atteignant San-Pietro in Castello, c'était l'arsenal tout proche qu'on visait. Mais aucun prétexte plausible ne justifie les autres destructions, et c'est ce qui en atteste la préméditation barbare. On a prétendu à Vienne, par une de ces affirmations mensongères que nous connaissons bien, que des mitrailleuses avaient été placées au sommet du Campanile. Il a été démontré que cette allégation était fausse, par le témoignage du consul d'Amérique qui monta, au cours même d'un des bombardemens, au sommet de la tour, et n'y trouva rien. Non. On a visé volontairement et Saint-Marc et le palais des Doges, et les Frari, et l'église des Saints-Jean et Paul (je ne parle même pas des bombes tombées à côté de la Salute, et à trois mètres de l'Académie, et tout près de quelques-uns des plus beaux palais du Grand Canal), parce qu'on voulait, en les frappant, anéantir quelque chose de la beauté et de la gloire de Venise. Dans la *Neue Freie Presse* du 18 février 1916, on lisait déjà ces paroles, qu'un correspondant de guerre avait recueillies de la bouche d'un des plus actifs, des plus habiles aviateurs autrichiens : « Si une seule bombe est jetée sur Trieste, nous prendrons une revanche, dont Venise surtout aura à se plaindre, ou, pour mieux dire, *les ruines de Venise.* » C'était la menace exprimée sans détour ; la nuit du 9 août, entre d'autres, a montré de façon éclatante comment on tenta de la réaliser.

De même que les Allemands s'acharnent sur notre cathédrale de Reims, parce que détruire Reims, l'église du Sacre, c'est détruire en quelque manière un glorieux chapitre de notre histoire, ainsi, les Autrichiens s'acharnent sur Saint-Marc, parce que Saint-Marc est le joyau de Venise et comme le symbole de toute sa glorieuse histoire. La même protestation du monde civilisé a flétri les deux attentats, dont le second, par une heureuse fortune, — dont Venise a fait honneur à l'Évangéliste veillant sur son temple d'or, — est demeuré sans effet. Dans un ordre du jour voté le 6 septembre dernier par la

Société Leonardo da Vinci de Florence, en réponse à la lettre indignée que lui adressait le surintendant des musées de Venise, on lit ceci : « La Société Leonardo da Vinci, réunie en assemblée extraordinaire, exprime pour les bombardemens réitérés de Venise la même protestation indignée qu'elle a, en 1915, exprimée pour ceux de Reims. Elle signale à la réprobation du monde les pratiques d'un ennemi qui, sans aucun objectif militaire sérieux, et dans le vain espoir d'intimider des populations inébranlables, s'acharne contre des monumens et des œuvres de souveraine beauté, créées pour l'élévation et pour la joie de toutes les nations civilisées. » Avant la guerre actuelle, toucher aux monumens de Venise eût semblé l'idée d'un criminel ou d'un fou ; les menacer aujourd'hui, c'est se mettre soi-même en dehors de la civilisation. Mais, malgré toutes les protestations, le péril n'en est pas moins menaçant ; et lorsqu'on visite aujourd'hui Venise, lorsqu'on revoit ces monumens illustres, dont une barbarie incroyable envisage la destruction sans rougir, on sent une angoisse indicible à penser qu'un instant, qu'un hasard peut anéantir à jamais tant de beauté.

*
* *

Et pourtant, malgré la menace toujours présente, Venise garde son calme et sa sérénité.

Plus que toute autre ville d'Italie, Venise souffre de la guerre. Son commerce maritime est interrompu; son port est fermé. Son industrie, qui ne fut jamais très active, est réduite presque à rien. Venise vivait pour une part de l'afflux des étrangers; il n'y a plus d'étrangers à Venise. Dans la ville entière, six ou sept hôtels à peine sont demeurés ouverts, — les autres étant employés pour les besoins de l'autorité militaire, — et on imagine aisément qu'ils ne sont pas très fréquentés. Beaucoup des magasins qui vivaient de la clientèle étrangère ont à peu près fermé leurs portes, faute d'affaires; et c'est une chose tout à fait sigulière pour qui avait l'habitude de Venise, — une chose qui du reste n'est pas exempte de douceur, — de pouvoir flâner sur la place Saint-Marc, sans avoir à repousser les sollicitations des officieux empressés à vous conduire à la fabrique de verreries de Salviati, à la fabrique de mosaïques de Murano ou ailleurs, et de pouvoir regarder l'église de l'Évangéliste, sans être encombré d'un cicérone tout prêt à vous l'expliquer.

Plus que toute autre ville d'Italie, Venise est en état de péril, et elle le sait. Elle voit, au-dessus de certains de ses bâtimens, les plates-formes ménagées pour la défense de la cité et que garnissent des mitrailleuses; elle voit chaque jour monter dans le ciel limpide ou trouble les ballons captifs qui observent au loin l'horizon; elle entend dans le silence des nuits se répondre les cris des sentinelles qui veillent sur sa sécurité. Elle voit, dans chacun des quartiers de la ville, les affiches indiquant les « lieux de refuge » préparés en cas d'attaque; elle sait que, dès que mugira l'appel des sirènes, appuyé d'un coup de canon, les boutiques doivent se fermer, la circulation cesser sur l'eau et dans les rues, la population se mettre à l'abri, car l'ennemi est signalé et proche. Elle a connu bien des fois déjà le tonnerre des bombes destructrices, le fracas des artilleries anti-aériennes, dont les projectiles retombent en pluie sur la cité. Elle ne s'émeut pas du danger. J'ai, alors que j'étais à Venise, entendu, pendant un bel après-midi de novembre, retentir brusquement l'appel des sirènes, appuyé d'un coup de canon. C'était près de ce palais Labia, où Tiepolo a peint en des fresques délicieuses la rencontre de Marc-Antoine et de Cléopâtre, et dont la bâtisse robuste abrite au rez-de-chaussée un lieu de refuge, blindé de sacs de terre comme une forteresse. Dans ce quartier populaire, aucune panique, aucune agitation ne se produisit; sans nervosité, sans hâte, les gens qui emplissaient la rue gagnaient l'abri le plus proche, pour se conformer à l'ordre, mais avec un visible regret de ne pouvoir suivre dans le ciel les événemens qui s'annonçaient. Dans le lieu de refuge, on commentait avec calme la durée probable, — une à deux heures généralement, — de l'incident. Il y avait de la curiosité, un peu d'impatience, un désir intense surtout de sortir pour regarder en l'air, pas un soupçon d'inquiétude ou d'angoisse. Et quand l'alerte fut passée, — ce n'était qu'une fausse alerte, — moins d'un quart d'heure après, Venise avait repris sa physionomie normale et coutumière.

Pendant les heures de jour, l'aspect de Venise ne diffère pas de façon très sensible de celui qu'elle offrait autrefois. Sans doute les étrangers ont disparu. Et on ne voit plus, comme autrefois, ces groupes, aux silhouettes et aux costumes parfois déconcertans, qui lisaient pieusement Baedeker en face de Saint-Marc ou du palais des Doges; on n'entend plus, comme

autrefois, ces accens de Germanie dont Venise était un peu trop pleine. Sans doute, les gondoles se sont faites plus rares, encore qu'on en trouve bien une vingtaine rangées comme d'ordinaire au bout de la Piazzetta ; la vie de la cité est devenue en quelque manière plus intime, plus proprement vénitienne, et il semble qu'on s'y sente plus « entre soi » et plus proche aussi les uns des autres. Mais cette vie, au moins dans ses formes extérieures, est demeurée presque la même.

A peine remarque-t-on dans la foule un peu plus d'uniformes, uniformes de soldats, uniformes de marins surtout, — et parmi eux quelques uniformes de France, — particulièrement sur ce quai des Esclavons qui mène à l'arsenal. Sur le Grand Canal, sur la lagune, les bateaux à vapeur qui vont de l'arsenal à la gare, ou de la place Saint-Marc au Lido, font, à peine plus espacé, leur service coutumier ; sur l'eau, où filent les mouches à vapeur légères, où glissent lentement les lourdes gabares pesamment chargées, on retrouve à certaines heures quelque chose de l'animation d'autrefois. Dans les *calli* étroites, c'est le mouvement coutumier, la même foule compacte et flâneuse, encombrant un peu les voies de communication principales. On sait quel est à Venise le charme de ces promenades à pied, de ces longues flâneries sans but, où l'on découvre, au tournant d'un pont, tel *campo* solitaire et délicieux, où l'on rencontre, au détour d'un canal, tel vieux palais teinté de rose, qui semble sortir d'un tableau de Gentile Bellini ou de Carpaccio, où se révèle enfin une Venise plus intime et que les étrangers ne connaissent point. Jamais ces promenades n'ont été plus exquises qu'aujourd'hui. A l'entrée du pont du Rialto, un marché en plein vent met la note éclatante de ses éventaires chargés de légumes et de fruits ; le long des *calli*, des étalages de fleurs odorantes mettent une grâce, une lumière, un sourire. Sur la place Saint-Marc où s'abat toujours l'essaim innombrable des pigeons familiers, les tables des cafés débordent, — peu garnies cependant, — en dehors des arcades des Procuraties, et les promeneurs ne manquent point, à l'heure où le soleil couchant teinte si joliment de lueurs roses la façade grise de Saint-Marc et la haute muraille du palais des Doges. Et sans doute, il y a, dit-on, des gens qui ont jugé plus prudent de quitter Venise : il se peut. Dans l'ensemble, comme le disait récemment un écrivain vénitien, « Venise demeure souriante

et joyeuse, confiante dans ses défenseurs et dans le destin. »

Il y a plus : et ce trait, qu'il faut retenir, n'est point sans une réelle beauté. Dans cette Venise de guerre, on travaille comme si la guerre n'existait point. La bibliothèque de Saint-Marc est demeurée ouverte aux lecteurs, — peu nombreux d'ailleurs, — qui y veulent fréquenter. A l'*Archivio di Stato*, une partie importante des documens reste accessible à ceux qui souhaitent les consulter. A l'église des Saints-Jean et Paul, on continue paisiblement la restauration de la célèbre chapelle du Rosaire, détruite par un incendie en 1867, et dont la reconstruction a été décidée en 1912. Au palais ducal, dans la salle du Grand Conseil, on poursuit tranquillement la mise en place des boiseries qui en compléteront la décoration. On a commencé à réparer, comme si l'on voulait effacer une souillure, les ruines faites par les attentats autrichiens. L'église des Scalzi est de nouveau couverte; dans l'église des Saints-Jean et Paul, des échafaudages colossaux sont dressés, pour panser au plus vite les blessures de l'édifice. A l'Académie, on songe à tirer parti du déménagement forcé qn'il a fallu faire pour procéder à un classement plus méthodique et plus satisfaisant des peintures, et déjà on en esquisse les lignes directrices. Au palais des Doges, on pense qu'avant de remettre en place les toiles qui décorent les plafonds, il sera intéressant de les présenter de plus près aux yeux, en une exposition qui permettra d'en mieux apprécier la technique, d'en apercevoir mieux les beautés. Et il n'est point besoin même de parler de l'activité infatigable qui se dépense à la mairie de Venise, pour l'administration journalière et les multiples besoins de la grande cité.

Tout cela s'accomplit avec un calme, un sérieux, une gravité qui est vraiment le trait caractéristique de cette Venise de guerre, et qui lui donne une force et une beauté. Mais cette gravité n'est point exempte de sourire. Venise a toujours aimé les musiques légères, les chansons ironiques : elle les aime encore aujourd'hui. Les événemens ont fait éclore toute une littérature populaire, où, en de petits tableaux d'une touche précise et d'une verve assez amusante, sont notés et raillés un peu les multiples incidens de la vie actuelle, les confusions plaisantes qu'entraîne l'obscurité des soirs, les émotions diverses que produit dans les rues l'annonce des attaques ennemies, la recherche des éclats qu'a semés l'explosion des bombes et la

fuite un peu précipitée de quelques personnes trop prudentes. Dans la tourmente qu'elle traverse, Venise garde son calme et sa sérénité : comme me le disait joliment un Vénitien, elle demeure toujours « la Sérénissime. »

*
* *

Du haut des toits du palais ducal, Venise est incomparable au soleil couchant. La journée s'achève en beauté. Sur le ciel embrasé du soir, les coupoles de San Giorgio Maggiore, de la Salute, du Rédempteur flamboient dans une lumière d'apothéose. Sur la lagune frissonnante, sur les îles, sur le Lido lointain, c'est un poudroiement de pourpre ardente, de rose tendre, d'or et de mauve. Déjà l'ombre descend sur la vaste cour silencieuse du palais ; mais à la façade de marbre de Saint-Marc, aux coupoles aériennes de la basilique, s'accrochent encore des traînées lumineuses, des nuances délicates de rose pâle et d'argent ; et la ville entière, que dominent les flèches puissantes des hauts campaniles, resplendit comme dans une gloire. En bas, sur la place, sur le quai, des promeneurs passent, paisibles ; des embarcations glissent sur l'eau. Dans la ville tranquille comme dans le ciel limpide, une sérénité semble répandue, et pour un peu on oublierait la guerre, si sur les toits de plomb du palais des Doges on n'apercevait la trace légère des balles qui les frappèrent, si on n'y ramassait les éclats rouillés des projectiles qui les ont effleurés. Dans la féerie du soleil couchant, il y a une mélancolie et une angoisse, comme il y a une inquiétude dans la nuit qui s'annonce trop claire et trop belle. Ainsi qu'aux jours lointains de sa naissance, Venise connaît de nouveau la menace des barbares, et le temps n'est pas proche, hélas ! où elle entendra de nouveau descendre sur elle la parole apaisante inscrite aux feuillets du livre que son lion ailé étreint de sa griffe puissante : *Pax tibi, Marce, evangelista meus...*

CHARLES DIEHL.

LE MARQUIS DE VOGÜÉ

Le 12 juin 1902, M. de Heredia, recevant le marquis de Vogüé à l'Académie française, résumait ainsi les divers aspects de sa carrière : « Haute, multiple, utile et brillante, votre vie m'apparaît comme l'épanouissement de votre race. Je n'en sais pas de mieux remplie. Elle est si pleine qu'elle semble contenir toutes les vies dont elle est la suite... » Aucune définition plus juste. Le grand homme de bien qui s'est éteint, doucement, à la limite de l'existence humaine, entouré de la tendresse des siens, de la vénération de tous, a été un des Français les plus complets de son temps. Gâté par la naissance, la fortune et le talent, archéologue, historien, diplomate, agriculteur, homme politique et homme d'œuvres, appliqué aux tâches les plus variées, dans toutes égal à lui-même, dans toutes « aussi glorieux qu'aimé, » que put-il envier de ce qui vaut ici-bas la peine de vivre ? Qu'eut-il à regretter dans cette longue suite de jours sans trêve consacrés au service des plus nobles causes ? Il étonne, déconcerte d'abord par la richesse de ses dons, et nous ne savons ce qu'il faut admirer le plus de la diversité de son action ou de l'unité supérieure de son œuvre. L'histoire étudiera un jour, dans le détail, tous ses titres à la reconnaissance publique. Nous voudrions simplement, dans l'émotion que nous cause sa mort, rappeler ce qu'il fut : esquisse rapide qui sera comme l'hommage, bien imparfait d'ailleurs, du souvenir, de nos regrets, de nos respects.

*
* *

M. de Vogüé est né le 18 octobre 1829. On sait que sa famille appartenait au Vivarais. Mêlée, dès le XIe siècle, à son histoire,

puis à la nôtre, donnant à la province, comme à la France, toute une lignée d'hommes de guerre ou d'hommes d'Église, d'administrateurs ou d'écrivains, elle eut l'heureuse fortune de durer. Au début du XIXe siècle, la grand'mère du marquis s'était fixée dans le Berry. Son père, soldat comme la plupart de ses ancêtres, s'était signalé, en 1823, à l'expédition d'Espagne, en 1830, à la prise d'Alger. La révolution de Juillet brisa son épée, sans mettre fin à ses services. Il s'était retiré dans ses terres, pour s'y consacrer à l'industrie et à la culture. L'adolescent eut devant lui ces exemples. Il avait fait ses études au lycée Henri-IV. A vingt ans, il entre dans la monde, ambitieux à son tour de se faire par lui-même un nom. Tocqueville, alors ministre des Affaires étrangères, le nomme attaché d'ambassade et l'envoie en Russie. La République libérale se fût-elle fondée, M. de Vogüé n'eût peut-être été qu'un diplomate. Le coup d'État, qui arrêta net sa carrière, allait faire de lui un savant.

Il était rendu à lui-même, libre, maître, un peu incertain, de son avenir, convaincu du moins que, quelle que fût la voie, il fallait en choisir une. A Pétersbourg s'était déjà éveillée sa vocation. En 1852, elle le conduit à l'école des Chartes et, un an plus tard, sur les grandes routes de l'Orient. C'était alors l'époque des découvertes. Sauley, Renan, Oppert venaient de déchiffrer les langues de Tyr et de Babylone. Le jeune voyageur part à son tour, traverse l'Allemagne, débarque en Égypte, galope en Judée, en Galilée, jusqu'à Jérusalem. Le voici désormais dans ce domaine où il aimera à se mouvoir, et auquel, jusqu'à la fin, il restera fidèle. Entrer à vingt-trois ans dans le pays du rêve, y rencontrer ces deux grandes enchanteresses, la nature et l'histoire, se livrer à elles, s'instruire à leurs leçons, s'exalter de leur charme, quelle formation! Qu'avide d'émotions, tout imprégné encore de romantisme, le pèlerin ait été sensible au merveilleux décor, au ruissellement de la lumière, à l'étendue de ces horizons où l'infini de la pensée va se perdre dans l'infini de l'espace, lui-même nous l'avouera volontiers. Mais plus encore que la nature, l'histoire l'avait conquis. Il s'aperçut alors que ce passé se déroberait toujours à ceux qui n'en connaitraient pas la langue. Ce premier voyage n'avait guère été qu'une chevauchée de jeunesse en quête d'aventures. M. de Vogüé revient en France, s'initie, seul, à la philologie sémitique et repart, en 1862, muni de ce viatique intellectuel.

Cette fois, il explore Chypre et la Syrie, pousse jusqu'à Palmyre, s'enfonce dans le Haouran, pour revenir à Jérusalem. En 1869, il se rendra une troisième fois en Palestine. — Qu'avait-il trouvé dans ces contrées mortes? Qu'en rapportait-il?

Une ample moisson de documens et de monumens. En vérité, il était né archéologue. Sur ce sol piétiné par les siècles, aucun vestige n'échappe à son regard. Le mètre ou le crayon en main, il fouille, découvre, mesure, déchiffre. Monnaies, stèles, tombeaux, fûts de colonnes ou volutes de chapiteaux, assises des temples ou des palais, tous ces débris oubliés par les siècles sortent peu à peu de l'ossuaire où ils dormaient leur paisible sommeil. A Chypre, notre savant relève les inscriptions phéniciennes ou grecques, les statues, les décombres qui lui permettront d'assigner à l'art primitif des Iles une origine asiatique. En Syrie, il s'improvise architecte et géomètre, et refait la géographie ancienne de la province. Au Haouran, il retrouvera, grâce aux textes gravés, toute une civilisation qui, des Séleucides, s'est épanouie jusqu'aux Arabes. A Jérusalem, il explore les fondemens du Temple, notant « pierre par pierre, jusqu'aux marques de l'outil qui a servi à les fouiller, jusqu'au nombre des dents dont elles portent l'empreinte. » Jugez à ces découvertes de quels trésors s'enrichit la science! Le sphinx révèle son énigme; et surtout la clef est trouvée qui rendra à la lumière quelques siècles d'histoire. On ne dira jamais assez ce que la philologie et l'épigraphie ont gagné à ces recherches. M. de Vogüé y fut un maître. Nous lui devons la connaissance de l'araméen, cette langue populaire qui, du VIe siècle avant notre ère jusqu'à la conquête romaine, fut celle de l'Orient. Entré à trente-neuf ans à l'Institut, le jeune érudit avait été aussitôt attaché à la commission du *Corpus* des inscriptions sémitiques. Après Renan, il la présida et en demeura, jusqu'à sa mort, l'infatigable inspirateur.

Cette contribution à l'orientalisme n'est pas la seule. Dans ce pèlerinage à travers des ruines, le savant n'oubliait ni ses croyances, ni son pays. Quelque goût qu'il eût pour les monumens des Phéniciens ou des Hébreux, combien plus chères lui étaient les reliques du passé chrétien ou des croisades! Dès son premier voyage, il en avait cherché la trace. En 1860, parait son livre sur les *Eglises de la Terre Sainte*. Dans quelle mesure les Croisés ont-ils porté notre art en Orient? Comment le style roman

s'est-il uni au style arabe? Autant de problèmes qu'il s'efforce de résoudre. Églises des Lieux Saints, de Judée, du littoral, défilent devant ses yeux. L'auteur les classe, les décrit, les raconte... Et elles semblent retrouver une voix pour nous apprendre, qu'en art, comme en histoire, rien n'est immobile, que, transplantée sur un autre sol, l'architecture subit tôt ou tard les influences de son milieu. Les églises des croisades peuvent être filles des nôtres : elles ne tardent point à s'altérer sous les parures qu'elles empruntent aux coupoles de Byzance ou aux minarets de l'Islam. — De 1865 à 1877, deux autres volumes vont nous décrire les monumens civils ou religieux de la Syrie chrétienne. M. de Vogüé avait retrouvé entre Alep et Damas tout un groupe de villes, presque intactes, abandonnées devant l'invasion arabe. Elles étaient demeurées debout, comme dans l'attente du retour, avec leurs maisons, leurs basiliques, leurs portiques; véritables Pompéi de l'Orient, plus mal protégées, hélas! contre les morsures des siècles par le ciel de Syrie, que leur sœur italienne par les cendres du Vésuve. Les voici rendues au jour et, grâce à elles, nous savons aujourd'hui ce que furent ces premières cités chrétiennes, tout imprégnées encore des souvenirs évangéliques... De telles découvertes sont rares. Elles eussent suffi à illustrer une vie. Dès 1878, cependant, l'activité scientifique de leur auteur allait suivre une autre voie. Des circonstances de famille avaient mis entre ses mains les papiers de Villars. L'archéologue va se transformer en historien.

L'Orient ne lui avait montré que des monumens. Le voici en présence d'un homme. Et quel homme! un des plus curieux, des plus brillans, des plus admirés et aussi des plus discutés de notre XVIIe siècle. On n'a pas oublié les sarcasmes de Saint-Simon. Terrible risque d'être présenté à l'histoire par l'incomparable peintre! Villars fut une de ses victimes. Le grand écrivain, dont la passion égalait le génie, s'est acharné contre le grand soldat. Il accuse sa vanité, ses hâbleries, son ambition, ses « pillages éhontés » et cette insolence de bonheur qui avait recrépi la médiocrité de son mérite. Ce jugement est-il sans appel? L'historien ne le pensait pas qui en entreprit la revision. Deux recueils de lettres, six volumes de mémoires, interprétés par des articles, telles furent les pièces qu'il versa au procès. Villars est étudié dans sa vie intime, comme diplomate, comme homme de guerre.

Et le vieux maréchal sort grandi de cette enquête. Il se dresse en pied, bien réel, bien vivant, et combien différent du fanfaron insatiable que Saint-Simon nous a décrit! Égoïste sans doute, vaniteux, bavard, mais brave, hardi, spirituel, entraîneur d'hommes, sachant faire ses affaires, mais mieux encore, suivant le mot de Louis XIV, celles de l'État, bref autant servi par ses défauts que par ses qualités, et n'en ayant pas moins, à deux reprises, sauvé la France, tel est le portrait que nous avons enfin du vainqueur de Denain. Ces magistrales études, œuvre préférée du marquis de Vogüé, resteront un de ses meilleurs livres, un de ceux qui assurent à un écrivain ses lettres de noblesse. Il avait trouvé sa manière : un style sobre, alerte, naturel, l'élégance de la forme appliquée à la solidité du fond. En 1902, l'Académie française consacrait son talent en l'appelant dans son sein. Si le défenseur de Villars a porté bonheur à son héros, Villars le lui a bien rendu.

Dans ces grandes compositions nous retrouverons toujours son tempérament comme sa méthode. L'archéologue n'avait pas cru que l'archéologie dût se passer de l'histoire, expliquant l'une par l'autre, rattachant les formes variées de l'art aux changemens des idées, des mœurs, à la marche de l'esprit humain. L'historien, à son tour, ne sépare pas l'histoire de l'érudition. S'il lui demandait des jugemens d'ensemble et des vérités générales, il ne l'aimait pas moins pour la rigueur de ses recherches. Et quelque brillantes que lui parussent ces larges fresques où se donnent carrière les conceptions de l'homme d'État et la psychologie du moraliste, il n'oubliait pas que l'histoire est avant tout une science : celle du fait, même du petit fait, rivée par sa nature au document. Oui : le document, qu'il soit de parchemin, de papier ou de pierre. Et combien plus encore que la pierre, les écrits : feuilles jaunies et desséchées, trouvées sur la route du temps, mais où frissonne toujours un souffle d'âme humaine! M. de Vogüé les recueillait avec amour. Dans le discours prononcé en 1891, à la Société d'histoire de France, et qui fut comme son programme intellectuel, se trahissait ce plaisir intense du travailleur, déchiffrant, interprétant « le morceau de papier, insignifiant en apparence, qui rétablit un fait, trahit un mobile... découvre une passion, livre l'homme. » C'est à ce trésor des archives, publiques ou privées, que l'historien doit puiser à pleines mains : c'est à ce travail

d'inventaire, de classement, de publication qu'est subordonné tout progrès réel de la science.

M. de Vogüé y invitait les jeunes, lui-même donnant l'exemple. En 1906, il emprunte à ses archives ces deux volumes sur *Une famille vivaroise* dont il fait le livre d'or de sa maison. Précédemment, il avait publié la correspondance du duc de Bourgogne et du duc de Beauvilliers, et un de ses derniers travaux fut de surveiller l'édition complète des lettres du malheureux prince. Seules, de bonnes publications permettent d'utiles monographies : celles d'un homme, d'une famille, d'un pays. Ne dédaignons pas ces miettes de l'histoire ; d'elles se forme la vérité. Et ceux-là en connaissent le prix qui n'oublient point à quelles conditions un peu de synthèse nous est possible. N'est-ce pas Renan qui a écrit dans l'*Avenir de la Science :* « Ces travaux spéciaux sont les plus importans de tous, ceux qui supposent le meilleur esprit ? »

***

En 1852, le coup d'État avait rejeté M. de Vogüé vers la science : en 1870, la guerre et la chute de l'Empire le font rentrer dans l'action.

Il ne songeait guère à la politique. Ce fut elle qui vint le prendre, au lendemain du désastre, au sortir des champs de bataille où il s'était prodigué dans l'assistance aux blessés. Thiers se rappela le jeune diplomate. Le 9 mars 1871, il l'envoyait comme ambassadeur à Constantinople. Quatre ans plus tard, le marquis de Vogüé passait à Vienne. Quels services il rendit alors, ici, dans la défense de notre protectorat religieux, là, dans la surveillance attentive des grands événemens qui devaient se dénouer au Congrès de Berlin, la publication de ses dépêches nous l'apprendra un jour. Qu'il nous suffise de dire qu'ayant su gagner la confiance de l'Empereur, et non moins clairvoyant qu'habile, il avait pénétré les desseins qui allaient peu à peu préparer le glissement de la monarchie dualiste vers l'Orient. Cette politique de conquête, moins destinée à affranchir les Slaves qu'à les dominer, avait déjà paru, à ses yeux, mettre en péril la paix de l'Europe. A ce moment même, M. de Vogüé allait être exclu des conseils de la France. Au début de 1879, après la chute du maréchal de Mac Mahon, il offrit sa démission ; cette démission fut acceptée et il rentra à Paris.

Ce n'était point le repos. Jamais, au contraire, son activité n'allait être plus variée et plus féconde. Mais que faire? Dans ces années d'agitation et de fièvre, où se heurtaient les deux grands partis qui s'offraient à diriger la France, un seul devoir semblait utile : entrer dans la lutte et défendre l'ordre. M. de Vogüé se jeta dans la mêlée. En 1873, il avait été élu conseiller général de Léré. En 1885, au moment des élections législatives, il prit, dans son département, la tête de l'opposition conservatrice. Sa valeur, ses services eussent dû assurer son élection. Mais raison et reconnaissance comptent peu dans l'âpreté des compétitions électorales. Il échoua, quoique premier de sa liste. L'expérience lui avait paru décisive : il ne songea plus à la renouveler.

Était-il fait pour ces luttes? En d'autres temps, sous un autre régime, on le voit siégeant dans une Chambre des pairs, conseiller-né de la couronne, associé tôt ou tard au gouvernement par l'autorité de l'influence et du savoir. Mais ses idées, son caractère, ne le préparaient pas à être homme de parti. Il ne fût entré dans un Parlement que pour défendre l'intérêt public. Ces compromis, ces intrigues, monnaie décriée d'échange entre les groupes, le révoltaient à la fois comme une injure pour le pays et une diminution de soi-même. Et la nature de son talent ne lui donnait guère l'audience des foules. S'il parlait bien, il n'avait pas cette passion qui entraîne, même quand elle égare. Et pourtant, jamais esprit plus ouvert, plus libre, jamais conscience plus haute n'eussent honoré nos assemblées. D'illustres exemples lui avaient d'avance tracé la voie. Son bisaïeul avait été élu aux États généraux comme un partisan des réformes. En 1829, son père avait été avec Montalembert un des fondateurs du *Correspondant*. Il appartenait ainsi à ce conservatisme libéral, qui, né des meilleures idées du philosophisme, des espoirs de la Restauration, fut, au siècle dernier, comme la fleur exquise et fragile de l'esprit public. Rattaché au passé, par ses origines, poussé en avant par ses traditions et sa culture, le marquis de Vogüé put se dire, avec raison, le fils de son temps. Il en saluait tous les progrès, en admirait les découvertes. L'évolution même qui entraînait la France vers un régime populaire n'effrayait point ce grand seigneur. Il la jugeait inévitable : dans la démocratie, il ne condamnait que les désordres, la fragilité des desseins ou

l'usure des hommes. Mais l'histoire lui avait appris qu'on n'arrête point une société dans sa marche, que s'abstenir est s'isoler. Le flot nous submerge s'il ne nous porte, et le devoir comme l'intérêt est moins de se mettre en travers du courant que d'élever les digues chargées de le contenir et de le diriger.

Ces digues protectrices, ce sont d'abord ces vérités simples, éternelles, ces lois morales qui doivent régler la vie de l'individu comme la vie d'un peuple : travail, discipline, sacrifice, en un mot, l'ordre dans les esprits, gage de l'ordre dans les institutions. Mais ce sont aussi les libertés publiques, celles de la personne, de la famille, des groupes sociaux, En cela, M. de Vogüé fut toujours un libéral; non un doctrinaire. Sa conviction n'était point une croyance vague, la chimère de ceux qui pensent que la liberté se suffit à elle-même, et en mettent la formule définitive dans l'émancipation de l'individu. Dans son sens large, le libéralisme ne lui paraissait être qu'une forme d'esprit, le respect des personnes, de l'adversaire que l'on combat, des idées que l'on discute. Et dans son sens précis, une forme d'organisation. Un ensemble de forces, de groupes, s'appuyant les uns les autres, se défendant les uns les autres, des garanties individuelles ou collectives, plus encore consacrées par les mœurs et par les faits que par la loi, un pouvoir respecté de tous, mais respectueux lui-même du droit de chacun, tel était le régime qu'il admirait en Angleterre et qu'il eût rêvé pour son pays. Ces libertés sans lesquelles tout pouvoir opprime, toute société se dissout, voilà bien la charte permanente, inviolable, le droit public de la nation qu'il plaçait au-dessus de nos constitutions éphémères. Et que de fois il éleva la voix pour le défendre ! Injustices, violences, attentats légaux contre la conscience ou contre la famille, n'eurent pas d'adversaire plus courageux. L'arbitraire, quel qu'il fût, celui d'une assemblée ou celui d'un homme, lui faisait horreur. Cet esprit de mesure et de justice se retrouvait jusque dans sa religion. Son christianisme, d'une croyance si ferme, d'une soumission si entière, ne confondit jamais l'intolérance avec la foi, ni l'abdication avec le respect.

Ce fut cet idéal très haut qui lui permit de se tenir debout, dans l'abaissement des mœurs publiques ou le stérile remous de nos querelles. Et ce fut aussi, à ce sens aigu des intérêts permanens, que ce grand ouvrier de l'action dut l'unité supérieure de

sa conduite. Unir d'abord. Rapprocher les esprits, apaiser les haines, celles d'idées ou celles de classes; opposer, comme un antidote vigoureux toutes les forces saines aux germes morbides qui menacent le corps social, à ses yeux, l'œuvre urgente était là. De quel accent il en parlait! L'union lui semblait nécessaire partout, et, plus que jamais, dans les tempêtes qui secouaient l'Europe. Il l'eût souhaitée entre catholiques divisés par des querelles que l'intérêt des âmes n'était pas le seul à provoquer. Il y travaillait, hors de l'Église, par le retour de l'Orient à l'unité. Malgré des déchiremens douloureux, il ne cessa de la poursuivre, entre l'Église même et l'État, comme il la cherchait entre la foi et la science, résigné aux ruptures avec le pouvoir, mais non avec la nation. Et combien plus encore l'a-t-il voulue entre fils d'un même pays! La France pouvait-elle attendre la tourmente pour retrouver sa force dans son accord?... Et ce fut enfin une autre de ses maximes, que, quel que fût le succès d'une pareille œuvre, le devoir était de l'entreprendre. L'impopularité passagère de ses idées ne désarma jamais son dévouement. En lui, nulle amertume; « elle est mauvaise conseillère. » Nul découragement. La patience est une des forces du bien. Nos fautes, nos malheurs l'attristaient sans l'abattre; son espoir demeurait intact. En tout cas, si aux hommes de sa race la démocratie refusait ses votes, eux, avaient-ils le droit de refuser leurs services? Une chose leur restait : l'action sociale. C'était encore se rendre utile que préparer les larges cadres où, demain, ces fils d'un même pays pourraient se rejoindre et la patrie se reconstituer.

Nous voyons ainsi pourquoi les grandes œuvres d'intérêt public eurent la meilleure part de sa vie. Industrie, culture, assistance et charité, autant de domaines où rayonna son influence et s'illustra son dévouement.

Notre industrie lui doit un concours actif à l'administration de Saint-Gobain et des fonderies de Mazières. A l'agriculture, M. de Vogüé donna plus encore. Il aimait la terre, en « terrien, » pour son charme infini, sa fécondité créatrice, sa vertu d'apaisement. Cette terre sacrée, berceau et abri de la famille, germination de la race, coupe de vie à laquelle doivent puiser les peuples qui veulent garder leur jeunesse, que de fois il en redit les bienfaits! Il dirigeait le comice de Sancerre, et, depuis 1883, la Société agricole du Cher. En 1896, il fut placé à la tête des

« Agriculteurs de France. » Étendre la Société, lui rattacher tous les groupes locaux, s'appuyer sur ce faisceau pour restaurer l'amour du sol, en défendre les intérêts, en accroître la richesse, tel y fut son rôle. Et elle devint en outre, entre ses mains, une école de progrès social. Coopératives, mutualités, laboratoires scientifiques, aucune création ne fut omise qui pût relever la condition de la terre et de ceux qui la cultivent. On a dit de M. de Vogüé qu'il était le conseiller-né de l'agriculture : plus encore, le grand maître. Il l'a organisée. Si nos campagnes ont surmonté tant de crises, si aujourd'hui même, à cette heure tragique de notre histoire, leur effort surhumain assure la vie de tous, n'est-ce point en partie à cette armée rurale dont il fut l'inspirateur et le chef, que le pays le doit?

Presque aussi nombreuse, plus touchante est la milice du dévouement. Combien d'œuvres eurent dans M. de Vogüé un protecteur discret ou déclaré ! Mais la Société de secours aux Blessés militaires fut celle de sa prédilection. Dès la formation de la Croix-Rouge, en 1864, il lui avait appartenu. En 1870, nous le voyons à la tête d'une des circonscriptions qui venaient d'être établies. C'est dans ces fonctions que la guerre le trouva. Il y fit son devoir, simplement, noblement, dans les hôpitaux et sur les champs de bataille. Devenu vice-président de l'association, il n'allait par tarder, en 1904, à la mort du duc d'Auerstaedt, à en obtenir la présidence. Et on sait ce que, sous son égide, l'œuvre admirable est devenue ; il fut vraiment la tête du grand corps dont M. de Valence était le bras. Jamais conseiller fut-il plus écouté. Déférent pour ses collègues, respectueux de l'autonomie des groupes, ce libéral appliquait au gouvernement les principes de son libéralisme. Il se bornait à donner des directions. Mais avec quel bonheur il coordonnait l'action, enrôlait les dévouemens, assurait les ressources, traitait avec les comités étrangers comme avec les pouvoirs publics, ceux qui l'entouraient, qui l'admiraient, l'ont maintes fois proclamé. L'accord qui, en 1907, avait fédéré dans un comité commun les trois grandes œuvres d'assistance aux blessés avait comblé ses vœux. Sa Société devenait une puissance d'État. Au dehors, en Mandchourie, au Maroc, à Messine, partout où sévissait le fléau de la guerre ou une calamité publique, elle commençait à envoyer les siens. Et au dedans, quel élan et quel essor ! En 1904, elle comptait 50 000 membres à peine. Au début de notre guerre,

plus de 82 000 adhérens, 67 000 lits, 10 000 infirmières, près de 400 hôpitaux, dispensaires ou infirmeries, tel était le progrès accompli. M. de Vogüé put en être fier. Aussi bien, est-ce avec justice que l'œuvre qu'il a tant aimée et si bien servie s'est, pour le public, comme incarnée dans son nom.

*
* *

Cette autorité sociale, le marquis de Vogüé ne la devait pas seulement à son nom, à sa situation, mais à sa personne.

Grand seigneur, nul ne le fut plus que lui. Rien qu'à le voir, on le devinait de race. Sa haute taille eût été à l'aise dans une armure ; et la noblesse de ses traits imposait dès l'abord un respect que lui conciliait tout aussitôt la séduction de ses manières. Point d'orgueil de caste. Le respect de son nom ne lui en donnait point le préjugé. Dans une société où l'aristocratie n'a plus que les droits de tous, il ne réclamait pour elle qu'un seul privilège : servir le pays. Il a rappelé cette belle maxime de l'un des siens : « Je fais peu de cas de la noblesse, lorsqu'elle n'est pas soutenue par la vertu... » Admirable formule où se résumèrent les conseils donnés à ses fils et dont sa vie fut l'éclatant commentaire. Gentilhomme toujours, partout, envers tous, accessible et accueillant même aux moindres, sans raideur et sans hauteur, il semblait élever ceux qui venaient à lui. L'homme du monde fut exquis. Ses connaissances solides, la sagesse, la mesure de ses jugemens, son tact, son esprit, si par ce mot il faut entendre non la malignité, mais la finesse, faisaient de sa conversation un charme. Et cet agrément n'était que la moindre part de ses facultés intellectuelles. Curieux d'idées, de science, d'érudition, s'intéressant à tout, aussi bien à une controverse théologique qu'à une invention industrielle, lisant, s'informant, s'instruisant, et jusqu'à ses dernières années, M. de Vogüé possédait encore les goûts et le talent de l'artiste. Il dessinait à merveille, d'instinct, ayant été dans cet art, comme dans l'étude des langues, son seul maître. Dons bien rares auxquels, par surcroît, s'ajoutaient ceux de l'homme d'affaires et de l'homme d'action. Rapidité à comprendre, netteté à formuler, aisance à se mouvoir dans les questions, à en saisir l'ensemble comme les détails, à en dégager le noyau comme à rejeter l'écorce, cette facilité, ce sens, cette justesse avaient fait de lui, partout où il entrait, un conseiller incom-

parable. On comprend la spontanéité des suffrages qui l'élevaient au premier rang. Il était fait pour l'occuper, car, sous des formes courtoises, il savait vouloir. Cet homme de salon et ce savant étaient un chef.

Cette riche intelligence n'était elle-même que le reflet de la vie morale. Aucune nature qui fût plus en équilibre. Entre ce cerveau et ce cœur, on eût affirmé une harmonie préétablie. Une piété solide, une croyance qui était moins une tradition qu'une conviction, avaient de tout temps dominé sa vie. Sa droiture, sa conscience, sa délicatesse naturelle firent le reste. « Probité de Vogüé... » Comme cette simple devise, inscrite par une aïeule dans un livre de famille, achève de le définir! Probité de l'esprit... Celle du savant, qui cherche avant tout le vrai, ne conclut que sur des preuves, et certain de sa faiblesse, sait loyalement reconnaître ses erreurs et les réparer ; celle de l'honnête homme, ayant soif d'équité, délicat jusqu'au scrupule, et qui, défiant des jugemens de parti ou des opinions toutes faites, sait qu'il doit à tous, même à ses ennemis, la justice, cette forme si haute du respect. Probité du cœur... Qu'est-ce à dire? sinon le détachement de soi, l'horreur de ce qui est vulgaire et bas, le sentiment du service à rendre comme du devoir à accomplir, cette discrétion exquise du bien qui s'offre sans contraindre, oblige sans humilier, et s'interdit toute autre récompense que le désir de faire mieux ou de faire plus encore. « Cette religion du devoir public ou privé, fermement, simplement et chrétiennement rempli, » qui l'eut au plus haut point que l'homme éminent dont nous déplorons la perte! Ce fut bien là l'unité, la raison d'être d'une vie partagée tout entière entre l'amour du bien public et l'affection qu'il inspirait et qu'il portait aux siens... Il adorait la vie de famille, et c'était pour lui une fierté que de voir ses fils continuer ses traditions. Il connut les joies de l'amitié, cette douceur d'aimer et d'être aimé qui est le partage des belles âmes. Compagnons de route qui avaient été les confidens de ses pensées, communiaient à sa foi, s'unissaient à son action, Lefébure, Georges Picot, Thureau-Dangin, tombèrent avant lui dans la lutte. On se rappelle l'hommage ému qu'il leur rendit. Il a écrit de Thureau-Dangin : « C'était essentiellement une âme... » A notre tour, ne pourrions-nous pas appliquer cet éloge à celui dont la bonté se révélait dans la douceur de la parole ou le sourire du regard?

Il s'avançait lentement vers le terme sans que sa belle vieillesse pût faire prévoir que ce terme dût venir. Mais les épreuves guettaient cette vie à laquelle rien n'avait manqué, pas même le bonheur. En 1911, un deuil tragique l'avait frappé dans sa famille. Il voulut retourner une dernière fois à Jérusalem, revoir les sanctuaires si chers à sa jeunesse, non pour oublier, mais pour se recueillir. En 1912, il dut renoncer à présider les Agriculteurs de France. Les infirmités étaient venues; il songeait à la retraite. La guerre qu'il prévoyait, qu'il redoutait, le rendit tout entier à l'action. C'est alors que nous le vîmes, infatigable, intrépide, malgré le poids des ans, la vue plus basse, la démarche plus lourde, préparer cette mobilisation des dévouemens destinés à seconder celle des héroïsmes. Il s'y donna sans compter, chaque jour au travail, dirigeant, surveillant, animant tout et tous de sa flamme. Comme la Croix-Rouge, l'Orient chrétien, l'Orient français eurent ses dernières pensées. Je le vois encore, au comité de Syrie, s'appuyant sur mon bras, pour en saluer les membres, et j'entends sa voix émue et grave s'élever, au milieu de nous, comme auprès des pouvoirs publics, pour défendre les droits de la France libératrice. Un de ses derniers actes fut l'appel éloquent de sa douleur au Saint-Siège, en faveur des opprimés.

A la fin de juillet, un grand sentiment de fatigue l'avait envahi. Il se décida à partir, demandant le repos à cette terre gracieuse et calme du Berry, où tant de fois s'était retrempé son être. Mais le repos lui pesait; il se savait utile. En octobre, il revint, décidé à remonter sur la brèche, toujours intact dans ses merveilleuses facultés de pensée et d'action. Quelques semaines plus tard une nouvelle crise l'arrêtait. Le mal fut conjuré, sans qu'on pût restaurer les forces. Son âme se retirait ainsi, doucement, sans déchirure, en hôte familier qui s'attarde sur le seuil. Pour le prendre à jamais, la mort n'eut qu'à le frôler de son aile. — Et il s'est endormi, comme, la lutte finie, dans la splendeur des couchans, le bon combattant se couche sur la terre, la terre maternelle que garde sa vaillance et qu'il étreint de son amour.

P. Imbart de la Tour.

LA
PROTECTION DES PAQUEBOTS

Il y a quelques semaines, la destruction d'un grand paquebot chargé de troupes attirait l'attention du public sur la question de la défense des transports en temps de guerre. Les tentatives faites par la presse quotidienne pour traiter cette question, en prenant pour base le pénible événement qui venait de se produire, restèrent infructueuses. Seuls eurent licence de parler les journaux qui se bornèrent à reproduire les explications officielles.

Je n'ai aucune envie d'ouvrir un débat sur le cas particulier qui avait ému l'opinion publique et provoqué, de la part des grandes commissions des Chambres, des interventions dont le résultat ne nous est point connu. Nous étudierons ici le problème d'une manière tout à fait objective; je ne dis pas d'une manière générale, car j'espère montrer, comme je l'ai fait pour les opérations de débarquement (1), qu'il faut se garder, là encore, des *solutions générales* appuyées sur des principes abstraits que l'on proclame inattaquables et que l'on applique avec plus ou moins de discernement à tous les cas qui se présentent. Or, qu'y a-t-il de plus divers que les cas de transport par voie de mer, dans cette guerre si changeante d'aspects, où les communications maritimes, d'une importance toujours capitale, prennent de jour en jour un caractère plus essentiel et plus compliqué?

Précisons par quelques exemples.

Voici d'abord un vapeur de tonnage moyen, affecté aux pas-

(1) *Revue des Deux Mondes* du 15 octobre : « Les opérations de débarquement. »

sagers qui veulent franchir le Pas de Calais et que l'on emploie aussi à porter du personnel militaire. Ce bateau est rapide; la traversée est courte. D'ailleurs, la défense du détroit est parfaitement organisée : dans l'Est, obstacles sérieux, fort difficiles à franchir pour les sous-marins. Dans le détroit même, incessante surveillance de « patrouilleurs; » projecteurs, canons, appareils aériens.

Le vapeur en question est cependant assailli, par une nuit de mauvais temps où il traversait sur lest et vide de passagers, heureusement; et il est assailli par des torpilleurs, non point par des sous-marins. J'ignore si l'on avait prévu cela. Je pense que oui, mais que l'éventualité semblait peu menaçante. On a reconnu en tout cas, devant les Communes anglaises, qu'il n'est pas aisé d'éviter de fâcheuses surprises, quand s'y prêtent les circonstances de temps et de lieu.

N'y avait-il donc pas de remède ou plutôt de moyens préventifs pour une si fâcheuse aventure?

Si fait; et le *Times* l'a découvert quand il a donné comme conclusion de l'affaire cette simple remarque : « Tant que nous n'aurons pas détruit la base de Zeebrügge, nous serons exposés à des coups de ce genre. »

C'est très juste. Moins autonomes, moins « endurans » que les sous-marins nouveaux et perfectionnés de l'Allemagne (1), beaucoup plus exposés que ceux-ci à être découverts, s'ils n'agissent la nuit et par temps propice, les grands « Hoch see torpedo-boote » veulent partir d'une base très rapprochée de leur objectif pour se sentir bien en mesure d'atteindre celui-ci en temps utile. Zeebrügge leur convient fort. Borkum et l'Ems seraient un peu loin. De sérieuses précautions auraient été nécessaires pour franchir 270 milles et le redoutable saillant hollandais de Ter Shelling, où l'on courrait grand risque d'être intercepté.

Quoi qu'il en soit, on voit bien qu'ici la solution du problème de la protection des transports est de l'ordre stratégique, en tout cas de l'ordre des *moyens préventifs*, et l'on me pardonnera peut-être si je cède à la tentation de rappeler que j'écrivais ici même, il y a vingt-deux mois déjà, cette phrase inquiète :

(1) Ceci eût paru paradoxal, il y a peu de temps encore. C'est cependant la vérité d'aujourd'hui.

« Que la base de Zeebrügge existe encore, c'est un motif d'étonnement (1)... »

Cette guerre est une source inépuisable d'enseignemens. A ceux qui ne peuvent plus faire autre chose pour servir leur pays que d'offrir de modestes avis aux hommes qui ont la lourde charge de diriger les affaires, elle apprend la vertu de la patience et la vanité des prédictions importunes.

Considérons maintenant cet autre transport, qui part d'un port quelconque d'Écosse et qui se dirige vers Arkhangelsk avec un chargement particulièrement précieux, — ne précisons pas trop, — car il s'agit de fournir des moyens d'action à un nouveau et cher allié. Ce vapeur est coulé en route par un de ces sous-marins perfectionnés que l'Allemagne a envoyés pour « tenir » la ligne de communications Lerwick (2)-Arkhangelsk en attendant Lerwick-Alexandrowsk (du fjord de Kola, sur la côte mourmane) ; un de ces sous-marins, justement, qui s'installaient comme chez eux dans les profondes découpures du Nordland norvégien, où ils se ravitaillaient, se reposaient, se réparaient et recevaient de mains sûres les avis utiles à leurs opérations ; bref, un de ceux dont les agissemens ont conduit la Norvège à prendre le décret du 13 octobre, sujet d'épineuses négociations entre le royaume et l'Empire allemand.

Quel genre de protection convenait-il de donner à ce bâtiment? S'agissait-il ici de moyens préventifs appartenant à l'ordre stratégique? Évidemment non... à moins, toutefois, que l'on ne se précautionnât, soit à Jean-Mayen, soit à l'île Bären, encore plus rapprochée du Cap Nord, d'une base intermédiaire, d'un relais de « patrouilleurs » qui eussent trouvé là du combustible et peut-être, malgré l'insécurité des mouillages de ces îles, quelques nuits de repos.

Mais restons dans la simple logique et reconnaissons qu'il fallait escorter ce transport. Il est d'ailleurs fort possible qu'on l'ait fait. Je l'ignore. Je tiens à l'ignorer et je répète que je ne traite ces questions qu'à un point de vue objectif.

Il fallait l'escorter. Mais comment ; avec quelle sorte de bâti-

(1) *Revue des Deux Mondes* du 15 février 1915 : « La guerre aérienne et les derniers exploits des sous-marins, » p. 891.

(2) Je prends ce port des Shetland comme point de départ *fictif* de la ligne de communications dont il s'agit, laquelle part évidemment d'un port d'Écosse.

mens ; dans quelles conditions ; depuis quel point et jusqu'où ? Seul, ou en compagnie d'autres vapeurs de charge ayant la même destination ?... Et que toutes ces questions puissent, doivent même se poser, n'est-ce point déjà la preuve de la nécessité de la *particularisation étroite des cas* qui s'impose aux autorités maritimes ?

Revenons au *procédé escorte*. Les mers sont fort dures dans ces parages où l'Atlantique devient tout de suite l'océan Glacial ; l'atmosphère y est inclémente et la température fort basse, même dans ce qu'on est convenu d'appeler la belle saison. Pour ces motifs, il semble indiqué d'éliminer les bâtimens légers, — les « destroyers » par exemple, — comme navires convoyeurs. On poussera au moins jusqu'aux petits croiseurs qui luttent mieux, qui voient mieux et où l'existence est moins pénible.

Mais ici une objection d'ordre pratique se présente. Ce transport n'est pas le seul qui prenne la mer ou qui soit sur le point d'atterrir chez les Alliés. Que d'autres qui se sont risqués sur des eaux dangereuses et qui réclament protection ! On ne peut y suffire, car enfin l'intérêt militaire immédiat doit passer avant tout et l'on a tant besoin des croiseurs légers pour constituer les noyaux solides des escadrilles de petits « patrouilleurs » de la mer du Nord, pour exécuter isolément de rapides reconnaissances, pour soutenir les transports d'hydravions, bref pour exercer sur la force navale ennemie une continuelle surveillance, sans parler d'une foule de missions particulières et de la nécessité de fréquens séjours dans les ports, car tout navire « léger » est un navire « délicat. »

Soit ! Il n'est point possible, en effet, de donner à chaque vapeur de fort tonnage, — car, au fond, il n'est question que de ceux-ci, — une escorte particulière. C'était là, déjà, on se le rappelle (1), l'argument de M. Winston Churchill, quand il se défendait devant les Communes d'avoir laissé couler la *Lusitania*. Et pourtant, il est clair qu'il y aurait lieu de faire un effort spécial en faveur de transports dont le chargement est, vraiment, d'une essentielle importance. Nous voilà donc encore placés en face de la nécessité de *catégoriser*. Le navire dont nous nous occupons était-il armé, du moins, et « équipé, » de manière à se pouvoir défendre tout seul ? Je l'ignore. L'arme-

(1) Voyez mon article de la *Revue des Deux Mondes* du 1er juin 1915 : « Torpillages : Le *Léon-Gambetta*, la *Lusitania*, le *Goliath*. »

ment des paquebots a été décidé, *en principe*, il y a plus d'un an, et ce fut un grand progrès; mais il semble, à en croire les explications officielles auxquelles je faisais allusion au début de cette étude, que, chez nous, la réalisation ait été et soit encore assez difficile d'un *desideratum* sur lequel on avait eu quelque peine à se mettre d'accord (1). En est-il de même en Angleterre? Je n'en sais rien. Il est clair qu'il faut beaucoup de canons et encore plus de canonniers, sans compter les guetteurs exercés. Il faut aussi des capitaines bien résolus à tirer sur le pirate, ce que celui-ci ne pardonne pas, ni, encore moins, les autorités allemandes, comme on l'a vu dernièrement par la condamnation à mort d'un de ces braves gens.

Mais enfin, si ce moyen de protection faisait encore défaut, s'est-on servi de celui qui consiste à tenir une route détournée?... Dans la Méditerranée, trop sectionnée par des étranglemens successifs, l'efficacité de ce procédé peut être contestée. Dans l'Atlantique Nord, et dût-on côtoyer les grands packs de glace, sévères gardiens de la calotte polaire, à partir du 70e parallèle, il est toujours possible et il y aurait grand avantage à naviguer sur une courbe qui enveloppérait d'assez loin la route directe entre les Shetland et le Cap Nord.

Reste la difficulté des atterrissages et le péril peut être égal qui attend le grand vapeur au sortir du port de chargement ou qui le guette à l'arrivée dans les eaux libres de la côte laponne. En effet; mais c'est là que le procédé *escorte* reprend ses droits. Dans un rayon assez étendu, 50, 60 milles au moins et beaucoup plus si on emploie des « destroyers » de forte taille, les groupes de défense mobile qui prennent pour bases les ports considérés, seront toujours prêts à recueillir les vapeurs venant du large ou à conduire en haute mer ceux qui s'éloignent. C'est ainsi qu'il y a quelques semaines, des torpilleurs russes sortis d'Arkhangelsk, — à la grande surprise de nos adversaires, — livraient bataille, vers le Varanger Fjord, à des sous-marins allemands qui poursuivaient des paquebots alliés.

En résumé, la bonne méthode semble mettre en jeu, dans le cas qui vient de nous occuper, l'armement du paquebot, — si

(1) A noter que, dans la Méditerranée au moins, on a vu des paquebots armés, tels que la *Medjerda*, il y a quelques semaines, protéger par leur feu d'autres vapeurs qui se trouvaient dans leur voisinage, au moment de l'attaque du sous-marin.

ce paquebot est d'assez fort tonnage, — l'emploi d'une route détournée au large et l'organisation rationnelle de la protection aux atterrages, au départ et à l'arrivée.

Descendons maintenant dans l'Atlantique moyen.

Que ce vaste champ d'action qui, il y a un an encore, paraissait interdit aux plus grands submersibles allemands, soit parcouru, sinon, certes ! « occupé » par les types les plus nouveaux descendus des chantiers de Schichau, de Vulkan, de la Germania (filiale de l'usine Krupp), etc., c'est ce dont il n'est plus permis de douter depuis l'apparition du *Deutschland* et de l'U 53 sur le littoral des États-Unis. Bien mieux, au moment où j'écris, on signale de Washington au gouvernement mexicain la présence de sous-marins allemands dans la mer des Antilles. Ces navires de plongée auraient pour mission spéciale « de couper les Anglais de leurs communications avec les centres pétrolifères du Mexique et du Texas. » Et le *New York Herald*, bien renseigné sur ces questions, ajoute : « les bateaux-réservoirs, que personne n'inquiétait jusqu'ici dans l'Atlantique, vont être guettés à leur sortie des ports du golfe du Mexique. »

Ce n'est pas tout. D'après les télégrammes arrivés du Portugal, de l'Espagne, de Tarifa, de Ceuta, entre le 15 et le 20 novembre, il y aurait une véritable croisière de sous-marins allemands parfaitement organisée, depuis les Tres Forcas du Maroc (1), jusqu'au Cap Finistère, en passant par le détroit de Gibraltar, en dépit de l'incessante surveillance des Alliés, des Anglais, en particulier. On cite, entre autres pirates, les U 49 et U 50, qui ont déjà coulé plusieurs navires anglais, italiens et grecs. Peut-être sont-ce ces unités qui viennent de détruire la *Surprise* et de bombarder Funchal de Madère.

Cette croisière pousse d'ailleurs jusque dans le golfe de Gascogne et se relie, dans la Méditerranée, à celle des submersibles allemands et autrichiens qui s'appuient sur Cattaro et Pola.

On sait enfin que les atterrages d'Irlande et les parages des deux Soles (grands bancs à l'Ouest de la Manche) sont fré-

(1) C'est le nom du promontoire qui termine la longue presqu'île au flanc de laquelle s'élève le « préside » espagnol de Melilla. Il y a aux Tres Forcas de véritables nids de pirates barbaresques, qu'utilisent admirablement les nouveaux pirates allemands. On se rappelle peut-être qu'il y a quelque vingt ans il fut question pour nous d'occuper cette remarquable position maritime. On n'osa pas...

quemment le théâtre des « exploits » des sous-marins chargés d'intercepter les arrivages d'Amérique.

En revanche il n'est guère question, jusqu'ici, de torpillages en plein Atlantique. La diversité des routes que l'on peut tenir dans le large faisceau des « lignes de communications, » des Puissances de l'Entente avec les deux Amériques, avec l'Afrique occidentale, avec l'Asie même (1), compliquerait singulièrement, en les étendant outre mesure, les randonnées que peuvent faire, en surface, les submersibles les mieux pourvus, les plus endurans. Comme je l'ai dit ici, déjà, le grand croiseur sous-marin du large n'est pas encore né. Ne jurons pas, toutefois, qu'il ne soit en gestation dans quelque port d'Allemagne. Nous avons eu des surprises qui doivent nous rendre circonspects en fait de négations (2).

Il semblerait donc que, dans le cas d'un paquebot chargé dans l'Amérique du Nord pour l'un des ports atlantiques des Alliés de l'Ouest, la méthode de protection dût être assez simple, s'inspirant seulement de l'intérêt de « couvrir » le bâtiment aux atterrages, soit au départ, soit à l'arrivée, comme dans le cas précédent.

Ce n'est cependant pas si simple, et pour de nombreuses raisons, dont quelques-unes assez délicates.

Remarquons d'abord que les submersibles allemands sont munis des appareils les plus perfectionnés de la télégraphie sans fil. Je ne surprendrai personne en disant qu'en dépit des recherches fort consciencieuses, nul n'en doute, des agens du gouvernement des États-Unis, les pro-Germains répandus sur l'immense territoire de l'Union doivent conserver encore un certain nombre d'appareils émetteurs capables de communiquer avec un sous-marin en croisière à une faible distance du littoral de l'Atlantique. Il en résulte que celui-ci sera prévenu en temps utile du départ, sinon de tous les navires qui vont faire route vers l'Europe, au moins des plus importans par leur taille, ou de ceux qui transportent une cargaison particulièrement intéressante. Et le pirate, le plus souvent, pourra donc s'embusquer à coup sûr.

(1) Beaucoup de paquebots, venant d'Asie, passent en effet, déjà, par le Cap de Bonne-Espérance.

(2) Justement, à la date du 2 décembre, il est question d'un croiseur submersible de 5 000 tonnes.

On me dira que les croiseurs des Alliés intercepteront ces avis ou sauront recevoir des informations analogues. C'est une question. Supposons-la résolue par l'affirmative. Les difficultés ne seront guère moindres pour eux. Comment deviner d'abord quel choix exerceront les sous-marins ennemis entre les diverses victimes qu'on leur propose et par conséquent de quel côté ils iront? Et non seulement de quel côté, mais jusqu'où? Le sous-marin peut se poster à la limite des eaux territoriales et l'on est bien assuré qu'il n'y regardera pas de très près. S'il n'était en plongée, on l'apercevrait plus fréquemment en deçà qu'au delà de cette limite. Il n'en peut être de même des croiseurs alliés. Nous savons que le Cabinet de Washington a exprimé d'une manière fort nette le désir que les croisières restassent assez éloignées du littoral de la grande république, celle-ci ne laissant pas d'être fort chatouilleuse. Or les croiseurs se voient de loin et seraient dénoncés tout de suite, tandis que les sous-marins ne le seront pas. Ils ont donc, déjà de ce fait, les coudées franches pour détruire et ils sauront en profiter.

Autre avantage pour eux : ils chauffent avec le pétrole ou ses dérivés les chaudières spéciales dont ils sont, paraît-il, munis presque tous aujourd'hui (1). Au contraire, presque tous les croiseurs, grands ou petits, qui entreprendront de les chasser chauffent au charbon, d'où résulte pour ces derniers une infériorité relative d'*endurance*. Ajoutez à cela que le chasseur, marche nécessairement plus vite et plus longtemps que le chassé. *La recherche, surtout, coûte cher;* et il faut beaucoup chercher pour découvrir un sous-marin. Or les bases de ravitaillement sont assez clairsemées pour les nôtres : des Bermudes aux Antilles et des Antilles à Kingstown de la Jamaïque, il y a loin. Les Allemands, eux, s'en tireront à beaucoup moins de frais. Il n'est aucune de leurs captures qui ne leur rapporte quelques barils du précieux hydrocarbure. Mieux encore et comment en manqueraient-ils, s'il est vrai qu'ils s'installent dans la mer des Antilles, ou dans le canal de Floride, ou encore aux « débouquemens » pour intercepter les bateaux pétroliers qui vont du Texas et du Mexique en Europe? Il y aurait même eu déjà des torpillages dans le golfe du Mexique, car, lorsque leurs citernes sont pleines, il ne leur reste plus

(1) J'ai déjà noté l'intérêt de ce dispositif dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 novembre 1915 : « La variété des types de sous-marins, » p. 349 et 363.

qu'à couler le malheureux vapeur pour nous priver du reste de sa cargaison.

Que font-ils des équipages, me demandera-t-on, dans ces vastes espaces de mer, où ce serait dérision d'en confier le salut à quelques misérables canots ? Il est douteux qu'une telle préoccupation arrête jamais un commandant de submersible à qui ses instructions prescrivent la guerre sans merci. Cependant il y a déjà des exemples de la mise en jeu d'une solution intéressante de ce douloureux problème. Opérant dans des parages peu fréquentés par ses adversaires, le grand submersible navigue tranquillement en surface, — ce qui, au demeurant, lui économise du combustible, — en se faisant suivre du premier paquebot qu'il a capturé et vidé de sa cargaison. C'est ce bâtiment qui recevra les équipages, moins les capitaines, des vapeurs que leur mauvaise fortune fera tomber entre ses mains. Inutile de dire qu'un traitement si doux ne s'applique pas aux navires des belligérans, qui sont presque toujours coulés sans avertissement préalable et dont le personnel, ou ce qu'il en reste, est abandonné à ses propres ressources.

Résumons nos réflexions sur ce cas en disant que les croisières des Alliés devront être singulièrement renforcées dans les eaux de l'Atlantique Ouest et de la mer des Antilles, s'ils prétendent conserver à leurs lignes de communications le bénéfice de quelque sécurité. Mais, dans quelle mesure, renforcées? Et la limite du possible ne sera-t-elle pas bientôt atteinte, surtout après que trente mois de guerre auront fatigué tant de croiseurs et ruiné leurs chaudières? Grave question encore que celle-ci !...

Passons dans la Méditerranée, qui est assurément le théâtre d'opérations maritimes qui nous intéresse le plus, nous, Français. Le caractère essentiel de cette mer, particulièrement sur la très importante ligne de communications Marseille-Salonique, est celui de plans d'eau successifs relativement resserrés et que viennent étrangler, de distance en distance, des bras de mer tout à fait favorables aux embuscades de sous-marins.

De plus, ceux-ci trouvent, à peu de distance au Nord du milieu de la ligne Marseille-Salonique, une précieuse base d'opérations parfaitement installée, — Cattaro, — sans parler de plusieurs stations dans l'archipel Dalmate et enfin du grand arsenal de Pola, à la pointe de l'Istrie.

D'ailleurs, à l'Est et au Sud-Est du point terminal de la ligne considérée, toutes facilités de ravitaillement en pays amis, Bulgarie, Empire ottoman (1). Je ne parle pas de la Grèce : on sait assez ce qu'il en est. Quant aux régions qui s'étendent au Sud-Ouest du point initial du trajet, le moins qu'on en puisse dire, c'est qu'il est fort à craindre que beaucoup des sujets du très loyal gouvernement des Espagnes marquent encore aux sous-marins allemands ou autrichiens une coupable complaisance dont il est fort difficile de restreindre les effets.

Dans de telles conditions, comment s'étonner des succès, quelquefois retentissans, toujours continus, de nos redoutables adversaires? Du moins conviendrait-il de prendre ici, pour la défense de transports si souvent chargés d'un matériel de guerre indispensable et, fréquemment, de troupes, des précautions toutes spéciales. Plus que jamais, nous nous trouvons en présence de *cas d'espèce*, de cas compliqués, dont chacun exigerait un examen particulier.

Il faut pourtant se borner. Disons d'abord que lorsqu'il s'agit de transporter du personnel ou des cargaisons particulièrement précieuses, il n'y a pas à hésiter sur la solution qui consiste à *raccourcir le plus possible le trajet maritime*. La ligne Marseille-Salonique comporte en effet plusieurs parcours, et c'est déjà diminuer de 50 p. 100 les risques de mauvaises rencontres, que d'emprunter jusqu'à Brindisi, Tarente ou Reggio, le réseau ferré de l'Italie. Le procédé s'impose d'autant mieux que la surveillance du canal d'Otrante et de la partie Nord de la mer Ionienne est fort bien organisée. Il est même question d'une sorte de « barrage » du canal au sujet duquel il est bon de faire des réserves.

Mais ce n'est pas tout : si nous faisons partir notre bateau de Brindisi, par exemple, nous ne sommes pas obligés de l'acheminer sur Salonique exclusivement par la voie de mer, puisque, tout près de lui et à peine hors de vue de la côte italienne, s'étendent les terres de l'Épire et de la vieille Grèce. Or, il y a là des routes et des chemins de fer qui, plus ou moins directement, sûrement en tout cas, au moment où j'écris ceci (2),

(1) On a découvert et détruit beaucoup de stations de ravitaillement des sous-marins sur la côte de l'Asie Mineure. Il en reste encore et il s'en crée certainement de nouvelles.

(2) Avant les événemens du 2 décembre à Athènes, survenus en cours d'impression.

aboutissent à la capitale de la Macédoine. Au Nord de l'Épire, d'abord, nous avons la route, la seule bonne peut-être de cette région, qui va de Santi Quaranta à Janina et de Janina à Kalambasia, aboutissement du réseau ferré grec de Thessalie. Mais la partie qui traverse le Pinde aurait probablement besoin de quelques retouches. Sans entrer ici dans une discussion de l'ordre de la stratégie politique, j'observe seulement que les affaires des Balkans occupent notre attention depuis vingt mois et qu'il y en a vingt-huit que nous sommes en guerre.

Au reste, la route qui part de Santi Quaranta a surtout pour objet de relier Monastir, notre nouvelle conquête, et Ochrida d'Albanie, ainsi que, par répercussion, toute la Serbie du Sud, à l'Adriatique. Cette voie atteint en effet Monastir soit par le Sud, soit par le Nord du lac Prespa. Et, je le répète, *elle est praticable*. Enfin, de Korica, point intermédiaire entre Janina et Monastir, se détache une branche qui va jusqu'à Florina de Macédoine. C'est assez dire combien un tel réseau eût pu être utile, cet été et cet automne. N'insistons pas. Toutes les fois que l'on *creuse* les questions qui touchent à la conduite générale de cette grande guerre, on se trouve en présence de faits de ce genre.

Nous n'avons d'ailleurs pas épuisé nos ressources en voies de communications mixtes. Laissons notre transport descendre au Sud, le long de la côte grecque, à l'abri de la défense mobile de Corfou, puis derrière Paxos, Sainte-Maure, Céphalonie et l'Ithaque du prudent Ulysse. Il arrivera probablement sans encombre à Patras de Morée, où il trouvera le chemin de fer Corinthe-Athènes-Thèbes-Larissa-Salonique. Mais le détour par Athènes, imposé par la profondeur du golfe de Corinthe, semblera peut-être un peu long. Dans ce cas, rien de plus aisé que de descendre à Itia, du golfe en question, sur la côte de la Phocide, d'où une bonne chaussée conduit au chemin de fer de l'Hellade par Grabia de la Doride. Le raccourci est considérable et vaut bien une marche de 40 kilomètres environ, facilitée, si on le veut, par un service de véhicules automobiles.

Admettons toutefois que des difficultés insurmontables, — si tant est qu'il puisse y en avoir en temps de guerre, dans cet ordre de faits, — se soient opposées à l'utilisation d'une ligne de communication mixte à laquelle, d'ailleurs, des esprits chagrins peuvent reprocher l'inconvénient des transbordemens;

supposons même que l'on se considère comme absolument obligé d'utiliser tout le trajet maritime Marseille-Salonique.

Comment organisera-t-on la protection de notre transport si ce navire porte des troupes ou un chargement particulièrement précieux?

La première idée qui vient à l'esprit, c'est de faire escorter cette unité par un navire léger et rapide, par deux, même, si cela était possible — on n'aura jamais assez de bâtimens légers, disais-je ici, il y a longtemps déjà! — Mais cette idée simple s'est heurtée à l'expression péremptoire de « principes généraux. » Comme les paquebots choisis pour ces missions importantes sont des bâtimens neufs, de fort tonnage et d'une belle vitesse, — 20 nœuds, en général, aux essais du moins, — on a établi que *la meilleure protection* de ces grands vapeurs était *leur vitesse même* et que, d'ailleurs, en cas de mauvais temps, leurs petits convoyeurs ne feraient que les gêner en les obligeant à ralentir leur allure.

Que faut-il penser de ces raisons? J.-J. Weiss disait assez plaisamment que, ne pouvant pratiquer nos maximes, nous « maximons » volontiers nos pratiques. Je me garderai de croire qu'il en soit de même ici et que l'exposé des principes que je viens de citer n'ait eu d'autre objet que de masquer l'insuffisance du nombre des petites unités disponibles pour la mission d'escorter les grands transports. Discutons donc sérieusement des argumens que j'ai déjà combattus il y a dix-huit mois, à propos de la catastrophe de la *Lusitania*... car tout cela n'est rien de nouveau, malheureusement!

Oui, il y a quelques années, quand les sous-marins, — alors de fort petite taille, — filaient 10 nœuds en surface et 6 ou 7, tout au plus, en plongée; quand les torpilles automobiles, de 400 kilos au lieu de 900, marchaient en moyenne à 30 nœuds au lieu de 40, s'arrêtaient dans leur course incertaine à 1 500 ou 2000 mètres, au lieu de courir en ligne droite jusqu'à 5 000 et 6 000 mètres; quand enfin les périscopes et les procédés de visée n'avaient pas encore reçu les perfectionnemens dont on les a dotés plus tard et particulièrement depuis deux ans; bref, quand les moyens d'attaque du petit bâtiment de plongée contre les grands bâtimens de surface étaient encore rudimentaires et, point essentiel, exigeaient qu'il se trouvât, par grand hasard, sur la route même du *navire rapide* qu'il aperce-

vait à l'horizon, on pouvait admettre, *a priori*, que ce dernier n'avait pas grand'chose à craindre. Avant que le sous-marin fût parvenu, en essayant vainement de lui couper la route, à portée à peu près convenable de ses trop faibles engins, le grand vapeur s'était dérobé, et c'est tout au plus si une torpille lancée *in extremis*, en désespoir de cause, venait couper à grande distance un sillage qui s'effaçait déjà.

Les choses ont tout à fait changé, et c'est, malheureusement, ce dont on ne paraît pas assez convaincu. Les grands submersibles nouveaux donnent de 18 à 20 nœuds en surface et 12 nœuds, peut-être 13 ou 14, en plongée. Je viens de dire ce qu'étaient leurs torpilles, mais il faut ajouter qu'ils ont des canons de 88 millimètres (1), alors que, — des communications officieuses nous l'ont appris dernièrement, — c'est à peine si nous commençons à mettre des 75 avec affût marin, sur nos plus importans paquebots.

Les chances d'échapper au submersible d'aujourd'hui, quand on est conduit à traverser son champ d'action, sont donc beaucoup plus faibles que celles que l'on avait, il y a huit ou dix ans, de passer indemne en vue d'un des sous-marins d'alors.

Quant à la prétendue gêne causée à un vapeur rapide par la nécessité de régler son allure sur celle de son convoyeur, lorsque l'état de la mer arrête ce bâtiment de faible tonnage, il faut en rabattre beaucoup. Tous les marins savent que l'on peut, dans ce cas, donner la remorque au navire de petites dimensions en attendant l'embellie qui, dans la Méditerranée, en automne, — cas particulier et intéressant, — ne se fait jamais attendre ; que d'ailleurs, pendant la tourmente, le submersible aura peu de chances de réussite ; qu'il n'est même pas nécessaire que le « destroyer, » ou torpilleur, se relie au transport par un câble d'acier : se tenir par ses propres moyens dans la « houache, » — zone de calme relatif déterminée par le sillage du grand bâtiment, — lui sera presque toujours facile ; qu'enfin mieux vaut, de beaucoup, se réduire momentanément à 15 ou 16 nœuds plutôt que de se priver du secours du convoyeur. Et je pense que tout ceci fait justice d'un argument bien pauvre.

Mais laissons là la question de l'escorte particulière donnée

(1) Il semble que certains types spéciaux de grands submersibles poussent jusqu'au calibre de 150 millimètres. Ce seraient, si l'on veut, « des sous-marins de bombardement. » Ceux de Funchal appartenaient sans doute à cette catégorie.

au grand paquebot qui parcourt la Méditerranée. Il existe d'autres moyens de le préserver, au moins dans les parages les plus dangereux, et notamment dans le canal compris entre la Sardaigne et la côte d'Afrique où se sont produits les plus sensationnels torpillages. Seulement il faut avoir recours aux routes détournées. L'une de ces routes, dirigée, par exemple, droit au Sud, vers Bougie et poussée jusque tout près de la côte algérienne, permettra au transport de bénéficier de la zone de protection de la défense mobile d'Alger. Celle-ci, le convoyant vers l'Est, le « passera, » à la hauteur de Philippeville ou de Bône, à la défense mobile de Bizerte, laquelle, à son tour, lui faisant doubler le promontoire du Cap Bon, le remettra aux mains de la défense mobile de Malte, que je suppose outillée comme les deux autres. C'est, en somme, de l'organisation d'une *route d'étapes* qu'il s'agit et mes lecteurs ont sans doute reconnu déjà, depuis que je les entretiens de cette question de la défense des transports, que la ressemblance était frappante entre les procédés qu'il conviendrait d'adopter sur le théâtre maritime et ceux qui sont devenus classiques sur les théâtres continentaux, dans la guerre de mouvemens, du moins. N'en soyons pas surpris : il n'y a pas deux manières de faire la guerre ; il n'y en a, au fond, qu'une seule, — et c'est la bonne.

Je ne m'arrête pas à montrer qu'à partir du méridien occidental de la Crète, et jusqu'à Salonique, — à supposer que l'on ne réussît pas à organiser militairement et sûrement *la ligne de communications continentale* Athènes-Larissa-Salonique, — il faudrait, de toute nécessité, créer dans l'Archipel une route d'étapes maritime analogue à celle que je viens de définir (1).

Est-ce tout ? Non, certes ; et il existe encore, *suivant les cas*, toujours, une foule de « petits moyens » qu'il n'est pas permis de négliger quand il s'agit de si sérieux intérêts. Pourquoi, d'abord, faire partir les paquebots à jour fixe et fixé fort à l'avance ? N'est-ce pas donner une prime à l'espionnage ? Bien au contraire, il convient de laisser indéterminé le jour de l'appareillage, ou même de fixer officiellement une date fausse.

Peint-on les coques en couleurs peu voyantes ? Pratique-t-on un intelligent « maquillage » ayant pour objet, non seulement de donner le change à l'ennemi sur l'identité du navire qui

(1) Presque au moment où j'écrivais ceci, on apprenait la catastrophe du *Britannic*, que le « poste d'étapes » Cyclades aurait probablement sauvé.

apparaît aux limites de son horizon, mais aussi et surtout de *fausser les bases de ses calculs* de distance au but qu'il s'efforce d'atteindre? On peut beaucoup obtenir, dans cet ordre d'idées, par des artifices de peintures habilement distribuées : fausse ligne de flottaison, fausse longueur totale du bâtiment, fausse hauteur des mâts et des cheminées, etc., etc.

Entendez bien, d'ailleurs, que l'on se gardera d'entreprendre ces petites opérations dans le port de départ, surtout s'il s'agit de Marseille ou de Salonique. C'est aussitôt hors de vue des yeux indiscrets et malveillans qu'il convient d'y procéder. Si la mer s'y oppose, on n'hésitera pas à relâcher aux îles d'Hyères ou sur la côte de Chalcidique, où les mouillages ne manquent point. Préparé à l'avance, le travail ne sera d'ailleurs pas long (1)... »

Ai-je besoin d'ajouter qu'il ne faut pas embarquer de munitions pour l'armée sur les transports de personnel? C'est bien assez de celles des canons du bord. Et je n'hésite pas à dire que ces dernières, — dont il est inutile de faire un approvisionnement considérable, — *ne doivent pas être placées à fond de cale*, comme on le fait, nécessairement, pour les bâtimens de combat, les vrais navires de guerre. Le capital danger pour un paquebot-transport, accidentellement armé, c'est qu'un coup de torpille ou de mine détermine l'explosion d'une soute à munitions. Mieux vaut, de beaucoup, s'exposer au péril d'une explosion de ce genre provoquée, au-dessus de la flottaison ou sur le pont même, par un obus de 88 millimètres. Il y a, au demeurant, des moyens d'éviter ou de pallier un inconvénient dont je ne nie pas l'importance.

Télégraphie sans fil, appareils de sauvetage collectifs ou individuels, embarcations nombreuses et perfectionnées, moyens assurés d'amener promptement les canots à la mer malgré l'inclinaison du navire éventré, tout cela mériterait de retenir notre attention ; mais le moment est venu de conclure, puisque aussi bien, en examinant quelques-uns des cas particuliers que déterminent les lieux et les temps, non seulement j'ai montré l'abus fâcheux que l'on fait des généralités et des principes abstraits dans la recherche des solutions

(1) Il serait aussi fort intéressant de supprimer la fumée du navire en marche, la fumée qui le révèle de si loin! Il y a longtemps qu'on s'occupe de cette question... Est-elle enfin résolue?

du problème de la défense des transports, mais je me suis trouvé conduit à exposer ce qu'il y a, dans ces solutions fort diverses, de plus essentiel et de plus adéquat aux exigences, aux difficultés qui se présentent, sans cesse grandissantes.

C'est qu'en effet ce péril devient de plus en plus menaçant, auquel on n'avait pas voulu croire... Ce péril que des publicistes imprudens traitaient par le dédain, voire par la moquerie ; ce péril que les autorités navales, chez les Alliés, assurément plus préoccupées qu'elles n'affectaient de le paraître, pensaient combattre efficacement par des moyens ingénieux, — nul n'en doute, — par des moyens, toutefois, qui, ne visant que les symptômes du mal et ses effets immédiats sans aller jusqu'à la source, se trouvaient constamment en défaut, à mesure que le mal s'aggravait et multipliait ses manifestations...

Il faut pourtant bien songer à en finir. Il faut se convaincre que s'il est bon, s'il est utile, — indispensable même, — d'organiser la défense immédiate des paquebots contre les sous-marins en même temps que de créer sur les mers que nos transports parcourent le plus souvent de véritables *routes d'étapes militaires*, ces sages mesures resteront toujours insuffisantes. Elles le seront même de plus en plus, à mesure que nos habiles adversaires augmenteront le nombre et surtout la puissance individuelle de leurs unités de plongée.

Je ne veux pas entamer, à la fin de cette étude particulière sur la défense des paquebots, une discussion qui viendra sans doute un peu plus tard sur les modalités nouvelles de la guerre sous-marine. Mais je puis dire, dès maintenant, répéter plutôt, car je le disais ici, il y a deux ans, que nous ne réussirons à enlever aux Allemands l'incontestable maîtrise qu'ils exercent non pas *sur*, mais *sous la mer*, — la « maîtrise en profondeur » qui s'oppose d'une manière si saisissante à la « maîtrise en surface, » — qu'en allant attaquer méthodiquement, successivement, avec tous les moyens d'action appropriés, les bases navales de leurs submersibles, soit pour les détruire, soit pour en fermer hermétiquement les débouchés.

Je sais que certaines personnes s'efforcent de persuader au public que ce que je demande est impossible, que les côtes de l'Allemagne, — au moins celles de la mer du Nord, — sont inattaquables, que dis-je! inabordables... J'espère que les lec-

teurs de la *Revue des Deux Mondes* voudront bien faire confiance à un marin, à un officier qui a étudié pendant trente ans les questions que d'autres abordent aujourd'hui pour la première fois et qui a au moins l'avantage assez rare d'avoir « pratiqué » l'hydrographie du littoral allemand.

Contre-Amiral Degouy.

P.-S. — Au moment de livrer ceci à l'imprimeur, je trouve dans un grand journal quotidien (1), au sujet du mode de protection adopté pour les transports qui réussirent si bien à faire passer l'armée serbe de Corfou à Salonique, d'intéressans renseignemens que je n'aurais pu donner dans cette Revue avant que la publication n'en eût été ainsi autorisée : ... « deux *râteaux* de chalutiers balayant la mer en avant et à l'arrière du convoi, généralement composé de trois navires de fort tonnage et naviguant à telle distance que l'un des deux râteaux soit constamment en vue des navires convoyés; un torpilleur de pointe servant de pilote, un autre, à très grande vitesse, allant et venant d'un bout à l'autre du convoi.... » etc.

L'auteur de l'article fait judicieusement observer que ce procédé est excellent par beau temps, dans une mer plate et resserrée, où l'on rencontre des ports de secours permettant de remplacer chalutiers et torpilleurs fatigués, — bref, *dans le cas Méditerranée*, — mais que la méthode serait plus difficile à appliquer par temps bouché, mer forte et grandes distances, c'est-à-dire *dans le cas Atlantique*. Et voici donc une nouvelle application de la loi de la particularisation des cas...

Contre-Amiral Degouy.

(1) *Petit Parisien* du 30 nov. 1916 : « Comment se défendre contre les sous-marins. » (M. G. de Maizière.)

REVUE DRAMATIQUE

Comédie-Française : Reprise du *Chandelier*. — Porte-Saint-Martin : *L'Amazone*, pièce en trois actes de M. Henry Bataille.

C'est ici même, dans la livraison du 1er novembre 1835, que parut *le Chandelier*. Musset avait vingt-cinq ans, et c'était, depuis dix-huit mois, la cinquième pièce de cette merveilleuse série des *Comédies et Proverbes*, honneur de la *Revue* qui l'a publiée, l'un des bijoux de notre littérature dramatique. De toutes ces pièces et de celles qui allaient suivre, aucune n'a été écrite pour la scène et chacune est un chef-d'œuvre ; et si chacune est un chef-d'œuvre, c'est — en partie — parce qu'elle n'a pas été écrite pour la scène. Je m'en rapporte à l'opinion d'un homme de théâtre, à vrai dire un peu parent de Musset. M. Maurice Donnay a écrit : « Musset ne songe pas au public, ni à la critique, ni aux directeurs, ni au Comité de lecture : il est libre. S'il veut, dans *Fantasio*, décrire un tableau hollandais, il ne craint pas qu'un directeur lui dise : « C'est très joli, mais cela fait longueur et cela n'a aucun rapport avec l'action ; » ce tableau, il le met là, parce que ça lui plaît. Se faire plaisir à lui-même, c'est sa seule loi, son unique règle. Rien dans ce théâtre n'a un caractère d'obligation, et c'est une des raisons de son charme. Il ne pense pas non plus à tel ou tel acteur, à telle ou telle actrice dont il s'agit d'utiliser les qualités ou les défauts. Jeune premier, grand premier rôle, second comique, financier, rôle à manteau, jeune première, grande coquette, première ou seconde ingénue comique, cela n'a aucune signification pour lui. Il fait avant tout les personnages de sa comédie, des amans et des grotesques. Il ne songe pas non plus à la recette, ce qui avilit toujours l'art ; il ne s'occupe pas de tenir toute la soirée ; si son sujet ne com-

porte qu'un ou deux actes, il n'en écrit pas trois ou quatre. Il n'est pas obligé d'enfermer son imagination, son invention et l'action dans le même décor. Il a à sa disposition autant de décors qu'il le désire; il n'a qu'à écrire, en tête d'une scène, une place, un jardin, une autre partie du jardin, une fontaine, un oratoire... Et cette comédie qui va ainsi de décor en décor, c'est comme un bel insecte qui va de fleur en fleur, s'enfonce dans leur calice où il reste plus ou moins longtemps selon la provision de pollen qu'il peut faire. » On ne saurait mieux dire et définir avec plus de finesse, — et d'autorité, — les raisons qui rendent cher aux lettrés ce genre de théâtre écrit pour être lu par eux : la tradition doit s'en continuer dans cette *Revue* même qui en fut le premier cadre et la scène originale.

Après cela, il est vrai que ces pièces, qui n'étaient pas destinées à la représentation, ont été représentées : elles le seront sans doute aussi longtemps qu'il y aura un théâtre français, et toujours avec autant de succès : elles font partie du répertoire, au même titre que celles de Marivaux auxquelles on les a si souvent comparées. C'est donc que les conventions dont l'auteur s'est affranchi ne sont pas aussi nécessaires que le croient beaucoup de professionnels. Il y a des règles au théâtre, et c'est un métier de faire une pièce, comme de faire une pendule; mais ces règles et ce métier se réduisent à quelques observations de bon sens : tel était du moins l'avis de Molière. Ce théâtre, dédaigneux de tout ce qui n'est pas l'humaine vérité, est éminemment « du théâtre. »

Pour le faire passer à la scène il a suffi de quelques raccords insignifians. On a toute liberté pour cette mise en scène : encore faut-il qu'elle ne soit pas une trahison, qui dénature la pièce et la rende à peu près inintelligible. Or c'est le cas pour *le Chandelier*, tel qu'on le joue actuellement à la Comédie-Française. On le joue dans un cadre du XVIIIe siècle. Jacqueline porte une robe à paniers. Elle est en paniers dès le petit matin, et, quand elle descend au jardin, à l'heure où les clercs arrivent à l'étude, elle emplit de l'ampleur de ses paniers toute la largeur de la scène. C'est une femme qui ne quitte ses paniers à aucune heure du jour, comme les rois de théâtre se promènent avec leur couronne. Clavaroche est en garde française, à moins que ce ne soit en dragon de Villars. L'intérieur de maître André a des richesses de château historique. Maître André et son clerc sont tout parés de dentelles. Ajoutez que le rôle de Fortunio est joué en travesti, comme c'est la coutume dans les théâtres de chant et qu'en effet une bonne part du succès de l'actrice est dans

la façon, tout à fait délicieuse, dont elle chante la chanson, — j'allais dire : la romance — du second acte. En vérité, on ne monterait pas autrement un opéra-comique de Sedaine avec musique de Monsigny.

L'anachronisme est flagrant. En maints endroits, le texte s'insurge et proteste contre cette insolente erreur de date : est-il même besoin de le faire remarquer? Le rôle du « chandelier, » tel que le définit Clavaroche, consiste à « porter un châle ou un parapluie ; » la mode du châle date de Corinne et de la « danse du schall », le parapluie est Louis-Philippe. « La dame, dit encore ce Clavaroche, lui abandonne le bout de ses doigts en valsant;... » la valse est une importation allemande, qui a remplacé les vieilles danses françaises, au temps où nos élégans avaient jugé bon de s'appeler dandys, d'un nom anglais, le dandy Musset souhaitait qu'une duchesse en France sût valser aussi bien qu'un bouvier allemand. Clavaroche est officier de dragons et porte un pantalon rouge. Pour ce qui est de Fortunio et de son costume, aucun doute, aucune hésitation n'est possible. « Pauvre garçon ! lui dit son collègue Guillaume, tu ne connais pas nos belles dames de province. Nous autres avec nos habits noirs, nous ne sommes que du fretin, bon tout au plus pour les couturières. Elles ne tâtent que du pantalon rouge... » Il n'y a pas à dire, Fortunio porte un « habit noir, » et cette mise sévère convient fort bien au troisième clerc d'une étude de province. « Prenez garde à vous, Madelon, ces anges-là font déchoir les filles ! » prononce Jacqueline, qui sans doute a retenu d'*Eloa* ces façons de parler fort mystiques. Fortunio passe pour faire la cour aux grisettes, et nous savons exactement à quelle date apparaît ce type falot dans l'histoire de la galanterie. La grisette était la vertu même ; c'était trop beau, cela ne pouvait pas durer. Aussi quand disparut la dernière grisette, ce fut, dans les romans et dans les journaux, un flot d'encre trempée de larmes. Et enfin maître André, en signe de joie et de réconciliation, a l'idée de rapporter dans sa poche un petit Napoléon en sucre. Cette idée ne lui serait jamais venue, sous Louis XVI... Bref, l'époque où s'encadre *le Chandelier* est déterminée aussi exactement qu'il est possible C'est l'époque du châle et de la valse, des grisettes et des demi-solde. C'est la société des premiers romans de Balzac, ou, pour prendre les choses plus simplement encore, c'est celle où vivait l'auteur en 1835, et qu'il peignait d'après nature en regardant autour de lui.

Ce qu'il y a de plus grave dans ce travestissement XVIIIe siècle —

et c'est pourquoi j'y insiste, c'est qu'il entraîne un perpétuel contresens sentimental. Il évoque une atmosphère de sentimens et de mœurs avec laquelle les sentimens des personnages et les mœurs de la pièce sont en contradiction violente. Le rôle de Fortunio ne se comprend plus, si on l'imagine dans le milieu qui fut celui de Chérubin. Car Fortunio c'est Chérubin, mais un Chérubin attendri, attristé, pénétré de mélancolie moderne, exalté par la déclamation romantique. Entre les deux personnages il y a toute une révolution littéraire et morale : d'un mot, il y a la Révolution. Hardi comme un page et vif comme un émerillon, Chérubin, une lueur dans les yeux, une chanson aux lèvres, s'élance de toute son ardeur intacte vers cette unique joie de la vie qui est l'amour. Fortunio, grand liseur de romans, a lu *Werther*. L'amour lui apparaît tout enveloppé de brumes et déjà d'une ombre qui est celle de la mort; mourir est un mot qui revient dans ses déclarations à la manière d'un refrain ou d'un ornement de style : « Dieu sait que ma douleur est vraie et que je vous aime à en mourir. » Un grand amour est pour lui surtout une grande souffrance et se reconnaît aux larmes qu'il fait verser, « J'aime, je souffre, » ce sont pour lui termes synonymes. « Seigneur mon Dieu! (c'était l'habitude alors de mêler Dieu à ce genre d'affaires) je n'ai que des larmes. Les larmes prouvent-elles qu'on aime?... Ce qui m'a jeté à vos pieds c'est une douleur qui m'écrase, que je combats depuis deux ans. » Il a lu Shakspeare ; il y a un monologue de Fortunio, comme il y a un monologue d'Hamlet : l'amoureux de Jacqueline se penche sur l'énigme du cœur de la femme, comme sur le seul mystère qui importe dans la création. « Non, une femme ne saurait être une statue malfaisante, à la fois vivante et glacée. » Hamlet disait plus simplement : Fragilité, ton nom est femme. Toute la rêverie moderne est entrée dans l'âme de Fortunio : « Je sortais d'une salle obscure d'où je suivais depuis deux ans vos promenades dans une allée, j'étais un pauvre dernier clerc qui s'ingérait de pleurer en silence... » C'est, déjà, le ver de terre amoureux d'une étoile. A la manière des lyriques du XIXe siècle, le clerc de maître André associe aux émotions de l'amour la nature tout entière. « Vous alliez dire à la nature entière, à ces jardins, à ces prairies de me sourire comme vous... » En résumé, Fortunio est Musset : ce n'est pas du tout la même chose que d'être Beaumarchais.

Je m'empresse d'ailleurs de reconnaître que l'anachronisme dont je me plains n'est pas une invention récente et qu'on ne saurait l'imputer à la direction actuelle de la Comédie-Française. Il date

des premières représentations du *Chandelier*, au Théâtre-Historique d'abord puis au Théâtre-Français, et donc du vivant de Musset. Seulement il avait été alors introduit à dessein et par mesure de prudence, et c'est bien comme un déguisement qu'il avait été imposé à la pièce. *Le Chandelier* était, à l'époque, jugé trop hardi et même scandaleux : il fut parfaitement interdit, après quarante représentations il est vrai, par le ministre d'alors qui était Léon Faucher. Reculer l'action dans le passé et justement dans la société facile du XVIIIe siècle, c'était en atténuer « l'immoralité. » Mais ce scrupule n'existe plus aujourd'hui. *Le Chandelier* a cessé de faire scandale. Aussi serions-nous sans excuse de ne pas restituer à l'œuvre de Musset son cadre et son atmosphère vraie. L'épreuve a d'ailleurs été faite. M. René Benoist, l'homme de ce temps qui sait le mieux les choses du théâtre, me rappelle que, dans une représentation organisée par Mme Marie Samary, le rôle de Fortunio, tenu par le fils d'un de nos plus spirituels auteurs dramatiques, fut joué en « habit noir. » Le succès fut très vif. La Comédie-Française nous doit, pour une future reprise, ce rajeunissement de la mise en scène du *Chandelier* et ce retour à la vérité.

Elle nous le doit parce que *le Chandelier* est dans l'œuvre de Musset une pièce d'un caractère exceptionnel et à laquelle il convient de conserver, — sans le souligner et sans le forcer, — son caractère particulier, qui est une sorte de réalisme. Il diffère par là de ces deux autres chefs-d'œuvre qui sont *les Caprices de Marianne* et *On ne badine pas avec l'amour*. C'est de M. Paul Bourget que je tiens la définition que je crois la meilleure du théâtre de Musset, celle qui explique le mieux ce mélange incomparable de grâce et de profondeur. A son avis, la grande originalité de Musset est d'avoir placé, dans le cadre le plus irréel, les personnages les plus réels. C'est cela même. Le pays de convention, l'époque indéterminée, la fantaisie du dialogue, un je ne sais quoi d'impalpable et d'aérien qui court à travers la poésie de cette prose, voilà l'irréel ; mais la claire vision des erreurs et des fatalités de notre nature, voilà le réel. Ce contraste entre le cadre et le fond de l'étude a d'abord de la saveur et du piquant ; il permet ensuite à l'analyse de ne rien craindre et d'aller jusqu'au bout d'elle-même. Dans cette atmosphère de rêve on peut tout entendre, et la vérité passe à la faveur du conte bleu. Une ville d'Italie, Marianne les yeux baissés sur le missel qu'elle tient de ses longs doigts, Octave sous la pergola buvant du lacryma-christi, Cœlio disposant les musiciens pour la sérénade, et les conversa-

tions de Décaméron et le dialogue en concetti, c'est la fantaisie; mais le furieux malentendu : — « Je ne vous aime pas, Marianne, c'était Cœlio qui vous aimait ; » — c'est l'histoire de beaucoup d'hommes et de beaucoup de femmes dans tous les pays et dans tous les temps. Le parc autour d'un château d'autrefois, les vieux arbres et la fontaine, le chœur des paysans, Dame Pluche et Bridaine, c'est le décor pour un conte de ma mère l'Oye ; mais entre Camille et Perdican se livre un de ces cruels jeux de l'amour, pareils à un combat meurtrier. Il en est à peu près de même dans *Fantasio*, dans *Barberine*, dans *Il ne faut jurer de rien*. La même définition convient à ces pièces irréelles et vraies. Elle s'applique moins exactement au *Chandelier*. Ici la part de la fantaisie est moindre et la réalité est moins enveloppée. Certes Musset a jeté comme toujours l'esprit et la gaieté à pleines mains; la marche de la pièce est libre et souple ; le dialogue a des ailes, et il y a dans le rôle de Fortunio tant de poésie que toute la pièce en est illuminée. Il reste que *le Chandelier* est, dans le théâtre de Musset, une comédie moins rêvée que les autres, moins différente de ce que nous avons coutume d'appeler une comédie, et qui s'insère d'elle-même à sa place dans la suite de notre comédie classique, bourgeoise et gauloise.

On sait que le souvenir d'une aventure personnelle servit à Musset de point de départ. Il était à peine hors de page : je veux dire qu'il venait de quitter le collège. L'enfant s'était fait adolescent, son regard s'était affermi, son air s'était enhardi : « La première femme qui s'aperçut de ces changemens était une personne de beaucoup d'esprit, excellente musicienne, railleuse, coquette et atteinte d'une maladie de poitrine incurable. Pour aller la voir à la campagne où elle l'engageait sans cesse à venir par des billets d'un laconisme prudent, Alfred manquait au rendez-vous de sa muse et traversait la plaine aride de Saint-Denis. Comme il voyait bien que cette femme ne le regardait plus des mêmes yeux qu'autrefois, et que pourtant elle affectait de le vouloir toujours traiter en enfant, ce manège l'étonna. Il lui fallut du temps pour reconnaître qu'on abusait de son innocence et qu'on lui faisait jouer le rôle de *Fortunio*. La dame était pourvue d'un Clavaroche, mais elle n'avait pas le cœur de Jacqueline. Elle resta insensible aux tendres reproches du jeune homme dont elle s'était moquée de la manière la plus cruelle. » En transportant ce souvenir dans le domaine de la fiction, Musset l'a à peine transposé. Il s'est tenu tout près de la réalité, qui n'est pas ici fort relevée. Il n'a guère changé ni la condition des personnages

qui sont d'assez petites gens, ni le caractère de l'aventure qui est assez vulgaire, ni même le « cœur de Jacqueline. »

Paul de Musset, qui nous conte cette anecdote, ajoute que nous lui devons *le Chandelier*, « l'un des meilleurs fruits de l'esprit français depuis le siècle de Molière. » Pour une fois, le bon frère s'est montré bon critique. La filiation avec notre comédie traditionnelle est certaine. Maître André est, à la lettre, un mari de Molière. La première scène, celle de l'interrogatoire de Jacqueline, est d'un comique large et gras, qui sonne comme le rire d'autrefois, et contraste avec la note plus grêle du persiflage habituel à Musset. L'esprit français, tel qu'il s'épanouit dans la comédie de Molière, est celui de nos vieux fabliaux. Il consiste essentiellement à s'égayer des bons tours que joue la malice féminine à la crédulité d'un mari ou à la sottise d'un amant. C'est bien l'esprit du *Chandelier*, et c'est à ce point de vue qu'il faut se placer pour apprécier les personnages de la pièce.

Jacqueline... ah! que c'est une erreur d'en faire un rôle à paniers et de le jouer en grande coquette! Cette petite bourgeoise de province, femme de notaire, qui trompe son mari avec le premier militaire qui passe, son amant avec le clerc de son notaire de mari, ce n'est ni une grande coquette, ni une grande amoureuse, et elle n'y prétend guère, et de là vient que son rôle soit toute simplicité et toute vérité. Jolie à ravir, elle s'est mariée, pour se marier, à un homme beaucoup plus âgé qu'elle et qui avait du bien : c'est Agnès épousant Arnolphe, c'est Rosine épousant Bartholo. Pas un instant elle n'a songé à lui être fidèle et Clavaroche n'a eu qu'à se présenter. Aime-t-elle ce premier amant? Oui, sans doute, comme elle peut aimer et comme lui-même mérite d'être aimé. Car ce Clavaroche n'est ni un lourdaud, ni un grotesque, et c'est une faute de pousser le rôle au comique. Il a une fatuité de bel homme et nulle sentimentalité : c'est ce que veut dire Fortunio quand il lui reproche sa « sotte vanité. » Mais d'ailleurs il est élégant, de fière tournure et d'allures conquérantes. Il domine entièrement Jacqueline et lui fait faire tout ce qu'il veut. Il plaît aux femmes par sa hardiesse qu'avive une pointe de cynisme, et Jacqueline est terriblement femme. Lorsque Clavaroche lui explique à quoi sert un « chandelier, » elle ne peut s'empêcher de rire : tous les manèges qui ont rapport à l'amour l'intéressent et l'amusent. Elle ne fait d'objections qu'à peine et pour la forme, et tout de suite elle entre dans le jeu. Sur quelques indications que lui a données sa servante, elle imagine tout un plan et l'invente à mesure. Elle est de ces filles à qui, suivant le proverbe,

l'amour donne de l'esprit. Seulement, le jeu est dangereux : c'est un piège, auquel elle se prend d'autant plus aisément qu'elle a moins de défense. Elle est trop femme pour ne pas voir que ce Fortunio est charmant, avec ses yeux bleus, sa grâce de novice et ce cœur qui s'offre, et ce don qu'il a de dire si joliment les choses. Il présente aux yeux de Jacqueline l'amour sentimental, l'amour pénétré de tendresse et mouillé de larmes, et c'est une sorte d'amour que Clavaroche ne lui a pas fait connaître. Comme elle trompait maître André avec Clavaroche, elle va tromper Clavaroche avec Fortunio, et elle y aura aussi peu de scrupules et aussi peu de remords : « Je fais ce que vous m'avez dit. » Elle n'y mettra, d'ailleurs, nulle perversité. Elle n'est pas telle que la Napolitaine, et l'amour, pour lui plaire, n'a pas besoin d'être un péché : il suffit que ce soit l'amour. Elle l'aime pour lui-même, avec ingénuité. Ce n'est pas sans raison que j'évoquais le souvenir d'Agnès, et ici encore Musset est dans la tradition. Car Jacqueline, c'est l'instinct, et c'est la nature.

Et Fortunio... quelle erreur de faire jouer son rôle par une femme ! Ici encore, l'erreur n'est pas nouvelle, puisqu'elle date des représentations du Théâtre-Historique. Le rôle y fut tenu par Mlle Maillet. Par bonheur, ses interprètes à la Comédie-Française se sont appelés Delaunay et Le Bargy. Car le rôle est éminemment un rôle masculin : il signifie, pour tout dire, une date dans la vie masculine. Fortunio, c'est un âge et c'est un tempérament. Clavaroche ne s'y trompe pas, lui qui s'y connaît, étant lui-même un homme à femmes : « Je le tiens pour poisson d'eau vive : il est friand de l'hameçon. » De tout son être il appelle l'amour, et, comme un avant-goût, il en respire l'odeur : « Que Roméo possède Juliette, je voudrais être l'oiseau matinal qui les avertit du danger. » Ce ne serait pas faire un très joli métier; mais Fortunio est comme Jacqueline : il ne s'embarrasse pas de beaucoup de scrupules. Quand Jacqueline lui explique son ingénieux système de comptabilité en partie double : « Le mari sûr de ses quittances ne se connaît pas assez en chiffons pour deviner qu'il n'a pas payé tout ce qu'il voit sur l'épaule de sa femme; » il repart avec bonhomie : « Je ne vois pas grand mal à cela. » Lui aussi, il est d'avis que l'amour est l'amour et qu'il n'y faut pas regarder de trop près. C'est pourquoi nous aurions tort de nous laisser trop impressionner par ses grands désespoirs, par l'éloquence de ses plaintes et par tout cet étalage de douleur tragique. Quand il parle de ses souffrances, il est sincère sans doute, mais ce sont souffrances où il se plaît : il ne les donnerait pas pour tout l'or du monde. Et surtout, c'est un langage

qu'il tient parce que c'était alors le langage de l'amour : il répète le jargon à la mode qu'il a appris dans les romans nouveaux. Mourir, il n'en a nulle envie : c'est l'ardeur du désir qui lui fait monter aux lèvres toutes ces belles phrases. Il y a dans sa timidité bien de la hardiesse et dans sa tristesse une secrète volupté. Il jure à Jacqueline qu'il lui a fait don de toute sa vie ; mais à cette chanson qu'il a composée pour elle, notez qu'il n'a mis aucun nom : à combien d'autres la chantera-t-il et seront-elles mille et trois? Ce sont ses premières armes que ce Richelieu de province fait auprès d'une maîtresse déjà instruite. Formé à si bonne école, il a devant lui toute une carrière. Peu nous importe d'ailleurs ce qu'il deviendra plus tard : il nous suffit que l'heure où on l'a saisi pour le peindre est exquise de fraîcheur. Il sent, il s'exprime comme Musset : « *Jacqueline.* Je ne suis pas connue de vous, — *Fortunio.* L'étoile qui brille à l'horizon ne connaît pas les yeux qui la regardent; mais elle est connue du moindre pâtre qui chemine sur le coteau... » Il est le poète lui-même à l'éveil des premiers désirs, à l'éclosion des premiers vers. C'est de quoi est faite son immortelle séduction.

En dépit de l'erreur de mise en scène que j'ai signalée, c'est quand même un charme que ce spectacle tel qu'on nous le donne aujourd'hui. Mlle Piérat, en Fortunio, est parfaite de grâce, de tendresse, d'ardeur et de mélancolie et elle chante à ravir. M. Alexandre est un excellent maître André. Mlle Sorel se souvient trop de Célimène en devenant Jacqueline. Et M. Fenoux ne prête pas assez d'élégance au personnage de Clavaroche.

J'ai assisté avec une profonde tristesse à l'une des représentations de *l'Amazone*. Dans les circonstances tragiques que nous traversons, toute œuvre nouvelle, toute œuvre actuelle ne doit s'inspirer que des besoins de l'heure présente qui sont de hausser les cœurs et de tendre les énergies. Cela n'exige pas un grand effort d'imagination ni d'invention : il suffit de regarder autour de soi, de peindre la France telle qu'elle est, dans toutes les classes, dans tous les rangs de la société. Cette France si grande, si belle, si noble dans la souffrance, n'a rien de commun avec la triste parodie que M. Henry Bataille n'a pas craint de nous en présenter, dans un tel moment de notre histoire!

Cela se passe dans une petite ville de province. La famille Bellanger a recueilli une réfugiée, Ginette. Cette jeune fille, devenue infirmière, fait un peu scandale dans le quartier. On trouve qu'elle fait trop de

musique, trop de musique gaie ou trop de musique allemande. A ce reproche elle répond par une déclaration qui nous stupéfie. Chassée par l'invasion de sa ville natale, elle a vu fusiller ses parens, massacrer ses frères, elle a perdu tous les siens — et elle est gaie! Je ne lui en fais pas mon compliment. Qui est-ce que peut bien symboliser cette Ginette? Car il paraît qu'il y a du symbole dans la pièce. J'affirme que ce n'est pas la France. La France est courageuse, fière, résolue : elle n'est pas gaie. Elle a trop conscience que ses destinées sont en jeu. Elle sait trop combien de Français et de Françaises ont subi les plus dures épreuves. Elle a perdu trop de ses enfans. Elle estime que d'être gaie ce serait faire insulte à ses morts.

Le ménage Bellanger avait été jusqu'ici un excellent ménage, uni, fidèle. L'installation de Ginette au foyer conjugal va tout gâter. Allez donc faire le bien ! Bellanger, qui frise la cinquantaine, devient amoureux de cette jeunesse. Et comme Ginette n'a d'yeux que pour les combattans, Bellanger se souvient qu'il a jadis été officier et se fait réintégrer dans son grade. Pour plaire à cette Chimène, ce Rodrigue sur le retour va marcher à des combats dont il espère recevoir quelque jour le prix. Ainsi l'auteur a trouvé le moyen de rendre ridicule et pitoyable un des plus beaux traits de la France d'aujourd'hui. Rien n'est plus beau que le dévouement de ceux qui, malgré leur âge, quittent tout, leur famille, leur intérieur, leur travail, pour aller défendre leur patrie. Un seul amour les guide, auquel ils font généreusement le sacrifice tout entier : l'amour de la patrie. Ici, nous n'avons sous les yeux que la fantaisie sénile d'un vieillard amoureux.

Au moment où elles apprennent la résolution de Bellanger, c'est pour la femme et pour la fille de celui-ci un désespoir. Elles le supplient de ne pas partir. Elles embrassent ses genoux. Elles sont d'une lâcheté dégoûtante. Allons donc ! A quel pays, à quelle humanité appartiennent ces femmes-là? Pas une Française ne se reconnaîtra en elles. Si poignante que puisse être son émotion, il n'est pas une Française qui ne rougirait de supplier un mari ou un père de ne pas aller faire tout son devoir, plus que son devoir.

Au deuxième acte, l'auteur semble avoir pris à tâche de réunir, pour nous le mettre sous les yeux, tout ce qui peut déprimer le moral, dissoudre l'énergie. C'est d'abord l'énervante inquiétude des jours sans nouvelles. L'attente de chaque courrier chaque fois déçue, les démarches sans résultats, les vaines hypothèses, les versions

rassurantes qui précisent les appréhensions et les changent presque en certitudes, ah! l'atroce chose, le dur martyre! Puis, immanquablement, nous avons eu la visite du délégué de la Croix-Rouge, qui vient, avec les ménagemens d'usage, le costume et la mine d'enterrement, apporter la sinistre nouvelle. Mme Bellanger est d'abord terrassée par la douleur. Quand elle revient à elle, c'est pour invectiver Ginette : « Assassin! Assassin! » Car elle se souvient que ce sont les paroles enflammées de la jeune fille qui ont envoyé Bellanger se faire tuer. Ginette réplique. C'est un duo de furieuses vociférations. Et c'est intolérable. Nous songeons au malheureux qui là-bas dort son sommeil héroïque. Et nous réclamons, de tout notre être révolté, pour la dignité de la souffrance et pour le respect dû à la mort!

La pièce semble finie : l'auteur y a pourtant cousu un troisième acte. C'est après la guerre, qui s'est terminée le mieux du monde, par la victoire de la France. Nous sommes à la sous-préfecture. Car il y a un sous-préfet dans la pièce, un assez jeune sous-préfet, dont le rôle n'est pas très reluisant. Il fait de l'auto, il fait la cour à Ginette, il fait peu honneur à l'administration. C'est ce fonctionnaire embusqué dans sa sous-préfecture que Ginette est à la veille d'épouser. Étrange pour une amazone! Mais ceci n'est guère moins étrange. Apparaît, dans ses vêtemens de deuil, la veuve de Bellanger, pareille à une statue du remords. Elle se dresse devant Ginette comme une Erinnye vengeresse. Ce serait trop commode d'envoyer se battre les maris des autres, pour pêcher après cela un mari parmi ceux qui ne se sont pas battus! Ginette n'a plus droit aux joies de la vie : elle ne sera pas sous-préfète. Ainsi elle est punie. Pourquoi? Pour avoir tenu un langage patriotique. Gagné à son enthousiasme, Bellanger est allé se battre pour son pays. Voilà le crime de Ginette. Il paraît qu'on commet un crime quand on encourage un homme à s'aller battre pour sa patrie! Où sommes-nous, dans quel temps et dans quel pays? Et quelle image de la noble, douloureuse et vaillante France de 1916!

Cette pièce évoque toutes les tristesses de la guerre et rien que ses tristesses; elle réveille l'horreur des deuils, elle déprime les courages. Elle continue cette littérature dissolvante dont nous avons, avant la guerre, trop longtemps subi l'action néfaste et qui faisait croire à notre décadence. Aujourd'hui deux ans et demi de bravoure et d'endurance françaises protestent contre cette littérature de défaite.

René Doumic.

REVUES ÉTRANGÈRES

HENRI SIENKIEWICZ ET L'AME POLONAISE

C'est, si je ne me trompe, en 1886, voilà tout juste trente ans, que j'ai eu à m'occuper pour la première fois de l'œuvre de Sienkiewicz. Ayant appris mon origine polonaise, un éditeur m'avait chargé d'écrire une préface pour un recueil de nouvelles du futur auteur de *Quo Vadis ?* — dont une traduction, d'ailleurs assez médiocre, lui était, par hasard, tombée entre les mains. J'étais alors moi-même un très jeune garçon, partageant mes loisirs entre la rédaction d'articles en style plus ou moins « hermétique » pour la *Revue Wagnérienne* et l'interprétation quasiment « officielle » des nouveaux sonnets de Stéphane Mallarmé. Tout cela ne me préparait guère à goûter de petits récits d'une émotion parfois très délicate, mais où la personnalité poétique de Sienkiewicz se trouvait encore trop souvent cachée, il faut bien l'avouer, sous l'imitation des procédés ordinaires de Dickens et d'Alphonse Daudet : de telle sorte qu'au lieu de profiter de cette occasion pour faire plus amplement connaissance avec l'art du jeune conteur polonais, je me souviens d'avoir simplement employé ma préface à célébrer la splendeur d'une âme nationale polonaise tout idéale, — ou, plus exactement, tout imaginaire, — qui, de par la beauté même et l'incomparable richesse de ses rêves, aurait toujours craint de les profaner en s'astreignant à les revêtir d'une forme définie.

Et puis le temps a passé, et voici que, aux environs de l'année 1900, le brusque et prodigieux succès de *Quo Vadis?* est venu me

remettre en mémoire le nom de l'écrivain polonais que j'avais ainsi, très fâcheusement, négligé de « découvrir » quatorze années plus tôt! Encore mentirais-je en disant que, même à cette date, les multiples aventures « néroniennes » de Lygie et de Vinicius m'aient fait changer d'opinion touchant l'originalité littéraire d'Henri Sienkiewicz. Par-dessous une habileté de main et une souplesse d'esprit incontestables, il me semblait retrouver là une espèce de froideur ou de « détachement » qui déjà m'avait frappé dans les agréables petits récits de naguère, comme si l'auteur, trop attentif à nous dissimuler sa continuelle imitation de modèles étrangers, évitait soigneusement de s'abandonner tout entier à ressentir les angoisses ou les joies de ses personnages. Et aussi ne saurais-je oublier tout ce qui s'est mêlé de surprise à mon ravissement lorsque, durant l'été de cette même année 1900, ayant résolu de rendre compte ici d'un nouveau roman de l'écrivain polonais, j'ai soudain éprouvé l'impression de voir surgir devant moi un art tout différent de celui que représentait pour moi jusqu'alors, le nom de Sienkiewicz (1). Le roman s'appelait : *Les Chevaliers de la Croix*, et racontait la lutte séculaire de la Pologne contre ces terribles chevaliers de race allemande, pour aboutir enfin à une ample et magnifique peinture de l'immortelle victoire polonaise de Grünewald. Cette fois, le narrateur s'était livré à nous tout entier; et que si, par instans, son histoire continuait à réveiller en moi des échos de Walter Scott ou d'Alexandre Dumas, je devinais assez que lui-même, d'un bout à l'autre du livre, n'avait eu de pensée que pour l'évocation vivante de l'un des plus tragiques et superbes exploits des héros de sa race. Avec toute la couleur et tout l'attrait adroitement varié d'un roman, ce livre me produisait plutôt l'effet d'un grand poème épique, d'une œuvre en vérité inégale et trop manifestement improvisée, mais qui souvent, par delà les *Martyrs* et d'autres tentatives modernes, nous forçait à nous rappeler des chants de l'*Iliade*.

Dorénavant Sienkiewicz avait cessé d'être pour moi un simple « adaptateur, » se contentant d'offrir à ses compatriotes un art expertement emprunté aux maîtres les plus en vogue des récentes écoles de Paris ou de Londres. Amené par la rencontre des *Chevaliers de la Croix* à constater chez lui des qualités littéraires infiniment plus hautes, et qui n'étaient qu'à lui, j'avais même cru reconnaître l'origine,

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet 1900. J'ajouterai qu'une excellente traduction de ce roman a paru depuis lors sous le titre de : *Les Chevaliers Teutoniques* (1 vol., librairie Fasquelle).

déjà très distincte, de ces qualités dans un roman de sa jeunesse. *En Vain*, que l'on nous avait traduit vers le même temps (1), et où leur présence m'avait d'autant plus profondément touché que je les y voyais s'accompagnant volontiers d'une certaine gaucherie naïve et passionnée, la moins faite du monde pour annoncer la prochaine dextérité « manuelle » de l'auteur de *Quo Vadis?* Mais voilà qu'à la suite du triomphe, décidément affirmé, du roman « néronien, » une demi-douzaine de traducteurs se sont mis à déverser sur nous une foule d'autres récits de toutes dimensions, dont les uns nous révélaient, à nouveau, les mêmes dons d'imitation habile et « détachée, » tandis que d'autres, — de longs romans « contemporains » appelés *Sans dogme* ou *la Famille Polaniecki*, — avaient de quoi nous apprendre, tout au plus, qu'il existait tels genres d'observation intime et d'analyse psychologique où le plus adroit talent d'« adaptation » se trouvait encore condamné à l'échec. Il est vrai qu'on nous offrait aussi, parmi les innombrables articles de ce « déballage » étalé au hasard, des traductions des trois grands romans historiques de Sienkiewicz, *Par le Fer et par le Feu*, — *le Déluge*, — et *Messire Wolodyowski* (2); mais quel moyen d'en discerner la valeur exceptionnelle, entre tant de produits qui sollicitaient également notre choix? Ou plutôt comment ne pas choisir, de préférence, des œuvres d'un abord plus facile et plus engageant, avant de se résoudre à entamer la lecture de ces trois énormes récits de chacun six cents pages, et dont on savait, en outre, qu'ils formaient les trois actes d'une seule « trilogie, » de telle manière que, ayant commencé *Par le Fer et par le Feu*, l'on serait obligé de « pousser » jusqu'au dernier chapitre de *Messire Wolodyowski?*

J'en étais là de ma connaissance de l'œuvre d'Henri Sienkiewicz lorsque, pendant l'été de 1913, j'ai reçu la visite d'un éminent critique et poète polonais qui me faisait l'honneur de m'inviter à écrire une étude sur l'auteur de *Quo Vadis?* Et comme, après lui avoir avoué mon extrême incompétence, je m'étonnais de l'admiration presque superstitieuse dont lui-même et tous ses compatriotes entouraient la figure du plus fécond de leurs romanciers, en ajoutant qu'à mon avis non seulement le grand poète qu'était Adam Mickiewicz, mais encore maints conteurs polonais de naguère et d'aujourd'hui me paraissaient avoir plus de droits à l'hommage de leur race, mon visi-

(1) *En Vain*, traduit par Gaston Lefèvre (1 vol. librairie Perrin).

(2) Ces trois traductions, publiées d'abord à la *Revue Blanche*, sont aujourd'hui en vente à la librairie Fasquelle.

teur m'a fait une réponse qui toujours, depuis lors, m'est demeurée présente dans l'oreille et au cœur.

— Ce que vous venez de me dire, m'a-t-il répondu, me prouve qu'en effet vous ignorez absolument et l'œuvre et le rôle de notre Sienkiewicz ! Je ne m'arrêterai pas à discuter avec vous le mérite littéraire de *Quo Vadis* ?, encore qu'il me semble que l'universalité même du succès de ce livre, signé d'un nom jusqu'alors tout obscur, et n'ayant pour se recommander que son seul contenu, devrait suffire pour vous empêcher de le mettre au niveau d'un *Dernier jour de Pompéi* ou d'une *Fabiola*. Pareillement je vous laisserai continuer de croire que *la Famille Polaniecki* n'égale pas le mérite littéraire d'un roman de Flaubert ou du comte Tolstoï, — sauf peut-être pour vous à devoir regretter, quelque jour, votre excès de rigueur vis-à-vis d'une œuvre qui rachète amplement ses défauts extérieurs par l'exemplaire réalité « polonaise » d'un bon nombre de ses portraits. Sans compter que tous ces récits d'Henri Sienkiewicz ont pour nous un attrait qui, forcément, vous échappe : l'attrait d'une langue à la fois précise et sonore, aussi nouvelle dans son genre que l'était jadis pour nos pères la langue poétique de Mickiewicz. A supposer même que l'auteur d'*En Vain* se fût borné à créer chez nous cette langue, dorénavant impérissable, de la prose polonaise, ne serait-ce point déjà un mérite suffisant pour nous justifier de l'aimer et de le vénérer ainsi que nous faisons ? Mais, au vrai, tout cela n'est qu'une faible partie de notre dette nationale de reconnaissance envers Sienkiewicz. Cet homme dont il n'y a personne chez nous qui n'éprouve pour lui la tendre et fidèle vénération d'un fils, cet écrivain que la Pologne entière a récemment honoré comme une espèce de roi, en le priant d'accepter un domaine princier à l'acquisition duquel pauvres et riches avaient collaboré, ce consciencieux et modeste ouvrier de lettres a été l'un des grands bienfaiteurs de notre nation. « Ainsi s'achève, — écrivait-il lui-même en 1888, à la dernière page de son *Messire Wołodyowski*, — cette trilogie conçue et patiemment élaborée pour le réconfort des cœurs polonais ! » Oui, plus que tout autre de ses compatriotes, Sienkiewicz a travaillé et réussi à nous « réconforter. » Rien au monde ne pourrait vous donner une idée de l'événement merveilleux qu'a été pour tout cœur polonais l'apparition, en 1884, du premier des romans de la « Trilogie. » C'était comme si notre Pologne entière se fût, tout d'un coup, réveillée d'un long et pénible sommeil, comme si elle eût soudain retrouvé une voix, et comme si ce retour à la conscience de son être lui eût rendu, sur-le-

champ, et l'orgueil de son passé et les hardis espoirs de son avenir. Ne me disiez-vous pas, tout à l'heure, que l'impression la plus profonde qui vous restât de la lecture des *Chevaliers de la Croix* était d'y avoir en quelque sorte senti, à l'avant plan, l'âme vivante de la Pologne, se dressant au-dessus d'une foule variée de nobles et de manans polonais des premières années du xve siècle ? Cette âme vivante de notre race, c'est elle qui, dès le début, s'est révélée à nous dans les trois romans « nationaux » d'Henri Sienkiewicz; et à peine l'avons-nous aperçue et entendue, telle que la ressuscitait le génie d'un poète patriote, qu'aussitôt chacun de nous en a discerné le reflet et l'écho dans son propre cœur, si bien que, depuis ce moment, les moindres personnages de la *Trilogie* nous sont devenus pour le moins aussi proches que les membres les plus familiers de notre entourage de tous les jours, et non seulement nous ont rappelé que, durant des siècles, notre race avait librement lutté et vaincu, allié ou opposé sa puissance à celle des autres nations européennes, mais encore qu'elle avait conservé le désir et la force de renouveler son action séculaire à la face du monde!

Ai-je besoin de dire que, tout de suite après le départ de mon visiteur, je me suis plongé dans la *Trilogie* d'Henri Sienkiewicz ? Je l'ai dévorée d'un seul trait, en moins d'une semaine; et je viens encore de la relire tous ces jours passés, en regrettant seulement que l'auteur ne nous eût pas donné d'autres récits des aventures de son Kmita et de son Zagloba. Il l'a bien essayé, vingt ans après l'achèvement de son *Messire Wolodyowski :* car j'ai l'idée qu'un roman qu'il a publié vers 1907, intitulé : *Sur le Champ de gloire*, — un roman dont l'intrigue s'ouvrait au lendemain même de cette victoire de Sobieski à Chocim qui formait l'épilogue du troisième morceau de la *Trilogie*, — avait été d'abord destiné à former le prologue d'un « cycle » nouveau de récits héroïques ayant pour objet de ressusciter devant nous la délivrance de Vienne et du monde chrétien par le même Sobieski, — cette espèce de glorieux « pendant » historique de l'ancien triomphe polonais de Grünewald. Mais probablement Sienkiewicz, en 1907, n'aura plus retrouvé dans ses veines la sève juvénile qui, jadis, lui avait permis de faire jaillir de son cœur, — et du sol natal, — les trois chants gigantesques de sa première épopée : de telle manière qu'il aura été contraint de s'arrêter presque dès le seuil de son nouveau projet, sans qu'il lui fût même possible de conduire jusque « sur le champ de gloire » le groupe,

d'ailleurs charmant, des jeunes héros dont il avait, un moment, rêvé de leur confier la suite des rôles remplis naguère par l' « équipe » mémorable des compagnons du vieux Zagloba. Aussi bien sa *Trilogie* m'apparaît-elle un de ces « coups de chance » merveilleux qui ne se produisent qu'une fois dans la carrière des maîtres les plus hauts. Jamais Sienkiewicz, avec tout son talent naturel et tout ce qu'il y a joint d'expérience acquise, jamais il n'a réussi à la recommencer ; et il n'y a pas jusqu'à ses admirables *Chevaliers de la Croix* qui, malgré toute leur richesse d'émotions et d'images, n'échouent encore à nous restituer pleinement l'impression de vie et de grandeur et d'unité « nationales » qui ressort pour nous des trois seuls vrais chefs-d'œuvre du conteur polonais.

Pour nous, et j'entends par là toute espèce de lecteurs, si étrangers qu'ils soient aux choses de la Pologne. Car le fait est que ces trois romans, conçus et élaborés surtout « afin de réconforter les cœurs polonais, » n'en demeurent pas moins de belles œuvres d'art, imprégnées de très précieuses qualités littéraires dont une partie au moins subsistent et se révèlent à nous avec un relief suffisant sous le déguisement d'une traduction. Que l'on ait simplement le courage d'approcher la masse inquiétante du premier volume de la *Trilogie*, et je serai bien surpris que l'on n'aille pas, d'un mouvement rapide et sans l'ombre d'ennui, jusqu'à l'épilogue du troisième et dernier. Peut-être, il est vrai, durant cette lecture, un admirateur attardé des principes esthétiques de l'école de Flaubert sera-t-il tenté de prendre alarme de ce plaisir même qu'il aura éprouvé, en se demandant si une manière aussi agréable de raconter ou de peindre des scènes historiques ne se rattacherait pas au genre « inférieur » du « roman d'aventures. » Mais le temps est prochain, s'il n'est venu déjà, où l'exemple d'un Stevenson ou d'un Hugues Rebell nous apprendra définitivement de quelle éminente portée « littéraire » est capable ce genre trop souvent méconnu, — à l'unique condition d'être traité avec le talent et le soin nécessaires; et d'ailleurs il se trouve que les trois morceaux de l'œuvre capitale de Sienkiewicz ne sont aucunement des « romans d'aventures. » Ce sont, comme je l'ai dit, des sortes d'épopées, où les actes individuels des divers personnages concourent à former une action d'ensemble, et ne valent à nos yeux que par rapport à elle. Voici, par exemple, ce *Déluge* que je tiens pour le type le plus parfait de l'art de son auteur. A coup sûr, l'intrigue amoureuse des fiançailles d'André Kmita et d'Olenka Bilewicz aurait de quoi nous

toucher délicieusement, en dehors même des événemens politiques et guerriers entre lesquels nous la voyons se dérouler, de chapitre en chapitre : mais comment ne pas reconnaître que ses péripéties les plus pathétiques ne sont encore qu'autant de contre-coups de ces événemens, et que, par delà et par-dessus les épreuves des deux fiancés, le sujet principal du récit est l'immense effort, plus ou moins conscient, de la Pologne entière à se reconstituer dans l'ancienne harmonie de sa vie nationale? Tout le livre est traversé d'un souffle poétique pareil à celui qui, depuis trois mille ans, rehausse et transfigure les humbles héros du siège d'une bourgade de l'Asie-Mineure. Et, avec cela, quelle abondance magistrale de portraits, quelle inépuisable variété dans la peinture des combats et des fêtes, quel mélange incessant de gaîté familière et d'ardente passion!

Par le Fer et par le Feu, le Déluge, Messire Wolodyowski, ces trois ouvrages d'un art excellent se chargeront d'entretenir longtemps encore, chez nous et dans l'Europe entière, la gloire du grand écrivain polonais qui vient de mourir. Mais leur véritable destination n'était pas de nous plaire : elle était, comme on l'a vu, de « réconforter les cœurs polonais. » Et c'est à quoi ils ont réussi plus puissamment encore que leur auteur n'avait pu le rêver. A vingt reprises, pendant ces dernières années, d'autres compatriotes d'Henri Sienkiewicz m'ont répété de quelle importance décisive avait été, pour eux-mêmes ou pour leurs parens, l'apparition de la *Trilogie*, et comment celle-ci avait, pour ainsi dire, ravivé en eux la conscience de la grandeur passée, — et future, — de leur race. Tandis que leurs romanciers précédens s'étaient bornés à leur décrire la vie extérieure ou intime de personnages polonais semblables à eux, le créateur de la *Trilogie* a évoqué sous leurs yeux l'âme séculaire de la Pologne; et, en effet, l'on comprend aisément qu'une telle évocation les ait remués aussitôt jusqu'au plus profond de leur être, quand on se rappelle la place qu'elle occupe dans chacun des trois livres qui ont établi et assuré impérissablement la fortune littéraire de Sienkiewicz.

Encore celui-ci ne s'est-il pas contenté de substituer, aux héros ordinaires des romans polonais, la Pologne elle-même. Avec une habileté qui, cette fois, ne s'inspirait chez lui que de son grand amour, il n'a rien négligé de ce qui pouvait stimuler ses lecteurs à aimer et à vénérer fervemment cette âme de leur patrie qu'il ressuscitait devant eux. J'ai lu quelque part qu'il était dommage que, s'étant proposé de « réconforter les cœurs polonais, » le jeune écrivain n'eût pas choisi

de préférence, dès le début, la brillante et glorieuse période historique où devaient nous transporter plus tard ses *Chevaliers de la Croix;* et certes lui-même allait assez nous montrer, dans ce chef-d'œuvre incontestable de sa maturité, le riche parti qu'aurait pu lui offrir, pour un « cycle » d'épopées nationales, la résistance victorieuse de ses ancêtres du xve siècle contre le seul véritable ennemi « héréditaire » de la Pologne. Il faut voir, à toutes les pages des *Chevaliers de la Croix*, la haine et le mépris innés de tout Allemand pour le Polonais ; et sans cesse, jusque dans le récit que nous fait la *Trilogie* des luttes polonaises contre le Suédois et le Tartare durant la seconde moitié du xviie siècle, il suffit que l'un des héros se trouve par hasard en présence d'un sujet de l'Électeur de Brandebourg ou d'un reître saxon aux gages du roi de Suède pour qu'aussitôt l'hostilité « officielle » revête, de part et d'autre, l'âpre violence supplémentaire du choc mortel de deux races à jamais opposées. Entre tous les souvenirs que conserve de ces guerres un ex-houzard de Lubomirski, devenu désormais un très pacifique vieux prêtre, aucun ne lui est resté plus vivant et plus cher que celui d'une incursion de son régiment sous les murs de Berlin, afin de « châtier » la trahison de l'Électeur prussien.

— Ah ! messire, je vous assure que nos houzards finissaient par sentir leur bras défaillir, à force de frapper ! Que vous enfonciez votre lance en pleine poitrine ou en plein dos, la fatigue est la même, n'est-ce pas ? Mais jamais, au cours de ma carrière, il ne me fut donné de voir autant de dos. Ces lâches Brandebourgeois détalaient comme des lièvres, dès qu'ils entendaient le pas de nos chevaux. Et bientôt l'Électeur fut forcé de venir, piteusement, au camp de Lubomirski, pour implorer la paix. Notre maréchal parcourait vivement la Place d'Armes, les poings sur ses hanches ; derrière lui trottinait l'Électeur, saluant si bas qu'à tout moment sa perruque menaçait de tomber. Et comme le maréchal lui tournait le dos, les lèvres du félon se posaient, ma foi, où elles pouvaient (1) !

Et cependant, pour attrayante que fût la perspective de faire revivre, dans une suite de tableaux poétiques, cette fière et magnanime Pologne du xve siècle tâchant à s'affranchir soi-même, et toute l'Europe avec elle, de l'implacable avidité de ses voisins de l'Ouest, l'instinct patriotique de Sienkiewicz ne l'a point trompé en le poussant à choisir plutôt, pour sa *Trilogie*, la Pologne, hélas ! moins unie, et déjà moins heureuse, des règnes de Jean-Casimir et de Sobieski.

(1) *Au Champ de Gloire*, traduction française du comte Wodzinski et de B. Kozakiewicz (Un vol. Paris, librairie Fasquelle).

Car, en premier lieu, aucune autre période de leur histoire n'avait de quoi montrer à ses lecteurs un royaume, — ou, plus exactement, une république, — plus vaste et d'une plus haute importance politique. Que l'on regarde, à la fin des traductions françaises du *Déluge* et de *Messire Wolodyowski*, la carte des régions qui dépendaient alors du sceptre polonais! L'Esthonie, la Livonie, la Courlande et la Warmie et la Prusse Royale, et puis encore la Ruthénie du Sud et de l'Est, et l'Ukraine, et l'immense plaine boisée des bords du Dniéper, tout cela s'était ajouté, par degrés, au grand corps homogène constitué jadis par la fusion fraternelle de la Lithuanie et de la Pologne. Impossible aujourd'hui encore, pour un lecteur qui a conscience de porter dans ses veines du sang polonais, impossible de jeter les yeux sur cette carte sans éprouver comme un frisson d'orgueil; et combien un tel sentiment irrésistible a dû se renforcer, au cœur des Polonais d'il y a trente ans, lorsque le jeune poète de la *Trilogie* les a, si je puis dire, obligés à se pénétrer plus profondément de la grandeur passée de leur patrie, en dressant devant eux des héros polonais originaires de ces lointaines provinces de la République, des Samogitiens et des Esthoniens, des gentilshommes venus de Smolensk, d'Oczakow, ou de Thorn pour combattre le Brandebourgeois félon ou l'implacable Turc aux côtés d'un Potocki et d'un Sapieha!

Mais il y a plus. C'est, je crois, Sainte-Beuve qui insinuait malicieusement contre Balzac que ce dernier avait placé à dessein l'action de ses récits dans une foule de sous-préfectures des quatre coins de la France, de manière à s'y procurer un surcroît d'acheteurs. Inutile d'ajouter que nulle préoccupation de cet ordre n'a dirigé Sienkiewicz, — non plus, au reste, que Balzac lui-même, — dans le choix des lieux où nous voyons se produire les diverses aventures de ses personnages ; et pourtant j'ai l'idée que ce choix était prémédité, avec l'intention secrète d'attacher ainsi davantage le lecteur polonais au spectacle de la grandeur passée de sa race, en situant tel ou tel des exploits de celle-ci dans des lieux qui lui étaient d'avance familiers. Le fait est qu'il n'y a peut-être pas un recoin des anciennes régions de la Pologne et de la Lithuanie qui ne serve de théâtre à l'un des innombrables incidens de la *Trilogie*. Ici, dans une pauvre bourgade wolhynienne dont je me souviens que ma mère y a jadis demeuré, voici que le subtil et joyeux Zagloba m'est montré déjouant quelque nouvelle ruse du Cosaque Bohun ; ailleurs, je découvre messire Wolodyowski s'apprêtant à défendre contre l'invasion turque un village de Podolie dont m'a parlé cent fois ma tante Vincentine. Que

l'on se représente l'émotion bienfaisante des compatriotes d'Henri Sienkiewicz, lorsqu'en 1884 l'ingénieuse fantaisie poétique de l'auteur de *Par le Fer et par le Feu* leur a permis d'apprendre, — ou de s'imaginer, — que leur village natal, et la ville ou ils avaient été collégiens et celle où leurs parens allaient vendre leur blé, que chacun de ces endroits dont ils se croyaient quasiment les seuls à les connaître avait joué son rôle dans l'histoire polonaise !

Pas un chapitre des trois romans qui ne leur fît l'effet d'avoir été écrit expressément pour eux : ou plutôt pas un chapitre dont il ne leur semblât que l'auteur y traitait expressément sinon d'eux-mêmes, en tout cas de personnes qu'ils avaient rencontrées au cours de leur vie. Par là surtout s'explique l'inoubliable signification « nationale » de la *Trilogie*, — par l'étonnante justesse d'observation qu'a su y déployer le jeune écrivain, toujours sous l'impulsion de ce patriotisme qui l'excitait à « réconforter les cœurs » de son peuple. Certains critiques lui ont reproché d'avoir prêté à ses personnages des pensées et des sentimens étrangers au temps qu'il prétendait décrire : reproche que l'on n'a jamais manqué d'adresser à tous les auteurs de romans historiques, depuis *le Grand Cyrus* jusqu'à *Salammbô*. Mais si même il se trouve que vraiment Sienkiewicz fait échoué, lui aussi, dans son patient effort de reconstitution d'états d'âme oubliés, personne assurément ne pourra l'accuser de n'avoir pas prêté à ses héros des âmes polonaises. Ni dans l'œuvre de ses devanciers, ni dans la sienne propre, je ne connais rien qui égale, à ce point de vue, chacun des morceaux de sa *Trilogie*. Magnats et humbles gentilshommes, citadins et paysans, capitaines illustres et vagues coureurs d'aventures, tout ce monde porte au plus haut point la marque de sa race; et je ne saurais assez dire combien la fréquentation un peu approfondie de ces contemporains de Turenne et de Racine faciliterait maintenant encore, au lecteur français, l'intelligence des plus graves aspects de l'énigmatique « question polonaise. »

Deux ou trois figures, notamment, devenues aujourd'hui pour le moins aussi populaires dans leur pays que le sont chez nous les types immortels d'un Père Grandet ou d'une Emma Bovary, mériteraient d'être signalées au passage, avec tout ce qu'elles contiennent pour nous de précise et constante vérité « nationale. » Sans compter que l'on n'aurait nul besoin, pour en bien saisir les particularités « polonaises, » d'étudier longuement la société où elles ont pris naissance : car la moindre de ces particularités s'y manifeste à nous en un relief si fort qu'il n'est pas un lecteur français qui n'arrive d'emblée à les

découvrir, en comparant simplement les figures du romancier avec celles qu'il a eu, lui-même, l'occasion d'observer aussi bien autour de soi que dans les chefs-d'œuvre de nos grands écrivains. Et semblablement la *Trilogie* de Sienkiewicz vaudrait, par soi seule, à nous renseigner sur l'extrême différence de la manière dont les compatriotes du conteur polonais et ceux d'un Balzac et d'un Flaubert ont coutume de concevoir les modes principaux de la vie intérieure, tels que l'amour, ou encore l'amitié.

Car il ne faudrait pas mettre au compte d'un « idéalisme » plus ou moins « de commande » la peinture que nous offre Sienkiewicz de l'ardeur, à la fois, et de la pureté des sentimens amoureux d'un Kmita ou d'un Skrzetuski. Peut-être, en vérité, le créateur de ces nobles figures a-t-il omis de nous les montrer se « divertissant, » sur leur route, de l'angoisse d'une séparation tristement prolongée pendant des années? Mais en tout cas c'est chose certaine que les cœurs polonais sont capables d'apporter, à l'entretien de leurs rêves d'amour, une passion plus constante, et sans doute aussi moins intensément « matérielle, » que celle de nos cœurs latins, toujours plus mobiles et plus « réalistes. » Et quant à l'amitié, je ne crains pas d'affirmer que les nombreux exemples de ce sentiment qui remplissent, d'un bout à l'autre, le cycle des romans « nationaux » de Sienkiewicz nous révèlent, au fond de l'âme polonaise, des qualités absolument étrangères à nos mœurs occidentales. Que l'on essaie, par exemple, de mettre en regard de ces amitiés de là-bas la liaison fameuse des quatre mousquetaires d'Alexandre Dumas ! Qui de nous ne s'est pas accoutumé, depuis l'enfance, à considérer comme de parfaits amis notre cher d'Artagnan et ses compagnons? Or, il se trouve qu'en fait ces amis sans pareils ne cessent pas de sacrifier leur affection réciproque non seulement à leurs amours, mais à des intérêts d'ordre beaucoup plus bas. Quel abîme entre cette amitié et celle des personnages de la *Trilogie* polonaise, qui, pour rendre service au compagnon favori, s'exposent aux dangers les plus effrayans, et renoncent, s'il le faut, à la femme qu'ils aiment? Amitié si commune, et si évidemment copiée « sur nature, » que pas un instant Sienkiewicz ne songe à la faire valoir ; sa rencontre lui paraît aussi naturelle que celle d'autres attributs fonciers du caractère de sa nation, comme l'impuissance à subir la moindre discipline, la promptitude à s'irriter devant le moindre obstacle, ou bien encore... Mais ce n'est pas ici le lieu d'examiner la part inévitable d'infirmités humaines qui se laissent entrevoir chez les héros de la *Trilogie!*

Telle est donc l'œuvre admirable qui, depuis trente ans, a puissamment contribué à « réconforter les cœurs polonais. » Après quoi, d'autres œuvres sont venues, d'un art parfois plus raffiné, sinon d'égale portée patriotique, — encore qu'il n'y en ait eu, pour ainsi dire, aucune qui n'ait continué, en quelque façon, l'action « réconfortante » de la *Trilogie*. Seul peut-être de ces romans, *Quo Vadis ?* n'avait point paru s'inspirer du même esprit d'édification « nationale ; » et voici que, sous l'effet d'un merveilleux hasard, ce récit « néronien » lui-même est devenu pour les Polonais une source très précieuse d'orgueil et de joie, en répandant soudain aux quatre coins du monde le nom de l'un d'entre eux.

Mais le rôle « national » d'Henri Sienkiewicz, durant cette dernière période de sa vie, n'a plus été seulement celui d'un écrivain. L'accord unanime et secret de ses compatriotes a fait de lui comme l'on sait, une sorte de représentant attitré de cette âme polonaise que personne mieux que lui n'avait pénétrée. Faute d'avoir directement accès auprès des diverses nations étrangères, surtout, c'est à lui que la Pologne avait confié l'honneur et la tâche de protester en son nom contre l'odieuse série d'humiliations et d'outrages dont ne cessaient pas de l'abreuver les héritiers des Chevaliers Teutoniques, défaits par elle à Grünewald en 1410. Qui ne se souvient de l'impression produite à Paris et à Londres et à Washington lorsque à deux reprises nous avons entendu s'élever la noble et forte voix de l'auteur de *Quo Vadis?*, d'abord pour révéler au monde le martyre d'innombrables enfans polonais à qui l'Allemagne interdisait de réciter leurs prières dans leur langue natale, et puis encore, quelques années plus tard, pour vouer à notre indignation les lois monstrueuses qui permettaient et ordonnaient à l'Allemagne d'exproprier toute la population polonaise de la Posnanie ? Et maintenant voici que la Pologne a perdu son conseiller et son ambassadeur, au moment même où sa présence lui eût été la plus nécessaire pour la prémunir contre des tentations désastreuses, qui risquent de compromettre à nouveau ses plus touchans espoirs ! Puisse-t-elle du moins, cette Pologne qui d'un seul cœur est en train de pleurer la mort de Sienkiewicz, puisse-t-elle garder et méditer pieusement les leçons que lui laisse l'œuvre entière de l'auteur des *Chevaliers de la Croix* et de *Bartek Vainqueur !*

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Voici le fait brutal, et qui, depuis quelques jours, n'était que trop prévu. Bucarest, évacué par les troupes roumaines le 6 décembre au matin, a été presque aussitôt occupé par les Austro-Allemands. Comment l'opération a été menée ; avec quelle décision et quelle précision, avec quelle énergie, avec quelle rapidité ; comment l'anneau de fer, autour de la capitale, a été aux trois quarts fermé ; comment l'abandon de Bucarest a été rendu inévitable, pour en éviter la chute et la ruine ; comment, il nous faut bien le reconnaître, a supérieurement réussi un coup audacieux jusqu'à la témérité, sur lequel, si tout n'était pas gagné, tout était perdu pour les Allemands en Roumanie, c'est ce qu'on enseignera demain dans les écoles militaires, et ce qu'aujourd'hui nous laisserons à la discussion des spécialistes.

Pour nous, il nous suffira de regarder un simple croquis publié, dès le 28 novembre, par le *Giornale d'Italia*. La frontière roumaine, de la passe de Buzeu, vers la charnière des Alpes de Transylvanie et des Carpathes, jusqu'à Cernavoda sur le Danube, dessine une image très nette. C'est comme un sac, couché à terre, dont le fond est à l'Ouest, et l'ouverture au Nord-Est ou à l'Est. Les Allemands de Falkenhayn, entrés par les deux trous de la passe de Vulkan et d'Orsova, montent vers l'orifice, tandis que Krafft von Delmensingen et d'autres crèvent le bord septentrional de la poche vers la Tour-Rouge, vers Törzburg, vers Predeal, vers Bratocea, vers le col de Buzeu, et tandis qu'au Sud, sur le Danube, Mackensen fait une pesée de Tourtakaï à Cernavoda, avant de faire deux nouveaux trous à Zimnitza et à Islazu. Au 28 novembre, la situation est celle-ci, bien apparente sur le croquis du journal italien, qui la marque clairement par un tissu de hachures dont le nom seul est symbolique, *reticolato*. Une sorte de

filet est, en effet, si l'on peut s'exprimer ainsi, disposé au fond du sac, et les Allemands le tendent sans cesse en tirant dessus des deux bords, Krafft von Delmensingen du Nord, le maréchal de Mackensen du Sud, dans le dessein d'y prendre l'armée roumaine en retraite à l'Est, vers l'issue. La courbe, à cette date, est tracée par une série de points : Nord de Sinaïa et de Tzampolung, Ramnicu, Slatina, Islazu, Zimnitza; puis l'espace libre, immédiatement, se rétrecit, au Nord, jusqu'à Curtea de Arges; au Sud, jusqu'à Alexandria, Mais il semblait qu'il restât aux Allemands à franchir toute une série d'obstacles naturels, une douzaine de lignes d'eaux, plus ou moins encaissées entre des hauteurs, dont plusieurs pouvaient constituer, pour une résistance opiniâtre, de bonnes lignes d'appui. On espérait que l'armée roumaine donnerait ainsi au secours russe, aux contingens annoncés ou signalés un peu partout, le temps d'arriver, de se joindre à elle, et, en union avec elle, de couvrir et peut-être de sauver Bucarest par une bataille en avant de la ville. Un instant, l'espoir prenait forme : des élémens de l'armée Sakharoff passaient le Danube, et, au Sud-Ouest de la capitale, remportaient un premier succès, où ils enlevaient à Mackensen des prisonniers et des canons ; simultanément, des « divisions russes, » disait-on, se montraient dans le camp retranché ; et, disait-on encore, « de grandes masses de cavalerie cosaque » traversaient la Moldavie. Au loin, Letchitsky attaquait sur les Carpathes boisées, il s'emparait de Kirlibaba; un front de 300 kilomètres s'enflammait.

Les Allemands ont marché plus vite, et le temps a manqué à ceux qui n'avaient pas eu la précaution de le mettre de leur côté. La principale affaire pour l'armée roumaine, l'affaire urgente est devenue de sortir du sac avant que leurs adversaires en puissent nouer sur eux les cordons et les étrangler. En reculant vers l'Est et le Nord-Est, ils vont à la rencontre des contingens russes, dont la marche est nécessairement retardée par la pénurie relative des voies de communication ou des moyens de transport ; et il se peut donc qu'ils recouvrent par cette manœuvre plus de force qu'ils n'en dépensent. Le tout serait de savoir ce qu'elle leur coûte, et nous le savons mal. Nous savons seulement que le ton des communiqués allemands est plus modeste qu'on ne l'aurait attendu. Ils parlent bien sans doute de prisonniers faits et d'artillerie prise, et de trophées, et de butin ; pourtant les prisonniers n'y vont que par quelques milliers, et les canons que par quelques dizaines : on n'y voit de montagnes que les amoncellemens de blé, et d'abîmes que les puits de pétrole ; toutes les cloches

de l'Empire sonnent à pleine volée, — vieille habitude. — mais c'est pour emplir par l'oreille les estomacs bien plus que les cœurs allemands. Quant au blé même et au pétrole, il n'est pas sûr que le bénéfice de l'entreprise soit, à beaucoup près, aussi « colossal » que voudrait le faire croire un bilan faussé ; car les Roumains, en repli volontaire, n'ont pas été, le plus souvent, bousculés à ce point qu'il leur ait été impossible d'arroser l'un avec l'autre, où l'un et l'autre se trouvaient réunis, et d'y mettre le feu. Ce qui serait extrêmement fâcheux pour la suite, ce serait que les Allemands eussent saisi, comme ils s'en vantent, d'importantes quantités de matériel roulant, dans un pays où il n'abonde pas, et où le matériel russe, qui n'est pas de la même mesure, n'y saurait suppléer.

Les choses, d'après ce que nous en connaissons, en sont là, et nous nous en tenons là. Faute d'informations plus complètes, nous nous abstiendrons de risquer le moindre pronostic sur ce que les Austro-Allemands vont tenter de faire, sur ce que les Russo-Roumains vont essayer ou d'empêcher ou d'entreprendre. On aperçoit, à l'inspection de la carte, en partant de l'angle des Carpathes et des Alpes de Transylvanie, une ligne par laquelle le front oriental pourrait être prolongé jusqu'à la Mer-Noire : la ligne du Sereth et du bas Danube dans la direction Galatz, Reni, Ismaïl ; ce qui laisserait aux Austro-Germano-Bulgares la possession provisoire de la Valachie et de la Dobroudja, mais en revanche garantirait la Moldavie, tant que la barrière des Carpathes serait solide et n'aurait, comme elle l'a toujours, de tendance à se déplacer que pour mordre en territoire hongrois. Mais que serait ce prolongement du front? Va-t-il, lui aussi, se fixer, se figer en front défensif? Et qui va le premier, des Allemands ou des Russes, s'y placer sur la défensive? Si ce sont les Russes, pour attendre quoi? et si ce sont les Allemands, pour se retourner contre qui?

Déjà le bruit court que Falkenhayn ne commande plus l'armée d'invasion par le Nord et par l'Ouest, qu'il avait formée, et conduite. (Cependant, le bulletin sur la prise de Bucarest le cite encore comme chef de la IXe armée.) Au cas où ce bruit serait fondé, il serait probablement insuffisant de l'expliquer par le souci de ménager la susceptibilité d'un ancien chef d'état-major général peu désireux de passer sous les ordres de Mackensen, à qui son bâton de maréchal aurait assuré le rang et le pas, le commandement et la prééminence. Par la campagne de Roumanie, poussée à toute vitesse, avec une suprême violence, l'État-major allemand s'est jeté dans « le foudroyant. » Falkenhayn est un des deux tonnerres de Hindenburg. N'allons pas nous

imaginer qu'il va le déposer ou le laisser reposer. Si vraiment Falkenhayn a disparu du front valaque, à moins qu'il ne soit tué ou blessé ou malade, — toutes hypothèses qu'il est plus prudent d'écarter, — nous le verrons bientôt reparaître ailleurs. Et il est aussi plus prudent de compter que, là où il reparaîtra, il ne reparaîtra pas tout seul. L'intérêt capital qu'ont les Empires du Centre à maintenir ouverts et à déblayer les chemins de l'Orient, à resserrer le lien qui attache à leur char la Bulgarie et la Turquie, doit nous servir d'avertissement. La politique allemande, comme la stratégie allemande, joue sur les lignes intérieures; elle n'a pas varié depuis le grand Frédéric, qui, pendant la guerre de Sept Ans, fit de tout : des renversemens d'alliances, des changemens de front, des paix séparées, et des enrôlemens de vaincus. La question que tout d'abord ses héritiers et ses disciples auraient à cœur de régler, ce serait la question des Balkans : après quoi, ils seraient plus libres de fournir l'effort nécessaire pour régler les autres. S'ils y voyaient le plus petit jour, ils ne se donneraient terme ni à six mois, ni à trois mois; l'hiver leur serait un printemps. Leur industrie de guerre n'est point une industrie saisonnière; en face d'eux, il convient de ne pas s'engourdir au froid et de ne pas faire la marmotte. Les offensives germano-turco-bulgares se font plus fréquentes et plus vigoureuses dans la région de Monastir, contre notre armée de Salonique. Serait-ce une indication?

N'en serait-ce pas encore une autre, que les derniers incidens d'Athènes, où le roi Constantin est passé subitement de l'hostilité sourde à la guerre déclarée? Peut-être est-ce un tort d'écrire « subitement, » et la transition, au contraire, s'est-elle opérée par étapes; non point que le fond des sentimens ait eu jamais à changer, ces sentimens ne nous ayant jamais été favorables, mais les attitudes et les actes se sont, avec les circonstances, accusés ou accentués, graduellement, progressivement, de la malveillance au défi. Que Constantin Ier ait été si bon beau-frère qu'il n'ait pas une seconde douté de la victoire de l'Allemagne, ni du châtiment et de la perte de quiconque oserait la braver, il n'y a pas à lui en faire reproche. Que même il ait été si bon beau-frère qu'il ait été un mauvais roi, ce n'est affaire qu'entre lui et son peuple. Mais que, dans son esprit de famille, il en soit venu à ourdir, contre les trois Puissances auxquelles la Grèce, comme nation moderne, doit la vie, et lui-même, comme fils de son père, la couronne, toute une trame d'intrigues et de trahisons, après les avoir appelées ou laissé appeler, par son ministre responsable, sur le territoire hellénique, c'est affaire entre lui et elles. En attendant qu'intervienne le

règlement de comptes, le geste d'appel se termine en guet-apens organisé.

A l'origine de cette dernière histoire, les petites Vêpres athéniennes du 30 novembre et du 1er décembre, continuées les jours suivans, il y a des conversations de diplomatie « latérale, » spontanée ou officieuse, libre ou autorisée, mais dont le caractère, malgré toutes les explications qui ont pu être demandées et données, demeure assez obscur. Quoi qu'il en soit, c'est sur la substance réputée positive de ces entretiens, confirmés ensuite par une lettre, et rendus authentiques dans les formes de la diplomatie officielle, que s'est fondé l'amiral Dartige du Fournet pour présenter au gouvernement grec la note à laquelle le Roi et sa séquelle allemande ont fait répondre par l'attentat. A titre de compensation pour les canons, les munitions, les approvisionnemens livrés honteusement aux Bulgares, avec le fort de Roupel et les autres forts de la Strouma, l'amiral réclamait la remise d'un certain nombre de batteries, d'un certain nombre de fusils, d'une certaine quantité de munitions, puisque, de ces lâches complaisances, l'ennemi avait tiré un avantage, qu'il pouvait user contre nous d'obus et de cartouches fabriqués ou procurés par nous et payés de notre argent ou d'argent que nous avions prêté ; puisque aussi bien, l'armée royale n'étant animée que de l'ardent désir de ne pas se battre, — du moins on nous le faisait entendre, et, en tout cas, pas à côté de nous, — elle devait être démobilisée, elle pouvait être désarmée, elle allait être ramenée de Thessalie, où nous l'avions trop près sur les épaules, et internée dans le Péloponèse. Ce n'était pas, tant s'en faut, la première réclamation du même genre que l'amiral Dartige du Fournet adressait au roi Constantin, parlant à la personne, un peu falote, de M. Lambros ou de M. Calogeropoulos ; et, à la longue, il s'était établi, comme par un consentement tacite, une manière de protocole de ces cérémonies chroniques, d'après lequel le gouvernement grec commençait par dire non, secouer la tête, lever les bras au ciel, et finalement s'inclinait dès que l'amiral faisait la grosse voix et le menaçait de la voix, beaucoup plus grosse encore, de ses pièces de 305. Mais, cette fois, le commandant en chef des escadres alliées avait eu soin de rédiger selon les règles un véritable ultimatum, ce qu'on appelle dans le langage de l'école un ultimatum « parfait, » à échéance fixe et sous peine de sanctions déterminées. L'échéance tombait justement le 1er décembre. Dans la semaine, et jusque dans les vingt-quatre heures qui précédèrent, les assurances, les promesses, les sermens purent faire illusion, entretinrent la confiance que tout irait

paisiblement. Mais, le jeudi soir, 30 novembre, des soldats et des marins grecs, en tenue de campagne, équipés de pied en cap comme s'ils avaient l'ennemi en face d'eux, prirent position dans tous les quartiers de la ville. Quelques soldats français, employés au contrôle, qui voulaient pénétrer dans les bureaux de la poste, en furent empêchés. Des soldats et des marins grecs surgirent tout à coup, se rangèrent devant les bureaux, et se mirent à fouiller tous ceux qui y entraient. Vers minuit et demi, les réservistes, prétendûment dissous, mais formés en bandes ou en compagnies, et les antivénizélistes improvisèrent une démonstration, qui, de la place Omonia, se rendirent devant les bureaux du journal vénizéliste *Etnichi*, en proférant des cris injurieux. Alors les rédacteurs de ce journal se seraient précipités aux fenêtres et, de là, auraient tiré quelques coups de revolver sur la foule, qui aurait riposté généreusement. Ce ne fut qu'une inoffensive pétarade : en cet endroit, il n'y eut ni morts, ni blessés. Mais, le vendredi 1er décembre, à l'aube, quand on apprit en ville que les marins débarqués des navires alliés au Pirée étaient arrivés aux alentours d'Athènes, et avaient occupé quelque édifice civil ou militaire, les troupes grecques, — il faut bien lire : « les troupes grecques, » — auxquelles s'étaient joints des groupes de réservistes, tentèrent d'arrêter la marche de ces détachemens. D'où le conflit : le vendredi matin, comme le jeudi soir, la provocation vint de la coterie germanique. Peu à peu la fermentation augmenta, et des rencontres se produisirent entre Grecs et marins alliés, avec échange de fusillades. On entendit même crépiter les mitrailleuses, et quelques coups de canon retentirent. Durant toute la journée, de neuf heures du matin à six heures du soir, les combats se prolongèrent ou reprirent çà et là. Vers cinq heures, l'artillerie grecque, en position sur les collines peu éloignées de la cité, commencèrent à tirer, semble-t-il, sur le palais du Zappeion où depuis un certain temps étaient logés plusieurs centaines de marins anglais et français. Ce qui fut cause qu'un peu avant six heures, la flotte, à l'ancre au Pirée, envoya sur la ville quelques obus. On a dit : deux, on a dit : six ou huit; en somme, une demi-douzaine, dont trois, habilement lancés, éclatèrent fort à point au-dessus du jardin du palais royal. Les marins italiens, qui avaient fait halte entre le Pirée et l'Acropole, se trouvèrent, eux aussi, mêlés à l'action. Les fameux réservistes, dressés à cette besogne, et stylés à la prussienne, n'ont pas, on le pense bien, épargné la poudre. De nombreux coups de fusil ont été par eux tirés dans les rues et contre la Légation britannique, où un agent de la police anglaise a été tué. Quant à la popula-

tion même, quoique très énervée, elle s'est contentée pendant le jour de manifester en tumulte et d'exciter les soldats, en s'abstenant de commettre directement des violences, et, la nuit venue, chacun s'est enfermé chez soi.

Tel est, fidèlement traduit d'un journal dont les renseignemens sont réputés pour leur ordinaire sûreté, le récit des deux journées du 30 novembre et du 1er décembre. Même si, dans le détail, ce récit n'était pas rigoureusement exact, il n'en resterait que trop que, par un crime où le Roi a mis les mains, elles furent sombres et sanglantes. Pour le surplus, quand on n'est pas dans le secret des chancelleries (encore faut-il savoir ce que vaut souvent ce secret), on est réduit aux conjectures. Il a été affirmé que des négociations ont été engagées, il a été démenti qu'elles l'aient été, soit entre l'amiral Dartige du Fournet, à sa sortie du Zappeion, soit entre les ministres de l'Entente et le gouvernement grec, pourtant convaincu de félonie, ce qui serait proprement incroyable et ne mérite évidemment pas d'être cru. Plus fort encore, il a été affirmé que ces négociations étonnantes auraient abouti à un accord, aux termes duquel, lorsqu'il serait ratifié, le gouvernement grec consignerait à l'amiral six batteries, s'il les acceptait, et s'il en voulait davantage, huit batteries, prix à débattre. Cela aussi est incroyable, et a été du reste démenti. Il serait bon de démentir par surcroît que le contrôle des postes et des chemins de fer, que nous avions à grand'peine antérieurement obtenu, ait dû être abandonné, et que la garnison d'Athènes en troupes royales ait été renforcée, tandis que nos marins regagnaient leurs vaisseaux et s'y rembarquaient, dans des conditions qu'il serait également bon d'établir. Si l'on a consenti au gouvernement grec le droit ou la faculté de renforcer la garnison, ce ne peut être que pour qu'il prenne en charge, à ses risques et périls, la paix publique, la vie, l'honneur et les biens des nationaux de Puissances qui ne sont pas en guerre avec lui, qu'hier encore, aujourd'hui même, il accablait de ses protestations d'amitié. Et si soi-même, on a différé d'y pourvoir, il faut que ce soit pour que ces intérêts précieux, la vie, l'honneur et les biens des nationaux, ne risquent pas d'être compromis.

Ces événemens, — ou, pour les mettre à leur échelle, cette aventure, — sont des 30 novembre et 1er décembre, c'est-à-dire vieux déjà de huit ou dix jours. Huit ou dix jours, huit ou dix nuits d'angoisse. D'Athènes, nos amis et nos compatriotes n'ont pas cessé de regarder vers la mer. Et nous, d'ici, nous n'avons pas cessé de regarder vers Athènes. Nous avons entendu les raisons par lesquelles

on a voulu calmer notre impatience. Il ne fallait pas, par des décisions hâtives, exposer ceux que nous nous proposons de servir à des périls contre lesquels on ne serait pas en mesure de les défendre. Les coalitions, d'autre part, sont (combien de fois ne l'avons-nous pas nous-même remarqué !) de lourdes et lentes machines, très difficiles à mettre au même point pour une action commune. Soit! mais, premièrement, le pire péril pour nos cliens était que nous ne fissions au plus tôt rien pour eux; et deuxièmement, c'est dans une coalition surtout qu'on prouve le mouvement en marchant : que l'un s'ébranle, les autres suivent; si l'on s'attend mutuellement, personne ne bouge. Il n'y a pas de force démonstrative comparable au fait accompli. Ce ne sont point, comme quelques-uns l'insinuent, les moyens d'action immédiate qui auraient manqué : car comment admettre que l'amiral Dartige du Fournet, adressant au Gouvernement grec un ultimatum à échéance du vendredi 1er décembre, ne se soit pas préoccupé d'avoir, le vendredi 1er décembre, les moyens d'en assurer l'exécution? Il est tout de même des choses que la fierté française ne supporterait pas.

Elle est désormais en éveil, et d'autant plus « sur l'œil, » que, dans les affaires de Grèce, il lui a paru sentir se lever, parmi l'orage, un léger vent de ridicule. Quand nous avons regardé vainement vers Athènes, nous nous retournons ici vers le gouvernement. Qu'a-t-il, non pas dit, mais fait, et que va-t-il faire? Des reparations, des satisfactions ? Par quoi satisfera-t-on et réparera-t-on les morts ? Par quoi expiera-t-on dix-huit mois de perfidie, de moquerie et de duperie? L'entente a décrété le blocus des côtes grecques ; prise et exécutée l'été passé, la mesure eût pu être efficace : on eût peut-être, en lançant alors l'interdit sur les quatre ports, Patras, Calamata, le Pirée et Volo, amené à composition ce pays qui ne vit que de la nourriture que la mer lui apporte ; mais, à présent, il serait trop tard, s'il était vrai que des réserves aient été faites au détriment de l'alimentation des îles suspectes d'infidélité, et que le gouvernement royal ait détourné ou diminué leur part pour combler les manquans de ses magasins militaires. En outre, les Puissances protectrices et leurs alliés ont déclaré, presque sans circonlocution, rendre le roi Constantin personnellement responsable des forfaits commis et du sang versé. Mais, si cette parole officielle a un sens précis, où joindre personnellement le roi Constantin ? Il serait plus malaisé d'aller le chercher à Larissa, au milieu de son armée, qu'à Athènes, dans son palais. Pas d'hésitation qui serait défaillance, pas de délai qui serait faillite. Frapper haut, frapper fort, frapper vite, est la triple règle de ces œuvres supé-

rieures de justice, sans quoi elles ne sont ni rétributives ni exemplaires. L'opération qu'il y a faire à Athènes n'est pas seulement une opération de police, même rude, mais une opération de guerre, et plus encore, une opération de grande politique. Jamais le roi Constantin, et jamais ses conseillers ou ses complices, n'auraient osé ce qu'ils se sont permis, s'ils ne s'étaient persuadés, par le malheur de la Serbie et l'épreuve de la Roumanie, qu'à l'ombre de l'Allemagne victorieuse et maîtresse dans les Balkans, ils pouvaient tranquillement tout oser et tout se permettre. C'est à Athènes que la Serbie et la Roumanie, pour peu que nous sachions le vouloir, seront vengées ; c'est à Athènes que doit être brisée la domination allemande dans les Balkans. Ne marchandons pas à Constantin Ier le plus précieux de tous ses titres : souvenons-nous aussi bien que lui qu'il est le beau-frère du Kaiser, et traitons-le en conséquence. Ne soyons pas indifféremment les amis de nos amis et de nos ennemis. Ne souffrons plus que l'on s'amuse à nous amuser, que l'on nous berce et que l'on nous berne. Il y avait dans la Grèce antique, vue à travers un livret d'opérette, « trop de fleurs et pas assez de victimes. » Dans la Grèce contemporaine, qui à de certains égards, ne serait pas moins comique, si elle n'était pas tragique en même temps, il y a trop de fleurs, mais aussi il y a maintenant trop de victimes.

Ce n'est point, dans une pareille guerre, le moment de tergiverser. La main, sur les chevaux, ne doit pas laisser flotter les rênes. Un des reproches qui, le plus couramment, et parfois à tort, ont été faits, les années passées, aux gouvernemens de l'Entente est l'accusation de faiblesse et de mollesse, de *fiacchezza* : ils avaient, disait-on, quelque chose de flasque et comme de détendu. Une des infirmités de la coalition, la plus grande peut-être, a été, était encore, du moins pour les trois États occidentaux qui en font partie, la dispersion du pouvoir, et, pour tous, la division du commandement. Un des pièges qui lui sont dressés le plus constamment est l'offre alternative, à chacun tour à tour, d'une paix séparée. Ce piège, le nouveau président du conseil des ministres russe vient de le renverser d'un coup de pied. Il l'a signifié péremptoirement aux multiples agens du dedans et du dehors, aux émissaires de M. de Bethmann-Hollweg : pas de paix séparée, pas de paix prématurée. Puisque le Chancelier de l'Empire, bon gré, mal gré, de son propre mouvement ou obéissant à la sommation des partis, déclare et fait déclarer « les buts de guerre » de l'Allemagne, la Quadruple Entente, par la bouche de ceux qui ont qualité pour parler en son nom, affirme son but de guerre, à

elle, commun, unique, irréductible ; la victoire. Nous savons bien que nous ne la tenons pas, que peut-être nous n'y touchons pas, et que ses voies sont âpres. Qu'importe ? Comme le discours de M. Trépoff à la Douma, et celui de M. Boselli à la Chambre italienne, et plus nettement encore, l'acte qui s'accomplit en Angleterre et qui se prépare en France est une déclaration de notre volonté, qui ne fléchira pas. L'enthousiasme du début, en se refroidissant, nous a laissé des nerfs et des muscles d'acier. Nous ne chantons plus le *Chant du départ*, mais nous chantons l'*Hymne à nos morts*. La vie nous serait insupportable s'ils pouvaient être morts en vain. Pour que leur sacrifice soit fécond, ou seulement ne soit pas perdu, nous devons conserver et accroître ce que nous avons, nous devons acquérir ce qui nous manque. Il manquait à l'Angleterre une armée, elle l'a levée ; il nous manquait des canons lourds ; nous les avons fondus. A l'Angleterre, et à nous, organisés exclusivement pour la paix, il manquait des institutions de guerre : un gouvernement de guerre, une administration de guerre ; on travaille à nous les donner.

En Angleterre, M. Lloyd George succède à M. Asquith ; et il ne s'agit pas d'un simple changement de personnes, mais d'un changement de système. Jusqu'ici, traditionnellement, dans cette patrie de la tradition qu'est la Grande-Bretagne parlementaire, le gouvernement résidait dans le Cabinet, qui lui-même se circonscrivait pour ainsi dire, en deux cercles : l'un plus étroit, le Cabinet proprement dit, ministres de plein exercice, vrais conseillers du Roi ; l'autre, plus vaste, le ministère, dont tous les membres n'avaient pas accès au Conseil. Toutefois, le Conseil, pour les solutions rapides et radicales qu'exige la guerre, et le ministère que le Cabinet traîne derrière lui comme un poids mort, se sont révélés trop nombreux, à l'user. Quand on est trop à délibérer, on délibère trop. M. Lloyd George a demandé à M. Asquith de créer un comité de trois personnes, de quatre ou cinq au plus, et il n'a rencontré chez lui d'objection qu'en ce qu'il a semblé impossible à M. Asquith, si ce comité était créé, ainsi qu'il le désirait lui-même, que le Premier ministre n'en fût pas de droit le Président. Mais M. Lloyd George voulait d'abord et principalement renouveler l'âme ; il a tenu bon. Avec un désintéressement qui lui fait le plus grand honneur, M. Asquith s'est alors retiré, suivi par la plupart de ses collaborateurs. M. Lloyd George a eu ainsi toute liberté pour ses arrangemens et ses choix : à cette heure, le nouveau gouvernement est constitué. Trois cercles, au lieu de deux : un plus vaste, le ministère, comprenant les sous-secrétaires

d'État, chefs des services ; un intermédiaire, le Cabinet, formé, par restriction, des ministres seuls ; et au centre, à l'intérieur de ce qui était jadis le Cabinet intérieur, le Comité de guerre, le directoire militaire, les Cinq. La transformation essentielle se résume à chasser l'esprit de paix et à introduire l'esprit de guerre, en produisant l'organe de guerre. L'antique Angleterre s'adapte à sa fonction dans le monde moderne, s'accommode à son rôle dans l'Europe en feu. L'arrivée au pouvoir de M. Lloyd George a un sens clair et plein, n'en a qu'un : c'est la guerre intense. La presse allemande ne s'y est pas trompée. « Nous ne saurions voir là, dit-elle, un motif de nous réjouir. »

En France, aussi, tous les ordres du jour déposés pour clore le Comité secret exprimaient la même résolution ; ils ne différaient que par le degré de confiance qu'ils accordaient au ministère Briand pour la faire passer dans les actes. Mais, tous, ils demandaient, à ce ministère ou à une autre, trois choses : un commandement fortifié et unifié ; un gouvernement resserré ; une autorité responsable qui mît chacun à su place. Fortifier le commandement, utiliser les ressources du pays au mieux de l'intérêt national, ce serait l'œuvre du gouvernement resserré ; et les trois choses, par là, n'en faisaient qu'une. Mais « resserrer le Gouvernement, » d'après l'expérience de tous les temps, l'idée n'est pas neuve pour nos lecteurs, à qui, de quinzaine en quinzaine, elle est devenue plus familière. Pourtant la réforme serait négative si, à la diminution de la quantité, ne correspondait pas une augmentation de la qualité. Comment faire? Puisque c'est ici que, pour la première fois, a été dénoncé ce mal du « n'importe qui, n'importe quoi, n'importe quand, n'importe où, » dont la France languissait depuis quarante ans et dont elle a failli mourir, faisons comme les toxicologues honnêtes, et mettons l'antidote à côté du poison. La formule n'en est pas difficile à trouver, bien qu'elle soit, à coup sûr, moins facile à suivre : « L'homme qu'il faut, pour ce qu'il faut, quand il faut et où il faut. « M. Lloyd George a dit en anglais : *The right man...*

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant,

RENÉ DOUMIC.

PAUL LEROY-BEAULIEU

La *Revue des Deux Mondes* est, une fois de plus, cruellement frappée. Depuis vingt-cinq ans, Paul Leroy-Beaulieu présidait notre Conseil de surveillance : il était le plus ancien de nous tous dans cette grande maison où François Buloz lui avait fait naguère le plus large accueil. Nulle part sa perte ne sera plus profondément ressentie.

Une plume autorisée retracera prochainement l'ensemble d'une œuvre qui tiendra une place si importante dans l'histoire de l'économie politique. Dans l'émotion et la brusque surprise de la douloureuse nouvelle, je ne puis qu'adresser un premier et respectueux hommage à celui qui fut pour cette *Revue*, comme il l'a été pour son pays, un conseiller toujours clairvoyant, un guide toujours sûr dans sa hardiesse renseignée et prudente.

Nous honorerons ici la mémoire de Paul Leroy-Beaulieu de la façon même qu'il eût souhaitée : en nous conformant à ses enseignemens, qui étaient ceux du plus pur libéralisme. Et nous n'oublions pas qu'il espérait de cette guerre, — à laquelle il avait payé un si dur tribut, — un immense bénéfice matériel et moral pour la France. Il estimait que la *Revue des Deux Mondes* a un rôle à jouer dans cette renaissance de toutes les activités françaises, en éclairant l'opinion sur chacune des questions nées de la crise actuelle, en groupant toutes les forces intellectuelles du pays, en portant témoignage pour la France devant l'étranger. Cette orientation que Paul Leroy-Beaulieu avait fortement contribué à lui imprimer, notre *Revue* la suivra sans défaillance, dans l'attente de cette victoire, qu'il appelait de toute l'ardeur de son patriotisme et de toute la force de sa conviction raisonnée.

René Doumic.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXVIe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

TRENTE-SIXIÈME VOLUME

NOVEMBRE — DÉCEMBRE

Livraison du 1er Novembre.

Pages.

L'Ère nouvelle. — Problèmes de la guerre et de la paix. — II. *Le Problème de la paix*, par M. Gabriel HANOTAUX, de l'Académie française 5

Lettres inédites de Chateaubriand et d'Augustin Thierry, publiées par M. A. AUGUSTIN-THIERRY 53

On changerait plutôt le cœur de place..., deuxième partie, par M. Benjamin VALLOTTON 77

Le Suicide bulgare. — Autour d'une couronne. — *Notes et souvenirs, 1878-1915*. — II. *Stamboulof et Ferdinand de Cobourg*, par M. Ernest DAUDET 109

La Guerre vue par les combattans allemands. — I. *Les Illusions du début*, par M. Albert PINGAUD 145

La Musique et les soldats. — *L'Art d'autrefois et d'hier*, par M. Camille BELLAIGUE 168

L'Industrie de la pêche pendant la guerre, par M. René LA BRUYÈRE . . 192

Revue littéraire. — *Un Conventionnel en mission*, par M. André BEAUNIER 205

Revue scientifique. — *La Torpille et les immersibles*, par M. Charles NORDMANN 217

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Charles BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques 229

Livraison du 15 Novembre.

La Bataille de la Trouée de Charmes (25-26 août 1914). — *Le Grand-Couronné. — Combat et occupation de Lunéville. — Offensive de la 2e armée. — Journée décisive du 25 août. — Victoire de la Trouée de Charmes*. — avec carte et plan, par M. Gabriel HANOTAUX, de l'Académie française 241

L'Impératrice Joséphine et le Prince Eugène (1804-1814), d'après leur correspondance inédite. — II. *L'Apogée*, par M. Frédéric MASSON, de l'Académie française 295

On changerait plutôt le cœur de place..., troisième partie, par M. Benjamin VALLOTTON 330

A propos de la Foire de Fez, par M. Louis BERTRAND 361

Impressions d'un combattant. — Notes de route. — VI. *La Maîtrise du canon*, par M. Charles NORDMANN 371

La Musique et les soldats. — II. *La Réalité d'aujourd'hui*, par M. Camille BELLAIGUE 415

Pages.

L'Effort financier anglais, par M. L. PAUL-DUBOIS. 425

Revue dramatique. — *La Course du flambeau* à la Comédie-Française, par M. René DOUMIC, de l'Académie française. 451

Revues étrangères. — *La Conversion de M. H. G. Wells*, par M. T. DE WYZEWA 457

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Charles BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 469

Livraison du 1er Décembre.

Fragmens d'un journal intime. — I. *Visions des soirées très chaudes de l'été.* — II. *Le « Chant du départ »* par Pierre LOTI, de l'Académie française. 481

L'Église de France pendant la guerre, par M. Georges GOYAU. 492

L'Éternel champ de bataille. — III. *Les bonnes gens de chez nous*, par M. Louis BERTRAND. 529

Le Suicide bulgare. — Autour d'une couronne. — *Notes et souvenirs, 1878-1915.* — III. *Le Tsar des Bulgares.* — *La Rupture avec l'Entente*, par M. Ernest DAUDET. 565

On changerait plutôt le cœur de place..., dernière partie, par M. Benjamin VALLOTTON. 601

Notes sur un Amateur de couleurs, par M. Pierre DE NOLHAC. 633

La Guerre vue par les combattans allemands. — II. *Les Déceptions et les aveux*, par M. Albert PINGAUD. 642

Les Emprunts des belligérans, par M. Raphaël-Georges LÉVY, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 662

Revue littéraire. — *Un nouveau livre sur Samuel Bernard*, par M. André BEAUNIER. 685

Revue scientifique. — *Les Précurseurs de la guerre de tranchées*, par M. Charles NORDMANN 697

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Charles BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 709

Livraison du 15 Décembre.

Lazarine, première partie, par M. Paul BOURGET, de l'Académie française. 721

A la suite du gouvernement serbe. — De Nich a Saint-Jean de Medua octobre 1915-février 1916). — I. *De Nich a la Biéloukha*, par M. Auguste BOPPE. 757

L'Impératrice Joséphine et le Prince Eugène (1804-1814), d'après leur correspondance inédite. — III. *Les Disgraciés*, par M. Frédéric MASSON, de l'Académie française 788

Visites au front (juin 1916). — I. *En Argonne*, par M. André CHEVRILLON. 823

La Civilisation française, par M. Victor GIRAUD. 849

Dans Venise bombardée, par M. Charles DIEHL, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. 878

Le Marquis de Vogüé, par M. P. IMBART DE LA TOUR, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 894

La Protection des paquebots, par M. le Contre-Amiral DEGOUY. 907

Revue dramatique. — Reprise du *Chandelier* à la Comédie-Française; — *L'Amazone* à la Porte-Saint-Martin, par M. René DOUMIC, de l'Académie française. 924

Revues étrangères. — *Henri Sienkiewicz et l'âme polonaise*, par M. T. DE WYZEWA 935

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Charles BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques 947

Paul Leroy-Beaulieu. 958

Imp. Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 53615.

AP
20
R5
per.6
t.36

Revue des deux mondes

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY